Débats de l'Assemblée nationale

Table nominative

(H – Z)

établie par le service des Archives
de l'Assemblée nationale

Du 1er octobre 1999 au 30 septembre 2000

11e législature

H

Georges HAGE
Nord (16ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14664)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome IV : Affaires étrangères (relations culturelles internationales et francophonie) (n° 1863) [14 octobre 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1198), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif) [24 novembre 1999] (n° 1957)

Proposition de loi n° 1985 tendant à la reconnaissance de la langue des signes française [1er décembre 1999]

Proposition de loi n° 2053 relative au harcèlement moral au travail [22 décembre 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la mission effectuée par une délégation de la commission à Cuba [17 mai 2000] (n° 2401)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1163, posée le 19 juin 2000. Déchéances et incapacités. Hospitalisation d'office (J.O. Questions p. 3605). Appelée le 20 juin 2000. Réglementation (p. 5559)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9181)
Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, suppléé par M. Jean-Claude Lefort

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères
Son intervention (p. 9226)

Thèmes :
Audiovisuel et communication (p. 9226)
Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 9226)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9226)

Questions écrites budgétaires
15 - Relations internationales : coopération économique : Angola (p. 9252)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [9 novembre 1999] (p. 9138) :

- Réunion de la commission des lois du 20 octobre 1999

Son intervention (p. 9146)

Thèmes :
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 9146)
Justice : aide juridictionnelle (p. 9146)
Justice : contentieux : croissance (p. 9146)
Justice : jugements : délais (p. 9146)
Système pénitentiaire (p. 9146)

Questions écrites budgétaires
10 - Justice : assistants de justice : contrats emploi-jeunes (p. 9163)
11 - Justice : aide juridictionnelle (p. 9164)

Projet de loi n° 1198 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [20 janvier 2000] (p. 247)
Son intervention (p. 248)

Thèmes :
Entreprises : investissements : Algérie (p. 248)
Etrangers : visas (p. 248)
Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 249)
Politiques communautaires : pays associés : Algérie (p. 248)
Transports aériens : Air France (p. 248)

Gérard HAMEL
Eure-et-Loir (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Maintien. Rave parties [10 novembre 1999] (p. 9176)

Moyens de paiement. Cartes bancaires. Utilisation, sécurité [16 mai 2000] (p. 4220)

Ministères et secrétariats d'Etat. Jeunesse et sports : publications. Droits des jeunes, partenariat [20 juin 2000] (p. 5596)

DÉBATS

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1283)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son sous-amendement n° 117 soutenu par M. Philippe Martin (schéma départemental prévoyant le type d'aires d'accueil en fonction des différentes catégories de population faisant partie des gens du voyage) à l'amendement n° 42 de la commission (mention obligatoire des communes de plus de 5 000 habitants au schéma départemental) (p. 1291) : rejeté (p. 1292)

Son sous-amendement n° 118 soutenu par M. Philippe Martin (schéma départemental précisant les obligations des gens du voyage en matière de scolarisation, d'alphabétisation et de respect de l'ordre et de la salubrité publique) à l'amendement n° 42 de la commission : rejeté (p. 1292)

Son sous-amendement n° 123 soutenu par M. Philippe Martin (droit de stationnement) à l'amendement n° 43 de la commission (accueil des grands rassemblements) : rejeté (p. 1293)

Son sous-amendement n° 121 soutenu par M. Philippe Martin (répartition équilibrée des aires d'accueil) à l'amendement n° 43 de la commission : rejeté (p. 1293)

Son sous-amendement n° 122 soutenu par M. Philippe Martin (interdiction d'implantation d'aires d'accueil dans les zones en situation économique ou sociale difficile) à l'amendement n° 43 de la commission : rejeté (p. 1294)

Son sous-amendement n° 119 soutenu par M. Philippe Martin (maires des communes et des groupements de communes de plus de 5000 habitants) à l'amendement n° 46 de la commission (coordination régionale des schémas départementaux - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 1299)

Son sous-amendement n° 120 soutenu par M. Philippe Martin (consultation des commissions des départements limitrophes) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 1299) : rejeté (p. 1300)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Son sous-amendement n° 124 soutenu par M. Philippe Martin (empêchement à réaliser les obligations du schéma départemental) à l'amendement n° 51 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1301) : rejeté (p. 1302)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son sous-amendement n° 125 soutenu par M. Philippe Martin (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture avec l'ajout de la continuité des services publics pouvant fonder la saisine du juge par le maire et du référé selon la procédure dite d'heure à heure) : rejeté (p. 1313)

Son sous-amendement n° 126 soutenu par M. Philippe Martin (extension de la procédure d'expulsion à la violation des règles d'urbanisme) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (p. 1313) : rejeté (p. 1314)

Son sous-amendement n° 127 soutenu par M. Philippe Martin (juge statuant en dernier ressort dans le délai de quarante-huit heures) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission : rejeté (p. 1314)

Francis HAMMEL

Somme (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome VIII : Emploi et solidarité (action sociale) (n° 1862) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Institutions sociales et médico-sociales. Centre d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS). Capacité d'accueil [2 novembre 1999] (p. 8676)

Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. Perspectives [26 janvier 2000] (p. 424)

Assurances. Assurance vie. Contrats souscrits au bénéfice de handicapés, primes, montant [23 février 2000] (p. 1161)

Handicapés. Personnes âgées. Dépendance, prises en charge [28 juin 2000] (p. 5999)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 925, posée le 4 octobre 1999. Institutions sociales et médico-sociales. Personnel (J.O. Questions p. 5661).

Appelée le 5 octobre 1999. Durée du travail, réduction, application (p. 6829)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6972)

Thèmes :

Travail : aménagement du temps de travail (p. 6972)
Travail : repos hebdomadaire (p. 6972)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 470 de la commission (renforcement des dispositions visant à faire respecter le repos dominical en Alsace-Moselle) (p. 7347)

Son amendement n° 947 (réglementation spécifique sur la possibilité du travail le dimanche pour les entreprises de moins de six salariés) (p. 7347) : devenu sans objet (p. 7348)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ ET SOLIDARITÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9055)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9057)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9057)
Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 9057)
Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 9058)
Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 9058)
Handicapés : maisons d'accueil spécialisées (MAS) (p. 9058)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9058)
Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 9057)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes : emploi (p. 9057)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 9057)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9057)
Professions sociales : travailleurs sociaux : formation

Proposition de loi n° 1734 portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1049)

Son intervention (p. 1067)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1067, 1068)
Chasse et pêche : associations : chasse (p. 1067)
Mer et littoral : pollution : pétrole (p. 1068)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 1068)
Union européenne : Parlement européen (p. 1067)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 3 (plans d'occupation des sols - POS -)

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans d'occupation des sols

Son amendement n° 377 (contraintes de mise aux normes d'accessibilité) : retiré (p. 5921)

Article 16 (projet architectural et paysager des lotissements)

Son amendement n° 382 (règles d'accessibilité pour les personnes handicapées) : retiré (p. 5944)

Article 60 (objectifs et moyens de la politique du logement)

Son amendement n° 396 soutenu par M. Alain Cacheux (accessibilité aux personnes handicapées) : adopté (p. 6165)

Guy HASCOËT

Nord (7ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Secrétaire d'Etat à l'économie solidaire

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'économie solidaire. Décret du 27 mars 2000 [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4821)

Cessation de son mandat de député le 27 avril 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 29 avril 2000] (p. 6493)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'industrie [J.O. du 22 décembre 1999] (p. 19067)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 mars 2000] (p. 4275)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 mars 2000] (p. 4275)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 mars 2000] (p. 4927)

Cesse d'appartenir au Conseil national des services publics départementaux et communaux [30 mars 2000]

Cesse d'appartenir à la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 31 mars 2000] (p. 4991)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2106 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état des établissements pénitentiaires en France, sur les conditions de vie des détenus et sur le respect des normes d'hygiène et de sécurité dans les prisons [21 janvier 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Gérard Revol. Marchés publics. Passation. Critères sociaux, réglementation [10 mai 2000] (p. 3952)

M. Didier Quentin. Bois et forêts. Politique forestière. Perspectives [30 mai 2000] (p. 4737)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Postes. La Poste. Durée du travail, réduction, application [20 octobre 1999] (p. 7646)

Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Mise en œuvre [17 novembre 1999] (p. 9518)

Politique extérieure. Santé. Sida, médicaments génériques, utilisation, pays en voie de développement [24 novembre 1999] (p. 10065)

Industrie. Matériel électrique et électronique. Alsthom, fusion avec ABB, emploi et activité [9 février 2000] (p. 863)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [12 octobre 1999] (p. 7148)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 7156)

Son intervention (p. 7173)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 7173)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 7173)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : communautarisme (p. 7173)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 7173)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 7157, 7173)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : équipement : services publics locaux (p. 9720) (M. Guy Hascoët) (p. 9720)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Questions écrites budgétaires (JO du 17 novembre 1999)

2 - Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) ; TVA : taux réduit : logement social (p. 9465)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 37, 61)

Son intervention (p. 57)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 91)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 57)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 91)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 57)

Secteur public : services publics : électricité (p. 57)

Discussion des articles [19 janvier 2000] (p. 118, 168)

Article 21 (mesures de sauvegarde)

Intervient sur l'amendement n° 289 du Gouvernement (simplification des procédures administratives) (p. 172)

Intervient sur le sous-amendement n° 291 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 289 du Gouvernement (p. 172)

Intervient sur le sous-amendement n° 290 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 289 du Gouvernement (p. 172)

Intervient sur le sous-amendement n° 292 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 289 du Gouvernement (p. 172)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [1er février 2000] (p. 522)

Son intervention (p. 524)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : électricité (p. 524)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 524)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 524)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2000] (p. 432)

Son intervention (p. 449)

Thèmes :

Parlement : bicamérisme (p. 449)
Parlement : Sénat : collège sénatorial (p. 449)
Parlement : Sénat : réforme (p. 449)
Parlement : Sénat : représentation proportionnelle (p. 449)
Politique générale : institutions : modernisation (p. 449)

Proposition de loi n° 1734 portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1049)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1073) : adoptée (p. 1080)

Thèmes :

Chasse et pêche : associations : chasse (p. 1076)
Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 1074, 1075)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 1073, 1076)
Union européenne : Cour de justice : arrêts (p. 1075)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Son amendement n° 29 soutenu par M. Noël Mamère (composition du conseil d'administration de l'ONC) : retiré (p. 2769)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Son amendement n° 31 (défense des intérêts des chasseurs devant les différentes juridictions par les fédérations départementales des chasseurs) : devenu sans objet (p. 2804)

Article 6 (réforme du régime des associations communales de chasse agréées)

Son amendement n° 34 (opposition du propriétaire sur un ou plusieurs de ses terrains) : devenu sans objet (p. 2822)

Son amendement n° 35 soutenu par M. Noël Mamère (signalisation des terrains de non chasse par l'association) : rejeté (p. 2825)

Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)

Son amendement n° 36 soutenu par M. Noël Mamère (contenu de l'examen) (p. 2836) : devenu sans objet (p. 2837)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son amendement n° 38 (jour de non-chasse) : devenu sans objet (p. 2865)

Son amendement n° 257 (jour de non-chasse) : devenu sans objet (p. 2865)

Après l'article 10

Son amendement n° 40 soutenu par M. Noël Mamère (installation et extension des enclos cynégétiques) : rejeté (p. 2867)

Cécile HELLE

Vaucluse (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 janvier 2000] (p. 1047)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 janvier 2000] (p. 1048)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 25 janvier 2000] (p. 1284)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 janvier 2000] (p. 1284)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 mai 2000] (p. 6659)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 mai 2000] (p. 6659)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement technique et professionnel. Enseignement en alternance. Stages en entreprise, élèves d'origine étrangère, accès [14 juin 2000] (p. 5332)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 992, posée le 20 décembre 1999. Femmes. Contraception (J.O. Questions p. 7186). Appelée le 21 décembre 1999. Ligature des trompes, légalisation, application (p. 11213)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 1999] (p. 8655)

Son intervention (p. 8696)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits (p. 8696, 8697)
Enseignement supérieur : étudiants : plan social (p. 8696)
Enseignement supérieur : universités : établissements (p. 8696, 8697)
Enseignement supérieur : personnel : doctorats (p. 8697)
Enseignement supérieur : personnel : enseignants : création d'emplois (p. 8697)

Proposition de loi n° 1815 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10253)

Son intervention (p. 10265)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : Légion étrangère (p. 10265)
Défense : Légion étrangère : histoire (p. 1065)
Nationalité : acquisition (p. 10266)
Nationalité : acquisition : Légion étrangère (p. 10266)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 347)

Thèmes :

Communes : municipalité : parité (p. 348)
Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 348)
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 348)
Elections et référendums : élus : femmes (p. 348)
Femmes : égalité des sexes (p. 348)
Femmes : parité : rôle (p. 349)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 347, 349)

Ses explications de vote (p. 414)
Vote pour du groupe socialiste (p. 414)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2954)

Son intervention (p. 2957)

Thèmes :

Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 2957, 2958)
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 2957)
Parlement : Sénat : parité (p. 2957, 2958)
Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 2958)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 2957)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 mai 2000] (p. 3677)

Son intervention (p. 3683)

Thèmes :

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 3683)
Femmes : parité : éligibilité (p. 3683)
Femmes : parité : exécutifs locaux (p. 3683)
Parlement : Sénat : parité (p. 3683)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 3683)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Son intervention (p. 3722)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 3723)
Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 3722, 3723)
Etrangers : intégration (p. 3723)

Projet de loi organique n° 2013 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5690)

Son intervention (p. 5695)

Thème :

Femmes : parité : Outre-mer (p. 5695)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5695)

Pierre HELLIER

Sarthe (1ère circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2443 portant diverses dispositions relatives à la formation en apprentissage et alternance [30 mai 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Caisses. Fonctionnement [2 février 2000] (p. 605)

Etablissements de santé. Etablissements publics. Budget [14 mars 2000] (p. 1872)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [21 juin 2000] (p. 5680)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1022, posée le 31 janvier 2000. Justice. Tribunaux de commerce (J.O. Questions p. 586). Appelée le 2 février 2000. Réforme (p. 496)

DÉBATS

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2000] (p. 1144) ; [23 février 2000] (p. 1175)

Article 1er (définition de l'archéologie préventive et rôle de l'Etat)

Son amendement n° 95 soutenu par M. Pierre Cardo (de suppression) (p. 1144) : rejeté (p. 1145)

Article 2 (création d'un établissement public de recherche en archéologie préventive)

Son amendement n° 96 soutenu par M. Pierre Cardo (de suppression) (p. 1176) : rejeté (p. 1178)

Michel HERBILLON

Val-de-Marne (8ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 10 novembre 1999] (p. 16773)

Cesse d'appartenir au conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou [10 juillet 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Politique de la santé. Perspectives [20 octobre 1999] (p. 7647)

Finances publiques. Lois de finances. Elaboration, transparence [10 mai 2000] (p. 3949)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1185, posée le 19 juin 2000. Voirie. RN 6 (J.O. Questions p. 3609). Appelée le 20 juin 2000. Rénovation, Maisons-Alfort (p. 5563)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8875)

Son intervention (p. 8882)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : Bibliothèque nationale de France (p. 8883)

Arts et spectacles : opéra : Paris (p. 8883)

Arts et spectacles : spectacles : enseignements artistiques (p. 8882)

Audiovisuel et communication : cinéma : aide au développement (p. 8883)

Enseignement supérieur : architecture (p. 8882)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : budget (p. 8882)

Patrimoine culturel : Musée des arts premiers (p. 8883)

Patrimoine culturel : oeuvres d'art : fiscalité (p. 8883)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 8882)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9613)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte : Allemagne (p. 9648)

ECONOMIE ET FINANCES

II - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen des fascicules [19 novembre 1999] (p. 9729)

Procédure des questions :

Travail : durée du travail : coût (p. 9750)

TVA (p. 9749)

Proposition de loi n° 1727 instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 février 2000] (p. 1327)

Son intervention (p. 1331)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : devoir de mémoire (p. 1331)

Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : histoire (p. 1331)

Proposition de loi n° 2116 relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1426)

Son intervention (p. 1430)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 1430)

Donations et successions : successions (p. 1431)

Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 1430)

Patrimoine culturel : mobilier national (p. 1430)

Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 1430)

Discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1441)

Article 1er (article 5 de la loi du 31 décembre 1992 : durée de validité et champ d'application du certificat d'exportation)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Pierre Lellouche (délai-plafond de délivrance) (p. 1441)

Son amendement n° 36 (délai-plafond de délivrance) (p. 1440) : rejeté (p. 1441)

Article 2 (article 7 de la loi du 31 décembre 1992 : conditions de refus du certificat)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Pierre Lellouche (institution d'une commission paritaire compétente comportant en particulier des représentants de certains ministères) (p. 1442)

Son amendement n° 38 corrigé (institution d'une commission paritaire compétente comportant en particulier de certains ministères) (p. 1441) : rejeté (p. 1442)

Son amendement n° 37 corrigé (institution d'une commission paritaire compétente comportant en particulier des représentants du marché de l'Etat) (p. 1441) : rejeté (p. 1442)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Pierre Lellouche (financement des achats de biens par l'Etat) (p. 1444)

Son amendement n° 41 (financement des achats de biens par l'Etat) (p. 1444) : rejeté (p. 1446)

Article 4 bis (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit des biens classés monuments historiques)

Son intervention (p. 1446)

Article 5 (articles 9-1 à 9-4 de la loi du 31 décembre 1992 : procédure d'achat par l'Etat des biens culturels soumis à un refus de délivrance de certificat)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (autorité compétente) (p. 1449)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (représentation cinématographique en dehors des frontières) (p. 1454)

Ses explications de vote (p. 1456)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1457)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3076)

Son intervention (p. 3079)

Thèmes :

Donations et successions : successions (p. 3079)

Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 3079)

Patrimoine culturel : mobilier national (p. 3079)

Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 3079)

Pierre HÉRIAUD

Loire-Atlantique (9ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la Commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 18 novembre 1999] (p. 17153)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 38 : Premier ministre (secrétariat général de la défense nationale) (n° 1861) [14 octobre 1999]

Proposition de loi n° 2208 relative à la création d'un corps de garde-côtes [1er mars 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports par eau. Transports maritimes. Transports de matières dangereuses, accidents, lutte et prévention [19 janvier 2000] (p. 112)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 7629)

Son intervention (p. 7681)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7629, 7682)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 7629, 7682)
Finances publiques : dépenses (p. 7682)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 7682, 7683)
Finances publiques : recettes (p. 7682)
Union européenne : contribution française (p. 7682)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen des fascicules [2 novembre 1999] (p. 8643)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8646)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armement : exportation (p. 8647)
Défense : Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) (p. 8647, 8648)
Défense : secret défense : Commission (p. 8647)
Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (p. 8646, 8647)
Etat : Gouvernement : télécommunications (p. 8647)
Industrie : informatique : réseaux (p. 8647)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11073)

Son intervention (p. 11086)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 11086)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 11086)
Finances publiques : dépenses (p. 11086)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 11086)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 11086)
Finances publiques : recettes (p. 11086)
Politique économique : investissement (p. 11086)

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11089, 11145)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son sous-amendement n° 288 (relèvement de l'abattement pour le rattachement au foyer fiscal des enfants majeurs restant à charge) à l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 11090)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 281 de M. Germain Gengenwin (attribution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux anciens combattants de plus de 75 ans ayant des enfants majeurs) (p. 11091) : rejeté (p. 11091)

Article 36 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 286 de M. Pierre Méhaignerie (fixation du déficit à 193, 775 milliards de francs) (p. 11159) : devenu sans objet (p. 11159)

Article 57 bis (rétablissement d'une déduction forfaitaire supplémentaire plafonnée à 50 000 F en faveur des VRP)

Soutient l'amendement n° 287 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 11184) : adopté (p. 11184)

Après l'article 63 quindecies

Soutient l'amendement n° 7 de M. Léonce Deprez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des unions d'économie sociale ayant pour seul objet le logement des personnes défavorisées) (p. 11197) : rejeté (p. 11197)

Soutient l'amendement n° 8 de M. Léonce Deprez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements améliorés donnés en location à des personnes défavorisées) (p. 11197) : rejeté (p. 11197)

Article 69 bis (Fonds national de promotion et de communication de l'artisanat et formation continue des artisans)

Intervient sur l'amendement n° 238 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11199)

Ses explications de vote (p. 11201)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 11201)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10689, 10722)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 10714)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses (p. 10714)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 10714)

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Après l'article 11

Son amendement n° 55 (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, dans la limite de 40 % des versements) (p. 10766) : rejeté (p. 10768)

Son amendement n° 56 soutenu par M. Charles de Courson (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres reçus à l'occasion d'une offre publique d'achat ou d'une offre publique d'échange émanant d'entreprises ayant leur siège social dans l'Union européenne) (p. 10766) : rejeté (p. 10768)

Déclaration du Gouvernement n° 2135 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur les conséquences et les suites des intempéries et de la marée noire qui sont intervenues fin décembre 1999

[3 février 2000] (p. 701)

Son intervention (p. 714)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 716)
Energie et carburants : Total : indemnisation (p. 715)
Mer et littoral : pollution : pétrole (p. 715)
Tourisme et loisirs : tourisme social : camping (p. 715)
Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 716)

TVA : taux réduit : bois et forêts (p. 715)

Proposition de loi n° 2218 relative à la mise en place d'une véritable responsabilité pour faute de l'administration fiscale et d'un droit général d'indemnisation pour les contribuables

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2000] (p. 2987)

Son intervention (p. 2994)

Thèmes :

Impôts et taxes : contentieux : indemnisation (p. 2995)

Impôts et taxes : contentieux : sanctions (p. 2994, 2995)

Impôts et taxes : contrôle (p. 2994, 2995)

Impôts et taxes : intérêts de retard (p. 2995)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2995)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Article 3 (article 3 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 instituant une Commission des opérations de bourse et relative à l'information des porteurs de valeurs mobilières et à la publicité de certaines opérations de bourse : rectification des informations financières)

Son amendement n° 371 (édiction d'un règlement précisant les critères sur lesquels la Commission des opérations de bourse peut se fonder pour déterminer les inexactitudes susceptibles d'être contenues dans les informations fournies aux actionnaires) (p. 3345) : retiré (p. 3346)

Après l'article 65

Son amendement n° 390 soutenu par M. Hervé Morin (rapport au Parlement décrivant les disparités au sein de l'Union européenne des règles relatives à l'identification des actionnaires) : rejeté (p. 3470)

Projet de loi n° 2236 portant habilitation du Gouvernement à adapter par ordonnance la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2000] (p. 3688)

Son intervention (p. 3695)

Thèmes :

Finances publiques (p. 3695, 3696)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 3695, 3696)

Ordonnances : ratification (p. 3695)

Outre-mer (p. 3695)

Télécommunications : France Télécom : tarifs (p. 3695)

Union européenne : euro (p. 3695, 3696)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 3696)

Guy HERMIER

Bouches-du-Rhône (4ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Patrick HERR

Seine-Maritime (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes (p. 8847)

Voirie : routes : crédits (p. 8847)

Edmond HERVÉ

Ille-et-Vilaine (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 15 :

Economie, finances et industrie (poste et télécommunications) (n° 1861) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Son intervention (p. 7680)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 7680)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7680, 7681)

Collectivités territoriales : ressources (p. 7681)

Impôts locaux (p. 7680, 7681)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 7681)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7681)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 7681)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [19 novembre 1999] (p. 9813)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9817)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes : La Poste (p. 9817)

Recherche (p. 9818)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 9817)

Télécommunications : France Télécom (p. 9818)

Jacques HEUCLIN

Seine-et-Marne (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 22

Son amendement n° 124 soutenu par Mme Nicole Bricq (relèvement du taux d'exonération de taxe sur les véhicules de société dont bénéficient les véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7976)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Article 10 bis supprimé par le Sénat (article 138 du code de procédure pénale : cautionnement)

Son amendement n° 194 soutenu par Mme Frédérique Bredin (rétablissement de l'article - cautionnement et constitution de sûretés - référence à l'article L. 277 du livre des procédures fiscales) (p. 965) : devenu sans objet (p. 967)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 3 (plans d'occupation des sols - POS -)

Article L. 123-13-1 nouveau du code de l'urbanisme : révision ou modification du plan local d'urbanisme pour permettre la réalisation d'une zone d'aménagement concerté d'intérêt communautaire

Son amendement n° 380 rectifié soutenu par M. Daniel Marcovitch (approbation par l'établissement public d'un projet de modification ou de révision lorsqu'une ZAC a été créée à l'initiative d'un EPCI) : adopté (p. 5930)

Francis HILLMEYER

Haut-Rhin (6ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

Elu le 25 juin 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 27 juin 2000] (p. 9678)

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 8 juillet 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Allemagne. Construction européenne, déclaration du Président de la République [28 juin 2000] (p. 5995)

Claude HOARAU

La Réunion (5ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9374)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 21 septembre 2000] (p. 14843)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome XVI : Outre-mer (n° 1866) [14 octobre 1999]

Proposition de résolution n° 1872 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de la justice à La Réunion [15 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 940, posée le 11 octobre 1999. Outre-mer. DOM : logement (J.O. Questions p. 5803). Appelée le 12 octobre 1999. Logement social, financement, livret A, délais (p. 7129)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 91 corrigé de M. Georges Sarre (soumission des gains retirés des options d'achat ou de souscription d'actions au droit commun de l'impôt sur le revenu et application sur option de l'imposition préférentielle dans une limite annuelle de 5 millions de francs et lorsque ces options ont été proposées à l'ensemble des salariés après information du comité d'entreprise) (p. 7911) : retiré (p. 7919)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (relèvement de l'imposition des gains retirés des options d'achat ou de souscription d'actions) (p. 7919)

Son amendement n° 461 (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique) (p. 7920) : retiré (p. 7921)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 9017)

Son intervention (p. 9038)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM : La Réunion : chômage (p. 9038)

DOM : La Réunion : contrats emploi-jeunes (p. 9038)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Procédure des questions :

Voirie : routes : La Réunion (p. 8851)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [9 novembre 1999] (p. 9138) :

- Réunion de la commission des lois du 20 octobre 1999

Son intervention (p. 9155)

Thème :

Système pénitentiaire (p. 9156)

Questions écrites budgétaires

2 - Système pénitentiaire : établissements : La Réunion (p. 9160)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 9330)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 9330)

Outre-mer : DOM : logement (p. 9331)

Outre-mer : DOM : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9331)

Outre-mer : DOM-TOM : chômage (p. 9330, 9331)

Outre-mer : DOM-TOM : impôts et taxes (p. 9331)

Outre-mer : DOM-TOM : lois d'orientation (p. 9330)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Son amendement n° 170 (réception des programmes métropolitains outre-mer) (p. 2475) : retiré ; repris par M. Rudy Salles : rejeté (p. 2477)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3977)

Son intervention (p. 3985)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 3985)

Emploi : jeunes : DOM (p. 3986)

Fonctionnaires et agents publics : primes : DOM (p. 3986)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3985)
Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 3985)
Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 3985, 3986)
Outre-mer : La Réunion : départements (p. 3977, 3978, 3986)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 3986)

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 1er (le développement des départements d'outre-mer, priorité de la Nation)

Son intervention (p. 4026)

Article 2 (article L. 752-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Son intervention (p. 4031)

Soutient l'amendement n° 392 de Mme Huguette Bello (bilan du dispositif) (p. 4038) : retiré (p. 4039)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 393 de Mme Huguette Bello (conditions d'accès à la profession de taxi à La Réunion) (p. 4040) : retiré (p. 4040)

Article 3 (articles L. 756-4 à L. 756-6 nouveaux du code de la sécurité sociale : cotisations et contributions des employeurs et travailleurs indépendants)

Son intervention (p. 4041)

Intervient sur l'amendement n° 180 de la commission des affaires culturelles (exonération de deux ans pour les créations d'activité) (p. 4042)

Intervient sur l'amendement n° 394 de Mme Huguette Bello (exonération de deux ans pour les créations d'activité) (p. 4042)

Article 4 (article 3 de la loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 : exonération de charges sociales des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 4045)

Article 5 (plan d'apurement des dettes sociales)

Soutient l'amendement n° 396 de Mme Huguette Bello (extension aux dettes envers la caisse de congés payés, celle de la retraite complémentaire et l'Assedic) (p. 4047) : rejeté (p. 4047)

Article 6 (plan d'apurement des dettes fiscales)

Soutient l'amendement n° 398 de Mme Huguette Bello (réexamen de la situation fiscale des entreprises ayant été taxées d'office en cas de bénéfice du plan) (p. 4054) : adopté (p. 4054)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 282 précédemment réservé de la commission (institution d'une contribution sur les jeux au taux de 7 %) (p. 4086)

Article 7 précédemment réservé (article L. 832-7 nouveau du code du travail : soutien au désenclavement des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4086)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 402 précédemment réservé de Mme Huguette Bello (prorogation jusqu'en 2004 du régime fiscal des investissements productifs effectués outre-mer par des particuliers - article 163 tervecies du code général des impôts) (p. 4088) : adopté (p. 4089)

Soutient l'amendement n° 404 précédemment réservé de Mme Huguette Bello (prorogation jusqu'en 2004 du régime fiscal des investissements productifs effectués outre-mer par des sociétés - article 163 tervecies du code général des impôts) (p. 4089) : retiré (p. 4089)

Article 9 précédemment réservé (article L. 832-6 nouveau du code du travail : projet initiative-jeune)

Ses observations : S'étonne que son amendement, pourtant examiné et adopté en commission des affaires culturelles, familiales et sociales, n'ait pas été appelé en discussion à la suite d'une application contestable de l'article 40 de la Constitution par la commission des finances (p. 4094)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 557 précédemment réservé du Gouvernement (institution d'un congé-solidarité) (p. 4099)

Article 10 précédemment réservé (article L. 812-1 nouveau du code du travail : institution du titre de travail simplifié)

Soutient l'amendement n° 408 corrigé de Mme Huguette Bello (de coordination avec le champ d'application des exonérations de cotisations sociales défini à l'article 2) (p. 4101) : rejeté (p. 4101)

Article 11 précédemment réservé (alignement du RMI dans les départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4114)

Article 12 précédemment réservé (articles 17-1, 42-7-1, 42-11 à 42-13 nouveaux de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 : renforcement de l'insertion et du contrôle)

Son intervention (p. 4116)

Soutient l'amendement n° 410 de Mme Huguette Bello (de suppression) (p. 4117) : rejeté (p. 4118)

Article 16 précédemment réservé (article L. 340-2 nouveau du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain)

Son amendement n° 421 soutenu par M. Élie Hoarau (convention entre la région, le département et l'Etat) (p. 4124) : rejeté (p. 4125)

Son amendement n° 422 (fonds présidé par le président du conseil régional) : adopté (p. 4127)

Son amendement n° 423 soutenu par M. Élie Hoarau (association des maires à la gestion des fonds) : retiré (p. 4127)

Son amendement n° 548 (association des maires membres du fonds via deux de ses représentants) (p. 4127) : adopté après rectification (deux membres de l'association des maires siégeant au fonds) (p. 4128)

Article 18 précédemment réservé (valorisation des langues régionales des départements d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 418 de Mme Huguette Bello (enseignement du créole) (p. 4130) : retiré (p. 4131)

Article 24 précédemment réservé (articles L. 3444-1 à L. 3444-3, L. 4433-3-1 et L. 4433-3-2 du code général des collectivités territoriales : consultation des assemblées locales des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 439 (nouvelle rédaction de la première phrase du texte proposé pour l'article L.

4333-3-2 relatif à l'application de l'article 299-2 du traité de l'Union européenne) : retiré (p. 4139)

Article 26 précédemment réservé (article L. 4433-15 bis nouveau du code général des collectivités territoriales : transfert de compétences en matière de gestion et conservation des ressources biologiques de la mer)

Son amendement n° 426 (association des régions à la politique commune des pêches et à toute négociation en ce domaine dès lors qu'elles sont concernées) : retiré (p. 4145)

Article 28 précédemment réservé (article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales : schéma d'aménagement régional)

Son amendement n° 427 (ajout du terme "transport") (p. 4146) : devenu sans objet (p. 4147)

Son amendement n° 428 (ajout des infrastructures relatives aux nouvelles technologies de l'information et de la communication) : adopté (p. 4147)

Article 30 précédemment réservé (articles 14 et 14 bis nouveau de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 : Office de l'eau)

Soutient l'amendement n° 142 de la commission de la production (prise en compte de l'éventuelle création d'un second département à La Réunion) (p. 4150) : retiré (p. 4150)

Son amendement n° 430 (prise en compte de l'éventuelle création d'un second département à La Réunion) : retiré (p. 4150)

Son amendement n° 431 (conseil d'administration composé au moins pour moitié par des représentants des collectivités territoriales) : adopté (p. 4150)

Son amendement n° 432 (directeur de l'Office nommé par le président du conseil général) (p. 4150) : retiré (p. 4151)

Article 38 précédemment réservé (création de deux départements à La Réunion)

Son intervention (p. 4166)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Émile Blessig (de suppression) (p. 4167)

Article 42 (commission des comptes économiques et sociaux)

Soutient l'amendement n° 447 de M. Élie Hoarau (rapport établissant un bilan du coût des mesures et de leur efficacité en matière d'emploi et d'insertion) (p. 4174) : adopté (p. 4174)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 373 rectifié de M. Jean-Yves Caullet (rapport du Gouvernement au Parlement sur la prime d'éloignement) (p. 4175)

Son amendement n° 448 soutenu par M. Élie Hoarau (création d'un observatoire des prix et des revenus à La Réunion) : adopté (p. 4176)

Seconde délibération

Article 2 (article L. 752-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement du seuil de dix salariés et dégressivité dans le temps du bénéfice de l'exonération en cas de dépassement ultérieur du seuil) (p. 4177)

Élie HOARAU

La Réunion (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 8 avril 2000] (p. 5437)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 avril 2000] (p. 5437)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 mai 2000] (p. 7592)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 18 mai 2000] (p. 7592)

Cesse d'appartenir au conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [30 mai 2000]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1872 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public de la justice à La Réunion [15 octobre 1999]

Proposition de loi n° 2149 tendant à la création, dans les Caraïbes, le Pacifique et l'océan Indien d'Observatoires régionaux, sur les effets du réchauffement climatique dans les territoires de l'Outre-mer français [9 février 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 9350)
Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 9350)
Outre-mer : DOM-TOM : chômage (p. 9350)
Outre-mer : DOM-TOM : développement économique (p. 9350)
Outre-mer : DOM-TOM : impôts et taxes (p. 9350)
Outre-mer : DOM-TOM : lois d'orientation (p. 9351)
Outre-mer : institutions (p. 9351, 9352)
Outre-mer : La Réunion : institutions (p. 9351)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 22 (articles L. 3441-2 à L. 3441-6 du code général des collectivités territoriales : action internationale des départements d'outre-mer)

Son intervention (p. 4062)

Son amendement n° 433 (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 3441-2 réservant aux seules régions monodépartementales la faculté de faire des propositions au Gouvernement et supprimant la référence aux Etats de l'océan indien) : rejeté (p. 4062)

Son amendement n° 434 (texte proposé pour l'article L. 3441-3 : faculté de négocier et de signer des accords réservée aux présidents des seules régions monodépartementales et suppression de la référence à la zone de l'océan indien) (p. 4062) : rejeté (p. 4063)

Son amendement n° 435 : devenu sans objet (p. 4064)

Article 23 (articles L. 4433-4-1 à L. 4433-4-6 du code général des collectivités territoriales : action internationale des régions d'outre-mer et création d'un fonds régional de coopération)

Son amendement n° 436 (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 4433-4-5 : possibilité pour les régions de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de La Réunion d'être membres d'organismes régionaux et de proposer au Gouvernement d'y faire adhérer la France) (p. 4066) : rejeté (p. 4067)

Soutient l'amendement n° 277 de la commission (intervention des sociétés d'économie mixte) (p. 4068) : adopté (p. 4068)

Son amendement n° 437 (intervention des sociétés d'économie mixte) (p. 4067) : devenu sans objet (p. 4068)

Article 9 précédemment réservé (article L. 832-6 nouveau du code du travail : projet initiative-jeune)

Son intervention (p. 4093)

Article 16 précédemment réservé (article L. 340-2 nouveau du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain)

Soutient l'amendement n° 421 de M. Claude Hoarau (convention entre la région, le département et l'Etat) (p. 4124, 4125) : rejeté (p. 4125)

Soutient l'amendement n° 423 de M. Claude Hoarau (association des maires à la gestion des fonds) (p. 4125) : retiré (p. 4127)

Article 24 précédemment réservé (articles L. 3444-1 à L. 3444-3, L. 4433-3-1 et L. 4433-3-2 du code général des collectivités territoriales : consultation des assemblées locales des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 440 (consultation des conseils régionaux par l'autorité de régulation des télécommunications avant toute décision d'attribution de licences ou d'autorisations d'exploitation de services locaux ou interrégionaux de télécommunications) (p. 4139) : retiré (p. 4140)

Après l'article 24

Son amendement n° 444 précédemment réservé (suppression de l'incompatibilité entre la fonction de membre du bureau du conseil régional et la direction d'une agence placée sous la tutelle de l'institution régionale) (p. 4140) : retiré (p. 4141)

Son amendement n° 441 précédemment réservé (consultation des conseils régionaux en matière de concessions portuaires et aéroportuaires) : adopté (p. 4141)

Son amendement n° 442 précédemment réservé (rapport annuel du Gouvernement aux conseils régionaux sur les échanges aériens, maritimes et les télécommunications) : retiré (p. 4141)

Son amendement n° 550 précédemment réservé (rapport tous les deux ans du Gouvernement aux conseils régionaux sur les échanges aériens, maritimes et les télécommunications) : adopté (p. 4141)

Son amendement n° 443 précédemment réservé (présence avec voix délibérative du conseil régional de La Réunion au conseil d'administration des Terres australes et antarctiques françaises) (p. 4141) : retiré (p. 4142)

Son amendement n° 549 précédemment réservé (présence avec voix consultative du conseil régional de La Réunion au conseil d'administration des Terres australes et antarctiques françaises) (p. 4141) : retiré (p. 4142)

Article 25 précédemment réservé (articles L. 4433-24-1 à L. 4433-24-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales : transfert de compétences en matière de routes nationales)

Son intervention (p. 4142)

Article 38 précédemment réservé (création de deux départements à La Réunion)

Son intervention (p. 4164)

Article 42 (commission des comptes économiques et sociaux)

Son amendement n° 447 soutenu par M. Claude Hoarau (rapport établissant un bilan du coût des mesures et de leur efficacité en matière d'emploi et d'insertion) : adopté (p. 4174)

Après l'article 42

Son amendement n° 411 soutenu par Mme Huguette Bello (présentation par le Gouvernement d'un décret visant à supprimer la prime d'éloignement) : adopté (p. 4175)

Soutient l'amendement n° 300 de la commission (création d'un observatoire des prix et des revenus à La Réunion) (p. 4176) : adopté (p. 4176)

Soutient l'amendement n° 448 de M. Claude Hoarau (création d'un observatoire des prix et des revenus à La Réunion) (p. 4176) : adopté (p. 4176)

François HOLLANDE

Corrèze (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi constitutionnelle n° 2400 relative à la réduction du mandat du Président de la République à cinq ans [17 mai 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 2

Son amendement n° 524 deuxième rectification (fixation des seuils d'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux salariés ou aux mandataires sociaux à l'occasion de la cessation de leurs fonctions) (p. 7745) : adopté (p. 7749)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 juin 2000] (p. 5336)

Son intervention (p. 5386)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 5388)
Constitution : révision (p. 5386 à 5388)
Elections et référendums : durée des mandats (p. 5387)
Elections et référendums : élections législatives : représentation proportionnelle (p. 5388)
Parlement : prérogatives (p. 5386 à 5388)
Parlement : Sénat (p. 5387)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 5386)
Président de la République (p. 5386, 5387)
Président de la République : quinquennat : gauche (p. 5386)
Président de la République : quinquennat : référendums (p. 5387)

Robert HONDE

Alpes-de-Haute-Provence (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux [J.O. du 3 mai 2000] (p. 6659)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - TOURISME

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9295)

Son intervention (p. 9301)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions : tourisme et loisirs (p. 9302)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : montagne (p. 9302)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : zones de revitalisation rurale (p. 9301, 9302)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 37, 61)

Son intervention (p. 69)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 69)
Energie et carburants : lignes électriques (p. 69)
Secteur public : services publics : électricité (p. 69, 70)

Philippe HOUILLON

Val-d'Oise (1ère circonscription)
Démocratie libérale et indépendants
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1853 visant à instituer un taux réduit de TVA de 5,5 % sur les prestations juridiques et judiciaires des professions d'avocats [13 octobre 1999]

Proposition de loi n° 1892 relative à l'introduction de la mixité professionnelle comme principe général d'organisation des tribunaux et cours administratives d'appel [9 novembre 1999]

Proposition de résolution n° 2596 visant à créer une commission d'enquête sur les conditions et circonstances dans lesquelles l'administration fiscale aurait éventuellement accordé à M. Lagerfeld une

remise de tout ou partie du montant des impositions dont il était redevable ainsi que sur les éventuelles interventions du ministre de l'économie et des finances concerné [28 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 1er (confirmation du passage à la nouvelle durée légale fixée à trente-cinq heures hebdomadaires)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maxime Gremetz (permanence nocturne) (p. 10415)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 72 (procédure de déclaration d'insalubrité)

Intervient sur l'amendement n° 1213 de M. Alain Cacheux (critères d'appréciation de l'insalubrité) (p. 2253)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Nissan. Emploi et activité [19 octobre 1999] (p. 7562)

Parlement. Relations entre le Parlement et le Gouvernement. Déclaration d'un ministre [23 novembre 1999] (p. 9968)

Etat. Gouvernement. Composition [26 avril 2000] (p. 3318)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 10 novembre 1999)

8 - Droit pénal : délinquance financière : magistrats (p. 9162)

9 - Droit pénal : mineurs (p. 6163)

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11283)

Son intervention (p. 11291)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 11292)

Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 11291)

Patrimoine culturel : protection (p. 11292)

Ventes et échanges : commissaires priseurs : droit de présentation (p. 11292)

Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 11292)

Ventes et échanges : ventes aux enchères : sociétés de vente (p. 11292)

Discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11311) ; [22 décembre 1999] (p. 11394)

Article 2 (réalisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques par des sociétés de forme commerciale)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Pierre Lellouche (notaires et huissiers de justice) (p. 11312)

Son amendement n° 107 (notaires et huissiers de justice) (p. 11312) : rejeté (p. 11313)

Son amendement n° 72 soutenu par Mme Nicole Feidt (rédactionnel) (p. 11313) : adopté (p. 11313)

Article 2 bis (ventes réalisées à distance par voie électronique)

Intervient sur l'amendement n° 82 du Gouvernement (de suppression) (p. 11314)

Article 3 (objet des sociétés de ventes)

Son amendement n° 73 soutenu par Mme Nicole Feidt (vente de biens appartenant à des membres de la société) : adopté (p. 11318)

Article 10 (publicité - prix de réserve)

Son amendement n° 75 (publicité préalable à la vente) : rejeté (p. 11324)

Après l'article 11

Son amendement n° 81 soutenu par Mme Nicole Ameline (suppression de la TVA à l'importation d'œuvres d'art) (p. 11325) : rejeté (p. 11326)

Article 14 (sanctions pénales de l'organisation de ventes aux enchères sans agrément)

Son amendement n° 76 soutenu par Mme Nicole Ameline (suppression des sanctions les plus sévères) : rejeté (p. 11329)

Article 18 (composition du Conseil des ventes)

Son amendement n° 77 (mandat non renouvelable) (p. 11331) : devenu sans objet (p. 11332)

Article 30 (responsabilité des experts agréés)

Son amendement n° 78 soutenu par M. Christian Martin (caractère facultatif de la coresponsabilité des experts) : rejeté (p. 11338)

Après l'article 57

Son amendement n° 80 soutenu par M. François Goulard (suppression du droit de suite en matière littéraire et artistique) (p. 11404) : rejeté (p. 11406)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3056)

Son intervention (p. 3062)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 3063)

Patrimoine culturel : marché de l'art : libéralisation (p. 3062)

Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 3062)

Discussion des articles [4 avril 2000] (p. 3064)

Après l'article 11

Son amendement n° 17 soutenu par M. Pierre Lellouche (suppression de la TVA à l'importation d'œuvres d'art) (p. 3066) : rejeté (p. 3067)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 février 2000] (p. 870)

Son intervention (p. 879)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 908)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 908)

Droit pénal : détention provisoire (p. 879)

Droit pénal : enquêtes (p. 880)

Droit pénal : garde à vue (p. 879)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 879, 880)

Droit pénal : témoins assistés (p. 879)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 879, 880, 909)

Justice : juge d'instruction (p. 880)

Justice : parquet (p. 880)

Justice : réforme : moyens (p. 909)

Lois : application : décrets (p. 908, 909)

Parlement : rôle (p. 879)

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Article 2D (article 63-1 du code de procédure pénale : information de la personne placée en garde à vue)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement du paragraphe II adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 916)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (enregistrement sonore des interrogatoires, utilisation et durée de conservation) (p. 920)

Article 4 quater (article 120 du code de procédure pénale : organisation des interrogatoires et confrontations)

Son amendement n° 236 soutenu par M. Pierre Albertini (suppression du paragraphe II relatif à des prérogatives du juge d'instruction) : rejeté (p. 938)

Article 5 bis (articles 89-1, 173 et 173-1 du code de procédure pénale : détail de recevabilité de certaines requêtes en nullité)

Son amendement n° 237 soutenu par M. Pierre Albertini (de suppression) : rejeté (p. 939)

Après l'article 7

Son amendement n° 233 soutenu par Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (accès au dossier et bénéfice d'un avocat pour toute personne visée par une plainte ou une dénonciation ou mise en cause par un témoin) : rejeté (p. 945)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 nouveaux du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le Parquet)

Son amendement n° 234 soutenu par M. Patrick Devedjian (saisine du juge de la détention par le procureur ou par la personne mise en examen demandant sa mise en liberté) (p. 961) : rejeté (p. 962)

Son amendement n° 235 soutenu par M. Pierre Albertini (motivation de toutes les décisions du juge de la détention provisoire) : rejeté (p. 963)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4630)

Son intervention (p. 4635)

Thèmes :

Droit pénal : garde à vue (p. 4636)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 4636)

Droit pénal : procédure pénale (p. 4636)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 4636)

Justice : magistrats : effectifs (p. 4636)

Parlement : rôle (p. 4635)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4636)

Proposition de loi n° 2121 tendant à préciser la définition des délits non intentionnels

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2000] (p. 3122)

Son intervention (p. 3134)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : délits non intentionnels (p. 3134)

Droit pénal : délits non intentionnels : généralités (p. 3134, 3135)

Droit pénal : délits non intentionnels : jurisprudence (p. 3134, 3135)

Droit pénal : responsabilité pénale : personnes morales (p. 3135)

Elections et référendums : élus : responsabilité pénale (p. 3135)

Justice : victimes : délits non intentionnels (p. 3135)

Ses explications de vote (p. 3149)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 3149)

Proposition de loi n° 735 relative à la prestation compensatoire en matière de divorce

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4622)

Article 2 bis (article 276-2 du code civil : transmission de la charge de la rente viagère et déduction de la pension de réversion)

Soutient l'amendement n° 9 de M. Yves Nicolin (non transmissibilité de la charge de la rente viagère sauf cas d'exceptionnelle gravité pour le créancier) (p. 4625) : rejeté (p. 4625)

Après l'article 2 undecies

Soutient l'amendement n° 12 de M. Claude Goasguen (déduction du revenu imposable des annuités d'emprunts souscrits pour la constitution du capital versé au titre de la prestation compensatoire) (p. 4629) : rejeté (p. 4629)

Robert HUE

Val-d'Oise (5ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises [13 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 5)

Son intervention (p. 6)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 7, 8)
Emploi : création d'emplois (p. 7)
Emploi : politique de l'emploi (p. 7, 8)
Entreprises : aides publiques (p. 7, 8)
Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 7, 8)
Entreprises : comités d'entreprise (p. 7)
Entreprises : Michelin (p. 6, 7)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 7)
Politique économique : généralités (p. 7, 8)
Travail : réduction du temps de travail (p. 7)

Discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 17)

Article 1er (création d'une commission nationale de contrôle)

Son amendement n° 1 corrigé soutenu par Mme Muguette Jacquaint (extension de la compétence de la commission nationale aux aides versées par les collectivités locales) : adopté (p. 17)

Article 3 (composition de la commission nationale et création de délégations régionales)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Roger Meï (compétences et composition des commissions régionales) : adopté (p. 19)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Daniel Feurtet (modalités d'information de la commission nationale) : adopté (p. 19)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Daniel Feurtet (conditions de saisine de la commission nationale sur une situation particulière) : adopté (p. 20)

Son amendement n° 5 soutenu par M. Daniel Feurtet (modalités d'établissement du rapport annuel de la commission nationale) : adopté (p. 20)

Article 4 (saisine de la commission nationale)

Son amendement n° 6 soutenu par M. Daniel Feurtet (renforcement des capacités d'initiative des comités d'entreprise) (p. 20) : adopté (p. 21)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3895)

Thèmes :

Etrangers : droit de vote (p. 3897)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3897)
Pays étrangers : Autriche (p. 3896)
Politique économique : mondialisation (p. 3896)
Politiques communautaires : Europe sociale (p. 3895, 3896)
Santé : santé publique : agroalimentaire (p. 3896)
Secteur public : entreprises publiques (p. 3896)
Union européenne : élargissement (p. 3895, 3896)
Union européenne : euro (p. 3896)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3895)

Michel HUNAULT

Loire-Atlantique (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

Vice-président de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 10 février 2000] (p. 2124)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1903 visant à abroger la procédure de "mise en état" [9 novembre 1999]

Proposition de loi n° 1989 relative à la prestation compensatoire en matière de divorce [1er décembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Magistrats. Indépendance [3 novembre 1999] (p. 8725)

Droit pénal. Présomption d'innocence. Respect [5 avril 2000] (p. 3097)

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

n° 951, posée le 11 octobre 1999. Agroalimentaire. Abattoirs (J.O. Questions p. 5804). Appelée le 12 octobre 1999. Emploi et activité, Levesque, Blain (p. 7113)

n° 1003, posée le 20 décembre 1999. Système pénitentiaire. Retirée par l'auteur le 20 décembre 1999 (J.O. Questions p. 7188)

n° 1054, posée le 13 mars 2000. Gendarmerie. Pelotons de surveillance et d'intervention (J.O. Questions p. 1528). Appelée le 14 mars 2000. Création, Châteaubriant (p. 1842)

n° 1128, posée le 22 mai 2000. Institutions sociales et médico-sociales. Centres de convalescence (J.O. Questions p. 3034). Appelée le 23 mai 2000. Maintien, Le Gâvre (p. 4496)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 305 soutenu par Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (structures adaptées aux besoins des personnes handicapées) : rejeté (p. 8635)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : abattoirs (p. 9587, 9588)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 9017)

Procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes : formation professionnelle (p. 9044)

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 10 novembre 1999)

6 - TVA : taux : professions judiciaires et juridiques (p. 9162)

Projet de loi n° 1919 modifiant le code pénal et le code de procédure pénale et relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10900)

Son intervention (p. 10917)

Thèmes :

Droit pénal : code pénal : Union européenne (p. 10918)
Droit pénal : corruption : code pénal (p. 10918)
Droit pénal : corruption : généralités (p. 10917)
Droit pénal : corruption : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 10917, 10918)
Droit pénal : corruption : rétroactivité des lois (p. 10918)
Droit pénal : corruption : tribunaux (p. 10918)
Parlement : Sénat : corruption (p. 10918)
Pays étrangers : Etats-Unis : procédure pénale (p. 10917, 10918)

Discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10919)

Article 2 (entrée en vigueur des nouvelles infractions)

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission (déclaration à l'administration fiscale dans le délai d'un an des commissions que les entreprises se sont engagées à verser antérieurement à l'entrée en vigueur des nouvelles infractions) (p. 10924)

Article 3 bis (articles 704 et 706-1 du code de procédure pénale : compétence du procureur et des juridictions de Paris pour la corruption active d'agents publics étrangers)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (de suppression) (p. 10927)

Son amendement n° 18 : devenu sans objet (p. 10927)

Après l'article 4

Son amendement n° 14 (prescription des délits financiers trois ans après leur commission) : rejeté (p. 10928)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 février 2000] (p. 1370)

Son intervention (p. 1375)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : Gouvernement précédent (p. 1375)
Droit pénal : corruption : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 1375, 1376)
Droit pénal : corruption : rétroactivité des lois (p. 1376)
Droit pénal : corruption : tribunaux (p. 1376)
Pays étrangers : Etats-Unis : corruption (p. 1376)

Pays étrangers : Etats-Unis : procédure pénale (p. 1376)
Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1376)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 juin 2000] (p. 5612)
Son intervention (p. 5617)
Thèmes :
Droit pénal : corruption : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 5617, 5618)
Droit pénal : corruption : rétroactivité des lois (p. 5617)
Pays étrangers : Etats-Unis : corruption (p. 5618)
Pays étrangers : Etats-Unis : paradis fiscaux (p. 5618)

Déclaration du Gouvernement n° 2135 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur les conséquences et les suites des intempéries et de la marée noire qui sont intervenues fin décembre 1999

[3 février 2000] (p. 701)
Son intervention (p. 724)
Thèmes :
Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture : pollution (p. 725)
Assurances : catastrophes naturelles : indemnisation (p. 724)
Energie et carburants : Total : indemnisation (p. 725)
Environnement : politique de l'environnement : risques naturels majeurs (p. 724)
Mer et littoral : pollution : pétrole (p. 724)

Proposition de résolution n° 2118 tendant à créer une commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises

Avant la discussion de l'article unique [3 février 2000] (p. 737)
Son intervention
Thèmes :
Droit pénal : peines : surveillance électronique (p. 744)
Droit pénal : présomption d'innocence : emprisonnement (p. 744)
Système pénitentiaire : détenus (p. 744)
Système pénitentiaire : établissements : naissances (p. 744)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 834)
Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)
Son sous-amendement n° 48 soutenu par M. Georges Tron (prise en compte du mandat de membre de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : rejeté (p. 835)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 février 2000] (p. 870)
Son intervention (p. 896)
Thèmes :
Droit pénal : détention provisoire (p. 896)
Droit pénal : mise en examen (p. 896, 897)
Droit pénal : mise en examen : surveillance électronique (p. 896)
Justice : cours d'assises : recours (p. 896)
Justice : réforme : moyens (p. 897)
Justice : victimes (p. 896)
Parlement : Sénat (p. 896)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)
Article 51 (transfert des compétences ferroviaires aux régions)
Son amendement n° 884 soutenu par M. Michel Bouvard (accessibilité aux gares des handicapés) (p. 2179) : rejeté (p. 2180)
Après l'article 60
Son amendement n° 885 soutenu par M. Jean-Marc Nudant (5 % des nouveaux logements accessibles aux personnes handicapées) : rejeté (p. 2220)

François HUWART
Secrétaire d'Etat au commerce extérieur

DÉPÔT
Déclaration du Gouvernement n° 1884 présentée par M. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, et M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes, sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle [26 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE
M. Georges Sarre. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, attitude de la France [6 octobre 1999] (p. 6928)
M. Jean-Claude Lefort. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, attitude de la France [6 octobre 1999] (p. 6934)
Mme Béatrice Marre. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du

commerce (OMC), négociations, attitude de la France [12 octobre 1999] (p. 7144)
M. Jean-Claude Lefort. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [7 décembre 1999] (p. 10633)
M. Yves Cochet. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, perspectives [21 mars 2000] (p. 2350)
Mme Muguette Jacquaint. Culture. Exposition universelle. Candidature française, candidature de la Seine-Saint-Denis [31 mai 2000] (p. 4798)
M. Jacques Rebillard. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), adhésion de la Chine [31 mai 2000] (p. 4802)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Michel Grégoire. Agriculture. Calamités agricoles. Gel, grêle, indemnisation, viticulture, côtes du Rhône [12 octobre 1999] (p. 7118)
M. Michel Suchod. Chambres consulaires. Chambres de commerce et d'industrie. Réforme [12 octobre 1999] (p. 7115)
M. Marc Dolez. Industrie. Edition et imprimerie. Imprimerie nationale, audit, conclusions [12 novembre 1999] (p. 7117)
M. Jean-Claude Bois. Industrie. Matériel électrique et électronique. Alcatel, emploi et activité, Lens [12 octobre 1999] (p. 7116)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1884 présentée par M. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, et M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes, sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle

[26 octobre 1999] (p. 8069)
Son intervention (p. 8069)
Thèmes :
Agriculture (p. 8071)
Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 8069, 8072)
Commerce extérieur : douanes : industrie (p. 8072)
Commerce extérieur : exportations (p. 8070)
Culture : politique culturelle : audiovisuel et communication (p. 8071)
Enfants : travail (p. 8072)
Environnement : protection (p. 8072)
Marchés publics (p. 8072)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8069 à 8073)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 8073)
Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 8070)
Politique économique : mondialisation (p. 8070, 8073)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8071, 8073)
Secteur public : services publics (p. 8071)
Services (p. 8071, 8072)
Télécommunications (p. 8072)
Travail : droit du travail (p. 8072, 8073)
Union européenne : Commission : négociations (p. 8071)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

I - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen des fascicules [19 novembre 1999] (p. 9767)
Son intervention (p. 9789)
Thèmes avant la procédure des questions :
Commerce extérieur : aides à l'exportation (p. 9790 à 9792)
Commerce extérieur : assurance crédit (p. 9791, 9792)
Commerce extérieur : Centre français du commerce extérieur (CF.CE) (p. 9790, 9791)
Commerce extérieur : Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CF.ME) (p. 9790, 9791)
Commerce extérieur : excédent (p. 9789, 9790)
Commerce extérieur : exportations (p. 9790)
Commerce extérieur : exportations : petites et moyennes entreprises (p. 9790 à 9792)
Commerce extérieur : généralités : crédits (p. 9789, 9790, 9792)
Commerce extérieur : importations (p. 9789)
Commerce extérieur : postes d'expansion économique (p. 9790)
Politique économique : conjoncture (p. 9789, 9790)
Politique extérieure : coopérants (p. 9791)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9792)

I

Jean-Louis IDIART
Haute-Garonne (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 30 : Equipement, transports et logement (transports terrestres) (n° 1861) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Perspectives. Commission des comptes de la Nation, bilan [13 octobre 1999] (p. 7237)

Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Restructuration [2 mai 2000] (p. 3624)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Son intervention (p. 7671)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 7672)
Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 7672)
Emploi : politique de l'emploi (p. 7672)
Etat : réforme (p. 7671, 7672)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 7671)
Impôt sur le revenu : stock options (p. 7673)
Impôts et taxes : procédure fiscale (p. 7672, 7673)
Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 7673)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7672, 7673)
Politique économique : croissance (p. 7671, 7672)
Politique économique : généralités (p. 7671)
TVA : taux normal (p. 7672)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 529 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (relèvement du plafond de dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt accordée aux personnes âgées placées en établissement de long séjour ou de cure médicale) (p. 7780) : rejeté (p. 7782)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 304 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (application du taux réduit de la TVA aux protections pour incontinence) (p. 7842) : rejeté (p. 7842)

Soutient l'amendement n° 389 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (application du taux réduit de la TVA aux protections pour incontinence) (p. 7842) : rejeté (p. 7842)

Soutient l'amendement n° 385 de Mme Nicole Bricq (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique) (p. 7844) : rejeté (p. 7844)

Soutient l'amendement n° 126 de Mme Nicole Bricq (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique) (p. 7844) : rejeté (p. 7845)

Soutient l'amendement n° 540 de M. Dominique Baert (harmonisation des dates de dépôt des déclarations de recettes au titre de la TVA pour les entreprises ayant connu une cessation d'activité) (p. 7851) : retiré (p. 7851)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 528 de M. Jean-Louis Dumont (relèvement des taux de déduction forfaitaire portant sur les revenus fonciers des propriétés rurales) (p. 7875) : rejeté (p. 7875)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 477 de M. Dominique Baert (abaissement du taux de plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 140 et 500 millions de francs) (p. 7951) : rejeté (p. 7951)

Après l'article 33

Son amendement n° 546 (suppression du fonds d'investissement pour les transports terrestres et les voies navigables) (p. 8022) : retiré (p. 8023)

Explications de vote et vote [26 octobre 1999] (p. 8116)

Ses explications de vote (p. 8124)

Vote pour du groupe socialiste (p. 8125)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8799)

Thèmes avant la procédure des questions :

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 8800,8801)
Transports : crédits (p. 8799, 8800)
Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 8799, 8801)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8800)
Transports urbains : plans de déplacements urbains : Ile-de-France (p. 8799, 8800)
Transports urbains : RATP (p. 8800)
Voirie : autoroutes (p. 8801)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 1999] (p. 8865)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 8865)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Jean-Pierre Defontaine (compensations immédiates au profit des communes voisines de l'aéroport d'Orly) (p. 8868)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9635)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléant de M. Alain Barrau

Son intervention (p. 9635)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : budget (p. 9635)
Sports : associations et clubs : création d'emplois (p. 9636)
Sports : associations et clubs : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 9636)
Sports : dopage (p. 9636)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9636)
Sports : Stade de France (p. 9635)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)

Après l'article 63

Soutient l'amendement n° 20 de M. Éric Besson (relèvement des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 9899) : retiré (p. 9899)

Soutient l'amendement n° 286 de M. Daniel Marsin (aménagement du dispositif de déduction fiscale institué au profit des contribuables soumis à l'impôt sur les sociétés qui investissent dans les départements d'outre-mer) (p. 9900) : rejeté (p. 9900)

Soutient l'amendement n° 217 de la commission (faculté pour les conseils généraux de n'exonérer de vignette que certaines catégories de véhicules) (p. 9910) : retiré (p. 9911)

Son amendement n° 313 (remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole en faveur des exploitants de réseaux de transport en commun) (p. 9921) : adopté (p. 9922)

Son amendement n° 239 soutenu par Mme Nicole Bricq (attribution du Fonds de compensation pour la TVA au titre des dépenses des collectivités territoriales relatives au traitement des déchets ménagers dont les opérations sont partiellement assujetties à la TVA, à hauteur de la fraction de TVA ayant grevé l'investissement qui n'a pas été déduit fiscalement) (p. 9923) : retiré (p. 9924)

Explications de vote et vote [23 novembre 1999] (p. 9969)

Ses explications de vote (p. 9976)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9977)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 décembre 1999] (p. 11250)

Son intervention (p. 11257)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 11257)
Politique économique : conjoncture (p. 11257, 11258)
Politique économique : croissance (p. 11257)

Vote pour du groupe socialiste (p. 11257)

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 1er bis B (dispositions particulières applicables aux établissements soumis à la procédure d'agrément)

Son intervention (p. 10416)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1999] (p. 11412)

Son intervention (p. 11413)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [18 mai 2000] (p. 4454)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4454)

Anne-Marie IDRAC

Yvelines (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Secrétaire de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 10 novembre 1999] (p. 16773)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 24 novembre 1999] (p. 17451)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application, financement [20 octobre 1999] (p. 7648)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [8 février 2000] (p. 797)

Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du Préfet, amnistie [1er mars 2000] (p. 1419)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [4 avril 2000] (p. 3006)

Finances publiques. Politique budgétaire. Perspectives [13 juin 2000] (p. 5180)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 265 soutenu par M. Germain Gengenwin (relèvement du plafond de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants à charge) (p. 7739) : rejeté (p. 7741)

Article 35 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 7768)

Thèmes :

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 7769) ; actions extérieures : Kosovo (p. 7769) ; budget (p. 7768, 7769) ; FEOGA (p. 7768) ; politique agricole commune (p. 7768) ; politique extérieure et de sécurité commune (p. 7769) ; politiques internes (p. 7768)

Union européenne : contribution française (p. 7768) ; élargissement (p. 7769) ; fonds structurels (p. 7768) ; institutions communautaires (p. 7769)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 471 de M. Philippe Douste-Blazy (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7825) : rejeté (p. 7832)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)

Son intervention (p. 8992)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : air (p. 8994)

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 8994)

Eau : agences (p. 8993)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8993)

Environnement : crédits (p. 8992, 8993)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 8993, 8994)

Transports : transport combiné (p. 8994)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)

Après l'article 60

Son amendement n° 261 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (modalités d'imposition des plus-values résultant de la vente de fonds de commerce) : rejeté (p. 9875)

Françoise IMBERT

Haute-Garonne (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Armement. Avion de transport de troupes, projet européen [30 mai 2000] (p. 4742)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1147, posée le 5 juin 2000. Agriculture. Maraîchers (J.O. Questions p. 3332). Appelée le 6 juin 2000. Aides de l'Etat (p. 4847)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Son intervention (p. 8227)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 8227)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 8227)

Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 8227)

Proposition de loi n° 1797 visant à améliorer la détection d'enfants maltraités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 1999] (p. 10645)

Son intervention (p. 10656)

Thèmes :

Enfants : mauvais traitements : droit international (p. 10657)

Enfants : mauvais traitements : généralités (p. 10656)

Enfants : mauvais traitements : numéros verts (p. 10657)

Enfants : mauvais traitements : statistiques (p. 10656)
Enseignement maternel et primaire : médecine scolaire (p. 10657)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4526)

Son intervention (p. 4536)

Thèmes :

Départements : Haute-Garonne : gens du voyage (p. 4536)
Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 4536)
Gens du voyage : stationnement : migrations (p. 4536)

Michel INCHAUSPÉ

Pyrénées-Atlantiques (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1909 relatif au financement du schéma directeur national des autoroutes [9 novembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Voirie. Autoroutes. Liaison Pau-Bordeaux, construction [8 mars 2000] (p. 1596)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Son amendement n° 6 : devenu sans objet (p. 7483)

Article 15 (article L. 212-3 du code du travail : modification du contrat de travail)

Son amendement n° 8 soutenu par M. Jean Le Garrec (assimilation du refus à une démission) : rejeté (p. 7522)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 2 supprimé par le Sénat (articles L. 212-2, L. 215-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son sous-amendement n° 143 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (travail temporaire) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 10446)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime des modulations)

Son amendement n° 53 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (intérimaires) : rejeté (p. 10460)

Article 11 supprimé par le Sénat (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Son sous-amendement n° 144 (entreprises de travail temporaire) à l'amendement n° 27 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10509) : rejeté (p. 10510)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 26

Son amendement n° 418 soutenu par M. Michel Bouvard (réduction du taux de l'intérêt de retard) : rejeté (p. 8006)

Article 33 (relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes)

Son amendement n° 459 soutenu par M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 8020) : rejeté (p. 8021)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans locaux d'urbanisme

Son amendement n° 12 (règles relatives aux constructions sur les rives des grands lacs) (p. 1899) : rejeté (p. 1901)

Son amendement n° 11 (identification des hameaux de montagne à urbaniser) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Article 5 (réforme du régime des zones d'aménagement concerté (ZAC))

Son amendement n° 13 soutenu par M. Michel Bouvard (mixité d'implantation dans les ZAC des zones de montagne) : retiré (p. 1932)

Après l'article 8

Son amendement n° 891 soutenu par M. Michel Bouvard (article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme : conditions de distance pour l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles ou à usage d'habitation) (p. 1940) : retiré (p. 1941)

Après l'article 19

Son amendement n° 14 (restauration des chalets d'alpage) (p. 1960) : adopté (p. 1961)

Après l'article 20

Son amendement n° 889 soutenu par M. Michel Bouvard (entrées de communes classées en zone de montagne) : rejeté (p. 1967)

Son amendement n° 890 soutenu par M. Michel Bouvard (entrées de communes classées en zone de montagne) : rejeté (p. 1967)

Son amendement n° 19 soutenu par M. Michel Bouvard (simplification des procédures relatives à l'implantation des petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1967) : rejeté (p. 1968)

Après l'article 84

Son amendement n° 20 soutenu par M. Gilles Carrez (objet des opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2271) : rejeté (p. 2272)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 625 de M. Jacques Desallangre (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 3339)

Article 58 (article 121 de la loi du 24 juillet 1966 : conditions de révocation des membres du directoire ou du directeur général unique)

Son amendement n° 465 (renforcement des pouvoirs du conseil de surveillance) : rejeté (p. 3440)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4285, 4317)

Son intervention (p. 4333)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses (p. 4333)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 4333, 4334)
Finances publiques : recettes (p. 4333)
Parlement : contrôle (p. 4333, 4334)

Discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4347) ; [18 mai 2000] (p. 4360, 4404)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 47 de M. Éric Doligé (autorisations temporaires de vente d'alcool lors de manifestations publiques organisées par des associations) (p. 4399) : adopté (p. 4399)

Bernadette ISAAC-SIBILLE

Rhône (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la coopération en matière d'adoption d'enfants entre la République française et la République socialiste du Vietnam (n° 2358) [3 mai 2000]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1655), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [6 octobre 1999] (n° 1831)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2358) autorisant la ratification de la convention relative à la coopération en matière d'adoption d'enfants entre la République française et la République socialiste du Vietnam [10 mai 2000] (n° 2370)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement : personnel. Enseignants. Remplacement [13 octobre 1999] (p. 7246)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention (p. 9231)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 9232)
Enfants : orphelins : Vietnam (p. 9231)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9231)
Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 9231)
Union européenne : institutions communautaires : Strasbourg (p. 9232)

Questions écrites budgétaires

18 - Enfants : droits de l'enfant (p. 9253)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Son intervention (p. 9476)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement secondaire : médecins scolaires (p. 9476)

Handicapés : enfants (p. 9476, 9477)

Projet de loi n° 82 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 novembre 1999] (p. 9983)

Son intervention (p. 9992)

Thème :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 9992)

Projet de loi n° 1860 portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 9997)

Son intervention (p. 10018)

Thèmes :

Lois : codification : aide à l'accès au droit (p. 10018)

Lois : codification : famille (p. 10018)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1999] (p. 10142)

Son intervention (p. 10147)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant : départements (p. 10147)

Enfants : droits de l'enfant : famille (p. 10147)

Enfants : droits de l'enfant : médiation (p. 10147)

Etat : Médiateur de la République (p. 10147)

Discussion des articles [25 novembre 1999] (p. 10150)

Article 3 bis (information de l'autorité judiciaire)

Son amendement n° 12 (de suppression) : rejeté (p. 10154)

Après l'article 4 bis

Son amendement n° 14 (propositions de modifications législatives ou réglementaires par le Médiateur des enfants) : rejeté (p. 10155)

Son amendement n° 13 (délégués départementaux du Médiateur des enfants) (p. 10155) : rejeté (p. 10156)

Ses explications de vote (p. 10159)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 10159)

Proposition de loi n° 1797 visant à améliorer la détection d'enfants maltraités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 1999] (p. 10645)

Son intervention (p. 10648)

Thèmes :

Enfants : mauvais traitements : statistiques (p. 10648)

Enseignement maternel et primaire : médecine scolaire (p. 10648)

Discussion des articles [7 décembre 1999] (p. 10658)

Article 1er (insertion dans le code de la santé publique d'un titre relatif à la maltraitance)

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Marie-Françoise Clergeau (séance annuelle d'information) (p. 10658)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 10649)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1117)

Son intervention (p. 1134)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive : collectivités locales (p. 1134)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : Lyon (p. 1134)

Proposition de loi n° 2217 relative à l'adoption internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2625)

Son intervention (p. 2633)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 2633)

Famille : abandon de famille : enfants (p. 2634)

Famille : adoption : pays étrangers (p. 2633)

Famille : adoption : traités et conventions (p. 2633, 2634)

Famille : adoption : tribunaux (p. 2634)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2639)

Article 1er (article 353-2 nouveau du code civil - adoption plénière d'un enfant étranger)

Son amendement n° 17 (insertion de l'article 4 de la convention de La Haye relative à l'adoption internationale) (p. 2641) : rejeté (p. 2642)

Après l'article 2

Son amendement n° 1 rectifié (nouvelle rédaction de l'article 350 du code civil relatif à la déclaration judiciaire d'abandon) (p. 2645) : rejeté (p. 2647)

Son amendement n° 2 rectifié (de conséquence) (p. 2647) : retiré (p. 2648)

Ses explications de vote (p. 2649)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2649)

Projet de loi n° 2358 autorisant la ratification de la convention relative à la coopération en matière d'adoption d'enfants entre la République française et la République socialiste du Vietnam

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 juin 2000] (p. 4888)

Son intervention (p. 4889)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 4889 à 4891)

Enfants : orphelins : adoption plénière (p. 4889 à 4891)

Pays étrangers : Vietnam : droit civil (p. 4889)

Traités et conventions : droit international : adoption plénière (p. 4890)

J

Christian JACOB
Seine-et-Marne (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Restructuration [1er février 2000] (p. 520)

Justice. Fonctionnement. Egalité des justiciables [27 juin 2000] (p. 5863)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que le ministre de l'agriculture aide les producteurs de beaujolais à vendre leurs produits au Royaume-Uni [17 novembre 1999] (p. 9580)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 4 (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes [TGAP])

Son amendement n° 685 soutenu par M. Bernard Accoyer (exonération des entreprises ayant négocié un contrat de progrès) (p. 8395) : rejeté (p. 8396)

Son amendement n° 692 soutenu par M. Bernard Accoyer (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires) (p. 8404) : rejeté (p. 8406)

Son amendement n° 686 soutenu par M. Bernard Accoyer (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires à usage agricole) (p. 8406) : rejeté au scrutin public (p. 8407)

Son amendement n° 683 soutenu par M. Bernard Accoyer (établissements agricoles respectant les normes environnementales) (p. 8407) : rejeté (p. 8408)

Son sous-amendement n° 819 (modification du barème de taxation des substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) à l'amendement n° 6 de la commission (modification du barème de taxation des substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) : devenu sans objet (p. 8423)

Son sous-amendement n° 820 (modification du barème de taxation des substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) à l'amendement n° 6 de la commission : devenu sans objet (p. 8423)

Son sous-amendement n° 821 (modification du barème de taxation des substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) à l'amendement n° 6 de la commission : devenu sans objet (p. 8423)

Son amendement n° 648 soutenu par M. Jean Bardet (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8425) : rejeté (p. 8426)

Son amendement n° 647 soutenu par M. Bernard Accoyer (substances classées dangereuses à usage agricole) : rejeté (p. 8426)

Son amendement n° 649 soutenu par M. Jean Bardet (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8426) : rejeté (p. 8427)

Son amendement n° 650 soutenu par M. Bernard Accoyer (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8427) : rejeté (p. 8428)

Son amendement n° 698 soutenu par M. Jean Bardet (substances classées dangereuses à usage agricole) : rejeté (p. 8429)

Son amendement n° 697 soutenu par M. Bernard Accoyer (substances classées dangereuses à usage agricole) : rejeté (p. 8430)

Son amendement n° 664 soutenu par M. Jean Bardet (date d'application de la loi) : rejeté (p. 8436)

Après l'article 4

Son amendement n° 505 soutenu par M. Bernard Accoyer (modulation de l'exonération) (p. 8439) : rejeté (p. 8440)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9533)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 novembre 1999] (p. 9580)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9534)

Agriculture : installation (p. 9533, 9535)

Elevage : viande bovine (p. 9534, 9535)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9534)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9535)

Procédure des questions :

Agriculture : produits agricoles : énergie et carburants (p. 9576)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 1999] (p. 9589)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. André Angot (réduction des crédits) (p. 9589)

Son amendement n° 135 (réduction des crédits) (p. 9589) : rejeté (p. 9590)

Ses amendements n°s 143 à 154 (réduction des crédits) (p. 9591) : rejetés (p. 9592)

Après l'article 64

Intervient sur le sous-amendement n° 172 de M. François Sauvadet (non application de la modulation pour le secteur des grandes cultures) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (non utilisation par la France des "modulations" des aides compensatoires communautaires) (p. 9603)

Intervient sur le sous-amendement n° 173 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur de la fécule de pomme de terre) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9606)

Intervient sur le sous-amendement n° 174 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur de l'huile d'olive) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9606)

Intervient sur le sous-amendement n° 175 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des lumineuses à grain) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9606)

Intervient sur le sous-amendement n° 178 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des vers à soie) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9606)

Intervient sur le sous-amendement n° 179 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des bananes) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9606)

Intervient sur le sous-amendement n° 181 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du tabac) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9606)

Intervient sur le sous-amendement n° 182 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des semences) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9606)

Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du houblon) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9606)

Intervient sur le sous-amendement n° 184 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du riz) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9606)

Intervient sur le sous-amendement n° 186 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du lait et des produits laitiers) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9606)

Intervient sur le sous-amendement n° 185 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur de la viande bovine) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9606)

Intervient sur le sous-amendement n° 187 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des ovins et des caprins) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9606)

Intervient sur le sous-amendement n° 176 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du chanvre) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9607)

Intervient sur le sous-amendement n° 177 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du lin) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9607)

Intervient sur le sous-amendement n° 180 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des raisins secs) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9607)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)

Après l'article 63

Son amendement n° 162 soutenu par M. Philippe Auberger (déductibilité des provisions constituées par les groupements d'employeurs afin de prévenir la mise en œuvre de leur responsabilité solidaire) (p. 9887) : rejeté (p. 9888)

Son amendement n° 156 soutenu par M. Philippe Auberger (assujettissement des exploitants agricoles à l'imposition d'après le bénéfice réel) : rejeté (p. 9889)

Son amendement n° 159 soutenu par M. Philippe Auberger (prorogation de la date limite d'installation pour l'application de l'abattement dont bénéficient les jeunes agriculteurs) : retiré (p. 9892)

Son amendement n° 155 soutenu par M. Philippe Auberger (possibilité de rattachement des plus-values réalisées sur les stocks, en cas d'apport d'une exploitation agricole à une société, aux résultats de la société bénéficiaire de l'apport) (p. 9892) : rejeté (p. 9893)

Son amendement n° 167 soutenu par M. Philippe Auberger (suppression du plafond de 7 % des revenus professionnels servant de base aux cotisations dues pour le régime social des membres non-salariés des professions agricoles retenu pour la déductibilité fiscale de ces cotisations) : rejeté (p. 9893)

Son amendement n° 164 soutenu par M. Philippe Auberger (instauration d'un régime spécifique pour le calcul de l'impôt sur les sociétés applicable aux sociétés dont l'objet est agricole) : rejeté (p. 9899)

Son amendement n° 161 soutenu par M. Philippe Auberger (prise en compte dans la législation fiscale des sociétés civiles à objet agricole) (p. 9903) : rejeté (p. 9904)

Son amendement n° 165 soutenu par M. Gilles Carrez (application du régime d'exonération des droits de mutation à titre gratuit à l'ensemble des parts de groupements fonciers agricoles détenues par des personnes physiques) : rejeté (p. 9906)

Son amendement n° 160 soutenu par M. Michel Bouvard (création d'un fonds agricole) (p. 9927) : rejeté (p. 9928)

Son amendement n° 157 soutenu par M. Michel Bouvard (encouragement à la cession des baux afin de favoriser l'installation de jeunes agriculteurs) : rejeté (p. 9928)

Déclaration du Gouvernement n° 2135 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur les conséquences et les suites des intempéries et de la marée noire qui sont intervenues fin décembre 1999

[3 février 2000] (p. 701)

Son intervention (p. 727)

Thèmes :

Agriculture : calamités agricoles (p. 727)

Agriculture : horticulture (p. 727)

Bois et forêts : forêts privées : charges (p. 728)

Energie et carburants : énergie électrique : lignes à haute tension (p. 727)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 1er (pratique de la chasse)

Intervient sur le sous-amendement n° 180 de M. Charles de Courson (réaffirmation du droit de chasse) à l'amendement n° 54 de la commission (prélèvement raisonnable) (p. 2727)

Intervient sur le sous-amendement n° 343 de M. Thierry Mariani (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (définition de l'acte de chasse) (p. 2729)

Intervient sur le sous-amendement n° 181 de M. Jacques Le Nay (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2729)

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2729)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Baroin (rôle du conseil national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 2734)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. François Baroin (statut de l'ONC) (p. 2764)

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Maxime Gremetz (statut de l'ONC) (p. 2764)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Charles de Courson (représentation des agriculteurs) (p. 2772)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Intervient sur le sous-amendement n° 310 de M. Jean-Claude Lemoine (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (missions des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2802)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 2849)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 2849)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 2849)

Intervient sur l'amendement n° 186 corrigé de M. Henri Sicre (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859, 2860)

Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)

Soutient l'amendement n° 304 de M. Thierry Mariani (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871) : devenu sans objet (p. 2871)

Soutient l'amendement n° 305 de M. Thierry Mariani (suppression du décret en Conseil d'Etat) (p. 2871) : rejeté (p. 2872)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)

Intervient sur le sous-amendement n° 191 de M. Charles de Courson (possibilité d'installer de nouvelles huttes) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (conditions pour chasser à partir d'un poste fixe) (p. 2879)

Article 13 (plan de chasse)

Soutient l'amendement n° 313 de M. François Baroin (contenu du plan de chasse) (p. 2884) : rejeté (p. 2884)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 387 de M. Patrice Martin-Lalande (indemnisation par les fédérations départementales des chasseurs pour les dégâts occasionnés par les grands gibiers) (p. 2889) : devenu sans objet (p. 2890)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 317 corrigé de M. François Baroin (renouvellement de la période) (p. 2891) : rejeté (p. 2891)

Article 20 (personnes habilitées à rechercher et constater les infractions au droit de la chasse)

Soutient l'amendement n° 275 de M. Jean-Claude Lemoine (gardes particuliers assermentés) (p. 2893) : rejeté (p. 2893)

Soutient l'amendement n° 316 de M. François Baroin (gardes particuliers et agents de développement cynégétiques assermentés) (p. 2893) : rejeté (p. 2893)

Soutient l'amendement n° 388 de M. Patrice Martin-Lalande (agents commissionnés dans les forêts communales et domaniales) (p. 2893) : rejeté (p. 2893)

Après l'article 23

Soutient l'amendement n° 318 de M. François Baroin (statut des agents de développement cynégétique) (p. 2895) : rejeté (p. 2895)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Soutient le sous-amendement n° 82 de M. Charles de Courson (tutelle des ministres chargés de la chasse, de l'agriculture et de la forêt) à l'amendement n° 7 de la commission (missions de l'office) (p. 5240) : rejeté (p. 5240)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Charles de Courson (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5242)

Intervient sur le sous-amendement n° 143 de M. Noël Mamère (représentation des associations de

protection de la nature) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5243)

Article 2 bis (vote dans les assemblées générales des fédérations départementales des chasseurs)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Noël Mamère (fonctionnement des assemblées générales) (p. 5248)

Article 6 (réforme du régime des associations communales et intercommunales de chasse agréées)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Noël Mamère (signalisation des terrains de non chasse) (p. 5267)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son intervention (p. 5281)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (rédaction globale de l'article) (p. 5289)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Henri Sicre (conditions de chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5289)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Jean-Claude Lemoine (conditions de chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5289)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Claude Lemoine (conditions de chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5289)

Intervient sur le sous-amendement n° 159 de M. Félix Leyzour (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 5291)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)

Intervient sur le sous-amendement n° 189 de M. François Dosé (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (recensement des départements autorisés à pratiquer la chasse de nuit) (p. 5302)

Après l'article 14 ter

Soutient l'amendement n° 199 de M. Patrice Martin-Lalande (institution d'une redevance cynégétique "gibier d'eau") (p. 5309) : rejeté (p. 5309)

Article 24 (transport du gibier entre départements)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (transport du gibier d'un département à l'autre) (p. 5313)

Article 25 (réseau Natura 2000)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) (p. 5313)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3920)

Thèmes :

Environnement : protection (p. 3921)

Impôts et taxes : politique fiscale : taxe générale sur les activités polluantes (p. 3921)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3922)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3921)

Union européenne : institutions communautaires (p. 3921, 3922)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 juin 2000] (p. 5402)

Article unique (Président de la République élu pour cinq ans au suffrage universel direct)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Brard (élection du Président de la République pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois) (p. 5418)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Hervé de Charette (limitation à deux mandats successifs) (p. 5418)

Muguette JACQUAINT

Seine-Saint-Denis (3ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 10 novembre 1999] (p. 16773)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail [J.O. du 11 novembre 1999] (p. 16853)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

Cesse d'appartenir au comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale [30 août 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation. Couverture maladie universelle, application [19 octobre 1999] (p. 7555)

Industrie. Matériel électrique et électronique. Alsthom, fusion avec ABB, emploi et activité [9 novembre 1999] (p. 9088)

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Contraception, Interruption volontaire de grossesse (IVG) [16 novembre 1999] (p. 9418)

Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [15 décembre 1999] (p. 10960)

Travail. Droit du travail. Femmes enceintes, protection [8 mars 2000] (p. 1603)

Enseignement supérieur. Professions de santé. Programmes, médecins, gynécologie médicale, maintien [28 mars 2000] (p. 2661)
Industrie. Matériel électrique et électronique. ABB-Alsthom, emploi et activité [3 mai 2000] (p. 3676)
Culture. Exposition universelle. Candidature française, candidature de la Seine-Saint-Denis [31 mai 2000] (p. 4798)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6944)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 7005)

Thèmes :

Entreprises : allégement des charges (p. 6945)
Travail : précarité (p. 6944)
Travail : réduction du temps de travail : généralités (p. 7005)
Travail : réduction du temps de travail : heures supplémentaires (p. 7005, 7006)
Travail : travail à temps partiel (p. 6944, 6945)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)

Intervient sur l'amendement n° 827 de M. Hervé Morin (application à un minimum de 80% des salariés de l'entreprise) (p. 7057)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Bernard Accoyer (entrée en application reportée à 2005 pour les petites entreprises) (p. 7061)

Intervient sur l'amendement n° 579 de M. Philippe Martin (entrée en application reportée à 2005 pour les petites entreprises) (p. 7061)

Intervient sur l'amendement n° 699 de M. Henry Chabert (entrée en application reportée à 2005 pour les petites entreprises) (p. 7061)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. François Goulard (entrée en application reportée à 2003 pour les petites entreprises) (p. 7061)

Soutient l'amendement n° 202 de M. Maxime Gremetz (durée légale du travail portée à 32 heures pour certains emplois pénibles) (p. 7064) : retiré (p. 7065)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Soutient l'amendement n° 208 de M. Maxime Gremetz (prévalence de la parole du salarié en cas de contestation) (p. 7194) : rejeté (p. 7194)

Soutient l'amendement n° 212 de M. Maxime Gremetz (autorisation d'heures supplémentaires en cas de pénurie d'effectifs) (p. 7209) : rejeté (p. 7210)

Soutient l'amendement n° 221 de M. Maxime Gremetz (de suppression de la période transitoire) (p. 7261) : rejeté (p. 7263)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 311 corrigé de M. Maxime Gremetz (interdiction d'employer un salarié plus de cinq jours par semaine) (p. 7272) : rejeté (p. 7274)

Soutient l'amendement n° 312 corrigé de M. Maxime Gremetz (repos hebdomadaire minimum porté à 59 heures) (p. 7272) : retiré (p. 7274)

Soutient l'amendement n° 313 corrigé de M. Maxime Gremetz (inclusion obligatoire du dimanche et d'un jour accolé comme jour de congé hebdomadaire) (p. 7272) : rejeté au scrutin public (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 1051 du Gouvernement (mention des onze heures minimum de repos quotidien) (p. 7272)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)

Soutient l'amendement n° 299 de M. Maxime Gremetz (limitation de l'amplitude horaire de travail hebdomadaire) (p. 7297) : rejeté (p. 7297)

Soutient l'amendement n° 302 de M. Maxime Gremetz (date de communication aux salariés) (p. 7304) : retiré (p. 7304)

Article 4 (article L. 212-9 du code du travail et article 4 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : réduction de la durée du travail organisée sous forme de jours ou demi-journées de repos à prendre sur le mois ou sur l'année)

Son amendement n° 308 soutenu par M. Bernard Birsinger (détermination des périodes de récupération par l'employeur et le salarié) : rejeté (p. 7315)

Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Article L. 212-15-3 du code du travail

Soutient l'amendement n° 316 de M. Maxime Gremetz (durée du travail des cadres au sens des conventions collectives) (p. 7368) : rejeté (p. 7370)

Soutient l'amendement n° 317 de M. Maxime Gremetz (durée annuelle maximale dégressive) (p. 7368) : rejeté (p. 7370)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Thierry Mariani (réduction facultative de la durée du travail) (p. 7371)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. François Goulard (réduction facultative de la durée du travail) (p. 7371)

Article 6 (articles L. 212-4-2 à L. 212-4-16 du code du travail : travail à temps partiel)

Son amendement n° 319 (délais de prévenance porté à 15 jours) : rejeté (p. 7397)

Son amendement n° 320 (requalification des contrats) : rejeté (p. 7398)

Intervient sur l'amendement n° 958 de M. Yves Cochet (bonification de 25 % des heures complémentaires) (p. 7398)

Son amendement n° 321 (alignement de la rémunération des heures complémentaires sur les heures supplémentaires) (p. 7398) : rejeté (p. 7399)

Soutient l'amendement n° 324 de M. Maxime Gremetz (suppression de la possibilité de réduire le délai de prévenance) (p. 7400) : rejeté (p. 7400)

Intervient sur l'amendement n° 481 de la commission (contreparties en cas de réduction du délai de prévenance) (p. 7400)

Soutient l'amendement n° 325 de M. Patrick Leroy (maintien de la coupure de deux heures) (p. 7401) : rejeté (p. 7401)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 469 de la commission (création d'un "Temps choisi pour raisons médicales") (p. 7415)

Intervient sur l'amendement n° 964 de M. Yves Cochet (création d'un "Temps choisi pour raisons médicales") (p. 7415)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 421 de M. Maxime Gremetz (majoration de salaire pour les employés sous statut précaire) (p. 7421) : retiré (p. 7421)

Soutient l'amendement n° 422 de M. Maxime Gremetz (pénalités) (p. 7421) : retiré (p. 7421)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 6 (travail à temps partiel)

Son intervention (p. 10487)

Soutient le sous-amendement n° 90 de M. Maxime Gremetz (assouplissement du recours au travail à temps partiel) à l'amendement n° 18 rectifié de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) (p. 10490) : rejeté (p. 10491)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8161)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 8173)

Son intervention (p. 8204)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 8256)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 8204)

Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 8204)

Prestations familiales : allocations familiales : durée d'assurance (p. 8205)

Prestations familiales : allocations familiales : pouvoir d'achat (p. 8204)

Prestations familiales : allocations familiales : simplifications administratives (p. 8205)

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 3 (articles 213, 235 ter ZC nouveau et 1668 D nouveau du code général des impôts : institution d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés [CSB])

Intervient sur l'amendement n° 782 de M. François d'Aubert (report de l'application de la contribution sur les bénéfices à 2002) (p. 8372)

Article 16 (article L. 765-1 du code de la santé publique et articles L. 162-32, L. 162-32-1, L. 162-32-2, L. 162-32-3 du code de la sécurité sociale : centres de santé)

Intervient sur l'amendement n° 419 de M. Bernard Accoyer (suppression de la procédure d'agrément) (p. 8536)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (dispense d'avance de frais) (p. 8539) : vote réservé (p. 8548)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (dispense d'avance de frais) (p. 8540) : vote réservé (p. 8548)

Soutient l'amendement n° 89 de Mme Jacqueline Fraysse (avis consultatif des professionnels de santé) (p. 8542) : vote réservé (p. 8548)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10066, 10099)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 10076)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 10081)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 10109)

Discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10116) ; [25 novembre 1999] (p. 10159, 10178)

Article 2 supprimé par le Sénat (articles L. 131-8 à L. 131-11 nouveaux et L. 135-3 du code de la sécurité sociale : création du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 10123)

Soutient le sous-amendement n° 60 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution sur les revenus financiers des entreprises) à l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10132) : rejeté (p. 10132)

Article 16 (articles L. 765-1 du code de la santé publique, L. 162-32, L. 162-32-1, L. 162-32-2 et L. 162-32-3 du code de la sécurité sociale : centres de santé)

Son sous-amendement n° 150 soutenu par M. Claude Billard (avis consultatif des organisations représentatives) à l'amendement n° 21 de la commission (de retour au texte adopté en première lecture) : rejeté (p. 10208)

Son sous-amendement n° 151 soutenu par M. Claude Billard (suivi et application de l'accord national) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 10209)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Procédure des questions :

Transports urbains : RATP (p. 8847)

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 17)

Article 1er (création d'une commission nationale de contrôle)

Soutient l'amendement n° 1 corrigé de M. Robert Hue (extension de la compétence de la commission nationale aux aides versées par les collectivités locales) (p. 17) : adopté (p. 17)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2000] (p. 4805)

Son intervention (p. 4807)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 4808)
Emploi : politique de l'emploi (p. 4808, 4809)
Entreprises : aides publiques (p. 4808, 4809)
Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 4807, 4808)
Entreprises : comités d'entreprise (p. 4808)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4808)
Parlement : prérogatives (p. 4808)
Politique économique : mondialisation (p. 4808)

Vote pour du groupe communiste (p. 4809)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 351)

Thèmes :

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 353)
Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 353)
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 353)
Elections et référendums : élus : femmes (p. 351, 352)
Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 352)
Elections et référendums : statut des élus : parité (p. 352)
Femmes : égalité des sexes (p. 351, 352)
Femmes : égalité des sexes : politique économique (p. 352)
Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 353)
Politique générale : institutions : réforme (p. 352)

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 386)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 84 corrigé soutenu par M. Patrick Malavieille (seuil d'application du scrutin proportionnel aux élections municipales abaissé de 3 500 à 2 500 habitants) (p. 386) : devenu sans objet (p. 391)

Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant dans les communes de plus de 3 500 habitants)

Son amendement n° 85 soutenu par M. Patrick Malavieille (alternance des candidats selon le sexe au premier tour et parité par groupe de six candidats au deuxième tour en cas de fusion de listes) (p. 394) : rejeté (p. 396)

Article 3 (articles L. 346 et L. 347 du code électoral : application du principe paritaire aux élections régionales)

Son amendement n° 87 soutenu par M. Patrick Malavieille (alternance des candidats selon le sexe au premier tour et parité par groupe de six candidats au deuxième tour en cas de fusion de listes) (p. 398) : rejeté (p. 399)

Article 5 (article 9 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 : application du principe paritaire à l'élection des représentants au Parlement européen)

Son amendement n° 82 soutenu par M. Patrick Malavieille (alternance des candidats selon le sexe) (p. 400) : devenu sans objet (p. 401)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2954)

Son intervention (p. 2959)

Thèmes :

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 2960)
Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 2960)
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 2960)
Femmes : égalité des sexes (p. 2959, 2960)
Parlement : Sénat : parité (p. 2959, 2960)
Politique générale : institutions : réforme (p. 2960)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 mai 2000] (p. 3677)

Son intervention (p. 3685)

Thèmes :

Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 3685)
Femmes : égalité des sexes (p. 3685)
Femmes : parité : éligibilité (p. 3685)
Parlement : Sénat : parité (p. 3685)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 5 (promotion de la parité hommes-femmes et de la démocratie au sein des instances sportives)

Son intervention (p. 592)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 juin 2000] (p. 5760)

Son intervention (p. 5762)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 5762)

Entreprises : représentants du personnel : sports (p. 5762)

Femmes (p. 5762)

Sports : sports de pleine nature (p. 5762)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation : sanction de la carence d'intervention

Soutient l'amendement n° 1103 de Mme Janine Jambu (prélèvement fixé à 30% du potentiel fiscal des communes aisées) (p. 2096) : devenu sans objet (p. 2096)

Article L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation : substitution du représentant de l'Etat en cas de carence

Soutient l'amendement n° 1104 de Mme Janine Jambu (obligation pour le préfet, en concertation avec le conseil départemental de l'habitat, de passer une convention avec un organisme pour la construction de logements sociaux) (p. 2097) : adopté (p. 2097)

Après l'article 25

Soutient l'amendement n° 1105 de Mme Janine Jambu (mixité de l'habitat dans les communes pauvres): retiré ; repris par M. Pierre Cardo : rejeté (p. 2100)

Article 30 (plan comptable des copropriétés)

Intervient sur l'amendement n° 1369 corrigé de M. Jean-Louis Dumont (provision pour travaux futurs) (p. 2119)

Soutient l'amendement n° 1107 de Mme Janine Jambu (provision pour travaux futurs) (p. 2119) : retiré (p. 2119)

Soutient l'amendement n° 1106 de Mme Janine Jambu (provision pour travaux futurs) (p. 2120) : retiré (p. 2120)

Article 60 (objectifs et moyens de la politique du logement)

Soutient l'amendement n° 1108 de Mme Janine Jambu (relèvement des plafonds de ressources) (p. 2202) : adopté (p. 2202)

Article 62 (statut des offices publics d'habitations à loyer modéré)

Soutient l'amendement n° 297 de la commission (création d'offices publics HLM par décret à la demande d'un ou plusieurs conseils municipaux) (p. 2231) : adopté (p. 2231)

Article 67 (compétences, statut et ressources de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Intervient sur le sous-amendement n° 1553 du Gouvernement (présence d'une personnalité qualifiée au sein du conseil) à l'amendement n° 308 rectifié de la commission (administration de la Caisse) (p. 2244)

Soutient l'amendement n° 1111 de Mme Janine Jambu (réduction de la cotisation d'un montant proportionnel au nombre de bénéficiaires d'une aide au logement) (p. 2246) : retiré (p. 2246)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 61 (statut et pérennité du logement social)

Son intervention (p. 6170)

Article 64 (article L. 442-9 du code de la construction et de l'habitation : mise en gérance d'immeubles appartenant à un organisme d'habitations à loyer modéré)

Son intervention (p. 6181)

Article 85 A (définition du logement décent et actions en réduction du loyer)

Soutient l'amendement n° 528 de Mme Janine Jambu (suppression du délai d'un an imparti au locataire pour demander la mise en conformité de son logement aux normes de décence) (p. 6202) : adopté (p. 6203)

Soutient le sous-amendement n° 642 de Mme Janine Jambu (de précision) à l'amendement n° 350 de la commission (de précision) (p. 6203) : adopté (p. 6203)

Article 85 (règlement amiable des conflits locatifs)

Soutient l'amendement n° 529 de Mme Janine Jambu (appel à un expert) (p. 6205) : retiré (p. 6205)

Article 50 bis précédemment réservé supprimé par le Sénat (aide au transport des personnes à faibles ressources)

Soutient l'amendement n° 523 de M. Gilbert Biessy (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : réductions tarifaires pour les personnes à faibles ressources) (p. 6247) : retiré (p. 6247)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3614)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 3614)

Etrangers : immigration : droite (p. 3613)

Projet de loi n° 2236 portant habilitation du Gouvernement à adapter par ordonnance la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2000] (p. 3688)

Son intervention (p. 3694)

Thèmes :

Consommation : associations de consommateurs (p. 3694)
Droit pénal : sanctions pénales (p. 3694)
Finances publiques (p. 3694, 3695)
Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 3694)
Parlement : rôle (p. 3694)
Politique économique : politique monétaire (p. 3694)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3694)
Union européenne : euro (p. 3694, 3695)

Vote pour du groupe communiste (p. 3695)

Projet de loi organique n° 2013 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2000] (p. 4670)

Son intervention (p. 4671)

Thèmes :

Femmes : parité : Outre-mer (p. 4671, 4672)
Parlement : Sénat : parité (p. 4671, 4672)
Partis et mouvements politiques : opposition : parité (p. 4672)

Vote pour du groupe communiste (p. 4672)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5690)

Son intervention (p. 5692)

Thèmes :

Femmes : droits (p. 5692)
Femmes : égalité professionnelle (p. 5692)
Femmes : parité : Outre-mer (p. 5692)

Vote pour du groupe communiste (p. 5692)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5699)

Son intervention (p. 5706)

Thème :

Parlement : Sénat : représentativité (p. 5706)

Vote pour du groupe communiste (p. 5706)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 juin 2000] (p. 5794)

Son intervention (p. 5797)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5797, 5798)
Gens du voyage : domiciliation (p. 5797, 5798)
Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5797)

Vote pour du groupe communiste (p. 5797)

Proposition de résolution n° 2333 tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de sécurité sanitaire liées aux différentes "pratiques non réglementées de modifications corporelles" (piercing, tatouage, scarification, implants divers de corps étrangers)

Avant la discussion de l'article unique [22 juin 2000] (p. 5780)

Son intervention (p. 5789)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerçants : sécurité sanitaire (p. 5789)
Santé : Conseil supérieur de l'hygiène publique de France (CSHPF) (p. 5789)
Santé : santé publique (p. 5789)

Proposition de loi n° 2121 tendant à préciser la définition des délits non intentionnels

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2000] (p. 6218)

Son intervention (p. 6225)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : délits non intentionnels (p. 6225)
Droit pénal : délits non intentionnels : généralités (p. 6225)
Elections et référendums : élus : responsabilité pénale (p. 6225)
Justice : réforme (p. 6225)
Justice : victimes : délits non intentionnels (p. 6225)

Vote pour du groupe communiste (p. 6225)

Denis JACQUAT

Moselle (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14664)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives [J.O. du 19 novembre 1999] (p. 17235)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 [J.O. du 23 novembre 1999] (p. 17380)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° 2606) [9 février 2000]

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites [J.O. du 26 mai 2000]

DÉPÔTS

Rapport sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1835) par :

M. Alfred Recours, tome I : recettes et équilibre général,

M. Claude Evin, tome II : assurance maladie et accidents du travail ;

M. Denis Jacquat, tome III : assurance vieillesse ;

Mme Marie-Françoise Clergeau, tome IV : famille ;

M. Alfred Recours, M. Claude Evin, M. Denis Jacquat et Mme Marie-Françoise Clergeau, tome V : examen du rapport annexé à l'article premier, tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [20 octobre 1999] (n° 1876)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1946) par :

M. Alfred Recours : recettes et équilibre général ;

M. Claude Evin : assurance maladie et accidents du travail ;

M. Denis Jacquat : assurance vieillesse ;

Mme Marie-Françoise Clergeau : famille [23 novembre 1999] (n° 1946)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1993) par :

M. Alfred Recours : recettes et équilibre général ;

M. Claude Evin : assurance maladie et accidents du travail ;

M. Denis Jacquat : assurance vieillesse ;

Mme Marie-Françoise Clergeau : famille [2 décembre 1999] (n° 1997)

Proposition de loi n° 2429 visant à lutter contre les nuisances aéroportuaires et à interdire les vols de nuit [30 mai 2000]

Proposition de loi n° 2573 visant à favoriser l'intégration et le maintien des enfants et adolescents atteints de handicaps légers en milieu scolaire normal [13 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Financement. Perspectives [22 mars 2000] (p. 2426)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Son intervention (p. 8138)

Thèmes :

Démographie : espérance de vie (p. 8139)

Famille : allocation de veuvage (p. 8140)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : personnes âgées (p. 8140)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 8140)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 8139)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 8139)

Retraites : généralités : système par répartition : réforme (p. 8138)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : annuités liquidables (p. 8140)

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 5 (articles L. 139-1, L. 139-2, L. 241-2, L. 612-1 et L. 711-2 du code de la sécurité sociale, articles 1031 et 1106-6-3 du code rural : modification des règles de répartition de la CSG et des droits sur les alcools entre les régimes d'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (présidence de la commission) (p. 8454)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission (augmentation des prix du tabac) (p. 8457)

Article 10 (articles L. 251-6-1 nouveau et L. 135-6 du code de la sécurité sociale : abondement du fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8492)

Intervient sur l'amendement n° 588 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 8493)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8493)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 8493)

Intervient sur l'amendement n° 612 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8493)

Intervient sur l'amendement n° 339 de M. Bernard Accoyer (de suppression du report de l'excédent éventuel de la CNAV) (p. 8495)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Jean-Luc Préel (exemption du fonds veuvage) (p. 8495)

Intervient sur l'amendement n° 199 du Gouvernement (affectation des revenus du patrimoine) (p. 8496)

Intervient sur le sous-amendement n° 813 de M. Bernard Accoyer (plafonnement des sommes affectées) à l'amendement n° 199 du Gouvernement (p. 8496)

Intervient sur le sous-amendement n° 812 de M. Bernard Accoyer (équilibre des branches famille

et vieillesse) à l'amendement n° 199 du Gouvernement (p. 8496)
Intervient sur l'amendement n° 198 du Gouvernement (répartition du produit des prélèvements) (p. 8498)
Intervient sur le sous-amendement n° 808 de M. Bernard Accoyer (modification des taux) à l'amendement n° 198 du Gouvernement (p. 8498)
Intervient sur le sous-amendement n° 784 de M. François Goulard (modification des taux) à l'amendement n° 198 du Gouvernement (p. 8498)
Intervient sur le sous-amendement n° 809 de M. Bernard Accoyer (modification des taux) à l'amendement n° 198 du Gouvernement (p. 8498)
Intervient sur le sous-amendement n° 810 de M. Bernard Accoyer (modification des taux) à l'amendement n° 198 du Gouvernement (p. 8498)
Intervient sur le sous-amendement n° 811 de M. Bernard Accoyer (modification des taux) à l'amendement n° 198 du Gouvernement (p. 8498)
Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Jean-Luc Préel (souscription à des fonds de partenariat retraite) (p. 8499)
Après l'article 10
Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Jean-Luc Préel (rapport sur le fonds veuvage) (p. 8502)
Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Jean-Luc Préel (rapport sur le fonds veuvage) (p. 8502)
Intervient sur l'amendement n° 576 de M. Jean-Louis Debré (rapport sur le fonds veuvage) (p. 8502)
Après l'article 11
Intervient sur l'amendement n° 341 de M. Bernard Accoyer (usage des crédits du fonds d'assurance veuvage) (p. 8505)
Après l'article 13
Intervient sur l'amendement n° 755 du Gouvernement (rachat de points de retraite par les artisans et commerçants) (p. 8507)
Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)
Son intervention (p. 8618)
Soutient l'amendement n° 161 de la commission (consolidation des retraites par répartition) (p. 8621) : adopté (p. 8621)
Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (démences séniles) (p. 8621)
Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Jean-Luc Préel (maladie d'Alzheimer) (p. 8621)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10116) ; [25 novembre 1999] (p. 10159, 10178)
Article 10 supprimé par le Sénat (articles L. 251-6-1 nouveau, L. 135-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : abondement du fonds de réserve pour les retraites)
Soutient l'amendement n° 15 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 10200) : adopté (p. 10202)
Intervient sur le sous-amendement n° 129 de M. Yves Bur (suppression du fonds de réserve) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 10201)
Intervient sur le sous-amendement n° 123 de M. Jean-Louis Debré (excédents de la CNAVTS) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 10201)
Intervient sur le sous-amendement n° 68 de M. Jean-Luc Préel (fonds veuvage) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 10201)
Intervient sur le sous-amendement n° 122 de M. Philippe Douste-Blazy (diminution du taux de prélèvement) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 10201)
Intervient sur le sous-amendement n° 121 de M. Jean-Louis Debré (répartition des prélèvements) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 10201)
Intervient sur le sous-amendement n° 67 de M. Jean-Luc Préel (création de fonds de partenariat retraite) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 10201)
Après l'article 10
Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Jean-Luc Préel (rapport sur le fonds veuvage) (p. 10202)
Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jean-Luc Préel (rapport sur le fonds veuvage) (p. 10202)
Article 11 bis nouveau (situation du fonds national de l'assurance veuvage)
Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 10202) : adopté (p. 10202)
Article 13 bis (possibilité de rachat de cotisations d'assurance vieillesse pour les commerçants et artisans)
Soutient l'amendement n° 17 de la commission (délais de rachat de cotisations) (p. 10203) : adopté (p. 10203)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9635)
Son intervention (p. 9639)
Thèmes avant la procédure des questions :
Associations : bénévolat : statuts (p. 9639)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes : sports (p. 9639)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : budget (p. 9639, 9640)
Sports : activités physiques et sportives : TVA (p. 9639)
Sports : dopage (p. 9639)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9639)
Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 1999] (p. 9671) :
- Réunion de la commission des affaires culturelles du 17 novembre 1999
Son intervention (p. 9682)
Thèmes :
Associations : bénévolat : statuts (p. 9682)
Sports : activités physiques et sportives : TVA (p. 9682)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9682)
Sports : sportifs : contrôle médical (p. 9682)
Questions écrites budgétaires
3 - Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9690)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)

Son intervention (p. 567)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 568)
Audiovisuel et communication : télévision : sports (p. 567)
Handicapés (p. 567)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 567)
Sports : installations sportives (p. 567)
Sports : rencontres internationales : mondialisation (p. 567)
TVA : taux réduit : sports (p. 567)

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 1er (principes généraux de l'organisation et de la promotion des activités physiques et sportives)

Son intervention (p. 582)

Article 2 (éducation physique et sportive dans l'enseignement primaire et secondaire)

Son intervention (p. 585)

Article 3 (accès des installations sportives universitaires aux collectivités locales et aux fédérations ou associations sportives)

Son intervention (p. 588)

Article 4 (éducation physique et sportive des élèves et des étudiants handicapés)

Son intervention (p. 590)

Article 5 (promotion de la parité hommes-femmes et de la démocratie au sein des instances sportives)

Son intervention (p. 591)

Article 7 (règles relatives à la profession d'intermédiaire)

Son intervention (p. 615)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Édouard Landrain (aval de la commission) (p. 616)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (limitation des commissions perçues par les agents) (p. 618)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Bruno Bourg-Broc (sanctions en cas de non-communication) (p. 621)

Son sous-amendement oral (obligation de sanctionner) à l'amendement n° 243 de M. Bruno Bourg-Broc : adopté (p. 621)

Article 8 (fédérations sportives)

Son intervention (p. 623)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Bruno Bourg-Broc (formation des juges et arbitres) (p. 627)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Édouard Landrain (formation des arbitres) (p. 627)

Article 9 (fédérations sportives délégataires)

Soutient l'amendement n° 202 de M. Philippe Douste-Blazy (exercice des droits juridiques des fédérations en cas de préjudice des licenciés) (p. 639) : rejeté (p. 639)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Alfred Marie-Jeanne (participation des équipes d'outre-mer à des compétitions régionales) (p. 640)

Article 10 (suppression d'une procédure de contrôle de la légalité des actes pris par une fédération en vertu de la délégation : le "référé ministériel" et insertion des règles relatives aux grades des arts martiaux)

Son intervention (p. 642)

Article 12 (Comité national olympique et sportif français)

Soutient l'amendement n° 207 de M. Jean-Louis Debré (de suppression de la promulgation par le CNOSF d'une charte relative à l'éthique du sport) (p. 645) : rejeté (p. 645)

Article 14 (autorisation des garanties d'emprunts et des cautionnements)

Son intervention (p. 648)

Article 19 (mutualisation des recettes des droits de diffusion télévisée de certaines manifestations sportives)

Son intervention (p. 651)

Article 22 (droits et obligations des sportifs de haut niveau)

Son intervention (p. 663)

Article 30 (obligation d'équiper d'installations sportives tout nouvel établissement public local d'enseignement)

Son intervention (p. 671)

Article 32 (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs)

Son intervention (p. 673)

Article 34 (formation et perfectionnement des cadres sportifs par les fédérations sportives)

Son intervention (p. 678)

Ses explications de vote (p. 692)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 692)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3756)

Son intervention (p. 3760)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision : manifestations sportives (p. 3760)
Education physique et sportive (p. 3760)
Sports : associations et clubs (p. 3760)
Sports : métiers du sport (p. 3761)
TVA : taux réduit : sports (p. 3760)

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Article 19 bis (diminution du taux de la TVA appliquée à l'utilisation des installations sportives)

Son intervention (p. 3796)

Après l'article 40 bis

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (conditions d'exercice des sports de pleine nature) (p. 3819)

Article 43 supprimé par le Sénat (parrainage par des associations de projets collectifs proposés par des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3825)

Ses explications de vote (p. 3828)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Avant l'article 61

Son amendement n° 717 soutenu par M. Pierre Cardo (temps accordé aux salariés siégeant au conseil d'administration des organismes HLM) (p. 2220) : adopté (p. 2221)

Son amendement n° 718 soutenu par M. Pierre Cardo (temps et compensation financière accordés aux salariés siégeant au conseil d'administration des organismes HLM) (p. 2220) : rejeté (p. 2221)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 1er A (articles 43-6-1, 43-6-2 et 43-6-3 de la loi du 30 septembre 1986 : responsabilité des prestataires techniques à raison des contenus des services de communication audiovisuelle en ligne)

Son amendement n° 368 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2442) : rejeté (p. 2445)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 366 soutenu par M. Christian Kert (œuvres musicales reconnues comme œuvres audiovisuelles) (p. 2551) : rejeté (p. 2552)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services audiovisuels diffusés par voie hertzienne - quotas d'œuvres musicales d'expression française)

Son amendement n° 367 soutenu par M. Daniel Paul (quotas d'œuvres d'expression française : pourcentage) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Après l'article 30 B

Son amendement n° 362 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (institution d'une commission consultative élue par les réalisateurs) : rejeté (p. 2612)

Son amendement n° 361 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (statut et conditions de travail des réalisateurs) (p. 2612) : rejeté (p. 2613)

Son amendement n° 363 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (statut et conditions de travail des réalisateurs) (p. 2612) : rejeté (p. 2613)

Son amendement n° 364 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (statut et conditions de travail des réalisateurs) (p. 2612) : rejeté (p. 2613)

Son amendement n° 365 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (statut et conditions de travail des réalisateurs) (p. 2612) : rejeté (p. 2613)

Claude JACQUOT

Vosges (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4913)

Son intervention (p. 4919)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 4919)

Bâtiment et travaux publics : maisons individuelles : bois (p. 4919)

Bois et forêts : bûcherons : formation professionnelle (p. 4919)

Bois et forêts : forêts privées (p. 4919)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 4919)

Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 4919)

Bois et forêts : reboisement : tempêtes (p. 4919)

Commerce extérieur : balance commerciale : filière bois (p. 4919)

Environnement : protection : effet de serre (p. 4919)

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 1er (principes fondamentaux de la politique forestière)

Article L. 1 du code forestier

Soutient l'amendement n° 190 de la commission (prise en considération des changements climatiques) (p. 4962) : adopté (p. 4963)

Son amendement n° 395 (prise en considération des changements climatiques) (p. 4962) : adopté (p. 4963)

Article L. 3 du code forestier

Son sous-amendement n° 552 (mise en place d'un comité sur la recherche) à l'amendement n° 196 rectifié de la commission (composition et attributions du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers) (p. 4968) : retiré (p. 4969)

Article L. 4 du code forestier
Son amendement n° 396 (orientations régionales mises en cohérence avec les orientations nationales) : rejeté (p. 4971)
Article 2 (contenu des documents de gestion)
Soutient l'amendement n° 425 de M. Christian Paul (consultation des documents de gestion) (p. 5004) : rejeté (p. 5004)
Son amendement n° 397 (plan d'aménagement mis en cohérence avec le plan simple de gestion) (p. 5004) : retiré (p. 5005)
Article 3 (accueil du public)
Soutient l'amendement n° 390 de M. Joseph Parrenin (accueil du public dans les forêts relevant du régime forestier et les forêts privées) (p. 5008) : rejeté (p. 5008)
Article 4 (encouragements fiscaux à la régénération des forêts)
Son amendement n° 398 (conditions d'exonération de la taxe foncière) : rejeté (p. 5010)
Avant l'article 5
Intervient sur l'amendement n° 234 de la commission (plan d'épargne-forêt institué) (p. 5018)
Article 8 (groupements d'employeurs pour le remplacement des entrepreneurs de travaux forestiers)
Son amendement n° 392 (groupement d'employeurs étendu aux collectivités territoriales de moins de 10 000 habitants) : retiré (p. 5031)
Article 9 (statut des ouvriers forestiers d'Alsace-Moselle)
Son amendement n° 399 (dispositions relatives au statut des ouvriers forestiers d'Alsace-Moselle applicables aux contrats en cours) : rejeté (p. 5032)
Soutient l'amendement n° 252 de la commission (rétroactivité des dispositions relatives au statut des ouvriers forestiers d'Alsace-Moselle) (p. 5032) : adopté après rectification (p. 5032)
Après l'article 10
Son amendement n° 394 (rapport au Parlement) : adopté (p. 5034)
Article 12 (régime des défrichements)
Son amendement n° 400 (défrichements nécessaires à la création d'infrastructures forestières) : retiré (p. 5051)
Article 14 (réglementation des boisements)
Son amendement n° 403 (reboisement des superficies limitées) (p. 5056) : retiré (p. 5057)
Soutient l'amendement n° 429 de M. Jean-Paul Chanteguet (sanctions en cas de plantations illégales) (p. 5058) : rejeté (p. 5059)
Soutient l'amendement n° 287 de la commission (réglementation des plantations à proximité des cours d'eau) (p. 5060) : adopté après modification (p. 5060)
Après l'article 14
Son amendement n° 404 (mesures de protection des berges) : retiré (p. 5064)
Article 23 (adaptation de la police des forêts)
Soutient l'amendement n° 565 de M. Jean-Pierre Baeumler (rôle des agents des brigades vertes) (p. 5092) : rejeté (p. 5093)
Article 25 (opérations confiées à l'ONF par convention)
Soutient l'amendement n° 566 corrigé de M. Jean-Pierre Baeumler (régie directe dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) (p. 5097) : rejeté (p. 5098)
Article 30 (centres régionaux de la propriété forestière)
Soutient l'amendement n° 672 de M. Jean-Pierre Balligand (développement des différentes formes de regroupement y compris le mandat donné à une même personne physique ou morale) (p. 5107) : rejeté (p. 5107)
Avant l'article 35
Soutient l'amendement n° 364 corrigé de la commission (recherche sur la forêt et sur le bois) (p. 5120) : adopté (p. 5121)
Son amendement n° 406 (recherche sur la forêt et sur le bois) (p. 5120) : adopté (p. 5121)
Article 35 (principes et missions de la recherche en matière forestière)
Son intervention (p. 5121)
Son amendement n° 407 corrigé soutenu par M. François Brottes (de précision) : adopté (p. 5121)
Son amendement n° 409 (valorisation des produits forestiers et des produits dérivés du bois) (p. 5121) : retiré (p. 5122)
Soutient l'amendement n° 367, deuxième rectification de la commission (recherche appliquée alliée à la recherche fondamentale) (p. 5122) : adopté (p. 5122)
Son amendement n° 408 (recherche appliquée alliée à la recherche fondamentale) : adopté (p. 5122)
Son amendement n° 410 (rédactionnel) (p. 5122) : adopté (p. 5123)
Son amendement n° 411 (coordination des programmes) : retiré (p. 5123)
Ses explications de vote (p. 5136)
Vote pour du groupe socialiste (p. 5136)

Janine JAMBU
Hauts-de-Seine (11ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Traités et conventions. Traité d'interdiction des essais nucléaires. Ratification, perspectives [27 octobre 1999] (p. 8239)
Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Restructuration [2 février 2000] (p. 604)
Personnes âgées. Dépendance. Prestation spécifique [30 mai 2000] (p. 4739)
Femmes. Politique à l'égard des femmes. Perspectives [14 juin 2000] (p. 5335)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 970, posée le 6 décembre 1999. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP) (J.O. Questions

p. 6891). Appelée le 7 décembre 1999. Classement, Bagneux (p. 10619)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9420)

Son intervention (p. 9424)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : prêts : renégociations (p. 9424)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 9424)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 9424)

Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 9424)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 9424)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (p. 9424)

TVA : taux réduit (p. 9424)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :

- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999

Son intervention (p. 9452)

Thèmes :

Baux : baux d'habitation : droit de bail (p. 9452)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 9452)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 9452)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 9452)

TVA : taux réduit (p. 9452)

Questions écrites budgétaires

8 - Logement : HLM : loyers (p. 9467)

9 - Logement : mixité sociale (p. 9467)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1509, 1551)

Son intervention (p. 1531)

Thèmes :

Entreprises : conventions collectives : égalité professionnelle (p. 1533)

Entreprises : harcèlement moral (p. 1533)

Famille : politique familiale (p. 1532)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1532)

Fonctionnaires et agents publics : personnel féminin (p. 1532)

Travail : durée du travail (p. 1532)

Union européenne : directives : égalité professionnelle (p. 1533)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 1667)

Son intervention (p. 1695)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 1667, 1695)

Logement : logement social : HLM (p. 1695 à 1697)

Logement : aides et prêts : prêts (p. 1696, 1697)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son intervention (p. 1991)

Article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation : institution d'un prélèvement visant à relancer la construction locative sociale

Soutient l'amendement n° 193 de la commission (prélèvement des communes à fort potentiel fiscal) (p. 2065) : adopté après modification (p. 2067)

Intervient sur l'amendement n° 510 de M. Francis Delattre (prélèvement des communes proportionnel au potentiel fiscal) (p. 2066)

Soutient l'amendement n° 196 de la commission (cas de l'Ile-de-France) (p. 2073) : rejeté (p. 2073)

Soutient l'amendement n° 200 rectifié de la commission (espaces bénéficiaires des fonds collectés au titre du prélèvement) (p. 2073) : adopté après modification (p. 2074)

Son sous-amendement n° 1532 (caractère non exclusif de l'affectation) à l'amendement n° 200 rectifié de la commission (p. 2073) : adopté après rectification (p. 2074)

Article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation : programmation pluriannuelle de la construction de logements sociaux

Son amendement n° 1102 deuxième rectification (moyenne de 20 % sur le regroupement intercommunal) : adopté (p. 2077)

Article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation : sanction de la carence d'intervention

Son amendement n° 1103 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (prélèvement fixé à 30% du potentiel fiscal des communes aisées) (p. 2095) : devenu sans objet (p. 2096)

Article L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation : substitution du représentant de l'Etat en cas de carence

Son amendement n° 1104 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (obligation pour le préfet, en concertation avec le conseil départemental de l'habitat, de passer une convention avec un organisme pour la construction de logements sociaux) : adopté (p. 2097)

Après l'article 25

Son amendement n° 1105 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (mixité de l'habitat dans les communes

pauvres) : retiré ; repris par M. Pierre Cardo : rejeté (p. 2100)

Son amendement n° 1341 soutenu par M. Michel Vaxès (requalification du patrimoine des organismes de logements sociaux) (p. 2101) : adopté (p. 2104)

Article 29 (article L. 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation : interdiction de créer des logements de surface réduite ou insuffisamment équipés)

Soutient l'amendement n° 213 rectifié de la commission (offre de logements décents en cas de division d'immeubles) (p. 2114) : adopté (p. 2115)

Intervient sur l'amendement n° 1221 de M. Jean-Michel Marchand (offre de logements décents en cas de division d'immeubles) (p. 2114)

Article 30 (plan comptable des copropriétés)

Son amendement n° 1107 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (provision pour travaux futurs) : retiré (p. 2119)

Son amendement n° 1106 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (provision pour travaux futurs) : retiré (p. 2120)

Article 60 (objectifs et moyens de la politique du logement)

Son intervention (p. 2199)

Son amendement n° 1108 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (relèvement des plafonds de ressources) (p. 2201) : adopté (p. 2202)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 1109 de M. Michel Vaxès (définition réglementaire des normes minimales d'un logement décent) (p. 2219)

Article 61 (statut et pérennité du logement social)

Intervient sur l'amendement n° 293 de la commission (statut et pérennité du logement social) (p. 2223)

Son sous-amendement n° 1095 (plafonds de ressources) à l'amendement n° 293 de la commission (p. 2222) : retiré (p. 2226)

Après l'article 62

Son sous-amendement n° 1097 (de précision) à l'amendement n° 300 de la commission (statut des personnels des OPAC ayant la qualité de fonctionnaires) (p. 2232) : adopté (p. 2233)

Article 67 (compétences, statut et ressources de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Son intervention (p. 2242)

Son sous-amendement n° 1098 (paritarisme garanti au sein du conseil d'administration) à l'amendement n° 308 rectifié de la commission (administration de la Caisse) : rejeté (p. 2244)

Son amendement n° 1111 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (réduction de la cotisation d'un montant proportionnel au nombre de bénéficiaires d'une aide au logement) : retiré (p. 2246)

Article 71 (abrogation de l'article 302 bis ZC du code général des impôts)

Son intervention (p. 2249)

Son amendement n° 1112 (relèvement du seuil de déclenchement du supplément de loyer de solidarité) : adopté (p. 2250)

Article 82 (procédure relative aux immeubles menaçant ruine)

Son amendement n° 1115 (sanctions en cas d'inexécution des travaux) : retiré (p. 2263)

Article 83 (sanction de la déclaration d'insalubrité ou de péril)

Son sous-amendement n° 1099 (proposition de relogement dans le même arrondissement) à l'amendement n° 342 de la commission (périmètre de relogement à Paris, Lyon et Marseille) : devenu sans objet (p. 2267)

Son amendement n° 1116 soutenu par M. Claude Billard (montant de l'indemnité due par le propriétaire d'un bien frappé d'interdiction définitive) : rejeté (p. 2267)

Son amendement n° 1118 soutenu par M. Claude Billard (sanctions des menaces ou actes d'intimidation) (p. 2268) : adopté (p. 2269)

Avant l'article 85

Intervient sur l'amendement n° 1133 précédemment réservé du Gouvernement (fondement juridique donné à la notion de logement décent) (p. 2277)

Intervient sur l'amendement n° 314 précédemment réservé de la commission (fondement juridique donné à la notion de logement décent) (p. 2277)

Intervient sur l'amendement n° 763 précédemment réservé de M. Alain Cacheux (interdiction des locations ne respectant pas les normes fixées par décret) (p. 2277)

Article 85 (règlement amiable des conflits locatifs)

Son amendement n° 1119 (suppression du délai imposé au locataire) : adopté (p. 2281)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5825, 5845, 5865)

Son intervention (p. 5845)

Thèmes :

Coopération intercommunale : communautés de communes : solidarité (p. 5846)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5847)

Logement : logement social : amélioration de l'habitat (p. 5847)

Logement : logement social : construction (p. 5846)

Logement : logement social : HLM (p. 5846)

Logement : logement social : loyers (p. 5846)

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 13 (définition et modalités de mise en œuvre des opérations d'aménagement)

Son amendement n° 548 soutenu par M. Michel Vaxès (lutte contre l'insalubrité) : retiré (p. 5942)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son intervention (p. 5983)

Intervient sur le sous-amendement n° 493 corrigé de M. Gilles Carrez (non application lorsque les communes ont un faible potentiel fiscal) à l'amendement n° 225 de la commission (décompte des logements sociaux dans le parc communal et intercommunal) (p. 6112)

Son sous-amendement n° 426 (substitution automatique du préfet en cas de carence) à l'amendement n° 239 de la commission (retour au texte voté par l'assemblée

nationale en première lecture : substitution du préfet en cas de carence) : rejeté (p. 6129)

Article 25 quater supprimé par le Sénat (exonération de taxe foncière)

Son amendement n° 562 rectifié (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties au bénéfice des logements appartenant aux organismes HLM et situés dans les quartiers défavorisés) (p. 6131) : retiré (p. 6133)

Article 29 (article L. 111-6-1 nouveau du code de la construction et de l'habitation : interdiction de créer des logements de surface réduite ou insuffisamment équipés)

Soutient l'amendement n° 255 de la commission (diagnostics amiante et risque de saturnisme obligatoires) (p. 6143) : adopté après modification (p. 6143)

Son amendement n° 521 (diagnostic technique des immeubles construits depuis plus de quinze ans et mis en copropriété) : retiré (p. 6143)

Article 32 (intervention des organismes d'HLM en faveur des copropriétés dégradées)

Son amendement n° 522 (acquisition de lots, en vue de les louer, pour une période au moins égale à la période d'amortissement du bien acquis) : rejeté (p. 6152)

Article 34 quater (individualisation des contrats de fourniture d'eau)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Daniel Vachez (individualisation des contrats de fourniture d'eau et imputation de la charge) (p. 6164)

Intervient sur le sous-amendement n° 478 rectifié de M. Daniel Marcovitch (prise en charge des travaux nécessaires par le propriétaire qui a formulé la demande) à l'amendement n° 389 de M. Daniel Vachez (p. 6164)

Intervient sur le sous-amendement n° 595 de la commission (prise en charge des travaux nécessaires par le propriétaire qui a formulé la demande) à l'amendement n° 389 de M. Daniel Vachez (p. 6164)

Article 60 (objectifs et moyens de la politique du logement)

Son amendement n° 430 (principe de relèvement des plafonds de ressources inscrit dans la loi) (p. 6165) : rejeté (p. 6166)

Article 61 (statut et pérennité du logement social)

Son intervention (p. 6170)

Son amendement n° 431 (de suppression) (p. 6171) : rejeté (p. 6172)

Son sous-amendement n° 432 (compétences des organismes au titre du "service public") à l'amendement n° 313 rectifié de la commission (compétences des organismes) (p. 6172) : retiré (p. 6173)

Son sous-amendement n° 433 (application rétroactive au 30 juin 2000) à l'amendement n° 316 de la commission (application aux logements construits ou acquis avec une aide de l'Etat et à ceux appartenant aux sociétés immobilières à participation majoritaire de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 6174) : adopté (p. 6175)

Son sous-amendement n° 434 (rédactionnel) à l'amendement n° 316 de la commission (p. 6174) : adopté (p. 6175)

Article 62 (statut des offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) et des offices publics d'habitations à loyer modéré (OPHLM))

Son amendement n° 435 (de suppression partielle) : retiré (p. 6176)

Article 63 (compétence et administration provisoire des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré)

Son amendement n° 436 (de suppression partielle) : retiré (p. 6178)

Article 67 (compétences, statut et ressources de la Caisse de garantie du logement social)

Son amendement n° 437 (représentation des élus des collectivités territoriales) (p. 6184) : rejeté (p. 6185)

Article 71 (abrogation de l'article 302 bis ZC du code général des impôts)

Son amendement n° 438 (relèvement à 60 % du seuil d'application du surloyer obligatoire) (p. 6187) : adopté (p. 6188)

Article 83 (sanction de la déclaration d'insalubrité ou de péril)

Son amendement n° 439 (prohibition générale de toute indemnisation) : retiré (p. 6198)

Après l'article 83 bis

Son amendement n° 524 (cas des immeubles ou parties d'immeubles en état d'abandon) : adopté (p. 6200)

Article 85 A (définition du logement décent et actions en réduction du loyer)

Son amendement n° 528 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression du délai d'un an imparti au locataire pour demander la mise en conformité de son logement aux normes de décence) (p. 6202) : adopté (p. 6203)

Son sous-amendement n° 642 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de précision) à l'amendement n° 350 de la commission (de précision) : adopté (p. 6203)

Article 85 (règlement amiable des conflits locatifs)

Son amendement n° 529 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (appel à un expert) : retiré (p. 6205)

Ses explications de vote (p. 6259)

Vote pour du groupe communiste (p. 6260)

Serge JANQUIN

Pas-de-Calais (10ème circonscription)
Socialiste
Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Exonération. Chômeurs surendettés, conditions d'attribution [19 octobre 1999] (p. 7561)

Impôt sur le revenu. Politique fiscale. Chômeurs [14 mars 2000] (p. 1871)

Jacky JAULNEAU
Eure-et-Loir (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 967, posée le 6 décembre 1999. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement et transports : services extérieurs (J.O. Questions p. 6890). Appelée le 7 décembre 1999. Directions départementales, fonctionnement, effectifs de personnel, missions (p. 10601)

Henry JEAN-BAPTISTE
Mayotte (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)

Son intervention (p. 9336)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 9337)
Outre-mer : DOM : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9339)
Outre-mer : DOM-TOM : chômage (p. 9338)
Outre-mer : DOM-TOM : développement économique (p. 9338)
Outre-mer : DOM-TOM : impôts et taxes (p. 9338, 9339)
Outre-mer : DOM-TOM : lois d'orientation (p. 9338, 9339)
Outre-mer : DOM-TOM : service national (p. 9339)
Outre-mer : institutions (p. 9339)
Outre-mer : Mayotte : enseignement (p. 9339)
Outre-mer : Mayotte : insertion (p. 9339)
Outre-mer : Mayotte : institutions (p. 9338)
Outre-mer : Mayotte : logement (p. 9339)
groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 9339)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10887)

Son intervention (p. 10895)

Thèmes :

Outre-mer : Mayotte : codification (p. 10896)
Outre-mer : Mayotte : état civil (p. 10896)
Outre-mer : Mayotte : instituteurs (p. 10896)
Outre-mer : Mayotte : justice (p. 10896)
Outre-mer : Mayotte : nationalité (p. 10895, 10896)
Outre-mer : Mayotte : ordonnances (p. 10895, 10896)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 386)

Article 13 (dispositions transitoires - cas particulier de Mayotte)

Son amendement n° 58 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (suppression du régime transitoire prévu pour Mayotte) : adopté (p. 410)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Son amendement n° 317 soutenu par M. Rudy Salles (suppression du II proposé pour l'article 44 de la loi du 30 septembre 1986 et relatif aux missions de la société nationale Réseau France Outre-mer) : rejeté (p. 2474)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France-Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième)

Son amendement n° 318 soutenu par M. Rudy Salles (de coordination) (p. 2484) : rejeté (p. 2485)

Article 6 précédemment réservé (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 326 soutenu par M. Christian Kert (exclusion de RFO du champ d'application de l'article) : rejeté (p. 2532)

Son amendement n° 327 (sort de RFO) : retiré (p. 2532)

Projet de loi n° 2276 organisant une consultation de la population de Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3165)

Son intervention (p. 3173)

Thèmes :

Outre-mer : institutions : réforme (p. 3176)
Outre-mer : Mayotte : dotations de l'Etat (p. 3175)
Outre-mer : Mayotte : femmes (p. 3173)
Outre-mer : Mayotte : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 3175)
Outre-mer : Mayotte : histoire (p. 3173)
Outre-mer : Mayotte : institutions (p. 3174 à 3176)
Outre-mer : Mayotte : législation (p. 3175)
Outre-mer : Mayotte : pays étrangers (p. 3175)
Outre-mer : Mayotte : Président de la République (p. 3173)
Outre-mer : Mayotte : référendums (p. 3173 à 3175)

Discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3181)

Article 1er (le principe de la consultation)

Son intervention (p. 3181)

Article 3 (la question posée aux électeurs et la majorité requise)

Son amendement n° 1 (consultation en 2010 offrant le choix entre le maintien du statut de collectivité départementale et la transformation en département) (p. 3181) : rejeté (p. 3182)

Article 6 (missions de la commission de contrôle)

Son amendement n° 2 (régularité des listes électorales) (p. 3182) : rejeté (p. 3183)

Son amendement n° 3 (possibilité pour la commission de s'adjoindre des délégués) : retiré (p. 3183)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 3176)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3183)

Son intervention (p. 3189)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : associations (p. 3190)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : crimes contre l'humanité (p. 3189)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 3189, 3190)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 3189, 3190)

Jean-Jacques JÉGOU

Val-de-Marne (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

Cesse d'appartenir à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [30 mai 2000]

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [J.O. du 23 juin 2000] (p. 9474)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2557 relative à la baisse des cotisations sociales salariales [26 juillet 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Financement. Contribution sociale sur les bénéfices et taxe générale sur les activités polluantes, création [19 octobre 1999] (p. 7558)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [21 décembre 1999] (p. 11239)

Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction, application [9 février 2000] (p. 867)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande que l'Assemblée examine en priorité les dispositions financières restant en discussion du projet de loi relatif aux nouvelles régulations économiques [27 avril 2000] (p. 3499)

Déclare être surpris par la violence de la réaction de certains de ses collègues ; rappelle que les présidents de séance lorsqu'ils votent, n'ont pas besoin de le signaler et qu'en l'occurrence M. Ollier a été obligé de faire état de son vote ; fait observer que si les membres de la majorité plurielle avaient été plus nombreux dans l'hémicycle, l'incident ne se serait pas produit [18 mai 2000] (p. 4382)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 7707) : rejetée (p. 7717)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances (p. 7707 à 7709, 7713)
Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 7708, 7709)

Eau : agences (p. 7710)
Entreprises : création (p. 7713)
Famille : politique familiale (p. 7712)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 7709, 7712)
Finances publiques : dépenses (p. 7709, 7711, 7712)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 7707 à 7710, 7713)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 7710, 7712, 7713)
Finances publiques : procédure budgétaire (p. 7710)
Finances publiques : recettes (p. 7709, 7710, 7712)
Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 7708)
Impôt sur le revenu : stock options (p. 7713)
Impôt sur les sociétés (p. 7712)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 7712)
Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 7710)
Police : crédits (p. 7708)
Politique économique : conjoncture (p. 7709)
Politique économique : croissance (p. 7709, 7710)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 7711)
Secteur public : endettement (p. 7711)
Sécurité sociale : loi de financement (p. 7710)
Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 7710, 7711)
Voirie : autoroutes (p. 7708)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 264 de M. Charles de Courson (rétablissement du barème adopté dans la loi de finances pour 1997) (p. 7731) : rejeté (p. 7734)

Après l'article 2

Reprend l'amendement n° 476 de M. Dominique Baert (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules) : rejeté (p. 7753)

Après l'article 2 (suite)

Son amendement n° 267 soutenu par M. Germain Gengenwin (instauration d'une réduction d'impôt au titre des dépenses engagées par les contribuables en vue d'améliorer leur formation professionnelle) (p. 7786) : rejeté (p. 7787)

Article 3 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 7792)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Charles de Courson (application du taux réduit aux équipements ayant qualité d'immeuble par destination) (p. 7799)

Après l'article 4 (suite)

Soutient l'amendement n° 270 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'amélioration et de mise aux normes de l'assainissement individuel) (p. 7843) : rejeté (p. 7844)

Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux opérations de collecte et de traitement des déchets ménagers) (p. 7848)

Soutient l'amendement n° 272 de M. Pierre Méhaignerie (modification du régime simplifié d'imposition en ce qui concerne le paiement de la TVA) (p. 7851) : retiré (p. 7851)

Article 5 (réduction des droits de mutation à titre onéreux)

Soutient l'amendement n° 273 de M. Charles de Courson (obligation pour les collectivités territoriales de réduire de 1, 2 point leur taux de taxe de publicité foncière) (p. 7855) : rejeté (p. 7856)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 543 de M. Didier Migaud (incitation à la constitution et au maintien à long terme d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise) (p. 7862)

Article 6 (suppression de la contribution annuelle représentative du droit de bail)

Soutient l'amendement n° 135 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7867) : rejeté (p. 7868)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond de loyer ouvrant droit à l'exonération de la contribution représentative du droit de bail pour l'année 2000) (p. 7871)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Marc Dumoulin (relèvement du plafond de loyer ouvrant droit à l'exonération de la contribution représentative du droit de bail pour l'année 2000) (p. 7871)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (relèvement du plafond de loyer ouvrant droit à l'exonération de la contribution représentative du droit de bail pour l'année 2000) (p. 7871)

Soutient l'amendement n° 136 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7872) : rejeté (p. 7872)

Soutient l'amendement n° 137 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7872) : rejeté (p. 7872)

Soutient l'amendement n° 138 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7872) : rejeté (p. 7872)

Soutient l'amendement n° 499 de M. Jean-Louis Debré (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7873) : rejeté (p. 7873)

Soutient l'amendement n° 139 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7874) : rejeté (p. 7874)

Article 8 (institution d'une exonération d'impôts commerciaux en faveur des associations, fondations et congrégations qui exercent des activités lucratives accessoires)

Son intervention (p. 7877)

Soutient l'amendement n° 140 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 7879) : retiré (p. 7880)

Soutient l'amendement n° 274 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 7879) : retiré (p. 7880)

Soutient l'amendement n° 276 de M. Charles de Courson (relèvement du plafond de recettes au-delà duquel les associations sont assujetties à l'impôt sur les sociétés) (p. 7879) : retiré (p. 7880)

Soutient l'amendement n° 277 de M. Charles de Courson (relèvement du plafond de recettes au-delà duquel les associations sont assujetties à l'impôt sur les sociétés) (p. 7879) : retiré (p. 7880)

Son amendement n° 275 (non-assujettissement à l'impôt sur les sociétés des associations subventionnées pour la moitié de leurs ressources par des collectivités territoriales ou qui remplissent une mission pour ces collectivités) (p. 7879) : retiré (p. 7880)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 12 de M. Germain Gengenwin (relèvement des abattements applicables aux revenus de capitaux mobiliers) (p. 7883) : rejeté (p. 7883)

Soutient l'amendement n° 242 de M. Germain Gengenwin (instauration d'un abattement sur les produits des parts de fonds communs de placements solidaires ou caritatifs) (p. 7884) : rejeté (p. 7884)

Soutient l'amendement n° 15 de M. Germain Gengenwin (institution d'un prélèvement libératoire optionnel de 25 % sur les dividendes dans la limite de 150 000 F) (p. 7884) : rejeté (p. 7884)

Soutient l'amendement n° 221 de M. Germain Gengenwin (extension du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise aux entreprises du second marché) (p. 7884) : rejeté (p. 7884)

Soutient l'amendement n° 13 de M. Germain Gengenwin (doublement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 7884) : rejeté (p. 7884)

Soutient l'amendement n° 244 de M. Germain Gengenwin (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7884) : rejeté (p. 7884)

Soutient l'amendement n° 243 de M. Germain Gengenwin (déduction du bénéfice imposable d'une partie des investissements réalisés dans des entreprises nouvelles) (p. 7884) : rejeté (p. 7884)

Soutient l'amendement n° 11 de M. Germain Gengenwin (instauration d'un différé d'imposition en faveur des créateurs d'entreprises en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7885) : rejeté (p. 7885)

Article 10 (mesures en faveur de la création d'entreprises)

Son intervention (p. 7890)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (suppression des dispositions tendant à pérenniser le dispositif des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et à l'élargir à l'ensemble des entreprises innovantes) (p. 7897)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Yves Cochet (suppression des dispositions tendant à pérenniser le dispositif des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et à l'élargir à l'ensemble des entreprises innovantes) (p. 7897)

Après l'article 10

Son amendement n° 283 (extension à toutes les entreprises nouvelles de l'exonération d'impôt sur les bénéfices prévue à l'article 44 sexies du code général des impôts) : rejeté (p. 7901)

Son amendement n° 232 (transfert de l'article 60 du projet de loi de finances relatif aux régimes d'imposition des plus-values afin d'élargir son champ d'application aux opérations réalisées avant le 1er janvier 1999) (p. 7901) : rejeté (p. 7906)

Son amendement n° 282 (institution d'une exonération des plus-values réinvesties dans un délai de six mois dans des entreprises nouvelles) (p. 7906) : rejeté (p. 7907)

Soutient l'amendement n° 285 de M. Pierre Méhaignerie (application du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise aux entreprises du second marché) (p. 7907) : rejeté (p. 7907)

Soutient l'amendement n° 286 de M. Pierre Méhaignerie (prorogation jusqu'au 31 décembre 2008 du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) (p. 7907) : rejeté (p. 7907)

Soutient l'amendement n° 280 de M. Jacques Barrot (doublement de la déduction du revenu global en cas de cessation de paiement de l'entreprise dans laquelle le contribuable a investi) (p. 7907) : rejeté (p. 7907)

Soutient l'amendement n° 281 de M. Jacques Barrot (relèvement de la déduction du revenu global en cas de cessation de paiement de l'entreprise dans laquelle le contribuable a investi) (p. 7908) : rejeté (p. 7908)

Soutient l'amendement n° 216 de M. Germain Gengenwin (relèvement des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7908) : rejeté (p. 7909)

Son amendement n° 278 (relèvement du taux et des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7908) : rejeté (p. 7909)

Son amendement n° 279 (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7908) : rejeté (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (relèvement de l'imposition des gains retirés des options d'achat ou de souscription d'actions) (p. 7915)

Son amendement n° 308 (établissement d'un barème progressif en matière d'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 7921)

Son amendement n° 309 (établissement d'un barème progressif en matière d'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 7921)

Son amendement n° 469 rectifié (réduction du taux des plus-values à long terme pour la part des réserves réinvesties dans le capital de l'entreprise lorsqu'au moins 10 % des titres sont cédés aux salariés) (p. 7921) : rejeté (p. 7922)

Son amendement n° 284 (déductibilité de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des sommes investies pendant une durée minimale de trois ans dans une entreprise nouvelle à condition que le redevable n'exerce pas de fonction dirigeante au sein de l'entreprise) (p. 7929) : rejeté (p. 7930)

Article 11 (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 F)

Soutient l'amendement n° 289 de M. Pierre Méhaignerie (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 7934) : rejeté (p. 7934)

Son amendement n° 290 (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les sociétés dont le chiffre

d'affaires annuel est inférieur à 50 millions de francs) : rejeté (p. 7934)

Article 12 (augmentation du taux de la quote-part pour frais et charges égale à 5 % du produit total des participations pour l'application du régime mère-fille)

Son intervention (p. 7937)

Son amendement n° 291 (de suppression) (p. 7938) : rejeté (p. 7939)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (réduction du taux de l'avoir fiscal) (p. 7940)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Christian Cuvilliez (réduction du taux de l'avoir fiscal) (p. 7940)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (suppression du crédit d'impôt pour création d'emplois) (p. 7945)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (réduction du montant maximum de taxe d'habitation supporté par les contribuables disposant de faibles revenus) (p. 7949)

Soutient l'amendement n° 351 de M. Renaud Dutreil (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions assujetties aux bénéfices non commerciaux qui emploient moins de cinq salariés) (p. 7950) : rejeté (p. 7951)

Son amendement n° 421 corrigé (actualisation de la compensation accordée aux collectivités territoriales au titre de la réforme de la taxe professionnelle) (p. 7952) : rejeté (p. 7954)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Christian Cuvilliez (retour de France Telecom dans le droit commun de la fiscalité directe locale) (p. 7957)

Après l'article 17

Son amendement n° 541 (exonération de droits d'enregistrement et de timbre des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7966)

Son amendement n° 311 (exonération du droit fixe d'enregistrement de 500 F des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés) (p. 7966) : rejeté (p. 7967)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 347 du Gouvernement (exonération de taxe d'habitation au profit des bénéficiaires du RMI ayant retrouvé un emploi) (p. 7970)

Article 22 (modification des tarifs et aménagement de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Soutient l'amendement n° 366 de M. Charles de Courson (augmentation du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gazole) (p. 7973) : rejeté (p. 7973)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jacques Heuclin (relèvement du taux d'exonération de taxe sur les véhicules de société dont bénéficient les véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 7976)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Gilbert Gantier (relèvement du taux d'exonération de taxe sur les véhicules de société dont bénéficient les véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 7976)

Soutient l'amendement n° 367 de M. Charles de Courson (augmentation de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers dont bénéficie l'éthanol) (p. 7977) : rejeté (p. 7977)

Soutient l'amendement n° 365 de M. Charles de Courson (maintien de la détaxation de taxe intérieure sur les produits pétroliers dont bénéficient les esters méthyliques d'huile végétale incorporés au fioul et au gazole) (p. 7977) : rejeté (p. 7977)

Après l'article 24

Soutient l'amendement n° 312 de M. Pierre Méhaignerie (application du "dispositif Besson" d'amortissement des logements sociaux aux ascendants et aux descendants) (p. 7979) : rejeté (p. 7979)

Soutient l'amendement n° 224 de M. Germain Gengenwin (exonération des plus-values réinvesties dans l'entreprise ou utilisées pour constituer le capital initial ou augmenter le capital d'une entreprise) (p. 7980) : rejeté (p. 7980)

Soutient l'amendement n° 467 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement du plafond d'exonération des versements sur des plans d'épargne entreprise) (p. 7981) : rejeté (p. 7981)

Soutient l'amendement n° 219 de M. Germain Gengenwin (suppression du plafonnement de la déductibilité du salaire du conjoint de l'exploitant même quand l'entreprise n'est pas adhérente d'un centre de gestion agréé) (p. 7981) : rejeté (p. 7981)

Son amendement n° 288 (éligibilité des titres des sociétés ayant leur siège social dans un Etat membre de la zone euro aux plans d'épargne en actions) (p. 7981) : rejeté (p. 7982)

Soutient l'amendement n° 220 de M. Germain Gengenwin (rétablissement de la réduction d'impôt pour formation du chef d'entreprise et de son conjoint) (p. 7982) : rejeté (p. 7982)

Son amendement n° 315 (non-assujettissement des locaux des collectivités territoriales à la taxe sur les bureaux d'Ile-de-France) (p. 7985) : rejeté (p. 7986)

Soutient l'amendement n° 287 de M. Pierre Méhaignerie (institution d'un nouveau crédit d'impôt recherche) (p. 7988) : rejeté (p. 7988)

Soutient l'amendement n° 355 de M. Charles de Courson (extension du paiement différé et fractionné des droits de mutation à titre gratuit prévu pour la transmission d'entreprise aux mutations à titre gratuit des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles) (p. 7991) : rejeté (p. 7991)

Soutient l'amendement n° 378 de M. Jacques Bascou (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) (p. 7991) : rejeté (p. 7991)

Soutient l'amendement n° 358 de M. Charles de Courson (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) (p. 7991) : rejeté (p. 7991)

Intervient sur l'amendement n° 327 rectifié de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux) (p. 7998)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Julien Dray (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux) (p. 7998)

Intervient sur l'amendement n° 68 rectifié de la commission (rapport du Gouvernement sur la concurrence fiscale dommageable et la régulation internationale des mouvements de capitaux) (p. 7998)

Soutient l'amendement n° 468 de M. Philippe Douste-Blazy (attribution aux salariés d'une part des actions émises lors des augmentations de capital des sociétés cotées) (p. 8003) : rejeté (p. 8003)

Après l'article 26

Soutient l'amendement n° 495 de M. Philippe Douste-Blazy (application du "dispositif Besson" d'amortissement des logements locatifs aux ascendants et descendants) (p. 8006) : retiré (p. 8006)

Article 29 (affectation du droit de consommation sur les tabacs manufacturés)

Soutient l'amendement n° 313 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 8009) : rejeté (p. 8010)

Article 30 (modifications d'affectations et suppression de ressources liées à la clôture de comptes d'affectation spéciale)

Son amendement n° 317 (suppression de l'affectation à la région Ile-de-France d'une fraction du produit de la taxe sur les locaux à usage de bureaux) : rejeté (p. 8015)

Son amendement n° 318 (fixation à 50 % de la fraction du produit de la taxe sur les locaux à usage de bureaux affectée à la région Ile-de-France) (p. 8015) : rejeté (p. 8016)

Article 31 (institution du prélèvement de solidarité pour l'eau et modifications du compte d'affectation spéciale n° 902-00)

Son amendement n° 319 (de suppression) (p. 8016) : rejeté (p. 8017)

Soutient l'amendement n° 516 de M. André Santini (modalités de fixation du montant du prélèvement de solidarité versé par les agences de l'eau) (p. 8017) : rejeté (p. 8018)

Soutient l'amendement n° 474 de M. André Santini (rédactionnel) (p. 8017) : adopté (p. 8018)

Soutient l'amendement n° 515 de M. André Santini (modalités de fixation du montant du prélèvement de solidarité versé par les agences de l'eau) (p. 8017) : rejeté (p. 8018)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 549 du Gouvernement (prélèvement sur les droits de retransmission télévisée des manifestations sportives) (p. 8019)

Article 33 (relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes)

Soutient l'amendement n° 320 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 8021) : rejeté (p. 8021)

Article 34 (abondement de la dotation globale de fonctionnement)

Soutient l'amendement n° 197 de M. Marc Laffineur (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8025) : rejeté (p. 8026)

Soutient l'amendement n° 321 de M. Charles de Courson (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8025) : rejeté (p. 8026)

Soutient l'amendement n° 498 de M. Philippe Douste-Blazy (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8025) : rejeté (p. 8026)

Soutient l'amendement n° 198 de M. Marc Laffineur (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8025) : rejeté (p. 8026)

Son amendement n° 322 (compensation de la perte de recettes pour les communes dont la dotation globale de fonctionnement est inférieure d'au moins 10 % à la moyenne de la strate de la région de rattachement) (p. 8026) : rejeté (p. 8028)

Article 36 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 234 de M. Pierre Méhaignerie (réduction du déficit budgétaire) (p. 8041) : rejeté (p. 8042)

Intervient sur l'amendement n° 553 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 8054)

Explications de vote et vote [26 octobre 1999] (p. 8116)

Ses explications de vote (p. 8122)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 8123)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)

Article 54 et état H (reports de crédits)

Soutient l'amendement n° 127 corrigé de M. Charles de Courson (non-report des crédits relatifs aux contrats territoriaux d'exploitations agricoles) (p. 9854) : rejeté (p. 9854)

Article 57 (modification des règles d'opposabilité du secret professionnel à l'administration fiscale)

Soutient l'amendement n° 323 de M. Philippe Douste-Blazy (de suppression) (p. 9855) : rejeté (p. 9857)

Article 58 (reconduction de mesures fiscales en faveur de l'aménagement du territoire)

Son amendement n° 259 (extension de l'exonération d'impôt sur les bénéfices à toutes les entreprises nouvelles) (p. 9859) : rejeté (p. 9860)

Soutient l'amendement n° 260 de M. Pierre Méhaignerie (suppression du plafond d'exonération) (p. 9862) : rejeté (p. 9862)

Après l'article 58

Soutient l'amendement n° 250 de M. Pierre Méhaignerie (maintien de la faculté pour les collectivités territoriales d'exonérer temporairement de taxe professionnelle les entreprises créant des emplois dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire) (p. 9865) : rejeté (p. 9866)

Article 60 (fusion des régimes d'imposition des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisées par les particuliers et aménagement du régime de différé d'imposition des plus-values d'échange de ces mêmes titres)

Son intervention (p. 9871)

Soutient l'amendement n° 247 de M. Pierre Méhaignerie (remplacement du seuil d'exonération

des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) (p. 9872) : rejeté (p. 9872)
Son amendement n° 244 (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) (p. 9871) : rejeté (p. 9872)
Soutient l'amendement n° 246 de M. Pierre Méhaignerie (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) (p. 9872) : rejeté (p. 9872)
Son amendement n° 245 (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) : rejeté (p. 9872)
Son amendement n° 248 (doublement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières) : rejeté (p. 9873)
Soutient l'amendement n° 258 de M. Pierre Méhaignerie (doublement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières pour les couples mariés) (p. 9873) : rejeté (p. 9873)
Soutient l'amendement n° 254 de M. Charles de Courson (généralisation de la possibilité d'opter pour l'évaluation forfaitaire du prix d'acquisition sur la base d'une fraction du dernier cours coté en 1995) (p. 9874) : rejeté (p. 9874)
Son amendement n° 255 (application du dispositif aux opérations antérieures au 1er janvier 2000 faisant l'objet de contentieux n'ayant pas acquis force de chose jugée) (p. 9874) : rejeté (p. 9875)

Après l'article 60

Soutient l'amendement n° 261 de Mme Anne-Marie Idrac (modalités d'imposition des plus-values résultant de la vente de fonds de commerce) (p. 9875) : rejeté (p. 9875)
Son amendement n° 242 (abaissement du taux d'imposition des plus-values mobilières) (p. 9875) : rejeté (p. 9876)
Son amendement n° 243 (abaissement du taux d'imposition des plus-values mobilières lorsque la durée de détention des titres est supérieure à deux ans) (p. 9875) : rejeté (p. 9876)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de M. Christian Cuvilliez (majoration de la taxe professionnelle due par les entreprises procédant à des licenciements alors que leurs résultats sont bénéficiaires) (p. 9886)

Après l'article 63

Soutient l'amendement n° 134 de M. Charles de Courson (instauration d'un abattement sur l'assiette des droits de mutation à titre gratuit pour les transmissions d'entreprises individuelles) (p. 9888) : rejeté (p. 9889)
Soutient l'amendement n° 13 de M. Charles de Courson (instauration d'un régime fiscal différencié pour la fraction des bénéfices affectée au renforcement des fonds propres des exploitations agricoles) (p. 9890) : rejeté (p. 9890)
Soutient l'amendement n° 15 corrigé de M. Charles de Courson (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice une fois tous les dix ans) (p. 9891) : rejeté (p. 9891)
Soutient l'amendement n° 14 de M. Charles de Courson (avancement, à titre exceptionnel, de la date de clôture de l'exercice des exploitants viticulteurs soumis à un régime réel d'imposition) (p. 9891) : retiré (p. 9892)
Son amendement n° 240 (relèvement de 1 à 1,2 du nombre de parts à prendre en considération au titre du quotient familial pour les personnes vivant seules sans enfant à charge) (p. 9896) : retiré (p. 9898)
Son amendement n° 241 (relèvement de 1 à 1,1 du nombre de parts à prendre en considération au titre du quotient familial pour les personnes vivant seules sans enfant à charge) (p. 9896) : retiré (p. 9898)
Intervient sur l'amendement n° 249 de Mme Nicole Bricq (institution d'une contribution pesant sur les producteurs, importateurs et distributeurs de documents publicitaires gratuits) (p. 9902)
Son amendement n° 256 corrigé (assimilation des concubins aux couples mariés en matière de droits de mutation à titre gratuit) (p. 9905) : rejeté (p. 9906)
Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Gilles Carrez (suppression de la part régionale de la taxe d'habitation) (p. 9909)
Intervient sur l'amendement n° 220 de la commission (réduction de 50 000 à 20 000 F de la limite supérieure des paiements en espèces pour les particuliers non commerçants) (p. 9912)
Soutient l'amendement n° 232 de M. Gérard Saumade (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de fonctionnement du service de la voirie relatives à des réfections globales de chaussée ou au renouvellement de la couche de surface) (p. 9923) : retiré (p. 9923)
Soutient l'amendement n° 252 de M. Charles de Courson (sanctions en cas de refus de communication de documents à un rapporteur spécial) (p. 9928) : rejeté (p. 9928)
Intervient sur l'amendement n° 327 du Gouvernement (prorogation du congé de fin d'activité des fonctionnaires) (p. 9931)
Son amendement n° 257 (possibilité d'imposition commune pour les personnes vivant en concubinage) : rejeté (p. 9931)
Soutient l'amendement n° 194 de M. Léonce Deprez (rapport sur les abus commis par l'administration lors des contrôles fiscaux) (p. 9935) : rejeté (p. 9935)
Soutient l'amendement n° 277 de M. François d'Aubert (rapport sur les abus commis par l'administration lors des contrôles fiscaux) (p. 9935) : rejeté (p. 9935)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11073)

Son intervention (p. 11082)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 11083)
Entreprises : situation financière : fiscalité (p. 11083)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 11082)
Finances publiques : dépenses (p. 11082, 11083)
Finances publiques : dette publique (p. 11083)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 11082 à 11084)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 11082, 11083)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 11082, 11083)
Finances publiques : recettes (p. 11082)
Formation professionnelle (p. 11083)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 11083)
Parlement : Sénat (p. 11082)
Retraites : généralités (p. 11083)
Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 11083)
Sécurité sociale : loi de financement (p. 11082)
Voirie : autoroutes (p. 11083)

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11089, 11145)

Article 57 bis (rétablissement d'une déduction forfaitaire supplémentaire plafonnée à 50 000 F en faveur des VRP)

Son amendement n° 287 soutenu par M. Pierre Hériaud (de suppression) (p. 11183) : adopté (p. 11184)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10689, 10722)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 10709)

Son intervention (p. 10728)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : plan d'épargne en actions (PEA) (p. 10731)
Défense : crédits (p. 10730)
Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 10730, 10731)
Entreprises : situation financière : impôts et taxes (p. 10730)
Finances publiques : annualité budgétaire (p. 10709)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10729, 10730)
Finances publiques : dépenses (p. 10709, 10729 à 10731)
Finances publiques : dette publique (p. 10729, 10730)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 10728, 10729, 10732)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10729, 10730)
Finances publiques : recettes (p. 10729, 10730)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 10731)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 10729)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 10730)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 10729)
Politique économique : conjoncture (p. 10709)
Politique économique : emprunts russes (p. 10709, 10731)
Professions de santé : médecins (p. 10731)

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Article 3 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 136 du Gouvernement (majoration des crédits des assemblées parlementaires) (p. 10753)

Article 10 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 122 de M. Christian Kert (répartition des excédents de la redevance audiovisuelle) (p. 10757) : rejeté (p. 10758)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Germain Gengenwin (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne) (p. 10768)

Son amendement n° 54 (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans un Etat membre de la zone euro) (p. 10766) : rejeté (p. 10768)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean de Gaulle (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, dans la limite de 40 % des versements) (p. 10768)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Pierre Hériaud (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, dans la limite de 40 % des versements) (p. 10768)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Gilbert Gantier (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, dans la limite du tiers des versements) (p. 10768)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Hériaud (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres reçus à l'occasion d'une offre publique d'achat ou d'une offre publique d'échange émanant d'entreprises ayant leur siège social dans l'Union européenne) (p. 10768)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Charles de Courson (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres reçus à l'occasion d'une offre publique d'achat ou d'une offre publique d'échange émanant d'entreprises ayant leur siège social dans l'Union européenne) (p. 10768)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jean de Gaulle (maintien de l'éligibilité des titres au plan d'épargne en actions en cas de fusion avec des sociétés étrangères, sous réserve que la valeur de la société française représente au moins 25 % du capital du nouvel ensemble) (p. 10768)

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (éligibilité au plan d'épargne en actions des actions émises par des sociétés ayant leur siège social dans un autre Etat de la Communauté européenne et reçues en échange d'actions cotées détenues dans un plan à la date de l'échange) (p. 10768)

Son amendement n° 59 (suppression de l'assujettissement au droit d'enregistrement de 1 % plafonné à 20 000 F des cessions d'actions non cotées non constatées par un acte) (p. 10768) : rejeté (p. 10769)

Article 15 (interdiction du cumul de l'abattement de 20 % pour adhésion à un centre de gestion agréé ou une association agréée avec d'autres déductions forfaitaires ou abattements d'assiette)

Soutient l'amendement n° 60 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 10788) : adopté (p. 10789)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Gérard Bapt (exclusion de l'assiette du résultat imposable du montant des abandons de créances et des aides exceptionnelles relevant de l'ensemble des procédures d'aide au désendettement des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées) (p. 10791)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Francis Delattre (exclusion de l'assiette du résultat imposable du montant des abandons de créances et des aides exceptionnelles relevant de l'ensemble des procédures d'aide au désendettement des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées) (p. 10791)

Article 17 (transmission par voie électronique des déclarations des particuliers)

Son amendement n° 61 (possibilité pour les entreprises d'effectuer leur déclaration fiscale par l'intermédiaire d'Internet) (p. 10795) : retiré (p. 10796)

Après l'article 21

Son amendement n° 62 (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules sans enfant à charge) (p. 10803) : retiré (p. 10804)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Blazy (institution de deux fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de Paris-Charles-de-Gaulle et de Paris-Orly) (p. 10812)

Intervient sur le sous-amendement n° 140 du Gouvernement (contribution de l'établissement public Aéroports de Paris) à l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Blazy (p. 10812)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Didier Migaud (amélioration de la transparence des variations d'impôt en cas de transformation d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle en établissement public de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 10829)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 141 du Gouvernement (maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine) (p. 10844)

Ses explications de vote (p. 10848)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10849)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10849)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1999] (p. 11351)

Son intervention (p. 11357)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 11358)
Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 11358)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 11358)
Finances publiques : recettes (p. 11357, 11358)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 11358)
Parlement : rôle (p. 11358, 11359)

Discussion des articles [22 décembre 1999] (p. 11361)

Article 2 et état A (équilibre général)

Son amendement n° 51 : devenu sans objet (p. 11366)

Article 19 bis (report d'un an de la date de rétablissement du droit commun en matière d'impôt sur les successions en Corse)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Charles de Courson (suppression du report du rétablissement des pénalités pour défaut de déclaration de succession dans le délai de six mois) (p. 11378)

Après l'article 21 septdecies

Soutient l'amendement n° 53 de M. Charles de Courson (diminution du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'éthanol) (p. 11384) : rejeté (p. 11384)

Ses explications de vote (p. 11389)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 11389)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1999] (p. 11412)

Son intervention (p. 11413)

Thème :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 11413)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3271)

Son intervention (p. 3281)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 3283)
Entreprises : épargne salariale (p. 3281)
Impôts et taxes : politique fiscale : marchés financiers (p. 3282)
Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 3281, 3283)
Marchés financiers : généralités : bourse de Paris (p. 3282, 3283)
Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : offres publiques d'échange (OPE) (p. 3281, 3282)
Politique économique : capitalisme (p. 3271)
Politique économique : concurrence (p. 3281)
Politique économique : Conseil de la concurrence (p. 3282)
Politique économique : généralités (p. 3271, 3281)
Sociétés : organes de gestion (p. 3281)
Union européenne : droit communautaire (p. 3282, 3283)

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 625 de M. Jacques Desallangre (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 3340)

Article 1er (article 356-1-4 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : transmission des pactes d'actionnaires au Conseil des marchés financiers)

Son amendement n° 370 (limitation de l'obligation de transmission aux seuls pactes d'actionnaires postérieurs au 1er janvier 1995) (p. 3343) : rejeté (p. 3344)

Article 4 (articles L. 432-1 et L. 439-2 du code du travail : information du comité d'entreprise en cas d'offre publique)

Son amendement n° 372 (fixation à 15 jours du délai de convocation du comité d'entreprise) : retiré (p. 3348)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Christian Cuvilliez (communication de l'ensemble des données au comité d'entreprise) (p. 3349)

Son amendement n° 373 (possibilité pour le dirigeant de la société émettrice de l'offre publique de se faire représenter par la personne de son choix) (p. 3352) : rejeté (p. 3353)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Michel Suchod (présidence du collège des autorités de contrôle du secteur financier) (p. 3365)

Article 6 (articles 15, 15-2 nouveau, 19 et 45 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit et articles 12, 13-1 nouveau, 15 et 15-1 nouveau de la loi du 2 juillet 1996 : agréments et autorisations du CECEI et de la COB)

Intervient sur l'amendement n° 584 de M. Yves Cochet (prise en compte de la spécificité de certains établissements de crédit appartenant au secteur de l'économie sociale et solidaire) (p. 3366)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Philippe Auberger (ouverture aux entreprises publiques de la possibilité de procéder à des offres publiques d'échange) (p. 3370)

Article 7 (article 15 de la loi du 24 janvier 1984 : information du gouverneur de la Banque de France)

Intervient sur l'amendement n° 399 de M. Michel Suchod (extension de l'obligation d'information aux offres publiques visant des établissements de crédit agréés en France et cotés à l'étranger) (p. 3371)

Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Éric Besson (allongement du délai d'information) (p. 3374)

Article 8 (articles 15 et 17 de la loi du 24 janvier 1984 et articles 14 et 15 de la loi du 2 juillet 1996 : conditions requises pour diriger un établissement de crédit et une entreprise d'investissement)

Son amendement n° 375 (suppression de la référence à la notion de compétence) (p. 3375) : rejeté (p. 3376)

Son amendement n° 374 (suppression de la référence à la notion d'expérience s'agissant des entreprises d'investissement) (p. 3376) : rejeté (p. 3377)

Après l'article 13

Son amendement n° 378 rectifié soutenu par M. Germain Gengenwin (associations de micro-crédit) (p. 3381) : retiré (p. 3382)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (associations de micro-crédit) (p. 3382)

Article 14 (articles 31 et 29 de la loi du 24 janvier 1984 : composition du comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement)

Intervient sur l'amendement n° 678 de M. François Colcombet (représentation de la Cour de cassation par un magistrat du siège hors hiérarchie) (p. 3383)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 666 de M. Dominique Baert (abaissement du délai d'interdiction bancaire) (p. 3384)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 333 de M. Philippe Auberger (système de compensation et de résiliation des créances) (p. 3390) : retiré (p. 3390)

Son amendement n° 377 (suppression de l'impôt de bourse) (p. 3391) : rejeté (p. 3392)

Son amendement n° 376 (abaissement du taux de l'impôt de bourse) : rejeté (p. 3393)

Article 19 (article 1er de la loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux : extension de la liste des professions soumises aux dispositions de la loi "anti-blanchiment")

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission des lois (suppression de l'assujettissement des experts comptables aux obligations déclaratives découlant de la loi du 12 juillet 1990) (p. 3405)

Article 20 (article 3 de la loi du 12 juillet 1990 : extension du champ de la déclaration de soupçon)

Son amendement n° 379 (suppression du paragraphe I) (p. 3406) : rejeté (p. 3407)

Son amendement n° 380 (suppression du paragraphe II) (p. 3410) : rejeté (p. 3412)

Son amendement n° 381 (contenu et entrée en vigueur du décret) (p. 3413) : rejeté (p. 3415)

Article 21 (article 12 bis de la loi du 12 juillet 1990 : sanctions à l'encontre des centres financiers extra-territoriaux)

Son amendement n° 382 (entrée en vigueur du décret) (p. 3416) : rejeté (p. 3417)

Article 22 (article 16 de la loi du 12 juillet 1990 : moyens d'information de TRACF.IN)

Soutient l'amendement n° 508 de M. François Goulard (communication des informations reçues en provenance des administrations publiques) (p. 3418) : rejeté (p. 3418)

Après l'article 24

Soutient l'amendement n° 385 rectifié de M. Émile Blessig (recours à la forme authentique pour les actes de cessions de droits sociaux de sociétés civiles à prépondérance immobilière) (p. 3420) : rejeté (p. 3421)

Soutient l'amendement n° 386 rectifié de Mme Marie-Thérèse Boisseau (recours à la forme authentique pour les actes de cessions de droits sociaux de sociétés civiles à prépondérance immobilière) (p. 3420) : rejeté (p. 3421)

Après l'article 25

Son amendement n° 383 (affirmation du caractère intentionnel du délit de blanchiment) (p. 3421) : rejeté (p. 3422)

Son amendement n° 384 (de conséquence) : rejeté (p. 3422)

Avant l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 594 de M. Yves Cochet (représentation des salariés dans les conseils d'administration et dans les conseils de surveillance) (p. 3429)

Intervient sur l'amendement n° 604 de M. Jacques Bascou (représentation des salariés dans les conseils d'administration et dans les conseils de surveillance) (p. 3429)

Article 56 (articles 98 et 113 de la loi du 24 juillet 1966 : rôles du conseil d'administration et de son président)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission des lois (intervention du directeur général dans l'organisation des travaux du conseil d'administration) (p. 3434)

Soutient l'amendement n° 556 de M. François d'Aubert (transmission universelle des cautions, avals et garanties en cas de fusion ou de scission) (p. 3437) : rejeté (p. 3437)

Article 57 (articles 115, 115-1, 116 et 117 de la loi du 24 juillet 1966 : rôles et statuts du directeur général et des directeurs généraux délégués)

Soutient l'amendement n° 559 de M. François d'Aubert (obligation de nommer le directeur général parmi les administrateurs) (p. 3438) : rejeté (p. 3438)

Soutient l'amendement n° 558 de M. François d'Aubert (nature des pouvoirs du directeur général) (p. 3438) : rejeté (p. 3439)

Soutient l'amendement n° 550 de M. François d'Aubert (exclusion des directeurs généraux délégués de la révocation ad nutum) (p. 3439) : rejeté (p. 3439)

Article 59 (articles 100 et 139 de la loi du 24 juillet 1966 : possibilité pour le conseil d'administration et le conseil de surveillance de prendre certaines décisions par "visioconférence")

Soutient l'amendement n° 561 de M. François d'Aubert (application du dispositif aux autres moyens de communication) (p. 3441) : rejeté (p. 3441)

Article 60 (articles 92, 111, 127, 136 et 151 de la loi du 24 juillet 1966 : limitation du cumul des mandats sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 672 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3452)

Avant l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 636 de M. Jacques Desallangre (modification de l'intitulé du chapitre IV) (p. 3460)

Après l'article 64

Son amendement n° 389 précédemment réservé (renforcement de la transparence en matière de stock-options) (p. 3512) : retiré (p. 3513)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 706 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (régime fiscal des stock-options) (p. 3518)

Intervient sur l'amendement n° 693 précédemment réservé du Gouvernement (régime fiscal des stock-options) (p. 3518)

Intervient sur l'amendement n° 694 précédemment réservé du Gouvernement (pérennisation et élargissement du champ d'application des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) (p. 3521)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 196 précédemment réservé de la commission (possibilité pour le comité d'entreprise d'obtenir une assistance technique) (p. 3570)

Article 71 (élargissement de la représentation de l'Etat aux entreprises privées dont il est indirectement actionnaire)

Son amendement n° 391 (suppression de l'interdiction faite aux représentants de l'Etat d'être personnellement propriétaires d'actions de l'entreprise) (p. 3571) : rejeté (p. 3572)

Article 72 (objet et régime juridique du contrat d'entreprise)

Son amendement n° 392 (possibilité de passer un contrat d'entreprise réservée aux seules entreprises placées sous la tutelle de l'Etat) (p. 3572) : rejeté (p. 3573)

Article 73 (articles 4 et 7 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la modernisation du secteur public : extension du champ d'application des contrats d'entreprise)

Son amendement n° 393 (de précision) : rejeté (p. 3573)

Article 74 (article 24 de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 : information du Parlement sur la situation économique et financière du secteur public et sur le transfert au secteur privé d'entreprises publiques)

Son amendement n° 394 : devenu sans objet (p. 3575)

Après l'article 74

Intervient sur l'amendement n° 680 du Gouvernement (organisation de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 3578, 3579)

Intervient sur le sous-amendement n° 686 de M. Jean-Pierre Brard (rôle et missions de la Caisse des dépôts et consignations) à l'amendement n° 680 du Gouvernement (p. 3578)

Explications de vote et vote [2 mai 2000] (p. 3632)

Ses explications de vote (p. 3634)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 3635)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4285, 4317)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4341) : rejetée (p. 4347)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières (p. 4345)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 4344, 4345)

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 4342)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 4344)

Emploi : allégement des charges sociales (p. 4346)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4342, 4345, 4346)

Enseignement : crédits (p. 4342)

Enseignement technique et professionnel (p. 4345)

Entreprises : investissements (p. 4344)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4343)

Finances publiques : dépenses (p. 4341)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4341 à 4343, 4346)

Finances publiques : recettes (p. 4341, 4343)
Fonctionnaires et agents publics (p. 4341, 4342)
Impôt sur le revenu : barème (p. 4343, 4345)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 4343)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 4344, 4345)
Parlement : rôle (p. 4345)
Politique économique : consommation (p. 4344)
Politique économique : économie solidaire (p. 4342)
Sécurité publique : tempêtes (p. 4341, 4342)
Travail : salaires (p. 4346)
TVA : taux normal (p. 4343, 4344)

Discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4347) ; [18 mai 2000] (p. 4360, 4404)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 160 corrigé de M. Germain Gengenwin (application des abattements de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour les couples mariés aux produits des parts de fonds communs de placement solidaires ou caritatifs) (p. 4360) : rejeté (p. 4360)

Son amendement n° 8 (imposition commune des couples vivant en concubinage) (p. 4361) : rejeté (p. 4362)

Son amendement n° 9 (assimilation des concubins aux couples mariés en matière de droits de mutation à titre gratuit) : rejeté (p. 4362)

Article 2 (abaissement du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée)

Son amendement n° 10 (de suppression) (p. 4364) : rejeté (p. 4366)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Gilbert Gantier (abaissement d'un point du taux normal de la TVA) (p. 4366)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 54 de M. Yves Bur (abaissement de la taxe sur les salaires due par les titulaires de bénéfices non commerciaux) (p. 4367) : rejeté (p. 4367)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 16 de M. Charles de Courson (exclusion de la valeur des droits de plantation et de replantation de vigne pour le calcul des plus-values professionnelles) (p. 4368) : rejeté (p. 4368)

Soutient l'amendement n° 46 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA au chocolat noir) (p. 4369) : rejeté (p. 4369)

Article 6 (allégement de la taxe d'habitation)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 4380)

Son rappel au règlement (cf. supra) [18 mai 2000] (p. 4382)

Après l'article 6

Son amendement n° 25 (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur le produit de la taxe d'habitation) (p. 4384) : rejeté (p. 4385)

Son amendement n° 27 corrigé (suppression de la majoration de 0,4 point des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur l'ensemble des taxes locales) (p. 4385) : rejeté (p. 4388)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 133 de M. Charles de Courson (application du régime des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune aux exploitations agricoles données à bail à long terme) (p. 4390) : rejeté (p. 4390)

Article 8 (Fonds de compensation pour la TVA : modification du taux de compensation et modalités exceptionnelles de remboursement concernant les réparations des dommages liés aux intempéries de novembre et décembre 1999)

Soutient l'amendement n° 28 de M. Charles de Courson (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de fonctionnement afférentes aux réparations réalisées à la suite des intempéries de la fin de l'année 1999) (p. 4390) : rejeté (p. 4390)

Soutient l'amendement n° 15 corrigé de M. Charles de Courson (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des achats de bacs, containers et poubelles destinés à la collecte des ordures) (p. 4391) : rejeté (p. 4391)

Après l'article 9

Son amendement n° 19 (exonération des plus-values réinvesties, dans un délai de six mois et pour une durée d'au moins cinq ans, dans des entreprises nouvelles) : rejeté (p. 4396)

Son amendement n° 21 (relèvement du taux et du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées) (p. 4396) : rejeté (p. 4397)

Son amendement n° 22 (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées) : rejeté (p. 4397)

Article 10 et état A (équilibre général)

Son amendement n° 131 (suppression de 3,683 milliards de francs de dépenses ordinaires civiles et de 310 millions de francs de dépenses ordinaires militaires) (p. 4409) : retiré (p. 4410)

Seconde délibération

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 92 du Gouvernement (indemnisation des victimes des législations antisémites en vigueur pendant l'occupation) (p. 4425)

Après l'article 15

Son amendement n° 23 (extension à toutes les entreprises nouvelles de l'exonération d'impôt sur les bénéfices prévue à l'article 44 sexies du code général des impôts) (p. 4427) : rejeté (p. 4428)

Soutient l'amendement n° 89 de M. Charles de Courson (imputation sur le revenu des travaux de remise en état des terrains boisés sinistrés par les intempéries de décembre 1999) (p. 4428) : rejeté (p. 4428)

Soutient l'amendement n° 17 de M. Charles de Courson (possibilité d'option pour un prélèvement libératoire au taux de 15 % en faveur des bénéficiaires de versements au titre d'un compte épargne-temps) (p. 4428) : rejeté (p. 4429)

Son amendement n° 20 (extension du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise aux entreprises du second marché) : rejeté (p. 4429)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (mention sur l'avis d'imposition du taux de la dernière tranche applicable au revenu du contribuable) (p. 4429) : rejeté (p. 4430)

Son amendement n° 6 (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 4430) : retiré (p. 4431)

Son amendement n° 7 (octroi d'I,1 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 4430) : retiré (p. 4431)
Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Yves Cochet (création d'une taxe destinée à financer le coût de l'élimination des documents publicitaires et journaux gratuits non adressés) (p. 4432)
Son amendement n° 24 (déductibilité de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des sommes investies dans le capital des sociétés créées depuis moins de quatre ans) : rejeté (p. 4432)
Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Yves Cochet (création d'une taxe sur les opérations financières avec l'étranger) (p. 4435)
Son amendement n° 132 corrigé (suppression de la majoration de 0,4 point des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur l'ensemble des taxes locales) (p. 4441) : rejeté (p. 4442)
Intervient sur l'amendement n° 135 du Gouvernement (modalités particulières d'évaluation des ressources pour l'attribution d'aides personnelles au logement) (p. 4445)
Soutient l'amendement n° 172 de M. Charles de Courson (possibilité pour les conseils généraux qui avaient prévu, avant l'intervention de la loi de finances pour 2000, un taux inférieur à 3,60 % sur les mutations à titre onéreux de biens professionnels à maintenir ce taux) (p. 4447) : rejeté (p. 4447)
Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Pierre Méhaignerie (rapport du Gouvernement sur les conséquences pour les finances de l'Etat et des organismes de sécurité sociale de la baisse d'un point du taux normal de la TVA et de l'allégement de la taxe d'habitation) (p. 4452)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 juin 2000] (p. 5638)

Article 9 (dotation de compensation de la taxe professionnelle : financement des communautés d'agglomération)

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié de la commission (perception de la dotation globale de fonctionnement par la communauté d'agglomération du Haut Val-de-Marne) (p. 5652)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 46 de M. Pierre Méhaignerie (rapport du Gouvernement sur les conséquences de la baisse d'un point du taux normal de la TVA et de la baisse de 6,1 points des cotisations salariales pesant sur les bas salaires) (p. 5668) : rejeté (p. 5669)

Projet de loi n° 1822 portant règlement définitif du budget de 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2000] (p. 4455)

Son intervention (p. 4459)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 4460)
Finances publiques : déficit budgétaire : déficits publics et sociaux (p. 4460)
Finances publiques : dépenses (p. 4460)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 4459 à 4461)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4460)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 4460, 4461)
Finances publiques : recettes (p. 4460)
Lois de règlement (p. 4459)
Parlement : contrôle (p. 4459)
Politique économique : conjoncture : croissance (p. 4459)
Sécurité sociale : loi de financement (p. 4461)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4461)

Lionel JOSPIN
Premier Ministre

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000 [6 octobre 1999]
Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999 [24 novembre 1999]
Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [8 décembre 1999]
Projet de loi organique n° 2013 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna [8 décembre 1999]
Projet de loi n° 2064 portant diverses dispositions statutaires relatives aux magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes et modifiant le code des juridictions financières [29 décembre 1999]
Projet de loi n° 2065 autorisant la ratification de la Convention portant statut de la Cour pénale internationale [29 décembre 1999]
Projet de loi n° 2067 relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile [5 janvier 2000]
Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains [2 février 2000]
Déclaration du Gouvernement n° 2135 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur les conséquences et les suites des intempéries et de la marée noire qui sont intervenues fin décembre 1999 [3 février 2000]
Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse [16 février 2000]
Projet de loi n° 2183 autorisant l'approbation du protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (ensemble deux annexes) [16 février 2000]
Projet de loi n° 2236 portant habilitation du Gouvernement à adapter par ordonnance la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs [8 mars 2000]
Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques [15 mars 2000]

Projet de loi n° 2253 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural [15 mars 2000]

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer [5 avril 2000]

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt [12 avril 2000]

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000 [26 avril 2000]

Projet de loi n° 2358 autorisant la ratification de la convention relative à la coopération en matière d'adoption d'enfants entre la République française et la République socialiste du Vietnam [3 mai 2000]

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration [9 mai 2000]

Projet de loi n° 2386 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine social [10 mai 2000]

Projet de loi n° 2395 relatif à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées [17 mai 2000]

Projet de loi n° 2396 relatif à la modernisation du service public du gaz naturel et au développement des entreprises gazières [17 mai 2000]

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale [24 mai 2000]

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République [7 juin 2000]

Projet de loi n° 2534 portant règlement définitif du budget de 1999 [5 juillet 2000]

Projet de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [18 juillet 2000]

Projet de loi n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce [18 juillet 2000]

Projet de loi organique n° 2546 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire [19 juillet 2000]

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale [26 juillet 2000]

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale [1er août 2000]

Projet de loi organique n° 2564 modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel [7 septembre 2000]

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001 [20 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Premier Ministre

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alain Bocquet. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, attitude de la France [12 octobre 1999] (p. 7142)

M. Paul Quilès. Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale, fusion avec Matra et DASA [19 octobre 1999] (p. 7558)

M. Charles de Courson. Assurance maladie maternité : généralités. Mutuelles étudiantes. Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), gestion [2 novembre 1999] (p. 8669)

M. Patrick Ollier. Assurance maladie maternité : généralités. Mutuelles étudiantes. Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), gestion [3 novembre 1999] (p. 8724)

Mme Danielle Bousquet. Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives, projet de loi constitutionnelle [13 novembre 1999] (p. 9090)

M. Édouard Balladur. Droit pénal. Présomption d'innocence. Respect [9 novembre 1999] (p. 9096)

M. Bernard Deflesselles. Assurance maladie maternité : généralités. Mutuelles étudiantes. Mutuelle des étudiants de France (MNEF), gestion [10 novembre 1999] (p. 9174)

M. Jean-Claude Perez. Sécurité publique. Inondations. Départements du Sud de la France, aides de l'Etat [16 novembre 1999] (p. 9409)

M. Henri Plagnol. Ordre public. Maintien. Corse [30 novembre 1999] (p. 10280)

M. Roland Francisci. Collectivités territoriales. Corse. Statut, concertation [15 décembre 1999] (p. 10963)

M. Jean-Marc Ayrault. Sécurité publique. Plans d'urgence. Tempêtes de décembre 1999, naufrage du pétrolier Erika [18 janvier 2000] (p. 27)

M. Didier Quentin. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [18 janvier 2000] (p. 29)

M. Jean-Louis Debré. Justice. Conseil supérieur de la magistrature. Réforme constitutionnelle [19 janvier 2000] (p. 106)

M. Jacques Brunhes. Politique extérieure. Autriche. Situation politique [1er février 2000] (p. 513)

M. René André. Collectivités territoriales. Corse. Amnistie [8 février 2000] (p. 794)

M. Roland Francisci. Enseignement. Programmes. Langue régionale, Corse [9 février 2000] (p. 862)

M. Renaud Dutreil. Entreprises. Intéressement et participation. Perspectives [22 février 2000] (p. 1087)

M. Alain Bocquet. Politique extérieure. Moyen-Orient. Déclaration du Premier ministre [29 février 2000] (p. 1346)

M. Hervé de Charette. Politique extérieure. Moyen-Orient. Déclaration du Premier ministre [29 février 2000] (p. 1348)

M. Alain Juppé. Politique extérieure. Moyen-Orient. Déclaration du Premier ministre [29 février 2000] (p. 1353)

Mme Anne-Marie Idrac. Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du Préfet, amnistie [1er mars 2000] (p. 1419)

M. Maurice Leroy. Etat. Gouvernement. Politique économique et sociale [8 mars 2000] (p. 1601)

Mme Catherine Tasca. Collectivités territoriales. Corse. Statut [15 mars 2000] (p. 2001)

M. Philippe Douste-Blazy. Parlement. Pouvoirs. Respect [21 mars 2000] (p. 2346)

M. Franck Dhersin. Coopération intercommunale. Fusion de communes. Lille et Lomme [21 mars 2000] (p. 2351)

M. Denis Jacquat. Retraites : généralités. Financement. Perspectives [22 mars 2000] (p. 2426)
M. Jean-Marc Ayrault. Etat. Gouvernement. Programme d'action [28 mars 2000] (p. 2655)
M. Jean-Luc Warsmann. Etat. Gouvernement. Programme d'action [28 mars 2000] (p. 2657)
M. Renaud Donnedieu de Vabres. Etat. Gouvernement. Programme d'action [28 mars 2000] (p. 2660)
M. Philippe Houillon. Etat. Gouvernement. Composition [26 avril 2000] (p. 3318)
M. Jacques Brunhes. Etat. Parlement. Rôle, revalorisation [16 mai 2000] (p. 4211)
M. Valéry Giscard d'Estaing. Etat. Président de la République. Mandat, durée [16 mai 2000] (p. 4213)
M. Gérard Bapt. Politique extérieure. Liban. Organisation des Nations Unies (ONU), force d'interposition, perspectives [24 mai 2000] (p. 4608)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 2135 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur les conséquences et les suites des intempéries et de la marée noire qui sont intervenues fin décembre 1999

[3 février 2000] (p. 701)
Son intervention (p. 701)
Sa réponse (p. 729)
Thèmes :
Agriculture : calamités agricoles (p. 702, 730, 731)
Agriculture : offices d'intervention (p. 702)
Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 701)
Animaux : oiseaux : fioul (p. 704)
Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture : pollution (p. 701, 702, 732)
Assurances : catastrophes naturelles : indemnisation (p. 701, 704)
Bois et forêts : forêts : tempêtes (p. 701 à 704, 731)
Collectivités territoriales : subventions : Etat (p. 703)
Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 702)
Communes : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) (p. 703)
Déchets, pollutions et nuisances : décharges : pétrole (p. 703)
Défense : service national : appelés (p. 731)
Energie et carburants : énergie électrique : lignes à haute tension (p. 704, 732)
Energie et carburants : Total : indemnisation (p. 703, 732)
Finances publiques : recettes : excédent (p. 730)
Impôt sur le revenu : paiement : délais (p. 701)
Impôt sur les sociétés : paiement : délais (p. 702)
Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 702)
Logement : Union d'économie sociale : prêt à taux zéro (p. 701)
Marchés publics (p. 731)
Mer et littoral : digues : restauration (p. 703)
Mer et littoral : pollution : pétrole (p. 701, 702, 732)
Patrimoine culturel : monuments historiques : restauration (p. 703)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 732)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 731)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 703)
Secteur public : services publics : Electricité de France (EDF) (p. 701, 729)
Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 704, 732)
TVA : taux réduit : bois et forêts (p. 702)
Union européenne : fonds structurels (p. 703, 704)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)
Son intervention (p. 3887)
Thèmes :
Enseignement (p. 3889)
Environnement : protection (p. 3889)
Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 3890)
Informatique (p. 3889)
Politique économique : mondialisation (p. 3888)
Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 3890)
Politiques communautaires : Europe sociale (p. 3888)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3890)
Politiques communautaires : politiques internes : emploi (p. 3888)
Santé : santé publique : aliments pour animaux (p. 3889)
Sports : dopage (p. 3890)
Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 3889)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) : euro (p. 3888 à 3890)
Union européenne : élargissement (p. 3888, 3890, 3892)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3891, 3892)
Union européenne : Parlement européen (p. 3890, 3891)

Charles JOSSELIN

Ministre délégué à la coopération et à la francophonie

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Pierre Carassus. Organisations internationales. Organisation des Nations Unies (ONU). Conférence mondiale sur l'éducation, perspectives [26 octobre 1999] (p. 8115)
M. Maurice Adevah-Poeuf. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Droits de l'homme [17 novembre 1999] (p. 9521)
M. Jean-Pierre Michel. Politique extérieure. Djibouti. Droits de l'homme [21 décembre 1999] (p. 11244)

M. Jacques Myard. Langue française. Défense et usage. Administration, établissements publics [1er février 2000] (p. 521)
M. Jean-Pierre Baeumler. Politique extérieure. Mozambique. Inondations, aide humanitaire [7 mars 2000] (p. 1540)
Mme Huguette Bello. Politique extérieure. Emirats Arabes Unis. Condamnation de Kartini Bin Karim [22 mars 2000] (p. 2424)
M. Serge Blisko. Politique extérieure. Guinée. Droits de l'homme, procès d'Alpha Condé [5 avril 2000] (p. 3103)
M. Henri Emmanuelli. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [17 mai 2000] (p. 4283)
M. Gilbert Biessy. Politique extérieure. Etats-Unis. Peine de mort, attitude de la France [13 juin 2000] (p. 5182)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9181)

Son intervention (p. 9187)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 9187)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 9188)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9187)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 9188)
Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 9187)
Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 9188)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 1999] (p. 9192)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Arnaud Montebourg (réductions des crédits) (p. 9196)

Etat C, titre VI

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (réduction des crédits) (p. 9198)
Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (réduction des crédits) (p. 9198)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention (p. 9224)
Ses réponses (p. 9234, 9242)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 9224, 9235)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 9242)
Etrangers : immigration clandestine (p. 9242)
Langue française : enseignement du français à l'étranger : Albanie (p. 9235)
Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 9224)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9224, 9236)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 9224)
Pays étrangers : Algérie (p. 9235)
Pays étrangers : Djibouti (p. 9242)
Pays étrangers : Serbie : Kosovo (p. 9234)
Politique extérieure : coopération économique (p. 9234)
Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 9235)
Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 9234, 9235)
Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 9224, 9242)
Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 9234)
Retraites : généralités : paiement des pensions : Français de l'étranger (p. 9243)

Questions écrites budgétaires

Droits de l'homme et libertés publiques (Mme Yvette Roudy) (p. 9249)
Droits de l'homme et libertés publiques : défense : Djibouti (M. Arnaud Montebourg) (p. 9248)
Politique extérieure : coopération culturelle (Mme Yvette Roudy) (p. 9249)
Politique extérieure : coopération économique : Albanie (M. François Dosé) (p. 9246)
Politique extérieure : coopération économique : Kosovo (M. François Dosé) (p. 9246)
Politique extérieure : coopération économique : Macédoine (M. François Dosé) (p. 9246)
Retraites : généralités : montant des pensions : anciens combattants et victimes de guerre (M. Jean-Paul Dupré) (p. 9246)

Projet de loi n° 1429 autorisant l'adhésion de la République française à la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées approuvée par l'assemblée générale des Nations unies le 21 novembre 1947 (ensemble dix-sept annexes approuvées par les institutions spécialisées)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [20 janvier 2000] (p. 245)

Son intervention (p. 245)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : statuts particuliers : imposition (p. 246)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : privilèges (p. 245)
Organisations internationales : Organisation mondiale de la santé (OMS) (p. 246)

Projet de loi n° 1198 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [20 janvier 2000] (p. 247)

Son intervention (p. 247)
Sa réponse (p. 251)

Thèmes :
Entreprises : investissements : Algérie (p. 247, 248, 251, 252)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 252)
Politiques communautaires : pays associés : Algérie (p. 252)
Transports aériens : Air France (p. 251)

Projet de loi n° 1916 rectifié autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, portant création de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) (ensemble quatre annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [20 janvier 2000] (p. 252)
Son intervention (p. 252)

Thèmes :
Défense : armements et équipements : coopération (p. 252, 253)
Défense : armements et équipements : hélicoptères (p. 253)
Défense : armements et équipements : missiles (p. 253)
Politiques communautaires : politique de la défense (p. 253)

Projet de loi n° 1867 relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 2000] (p. 258)
Son intervention (p. 260)

Thèmes :
Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 260 à 262)
Défense : volontaires du service national en entreprises (VSNE) (p. 261)
Enseignement : programmes : défense (p. 262)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 261)

Discussion des articles [20 janvier 2000] (p. 270)

Article 1er (champ d'application et modalités générales d'accomplissement du volontariat civil)
Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (codification des dispositions sur les volontariats civils dans le code du service national) (p. 270)
Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (volontariat ouvert aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 271)

Article 1er bis (conditions générales d'accomplissement du volontariat civil)
Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de conséquence) (p. 271)
Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (critères définis par décret en Conseil d'Etat afin de permettre un égal accès des hommes et des femmes) (p. 271)
Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (respect du principe de parité) (p. 272)

Article 1er ter (condition particulière d'accomplissement du volontariat civil)
Intervient sur l'amendement n° 11 corrigé de la commission (de codification) (p. 272)
Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (modalités générales d'accomplissement des volontariats civils) (p. 272)

Article 2 (domaines d'accomplissement du volontariat civil)
Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de codification) (p. 272)
Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Yves Dauge (élargissement du champ des missions) (p. 273)

Article 3 (structures d'accueil des volontaires civils)
Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (de codification) (p. 273)
Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Claude Sandrier (volontariat exercé en France auprès de personnes morales uniquement à but non lucratif) (p. 273)
Soutient le sous-amendement n° 62 du Gouvernement (volontariat exercé à l'étranger auprès de toute personne morale) à l'amendement n° 55 de M. Jean-Claude Sandrier (p. 273) : adopté (p. 274)
Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 274)

Article 4 (régime de droit public des volontaires civils)
Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (de codification) (p. 274)
Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 274)

Article 5 (convention entre l'Etat et les structures d'accueil des volontaires civils)
Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de conséquence) (p. 274)
Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Yves Dauge (rôle de la Commission européenne lorsqu'un volontariat civil est accompli dans le cadre d'un service volontaire européen) (p. 275)
Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission des affaires étrangères (rôle de la Commission européenne lorsqu'un volontariat civil est accompli dans le cadre d'un service volontaire européen) (p. 275)

Article 6 (interruption anticipée du volontariat civil)
Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (de codification) (p. 275)
Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (période probatoire d'un mois) (p. 275)
Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 276)
Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 276)
Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de conséquence) (p. 276)
Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de Mme Nicole Bricq (conditions de prolongation) (p. 276)

Article 6 bis (certificat d'accomplissement du volontariat civil)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de codification) (p. 277)

Article 7 (caractère exclusif du volontariat civil)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (de codification) (p. 277)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission des affaires étrangères (activités annexes d'enseignement dans un collège ou une alliance française) (p. 277)

Article 8 (obligations professionnelles du volontaire civil)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (de codification) (p. 278)

Article 9 (indemnités et prestations versées aux volontaires civils)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (de codification) (p. 278)

Soutient l'amendement n° 53 du Gouvernement (caractère obligatoire des indemnités pour les jeunes gens volontaires à l'étranger ou dans les DOM-TOM) (p. 279) : adopté (p. 279)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission des affaires étrangères (caractère obligatoire des indemnités pour les jeunes gens volontaires à l'étranger ou dans les DOM-TOM) (p. 279)

Article 10 (régime des congés annuels)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (de codification) (p. 279)

Article 11 (protection sociale du volontaire civil)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de codification) (p. 280)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (de précision) (p. 280)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission des affaires étrangères (calcul des cotisations forfaitaires) (p. 281)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de précision) (p. 282)

Article 12 (prise en compte du volontariat civil en matière d'assurance vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (de codification) (p. 282)

Article 13 (accès à un emploi public)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de codification) (p. 282)

Article 13 bis (prise en compte du volontariat civil pour la validation des acquis professionnels)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (de codification) (p. 283)

Article 14 (responsabilité pécuniaire et protection du volontaire civil affecté à l'étranger)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de codification) (p. 283)

Article 15 (modifications du code de la sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (de conséquence) (p. 283)

Article 15 bis (volontariat de solidarité internationale)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (de conséquence) (p. 284)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 284)

Intervient sur l'amendement n° 59 de Mme Marie-Hélène Aubert (rapport au Parlement) (p. 284)

Article 16 (application aux territoires d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de codification) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (de conséquence) (p. 285)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Nicole Bricq (respect de la parité) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 45 de Mme Nicole Bricq (information détaillée dans le respect de la parité) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rapport aux commissions intéressées de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 285)

Article 17 (modalités d'application de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (de conséquence) (p. 286)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (suppression de la référence au Conseil d'Etat) (p. 286)

Son intervention à l'issue du vote (p. 286)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 février 2000] (p. 1356)

Son intervention (p. 1356)

Sa réponse (p. 1364)

Thèmes :

Défense : réserves : officiers (p. 1356)

Défense : service national : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 1356)

Défense : service national : volontaires du service national en entreprises (VSNE) (p. 1365)

Impôt sur le revenu : cotisations sociales : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 1356)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 1356, 1365)

Outre-mer (p. 1356, 1364, 1365)

Politiques communautaires : politique de la défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 1365)

Didier JULIA

Seine-et-Marne (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2496 visant à créer un certificat de dégazage afin de prévenir et de réprimer les rejets polluants en mer [22 juin 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Police. Personnel. Protection juridique [28 juin 2000] (p. 5998)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 933, posée le 4 octobre 1999. Défense. Armée (J.O. Questions p. 5662). Appelée le 5 octobre 1999. Restructuration, conséquences, Ecole interarmées des sports de Fontainebleau (p. 6839)

DÉBATS

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 1er (principes fondamentaux de la politique forestière)

Article L. 1 du code forestier

Son amendement n° 382 (réaffirmation du rôle "exemplaire et innovant" des forêts publiques) : rejeté (p. 4960)

Article L. 3 du code forestier

Son amendement n° 384 (composition et attributions du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers) : devenu sans objet (p. 4969)

Son amendement n° 383 (Conseil d'orientation des forêts publiques créé dans chaque région) (p. 4969) : rejeté (p. 4970)

Article 3 (accueil du public)

Son amendement n° 385 (accueil du public dans les forêts relevant du régime forestier et les forêts privées) : devenu sans objet (p. 5008)

Armand JUNG

Bas-Rhin (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [8 février 2000] (p. 792)

Politique extérieure. Philippines. Otages d'un groupe séparatiste islamiste, attitude de la France [10 mai 2000] (p. 3951)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 988, posée le 20 décembre 1999. Marchés publics. Passation (J.O. Questions p. 7185). Appelée le 21 décembre 1999. Critères sociaux, réglementation (p. 11235)

n° 1146, posée le 5 juin 2000. Transports routiers. Transports scolaires (J.O. Questions p. 3332). Appelée le 6 juin 2000. Conduite de nuit, réglementation (p. 4843)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9613)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France 3 : Alsace (p. 9646)

JEUNESSE ET SPORTS

Questions écrites budgétaires (JO du 19 novembre 1999)

9 - Sports : installations sportives (p. 9694)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)

Son intervention (p. 577)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 577)

Politiques communautaires : politiques internes : sports (p. 577)

Sports : rencontres internationales : mondialisation (p. 577)

Sports : transferts de sportifs (p. 577)

Proposition de loi n° 1727 instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 février 2000] (p. 1327)

Son intervention (p. 1329)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : devoir de mémoire (p. 1329)

Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : histoire (p. 1329)

Anciens combattants et victimes de guerre : déportés : devoir de mémoire (p. 1329)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 6 (réforme du régime des associations communales et intercommunales de chasse agréées)

Son amendement n° 116 soutenu par M. François Patriat (non-chasse instituée par les communes suburbaines) (p. 5268) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5269)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Après l'article 35 bis

Son amendement n° 390 corrigé précédemment réservé soutenu par M. Jean-Jacques Filleul (plan obligatoire dans un délai de trois ans pour les agglomérations de plus de 50 000 habitants) : rejeté (p. 6234)

Article 39 bis précédemment réservé supprimé par le Sénat (décentralisation des compétences d'organisation)

Son amendement n° 417 soutenu par M. Jean-Jacques Filleul (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : amélioration de l'intermodalité transports en commun/vélo dans le cadre des PDU) (p. 6238) : adopté (p. 6239)

Alain JUPPÉ

Gironde (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Moyen-Orient. Déclaration du Premier ministre [29 février 2000] (p. 1353)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3901)

Thèmes :

Environnement : protection (p. 3902)
Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 3902)
Informatique (p. 3902)
Politique économique : mondialisation (p. 3902)
Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 3902)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3902)
Santé : santé publique : agroalimentaire (p. 3902)
Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 3902)
Union européenne : élargissement (p. 3903)
Union européenne : euro (p. 3903)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3902, 3903)

K

Jean-Noël KERDRAON
Finistère (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Rapporteur pour avis du projet de loi rectifié autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, portant création de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) (ensemble quatre annexes) (n° 1916) [23 novembre 1999]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 1916 rectifié) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, portant création de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) (ensemble quatre annexes) [7 décembre 1999] (n° 2000)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Armement. Thomson, alliance avec la Direction des constructions navales (DCN) [7 mars 2000] (p. 1541)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1062, posée le 20 mars 2000. Marchés publics. Passation (J.O. Questions p. 1689). Appelée le 21 mars 2000. Direction des constructions navales (DCN) de Brest, réglementation (p. 2333)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999

Son intervention (p. 9278)

Thème :

Défense : direction des chantiers navals (p. 9278)

Questions écrites budgétaires

17 - Défense : Direction des chantiers navals : Brest (p. 9288)

Projet de loi n° 1916 rectifié autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, portant création de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) (ensemble quatre annexes)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [20 janvier 2000] (p. 252)

Son intervention (p. 254)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération (p. 254, 255)

Défense : armements et équipements : hélicoptères (p. 255)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 255)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 254, 255)

Aimé KERGUERIS
Morbihan (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Déductions. Groupement d'intérêt économique (GIE) fiscal, marine marchande et construction navale [27 octobre 1999] (p. 8233)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9535)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9535)

Agriculture : fruits et légumes (p. 9535, 9537)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : crédits (p. 9537)

Commerce extérieur : importations : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9535)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets : agriculture (p. 9536)

Mer et littoral : politique de la mer : ports de pêche (p. 9536)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9535, 9536)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 9536)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 9536)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 9536)

Santé : santé publique : sécurité des produits (p. 9535)

Bertrand KERN

Seine-Saint-Denis (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, loi n° 99-5 du 6 janvier 1999, application [1er février 2000] (p. 517)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1039, posée le 13 mars 2000. Déchets, pollutions et nuisances. Air (J.O. Questions p. 1526). Appelée le 14 mars 2000. Lutte et prévention, locomotives diesel, Pantin (p. 1831)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 11 supprimé par le Sénat (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Son intervention (p. 10503)

Christian KERT

Bouches-du-Rhône (11ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1906 relative au dépistage systématique des enfants atteints de troubles entraînant des difficultés d'apprentissage de la lecture et de l'écriture [9 novembre 1999]

Proposition de loi n° 2216 tendant à aménager les modalités de calcul de l'allocation aux adultes handicapés [1er mars 2000]

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour améliorer la sécurité des tunnels routiers et ferroviaires français [11 mai 2000] (n° 2388)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, application [16 novembre 1999] (p. 9414)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1181, posée le 19 juin 2000. Santé. Dyslexie et dysphasie (J.O. Questions p. 3608). Appelée le 20 juin 2000. Lutte et prévention (p. 5581)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9613)

Son intervention (p. 9616)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 9617)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 9616)
Audiovisuel et communication : secteur public : financement (p. 9616)
Presse et livres : presse régionale (p. 9617)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 1999] (p. 9650)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 42 rectifié de Mme Chantal Robin-Rodrigo (rapport sur l'assiette et le recouvrement de la redevance) (p. 9656)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Article 10 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 122 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (répartition des excédents de la redevance audiovisuelle) (p. 10757) : rejeté (p. 10758)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 101 de M. Francis Delattre (exclusion de l'assiette du résultat imposable du montant des abandons de créances et des aides exceptionnelles relevant de l'ensemble des procédures d'aide au désendettement des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées) (p. 10790) : retiré (p. 10793)

Proposition de loi n° 1996 portant création de la chaîne parlementaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11037)

Son intervention (p. 11044)

Thèmes :

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : budget (p. 11045)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : contrôle (p. 11045)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : journalistes (p. 11045)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : opposition (p. 11046)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : programmes (p. 11045)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : projets de loi (p. 11044)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : statut juridique (p. 11044)

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11051)

Article 2 (article 45-2 nouveau de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : création de La Chaîne parlementaire (LCP)

Soutient l'amendement n° 11 de M. Philippe Douste-Blazy (création d'un comité de surveillance) (p. 11060) : rejeté (p. 11061)

Ses explications de vote (p. 11065)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1117)

Son intervention (p. 1126)
Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 1143)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie : décentralisation (p. 1143)
Patrimoine culturel : Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN) (p. 1127)
Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : monopole (p. 1143)

Discussion des articles [22 février 2000] (p. 1144) ; [23 février 2000] (p. 1175)

Article 1er (définition de l'archéologie préventive et rôle de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jean-Louis Fousseret (caractère scientifique de l'archéologie préventive) (p. 1145)
Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jacques Pélissard (caractère scientifique de l'archéologie préventive) (p. 1145)
Son amendement n° 52 (caractère scientifique de l'archéologie préventive) : devenu sans objet (p. 1145)
Son amendement n° 51 (fixation d'un délai précis) (p. 1145) : rejeté (p. 1146)
Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Bruno Bourg-Broc (fixation d'un délai précis) (p. 1146)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 53 (conditions d'intervention) à l'amendement n° 3 de la commission (définition du rôle de l'Etat) (p. 1146) : rejeté (p. 1147)
Son sous-amendement n° 54 (délégation aux services archéologiques des collectivités locales) à l'amendement n° 3 de la commission : rejeté (p. 1147)

Article 2 (création d'un établissement public de recherche en archéologie préventive)

Intervient sur le sous-amendement n° 74 de M. Jacques Pélissard (appel à la concurrence pour la sous-traitance) à l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 1178)
Son sous-amendement n° 55 (appel à la concurrence pour la sous-traitance) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1178) : rejeté (p. 1179)
Son sous-amendement n° 56 (collaboration d'archéologues bénévoles) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (collaboration des services archéologiques d'autres collectivités publiques) (p. 1180) : retiré (p. 1181)

Article 4 (création de redevances d'archéologie préventive)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Bruno Bourg-Broc (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1186)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jacques Pélissard (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1186)

Son amendement n° 57 (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1186) : rejeté (p. 1187)

Son amendement n° 88 (exonération en cas d'abandon du projet) : rejeté (p. 1189)

Son amendement n° 58 : devenu sans objet (p. 1191)

Intervient sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (modalités de calcul de la redevance) (p. 1194)

Après l'article 4

Son amendement n° 59 corrigé (maîtrise des délais) : rejeté (p. 1192)

Ses explications de vote (p. 1195)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4570)

Son intervention (p. 4578)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie : carte (p. 4579)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : collectivités locales (p. 4579)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : délais (p. 4580)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : statuts (p. 4579)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 4580)

Discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4582)

Article 1er ter (carte archéologique nationale)

Soutient l'amendement n° 32 de M. François Goulard (délai de communication) (p. 4586) : rejeté (p. 4586)

Article 2 (création d'un établissement public de recherche en archéologie préventive)

Soutient l'amendement n° 33 de M. François Goulard (de suppression) (p. 4587) : rejeté (p. 4587)

Son sous-amendement n° 43 (services archéologiques des collectivités locales et archéologues bénévoles) à l'amendement n° 17 de la commission (de retour au texte adopté en première lecture) : rejeté (p. 4587)

Article 4 (création de redevances d'archéologie préventive)

Soutient l'amendement n° 35 de M. François Goulard (diminution du coût de la redevance pour les personnes projetant d'engager des travaux sur une surface supérieure à un hectare) (p. 4592) : rejeté (p. 4592)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jacques Pélissard (diminution du coût de la redevance pour les personnes projetant d'engager des travaux sur une surface supérieure à un hectare) (p. 4592)

Ses explications de vote (p. 4599)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4599)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2000] (p. 2363)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 2376)

Son intervention (p. 2389)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 2381)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2390)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 2381, 2389, 2390)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 2390)

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 1er A (articles 43-6-1, 43-6-2 et 43-6-3 de la loi du 30 septembre 1986 : responsabilité des prestataires techniques à raison des contenus des services de communication audiovisuelle en ligne)

Son sous-amendement n° 477 soutenu par M. Rudy Salles (protection de la notoriété d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique protégée) à l'amendement n° 55 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 2449)

Article 1er (articles 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son sous-amendement n° 195 soutenu par M. Rudy Salles (notion de dignité humaine) à l'amendement n° 56 de la commission (définition des missions de service public) : rejeté (p. 2454)

Son sous-amendement n° 193 soutenu par M. Rudy Salles (restrictions en matière de diffusion de programme comportant des scènes violentes ou pornographiques) à l'amendement n° 56 de la commission : rejeté (p. 2454)

Son sous-amendement n° 194 soutenu par M. Rudy Salles (restrictions en matière de diffusion de programme comportant des scènes à caractère vulgaire) à l'amendement n° 56 de la commission : rejeté (p. 2454)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Son amendement n° 197 : devenu sans objet (p. 2461)

Son amendement n° 198 soutenu par M. Rudy Salles (mission de soutien à la production télévisuelle pour France 2) : adopté (p. 2462)

Son sous-amendement n° 196 soutenu par M. Rudy Salles (promotion de l'accès au savoir) à l'amendement n° 58 de la commission (statut de "La Cinquième") : retiré (p. 2463)

Article 3 bis (article 46 de la loi du 30 septembre 1986 : comité consultatif d'orientation des programmes)

Son sous-amendement n° 199 soutenu par M. Rudy Salles (de cohérence) à l'amendement n° 62 de la

commission (constitution d'un conseil consultatif des programmes) : rejeté (p. 2482)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France-Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième)

Son amendement n° 201 soutenu par M. Rudy Salles (représentation du monde associatif et du monde de la création) : adopté (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Laurent Dominati (nomination du président du conseil d'administration) (p. 2486)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (nomination du président du conseil d'administration) : adopté (p. 2486)

Son sous-amendement n° 204 (acte de candidature) à l'amendement n° 64 de la commission : retiré (p. 2487)

Son amendement n° 200 (qualité de mandataire social) : rejeté (p. 2488)

Article 5 bis A nouveau (article L. 321-13 nouveau du code de la propriété intellectuelle : contrôle de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) (p. 2496)

Intervient sur l'amendement n° 184 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (de suppression) (p. 2496)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 2496)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 2496)

Intervient sur l'amendement n° 483 de la commission (institution d'une commission de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits) (p. 2496)

Son amendement n° 244 (de suppression) (p. 2496) : rejeté (p. 2499)

Article 9 (article 20-1 A de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Son sous-amendement n° 246 (précisions sur les scènes mises en cause) à l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) : rejeté (p. 2508)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Son amendement n° 247 (diffusion en direct des évènements sportifs) : retiré (p. 2509)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidatures et critères retenus par le CSA pour les autorisations de fréquences radiophoniques)

Son sous-amendement n° 248 (appui aux missions de radios généralistes) à l'amendement n° 100 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) : rejeté (p. 2520)

Article 6 précédemment réservé (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 326 de M. Henry Jean-Baptiste (exclusion de RFO du champ d'application de l'article) (p. 2532) : rejeté (p. 2532)

Son amendement n° 245 (utilisation des recettes supplémentaires en faveur de la création) (p. 2540) : rejeté (p. 2541)

Article 17 (article 28-3 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs du dossier de candidature et critères retenus par le CSA pour l'usage de fréquences en vue de l'exploitation de service de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son sous-amendement n° 250 (besoins en ressource radioélectrique et développement des télévisions locales) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (attribution de fréquences en mode analogique pour les télévisions associatives) (p. 2542) : rejeté (p. 2543)

Intervient sur le sous-amendement n° 473 de M. Michel Françaix (besoins en ressource radioélectrique et développement des télévisions locales) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 2543)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 252 (interactivité juridique entre le CSA et le Conseil de la concurrence) : rejeté (p. 2547)

Son amendement n° 251 (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif) (p. 2547) : rejeté (p. 2548)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Christian Cuvilliez (œuvres musicales reconnues comme œuvres audiovisuelles) (p. 2551)

Soutient l'amendement n° 366 de M. Denis Jacquat (œuvres musicales reconnues comme œuvres audiovisuelles) (p. 2551) : rejeté (p. 2552)

Son amendement n° 253 (obligations particulières) : rejeté (p. 2552)

Article 20 bis (article 71 de la loi du 30 septembre 1986 : critères de détermination des œuvres cinématographiques et audiovisuelles "indépendantes")

Soutient l'amendement n° 340 de M. Laurent Dominati (insertion du rôle du CSA) (p. 2553) : rejeté (p. 2553)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services audiovisuels diffusés par voie hertzienne - quotas d'œuvres musicales d'expression française)

Son intervention (p. 2555)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion sonore et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Son sous-amendement n° 255 (de précision) à l'amendement n° 24 du Gouvernement (critères de dépôt de candidatures et d'attribution) : rejeté (p. 2560)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 345 de M. Laurent Dominati (nomination de sept personnalités qualifiées) (p. 2562) : rejeté (p. 2562)

Article 22 bis (article 30-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : régime d'accès des opérateurs privés aux fréquences numériques hertziennes terrestres)

Intervient sur le sous-amendement n° 232 de M. Noël Mamère (extension aux radios numériques) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (attribution des droits d'usage de la ressource radioélectrique aux services de télévision privés) (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 487 de la commission (garantie de portabilité suffisante) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 175 de M. Patrick Bloche (consultation des parties concernées) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 de Mme Frédérique Bredin (prévision d'un emplacement hertzien pour les télévisions associatives) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 474 corrigé de M. Noël Mamère (prévision d'un emplacement hertzien pour les télévisions associatives) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 451 de Mme Frédérique Bredin (rejet des attributaires d'un marché public) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Noël Mamère (extension aux radios) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 452 de Mme Frédérique Bredin (auditions des demandeurs) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 470 de M. Marcel Rogemont (sort des services locaux fonctionnant sur le câble) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 231 de M. Noël Mamère (extension aux radios numériques) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2571)

Son sous-amendement n° 256 (prise en compte du caractère technique innovant) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2568) : rejeté (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 486 de la commission (prise en compte dans les décisions d'un objectif de pluralisme et de diversité) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 453 de Mme Frédérique Bredin (caractère public des décisions) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 234 de M. Noël Mamère (validité des anciennes autorisations) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2571)

Après l'article 22 ter

Son amendement n° 257 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (date de publication de la liste des fréquences) : retiré (p. 2576)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par câble)

Son sous-amendement n° 258 soutenu par M. Léonce Deprez (pourcentage minimal de programmes francophones) à l'amendement n° 114 de la commission (indépendance des services distribués sur le câble) : rejeté (p. 2587)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Son sous-amendement n° 259 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (retrait au CSA du pouvoir d'apprécier la "qualité et la variété" des programmes) à l'amendement n° 128 de la commission (conformité des services à l'intérêt du public) : rejeté (p. 2594)

Après l'article 27 ter

Son amendement n° 243 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (statut des télévisions locales) (p. 2602) : rejeté (p. 2603)

Son sous-amendement n° 478 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (critères uniquement géographiques des interdictions de cumul) à l'amendement n° 45 du Gouvernement (reprise outre-mer des chaînes nationales métropolitaines numériques) : adopté (p. 2604)

Article 22 ter précédemment réservé (rapport au Parlement sur le passage à la diffusion numérique hertzienne terrestre)

Son amendement n° 249 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (établissement d'un bilan de deux ans d'application de la loi) : rejeté (p. 2610)

Son sous-amendement n° 480 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (arrêt effectif du mode analogique) à l'amendement n° 30 rectifié du Gouvernement (contenu du bilan) (p. 2610) : adopté (p. 2611)

Son sous-amendement n° 481 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (date d'arrêt effectif du mode analogique) à l'amendement n° 30 rectifié du Gouvernement (p. 2610) : rejeté (p. 2611)

Article 30 (articles 10, 12, 24, 33-1, 33-3, 43, 45-3, 70 et 78-1 de la loi du 30 septembre 1986 et articles 4 et 5 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information : coordination)

Son amendement n° 316 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (décrochage local et appel à candidature) : rejeté (p. 2613)

Son amendement n° 315 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (publication des sondages) (p. 2614) : rejeté (p. 2615)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5476)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligation des distributeurs de services diffusés par satellite)

Son sous-amendement n° 139 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (de cohérence) à l'amendement n° 79 de la commission (rétablissement du texte

adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) : rejeté (p. 5531)

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6074)

Son amendement n° 15 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (accès à la boucle locale) (p. 6089) : rejeté (p. 6090)

Son amendement n° 14 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (promotion de la chanson française et des nouveaux talents) (p. 6091) : adopté (p. 6092)

Proposition de loi n° 2116 relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3076)

Son intervention (p. 3081)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 3081)
Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 3081)
Patrimoine culturel : mobilier national (p. 3081)
Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 3081)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 3081)

Jacques KOSSOWSKI

Hauts-de-Seine (3ème circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1232 relative à la création d'une prestation parentale d'assistance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10857)

Son intervention (p. 10860)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux : enfants (p. 10861)
Famille : familles monoparentales (p. 10861)
Handicapés : enfants : maisons d'accueil spécialisées (MAS) (p. 10861)
Santé : cancer : enfants (p. 10861)
Santé : maladies : enfants (p. 10860, 10861)
Travail : comptes épargne-temps (p. 10861)
Travail : congé d'accompagnement : enfants (p. 10860, 10861)
Travail : congé parental d'éducation (p. 10861)
Travail : congés payés (p. 10861)
Travail : réduction du temps de travail (p. 10861)

Jean-Pierre KUCHEIDA

Pas-de-Calais (12ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 8 : Anciens combattants (n° 1861) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Mines et carrières. Nuisances. Agence de prévention des risques miniers, création [9 février 2000] (p. 864)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8751)

Son intervention (p. 8757)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 8758)
Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 8758)
Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8757 à 8760)
Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 8760)
Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 8758, 8759)
Anciens combattants et victimes de guerre : Indochine (p. 8759)
Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 8758)
Assurance invalidité décès : invalidité : anciens combattants et victimes de guerre (p. 8759)
Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 8760)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 1999] (p. 8789)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles (instauration d'une commission consultative chargée de vérifier l'utilisation des crédits inscrits dans la loi de finances) (p. 8790)

Après l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 96 du Gouvernement (revalorisation des pensions militaires d'invalidité) (p. 8792)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [19 novembre 1999] (p. 9813)

Son intervention (p. 9834)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 9835)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 9835)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 9835)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9834)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 11 (conditions de rétrocession aux propriétaires de biens préemptés)

Son amendement n° 940 soutenu par M. Alain Cacheux (droit de préemption des communes pour mener à bien un programme local de l'habitat) : adopté (p. 1944)

Après l'article 85

Intervient sur l'amendement n° 1411 du Gouvernement (parc immobilier des Charbonnages de France acquis par un EPIC rattaché à la région Nord - Pas-de-Calais) (p. 2284)

L

André LABARRÈRE
Pyrénées-Atlantiques (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Conchita LACUEY
Gironde (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Elèves. Pilule du lendemain, prescription par les infirmières scolaires [30 novembre 1999] (p. 10283)

Marc LAFFINEUR
Maine-et-Loire (7ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir au Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale [30 août 2000]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1908 visant à diminuer d'un point le taux normal de TVA [9 novembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [8 février 2000] (p. 798)

Politique extérieure. Kosovo. Situation militaire [22 février 2000] (p. 1095)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Recettes, excédents, affectation [15 mars 2000] (p. 2000)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souligne que l'amendement de suppression de l'article 6 ne tendait pas à empêcher les Français de payer moins d'impôts mais avait pour objet d'accroître les moyens pour favoriser les retours à l'emploi en augmentant les bas salaires et rappelle que la majorité a souvent du mal à se mobiliser, comme par exemple lors de l'examen du premier texte sur le pacte civil de solidarité [18 mai 2000] (p. 4382)

Déplore les critiques de la secrétaire d'Etat au budget concernant le fonctionnement de l'Assemblée nationale [18 mai 2000] (p. 4388)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 7618) : rejetée (p. 7629)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 7623)

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 7621, 7624)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 7621, 7622)

Défense : crédits (p. 7622)

Emploi : jeunes (p. 7622)

Entreprises : création (p. 7624, 7625)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 7619, 7620)

Finances publiques : dépenses (p. 7619 à 7621, 7624)

Finances publiques : dette publique (p. 7619)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 7618, 7619, 7621, 7623, 7624)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 7620, 7621, 7624)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 7622)

Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 7624)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 7624)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 7622)

Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 7622, 7623)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 7620, 7621)
Politique économique : conjoncture (p. 7619, 7620)
Politique économique : croissance (p. 7619, 7621, 7623)
Retraites : généralités (p. 7623)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 7622)
Sociétés : actionnaires : salariés (p. 7625)
Travail : réduction du temps de travail (p. 7619, 7621 à 7623)
TVA : taux : sports (p. 7624)
TVA : taux normal (p. 7621, 7624)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 4

Son amendement n° 156 soutenu par M. Gilbert Gantier (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 7814) : rejeté (p. 7815)

Après l'article 5

Son amendement n° 200 soutenu par M. Gilbert Gantier (revalorisation de l'abattement sur les droits de mutation à titre gratuit en ligne directe) (p. 7859) : rejeté (p. 7860)

Article 11 (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 F)

Son amendement n° 213 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les sociétés dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 1 million de francs) (p. 7934) : rejeté (p. 7935)

Après l'article 11

Son amendement n° 176 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : rejeté (p. 7937)

Article 33 (relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes)

Son amendement n° 196 soutenu par M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 8020) : rejeté (p. 8021)

Article 34 (abondement de la dotation globale de fonctionnement)

Son amendement n° 197 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8025) : rejeté (p. 8026)

Son amendement n° 198 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8025) : rejeté (p. 8026)

Article 36 et état A (équilibre général du budget)

Son amendement n° 199 (de suppression) : rejeté (p. 8040)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10689, 10722)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 10708)

Son intervention (p. 10715)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 10742)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 10716)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10708, 10715, 10716)
Finances publiques : dépenses (p. 10715, 10716)
Finances publiques : dette publique (p. 10715, 10716)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 10708, 10716, 10742)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10715, 10716)
Finances publiques : recettes (p. 10715, 10716, 10742)
Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 10716)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 10716)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 10716)
Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 10715, 10717)
Politique économique : croissance (p. 10715)
Retraites : généralités (p. 10715, 10717)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 10716)
TVA : remboursement : dégrèvement (p. 10716)
Union européenne : euro (p. 10708)

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Après l'article 10

Son amendement n° 79 (déductibilité de l'ensemble de la CSG) (p. 10758) : rejeté (p. 10759)

Son amendement n° 82 (relèvement du plafond de l'abattement dont bénéficient les retraités) : rejeté (p. 10759)

Son amendement n° 80 (relèvement du plafond de l'abattement pour enfants rattachés mariés ou ayant des enfants à charge) : rejeté (p. 10759)

Son amendement n° 78 (modification du barème de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 10759)

Son amendement n° 81 (relèvement du plafond du quotient familial) : rejeté (p. 10759)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 83 de M. Gilbert Gantier (fixation du plafond du plan d'épargne en actions à 155 000 euros) (p. 10764) : rejeté (p. 10765)

Soutient l'amendement n° 69 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 10764) : rejeté (p. 10765)

Soutient l'amendement n° 71 de M. Gilbert Gantier (abaissement du délai de liquidation du plan d'épargne en actions) (p. 10765) : rejeté (p. 10765)

Soutient l'amendement n° 70 de M. Gilbert Gantier (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, dans la limite du tiers des versements) (p. 10767) : rejeté (p. 10768)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 72 de M. Gilbert Gantier (neutralisation des effets de la mise en application de la directive européenne relative à la sécurité des machines sur la taxe professionnelle) (p. 10771) : rejeté (p. 10771)

Article 15 (interdiction du cumul de l'abattement de 20 % pour adhésion à un centre de gestion agréé ou une association agréée avec d'autres déductions forfaitaires ou abattements d'assiette)

Son intervention (p. 10786)

Son amendement n° 73 (de suppression) (p. 10787) : adopté (p. 10789)

Après l'article 20

Son amendement n° 76 (suppression des droits de mutation en cas de cession de titres de sociétés) : rejeté (p. 10801)

Après l'article 21

Son amendement n° 63 (modification des dispositions relatives à la taxation des plus-values constatées sur les participations supérieures à 25 % du capital d'une société en cas de transfert du domicile fiscal d'un contribuable hors de France) (p. 10802) : rejeté (p. 10803)

Son amendement n° 64 (de conséquence) : rejeté (p. 10803)

Intervient sur l'amendement n° 120 deuxième rectification de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à la TVA des maisons familiales de vacances, des auberges de jeunesse, des centres d'accueil de jeunes et des autres équipements de tourisme social) (p. 10808)

Son amendement n° 74 (suppression de la majoration des frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux au titre de la révision des valeurs locatives) : rejeté (p. 10822)

Son amendement n° 75 (abaissement des frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux) : rejeté (p. 10822)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Gérard Fuchs (attribution d'une partie des ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle au Fonds national de péréquation) (p. 10826)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Gérard Fuchs (mode de calcul de l'écrêtement des bases de taxe professionnelle) (p. 10826)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Gérard Fuchs (plafonnement des baisses de taxe professionnelle) (p. 10826)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Didier Migaud (amélioration de la transparence des variations d'impôt en cas de transformation d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle en établissement public de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 10830)

Article 24 (mise en œuvre de l'accord du 27 mai 1997 entre la France et la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945)

Son intervention (p. 10837)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1999] (p. 11361)

Après l'article 10

Son amendement n° 11 soutenu par M. Gilbert Gantier (déductibilité de l'ensemble de la CSG) (p. 11369) : rejeté (p. 11370)

Son amendement n° 14 soutenu par M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond de l'abattement dont bénéficient les retraités) : rejeté (p. 11370)

Son amendement n° 12 soutenu par M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond de l'abattement pour enfants rattachés mariés ou ayant des enfants à charge) : rejeté (p. 11370)

Son amendement n° 13 corrigé soutenu par M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) : rejeté (p. 11370)

Après l'article 20

Son amendement n° 8 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la prise en compte des revenus ou des plus-values latentes pour l'imposition des contribuables transférant leur domicile hors de France) (p. 11378) : rejeté (p. 11379)

Son amendement n° 9 corrigé soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la prise en compte des revenus ou des plus-values latentes pour l'imposition des contribuables transférant leur domicile hors de France) : rejeté (p. 11379)

Son amendement n° 7 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression du droit de mutation sur les cessions de titres de sociétés) : rejeté (p. 11379)

Après l'article 23

Son amendement n° 3 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux) : rejeté (p. 11385)

Son amendement n° 5 soutenu par M. Gilbert Gantier (abaissement du taux du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux) : rejeté (p. 11385)

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 5)

Son intervention (p. 15)

Thèmes :

Collectivités territoriales : interventions économiques (p. 15)

Emploi : création d'emplois (p. 15)

Entreprises : aides publiques (p. 15)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 15)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 15)

Ses explications de vote (p. 21)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 22)

Proposition de loi n° 1734 portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1049)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Guy Hascoët (p. 1077)

Thème :

Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 1077)

Proposition de loi n° 2218 relative à la mise en place d'une véritable responsabilité pour faute de l'administration fiscale et d'un droit général d'indemnisation pour les contribuables

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2000] (p. 2987)

Son intervention (p. 2988)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 2988, 2989)

Impôts et taxes : contentieux : indemnisation (p. 2988, 2989)

Impôts et taxes : contrôle (p. 2988, 2989)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 2989)

Impôts et taxes : intérêts de retard (p. 2989)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2989)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Article 65 (articles 161-2 nouveau, 263, 263-2, 263-3 à 263-6 nouveau et 356-1 de la loi du 24 juillet 1966 : représentation et identification des actionnaires non résidents)

Son amendement n° 579 soutenu par M. François Goulard (transmission des pouvoirs par les intermédiaires) (p. 3468) : retiré (p. 3469)

Déclaration du Gouvernement n° 2390 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[16 mai 2000] (p. 4220, 4243)

Son intervention (p. 4252)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 4253)

Finances publiques : dépenses (p. 4252, 4253)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4252, 4253)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 4253)

Parlement : contrôle (p. 4253)

Politique économique : conjoncture (p. 4252)

Retraites : généralités (p. 4252)

Union européenne : euro (p. 4252)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4285, 4317)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 4303)

Son intervention (p. 4317)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 4318)

Finances publiques : dépenses (p. 4303, 4318)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4303, 4317)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 4303)

Finances publiques : recettes (p. 4317, 4318)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4317, 4318)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 4318)

Politique économique : croissance (p. 4318)

Discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4347) ; [18 mai 2000] (p. 4360, 4404)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 118 de M. Gilbert Gantier (relèvement des seuils d'exonération des plus-values professionnelles des exploitants individuels) (p. 4360) : rejeté (p. 4360)

Article 2 (abaissement du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée)

Soutient l'amendement n° 112 de M. Gilbert Gantier (abaissement d'un point du taux normal de la TVA) (p. 4366) : rejeté (p. 4367)

Article 3 (application du taux réduit de 5,50 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles)

Soutient l'amendement n° 113 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux travaux sylvicoles réalisés par des particuliers) (p. 4368) : rejeté (p. 4368)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 116 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA à la margarine et aux graisses végétales) (p. 4369) : rejeté (p. 4370)

Soutient l'amendement n° 75 de M. Gérard Voisin (application du taux réduit de la TVA aux couches, alèses et gants de toilette jetables à usage médical) (p. 4370) : rejeté (p. 4370)

Article 6 (allégement de la taxe d'habitation)

Son rappel au règlement (cf. supra) [18 mai 2000] (p. 4382)

Article 7 (aménagement du remboursement aux transporteurs routiers d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole)

Son rappel au règlement (cf. supra) [18 mai 2000] (p. 4388)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2000] (p. 5620, 5631)

Son intervention (p. 5636)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5637)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5637)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5637)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 5637)
Finances publiques : recettes (p. 5637)
Impôt sur le revenu : stock options (p. 5637)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5636, 5637)
Parlement : contrôle (p. 5637)
Parlement : Sénat (p. 5636, 5637)
Recherche : innovation (p. 5637)
Retraites : généralités (p. 5637)

Discussion des articles [20 juin 2000] (p. 5638)

Article 1er (baisse de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 52 de M. Gilbert Gantier (nouveau barème avec un taux marginal de 40 %) (p. 5639) : rejeté (p. 5639)

Soutient l'amendement n° 53 de M. Gilbert Gantier (nouveau barème avec un taux marginal de 45 %) (p. 5639) : rejeté (p. 5639)

Soutient l'amendement n° 54 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 5639) : rejeté (p. 5640)

Article 3 (application du taux réduit de 5,50 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles)

Soutient l'amendement n° 55 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux particuliers) (p. 5640) : rejeté (p. 5640)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 62 de M. Gilbert Gantier (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 5653) : rejeté (p. 5654)

Soutient l'amendement n° 61 de M. Gilbert Gantier (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 5653) : rejeté (p. 5654)

Soutient l'amendement n° 63 de M. Gilbert Gantier (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 5653) : rejeté (p. 5654)

Soutient l'amendement n° 64 de M. Gilbert Gantier (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 5653) : rejeté (p. 5654)

Soutient l'amendement n° 65 de M. Gilbert Gantier (application du régime des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune aux parts ou actions de sociétés acquises dans le cadre d'opérations de souscription au capital de sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 5654) : rejeté (p. 5654)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 57 de M. Gilbert Gantier (exonération de l'ensemble des résidences universitaires de la taxe d'habitation) (p. 5667) : rejeté (p. 5667)

Soutient l'amendement n° 59 de M. Gilbert Gantier (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions relevant des bénéfices non commerciaux lorsque leurs titulaires emploient moins de cinq salariés) (p. 5668) : rejeté (p. 5668)

Son amendement n° 51 (assouplissement des règles applicables aux établissements bancaires concernant le choix de leurs organismes de formation) : rejeté (p. 5668)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5637)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5197)

Jacques LAFLEUR
Nouvelle-Calédonie (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

André LAJOINIE
Allier (3ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [J.O. du 29 octobre 1999] (p. 16269)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [J.O. du 29 octobre 1999] (p. 17236)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2057 relative au régime juridique des licenciements pour motif économique [22 décembre 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur les transports en France et en Europe [4 juillet 2000] (n° 2533)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Licenciement irrégulier ou abusif. Lutte et prévention [13 octobre 1999] (p. 7240)

Transports ferroviaires. Transport de marchandises. Combiné rail-route, développement [14 décembre 1999] (p. 10882)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès aux services téléphoniques [8 février 2000] (p. 799)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1884 présentée par M. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, et M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes, sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle

[26 octobre 1999] (p. 8069)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 8086)

Thèmes :

Agriculture (p. 8087)
Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 8086)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8086, 8087)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 8087)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 8087)
Politique économique : mondialisation (p. 8086)
Secteur public : services publics (p. 8086)
Services (p. 8087)
Union européenne : Commission : négociations (p. 8087)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :

- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 9444, 9458)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : lois de finances (p. 9444)
Logement : chauffage : personnes en difficulté (p. 9458)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 3761)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 41)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 41)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 41, 42)
Energie et carburants : lignes électriques (p. 41)
Politiques communautaires : directives : électricité (p. 41, 42)
Secteur public : services publics : électricité (p. 41)

Proposition de loi n° 2057 relative au régime juridique des licenciements pour motif économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 295)

Son intervention (p. 298)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 298)
Entreprises : compétitivité : licenciement collectif (p. 299)
Entreprises : sous-traitance (p. 299)
Justice : conseils de prud'hommes : jurisprudence (p. 299)
Marchés financiers : indices boursiers : croissance (p. 299)
Politique économique : conjoncture : croissance (p. 298)
Travail : travail temporaire (p. 299)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 1650)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 1749)

Thèmes :

Logement : logement social : HLM (p. 1651, 1652)
Transports : transports de voyageurs : transports urbains (p. 1652)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 1650)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 1341 de Mme Janine Jambu (requalification du patrimoine des organismes de logements sociaux) (p. 2103)

Jérôme LAMBERT
Charente (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 novembre 1999] (p. 17450)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 novembre 1999] (p. 17450)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 novembre 1999] (p. 17612)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 novembre 1999] (p. 17612)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi finances rectificative pour 1999 [J.O. du 22 décembre 1999] (p. 19086)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 janvier 2000] (p. 1047)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 janvier 2000] (p. 1047)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 janvier 2000] (p. 1284)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 25 janvier 2000] (p. 1284)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

Rapporteur du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer (n° 2322) [5 avril 2000]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 21 septembre 2000] (p. 14843)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome VII : Outre-mer (départements d'outre-mer) (n° 1865) [14 octobre 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1968), portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre , par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [8 décembre 1999] (n° 2003)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2322) d'orientation pour l'outre-mer [4 mai 2000] (n° 2359)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Guadeloupe et Martinique. Politique économique, bilan et perspectives [2 novembre 1999] (p. 8675)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [9 novembre 1999] (p. 9138) :

- Réunion de la commission des lois du 20 octobre 1999

Son intervention (p. 9156)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : responsabilité : justice (p. 9156)

Justice : contentieux : croissance (p. 9156)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 9325)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 9325)

Outre-mer : DOM : collectivités territoriales (p. 9326)

Outre-mer : DOM : délinquance et criminalité (p. 9326)

Outre-mer : DOM-TOM : chômage (p. 9326)

Outre-mer : DOM-TOM : développement économique (p. 9326)

Outre-mer : DOM-TOM : Union européenne (p. 9325)

Outre-mer : institutions (p. 9325)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11089, 11145)

Article 33 quinquies (conditions d'éligibilité à la dotation globale d'équipement des établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (de suppression) (p. 11137)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10887)

Son intervention (p. 10890)

Thèmes :

Outre-mer : Mayotte : amendes (p. 10890)
Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : péréquation (p. 10890)
Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : universités (p. 10891)
Outre-mer : Polynésie française : chambres régionales des comptes (p. 10890)
Outre-mer : Polynésie française : universités (p. 10891)
Parlement : Sénat : projet de loi de ratification (p. 10890, 10891)

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11283)

Son intervention (p. 11293)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art : experts (p. 11294)
Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 11294)
Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 11293)
Professions judiciaires et juridiques : huissiers : ventes aux enchères (p. 11293)
Professions judiciaires et juridiques : notaires : ventes aux enchères (p. 11293)
Union européenne : Traité de Maastricht : marché de l'art (p. 11293)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 11294)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : Internet (p. 11293)

Discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11311) ; [22 décembre 1999] (p. 11394)

Article 2 (réalisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques par des sociétés de forme commerciale)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Pierre Lellouche (notaires et huissiers de justice) (p. 11313)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Philippe Houillon (notaires et huissiers de justice) (p. 11313)

Article 3 (objet des sociétés de ventes)

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de M. Pierre Lellouche (objet des sociétés de ventes) (p. 11317)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Philippe Houillon (suppression de la TVA à l'importation d'œuvres d'art) (p. 11326)

Article 30 (responsabilité des experts agréés)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (généralisation de l'obligation d'assurance pour les experts) (p. 11337)

Article 37 (montant de l'indemnisation versée aux commissaires-priseurs)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (modalités d'indemnisation) (p. 11341)

Intervient sur l'amendement n° 85 du Gouvernement (modalités d'indemnisation) (p. 11341)

Article 44 bis (indemnisation des personnels)

Son intervention (p. 11397)

Après l'article 56 quater (article L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle : exonération du droit de reproduction)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (détaxation des catalogues) (p. 11402)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Alain Tourret (détaxation des catalogues) (p. 11403)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Philippe Houillon (suppression du droit de suite en matière littéraire et artistique) (p. 11406)

Ses explications de vote (p. 11410)

Vote pour du groupe socialiste (p. 11410)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3056)

Son intervention (p. 3061)

Thèmes :

Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 3061)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : réforme (p. 3061)

Discussion des articles [4 avril 2000] (p. 3064)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Philippe Houillon (suppression de la TVA à l'importation d'œuvres d'art) (p. 3066)

Article 33 (conditions de retrait de l'agrément par le Conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques)

Soutient l'amendement n° 27 de M. Patrick Bloche (suppression de la référence aux bonnes mœurs) (p. 3070) : rejeté (p. 3070)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 mai 2000] (p. 4560)

Son intervention (p. 4567)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 4568)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 4568)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : Internet (p. 4567)

Projet de loi n° 2276 organisant une consultation de la population de Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3165)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3172)

Son intervention (p. 3177)

Thèmes :

Outre-mer : institutions : Président de la République (p. 3172)

Outre-mer : institutions : réforme (p. 3172)

Outre-mer : Mayotte : histoire (p. 3172)

Outre-mer : Mayotte : institutions (p. 3178)

Outre-mer : Mayotte : référendums (p. 3178)

Outre-mer : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : création (p. 3172)

Parlement : Sénat : Mayotte (p. 3178)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3178)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)

Son intervention (p. 3965)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3977)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : recevabilité financière (p. 3966)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : DOM (p. 3967)

Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 3965, 3966)

Outre-mer : DOM : crédits (p. 3967)

Outre-mer : DOM : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 3967)

Outre-mer : DOM : impôts et taxes (p. 3967)

Outre-mer : DOM : institutions (p. 3967, 3968)

Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 3966, 3967)

Outre-mer : Guadeloupe : Ile de Saint-Barthélémy (p. 3967, 3968)

Outre-mer : Guadeloupe : Ile de Saint-Martin (p. 3967)

Outre-mer : La Réunion : départements (p. 3968)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3968)

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 1er (le développement des départements d'outre-mer, priorité de la Nation)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Ernest Moutoussamy (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4025)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Bruno Bourg-Broc (ajout de l'aménagement du territoire) (p. 4027)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Michel Tamaya (valorisation des atouts régionaux des départements d'outre-mer) (p. 4028)

Soutient l'amendement n° 229 de la commission (référence à l'aménagement du territoire) (p. 4028) : retiré (p. 4028)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Ernest Moutoussamy (réforme du pacte républicain unissant la France à l'outre-mer et mise en place d'institutions nouvelles) (p. 4028)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Michel Tamaya (référence à la coopération régionale) (p. 4028)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Camille Darsières (loi d'incitation à l'investissement) (p. 4029)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Bruno Bourg-Broc (référence à l'aménagement du territoire) (p. 4030)

Article 2 (article L. 752-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Léon Bertrand (suppression du critère d'effectif) (p. 4033)

Soutient l'amendement n° 231 de la commission (exonération portant sur les dix plus faibles rémunérations versées par les entreprises occupant moins de vingt et un salariés) (p. 4033) : adopté (p. 4034)

Intervient sur le sous-amendement n° 572 de M. André Thien Ah Koon (suppression de la référence à la réduction de la durée du travail) à l'amendement n° 231 de la commission (p. 4033)

Intervient sur le sous-amendement n° 573 de M. André Thien Ah Koon (suppression de la référence aux entreprises immatriculées au registre du commerce ou au répertoire des métiers) à l'amendement n° 231 de la commission (p. 4033)

Intervient sur l'amendement n° 462 du Gouvernement (extension au secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 4035)

Intervient sur l'amendement n° 174 de la commission des affaires culturelles (extension aux secteurs de transports terrestres de personnes et des soins privés) (p. 4035)

Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Bruno Bourg-Broc (extension aux secteurs de transports terrestres de personnes et des soins privés) (p. 4035, 4036)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Daniel Marsin (exonération dans le secteur du bâtiment et des travaux publics portée du tiers à la moitié de celle de droit commun) (p. 4036)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission des affaires culturelles (de précision pour l'application du dispositif aux entreprises ayant conclu un accord de réduction de la durée du travail avant l'entrée en vigueur de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000) (p. 4036)

Soutient l'amendement n° 233 rectifié de la commission (condition de création d'emplois pour le bénéfice des exonérations prévues en cas de réduction de la durée du travail) (p. 4037) : rejeté (p. 4037)

Intervient sur l'amendement n° 392 de Mme Huguette Bello (bilan du dispositif) (p. 4038)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Ernest Moutoussamy (exonérations réduites de moitié au titre des salariés ne bénéficiant pas d'un contrat à durée indéterminée) (p. 4039)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Ernest Moutoussamy (suppression des exonérations et restitution de celles perçues au cours des douze derniers mois en cas de condamnation pour travail dissimulé ou fraude fiscale) (p. 4039)

Article 3 (articles L. 756-4 à L. 756-6 nouveaux du code de la sécurité sociale : cotisations et contributions des employeurs et travailleurs indépendants)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Daniel Marsin (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4042)

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4043)

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission des affaires culturelles (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4043)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Camille Darsières (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4043)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4043)

Intervient sur l'amendement n° 554 du Gouvernement (modalités de recouvrement des cotisations) (p. 4043)

Intervient sur l'amendement n° 464 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 4043)

Soutient l'amendement n° 273 de la commission (de précision) (p. 4043) : adopté (p. 4043)

Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Bruno Bourg-Broc (régime des cotisations en cas de catastrophe naturelle) (p. 4045)

Article 5 (plan d'apurement des dettes sociales)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Daniel Marsin (plan devant obligatoirement être signé) (p. 4047)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Léo Andy (limite de l'abandon partiel de créances portée de 50 % à 80 % pour les entreprises de moins de 11 salariés) (p. 4048)

Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission des affaires culturelles (abandon de créances sur leur montant au 1er janvier 1999 et non au 1er janvier 1998) (p. 4048)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Ernest Moutoussamy (suppression de la limite de 50 % pour l'abandon partiel de créances) (p. 4049)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Léo Andy (limite de l'abandon partiel de créances portée de 50 % à 80 % pour les entreprises de moins de 11 salariés) (p. 4049)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Daniel Marsin (limite de l'abandon partiel de créances portée de 50 % à 75 % pour les entreprises de moins de 11 salariés et les travailleurs indépendants) (p. 4049)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. André Thien Ah Koon (suppression de la limite de 50 % pour l'abandon partiel de créances) (p. 4049)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Ernest Moutoussamy (échéancier de la part salariale des cotisations porté de deux à cinq ans) (p. 4050)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Camille Darsières (refus d'abandon partiel de créances par la caisse de sécurité sociale) (p. 4051)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Ernest Moutoussamy (suppression du paragraphe III excluant du bénéfice de l'article les entreprises dont les dirigeants ont été condamnés pour travail dissimulé ou pour fraude) (p. 4051)

Intervient sur l'amendement n° 468 rectifié du Gouvernement (de précision - bénéfice de l'ensemble des dispositions de l'article pour les travailleurs indépendants) (p. 4052)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Ernest Moutoussamy (modes de dévolution des marchés dans les DOM) (p. 4052)

Article 6 (plan d'apurement des dettes fiscales)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Jean Marsaudon (rédactionnel) (p. 4053)

Intervient sur l'amendement n° 450 de M. Émile Blessig (suppression de la possibilité de remise totale des dettes fiscales) (p. 4053)

Intervient sur l'amendement n° 321 de Mme Christiane Taubira (procédure d'examen des demandes) (p. 4055)

Article 22 (articles L. 3441-2 à L. 3441-6 du code général des collectivités territoriales : action internationale des départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Élie Hoarau (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 3441-2 réservant aux seules régions monodépartementales la faculté de faire des propositions au Gouvernement et supprimant la référence aux Etats de l'océan indien) (p. 4062)

Soutient l'amendement n° 238 de la commission (rédactionnel) (p. 4062) : adopté (p. 4062)

Intervient sur l'amendement n° 434 de M. Élie Hoarau (texte proposé pour l'article L. 3441-3 : faculté de négocier et de signer des accords réservée aux présidents des seules régions monodépartementales et suppression de la référence à la zone de l'océan indien) (p. 4063)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Léo Andy (texte proposé pour l'article L. 3441-3 : caractère obligatoire de l'association ou de la participation du président du conseil général) (p. 4063)

Soutient l'amendement n° 239 de la commission (rédactionnel) (p. 4063) : adopté (p. 4063)

Intervient sur l'amendement n° 476 rectifié du Gouvernement (négociations avec l'Union européenne) (p. 4063)

Article 23 (articles L. 4433-4-1 à L. 4433-4-6 du code général des collectivités territoriales : action internationale des régions d'outre-mer et création d'un fonds régional de coopération)

Soutient l'amendement n° 274 de la commission (rédactionnel) (p. 4065) : adopté (p. 4065)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Léo Andy (de coordination) (p. 4065)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Camille Darsières (de coordination) (p. 4065)

Soutient l'amendement n° 275 de la commission (négociations avec l'Union européenne) (p. 4066) : retiré (p. 4066)

Intervient sur l'amendement n° 578 du Gouvernement (négociations avec l'Union européenne) (p. 4066)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Camille Darsières (négociations avec l'Union européenne) (p. 4066)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Camille Darsières (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 4433-4-5 : possibilité pour les régions de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de La Réunion d'être membres associés d'organismes régionaux et de proposer au Gouvernement d'y faire adhérer la France) (p. 4066)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Élie Hoarau (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 4433-4-5 : possibilité pour les régions de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de La Réunion d'être membres d'organismes régionaux et de proposer au Gouvernement d'y faire adhérer la France) (p. 4066, 4067)

Intervient sur l'amendement n° 478 du Gouvernement (création d'un fonds pour la Guadeloupe et d'un fonds pour la Martinique) (p. 4067)

Intervient sur l'amendement n° 477 du Gouvernement (de coordination) (p. 4067)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Camille Darsières (de coordination) (p. 4067)

Intervient sur l'amendement n° 277 de la commission (intervention des sociétés d'économie mixte) (p. 4068)

Article 39 (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Camille Darsières (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4073)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Anicet Turinay (de suppression) (p. 4074)

Soutient l'amendement n° 288 de la commission (rédactionnel) (p. 4074) : adopté (p. 4074)

Soutient l'amendement n° 289 de la commission (congrès se réunissant sur un ordre du jour déterminé) (p. 4074) : adopté (p. 4075)

Soutient l'amendement n° 290 de la commission (convocation du congrès par le président de l'assemblée ayant demandé sa réunion) (p. 4075) : retiré (p. 4075)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Camille Darsières (suppression de l'établissement de son règlement intérieur par le congrès) (p. 4075)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Camille Darsières (suppression de pouvoirs de police du président du congrès) (p. 4075)

Soutient l'amendement n° 293 de la commission (de coordination) (p. 4076) : retiré (p. 4076)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Camille Darsières (suppression du texte proposé pour l'article L. 5914-1 relatif au "crédit d'heures" bénéficiant aux salariés membres du congrès) (p. 4076)

Soutient l'amendement n° 294 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 5915-1 relatif au domaine des délibérations du congrès) (p. 4076) : adopté (p. 4076)

Intervient sur l'amendement n° 326 de Mme Christiane Taubira (consultation du conseil économique et social du département et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement) (p. 4077)

Intervient sur l'amendement n° 482 du Gouvernement (transmission obligatoire au Premier ministre des délibérations du congrès) (p. 4078)

Soutient l'amendement n° 296 de la commission (de précision) (p. 4078) : adopté (p. 4078)

Soutient l'amendement n° 297 de la commission (indication par le Premier ministre dans les quinze jours suivant leur réception, du délai dans lequel il répondra aux délibérations des assemblées) (p. 4078) : retiré (p. 4078)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jacques Brunhes (consultation des populations au vu des délibérations du congrès) (p. 4079)

Article 33 précédemment réservé (article L. 2563-2-1 du code général des collectivités territoriales : majoration de la dotation forfaitaire des communes)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. André Thien Ah Koon (majoration portée de 40 à 300 millions de francs) (p. 4079)

Soutient l'amendement n° 281 de la commission (majoration portée de 40 à 250 millions de francs) (p. 4079) : rejeté (p. 4080)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Jacques Brunhes (majoration financée par le relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4080)

Intervient sur l'amendement n° 242 corrigé de Mme Christiane Taubira (ajout de critères géographiques pour la répartition de la majoration) (p. 4081)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 51 précédemment réservé de M. Daniel Marsin (institution d'une contribution sur les jeux et d'une taxe additionnelle sur l'alcool aux taux de 5 %) (p. 4083)

Intervient sur le sous-amendement n° 580 de M. Louis Mermaz (taux identique à celui de métropole) à l'amendement n° 282 précédemment réservé de la commission (institution d'une contribution sur les jeux au taux de 7 %) (p. 4085)

Article 7 précédemment réservé (article L. 832-7 nouveau du code du travail : soutien au désenclavement des départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Camille Darsières (versement de l'aide après avis du président du conseil régional) (p. 4087)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Daniel Marsin (versement de l'aide après avis de l'exécutif régional) (p. 4087)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 270 précédemment réservé de M. André Thien Ah Koon (prorogation jusqu'en 2004 du régime fiscal des investissements productifs effectués outre-mer par des particuliers - article 163 tervecies du code général des impôts) (p. 4088)

Intervient sur l'amendement n° 402 précédemment réservé de Mme Huguette Bello (prorogation jusqu'en 2004 du régime fiscal des investissements productifs effectués outre-mer par des particuliers - article 163 tervecies du code général des impôts) (p. 4088)

Intervient sur l'amendement n° 109 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (mention d'une date limite de consommation sur les produits alimentaires provenant des surplus communautaires) (p. 4090)

Intervient sur l'amendement n° 267 rectifié précédemment réservé de M. Gérard Grignon (extension au secteur agricole de la compétence de la chambre de commerce, d'industrie et des métiers de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4090)

Intervient sur l'amendement n° 304 précédemment réservé de la commission (rapport relatif au

rapprochement des taux bancaires entre outre-mer et métropole) (p. 4091)

Intervient sur l'amendement n° 498 précédemment réservé de M. Bruno Bourg-Broc (rapport relatif au rapprochement des taux bancaires entre outre-mer et métropole) (p. 4091)

Intervient sur l'amendement n° 469 précédemment réservé du Gouvernement (rapport relatif au rapprochement des taux bancaires entre outre-mer et métropole) (p. 4091)

Article 8 précédemment réservé (article L. 811-2 nouveau du code du travail, articles L. 161-22 et L. 754-5 nouveau du code de la sécurité sociale : développement des formations en alternance)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Jacques Brunhes (parrainage par des personnes dont la qualification est reconnue et agréée au titre de la formation professionnelle) (p. 4092)

Intervient sur l'amendement n° 471 du Gouvernement (parrainage pouvant être effectué par des préretraités de l'entreprise) (p. 4092)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Ernest Moutoussamy (parrainage pouvant être effectué par les salariés préretraités les mieux formés et les plus anciens de l'entreprise) (p. 4093)

Intervient sur l'amendement n° 470 du Gouvernement (limite d'âge portée à trente ans pour l'apprentissage maritime) (p. 4093)

Article 9 précédemment réservé (article L. 832-6 nouveau du code du travail : projet initiative-jeune)

Intervient sur l'amendement n° 203 de la commission des affaires culturelles (projet s'inscrivant dans le schéma d'aménagement régional et dans le contrat de plan) (p. 4094)

Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Bruno Bourg-Broc (projet s'inscrivant dans le schéma d'aménagement régional et dans le contrat de plan) (p. 4094)

Intervient sur l'amendement n° 204 de la commission des affaires culturelles (délivrance par le conseil régional d'une recommandation de conformité du projet au schéma d'aménagement régional et au document unique de programmation) (p. 4094)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Bruno Bourg-Broc (délivrance par le conseil régional d'une recommandation de conformité du projet au schéma d'aménagement régional et au document unique de programmation) (p. 4094)

Intervient pour qu'on discute de la validité de l'application de l'article 40 de la Constitution à un amendement de M. Claude Hoarau (p. 4094)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 473 précédemment réservé du Gouvernement (extension du régime des catastrophes naturelles aux dégâts causés par les cyclones) (p. 4096)

Intervient sur l'amendement n° 71 précédemment réservé de M. André Thien Ah Koon (insertion d'un chapitre III : "Régulation économique dans les départements d'outre-mer" relatif à l'urbanisme commercial) (p. 4097)

Intervient sur le sous-amendement n° 569 du Gouvernement ("Dispositions pour l'amélioration de l'activité économique dans les départements d'outre-mer") à l'amendement n° 71 précédemment réservé de M. André Thien Ah Koon (p. 4097)

Intervient sur l'amendement n° 557 précédemment réservé du Gouvernement (institution d'un congé-solidarité) (p. 4099)

Intervient sur l'amendement n° 311 précédemment réservé de M. Camille Darsières (insertion d'un chapitre III : "Du soutien aux investissements") (p. 4100)

Article 10 précédemment réservé (article L. 812-1 nouveau du code du travail : institution du titre de travail simplifié)

Intervient sur l'amendement n° 205 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 4101)

Intervient sur l'amendement n° 206 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 4101)

Intervient sur l'amendement n° 207 rectifié de la commission des affaires culturelles (de coordination avec le champ d'application des exonérations de cotisations sociales défini à l'article 2) (p. 4101)

Intervient sur l'amendement n° 408 corrigé de Mme Huguette Bello (de coordination avec le champ d'application des exonérations de cotisations sociales défini à l'article 2) (p. 4101)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Émile Blessig (extension au personnes employées par une association) (p. 4101)

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Émile Blessig (terme d'employeur substitué à celui d'entreprise pour la limitation de l'activité à 100 jours par an) (p. 4102)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Michel Tamaya (déclaration préalable d'embauche) (p. 4102)

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Michel Tamaya (déclaration préalable d'embauche) (p. 4102)

Intervient sur l'amendement n° 316 de M. Michel Tamaya (indemnité de congés payés sauf application du régime des professions affiliées aux caisses prévues à l'article L. 223-16 du code du travail) (p. 4102)

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission des affaires culturelles (prise en compte dans les effectifs de l'entreprise) (p. 4102)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 455 précédemment réservé de M. Émile Blessig (rapport sur l'alignement du RMI et sur les effets des politiques d'insertion et de retour à l'emploi) (p. 4103)

Article 11 précédemment réservé (alignement du RMI dans les départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Ernest Moutoussamy (alignement immédiat pour les allocataires âgés de moins de quarante ans fournissant vingt heures par mois de travail d'intérêt public ou social) (p. 4104)

Intervient sur l'amendement n° 558 deuxième correction du Gouvernement (alignement en trois ans) (p. 4113)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Ernest Moutoussamy (maintien des crédits en faveur du logement social) (p. 4114)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 219 précédemment réservé de Mme Christiane Taubira (maintien d'une aide publique à l'investissement en faveur du logement social dans des conditions définies par décret) (p. 4115)

Article 12 précédemment réservé (articles 17-1, 42-7-1, 42-11 à 42-13 nouveaux de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 : renforcement de l'insertion et du contrôle)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. André Thien Ah Koon (de suppression) (p. 4117)

Intervient sur l'amendement n° 410 de Mme Huguette Bello (de suppression) (p. 4117)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Ernest Moutoussamy (possibilité de concours des organisations socioprofessionnelles et des associations d'insertion à l'élaboration du programme local d'insertion) (p. 4118)

Intervient sur l'amendement n° 210 de la commission des affaires culturelles (suspension de l'allocation pour non réponse à deux convocations consécutives) (p. 4118)

Article 13 précédemment réservé (article L. 832-8 nouveau du code du travail : institution de l'allocation de retour à l'activité)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Ernest Moutoussamy (limitation du recours des particuliers aux bénéficiaires de l'allocation de retour à l'activité) (p. 4119)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Ernest Moutoussamy (gestion de l'allocation par la caisse d'allocations familiales) (p. 4119)

Intervient sur l'amendement n° 474 corrigé du Gouvernement (intégration des contrats d'accès à l'emploi dans le dispositif d'aide à la réinsertion professionnelle) (p. 4119)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 118 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (mesures de discrimination positive) (p. 4121)

Intervient sur l'amendement n° 379 précédemment réservé de M. Léon Bertrand (création d'une structure pour la répartition des aides publiques en Guyane) (p. 4122)

Intervient sur l'amendement n° 374 précédemment réservé de M. Léon Bertrand (transformation en centre hospitalier international de l'hôpital André-Bouron de Saint-Laurent-du-Maroni) (p. 4122)

Article 16 précédemment réservé (article L. 340-2 nouveau du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Camille Darsières (association des maîtres d'ouvrage sociaux à la gestion et à l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 218 de Mme Christiane Taubira (association des maîtres d'ouvrage sociaux à la gestion et à l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Pierre Petit (association des maîtres d'ouvrage sociaux à la gestion et à l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Ernest Moutoussamy (association de représentants des maîtres d'ouvrage sociaux à la gestion et à l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Soutient l'amendement n° 237 de la commission (consultation des représentants des maîtres d'ouvrage sociaux sur la gestion et l'évaluation des fonds) (p. 4126) : adopté (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. André Thien Ah Koon (consultation des représentants des maîtres d'ouvrage sociaux sur la gestion et l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Ernest Moutoussamy (consultation de représentants des maîtres d'ouvrage sociaux sur la gestion et l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Claude Hoarau (association des maires à la gestion des fonds) (p. 4127)

Intervient sur l'amendement n° 548 de M. Claude Hoarau (association des maires membres du fonds via deux de ses représentants) (p. 4127)

Article 17 précédemment réservé (article 17 de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 : création d'un IUFM en Guyane)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Jacques Brunhes (ouverture de l'IUFM subordonnée à la création d'une université devant ouvrir avant deux ans) (p. 4129)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Yves Durand (création de l'IUFM subordonnée à la création d'une université prévue avant deux ans) (p. 4129)

Après l'article 23

Soutient l'amendement n° 278 rectifié précédemment réservé de la commission (conventions fiscales entre la France et les Etats situés dans la zone géographique de chaque département d'outre-mer) (p. 4137) : retiré (p. 4137)

Article 24 précédemment réservé (articles L. 3444-1 à L. 3444-3, L. 4433-3-1 et L. 4433-3-2 du code général des collectivités territoriales : consultation des assemblées locales des départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Léo Andy (association aux propositions d'actes communautaires) (p. 4138)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Ernest Moutoussamy (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 4333-3-2 relatif à l'application de l'article 299-2 du traité de l'Union européenne) (p. 4139)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Claude Hoarau (nouvelle rédaction de la première phrase du texte proposé pour l'article L. 4333-3-2 relatif à l'application de l'article 299-2 du traité de l'Union européenne) (p. 4139)

Soutient l'amendement n° 287 de la commission (consultation des conseils régionaux par l'autorité de régulation des télécommunications avant toute décision d'attribution de licences ou d'autorisations d'exploitation de services locaux ou interrégionaux de télécommunications) (p. 4139) : retiré (p. 4139)

Intervient sur l'amendement n° 568 du Gouvernement (consultation des conseils régionaux par l'autorité de régulation des télécommunications avant toute décision d'attribution de licences ou d'autorisations d'exploitation de services locaux ou interrégionaux de télécommunications) (p. 4139)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 542 précédemment réservé de Mme Christiane Taubira (consultation du conseil économique et social régional par les conseils généraux) (p. 4140)

Intervient sur l'amendement n° 444 précédemment réservé de M. Élie Hoarau (suppression de l'incompatibilité entre la fonction de membre du bureau du conseil régional et la direction d'une

agence placée sous la tutelle de l'institution régionale) (p. 4140)

Soutient l'amendement n° 279 précédemment réservé de la commission (consultation des conseils régionaux en matière de concessions portuaires et aéroportuaires) (p. 4141) : adopté (p. 4141)

Intervient sur l'amendement n° 442 précédemment réservé de M. Élie Hoarau (rapport annuel du Gouvernement aux conseils régionaux sur les échanges aériens, maritimes et les télécommunications) (p. 4141)

Intervient sur l'amendement n° 550 précédemment réservé de M. Élie Hoarau (rapport tous les deux ans du Gouvernement aux conseils régionaux sur les échanges aériens, maritimes et les télécommunications) (p. 4141)

Intervient sur l'amendement n° 549 précédemment réservé de M. Élie Hoarau (présence avec voix consultative du conseil régional de La Réunion au conseil d'administration des Terres australes et antarctiques françaises) (p. 4142)

Article 26 précédemment réservé (article L. 4433-15 bis nouveau du code général des collectivités territoriales : transfert de compétences en matière de gestion et conservation des ressources biologiques de la mer)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Ernest Moutoussamy (association des régions à la politique commune des pêches et à toute négociation en ce domaine) (p. 4145)

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission de la production (association des régions à la politique commune des pêches et à toute négociation en ce domaine dès lors qu'elles sont concernées) (p. 4145)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Claude Hoarau (association des régions à la politique commune des pêches et à toute négociation en ce domaine dès lors qu'elles sont concernées) (p. 4145)

Article 29 précédemment réservé (article L. 4433-18 du code général des collectivités territoriales : plan énergétique régional pluriannuel)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Ernest Moutoussamy (prix de vente de l'énergie électrique identique à celui pratiqué en métropole) (p. 4148)

Article 30 précédemment réservé (articles 14 et 14 bis nouveau de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 : Office de l'eau)

Intervient sur l'amendement n° 280 rectifié de la commission (répartition par l'Office des aides versées par le fonds national pour le développement des adductions d'eau) (p. 4149)

Article 31 précédemment réservé (article L. 3444-4 nouveau du code général des collectivités territoriales : programmation des aides de l'Etat au logement)

Intervient sur l'amendement n° 480 corrigé du Gouvernement (saisine pour avis du conseil régional) (p. 4152)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Pierre Petit (saisine pour avis du conseil régional) (p. 4152)

Intervient sur l'amendement n° 146 de la commission de la production (saisine pour avis du conseil régional) (p. 4152)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Anicet Turinay (saisine pour avis du conseil régional) (p. 4152)

Intervient sur l'amendement n° 217 de Mme Christiane Taubira (saisine pour avis du conseil régional) (p. 4152)

Article 32 précédemment réservé (article L. 2563-8 du code général des collectivités territoriales : dispositions particulières applicables aux communes de Saint-Martin et Saint-Barthélemy)

Intervient sur l'amendement n° 567 du Gouvernement (possibilité de transfert aux communes des compétences du département ou de la région en matière d'environnement et de tourisme) (p. 4154)

Article 34 précédemment réservé (article 18 de la loi n° 92-676 du 17 juillet 1992 : affectation des ressources du fonds régional pour le développement et l'emploi)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Ernest Moutoussamy (affectation directe au budget d'investissement des communes au prorata de leur population) (p. 4155)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 153 précédemment réservé de M. Michel Tamaya (intégration à la fonction publique territoriale des agents non titulaires des communes) (p. 4156)

Intervient sur l'amendement n° 337 précédemment réservé de M. André Thien Ah Koon (statut des agents non titulaires des collectivités territoriales) (p. 4156)

Intervient sur l'amendement n° 63 précédemment réservé de M. Camille Darsières (affectation de 7 % des ressources du fonds d'intervention régional pour les transports aux communes de plus de 25 000 habitants engagées dans un plan de développement urbain) (p. 4157)

Article 35 précédemment réservé (article 268 du code des douanes, articles 572 et 575 du code général des impôts : fixation du taux du droit de consommation sur les tabacs)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Henri Plagnol (fixation de l'assiette du droit de consommation par les conseils généraux) (p. 4158)

Intervient sur l'amendement n° 561 de M. Henri Plagnol (taux compris entre 66 % et 100 % du prix de vente en métropole) (p. 4158)

Intervient sur l'amendement n° 562 de M. Henri Plagnol (taux compris entre 66 % et 100 % du prix de vente en métropole) (p. 4158)

Intervient sur l'amendement n° 563 de M. Henri Plagnol (taux du droit de consommation ne pouvant être supérieur à celui de métropole) (p. 4158)

Soutient l'amendement n° 283 de la commission (rédactionnel) (p. 4158) : adopté (p. 4158)

Intervient sur l'amendement n° 481 du Gouvernement (correction d'une erreur de référence) (p. 4158)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 284 précédemment réservé de la commission (redevance communale des mines en Guadeloupe pour les gîtes géothermiques) (p. 4159)

Intervient sur l'amendement n° 512 corrigé précédemment réservé de M. Philippe Chaulet (redevance communale des mines en Guadeloupe pour les gîtes géothermiques) (p. 4159)

Article 36 précédemment réservé (articles L. 2563-7 du code général des collectivités territoriales et 1585-I du

code général des impôts : ressources fiscales de la commune de Saint-Barthélemy)

Soutient l'amendement n° 285 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 4159) : adopté (p. 4159)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 513 précédemment réservé de M. Philippe Chaulet (recettes fiscales de la commune de Saint-Barthélemy et création d'une zone franche) (p. 4161)

Intervient sur l'amendement n° 514 précédemment réservé de M. Philippe Chaulet (recettes fiscales de la commune de Saint-Martin et création d'une zone franche) (p. 4161)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 564 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (affectation aux communes classées stations balnéaires de 30 % du produit de la taxe sur les transports prévue par l'article 285 ter du code des douanes) (p. 4162)

Intervient sur l'amendement n° 579 précédemment réservé du Gouvernement (affectation aux communes classées stations balnéaires de 30 % du produit de la taxe sur les transports prévue par l'article 285 ter du code des douanes) (p. 4162)

Article 38 précédemment réservé (création de deux départements à La Réunion)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Émile Blessig (de suppression) (p. 4167)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. André Thien Ah Koon ("département du Nord-Est" et "département du Sud-Ouest") (p. 4168)

Article 40 (application du projet de loi à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Intervient sur l'amendement n° 565 du Gouvernement (ajout de dispositions du projet applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4169)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Gérard Grignon (ajout de dispositions du projet applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4169)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Gérard Grignon (ajout de dispositions du projet applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4169)

Intervient sur l'amendement n° 559 du Gouvernement (condition d'application des exonérations de cotisations et de contributions des employeurs et travailleurs indépendants) (p. 4169)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 485 du Gouvernement (compensation intégrale des mesures d'exonération de cotisations sociales pour Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4170)

Intervient sur l'amendement n° 483 du Gouvernement (application à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées) (p. 4170)

Article 41 (désignation du bureau du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon - pouvoirs des maires en matière d'urbanisme - dispositions fiscales - création d'une conférence des finances locales)

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Gérard Grignon (de suppression) (p. 4171)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Gérard Grignon (suppression du paragraphe II relatif à l'urbanisme, à la fiscalité et à la conférence des finances locales) (p. 4171)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 484 du Gouvernement (extension de l'assurance-invalidité à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4172)

Intervient sur l'amendement n° 486 du Gouvernement (coordination des régimes de sécurité sociale entre les départements métropolitains, les départements d'outre-mer et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4172)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de M. Gérard Grignon (création d'un observatoire de la fonction publique à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4173)

Article 42 (commission des comptes économiques et sociaux)

Soutient l'amendement n° 298 de la commission (représentants de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4173) : adopté (p. 4174)

Soutient l'amendement n° 299 de la commission (transmission du rapport au Parlement) (p. 4174) : adopté (p. 4174)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Michel Tamaya (rapport établissant un bilan du coût des mesures et de leur efficacité en matière d'emploi et d'insertion) (p. 4174)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Élie Hoarau (rapport établissant un bilan du coût des mesures et de leur efficacité en matière d'emploi et d'insertion) (p. 4174)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Émile Blessig (comité de la coordination de la commande publique dans chaque département d'outre-mer) (p. 4174)

Soutient l'amendement n° 301 de la commission (présentation par le Gouvernement d'un décret visant à supprimer la prime d'éloignement) (p. 4175) : retiré (p. 4175)

Intervient sur l'amendement n° 373 rectifié de M. Jean-Yves Caullet (rapport du Gouvernement au Parlement sur la prime d'éloignement) (p. 4175)

Intervient sur l'amendement n° 300 de la commission (création d'un observatoire des prix et des revenus à La Réunion) (p. 4176)

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Claude Hoarau (création d'un observatoire des prix et des revenus à La Réunion) (p. 4176)

Seconde délibération

Article 2 (article L. 752-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement du seuil de dix salariés et dégressivité dans le temps du bénéfice de l'exonération en cas de dépassement ultérieur du seuil) (p. 4177, 4178)

Article 7 bis (prorogation du régime fiscal des investissements productifs outre-mer jusqu'en 2004 - article 163 tervecies du code général des impôts)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 4178)

Article 33 bis (institution d'une contribution sur les jeux)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) (p. 4179)

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5162)

Article 1er (sanctions à l'encontre des capitaines des navires de gros tonnage)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Daniel Paul (responsabilité du propriétaire du navire) (p. 5164)

François LAMY
Essonne (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1999 (n° 1952) [23 novembre 1999]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances rectificative pour 1999 (n° 1952) [1er décembre 1999] (n° 1991)

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, en application de l'article 145 du règlement en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le conflit du Kosovo [15 décembre 1999] (n° 2022)

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le contrôle parlementaire des opérations extérieures [8 mars 2000] (n° 2237)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999

Son intervention (p. 9276)

Thèmes :

Défense : avions (p. 9276)
Défense : loi de programmation militaire (p. 9276)
Défense : opérations extérieures : Kosovo (p. 9276, 9277)
Défense : personnel civil : effectifs (p. 9276)
Défense : professionnalisation (p. 9276)
Défense : rendez-vous citoyen (p. 9277)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10689, 10722)

Son intervention (p. 10694)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 10694, 10695)
Défense : opérations extérieures (p. 10694, 10695)
Pays étrangers : Serbie : Kosovo (p. 10694, 10695)

Robert LAMY
Rhône (8ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Statistiques [30 novembre 1999] (p. 10286)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [16 mai 2000] (p. 4219)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Après l'article 4

Son amendement n° 102 soutenu par M. Bernard Accoyer (application aux viticulteurs) : rejeté (p. 8440)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4913)

Son intervention (p. 4925)

Thèmes :
Bois et forêts : forêts privées (p. 4925)
Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 4925, 4926)
Bois et forêts : salariés : formation professionnelle (p. 4926)
Communes : subventions (p. 4925)

Édouard LANDRAIN
Loire-Atlantique (5ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives [J.O. du 19 novembre 1999] (p. 17235)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2208 relative à la création d'un corps de garde-côtes [1er mars 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viande bovine, importations britanniques, embargo [27 octobre 1999] (p. 8238)
Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, lutte et prévention, naufrage du pétrolier Erika [25 janvier 2000] (p. 326)
Sports. Politique du sport. Projet de loi, position du comité national olympique et sportif français [7 mars 2000] (p. 1546)
Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Erika, indemnisation [7 juin 2000] (p. 4942)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9635)
Son intervention (p. 9642)
Thèmes avant la procédure des questions :
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : budget (p. 9642, 9643)
Sports : activités physiques et sportives : TVA (p. 9643)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9643)
Sports : football : sociétés commerciales (p. 9643)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 1999] (p. 9671) :
- Réunion de la commission des affaires culturelles du 17 novembre 1999
Ses interventions (p. 9679, 9689)
Thèmes :
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : budget (p. 9679)
Sports : activités physiques et sportives : TVA (p. 9680)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9680)
Sports : installations sportives : mise aux normes (p. 9689)
Sports : Stade de France (p. 9680)
Questions écrites budgétaires
22 - Sports : installations sportives : TVA (p. 9698)

Proposition de loi n° 1996 portant création de la chaîne parlementaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11051)
Article 2 (article 45-2 nouveau de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : création de La Chaîne parlementaire (LCP)
Son intervention (p. 11053)
Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Laurent Dominati (nouvelle rédaction des onze premiers alinéas : groupement d'intérêt public - création d'un conseil de surveillance - convention approuvée par les bureaux des assemblées) (p. 11058)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)
Son intervention (p. 565)
Thèmes :
Audiovisuel et communication : télévision : sports (p. 566)
Finances publiques : crédits budgétaires : sports (p. 565)
Sports : associations et clubs (p. 565)
Sports : Comité national olympique et sportif français (CNOSF) (p. 566)
Sports : coupe du monde de football (p. 567)
Sports : dopage (p. 565)
Sports : installations sportives : enseignement secondaire (p. 565)
Sports : métiers du sport (p. 566)
Sports : sociétés sportives : statut juridique (p. 567)
Sports : sports de pleine nature (p. 566)
TVA : taux réduit : sports (p. 566)

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2février 2000] (p. 614)

Article 1er (principes généraux de l'organisation et de la promotion des activités physiques et sportives)

Son amendement n° 128 : devenu sans objet (p. 583)

Son amendement n° 129 (responsabilité du sport de haut niveau) : rejeté (p. 584)

Son amendement n° 130 (service public pour la démocratisation du sport) : rejeté (p. 584)

Son amendement n° 131 (sport scolaire et universitaire) : rejeté (p. 584)

Après l'article 1er

Son amendement n° 132 (coordination avec le schéma des services collectifs du sport) : retiré (p. 585)

Article 2 (éducation physique et sportive dans l'enseignement primaire et secondaire)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (assistance par un personnel qualifié et agréé) (p. 587)

Article 3 (accès des installations sportives universitaires aux collectivités locales et aux fédérations ou associations sportives)

Son amendement n° 134 (pratique de l'arbitrage) : rejeté (p. 589)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (préservation du patrimoine sportif des collectivités) (p. 589)

Article 4 (éducation physique et sportive des élèves et des étudiants handicapés)

Son amendement n° 136 (formation spécifique aux différentes formes de handicap) : devenu sans objet (p. 591)

Son amendement n° 138 (création d'une formation spécialisée liée aux différentes formes de handicap) : retiré (p. 591)

Article 5 (promotion de la parité hommes-femmes et de la démocratie au sein des instances sportives)

Son amendement n° 140 (de suppression) : rejeté (p. 592)

Après l'article 5

Son amendement n° 201 soutenu par M. Patrick Leroy (formation à l'arbitrage) : rejeté (p. 614)

Article 7 (règles relatives à la profession d'intermédiaire)

Son amendement n° 141 (aval de la commission) : devenu sans objet (p. 616)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (limitation des commissions perçues par les agents) (p. 617)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (mise à la charge du mandant des frais relatifs à la prestation de l'agent) (p. 619)

Son amendement n° 137 (communication systématique des contrats aux fédérations) (p. 620) : adopté après modification (p. 621)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (suppression de l'interdiction de contracter par un intermédiaire pour les sportifs professionnels mineurs) (p. 621)

Son amendement n° 142 (arrêté ministériel d'interdiction d'exercice) (p. 621) : retiré (p. 622)

Son amendement n° 144 (déclaration préalable) : rejeté (p. 622)

Article 8 (fédérations sportives)

Son amendement n° 145 (élargissement du champ des organismes pouvant participer à la vie des fédérations) (p. 624) : devenu sans objet (p. 625)

Son amendement n° 146 (effet de la délivrance d'une licence) : rejeté (p. 625)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (mise en place de règles de pratiques adaptées par les fédérations non délégataires) (p. 625)

Son amendement n° 147 (formation des arbitres) : rejeté (p. 627)

Son amendement n° 148 (initiation des jeunes à l'arbitrage) (p. 627) : rejeté (p. 628)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (participation des sportifs aux instances dirigeantes des associations) (p. 628)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de la commission (modalités d'élection des instances dirigeantes des fédérations) (p. 629)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (caractère associatif des fédérations) (p. 630)

Soutient l'amendement n° 149 de M. Philippe Douste-Blazy (de conséquence) (p. 630) : adopté (p. 630)

Son amendement n° 152 (contrôle juridique des instances décentralisées) : adopté (p. 631)

Son amendement n° 153 (nécessité de la majorité renforcée pour certaines décisions) : retiré (p. 631)

Article 9 (fédérations sportives délégataires)

Son amendement n° 155 (respect des règles internationales) (p. 632) : devenu sans objet (p. 633)

Soutient l'amendement n° 156 de M. José Rossi (établissement des modalités de pratique adaptées) (p. 633) : rejeté (p. 633)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (établissement et respect du calendrier sportif) (p. 634)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Jean-Claude Beauchaud (définition des normes techniques et de sécurité) (p. 639)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Alfred Marie-Jeanne (participation des équipes d'outre-mer à des compétitions régionales) (p. 641)

Son sous-amendement n° 267 (interdiction d'affronter des équipes nationales) à l'amendement n° 57 de M. Alfred Marie-Jeanne : rejeté (p. 642)

Article 10 (suppression d'une procédure de contrôle de la légalité des actes pris par une fédération en vertu de la délégation : le "référé ministériel" et insertion des règles relatives aux grades des arts martiaux)

Son amendement n° 203 : devenu sans objet (p. 642)

Article 11 (régimes applicables aux manifestations sportives qui ne sont pas organisées par des fédérations sportives agréées et qui donnent lieu à des remises de prix d'une certaine valeur)

Son amendement n° 204 (mesures destinées à empêcher l'organisation de compétitions qui auraient pour effet de détourner les sportifs de haut niveau des activités fédérales) : devenu sans objet (p. 643)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (raccourcissement du délai d'autorisation) (p. 643) : adopté (p. 643)

Son amendement n° 205 (raccourcissement du délai d'autorisation) : devenu sans objet (p. 643)

Son amendement n° 206 (accord des fédérations pour l'usage des terrains de sport) : rejeté (p. 644)

Article 12 (Comité national olympique et sportif français)

Son amendement n° 210 (définition de critères de sélection pour la participation aux compétitions) : rejeté (p. 646)

Son amendement n° 208 (relations entre le CNOSF et le corps arbitral) (p. 646) : rejeté (p. 647)

Son amendement n° 212 (délais pour la conciliation et pour la réponse des parties) : devenu sans objet (p. 647)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Philippe Douste-Blazy (recours au tribunal administratif) (p. 648)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 215 de M. François Rochebloine (centres de vacances et de loisirs sans hébergement) (p. 650) : rejeté (p. 650)

Article 17 (organisation des activités physiques et sportives des personnels des administrations publiques)

Soutient l'amendement n° 216 de M. François Rochebloine (arbitrage sportif) (p. 650) : rejeté (p. 650)

Après l'article 17

Soutient l'amendement n° 217 de M. François Rochebloine (dispositions spécifiques dans les conventions collectives applicables aux bénévoles exerçant des activités au sein des associations sportives) (p. 650) : rejeté (p. 650)

Article 19 (mutualisation des recettes des droits de diffusion télévisée de certaines manifestations sportives)

Soutient l'amendement n° 218 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 659) : rejeté (p. 660)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jean-Louis Debré (affectation et redistribution par le CNOSF) (p. 660)

Son amendement n° 231 (baisse du taux de TVA sur les contrats de télévision) (p. 660) : rejeté (p. 661)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Philippe Douste-Blazy (baisse du taux de TVA sur l'utilisation des installations sportives à 5,5 %) (p. 661)

Article 20 (liberté d'expression du sportif)

Intervient sur l'amendement n° 82 rectifié de la commission (dispositions en faveur du corps arbitral) (p. 662)

Article 21 (commission nationale du sport de haut niveau)

Soutient l'amendement n° 220 de M. François Rochebloine (examen des conditions d'application des normes des équipements sportifs) (p. 663) : rejeté (p. 663)

Article 22 (droits et obligations des sportifs de haut niveau)

Soutient l'amendement n° 221 de M. François Rochebloine (droits et obligations du corps arbitral) (p. 665) : rejeté (p. 665)

Son amendement n° 222 (droits et obligations des cadres techniques) : rejeté (p. 665)

Article 23 (sportif de haut niveau agent d'un établissement public et agent non titulaire)

Soutient l'amendement n° 224 de M. François Rochebloine (corps arbitral) (p. 666) : rejeté (p. 666)

Article 25 (Conseil national des activités physiques et sportives)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean-Claude Beauchaud (création d'un comité national des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) (p. 670)

Article 26 (garanties d'assurance des activités physiques et sportives)

Soutient l'amendement n° 228 de M. François Rochebloine (référence au corps arbitral) (p. 671) : adopté (p. 671)

Article 30 (obligation d'équiper d'installations sportives tout nouvel établissement public local d'enseignement)

Son amendement n° 240 (renforcement de l'obligation) : rejeté (p. 672)

Article 32 (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs)

Son amendement n° 162 (définition des notions d'enseignement et d'animation des activités sportives) (p. 673) : rejeté (p. 675)

Son amendement n° 163 (définition des notions d'enseignement et d'animation des activités sportives) (p. 674) : rejeté (p. 675)

Son amendement n° 164 (création d'un conseil supérieur des professions réglementées du sport) : rejeté (p. 676)

Son amendement n° 165 (contrôle de la qualification des enseignants et des animateurs) (p. 676) : rejeté (p. 677)

Son amendement n° 166 (usage des titres et qualifications) : rejeté (p. 677)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Henri Nayrou (réduction d'impôt pour les bénévoles) (p. 679)

Article 35 (service public de la formation initiale et continue des enseignants des activités physiques et sportives)

Son amendement n° 167 soutenu par M. Patrick Leroy (rôle des fédérations dans la formation et le perfectionnement de leurs bénévoles) : rejeté (p. 680)

Son amendement n° 168 (rôle des collectivités locales, des syndicats et des entreprises) : devenu sans objet (p. 680)

Article 37 (déclaration à l'autorité administrative de l'activité rémunérée d'enseignement, d'animation ou d'encadrement d'activités physiques et sportives)

Son amendement n° 169 (bénévoles) : rejeté (p. 681)

Article 40 (sanctions pénales relatives à l'enseignement d'activités physiques ou sportives)

Son amendement n° 172 soutenu par M. Patrick Leroy (concours des fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances dans la recherche des infractions) : rejeté (p. 682)

Après l'article 40

Son amendement n° 187 (définition des sites où s'exerce des sports de nature) : rejeté (p. 683)

Son amendement n° 188 (droit d'usage des terrains privés) : rejeté (p. 683)

Son amendement n° 189 (établissement par le département d'une carte des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) (p. 683) : retiré (p. 684)
Son amendement n° 190 (servitudes pour l'exercice des sports de nature) : retiré (p. 685)
Son amendement n° 191 (servitudes pour l'exercice des sports de nature) : retiré (p. 685)
Son amendement n° 193 (création d'une commission départementale des espaces, sites et itinéraires relatif aux sports de nature) (p. 685) : retiré (p. 686)
Son amendement n° 200 (création d'une commission nationale des espaces, sites et itinéraires relatif aux sports de nature) : retiré (p. 686)
Son amendement n° 194 (rôle des fédérations exerçant des sports de nature vis à vis du respect de l'environnement) : retiré (p. 686)
Son amendement n° 195 (représentation de ces commissions au sein des organismes ayant pour objet de la protection de l'environnement) : retiré (p. 686)
Son amendement n° 196 (police des sports de nature) : retiré (p. 687)
Son amendement n° 197 (travaux publics ayant une incidence sur la pratique des sports de nature) : retiré (p. 688)
Son amendement n° 198 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 688)
Son amendement n° 175 (offres d'emplois concernant des activités sportives) (p. 688) : rejeté (p. 689)
Son amendement n° 176 (composition des comités directeurs des fédérations sportives) : rejeté (p. 689)
Son amendement n° 177 (composition des comités olympiques français) : rejeté (p. 689)
Son amendement n° 173 (interdiction de recevoir honoraires ou bénéfices provenant de l'activité professionnelle d'un éducateur sportif) : rejeté (p. 689)
Son amendement n° 174 (sanctions) : rejeté (p. 689)
Ses explications de vote (p. 691)
Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 691)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3756)

Son intervention (p. 3764)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 3764)
Audiovisuel et communication : télévision : manifestations sportives (p. 3764)
Finances publiques : crédits budgétaires : sports (p. 3764)
Santé : protection : sportifs (p. 3765)
Sports : fédérations (p. 3764)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 3764)
Sports : sports de pleine nature (p. 3764)
Sports : transferts de sportifs (p. 3765)
TVA : taux réduit : sports (p. 3765)

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Article 7 (règles relatives à la profession d'intermédiaire)
Son intervention (p. 3772)
Son sous-amendement n° 50 (consultation, a priori, du ministère) à l'amendement n° 12, deuxième rectification de la commission (activité subordonnée à la possession d'une licence d'agent sportif) (p. 3773) : rejeté (p. 3774)
Son sous-amendement n° 51 (sanctions) à l'amendement n° 12, deuxième rectification de la commission (p. 3773) : rejeté (p. 3774)
Article 8 (fédérations sportives)
Son intervention (p. 3774)
Intervient sur le sous-amendement n° 52 de M. François Rochebloine (formation et organisation du corps arbitral) à l'amendement n° 13 de la commission (missions des fédérations sportives) (p. 3778)
Intervient sur le sous-amendement n° 91 deuxième rectification de M. Alain Néri (démocratisation des fédérations) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 3778)
Intervient sur le sous-amendement n° 81 rectifié de M. Jean-Claude Beauchaud (non-délégation des missions de service public) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 3778)
Intervient sur le sous-amendement n° 109 du Gouvernement (comité directeur) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 3779)
Article 9 (fédérations sportives délégataires)
Son sous-amendement n° 53 soutenu par M. François Rochebloine (respect des règlements internationaux) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3780) : rejeté (p. 3781)
Son sous-amendement n° 54 soutenu par M. François Rochebloine (calendrier des compétitions sportives) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (p. 3780) : rejeté (p. 3781)
Son sous-amendement n° 55 (exercice par les fédérations des droits reconnus à la partie civile) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (p. 3780) : adopté (p. 3781)
Article 11 (régimes applicables aux manifestations sportives qui donnent lieu à des remises de prix d'une certaine valeur et qui ne sont pas organisées par des fédérations sportives agréées)
Son amendement n° 56 (conditions d'utilisation des stades agréés par les fédérations) (p. 3782) : retiré (p. 3783)
Article 12 (Comité national olympique et sportif français)
Intervient sur l'amendement n° 17 rectifié de la commission (compétences du président transférées à un délégué à la conférence des conciliateurs) (p. 3785)
Article 14 (autorisation des garanties d'emprunts et des cautionnements)
Son amendement n° 57 soutenu par M. François Rochebloine (recettes appréciées hors subvention) : rejeté (p. 3786)
Après l'article 16
Soutient l'amendement n° 58 de M. François Rochebloine (conditions d'encadrement dans les centres de vacances et de loisirs sans hébergement) (p. 3787) : rejeté (p. 3788)

Article 19 (mutualisation des recettes des droits de diffusion télévisée de certaines manifestations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. François Rochebloine (de suppression) (p. 3789)

Article 19 bis (diminution du taux de la TVA appliquée à l'utilisation des installations sportives)

Son intervention (p. 3795)

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (de suppression) (p. 3797)

Article 21 (commission nationale du sport de haut niveau)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. François Rochebloine (contrôle des normes des équipements sportifs par la Commission nationale du sport de haut niveau) (p. 3799)

Article 22 (droits et obligations des sportifs de haut niveau)

Son sous-amendement n° 84 soutenu par M. François Rochebloine (manifestations organisées par la fédération) à l'amendement n° 19 de la commission (retour au texte adopté en première lecture et participation des sportifs à des manifestations d'intérêt général) (p. 3800) : rejeté (p. 3801)

Article 23 bis (cumul d'un emploi public et d'une activité sportive professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié de la commission (conditions limitatives au cumul d'un emploi public et d'une activité sportive professionnelle) (p. 3802)

Article 29 (schéma directeur d'équipements sportifs d'intérêt national)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (retour au texte adopté à l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3805)

Article 30 (obligation d'équiper d'installations sportives tout nouvel établissement public local d'enseignement)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (retour au texte adopté à l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3806)

Article 32 (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs)

Son intervention (p. 3809)

Son sous-amendement n° 86 corrigé (âge minimum des enseignants) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (garanties de qualification) : retiré (p. 3811)

Son sous-amendement n° 87 corrigé soutenu par M. François Rochebloine (attestation de non-condamnation) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3811) : retiré (p. 3812)

Son sous-amendement n° 103 soutenu par M. François Rochebloine (sanctions) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3811) : retiré (p. 3812)

Son sous-amendement n° 104 soutenu par M. François Rochebloine (publicité des offres d'emploi) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3811) : retiré (p. 3812)

Son sous-amendement n° 88 corrigé soutenu par M. François Rochebloine (création d'un Conseil supérieur des professions réglementées du sport) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3811) : retiré (p. 3812)

Son sous-amendement n° 89 corrigé soutenu par M. François Rochebloine (conditions exigées pour porter les titres) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3811) : retiré (p. 3812)

Son sous-amendement n° 90 corrigé soutenu par M. François Rochebloine (conditions exigées pour porter les titres) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement : retiré (p. 3812)

Son sous-amendement n° 105 soutenu par M. François Rochebloine (composition des comités directeurs des fédérations sportives) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement : retiré (p. 3812)

Son sous-amendement n° 106 soutenu par M. François Rochebloine (composition des conseils d'administration du Comité national olympique et sportif français et des comités régionaux olympiques) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement : retiré (p. 3812)

Article 34 (formation et perfectionnement des cadres sportifs par les fédérations sportives)

Son intervention (p. 3814)

Article 34 ter (déduction fiscale des frais exposés par les bénévoles)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3816)

Article 40 (sanctions pénales relatives à l'enseignement d'activités physiques ou sportives)

Son amendement n° 61 (sanctions) : retiré (p. 3818)

Son amendement n° 62 (agents habilités) : retiré (p. 3818)

Après l'article 40

Son amendement n° 63 (interdiction de recevoir honoraires ou bénéfices provenant de l'activité professionnelle d'un éducateur sportif) : retiré (p. 3818)

Après l'article 40 bis

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (conditions d'exercice des sports de pleine nature) (p. 3819)

Son amendement n° 68 (conditions d'exercice des sports de pleine nature) (p. 3819) : retiré (p. 3822)

Son amendement n° 70 (plan départemental des itinéraires) (p. 3822) : retiré (p. 3823)

Son amendement n° 74 (création d'une commission départementale des espaces, sites et itinéraires) : retiré (p. 3823)

Son amendement n° 80 (création d'un titre III) : adopté (p. 3824)

Article 43 supprimé par le Sénat (parrainage par des associations de projets collectifs proposés par des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3825)

Ses explications de vote (p. 3828)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 3828)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 juin 2000] (p. 5760)

Son intervention (p. 5766)

Thèmes :

Education physique et sportive : sports scolaires et universitaires : enseignants (p. 5767)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 5767)

Sports : métiers du sport (p. 5766)

Sports : sports de pleine nature (p. 5766)

TVA : taux réduit : sports (p. 5767)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 juin 2000] (p. 5769)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de cohérence) (p. 5776)

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (suppression de l'article 40 quinquies relatif aux servitudes de passage) (p. 5778)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (suppression de l'article 40 octies relatif à la responsabilité civile) (p. 5779)

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5147)

Son intervention (p. 5154)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 5154)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 5154, 5155)

Justice : tribunaux : transports maritimes (p. 5155)

Politiques communautaires : directives : sécurité de la navigation (p. 5155)

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5162)

Article 1er (sanctions à l'encontre des capitaines des navires de gros tonnage)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Daniel Paul (montant des amendes) (p. 5162)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Daniel Paul (responsabilité du propriétaire du navire) (p. 5164)

Ses explications de vote (p. 5168)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 5168)

Claude LANFRANCA

Haute-Vienne (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'impact sanitaire réel chez les vétérans de la guerre du Golfe des armes utilisées durant l'opération Daguet et sur les responsabilités de l'Etat en la matière (n° 2562) [20 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Professions paramédicales. Revendications [6 octobre 1999] (p. 6932)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1168, posée le 19 juin 2000. Défense. Armée (J.O. Questions p. 3606). Appelée le 20 juin 2000. Base aérienne de Romanet, reconversion, perspectives (p. 5571)

Jack LANG

Loir et Cher (1ère circonscription)
Socialiste
Ministre de l'éducation nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

Est nommé Ministre de l'éducation nationale. Décret du 27 mars 2000 [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4821)

Cessation de son mandat de député le 27 avril 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 29 avril 2000] (p. 6493)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14664)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Maurice Leroy. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [28 mars 2000] (p. 2660)

M. Yves Durand. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [4 avril 2000] (p. 3012)

Mme Marie-Thérèse Boisseau. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [5 avril 2000] (p. 3102)

M. Georges Sarre. Culture. Langues et cultures régionales. Dictionnaire breton, réédition, contenu [3 mai 2000] (p. 3670)

M. Guy Teissier. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Statut [24 mai 2000] (p. 4607)

M. Bernard Perrut. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [7 juin 2000] (p. 4941)

M. Jean-Claude Lemoine. Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention [27 juin 2000] (p. 5863)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Marie-Hélène Aubert. Enseignement technique et professionnel. BTS. BTS-assistant de gestion PME-PMI, création, Châteaudun [20 juin 2000] (p. 5582)

M. Didier Boulaud. Handicapés. Intégration en milieu scolaire. Financement, Nevers [20 juin 2000] (p. 5583)

M. Christian Kert. Santé. Dyslexie et dysphasie. Lutte et prévention [20 juin 2000] (p. 5581)

En qualité de Député

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 9220)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des affaires étrangères : lois de finances (p. 9220)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Après l'article 9 septies

Son sous-amendement n° 220 à l'amendement n° 113 rectifié de la commission (perquisitions au cabinet ou au domicile des avocats) : non soutenu (p. 949)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 nouveaux du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le Parquet)

Son amendement n° 216 (saisine du juge de la détention par le procureur) (p. 961) : rejeté (p. 962)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Après l'article 21 duodecies

Son amendement n° 219 (insertion d'un chapitre III quinquies : Dispositions relatives aux demandes de révision - révision après un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme) (p. 1009) : adopté (p. 1010)

Pierre LASBORDES

Essonne (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Physique nucléaire. Programme de recherche Soleil [19 octobre 1999] (p. 7565)

Recherche. Physique nucléaire. Programme de recherche Soleil [21 mars 2000] (p. 2354)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1157, posée le 5 juin 2000. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs (J.O. Questions p. 3334). Appelée le 6 juin 2000. Dépollution, financement, Gif-sur-Yvette (p. 4852)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 1999] (p. 8655)

Son intervention (p. 8695)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : crédits (p. 8695, 8696)

Recherche : chercheurs (p. 8695)

Recherche : crédits (p. 8695, 8696)

Recherche : recherche développement : équipements (p. 8696)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : doctorats : accès à la profession (p. 8706)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : réforme (p. 8707)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1283)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Son amendement n° 30 (prise en compte de la valeur vénale des terrains aménagés en aire d'accueil) : rejeté (p. 1304)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Son amendement n° 74 (majoration de la DGF pour les communes ayant satisfait aux obligations de l'article 28 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990) : retiré (p. 1307)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux

Son sous-amendement n° 1534 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (seuil des agglomérations concernées): rejeté (p. 2054)

Son sous-amendement n° 1505 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2054)

Son sous-amendement n° 1506 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2057)

Jean LAUNAY

Lot (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie [J.O. du 19 septembre 2000] (p. 14638)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)

Procédure des questions :

Eau : agences (p. 9015)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Son intervention (p. 8830)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 8830)
Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 8831)
Transports : transport combiné (p. 8831)
Transports ferroviaires : SNCF (p. 8830, 8831)
Transports routiers : transport de marchandises (p. 8830)
Travail : durée du travail : transports routiers (p. 8830)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Avant l'article 12

Soutient l'amendement n° 127 de M. Yann Galut (participation de deux parlementaires aux travaux de la Commission bancaire) (p. 3378) : rejeté (p. 3379)

Jacqueline LAZARD

Finistère (7ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, pétroliers, sécurité [14 décembre 1999] (p. 10884)

Enseignement supérieur. Professions de santé. Programmes, médecins, gynécologie médicale, maintien [8 mars 2000] (p. 1599)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 960, posée le 6 décembre 1999. Sécurité sociale. Caisses (J.O. Questions p. 6889). Appelée le 7 décembre 1999. Durée du travail, réduction, application (p. 10591)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 9585)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Procédure des questions :

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle : parité (p. 9491, 9492)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ ET SOLIDARITÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9055)

Son intervention (p. 9079)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 9080)

Handicapés : enfants (p. 9080)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9079, 9080)

Travail : réduction du temps de travail : institutions sociales et médico sociales (p. 9080)

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5147)

Son intervention (p. 5160)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 5160)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 5160, 5161)

Environnement : protection (p. 5160)

Transports par eau : ports maritimes : équipement (p. 5161)

Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 5161)

Thierry LAZARO

Nord (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [J.O. du 29 octobre 1999] (p. 16269)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports routiers. Personnel. Durée du travail, réduction, application [30 novembre 1999] (p. 10287)

Commerce extérieur. Commerce extracommunautaire. Chicorée, droits de douane, attitude des Etats-Unis [26 janvier 2000] (p. 428)

Ministères et secrétariats d'Etat. Jeunesse et sports : publications. Droits des jeunes, partenariat [28 juin 2000] (p. 5998)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1055, posée le 13 mars 2000. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits (J.O. Questions p. 1528). Appelée le 14 mars 2000. Autoroute A 27, Anstaing-Gruson (p. 1839)

Christine LAZERGES

Hérault (3ème circonscription)
Socialiste
Vice-présidente de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

Vice-présidente de l'Assemblée nationale [J.O. du 31 mars 2000] (p. 4989)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1743), modifié par le Sénat, renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes [3 février 2000] (n° 2136)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes [18 mai 2000] (n° 2409)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-présidente

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Patrick Ollier : considère que le droit a été parfaitement respecté [30 mai 2000] (p. 4727)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1988 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4724)

Répond au rappel au règlement de M. Patrick Ollier (cf. supra) [30 mai 2000] (p. 4727)

En qualité de Députée

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 10 novembre 1999)

14 - Droit pénal : détention provisoire : indemnisation (p. 9166)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10032)

Avant l'article 27 A

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (validation législative des admissions en deuxième année de médecine à l'université de Montpellier) (p. 10050)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Franck Dhersin (validation législative des admissions en deuxième année de médecine à l'université de Montpellier 1) (p. 10050)

Projet de loi n° 1682 relatif au référé devant les juridictions administratives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10929)

Son intervention (p. 10935)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : défense : juridictions administratives (p. 10935)
Justice : juridictions administratives : délais (p. 10935)
Justice : juridictions administratives : moyens (p. 10935)
Justice : juridictions administratives : référé (p. 10935)
Justice : justice administrative : réforme (p. 10935, 10936)
Justice : réforme (p. 10935)

Discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10938)

Article 3 (référé-suspension)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (référé sur les décisions administratives de rejet) (p. 10940) : adopté (p. 10941)

Article 16 (article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1983 et article 6 de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 : suspension de décisions en vue d'assurer la protection de l'environnement)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (insuffisance de l'étude d'impact - et non sa seule absence - pour l'obtention du sursis à exécution) (p. 10946) : adopté (p. 10946)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10935)

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11311) ; [22 décembre 1999] (p. 11394)

Article 27 (responsabilité civile des sociétés de ventes et des officiers ministériels)

Son sous-amendement n° 108 soutenu par M. Jacques Floch (date de départ du délai de prescription) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (délai de prescription) : rejeté (p. 11335)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 février 2000] (p. 870)

Son intervention (p. 877)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 878)
Droit pénal : enquêtes (p. 877)
Droit pénal : garde à vue (p. 878)
Droit pénal : instruction (p. 878)
Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 878)
Droit pénal : procédure pénale (p. 877, 879)
Droit pénal : secret de l'instruction (p. 878)
Droit pénal : témoins assistés (p. 877, 878)
Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 877, 878)
Justice : cours d'assises : recours (p. 878)
Justice : juge de l'application des peines : décisions (p. 878)
Justice : réforme (p. 877)
Justice : victimes (p. 878)
Presse et livres : liberté de la presse (p. 878)

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture à l'exception du "délai raisonnable" dans lequel il doit être définitivement statué sur l'accusation et du caractère loyal de l'obtention des preuves) (p. 910) : adopté (p. 911)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Édouard Balladur (suppression de la mise en examen, généralisation du statut de témoin assisté, ordonnance de mise en accusation soumise au tribunal de la liberté si elle prévoit des mesures de contrainte et susceptible d'appel devant la chambre d'accusation dans le cas contraire) (p. 913)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Patrick Devedjian (juge d'instruction instruisant à charge et à décharge) (p. 913)

Après l'article 2C

Intervient sur le sous-amendement n° 206 de M. Pierre Albertini (fouilles ne pouvant porter atteinte à l'intégrité physique - repos et alimentation pendant la garde à vue) à l'amendement n° 86 rectifié de la commission (conditions de la garde à vue compatibles avec le respect de la dignité humaine) (p. 915)

Intervient sur le sous-amendement n° 254 de M. Alain Tourret (fouilles ne pouvant porter atteinte à l'intégrité physique et devant être autorisées par le procureur) à l'amendement n° 86 rectifié de la commission (p. 915)

Article 2D (article 63-1 du code de procédure pénale : information de la personne placée en garde à vue)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement du paragraphe II adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 916, 917) : adopté (p. 917)

Article 2G (article 716 du code de procédure pénale : emprisonnement individuel des personnes placées en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (de suppression - insertion dans le chapitre II relatif à la détention provisoire) (p. 917) : adopté (p. 918)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-amendement n° 244 de Mme Nicole Catala (délai de conservation pour les affaires jugées en cour d'assises) à l'amendement n° 90 de la commission (enregistrement sonore des interrogatoires, utilisation et durée de conservation) (p. 918)

Intervient sur l'amendement n° 66 corrigé de M. Jean-Luc Warsmann (enregistrement sonore des interrogatoires) (p. 918)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (mention sur le registre des gardes à vue des heures auxquelles la personne a pu s'alimenter) (p. 921) : adopté (p. 921)

Article 2 ter supprimé par le Sénat (article 4 de l'ordonnance du 2 février 1945 : enregistrement des interrogatoires des mineurs placés en garde à vue)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 921) : adopté (p. 921)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'amendement n° 198 de Mme Nicole Catala (dossier de l'instruction devant comporter - cotées et paraphées - toutes les pièces réunies par le juge) (p. 922, 923)

Article 2 quater (article 19-2 du code de procédure pénale : création d'une inspection générale de la police judiciaire)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (de suppression) (p. 923) : adopté (p. 923)

Article 3 bis (article 80-1 du code de procédure pénale : qualification des indices permettant la mise en examen)

Intervient sur l'amendement n° 15 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article et de l'article 80-1 du code de procédure pénale : indices graves ou concordants - observations de la personne - procédure de témoin assisté) (p. 934)

Soutient le sous-amendement n° 93 de la commission (indices précis, graves ou concordants) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 933) : adopté (p. 934)

Après l'article 3 bis

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (de coordination - obligation de mise en examen) (p. 924) : adopté (p. 934)

Article 3 ter (article 80-1 du code de procédure pénale : mise en examen par lettre recommandée)

Intervient sur l'amendement n° 16 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article et insertion d'un article 80-2 dans le code de procédure pénale - mise en examen ne pouvant intervenir qu'après la première comparution devant le juge d'instruction) (p. 935)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'amendement n° 17 du Gouvernement (modalités de la première comparution devant le juge d'instruction) (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (mise en examen sans comparution devant le juge d'instruction si la personne ne peut-être retrouvée avant la clôture de l'information) (p. 937)

Après l'article 4 ter

Intervient sur l'amendement n° 19 deuxième correction du Gouvernement (mise en examen ou qualité de témoin assisté à l'issue de la première comparution devant le juge d'instruction) (p. 938)

Article 4 quater (article 120 du code de procédure pénale : organisation des interrogatoires et confrontations)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Philippe Houillon (suppression du paragraphe II relatif à des prérogatives du juge d'instruction) (p. 938)

Article 5 (article 156 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire des expertises pénales)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (suppression du paragraphe I bis disposant que, sauf dispositions particulières, les mesures d'instruction ordonnées par le juge pénal obéissent aux règles de procédure civile) (p. 938) : adopté (p. 939)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (communication des arrêts des chambres d'accusation) (p. 939) : adopté (p. 939)

Article 5 bis (articles 89-1, 173 et 173-1 du code de procédure pénale : détail de recevabilité de certaines requêtes en nullité)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Philippe Houillon (de suppression) (p. 939)

Intervient sur l'amendement n° 226 du Gouvernement (de coordination) (p. 939)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 229 du Gouvernement (qualité de témoin assisté en cas d'annulation de la mise en examen) (p. 940)

Avant l'article 5 ter

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (suppression de la section 3 bis relative à la responsabilité pénale des élus locaux) (p. 940) : adopté (p. 941)

Article 5 ter (compétence de la juridiction administrative pour certaines infractions commises par des agents publics)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (de suppression) (p. 940) : adopté (p. 941)

Article 5 quater (compétence de la juridiction administrative pour certaines infractions commises par des élus locaux)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (de suppression) (p. 940) : adopté (p. 942)

Article 5 quinquies (article 11 de la loi n° 93-634 du 13 juillet 1983 : protection des maires agissant en qualité d'agent de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (de suppression) (p. 940) : adopté (p. 942)

Article 6 bis (articles 109 du code de procédure pénale et 434-15 du code pénal : sanctions en cas de non comparution de témoin)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (de suppression) (p. 942) : adopté (p. 942)

Article 7 (articles 113-1 à 113-8 du code de procédure pénale : dispositions relatives au témoin assisté)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 113-2 du code de procédure pénale élargissant la catégorie des témoins assistés) (p. 943) : adopté (p. 943)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 113-3 du code de procédure pénale relatif aux droits du témoin assisté) (p. 943) : adopté (p. 943)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 113-6 du code de procédure pénale supprimé par le Sénat et relatif à la mise en examen du témoin assisté à sa demande) (p. 944) : adopté (p. 944)

Intervient sur l'amendement n° 20 du Gouvernement (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 113-8 du code de procédure pénale relatif à la mise en examen d'un témoin assisté) (p. 944)

Soutient le sous-amendement n° 105 de la commission (de coordination - indices précis, graves ou concordants) à l'amendement n° 20 du Gouvernement (p. 944) : adopté (p. 944)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Philippe Houillon (accès au dossier et bénéfice d'un avocat pour toute personne visée par une plainte ou une dénonciation ou mise en cause par un témoin) (p. 945)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Patrick Devedjian (dénonciation anonyme ne pouvant être utilisée comme moyen de preuve) (p. 945)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Patrick Devedjian (transport du juge d'instruction sans information du procureur) (p. 945)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Patrick Devedjian (perquisition devant être visée par la commission rogatoire ou autorisée par le juge mandant) (p. 945)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (audition d'un membre du Gouvernement comme témoin assisté sans autorisation du Conseil des ministres) (p. 945) : adopté (p. 945)

Après l'article 9 bis

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (mention des questions au procès-verbal d'interrogatoire à la demande des parties) (p. 946) : adopté (p. 946)

Article 9 ter (articles 498 et 500-1 du code de procédure pénale : appel en matière correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (nouvelle rédaction de l'article prévoyant les conséquences du désistement de l'appel principal) (p. 946) : adopté (p. 947)

Article 9 quater (article 513 du code de procédure pénale : audience d'appel)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (possibilité pour les parties de ne présenter les moyens qu'en première instance) (p. 947) : adopté (p. 947)

Article 9 quinquies (article 652 du code de procédure pénale : audition comme témoins des membres du Gouvernement)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (de suppression) (p. 947) : adopté (p. 947)

Article 9 sexies (article 655 du code de procédure pénale : renvoi à une autre juridiction dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (de suppression) (p. 947) : adopté (p. 948)

Article 9 septies (articles 679 à 686 du code de procédure pénale, L. 341-3 du code forestier, L. 115 du code électoral et L. 212-8 du code des juridictions financières : rétablissement des privilèges de juridiction)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (de suppression) (p. 949) : adopté (p. 949)

Après l'article 9 septies

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (insertion d'une Section 6 - Dispositions assurant l'exercice des droits de la défense par les avocats) (p. 949) : adopté (p. 949)

Soutient l'amendement n° 113 rectifié de la commission (perquisitions au cabinet ou au domicile des avocats) (p. 949) : adopté (p. 950)

Intervient sur l'amendement n° 223 rectifié du Gouvernement (appel suspensif devant le président du tribunal de grande instance de la décision d'interdiction d'exercice professionnel signifié par le juge d'instruction à un avocat mis en examen et placé sous contrôle judiciaire) (p. 951)

Intervient sur le sous-amendement n° 265 de Mme Frédérique Bredin (possibilité d'appel de la décision du président du tribunal de grande instance) à l'amendement n° 223 rectifié du Gouvernement (p. 953)

Article 10 A supprimé par le Sénat (article 137 du code de procédure pénale : statut de la personne mise en examen)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 955) : adopté (p. 956)

Article 10 B supprimé par le Sénat (carte de l'instruction)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par

l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 956) : adopté (p. 957)

Article 10 C supprimé par le Sénat (carte judiciaire)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 957, 958) : rejeté (p. 958)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Édouard Balladur (de coordination - qualité de témoin substituée à la mise en examen) (p. 958)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 nouveaux du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le Parquet)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Édouard Balladur (nouvelle rédaction de l'article instituant un tribunal des libertés ordonnant la mise en détention provisoire et le contrôle judiciaire sur saisine du procureur) (p. 959)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (juge de la détention provisoire) (p. 960) : adopté (p. 961)

Intervient sur le sous-amendement n° 201 de M. Pierre Albertini (prolongation de la détention provisoire décidée par une juridiction de type collégial) à l'amendement n° 118 de la commission (p. 960)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Philippe Houillon (saisine du juge de la détention par le procureur ou par la personne mise en examen demandant sa mise en liberté) (p. 961, 962)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Patrick Devedjian (saisine du juge de la détention par le procureur) (p. 961)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jack Lang (saisine du juge de la détention par le procureur) (p. 961)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Philippe Houillon (motivation de toutes les décisions du juge de la détention provisoire) (p. 963)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (rédactionnel - juge de la détention provisoire) (p. 963) : adopté (p. 963)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (motivation par le juge de la détention provisoire de ses seules ordonnances ordonnant ou prolongeant la détention ou rejetant une demande de mise en liberté) (p. 963) : adopté (p. 963)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (rédactionnel - juge de la détention provisoire) (p. 963) : adopté (p. 963)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 122 rectifié de la commission (élargissement des compétences du juge de la détention provisoire) (p. 964) : adopté (p. 964)

Article 10 bis A (article 138 du code de procédure pénale - participation aux obligations du contrôle judiciaire par les organisations habilitées)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Patrick Devedjian (11° de l'article 138 du code de procédure pénale - cautionnement tenant compte des revenus, des charges et du patrimoine et pouvant être acquitté autrement qu'en espèces) (p. 964)

Après l'article 10 bis A

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (article 81 du code de procédure pénale - services de la protection judiciaire de la jeunesse substitués aux services de l'éducation surveillée) (p. 965) : adopté (p. 965)

Article 10 bis supprimé par le Sénat (article 138 du code de procédure pénale : cautionnement)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (rétablissement de l'article - cautionnement et constitution de sûretés) (p. 965) : adopté (p. 967)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Jacques Heuclin (rétablissement de l'article - cautionnement et constitution de sûretés - référence à l'article L. 277 du livre des procédures fiscales) (p. 966)

Après l'article 10 bis

Soutient l'amendement n° 126 rectifié de la commission (article 145 du code de procédure pénale - débat contradictoire) (p. 967) : adopté (p. 967)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Patrick Devedjian (saisine du juge de la détention provisoire par le procureur) (p. 967)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (rédactionnel - juge de la détention provisoire) (p. 968) : adopté (p. 968)

Article 13 (article 147 du code de procédure pénale : mise en liberté du prévenu à l'initiative du procureur)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Patrick Devedjian (saisine du juge de la détention provisoire dans tous les cas) (p. 968)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (rédactionnel - juge de la détention provisoire) (p. 968) : adopté (p. 968)

Article 14 (article 148 du code de procédure pénale : demande de mise en liberté par le prévenu)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Patrick Devedjian (saisine du juge de la détention provisoire dans tous les cas) (p. 969)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Patrick Devedjian (rapport du Gouvernement au Parlement sur le placement sous surveillance électronique) (p. 969)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 130 de la commission (élévation des seuils des peines encourues, distinction entre les infractions sur les biens et les personnes et ajout de la récidive) (p. 970)

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (motif d'ordre public ne pouvant à lui seul justifier la prolongation de la détention provisoire sauf en matière criminelle) (p. 980) : adopté (p. 981)

Article 16 (article 145-1 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (durée totale de la détention provisoire limitée à un an et portée à deux ans pour certaines infractions ou lorsqu'un des faits constitutifs de l'infraction a été commis à l'étranger) (p. 982) : adopté (p. 982)

Article 17 (article 145-2 du code de procédure pénale : durée de la détention provisoire en matière criminelle)

Soutient l'amendement n° 134 rectifié de la commission (durée totale de la détention provisoire limitée à quatre ans) (p. 983) : adopté (p. 983)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Alain Tourret (mesures alternatives à la prolongation de la détention provisoire) (p. 983)

Article 17 bis (article 207-2 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (de suppression) (p. 983) : adopté (p. 984)

Article 18 ter (article 187-1 du code de procédure pénale : appel des ordonnances de placement en détention provisoire devant la chambre d'accusation)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission (de suppression) (p. 986) : retiré (p. 986)

Après l'article 18 ter

Intervient sur l'amendement n° 232 du Gouvernement (article 219 du code de procédure pénale - suppression de la possibilité pour le président de la chambre d'accusation de déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au premier vice-président du tribunal de grande instance) (p. 986)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission (comparution immédiate - durée maximale de la détention provisoire ramenée de deux mois à un mois) (p. 987) : adopté (p. 987)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission (jugement prononcé en comparution immédiate - délai dans lequel doit statuer la cour d'appel ramené de quatre à deux mois) (p. 987) : adopté (p. 987)

Soutient l'amendement n° 143 de la commission (imputation de la détention provisoire effectuée au titre d'une procédure annulée sur la peine prononcée pour les mêmes faits) (p. 989) : adopté (p. 990)

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 144 de la commission (de précision) (p. 990) : adopté (p. 990)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Patrick Devedjian (décisions de non-lieu, de relaxe, d'acquittement et d'indemnisation communiquées aux magistrats ayant concouru à la mise en détention provisoire ou à son maintien) (p. 990)

Intervient sur l'amendement n° 190 du Gouvernement (décision motivée de la commission nationale d'indemnisation et débats en audience publique) (p. 991)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié du Gouvernement (dans le délai de six mois suivant la promulgation de la loi, transfert des compétences de la commission nationale d'indemnisation au premier président de la cour d'appel et instauration d'un appel des décisions d'indemnisation devant une commission nationale) (p. 991)

Article 19 bis supprimé par le Sénat (commission de suivi de la détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 145 rectifié de la commission (rétablissement de l'article) (p. 992) : adopté (p. 992)

Article 20 (articles 77-2 et 77-3 du code de procédure pénale : possibilité d'interroger le procureur de la République sur les suites à donner à une enquête

Soutient l'amendement n° 146 de la commission (rédactionnel) (p. 992) : adopté (p. 992)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission (risque d'entrave aux investigations substitué au préjudice causé au bon déroulement de l'enquête ou à l'ordre public pour justifier le huis-clos à l'audience) (p. 993) : adopté (p. 993)

Article 20 bis (article 84 du code de procédure pénale : demande de dessaisissement d'un juge d'instruction à l'initiative des parties)

Soutient l'amendement n° 148 de la commission (de suppression) (p. 993) : adopté (p. 993)

Article 21 (articles 89-1, 116, 175-1, 175-2, 186-1 et 207-1 du code de procédure pénale : durée de l'information)

Soutient l'amendement n° 149 de la commission (nouvelle rédaction de l'article permettant la transmission du dossier au président de la chambre d'accusation dans un délai de douze mois en matière délictuelle et de dix-huit mois en matière criminelle) (p. 994) : adopté (p. 995)

Intervient sur l'amendement n° 21 du Gouvernement (notion de délai raisonnable et ordonnance motivée du juge d'instruction après deux ans d'information) (p. 995)

Article 21 bis A (articles 425 et 437 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : prescription des abus de biens sociaux)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (de suppression) (p. 996) : adopté (p. 996)

Article 21 bis B (article 432-14 du code pénal : exclusion des sanctions pénales en cas de violation des dispositions du code des marchés publics)

Soutient l'amendement n° 151 de la commission (de suppression) (p. 996) : adopté (p. 996)

Article 21 ter supprimé par le Sénat (article 175-2 du code de procédure pénale : information des parties civiles par le juge d'instruction)

Soutient l'amendement n° 152 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 996) : adopté (p. 996)

Article 21 quinquies (pour coordination) (article 215-2 du code de procédure pénale : délai d'audiencement en matière correctionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 227 du Gouvernement (de coordination avec l'institution d'un appel en matière criminelle) (p. 997)

Avant l'article 21 sexies

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (rétablissement du Chapitre III bis : Dispositions relatives aux audiences) (p. 997) : adopté (p. 997)

Article 21 sexies supprimé par le Sénat (article L. 311-15-1 du code de l'organisation judiciaire : composition des audiences pénales)

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 997) : adopté (p. 997)

Article 21 septies (article 429 du code de procédure pénale : mention des questions dans les procès verbaux d'interrogatoires)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (de suppression pour coordination avec la reprise des dispositions de l'article à l'article 9 bis) (p. 997) : adopté (p. 997)

Article 21 octies (article 380 du code de procédure pénale : recours contre les arrêts de cours d'assises)

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (nouvelle rédaction de l'article prévoyant trois magistrats et sept jurés en première instance et trois magistrats et neuf jurés en appel) (p. 999) : adopté après modification (p. 1002)

Intervient sur le sous-amendement n° 245 de M. Jean-Luc Warsmann (délai de six mois pour le passage en cours d'assises après la mise en accusation ou l'appel) à l'amendement n° 52 corrigé du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article prévoyant trois magistrats et sept jurés en première instance et trois magistrats et neuf jurés en appel) (p. 1000)

Après l'article 21 octies

Soutient l'amendement n° 157 rectifié de la commission (articles 349-1 nouveau et 356 du code de procédure pénale - questions posées à la cour d'assises pour l'éventuelle irresponsabilité pénale) (p. 1002) : adopté (p. 1002)

Intervient sur l'amendement n° 158 rectifié de la commission (articles 380-1 à 380-14 nouveaux du code de procédure pénale - modalités d'appel des arrêts de condamnation rendus par les cours d'assises) (p. 1004)

Article 21 nonies (article 181 du code de procédure pénale : ordonnance de mise en accusation rendue par le juge d'instruction)

Soutient l'amendement n° 159 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 1005) : adopté (p. 1005)

Après l'article 21 nonies

Soutient l'amendement n° 246 de la commission (substitution de l'appellation "chambre d'appel de l'instruction" à celle de "chambre d'accusation") (p. 1005) : adopté (p. 1006)

Soutient l'amendement n° 247 de la commission (de coordination) (p. 1006) : adopté (p. 1006)

Article 21 decies (article 362 du code de procédure pénale : mandat de dépôt délivré par une cour d'assises)

Soutient l'amendement n° 160 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article et remise en liberté du condamné ayant interjeté appel s'il n'a pas été rejugé dans le délai d'un an) (p. 1006) : adopté (p. 1007)

Intervient sur l'amendement n° 56 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 1007)

Soutient le sous-amendement n° 248 de la commission (remise en liberté du condamné ayant interjeté appel s'il n'a pas été rejugé dans le délai d'un an) à l'amendement n° 56 du Gouvernement (p. 1007) : devenu sans objet (p. 1007)

Après l'article 21 decies

Soutient l'amendement n° 249 de la commission (ordonnance n ° 45-174 du 4 février 1945 - de coordination - appel en matière criminelle pour les mineurs) (p. 1007) : adopté (p. 1008)

Après l'article 21 duodecies

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jack Lang (insertion d'un chapitre III quinquies : Dispositions relatives aux demandes de révision - révision après un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme) (p. 1009)

Article 22 A (article 9-1 du code civil : réparation des atteintes à la présomption d'innocence)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (nouvelle rédaction de l'article étendant le bénéfice de ses dispositions aux témoins assistés) (p. 1012) : adopté (p. 1013)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Pierre Albertini (suppression du second alinéa de l'article relatif à l'intervention du juge) (p. 1012)

Article 22 (article 38 bis de la loi du 29 juillet 1881 : interdiction de publier l'image d'une personne portant des menottes ou placée en détention provisoire ou de réaliser un sondage sur la culpabilité d'une personne mise en cause)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 1013)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Pierre Albertini (article 11 du code de procédure pénale - secret de l'instruction applicable aux seules personnes concourant à la procédure) (p. 1016)

Article 25 (articles 11, 145, 177-1, 199-1, 212-1 et 803 du code de procédure pénale : "fenêtres de publicité" dans la procédure pénale)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Patrick Devedjian (suppression des communiqués du parquet) (p. 1016)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Patrick Devedjian (suppression des restrictions au principe de publicité de l'audience sauf demande de la personne mise en examen) (p. 1017)

Soutient l'amendement n° 164 de la commission (de coordination) (p. 1018) : adopté (p. 1018)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Patrick Devedjian (de coordination) (p. 1018)

Soutient l'amendement n° 165 de la commission (de coordination) (p. 1018) : adopté (p. 1018)

Article 25 bis (articles 31 et 32 de la loi du 29 juillet 1881 : diffamation envers les personnes protégées)

Soutient l'amendement n° 166 de la commission (de suppression) (p. 1018) : adopté (p. 1019)

Article 26 (article 38 de la loi du 29 juillet 1881 : atteinte à la dignité de la victime d'un crime ou d'un délit)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Patrick Devedjian (de suppression) (p. 1020)

Intervient sur l'amendement n° 23 du Gouvernement (victime devant être vivante et la diffusion effectuée sans son consentement, porter gravement atteinte à sa dignité) (p. 1020)

Soutient l'amendement n° 250 de la commission (de coordination) (p. 1020) : adopté (p. 1021)

Article 26 bis (article 48 de la loi du 29 juillet 1881 : poursuites à la requête de la partie lésée)

Intervient sur l'amendement n° 24 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article soumettant l'engagement des poursuites à une plainte de la victime et lui permettant de les engager en cas de classement sans suite) (p. 1021)

Après l'article 26 bis

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Patrick Devedjian (droit pour tout journaliste de filmer et de diffuser les audiences publiques de toute juridiction) (p. 1021)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Patrick Devedjian (droit pour tout journaliste de procéder à l'enregistrement sonore des audiences publiques de toute juridiction et de le diffuser) (p. 1021)

Article 27 (article 39 bis de la loi du 29 juillet 1881 : interdiction de publier l'identité d'un mineur victime)

Soutient l'amendement n° 168 de la commission (de coordination rédactionnelle) (p. 1022) : adopté (p. 1022)

Article 28 (article 41 du code de procédure pénale : rôle des associations d'aide aux victimes)

Soutient l'amendement n° 169 de la commission (suppression de la mission d'assistance) (p. 1022) : adopté (p. 1022)

Article 28 ter (articles 53-1 et 75 du code de procédure pénale : information des victimes sur leurs droits dès le début de l'enquête)

Soutient l'amendement n° 170 de la commission (suppression de la référence à l'avocat) (p. 1022) : adopté (p. 1022)

Après l'article 28 quater

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Jean-Pierre Michel (insertion d'un article 2-17 dans le code de procédure pénale - exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations luttant contre les discriminations fondées sur le sexe ou les mœurs) (p. 1023)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Rochebloine (insertion d'un article 2-17 dans le code de procédure pénale - exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations défendant ou assistant les victimes d'accidents du travail) (p. 1023)

Article 29 A (article 80-2 du code de procédure pénale : information des victimes sur leur droit de se porter partie civile dès le début de l'information)

Intervient sur l'amendement n° 225 du Gouvernement (modification de référence) (p. 1024)

Soutient l'amendement n° 171 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1024) : adopté (p. 1024)

Après l'article 29 B

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Thierry Mariani (domaines dans lesquels des vérifications ou poursuites peuvent être engagées sur dénonciation anonyme) (p. 1024)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Thierry Mariani (limitation à un franc des dommages et intérêts pouvant être demandés par les associations exerçant les droits reconnus à la partie civile) (p. 1024)

Article 31 septies supprimé par le Sénat (article 706-5 du code de procédure pénale - point de départ d'un an pour saisir la commission d'indemnisation des victimes d'infraction)

Soutient l'amendement n° 172 de la commission (rétablissement de l'article : délai d'un an à compter de l'avis donné par la juridiction lorsque l'auteur de l'infraction est condamné au versement de dommages et intérêts) (p. 1025) : adopté (p. 1025)

Après l'article 31 septies

Soutient l'amendement n° 173 de la commission (exclusion des atteintes à la personne bénéficiant d'un régime spécifique d'indemnisation) (p. 1025) : retiré (p. 1025)

Soutient l'amendement n° 174 de la commission (extension aux extorsions de fonds et aux dégradations ainsi qu'au préjudice moral) (p. 1025) : adopté (p. 1026)

Avant l'article 32

Soutient l'amendement n° 177 de la commission (insertion d'un Chapitre 1er : "Dispositions diverses") (p. 1026) : adopté (p. 1026)

Soutient l'amendement n° 175 rectifié de la commission (visite annuelle du procureur dans les locaux hébergeant les étrangers en situation irrégulière) (p. 1026) : adopté (p. 1026)

Soutient l'amendement n° 176 de la commission (abrogation des articles 583 et 583-1 du code de procédure pénale relatifs à l'obligation de se "mettre en l'état" avant l'examen du pourvoi en cassation) (p. 1026) : adopté (p. 1027)

Soutient l'amendement n° 182 de la commission (insertion d'un Chapitre II : "Dispositions relatives à l'exécution des peines") (p. 1027) : adopté (p. 1027)

Soutient l'amendement n° 179 de la commission (articles 709-1, 731, 732 et 733 du code de procédure pénale - coordinations rendues nécessaires par la création des services pénitentiaires d'insertion et de probation) (p. 1027) : adopté (p. 1027)

Soutient l'amendement n° 180 de la commission (articles 132-44 et 132-55 du code pénal - coordinations rendues nécessaires par la création des services pénitentiaires d'insertion et de probation) (p. 1028) : adopté (p. 1028)

Soutient l'amendement n° 181 rectifié de la commission (articles 722, 722-1 nouveau, 730, 733 et 733-1 du code de procédure pénale - "judiciarisation" de l'application des peines) (p. 1028) : adopté (p. 1029)

Soutient l'amendement n° 183 de la commission (insertion d'un chapitre III :"Dispositions de coordination") (p. 1029) : adopté (p. 1029)

Article 33 (articles 83, 116, 122, 135, 136, 137, 138, 141-2, 144-1 145, 145-1, 145-2, 185, 187-1 et 207 du code de procédure pénale : coordinations liées à la création d'un juge de la détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 184 de la commission (appellation "juge de la détention provisoire") (p. 1030) : adopté (p. 1030)

Soutient l'amendement n° 251 de la commission (de coordination) (p. 1030) : adopté (p. 1030)

Soutient l'amendement n° 252 de la commission (de coordination) (p. 1030) : adopté (p. 1030)

Soutient l'amendement n° 185 de la commission (de coordination) (p. 1030) : adopté (p. 1030)

Intervient sur l'amendement n° 231 du Gouvernement (de coordination) (p. 1031)

Article 33 bis (article 138 du code de procédure pénale : contrôle judiciaire des avocats)

Intervient sur l'amendement n° 224 rectifié du Gouvernement (de suppression) (p. 1031)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 186 rectifié de la commission (coordinations rendues nécessaires par l'instauration

d'un appel des arrêts des cours d'assises) (p. 1032) : adopté (p. 1032)

Article 38 (articles 4 et 11 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 : coordination avec le droit applicable aux mineurs délinquants)

Soutient l'amendement n° 253 de la commission (de coordination) (p. 1032) : adopté (p. 1032)

Soutient l'amendement n° 187 rectifié de la commission (de coordination) (p. 1032) : adopté (p. 1032)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 222 rectifié du Gouvernement (insertion d'un article 689-8 dans le code de procédure pénale pour l'application de la convention internationale réprimant les attentats terroristes à l'explosif) (p. 1033)

Intervient sur l'amendement n° 228 du Gouvernement (présence des anciens membres du conseil de l'ordre dans les formations disciplinaires des barreaux - correction d'une erreur matérielle à l'article 3 de la loi n° 99-957 du 22 novembre 1999) (p. 1033)

Article 39 (délai d'entrée en vigueur de certaines dispositions)

Intervient sur l'amendement n° 58 rectifié du Gouvernement (report de six mois de l'entrée en vigueur de l'appel des arrêts des cours d'assises et de deux ans de celle de la réforme instituant des délais d'audiencement en matière criminelle) (p. 1034)

Article 41 (article 97 du code de procédure pénale : modalités de perquisition chez les avocats)

Soutient l'amendement n° 188 de la commission (de suppression pour coordination avec les dispositions adoptées après l'article 9 septies) (p. 1035) : adopté (p. 1035)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Jean-Luc Warsmann (visite des établissements pénitentiaires par les parlementaires) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Jean-Luc Warsmann (visite au moins une fois l'an des établissements pénitentiaires par la commission départementale de sécurité et d'accessibilité et publicité de son rapport) (p. 1036)

Soutient le sous-amendement n° 264 de M. Jean-Yves Caullet (institution d'une commission départementale chargée d'examiner les conditions de fonctionnement des établissements) à l'amendement n° 197 de M. Jean-Luc Warsmann (p. 1036) : retiré (p. 1037)

Seconde délibération

Article 21 octies (article 380 du code de procédure pénale : recours contre les arrêts de cours d'assises)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (suppression du délai de six mois imparti à la cour d'assises pour juger en premier ressort ou en appel) (p. 1037, 1038) : adopté (p. 1039)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4630)

Son intervention (p. 4630)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 4631)
Droit pénal : garde à vue (p. 4631)
Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 4631)
Droit pénal : procédure pénale (p. 4630, 4631)
Droit pénal : témoins assistés (p. 4631)
Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 4631)
Justice : cours d'assises : recours (p. 4631, 4632)
Justice : juge de l'application des peines : décisions
Justice : magistrats : effectifs
Justice : réforme (p. 4632)
Justice : victimes (p. 4631)
Parlement : rôle (p. 4630, 4631)
Presse et livres : liberté de la presse (p. 4631)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 mai 2000] (p. 4645)

Son amendement n° 1 (cour d'assises d'appel désignée par la chambre criminelle de la Cour de cassation) : adopté (p. 4664)

Son amendement n° 2 (de coordination) : adopté (p. 4664)

Son amendement n° 3 (prise en compte des efforts accomplis afin d'indemniser les victimes dans l'octroi de la libération conditionnelle) : adopté (p. 4664)

Son amendement n° 7 (de coordination avec le report au 1er janvier 2001 de la création du juge des libertés et de la détention) : adopté (p. 4664)

Son amendement n° 4 (de coordination avec le report des dispositions relatives à la libération conditionnelle) : adopté (p. 4664)

Son amendement n° 5 (cour d'assises comprenant neuf jurés et statuant en premier ressort sur les affaires renvoyées après cassation et audiencées après le 1er janvier 2001) (p. 4644) : adopté (p. 4665)

Son amendement n° 6 (exercice par le président du tribunal de grande instance jusqu'au 1er janvier 2001 des compétences confiées au juge des libertés et de la détention en matière de perquisition chez les avocats) : adopté (p. 4665)

Proposition de loi n° 2121 tendant à préciser la définition des délits non intentionnels

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2000] (p. 3122)

Son intervention (p. 3138)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : délits non intentionnels (p. 3138)
Droit pénal : délits non intentionnels : jurisprudence (p. 3138)
Droit pénal : responsabilité pénale : croissance (p. 3138)
Justice : victimes : délits non intentionnels (p. 3138)

Marylise LEBRANCHU

Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, puis Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation

Est nommée Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation. Décret du 27 mars 2000 [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4821)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Philippe Martin. Banques et établissements financiers. Prêts. Artisans, cautionnement par le conjoint, limitation [20 octobre 1999] (p. 7649)

M. Yvon Abiven. Elevage. Volailles. Dioxines, conséquences, producteurs, aides de l'Etat [2 novembre 1999] (p. 8676)

M. Yves Cochet. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), logiciels, brevets [1er décembre 1999] (p. 10351)

M. Jean-Claude Guibal. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [1er décembre 1999] (p. 10356)

M. Roland Metzinger. Mines et carrières. Travailleurs de la mine. Rémunérations [1er décembre 1999] (p. 10357)

M. Maxime Bono. Bâtiment et travaux publics. Personnel. Formation [1er décembre 1999] (p. 10359)

M. Olivier de Chazeaux. Sécurité sociale. Contribution sociale généralisée (CSG). Augmentation, conséquences, artisans et commerçants retraités [15 décembre 1999] (p. 10961)

M. Jean-Claude Daniel. Commerce et artisanat. Grande distribution. Relations avec les fournisseurs [2 février 2000] (p. 611)

M. Christian Paul. Moyens de paiement. Cartes bancaires. Utilisation, sécurité [14 mars 2000] (p. 1873)

M. Dominique Baert. Banques et établissements financiers. Services. Accès [26 avril 2000] (p. 3325)

M. Jean-Claude Lemoine. Ventes et échanges. Marchés. Normes sanitaires, directives européennes, application [2 mai 2000] (p. 3628)

M. Gérard Hamel. Moyens de paiement. Cartes bancaires. Utilisation, sécurité [16 mai 2000] (p. 4220)

M. Patrice Carvalho. Energie et carburants. Carburants. Prix [7 juin 2000] (p. 4939)

M. Arthur Dehaine. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, application, professions libérales [7 juin 2000] (p. 4945)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Marie Le Guen. Presse et livres. Presse. Fonds d'aide à la modernisation, financement [7 décembre 1999] (p. 10608)

M. Jean-Luc Warsmann. Politique sociale. Surendettement. Commissions départementales, effectifs de personnel, Ardennes [7 décembre 1999] (p. 10609)

M. Jacques Masdeu-Arus. Système pénitentiaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Poissy [7 décembre 1999] (p. 10607)

M. Armand Jung. Marchés publics. Passation. Critères sociaux, réglementation [21 décembre 1999] (p. 11235)

M. Michel Suchod. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [9 mai 2000] (p. 3862)

M. Alain Néri. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Traitement, recherche, développement [9 mai 2000] (p. 3868)

M. Bruno Le Roux. Automobiles et cycles. Renault. Emploi et activité, Epinay-sur-Seine [9 mai 2000] (p. 3871)

M. Pierre Forgues. Communes. Fonds de compensation de la TVA (FCTVA). Travaux éligibles, définition [9 mai 2000] (p. 3865)

M. Jean-Paul Bacquet. Banques et établissements financiers. Banque de France. Papeterie et imprimerie, emploi et activité, Vic-le-Comte, Chamalières [9 mai 2000] (p. 3867)

M. François Goulard. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Erika, victimes, indemnisation [9 mai 2000] (p. 3863)

M. Jean-Jacques Filleul. Hôtellerie et restauration. Personnel. Rémunérations, service, calcul [9 mai 2000] (p. 3872)

M. Gérard Voisin. Energie et carburants. Stations-services. Concurrence des grandes surfaces [9 mai 2000] (p. 3861)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

II - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen des fascicules [19 novembre 1999] (p. 9729)

Son intervention (p. 9742)

Ses réponses (p. 9749 à 9757)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 9743 à 9745)

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 9746)

Banques et établissements financiers : prêts : compte pour le développement industriel (CODEVI) (p. 9744)

Banques et établissements financiers : prêts : prêts bonifiés (p. 9746)

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 9744)

Commerce et artisanat : artisanat : aides (p. 9743)

Commerce et artisanat : artisanat : restructurations (p. 9746, 9747)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9745, 9746, 9748)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9748)

Formation professionnelle (p. 9743, 9747)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 9742, 9743)

Marchés publics (p. 9748)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9746, 9747)

Travail : durée du travail : coût (p. 9743)

TVA (p. 9742 à 9744)

Réponses aux questions :

Administration : simplifications administratives (p. 9753, 9754) (M. Roger Lestas) (p. 9753)

Banques et établissements financiers : prêts : commerce et artisanat (p. 9757) (M. Daniel Boisserie) (p. 9756)
Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9754) (M. Henry Chabert) (p. 9754)
Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9755, 9756) (M. Philippe Martin (p. 9755)
Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9755) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 9755)
Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9756) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 9756)
Entreprises : transmission (p. 9752, 9753) (Mme Marie-Thérèse Boisseau) (p. 9752)
Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 9754) (Mme Marie-Thérèse Boisseau) (p. 9754)
Travail : durée du travail : coût (p. 9751, 9752) (M. Michel Herbillon) (p. 9750)
TVA (p. 9749, 9750) (M. Michel Herbillon) (p. 9749)
Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) : commerce et artisanat (p. 9757) (M. Jean-Claude Daniel) (p. 9757)

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 1999] (p. 9758, 9842)

Article 69 (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais des chambres de métiers)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Didier Chouat (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais des chambres de métiers) (p. 9759)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (taxe réduite de moitié pour les artisans régulièrement inscrits au répertoire des métiers et restant portés sur la liste électorale de la chambre de commerce et d'industrie de leur circonscription) (p. 9760)

Intervient sur l'amendement n° 189 rectifié de M. Didier Chouat (droit supplémentaire de 10 % au profit d'un fonds destiné à financer les actions de promotion et de communication au profit de l'artisanat) (p. 9762)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Didier Chouat (communication aux chambres de métiers par l'administration fiscale des rôles d'imposition à la taxe pour frais des chambres de métiers) (p. 9763)

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (contenu du rapport du Gouvernement) (p. 9763)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10116) ; [25 novembre 1999] (p. 10159, 10178)

Article 4 supprimé par le Sénat (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10181)

Intervient sur le sous-amendement n° 145 de M. Yves Bur (de suppression du transfert du produit de la TGAP vers le fonds de compensation des allègements des cotisations sociales) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10181)

Intervient sur le sous-amendement n° 120 de M. Jean-Louis Debré (suppression de la taxation des produits à usage agricole) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182)

Intervient sur le sous-amendement n° 119 de M. José Rossi (suppression de l'exonération à l'exportation) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182)

Intervient sur le sous-amendement n° 100 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe sur les produits phytosanitaires) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182)

Intervient sur le sous-amendement n° 101 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe sur les produits phytosanitaires) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182)

Intervient sur le sous-amendement n° 102 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe sur les produits antiparasitaires) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. Michel Bouvard (suppression de la taxe sur les chlorates) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10183)

Intervient sur le sous-amendement n° 105 de M. Jean-Jacques Filleul (transport des déchets) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10184)

Intervient sur le sous-amendement n° 103 de M. Charles de Courson (suppression de la taxation des produits antiparasitaires à usage agricole) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10186)

Intervient sur le sous-amendement n° 154 de M. Alfred Recours (répercussion de la taxe) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10187)

Intervient sur le sous-amendement n° 146 de M. Jean-Luc Préel (établissements classés) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10187)

Intervient sur le sous-amendement n° 153 de M. Alfred Recours (date d'application de la TGAP) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10188)

Intervient sur le sous-amendement n° 104 de M. Charles de Courson (mention du montant de la TGAP sur les factures) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10189)

Intervient sur le sous-amendement n° 170 de M. Jean-Luc Préel (industries utilisatrices d'énergies renouvelables) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10189)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Dominique Baert (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des unions d'économie sociale ayant pour seul objet le logement des personnes défavorisées) (p. 10821)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu imposable) (p. 10821)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Dominique Baert (doublement du plafond de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'établissement public foncier du Nord-Pas-de-Calais) (p. 10822)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Marc Laffineur (suppression de la majoration des frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux au titre de la révision des valeurs locatives) (p. 10822)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Marc Laffineur (abaissement des frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux) (p. 10822)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Christian Cuvilliez (suppression des prélèvements opérés par l'Etat au titre des frais de dégrèvement et de non-valeurs et des frais d'assiette et de recouvrement de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 10823)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Gérard Fuchs (répartition des crédits des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 10823)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Gérard Fuchs (versements des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle aux établissements publics de coopération intercommunale faisant l'objet d'un écrêtement) (p. 10824)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Gérard Fuchs (attribution d'une partie des ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle au Fonds national de péréquation) (p. 10826)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Gérard Fuchs (mode de calcul de l'écrêtement des bases de taxe professionnelle) (p. 10826)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Gérard Fuchs (plafonnement des baisses de taxe professionnelle) (p. 10826)

Soutient l'amendement n° 125 corrigé du Gouvernement (déclarations électroniques d'impôt sur les sociétés et télérèglement de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 10829) : adopté (p. 10829)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Dominique Baert (extension du dispositif de sortie des prorogations de délai accordées pour construire les terrains à bâtir) (p. 10829)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Didier Migaud (amélioration de la transparence des variations d'impôt en cas de transformation d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle en établissement public de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 10829)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Didier Chouat (compensation de la réforme de la taxe professionnelle des communes membres des groupements sans fiscalité propre qui se transforment en établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle) (p. 10831)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (cession par l'ERAP du capital d'ERAMET et de la SLN) (p. 10832)

Article 23 (modification des catégories de recettes susceptibles d'alimenter le compte d'affectation spéciale n° 902-24)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10833)

Après l'article 23

Soutient l'amendement n° 40 du Gouvernement (création d'une rente viagère pour les harkis et prolongation du plan en leur faveur) (p. 10834) : adopté (p. 10834)

Article 24 (mise en œuvre de l'accord du 27 mai 1997 entre la France et la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Yann Galut (de suppression) (p. 10839)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 10841)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 10841)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) (p. 10841)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans locaux d'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Georges Sarre (sauvegarde de la diversité commerciale des quartiers) (p. 1895)

Intervient sur l'amendement n° 953 de M. Christian Estrosi (sauvegarde de la diversité commerciale des quartiers) (p. 1895)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 666 de M. Dominique Baert (abaissement du délai d'interdiction bancaire) (p. 3384)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 435 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (alignement des formalités pour les associations qui établissent des débits de boissons temporaires) (p. 3475)

Intervient sur l'amendement n° 453 précédemment réservé de M. Claude Gaillard (renforcement des mesures de lutte contre la concentration du commerce de détail dans les départements d'outre-mer) (p. 3477)

Intervient sur l'amendement n° 99 précédemment réservé de la commission de la production (incidence des créations d'emplois sur les ententes) (p. 3479)

Intervient sur l'amendement n° 364 précédemment réservé de M. Jacques Pélissard (incidence des créations d'emplois sur les ententes) (p. 3479)

Intervient sur l'amendement n° 473 corrigé précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez

(incidence des créations d'emplois sur les ententes) (p. 3479)
Intervient sur l'amendement n° 534 précédemment réservé de M. Jean Proriol (incidence des créations d'emplois sur les ententes) (p. 3479)
Intervient sur l'amendement n° 634 précédemment réservé de M. Jacques Desallangre (incidence des créations d'emplois sur les ententes) (p. 3479)
Intervient sur l'amendement n° 463 précédemment réservé de M. Claude Gaillard (incidence des créations d'emplois sur les ententes) (p. 3479)
Intervient sur l'amendement n° 454 précédemment réservé de M. Claude Gaillard (interdiction des prix abusivement bas en matière de vente au détail de carburants) (p. 3481)
Intervient sur l'amendement n° 100 précédemment réservé de la commission de la production (interdiction des prix abusivement bas en matière de vente au détail de carburants) (p. 3481)
Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (interdiction des prix abusivement bas en matière de vente au détail de carburants) (p. 3481)
Intervient sur l'amendement n° 592 précédemment réservé de M. Yves Cochet (interdiction des prix abusivement bas en matière de vente au détail de carburants) (p. 3481)
Intervient sur l'amendement n° 490 précédemment réservé de M. Germain Gengenwin (allègement des formalités pour les ventes au déballage organisées par les associations) (p. 3485)
Intervient sur l'amendement n° 468 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (allègement des formalités pour les ventes au déballage organisées par les associations) (p. 3485)
Intervient sur l'amendement n° 470 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (interdiction de la vente au forfait ou par abonnement de places de cinéma) (p. 3486)
Intervient sur l'amendement n° 466 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (interdiction de la vente au forfait ou par abonnement de places de cinéma) (p. 3486)

Article 27 précédemment réservé (article 28 de l'ordonnance 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence : encadrement des annonces de prix promotionnels sur les fruits et légumes frais)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission de la production (nouvelle rédaction de l'article renforçant l'information du consommateur et interdisant les annonces de prix promotionnels sur les produits alimentaires périssables sauf si un accord professionnel le prévoit) (p. 3489)
Soutient le sous-amendement n° 683 du Gouvernement (suppression de l'interdiction des annonces de prix promotionnels sur les produits périssables) à l'amendement n° 101 de la commission de la production (p. 3489) : rejeté (p. 3491)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 159 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (fixation de prix minimum d'achat aux producteurs de fruits et légumes) (p. 3501)
Soutient l'amendement n° 681 précédemment réservé du Gouvernement (fixation du prix d'achat des fruits et légumes en cas de crise conjoncturelle) (p. 3501) : adopté (p. 3503)
Intervient sur l'amendement n° 66 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (éléments constitutifs des conditions de vente) (p. 3503)
Intervient sur l'amendement n° 67 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (communication du barème des prix et des conditions de vente sur un support unique) (p. 3504)
Intervient sur l'amendement n° 68 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (conditions d'établissement des facturations de services à un fournisseur) (p. 3506)
Intervient sur l'amendement n° 102 précédemment réservé de la commission de la production (rémunération des services spécifiques) (p. 3506)
Intervient sur l'amendement n° 70 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (définition du service spécifique) (p. 3507)

Article 28 précédemment réservé (article 30 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : commission des pratiques commerciales et des relations contractuelles)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Paul Charié (insertion du dispositif à la fin du titre IV de l'ordonnance du 1er décembre 1986) (p. 3525)
Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission de la production (nouvelle rédaction de l'article 30 de l'ordonnance) (p. 3526)
Intervient sur le sous-amendement n° 442 de M. Serge Poignant (fixation à 9 du nombre de membres titulaires) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3527)
Intervient sur le sous-amendement n° 444 de M. Serge Poignant (modification de la composition de la commission) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3528)
Intervient sur le sous-amendement n° 443 de M. Serge Poignant (modification de la composition de la commission) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3528)
Intervient sur le sous-amendement n° 445 de M. Serge Poignant (modification de la composition de la commission) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3528)
Intervient sur le sous-amendement n° 446 de M. Serge Poignant (modification de la composition de la commission) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3528)
Intervient sur le sous-amendement n° 447 de M. Serge Poignant (levée de l'anonymat en ce qui concerne les membres de la commission) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3529)
Intervient sur le sous-amendement n° 448 de M. Serge Poignant (suppression de la référence aux chambres d'agriculture) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3529)
Intervient sur le sous-amendement n° 452 de M. Serge Poignant (saisine de la commission par les juridictions) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3529)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 87 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (consultation du Conseil de la concurrence par la Commission d'examen des pratiques commerciales) (p. 3530)

Intervient sur l'amendement n° 104 précédemment réservé de la commission de la production (consultation du Conseil de la concurrence par la Commission d'examen des pratiques commerciales) (p. 3530)

Intervient sur l'amendement n° 105 précédemment réservé de la commission de la production (saisine d'office du Conseil de la concurrence) (p. 3530)

Intervient sur l'amendement n° 84 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (saisine d'office du Conseil de la concurrence) (p. 3530)

Intervient sur l'amendement n° 106 précédemment réservé de la commission de la production (prohibition des ententes réalisées par l'intermédiaire d'une société implantée hors de France) (p. 3531)

Intervient sur l'amendement n° 85 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (prohibition des ententes réalisées par l'intermédiaire d'une société implantée hors de France) (p. 3531)

Intervient sur l'amendement n° 86 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (suppression de la procédure du décret pour déterminer la licéité d'une entente) (p. 3531)

Intervient sur l'amendement n° 107 deuxième rectification précédemment réservé de la commission de la production (obligation pour l'acheteur de fournir une lettre de change lorsque le délai de paiement est supérieur à 45 jours) (p. 3532)

Soutient l'amendement n° 684 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (respect des délais de paiement) (p. 3533) : retiré (p. 3533)

Article 29 précédemment réservé (article 36 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : précision de la notion de pratiques abusives, nullité de certaines clauses illicites et extension des prérogatives des pouvoirs publics devant les juridictions)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Jean-Paul Charié (définition des pratiques discriminatoires) (p. 3535)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Jean-Paul Charié (mise en œuvre de la responsabilité de l'auteur de pratiques discriminatoires) (p. 3535)

Intervient sur l'amendement n° 646 de M. Bernard Accoyer (refus de vente à l'égard des coopératives d'achat d'artisans) (p. 3535)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la référence à la tentative de pratique abusive) (p. 3536)

Intervient sur l'amendement n° 521 de M. François Goulard (suppression de la référence à la tentative de pratique abusive) (p. 3536)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. François Goulard (suppression de la référence à l'intérêt commun en matière de pratique abusive) (p. 3536)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Jean-Paul Charié (suppression de précisions sur les pratiques déloyales) (p. 3537)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la référence à la contrepartie proportionnée dans le cadre de la coopération commerciale) (p. 3537)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Paul Charié (suppression de précisions relatives aux pratiques abusives constatées lors du rapprochement d'enseignes de distribution) (p. 3537)

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Jean-Paul Charié (définition de la proportionnalité pour apprécier la licéité d'une opération de coopération commerciale) (p. 3538)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Jean-Paul Charié (prise en compte de la puissance de vente) (p. 3538)

Intervient sur l'amendement n° 523 de M. François Goulard (référence à des conditions commerciales sans contreparties réelles pour la définition de l'abus de dépendance) (p. 3538)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Jean-Paul Charié (prise en compte des centrales d'achat dans la définition de l'abus de dépendance) (p. 3539)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Jean-Paul Charié (prohibition des ventes liées) (p. 3539)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. François Goulard (exclusion de la notion de rupture partielle) (p. 3539)

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) (p. 3540)

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission de la production (motivation du préavis écrit lors d'une rupture des relations commerciales) (p. 3540)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission de la production (doublement de la durée du préavis préalable à la rupture d'une relation commerciale lorsque celle-ci porte sur la fourniture de produits sous marque de distributeur) (p. 3541)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) (p. 3541)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jean-Paul Charié (de précision) (p. 3541)

Intervient sur l'amendement n° 160 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 3542)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Jean-Paul Charié (rétroactivité de certaines clauses) (p. 3542)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Paul Charié (non-application de la prohibition du paiement d'un droit d'accès au référencement aux coopératives de commerçants, d'artisans ou de pharmaciens) (p. 3543)

Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Jean-Paul Charié (sanction des pratiques abusives par le juge pénal) (p. 3543)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jean-Paul Charié (sanction des pratiques abusives par le juge pénal) (p. 3544)

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (rédactionnel) (p. 3544)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la possibilité de demander au juge la répétition de l'indu) (p. 3544)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la possibilité de demander au juge des dommages-intérêts) (p. 3545)

Article 30 précédemment réservé (article L. 214-1 du code de la consommation : étiquetage et présentation des produits)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (rédactionnel) (p. 3545)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 648 précédemment réservé de M. Bernard Accoyer (étiquetage des

produits contenant des substances allergènes) (p. 3545)

Intervient sur l'amendement n° 110 corrigé précédemment réservé de la commission de la production (encadrement des modes de production raisonnés) (p. 3545)

Article 31 précédemment réservé (articles L. 112-3 et L. 112-4 nouveaux du code de la consommation et L. 641-1-2 nouveau du code rural : utilisation simultanée d'une marque commerciale et d'un signe d'identification)

Intervient sur l'amendement n° 676 de M. François Patriat (étiquetage des boissons spiritueuses et des produits intermédiaires) (p. 3546)

Après l'article 31

Soutient le sous-amendement n° 685 du Gouvernement (réalisation de campagnes publicitaires temporaires pouvant comporter un prix promotionnel unique) à l'amendement n° 115 précédemment réservé de la commission de la production (régime juridique des sociétés coopératives de commerçants détaillants) (p. 3546) : adopté (p. 3551)

Intervient sur l'amendement n° 114 précédemment réservé de la commission de la production (protection des petites entreprises vis-à-vis du démarchage abusif) (p. 3547)

Intervient sur l'amendement n° 51 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (protection des petites entreprises vis-à-vis du démarchage abusif) (p. 3547)

Intervient sur l'amendement n° 111 rectifié précédemment réservé de la commission de la production (étiquetage des produits vendus sous marque de distributeur) (p. 3547)

Intervient sur l'amendement n° 112 rectifié précédemment réservé de la commission de la production (protection des appellations "chocolat pur beurre de cacao" et "chocolat traditionnel") (p. 3548)

Intervient sur l'amendement n° 116 précédemment réservé de la commission de la production (utilisation du terme "fermier" dans le secteur de la volaille) (p. 3548)

Intervient sur l'amendement n° 115 précédemment réservé de la commission de la production (régime juridique des sociétés coopératives de commerçants détaillants) (p. 3550)

Intervient sur le sous-amendement n° 703 de M. Jean-Louis Dumont (établissement de barèmes de prix communs par les coopératives qui mettent à la disposition de leurs associés des enseignes ou des marques dont elles ont la propriété ou la jouissance) à l'amendement n° 115 précédemment réservé de la commission de la production (p. 3550)

Intervient sur l'amendement n° 113 rectifié précédemment réservé de la commission de la production (calcul du prix de revente) (p. 3551)

Intervient sur l'amendement n° 53 deuxième rectification précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (calcul du prix de revente) (p. 3551)

Article 32 précédemment réservé (article 4 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : attributions du ou des rapporteurs généraux adjoints)

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (nouvelle rédaction de l'article supprimant le renvoi à un décret en Conseil d'Etat) (p. 3552)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 117 précédemment réservé de la commission de la production (prohibition de l'exploitation abusive d'un état de dépendance économique) (p. 3552)

Intervient sur l'amendement n° 164 précédemment réservé de la commission (sanctions des pratiques anti-concurrentielles) (p. 3552)

Article 33 précédemment réservé (article 21 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : notification des griefs et délais de consultation)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Jean-Paul Charié (allongement du délai accordé aux parties pour présenter leurs observations en cas de circonstances particulières) (p. 3552)

Article 36 précédemment réservé (article 24-1 nouveau de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : recours à l'expertise)

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (de précision) (p. 3553)

Intervient sur l'amendement n° 167 de la commission (délai imparti à l'expert pour remplir sa mission) (p. 3553)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 340 corrigé précédemment réservé de M. Philippe Auberger (conclusion dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle reconnue des contrats visant à faire face à des crises conjoncturelles affectant les productions agricoles périssables) (p. 3554)

Article 37 précédemment réservé (article 12 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : mesures conservatoires)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jean-Paul Charié (mesures conservatoires prononcées par le Conseil de la concurrence) (p. 3554)

Article 38 précédemment réservé (article 13 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : sanctions prononcées par le Conseil de la concurrence)

Intervient sur l'amendement n° 168 de la commission (chiffre d'affaires de référence pour la détermination du plafond des sanctions) (p. 3555)

Intervient sur l'amendement n° 169 de la commission (rétablissement de la possibilité pour le Conseil de la concurrence d'ordonner l'affichage, la diffusion ou l'insertion de sa décision dans les rapports établis par les gestionnaires de l'entreprise) (p. 3555)

Intervient sur l'amendement n° 170 de la commission (réduction de la sanction encourue lorsque l'entreprise ne conteste pas la réalité des faits faisant l'objet de la saisine du Conseil de la concurrence) (p. 3556)

Soutient l'amendement n° 689 du Gouvernement (mise en œuvre de la procédure de clémence) (p. 3557) : adopté (p. 3557)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 172 précédemment réservé de la commission (suppression de la présence du rapporteur général au délibéré du Conseil de la concurrence) (p. 3557)

Article 39 précédemment réservé (article 19 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : conditions de recevabilité des saisines et de continuation des procédures)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Jean-Paul Charié (classement sans suite) (p. 3558)

Article 40 précédemment réservé (article 20 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : non-lieu et classement sans suite)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission de la production (suppression du dernier alinéa relatif aux pratiques ne portant pas une atteinte substantielle à la concurrence sur le marché) (p. 3558)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 122 précédemment réservé de la commission de la production (extension de la compétence du Conseil de la concurrence aux actes mettant en œuvre des prérogatives de puissance publique) (p. 3559)

Intervient sur l'amendement n° 58 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (extension de la compétence du Conseil de la concurrence aux actes mettant en œuvre des prérogatives de puissance publique) (p. 3559)

Article 42 précédemment réservé (article 48 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : visites et saisies)

Soutient l'amendement n° 660 du Gouvernement (compétence du rapporteur général en matière de demande d'enquête) (p. 3560) : adopté (p. 3560)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean-Paul Charié (contenu de la demande d'autorisation de visite) (p. 3560)

Intervient sur l'amendement n° 173 de la commission (de précision) (p. 3560)

Après l'article 42

Soutient l'amendement n° 661 précédemment réservé du Gouvernement (information du rapporteur général) (p. 3560) : adopté (p. 3560)

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié précédemment réservé de la commission (restitution des pièces relatives à des procédures anciennes) (p. 3561)

Article 45 précédemment réservé (article 26-1 nouveau de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : spécialisation des tribunaux en matière de litiges relatifs au droit de la concurrence)

Intervient sur l'amendement n° 434 de M. Jean-Paul Charié (extension de la spécialisation aux litiges prévus à l'article 36 de l'ordonnance du 1er décembre 1986) (p. 3561)

Article 46 précédemment réservé (article 53-1 nouveau de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : coopération entre le Conseil de la concurrence et les autorités de la concurrence étrangères)

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission de la production (communication aux entreprises concernées de la nature des informations transmises à ses homologues étrangers par le Conseil de la concurrence) (p. 3562)

Intervient sur l'amendement n° 175 de la commission (conclusion par le Conseil de la concurrence de conventions avec ses homologues étrangers pour organiser leur coopération) (p. 3562)

Soutient le sous-amendement n° 682 du Gouvernement (utilisation par les autorités de concurrence des informations communiquées par la Commission européenne ou leurs homologues étrangers) à l'amendement n° 175 de la commission (p. 3562) : adopté (p. 3562)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 176 précédemment réservé de la commission (non-déductibilité des sanctions pécuniaires infligées en application de l'ordonnance du 1er décembre 1986) (p. 3563)

Article 48 précédemment réservé (article 38 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : définition des opérations de concentration)

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (rédactionnel) (p. 3563)

Article 49 précédemment réservé (article 39 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : opérations de concentration soumises à contrôle ministériel)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (détermination des seuils de déclenchement de la procédure de contrôle des concentrations) (p. 3564)

Article 50 précédemment réservé (article 40 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : obligation de notifier une opération de concentration)

Intervient sur l'amendement n° 179 de la commission (rédactionnel) (p. 3564)

Article 52 précédemment réservé (article 42 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : examen par le ministre de l'opération notifiée)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean-Paul Charié (saisine d'office du Conseil de la concurrence en matière de contrôle des concentrations) (p. 3565)

Intervient sur l'amendement n° 180 de la commission (rédactionnel) (p. 3565)

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (rédactionnel) (p. 3565)

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (rédactionnel) (p. 3565)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Paul Charié (de conséquence) (p. 3566)

Article 53 précédemment réservé (articles 42-1, 42-2 et 42-3 nouveaux de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : procédure en cas de saisine du Conseil de la concurrence et sanctions administratives)

Intervient sur l'amendement n° 184 de la commission (de précision) (p. 3567)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Jean-Paul Charié (notification de l'avis du Conseil de la concurrence) (p. 3567)

Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (audition des représentants des salariés par le Conseil de la concurrence) (p. 3568)

Intervient sur l'amendement n° 187 de la commission (rédactionnel) (p. 3568)

Intervient sur l'amendement n° 188 de la commission (rédactionnel) (p. 3568)

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (de coordination) (p. 3568)

Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission (notification de l'opération en cas de sanction prononcée par le ministre) (p. 3568)

Intervient sur l'amendement n° 191 de la commission (de précision) (p. 3569)

Intervient sur l'amendement n° 192 de la commission (de précision) (p. 3569)

Intervient sur l'amendement n° 193 de la commission (de précision) (p. 3569)

Intervient sur l'amendement n° 194 de la commission (rédactionnel) (p. 3569)

Article 54 précédemment réservé (article 44 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : conciliation du secret des affaires avec l'audition de tiers et la publicité des décisions)

Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (rédactionnel) (p. 3569)

Après l'article 54

Soutient l'amendement n° 659 précédemment réservé du Gouvernement (dates d'application) (p. 3570) : adopté (p. 3570)

Intervient sur l'amendement n° 196 précédemment réservé de la commission (possibilité pour le comité d'entreprise d'obtenir une assistance technique) (p. 3570)

Avant l'article 71

Soutient l'amendement n° 662 du Gouvernement (représentation des usagers dans les conseils d'administration ou de surveillance des entreprises publiques chargées d'une mission de service public) (p. 3571) : adopté (p. 3571)

Article 71 (élargissement de la représentation de l'Etat aux entreprises privées dont il est indirectement actionnaire)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'interdiction faite aux représentants de l'Etat d'être personnellement propriétaires d'actions de l'entreprise) (p. 3572)

Intervient sur l'amendement n° 270 de la commission (de précision) (p. 3572)

Intervient sur l'amendement n° 271 de la commission (de précision) (p. 3572)

Intervient sur l'amendement n° 272 de la commission (de précision) (p. 3572)

Article 72 (objet et régime juridique du contrat d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité de passer un contrat d'entreprise réservée aux seules entreprises placées sous la tutelle de l'Etat) (p. 3573)

Intervient sur l'amendement n° 273 de la commission (régime juridique de la résiliation des contrats d'entreprise) (p. 3573)

Article 73 (articles 4 et 7 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la modernisation du secteur public : extension du champ d'application des contrats d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Jean-Jacques Jégou (de précision) (p. 3573)

Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (rédactionnel) (p. 3573)

Intervient sur l'amendement n° 275 de la commission (rédactionnel) (p. 3574)

Article 74 (article 24 de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 : information du Parlement sur la situation économique et financière du secteur public et sur le transfert au secteur privé d'entreprises publiques)

Soutient l'amendement n° 687 du Gouvernement (avis du Haut conseil du secteur public) (p. 3574) : adopté (p. 3574)

Intervient sur l'amendement n° 282 de la commission (contenu du rapport) (p. 3574)

Intervient sur l'amendement n° 283 de la commission (contenu du rapport) (p. 3574)

Intervient sur l'amendement n° 278 de la commission (avis du Haut conseil du secteur public) (p. 3574)

Intervient sur l'amendement n° 277 de la commission (contenu du rapport) (p. 3575)

Soutient l'amendement n° 688 du Gouvernement (bilan annuel de l'exercice par l'Etat de sa mission d'actionnaire ou de tuteur des entreprises publiques) (p. 3575) : adopté (p. 3575)

Intervient sur l'amendement n° 281 de la commission (de coordination) (p. 3576)

Après l'article 74

Soutient l'amendement n° 680 du Gouvernement (organisation de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 3577) : adopté après modification (p. 3580)

Intervient sur le sous-amendement n° 686 de M. Jean-Pierre Brard (rôle et missions de la Caisse des dépôts et consignations) à l'amendement n° 680 du Gouvernement (p. 3578)

Intervient sur le sous-amendement n° 690 de M. Jean-Pierre Balligand (mise en place d'instances de concertation) à l'amendement n° 680 du Gouvernement (p. 3579)

Proposition de loi n° 1988 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4697)

Sa réponse (p. 4721, 4724)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 4721)

Entreprises : entreprises individuelles : conjoints (p. 4721, 4722)

Entreprises : entreprises individuelles : financement (p. 4722, 4724)

Entreprises : entreprises individuelles : statuts (p. 4721, 4724)

Entreprises : faillite personnelle : saisies (p. 4722, 4724)

Gilbert LE BRIS

Finistère (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 mai 2000] (p. 8028)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 27 mai 2000] (p. 8028)

Rapporteur de la proposition de loi modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires (n° 2371) [30 mai 2000]

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 juillet 2000] (p. 11025)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 juillet 2000] (p. 11025)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires [10 mai 2000]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 2371), de M. Gilbert Le Bris modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires [31 mai 2000] (n° 2445)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9586)

Procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : droit de pêche (p. 9586)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4751)

Son intervention (p. 4761)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 4761, 4762)

Professions libérales : officiers ministériels : courtiers (p. 4761)

Transports par eau : sécurité de la navigation : transports maritimes (p. 4762)

Discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4763)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 2 rectifié de M. Jean-Yves Le Drian (règles opposables aux capitaines des navires et pénalités pour les contrevenants) (p. 4772) : adopté après modification (p. 4774)

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5147)

Son intervention (p. 5147)

Thèmes :

Animaux : oiseaux : pétrole (p. 5147)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 5148)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 5147, 5148)

Justice : tribunaux : transports maritimes (p. 5149)

Pays étrangers : Etats-Unis : sécurité de la navigation (p. 5148)

Politiques communautaires : directives : sécurité de la navigation (p. 5148)

Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 5148)

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5162)

Article 1er (sanctions à l'encontre des capitaines des navires de gros tonnage)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Daniel Paul (montant des amendes) (p. 5162)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Daniel Paul (responsabilité du propriétaire du navire) (p. 5163)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Yves Besselat (responsabilité du capitaine ou du propriétaire du navire) (p. 5165)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Yves Besselat (présentation d'un certificat de dégazage par tout navire entrant dans les eaux territoriales françaises) (p. 5165)

Article 5 (compétence exclusive des tribunaux des chefs-lieux des préfectures maritimes)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Dufau (compétence mixte entre les tribunaux territoriaux et le tribunal de Paris) (p. 5167)

Ses explications de vote (p. 5169)

André LEBRUN

Nord (7ème circonscription)
Socialiste

Devient député le 28 avril 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 29 avril 2000] (p. 6493)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 avril 2000] (p. 6493)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 10 mai 2000] (p. 7025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1169, posée le 19 juin 2000. Industrie. Emploi et activité (J.O. Questions p. 3606). Appelée le 20 juin 2000. Bassins d'emploi, agglomération lilloise (p. 5568)

Jean-Yves LE DÉAUT

Meurthe-et-Moselle (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 21 octobre 1999] (p. 15746)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux nouvelles régulations économiques (n° 2250) [28 mars 2000]

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur Génomique et informatique : l'impact sur les thérapies et sur l'industrie pharmaceutique [15 octobre 1999] (n° 1871)

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la production et des échanges, en application de l'article 145 du règlement sur l'évolution de la distribution [11 janvier 2000] (n° 2072)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur le clonage, la thérapie cellulaire et l'utilisation thérapeutique des cellules embryonnaires [24 février 2000] (n° 2198)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques sur les conditions d'implantation d'un nouveau synchrotron et le rôle des très grands équipements dans la recherche publique ou privée, en France et en Europe

Tome I : Les conditions d'implantation d'un nouveau synchrotron [17 mars 2000] (n° 2258)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur les titres I et II de la deuxième partie du projet de loi (n° 2250) relatif aux nouvelles régulations économiques [4 avril 2000] (n° 2319)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les programmes multilatéraux de soutien à la recherche et à l'innovation : perspectives pour les petites et moyennes entreprises françaises

Tome I : Conclusions du rapporteur [7 avril 2000] (n° 2330)

Proposition de loi n° 2437 tendant à renforcer les libertés et la sécurité du consommateur et à améliorer la concurrence dans la société de l'information [30 mai 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Création. Recherche, innovation, aides de l'Etat [20 octobre 1999] (p. 7651)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 1999] (p. 8655)

Son intervention (p. 8697)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 8698, 8699)

Recherche : chercheurs (p. 8697 à 8699)

Recherche : crédits (p. 8697)

Recherche : Institut national de la recherche en informatique et automatique (INRIA) : enseignants (p. 8698)

Recherche : recherche développement : emploi (p. 8697)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)

Son intervention (p. 3257)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes (p. 3257, 3258)

Agroalimentaire : certification de qualité (p. 3258)

Assemblée nationale : missions d'information (p. 3257)

Commerce et artisanat : grande distribution : centrales d'achat (p. 3257, 3258)

Consommation : clauses abusives (p. 3258)

Consommation : consommateurs (p. 3257)

Politique économique : concurrence (p. 3257 à 3259)

Politique économique : Conseil de la concurrence (p. 3258)

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 453 précédemment réservé de M. Claude Gaillard (renforcement des mesures de lutte contre la concentration du commerce de détail dans les départements d'outre-mer) (p. 3476)

Soutient l'amendement n° 99 précédemment réservé de la commission de la production (incidence des créations d'emplois sur les ententes) (p. 3478) : adopté (p. 3479)

Soutient l'amendement n° 100 précédemment réservé de la commission de la production (interdiction des prix abusivement bas en matière de vente au détail de carburants) (p. 3480) : retiré (p. 3483)

Intervient sur l'amendement n° 470 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (interdiction de la vente au forfait ou par abonnement de places de cinéma) (p. 3486)

Intervient sur l'amendement n° 466 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (interdiction de la vente

au forfait ou par abonnement de places de cinéma) (p. 3486)

Article 27 précédemment réservé (article 28 de l'ordonnance 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence : encadrement des annonces de prix promotionnels sur les fruits et légumes frais)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission de la production (nouvelle rédaction de l'article renforçant l'information du consommateur et interdisant les annonces de prix promotionnels sur les produits alimentaires périssables sauf si un accord professionnel le prévoit) (p. 3488) : adopté après rectification (p. 3492)

Intervient sur le sous-amendement n° 683 du Gouvernement (suppression de l'interdiction des annonces de prix promotionnels sur les produits périssables) à l'amendement n° 101 de la commission de la production (p. 3490)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 159 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (fixation de prix minimum d'achat aux producteurs de fruits et légumes) (p. 3502)

Intervient sur l'amendement n° 681 précédemment réservé du Gouvernement (fixation du prix d'achat des fruits et légumes en cas de crise conjoncturelle) (p. 3502)

Intervient sur l'amendement n° 67 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (communication du barème des prix et des conditions de vente sur un support unique) (p. 3504)

Intervient sur l'amendement n° 68 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (conditions d'établissement des facturations de services à un fournisseur) (p. 3506)

Soutient l'amendement n° 102 précédemment réservé de la commission de la production (rémunération des services spécifiques) (p. 3506) : adopté (p. 3506)

Intervient sur l'amendement n° 70 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (définition du service spécifique) (p. 3507)

Article 28 précédemment réservé (article 30 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : commission des pratiques commerciales et des relations contractuelles)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Paul Charié (insertion du dispositif à la fin du titre IV de l'ordonnance du 1er décembre 1986) (p. 3525)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission de la production (nouvelle rédaction de l'article 30 de l'ordonnance) (p. 3526) : adopté après rectification (p. 3529)

Intervient sur le sous-amendement n° 442 de M. Serge Poignant (fixation à 9 du nombre de membres titulaires) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3527)

Intervient sur le sous-amendement n° 447 de M. Serge Poignant (levée de l'anonymat en ce qui concerne les membres de la commission) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3528)

Intervient sur le sous-amendement n° 448 de M. Serge Poignant (suppression de la référence aux chambres d'agriculture) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3529)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 87 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (consultation du Conseil de la concurrence par la Commission d'examen des pratiques commerciales) (p. 3530)

Soutient l'amendement n° 104 précédemment réservé de la commission de la production (consultation du Conseil de la concurrence par la Commission d'examen des pratiques commerciales) : retiré (p. 3530)

Soutient l'amendement n° 106 précédemment réservé de la commission de la production (prohibition des ententes réalisées par l'intermédiaire d'une société implantée hors de France) (p. 3531) : adopté après correction (p. 3531)

Intervient sur l'amendement n° 86 précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (suppression de la procédure du décret pour déterminer la licéité d'une entente) (p. 3531)

Soutient l'amendement n° 107 deuxième rectification précédemment réservé de la commission de la production (obligation pour l'acheteur de fournir une lettre de change lorsque le délai de paiement est supérieur à 45 jours) (p. 3532) : adopté (p. 3533)

Article 29 précédemment réservé (article 36 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : précision de la notion de pratiques abusives, nullité de certaines clauses illicites et extension des prérogatives des pouvoirs publics devant les juridictions)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Jean-Paul Charié (définition des pratiques discriminatoires) (p. 3535)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Jean-Paul Charié (mise en œuvre de la responsabilité de l'auteur de pratiques discriminatoires) (p. 3535)

Intervient sur l'amendement n° 646 de M. Bernard Accoyer (refus de vente à l'égard des coopératives d'achat d'artisans) (p. 3535)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la référence à la tentative de pratique abusive) (p. 3536)

Intervient sur l'amendement n° 521 de M. François Goulard (suppression de la référence à la tentative de pratique abusive) (p. 3536)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. François Goulard (suppression de la référence à l'intérêt commun en matière de pratique abusive) (p. 3536)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Jean-Paul Charié (suppression de précisions sur les pratiques déloyales) (p. 3537)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la référence à la contrepartie proportionnée dans le cadre de la coopération commerciale) (p. 3537)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Paul Charié (suppression de précisions relatives aux pratiques abusives constatées lors du rapprochement d'enseignes de distribution) (p. 3537)

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Jean-Paul Charié (définition de la proportionnalité pour apprécier la licéité d'une opération de coopération commerciale) (p. 3538)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Jean-Paul Charié (prise en compte de la puissance de vente) (p. 3538)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission de la production (motivation du préavis écrit lors d'une

rupture des relations commerciales) (p. 3540) : rejeté (p. 3540)
Soutient l'amendement n° 109 de la commission de la production (doublement de la durée du préavis préalable à la rupture d'une relation commerciale lorsque celle-ci porte sur la fourniture de produits sous marque de distributeur) (p. 3541) : adopté (p. 3541)
Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) (p. 3541)
Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jean-Paul Charié (de précision) (p. 3541)
Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Jean-Paul Charié (rétroactivité de certaines clauses) (p. 3542)
Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Paul Charié (non-application de la prohibition du paiement d'un droit d'accès au référencement aux coopératives de commerçants, d'artisans ou de pharmaciens) (p. 3542)
Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jean-Paul Charié (sanction des pratiques abusives par le juge pénal) (p. 3544)
Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la possibilité de demander au juge des dommages-intérêts) (p. 3544)
Après l'article 30
Intervient sur l'amendement n° 648 précédemment réservé de M. Bernard Accoyer (étiquetage des produits contenant des substances allergènes) (p. 3545)
Soutient l'amendement n° 110 corrigé précédemment réservé de la commission de la production (encadrement des modes de production raisonnés) (p. 3545) : adopté (p. 3546)
Article 31 précédemment réservé (articles L. 112-3 et L. 112-4 nouveaux du code de la consommation et L. 641-1-2 nouveau du code rural : utilisation simultanée d'une marque commerciale et d'un signe d'identification)
Intervient sur l'amendement n° 676 de M. François Patriat (étiquetage des boissons spiritueuses et des produits intermédiaires) (p. 3546)
Après l'article 31
Soutient l'amendement n° 111 rectifié précédemment réservé de la commission de la production (étiquetage des produits vendus sous marque de distributeur) (p. 3547) : adopté (p. 3547)
Soutient l'amendement n° 112 rectifié précédemment réservé de la commission de la production (protection des appellations "chocolat pur beurre de cacao" et "chocolat traditionnel") (p. 3547) : adopté (p. 3548)
Soutient l'amendement n° 116 précédemment réservé de la commission de la production (utilisation du terme "fermier" dans le secteur de la volaille) (p. 3548) : adopté (p. 3548)
Soutient l'amendement n° 113 rectifié précédemment réservé de la commission de la production (calcul du prix de revente) (p. 3551) : adopté (p. 3551)
Intervient sur l'amendement n° 53 deuxième rectification précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (calcul du prix de revente) (p. 3551)
Après l'article 36
Intervient sur l'amendement n° 340 corrigé précédemment réservé de M. Philippe Auberger (conclusion dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle reconnue des contrats visant à faire face à des crises conjoncturelles affectant les productions agricoles périssables) (p. 3554)
Article 38 précédemment réservé (article 13 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : sanctions prononcées par le Conseil de la concurrence)
Soutient l'amendement n° 118 de la commission de la production (réduction de la sanction encourue lorsque l'entreprise ne conteste pas la réalité des faits faisant l'objet de la saisine du Conseil de la concurrence) (p. 3555) : retiré (p. 3556)
Soutient l'amendement n° 119 de la commission de la production (mise en œuvre de la procédure de clémence) (p. 3556) : retiré (p. 3556)
Après l'article 38
Soutient l'amendement n° 120 précédemment réservé de la commission de la production (suppression de la présence du rapporteur général et du rapporteur au délibéré du Conseil de la concurrence) (p. 3557) : retiré (p. 3557)
Article 39 précédemment réservé (article 19 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : conditions de recevabilité des saisines et de continuation des procédures)
Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Jean-Paul Charié (classement sans suite) (p. 3557)
Article 40 précédemment réservé (article 20 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : non-lieu et classement sans suite)
Soutient l'amendement n° 121 de la commission de la production (suppression du dernier alinéa relatif aux pratiques ne portant pas une atteinte substantielle à la concurrence sur le marché) (p. 3558) : adopté (p. 3558)
Après l'article 40
Soutient l'amendement n° 122 précédemment réservé de la commission de la production (extension de la compétence du Conseil de la concurrence aux actes mettant en œuvre des prérogatives de puissance publique) (p. 3559) : adopté (p. 3559)
Article 46 précédemment réservé (article 53-1 nouveau de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : coopération entre le Conseil de la concurrence et les autorités de la concurrence étrangères)
Soutient l'amendement n° 123 de la commission de la production (communication aux entreprises concernées de la nature des informations transmises à ses homologues étrangers par le Conseil de la concurrence) (p. 3562) : retiré (p. 3562)

Claudine LEDOUX
Ardennes (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de

l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 2000] (p. 8953)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 2000] (p. 8953)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 juin 2000] (p. 9019)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 juin 2000] (p. 9019)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9373)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9373)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 juin 2000] (p. 9473)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 juin 2000] (p. 9473)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1868), relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations [17 novembre 1999] (n° 1936)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 1915), instituant un Médiateur des enfants [24 novembre 1999] (n° 1960)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations [19 janvier 2000] (n° 2100)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 2123), relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations [2 février 2000] (n° 2130)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en vue de la lecture définitive du projet de loi (n° 2272) relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations [29 mars 2000] (n° 2299)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8729)

Son intervention (p. 8737)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : directions départementales : équipement (p. 8738)

Etablissements de santé : hôpitaux : fonctionnaires et agents publics (p. 8738)

Etat (p. 8737)

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8739)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8738)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8738, 8739)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : action sociale (p. 8738)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8738, 8739)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8926)

Procédure des questions :

Communes : maires : zones rurales (p. 8970)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10023)

Son intervention (p. 10024)

Thèmes :

Administration : accès aux documents administratifs (p. 10024)

Administration : maisons des services publics (p. 10024, 10025)

Administration : rapports avec les administrés (p. 10024)

Etat : réforme (p. 10024)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : Tribunal des conflits (p. 10025)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations (p. 10024)

Discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10032)

Article 2 supprimé par le Sénat (obligation d'organiser un accès simple aux règles de droit)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 10033) : adopté (p. 10033)

Article 4 (personnalisation des relations entre les agents des services publics et les citoyens)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 10033) : adopté (p. 10033)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 10033) : adopté (p. 10034)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Franck Dhersin (recours contre les permis de construire formés par les seules associations agréées) (p. 10035)

Article 8 (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal : définition de la notion de document administratif, régime applicable à la communication de ces documents, compétences de la commission d'accès aux documents administratifs)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (obligation de communication de documents détenus par une administration dont elle n'est pas l'auteur - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 10037) : adopté (p. 10037)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (suppression de la précision introduite par le Sénat limitant à ceux réalisés par une autorité administrative la non communicabilité des documents établis dans le cadre d'une prestation de service) (p. 10037) : adopté (p. 10037)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture prévoyant, dans le rapport annuel de la commission d'accès aux documents administratifs, la mention des difficultés rencontrées par les personnes demandant communication de documents) (p. 10037) : adopté (p. 10037)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de texte adopté par l'Assemblée en première lecture relatif à la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs pour la communication des listes des assujettis à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés) (p. 10037) : adopté (p. 10037)

Article 8 bis (article L. 140-9 du code des juridictions financières : rapports de vérification et avis des comités départementaux et régionaux d'examen des comptes des organismes de sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 10038) : adopté (p. 10038)

Article 10 (consultation par le public des comptes des autorités administratives et organismes aidés ou subventionnés)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10038)

Article 13 bis (article L. 3133-1 à L. 3133-3 du code général des collectivités territoriales : exercice par un contribuable des actions appartenant au département)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'intitulé adopté par l'Assemblée en première lecture : exercice par un contribuable de actions appartenant au département) (p. 10039) : adopté (p. 10039)

Article 13 ter (article L. 4143-1 à L. 4143-3 du code général des collectivités territoriales : exercice par un contribuable des actions appartenant à la région)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'intitulé adopté par l'Assemblée en première lecture : exercice par un contribuable de actions appartenant à la région) (p. 10039) : adopté (p. 10039)

Article 14 (modalités de transmission d'une demande à l'administration)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée en première lecture pour la présence personnelle du demandeur) (p. 10039) : adopté (p. 10039)

Article 16 A (identification de l'auteur d'une décision)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de suppression - insertion à l'article 4) (p. 10040) : adopté (p. 10040)

Article 21 (retrait des décisions implicites)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du délai de deux mois pour le retrait à la demande de tiers en l'absence de mise en œuvre de mesures d'information à leur égard) (p. 10040) : adopté (p. 10040)

Article 22 (observations de l'intéressé préalables à la décision)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de précision - organismes de sécurité sociale) (p. 10040) : adopté (p. 10041)

Article 22 bis (procédure contradictoire en cas de reversement de prestations sociales indûment perçues)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 10041) : adopté (p. 10041)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (assuré pouvant être assisté par un conseil ou représenté par un mandataire) (p. 10041) : adopté (p. 10041)

Article 24 (maisons des services publics)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 10042) : adopté (p. 10043)

Intervient sur le sous-amendement n° 32 de M. Patrice Carvalho (fonctionnement avec le concours d'agents titulaires) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 10043)

Intervient sur le sous-amendement n° 33 de M. Patrice Carvalho (avis de la commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics sur la convention créant la maison des services publics) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 10043)

Après l'article 24

Soutient l'amendement n° 23 corrigé de la commission (coordination en matière de maisons des services publics entre le projet de loi et les lois n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et n° 99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement durable du territoire) (p. 10043) : adopté (p. 10044)

Intervient sur le sous-amendement n° 34 de M. Patrice Carvalho (amélioration et développement de la proximité des services publics) à l'amendement n° 23 corrigé de la commission (p. 10044)

Article 25 (maisons des services publics constituées en groupement d'intérêt public)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 10044) : adopté (p. 10044)

Article 26 (conventions conclues par une personne morale chargée d'une mission de service public)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 10044) : adopté (p. 10044)

Intervient sur le sous-amendement n° 35 de M. Patrice Carvalho (amélioration et développement de la proximité des services publics) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 10044)

Après l'article 26 bis

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Arnaud Montebourg (suppression du dernier alinéa de l'article

110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et disposant que les collaborateurs de cabinet des autorités territoriales ne rendent compte de leur activité qu'à ces dernières qui décident des conditions et des modalités d'exécution de leur service) (p. 10046)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Gérard Gouzes (situation particulière des collaborateurs de cabinet des autorités territoriales définie par le dernier alinéa de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale sans incidence sur les missions des juridictions et autorités chargées du contrôle de légalité) (p. 10046)

Article 26 quater supprimé par le Sénat (conséquences de la jurisprudence "Berkani" pour les agents non-titulaires de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 38 du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée en première lecture en précisant que les personnels visés par l'article n'ont pas vocation à être titularisés en application des articles 73 et suivants de la loi n ° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et prévoyant le dépôt d'un rapport sur les "recrutés locaux" dans le délai de dix-huit mois) (p. 10048)

Intervient sur le sous-amendement n° 47 de M. Patrice Carvalho (rapport dans le délai de douze mois, établi après consultation des organisations syndicales et proposant des solutions aux difficultés rencontrées par les "recrutés locaux") à l'amendement n° 38 du Gouvernement (p. 10049)

Article 26 quinquies supprimé par le Sénat (conséquences de la jurisprudence "Berkani" pour les agents non-titulaires des collectivités locales)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10049) : adopté (p. 10049)

Article 27 (application de certaines dispositions en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de coordination) (p. 10050) : adopté (p. 10050)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de coordination) (p. 10050) : adopté (p. 10050)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Alain Tourret (prorogation du mandat des représentants au comité technique paritaire du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 10051)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mars 2000] (p. 1481)

Son intervention (p. 1482)

Thèmes :

Administration : maisons des services publics (p. 1482, 1483)

Administration : rapports avec les administrés (p. 1482)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : Tribunal des conflits (p. 1483)

Secteur public : services publics : rôle (p. 1483)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 1482)

Discussion des articles [2 mars 2000] (p. 1490)

Article 8 (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal : définition de la notion de document administratif, régime applicable à la communication de ces documents, compétences de la commission d'accès aux documents administratifs)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Claude Evin (caractère non administratif des documents préalables à l'élaboration du rapport d'accréditation des établissements de santé) (p. 1491)

Article 10 (consultation par le public des comptes des autorités administratives et organismes aidés ou subventionnés)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. François Colcombet (de précision) (p. 1492)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. François Colcombet (compte-rendu financier substitué au compte d'emploi) (p. 1492)

Article 14 (modalités de transmission d'une demande à l'administration)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. François Colcombet (dispositions de l'article non applicables aux marchés publics) (p. 1493)

Article 25 (maisons des services publics constituées en groupement d'intérêt public)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de précision) (p. 1496) : adopté (p. 1496)

Article 27 (application de certaines dispositions en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 1500) : adopté (p. 1500)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mars 2000] (p. 2906)

Son intervention (p. 2907)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 2907)

Parlement : Sénat (p. 2907)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations (p. 2907)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mars 2000] (p. 2913)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Pierre Méhaignerie (article 13 bis : exercice par un contribuable des actions appartenant au département - examen du mémoire par le conseil général lors de sa prochaine session ordinaire) (p. 2918 à 2920)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Pierre Méhaignerie (article 13 bis : exercice par un contribuable des actions appartenant au département - amende pour demande abusive ou dilatoire) (p. 2920)

Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Pierre Méhaignerie (article 13 ter : exercice par un contribuable des actions appartenant à la région - examen du mémoire par le conseil régional lors de sa prochaine session ordinaire) (p. 2920)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Pierre Méhaignerie (article 13 ter : exercice par un contribuable des actions appartenant à la région - amende pour demande abusive ou dilatoire) (p. 2922)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1999] (p. 10142)

Son intervention (p. 10144)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant : médiation (p. 10144)
Enfants : droits de l'enfant : pays étrangers (p. 10144)
Enfants : droits de l'enfant : Sénat (p. 10144)
Enfants : droits de l'enfant : traités et conventions (p. 10144)
Etat : Médiateur de la République (p. 10144)

Discussion des articles [25 novembre 1999] (p. 10150)

Article 1er (institution du Médiateur des enfants)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de l'article rétablissant le caractère d'autorité indépendante du Médiateur des enfants et étendant sa compétence aux litiges d'ordre privé) (p. 10150) : adopté après modification (p. 10151)

Son sous-amendement n° 20 (Défenseur des enfants) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 10150) : adopté (p. 10151)

Intervient sur le sous-amendement n° 15 de M. Bernard Birsinger (réclamations collectives d'enfants) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 10151)

Intervient sur le sous-amendement n° 16 de M. Bernard Birsinger (réclamations présentées par les associations reconnues d'utilité publique défendant les droits de l'enfant) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 10151)

Intervient sur le sous-amendement n° 17 de M. Bernard Birsinger (autosaisine du Médiateur des enfants) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 10151)

Article 2 (nomination)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10151) : adopté après modification (p. 10151)

Son sous-amendement n° 21 (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 3 de la commission : adopté (p. 10151)

Article 3 (examen des réclamations et pouvoirs de recommandation)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10152) : adopté après modification (p. 10153)

Intervient sur le sous-amendement n° 18 de M. Bernard Birsinger (suppression de la transmission au Médiateur de la République des réclamations présentant un caractère sérieux et pouvoir de recommandation du Médiateur des enfants à l'égard des personnes publiques et des organismes investis d'une mission de service public) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10153)

Son sous-amendement n° 22 (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10152) : adopté (p. 10153)

Intervient sur le sous-amendement n° 19 de M. Bernard Birsinger (transmission au Médiateur de la République des réclamations relevant de sa compétence et information de celui-ci par le Médiateur des enfants des dysfonctionnements des services publics dont il a eu connaissance) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10153)

Article 3 bis (information de l'autorité judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 12 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (de suppression) (p. 10154)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 10154) : adopté après modification (p. 10154)

Son sous-amendement n° 23 (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 5 de la commission : adopté (p. 10154)

Article 4 (promotion des droits de l'enfant et rapport annuel)

Soutient l'amendement n° 6 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et publication du rapport) (p. 10155) : adopté après modification (p. 10155)

Son sous-amendement n° 24 (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission : adopté (p. 10155)

Article 4 bis (rapport annuel)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression - coordination) (p. 10155) : adopté (p. 10155)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (propositions de modifications législatives ou réglementaires par le Médiateur des enfants) (p. 10155)

Intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (délégués départementaux du Médiateur des enfants) (p. 10155)

Article 8 (computation des délais de recours contentieux)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 10156) : adopté après modification (p. 10156)

Son sous-amendement n° 25 (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 8 de la commission : adopté (p. 10156)

Article 9 (pour coordination)

Son amendement n° 26 (de coordination - Défenseur des enfants) : adopté (p. 10156)

Article 10 (pour coordination)

Son amendement n° 27 (de coordination - Défenseur des enfants) : adopté (p. 10157)

Article 11 (pour coordination)

Son amendement n° 28 (de coordination - Défenseur des enfants) : adopté (p. 10157)

Article 12 (application au Médiateur des enfants de certaines dispositions relatives au Médiateur de la République)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10157) : adopté après modification (p. 10157)

Son sous-amendement n° 29 (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 9 de la commission : adopté (p. 10157)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 10 rectifié de la commission (sanction de l'utilisation abusive du nom et de la qualité de Médiateur des enfants) (p. 10158) : adopté après modification (p. 10158)

Son sous-amendement n° 31 (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 10 rectifié de la commission (p. 10157) : adopté (p. 10158)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (inscription des crédits du Médiateur des enfants au budget du Premier ministre) (p. 10158)

Son sous-amendement n° 30 (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : adopté (p. 10158)

Titre

Son amendement n° 32 (nouveau titre : "Proposition de loi instituant un Défenseur des enfants") : adopté (p. 10158)

Jean-Yves LE DRIAN

Morbihan (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome V : Défense (marine) (n° 1864) [14 octobre 1999]

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur la sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants [5 juillet 2000] (n° 2535)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1096, posée le 8 mai 2000. Elevage. Volailles (J.O. Questions p. 2766). Appelée le 9 mai 2000. Producteurs d'œufs, Bourgoin, emploi et activité (p. 3854)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9199)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9205)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : direction des chantiers navals (p. 9205)
Défense : marine : crédits (p. 9205)
Défense : porte-avions (p. 9205)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9266)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 9266)
Défense : direction des chantiers navals (p. 9266, 9267)
Défense : frégates (p. 9267)
Défense : marine : crédits budgétaires (p. 9267)
Défense : sous-marins nucléaires (p. 9267)

Proposition de résolution n° 2062 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité en mer, le transport maritime des produits dangereux et polluants

Avant la discussion de l'article unique [20 janvier 2000] (p. 225)

Son intervention (p. 230)

Thèmes :

Mer et littoral : pollution : pétrole (p. 231)
Pays étrangers : Etats-Unis : politique de la mer (p. 231)
Politiques communautaires : droit communautaire : sécurité de la navigation (p. 231)
Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 230, 231)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4763)

Avant l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (exercices "Polmar" une fois par an et rapports communiqués aux autorités gouvernementales et parlementaires) (p. 4768)

Article 11 (contrôle à bord des navires)

Son intervention (p. 4770)

Après l'article 11

Intervient sur le sous-amendement n° 58 de M. Jean-Michel Marchand (de précision) à l'amendement n° 24 de la commission (règles opposables aux capitaines des navires et pénalités pour les contrevenants) (p. 4772)

Son amendement n° 2 rectifié soutenu par M. Gilbert Le Bris (règles opposables aux capitaines des navires et pénalités pour les contrevenants) (p. 4771) : adopté après modification (p. 4774)

Michel LEFAIT
Pas-de-Calais (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Carburants. Prix [25 avril 2000] (p. 3238)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1117, posée le 22 mai 2000. Professions de santé. Exercice de la profession (J.O. Questions p. 3032). Appelée le 23 mai 2000. Effectifs de praticiens, Pas-de-Calais (p. 4500)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)

Son intervention (p. 8995)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8995)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 8995)

Jean-Claude LEFORT
Val-de-Marne (10ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, attitude de la France [6 octobre 1999] (p. 6934)

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [7 décembre 1999] (p. 10633)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1047, posée le 13 mars 2000. Recherche. Médecine (J.O. Questions p. 1527). Appelée le 14 mars 2000. Gérontologie, centre de recherche, création, hôpital Charles-Foix, Ivry-sur-Seine (p. 1847)

n° 1164, posée le 19 juin 2000. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3605). Appelée le 20 juin 2000. Restructuration, hôpital Jean-Rostand, Ivry-sur-Seine (p. 5560)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 35 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 7772)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 7773)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 7772)

Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 7773)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (p. 7772)

Politiques communautaires : coopération et développement (p. 7773) ; fraude (p. 7773)

Union européenne : contribution française (p. 7772, 7773) ; élargissement (p. 7773) ; fonds structurels (p. 7772)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9181)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, suppléant de M. Georges Hage

Son intervention (p. 9186)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 9186)

Culture : politique culturelle : langue française (p. 9186)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 9186)

Télécommunications : Internet : langue française (p. 9186)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention (p. 9233)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 9233)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9233)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo (p. 9233)

Politique extérieure : coopération économique (p. 9233)
Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 9234)

ECONOMIE ET FINANCES

II - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen des fascicules [19 novembre 1999] (p. 9729)

Son intervention (p. 9733)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 9733)
Banques et établissements financiers : compte pour le développement industriel (CODEVI) (p. 9733)
Banques et établissements financiers : prêts : prêts bonifiés (p. 9733)
Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9733)
Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 9733)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 9734)
Travail : durée du travail : coût (p. 9733)
TVA (p. 9733)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Procédure des questions :

Transports aériens : Orly : bruit (p. 8855)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [19 novembre 1999] (p. 9813)

Son intervention (p. 9831)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes : La Poste (p. 9832)
Télécommunications : France Télécom (p. 9831, 9832)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11089, 11145)

Après l'article 55 bis

Soutient le sous-amendement n° 293 de M. Yann Galut (affirmation du principe de l'instauration d'une taxe sur les transactions financières) à l'amendement n° 206 de la commission (rapport au Parlement sur la concurrence fiscale internationale et les mouvements internationaux de capitaux) (p. 11178) : adopté après correction (p. 11181)

Déclaration du Gouvernement n° 1884 présentée par M. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, et M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes, sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle

[26 octobre 1999] (p. 8069)

Son intervention (p. 8284)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 8085)
Culture : politique culturelle : audiovisuel et communication (p. 8085)
Environnement : protection (p. 8085)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8084 à 8086)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 8084)
Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 8085)
Politique économique : mondialisation (p. 8084, 8085)
Secteur public : services publics (p. 8085)
Travail : droit du travail (p. 8085)
Union européenne : Commission : négociations (p. 8084)

Projet de loi n° 82 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 novembre 1999] (p. 9983)

Son intervention (p. 9986)

Thèmes :

Pays étrangers : Israël (p. 9987)
Pays étrangers : Palestine (p. 9987)

Projet de loi n° 1656 autorisant la ratification des amendements à la convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) relatifs à la création de l'Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellites (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 novembre 1999] (p. 9993)

Son intervention (p. 9996)

Thèmes :

Espace : satellites (p. 9996)
Télécommunications : téléphones mobiles (p. 9996)
Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 9996)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10032)

Article 26 quater supprimé par le Sénat (conséquences de la jurisprudence "Berkani" pour les agents non-titulaires de l'Etat)

Soutient le sous-amendement n° 47 de M. Patrice Carvalho (rapport dans le délai de douze mois, établi après consultation des organisations syndicales et proposant des solutions aux difficultés rencontrées par les "recrutés locaux") à l'amendement n° 38 du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée en première lecture en précisant que les personnels visés par l'article n'ont pas vocation à être titularisés en application des articles 73 et suivants de la loi n ° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et prévoyant le dépôt d'un

rapport sur les "recrutés locaux" dans le délai de dix-huit mois) (p. 10048) : adopté (p. 10049)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Blazy (institution de deux fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de Paris-Charles-de-Gaulle et de Paris-Orly) (p. 10812)

Intervient sur le sous-amendement n° 140 du Gouvernement (contribution de l'établissement public Aéroports de Paris) à l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Blazy (p. 10812)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Pierre Blazy (institution d'une taxe additionnelle à la taxe de l'aviation civile) (p. 10815)

Soutient l'amendement n° 100 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu imposable) (p. 10821) : rejeté (p. 10821)

Soutient l'amendement n° 128 de M. Christian Cuvilliez (suppression des prélèvements opérés par l'Etat au titre des frais de dégrèvement et de non-valeurs et des frais d'assiette et de recouvrement de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 10822) : rejeté (p. 10823)

Article 24 (mise en œuvre de l'accord du 27 mai 1997 entre la France et la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945)

Son intervention (p. 10837)

Projet de loi n° 1198 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [20 janvier 2000] (p. 247)

Son intervention (p. 249)

Thèmes :

Entreprises : investissements : Algérie (p. 250)
Etrangers : visas (p. 249)
Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 249)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 249)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 249)
Transports aériens : Air France (p. 249)

Projet de loi n° 2158 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relatif à la signature électronique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 février 2000] (p. 1391)

Son intervention (p. 1396)

Thèmes :

Informatique : certification (p. 1397)
Informatique : signature électronique : décrets (p. 1397)
Informatique : signature électronique : preuve (p. 1396, 1397)
Informatique : signature électronique : Union européenne (p. 1396)
Justice : preuve (p. 1396, 1397)
Télécommunications : Internet : généralités (p. 1396)
Télécommunications : Internet : inégalités (p. 1397)
Télécommunications : Internet : services secrets (p. 1396)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 5 bis A nouveau (article L. 321-13 nouveau du code de la propriété intellectuelle : contrôle de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits)

Son intervention (p. 2496)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) (p. 2496)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 2496)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Christian Kert (de suppression) (p. 2496)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 2496)

Intervient sur l'amendement n° 483 de la commission (institution d'une commission de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits) (p. 2496)

Son amendement n° 184 rectifié (de suppression) (p. 2496) : rejeté (p. 2499)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services audiovisuels diffusés par voie hertzienne - quotas d'œuvres musicales d'expression française)

Son amendement n° 191 soutenu par M. Daniel Paul (quotas d'œuvres d'expression française : pourcentage) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5456)

Son intervention (p. 5462)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 5462)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 5462)
Audiovisuel et communication : programmes : francophonie (p. 5462)
Audiovisuel et communication : secteur public : financement (p. 5462)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 5462)
Télécommunications : France Télécom (p. 5462)

Discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5476)

Article 1er A (articles 43-6-1, 43-6-2, 43-6-3, 43-6-4, 79-8 de la loi du 30 septembre 1986 : responsabilité et obligations des prestataires techniques des services de communication en ligne - Obligation d'identification des fournisseurs de services en ligne)

Son sous-amendement n° 177 (connaissance du caractère suspect des informations) à l'amendement n° 3 de la commission (services de communication en ligne) (p. 5478) : rejeté (p. 5479)

Son sous-amendement n° 178 (pénalités en cas de fausses informations) à l'amendement n° 3 de la commission : rejeté (p. 5479)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 133 (rapports de l'INA avec les ayants droits) : adopté (p. 5493)

Article 5 bis A (articles L. 321-5 et L. 321-13 du code de la propriété intellectuelle : contrôle des comptes et de la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (respect du droit à communication) (p. 5496)

Son amendement n° 179 (limitation du droit à communication) (p. 5495) : devenu sans objet (p. 5498)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Patrice Martin-Lalande (limitation du droit à communication) (p. 5496)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services audiovisuels diffusés par voie hertzienne - quota d'œuvres musicales d'expression française)

Son sous-amendement n° 132 (promotion des nouveaux talents) à l'amendement n° 58 de la commission (quotas de titres français et de jeunes talents) : rejeté (p. 5515)

Intervient sur le sous-amendement n° 137 de M. Pierre-Christophe Baguet (promotion des nouveaux talents) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 5515)

Article 29 quater (article 79 de la loi du 30 septembre 1986 : sanction pénale pour non-respect des quotas de chansons francophones)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (de suppression) (p. 5539)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6067)

Son intervention (p. 6071)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : programmes (p. 6072)
Audiovisuel et communication : programmes : production (p. 6071)
Langue française : défense : quotas de production (p. 6071)
Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 6072)
Télécommunications : Internet (p. 6072)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6074)

Son amendement n° 13 (promotion de la chanson française et des nouveaux talents) (p. 6091) : adopté (p. 6092)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3917)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 3917)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3918)
Politique économique : mondialisation (p. 3917)
Politiques communautaires : Europe sociale (p. 3917)
Union européenne : élargissement (p. 3917)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3917)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 39 (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 536 de M. Jacques Brunhes (consultation des populations au vu des délibérations du congrès) (p. 4078) : adopté (p. 4079)

Article 33 précédemment réservé (article L. 2563-2-1 du code général des collectivités territoriales : majoration de la dotation forfaitaire des communes)

Soutient l'amendement n° 352 de M. Jacques Brunhes (majoration financée par le relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4080) : retiré (p. 4080)

Article 8 précédemment réservé (article L. 811-2 nouveau du code du travail, articles L. 161-22 et L. 754-5 nouveau du code de la sécurité sociale : développement des formations en alternance)

Soutient l'amendement n° 360 de M. Jacques Brunhes (parrainage par des personnes dont la qualification est reconnue et agréée au titre de la formation professionnelle) (p. 4092) : retiré (p. 4092)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4347) ; [18 mai 2000] (p. 4360, 4404)

Seconde délibération

Article 11 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Son intervention (p. 4419)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Yves Cochet (création d'une taxe sur les opérations financières avec l'étranger) (p. 4434)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 juin 2000] (p. 5402)

Après l'article unique

Soutient l'amendement n° 52 de M. Bernard Birsinger (ajout d'un alinéa à l'article 72 de la Constitution relatif aux collectivités territoriales - possibilité d'attribution aux étrangers non communautaires du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales) (p. 5445) : rejeté (p. 5446)

Son amendement n° 53 (ajout d'un alinéa à l'article 88-4 de la Constitution relatif aux prérogatives du Parlement en matière d'actes communautaires - définition d'orientations pour les négociations au Conseil européen par le Parlement et compte-rendu à celui-ci par le Gouvernement) : rejeté (p. 5446)

Jean LE GARREC

Nord (12ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14664)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail [J.O. du 11 novembre 1999] (p. 16853)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail [J.O. du 16 novembre 1999] (p. 17037)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives [J.O. du 19 novembre 1999] (p. 17235)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 [J.O. du 23 novembre 1999] (p. 17380)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 [J.O. du 23 novembre 1999] (p. 17380)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives [J.O. du 2 décembre 1999] (p. 17968)

Cesse d'appartenir au Conseil national des fondations [30 août 2000]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1942) de M. Alain Barrau sur la communication de la Commission - Proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres en 2000 - COM (99) 441 final/E 1306 [24 novembre 1999] (n° 1959)

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la démocratie sociale [5 avril 2000] (n° 2323)

Proposition de loi n° 2566 relative à la lutte contre les discriminations [13 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 6869)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 6871)

Entreprises : expression des salariés (p. 6870)

Travail : réduction du temps de travail : généralités (p. 6869, 6870)

Travail : réduction du temps de travail : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6870)

Travail : réduction du temps de travail : négociations (p. 6870)

Travail : réduction du temps de travail : pays étrangers (p. 6869)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)

Intervient sur l'amendement n° 736 de M. Jean-Louis Debré (élargissement du domaine de la négociation) (p. 7048)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Jean Pontier (cumul de plusieurs contrats de travail) (p. 7055)

Intervient sur l'amendement n° 164 rectifié de la commission (conclusion d'un accord de réduction du temps de travail à 35 heures préalable à tout plan social) (p. 7072)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 165 de la commission (prise en compte du temps d'habillage et de casse-

croûte dans le décompte de la durée du travail) (p. 7087)

Intervient sur l'amendement n° 1020 de M. Yves Cochet (prise en compte du temps d'habillage et de casse-croûte dans le décompte de la durée du travail) (p. 7087)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7190)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7191)

Intervient sur l'amendement n° 583 de M. Philippe Martin (de suppression) (p. 7191)

Intervient sur l'amendement n° 713 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 7191)

Intervient sur l'amendement n° 759 de M. Patrick Delnatte (de suppression) (p. 7191)

Intervient sur l'amendement n° 832 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 7191)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Maxime Gremetz (de suppression de la période transitoire) (p. 7261)

Intervient sur l'amendement n° 708 de M. Georges Sarre (de suppression de la période transitoire) (p. 7261)

Intervient sur l'amendement n° 1005 de M. Yves Cochet (de suppression de la période transitoire) (p. 7261)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 461 de la commission (réduction à 42 heures de la moyenne maximale des heures travaillées sur douze semaines consécutives) (p. 7269)

Intervient sur le sous-amendement n° 1047 du Gouvernement (réduction à 44 heures) à l'amendement n° 461 de la commission (p. 7269)

Intervient sur le sous-amendement n° 1048 du Gouvernement (décret) à l'amendement n° 461 de la commission (p. 7269)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 952 de M. Yves Cochet (définition et recours au travail de nuit) (p. 7345)

Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7361)

Intervient sur l'amendement n° 541 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7361)

Article 6 (articles L. 212-4-2 à L. 212-4-16 du code du travail : travail à temps partiel)

Intervient sur l'amendement n° 1055 de M. Yves Cochet (modification des horaires) (p. 7396)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Soutient l'amendement n° 1057 de M. Maxime Gremetz (allégement conditionné par la réduction du temps de travail et par la création d'emplois) (p. 7456) : adopté (p. 7458)

Soutient l'amendement n° 253 de M. Maxime Gremetz (dénonciation de l'accord) (p. 7477) : rejeté (p. 7477)

Soutient l'amendement n° 254 de M. Maxime Gremetz (conclusion de l'accord) (p. 7478) : rejeté (p. 7478)

Intervient sur l'amendement n° 860 de M. Hervé Morin (délai de validation) (p. 7478)

Soutient l'amendement n° 256 de M. Maxime Gremetz (signature par les délégués du personnel) (p. 7479) : rejeté (p. 7479)

Article 15 (article L. 212-3 du code du travail : modification du contrat de travail)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Maxime Gremetz (maintien et amélioration des conditions de travail) (p. 7522)

Soutient l'amendement n° 747 de M. Georges Sarre (qualification du licenciement des salariés refusant la réduction d'horaire) (p. 7522) : rejeté (p. 7522)

Soutient l'amendement n° 99 de M. Thierry Mariani (référence aux accords déjà conclus) (p. 7522) : rejeté (p. 7522)

Soutient l'amendement n° 914 de M. François Goulard (référence aux accords déjà conclus) (p. 7522) : rejeté (p. 7522)

Soutient l'amendement n° 8 de M. Michel Inchauspé (assimilation du refus à une démission) (p. 7522) : rejeté (p. 7522)

Soutient l'amendement n° 118 de M. Didier Quentin (assimilation du refus à une démission) (p. 7522) : rejeté (p. 7522)

Soutient l'amendement n° 176 de M. Jacques Pélissard (assimilation du refus à une démission) (p. 7522) : rejeté (p. 7522)

Soutient l'amendement n° 571 de M. Maurice Leroy (assimilation du refus à une démission) (p. 7522) : rejeté (p. 7522)

Soutient l'amendement n° 600 corrigé de M. Philippe Martin (assimilation du refus à une démission) (p. 7522) : rejeté (p. 7522)

Soutient l'amendement n° 403 de M. François Goulard (versement de l'indemnité légale) (p. 7524) : rejeté (p. 7524)

Soutient l'amendement n° 938 de M. Yves Nicolin (versement de l'indemnité légale) (p. 7524) : rejeté (p. 7514)

Article 16 (salaire minimum de croissance et complément différentiel de salaire)

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Maxime Gremetz (hausse uniforme de 11,4 % du SMIC horaire) (p. 7530)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 990 corrigé de M. Yves Cochet (licenciements sans cause réelle ou sérieuse) (p. 7542)

Intervient sur l'amendement n° 1065 de M. Maxime Gremetz (information du comité d'entreprise) (p. 7542)

Intervient sur l'amendement n° 671 de M. Jean-Luc Warsmann (démission des conseillers prud'hommes) (p. 7543)

Soutient l'amendement n° 104 de M. Thierry Mariani (report de l'application de la loi) (p. 7546) : rejeté (p. 7546)

Soutient l'amendement n° 923 de M. François Goulard (report de l'application de la loi) (p. 7546) : rejeté (p. 7546)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 10302)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 10365)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 10302)

Entreprises : création (p. 10365, 10366)

Travail : précarité (p. 10303, 10365)

Travail : réduction du temps de travail : artisanat (p. 10366)

Travail : réduction du temps de travail : concertation avec le personnel (p. 10366)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 10365)

Travail : réduction du temps de travail : négociations (p. 10303)

Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 10303)

Travail : réduction du temps de travail : salaires (p. 10365)

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 15 (article L. 212-3 du code du travail : licenciement d'un salarié refusant les conséquences, sur son contrat de travail, de l'application d'un accord de réduction du temps de travail)

Intervient sur le sous-amendement n° 256 de M. Jacques Desallangre (ordonnance de réintégration du salarié) à l'amendement n° 37 de la commission (qualification du licenciement) (p. 10535)

Intervient sur le sous-amendement n° 246 de M. Yves Cochet (saisine du juge de droit commun) à l'amendement n° 37 de la commission (p. 10537)

Intervient sur le sous-amendement n° 255 de M. Jacques Desallangre (saisine du juge de droit commun) à l'amendement n° 37 de la commission (p. 10537)

Intervient sur le sous-amendement n° 247 de M. Yves Cochet (ordonnance de réintégration du salarié) à l'amendement n° 37 de la commission (p. 10537)

Intervient sur le sous-amendement n° 248 de M. Yves Cochet (réintégration) à l'amendement n° 37 de la commission (p. 10537)

Intervient sur le sous-amendement n° 253 de M. Jacques Desallangre (réintégration) à l'amendement n° 37 de la commission (p. 10535)

Intervient sur le sous-amendement n° 249 de M. Yves Cochet (mise en place d'un plan social) à l'amendement n° 37 de la commission (p. 10537)

Intervient sur le sous-amendement n° 254 de M. Jacques Desallangre (mise en place d'un plan social) à l'amendement n° 37 de la commission (p. 10537)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Maxime Gremetz (saisine du juge de droit commun) (p. 10537)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Maxime Gremetz (ordonnance de réintégration du salarié) (p. 10537)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Maxime Gremetz (réintégration) (p. 10537)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Maxime Gremetz (réintégration) (p. 10537)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 décembre 1999] (p. 10991)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 11008)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 11008)

Travail : réduction du temps de travail : généralités (p. 11009)

Travail : réduction du temps de travail : négociations (p. 11008, 11009)

Proposition de loi n° 1516 rectifié relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1999] (p. 7325)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7334)

Thèmes :

Etat : Conseil économique et social (p. 7334)

Politique économique : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CSERC) (p. 7334)

Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : administration (p. 7335)

Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : généralités (p. 7334)

Discussion des articles [14 octobre 1999] (p. 7336)

Article 3 (rapports du Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jacques Godfrain (transmission au Conseil économique et social) (p. 7337)

Intervient sur le sous-amendement n° 3 de M. François Goulard (transmission aux conseils économiques et sociaux) à l'amendement n° 2 de M. Jacques Godfrain (p. 7337)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2000] (p. 1169)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 1174)

Thèmes :

Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : administration (p. 1174)

Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : création (p. 1174)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 8143)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 8252)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance volontaire : concurrence (p. 8252)

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 8144)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 8144)

Santé : politique de la santé : évaluation (p. 8252)

Sécurité sociale : paritarisme (p. 8144)

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 4 (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes [TGAP])

Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Jean-Louis Debré (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires à usage agricole) (p. 8407)

Intervient sur l'amendement n° 686 de M. Christian Jacob (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires à usage agricole) (p. 8407)

Soutient l'amendement n° 221 de M. Thierry Mariani (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8420) : devenu sans objet (p. 8421)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (modification du barème de taxation des substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) (p. 8423)

Article 8 (articles L. 512-3 et L. 755-21 du code de la sécurité sociale, article 22 de la loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 : report de l'âge limite d'ouverture du droit au complément familial et aux aides au logement)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Patrick Delnatte (aide personnalisée au logement) (p. 8473)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Bernard Accoyer (aide personnalisée au logement) (p. 8473)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Bernard Accoyer (allocation d'éducation spéciale) (p. 8473)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Bernard Accoyer (allocation de soutien familial) (p. 8473)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Bernard Accoyer (allocation de parent isolé) (p. 8473)

Article 24 (régulation de l'hospitalisation privée)

Soutient l'amendement n° 763 de la commission (de précision) (p. 8604) : adopté (p. 8604)

Seconde délibération

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cumul des taux d'invalidité en cas d'accidents successifs) (p. 8636)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10066, 10099)

Son intervention (p. 10103)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 10108)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10104)

Professions de santé : médecins : conventions avec les praticiens (p. 10104)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 10103)

Sécurité sociale : maîtrise des dépenses (p. 10103)

Discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10116) ; [25 novembre 1999] (p. 10159, 10178)

Article 4 supprimé par le Sénat (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes)

Intervient sur le sous-amendement n° 105 de M. Jean-Jacques Filleul (transport des déchets) à l'amendement n° 8 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10185)

Article 5 (articles L. 139-1, L. 139-2, L. 241-2, L. 612-1 et L. 711-2 du code de la sécurité sociale, articles 1031 et 1106-6-3 du code rural : modification des règles de répartition de la CSG et des droits sur les alcools entre les régimes d'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10192) : adopté (p. 10192)

Article 5 quater (article L. 225-7 nouveau du code de la sécurité sociale : affectation des résultats comptables des branches du régime général)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de suppression) (p. 10193) : adopté (p. 10193)

Article 10 supprimé par le Sénat (articles L. 251-6-1 nouveau, L. 135-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : abondement du fonds de réserve pour les retraites)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 10200)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 décembre 1999] (p. 10551)

Son intervention (p. 10558)

Thèmes :

Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation (p. 10559)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 10559)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 10559)

Santé : prévention (p. 10559)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 10559)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 9017)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 9024)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : paritarisme (p. 9024)

Politique économique : croissance : création d'emplois (p. 9024)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 9024)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 1999] (p. 9671) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 17 novembre 1999

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 9671, 9678, 9690)

Thème :

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire : ministère de la jeunesse et des sports (p. 9671, 9672)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 141 du Gouvernement (maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine) (p. 10844)

Proposition de loi n° 1996 portant création de la chaîne parlementaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11037)

Son intervention (p. 11049)

Thèmes :

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : citoyenneté (p. 11049)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : contrôle (p. 11050)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : opposition (p. 11050)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : programmes (p. 11050)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : projets de loi (p. 11049)

Proposition de loi n° 2057 relative au régime juridique des licenciements pour motif économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 295)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 310, 316)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 311)

Entreprises : délais de paiement (p. 311)

Entreprises : droit syndical : représentants du personnel (p. 311)

Entreprises : sous-traitance (p. 311, 316)

Formation professionnelle (p. 311)

Travail : droit du travail (p. 316)

Travail : licenciement économique (p. 310)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 549)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 550)

Audiovisuel et communication : télévision : sports (p. 550)

Sports : dopage (p. 549)

Sports : fédérations (p. 550)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 550)

Sports : sport de haut niveau (p. 550)

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 7 (règles relatives à la profession d'intermédiaire)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (limitation des commissions perçues par les agents) (p. 618)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (communication systématique des contrats aux fédérations) (p. 620)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Édouard Landrain (communication systématique des contrats aux fédérations) (p. 620)

Article 9 (fédérations sportives délégataires)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (établissement et respect du calendrier sportif) (p. 635)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Alfred Marie-Jeanne (participation des équipes d'outre-mer à des compétitions régionales) (p. 641)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Article 19 bis (diminution du taux de la TVA appliquée à l'utilisation des installations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (de suppression) (p. 3796)

Après l'article 40 bis

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (conditions d'exercice des sports de pleine nature) (p. 3819)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3829)

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 juin 2000] (p. 5769)

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (suppression de l'article 40 quinquies relatif aux servitudes de passage) (p. 5778)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5779)

Proposition de loi n° 2105 relative à la participation et à la croissance pour tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2000] (p. 757)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 775)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : durée du travail (p. 776)
Entreprises : intéressement et participation (p. 775)
Entreprises : sous-traitance (p. 776)
Retraites : généralités : système par capitalisation : fonds d'épargne-retraite (p. 776)
Sociétés : conseils d'administration (p. 777)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1117)

Son intervention (p. 1136)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie : carte (p. 1136)
Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : administration (p. 1136)
Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : financement (p. 1137)

Proposition de loi n° 1727 instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 février 2000] (p. 1327)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 1328)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : devoir de mémoire (p. 1328)
Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : histoire (p. 1328)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1339)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1509, 1551)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 1515)

Thèmes :

Entreprises : conventions collectives : égalité professionnelle (p. 1515)
Femmes : égalité professionnelle (p. 1515)
Formation professionnelle (p. 1515)
Parlement : commissions : femmes (p. 1515)
Syndicats : représentativité : femmes (p. 1516)
Travail : durée du travail (p. 1515)

Discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1557, 1574)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Maxime Gremetz (employeur tenu de consulter les instances représentatives du personnel en cas de licenciement) (p. 1560)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2000] (p. 2363)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2407)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2407, 2408)
Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 2408, 2409)
Audiovisuel et communication : programmes : création (p. 2409)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 2408)

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 6 précédemment réservé (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (mensualisation de la redevance) (p. 2534) : retiré (p. 2537)

Après l'article 18 bis

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Laurent Dominati (saisine des autorités administratives ou judiciaires) (p. 2546)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services audiovisuels diffusés par voie hertzienne - quotas d'œuvres musicales d'expression française)

Son sous-amendement n° 435 (droit de suivi pour le CSA) à l'amendement n° 23 du Gouvernement (critères de révision des conventions) : adopté (p. 2558)

Après l'article 26

Soutient l'amendement n° 437 de M. Jean-Marie Le Guen (institution d'une taxe sur les services du numérique hertzien) (p. 2590) : rejeté (p. 2590)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5476)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services audiovisuels diffusés par voie hertzienne - quota d'œuvres musicales d'expression française)

Intervient sur le sous-amendement n° 132 de M. Jean-Claude Lefort (promotion des nouveaux talents) à l'amendement n° 58 de la commission (quotas de titres français et de jeunes talents) (p. 5515)

Intervient sur le sous-amendement n° 137 de M. Pierre-Christophe Baguet (promotion des nouveaux talents) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 5515)

Proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3200)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3205)

Thèmes :

Risques professionnels : maladies professionnelles : Nord-Pas-de-Calais (p. 3206)

Santé : santé publique : veille sanitaire (p. 3205)

Discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3219)

Article 2 (chapitre VII bis nouveau du livre VIII du code de la santé publique, articles L. 797-1 à L. 797-5 nouveaux : création de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de l'avant-dernier alinéa relatif au dépôt d'un rapport sur la rationalisation du système national d'expertise) (p. 3223)

Article 4 (article L. 792-1 du code de la santé publique : extension des missions de l'Institut de veille sanitaire)

Son amendement n° 15 (information des différents ministères) (p. 3227) : adopté (p. 3228)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 33 précédemment réservé (article L. 2563-2-1 du code général des collectivités territoriales : majoration de la dotation forfaitaire des communes)

Intervient sur l'amendement n° 242 corrigé de Mme Christiane Taubira (ajout de critères géographiques pour la répartition de la majoration) (p. 4081)

Proposition de loi n° 2099 sur l'épargne salariale et la participation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2000] (p. 4187)

Son intervention (p. 4200)

Thèmes :

Entreprises : comités d'entreprise : rôle et missions (p. 4201)

Entreprises : compétitivité : licenciements (p. 4201)

Entreprises : droit syndical : représentants du personnel (p. 4201)

Entreprises : épargne salariale : stock options (p. 4200)

Entreprises : plan d'épargne interentreprises (PEI) (p. 4200)

Secteur public : entreprises publiques : épargne salariale (p. 4201)

Travail : conditions de travail : négociations (p. 4200)

Proposition de résolution n° 2333 tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de sécurité sanitaire liées aux différentes "pratiques non réglementées de modifications corporelles" (piercing, tatouage, scarification, implants divers de corps étrangers)

Avant la discussion de l'article unique [22 juin 2000] (p. 5780)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 5791)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerçants : sécurité sanitaire (p. 5791)

Parlement : rôle (p. 5792)

Santé : santé publique (p. 5791)

Jean-Marie LE GUEN

Paris (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 10 : Culture et communication (communication) (n° 1861) [14 octobre 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le bilan et les enseignements de la crise financière en Asie [21 septembre 2000] (n° 2590)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iran. Droits de l'homme, communauté juive [13 octobre 1999] (p. 7238)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 966, posée le 6 décembre 1999. Presse et livres. Presse (J.O. Questions p. 6890). Appelée le 7 décembre 1999. Fonds d'aide à la modernisation, financement (p. 10608)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Son intervention (p. 7702)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 7702)
Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 7703)
Politique économique : conjoncture (p. 7702, 7703)
Politique économique : consommation (p. 7702)
Politique économique : généralités (p. 7702, 7703)
Politique économique : politique monétaire (p. 7703)
Union européenne : euro (p. 7702)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9613)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9613)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 9613)
Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 9614)
Audiovisuel et communication : secteur public : administration (p. 9613)
Presse et livres : Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) (p. 9613)
Presse et livres : presse : taxe sur la publicité (p. 9613)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 1999] (p. 9650)

Article 55 (répartition des recettes)

Son amendement n° 225 (modification de la répartition) (p. 9652) : adopté (p. 9655)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11089, 11145)

Article 3 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans)

Son amendement n° 246 (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers ou mobiliers de reconstruction se rapportant à la réparation de dommages causés par un sinistre) (p. 11099) : retiré (p. 11100)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Article 10 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 37 rectifié soutenu par M. Dominique Baert (répartition des excédents de la redevance audiovisuelle) (p. 10757) : adopté (p. 10758)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2000] (p. 2363)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 2414)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 2414)
Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 2414, 2415)

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Son intervention (p. 2459)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Noël Mamère (attribution de fréquences aux télévisions associatives) (p. 2564)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Michel Françaix (attribution de fréquences aux télévisions associatives) (p. 2564)

Après l'article 26

Son amendement n° 437 soutenu par M. Jean Le Garrec (institution d'une taxe sur les services du numérique hertzien) : rejeté (p. 2590)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2, 42-4 et 42-7 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Son amendement n° 436 (modalités de clôture d'un contrat) : adopté après modification (p. 2606)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5456)

Son intervention (p. 5469)

Thème :

Audiovisuel et communication : secteur public : développement économique (p. 5469, 5470)

Pierre LELLOUCHE
Paris (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1970 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une oeuvre d'art originale (COM (96) 97 final / E 641) [25 novembre 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'ouverture européenne du marché de l'art [25 novembre 1999] (n° 1965)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viandes bovines, importations britanniques, contrôle [7 décembre 1999] (p. 10630)

Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation. Couverture maladie universelle, application [4 avril 2000] (p. 3009)

Politique extérieure. Allemagne. Construction européenne, déclaration d'un ministre [23 mai 2000] (p. 4520)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9199)

Son intervention (p. 9210)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 9210, 9211)
Défense : crédits (p. 9210)
Défense : hélicoptères (p. 9210)
Défense : marine : crédits (p. 9211)
Pays étrangers : Etats-Unis : défense (p. 9210)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999

Ses interventions (p. 9270, 9271)

Thèmes :

Défense : avions (p. 9271)
Défense : crédits (p. 9270)
Défense : hélicoptères (p. 9271)
Défense : loi de programmation militaire (p. 9271)
Défense : opérations extérieures : Kosovo (p. 9271)
Défense : professionnalisation (p. 9271)
Espace : satellites (p. 9271)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9271)
Recherche (p. 9271)
Relations internationales (p. 9271)

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11283)

Son intervention (p. 11301)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art : Etats-Unis (p. 11302)
Patrimoine culturel : marché de l'art : experts (p. 11304)
Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 11302)
Patrimoine culturel : marché de l'art : importations (p. 11302)
Patrimoine culturel : marché de l'art : métiers d'art (p. 11301)
Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 11301)
Patrimoine culturel : objets d'art : exportation (p. 11301)
Patrimoine culturel : objets d'art : impôt de solidarité sur la fortune (p. 11303)
Patrimoine culturel : protection (p. 11301)
Professions judiciaires et juridiques : huissiers : ventes aux enchères (p. 11304)
Professions judiciaires et juridiques : notaires : ventes aux enchères (p. 11304)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 11304)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : monopole (p. 11303)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : assurances (p. 11304)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : Internet (p. 11304)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : sociétés de vente (p. 11304)

Discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11311) ; [22 décembre 1999] (p. 11394)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 88 (de précision) : adopté (p. 11311)

Article 1er (définition des biens susceptibles d'être vendus aux enchères publiques)

Son amendement n° 89 (de coordination) (p. 11311) : adopté (p. 11312)

Article 2 (réalisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques par des sociétés de forme commerciale)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Philippe Houillon (notaires et huissiers de justice) (p. 11312)

Son amendement n° 44 (notaires et huissiers de justice) (p. 11312) : rejeté (p. 11313)

Article 2 bis (ventes réalisées à distance par voie électronique)

Intervient sur l'amendement n° 82 du Gouvernement (de suppression) (p. 11314)

Article 3 (objet des sociétés de ventes)

Son amendement n° 2 rectifié (objet des sociétés de ventes) (p. 11315) : rejeté (p. 11317)

Article 6 (locaux de vente)

Son amendement n° 3 (de suppression) : rejeté (p. 11319)

Article 7 (conditions de qualification)

Son amendement n° 4 (expérience des professionnels du marché de l'art) : rejeté (p. 11321)

Article 8 (adjudication - procès-verbal de la vente - vente de gré à gré)

Intervient sur l'amendement n° 18 deuxième correction de la commission (prix minimum et délai pour une vente de gré à gré) (p. 11322)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Alain Tourret (notification au ministre) (p. 11322)

Son amendement n° 5 rectifié (délai pour une vente de gré à gré et notification au ministre) : devenu sans objet (p. 11323)

Article 10 (publicité - prix de réserve)

Son amendement n° 6 (mentions obligatoires) : retiré (p. 11324)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Philippe Houillon (suppression de la TVA à l'importation d'œuvres d'art) (p. 11326)

Article 14 (sanctions pénales de l'organisation de ventes aux enchères sans agrément)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (suppression des pénalités prononcées à l'encontre des ressortissants de la Communauté européenne) (p. 11329)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Philippe Houillon (suppression des sanctions les plus sévères) (p. 11329)

Article 18 (composition du Conseil des ventes)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (composition du Conseil des ventes) (p. 11331)

Son sous-amendement n° 46 rectifié (renouvellement des mandats) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 11331) : adopté (p. 11332)

Son amendement n° 7 (composition du Conseil des ventes) : rejeté (p. 11332)

Article 28 (faculté de recourir à des experts agréés)

Son amendement n° 8 (obligation d'agrément pour les experts) : rejeté (p. 11336)

Son amendement n° 9 (spécialisation des experts) (p. 11336) : adopté (p. 11337)

Article 35 (principe et fondement de l'indemnisation des commissaires-priseurs)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (compensation pour dépréciation du droit de présentation) (p. 11339)

Article 36 (calcul de la valeur de l'office liée à l'activité de ventes volontaires)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Charles de Courson (égalité de traitement entre les offices de province et ceux de Paris) (p. 11340)

Article 37 (montant de l'indemnisation versée aux commissaires-priseurs)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (modalités d'indemnisation) (p. 11342)

Intervient sur l'amendement n° 85 du Gouvernement (modalités d'indemnisation) (p. 11342)

Article 43 bis (aménagement du régime fiscal des apports effectués par les commissaires-priseurs aux sociétés de ventes)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) (p. 11395)

Article 43 ter (application d'un droit fixe aux apports résultant de la présente loi)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (de suppression) (p. 11396)

Article 43 quinquies (régime fiscal de l'indemnité versée aux commissaires-priseurs)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de suppression) (p. 11396)

Article 44 bis (indemnisation des personnels)

Son intervention (p. 11397)

Article 52 (maintien de certains régimes particuliers de ventes aux enchères publiques)

Intervient sur l'amendement n° 87 du Gouvernement (vente de biens appartenant à l'Etat par les sociétés de vente) (p. 11399)

Article 56 ter (régime particulier applicable en Alsace-Moselle)

Son intervention (p. 11401)

Après l'article 56 quater (article L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle : exonération du droit de reproduction)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (détaxation des catalogues) (p. 11402)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Alain Tourret (détaxation des catalogues) (p. 11403)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Philippe Houillon (suppression du droit de suite en matière littéraire et artistique) (p. 11405)

Titre

Son amendement n° 90 (nouveau titre : "Projet de loi portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques") (p. 11406) : adopté (p. 11407)

Seconde délibération

Article 14 (sanctions pénales de l'organisation de ventes aux enchères sans agrément)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression des pénalités prononcées à l'encontre des ressortissants de la Communauté européenne) (p. 11407)

Ses explications de vote (p. 11409)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 11410)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3056)

Son intervention (p. 3060)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 3060)

Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 3060)

Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 3060)

Ventes et échanges : ventes aux enchères : droit pénal (p. 3060)

Ventes et échanges : ventes aux enchères : Internet (p. 3060)

Discussion des articles [4 avril 2000] (p. 3064)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 17 de M. Philippe Houillon (suppression de la TVA à l'importation d'œuvres d'art) (p. 3066) : rejeté (p. 3067)

Article 12 (avances consenties au vendeur)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (garantie du remboursement de l'avance) (p. 3068)

Article 14 (sanctions pénales de l'organisation de ventes aux enchères sans agrément)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (suppression des pénalités prononcées à l'encontre des ressortissants de la Communauté européenne) (p. 3068)

Article 18 (composition du Conseil des ventes)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (composition du Conseil des ventes) (p. 3069)

Article 37 (montant de l'indemnité versée aux commissaires-priseurs)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (modalités d'indemnisation) (p. 3072)

Article 44 A (article L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle : exemption des catalogues de vente du droit de reproduction)

Intervient sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (de coordination) (p. 3075)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 mai 2000] (p. 4560)

Son intervention (p. 4566)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 4566)

Patrimoine culturel : marché de l'art : libéralisation (p. 4567)

Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 4566)

Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 4566)

Projet de loi n° 2065 autorisant la ratification de la Convention portant statut de la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [22 février 2000] (p. 1107)

Son intervention (p. 1108)

Proposition de loi n° 2116 relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1426)

Son intervention (p. 1433)

Thèmes :

Impôt de solidarité sur la fortune : biens exonérés (p. 1435)

Impôt de solidarité sur la fortune : objets d'art et de collection (p. 1433)

Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 1434)

Patrimoine culturel : mobilier national (p. 1433)

Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 1434)

Discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1441)

Article 1er (article 5 de la loi du 31 décembre 1992 : durée de validité et champ d'application du certificat d'exportation)

Son amendement n° 27 (délai-plafond de délivrance) (p. 1440) : rejeté (p. 1441)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Michel Herbillon (délai-plafond de délivrance) (p. 1441)

Article 2 (article 7 de la loi du 31 décembre 1992 : conditions de refus du certificat)

Intervient sur l'amendement n° 38 corrigé de M. Michel Herbillon (institution d'une commission paritaire compétente comportant en particulier de certains ministères) (p. 1441)

Intervient sur l'amendement n° 37 corrigé de M. Michel Herbillon (institution d'une commission paritaire compétente comportant en particulier des représentants du marché de l'Etat) (p. 1441)

Son amendement n° 28 (institution d'une commission paritaire compétente comportant en particulier des représentants de certains ministères) (p. 1441) : rejeté (p. 1442)

Article 3 (article 8 de la loi du 31 décembre 1992 : délivrance implicite du certificat)

Son intervention (p. 1443)

Article 4 (article 9 de la loi du 31 décembre 1992 : refus de certificat : durée de validité et renouvellement)

Son amendement n° 29 (abaissement de la durée à dix-huit mois) : rejeté (p. 1443)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Michel Herbillon (financement des achats de biens par l'Etat) (p. 1444)

Son amendement n° 30 (financement des achats de biens par l'Etat) (p. 1444) : rejeté (p. 1446)

Article 4 bis (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit des biens classés monuments historiques)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 1447)

Article 5 (articles 9-1 à 9-4 de la loi du 31 décembre 1992 : procédure d'achat par l'Etat des biens culturels soumis à un refus de délivrance de certificat)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (autorité compétente) (p. 1449)
Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Pierre Lellouche (p. 1449)
Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Michel Herbillon (p. 1449)
Son amendement n° 31 (p. 1449) : devenu sans objet (p. 1450)
Intervient sur l'amendement n° 42 du Gouvernement (saisine du juge des référés) (p. 1450)
Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de cohérence) (p. 1451)
Son amendement n° 32 (délivrance du certificat de sortie en cas de carence de l'Etat) (p. 1452) : rejeté (p. 1453)
Son sous-amendement n° 34 (de clarification) à l'amendement n° 24 de la commission (information de l'Etat dans les trois mois par le nouveau propriétaire) (p. 1453) : rejeté (p. 1454)
Son sous-amendement n° 35 (information sur un éventuel refus de certificat d'exportation avec comme sanction la nullité de l'acte) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 1453) : rejeté (p. 1454)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (représentation cinématographique en dehors des frontières) (p. 1454)
Ses explications de vote (p. 1456)
Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1457)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3076)

Son intervention

Thèmes :

Patrimoine culturel : mobilier national (p. 3082)
Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 3082)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3081)

Patrick LEMASLE

Haute-Garonne (7ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)

Georges LEMOINE

Eure-et-Loir (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome X : Défense (gendarmerie) (n° 1864) [14 octobre 1999]
Proposition de loi n° 2551 tendant à moderniser le statut des sociétés d'économie mixte locales [26 juillet 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Gendarmerie. Gendarmes. Revendications [1er mars 2000] (p. 1424)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9199)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées
Son intervention (p. 9208)

Thème avant la procédure des questions :

Gendarmerie : crédits (p. 9208, 9209)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées
Son intervention (p. 9267)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 9267)
Défense : loi de programmation militaire (p. 9267)
Défense : personnel civil : effectifs (p. 9267)
Défense : réserves (p. 9267)
Gendarmerie : crédits (p. 9268)
Gendarmerie : gendarmerie mobile (p. 9267, 9268)
Gendarmerie : officiers : durée du travail (p. 9267)

Jean-Claude LEMOINE
Manche (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Personnel. Durée du travail, réduction, application [5 octobre 1999] (p. 6850)

Agroalimentaire. Equarrissage. Déchets, collecte, financement, conséquences, bouchers et charcutiers [10 novembre 1999] (p. 9177)

Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [24 novembre 1999] (p. 10063)

Ventes et échanges. Marchés. Normes sanitaires, directives européennes, application [2 mai 2000] (p. 3628)

Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention [27 juin 2000] (p. 5863)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande à M. Noël Mamère de retirer les propos qu'il a tenus à l'encontre d'un de ses collègues dans la discussion générale du projet de loi sur la chasse et demande une suspension de séance [28 mars 2000] (p. 2693)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6972)

Thèmes :

Travail : précarité (p. 6973)
Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 6973)
Travail : réduction du temps de travail : heures supplémentaires (p. 6973)
Travail : réduction du temps de travail : pays étrangers (p. 6972)
Travail : réduction du temps de travail : productivité (p. 6973)
Travail : réduction du temps de travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6973)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)

Son amendement n° 631 soutenu par M. Bernard Accoyer (délai supplémentaire de deux ans pour certaines entreprises) : rejeté (p. 7067)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2664, 2700)

Son intervention (p. 2682)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 2683)
Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 2683)
Chasse et pêche : associations : chasse (p. 2683)
Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 2684)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 2684)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 2683)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 mars 2000] (p. 2693)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 1er (pratique de la chasse)

Soutient l'amendement n° 284 de M. Thierry Mariani (définition de l'acte de chasse) (p. 2729) : devenu sans objet (p. 2731)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (suppression du conseil national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 2732)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Son intervention (p. 2758)

Son amendement n° 260 (statut et financement de l'ONC) (p. 2760) : rejeté (p. 2762)

Soutient l'amendement n° 323 de M. François Baroin (statut de l'ONC) (p. 2763) : rejeté (p. 2765)

Soutient le sous-amendement n° 324 de M. François Baroin (collaboration avec les fédérations) à l'amendement n° 63 de la commission (missions de l'ONC) (p. 2767) : rejeté (p. 2767)

Son amendement n° 261 (statut de l'ONC) : rejeté (p. 2767)

Soutient l'amendement n° 325 de M. François Baroin (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2768) : rejeté (p. 2769)

Ses observations : critique les conditions d'examen du projet de loi relatif à la chasse dont la discussion doit être achevée à la fin de la nuit [29 mars 2000] (p. 2784)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (financement de l'ONC) (p. 2786)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. François Baroin (affectation des ressources) (p. 2788)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Maxime Gremetz (affectation des ressources) (p. 2788)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Soutient le sous-amendement n° 330 de M. François Baroin (missions des fédérations départementales des chasseurs) à l'amendement n° 71 rectifié de la

commission (missions des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2801) : rejeté (p. 2801)

Son sous-amendement n° 310 (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission : adopté (p. 2802)

Soutient le sous-amendement n° 328 de M. François Baroin (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2803) : retiré (p. 2803)

Son sous-amendement n° 309 (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission : adopté (p. 2803)

Soutient le sous-amendement n° 331 de M. François Baroin (copie des procès-verbaux adressée aux fédérations départementales des chasseurs) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2804) : retiré (p. 2804)

Soutient le sous-amendement n° 329 de M. François Baroin (défense des intérêts des chasseurs devant les différentes juridictions par les fédérations départementales des chasseurs) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2804) : rejeté (p. 2804)

Son amendement n° 262 (missions des fédérations départementales des chasseurs) : devenu sans objet (p. 2804)

Après l'article 2

Son amendement n° 311 précédemment réservé (durée et objet du schéma départemental de gestion cynégétique) (p. 2809) : adopté après rectification (p. 2810)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 332 de M. François Baroin (statuts des fédérations approuvés par le ministre de l'agriculture) (p. 2811) : rejeté (p. 2811)

Article 5 (création de la fédération nationale des chasseurs)

Soutient l'amendement n° 336 de M. François Baroin (missions de la fédération nationale des chasseurs) (p. 2812) : rejeté (p. 2812)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 335 de M. François Baroin (élaboration d'une charte de la chasse en France) (p. 2814) : rejeté (p. 2815)

Article 6 (réforme du régime des associations communales de chasse agréées)

Soutient l'amendement n° 355 de M. François Baroin (encadrement du droit de non chasse) (p. 2820) : rejeté (p. 2820)

Son amendement n° 263 (destruction des nuisibles par les propriétaires ayant fait valoir leur droit de non chasse) (p. 2821) : rejeté (p. 2822)

Soutient l'amendement n° 338 corrigé de M. François Baroin (durée pendant laquelle les terrains sont apportés à une ACCA portée à cinq ans) (p. 2827) : adopté (p. 2827)

Soutient l'amendement n° 337 de M. François Baroin (statut du propriétaire non chasseur) (p. 2830) : rejeté (p. 2830)

Son amendement n° 264 (droit de chasse du preneur à bail) : devenu sans objet (p. 2830)

Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)

Son amendement n° 265 (visa et validation du permis de chasser délivrés par les trésoreries publiques) : rejeté (p. 2833)

Son amendement n° 267 (mise en place d'un permis accompagné) : devenu sans objet (p. 2836)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son intervention (p. 2844)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 2850)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 2850)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 2850)

Soutient l'amendement n° 341 de M. François Baroin (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2856) : rejeté (p. 2859)

Son amendement n° 52 (périodes de chasse au gibier d'eau) : retiré (p. 2857)

Son amendement n° 269 (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2852) : rejeté (p. 2859)

Son amendement n° 268 (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2853) : rejeté (p. 2859)

Son amendement n° 266 (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2856) : rejeté (p. 2860)

Son amendement n° 276 (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2856) : rejeté (p. 2860)

Son amendement n° 272 (suppression de la référence aux dates de retour) (p. 2860) : rejeté (p. 2861)

Son amendement n° 273 (périodes de chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs) : rejeté (p. 2861)

Son amendement n° 271 (périodes de chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs) : rejeté (p. 2861)

Son amendement n° 274 (suppression dans la loi du jour de non chasse) : rejeté (p. 2863)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 312 de M. François Baroin (zones de chasse au gibier d'eau) (p. 2866) : rejeté (p. 2866)

Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)

Son amendement n° 259 rectifié (chasse à la passée) (p. 2868) : rejeté (p. 2870)

Soutient l'amendement n° 188 de M. René André (chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871) : rejeté (p. 2871)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)

Son intervention (p. 2874)

Article 20 (personnes habilitées à rechercher et constater les infractions au droit de la chasse)

Son amendement n° 275 soutenu par M. Christian Jacob (gardes particuliers assermentés) : rejeté (p. 2893)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5197)

Son intervention (p. 5201)

Thèmes :
Animaux : animaux sauvages : protection (p. 5202)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 5202)
Justice : Conseil d'Etat : arrêts (p. 5197)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 5202)

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 1er (pratique de la chasse et définition de l'acte de chasse)
Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (pratique de la chasse et définition de l'acte de chasse) (p. 5229)
Intervient sur le sous-amendement n° 94 de M. Charles de Courson (prise en compte des usages) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 5229)

Article 1er bis (réintroduction de prédateurs)
Intervient sur l'amendement n° 164 rectifié du Gouvernement (consultation des collectivités territoriales et débat public) (p. 5234)

Après l'article 1er ter
Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Christian Estrosi (élimination des loups réintroduits) (p. 5237)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)
Son intervention (p. 5238)

Article 2 bis (vote dans les assemblées générales des fédérations départementales des chasseurs)
Son sous-amendement n° 93 (établissement de deux collèges) à l'amendement n° 9 de la commission (fonctionnement des assemblées générales) (p. 5247) : rejeté (p. 5249)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)
Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Noël Mamère (contrôles) (p. 5254)

Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)
Son intervention (p. 5274)
Son amendement n° 181 (personne autorisée et accompagnateur autorisés à disposer de deux armes) : rejeté (p. 5275)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)
Son intervention (p. 5280)
Son amendement n° 182 (conditions de chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5284) : devenu sans objet (p. 5292)
Son amendement n° 73 (conditions de chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5285) : devenu sans objet (p. 5292)
Son amendement n° 195 (conditions de chasse aux oiseaux migrateurs) : devenu sans objet (p. 5292)

Article 10 quinquies (jour de non-chasse)
Son amendement n° 196 (chasse à tir à poste fixe non soumise à limitation) : devenu sans objet (p. 5296)

Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)
Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Noël Mamère (chasse entre une heure avant le lever du soleil et une heure après le coucher du soleil) (p. 5297)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)
Intervient sur le sous-amendement n° 104 de M. Charles de Courson (non gel des installations) à l'amendement n° 56 de la commission (recensement des départements autorisés à pratiquer la chasse de nuit) (p. 5299)
Son sous-amendement n° 78 (déplacement des postes fixes) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5299) : rejeté (p. 5300)
Son sous-amendement n° 77 (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5300) : rejeté (p. 5302)

Article 12 bis (droit de chasser avec des lévriers)
Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5303)

Article 24 (transport du gibier entre départements)
Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5312)
Ses explications de vote (p. 5314)
Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5314)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6005)
Son intervention (p. 6018)

Thèmes :
Animaux : animaux sauvages : protection (p. 6019)
Animaux : animaux sauvages : protection (p. 6020)
Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 6019)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 6018)
Justice : Conseil d'Etat : arrêts (p. 6018)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 6018, 6019)
Propriété : droit de propriété (p. 6019)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6021)
Soutient l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (échelonnement des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 6036) : rejeté au scrutin public (p. 6037)
Soutient l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 6038) : rejeté (p. 6039)
Ses explications de vote (p. 6043)
Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6043)

Jacques LE NAY
Morbihan (6ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION
Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2570 visant à étendre l'attribution du macaron Grand Invalide Civil à tous les titulaires de la carte d'invalidité et aux titulaires de la carte verte portant mention "station debout pénible" [13 septembre 2000]

Proposition de loi n° 2571 tendant à la création d'un salaire parental de libre choix [13 septembre 2000]

Proposition de loi n° 2572 faisant porter la mention "donneur d'organes" sur la carte d'assuré social [13 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Politique agricole commune (PAC). Volaille, soutien du marché [1er décembre 1999] (p. 10354)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9581)

Procédure des questions :

Elevage : volailles (p. 9581, 9582)

Proposition de loi n° 1734 portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1049)

Son intervention (p. 1052)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1053)
Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 1053)
Justice : Conseil d'Etat : arrêts (p. 1053)
Union européenne : Cour de justice : arrêts (p. 1053)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2664, 2700)

Son intervention (p. 2685)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 2686)
Chasse et pêche : associations : chasse (p. 2686)
Chasse et pêche : chasse : droit (p. 2685)
Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 2686)
Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 2686)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 2685)
Justice : Conseil d'Etat : décrets (p. 2685)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 2686)
Propriété : droit de propriété (p. 2686)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 1er (pratique de la chasse)

Son sous-amendement n° 370 (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (définition de l'acte de chasse) (p. 2727) : rejeté (p. 2730)

Son sous-amendement n° 181 (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2727) : rejeté (p. 2730)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 206 de M. Charles de Courson (zones de chasse au gibier d'eau) (p. 2866) : rejeté (p. 2866)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)

Son intervention (p. 5203)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 5204)
Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 5204)
Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 5204)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 5204, 5205)
Environnement : espaces naturels sensibles : protection (p. 5205)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 5204)

Ses explications de vote (p. 5314)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5314)

Guy LENGAGNE

Pas-de-Calais (5ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 novembre 1999] (p. 16622)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 novembre 1999] (p. 16622)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi limitant le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives [J.O. du 30 novembre 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole visant à amender le paragraphe 2 de l'article X de la convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (n° 1927) [9 décembre 1999]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 juin 2000] (p. 8839)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 10 juin 2000] (p. 8839)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 juillet 2000] (p. 10168)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 juillet 2000] (p. 10168)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 27 : Equipement, transports et logement (mer) (n° 1861) [14 octobre 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1927), autorisant l'approbation du protocole visant à amender le paragraphe 2 de l'article X de la convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique [15 décembre 1999] (n° 2023)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8807)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôts et taxes : politique fiscale : TVA (p. 8808)

Mer et littoral : politique de la mer : sécurité de la navigation (p. 8807)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins

Transports par eau : ports maritimes (p. 8807, 8808)

Transports par eau : transports maritimes (p. 8807)

Transports par eau : transports maritimes : Corse (p. 8808)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 1999] (p. 8865)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 34 du Gouvernement (majoration des crédits destinés à l'ENIM) (p. 8865)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Après l'article 70

Son amendement n° 106 (intégration au sein de la fonction publique des personnels enseignants des établissements d'enseignement maritime et aquacole) : adopté (p. 8867)

Jean-Claude LENOIR

Orne (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2088 relative à l'extension exceptionnelle du taux réduit de TVA pour tous les travaux de remise en état causés par les intempéries [19 janvier 2000]

Proposition de loi n° 2092 relative à l'extension de la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle aux dommages causés par les tempêtes [19 janvier 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Politique fiscale. Victimes des tempêtes de décembre 1999 [18 janvier 2000] (p. 34)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 985, posée le 20 décembre 1999. Professions de santé. Médecins (J.O. Questions p. 7185). Appelée le 21 décembre 1999. Exercice de la profession, zones rurales (p. 11208)

n° 1123, posée le 22 mai 2000. Transports ferroviaires. Ligne Paris-Granville (J.O. Questions p. 3033). Appelée le 23 mai 2000. Fonctionnement (p. 4488)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)

Son intervention (p. 9701)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9701)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9701, 9702)

Aménagement du territoire : pays (p. 9702)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9701)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9702)

Union européenne : fonds structurels (p. 9702)

Voirie (p. 9702)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9420)

Son intervention (p. 9424)

Thèmes avant la procédure des questions :

Baux : baux d'habitation (p. 9425)

Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 9425)
Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (p. 9425)
Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 9425)
TVA : taux réduit (p. 9424)

Jean LEONETTI

Alpes-Maritimes (7ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1910 tendant à valider les admissions en deuxième année des étudiants des facultés de médecine et d'odontologie de Nîmes et Montpellier [9 novembre 1999]

Proposition de loi n° 2056 relative à l'interdiction des candidatures multiples aux élections [22 décembre 1999]

Proposition de loi n° 2491 portant sur la protection de l'enfant face au tabagisme [22 juin 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Professions de santé. Programmes, médecins, gynécologie médicale, maintien [5 octobre 1999] (p. 6853)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 980, posée le 6 décembre 1999. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 6892). Appelée le 7 décembre 1999. Péages, tarifs, zones urbaines (p. 10606)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8926)

Son intervention (p. 8940)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8940, 8941)
Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8940, 8941)
Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8941)
Ordre public : sécurité : Etat (p. 8941)
Police : effectifs (p. 8940, 8941)

JUSTICE

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9098)

Son intervention (p. 9103)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 9104)
Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 9104)
Justice : carte judiciaire (p. 9104)
Justice : crédits (p. 9104)
Justice : indépendance : nomination (p. 9104)
Justice : magistrats : sectes (p. 9104)
Justice : réforme : Vaucluse (p. 9104)

Annexes au compte rendu intégral [9 novembre 1999] (p. 9138) :

- Réunion de la commission des lois du 20 octobre 1999

Son intervention (p. 9146)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 9147)
Justice : assistants de justice (p. 9147)
Justice : crédits (p. 9146)
Justice : crédits : collectivités territoriales (p. 9147)
Justice : jugements : délais (p. 9147)
Justice : réforme (p. 9147)
Justice : tribunaux : Nice (p. 9147)
Système pénitentiaire (p. 9147)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10023)

Son intervention (p. 10026)

Thèmes :

Administration : maisons des services publics (p. 10027)
Administration : rapports avec les administrés (p. 10026, 10027)
Administration : transparence : fonctionnaires et agents publics (p. 10027)
Assemblée nationale : questions écrites : délais (p. 10027)
Justice : droit d'ester : collectivités territoriales (p. 10027, 10028)
Lois : codification (p. 10027)
Professions de santé : médecins : validations législatives (p. 10027)
Urbanisme : opérations d'aménagement : associations (p. 10027, 10028)

Discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10032)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 10034)

Après l'article 26 bis

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Gérard Gouzes (situation particulière des collaborateurs de cabinet des autorités territoriales définie par le dernier alinéa de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984

portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale sans incidence sur les missions des juridictions et autorités chargées du contrôle de légalité) (p. 10046)
Ses explications de vote (p. 10051)
Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 10052)

Projet de loi n° 1919 modifiant le code pénal et le code de procédure pénale et relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10900)
Son intervention (p. 10908)
Thèmes :
Droit pénal : corruption : généralités (p. 10908)
Droit pénal : corruption : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 10908)
Droit pénal : corruption : rétroactivité des lois (p. 10908, 10909)
Droit pénal : corruption : Russie (p. 10908)
Droit pénal : corruption : tribunaux (p. 10908)
Droit pénal : corruption : Union européenne (p. 10909)
Entreprises : délocalisations : corruption (p. 10908)
Parlement : Sénat : corruption (p. 10908)
Politiques communautaires : fraude (p. 10908)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10909)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 février 2000] (p. 1370)
Son intervention (p. 1374)
Thèmes :
Droit pénal : corruption : généralités (p. 1374)
Droit pénal : corruption : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 1374)
Droit pénal : corruption : rétroactivité des lois (p. 1374)
Pays étrangers : Etats-Unis : corruption (p. 1374)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 juin 2000] (p. 5612)
Son intervention (p. 5615)
Thèmes :
Droit pénal : corruption : rétroactivité des lois (p. 5615)
Droit pénal : corruption : sanctions (p. 5614, 5615)
Droit pénal : corruption : tribunaux (p. 5615)
Pays étrangers : Etats-Unis : corruption (p. 5614, 5615)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5615)

Projet de loi n° 1809 modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [15 décembre 1999] (p. 10972)
Son intervention (p. 10975)
Thèmes :
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : commissions mixtes paritaires (p. 10975)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : recensements (p. 10975)
Collectivités territoriales : libre administration : subventions (p. 10976)
Coopération intercommunale (p. 10975, 10976)

Projet de loi n° 621 portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2000] (p. 1245)
Son intervention (p. 1249)
Thèmes :
Administration : autorités administratives indépendantes (p. 1249)
Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 1249, 1250)
Ordre public : personnels (p. 1250)
Ordre public : sécurité : sociétés (p. 1250)
Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 1250)

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1255)
Article 5 (pouvoirs d'investigation)
Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - opposition du seul secret relatif à la défense nationale, à la sûreté de l'Etat ou à la politique extérieure) (p. 1258)
Article 6 (vérifications sur place)
Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - vérification sans obligation de préavis dans tous lieux publics ou locaux professionnels) (p. 1259)
Ses explications de vote (p. 1260)
Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 1261)

Proposition de loi n° 2121 tendant à préciser la définition des délits non intentionnels

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2000] (p. 3122)
Son intervention (p. 3133)
Thèmes :
Assemblée nationale : commissions : délits non intentionnels (p. 3133)

Droit pénal : délits non intentionnels : généralités (p. 3133, 3134)
Droit pénal : responsabilité pénale : croissance (p. 3133)
Elections et référendums : élus : responsabilité pénale (p. 3133, 3134)
Justice : victimes : délits non intentionnels (p. 3134)
Parlement : Sénat : délits non intentionnels (p. 3133)

Discussion des articles [5 avril 2000] (p. 3139)

Article 1er (article 121-3 du code pénal : nouvelle définition des délits non intentionnels)

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article définissant les notions d'auteur indirect et médiat et ajoutant - pour la mise en cause de la responsabilité pénale des personnes physiques - la faute d'une exceptionnelle gravité exposant autrui à un danger qu'elles ne pouvaient ignorer) (p. 3141)

Article 6 (article 121-2 du code pénal : extension de la responsabilité pénale des personnes morales)

Ses explications de vote (p. 3148)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 3149)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3612)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3726) : rejetée (p. 3736)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : ordre du jour (p. 3612)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 3729)
Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 3729, 3730)
Etrangers : droit de vote : gauche (p. 3612, 3726, 3727, 3730)
Etrangers : droit de vote : généralités (p. 3729)
Etrangers : droit de vote : Président de la République (p. 3726, 3727)
Etrangers : droit de vote : souveraineté (p. 3612, 3627, 3628, 3630)
Etrangers : intégration (p. 3729, 3730)
Nationalité : acquisition (p. 3613, 3729, 3730)
Partis et mouvements politiques : écologistes (p. 3726)
Politique générale : démocratie : mondialisation (p. 3728)
Union européenne : citoyenneté (p. 3612, 3728)

Ses explications de vote (p. 3746)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 3747)

Projet de loi n° 2395 relatif à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2000] (p. 4817)

Son intervention (p. 4826)

Thèmes :

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 4826 à 4828)
Ordre public : sécurité : maires (p. 4827)
Transports : convoyeurs de fonds : sécurité (p. 4826, 4827)

Explications de vote et vote [31 mai 2000] (p. 4832)

Ses explications de vote

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4832)

François LÉOTARD

Var (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1893 relative à la lutte contre la provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard de personnes à raison de leurs pratiques sexuelles non réprimées par la loi [9 novembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Jeunesse et sports : publications. Droits des jeunes, contenu [25 avril 2000] (p. 3235)

Union européenne. Elargissement. Institutions communautaires, réforme [17 mai 2000] (p. 4278)

Politique extérieure. Allemagne. Construction européenne, déclaration d'un ministre [23 mai 2000] (p. 4521)

Arnaud LEPERCQ

Vienne (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Cesse d'appartenir à la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 9 octobre 1999] (p. 15075)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1158, posée le 5 juin 2000. Agriculture. Contrats territoriaux d'exploitation (J.O. Questions p. 3334). Appelée le 6 juin 2000. Financement (p. 4849)

Pierre LEQUILLER

Yvelines (4ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2107 rectifié tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la violence dans les établissements scolaires [25 janvier 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Elargissement. Turquie, candidature [14 décembre 1999] (p. 10886)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Déclaration du Premier ministre [29 février 2000] (p. 1353)

Etat. Gouvernement. Déclaration d'un ministre [25 avril 2000] (p. 3242)

Politique extérieure. Algérie. Visite officielle du Président algérien, déclaration sur les harkis [20 juin 2000] (p. 5599)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Critique la mise en cause des absents [5 novembre 1999] (p. 8888)

Juge inacceptables les attaques personnelles du rapporteur à l'encontre de M. Jacques Myard et demande une suspension de séance [10 novembre 1999] (p. 9199)

S'indigne des attaques personnelles contre M. Jacques Myard et demande que soient présentées des excuses après la suspension de séance ; il considère que la nouvelle procédure d'examen en commission est peu adaptée à la discussion budgétaire qu'elle contribue à morceler [10 novembre 1999] (p. 9201)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9181)

Son intervention (p. 9190)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : politique culturelle : langue française (p. 9190)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 9190, 9191)

Enseignement supérieur : crédits (p. 9190)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9190)

Pays étrangers : Turquie (p. 9191)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 9190)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 1999] (p. 9192)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Arnaud Montebourg (réductions des crédits) (p. 9197)

Etat C, titre VI

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 novembre 1999] (p. 9199)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention (p. 9233)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 9233)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 9233)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9233)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 9233)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8875)

Son rappel au règlement (cf. supra) [5 novembre 1999] (p. 8888)

Thèmes avant la procédure des questions :

Patrimoine culturel : oeuvres d'art : classement (p. 8888)

Patrimoine culturel : oeuvres d'art : exportation (p. 8888)

Patrimoine culturel : oeuvres d'art : fiscalité (p. 8889)

DÉFENSE

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9199)

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 novembre 1999] (p. 9201)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : collège : évaluation (p. 9497, 9498)

Enseignement secondaire : lycées : évaluation (p. 9497, 9498)

Projet de loi n° 2236 portant habilitation du Gouvernement à adapter par ordonnance la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2000] (p. 3688)

Son intervention (p. 3697)

Thèmes :

Finances publiques (p. 3697, 3698)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 3697)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 3697)

Télécommunications : France Télécom : tarifs (p. 3697)

Union européenne : euro (p. 3697)

Discussion des articles [3 mai 2000] (p. 3701)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (non-aggravation des sanctions pécuniaires) (p. 3702)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (limitation des écarts susceptibles de résulter de l'adaptation des montants législatifs) (p. 3703)

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de la commission (neutralité financière de l'ordonnance pour les ressources et les dépenses publiques) (p. 3703)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 3698)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3918)

Thèmes :

Environnement : protection (p. 3919)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3918)

Pays étrangers : Turquie (p. 3918)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3919)

Santé : santé publique : agroalimentaire (p. 3919)

Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 3919)

Union européenne : élargissement (p. 3918)

Union européenne : institutions communautaires (p. 3919)

Bruno LE ROUX

Seine-Saint-Denis (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité [J.O. du 1er juillet 2000] (p. 10016)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2139), portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité [23 février 2000] (n° 2193)

Rapport déposé en deuxième lecture (n° 2326) sur le projet de loi portant création d'une Commission nationale de déontologie de la sécurité [17 mai 2000] (n° 2406)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [7 décembre 1999] (p. 10627)

Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention [7 mars 2000] (p. 1542)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1101, posée le 8 mai 2000. Automobiles et cycles. Renault (J.O. Questions p. 2767). Appelée le 9 mai 2000. Emploi et activité, Épinay-sur-Seine (p. 3871)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Constate que la discussion de motions de procédure a retardé l'examen de la proposition de loi constitutionnelle relative au droit de vote des résidents étrangers pour les élections locales et demande la poursuite de la séance [2 mai 2000] (p. 3615)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8926)

Son intervention (p. 8935)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8937, 8938)
Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8936, 8937)
Ordre public : sécurité (p. 8936)
Ordre public : sécurité : Gouvernement précédent (p. 8935)
Police : adjoints de sécurité (p. 8937)
Police : crédits (p. 8935 à 8937)
Police : effectifs (p. 8937, 8938)
Police : police de proximité (p. 8936 à 8938)
Police : police municipale (p. 8937)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [9 novembre 1999] (p. 9138) :

- Réunion de la commission des lois du 20 octobre 1999

Son intervention (p. 9156)

Thèmes :

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 9156)
Justice : maisons de justice et du droit (p. 9156)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 378)

Thèmes :

Elections et référendums : élections sénatoriales : parité (p. 379)
Femmes : parité (p. 378)
Femmes : parité : histoire (p. 378)
Femmes : parité : partis et mouvements politiques (p. 378)

Projet de loi n° 621 portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2000] (p. 1245)

Ses interventions (p. 1246, 1255)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 1247)
Etat : Gouvernement : sécurité (p. 1246, 1247)
Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 1247, 1255)
Ordre public : personnels (p. 1255)
Parlement : Sénat (p. 1246)

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1255)

Article 1er (institution d'une commission nationale de déontologie de la sécurité)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 1255)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la liste énumérant les personnes relevant de la commission) (p. 1256) : adopté (p. 1257)

Article 2 (composition de la commission nationale et mandat de ses membres)

Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (qualité de membre de la commission incompatible avec l'exercice de toute fonction ou activité dans le domaine de la sécurité ou de la protection) (p. 1257)

Article 5 (pouvoirs d'investigation)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) (p. 1258) : adopté (p. 1258)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - opposition du seul secret relatif à la défense nationale, à la sûreté de l'Etat ou à la politique extérieure) (p. 1258) : adopté (p. 1258)

Article 6 (vérifications sur place)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - vérification sans obligation de préavis dans tous lieux publics ou locaux professionnels) (p. 1258, 1259) : adopté (p. 1259)

Article 7 (pouvoirs d'avis, de recommandation et de publication d'un rapport spécial)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) (p. 1259) : adopté (p. 1259)

Article 8 (rapports avec l'autorité judiciaire)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la disposition introduite par le Sénat relative aux dénonciations calomnieuses) (p. 1260) : adopté (p. 1260)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de coordination) (p. 1260) : adopté (p. 1260)

TROISIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 mai 2000] (p. 4685)

Ses interventions (p. 4686)

Thèmes :

Etat : Gouvernement : sécurité (p. 4686)
Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 4686)
Parlement : Sénat : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 4686)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Après l'article 24

Son amendement n° 917 (création dans chaque région, d'un fonds unique d'attribution et de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 1979)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Son intervention (p. 3704)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 mai 2000] (p. 3615)

Thèmes :

Constitution : révision : procédures (p. 3705)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 3704 à 3706)
Etrangers : droit de vote : gauche (p. 3704, 3705)
Etrangers : droit de vote : propositions de loi (p. 3704)
Etrangers : intégration (p. 3705, 3706)
Union européenne : citoyenneté (p. 3705)

Discussion de l'article unique [3 mai 2000] (p. 3736)

Après l'article unique

Son amendement n° 2 (de coordination - suppression du mot "seuls" dans la première phrase de l'article 88-3 de la Constitution) : adopté (p. 3744)

Ses explications de vote (p. 3744)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3744)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2000] (p. 4675)

Son intervention (p. 4681)

Thèmes :

Parlement : Sénat : collège sénatorial (p. 4681)
Parlement : Sénat : droite (p. 4681)
Parlement : Sénat : représentativité (p. 4681)
Politique générale : institutions : réforme (p. 4681)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4681)

Projet de loi n° 2395 relatif à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2000] (p. 4817)

Son intervention (p. 4822)

Thèmes :

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 4823, 4824)
Transports : convoyeurs de fonds : agressions (p. 4823)
Transports : convoyeurs de fonds : grèves (p. 4822, 4823)
Transports : convoyeurs de fonds : salariés (p. 4823)
Transports : convoyeurs de fonds : sécurité (p. 4823)

Discussion des articles [31 mai 2000] (p. 4828)

Article 2 (accès des véhicules de transport de fonds)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Christian Estrosi (nouvelle rédaction de l'article opérant une distinction selon les modalités technologiques de protection des fonds) (p. 4829)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction de l'article prévoyant la publication dans les six mois suivant celle de la loi du décret déterminant les aménagements à effectuer, ceux-ci devant être réalisés avant le 1er juillet 2002) (p. 4829)

Ses explications de vote (p. 4832)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4832)

René LEROUX

Loire-Atlantique (7ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité en mer, le transport maritime et la lutte contre les pavillons de complaisance (n° 2070) [19 janvier 2000]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux catastrophes maritimes et à la lutte contre les pollutions marines (n° 2037) [19 janvier 2000]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité en mer, le transport maritime des produits dangereux et polluants (n° 2062) [19 janvier 2000]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le naufrage du navire "Erika" et ses conséquences, afin de renforcer la sécurité des transports pétroliers et d'améliorer les moyens de lutte contre les pollutions marines (n° 2066) [19 janvier 2000]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes du naufrage du pétrolier "Erika" et sur la sécurité du transport maritime (n° 2073) [19 janvier 2000]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur les propositions de résolution :

1. (n° 2037) de M. François Goulard tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux catastrophes maritimes et à la lutte contre les pollutions marines ;
2. (n° 2062) de M. Jean-Marc Ayrault tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité en mer, le transport maritime des produits dangereux et polluants ;
3. (n° 2066) de M. Jean de Gaulle tendant à la création d'une commission d'enquête sur le naufrage du navire Erika et ses conséquences, afin de renforcer la sécurité des transports pétroliers et d'améliorer les moyens de lutte contre les pollutions marines ;
4. (n° 2070) de M. Georges Sarre tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité en mer, le transport maritime et la lutte contre les pavillons de complaisance ;
5. (n° 2073) de M. André Aschieri tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes du naufrage du pétrolier Erika et sur la sécurité du transport maritime [19 janvier 2000] (n° 2083)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 2426) de M. Alain Barrau, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la sécurité maritime du transport pétrolier (COM (2000) 142 final/n° E 1440) [4 juillet 2000] (n° 2532)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Politiques communautaires. Fonds structurels, organisation commune de marché [30 novembre 1999] (p. 10283)

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, lutte et prévention, politiques communautaires [7 mars 2000] (p. 1541)

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Erika, indemnisation [7 juin 2000] (p. 4946)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9556)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : crédits (p. 9556)
Mer et littoral : littoral : eau (p. 9556)
Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 9556)

Proposition de résolution n° 2062 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité en mer, le transport maritime des produits dangereux et polluants

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

Avant la discussion de l'article unique [20 janvier 2000] (p. 225)

Son intervention (p. 225)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture : pollution (p. 226)
Assemblée nationale : commissions d'enquête : création (p. 226)
Défense : service national : appelés (p. 226)
Mer et littoral : pollution : pétrole (p. 225, 226)
Tourisme et loisirs (p. 226)
Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 226)

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5147)

Son intervention (p. 5150)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 5150)
Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 5150)
Justice : tribunaux : transports maritimes (p. 5151)

Jean-Claude LEROY

Pas-de-Calais (3ème circonscription)
Socialiste

Elu le 19 mars 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 21 mars 2000] (p. 4391)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 22 mars 2000] (p. 4431)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 23 mars 2000] (p. 4497)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Consommation. Sécurité alimentaire. Viandes [2 mai 2000] (p. 3626)

Maurice LEROY
Loir-et-Cher (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Economie sociale. Mutuelle des étudiants de France (MNEF). Gestion, déclaration d'un ministre [9 novembre 1999] (p. 9088)

Etat. Gouvernement. Politique économique et sociale [8 mars 2000] (p. 1601)

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [28 mars 2000] (p. 2660)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 935, posée le 4 octobre 1999. Voirie. RN 10 (J.O. Questions p. 5662). Appelée le 5 octobre 1999. Aménagement, Centre (p. 6827)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 15 (article L. 212-3 du code du travail : modification du contrat de travail)

Son amendement n° 571 soutenu par M. Jean Le Garrec (assimilation du refus à une démission) : rejeté (p. 7522)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [12 octobre 1999] (p. 7148)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 7177)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9371)

Son intervention (p. 9380)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 9381)

Aménagement du territoire : politique de la ville : histoire (p. 9380)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : délinquance et criminalité (p. 9381)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

TROISIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 819)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Intervient sur le sous-amendement n° 32 rectifié de M. Franck Dhersin (prise en compte de la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture sauf la prise en compte de la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 823)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 834)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Soutient le sous-amendement n° 52 de M. Pierre Albertini (suppression de l'incompatibilité avec le mandat de représentant au Parlement européen) à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture mais en supprimant l'incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 845)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5198)

Thème :

Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 5198)

Patrick LEROY
Nord (19ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives [J.O. du 19 novembre 1999] (p. 17235)

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1821) [15 décembre 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1821) modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [27 janvier 2000] (n° 2115)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [29 mars 2000] (n° 2305)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en nouvelle lecture, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2239), modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [26 avril 2000] (n° 2353)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi (n° 2453), modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [14 juin 2000] (n° 2475)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Syndicats. Droits syndicaux. Respect [27 octobre 1999] (p. 8240)

Etablissements de santé. Etablissements publics. Budget [15 mars 2000] (p. 2005)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)

Son amendement n° 304 soutenu par M. Daniel Paul (de raccourcissement du délai d'entrée en application) (p. 7308) : rejeté (p. 7309)

Article 6 (articles L. 212-4-2 à L. 212-4-16 du code du travail : travail à temps partiel)

Son amendement n° 325 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (maintien de la coupure de deux heures) : rejeté (p. 7401)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Son intervention (p. 9481)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement maternel et primaire : professeurs des écoles : effectifs (p. 9481)

Régions : Nord-Pas-de-calais : enseignement secondaire (p. 9481)

Régions : Nord-Pas-de-Calais : enseignement professionnel (p. 9481)

Enseignement secondaire : orientation scolaire et professionnelle (p. 9482)

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 1999] (p. 8655)

Son intervention (p. 8693)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits (p. 8693)

Enseignement supérieur : diplômes : recrutement (p. 8693)

Enseignement supérieur : étudiants : plan social (p. 8694)

Enseignement supérieur : universités : établissements (p. 8694)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 8694)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : création d'emplois (p. 8693)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 8694)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 8695)

Recherche : chercheurs (p. 8695)

Recherche : crédits (p. 8694)

Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 8694)

Recherche : recherche développement : équipements (p. 8694)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 9017)

Son intervention (p. 9036)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : formation continue : accès (p. 9036)

Formation professionnelle : formation continue : réforme (p. 9037)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9635)

Son intervention (p. 9640)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 9641)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : budget (p. 9640)
Sports : Stade de France (p. 9641)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 1999] (p. 9671) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 17 novembre 1999

Thème :

Sports : Stade de France (p. 9685)

Questions écrites budgétaires

5 - Sports : installations sportives (p. 9692)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 décembre 1999] (p. 10659)

Son intervention (p. 10661)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 10662)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes : éducation physique et sportive (p. 10662)
Sports : associations et clubs : statut juridique (p. 10661)
Sports : dopage (p. 10662)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)

Son intervention (p. 546)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 547)
Audiovisuel et communication : télévision : sports (p. 547)
Education physique et sportive : sports scolaires et universitaires : enseignants (p. 548)
Handicapés (p. 547)
Organisations internationales : Agence internationale de lutte contre le dopage (p. 546)
Sports : associations et clubs (p. 547)
Sports : dopage (p. 546)
Sports : fédérations (p. 547)
Sports : métiers du sport (p. 547)
Sports : sport de haut niveau (p. 547)
Sports : sports de pleine nature (p. 548)
Sports : stades : sécurité (p. 546)

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 1er (principes généraux de l'organisation et de la promotion des activités physiques et sportives)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 583) : adopté (p. 583)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (groupements des collectivités territoriales) (p. 583) : adopté (p. 583)

Soutient l'amendement n° 16 rectifié de la commission (associations dont l'objet n'est pas exclusivement sportif) (p. 583) : adopté (p. 583)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Christian Estrosi (fédérations délégataires) (p. 583)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Édouard Landrain (responsabilité du sport de haut niveau) (p. 584)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Édouard Landrain (service public pour la démocratisation du sport) (p. 584)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Bruno Bourg-Broc (groupements des collectivités territoriales) (p. 584)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Édouard Landrain (sport scolaire et universitaire) (p. 584)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de conséquence) (p. 584) : adopté (p. 584)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Édouard Landrain (coordination avec le schéma des services collectifs du sport) (p. 585)

Article 2 (éducation physique et sportive dans l'enseignement primaire et secondaire)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 585) : adopté (p. 585)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Bruno Bourg-Broc (enseignement du sport dans les établissements d'enseignement supérieur) (p. 586)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Bruno Bourg-Broc (qualification dominante en éducation physique et sportive) (p. 586)

Intervient sur le sous-amendement n° 199 de M. Christian Estrosi (assistance par des associations agréées) à l'amendement n° 19 de la commission (assistance par un personnel qualifié et agréé) (p. 587)

Article 3 (accès des installations sportives universitaires aux collectivités locales et aux fédérations ou associations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Édouard Landrain (pratique de l'arbitrage) (p. 588)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (groupements des collectivités territoriales) (p. 589) : adopté (p. 589)

Article 4 (éducation physique et sportive des élèves et des étudiants handicapés)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (prise en compte des spécificités liées aux handicaps) (p. 590) : adopté (p. 590)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Guy Drut (prise en compte des spécificités liées aux handicaps) (p. 590)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (suppression de la référence aux handicapés mentaux) (p. 590) : adopté (p. 591)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de précision) (p. 591) : adopté (p. 591)

Soutient l'amendement n° 25 rectifié de la commission (formation spécifique aux différentes formes de handicap) (p. 591) : adopté après rectification (p. 591)

Article 5 (promotion de la parité hommes-femmes et de la démocratie au sein des instances sportives)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Édouard Landrain (de suppression) (p. 592)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) (p. 592) : adopté (p. 593)
Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 593) : adopté (p. 593)
Après l'article 5
Soutient l'amendement n° 201 de M. Édouard Landrain (formation à l'arbitrage) (p. 614) : rejeté (p. 614)
Article 7 (règles relatives à la profession d'intermédiaire)
Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Édouard Landrain (aval de la commission) (p. 616)
Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 617) : adopté (p. 617)
Soutient l'amendement n° 33 de la commission (communication systématique des contrats aux fédérations) (p. 620) : adopté après modification (p. 621)
Intervient sur le sous-amendement oral de M. Guy Drut (communication systématique des contrats et des mandats aux fédérations) à l'amendement n° 137 de M. Édouard Landrain (communication systématique des contrats aux fédérations) (p. 621)
Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Bruno Bourg-Broc (sanctions en cas de non-communication) (p. 621)
Intervient sur le sous-amendement oral de M. Denis Jacquat (obligation de sanctionner) à l'amendement n° 243 de M. Bruno Bourg-Broc (p. 621)
Soutient l'amendement n° 34 de la commission (suppression de l'interdiction de contracter par un intermédiaire pour les sportifs professionnels mineurs) (p. 621) : adopté (p. 621)
Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de précision) (p. 622) : adopté (p. 622)
Soutient l'amendement n° 36 de la commission (incapacité d'exercice) (p. 622) : adopté (p. 622)
Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Édouard Landrain (déclaration préalable) (p. 622)
Soutient l'amendement n° 37 de la commission (de précision) (p. 622) : adopté (p. 622)
Article 8 (fédérations sportives)
Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Christian Estrosi (élargissement du champ des organismes pouvant participer à la vie des fédérations) (p. 624)
Soutient l'amendement n° 38 de la commission (élargissement du champ des organismes pouvant participer à la vie des fédérations) (p. 624) : adopté (p. 624)
Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Édouard Landrain (élargissement du champ des organismes pouvant participer à la vie des fédérations) (p. 624)
Soutient l'amendement n° 39 rectifié de la commission (participation des fédérations au capital d'une société commerciale) (p. 625) : adopté (p. 625)
Intervient sur l'amendement n° 5 corrigé de M. Christian Estrosi (effet de la délivrance d'une licence) (p. 625)
Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Édouard Landrain (effet de la délivrance d'une licence) (p. 625)
Soutient l'amendement n° 40 de la commission (effet de la délivrance d'une licence) (p. 625) : adopté (p. 625)
Soutient l'amendement n° 41 de la commission (mise en place de règles de pratiques adaptées par les fédérations non délégataires) (p. 625) : adopté (p. 627)
Soutient l'amendement n° 42 de la commission (participation à l'exécution d'une mission de service public) (p. 627) : adopté (p. 627)
Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) (p. 627) : adopté (p. 627)
Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Bruno Bourg-Broc (formation des juges et arbitres) (p. 627)
Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Édouard Landrain (formation des arbitres) (p. 627)
Soutient l'amendement n° 45 de la commission (initiation des jeunes à l'arbitrage) (p. 627) : adopté (p. 628)
Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de conséquence) (p. 628) : adopté (p. 628)
Soutient l'amendement n° 47 de la commission (participation des sportifs aux instances dirigeantes des associations) (p. 628) : adopté (p. 628)
Soutient l'amendement n° 48 rectifié de la commission (modalités d'élection des instances dirigeantes des fédérations) (p. 628) : rejeté (p. 630)
Soutient l'amendement n° 49 de la commission (caractère associatif des fédérations) (p. 630) : rejeté (p. 630)
Soutient l'amendement n° 50 de la commission (de conséquence) (p. 630) : adopté (p. 630)
Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Christian Estrosi (contrôle juridique des instances décentralisées) (p. 631)
Soutient l'amendement n° 51 de la commission (contrôle juridique des instances décentralisées) (p. 631) : adopté (p. 631)
Soutient l'amendement n° 52 rectifié de la commission (concours financiers et en personnel de l'Etat) (p. 631) : adopté (p. 631)
Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Christian Estrosi (convention avec le CNOSF) (p. 631)
Article 9 (fédérations sportives délégataires)
Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Guy Drut (référence à la mission de service public) (p. 632)
Soutient l'amendement n° 53 de la commission (de cohérence) (p. 632) : adopté (p. 632)
Soutient l'amendement n° 54 de la commission (respect des règles internationales) (p. 632) : adopté (p. 633)
Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Guy Drut (établissement des règles de toutes les manifestations sportives) (p. 633)
Intervient sur l'amendement n° 156 de M. José Rossi (établissement des modalités de pratique adaptées) (p. 633)
Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Christian Estrosi (établissement des modalités de pratique adaptées) (p. 633)
Son amendement n° 242 (publication des règlements) (p. 633) : adopté (p. 634)
Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Philippe Douste-Blazy (publication des règlements) (p. 634)
Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Guy Drut (obligation de création d'une ligue) (p. 636)
Soutient l'amendement n° 58 de la commission (dérogation pour l'appellation des certaines fédérations) (p. 636) : adopté (p. 636)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (usage des appellations "Equipe de France" et "Champion de France") (p. 636) : adopté (p. 636)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. José Rossi (usage des appellations "Equipe de France" et "Champion de France") (p. 636)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Bruno Bourg-Broc (usage des appellations "Equipe de France" et "Champion de France") (p. 636)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Christian Estrosi (usage des appellations "Equipe de France" et "Champion de France") (p. 636)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (pénalités) (p. 636) : adopté (p. 637)

Intervient sur l'amendement n° 259 rectifié de M. Henri Nayrou (exclusivité du droit d'exploitation) (p. 637)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 637) : adopté (p. 637)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (délivrance des titres) (p. 637) : adopté (p. 638)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Philippe Douste-Blazy (délivrance des titres) (p. 638)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (de précision) (p. 638) : adopté (p. 638)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Jean-Louis Debré (établissement du calendrier des compétitions sportives) (p. 638)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Bruno Bourg-Broc (établissement et respect du calendrier sportif) (p. 638)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Jean-Claude Beauchaud (définition des normes techniques et de sécurité) (p. 638)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Philippe Douste-Blazy (exercice des droits juridiques des fédérations en cas de préjudice des licenciés) (p. 639)

Intervient sur l'amendement n° 257 rectifié de M. Bruno Bourg-Broc (exercice des droits juridiques des fédérations en cas de préjudice des licenciés) (p. 639)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Alfred Marie-Jeanne (participation des équipes d'outre-mer à des compétitions régionales) (p. 639)

Intervient sur le sous-amendement n° 266 de M. Guy Drut (obligation de concourir sous les couleurs nationales) à l'amendement n° 57 de M. Alfred Marie-Jeanne (p. 642)

Intervient sur le sous-amendement n° 267 de M. Édouard Landrain (interdiction d'affronter des équipes nationales) à l'amendement n° 57 de M. Alfred Marie-Jeanne (p. 642)

Article 10 (suppression d'une procédure de contrôle de la légalité des actes pris par une fédération en vertu de la délégation : le "référé ministériel" et insertion des règles relatives aux grades des arts martiaux)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (de coordination) (p. 642) : adopté (p. 642)

Article 11 (régimes applicables aux manifestations sportives qui ne sont pas organisées par des fédérations sportives agréées et qui donnent lieu à des remises de prix d'une certaine valeur)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (mesures destinées à empêcher l'organisation de compétitions qui auraient pour effet de détourner les sportifs de haut niveau des activités fédérales) (p. 643) : adopté (p. 643)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) (p. 643) : adopté (p. 643)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) (p. 643) : adopté (p. 644)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (de précision) (p. 644) : adopté (p. 644)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Édouard Landrain (accord des fédérations pour l'usage des terrains de sport) (p. 644)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de précision) (p. 644) : adopté (p. 644)

Article 12 (Comité national olympique et sportif français)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Jean-Louis Debré (de suppression de la promulgation par le CNOSF d'une charte relative à l'éthique du sport) (p. 645)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Christian Estrosi (de suppression de la promulgation par le CNOSF d'une charte relative à l'éthique du sport) (p. 645)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Guy Drut (définition de règles déontologiques) (p. 645)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Édouard Landrain (définition de critères de sélection pour la participation aux compétitions) (p. 646)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (définition de critères de sélection pour la participation aux compétitions) (p. 646) : adopté (p. 646)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (de précision) (p. 646) : adopté (p. 646)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Édouard Landrain (relations entre le CNOSF et le corps arbitral) (p. 647)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (délais pour la conciliation et pour la réponse des parties) (p. 647) : adopté (p. 647)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (mesure en cas de violence caractérisée) (p. 647) : adopté (p. 647)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Philippe Douste-Blazy (recours au tribunal administratif) (p. 647)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (aide financière et en personnel de l'Etat) (p. 648) : adopté (p. 648)

Article 14 (autorisation des garanties d'emprunts et des cautionnements)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) (p. 648) : adopté (p. 648)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (appréciation du plafond de recettes hors subventions) (p. 648) : adopté (p. 648)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. François Rochebloine (centres de vacances et de loisirs sans hébergement) (p. 650)

Article 17 (organisation des activités physiques et sportives des personnels des administrations publiques)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. François Rochebloine (arbitrage sportif) (p. 650)

Après l'article 17
Intervient sur l'amendement n° 217 de M. François Rochebloine (dispositions spécifiques dans les conventions collectives applicables aux bénévoles exerçant des activités au sein des associations sportives) (p. 650)

Article 18 (organisation des activités physiques et sportives des personnes handicapées)
Soutient l'amendement n° 81 de la commission (rédactionnel) (p. 651) : adopté (p. 651)

Article 19 (mutualisation des recettes des droits de diffusion télévisée de certaines manifestations sportives)
Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 660)
Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jean-Louis Debré (affectation et redistribution par le CNOSF) (p. 660)
Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Édouard Landrain (baisse du taux de TVA sur les contrats de télévision) (p. 661)
Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Bruno Bourg-Broc (rapport d'évaluation) (p. 661)

Après l'article 19
Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Philippe Douste-Blazy (baisse du taux de TVA sur l'utilisation des installations sportives à 5,5 %) (p. 661)

Article 20 (liberté d'expression du sportif)
Soutient l'amendement n° 82 rectifié de la commission (dispositions en faveur du corps arbitral) (p. 662) : adopté (p. 662)

Article 21 (commission nationale du sport de haut niveau)
Soutient l'amendement n° 83 de la commission (participation des dirigeants des associations sportives) (p. 663) : adopté (p. 663)
Intervient sur l'amendement n° 220 de M. François Rochebloine (examen des conditions d'application des normes des équipements sportifs) (p. 663)

Article 22 (droits et obligations des sportifs de haut niveau)
Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Guy Drut (de suppression) (p. 664)
Intervient sur l'amendement n° 221 de M. François Rochebloine (droits et obligations du corps arbitral) (p. 665)
Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Édouard Landrain (droits et obligations des cadres techniques) (p. 665)
Soutient l'amendement n° 85 de la commission (droit à l'image) (p. 665) : adopté (p. 665)
Soutient l'amendement n° 86 rectifié de la commission (participation des sportifs à des manifestations organisées par leurs fédérations) (p. 665) : adopté (p. 666)

Article 23 (sportif de haut niveau agent d'un établissement public et agent non titulaire)
Intervient sur l'amendement n° 224 de M. François Rochebloine (corps arbitral) (p. 666)

Après l'article 23
Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Henri Nayrou (statut de semi-professionnel) (p. 666)

Article 25 (Conseil national des activités physiques et sportives)
Soutient l'amendement n° 89 de la commission (de précision) (p. 667) : adopté (p. 668)
Soutient l'amendement n° 90 rectifié de la commission (participation des représentants des collectivités locales) (p. 668) : adopté (p. 668)
Soutient l'amendement n° 91 de la commission (fréquence des séances plénières) (p. 668) : adopté (p. 668)
Soutient l'amendement n° 92 de la commission (consultation obligatoire) (p. 668) : adopté (p. 668)
Soutient l'amendement n° 93 de la commission (impact financier de la modification des normes) (p. 668) : adopté (p. 668)
Soutient l'amendement n° 94 de la commission (rapport) (p. 669) : adopté (p. 669)
Soutient l'amendement n° 95 de la commission (création d'un Observatoire des activités sportives) (p. 669) : adopté (p. 669)
Soutient l'amendement n° 96 de la commission (renforcement des missions du CNAPS) (p. 669) : adopté (p. 669)
Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean-Claude Beauchaud (création d'un comité national des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) (p. 670)
Soutient l'amendement n° 97 de la commission (de précision) (p. 670) : adopté (p. 670)

Article 26 (garanties d'assurance des activités physiques et sportives)
Soutient l'amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) (p. 670) : adopté (p. 671)
Intervient sur l'amendement n° 228 de M. François Rochebloine (référence au corps arbitral) (p. 671)

Article 30 (obligation d'équiper d'installations sportives tout nouvel établissement public local d'enseignement)
Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Édouard Landrain (renforcement de l'obligation) (p. 672)
Intervient sur l'amendement n° 127 de M. André Schneider (inclusion des établissements privés) (p. 672)
Soutient l'amendement n° 101 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 672) : adopté (p. 673)

Article 32 (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs)
Soutient l'amendement n° 102 rectifié de la commission (définition des notions d'enseignement et d'animation des activités sportives) (p. 675) : adopté après modification (p. 675)
Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean Tiberi (définition de la notion d'animation des activités sportives) (p. 676)
Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean Tiberi (contrôle de la qualification des enseignants et des animateurs) (p. 676)
Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Édouard Landrain (création d'un conseil supérieur des professions réglementées du sport) (p. 676)
Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Édouard Landrain (contrôle de la qualification des enseignants et des animateurs) (p. 677)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Édouard Landrain (usage des titres et qualifications) (p. 677)

Article 33 (validation des formations d'enseignement, d'animation ou d'encadrement sportifs des ressortissants de l'Union européenne et de l'Espace économique européen)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (exercice de la profession par des ressortissants de l'Union européenne) (p. 677) : adopté (p. 677)

Après l'article 34

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (congés de formation pour les dirigeants bénévoles) (p. 678) : adopté (p. 679)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Henri Nayrou (réduction d'impôt pour les bénévoles) (p. 679)

Article 35 (service public de la formation initiale et continue des enseignants des activités physiques et sportives)

Soutient l'amendement n° 167 de M. Édouard Landrain (rôle des fédérations dans la formation et le perfectionnement de leurs bénévoles) (p. 680) : rejeté (p. 680)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (rédactionnel) (p. 680) : adopté (p. 680)

Après l'article 35

Soutient l'amendement n° 107 rectifié de la commission (statut de l'INSEP) (p. 680) : adopté (p. 681)

Article 37 (déclaration à l'autorité administrative de l'activité rémunérée d'enseignement, d'animation ou d'encadrement d'activités physiques et sportives)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Édouard Landrain (p. 681)

Article 40 (sanctions pénales relatives à l'enseignement d'activités physiques ou sportives)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (rédactionnel) (p. 682) : adopté (p. 682)

Soutient l'amendement n° 172 de M. Édouard Landrain (concours des fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances dans la recherche des infractions) (p. 682) : rejeté (p. 682)

Après l'article 40

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (de cohérence) (p. 683) : adopté (p. 683)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Édouard Landrain (définition des sites où s'exerce des sports de nature) (p. 683)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Édouard Landrain (droit d'usage des terrains privés) (p. 683)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Édouard Landrain (établissement par le département d'une carte des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) (p. 684)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Germinal Peiro (établissement par le département d'une carte des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) (p. 684)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Édouard Landrain (offres d'emplois concernant des activités sportives) (p. 688)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Édouard Landrain (composition des comités directeurs des fédérations sportives) (p. 689)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Édouard Landrain (composition des comités olympiques français) (p. 689)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Édouard Landrain (interdiction de recevoir honoraires ou bénéfices provenant de l'activité professionnelle d'un éducateur sportif) (p. 689)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Édouard Landrain (sanctions) (p. 689)

Article 41 (dispositions finales)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (rédactionnel et de cohérence) (p. 689) : adopté (p. 689)

Après l'article 41

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (prise en compte des contraintes spécifiques relatives à l'exercice d'activités associatives bénévoles) (p. 689) : adopté (p. 690)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (possibilité de création "d'associations juniors") (p. 690) : adopté (p. 690)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (application à la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 690) : adopté (p. 690)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3756)

Son intervention (p. 3757)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 3758)
Audiovisuel et communication : télévision : manifestations sportives (p. 3758)
Education physique et sportive : sports scolaires et universitaires (p. 3758)
Propriété : servitudes : sports (p. 3758)
Sports : dopage (p. 3758)
Sports : fédérations (p. 3758)
Sports : métiers du sport (p. 3758)
TVA : taux réduit : sports (p. 3758)

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Article 7 (règles relatives à la profession d'intermédiaire)

Soutient l'amendement n° 12, deuxième rectification de la commission (activité subordonnée à la possession d'une licence d'agent sportif) (p. 3773) : adopté (p. 3774)

Intervient sur le sous-amendement n° 50 de M. Édouard Landrain (consultation, a priori, du ministère) à l'amendement n° 12, deuxième rectification de la commission (p. 3773)

Intervient sur le sous-amendement n° 51 de M. Édouard Landrain (sanctions) à l'amendement n° 12, deuxième rectification de la commission (p. 3774)

Article 8 (fédérations sportives)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (missions des fédérations sportives) (p. 3775) : adopté après modification (p. 3779)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 de M. François Rochebloine (formation et organisation du corps arbitral) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 3776)

Intervient sur le sous-amendement n° 91 deuxième rectification de M. Alain Néri (démocratisation des

fédérations) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 3776)

Intervient sur le sous-amendement n° 81 rectifié de M. Jean-Claude Beauchaud (non-délégation des missions de service public) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 3776)

Article 9 (fédérations sportives délégataires)

Soutient l'amendement n° 14 rectifié de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3780) : adopté après modification (p. 3781)

Intervient sur le sous-amendement n° 53 de M. Édouard Landrain (respect des règlements internationaux) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (p. 3781)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de M. Édouard Landrain (calendrier des compétitions sportives) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (p. 3781)

Intervient sur le sous-amendement n° 55 de M. Édouard Landrain (exercice par les fédérations des droits reconnus à la partie civile) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (p. 3781)

Article 11 (régimes applicables aux manifestations sportives qui donnent lieu à des remises de prix d'une certaine valeur et qui ne sont pas organisées par des fédérations sportives agréées)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3782) : adopté (p. 3782)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Édouard Landrain (conditions d'utilisation des stades agréés par les fédérations) (p. 3783)

Article 11 bis (accès des journalistes aux enceintes sportives)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de précision) (p. 3784) : adopté (p. 3784)

Article 12 (Comité national olympique et sportif français)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) (p. 3785) : adopté (p. 3785)

Soutient l'amendement n° 17 rectifié de la commission (compétences du président transférées à un délégué à la conférence des conciliateurs) (p. 3785) : adopté (p. 3785)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (décret en Conseil d'Etat) (p. 3786) : adopté (p. 3786)

Article 14 (autorisation des garanties d'emprunts et des cautionnements)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Édouard Landrain (recettes appréciées hors subvention) (p. 3786)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Bernard Outin (conditions du développement du sport au sein des entreprises) (p. 3787)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. François Rochebloine (conditions d'encadrement dans les centres de vacances et de loisirs sans hébergement) (p. 3788)

Article 19 (mutualisation des recettes des droits de diffusion télévisée de certaines manifestations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. François Rochebloine (de suppression) (p. 3788)

Intervient sur l'amendement n° 44 du Gouvernement (mise en conformité des dispositions avec la loi de finances) (p. 3790)

Article 19 bis (diminution du taux de la TVA appliquée à l'utilisation des installations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (de suppression) (p. 3796)

Article 21 (commission nationale du sport de haut niveau)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. François Rochebloine (contrôle des normes des équipements sportifs par la Commission nationale du sport de haut niveau) (p. 3799)

Article 22 (droits et obligations des sportifs de haut niveau)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (retour au texte adopté en première lecture et participation des sportifs à des manifestations d'intérêt général) (p. 3800) : adopté (p. 3801)

Intervient sur le sous-amendement n° 84 de M. Édouard Landrain (manifestations organisées par la fédération) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 3800)

Article 23 bis (cumul d'un emploi public et d'une activité sportive professionnelle)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (conditions limitatives au cumul d'un emploi public et d'une activité sportive professionnelle) (p. 3801) : adopté (p. 3802)

Article 24 supprimé par le Sénat (conventions d'insertion professionnelle des sportifs de haut niveau)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 3802) : adopté (p. 3802)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 du Gouvernement (avis du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 3802)

Article 25 (Conseil national des activités physiques et sportives)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de précision) (p. 3803) : adopté (p. 3803)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de précision) (p. 3803) : adopté (p. 3803)

Soutient l'amendement n° 24 rectifié de la commission (de précision) (p. 3803) : adopté (p. 3804)

Article 27 (obligations des groupements à l'égard de leurs adhérents en matière d'assurance personnelle)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 3804) : adopté (p. 3804)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (allègement du travail administratif des fédérations) (p. 3804) : adopté (p. 3805)

Article 29 (schéma directeur d'équipements sportifs d'intérêt national)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (retour au texte adopté à l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3805) : adopté (p. 3805)

Article 30 (obligation d'équiper d'installations sportives tout nouvel établissement public local d'enseignement)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (retour au texte adopté à l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3805) : adopté (p. 3806)

Article 31 bis (élargissement aux associations contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme de la capacité à se porter partie civile pour les infractions commises à l'occasion de manifestations sportives)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 3807) : adopté (p. 3807)

Article 32 (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs)

Intervient sur l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (garanties de qualification) (p. 3810)

Intervient sur le sous-amendement n° 86 corrigé de M. Édouard Landrain (âge minimum des enseignants) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812)

Intervient sur le sous-amendement n° 87 corrigé de M. Édouard Landrain (attestation de non-condamnation) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812)

Intervient sur le sous-amendement n° 103 de M. Édouard Landrain (sanctions) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812)

Intervient sur le sous-amendement n° 104 de M. Édouard Landrain (publicité des offres d'emploi) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812)

Intervient sur le sous-amendement n° 88 corrigé de M. Édouard Landrain (création d'un Conseil supérieur des professions réglementées du sport) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812)

Intervient sur le sous-amendement n° 89 corrigé de M. Édouard Landrain (conditions exigées pour porter les titres) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812)

Intervient sur le sous-amendement n° 90 corrigé de M. Édouard Landrain (conditions exigées pour porter les titres) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812)

Intervient sur le sous-amendement n° 105 de M. Édouard Landrain (composition des comités directeurs des fédérations sportives) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812)

Intervient sur le sous-amendement n° 106 de M. Édouard Landrain (composition des conseils d'administration du Comité national olympique et sportif français et des comités régionaux olympiques) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812)

Article 32 bis (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs à titre bénévole)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 3812) : adopté (p. 3813)

Article 32 ter (encadrement des activités s'exerçant dans un environnement spécifique)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 3813) : adopté (p. 3813)

Article 33 (conditions d'exercice de la libre prestation de services d'éducateurs sportifs)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (condition de diplôme) (p. 3814) : retiré (p. 3814)

Article 34 (formation et perfectionnement des cadres sportifs par les fédérations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (cohérence entre la formation assurée par les fédérations et les diplômes) (p. 3815)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Guy Drut (non-application de la loi relative à la réduction négociée du temps de travail) (p. 3815)

Article 34 ter A (rapport sur les possibilités d'aménagement du temps de travail des responsables associatifs)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 3815) : adopté (p. 3815)

Article 34 ter (déduction fiscale des frais exposés par les bénévoles)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3816) : adopté après rectification (p. 3816)

Article 34 quater (déduction fiscale de prêts gracieux au bénéfice d'une association)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 3816) : adopté (p. 3816)

Article 36 (conditions d'exploitation des établissements d'activités physiques et sportives)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3816) : adopté (p. 3817)

Intervient sur l'amendement n° 108 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3817)

Article 38 (sanctions administratives contre les établissements d'activités physiques et sportives)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (de cohérence) (p. 3817) : adopté (p. 3817)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (de cohérence) (p. 3817) : adopté (p. 3817)

Article 39 supprimé par le Sénat (modification des règles d'interdictions professionnelles prononcées par le ministère chargé des sports)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3817) : adopté (p. 3817)

Article 40 (sanctions pénales relatives à l'enseignement d'activités physiques ou sportives)

Intervient sur l'amendement n° 107 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3818)

Après l'article 40 bis

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (conditions d'exercice des sports de pleine nature) (p. 3819, 3820) : adopté (p. 3822)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (plan départemental des itinéraires) (p. 3823) : adopté après rectification et modification (p. 3823)

Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Germinal Peiro (de précision) à l'amendement n° 98 de la commission (p. 3823)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (création d'une commission départementale des

espaces, sites et itinéraires) (p. 3823) : adopté (p. 3823)
Soutient l'amendement n° 100 de la commission (mesures compensatoires ou correctrices nécessaires à prescrire par le préfet) (p. 3824) : adopté après rectification (p. 3824)
Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Édouard Landrain (création d'un titre III) (p. 3824)

Article 41 (abrogations)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (de cohérence) (p. 3824) : adopté (p. 3824)

Article 43 supprimé par le Sénat (parrainage par des associations de projets collectifs proposés par des mineurs)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3825) : adopté après modification (p. 3826)

Après l'article 43

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de coordination) (p. 3826) : adopté (p. 3826)
Soutient l'amendement n° 43 de la commission (de coordination) (p. 3826) : adopté (p. 3826)
Intervient sur l'amendement n° 93 rectifié de M. Alain Néri (Conseil de prévention et de lutte contre le dopage associé à la préparation de la position de la France dans les négociations internationales) (p. 3827)

Article 43 ter (saisine du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de M. Alain Néri (sursis accordé par le Conseil de prévention et de lutte contre le dopage) (p. 3827)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 juin 2000] (p. 5760)

Son intervention (p. 5761)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 5761)
Assurances : contrats : sports (p. 5762)
Politiques communautaires : politiques internes : sport de haut niveau (p. 5762)
Sports : dopage (p. 5762)
Sports : fédérations (p. 5761)
Sports : métiers du sport (p. 5761)
TVA : taux réduit : sports (p. 5761)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 juin 2000] (p. 5769)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (conditions de moralité exigées des ressortissants étrangers exerçant en France comme agent sportif) (p. 5776)
Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 5776) : adopté (p. 5776)
Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de cohérence) (p. 5776) : adopté (p. 5777)
Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (délégation des missions de service public d'une fédération à sa ligue professionnelle) (p. 5777)
Soutient l'amendement n° 8 de la commission (cumul emploi public et activité sportive professionnelle subordonnée à l'accord de l'autorité territoriale et non plus à celui du chef de service) (p. 5777) : adopté (p. 5777)
Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (de cohérence) (p. 5777)
Soutient l'amendement n° 9 de la commission (assurances personnelles) (p. 5777) : adopté (p. 5777)
Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (suppression de l'article 40 quinquies relatif aux servitudes de passage) (p. 5778)
Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (suppression de l'article 40 octies relatif à la responsabilité civile) (p. 5779)

Roger LESTAS

Mayenne (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9575)

ECONOMIE ET FINANCES

II - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [19 novembre 1999] (p. 9729)

Procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 9753)

Raymonde LE TEXIER

Val-d'Oise (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les

hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 2000] (p. 8953)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 2000] (p. 8953)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 juin 2000] (p. 9019)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 juin 2000] (p. 9019)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2140), relatif à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage [23 février 2000] (n° 2188)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage [9 mai 2000] (n° 2365)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en nouvelle lecture sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 2274), relatif à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage [17 mai 2000] (n° 2405)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en vue de la lecture définitive du projet de loi relatif à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage [22 juin 2000] (n° 2488)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Femmes. Droits des femmes [14 juin 2000] (p. 5330)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Procédure des questions :

Enseignement maternel et primaire : médecine scolaire (p. 9499)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2000] (p. 1245)

Son intervention (p. 1263)

Thèmes :

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 1263)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 1264)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 1263)

Gens du voyage : stationnement : projets de loi (p. 1263)

Parlement : Sénat : gens du voyage (p. 1263, 1264)

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1283)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Jacques Weber (définition des gens du voyage) (p. 1286)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Lionnel Luca (définition des gens du voyage) (p. 1286)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Jacques Weber (respect des règles de stationnement et d'utilisation des aires par les gens du voyage) (p. 1286, 1287)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Jacques Weber (communes participant à l'accueil des gens du voyage titulaires d'un titre de circulation) (p. 1288)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Jean-Jacques Weber (définition de la résidence mobile) (p. 1289)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (suppression du dernier alinéa du I de l'article relatif à la définition de la résidence mobile) (p. 1289) : adopté (p. 1289)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (suppression du I bis de l'article relatif au schéma national d'accueil prévu pour les grands rassemblements) (p. 1289) : adopté (p. 1290)

Intervient sur l'amendement n° 108 de Mme Christine Boutin (schéma départemental constitué de schémas d'arrondissement) (p. 1290)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (mention obligatoire des communes de plus de 5 000 habitants au schéma départemental) (p. 1290) : adopté (p. 1292)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Jean-Jacques Weber (mention des groupements de communes de plus de 5 000 habitants) à l'amendement n° 42 de la commission (p. 1291)

Intervient sur le sous-amendement n° 117 de M. Gérard Hamel (schéma départemental prévoyant le type d'aires d'accueil en fonction des différentes catégories de population faisant partie des gens du voyage) à l'amendement n° 42 de la commission (p. 1291)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (accueil des grands rassemblements) (p. 1293) : adopté (p. 1295)

Intervient sur le sous-amendement n° 123 de M. Gérard Hamel (droit de stationnement) à l'amendement n° 43 de la commission (p. 1293)

Intervient sur le sous-amendement n° 121 de M. Gérard Hamel (répartition équilibrée des aires d'accueil) à l'amendement n° 43 de la commission (p. 1293)

Intervient sur le sous-amendement n° 122 de M. Gérard Hamel (interdiction d'implantation d'aires d'accueil

dans les zones en situation économique ou sociale difficile) à l'amendement n° 43 de la commission (p. 1293)
Intervient sur le sous-amendement n° 112 de Mme Christine Boutin (responsabilité du préfet pour les rassemblements de plus de cinquante caravanes) à l'amendement n° 43 de la commission (p. 1294)
Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Patrice Martin-Lalande (approbation du schéma départemental après enquête publique) (p. 1295)
Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Patrice Martin-Lalande (avis de toutes les communes sur le schéma départemental) (p. 1296)
Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jean-Jacques Weber (information du conseil général sur les conséquences financières du schéma départemental) (p. 1296)
Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Gilbert Meyer (approbation du schéma départemental après enquête publique organisée dans le département) (p. 1297)
Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Patrice Martin-Lalande (approbation du schéma départemental dans un délai de dix-huit mois à compter de la publication des décrets d'application de la présente loi) (p. 1297)
Soutient l'amendement n° 44 de la commission (approbation du schéma départemental par le préfet - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1298) : adopté (p. 1298)
Intervient sur le sous-amendement n° 86 de M. Yves Bur (avis du conseil général) à l'amendement n° 44 de la commission (p. 1298)
Soutient l'amendement n° 45 de la commission (composition de la commission consultative) (p. 1298) : adopté après modification (p. 1299)
Intervient sur le sous-amendement n° 6 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (ajout des représentants des associations intervenant auprès des gens du voyage) à l'amendement n° 45 de la commission (p. 1299)
Intervient sur le sous-amendement n° 88 de M. Jean-Jacques Weber (réunion annuelle de la commission consultative) à l'amendement n° 45 de la commission (p. 1299)
Soutient l'amendement n° 46 de la commission (coordination régionale des schémas départementaux - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1299) : adopté (p. 1300)
Intervient sur le sous-amendement n° 119 de M. Gérard Hamel (maires des communes et des groupements de communes de plus de 5000 habitants) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 1299)
Intervient sur le sous-amendement n° 120 de M. Gérard Hamel (consultation des commissions des départements limitrophes) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 1299)
Soutient l'amendement n° 47 de la commission (suppression des dispositions relatives aux ententes interdépartementales) (p. 1300) : adopté (p. 1300)

Article 1er bis (pouvoirs du préfet)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (de suppression) (p. 1300) : adopté (p. 1300)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Lionnel Luca (exigence du paiement du droit de stationnement mentionné dans les règlements intérieurs des aires) (p. 1300)

Article 2 (obligations des communes)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (de coordination) (p. 1301) : adopté (p. 1301)
Soutient l'amendement n° 50 de la commission (suppression de la possibilité de prolongation par le préfet du délai de deux ans pour certaines communes n'ayant pas rempli leurs obligations) (p. 1301) : adopté (p. 1301)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1302) : adopté (p. 1302)
Intervient sur le sous-amendement n° 124 de M. Gérard Hamel (empêchement à réaliser les obligations du schéma départemental) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 1302)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (suppression du financement par l'Etat à hauteur de 70 % de leur montant des dépenses exposées pour la réparation des dommages causés aux aires d'accueil) (p. 1302) : adopté (p. 1303)
Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Pierre Lasbordes (prise en compte de la valeur vénale des terrains aménagés en aire d'accueil) (p. 1304)

Article 5 (aide des organismes de sécurité sociale aux personnes gestionnaires d'aires d'accueil)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (droit d'usage substitué à la redevance) (p. 1304) : adopté (p. 1304)
Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Charles Cova (dépôt d'une caution par les utilisateurs des aires d'accueil) (p. 1305)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens de voyage)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (plafonnement à 25 % de la participation du département aux frais de fonctionnement des aires d'accueil - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1306) : adopté (p. 1306)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Pierre Lasbordes (majoration de la DGF pour les communes ayant satisfait aux obligations de l'article 28 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990) (p. 1307)
Intervient sur l'amendement n° 17 corrigé de M. Daniel Vachez (majoration d'un habitant par place de caravane - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1307)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (délivrance par les maires d'autorisations d'installation des gens du voyage sur des terrains familiaux - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1308) : adopté (p. 1309)

Intervient sur le sous-amendement n° 92 de M. Jean-Jacques Weber (mention des aires d'accueil dans les plans d'occupation des sols) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 1309)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Soutient l'amendement n° 58 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture avec l'ajout de la continuité des services publics pouvant fonder la saisine du juge par le maire et du référé selon la procédure dite d'heure à heure) (p. 1312) : adopté (p. 1315)

Intervient sur le sous-amendement n° 95 de M. Jean-Jacques Weber (extension de la procédure d'expulsion aux cas de violation du droit de propriété) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (p. 1312)

Intervient sur le sous-amendement n° 12 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (constatation de l'infraction au stationnement par le maire sans recours à un huissier) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (p. 1313)

Intervient sur le sous-amendement n° 125 de M. Gérard Hamel (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (p. 1313)

Intervient sur l'amendement n° 102 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture à l'exception de l'unification du contentieux de l'expulsion au profit du juge civil) (p. 1313)

Intervient sur le sous-amendement n° 126 de M. Gérard Hamel (extension de la procédure d'expulsion à la violation des règles d'urbanisme) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (p. 1314)

Intervient sur le sous-amendement n° 96 de M. Yves Bur (possibilité pour le juge de prescrire aux personnes stationnant de manière illicite de rejoindre une aire d'accueil située dans le département) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (p. 1314)

Intervient sur le sous-amendement n° 127 de M. Gérard Hamel (juge statuant en dernier ressort dans le délai de quarante-huit heures) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (p. 1314)

Intervient sur le sous-amendement n° 114 de M. Patrice Martin-Lalande (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures dans le cas du référé selon la procédure dite d'heure à heure) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (p. 1314)

Intervient sur le sous-amendement n° 115 de M. Christian Martin (possibilité pour le maire de faire procéder à l'immobilisation ou à la mise en fourrière des véhicules tracteurs de résidences mobiles dans l'attente de la décision du juge) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (p. 1315)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 106 de Mme Christine Boutin (possibilité offerte au maire de fixer la durée maximale de séjour sur l'aire d'accueil sans pouvoir modifier la durée minimale de quarante-huit heures) (p. 1315)

Intervient sur l'amendement n° 107 de Mme Christine Boutin (expulsion des occupants irréguliers d'un bien à usage professionnel prononcée par le préfet) (p. 1316)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Yves Bur (rapport du Gouvernement au Parlement sur les revenus et charges des gens du voyage) (p. 1316)

Article 9 bis A (stationnement sur le domaine public de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (de suppression) (p. 1316) : adopté (p. 1317)

Article 9 bis supprimé par le Sénat (hébergement des gens du voyage dans le cadre d'emplois saisonniers)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1317) : adopté (p. 1317)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Patrice Martin-Lalande (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1317)

Après l'article 9 bis

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Lionnel Luca (référé selon la procédure dite d'heure à heure) (p. 1317)

Article 10 bis (recensement des gens du voyage)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) (p. 1317) : adopté (p. 1317)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4526)

Son intervention (p. 4528)

Thèmes :

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 4528)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 4528)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 4529)

Gens du voyage : stationnement : migrations (p. 4528)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 4528)

Parlement : Sénat : gens du voyage (p. 4528, 4529)

Discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4538)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Yves Bur (définition des gens du voyage) (p. 4538)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Yves Bur (respect des règles de stationnement et d'utilisation des aires par les gens du voyage) (p. 4539)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Patrice Martin-Lalande (définition de la résidence mobile) (p. 4540)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (suppression du dernier alinéa du I de l'article relatif à la définition de la résidence mobile) (p. 4540) : adopté (p. 4540)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (suppression du I bis de l'article relatif au schéma national d'accueil prévu pour les grands rassemblements) (p. 4540) : adopté (p. 4541)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture relatif à la mention

obligatoire des communes de plus de 5 000 habitants et aux grands rassemblements et reprise des dispositions de l'article 9 bis sur l'hébergement des gens du voyage dans le cadre d'emplois saisonniers) (p. 4541) : adopté (p. 4543)

Intervient sur le sous-amendement n° 45 de M. Yves Bur (mention des groupements de communes de plus de 5000 habitants) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 4541)

Intervient sur le sous-amendement n° 30 de M. Patrice Martin-Lalande (détermination des emplacements communaux et du domaine privé de l'Etat pouvant être occupés à l'occasion des grands rassemblements) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 4542)

Intervient sur le sous-amendement n° 41 du Gouvernement (suppression de l'obligation de mise à disposition de terrains par les employeurs de travailleurs saisonniers) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 4542)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Yves Bur (information du conseil général sur les conséquences financières du schéma départemental) (p. 4543)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (approbation du schéma départemental par le préfet - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 4543) : adopté (p. 4543)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (composition de la commission consultative - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 4543) : adopté (p. 4544)

Intervient sur le sous-amendement n° 47 de M. Yves Bur (représentants des groupements de communes) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 4544)

Intervient sur le sous-amendement n° 56 de M. Patrice Martin-Lalande (représentants des groupements de communes) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 4544)

Intervient sur le sous-amendement n° 55 de M. Patrice Martin-Lalande (représentants des services de l'Etat) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 4544)

Intervient sur le sous-amendement n° 57 de M. Patrice Martin-Lalande (représentants des caisses d'allocations familiales) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 4544)

Intervient sur le sous-amendement n° 58 de M. Patrice Martin-Lalande (représentants de la région) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 4544)

Intervient sur le sous-amendement n° 59 de M. Patrice Martin-Lalande (représentants du département) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 4544)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (coordination régionale des schémas départementaux - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 4544) : adopté (p. 4545)

Article 1er bis (pouvoirs du préfet de département)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 4545) : adopté (p. 4545)

Article 2 (obligations des communes)

Intervient sur le sous-amendement n° 35 de M. Patrice Martin-Lalande (rédactionnel) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 4545)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 4645) : adopté après modification (p. 4545)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (suppression de la possibilité de prolongation par le préfet du délai de deux ans pour certaines communes n'ayant pas rempli leurs obligations) (p. 4546) : adopté (p. 4546)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (pouvoir de substitution du préfet - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 4546) : adopté (p. 4547)

Intervient sur le sous-amendement n° 60 de M. Patrice Martin-Lalande (avis de la commission consultative) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 4547)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (caractère obligatoire des dépenses exposées pour la réalisation et le fonctionnement des aires d'accueil) (p. 4547) : adopté (p. 4547)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (suppression du financement par l'Etat à hauteur de 70 % de leur montant des dépenses exposées pour la réparation des dommages causés aux aires d'accueil) (p. 4547) : adopté (p. 4547)

Article 5 (aide des organismes de sécurité sociale aux personnes gestionnaires d'aires d'accueil)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (droit d'usage substitué à la redevance pour l'utilisation des aires d'accueil) (p. 4548) : adopté (p. 4548)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 4548) : adopté (p. 4549)

Intervient sur le sous-amendement n° 62 de M. Patrice Martin-Lalande (majoration de quatre habitants par place de caravane) à l'amendement n° 14 de la commission (p. 4549)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Yves Bur (mention des aires d'accueil dans les plans d'occupation des sols) (p. 4550)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (terrains faisant l'objet d'une autorisation d'aménagement pour l'habitat permanent pouvant être bâtis ou non bâtis) (p. 4550) : adopté (p. 4550)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Intervient sur l'amendement n° 40 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture en supprimant l'unification du contentieux de l'expulsion au profit du juge civil et ouverture de la procédure de référé dite d'heure à heure pour l'évacuation des terrains affectés à une activité économique) (p. 4552)

Soutient l'amendement n° 16 deuxième correction de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture avec l'ajout de l'atteinte à la tranquillité publique justifiant l'intervention du maire et ouverture de la procédure

de référé dite d'heure à heure pour l'évacuation des terrains affectés à une activité économique) (p. 4552) : adopté (p. 4554)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 de M. Yves Bur (extension de la procédure d'expulsion aux cas de violation du droit de propriété) à l'amendement n° 16 deuxième correction de la commission (p. 4552)

Intervient sur le sous-amendement n° 53 de M. Yves Bur (possibilité pour le juge de prescrire aux personnes stationnant de manière illicite de rejoindre une aire d'accueil située dans le département) à l'amendement n° 16 deuxième correction de la commission (p. 4553)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de M. Yves Bur (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures dans le cas du référé selon la procédure dite d'heure à heure) à l'amendement n° 16 deuxième correction de la commission (p. 4553)

Intervient sur le sous-amendement n° 63 de M. Patrice Martin-Lalande (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures dans le cas du référé selon la procédure dite d'heure à heure) à l'amendement n° 16 deuxième correction de la commission (p. 4553)

Intervient sur le sous-amendement n° 64 de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité pour le maire de faire procéder à l'immobilisation ou à la mise en fourrière des véhicules tracteurs de résidences mobiles dans l'attente de la décision du juge) à l'amendement n° 16 deuxième correction de la commission (p. 4554)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 juin 2000] (p. 5794)

Son intervention (p. 5795)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 5795, 5796)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5796)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 5795)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5796)

Gens du voyage : stationnement : projets de loi (p. 5795)

Parlement : Sénat : gens du voyage (p. 5796)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation : programmation pluriannuelle de la construction de logements sociaux

Soutient l'amendement n° 1375 rectifié de M. Jean-Pierre Blazy (non-application à certaines communes) (p. 2075) : adopté (p. 2075)

Proposition de loi n° 2121 tendant à préciser la définition des délits non intentionnels

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 2000] (p. 6218)

Son intervention (p. 6223)

Thèmes :

Droit pénal : délits non intentionnels : généralités (p. 6223)

Droit pénal : responsabilité pénale : croissance (p. 6223)

Elections et référendums : élus : responsabilité pénale (p. 6223, 6224)

Justice : victimes : délits non intentionnels (p. 6223, 6224)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6224)

Alain LE VERN

Seine-Maritime (12ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 mai 2000] (p. 6659)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 mai 2000] (p. 6659)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 52 (compensation financière de la part de l'Etat)

Son amendement n° 1321 (calcul de la compensation) (p. 2184) : rejeté (p. 2186)

Après l'article 53

Son amendement n° 1346 soutenu par M. Jean Proriol (information des régions par l'Etat et Réseau ferré de France) : adopté (p. 2189)

Son amendement n° 1347 (information des régions par Réseau ferré de France) (p. 2189) : adopté (p. 2190)

Félix LEYZOUR

Côtes-d'Armor (4ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)
Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)
Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)
Président de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 20 octobre 1999] (p. 15678)
Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 28 octobre 1999] (p. 16162)
Cesse d'appartenir au Conseil national des transports [30 mai 2000]
Membre titulaire du Conseil national des transports [22 juin 2000] (p. 9374)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome III : Aménagement du territoire et environnement (aménagement du territoire) (n° 1866) [14 octobre 1999]
Proposition de loi n° 1897 tendant à instaurer un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat et le prix de vente des fruits et légumes périssables, non stockables, en cas de crise conjoncturelle [9 novembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viande bovine, importations britanniques, embargo [3 novembre 1999] (p. 8723)
Etablissements de santé. Etablissements publics. Budget [8 décembre 1999] (p. 10687)
Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, lutte et prévention, naufrage du pétrolier Erika [18 janvier 2000] (p. 35)
Finances publiques. Recettes. Excédents, utilisation [9 février 2000] (p. 868)
Postes. La Poste. Missions de service public, respect [6 juin 2000] (p. 4878)
Tourisme et loisirs. Stations balnéaires. Littoral atlantique, perspectives [21 juin 2000] (p. 5685)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 969, posée le 6 décembre 1999. Personnes âgées. Dépendance (J.O. Questions p. 6890). Appelée le 7 décembre 1999. Foyers-logements, tarification (p. 10597)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1884 présentée par M. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, et M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes, sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle

[26 octobre 1999] (p. 8069)
Son intervention (p. 8091)
Thèmes :
Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 8091, 8092)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8091, 8092)
Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 8092)
Politique économique : mondialisation (p. 8092)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8092)
Union européenne : Commission : négociations (p. 8092)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)
Son intervention (p. 9542)
Thèmes avant la procédure des questions :
Agriculture : aides (p. 9543)
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9542, 9543)
Agriculture : crédits (p. 9542)
Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9542)
Agroalimentaire : certification de qualité (p. 9543)
Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 9543)
Commerce extérieur : importations : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9542)
Elevage : viande bovine (p. 9543)
Enseignement agricole : crédits (p. 9543)
Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 9543)
Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 9542)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)
Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges
Son intervention (p. 9658)
Thèmes avant la procédure des questions :
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9658)
Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9658)
Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 9658)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9658)
Aménagement du territoire : Fonds national de développement des entreprises (p. 9658)
Industrie : restructurations : mines et carrières (p. 9659)
Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 9658)
Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : crédits (p. 9658)
Union européenne : fonds structurels (p. 9658)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2000] (p. 118, 168)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Soutient l'amendement n° 201 de M. Claude Billard (recherche des meilleures conditions de coût et de prix par le service public) (p. 133) : adopté après modification (p. 133)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 69 rectifié de la commission (vote dans les assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs) (p. 2791)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Son sous-amendement n° 156 soutenu par M. François Liberti (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (missions de l'office) (p. 5240) : adopté (p. 5241)

Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)

Son sous-amendement n° 157 soutenu par M. François Liberti (avis de la Fédération nationale des chasseurs) à l'amendement n° 41 de la commission (contenu de l'examen) : retiré (p. 5275)

Son amendement n° 158 soutenu par M. François Liberti (conciliation avant toute décision de l'autorité administrative) : adopté (p. 5276)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son sous-amendement n° 159 soutenu par M. François Liberti (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission (rédaction globale de l'article) (p. 5290) : rejeté au scrutin public (p. 5291)

Son sous-amendement n° 160 soutenu par M. François Liberti (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission : rejeté au scrutin public (p. 5292)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)

Son sous-amendement n° 162 soutenu par M. François Liberti (prise en compte des hutteaux) à l'amendement n° 56 de la commission (recensement des départements autorisés à pratiquer la chasse de nuit) : adopté (p. 5299)

Son sous-amendement n° 161 soutenu par M. François Liberti (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5300) : rejeté (p. 5302)

Projet de loi n° 2253 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2000] (p. 3639)

Son intervention (p. 3641)

Thèmes :

Agriculture : produits agricoles : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 3642)
Agroalimentaire : contrôles sanitaires : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 3642)
Elevage : bétail : contrôle sanitaire (p. 3641, 3642)
Politiques communautaires : directives : application (p. 3642)
Santé : santé publique (p. 3641, 3642)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3925)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3925)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3925)
Santé : santé publique : agroalimentaire (p. 3925)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4913)

Son intervention (p. 4926)

Thèmes :

Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 4926)
Environnement : protection : effet de serre (p. 4926)

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 1er (principes fondamentaux de la politique forestière)

Article L. 12 du code forestier

Soutient le sous-amendement n° 638 de M. Patrice Carvalho (souci de développement de l'emploi en milieu rural) à l'amendement n° 219 de la commission (établissement des chartes de territoire forestier) (p. 4994) : retiré (p. 4995)

Intervient sur l'amendement n° 220 de la commission (objectif de renforcement des liens entre

agglomérations et massifs forestiers et politique de l'emploi) (p. 4995)

Avant l'article 25

Son amendement n° 675 soutenu par M. Patrice Carvalho (rapport au Parlement) (p. 5094) : retiré après rectification (p. 5095)

François LIBERTI
Hérault (7ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2049 tendant à préciser le caractère facultatif de l'inscription au registre du commerce et des sociétés pour les entreprises de pêche maritime [22 décembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Marins pêcheurs. Revendications, Méditerranée [14 décembre 1999] (p. 10883)

Tourisme et loisirs. Personnel. Travailleurs saisonniers, statut [22 février 2000] (p. 1092)

Ministères et secrétariats d'Etat. Emploi et solidarité : personnel. Inspecteurs du travail, statut [13 juin 2000] (p. 5181)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1133, posée le 22 mai 2000. Banques et établissements financiers. Non appelée (J.O. Questions p. 3034)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9553)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 9553)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : crédits (p. 9553)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - TOURISME

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9295)

Son intervention (p. 9308)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés (p. 9308)

Mer et littoral : littoral (p. 9309)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : emploi (p. 9309)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 9308, 9309)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 9309)

Proposition de loi n° 1734 portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1049)

Son intervention (p. 1059)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Guy Hascoët (p. 1077)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1059, 1060)

Chasse et pêche : associations : chasse (p. 1060)

Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 1077)

Mer et littoral : pollution : pétrole (p. 1059)

Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 1060)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2664, 2700)

Son intervention (p. 2671)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 2672)

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 2672, 2673)

Chasse et pêche : associations : chasse (p. 2672, 2673)

Chasse et pêche : chasse : droit (p. 2672)

Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 2672 à 2674)

Chasse et pêche : Conseil national de la chasse et de la faune sauvage (p. 2673)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 2672, 2673)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 2672, 2673)

Chasse et pêche : permis de chasser (p. 2673)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 2674)

Environnement : espaces naturels sensibles (p. 2672)

Justice : Conseil d'Etat : décrets (p. 2673)

Mer et littoral : domaine public maritime : chasse (p. 2673)

Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 2672, 2673)

Union européenne : Cour de justice (p. 2673)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (suppression du conseil national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 2732)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 2796)

Soutient l'amendement n° 368 de M. Maxime Gremetz (missions des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2799) : devenu sans objet (p. 2804)

Article 6 (réforme du régime des associations communales de chasse agréées)

Son intervention (p. 2817)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son intervention (p. 2845)

Son amendement n° 356 (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2856) : rejeté (p. 2860)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)

Son intervention (p. 2874)

Son sous-amendement n° 357 (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (conditions pour chasser à partir d'un poste fixe) (p. 2879) : rejeté (p. 2882)

Son sous-amendement n° 358 (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2879) : rejeté (p. 2882)

Son sous-amendement n° 359 (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2879) : rejeté (p. 2882)

Son sous-amendement n° 360 (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880) : rejeté au scrutin public (p. 2883)

Son sous-amendement n° 361 (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880) : rejeté au scrutin public (p. 2883)

Son sous-amendement n° 362 (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2882) : rejeté (p. 2883)

Son sous-amendement n° 363 (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880) : rejeté (p. 2883)

Son sous-amendement n° 364 (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880) : rejeté (p. 2883)

Son sous-amendement n° 365 (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880) : rejeté (p. 2883)

Ses explications de vote (p. 3018)

Abstention du groupe communiste (p. 3019)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5197)

Son intervention (p. 5198)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 5199)

Chasse et pêche : chasse de nuit (p. 5197, 5199)

Environnement : espaces naturels sensibles : protection (p. 5199)

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Soutient le sous-amendement n° 156 de M. Félix Leyzour (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (missions de l'office) (p. 5241) : adopté (p. 5241)

Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)

Soutient le sous-amendement n° 157 de M. Félix Leyzour (avis de la Fédération nationale des chasseurs) à l'amendement n° 41 de la commission (contenu de l'examen) (p. 5275) : retiré (p. 5275)

Soutient l'amendement n° 179 de la commission (conciliation avant toute décision de l'autorité administrative) (p. 5276) : adopté (p. 5276)

Soutient l'amendement n° 158 de M. Félix Leyzour (conciliation avant toute décision de l'autorité administrative) (p. 5276) : adopté (p. 5276)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Soutient le sous-amendement n° 159 de M. Félix Leyzour (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission (rédaction globale de l'article) (p. 5290) : rejeté au scrutin public (p. 5291)

Soutient le sous-amendement n° 160 de M. Félix Leyzour (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 5292) : rejeté au scrutin public (p. 5292)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (recensement des départements autorisés à pratiquer la chasse de nuit) (p. 5299)

Soutient le sous-amendement n° 162 de M. Félix Leyzour (prise en compte des hutteaux) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5299) : adopté (p. 5299)

Soutient le sous-amendement n° 161 de M. Félix Leyzour (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5301) : rejeté (p. 5302)

Ses explications de vote (p. 5314)

Vote contre du groupe communiste (p. 5315)

Michel LIEBGOTT

Moselle (10ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 965, posée le 6 décembre 1999. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 6890). Appelée le 7 décembre 1999. Police,

effectifs de personnel, bassin ferrifère, Moselle (p. 10612)

n° 1114, posée le 22 mai 2000. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3031). Suppléé par M. Claude Jacquot. Appelée le 23 mai 2000. Effectifs de personnel, Moselle (p. 4480)

Martine LIGNIÈRES-CASSOU

Pyrénées-Atlantiques (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 10 novembre 1999] (p. 16773)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie, détention d'un journaliste français [21 mars 2000] (p. 2349)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Prostitution, lutte et prévention [17 mai 2000] (p. 4282)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1040, posée le 13 mars 2000. Voirie. Non appelée (J.O. Questions p. 1526)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)

13 - Défense : professionnalisation : femmes (p. 9286)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 358)

Thèmes :

Coopération intercommunale : organismes : parité (p. 359)
Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 358, 359)
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 358)
Femmes : égalité des sexes (p. 358)
Femmes : parité (p. 358)
Femmes : parité : rôle (p. 358)
Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 359)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2954)

Son intervention (p. 2964)

Thèmes :

Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 2964)
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 2964)
Femmes : égalité des sexes (p. 2964)
Femmes : parité : Outre-mer (p. 2965)
Parlement : Sénat : parité (p. 2964)
Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 2964)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1509, 1551)

Son intervention (p. 1551)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 1552)
Fonctionnaires et agents publics : personnel féminin (p. 1552)
Union européenne : directives : égalité professionnelle (p. 1552)

Discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1557, 1574)

Après l'article 1er

Son amendement n° 47 (avis motivé du comité d'entreprise) : adopté (p. 1558)

Article 13 (article 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 : discriminations en raison du sexe)

Son amendement n° 66 (représentation équilibrée au sein des instances paritaires) (p. 1569) : rejeté (p. 1570)

Article 14 (article 6 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 : abus d'autorité en matière sexuelle)

Son amendement n° 68 (interdiction des mesures disciplinaires prises à l'encontre de fonctionnaires ayant refusé de subir ou ayant dénoncé des faits de harcèlement sexuel) : adopté (p. 1574)

Son amendement n° 67 (définition du harcèlement moral) : retiré (p. 1575)

Son amendement n° 69 (poursuites pénales à la suite du harcèlement moral) : rejeté (p. 1575)

Article 15 (article 14 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des commissions administratives paritaires)

Son amendement n° 18 rectifié (rédaction globale de l'article) : adopté (p. 1577)

Article 16 (article 15 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des comités techniques paritaires)

Son amendement n° 19 (de suppression) : adopté (p. 1577)

Article 17 (article 20 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des jurys de concours de recrutement)

Son amendement n° 20 soutenu par Mme Odette Casanova (composition des jurys) : retiré (p. 1578)

Article 18 (article 58 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys et les comités de sélection constitués pour l'avancement des fonctionnaires)

Son amendement n° 21 (composition des jurys et comités de sélection) : retiré (p. 1579)

Article 19 (article 42 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys de concours)

Son intervention (p. 1580)

Son amendement n° 22 soutenu par Mme Nicole Feidt (rédactionnel) : adopté (p. 1580)

Après l'article 19

Son amendement n° 23 rectifié (représentation équilibrée au sein des commissions administratives paritaires représentant l'administration) : retiré (p. 1581)

Son amendement n° 24 rectifié (représentation équilibrée au sein des comités techniques paritaires représentant l'administration) : retiré (p. 1581)

Après l'article 20

Son amendement n° 1 (mixité des candidats présentés par les organisations syndicales) (p. 1581) : retiré (p. 1582)

Son amendement n° 2 (mixité des membres représentant l'administration) : adopté (p. 1582)

Son amendement n° 3 (mixité des représentants du personnel) : retiré (p. 1582)

Article 21 (article 30-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys de concours de recrutement)

Son amendement n° 4 (membres du jury) : retiré (p. 1582)

Article 22 (article 35 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys des examens professionnels)

Son amendement n° 5 (désignation des membres du jury) : retiré (p. 1583)

Après l'article 22

Son amendement n° 6 (mixité) : retiré (p. 1538)

Ses amendements n°s 7 et 8 (mixité) : retirés (p. 1583)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3933)

Thèmes :

Politiques communautaires : politiques internes : emploi (p. 3933)

Union européenne : institutions communautaires (p. 3933, 3934)

Maurice LIGOT

Maine-et-Loire (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Emploi et activité. Industries de main d'œuvre [2 février 2000] (p. 608)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1125, posée le 22 mai 2000. Formation professionnelle. Entreprises (J.O. Questions p. 3033). Appelée le 23 mai 2000. Stages en entreprise, jeunes diplômés, accès (p. 4499)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)

Son intervention (p. 9667)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9667)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9667, 9668)

Industrie : cuirs et chaussures (p. 9667)

Industrie : textile et habillement (p. 9667)

Régions : Pays-de-la-Loire (p. 9667, 9668)

Union européenne : fonds structurels (p. 9667)

Voirie (p. 9668)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Procédure des questions :

Voirie : routes : crédits (p. 8848)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8729)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation : interventions économiques (p. 8744)

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 5)

Son intervention (p. 8)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 9)
Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 8, 9)
Emploi : politique de l'emploi : aides publiques (p. 8)
Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 8, 9)
Etat : réforme (p. 9)
Formation professionnelle : crédits (p. 8)
Justice : Cour des comptes (p. 9)
Parlement : contrôle : rôle (p. 8, 9)

Ses explications de vote (p. 22)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 22)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2000] (p. 4805)

Son intervention (p. 4812)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 4813)
Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 4813)
Entreprises : aides publiques (p. 4812, 4814)
Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 4812 à 4814)
Formation professionnelle : crédits (p. 4813)
Justice : Cour des comptes (p. 4812 à 4814)
Parlement : contrôle : rôle (p. 4813, 4814)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4814)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3915)

Thèmes :

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 3916)
Santé : santé publique : agroalimentaire (p. 3916)
Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 3916)
Union européenne : élargissement (p. 3915)
Union européenne : euro (p. 3915)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3915, 3916)

Jacques LIMOUZY

Tarn (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Gérard LINDEPERG

Loire (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Lutte contre l'exclusion [23 mai 2000] (p. 4519)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6952)

Thème :

Travail : réduction du temps de travail : formation professionnelle (p. 6953)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 10 (articles L. 932 et L. 933-3 du code du travail : formation et réduction du temps de travail)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7443)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 7443)

Intervient sur l'amendement n° 669 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 7443)

Intervient sur l'amendement n° 743 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 7443)

Intervient sur l'amendement n° 845 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 7443)

Soutient l'amendement n° 490 rectifié de la commission (actions de formation) (p. 7444) : adopté après modification (p. 7445)

Intervient sur le sous-amendement n° 1067 de M. Gérard Terrier (avis conforme du salarié) à l'amendement n° 490 rectifié de la commission (p. 7445)

Intervient sur le sous-amendement n° 1066 de M. Gérard Terrier (validation provisoire des accords déjà conclus) à l'amendement n° 490 rectifié de la commission (p. 7445)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 9017)

Son intervention (p. 9030)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 9031)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 9030)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 9030)

Formation professionnelle : formation continue : permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) (p. 9031)

Formation professionnelle : formation continue : réforme (p. 9032)

François LONCLE

Eure (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14664)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 1928) [26 janvier 2000]

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

Président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1654), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement macédonien sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [6 octobre 1999] (n° 1830)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1425), autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières [15 décembre 1999] (n° 2024)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1928) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [1er mars 2000] (n° 2222)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne [23 mars 2000] (n° 2275)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [8 décembre 1999] (p. 10683)

Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [9 février 2000] (p. 866)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Déclaration du Premier ministre [29 février 2000] (p. 1350)

Politique extérieure. Tunisie. Droits de l'homme, situation du journaliste Taoufik Ben Brik [2 mai 2000] (p. 3624)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1061, posée le 20 mars 2000. Automobiles et cycles. Pièces et équipements (J.O. Questions p. 1689). Appelée le 21 mars 2000. De Carbon, emploi et activité, Ande (p. 2321)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9181)

Son intervention (p. 9188)

Thèmes avant la procédure des questions :
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9188)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9188)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :
- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999
Son intervention (p. 9231)
Thèmes :
Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 9231)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9231)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 9231)
Pays étrangers : Serbie : Kosovo (p. 9231)
Union européenne : élargissement (p. 9231)

Proposition de loi n° 1996 portant création de la chaîne parlementaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11051)
Article 2 (article 45-2 nouveau de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : création de La Chaîne parlementaire (LCP)
Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Bernard Accoyer (temps de parole fixé au prorata de l'effectif des groupes) (p. 11058)

Projet de loi n° 1198 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [20 janvier 2000] (p. 247)
Son intervention (p. 250)
Thèmes :
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : Algérie (p. 251)
Entreprises : investissements : Algérie (p. 250, 251)
Transports aériens : Air France (p. 251)

Projet de loi n° 1867 relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 2000] (p. 270)
Article 5 (convention entre l'Etat et les structures d'accueil des volontaires civils)
Soutient l'amendement n° 61 de M. Yves Dauge (rôle de la Commission européenne lorsqu'un volontariat civil est accompli dans le cadre d'un service volontaire européen) (p. 275) : adopté (p. 275)
Article 11 (protection sociale du volontaire civil)
Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission des affaires étrangères (calcul des cotisations forfaitaires) (p. 281)
Article 15 bis (volontariat de solidarité internationale)
Intervient sur l'amendement n° 59 de Mme Marie-Hélène Aubert (rapport au Parlement) (p. 284)

Projet de loi n° 2065 autorisant la ratification de la Convention portant statut de la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 février 2000] (p. 1096)
Son intervention (p. 1102)
Thèmes :
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 1102)
Traités et conventions : ratification : Cour pénale internationale (p. 1102)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)
Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)
Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Christian Cuvilliez (œuvres musicales reconnues comme œuvres audiovisuelles) (p. 2552)
Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Denis Jacquat (œuvres musicales reconnues comme œuvres audiovisuelles) (p. 2552)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)
Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 3906)
Thèmes :
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3907)
Pays étrangers : Palestine (p. 3906)
Politique économique : mondialisation (p. 3906)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3906)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3906)

François LOOS
Bas-Rhin (8ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2056 relative à l'interdiction des candidatures multiples aux élections [22 décembre 1999]

Proposition de loi n° 2287 relative à la désignation des représentants des communes de Paris, Dijon et Marseille dans les conseils communautaires des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [28 mars 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Politique et réglementation. Perspectives [31 mai 2000] (p. 4804)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8875)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France 3 : langues régionales (p. 8900)

Proposition de loi n° 1948 interdisant les candidatures multiples aux élections cantonales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2000] (p. 3042)

Son intervention (p. 3046)

Thèmes :

Administration : cantons : fusion (p. 3046)

Elections et référendums : élections cantonales : candidats (p. 3046)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 3046)

Lionnel LUCA
Alpes-Maritimes (6ème circonscription)
Non-inscrit
puis apparenté au groupe du Rassemblement pour la République

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 27 septembre 2000] (p. 15269)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir au Conseil national du tourisme [31 août 2000]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1975 visant à réglementer les activités commerciales les jours fériés [1er décembre 1999]

Proposition de résolution n° 2168 tendant à la création d'une commission d'enquête ayant pour objet de faire le point sur les chiffres actuels de l'immigration [10 février 2000]

Proposition de loi n° 2502 visant à rendre l'hommage de la Nation au rôle des harkis dans l'armée française pour la défense des valeurs de la République française [22 juin 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1058, posée le 20 mars 2000. Justice. Non appelée (J.O. Questions p. 1689)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)

Son amendement n° 653 soutenu par M. Thierry Mariani (réduction du taux de TVA sur les biens de consommation) : rejeté (p. 7082)

Son amendement n° 652 soutenu par M. Thierry Mariani (réduction du taux de TVA sur les biens de consommation) : rejeté (p. 7082)

Déclaration du Gouvernement n° 1884 présentée par M. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, et M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes, sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle

[26 octobre 1999] (p. 8069)

Son intervention (p. 8093)

Thèmes :
Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 8093)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8093)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 8093)
Politique économique : mondialisation (p. 8093)
Union européenne : Commission : négociations (p. 8093)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)
Son intervention (p. 9482)
Thèmes avant la procédure des questions :
Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires (p. 9483)
Enseignement secondaire : crédits (p. 9482)
Enseignement secondaire : lycées : sécurité (p. 9482, 9483)
Enseignement secondaire : personnel : maîtres auxiliaires (p. 9482)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 386)
Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant dans les communes de plus de 3 500 habitants)
Son amendement n° 1 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (alternance des candidats selon le sexe) (p. 394) : rejeté (p. 396)
Article 4 (article L. 370 du code électoral : application du principe paritaire à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse)
Son amendement n° 3 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (alternance des candidats selon le sexe) (p. 399) : rejeté (p. 400)
Article 5 (article 9 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 : application du principe paritaire à l'élection des représentants au Parlement européen)
Son amendement n° 4 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (alternance des candidats selon le sexe) (p. 400) : devenu sans objet (p. 401)
Article 6 (articles L. 331-2 et L. 332 du code électoral : application du principe paritaire aux élections des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon)
Son amendement n° 5 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (alternance des candidats selon le sexe) (p. 401) : rejeté (p. 402)
Article 12 (article 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique : pénalisation financière du non-respect du principe de parité pour les élections législatives)
Son amendement n° 7 soutenu par Mme Marie-Jo Zimmermann (suppression du régime spécifique applicable aux partis présentant des candidats exclusivement outre-mer) : rejeté (p. 408)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2967)
Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant au scrutin de liste)
Son amendement n° 16 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (alternance des candidats selon le sexe) : devenu sans objet (p. 2970)
Article 3 (articles L. 346 et L. 347 du code électoral : application du principe paritaire aux élections régionales)
Son amendement n° 18 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (alternance selon le sexe) : devenu sans objet (p. 2972)

Projet de loi organique n° 2013 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 414)
Article 1er (article 6-1 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : la parité en Polynésie française)
Son amendement n° 1 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (alternance des candidats selon le sexe) (p. 414) : devenu sans objet (p. 415)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1283)
Avant l'article 1er
Son amendement n° 62 soutenu par M. Charles Cova (définition des gens du voyage) (p. 1285) : rejeté (p. 1286)
Après l'article 1er bis
Son amendement n° 23 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (exigence du paiement du droit de stationnement mentionné dans les règlements intérieurs des aires) : rejeté (p. 1300)
Après l'article 9 bis
Son amendement n° 29 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (référé selon la procédure dite d'heure à heure) : rejeté (p. 1317)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)
Son intervention (p. 3718)

Thèmes :

Etrangers : droit de vote : gauche (p. 3718, 3719)
Etrangers : droit de vote : propositions de loi (p. 3718)
Etrangers : droit de vote : souveraineté (p. 3719)
Nationalité : acquisition (p. 3719)

Discussion de l'article unique [3 mai 2000] (p. 3736)

Article unique (droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne)

Son intervention (p. 3741)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 juin 2000] (p. 5336)

Sa question préalable (p. 5359) : rejetée (p. 5365)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 5361 à 5363)
Elections et référendums : abstentionnisme (p. 5364)
Parlement : prérogatives (p. 5360, 5361)
Président de la République (p. 53598, 5360, 5364)
Président de la République : cohabitation (p. 5360, 5361, 5363)
Président de la République : prérogatives (p. 5361 à 5363)
Président de la République : quinquennat : histoire (p. 5359)
Président de la République : quinquennat : référendums (p. 5360)

M

Alain MADELIN
Ille-et-Vilaine (4ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1879 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation actuelle des harkis en France, et plus particulièrement, sur la situation de leurs enfants [21 octobre 1999]

Proposition de loi constitutionnelle n° 2363 portant modification de l'article 6 de la Constitution [9 mai 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)

Soutient la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 3259) : rejetée (p. 3272)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 3263)
Assurances : fonds de pension (p. 3264, 3265)
Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3263)
Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 3260)
Conseil constitutionnel (p. 3263)
Consommation : clauses abusives (p. 3260)
Constitution : article 34 (p. 3263)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3264)
Entreprises : épargne salariale (p. 3259)
Entreprises : Michelin (p. 3259)
Etat : organisation : rôle (p. 3262, 3263, 3267)
Etat : réforme (p. 3265, 3266)
Impôt sur le revenu : stock options (p. 3261)
Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 3266)
Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) (p. 3261)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3264)
Politique économique : capitalisme (p. 3259, 3262)
Politique économique : concurrence (p. 3260, 3261)
Politique économique : Conseil de la concurrence (p. 3260)
Politique économique : généralités (p. 3259 à 3262, 3265)
Politique économique : mondialisation (p. 3259, 3262, 3264)
Politique générale : libéralisme (p. 3259, 3260, 3262 à 3265)
Politique sociale : généralités (p. 3266, 3267)
Secteur public : entreprises publiques (p. 3261)
Secteur public : privatisations (p. 3261)
Sociétés : actionnaires (p. 3261, 3264, 3265)
Télécommunications : Internet (p. 3262)
Travail : réduction du temps de travail (p. 3262, 3266)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3897)

Thèmes :

Environnement : protection (p. 3900)
Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 3900)
Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 3900)
Pays étrangers : Turquie (p. 3898)
Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 3900)
Santé : santé publique : agroalimentaire (p. 3900)
Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 3900)
Union européenne : élargissement (p. 3898)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3898, 3899)

Bernard MADRELLE
Gironde (11ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1034, posée le 13 mars 2000. Anciens combattants et victimes de guerre. Pensions (J.O. Questions p. 1525). Appelée le 14 mars 2000. Décristallisation, Union française (p. 1840)

n° 1120, posée le 22 mai 2000. Voirie. RN 10 (J.O. Questions p. 3032). Appelée le 23 mai 2000. Aménagement, Gironde (p. 4486)

Guy MALANDAIN
Yvelines (11ème circonscription)
Apparenté au groupe socialiste

Devient député le 28 avril 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 29 avril 2000] (p. 6493)

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 29 avril 2000] (p. 6493)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 mai 2000] (p. 6659)

Patrick MALAVIEILLE
Gard (4ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5278)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome IX : Emploi et solidarité (formation professionnelle) (n° 1862) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [5 octobre 1999] (p. 6856)

Politique extérieure. Brésil. Procès de José Raïnha, droits de l'homme, respect [30 novembre 1999] (p. 10280)

Etablissements de santé. Etablissements publics. Budget [25 janvier 2000] (p. 331)

Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Conseils locaux et départementaux de la jeunesse, bilan et perspectives [17 mai 2000] (p. 4276)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6955)

Thème :

Travail : réduction du temps de travail : formation professionnelle (p. 6955, 6956)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son amendement n° 209 (de suppression de la durée considérée comme équivalente) : rejeté (p. 7202)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)

Son intervention (p. 8994)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : agences (p. 8994, 8995)
Eau : assainissement (p. 8994, 8995)
Environnement : crédits (p. 8994)
Secteur public : services publics (p. 8994)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8875)

Son intervention (p. 8880)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : politique culturelle : contrats de plan Etat-régions (p. 8881)
Culture : politique culturelle : mondialisation (p. 8881)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : budget (p. 8880)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 9017)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9022)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : formation continue : budget (p. 9022)
Formation professionnelle : formation continue : évaluation (p. 9023)
Formation professionnelle : formation continue : réforme (p. 9023)

II - SANTÉ ET SOLIDARITÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9055)

Procédure des questions :

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : pouvoir d'achat (p. 9126)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 362)

Thèmes :

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 362)
Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 362)
Femmes : égalité des sexes (p. 362)

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 386)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 84 corrigé de Mme Muguette Jacquaint (seuil d'application du scrutin proportionnel aux élections municipales abaissé de 3 500 à 2 500 habitants) (p. 388) : devenu sans objet (p. 391)

Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant dans les communes de plus de 3 500 habitants)

Soutient l'amendement n° 85 de Mme Muguette Jacquaint (alternance des candidats selon le sexe au premier tour et parité par groupe de six candidats au deuxième tour en cas de fusion de listes) (p. 395) : rejeté (p. 396)

Article 2 (article L. 300 du code électoral : application du principe paritaire aux élections sénatoriales)

Soutient l'amendement n° 86 de Mme Muguette Jacquaint (ordre de présentation des candidats) : devenu sans objet (p. 398)

Article 3 (articles L. 346 et L. 347 du code électoral : application du principe paritaire aux élections régionales)

Soutient l'amendement n° 87 de Mme Muguette Jacquaint (alternance des candidats selon le sexe au premier tour et parité par groupe de six candidats au deuxième tour en cas de fusion de listes) (p. 399) : rejeté (p. 399)

Article 5 (article 9 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 : application du principe paritaire à l'élection des représentants au Parlement européen)

Soutient l'amendement n° 82 de Mme Muguette Jacquaint (alternance des candidats selon le sexe) (p. 401) : devenu sans objet (p. 401)

Article 12 (article 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique : pénalisation financière du non-respect du principe de parité pour les élections législatives)

Son intervention (p. 408)

Ses explications de vote (p. 413)

Vote pour du groupe communiste (p. 413)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1509, 1551)

Son intervention (p. 1526)

Thèmes :

Entreprises : harcèlement moral (p. 1526)
Famille : politique familiale : congé de maternité (p. 1527)
Union européenne : directives : égalité professionnelle (p. 1526)

Discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1557, 1574)

Article 3 (article L. 132-27 du code du travail : obligation de négociation spécifique au niveau de l'entreprise)

Son amendement n° 84 (périodicité de la négociation portée à trois ans) : rejeté (p. 1559)

Son amendement n° 52 (périodicité de la négociation portée à trois ans) : rejeté (p. 1559)

Son amendement n° 53 (suppression du dernier alinéa relatif aux moyens possibles pour atteindre les objectifs d'amélioration) : rejeté (p. 1559)

Article 6 (articles L. 123-3-1 et L. 132-12 du code du travail : obligation de négociation spécifique au niveau de la branche)

Son amendement n° 55 corrigé (négociation tous les deux ans) : rejeté (p. 1562)

Son amendement n° 56 (référence aux salaires et reconnaissance des qualifications professionnelles) : retiré (p. 1562)

Article 8 (article L. 132-12-1 du code du travail : négociation intégrée au niveau de la branche)

Son amendement n° 57 (de suppression) : rejeté (p. 1563)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de M. André Vallini (lutte contre le harcèlement moral) (p. 1564)

Son amendement n° 58 (charge de la preuve incombant à l'employeur) : rejeté (p. 1565)

Son amendement n° 59 (lutte contre le harcèlement moral) (p. 1564) : rejeté (p. 1665)

Article 13 (article 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 : discriminations en raison du sexe)

Son intervention (p. 1567)

Son amendement n° 61 (prise en compte des discriminations) : rejeté (p. 1568)

Son amendement n° 60 (recrutements distincts supprimés) : rejeté (p. 1569)

Article 14 (article 6 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 : abus d'autorité en matière sexuelle)

Son amendement n° 62 (interdiction des mesures disciplinaires prises à l'encontre de fonctionnaires ayant refusé de subir ou ayant dénoncé des faits de harcèlement sexuel) : retiré (p. 1574)

Ses explications de vote (p. 1585)

Vote pour du groupe communiste (p. 1585)

Déclaration du Gouvernement n° 2390 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[16 mai 2000] (p. 4220, 4243)

Son intervention (p. 4258)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4259)
Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 4258, 4259)
Emploi : jeunes : formation professionnelle (p. 4259)
Emploi : politique de l'emploi (p. 4258, 4259)
Emploi : politique de l'emploi : crédits (p. 4259)

Noël MAMÈRE

Gironde (3ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14664)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 29 octobre 1999] (p. 16266)

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 novembre 1999] (p. 17034)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 novembre 1999] (p. 17034)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 8 décembre 1999] (p. 18272)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 décembre 1999] (p. 18272)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4834)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4834)

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales (n° 2063) [29 mars 2000]

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France (n° 2075) [29 mars 2000]

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers non communautaires dans les élections municipales (n° 1881) [29 mars 2000]

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux résidents étrangers non citoyens de l'Union européenne (n° 2042) [29 mars 2000]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 juin 2000] (p. 8839)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 juin 2000] (p. 8839)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 juillet 2000] (p. 10168)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 juillet 2000] (p. 10168)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2077 visant à la création d'une commission d'enquête relative à l'incident intervenu le 27 décembre 1999 à la centrale nucléaire du Blayais en Gironde [17 janvier 2000]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi constitutionnelle :

1. (n° 2063) de M. André Aschieri tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidents étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales ;
2. (n° 1881) de M. Bernard Birsinger tendant à compléter l'article 3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers non communautaires dans les élections municipales ;
3. (n° 2042) de M. Roger-Gérard Schwartzenberg visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux résidents étrangers non citoyens de l'Union européenne ;
4. (n° 2075) de M. Kofi Yamgnane visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [26 avril 2000] (n° 2340)

Proposition de loi n° 2376 relative à la lutte contre les discriminations [10 mai 2000]

Proposition de loi n° 2431 permettant l'accès des ressortissants étrangers à la fonction publique [30 mai 2000]

Proposition de loi n° 2466 relative à la révision des listes électorales [8 juin 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Presse et livres. Agence France presse (AFP). Perspectives [3 novembre 1999] (p. 8727)

Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [9 novembre 1999] (p. 9094)

Elections et référendums. Elections municipales. Révision des listes électorales, Paris [30 mai 2000] (p. 4736)

DÉBATS

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2000] (p. 2363)

Son intervention (p. 2401)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2401)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 2401, 2402)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 2401, 2402)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 2400 à 2402)

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Laurent Dominati (dégroupage de la boucle locale) (p. 2451)

Article 1er (articles 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son sous-amendement n° 208 (notion de développement durable) à l'amendement n° 56 de la commission (définition des missions de service public) (p. 2454) : rejeté (p. 2455)

Son sous-amendement n° 209 (appellation "pôle industriel") à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (stimulation de la création audiovisuelle) : rejeté (p. 2457)

Son sous-amendement n° 210 soutenu par M. Daniel Paul (émission d'un rapport annuel par le Parlement) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez : adopté (p. 2457)

Intervient sur le sous-amendement n° 177 de M. Christian Cuvilliez (émission d'un rapport annuel par le Parlement) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (p. 2457)

Après l'article 1er

Son amendement n° 211 (saisine de l'autorité judiciaire par le CSA) (p. 2458) : retiré (p. 2459)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Son amendement n° 212 (rôle "de référence" pour France-Télévision) (p. 2461) : adopté (p. 2462)

Intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Huguette Bello (statut et missions de RFO) (p. 2464)

Son amendement n° 213 (statut et missions de RFO) (p. 2464) : rejeté (p. 2466)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. Christian Cuvilliez (missions des activités de diversification) à l'amendement n° 3 du Gouvernement (activités de diversification) (p. 2479)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société La Cinquième)

Son amendement n° 214 : devenu sans objet (p. 2481)

Article 3 bis (article 46 de la loi du 30 septembre 1986 : comité consultatif d'orientation des programmes)

Intervient sur le sous-amendement n° 199 de M. Christian Kert (de cohérence) à l'amendement n° 62 de la commission (constitution d'un conseil consultatif des programmes) (p. 2482)

Son sous-amendement n° 215 (représentation des téléspectateurs) à l'amendement n° 62 de la commission : rejeté (p. 2482)

Son sous-amendement n° 216 (représentation des téléspectateurs) à l'amendement n° 62 de la commission (p. 2482) : rejeté (p. 2484)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France-Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième)

Son amendement n° 217 (harmonisation des statuts) : rejeté (p. 2485)

Son sous-amendement n° 220 (nomination du président de RFI) à l'amendement n° 66 de la commission (nomination des présidents de RFO et Radio-France) : rejeté (p. 2489)

Son amendement n° 221 (régime de RFI) : rejeté (p. 2490)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (transparence des nominations par le CSA) (p. 2490)

Son amendement n° 218 (audition publique des futurs présidents des conseils d'administration par le CSA) (p. 2490) : retiré (p. 2491)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Laurent Dominati (limitation d'acquisition d'œuvres américaines) (p. 2492)

Article 5 (article 49 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Son amendement n° 222 (avis consultatif du CSA) : adopté (p. 2495)

Article 5 bis A nouveau (article L. 321-13 nouveau du code de la propriété intellectuelle : contrôle de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 184 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (de suppression) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Christian Kert (de suppression) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 2498)

Intervient sur l'amendement n° 483 de la commission (institution d'une commission de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits) (p. 2498)

Article 7 (articles 18, 26, 34-1, 45-2, 46, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Son amendement n° 225 (conditions de programmation des émissions religieuses) (p. 2502) : retiré (p. 2503)

Après l'article 7

Son amendement n° 479 (réciprocité au niveau européen de traitement entre les groupes étrangers en France et français à l'étranger) : retiré (p. 2504)

Après l'article 15 H

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Laurent Dominati (extension de la concertation à tout projet de loi ou décret relatif à la communication audiovisuelle) (p. 2517)

Son amendement n° 226 (extension à tout texte relatif à la communication audiovisuelle) (p. 2517) : rejeté (p. 2518)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidatures et critères retenus par le CSA pour les autorisations de fréquences radiophoniques)

Son amendement n° 227 (classification des radios locales) : rejeté (p. 2521)

Article 6 précédemment réservé (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son amendement n° 223 (consultation des personnels pour la préparation des contrats d'objectifs) : retiré (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 501 du Gouvernement (paiement fractionné de la redevance) (p. 2536)

Article 17 (article 28-3 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs du dossier de candidature et critères retenus par le CSA pour l'usage de fréquences en vue de l'exploitation de service de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur le sous-amendement n° 250 de M. Christian Kert (besoins en ressource radioélectrique et développement des télévisions locales) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (attribution de fréquences en mode analogique pour les télévisions associatives) (p. 2543)

Intervient sur le sous-amendement n° 473 de M. Michel Françaix (besoins en ressource radioélectrique et développement des télévisions locales) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 2543)

Après l'article 17

Son amendement n° 228 (établissement d'un rapport sur les supports, le financement et le statut du secteur audiovisuel) : rejeté après rectification (p. 2546)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services audiovisuels diffusés par voie hertzienne - quotas d'œuvres musicales d'expression française)

Soutient l'amendement n° 108 corrigé de la commission (accès aux programmes pour les sourds et malentendants) (p. 2556) : adopté (p. 2557)

Son amendement n° 229 rectifié (notion de programmes "culturels et environnementaux") : adopté (p. 2557)

Son amendement n° 230 : devenu sans objet (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 341 de M. Laurent Dominati (télévisions régionales et locales : ouverture à la publicité) (p. 2559)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Michel Françaix (attribution de fréquences aux télévisions associatives) (p. 2564)

Son amendement n° 240 (attribution de fréquences aux télévisions associatives) (p. 2563) : rejeté (p. 2565)

Article 22 bis (article 30-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : régime d'accès des opérateurs privés aux fréquences numériques hertziennes terrestres)

Son sous-amendement n° 232 soutenu par M. Didier Mathus (extension aux radios numériques) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (attribution des droits d'usage de la ressource radioélectrique aux services de télévision privés) (p. 2567) : rejeté (p. 2571)

Son sous-amendement n° 474 corrigé (prévision d'un emplacement hertzien pour les télévisions associatives) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2568) : rejeté (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 de Mme Frédérique Bredin (prévision d'un emplacement hertzien pour les télévisions associatives) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2568)

Son sous-amendement n° 233 (extension aux radios) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2568) : rejeté (p. 2571)

Son sous-amendement n° 231 (extension aux radios numériques) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2568) : rejeté (p. 2571)

Son sous-amendement n° 234 (validité des anciennes autorisations) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Son amendement n° 235 (régime de diffusion des œuvres musicales) : rejeté (p. 2578)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par câble)

Son sous-amendement n° 236 (création de canaux de libre accès sur le câble) à l'amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2588)

Après l'article 27 (suite)

Intervient sur le sous-amendement n° 192 corrigé de M. Julien Dray (aide aux nouveaux entrants nationaux) à l'amendement n° 40 corrigé du Gouvernement (adaptation des règles de non-cumul d'autorisation télévisuelles aux services de télévision numérique par voie hertzienne terrestre pour les services nationaux) (p. 2598)

Son sous-amendement n° 237 (aide aux nouveaux entrants nationaux) à l'amendement n° 40 corrigé du Gouvernement : rejeté (p. 2599)

Après l'article 27 ter

Son amendement n° 238 (incessibilité des autorisations accordées aux associations) : adopté (p. 2604)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2, 42-4 et 42-7 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Son amendement n° 239 (possibilité de saisine du CSA par les associations de consommateurs) : retiré (p. 2605)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5456)

Son intervention (p. 5472)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : secteur privé : pluralisme (p. 5473)

Audiovisuel et communication : secteur public : financement (p. 5472)

Audiovisuel et communication : télévision : associations (p. 5472, 5473)

Audiovisuel et communication : télévision : chaînes locales (p. 5472)

Audiovisuel et communication : TF1 : publicité (p. 5472)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 5472)

Discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5476)

Après l'article 1er C

Son amendement n° 161 (publication au JO des comptes rendus des séances plénières du CSA) (p. 5483) : rejeté (p. 5484)

Article 1er (article 43-7 de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Son sous-amendement n° 171 (développement durable des chaînes de l'audiovisuel public) à l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5484) : rejeté (p. 5485)

Son sous-amendement n° 172 (caractère industriel de l'audiovisuel) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 5485)

Article 2 (article 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Son amendement n° 162 (rôle social et environnemental) : rejeté (p. 5486)

Son amendement n° 165 (intégration de RFO dans la société holding France-Télévision) : rejeté (p. 5487)

Article 3 bis (article 46 de la loi du 30 septembre 1986 : comité consultatif d'orientation des programmes)

Son sous-amendement n° 173 (membres tirés au sort) à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) : rejeté (p. 5488)

Son sous-amendement n° 174 (membres représentant les associations de téléspectateurs) à l'amendement n° 12 de la commission : rejeté (p. 5488)

Article 4 (articles 47 et 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Son amendement n° 157 (publicité des travaux du CSA) : rejeté (p. 5490)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (publicité des travaux du CSA) (p. 5490)

Après l'article 17

Son amendement n° 158 (rapport sur le tiers secteur) (p. 5509) : rejeté (p. 5510)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son amendement n° 163 soutenu par M. Didier Mathus (production indépendante) : rejeté (p. 5513)

Après l'article 22

Son amendement n° 160 (fonds de soutien pour les télévisions locales) : rejeté (p. 5517)

Son amendement n° 159 (obligation de transport gratuit pour les télévisions associatives) (p. 5517) : rejeté (p. 5518)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Son amendement n° 164 soutenu par M. Didier Mathus (information du public en cas de simulation de prestations) : rejeté (p. 5527)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2664, 2700)

Son intervention (p. 2686)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 2688, 2689)

Chasse et pêche : associations : chasse (p. 2688)

Chasse et pêche : chasse : droit (p. 2687)

Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 2689)

Chasse et pêche : Conseil national de la chasse et de la faune sauvage (p. 2689)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 2687, 2688)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 2689)

Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 2688)

Propriété : droit de propriété (p. 2688)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. François Baroin (reconnaissance officielle du rôle des chasseurs et des pêcheurs dans la gestion équilibrée des écosystèmes) (p. 2718)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (suppression du conseil national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 2731)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Baroin (rôle du conseil national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 2735)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Augustin Bonrepaux (encadrement des introductions ou réintroductions de prédateurs) (p. 2738)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Léonce Deprez (encadrement des introductions ou réintroductions de prédateurs) (p. 2738)

Intervient sur le sous-amendement n° 59 de la commission (de précision) à l'amendement n° 1 de M. Augustin Bonrepaux (conditions de réintroduction des espèces sauvages) (p. 2755)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Son intervention (p. 2757)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Charles de Courson (statut et financement de l'ONC) (p. 2761)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Jean-Claude Lemoine (statut et financement de l'ONC) (p. 2761)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Pierre Brard (statut et composition du conseil d'Administration de l'ONC) (p. 2763)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. François Baroin (statut de l'ONC) (p. 2765)

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Maxime Gremetz (statut de l'ONC) (p. 2765)

Soutient l'amendement n° 29 de M. Guy Hascoët (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2769) : retiré (p. 2769)

Son amendement n° 247 (composition et conditions de vote au conseil d'administration de l'ONC) (p. 2769) : rejeté (p. 2771)

Son amendement n° 248 (représentation des associations de protection de la nature) (p. 2772) : rejeté (p. 2773)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. François Brottes (représentation des intérêts forestiers) (p. 2773)

Intervient sur l'amendement n° 66 rectifié de la commission (mise en place d'un conseil scientifique) (p. 2775)

Intervient sur le sous-amendement n° 182 corrigé de M. Charles de Courson (directeur du conseil scientifique nommé en conseil des ministres) à l'amendement n° 66 rectifié de la commission (p. 2775)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (financement de l'ONC) (p. 2786)

Son amendement n° 246 (tutelle de l'ONC sur les fédérations) : rejeté (p. 2788)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (nomination des présidents des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2792)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Charles de Courson (nomination des présidents des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2792)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 2794)

Son amendement n° 251 (élection du conseil d'administration des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2798) : retiré (p. 2799)

Intervient sur le sous-amendement n° 372 de M. Charles de Courson (missions des fédérations départementales des chasseurs) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (missions des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2801)

Son amendement n° 249 (missions des fédérations limitées aux seules espèces chassables) : devenu sans objet (p. 2804)

Son amendement n° 250 (mise en œuvre des schémas départementaux de gestion par les fédérations départementales des chasseurs) (p. 2804) : rejeté (p. 2805)

Intervient sur l'amendement n° 73 deuxième rectification de la commission (budget et missions des fédérations soumis à l'approbation du préfet) (p. 2807)

Intervient sur le sous-amendement n° 390 de M. Charles de Courson (non soumission des budgets des fédérations à la comptabilité publique) à l'amendement n° 73 deuxième rectification de la commission (p. 2807)

Intervient sur le sous-amendement n° 391 de M. Charles de Courson (non soumission des budgets des fédérations à la comptabilité publique) à l'amendement n° 73 deuxième rectification de la commission (p. 2807)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (copie des procès-verbaux adressée à la fédération départementale des chasseurs et exercice par les fédérations départementales des chasseurs des droits reconnus à la partie civile) (p. 2810)

Article 4 (coordination)

Son intervention (p. 2811)

Article 5 (création de la fédération nationale des chasseurs)

Son amendement n° 252 soutenu par M. Yves Cochet (soumission au contrôle financier de l'Etat) : rejeté (p. 2814)

Article 6 (réforme du régime des associations communales de chasse agréées)

Son intervention (p. 2816)

Soutient l'amendement n° 35 de M. Guy Hascoët (signalisation des terrains de non chasse par l'association) (p. 2825) : rejeté (p. 2825)

Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)

Intervient sur le sous-amendement n° 306 de M. Jean Auclair (mise en place d'un permis à points) à l'amendement n° 92 de la commission (mise en place d'un permis accompagné) (p. 2835)

Soutient l'amendement n° 96 rectifié de la commission (contenu de l'examen) (p. 2836) : adopté (p. 2837)

Soutient l'amendement n° 36 de M. Guy Hascoët (contenu de l'examen) (p. 2836) : devenu sans objet (p. 2837)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son intervention (p. 2839)

Son amendement n° 255 (jour de non chasse) : devenu sans objet (p. 2865)

Son amendement n° 256 (jour de non chasse) : devenu sans objet (p. 2865)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 40 de M. Guy Hascoët (installation et extension des enclos cynégétiques) (p. 2867) : rejeté (p. 2867)

Son amendement n° 258 (installation et extension des enclos cynégétiques) : rejeté (p. 2867)

Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)

Son intervention (p. 2867)

Intervient sur l'amendement n° 259 rectifié de M. Jean-Claude Lemoine (chasse à la passée) (p. 2869)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)

Son intervention (p. 2872)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)

Son intervention (p. 5207)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 5207)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 5208)

Environnement : espaces naturels sensibles : protection (p. 5207, 5208)

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 1er A (rapport annuel sur les initiatives européennes du Gouvernement)

Son sous-amendement n° 203 (rapport tous les trois ans) à l'amendement n° 2 de la commission (contenu du rapport annuel sur les initiatives européennes du Gouvernement) : adopté (p. 5226)

Article 1er bis (réintroduction de prédateurs)

Intervient sur l'amendement n° 164 rectifié du Gouvernement (consultation des collectivités territoriales et débat public) (p. 5233)

Article 1er ter (Conseil national de la chasse et de la faune sauvage : article L 221-1-0 nouveau du code rural)

Intervient sur l'amendement n° 165 du Gouvernement (de suppression) (p. 5235)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Son sous-amendement n° 141 (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (missions de l'office) (p. 5240) : rejeté (p. 5241)

Son sous-amendement n° 144 (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission : adopté (p. 5242)

Son sous-amendement n° 193 (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission : devenu sans objet (p. 5242)

Son sous-amendement n° 142 (égale protection et représentation des parcs) à l'amendement n° 7 de la commission : rejeté (p. 5242)

Son sous-amendement n° 143 (représentation des associations de protection de la nature) à l'amendement n° 7 de la commission : rejeté (p. 5243)

Son sous-amendement n° 145 (rôle du conseil scientifique) à l'amendement n° 7 de la commission : adopté (p. 5244)

Son sous-amendement n° 147 (indemnisation des dégâts de gibier) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5245) : rejeté (p. 5246)

Article 2 bis (vote dans les assemblées générales des fédérations départementales des chasseurs)

Intervient sur le sous-amendement n° 90 de M. Charles de Courson (délégation de vote) à l'amendement n° 9 de la commission (fonctionnement des assemblées générales) (p. 5248)

Son amendement n° 148 (fonctionnement des assemblées générales) (p. 5247) : devenu sans objet (p. 5249)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Son amendement n° 149 (contrôles) (p. 5252) : adopté (p. 5253)

Son amendement n° 150 (contrôles) : retiré (p. 5253)

Son amendement n° 194 (contrôles) (p. 5253) : retiré (p. 5255)

Article 3 quater (Fédération régionale des chasseurs : section 6 du chapitre Ier du titre II du livre II et article L. 221-8 nouveau du code rural)

Son amendement n° 151 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (de suppression) (p. 5256) : rejeté (p. 5257)

Article 5 (Fédération nationale des chasseurs : section 6 du chapitre Ier du titre II du livre II et article L. 221-8-1 nouveau du code rural)

Son sous-amendement n° 152 (contrôle économique et financier de l'Etat) à l'amendement n° 22 de la commission (Fédération nationale des chasseurs) : adopté après modification à l'issue d'un vote par division (rejet du deuxième alinéa étendant le contrôle aux associations subventionnées et retrait du troisième alinéa précisant que les dépenses de la Fédération nationale des chasseurs sont effectuées par un régisseur agréé par le ministre chargé du budget) (p. 5262)

Article 6 (réforme du régime des associations communales et intercommunales de chasse agréées)

Son sous-amendement n° 153 (droit de non chasse dans les cantons limitrophes) à l'amendement n° 26 de la commission (droit de non chasse dans les cantons limitrophes) (p. 5265) : rejeté (p. 5266)

Son amendement n° 132 (signalisation des terrains de non chasse) (p. 5266) : rejeté (p. 5267)

Son amendement n° 133 (période de trois ans) : rejeté (p. 5268)

Son amendement n° 134 (période de trois ans) : rejeté (p. 5268)

Article 6 bis (repas associatifs non commerciaux des ACCA et sociétés de chasse)

Son amendement n° 135 (de suppression) : rejeté (p. 5269)

Article 8 A (guichet pour la validation du permis de chasser et régime des licences de chasse)

Son sous-amendement n° 139 (annulation d'une validation par le préfet) à l'amendement n° 34 de la commission (de coordination) : rejeté (p. 5271)

Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)

Son amendement n° 136 soutenu par M. André Aschieri (suppression des représentants des chasseurs) : rejeté (p. 5275)

Article 8 ter (validation du permis de chasser)

Son amendement n° 180 (de suppression) : rejeté (p. 5277)

Article 10 quater (zones de chasse au gibier d'eau)

Son amendement n° 137 (de suppression) (p. 5293) : rejeté (p. 5294)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 5295)

Son amendement n° 118 (chasse dans les marais non asséchés) (p. 5295) : adopté (p. 5296)

Son amendement n° 119 (distance de trente mètres de la nappe d'eau) : adopté après rectification (p. 5296)

Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)

Son amendement n° 163 (chasse entre une heure avant le lever du soleil et une heure après le coucher du soleil) (p. 5296) : rejeté (p. 5297)

Article 11 bis (déplacement en véhicule d'un poste de tir à un autre)

Son amendement n° 120 (de suppression) : rejeté (p. 5297)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)

Son amendement n° 121 (imposition d'une période probatoire) (p. 5297) : rejeté (p. 5298)

Son sous-amendement n° 122 (suppression des Ardennes) à l'amendement n° 56 de la commission (recensement des départements autorisés à pratiquer la chasse de nuit) (p. 5300) : rejeté (p. 5302)

Son sous-amendement n° 123 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (interdiction de déplacer les huttes existantes) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302) : rejeté (p. 5303)

Article 12 bis (droit de chasser avec des lévriers)

Son amendement n° 124 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (de suppression) (p. 5303) : adopté (p. 5304)

Article 13 B (report de la date de broyage de la jachère)

Son amendement n° 125 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (de suppression) : rejeté (p. 5304)

Article 14 bis (transfert aux fédérations départementales des chasseurs de l'indemnisation des dégâts causés aux récoltes par les sangliers et par les grands gibiers)

Son amendement n° 126 (de suppression) : rejeté (p. 5307)

Article 20 (personnes habilitées à rechercher et constater les infractions au droit de la chasse)

Son amendement n° 127 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (officiers et agents habilités à pénétrer dans les huttes) : rejeté (p. 5310)

Après l'article 20

Son sous-amendement n° 191 (plan cynégétique départemental mis en œuvre par les agents de développement de la fédération) à l'amendement n° 72 de la commission (garderie particulière des terrains privés) (p. 5310) : rejeté (p. 5311)

Son sous-amendement n° 192 (sanctions) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 5310) : rejeté (p. 5311)

Son amendement n° 128 (sanctions) : retiré (p. 5311)

Article 21 (procès-verbaux d'infractions)

Son amendement n° 129 (de précision) : rejeté (p. 5312)

Article 24 (transport du gibier entre départements)

Son amendement n° 130 (de suppression) : rejeté (p. 5312)

Article 26 (entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi)

Son amendement n° 131 (de suppression) : rejeté (p. 5313)

Ses explications de vote (p. 5315)

Abstention du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5315)

Proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3200)

Son intervention (p. 3214)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 3214)

Environnement : protection : produits dangereux (p. 3215)

Organisations internationales : Organisation mondiale de la santé (OMS) (p. 3215)

Santé : santé publique : veille sanitaire (p. 3214)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Son intervention (p. 3585)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3597)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3610)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3730)

Thèmes :

Constitution : révision : procédures (p. 3610)

Défense : armée : étrangers (p. 3587)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 3587, 3597)

Etrangers : droit de vote : droite (p. 3586, 3597, 3731)

Etrangers : droit de vote : gauche (p. 3586, 3587, 3597)

Etrangers : droit de vote : généralités (p. 3585, 3586, 3731)

Etrangers : droit de vote : Président de la République (p. 3586, 3587)

Etrangers : droit de vote : propositions de loi (p. 3587, 3597)

Etrangers : droit de vote : Union européenne (p. 3586, 3587)

Nationalité : acquisition (p. 3731)

Partis et mouvements politiques : écologistes (p. 3587, 3597, 3610)

Partis et mouvements politiques : extrême droite (p. 3731)

Politique économique : mondialisation (p. 3597)

Politique générale : démocratie : modernisation (p. 3586)

Politique générale : démocratie : mondialisation (p. 3731)

Union européenne : citoyenneté (p. 3610, 3731)

Discussion de l'article unique [3 mai 2000] (p. 3736)

Article unique (droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne)

Son intervention (p. 3742)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 3743)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Bruno Le Roux (de coordination - suppression du mot "seuls" dans la première phrase de l'article 88-3 de la Constitution) (p. 3744)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 juin 2000] (p. 5402)

Article unique (Président de la République élu pour cinq ans au suffrage universel direct)

Son intervention (p. 5405)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Brard (élection du Président de la République pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois) (p. 5419)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Hervé de Charette (limitation à deux mandats successifs) (p. 5419)

Après l'article unique

Son amendement n° 81 (élargissement du champ du référendum prévu par l'article 11 de la Constitution à tout projet ou proposition de loi ayant fait l'objet de deux lectures dans chaque assemblée et ayant été adopté par l'une d'entre elles) (p. 5420) : rejeté (p. 5421)

Son amendement n° 76 (suppression de l'article 16 de la Constitution relatif aux pouvoirs du Président de la République dans des circonstances exceptionnelles) (p. 5426) : rejeté (p. 5427)

Son amendement n° 63 (modification de l'article 24 de la Constitution relatif à la composition du Parlement - élection des députés pour moitié au scrutin uninominal majoritaire à deux tours et pour moitié sur des listes régionales au scrutin de liste proportionnel à un tour) (p. 5428) : rejeté (p. 5429)

Son amendement n° 64 (modification de l'article 24 de la Constitution relatif à la composition du Parlement - élection des sénateurs au suffrage universel direct au scrutin de liste proportionnel dans des circonscriptions régionales) : rejeté (p. 5429)

Son amendement n° 65 (nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 25 de la Constitution relatif aux pouvoirs des assemblées et à leurs membres - mandat de cinq ans pour les députés et les sénateurs) : rejeté (p. 5430)

Son amendement n° 66 (nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 25 de la Constitution relatif au remplacement des parlementaires - incompatibilité entre le mandat parlementaire et un mandat dans l'exécutif d'une collectivité locale) (p. 5430) : rejeté (p. 5431)

Son amendement n° 67 (nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 43 de la Constitution relatif aux six commissions permanentes - fixation de leur nombre ne pouvant excéder douze par un vote du Parlement au début de la législature) (p. 5434) : rejeté (p. 5435)

Son amendement n° 68 (ajout d'un alinéa à l'article 43 de la Constitution relatif au renvoi des projets et propositions de loi aux commissions - examen en commission au moins quinze jours francs après leur dépôt) : rejeté (p. 5435)

Son amendement n° 69 (suppression du dernier alinéa de l'article 44 de la Constitution relatif au "vote bloqué") (p. 5436) : rejeté (p. 5437)

Son amendement n° 70 (nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 45 de la Constitution relatif à la faculté pour le Gouvernement de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire - constitution obligatoire après la première lecture par chacune des assemblées) : rejeté (p. 5437)

Son amendement n° 71 (modification du dernier alinéa de l'article 45 de la Constitution relatif à la faculté pour le Gouvernement de demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement après une nouvelle lecture par chacune des assemblées - suppression de la nouvelle lecture) : rejeté (p. 5437)

Son amendement n° 72 (suppression du quatrième alinéa de l'article 46 de la Constitution disposant que les lois organiques relatives au Sénat doivent être votées dans les mêmes termes par les deux assemblées) (p. 5437) : rejeté (p. 5438)

Son amendement n° 73 (nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour prioritaire - ordre du jour fixé par les assemblées et possibilité pour le Gouvernement de demander une fois par mois l'examen d'un projet ou d'une proposition de loi) (p. 5438) : rejeté (p. 5440)

Son amendement n° 74 (nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour d'initiative parlementaire - une séance par semaine réservée à la discussion de propositions de loi) : rejeté (p. 5440)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jacques Brunhes (ajout d'un alinéa à l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour - inscription dans le délai d'un mois des projets et propositions adoptés par une assemblée à l'ordre du jour de l'autre assemblée) (p. 5441)

Son amendement n° 75 (modification du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution relatif à l'engagement de responsabilité du Gouvernement sur le vote d'un texte - usage de cette procédure limitée à trois fois par session) (p. 5442) : rejeté (p. 5443)

Son amendement n° 84 (nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 61 de la Constitution relatif à la saisine automatique du Conseil constitutionnel - extension à toutes les lois) : rejeté (p. 5443)

Son amendement n° 83 (ajout d'un alinéa à l'article 61 de la Constitution relatif à la saisine du Conseil constitutionnel - saisine par tout citoyen si la loi n'a pas fait l'objet d'un contrôle de constitutionnalité) (p. 5443) : rejeté (p. 5444)

Son amendement n° 77 (modification du premier alinéa de l'article 72 de la Constitution relatif à l'énumération des collectivités territoriales - ajout des regroupements de communes institués par la loi et des régions) : rejeté (p. 5444)

Son amendement n° 78 (nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 72 de la Constitution relatif à la libre administration des collectivités territoriales - élection des conseils pour cinq ans au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle) : rejeté (p. 5444)

Son amendement n° 79 (insertion d'un alinéa dans l'article 72 de la Constitution relatif aux collectivités territoriales - transferts de compétences y compris législatives et fiscales) (p. 5444) : rejeté (p. 5445)

Son amendement n° 80 (ajout d'un alinéa à l'article 72 de la Constitution relatif aux collectivités territoriales - possibilité d'attribution aux étrangers non communautaires du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales) (p. 5445) : rejeté (p. 5446)

René MANGIN
Meurthe-et-Moselle (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Ligue des Etats arabes relatif à l'établissement, à Paris, d'un Bureau de la Ligue des Etats arabes et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe) (n° 1931) [21 décembre 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1653), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) [6 octobre 1999] (n° 1829)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1931), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Ligue des Etats arabes relatif à l'établissement, à Paris, d'un Bureau de la Ligue des Etats arabes et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe) [23 février 2000] (n° 2191)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères, sur la mission effectuée par une délégation de la commission au Kosovo [31 mai 2000] (n° 2452)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement technique et professionnel. Réforme. Perspectives [15 mars 2000] (p. 2002)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention (p. 9239)

Thèmes :

Pays étrangers : Irak (p. 9239)

Pays étrangers : Israël (p. 9239)

Questions écrites budgétaires

7 - Politique extérieure : coopération culturelle (p. 9247)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2000] (p. 432)

Son intervention (p. 448)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 448)

Elections et référendums : modes de scrutin : Conseil constitutionnel (p. 449)

Elections et référendums : référendums : Sénat (p. 449)

Etat : Premier ministre : Sénat (p. 448)

Parlement : Sénat : femmes (p. 449)

Parlement : Sénat : réforme (p. 449)

Parlement : Sénat : représentation proportionnelle (p. 449)

Parlement : Sénat : représentativité (p. 448, 449)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2000] (p. 802)

Son intervention (p. 815)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : généralités (p. 815)

Elections et référendums : statut des élus (p. 815, 816)

Femmes : parité (p. 815)

Parlement : parlementaires : maires (p. 815)

Politique générale : démocratie : modernisation (p. 815)

Jean-Michel MARCHAND
Maine-et-Loire (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 28 octobre 1999] (p. 16162)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 mars 2000] (p. 4275)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 mars 2000] (p. 4275)
Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 mars 2000] (p. 4927)
Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 mars 2000] (p. 4927)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2288 relative à l'exercice de la profession de psychothérapeute, à l'attribution et usage du titre [28 mars 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [25 janvier 2000] (p. 326)
Postes. La Poste. Restructuration, conséquences [14 juin 2000] (p. 5329)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 1570 tendant à créer une commission d'enquête sur la mise en culture d'organismes génétiquement modifiés, les infractions constatées en la matière et les dangers qu'elles font courir à la santé des populations

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 1999] (p. 7015)
Son intervention (p. 7023)
Thèmes :
Agroalimentaire : aliments pour animaux : sécurité sanitaire (p. 7023, 7024)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 7024)
Santé : santé publique : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 7023)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)
Son intervention (p. 9560)
Thèmes avant la procédure des questions :
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9560)
Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 9560)
Enseignement agricole : crédits (p. 9560)
Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 9561)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9560)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)
Thèmes avant la procédure des questions :
Cours d'eau, étangs et lacs : Loire (p. 8990)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 8990)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) (p. 8991)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8990)
Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) (p. 8990)
Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 8990)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 8990, 8991)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9420)
Son intervention (p. 9423)
Thèmes avant la procédure des questions :
Baux : baux d'habitation (p. 9423)
Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 9423)
Logement : habitat insalubre : réhabilitation (p. 9423)
Logement : sociétés d'HLM : loyers (p. 9423)
Logement : Union d'économie sociale (p. 9423)
Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9423)
Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (p. 9423)
TVA : taux réduit (p. 9423)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :
- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999
Son intervention (p. 9453)
Thèmes :
Logement : crédits (p. 9453)
Logement : sociétés d'HLM (p. 9453, 9454)
Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 9453)
TVA : taux réduit (p. 9454)

Proposition de loi n° 2057 relative au régime juridique des licenciements pour motif économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 295)
Son intervention (p. 309)
Thèmes :
Emploi : chômage (p. 310)
Entreprises : sous-traitance (p. 310)
Environnement : protection (p. 310)
Justice : conseils de prud'hommes : droit du travail (p. 310)
Marchés financiers : indices boursiers : croissance (p. 309)
Transports par eau : pavillons de complaisance (p. 310)

Proposition de loi n° 1516 rectifié relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2000] (p. 1169)

Son intervention (p. 1173)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 1173)

Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : administration (p. 1173)

Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : création (p. 1173)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Son intervention (p. 1701)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 1701, 1702)

Environnement : protection (p. 1702, 1703)

Logement : immeubles collectifs : copropriété (p. 1701, 1702)

Transports : transports de voyageurs : transports urbains (p. 1701, 1703)

Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 1702)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Marc-Philippe Daubresse (intégration des POS et des schémas directeurs dans l'intitulé du chapitre Ier) (p. 1755)

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Gilles Carrez (intégration des POS et des schémas directeurs dans l'intitulé du chapitre Ier) (p. 1755)

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Marc-Philippe Daubresse (intégration des POS et des schémas directeurs dans l'intitulé du chapitre Ier) (p. 1755)

Intervient sur l'amendement n° 821 de M. Gilles Carrez (intégration des POS et des schémas directeurs dans l'intitulé du chapitre Ier) (p. 1755)

Son amendement n° 1139 corrigé (intégration des POS et des schémas directeurs dans l'intitulé du chapitre Ier) (p. 1754) : rejeté (p. 1757)

Article L. 121-1 du code de l'urbanisme : principes généraux s'imposant aux documents d'urbanisme

Son amendement n° 1414 (intégration des POS et des schémas directeurs dans la période transitoire) (p. 1756) : rejeté (p. 1757)

Son amendement n° 1134 (intégration des POS et des schémas directeurs dans la période transitoire) (p. 1756) : rejeté (p. 1757)

Soutient l'amendement n° 486 de M. Aloyse Warhouver (établissement des schémas de cohérence territoriale) (p. 1757) : rejeté (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 896 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (référence au développement durable) (p. 1760)

Son amendement n° 1135 (réhabilitation et renouvellement urbain) (p. 1760) : rejeté (p. 1762)

Son sous-amendement n° 1136 (activités sportives et culturelles prises en compte dans l'organisation des territoires urbains) à l'amendement n° 77 de la commission (activités commerciales prises en compte dans l'organisation des territoires urbains) : adopté (p. 1771)

Son amendement n° 1137 (préservation des espaces verts) : rejeté (p. 1772)

Son amendement n° 1138 (référence aux écosystèmes) (p. 1774) : adopté après rectification (p. 1775)

Intervient sur l'amendement n° 897 de M. Daniel Marcovitch (référence aux écosystèmes) (p. 1775)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (référence aux milieux naturels) (p. 1775)

Article L. 121-2 du code de l'urbanisme : contrôle du contenu des schémas de cohérence territoriale, des plans locaux d'urbanisme et des cartes communales et réforme de la procédure du porter à connaissance

Son amendement n° 1140 (porters à connaissance portés en annexe au dossier soumis à enquête publique) : adopté après rectification (p. 1779)

Article L. 121-4 du code de l'urbanisme : principes généraux relatifs aux personnes associées à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme

Son amendement n° 1141 (représentation des associations reconnues d'utilité publique) : rejeté (p. 1780)

Son amendement n° 1142 (information et transparence) : rejeté (p. 1780)

Article L. 121-5 du code de l'urbanisme : principes généraux relatifs aux personnes consultées pour l'élaboration des schémas de cohérence territoriale, des schémas de secteur et des plans locaux d'urbanisme

Son amendement n° 1143 (consultation des associations pour l'élaboration des schémas de cohérence territoriale) (p. 1780) : rejeté (p. 1781)

Son amendement n° 1146 (associations "associées" à l'élaboration des documents d'urbanisme) : rejeté (p. 1781)

Son amendement n° 1145 (associations "associées" à l'élaboration des documents d'urbanisme) : retiré (p. 1781)

Son amendement n° 1144 (associations consultées immédiatement à l'élaboration des documents d'urbanisme) : retiré (p. 1781)

Article L. 121-6 du code de l'urbanisme : commissions départementales de conciliation

Son amendement n° 1147 (élus communaux désignés par les conseils municipaux sur proposition du maire) : rejeté (p. 1783)

Son amendement n° 1148 (saisine de la commission départementale de conciliation par le préfet, les communes ou les groupements de communes) (p. 1783) : adopté (p. 1784)

Article L. 121-7 du code de l'urbanisme : moyens mis en œuvre pour l'établissement des documents d'urbanisme

Soutient l'amendement n° 488 de M. Aloyse Warhouver (services extérieurs de l'Etat mis gratuitement à la disposition des communes de moins de 1 000 habitants) (p. 1785) : rejeté (p. 1785)

Article L. 121-9 du code de l'urbanisme : conditions d'application du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la partie législative du code de l'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. André Santini (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1787)

Intervient sur l'amendement n° 796 de M. Gilles Carrez (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1787)

Son amendement n° 1149 (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1787) : rejeté (p. 1788)

Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))

Article L. 122-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des schémas de cohérence territoriale

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (prise en compte des conséquences sur l'environnement) (p. 1793) : adopté (p. 1793)

Son amendement n° 1150 (prise en compte de l'ensemble des problèmes écologiques) : retiré (p. 1794)

Son amendement n° 1151 (prise en compte de la destination des sols) : rejeté (p. 1794)

Son amendement n° 1152 (différenciation entre la réhabilitation des tissus urbains anciens et la restructuration des espaces urbains récents) : rejeté (p. 1794)

Son amendement n° 1153 (tracé des grands équipements d'infrastructure et localisation des services et activités les plus importantes) : rejeté (p. 1795)

Son amendement n° 1154 (caractère obligatoire de la localisation ou de la délimitation) : rejeté (p. 1795)

Son sous-amendement n° 1155 (prescriptions obligatoires) à l'amendement n° 422 de la commission (suppression de l'exigence de compatibilité des schémas de cohérence territoriale avec les schémas de développement commercial) : rejeté (p. 1797)

Son sous-amendement n° 1156 (restauration des entrées des villes) à l'amendement n° 422 de la commission : adopté (p. 1797)

Son sous-amendement n° 1159 (schéma directeur vélos pour les agglomérations de plus de 50 000 habitants) à l'amendement n° 422 de la commission (p. 1797) : retiré (p. 1798)

Son amendement n° 1158 soutenu par M. Patrick Rimbert (impact des plans de déplacement urbain) : rejeté (p. 1799)

Article L. 122-2 du code de l'urbanisme : constructibilité limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale

Son sous-amendement n° 1162 (avis conforme de la commission des sites) à l'amendement n° 93 de la commission (étude d'impact sur l'environnement et les activités agricoles) (p. 1804) : rejeté (p. 1805)

Intervient sur le sous-amendement n° 1445 de M. Dominique Bussereau (consultation de l'autorité organisatrice des transports) à l'amendement n° 93 de la commission (p. 1805)

Son amendement n° 1163 (consultation de l'autorité organisatrice des transports) : rejeté (p. 1805)

Son amendement n° 1164 (prise en compte des capacités résiduelles de développement) : rejeté (p. 1806)

Article L. 122-3 du code de l'urbanisme : initiative de l'élaboration et périmètre des schémas de cohérence territoriale

Son amendement n° 1165 (prise en compte des déplacements vers les équipements de loisir) : retiré (p. 1810)

Intervient sur l'amendement n° 839 de M. Gilles Carrez (prise en compte des déplacements vers les équipements culturels, sportifs et sociaux) (p. 1810)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 587 de M. Francis Delattre (analyse des flux de voitures) (p. 1821)

Son amendement n° 1166 (analyse des flux de voitures) (p. 1820) : retiré (p. 1821)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Son intervention (p. 1878)

Son amendement n° 1436 (de suppression) (p. 1883) : rejeté (p. 1885)

Son amendement n° 1167 (plans locaux d'urbanisme et d'utilisation des sols) : rejeté (p. 1889)

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans locaux d'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 1426 rectifié du Gouvernement (contenu des plans locaux d'urbanisme) (p. 1891)

Son sous-amendement n° 1171 (évaluation des incidences sur l'environnement) à l'amendement n° 104 de la commission (contenu des plans locaux d'urbanisme) (p. 1890) : devenu sans objet (p. 1892)

Son sous-amendement n° 1288 (respect des interprétations jurisprudentielles) à l'amendement n° 104 de la commission : devenu sans objet (p. 1892)

Son sous-amendement n° 1170 (prise en compte des rues, des sentiers piétonniers et des itinéraires cyclables) à l'amendement n° 104 de la commission (p. 1890) : devenu sans objet (p. 1892)

Son amendement n° 1447 : devenu sans objet (p. 1892)

Son amendement n° 1446 (plans locaux d'urbanisme et d'utilisation des sols) (p. 1894) : retiré (p. 1895)

Intervient sur l'amendement n° 850 de M. Gilles Carrez (affectation des sols et implantation des constructions) (p. 1898)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (affectation des sols et implantation des constructions) (p. 1898)

Son amendement n° 1173 (nouveaux bâtiments de qualité environnementale) : rejeté (p. 1899)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Michel Inchauspé (règles relatives aux constructions sur les rives des grands lacs) (p. 1900)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Michel Bouvard (règles relatives aux constructions sur les rives des grands lacs) (p. 1900)

Intervient sur l'amendement n° 905 de M. Jean-Louis Bianco (règles relatives aux constructions sur les rives des grands lacs) (p. 1901)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission ("itinéraires" cyclables) (p. 1901) : adopté (p. 1901)

Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (identification et localisation des immeubles à protéger) (p. 1902)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. François Vannson (valeur "économique") (p. 1903)

Son amendement n° 1174 soutenu par M. Patrick Rimbert (paysages et écosystèmes) : adopté (p. 1914)

Article L. 123-3 du code de l'urbanisme : dispositions des plans locaux d'urbanisme applicables aux zones d'aménagement concerté

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) (p. 1917)

Son amendement n° 1177 (localisation des voies et arrêts d'autobus) : rejeté (p. 1917)

Article L. 123-8 du code de l'urbanisme : modalités d'association des personnes publiques à la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme

Son amendement n° 1178 (de coordination) (p. 1918) : rejeté (p. 1919)

Après l'article L. 123-13 du code de l'urbanisme

Son amendement n° 1179 (conditions de révision des plans locaux d'urbanisme) : adopté (p. 1921)

Article L. 123-17 du code de l'urbanisme : mesures transitoires

Son amendement n° 1180 (de suppression partielle) : rejeté (p. 1922)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 906 de M. Jean-Pierre Blazy (statut d'installations classées donné aux lignes aériennes à haute tension) (p. 1925)

Article 4 (articles L. 124-1 à L. 124-3 du code de l'urbanisme : cartes communales)

Soutient l'amendement n° 490 de M. Aloyse Warhouver (rédactionnel) (p. 1926) : rejeté (p. 1926)

Article 5 (réforme du régime des zones d'aménagement concerté (ZAC))

Son amendement n° 1218 (pas de création de ZAC en zone rurale) : rejeté (p. 1928)

Son amendement n° 1412 (création des ZAC uniquement à l'intérieur des zones urbaines) : rejeté (p. 1928)

Intervient sur l'amendement n° 856 de M. Gilles Carrez (de suppression partielle) (p. 1930)

Son amendement n° 1366 (de suppression partielle) (p. 1930) : rejeté (p. 1931)

Article 6 (conventions d'aménagement)

Son amendement n° 1181 (partenaires habilités à exercer les prérogatives de la puissance publique) : rejeté (p. 1935)

Article 7 (article L. 300-4-1 du code de l'urbanisme : contenu des conventions d'aménagement portant sur des opérations auxquelles participent financièrement une ou des collectivités territoriales)

Son amendement n° 1183 (participation des collectivités locales au financement d'opérations de restructuration urbaine) : devenu sans objet (p. 1938)

Son amendement n° 1184 (participation des collectivités locales au financement d'opérations de restructuration urbaine) : devenu sans objet (p. 1938)

Après l'article 7

Son amendement n° 1189 (réintroduction des programmes de référence) (p. 1938) : rejeté (p. 1939)

Article 11 (conditions de rétrocession aux propriétaires de biens préemptés)

Son amendement n° 1185 (obligation d'entretien du bien préempté par le propriétaire) : retiré (p. 1944)

Son amendement n° 1186 (obligation d'utilisation du bien préempté par le propriétaire s'il s'agit d'un logement) : rejeté (p. 1944)

Article 13 (définition et modalités de mise en œuvre des opérations d'aménagement)

Son amendement n° 1187 (objectifs dans le cadre d'un projet urbain préalablement défini par la collectivité locale) : rejeté (p. 1947)

Intervient sur l'amendement n° 976 de M. Henry Chabert (objectifs et modalités de mise en œuvre des opérations d'aménagement) (p. 1949)

Son amendement n° 1188 (objectifs et modalités de mise en œuvre des opérations d'aménagement) (p. 1948) : rejeté (p. 1949)

Article 16 (projet architectural et paysager des lotissements)

Intervient sur l'amendement n° 157 de la commission (environnement et traitement des déchets) (p. 1957)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (restauration des chalets d'alpage) (p. 1961)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Michel Inchauspé (restauration des chalets d'alpage) (p. 1961)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Jean-Paul Bacquet (restauration des chalets d'alpage) (p. 1961)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Michel Bouvard (restauration des chalets d'alpage) (p. 1961)

Article 20 (réalisations d'aires de stationnement)

Son amendement n° 1191 (contenu des obligations pour la réalisation des zones de livraison) (p. 1962) : rejeté (p. 1963)

Soutient l'amendement n° 586 de M. Dominique Bussereau (emprise au sol des surfaces bâties) (p. 1966) : rejeté (p. 1966)

Soutient l'amendement n° 483 rectifié de M. Marc-Philippe Daubresse (emprise au sol des surfaces bâties) (p. 1966) : rejeté (p. 1966)

Son amendement n° 1190 (emprise au sol des surfaces bâties) : rejeté (p. 1966)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 915 corrigé de M. Jean-Pierre Blazy (renouvellement urbain dans les zones "C" autour des aérodromes) (p. 1969)

Article 22 (modalités de suppression du plafond légal de densité)

Son amendement n° 1192 (assiette de la taxe locale d'équipement) : rejeté (p. 1976)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son intervention (p. 1986)

Article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation : programmation pluriannuelle de la construction de logements sociaux

Soutient l'amendement n° 577 de M. Georges Sarre (échéancier de construction) (p. 2077) : rejeté (p. 2077)

Article 28 (délai de rétractation et interdiction d'un dépôt d'argent par les acquéreurs d'un bien immobilier d'habitation)

Son amendement n° 1220 (délai de rétractation) : devenu sans objet (p. 2111)

Article 29 (article L. 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation : interdiction de créer des logements de surface réduite ou insuffisamment équipés)

Intervient sur l'amendement n° 213 rectifié de la commission (offre de logements décents en cas de division d'immeubles) (p. 2115)

Son amendement n° 1221 (offre de logements décents en cas de division d'immeubles) (p. 2114) : retiré (p. 2115)

Article 30 (plan comptable des copropriétés)

Son amendement n° 1222 (obligation d'ouvrir un compte séparé par copropriété) : adopté après modification (p. 2120)

Soutient le sous-amendement n° 1466 de la commission (de précision) à son amendement n° 1222 (p. 2120) : adopté (p. 2120)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 216 de la commission (carnet d'entretien de l'immeuble rempli sous la responsabilité du syndic) (p. 2120)

Son amendement n° 1225 (carnet d'entretien de l'immeuble rempli sous la responsabilité du syndic) (p. 2120) : retiré (p. 2121)

Son amendement n° 1223 (augmentation des privilèges de créance des copropriétés) : rejeté (p. 2121)

Article 31 (fonctionnement des copropriétés)

Son amendement n° 1228 (plafonnement du nombre de voix des gros copropriétaires) (p. 2123) : rejeté (p. 1224)

Son amendement n° 1226 (amélioration du système de recouvrement des dettes en cas de vente d'un lot) (p. 2122) : adopté (p. 2123)

Son amendement n° 1224 soutenu par M. Patrick Rimbert (interdiction faite au syndic ou à son conjoint d'être membre du conseil syndical) : retiré (p. 2123)

Son amendement n° 1227 (plafonnement du nombre de voix des gros copropriétaires) : rejeté (p. 2124)

Intervient sur l'amendement n° 220 de la commission (installation de compteurs d'eau froide divisionnaires) (p. 2124)

Son amendement n° 1229 (audit préalable avant tout classement judiciaire d'un immeuble) : rejeté (p. 2125)

Son amendement n° 1233 (création d'une commission de conciliation) : rejeté (p. 2125)

Son amendement n° 1230 (possibilité d'abandon de créance pour les copropriétés en difficulté) : rejeté (p. 2125)

Son amendement n° 1231 (création d'un fonds de garantie pour le redressement des copropriétés en difficulté) (p. 2125) : rejeté (p. 2126)

Son amendement n° 1232 (création d'un fonds de garantie pour le redressement des copropriétés en difficulté) : rejeté (p. 2126)

Article 35 (adaptation et mesures transitoires)

Son intervention (p. 2142)

Article 36 (renforcement du contenu des plans de déplacements urbains)

Son amendement n° 1235 (suppression de l'alinéa ôtant aux maires leur pouvoir en matière de stationnement) : rejeté (p. 2144)

Son sous-amendement n° 1546 (mise en place d'un observatoire des accidents) à l'amendement n° 229 de la commission (de précision) (p. 2144) : adopté (p. 2145)

Son sous-amendement n° 1547 (mise en place d'un observatoire des accidents) à l'amendement n° 229 de la commission (p. 2144) : devenu sans objet (p. 2145)

Son amendement n° 1448 (rédactionnel) : rejeté (p. 2145)

Son amendement n° 1236 (stationnement des voitures de livraisons) (p. 2145) : adopté (p. 2146)

Son amendement n° 1234 : devenu sans objet (p. 2147)

Article 37 (articles 28-1-1 et 28-1-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : stationnements public et privé)

Son amendement n° 1239 (compétences en matière de stationnement payant) (p. 2148) : retiré (p. 2149)

Son amendement n° 1240 (normes pour la réalisation des aires de stationnement) : retiré (p. 2149)

Son amendement n° 1237 (normes pour la réalisation des aires de stationnement) : adopté (p. 2149)

Son amendement n° 1241 (obligations minimales pour les véhicules non motorisés) : adopté (p. 2150)

Son amendement n° 1238 (stationnement des véhicules de livraison) (p. 2150) : retiré (p. 2151)

Intervient sur l'amendement n° 661 de M. Marc-Philippe Daubresse (stationnement des véhicules de livraison) (p. 2151)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 521 de M. Francis Delattre (soumission du projet à enquête publique) (p. 2152)

Son amendement n° 1449 (soumission du projet à enquête publique) (p. 2151) : retiré (p. 2152)

Intervient sur l'amendement n° 240 rectifié de la commission (soumission du projet à enquête publique) (p. 2152)

Article 38 (article 28-2-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : élaboration du schéma de cohérence territoriale et du plan de déplacements urbains par un même établissement public)

Intervient sur l'amendement n° 242 rectifié de la commission (collectivités et transporteurs associés à l'élaboration des plans locaux de déplacement en Ile-de-France) (p. 2154)

Intervient sur l'amendement n° 663 de M. Marc-Philippe Daubresse (collectivités et transporteurs associés à l'élaboration des plans locaux de déplacement en Ile-de-France) (p. 2154)

Son amendement n° 1242 (collectivités et transporteurs associés à l'élaboration des plans locaux de déplacement en Ile-de-France) (p. 2153) : retiré (p. 2155)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 244 de la commission (instauration d'autorités organisatrices de second rang) (p. 2157)

Son amendement n° 1243 (instauration d'autorités organisatrices de second rang) (p. 2156) : retiré (p. 2157)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Marc-Philippe Daubresse (circulation et stationnement des transports publics de voyageurs) (p. 2157)

Son amendement n° 1451 (circulation et stationnement des transports publics de voyageurs) : retiré (p. 2157)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. Francis Delattre (circulation et stationnement des transports publics de voyageurs) (p. 2157)

Intervient sur l'amendement n° 246 de la commission (circulation et stationnement des transports publics de voyageurs) (p. 2157)

Intervient sur l'amendement n° 245 de la commission (prise en charge par les employeurs de l'équivalent de la carte orange en province) (p. 2159)

Son amendement n° 1244 (prise en charge par les employeurs de l'équivalent de la carte orange en province) : retiré (p. 2159)

Article 41 (article 30-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : création d'un syndicat mixte pour favoriser la desserte périurbaine)

Son amendement n° 1245 (coopération entre autorités organisatrices) : devenu sans objet (p. 2162)

Article 42 (article L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales : versement transport additionnel)

Son amendement n° 1246 (organisation et financement par le syndicat mixte) (p. 2165) : devenu sans objet (p. 2166)

Son amendement n° 1247 (organisation et financement par le syndicat mixte) : devenu sans objet (p. 2166)

Son amendement n° 1248 (organisation et système de péage mis en place par le syndicat mixte) : rejeté (p. 2166)

Après l'article 50

Son amendement n° 1258 (application à la région Ile-de-France) (p. 2174) : rejeté (p. 2175)

Après l'article 59

Son amendement n° 1259 (réduction tarifaire pour les personnes ayant de faibles ressources) (p. 2197) : non soutenu (p. 2198) ; repris par M. Patrick Rimbert : adopté après modification (p. 2198)

Article 72 (procédure de déclaration d'insalubrité)

Soutient l'amendement n° 317 de la commission (saisine de la DDASS ou de la commune par le locataire ou l'occupant) (p. 2251) : adopté (p. 2251)

Article 73 (article L. 27 du code de la santé publique : procédure préalable au constat d'insalubrité)

Son amendement n° 1262 (association de défense des locataires ou du droit au logement ou avocat entendus par le conseil départemental d'hygiène) (p. 2254) : rejeté (p. 2255)

Son amendement n° 1263 (avis du conseil départemental d'hygiène notifié à l'ensemble des parties préalablement à la décision du préfet) : rejeté (p. 2255)

Article 74 (article L. 28 du code de la santé publique : constat d'insalubrité)

Son amendement n° 1264 (obligation de libérer l'appartement interdit d'habitation dans les six mois) (p. 2255) : adopté (p. 2256)

Article 76 (article L. 30 du code de la santé publique : sanction du refus d'exécuter les travaux demandés)

Son intervention (p. 2258)

Article 79 (information sur la présence d'amiante en cas de cession d'immeuble)

Son amendement n° 1265 (information de l'acquéreur étendue aux peintures au plomb) (p. 2259) : retiré (p. 2260)

Son amendement n° 1266 (information de l'acquéreur étendue aux peintures au plomb) : retiré (p. 2260)

Article 83 (sanction de la déclaration d'insalubrité ou de péril)

Son amendement n° 1267 (conditions d'hébergement destinées à maintenir l'unité de la famille) : retiré (p. 2265)

Son amendement n° 1268 (obligation de relogement ou d'hébergement incombant à la collectivité publique lorsque le propriétaire n'est pas responsable de l'insalubrité) : rejeté (p. 2265)

Avant l'article 85

Intervient sur l'amendement n° 1133 précédemment réservé du Gouvernement (fondement juridique donné à la notion de logement décent) (p. 2278)

Intervient sur l'amendement n° 314 précédemment réservé de la commission (fondement juridique donné à la notion de logement décent) (p. 2278)

Intervient sur l'amendement n° 763 précédemment réservé de M. Alain Cacheux (interdiction des locations ne respectant pas les normes fixées par décret) (p. 2278)

Article 85 (règlement amiable des conflits locatifs)

Son amendement n° 1269 soutenu par M. Patrick Rimbert (application aux logements-foyers) : retiré (p. 2281)

Article 86 (concertation au sein du parc social)

Son sous-amendement n° 1271 (petites associations autorisées à siéger à la commission nationale de concertation) à l'amendement n° 352 de la commission (élargissement de la liste des catégories de bailleurs soumis à l'élaboration d'un plan de concertation locative) (p. 2286) : adopté (p. 2287)

Son amendement n° 1272 (concertation entre le bailleur et les locataires en l'absence de représentants des locataires) : adopté (p. 2288)

Son amendement n° 1270 (application aux logements-foyers) : retiré (p. 2289)

Après l'article 86

Son amendement n° 1273 rectifié (protection des personnes hébergées en logements-foyers) (p. 2289) : adopté (p. 2290)

Explications de vote et vote [21 mars 2000] (p. 2356)

Ses explications de vote (p. 2362)

Abstention du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2362)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5825, 5845, 5865)

Son intervention (p. 5868)

Thèmes :
Aménagement du territoire : montagne (p. 5869)
Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 5869)
Logement : immeubles collectifs : copropriété (p. 5869)
Mer et littoral : espaces littoraux : protection (p. 5869)
Transports : transport combiné (p. 5869)
Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 5869)
Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 5869)

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 1er A (modification de l'intitulé du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme)
Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (de suppression) (p. 5879)

Article 1er B (création d'un chapitre relatif à la valorisation du sous-sol)
Son intervention (p. 5881)
Son amendement n° 530 (missions du Bureau de recherches géologiques et minières étendues à la prévention des risques du sous-sol) : devenu sans objet (p. 5881)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)
Son amendement n° 9 (conservation des voies publiques et des chemins ruraux) : retiré (p. 5886)

Article 1er bis (droit à une constructibilité minimale dans les zones de montagne et de littoral)
Son amendement n° 10 (de suppression) (p. 5898) : adopté (p. 5899)

Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))

Article L. 122-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des schémas de cohérence territoriale
Son sous-amendement n° 361 (étude des incidences prévisibles sur l'environnement) à l'amendement n° 84 de la commission (définition et contenu des schémas de cohérence territoriale) : non soutenu ; repris par le Gouvernement : adopté (p. 5904)
Son sous-amendement n° 362 (objectifs relatifs à la protection de l'environnement) à l'amendement n° 84 de la commission : non soutenu ; repris par le Gouvernement : adopté (p. 5904)
Son sous-amendement n° 363 (conditions permettant de favoriser le développement de l'urbanisation prioritaire dans les secteurs desservis par les transports collectifs précisées dans les documents d'urbanisme) à l'amendement n° 84 de la commission (p. 5904) : non soutenu ; repris par le Gouvernement : adopté (p. 5904)

Article L. 122-4-2 nouveau du code de l'urbanisme : avis de l'établissement public chargé du schéma de cohérence territoriale sur les documents d'intérêt environnemental
Son amendement n° 13 (de suppression) : adopté (p. 5907)

Article L. 122-9 nouveau du code de l'urbanisme : demande de modifications du projet de schéma par une commune ou un groupement de communes en cas d'intérêts compromis
Son amendement n° 17 (commission de conciliation non substituée aux services de l'Etat) : devenu sans objet (p. 5909)

Article 3 (plans d'occupation des sols - POS -)

Article L. 123-7 du code de l'urbanisme : association des services de l'Etat et des services départementaux à la procédure d'élaboration des plans d'occupation des sols
Son amendement n° 24 (président du parc naturel régional associé) (p. 5927) : retiré (p. 5928)

Article L. 123-8 du code de l'urbanisme : modalités d'association à la procédure d'élaboration des plans d'occupation des sols
Son amendement n° 25 (de conséquence) : retiré (p. 5928)

Article 4 (cartes communales)
Son amendement n° 26 (suppression des dispositions particulières à la montagne dans les cartes communales) : adopté (p. 5932)
Son amendement n° 27 (compatibilité des cartes communales avec les documents d'urbanisme élaborés à l'échelle intercommunale) : adopté après modification (p. 5933)

Article 5 (réforme du régime des zones d'aménagement concerté (ZAC))
Soutient l'amendement n° 164 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5934) : adopté (p. 5935)
Son amendement n° 29 (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5934) : adopté (p. 5935)

Article 8 (suppression de la notion de loi d'aménagement et d'urbanisme)
Son amendement n° 467 (documents d'urbanisme compatibles avec les directives territoriales d'aménagement) : rejeté (p. 5937)

Article 10 ter (prescriptions particulières de massif)
Son amendement n° 30 (contrôle de l'urbanisation des zones de moyenne montagne) : rejeté (p. 5939)

Article 19 bis supprimé par le Sénat (chalets d'alpage et bâtiments agricoles isolés des zones de montagne)
Son amendement n° 32 (restauration ou construction de chalets d'alpage ou d'autres bâtiments agricoles isolés en zone de montagne) : retiré (p. 5949)

Article 19 ter (urbanisation en discontinuité, en zones de montagne, en cas d'adaptation de certaines constructions existantes)
Son amendement n° 31 (notion " d'adaptation " supprimée) (p. 5949) : rejeté (p. 5950)

Article 19 quater (construction de bâtiments d'usage industriel intégrés à l'environnement en zones de montagne)
Son amendement n° 33 (de suppression) : adopté (p. 5950)

Article 19 septies (délimitation par le plan d'occupation des sols de zones d'habitat individuel en zones de montagne caractérisées par un habitat traditionnel)
Son amendement n° 34 (de suppression) : adopté (p. 5960)

Article 19 octies (article L. 111-1-1-A nouveau du code de l'urbanisme : implantation de constructions nouvelles dans les zones rurales dénuées de toute pression foncière)

Son amendement n° 35 (de suppression) : retiré (p. 5961)

Après l'article 20

Son amendement n° 28 (jurisprudence applicable aux communes riveraines des estuaires et du littoral) : rejeté (p. 5965)

Article 20 bis A (notification de la demande d'aide juridictionnelle)

Son amendement n° 36 (de suppression) : adopté (p. 5966)

Article 20 bis (constructibilité en zone C des plans d'exposition au bruit)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Jean-Pierre Blazy (renouvellement urbain au voisinage des aéroports) (p. 5967)

Article 20 quater B (article L. 602-1 du code de l'urbanisme : exception d'illégalité)

Intervient sur l'amendement n° 210 de la commission (de suppression) (p. 5968)

Son amendement n° 38 (exception d'illégalité) : devenu sans objet (p. 5969)

Article 20 quater D (article L. 600-4-3 nouveau du code de l'urbanisme : légalité sous réserve de certaines autorisations d'occupation ou d'utilisation du sol)

Son amendement n° 39 (de suppression) : adopté (p. 5969)

Article 20 quater E (article L. 600-4-4 nouveau du code de l'urbanisme : obligation d'invoquer, dans le délai de recours contentieux l'ensemble des moyens de la requête à l'encontre d'une autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol)

Son amendement n° 40 (de suppression) (p. 5969) : adopté (p. 5971)

Article 20 quater F (article L. 600-6 nouveau du code de l'urbanisme : amende en cas de requête abusive)

Son amendement n° 41 (de suppression) : adopté (p. 5971)

Article 20 quater G (article L 25-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel : consignation d'une somme par les associations en cas de dépôt d'un recours pour excès de pouvoir à l'encontre d'une autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol)

Son amendement n° 42 (de suppression) : adopté (p. 5971)

Article 20 septies A (plan de gestion des sites dans les zones relevant de la loi "littoral")

Son amendement n° 58 (de suppression) (p. 5973) : rejeté (p. 5974)

Intervient sur l'amendement n° 614 de M. Robert Gaïa (plan de gestion des sites dans les zones relevant de la loi "littoral") (p. 5974)

Article 20 octies (équipements nécessaires à la pratique de la promenade et de la randonnée sur les rives des lacs de montagne)

Son amendement n° 43 (équipements ouverts au public "pour la promenade et la randonnée") : adopté après rectification (p. 5975)

Après l'article 20 undecies

Son amendement n° 44 (chemins ruraux affectés au patrimoine départemental) : rejeté (p. 5976)

Article 30 bis A (transparence du mode de calcul des quotes-parts des parties communes et de la répartition des charges de la copropriété)

Son amendement n° 46 soutenu par M. Patrick Rimbert (report de la date d'application) : adopté (p. 6145)

Article 30 bis B (ouverture d'un compte bancaire ou postal séparé)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Patrick Rimbert (report de la date d'application) : adopté (p. 6146)

Article 86 bis (mesures relatives aux logements-foyers)

Son amendement n° 53 soutenu par M. Patrick Rimbert (création de comités de résidents) : adopté (p. 6209)

Article 88 quater (article L. 111-3 du code de l'urbanisme : reconstruction à l'identique de bâtiments détruits par un sinistre)

Son amendement n° 51 rectifié soutenu par M. Patrick Rimbert (de précision) : adopté (p. 6217)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4751)

Son intervention (p. 4758)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 4758, 4759)

Transports par eau : sécurité de la navigation : transports maritimes (p. 4759)

Discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4763)

Après l'article 11

Son sous-amendement n° 58 (de précision) à l'amendement n° 24 de la commission (règles opposables aux capitaines des navires et pénalités pour les contrevenants) : rejeté (p. 4772)

Son sous-amendement n° 59 (preuve écrite que le capitaine du navire emporte les déchets pour être traités dans un autre port) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 4772) : rejeté (p. 4773)

Son sous-amendement n° 60 (application aux navires de guerre et autres navires de l'Etat) à l'amendement n° 24 de la commission : rejeté (p. 4773)

Son sous-amendement n° 61 (chaîne de responsabilité en cas de pollution) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 4773) : retiré (p. 4774)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 1er (principes fondamentaux de la politique forestière)

Article L. 3 du code forestier

Son amendement n° 656 (composition et attributions du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers) : devenu sans objet (p. 4969)

Article L. 4 du code forestier

Son amendement n° 657 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (orientations et architecture régionale de la politique forestière) (p. 4970) : retiré (p. 4971)

Article L. 8 du code forestier

Son amendement n° 658 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (contenu des documents d'aménagement) : rejeté (p. 4982)

Son amendement n° 659 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (contenu des documents) (p. 4982) : rejeté (p. 4983)

Son amendement n° 660 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (suppression de la référence aux codes de bonne conduite sylvicole) : rejeté (p. 4983)

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5147)

Son intervention (p. 5155)

Thèmes :

Animaux : oiseaux : pétrole (p. 5155)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 5155)

Politiques communautaires : directives : sécurité de la navigation (p. 5156)

Transports par eau : ports maritimes : équipement (p. 5156)

Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 5156)

Ses explications de vote (p. 5168)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5168)

Jean-Pierre MARCHÉ

Deux-Sèvres (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Daniel MARCOVITCH

Paris (19ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [J.O. du 29 octobre 1999] (p. 16269)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 23 février 2000] (p. 2805)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 février 2000] (p. 2805)

Rapporteur de la proposition de loi instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France (n° 1727) [23 février 2000]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 février 2000] (p. 2887)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 24 février 2000] (p. 2887)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur l'application des dispositions relatives au logement de la loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions [25 janvier 2000] (n° 2108)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Jean Le Garrec (n° 1727) instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France [23 février 2000] (n° 2195)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Eau. Politique de l'eau. Perspectives [27 octobre 1999] (p. 8237)

Télécommunications. Internet. Développement, aides de l'Etat [15 mars 2000] (p. 2003)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1067, posée le 20 mars 2000. Transports ferroviaires. Ligne Paris-Bâle (J.O. Questions p. 1690). Appelée le 21 mars 2000. Electrification (p. 2329)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Critique la lenteur du rythme d'examen des sous-amendements au texte relatif à la solidarité et au renouvellement urbains [15 mars 2000] (p. 2036)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Son intervention (p. 8224)

Thèmes :
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8224)
Santé : santé publique : pollution (p. 8224)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)
Son intervention (p. 8997)
Thèmes avant la procédure des questions :
Eau : agences (p. 8997)
Eau : assainissement (p. 8997, 8998)
Environnement : crédits (p. 8997)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 8997)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :
- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999
Son intervention (p. 9460)
Thème :
Urbanisme : opérations d'aménagement : politique de la ville (p. 9460)
Questions écrites budgétaires
13 - Logement : logement social : associations syndicales (p. 9469)

Proposition de loi n° 1727 instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 février 2000] (p. 1327)
Son intervention (p. 1327)
Thèmes :
Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : devoir de mémoire (p. 1327)
Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : histoire (p. 1327)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)
Son intervention (p. 1691)
Thèmes :
Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 1692)
Commerce et artisanat : centres commerciaux (p. 1692)
Logement : immeubles collectifs : copropriété (p. 1692)
Logement : aides et prêts : prêts (p. 1692)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Article L. 121-1 du code de l'urbanisme : principes généraux s'imposant aux documents d'urbanisme
Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Léonce Deprez (prise en considération des documents d'urbanisme) (p. 1759)
Intervient sur l'amendement n° 824 de M. Gilles Carrez (prise en considération des documents d'urbanisme) (p. 1759)
Intervient sur l'amendement n° 610 de M. André Santini (prise en considération des documents d'urbanisme) (p. 1759)
Intervient sur l'amendement n° 1135 de M. Jean-Michel Marchand (réhabilitation et renouvellement urbain) (p. 1762)
Soutient l'amendement n° 740 de M. Alain Cacheux (activités commerciales prises en compte dans l'organisation des territoires urbains) (p. 1771) : devenu sans objet (p. 1771)
Intervient sur l'amendement n° 1138 de M. Jean-Michel Marchand (référence aux écosystèmes) (p. 1775)
Son amendement n° 897 (référence aux écosystèmes) (p. 1774) : devenu sans objet (p. 1775)
Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (référence aux milieux naturels) (p. 1775)
Soutient l'amendement n° 898 de M. Jean-Pierre Blazy (réduction des nuisances sonores) (p. 1775) : adopté (p. 1775)

Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))

Article L. 122-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des schémas de cohérence territoriale
Intervient sur l'amendement n° 422 de la commission (suppression de l'exigence de compatibilité des schémas de cohérence territoriale avec les schémas de développement commercial) (p. 1796)
Intervient sur le sous-amendement n° 1156 de M. Jean-Michel Marchand (restauration des entrées des villes) à l'amendement n° 422 de la commission (p. 1797)

Après l'article 2
Son amendement n° 902 (suppression de conventions à la demande de communes) : retiré (p. 1820)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans locaux d'urbanisme
Soutient l'amendement n° 571 de M. Georges Sarre (sauvegarde de la diversité commerciale des quartiers) (p. 1895) : adopté (p. 1896)
Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (identification et localisation des immeubles à protéger) (p. 1902)
Soutient l'amendement n° 572 de M. Georges Sarre (contrôle des modifications de certains commerces dans les grandes villes) (p. 1915) : adopté (p. 1915)

Article 8 (suppression de la notion de loi d'aménagement et d'urbanisme)

Soutient l'amendement n° 142 rectifié de la commission (projets de directives territoriales soumis à enquête publique dans les zones de montagne et sur le littoral) (p. 1939) : adopté (p. 1939)

Après l'article 20

Son amendement n° 913 (recevabilité des recours) : retiré (p. 1970)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son intervention (p. 1990)

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Jean Tiberi (de suppression) (p. 2020)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Francis Delattre (de suppression) (p. 2020)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 2020)

Intervient sur l'amendement n° 1349 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 2020)

Intervient sur l'amendement n° 1362 de M. Patrick Delnatte (de suppression) (p. 2020)

Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux

Intervient sur le sous-amendement n° 1507 de M. Gilles Carrez (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (seuil des agglomérations concernées) (p. 2032)

Intervient sur le sous-amendement n° 1513 de M. Robert Poujade (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2033)

Intervient sur le sous-amendement n° 1473 de M. Jean-Marie Morisset (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2033)

Son rappel au règlement (cf. supra) [15 mars 2000] (p. 2036)

Article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation : institution d'un prélèvement visant à relancer la construction locative sociale

Son amendement n° 944 (mixité dans les grandes villes) : retiré (p. 2069)

Intervient sur le sous-amendement n° 1536 de M. Étienne Pinte (versement à un compte foncier bloqué pendant 20 ans) à l'amendement n° 200 rectifié de la commission (espaces bénéficiaires des fonds collectés au titre du prélèvement) (p. 2074)

Article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation : sanction de la carence d'intervention

Son amendement n° 1042 soutenu par M. Patrick Rimbert (de cohérence) : adopté (p. 2095)

Après l'article 25

Son amendement n° 948 (programme local de l'habitat dans les grandes agglomérations) (p. 2099) : adopté après rectification (p. 2100)

Intervient sur l'amendement n° 1341 de Mme Janine Jambu (requalification du patrimoine des organismes de logements sociaux) (p. 2103)

Article 27 (modifications diverses du code de l'urbanisme)

Son amendement n° 949 (de précision) : adopté (p. 2109)

Son amendement n° 902 rectifié (abrogation de plein droit pour les communes situées au dessus du seuil de 20 % et connaissant un taux de chômage supérieur à 10 %) : adopté (p. 2110)

Après l'article 27

Son amendement n° 950 (rôle des associations de locataires affiliées à une organisation siégeant à la commission nationale de concertation) : adopté (p. 2110)

Article 29 (article L. 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation : interdiction de créer des logements de surface réduite ou insuffisamment équipés)

Intervient sur l'amendement n° 213 rectifié de la commission (offre de logements décents en cas de division d'immeubles) (p. 2115)

Intervient sur l'amendement n° 1221 de M. Jean-Michel Marchand (offre de logements décents en cas de division d'immeubles) (p. 2115)

Son amendement n° 1058 (restrictions à la division d'immeubles anciens) : rejeté (p. 2115)

Son amendement n° 1059 (restrictions à la division d'immeubles anciens) (p. 2115) : rejeté (p. 2116)

Après l'article 29

Son amendement n° 1060 (associations syndicales ou foncières régies par la présente loi) : retiré (p. 2116)

Article 30 (plan comptable des copropriétés)

Son amendement n° 1062 (transparence des comptes de copropriété) (p. 2118) : adopté (p. 2119)

Article 31 (fonctionnement des copropriétés)

Son amendement n° 1368 (recouvrement direct des charges locatives) : retiré (p. 2122)

Son amendement n° 1056 (description détaillée de la situation de copropriété lors de toute requête) : rejeté (p. 2124)

Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Christophe Caresche (constitution d'un conseil syndical dans les syndicats coopératifs) (p. 2127)

Intervient sur l'amendement n° 651 deuxième rectification de M. Marc-Philippe Daubresse (constitution d'un conseil syndical dans les syndicats coopératifs) (p. 2127)

Intervient sur l'amendement n° 1278 de M. Jean-Louis Dumont (constitution d'un conseil syndical dans les syndicats coopératifs) (p. 2127)

Intervient sur l'amendement n° 1277 de M. Jean-Louis Dumont (constitution d'un conseil syndical dans les syndicats coopératifs) (p. 2127)

Article 32 (intervention des organismes d'HLM en faveur des copropriétés en difficulté)

Son amendement n° 1064 (plan de sauvegarde à l'initiative du préfet) : adopté après rectification (p. 2130)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 1067 de M. Daniel Vachez (individualisation des compteurs d'eau) (p. 2134)

Son amendement n° 1065 (individualisation des compteurs d'eau) (p. 2134) : retiré (p. 2135)

Article 60 (objectifs et moyens de la politique du logement)

Intervient sur l'amendement n° 284 de la commission (introduction de la notion de développement durable adapté à l'habitat) (p. 2201)

Intervient sur l'amendement n° 730 de M. Alain Cacheux (conditions de versement de l'allocation logement) (p. 2213)

Article 61 (statut et pérennité du logement social)

Son amendement n° 1051 (activités commerciales créées au pied des immeubles construits ou acquis par les organismes HLM) : adopté (p. 2227)

Article 62 (statut des offices publics d'habitations à loyer modéré)

Intervient sur l'amendement n° 296 de la commission (de précision) (p. 2230)

Intervient sur l'amendement n° 1204 de M. Alain Cacheux (mission d'accession à la propriété des HLM poursuivie dans le respect des plafonds de prix de revient) (p. 2231)

Article 65 (article L. 431-1 du code de la construction et de l'habitation : inscription d'une hypothèque légale au bénéfice de la Caisse des dépôts et consignations)

Son amendement n° 1415 (possibilité pour la Caisse de garantie du logement de continuer à prendre les hypothèques légales nécessaires à son bon fonctionnement) : retiré (p. 2240)

Article 67 (compétences, statut et ressources de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Son amendement n° 1416 (versement d'une cotisation par les organismes d'HLM assise sur les loyers) : retiré (p. 2245)

Son amendement n° 1417 (versement d'une cotisation par les organismes d'HLM assise sur les loyers) : retiré (p. 2245)

Son amendement n° 1418 (réduction de la cotisation d'un montant proportionnel au nombre de bénéficiaires d'une aide au logement) : retiré (p. 2247)

Article 75 (procédure de déclaration d'insalubrité)

Son amendement n° 1043 (versement des aides au logement suspendu en cas d'interdiction temporaire d'habiter) : retiré (p. 2257)

Article 84 (Agence française pour l'amélioration de l'habitat privé)

Intervient sur l'amendement n° 347 de la commission (champ de subvention de l'ANAH) (p. 2270)

Avant l'article 85

Intervient sur l'amendement n° 1133 précédemment réservé du Gouvernement (fondement juridique donné à la notion de logement décent) (p. 2277)

Intervient sur l'amendement n° 314 précédemment réservé de la commission (fondement juridique donné à la notion de logement décent) (p. 2277)

Intervient sur l'amendement n° 763 précédemment réservé de M. Alain Cacheux (interdiction des locations ne respectant pas les normes fixées par décret) (p. 2277)

Son sous-amendement n° 1558 (de précision) à l'amendement n° 1133 précédemment réservé du Gouvernement (p. 2274) : adopté (p. 2280)

Son sous-amendement n° 1560 (de précision) à l'amendement n° 1133 précédemment réservé du Gouvernement (p. 2279) : adopté (p. 2280)

Après l'article 86

Son amendement n° 1052 (conditions du recours à la force publique pour les logements réquisitionnables occupés sans titre ni droit) : rejeté (p. 2289)

Son amendement n° 1054 (représentation des locataires dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte) (p. 2290) : adopté après rectification (p. 2291)

Son amendement n° 1053 corrigé (clause résolutoire suspendue à la décision du juge lorsqu'il existe un tiers-payant pour le logement social) : adopté (p. 2291)

Son amendement n° 1055 (bilan annuel présenté par le préfet au conseil départemental de l'habitat) (p. 2292) : adopté (p. 2293)

Explications de vote et vote [21 mars 2000] (p. 2356)

Ses explications de vote (p. 2358)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2359)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5825, 5845, 5865)

Son intervention (p. 5866)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 5867)

Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 5867)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 5867)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 5867)

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Son intervention (p. 5883)

Article 3 (plans d'occupation des sols - POS -)

Article L. 123-13-1 nouveau du code de l'urbanisme : révision ou modification du plan local d'urbanisme pour permettre la réalisation d'une zone d'aménagement concerté d'intérêt communautaire

Soutient l'amendement n° 380 rectifié de M. Jacques Heuclin (approbation par l'établissement public d'un projet de modification ou de révision lorsqu'une ZAC a été créée à l'initiative d'un EPCI) : adopté (p. 5930)

Article 5 (réforme du régime des zones d'aménagement concerté (ZAC))

Soutient l'amendement n° 468 de M. Yves Dauge (suppression d'une précision inutile) : adopté (p. 5935)

Article 19 octies (article L. 111-1-1-A nouveau du code de l'urbanisme : implantation de constructions nouvelles dans les zones rurales dénuées de toute pression foncière)

Soutient l'amendement n° 383 de M. Henri Nayrou (constructions nouvelles dans les zones rurales afin d'éviter les diminutions de la population municipale) : adopté après rectification (p. 5962)

Article 20 quater A (encadrement des missions des architectes des bâtiments de France)

Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Yves Dauge (encadrement, sauf circonstances exceptionnelles, des

missions des architectes des bâtiments de France) (p. 5968)

Article 20 septies A (plan de gestion des sites dans les zones relevant de la loi "littoral")

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean-Michel Marchand (de suppression) (p. 5974)

Intervient sur l'amendement n° 614 de M. Robert Gaïa (plan de gestion des sites dans les zones relevant de la loi "littoral") (p. 5974)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Intervient sur le sous-amendement n° 462 de M. Marc-Philippe Daubresse (décompte des logements "à vocation sociale" dans le parc communal et intercommunal) à l'amendement n° 225 de la commission (décompte des logements sociaux dans le parc communal et intercommunal) (p. 6110)

Son amendement n° 470 (définition des logements sociaux) : adopté (p. 6117)

Intervient sur le sous-amendement n° 630 de M. Pierre Cardo (répartition équilibrée de la taille des logements) à l'amendement n° 237 de la commission (programmation pluriannuelle de la construction de logements) (p. 6128)

Article 25 sexies (modalités d'intervention des sociétés d'économie mixte locales en matière de logement)

Son amendement n° 477 (correction d'une erreur matérielle) : retiré (p. 6134)

Article 27 supprimé par le Sénat (modifications diverses du code de l'urbanisme)

Son amendement n° 627 (suppression de la contrainte concernant le rapport entre logements et activités lorsque le taux de chômage est élevé) : retiré (p. 6138)

Article 29 (article L. 111-6-1 nouveau du code de la construction et de l'habitation : interdiction de créer des logements de surface réduite ou insuffisamment équipés)

Soutient l'amendement n° 515 de M. Jean-Louis Dumont (diagnostic technique des immeubles construits depuis plus de quinze ans et mis en copropriété) : retiré (p. 6143)

Article 34 quater (individualisation des contrats de fourniture d'eau)

Son sous-amendement n° 478 rectifié (prise en charge des travaux nécessaires par le propriétaire qui a formulé la demande) à l'amendement n° 389 de M. Daniel Vachez (individualisation des contrats de fourniture d'eau et imputation de la charge) (p. 6162) : adopté après deuxième rectification (p. 6165)

Article 61 (statut et pérennité du logement social)

Soutient l'amendement n° 317 rectifié de la commission (attribution des locaux commerciaux en pied des immeubles construits ou acquis par les organismes HLM) (p. 6175) : adopté (p. 6176)

Article 63 (compétence et administration provisoire des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré)

Son amendement n° 606 (interdiction faite aux personnes qui ne peuvent plus siéger en tant qu'administrateur de participer à d'autres conseils d'administration) : adopté (p. 6179)

Article 85 A (définition du logement décent et actions en réduction du loyer)

Son amendement n° 628 (droit à un logement décent inscrit dans le code civil) : adopté (p. 6202)

Son amendement n° 643 (de précision) : adopté (p. 6203)

Article 85 (règlement amiable des conflits locatifs)

Son amendement n° 399 (bénéfice par les locataires des reports prévus par la loi de 1998) : adopté après modification (p. 6206)

Article 86 septies (article 11-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 : congé pour vendre)

Son amendement n° 646 (lutte contre les congés ventes) (p. 6210) : retiré (p. 6211)

Son amendement n° 645 (lutte contre les congés ventes) (p. 6210) : retiré (p. 6211)

Article 86 undecies (associations nationale et départementales d'information sur le logement)

Soutient l'amendement n° 400 de M. Jean-Louis Dumont (rédactionnel) (p. 6211) : adopté (p. 6212)

Ses explications de vote (p. 6260)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6260)

Proposition de résolution n° 2333 tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de sécurité sanitaire liées aux différentes "pratiques non réglementées de modifications corporelles" (piercing, tatouage, scarification, implants divers de corps étrangers)

Avant la discussion de l'article unique [22 juin 2000] (p. 5780)

Son intervention (p. 5786)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerçants : sécurité sanitaire (p. 5787)

Santé : Conseil supérieur de l'hygiène publique de France (CSHPF) (p. 5787)

Santé : santé publique (p. 5787)

Thierry MARIANI

Vaucluse (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail [J.O. du 11 novembre 1999] (p. 16853)

Rapporteur de la proposition de loi modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française (n° 1815) [17 novembre 1999]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants (n° 1988) [3 mai 2000]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de M. Charles Cova et plusieurs de ses collègues, modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française [24 novembre 1999] (n° 1961)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1988) de M. Bernard Accoyer tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants [24 mai 2000] (n° 2411)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application, financement [26 octobre 1999] (p. 8108)

Etrangers. Immigration. Statistiques [25 janvier 2000] (p. 328)

Agriculture. Fruits et légumes. Prix à la production [30 mai 2000] (p. 4737)

Politique extérieure. Algérie. Visite officielle du Président algérien, déclaration sur les harkis [20 juin 2000] (p. 5593)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1056, posée le 13 mars 2000. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 1528). Appelée le 14 mars 2000. Aéroports militaires, Orange (p. 1843)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Tient à s'élever contre la manière plus que restrictive selon lui avec laquelle la commission des finances apprécie la recevabilité financière des amendements sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale. [27 octobre 1999] (p. 8308)

Estime que l'opposition n'a pas abusé de ses droits dans la présentation de motions de procédure [2 mai 2000] (p. 3616)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 6989) : rejetée au scrutin public (p. 7006)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 7000)

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 6997)

Entreprises : allégement des charges (p. 6992, 6996)

Services : nettoyage : réduction du temps de travail (p. 7001)

Services : réduction du temps de travail : sécurité (p. 7001)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 6997)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 6990, 7002)

Travail : réduction du temps de travail : durée du travail (p. 6992, 6995, 6998)

Travail : réduction du temps de travail : heures supplémentaires (p. 6992, 6993, 6994, 6995, 6996, 6998)

Travail : réduction du temps de travail : hôtellerie et restauration (p. 7001)

Travail : réduction du temps de travail : négociations (p. 6990, 6991, 6993, 7002)

Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 6998, 6999)

Travail : réduction du temps de travail : petites et moyennes entreprises (p. 6989, 6990, 6991, 6995)

Travail : réduction du temps de travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6999)

Travail : réduction du temps de travail : syndicats (p. 6992)

Travail : réduction du temps de travail : travail saisonnier (p. 7000, 7001)

Travail : travail à temps partiel (p. 7000)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)

Son amendement n° 14 soutenu par M. Bernard Accoyer (fixation par la négociation des modalités du passage aux 35 heures dans les petites entreprises) : rejeté (p. 7051)

Soutient l'amendement n° 676 de M. Jean-Luc Warsmann (clause de sauvegarde) (p. 7080) : rejeté (p. 7080)

Soutient l'amendement n° 653 de M. Lionnel Luca (réduction du taux de TVA sur les biens de consommation) (p. 7082) : rejeté (p. 7082)

Soutient l'amendement n° 652 de M. Lionnel Luca (réduction du taux de TVA sur les biens de consommation) (p. 7082) : rejeté (p. 7082)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Yves Cochet (harmonisation des temps sociaux) (p. 7095)

Soutient le sous-amendement n° 786 de M. Bernard Accoyer (caractère facultatif du décompte informatisé et sécurisé du temps de travail) à l'amendement n° 203 de M. Maxime Gremetz (décompte informatisé et sécurisé du temps de travail) (p. 7097) : rejeté (p. 7097)

Soutient l'amendement n° 895 de M. Bernard Accoyer (secteur du gardiennage) (p. 7098) : rejeté (p. 7098)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son intervention (p. 7102)

Son amendement n° 34 soutenu par M. Éric Doligé (récupération des heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent annuel) : rejeté (p. 7221)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)

Son amendement n° 40 soutenu par M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 7289)
Son amendement n° 42 soutenu par M. Éric Doligé (pouvoir de décision du chef d'établissement en cas de désaccord) (p. 7289) : rejeté (p. 7290)
Son amendement n° 43 soutenu par M. Bernard Accoyer (durée annuelle maximale du travail) (p. 7290) : rejeté (p. 7293)
Son amendement n° 41 corrigé soutenu par M. Bernard Accoyer (détermination de la modulation par la négociation) (p. 7294) : rejeté (p. 7295)
Son amendement n° 46 soutenu par M. François Goulard (de suppression des références aux absences) : rejeté (p. 7307)
Son amendement n° 45 (dates d'entrée en application pour les entreprises ayant déjà signé un accord) : rejeté (p. 7309)
Son amendement n° 615 soutenu par M. Bernard Accoyer (dates d'entrée en application pour les entreprises ayant déjà signé un accord) : rejeté (p. 7309)
Son amendement n° 44 soutenu par M. François Goulard (fixation à 1645 heures de la durée annuelle maximale) : rejeté (p. 7309)
Article 4 (article L. 212-9 du code du travail et article 4 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : réduction de la durée du travail organisée sous forme de jours ou demi-journées de repos à prendre sur le mois ou sur l'année)
Son amendement n° 47 soutenu par M. François Goulard (de suppression) (p. 7311) : rejeté (p. 7312)
Son amendement n° 49 soutenu par M. Bernard Accoyer (d'allongement à douze semaines de la période de récupération) : rejeté (p. 7313)
Son amendement n° 50 corrigé soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (de suppression du seuil de 39 heures) : rejeté (p. 7313)
Son amendement n° 51 soutenu par M. François Goulard (délai de récupération porté à deux ans) : rejeté (p. 7315)
Son amendement n° 52 soutenu par M. Bernard Accoyer (maintien des dispositions des accords déjà conclus) : rejeté (p. 7317)
Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)
Article L. 212-15-2 du code du travail
Son amendement n° 56 soutenu par M. Bernard Accoyer (paiement des heures supplémentaires) : rejeté (p. 7365)
Article L. 212-15-3 du code du travail
Son amendement n° 60 soutenu par M. Éric Doligé (réduction facultative de la durée du travail) (p. 7371) : rejeté (p. 7372)
Son amendement n° 61 soutenu par M. Éric Doligé (modulation du temps de travail pour les cadres) : rejeté (p. 7372)
Son amendement n° 62 soutenu par M. Éric Doligé (jours de repos supplémentaires) : rejeté (p. 7377)
Son amendement n° 63 soutenu par M. Éric Doligé (de suppression des limites maximales) : rejeté (p. 7377)
Article 6 (articles L. 212-4-2 à L. 212-4-16 du code du travail : travail à temps partiel)
Son amendement n° 69 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (modification des horaires prévus au contrat de travail) : rejeté (p. 7405)
Son amendement n° 70 soutenu par M. François Goulard (accord de l'employeur) : rejeté (p. 7405)
Article 7 (articles L. 212-4-12, L. 212-4-13, L. 212-4-14 et L. 212-4-15 du code du travail : travail intermittent)
Son amendement n° 73 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (de suppression) : rejeté (p. 7410)
Son amendement n° 71 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (avis du personnel à défaut d'accord) (p. 7410)
Son amendement n° 72 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (dérogations pour la conclusion de contrats de travail intermittent) (p. 7412) : rejeté (p. 7413)
Article 9 (article L. 227-1 du code du travail : compte épargne-temps)
Son amendement n° 75 soutenu par M. André Schneider (de suppression) : rejeté (p. 7433)
Son amendement n° 76 (de suppression du délai de 5 ans) (p. 1433) : rejeté (p. 7434)
Son amendement n° 77 soutenu par M. François Goulard (extension des accords) : rejeté (p. 7435)
Son amendement n° 78 soutenu par M. André Schneider (augmentation du nombre de jours cumulables) (p. 7435) : rejeté (p. 7436)
Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)
Son amendement n° 82 soutenu par M. André Schneider (de suppression) (p. 7453) : rejeté (p. 7455)
Son amendement n° 87 soutenu par M. André Schneider (de suppression de l'exigence d'un accord collectif) : rejeté (p. 7458)
Son amendement n° 85 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (application d'un même type d'accord à toutes les entreprises) : rejeté (p. 7459)
Son amendement n° 86 soutenu par M. André Schneider (généralisation des allégements de charge) : rejeté (p. 7465)
Article 12 (article L. 241-13-1 du code de la sécurité sociale et article 9 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : allègement de cotisations sociales)
Son amendement n° 94 soutenu par M. André Schneider (entreprises ayant recours au travail à temps partiel) (p. 7494) : rejeté (p. 7495)
Son amendement n° 92 soutenu par M. André Schneider (salariés à employeurs multiples) : rejeté (p. 7501)
Article 14 (sécurisation juridique des accords)
Son amendement n° 96 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 7514) : rejeté (p. 7515)
Article 15 (article L. 212-3 du code du travail : modification du contrat de travail)
Son amendement n° 97 (de suppression) : rejeté (p. 7519)
Son amendement n° 99 soutenu par M. Jean Le Garrec (référence aux accords déjà conclus) : rejeté (p. 7522)
Article 16 (salaire minimum de croissance et complément différentiel de salaire)

Son amendement n° 100 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (de suppression) : rejeté (p. 7529)

Son amendement n° 101 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (date de signature des accords) : rejeté (p. 7532)

Son amendement n° 102 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (salaire des personnes embauchées à temps partiel après l'entrée en vigueur de la loi) : rejeté (p. 7535)

Article 17 (articles L. 992, L. 992-2, L. 999-3, L. 993-1, L. 993-2, L. 997-2, L. 1031, L. 1062-1 et L. 1157-1 du code rural : transposition du projet de loi dans le code rural)

Son amendement n° 103 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (de suppression) : rejeté (p. 7539)

Après l'article 17

Son amendement n° 104 soutenu par M. Jean Le Garrec (report de l'application de la loi) : rejeté (p. 7546)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10314) : rejetée (p. 10319)

Thèmes :

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 10318)

Travail : annualisation du temps de travail (p. 10316)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 10314)

Travail : réduction du temps de travail : durée du travail (p. 10315, 10317)

Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 10317, 10318)

Travail : réduction du temps de travail : formation professionnelle (p. 10315)

Travail : réduction du temps de travail : heures supplémentaires (p. 10315, 10316)

Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 10317)

Travail : réduction du temps de travail : petites entreprises (p. 10314, 10315)

Travail : réduction du temps de travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 10317)

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 1er (confirmation du passage à la nouvelle durée légale fixée à trente-cinq heures hebdomadaires)

Son sous-amendement n° 159 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression du principe du passage aux 35 heures) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10391) : rejeté (p. 10393)

Son sous-amendement n° 163 soutenu par M. Bernard Accoyer (établissements de moins de 10 salariés) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (p. 10394) : rejeté (p. 10395)

Son sous-amendement n° 160 soutenu par M. Bernard Accoyer (caractère facultatif) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (p. 10395) : rejeté (p. 10396)

Son amendement n° 162 soutenu par M. Hervé Morin (entreprises nouvelles) : rejeté (p. 10396)

Son sous-amendement n° 164 soutenu par M. Bernard Accoyer (exception pour le secteur des services) à son amendement n° 162 (p. 10396) : rejeté (p. 10397)

Son sous-amendement n° 161 soutenu par M. Bernard Accoyer (accord collectif) à son amendement n° 162 : rejeté (p. 10397)

Son sous-amendement n° 165 soutenu par M. Bernard Accoyer (caractère facultatif) à son amendement n° 162 : rejeté (p. 10397)

Son sous-amendement n° 166 soutenu par M. François Goulard (report de l'application de la loi) à son amendement n° 162 : rejeté (p. 10402)

Son sous-amendement n° 167 soutenu par M. François Goulard (report de l'application de la loi) à son amendement n° 162 : rejeté (p. 10402)

Son sous-amendement n° 168 soutenu par M. Bernard Accoyer (report de l'application de la loi) à son amendement n° 162 : rejeté (p. 10404)

Article 2 supprimé par le Sénat (articles L. 212-2, L. 215-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son sous-amendement n° 145 (suppression du II de l'amendement : dispositions relatives aux heures supplémentaires) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 10441) : rejeté au scrutin public (p. 10442)

Son sous-amendement n° 146 soutenu par M. François Goulard (modification de la rémunération des heures supplémentaires) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission (p. 10442) : rejeté (p. 10442)

Son sous-amendement n° 147 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (maintien du principe de rémunération des heures supplémentaires) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission : rejeté (p. 10443)

Son sous-amendement n° 148 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (paiements des heures supplémentaires à défaut d'accord sur le repos compensateur) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission : rejeté (p. 10444)

Son sous-amendement n° 149 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (suppression du Fonds de financement) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission (p. 10446) : rejeté (p. 10447)

Son sous-amendement n° 150 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (rémunération des quatre premières heures supplémentaires pendant la période d'adaptation) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission : rejeté (p. 10448)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 décembre 1999] (p. 10991)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 10995)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10996) : rejetée (p. 10999)

Thèmes :

Entreprises : allégement des charges (p. 10997)

Entreprises : personnel d'encadrement (p. 10996)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : réduction du temps de travail (p. 10997)

Travail : annualisation du temps de travail (p. 10997)
Travail : durée du travail (p. 10997)
Travail : heures supplémentaires (p. 10997)
Travail : licenciements : réduction du temps de travail (p. 10996)
Travail : réduction du temps de travail : agriculture (p. 10997)
Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 10996)
Travail : réduction du temps de travail : formation professionnelle (p. 10996)
Travail : réduction du temps de travail : généralités (p. 10995)
Travail : réduction du temps de travail : restauration (p. 10997, 10998)
Travail : réduction du temps de travail : travail saisonnier (p. 10997)
Travail : travail à temps partiel (p. 10996)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [12 octobre 1999] (p. 7148)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7157) : rejetée (p. 7162)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : assurance maladie maternité : généralités (p. 7158, 7159)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 7157, 7158)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fratries (p. 7157)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : généralités (p. 7157)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : obligations (p. 7158)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : tribunaux d'instance (p. 7158)
Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 7158)
Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 7157)
Etrangers : régularisations : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 7159)
Famille : concubinage (p. 7159)
Famille : couple : statuts (p. 7159)
Famille : polygamie : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 7159)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Son intervention (p. 8202)

Thèmes :

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 8202)
Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 8203)
Retraites : généralités : système par répartition : réforme (p. 8202)
Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8203)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : annuités liquidables : fonctionnaires et agents publics (p. 8203)

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 2 (création du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Son rappel au règlement (cf. supra) [27 octobre 1999] (p. 8308)

Article L. 131-8-2 du code de la sécurité sociale

Son amendement n° 200 soutenu par M. Jean Bardet (de suppression) (p. 8341) : rejeté (p. 8342)

Son amendement n° 201 soutenu par M. Jean Bardet (affectation du produit de la TGAP) (p. 8343) : rejeté (p. 8345)

Son amendement n° 202 soutenu par M. Jean Bardet (de suppression de la contribution des organismes sociaux) (p. 8345) : rejeté (p. 8347)

Son sous-amendement n° 791 soutenu par M. Jean Bardet (de suppression des dispositions relatives aux droits sur l'alcool) à l'amendement n° 192 du Gouvernement (financement du fonds) : rejeté (p. 8348)

Son sous-amendement n° 792 (suppression de la contribution de l'Etat) à l'amendement n° 192 du Gouvernement : rejeté (p. 8349)

Son sous-amendement n° 793 soutenu par M. Patrick Delnatte (suppression des contributions visées au code rural) à l'amendement n° 192 du Gouvernement : rejeté (p. 8351)

Article L. 131-8-4 du code de la sécurité sociale

Son amendement n° 205 corrigé (de suppression) : adopté (p. 8361)

Article 3 (articles 213, 235 ter ZC nouveau et 1668 D nouveau du code général des impôts : institution d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés [CSB])

Son amendement n° 220 (de suppression) (p. 8368) : rejeté (p. 8372)

Son amendement n° 209 (diminution du taux de la contribution) (p. 8373) : rejeté (p. 8374)

Son amendement n° 215 soutenu par M. Georges Tron (exonération des entreprises de moins de 5 ans) (p. 8374) : rejeté (p. 8375)

Son amendement n° 216 soutenu par M. Georges Tron (exonération des entreprises de moins de 3 ans) (p. 8374) : rejeté (p. 8375)

Son amendement n° 212 soutenu par M. Georges Tron (exonération des entreprises de moins de 100 salariés) (p. 8375) : rejeté (p. 8376)

Son amendement n° 213 soutenu par M. Bernard Accoyer (exonération des entreprises de moins de 50 salariés) (p. 8375) : rejeté (p. 8376)

Son amendement n° 214 (exonération des entreprises de moins de 20 salariés) : rejeté (p. 8376)

Son amendement n° 210 soutenu par M. François Goulard (relèvement du seuil d'imposition) : rejeté (p. 8377)

Son amendement n° 211 soutenu par M. François Goulard (relèvement du seuil d'imposition) : rejeté (p. 8377)

Article 4 (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes [TGAP])

Son amendement n° 218 soutenu par M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 8390) : rejeté (p. 8392)

Son amendement n° 217 soutenu par M. Bernard Accoyer (suppression de la taxe sur les produits de lessive) (p. 8393) : rejeté (p. 8394)

Son amendement n° 219 (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires) : non soutenu (p. 8404)

Son amendement n° 224 soutenu par M. François Goulard (préparations pour lessives) (p. 8417) : rejeté (p. 8418)

Son amendement n° 225 soutenu par M. François Goulard (préparations pour lessives) : rejeté (p. 8418)

Son amendement n° 221 soutenu par M. Jean Le Garrec (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8419) : devenu sans objet (p. 8421)

Son amendement n° 233 soutenu par M. Bernard Accoyer (substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) : rejeté (p. 8422)

Son amendement n° 227 soutenu par M. Bernard Accoyer (substances classées dangereuses à usage agricole) : rejeté (p. 8426)

Son amendement n° 228 soutenu par M. Bernard Accoyer (substances classées dangereuses à usage agricole) : rejeté (p. 8426)

Son amendement n° 229 soutenu par M. Bernard Accoyer (substances classées dangereuses à usage agricole) : rejeté (p. 8427)

Son amendement n° 230 soutenu par M. François Goulard (substances classées dangereuses à usage agricole) : rejeté (p. 8428)

Son amendement n° 231 soutenu par M. Bernard Accoyer (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8429) : rejeté (p. 8430)

Son amendement n° 232 soutenu par M. Bernard Accoyer (substances classées dangereuses à usage agricole) : rejeté (p. 8430)

Son amendement n° 238 soutenu par M. Bernard Accoyer (installations classées) (p. 8430) : rejeté (p. 8432)

Son amendement n° 239 (installations classées) (p. 8430) : rejeté (p. 8432)

Son amendement n° 234 (installations classées) (p. 8430) : rejeté (p. 8432)

Son amendement n° 240 (installations classées) (p. 8430) : rejeté (p. 8432)

Son amendement n° 235 (installations classées) (p. 8430) : rejeté (p. 8432)

Son amendement n° 236 (installations classées) (p. 8430) : rejeté (p. 8432)

Son amendement n° 237 (installations classées) (p. 8430) : rejeté (p. 8432)

Article 10 (articles L. 251-6-1 nouveau et L. 135-6 du code de la sécurité sociale : abondement du fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son amendement n° 241 soutenu par M. Jean Bardet (de suppression) (p. 8490) : rejeté (p. 8494)

Proposition de loi n° 1815 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10253)

Ses interventions (p. 10253, 10267)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : Légion étrangère (p. 10253, 10254)
Défense : Légion étrangère : enfants (p. 10254)
Défense : Légion étrangère : recrutement (p. 10254)
Droit civil : citoyenneté : obligations (p. 10254)
Nationalité : acquisition (p. 10267)
Nationalité : acquisition : jeunes (p. 10253)
Nationalité : acquisition : Légion étrangère (p. 10253, 10254)

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10268)

Article 1er (acquisition de la nationalité française par les étrangers engagés dans l'armée française et blessés en mission - article 21-14-1 du code civil)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Claude Goasguen (nationalité conférée sans conditions aux enfants mineurs des étrangers engagés dans l'armée française et morts au combat) (p. 10269)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (bénéfice de la procédure prévue par l'article pour les enfants mineurs des étrangers engagés dans l'armée française et morts au combat) (p. 10269) : rejeté (p. 10271)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Robert Gaïa (de précision) (p. 10271)

Proposition de loi n° 2057 relative au régime juridique des licenciements pour motif économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 295)

Son intervention (p. 304)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : droit du travail (p. 305)
Entreprises : droit syndical : représentants du personnel (p. 305)
Justice : conseils de prud'hommes : droit du travail (p. 305)
Travail : licenciement économique (p. 304)
Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 304)

Ses explications de vote (p. 317)

Vote pour le passage à la discussion des articles du groupe du Rassemblement pour la République (p. 317)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 380)

Thèmes :

Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 381)

Elections et référendums : élus : femmes (p. 380, 381)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 381)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2967)

Article 1er A supprimé par le Sénat (articles L. 241, L. 252, L. 256 et L. 261 du code électoral : extension aux communes de 2 000 à 3 499 habitants du scrutin de liste à deux tours)

Son sous-amendement n° 28 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (maintien du seuil de 3 500 habitants) à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article : extension du scrutin de liste aux communes de plus de 2 500 habitants) (p. 2968) : rejeté (p. 2969)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Après l'article 29 B

Son amendement n° 193 soutenu par M. Patrick Devedjian (domaines dans lesquels des vérifications ou poursuites peuvent être engagées sur dénonciation anonyme) : rejeté (p. 1024)

Son amendement n° 192 soutenu par M. Patrick Devedjian (limitation à un franc des dommages et intérêts pouvant être demandés par les associations exerçant les droits reconnus à la partie civile) : rejeté (p. 1024)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Article L. 121-1 du code de l'urbanisme : principes généraux s'imposant aux documents d'urbanisme

Son amendement n° 1299 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (suppression de la référence au développement durable) : rejeté (p. 1759)

Son amendement n° 1298 soutenu par M. Henry Chabert (suppression de la référence à la limitation de la circulation automobile) : rejeté (p. 1774)

Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))

Article L. 122-2 du code de l'urbanisme : constructibilité limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale

Son amendement n° 1301 soutenu par M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 1802) : rejeté (p. 1803)

Son amendement n° 1302 soutenu par M. Gilles Carrez (avis du préfet) : rejeté (p. 1804)

Article L. 122-3 du code de l'urbanisme : initiative de l'élaboration et périmètre des schémas de cohérence territoriale

Son amendement n° 1305 soutenu par M. Gilles Carrez (délimitation sauf exception) : rejeté (p. 1809)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son amendement n° 1349 soutenu par M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 2015) : rejeté (p. 2022)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 1er (pratique de la chasse)

Son intervention (p. 2721)

Son amendement n° 283 (rôle des chasseurs) : devenu sans objet (p. 2724)

Son amendement n° 281 (activité légitime de prélèvement) (p. 2724) : rejeté (p. 2725)

Son amendement n° 282 (participation éminente des chasseurs) : rejeté (p. 2725)

Son sous-amendement n° 343 (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (définition de l'acte de chasse) (p. 2727) : rejeté (p. 2730)

Son amendement n° 284 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (définition de l'acte de chasse) (p. 2727) : devenu sans objet (p. 2731)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Son amendement n° 285 (missions de l'ONC) : devenu sans objet (p. 2765)

Son amendement n° 286 (missions de l'ONC) : devenu sans objet (p. 2765)

Son amendement n° 287 (missions de l'ONC) : retiré (p. 2766)

Son amendement n° 288 (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2767) : rejeté (p. 2769)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 2797)

Son sous-amendement n° 342 (compétences des fédérations départementales en matière de gestion cynégétique) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (missions des fédérations départementales des chasseurs) : retiré (p. 2803)

Son sous-amendement n° 344 (compétences des fédérations départementales en matière de gestion cynégétique) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission : retiré (p. 2803)

Son sous-amendement n° 345 (compétences des fédérations départementales en matière de gestion cynégétique) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission : retiré (p. 2803)

Son amendement n° 291 (défense des intérêts des chasseurs devant les différentes juridictions par les

fédérations départementales des chasseurs) : devenu sans objet (p. 2804)
Son amendement n° 289 (défense des intérêts des chasseurs devant les différentes juridictions par les fédérations départementales des chasseurs) : devenu sans objet (p. 2804)
Son amendement n° 290 (défense des intérêts des chasseurs devant les différentes juridictions par les fédérations départementales des chasseurs) : devenu sans objet (p. 2804)
Son amendement n° 292 (missions des fédérations départementales des chasseurs) : devenu sans objet (p. 2804)
Son amendement n° 293 (missions des fédérations départementales des chasseurs) : devenu sans objet (p. 2804)
Son amendement n° 294 (missions des fédérations départementales des chasseurs) : devenu sans objet (p. 2804)
Son amendement n° 295 (missions des fédérations départementales des chasseurs) : devenu sans objet (p. 2804)
Son amendement n° 296 (exercice des droits reconnus à la partie civile par les fédérations départementales des chasseurs) : retiré (p. 2804)
Article 6 (réforme du régime des associations communales de chasse agréées)
Son intervention (p. 2817)
Son amendement n° 301 soutenu par M. Christian Estrosi (droit de non chasse sur les terrains en indivision) (p. 2820) : rejeté (p. 2821)
Son amendement n° 300 soutenu par M. Christian Estrosi (signalisation des terrains de non chasse au moyen de pancartes) (p. 2825) : rejeté (p. 2826)
Son amendement n° 298 soutenu par M. Christian Estrosi (gardiennage des territoires) : rejeté (p. 2826)
Son amendement n° 299 soutenu par M. Christian Estrosi (indemnisation des dégâts causés par les grands gibiers) : rejeté (p. 2826)
Son amendement n° 297 soutenu par M. Christian Estrosi (régulation des animaux nuisibles et maintien de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique) : rejeté (p. 2826)
Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)
Son amendement n° 302 (mise en place d'un permis accompagné) : devenu sans objet (p. 2836)
Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)
Son amendement n° 303 soutenu par M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 2847) : rejeté (p. 2851)
Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)
Son amendement n° 304 soutenu par M. Christian Jacob (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2870) : devenu sans objet (p. 2871)
Son amendement n° 305 soutenu par M. Christian Jacob (suppression du décret en Conseil d'Etat) (p. 2871) : rejeté (p. 2872)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)

Son intervention (p. 3330)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes (p. 3330, 3331)
Commerce et artisanat : grande distribution (p. 3330)
Consommation : clauses abusives (p. 3330)
Consommation : pratiques commerciales (p. 3330)
Politique économique : concurrence (p. 3330)
Politique économique : généralités (p. 3330)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3603) : rejetée au scrutin public (p. 3615)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3734)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 mai 2000] (p. 3616)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : ordre du jour (p. 3605)
Constitution : révision : procédures (p. 3604)
Etrangers : certificats d'hébergement (p. 3607, 3608)
Etrangers : droit de vote : gauche (p. 3603, 3604, 3610, 3734)
Etrangers : droit de vote : Président de la République (p. 3603, 3604)
Etrangers : droit de vote : propositions de loi (p. 3605, 3606, 3609, 3734)
Etrangers : droit de vote : souveraineté (p. 3606, 3609)
Etrangers : droit de vote : Union européenne (p. 3607)
Etrangers : immigration : gauche (p. 3607, 3608)
Etrangers : intégration (p. 3607, 3608, 3735)
Etrangers : regroupement familial (p. 3608)
Nationalité : acquisition (p. 3607 à 3609, 3735)
Partis et mouvements politiques : écologistes (p. 3604)
Pays étrangers : Arménie : génocide (p. 3735)
Union européenne : citoyenneté (p. 3606, 3607)

Discussion de l'article unique [3 mai 2000] (p. 3736)

Article unique (droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 3743)

Proposition de loi n° 1988 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4697)

Ses interventions (p. 4697, 4723)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : travaux (p. 4724)

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 4697)

Entreprises : entreprises individuelles : rôle (p. 4697)

Entreprises : faillite personnelle : saisies (p. 4697 à 4699, 4723)

Didier MARIE

Seine-Maritime (4ème circonscription)
Socialiste

Devient député le 28 avril 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 29 avril 2000] (p. 6493)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 avril 2000] (p. 6493)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 mai 2000] (p. 6659)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, application [16 mai 2000] (p. 4215)

Alfred MARIE-JEANNE

Martinique (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 15 décembre 1999] (p. 18693)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 décembre 1999] (p. 18694)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 mars 2000] (p. 4429)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 22 mars 2000] (p. 4429)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 16 septembre 2000] (p. 14554)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1858 relative à la normalisation et à la prévention parasismiques [13 octobre 1999]

Proposition de résolution n° 2184 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la prévention et à la lutte contre le trafic des stupéfiants dans les départements d'outre-mer [16 février 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Antilles. Sécurité publique, séismes, lutte et prévention [20 octobre 1999] (p. 7645)

Outre-mer. DOM : Martinique. Consommation, sécurité des produits [9 mai 2000] (p. 3879)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)

Son intervention (p. 9354)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 9354)

Outre-mer : DOM-TOM : chômage (p. 9354)

Outre-mer : DOM-TOM : lois d'orientation (p. 9355)

Outre-mer : institutions (p. 9354)

Procédure des questions :

Outre-mer : Martinique : emploi (p. 9363)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 9 (fédérations sportives délégataires)

Son amendement n° 57 (participation des équipes d'outre-mer à des compétitions régionales) (p. 639) : rejeté (p. 642)

Proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3219)

Article 2 (chapitre VII bis nouveau du livre VIII du code de la santé publique, articles L. 797-1 à L. 797-5 nouveaux : création de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale)

Son amendement n° 6 (mesures d'adaptation au droit applicable dans les départements d'outre-mer) : non soutenu ; repris par M. Jean-François Mattei : adopté (p. 3221)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)

Son intervention (p. 4004)

Thèmes :

Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 4004)

Outre-mer : DOM : institutions (p. 4004, 4005)

Gilberte MARIN-MOSKOVITZ

Territoire-de-Belfort (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

Démission le 7 septembre 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 8 septembre 2000] (p. 14115)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Matériel électrique et électronique. Alsthom, fusion avec ABB, emploi et activité [3 novembre 1999] (p. 8727)

Industrie. Matériel électrique et électronique. ABB-Alsthom, emploi et activité [8 mars 2000] (p. 1597)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 7006)

Thème :

Travail : réduction du temps de travail : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 7006)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Intervient sur l'amendement n° 168 de la commission (maintien de la législation sur les cycles) (p. 7194)

Soutient l'amendement n° 707 de M. Georges Sarre (de suppression des dispositions transitoires) (p. 7217) : rejeté au scrutin public (p. 7219)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9371)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, suppléant de M. Roland Carraz

Son intervention (p. 9373)

Son intervention (p. 9390)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 9374)

Aménagement du territoire : politique de la ville : associations et clubs (p. 9390)

Aménagement du territoire : politique de la ville : citoyenneté (p. 9373)

Aménagement du territoire : politique de la ville : intégration (p. 9373)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : lutte contre l'exclusion (p. 9390)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 9390)

Urbanisme : grands projets urbains (p. 9390)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 1999] (p. 9671) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 17 novembre 1999

Son intervention (p. 9688)

Thème :

Sports : associations et clubs : subventions (p. 9688)

Proposition de loi n° 2217 relative à l'adoption internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2625)

Son intervention (p. 2636)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 2637)

Famille : abandon de famille : enfants (p. 2637)

Jean-Paul MARIOT

Haute-Saône (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [31 mai 2000] (p. 4798)

Alain MARLEIX

Cantal (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2343 tendant à reconnaître une journée nationale du souvenir à la mémoire des soldats français morts en Algérie, au Maroc et en Tunisie et des victimes civiles de ces conflits [26 avril 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1088, posée le 8 mai 2000. Agriculture. PAC (politique agricole commune) (J.O. Questions p. 2765). Appelée le 9 mai 2000. Aides compensatoires, conditions d'attribution (p. 3860)

DÉBATS

Projet de loi n° 2067 relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1461)

Son intervention (p. 1470)

Thème :

Transports aériens : Air France : actionnaires (p. 1470, 1471)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 mai 2000] (p. 4744)

Son intervention (p. 4749)

Thèmes :

Transports aériens : Air France : situation financière (p. 4749)

Transports aériens : Roissy (p. 4750)

Union européenne : directives : transports aériens (p. 4749, 4750)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4751)

Son intervention (p. 4762)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 4763)

Transports aériens : personnel (p. 4763)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 4762)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 2 (contenu des documents de gestion)

Son amendement n° 530 (dégâts causés aux forêts par le gibier) (p. 5005) : adopté (p. 5006)

Article 6 (qualification professionnelle requise pour les personnes intervenant en milieu forestier)

Son amendement n° 527 corrigé (responsabilité des entreprises) : devenu sans objet (p. 5024)

Article 12 (régime des défrichements)

Son amendement n° 524 corrigé soutenu par M. Jean Charroppin (suppression de certaines dispositions particulières) : rejeté (p. 5053)

Article 15 (prévention des incendies de forêt)

Son amendement n° 523 soutenu par M. Jean Charroppin (sanctions des mauvaises pratiques sylvicoles des propriétaires) (p. 5071) : rejeté (p. 5072)

Son amendement n° 521 soutenu par M. Pierre Micaux (charge des travaux) : rejeté (p. 5073)

Son amendement n° 522 soutenu par M. Jean Charroppin (non transfert des charges de débroussaillement) : rejeté (p. 5076)

Son amendement n° 520 (sanction limitée aux seuls propriétaires d'infrastructures) (p. 5078) : rejeté (p. 5079)

Article 17 (règles de gestion et d'exploitation forestière imposées par les plans de prévention des risques naturels prévisibles)

Son amendement n° 519 soutenu par M. Jean Charroppin (de suppression) : rejeté (p. 5082)

Article 18 (réforme du régime spécial d'autorisation administrative)

Son amendement n° 518 soutenu par M. Jean Charroppin (propriétaires dispensés de l'autorisation préfectorale pour effectuer des coupes en cas de force majeure) : rejeté (p. 5084)

Article 19 (sanctions dissuasives à l'encontre des personnes coupables de coupes abusives)

Son amendement n° 516 soutenu par M. Jean Charroppin (sanctions) (p. 5085) : rejeté (p. 5086)

Son amendement n° 517 soutenu par M. Jean Charroppin (sanctions) (p. 5085) : rejeté (p. 5086)

Article 25 (opérations confiées à l'ONF par convention)

Son amendement n° 515 soutenu par M. Jean Charroppin (convention avec les propriétaires) : rejeté (p. 5096)

Son amendement n° 514 soutenu par M. Jean Charroppin (avis de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière) : rejeté (p. 5097)

Article 32 (modalités de financement des centres régionaux de la propriété forestière et du centre national professionnel de la propriété forestière et programme pluriannuel d'actions en matière forestière des chambres d'agriculture)

Son amendement n° 513 soutenu par M. Jean Charroppin (mise en œuvre du programme pluriannuel d'actions par les chambres d'agriculture) (p. 5111) : rejeté (p. 5112)

Article 33 (centre national professionnel de la propriété forestière)

Son amendement n° 512 soutenu par M. Jean Charroppin (président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture suppléé au conseil d'administration du CNPPF) (p. 5115) : retiré (p. 5116)

Franck MARLIN

Essonne (2ème circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

Béatrice MARRE

Oise (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir au Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [20 septembre 2000]

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1825 sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle (n° E-1285) [30 septembre 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation à l'Assemblée nationale pour l'Union européenne : "De la mondialisation subie au développement contrôlé : les enjeux de la Conférence de Seattle" [30 septembre 1999] (n° 1824)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 4 : Agriculture et pêche (agriculture) (n° 1861) [14 octobre 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme de l'Organisation mondiale du commerce et son lien avec l'architecture des Nations Unies [15 juin 2000] (n° 2477)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, attitude de la France [12 octobre 1999] (p. 7144)

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, attitude de la France [24 novembre 1999] (p. 10059)

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), pays en voie de développement, prise en compte [8 décembre 1999] (p. 10684)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Taxe sur les mouvements de capitaux [28 juin 2000] (p. 6001)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 7627)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable (p. 7624)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 7624, 7625)
Politique économique : croissance (p. 7624, 7625)
Politique économique : généralités (p. 7624, 7625)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Charles de Courson (réduction de la taxation des plus-values opérées lors des transmissions à titre gratuit d'entreprises agricoles) (p. 7744)

Article 35 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 7775)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (p. 7775)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 7775, 7776) ; coopération et développement (p. 7775, 7776) ; dépenses (p. 7775) ; politique

agricole commune (p. 7775, 7776) ; politiques internes (p. 7775)
Union européenne : contribution française (p. 7775)
Après l'article 24
Intervient sur l'amendement n° 392 troisième rectification de Mme Marie-Line Reynaud (évaluation des stocks des viticulteurs soumis au régime simplifié d'imposition) (p. 7981)
Intervient sur l'amendement n° 327 rectifié de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux) (p. 8001)
Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Julien Dray (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux) (p. 8001)
Intervient sur l'amendement n° 68 rectifié de la commission (rapport du Gouvernement sur la concurrence fiscale dommageable et la régulation internationale des mouvements de capitaux) (p. 8001)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)
Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Son intervention (p. 9524)
Thèmes avant la procédure des questions :
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9524, 9525)
Agriculture : Crédit agricole (p. 9525)
Agriculture : crédits (p. 9524 à 9536)
Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9525)
Agriculture : installation (p. 9525)
Agriculture : montagne (p. 9525)
Agriculture : offices d'intervention (p. 9526)
Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 9526)
Agroalimentaire : certification de qualité : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 9525)
Bois et forêts : Fonds forestier national (FFN) : crédits (p. 9536)
Commerce extérieur : importations : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9526)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets : agriculture (p. 9526)
Enseignement agricole : crédits (p. 9525)
Environnement : espace rural (p. 9525)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9525, 9526)
Retraites : régime agricole : liquidation des pensions : préretraites (p. 9525)
Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 9525)
Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 9526)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9525)
Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 1999] (p. 9589)
Etat B, titre IV
Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 9590)
Intervient sur l'amendement n° 191 de M. André Angot (réduction des crédits) (p. 9590)
Intervient sur les amendements n°s 143 à 154 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 9592)
Avant l'article 64
Intervient sur l'amendement n° 62 du Gouvernement (revalorisation des retraites) (p. 9594)
Intervient sur le sous-amendement n° 120 de M. Charles de Courson (revalorisation des petites pensions) à l'amendement n° 62 du Gouvernement (p. 9594)
Intervient sur l'amendement n° 61 rectifié du Gouvernement (revalorisation des retraites) (p. 9595)
Intervient sur le sous-amendement n° 119 de M. Charles de Courson (date limite d'option reportée de six mois) à l'amendement n° 61 rectifié du Gouvernement (p. 9595)
Intervient sur l'amendement n° 59 du Gouvernement (revalorisation des retraites) (p. 9596)
Intervient sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (revalorisation des retraites) (p. 9596)
Après l'article 64
Soutient l'amendement n° 73 de la commission (exonération des droits d'enregistrement étendue à toutes les opérations effectuées par les SAFER) (p. 9596) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9597)
Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Charles de Courson (fixation d'un taux unique pour la taxe complémentaire contre les accidents du travail) (p. 9597)
Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Charles de Courson (suppression de la cotisation minimale du régime social agricole) (p. 9598)
Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Charles de Courson (suppression de la CSG pour les petites exploitations) (p. 9598)
Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Charles de Courson (suppression de la CRDS pour les petites exploitations) (p. 9598)
Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Charles de Courson (gestion par la caisse centrale de la mutualité sociale agricole de la trésorerie des caisses locales) (p. 9599)
Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Charles de Courson (financement des revalorisations des petites pensions) (p. 9600)
Intervient sur l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (non utilisation par la France des "modulations" des aides compensatoires communautaires) (p. 9601)
Intervient sur le sous-amendement n° 172 de M. François Sauvadet (non application de la modulation pour le secteur des grandes cultures) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9602)
Intervient sur le sous-amendement n° 173 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur de la fécule de pomme de terre) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)
Intervient sur le sous-amendement n° 174 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur de l'huile

d'olive) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 175 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des lumineuses à grain) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 176 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du chanvre) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 177 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du lin) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 178 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des vers à soie) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 179 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des bananes) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 180 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des raisins secs) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 181 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du tabac) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 182 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des semences) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du houblon) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 184 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du riz) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 186 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du lait et des produits laitiers) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 185 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur de la viande bovine) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

Intervient sur le sous-amendement n° 187 de M. François Sauvadet (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des ovins et des caprins) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9605)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)

Après l'article 63

Son amendement n° 312 (prorogation de la date limite d'installation pour l'application de l'abattement dont bénéficient les jeunes agriculteurs) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9892)

Déclaration du Gouvernement n° 1884 présentée par M. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, et M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes, sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle

[26 octobre 1999] (p. 8069)

Son intervention (p. 8077)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 8077)
Environnement : protection (p. 8078, 8079)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8077 à 8079)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 8077, 8078)
Politique économique : mondialisation (p. 8077)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8078)
Travail : droit du travail (p. 8079)
Union européenne : Commission : négociations (p. 8077, 8078)
Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) : euro (p. 8078)

Projet de loi n° 2236 portant habilitation du Gouvernement à adapter par ordonnance la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2000] (p. 3688)

Son intervention (p. 3698)

Thèmes :

Droit pénal : sanctions pénales (p. 3698)
Elections et référendums : campagnes électorales (p. 3699)
Finances publiques (p. 3698, 3699)
Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 3698)
Parlement : rôle (p. 3698)
Union européenne : construction européenne (p. 3698, 3699)
Union européenne : euro (p. 3698, 3699)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3698)

Jean MARSAUDON

Essonne (7ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2434 tendant à assouplir les conditions d'attribution du titre de prisonnier du Viet-Minh prévues par la loi n° 89-1013 du 31 décembre 1989 [30 mai 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [17 novembre 1999] (p. 9515)

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 6 (plan d'apurement des dettes fiscales)

Son amendement n° 42 (rédactionnel) : adopté (p. 4053)

Daniel MARSIN

Guadeloupe (1ère circonscription)
Apparenté au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 7 décembre 1999] (p. 18203)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 décembre 1999] (p. 18203)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 décembre 1999] (p. 18743)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 16 décembre 1999] (p. 18744)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 404/93 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane - COM (99) 582 final/n° E-1353 (n° 2179) [1er mars 2000]

Rapporteur pour avis du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer (n° 2322) [26 avril 2000]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 21 septembre 2000] (p. 14843)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1967), portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [8 décembre 1999] (n° 2008)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 2179) de M. Camille Darsières, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 404/93 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane (COM (99) 582 final/n° E-1353) [22 mars 2000] (n° 2263)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur les titres III (articles 15 et 16) et chapitre II du titre VI (articles 25 à 32) du projet de loi (n° 2322) d'orientation pour l'outre-mer [2 mai 2000] (n° 2355)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Etablissements de santé, CHU de Pointe-à-Pitre, restructuration [12 octobre 1999] (p. 7145)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)

Son intervention (p. 9347)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 9348)
Outre-mer : DOM : culture (p. 9348)
Outre-mer : DOM : insertion (p. 9348)
Outre-mer : DOM : logement (p. 9348)
Outre-mer : DOM : marchés publics (p. 9348)
Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 9348)
Outre-mer : DOM-TOM : chômage (p. 9347, 9348)
Outre-mer : DOM-TOM : lois d'orientation (p. 9347 à 9349)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)

Après l'article 63

Son amendement n° 286 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (aménagement du dispositif de déduction fiscale institué au profit des contribuables soumis à l'impôt sur les sociétés qui investissent dans les départements d'outre-mer) (p. 9899) : rejeté (p. 9900)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, suppléé par Mme Marie-Françoise Clergeau

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10887)

Suppléé par Mme Marie-Françoise Clergeau

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)

Son intervention (p. 3970)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : DOM (p. 3971)

Emploi : jeunes : DOM (p. 3971)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3972)

Outre-mer : DOM : compétences (p. 3972)

Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 3971)

Outre-mer : DOM : culture (p. 3971)

Outre-mer : DOM : développement économique (p. 3971)

Outre-mer : DOM : égalité sociale (p. 3971, 3972)

Outre-mer : DOM : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 3972)

Outre-mer : DOM : généralités (p. 3970, 3971)

Outre-mer : DOM : institutions (p. 3971, 3972)

Outre-mer : Guadeloupe : Ile de Saint-Barthélémy (p. 3972)

Outre-mer : Guadeloupe : Ile de Saint-Martin (p. 3972)

Outre-mer : La Réunion : départements (p. 3971)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 3971)

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 2 (article L. 752-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Son amendement n° 36 (extension aux secteurs de l'informatique, des nouvelles technologies de l'information et des transports d'intérêt régional) (p. 4034) : retiré (p. 4035)

Son amendement n° 37 (exonération dans le secteur du bâtiment et des travaux publics portée du tiers à la moitié de celle de droit commun) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4036)

Article 3 (articles L. 756-4 à L. 756-6 nouveaux du code de la sécurité sociale : cotisations et contributions des employeurs et travailleurs indépendants)

Son amendement n° 38 soutenu par M. Michel Tamaya (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4042) : adopté (p. 4043)

Article 5 (plan d'apurement des dettes sociales)

Son amendement n° 39 (plan devant obligatoirement être signé) (p. 4047) : rejeté (p. 4048)

Son amendement n° 40 (abandon de créances sur leur montant au 1er janvier 1999 et non au 1er janvier 1998) (p. 4048) : devenu sans objet (p. 4049)

Son amendement n° 41 (limite de l'abandon partiel de créances portée de 50 % à 75 % pour les entreprises de moins de 11 salariés et les travailleurs indépendants) (p. 4049) : retiré (p. 4050)

Article 39 (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 326 de Mme Christiane Taubira (consultation du conseil économique et social du département et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement) (p. 4077)

Article 33 précédemment réservé (article L. 2563-2-1 du code général des collectivités territoriales : majoration de la dotation forfaitaire des communes)

Intervient sur l'amendement n° 242 corrigé de Mme Christiane Taubira (ajout de critères géographiques pour la répartition de la majoration) (p. 4082)

Après l'article 33

Son amendement n° 51 précédemment réservé (institution d'une contribution sur les jeux et d'une taxe additionnelle sur l'alcool aux taux de 5 %) (p. 4082) : retiré (p. 4084)

Son amendement n° 69 précédemment réservé (institution d'une contribution sur les jeux au taux de 5 %) (p. 4084) : devenu sans objet (p. 4086)

Article 7 précédemment réservé (article L. 832-7 nouveau du code du travail : soutien au désenclavement des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 44 (versement de l'aide après avis de l'exécutif régional) : retiré (p. 4087)

Après l'article 7

Son amendement n° 45 précédemment réservé (institution de zones franches en Guadeloupe) (p. 4089) : retiré (p. 4090)

Article 11 précédemment réservé (alignement du RMI dans les départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Ernest Moutoussamy (maintien des crédits en faveur du logement social) (p. 4114)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 220 précédemment réservé de Mme Christiane Taubira (nouvelle rédaction de l'intitulé du titre III : "Mesure relative à la solvabilisation des locataires") (p. 4123)

Intervient sur l'amendement n° 223 précédemment réservé de M. Pierre Petit (nouvelle rédaction de l'intitulé du titre III : "Mesures relatives à la solvabilisation des locataires") (p. 4123)

Article 15 précédemment réservé (allocation logement)

Intervient sur l'amendement n° 475 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 4123)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 130 précédemment réservé de la commission de la production (maintien de l'aide

publique en faveur de l'investissement dans le logement social) (p. 4124) : retiré (p. 4124)

Intervient sur l'amendement n° 346 précédemment réservé de M. Anicet Turinay (plafonnement de la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements sociaux aidés par l'Etat) (p. 4124)

Article 16 précédemment réservé (article L. 340-2 nouveau du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Claude Hoarau (convention entre la région, le département et l'Etat) (p. 4125)

Soutient l'amendement n° 131 de la commission de la production (fonds présidé par le président du conseil régional) (p. 4127) : adopté (p. 4127)

Article 25 précédemment réservé (articles L. 4433-24-1 à L. 4433-24-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales : transfert de compétences en matière de routes nationales)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Jacques Brunhes (calcul du montant de la compensation) (p. 4143)

Soutient l'amendement n° 134 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4143) : adopté (p. 4143)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Ernest Moutoussamy (de précision) (p. 4143)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 459 précédemment réservé de M. Émile Blessig (régime des taxis à la Réunion) (p. 4144)

Article 26 précédemment réservé (article L. 4433-15 bis nouveau du code général des collectivités territoriales : transfert de compétences en matière de gestion et conservation des ressources biologiques de la mer)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission de la production (correction d'une erreur de référence) (p. 4144) : adopté (p. 4145)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Ernest Moutoussamy (association des régions à la politique commune des pêches et à toute négociation en ce domaine) (p. 4145)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission de la production (association des régions à la politique commune des pêches et à toute négociation en ce domaine dès lors qu'elles sont concernées) (p. 4145) : retiré (p. 4145)

Intervient sur l'amendement n° 479 du Gouvernement (de précision pour les services de l'Etat participant à l'exercice des compétences transférées) (p. 4146)

Article 28 précédemment réservé (article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales : schéma d'aménagement régional)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission de la production (transport substitué à la communication routière) (p. 4146) : adopté (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Claude Hoarau (ajout des infrastructures relatives aux nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 4147)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission de la production (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) (p. 4147) : adopté (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Ernest Moutoussamy (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 216 de Mme Christiane Taubira (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Pierre Petit (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Anicet Turinay (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) (p. 4147)

Article 29 précédemment réservé (article L. 4433-18 du code général des collectivités territoriales : plan énergétique régional pluriannuel)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Ernest Moutoussamy (prix de vente de l'énergie électrique identique à celui pratiqué en métropole) (p. 4148)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission de la production (mise à disposition de services de l'Etat) (p. 4148) : adopté (p. 4148)

Article 30 précédemment réservé (articles 14 et 14 bis nouveau de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 : Office de l'eau)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission de la production (correction d'une erreur de référence) (p. 4149) : retiré (p. 4149)

Intervient sur l'amendement n° 566 du Gouvernement (correction d'une erreur de référence) (p. 4149)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission de la production (prise en compte de l'éventuelle création d'un second département à La Réunion) (p. 4150)

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Claude Hoarau (prise en compte de l'éventuelle création d'un second département à La Réunion) (p. 4150)

Soutient l'amendement n° 143 de la commission de la production (conseil d'administration composé au moins pour moitié par des représentants des collectivités territoriales) (p. 4150) : adopté (p. 4150)

Soutient l'amendement n° 145 de la commission de la production (présidence de l'Office par le président du conseil général) (p. 4150) : adopté (p. 4150)

Soutient l'amendement n° 144 de la commission de la production (directeur de l'Office nommé par le président du conseil général après avis du préfet) (p. 4151) : adopté (p. 4151)

Article 31 précédemment réservé (article L. 3444-4 nouveau du code général des collectivités territoriales : programmation des aides de l'Etat au logement)

Soutient l'amendement n° 146 de la commission de la production (saisine pour avis du conseil régional) (p. 4152) : retiré (p. 4152)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission de la production (présidence du conseil de l'habitat par le président du conseil général) (p. 4152) : adopté (p. 4152)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 520 précédemment réservé de M. Léo Andy (création dans chaque département d'un groupement d'intérêt public compétent dans le domaine des transports) (p. 4153)

Intervient sur l'amendement n° 166 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (loi relative au

transport terrestre de personnes dans les départements de Guadeloupe, Guyane et Martinique) (p. 4153)

Christian MARTIN

Maine-et-Loire (3ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le contrôle des exportations d'armement [25 avril 2000] (n° 2334)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Services. Transports de fonds. Sécurité [10 mai 2000] (p. 3957)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1105, posée le 8 mai 2000. Politique extérieure. Irak (J.O. Questions p. 2768). Appelée le 9 mai 2000. Embargo (p. 3848)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9582)

Procédure des questions :

Elevage : équidés (p. 9582, 9583)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8875)

Son intervention (p. 8889)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : Pays-de-la-Loire : politique culturelle (p. 8889)

Urbanisme : conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) (p. 8890)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : SNCF (p. 8849)

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11283)

Son intervention (p. 11306)

Thèmes :

Ventes et échanges : commissaires priseurs : exercice de la profession (p. 11306)

Ventes et échanges : ventes judiciaires (p. 11306)

Discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11311) ; [22 décembre 1999] (p. 11394)

Article 2 (réalisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques par des sociétés de forme commerciale)

Soutient l'amendement n° 54 de M. Henri Plagnol (de précision) (p. 11313) : adopté (p. 11313)

Article 7 (conditions de qualification)

Soutient l'amendement n° 56 de M. Henri Plagnol (expérience des ventes) (p. 11320) : rejeté (p. 11321)

Article 13 (paiement et délivrance des biens)

Soutient l'amendement n° 62 de M. Henri Plagnol (délai de versement des fonds) (p. 11328) : rejeté (p. 11328)

Article 19 (sanctions disciplinaires)

Soutient l'amendement n° 63 de M. Henri Plagnol (limitation de la durée de la suspension provisoire) (p. 11332) : rejeté (p. 11333)

Article 30 (responsabilité des experts agréés)

Soutient l'amendement n° 65 de M. Henri Plagnol (caractère facultatif de la coresponsabilité des experts) (p. 11338) : rejeté (p. 11338)

Soutient l'amendement n° 78 de M. Philippe Houillon (caractère facultatif de la coresponsabilité des experts) (p. 11338) : rejeté (p. 11338)

Article 36 (calcul de la valeur de l'office liée à l'activité de ventes volontaires)

Soutient l'amendement n° 66 de M. Charles de Courson (égalité de traitement entre les offices de province et ceux de Paris) (p. 11340) : rejeté (p. 11340)

Article 44 bis (indemnisation des personnels)

Son intervention (p. 11397)

Article 48 (période transitoire)

Soutient l'amendement n° 69 de M. Charles de Courson (délai porté à 5 ans) (p. 11398) : rejeté (p. 11398)

Article 49 (accès des commissaires-priseurs à d'autres professions)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Charles de Courson (délai porté à 5 ans) (p. 11398)

Soutient l'amendement n° 71 de M. Charles de Courson (commissaires aux ventes des domaines) (p. 11398) : rejeté (p. 11399)

Ses explications de vote (p. 11410)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 11411)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 mai 2000] (p. 4560)

Son intervention (p. 4564)

Thèmes :
Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 4564)
Patrimoine culturel : marché de l'art : libéralisation (p. 4564)
Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 4564)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 4565)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : droit communautaire (p. 4564)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : Internet (p. 4564)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4565)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 37, 61)
Son intervention (p. 74)
Thèmes :
Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 74, 75)
Energie et carburants : électricité (p. 74, 75)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 74)
Energie et carburants : lignes électriques (p. 75, 76)

Discussion des articles [19 janvier 2000] (p. 118, 168)
Article 5 (mécanismes de compensation)
Soutient l'amendement n° 242 de M. Claude Birraux (fixation des seuils par décret) (p. 138) : rejeté (p. 138)
Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (seuil de 4,5 mégawatts) (p. 138)
Article 17 (la distribution d'électricité : rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)
Son amendement n° 233 (rédactionnel) (p. 159) : adopté (p. 160)
Son amendement n° 234 (conditions de prise en charge par les concessionnaires des opérations de maîtrise de la demande d'électricité) : adopté (p. 160)
Son amendement n° 235 (maîtrise de la demande d'énergie des personnes en état de précarité) : adopté (p. 161)
Après l'article 42
Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Claude Birraux (offres globales des distributeurs non nationalisés aux clients éligibles) (p. 204)

Projet de loi n° 1867 relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 2000] (p. 258)
Son intervention (p. 266)
Thèmes :
Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 266)
Défense : volontaires du service national en entreprises (VSNE) (p. 266, 267)
Impôt sur le revenu : détermination du revenu imposable (p. 267)
Sécurité sociale : protection sociale (p. 266)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1283)
Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)
Son sous-amendement n° 91 (majoration de quatre habitants) à l'amendement n° 56 de la commission (majoration de deux habitants par place de caravane dans les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la première fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 1307) : retiré (p. 1308)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4538)
Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)
Soutient le sous-amendement n° 45 de M. Yves Bur (mention des groupements de communes de plus de 5000 habitants) à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture relatif à la mention obligatoire des communes de plus de 5000 habitants et aux grands rassemblements et reprise des dispositions de l'article 9 bis sur l'hébergement des gens du voyage dans le cadre d'emplois saisonniers) (p. 4541) : rejeté (p. 4542)
Soutient l'amendement n° 46 de M. Yves Bur (information du conseil général sur les conséquences financières du schéma départemental) (p. 4543) : rejeté (p. 4543)
Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)
Soutient le sous-amendement n° 52 de M. Yves Bur (extension de la procédure d'expulsion aux cas de violation du droit de propriété) à l'amendement n° 16 deuxième correction de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture avec l'ajout de l'atteinte à la tranquillité publique justifiant l'intervention du maire et ouverture de la procédure de référé dite d'heure à heure pour l'évacuation des terrains affectés à une activité économique) (p. 4552) : rejeté (p. 4553)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)
Après l'article 11
Son amendement n° 143 rectifié soutenu par M. Charles de Courson (interdiction des déplacements d'un poste à l'autre) : rejeté (p. 2872)
Article 13 (plan de chasse)
Son amendement n° 144 soutenu par M. Charles de Courson (ouverture de la chasse au sanglier) (p. 2886) : rejeté (p. 2887)

Après l'article 13

Son amendement n° 145 soutenu par M. Charles de Courson (régulations par destruction) : rejeté (p. 2888)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 13 (plan de chasse)

Son sous-amendement n° 115 soutenu par M. Charles de Courson (ouverture de la chasse au sanglier) à l'amendement n° 57 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée en première lecture) : rejeté (p. 5305)

Proposition de loi n° 2374 relative à la prolongation du mandat et à la date de renouvellement des conseils d'administration des services d'incendie et de secours

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4898)

Son intervention (p. 4901)

Thèmes :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels (p. 4902)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 4902)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : conseillers municipaux (p. 4901, 4902)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : conseils d'administration (p. 4901)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : vice-présidents (p. 4902)

Discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4904)

Article 1er (articles L. 1424-24 et L. 1424-27 du code général des collectivités territoriales : durée du mandat des membres du conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours, élection des représentants des établissements publics de coopération intercommunale, date des élections et élection du président)

Son amendement n° 1 (éligibilité des conseillers municipaux au conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 4904) : retiré (p. 4905)

Son amendement n° 2 (de conséquence) : retiré (p. 4905)

Après l'article 2

Son amendement n° 3 (élection d'un premier vice-président du service départemental d'incendie et de secours pouvant être assisté de cinq vice-présidents au maximum) : retiré (p. 4905)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4902)

Philippe MARTIN

Marne (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1988 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants [1er décembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Prêts. Artisans, cautionnement par le conjoint, limitation [20 octobre 1999] (p. 7649)

Santé. Alcoolisme. Loi n° 91-32 du 10 janvier 1991, application, conséquences, associations [4 avril 2000] (p. 3008)

Justice. Tribunaux de commerce. Réforme [21 juin 2000] (p. 5687)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 976, posée le 6 décembre 1999. Agroalimentaire. Viticulture (J.O. Questions p. 6891). Appelée le 7 décembre 1999. Emplois saisonniers, développement (p. 10595)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7044)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7044)

Son amendement n° 574 (de suppression) : rejeté (p. 7045)

Son amendement n° 575 (suppression de la référence aux 35 heures dans le processus de réduction du temps de travail) (p. 7049) : rejeté (p. 7050)

Son amendement n° 601 (prise en compte de la spécificité de chaque entreprise) : rejeté (p. 7052)

Son amendement n° 602 (caractère facultatif du passage aux 35 heures) : rejeté (p. 7052)

Son amendement n° 604 (exclusion du dispositif des entreprises de moins de 20 salariés) : rejeté (p. 7054)

Son amendement n° 603 (exclusion du dispositif des entreprises de moins de 10 salariés) : rejeté (p. 7054)

Intervient sur l'amendement n° 826 de M. Hervé Morin (exclusion du dispositif des entreprises de moins de 10 salariés) (p. 7054)

Soutient l'amendement n° 776 de M. Bernard Accoyer (possibilité d'exemption par le versement d'une cotisation à un fonds spécial) (p. 7055) : rejeté (p. 7055)

Son amendement n° 579 (entrée en application reportée à 2005 pour les petites entreprises) (p. 7060) : rejeté (p. 7063)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son amendement n° 583 (de suppression) (p. 7188) : rejeté (p. 7192)

Son amendement n° 638 (maintien du contingent annuel de 130 heures) : rejeté (p. 7197)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)

Son intervention (p. 7287)

Son amendement n° 612 soutenu par M. Éric Doligé (pouvoir de décision du chef d'établissement en cas de désaccord) (p. 7289) : rejeté (p. 7290)

Son amendement n° 613 soutenu par M. Bernard Accoyer (durée annuelle maximale du travail) (p. 7290) : rejeté (p. 7293)

Son amendement n° 614 soutenu par M. François Goulard (fixation à 1645 heures de la durée annuelle maximale) : rejeté (p. 7309)

Article 4 (article L. 212-9 du code du travail et article 4 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : réduction de la durée du travail organisée sous forme de jours ou demi-journées de repos à prendre sur le mois ou sur l'année)

Son amendement n° 616 soutenu par M. Bernard Accoyer (maintien des dispositions des accords déjà conclus) : rejeté (p. 7317)

Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Son intervention (p. 7356)

Article L. 212-15-3 du code du travail

Son amendement n° 618 soutenu par M. François Goulard (jours de repos supplémentaires) : rejeté (p. 7377)

Son amendement n° 619 soutenu par M. Éric Doligé (de suppression des limites maximales) : rejeté (p. 7377)

Article 15 (article L. 212-3 du code du travail : modification du contrat de travail)

Son amendement n° 600 corrigé soutenu par M. Jean Le Garrec (assimilation du refus à une démission) : rejeté (p. 7522)

Titre

Son amendement n° 513 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (suppression du terme "négocié") : rejeté (p. 7547)

Son amendement n° 572 (caractère contraint de la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 7547)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 1er (confirmation du passage à la nouvelle durée légale fixée à trente-cinq heures hebdomadaires)

Son intervention (p. 10384)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9554)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9554)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9554)

Agroalimentaire : certification de qualité (p. 9554)

Enseignement agricole : crédits (p. 9554)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9554)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 9554)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 9577)

ECONOMIE ET FINANCES

II - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen des fascicules [19 novembre 1999] (p. 9729)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9755)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1283)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Soutient le sous-amendement n° 117 de M. Gérard Hamel (schéma départemental prévoyant le type d'aires d'accueil en fonction des différentes catégories de population faisant partie des gens du voyage) à l'amendement n° 42 de la commission (mention obligatoire des communes de plus de 5 000 habitants au schéma départemental) (p. 1291) : rejeté (p. 1292)

Soutient le sous-amendement n° 118 de M. Gérard Hamel (schéma départemental précisant les obligations des gens du voyage en matière de scolarisation, d'alphabétisation et de respect de l'ordre et de la salubrité publique) à l'amendement n° 42 de la commission (p. 1292) : rejeté (p. 1292)

Soutient le sous-amendement n° 123 de M. Gérard Hamel (droit de stationnement) à l'amendement n° 43 de la commission (accueil des grands rassemblements) : rejeté (p. 1293)

Soutient le sous-amendement n° 121 de M. Gérard Hamel (répartition équilibrée des aires d'accueil) à l'amendement n° 43 de la commission (p. 1293) : rejeté (p. 1293)

Soutient le sous-amendement n° 122 de M. Gérard Hamel (interdiction d'implantation d'aires d'accueil dans les zones en situation économique ou sociale difficile) à l'amendement n° 43 de la commission (p. 1293) : rejeté (p. 1294)

Soutient le sous-amendement n° 119 de M. Gérard Hamel (maires des communes et des groupements de

communes de plus de 5000 habitants) à l'amendement n° 46 de la commission (coordination régionale des schémas départementaux - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1299) : rejeté (p. 1299)

Soutient le sous-amendement n° 120 de M. Gérard Hamel (consultation des commissions des départements limitrophes) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 1299) : rejeté (p. 1300)

Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)

Soutient le sous-amendement n° 124 de M. Gérard Hamel (empêchement à réaliser les obligations du schéma départemental) à l'amendement n° 51 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1302) : rejeté (p. 1302)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son intervention (p. 1310)

Soutient le sous-amendement n° 125 de M. Gérard Hamel (saisine directe de l'autorité administrative par le maire sans recours au juge pour l'expulsion en cas d'urgence et d'atteinte grave à la tranquillité publique) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture avec l'ajout de la continuité des services publics pouvant fonder la saisine du juge par le maire et du référé selon la procédure dite d'heure à heure) (p. 1313) : rejeté (p. 1313)

Soutient le sous-amendement n° 126 de M. Gérard Hamel (extension de la procédure d'expulsion à la violation des règles d'urbanisme) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (p. 1313) : rejeté (p. 1314)

Soutient le sous-amendement n° 127 de M. Gérard Hamel (juge statuant en dernier ressort dans le délai de quarante-huit heures) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (p. 1314) : rejeté (p. 1314)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son intervention (p. 2846)

Proposition de loi n° 1988 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4697)

Son intervention (p. 4714)

Thèmes :

Entreprises : entreprises individuelles : financement (p. 4714, 4715)

Entreprises : entreprises individuelles : rôle (p. 4714, 4715)

Entreprises : entreprises individuelles : statuts (p. 4714)

Entreprises : faillite personnelle : saisies (p. 4715)

Partis et mouvements politiques : gauche : entreprises individuelles (p. 4715)

Patrice MARTIN-LALANDE

Loir-et-Cher (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14664)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Politiques communautaires. Protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en oeuvre [6 octobre 1999] (p. 6926)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 952, posée le 11 octobre 1999. Aménagement du territoire. Zonage (J.O. Questions p. 5804). Appelée le 12 octobre 1999. Aides nationales, aides communautaires, compatibilité (p. 7126)

n° 1177, posée le 19 juin 2000. Personnes âgées. Dépendance (J.O. Questions p. 3607). Appelée le 20 juin 2000. Prise en charge (p. 5551)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 12 (article L. 241-13-1 du code de la sécurité sociale et article 9 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : allègement de cotisations sociales)

Son amendement n° 941 soutenu par M. André Schneider (exonérations prévues par la loi relative à l'aménagement du territoire) : rejeté (p. 7502)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8875)

Son intervention (p. 8885)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : Bibliothèque nationale de France (p. 8885)
Arts et spectacles : spectacles : enseignements artistiques (p. 8885)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : budget (p. 8885)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : création d'emplois (p. 8885)
Patrimoine culturel : Fondation du patrimoine (p. 8885)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9613)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France 2 : manifestations religieuses (p. 9644)

DÉFENSE

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)

5 - Défense : GIAT-Industries (p. 9282)

Proposition de loi n° 1996 portant création de la chaîne parlementaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11037)

Son intervention (p. 11041)

Thèmes :

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : cahier des charges (p. 11042)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : contrôle (p. 11042)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : histoire (p. 11041)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : opposition (p. 11041)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : programmes (p. 11041)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : projets de loi (p. 11041)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : Sénat (p. 11041)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : statut juridique (p. 11042)

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11051)

Article 1er (article 45-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : programme de présentation des travaux parlementaires)

Son amendement n° 14 (diffusion par voie filaire) (p. 11052) : rejeté (p. 11053)

Article 2 (article 45-2 nouveau de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : création de La Chaîne parlementaire (LCP)

Son amendement n° 1 (maintien pour les sociétés de programme des obligations prévues à l'article 55 de la loi du 30 septembre 1986 relatif à la retransmission des débats parlementaires) (p. 11059) : rejeté (p. 11060)

Son amendement n° 13 (compétence du CSA pour les émissions faisant place au débat public) : retiré (p. 11064)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 373)

Thèmes :

Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 374)
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 373)
Femmes : parité (p. 373, 374)

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 386)

Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant dans les communes de plus de 3 500 habitants)

Son amendement n° 30 (parité par groupes de six candidats) (p. 394) : devenu sans objet (p. 396)

Après l'article 11

Son amendement n° 15 (parité dans les délégations du personnel et les représentants du personnel prévus par les articles 433-1 et 433-2 du code du travail) : rejeté (p. 407)

Article 13 (dispositions transitoires - cas particulier de Mayotte)

Son amendement n° 92 (application du principe paritaire aux deux prochains renouvellements des assemblées autres que le Sénat) (p. 409) : rejeté (p. 410)

Après l'article 13

Son amendement n° 95 (statut des élus locaux avant le 1er janvier 2001) (p. 412) : rejeté (p. 413)

Proposition de loi n° 735 relative à la prestation compensatoire en matière de divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 février 2000] (p. 1219)

Article 2 bis (ouverture de l'action en révision aux héritiers du débiteur)

Son sous-amendement n° 49 (prestation compensatoire automatiquement transformée en capital) à l'amendement n° 7 de la commission (charge de la rente viagère passant aux héritiers au décès du débiteur et déduction de la pension de réversion) : rejeté (p. 1231)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2000] (p. 1245)

Son intervention (p. 1275)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : gens du voyage (p. 1275)

Gens du voyage (p. 1275, 1276)
Gens du voyage : stationnement : communes (p. 1275, 1276)
Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 1276)
Gens du voyage : stationnement : maires (p. 1276)
Gens du voyage : stationnement : migrations (p. 1276)
Gens du voyage : stationnement : sanctions (p. 1276)

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1283)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (suppression du I bis de l'article relatif au schéma national d'accueil prévu pour les grands rassemblements) (p. 1290)

Son amendement n° 3 (approbation du schéma départemental après enquête publique) (p. 1295) : rejeté (p. 1296)

Son amendement n° 5 (avis de toutes les communes sur le schéma départemental) : rejeté (p. 1296)

Son amendement n° 4 (approbation du schéma départemental dans un délai de dix-huit mois à compter de la publication des décrets d'application de la présente loi) : rejeté (p. 1297)

Son sous-amendement n° 6 rectifié (ajout des représentants des associations intervenant auprès des gens du voyage) à l'amendement n° 45 de la commission (composition de la commission consultative) (p. 1298) : adopté (p. 1299)

Après l'article 1er bis

Soutient l'amendement n° 23 de M. Lionnel Luca (exigence du paiement du droit de stationnement mentionné dans les règlements intérieurs des aires) (p. 1300) : rejeté (p. 1300)

Article 2 (obligations des communes)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (suppression de la possibilité de prolongation par le préfet du délai de deux ans pour certaines communes n'ayant pas rempli leurs obligations) (p. 1301)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (suppression du financement par l'Etat à hauteur de 70 % de leur montant des dépenses exposées pour la réparation des dommages causés aux aires d'accueil) (p. 1302)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (délivrance par les maires d'autorisations d'installation des gens du voyage sur des terrains familiaux - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1309)

Intervient sur le sous-amendement n° 92 de M. Jean-Jacques Weber (mention des aires d'accueil dans les plans d'occupation des sols) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 1309)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son sous-amendement n° 12 rectifié (constatation de l'infraction au stationnement par le maire sans recours à un huissier) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture avec l'ajout de la continuité des services publics pouvant fonder la saisine du juge par le maire et du référé selon la procédure dite d'heure à heure) : rejeté (p. 1313)

Son sous-amendement n° 113 (constatation de l'infraction au stationnement par le maire sans recours à un huissier) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission : retiré (p. 1313)

Son sous-amendement n° 114 (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures dans le cas du référé selon la procédure dite d'heure à heure) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (p. 1314) : rejeté (p. 1315)

Son sous-amendement n° 115 (possibilité pour le maire de faire procéder à l'immobilisation ou à la mise en fourrière des véhicules tracteurs de résidences mobiles dans l'attente de la décision du juge) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture avec l'ajout de la continuité des services publics pouvant fonder la saisine du juge par le maire et du référé selon la procédure dite d'heure à heure) : rejeté (p. 1315)

Article 9 bis supprimé par le Sénat (hébergement des gens du voyage dans le cadre d'emplois saisonniers)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1317)

Son amendement n° 16 (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 1317)

Après l'article 9 bis

Soutient l'amendement n° 29 de M. Lionnel Luca (référé selon la procédure dite d'heure à heure) : rejeté (p. 1317)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4526)

Son intervention (p. 4529)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 4530)
Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 4530)
Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 4530)
Gens du voyage : stationnement : maires (p. 4529)
Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 4529)
Parlement : Sénat : gens du voyage (p. 4529, 4531)

Discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4538)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 39 (définition de la résidence mobile) : rejeté (p. 4540)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (suppression du I bis de l'article relatif au schéma national d'accueil prévu pour les grands rassemblements) (p. 4541)

Son sous-amendement n° 30 (détermination des emplacements communaux et du domaine privé de l'Etat pouvant être occupés à l'occasion des grands rassemblements) à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture relatif à la mention obligatoire des communes de plus de 5000 habitants et aux grands rassemblements et reprise des

dispositions de l'article 9 bis sur l'hébergement des gens du voyage dans le cadre d'emplois saisonniers) (p. 4541) : retiré (p. 4542)
Soutient le sous-amendement n° 47 de M. Yves Bur (représentants des groupements de communes) à l'amendement n° 5 de la commission (composition de la commission consultative - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : rejeté (p. 4544)
Son sous-amendement n° 56 (représentants des groupements de communes) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 4543) : rejeté (p. 4544)
Son sous-amendement n° 55 (représentants des services de l'Etat) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 4543) : rejeté (p. 4544)
Son sous-amendement n° 57 (représentants des caisses d'allocations familiales) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 4544)
Son sous-amendement n° 58 (représentants de la région) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 4544)
Son sous-amendement n° 59 (représentants du département) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 4543) : rejeté (p. 4544)
Article 2 (obligations des communes)
Son sous-amendement n° 35 (rédactionnel) à l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : adopté (p. 4545)
Article 3 (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat)
Son sous-amendement n° 60 (avis de la commission consultative) à l'amendement n° 10 de la commission (pouvoir de substitution du préfet - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 4546) : rejeté (p. 4547)
Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)
Son sous-amendement n° 62 (majoration de quatre habitants par place de caravane) à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 4548) : rejeté (p. 4549)
Son sous-amendement n° 61 (taxe additionnelle sur le tabac finançant l'augmentation de la majoration de DGF) à l'amendement n° 14 de la commission (p. 4548) : rejeté (p. 4549)
Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)
Son sous-amendement n° 63 (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures dans le cas du référé selon la procédure dite d'heure à heure) à l'amendement n° 16 deuxième correction de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture avec l'ajout de l'atteinte à la tranquillité publique justifiant l'intervention du maire et ouverture de la procédure de référé dite d'heure à heure pour l'évacuation des terrains affectés à une activité économique) (p. 4552) : retiré (p. 4553)
Son sous-amendement n° 64 (possibilité pour le maire de faire procéder à l'immobilisation ou à la mise en fourrière des véhicules tracteurs de résidences mobiles dans l'attente de la décision du juge) à l'amendement n° 16 deuxième correction de la commission (p. 4553) : rejeté (p. 4554)
Ses explications de vote (p. 4554)
Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4554)

Projet de loi n° 2158 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relatif à la signature électronique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 février 2000] (p. 1391)
Son intervention (p. 1402)
Thèmes :
Assemblée nationale : amendements : Internet (p. 1402)
Informatique : certification (p. 1403)
Informatique : signature électronique : décrets (p. 1403, 1404)
Informatique : signature électronique : preuve (p. 1402, 1403)
Informatique : signature électronique : Union européenne (p. 1402, 1403)
Informatique : support électronique (p. 1402, 1403)
Informatique : support électronique : actes administratifs (p. 1403)
Informatique : support électronique : actes authentiques (p. 1402)
Informatique : support électronique : archives (p. 1403)
Justice : preuve (p. 1402)
Professions libérales : offices publics et ministériels : Internet (p. 1403)
Discussion des articles [29 février 2000] (p. 1406)
Article 1er (articles 1315-1, 1316, 1316-1 et 1316-2 du code civil : reconnaissance de la valeur juridique du document électronique)
Son amendement n° 6 (admission de l'écrit électronique pour la validité de l'acte) : rejeté (p. 1407)
Article 1er bis (article 1317 du code civil : possibilité de dresser des actes authentiques sur support électronique)
Soutient l'amendement n° 5 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 1408) : rejeté (p. 1408)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2000] (p. 2363)
Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2381)
Son intervention (p. 2398)
Thèmes :
Audiovisuel et communication : Arte (p. 2398, 2399)
Audiovisuel et communication : câble (p. 2400)
Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 2381)
Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 2381, 2398 à 2401)
Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 2399, 2400)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 2399, 2400)
Télécommunications : Internet (p. 2400, 2401)

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Avant l'article 1er AA

Soutient l'amendement n° 263 de M. Laurent Dominati (recommandations du CSA) (p. 2436) : retiré (p. 2436)

Soutient l'amendement n° 262 de M. Laurent Dominati (pouvoirs du CSA en matière de propositions) (p. 2437) : rejeté (p. 2437)

Article 1er AA (article 2-1 de la loi du 30 septembre 1986 : Conseil supérieur des technologies de l'information)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 2437)

Article 1er A (articles 43-6-1, 43-6-2 et 43-6-3 de la loi du 30 septembre 1986 : responsabilité des prestataires techniques à raison des contenus des services de communication audiovisuelle en ligne)

Son intervention (p. 2440)

Son amendement n° 152 (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2441) : rejeté (p. 2445)

Soutient l'amendement n° 368 de M. Denis Jacquat (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2443) : rejeté (p. 2445)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2443)

Intervient sur le sous-amendement n° 331 de M. Olivier de Chazeaux (responsabilités) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2445)

Son sous-amendement n° 153 (critères d'obligations et sanctions en cas de manquements) à l'amendement n° 55 de la commission : rejeté après rectification (p. 2446)

Son sous-amendement n° 154 (de simplification) à l'amendement n° 55 de la commission : rejeté (p. 2446)

Son sous-amendement n° 155 (notion de "contribution à la création") à l'amendement n° 55 de la commission : adopté (p. 2447)

Son sous-amendement n° 156 ("stockage" sur Internet : responsabilités) à l'amendement n° 55 de la commission : rejeté (p. 2448)

Son sous-amendement n° 157 (mode de saisine par un tiers du caractère illicite ou préjudiciable d'un contenu en stockage) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2448) : rejeté (p. 2449)

Son sous-amendement n° 158 (référence à l'autorité judiciaire) à l'amendement n° 55 de la commission : rejeté (p. 2449)

Son sous-amendement n° 159 (identification des contrevenants) à l'amendement n° 55 de la commission : rejeté (p. 2450)

Son sous-amendement n° 160 (équilibre des responsabilités) à l'amendement n° 55 de la commission : rejeté (p. 2451)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 260 de M. Laurent Dominati (dégroupage de la boucle locale) (p. 2451) : rejeté (p. 2453)

Article 1er (articles 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 273 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 2453) : rejeté (p. 2453)

Soutient l'amendement n° 270 corrigé de M. Laurent Dominati (précision des missions de service public ; conformité avec les normes européennes) (p. 2454) : devenu sans objet (p. 2457)

Soutient l'amendement n° 271 corrigé de M. Laurent Dominati (précision des missions de service public) (p. 2454) : devenu sans objet (p. 2457)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 272 de M. Laurent Dominati (privatisation partielle de France 2) (p. 2458) : rejeté (p. 2458)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Soutient l'amendement n° 274 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 2461) : rejeté (p. 2461)

Article 5 bis A nouveau (article L. 321-13 nouveau du code de la propriété intellectuelle : contrôle de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits)

Son intervention (p. 2495)

Son amendement n° 151 (de suppression) (p. 2496) : rejeté (p. 2499)

Article 7 bis A (article 51 de la loi du 30 septembre 1986 : monopole de diffusion des chaînes publiques par Télédiffusion de France (TDF))

Son amendement n° 380 (élargissement de la diffusion en mode analogique) : rejeté (p. 2504)

Après l'article 8

Son amendement n° 148 (libéralisation de la diffusion numérique) : retiré (p. 2507)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Christian Kert (diffusion en direct des évènements sportifs) (p. 2509)

Article 15 A (article 21 de la loi du 30 septembre 1986 : répartition des fréquences hertziennes utilisées pour la diffusion numérique)

Son intervention (p. 2513)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Son amendement n° 383 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (pourcentage de services en langue française) : rejeté (p. 2593)

Article 27 ter (articles 41-1 A et 41-3 A nouveaux et article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 : régime anti-concentration applicable aux offres de services de télévision diffusées par voie hertzienne terrestre numérique)

Son amendement n° 381 : devenu sans objet (p. 2602)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5456)

Son intervention (p. 5463)

Thèmes :
Audiovisuel et communication : Arte (p. 5463)
Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 5463)
Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 5463)
Audiovisuel et communication : programmes : production (p. 5463)
Audiovisuel et communication : secteur public : financement (p. 5463)
Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 5463, 5464)
Télécommunications : France Télécom (p. 5464)
Télécommunications : téléphones mobiles (p. 5463)

Discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5476)

Article 1er C (articles L. 32, L. 34-11, L. 36-6 et L. 36-8 du code des postes et télécommunications : ouverture de la boucle locale)
Son intervention (p. 5480)
Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 5483)

Article 5 bis A (articles L. 321-5 et L. 321-13 du code de la propriété intellectuelle : contrôle des comptes et de la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits)
Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (respect du droit à communication) (p. 5496)
Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Jean-Claude Lefort (limitation du droit à communication) (p. 5496)
Son amendement n° 184 (limitation du droit à communication) (p. 5494) : devenu sans objet (p. 5498)

Article 22 bis (article 30-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : régime d'autorisation de services privés de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)
Son intervention (p. 5519)
Intervient sur le sous-amendement n° 149 du Gouvernement (consultations préalables à l'aménagement du spectre hertzien) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5521)
Son sous-amendement n° 134 (réception mobile) à l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5520) : adopté (p. 5522)
Intervient sur le sous-amendement n° 125 de M. Laurent Dominati (réception portable) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5521)
Intervient sur le sous-amendement n° 156 du Gouvernement (réception portable) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5521)
Son sous-amendement n° 135 (consultations préalables à l'aménagement du spectre hertzien) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 2521) : adopté (p. 5522)
Son sous-amendement n° 129 à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522) : devenu sans objet (p. 5523)

Article 22 decies supprimé par le Sénat (planification des fréquences)
Son sous-amendement n° 185 (raccourcissement du délai de publication des listes de fréquences disponibles) à l'amendement n° 73 de la commission (délai de publication des listes de fréquences disponibles) : rejeté (p. 5526)
Ses explications de vote (p. 5541)
Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5541)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6067)
Son intervention (p. 6073)

Thèmes :
Audiovisuel et communication : Arte (p. 6073)
Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 6073)
Audiovisuel et communication : secteur public : développement économique (p. 6073)
Télécommunications : France Télécom : radiotéléphonie (p. 6073, 6074)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6074)
Son amendement n° 1 (accès à la boucle locale) (p. 6089) : rejeté (p. 6090)
Son amendement n° 22 (promotion de la chanson française et des nouveaux talents) (p. 6091) : adopté (p. 6092)
Ses explications de vote (p. 6095)
Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6095)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2664, 2700)
Son intervention (p. 2704)

Thèmes :
Animaux : animaux sauvages : protection (p. 2704)
Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 2705)
Chasse et pêche : associations : chasse (p. 2704, 2705)
Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 2705)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 2704)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 2705)
Propriété : droit de propriété (p. 2705)
Union européenne : Cour de justice (p. 2705)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 1er (pratique de la chasse)
Son amendement n° 381 (rôle des chasseurs) : devenu sans objet (p. 2724)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)
Soutient l'amendement n° 326 de M. François Baroin (affectation des ressources) (p. 2787) : rejeté (p. 2788)

Après l'article 2
Son amendement n° 10 (missions du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage) : rejeté (p. 2794)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)
Son intervention (p. 2795)

Article 5 (création de la fédération nationale des chasseurs)

Son sous-amendement n° 389 (missions et composition de la fédération nationale des chasseurs) à l'amendement n° 160 de M. Charles de Courson (missions et composition de la fédération nationale des chasseurs) (p. 2812) : rejeté (p. 2813)

Son amendement n° 382 (rôle et statuts) : devenu sans objet (p. 2814)

Son amendement n° 383 (rôle et statuts) : devenu sans objet (p. 2814)

Après l'article 5

Son amendement n° 384 (règles de chasse applicables dans les parcs régionaux) : retiré (p. 2815)

Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)

Son amendement n° 3 (délivrance des licences de chasse) : devenu sans objet (p. 2837)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son amendement n° 4 (prélèvement maximum autorisé au niveau européen) : retiré (p. 2861)

Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)

Soutient l'amendement n° 47 de M. Didier Quentin (chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871) : rejeté (p. 2871)

Son amendement n° 5 (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2870) : devenu sans objet (p. 2871)

Soutient l'amendement n° 222 de M. Jean Proriol (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871) : devenu sans objet (p. 2871)

Article 13 (plan de chasse)

Son amendement n° 386 soutenu par M. Charles de Courson (rédactionnel) (p. 2884) : adopté (p. 2885)

Article 14 (prélèvement maximal autorisé)

Son amendement n° 6 (prélèvement maximal autorisé) : devenu sans objet (p. 2889)

Après l'article 14

Son amendement n° 387 soutenu par M. Christian Jacob (indemnisation par les fédérations départementales des chasseurs pour les dégâts occasionnés par les grands gibiers) (p. 2889) : devenu sans objet (p. 2890)

Article 20 (personnes habilitées à rechercher et constater les infractions au droit de la chasse)

Son amendement n° 388 soutenu par M. Christian Jacob (agents commissionnés dans les forêts communales et domaniales) : rejeté (p. 2893)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)

Son intervention (p. 5210)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 5210)
Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 5210)
Chasse et pêche : associations (p. 5210)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 5210)
Propriété : droit de propriété (p. 5210)

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Son sous-amendement n° 198 (représentation ses fédérations nationales de randonneurs) à l'amendement n° 7 de la commission (missions de l'office) : rejeté (p. 5244)

Après l'article 14 ter

Son amendement n° 199 soutenu par M. Christian Jacob (institution d'une redevance cynégétique "gibier d'eau") : rejeté (p. 5309)

Jacques MASDEU-ARUS

Yvelines (12ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 953, posée le 11 octobre 1999. Arts et spectacles. Salles de cinéma (J.O. Questions p. 5804). Appelée le 12 octobre 1999. Exploitants indépendants, concurrence des multiplexes (p. 7122)

n° 975, posée le 6 décembre 1999. Système pénitentiaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 6891). Appelée le 7 décembre 1999. Effectifs de personnel, Poissy (p. 10607)

n° 1028, posée le 31 janvier 2000. Enseignement. Etablissements (J.O. Questions p. 587). Suppléé par M. Jean Ueberschlag. Appelée le 2 février 2000. Violence, lutte et prévention (p. 503)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6970)

Thèmes :

Entreprises : allégement des charges (p. 6971)
Entreprises : compétitivité (p. 6970)
Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 6970)
Travail : réduction du temps de travail : petites et moyennes entreprises (p. 6970)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)

Son amendement n° 155 soutenu par M. Bernard Accoyer (rapport sur les effets de la loi) (p. 7080) : rejeté (p. 7081)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son amendement n° 162 soutenu par Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (rémunération des heures supplémentaires) (p. 7192) : rejeté (p. 7193)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. Bernard Accoyer (entreprises de plus de 20 salariés) (p. 7201)

Son amendement n° 143 corrigé (entreprises de plus de 20 salariés) (p. 7200) : rejeté (p. 7201)

Son amendement n° 142 (bonification de 10 % pour les entreprises de moins de 20 salariés) (p. 7202) : rejeté (p. 7203)

Son amendement n° 145 soutenu par M. Éric Doligé (seuil unique de 20 salariés) (p. 7220) : rejeté (p. 7221)

Son amendement n° 137 soutenu par Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (report de l'entrée en application) : rejeté (p. 7266)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)

Son amendement n° 133 soutenu par M. François Goulard (de suppression) : rejeté (p. 7289)

Son amendement n° 138 soutenu par M. Éric Doligé (possibilité de dépassement du plafond des 1600 heures) (p. 7296) : rejeté (p. 7297)

Article 4 (article L. 212-9 du code du travail et article 4 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : réduction de la durée du travail organisée sous forme de jours ou demi-journées de repos à prendre sur le mois ou sur l'année)

Son amendement n° 140 soutenu par M. Bernard Accoyer (d'allongement à douze semaines de la période de récupération) : rejeté (p. 7313)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Son amendement n° 148 (de suppression) (p. 7453) : rejeté (p. 7455)

Son amendement n° 149 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (allègement généralisé) (p. 7455) : rejeté (p. 7456)

Son amendement n° 150 soutenu par M. André Schneider (de suppression du fonds destiné au financement de l'allègement des charges) (p. 7484) : rejeté (p. 7485)

Article 12 (article L. 241-13-1 du code de la sécurité sociale et article 9 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : allègement de cotisations sociales)

Son amendement n° 151 corrigé soutenu par M. André Schneider (entreprises ayant recours aux heures supplémentaires) (p. 7494) : rejeté (p. 7495)

Article 14 (sécurisation juridique des accords)

Son amendement n° 152 soutenu par M. Jean Bardet (modification des conditions de délai) (p. 7516) : rejeté (p. 7517)

Marius MASSE

Bouches-du-Rhône (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 29 février 2000] (p. 3207)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 février 2000] (p. 3207)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4834)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4834)

Jean-Pierre MASSERET

Secrétaire d'Etat aux anciens combattants

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alain Néri. Etat. Structures gouvernementales. Secrétariat d'Etat aux anciens combattants [3 novembre 1999] (p. 8722)

M. Alain Calmat. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Centre d'expérimentation militaire, Vaujours [13 juin 2000] (p. 5176)

M. Dominique Dord. Défense. Service national. Report d'incorporation [13 juin 2000] (p. 5180)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Bernard Perrut. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel, Villefranche-sur-Saône [2 février 2000] (p. 505)

M. Hervé Morin. Anciens combattants et victimes de guerre. Maisons de retraite. Fermeture, conséquences, Boulleville [2 février 2000] (p. 506)

M. Jacques Masdeu-Arus. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [2 février 2000] (p. 503)

M. Bernard Madrelle. Anciens combattants et victimes de guerre. Pensions. Décristallisation, Union française [14 mars 2000] (p. 1840)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8751)
Son intervention (p. 8777)

Ses réponses (p. 8782 à 8789)
Thèmes avant la procédure des questions :
Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 8779)
Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 8777)
Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 8777)
Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant volontaire de la résistance (p. 8780)
Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8777 à 8782)
Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 8781)
Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 8778)
Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 8780)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 8778, 8779)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8777, 8779, 8780)
Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8782)
Assurance invalidité décès : invalidité : anciens combattants et victimes de guerre (p. 8781)
Cérémonies publiques et fêtes légales : monuments commémoratifs (p. 8779, 8780)
Rapatriés : harkis (p. 8779)
Réponses aux questions :
Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 8783, 8784) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 8783)
Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 8786) (M. Jean-Luc Reitzer) (p. 8786)
Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 8788) (M. Yann Galut) (p. 8787, 8788)
Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 8783, 8784) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 8783)
Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 8786) (M. Jean-Luc Reitzer) (p. 8786)
Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 8785) (M. Michel Vergnier) (p. 8785)
Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 8787) (Mme Catherine Picard) (p. 8787)
Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 8788) (Mme Odette Grzegrzulka) (p. 8788)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 8785) (M. Michel Vergnier) (p. 8785)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 8789) (M. Marc Dolez) (p. 8789)
Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8782, 8783) (M. Michel Meylan) (p. 8782)
Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8784) (Mme Véronique Neiertz) (p. 8784)
Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : anciens combattants et victimes de guerre (p. 8786) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 8786)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 1999] (p. 8789)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles (instauration d'une commission consultative chargée de vérifier l'utilisation des crédits inscrits dans la loi de finances) (p. 8790)

Après l'article 66

Soutient l'amendement n° 96 du Gouvernement (revalorisation des pensions militaires d'invalidité) (p. 8792) : adopté au scrutin public (p. 8793)

Proposition de loi n° 1964 relative au régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricoles et forestières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 1999] (p. 10983)

Sa réponse (p. 10987)

Thème :

Sécurité sociale : régime local d'Alsace-Lorraine : salariés agricoles (p. 10987)

Proposition de loi n° 1727 instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 février 2000] (p. 1327)

Son intervention (p. 1337)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : devoir de mémoire (p. 1338)
Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : histoire (p. 1338)

Jacqueline MATHIEU-OBADIA

Alpes-Maritimes (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 [J.O. du 23 novembre 1999] (p. 17380)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel, région parisienne [10 novembre 1999] (p. 9176)

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [8 décembre 1999] (p. 10679)
Etablissements de santé. Etablissements publics. Budget [2 février 2000] (p. 610)
Fonction publique hospitalière. Infirmiers anesthésistes. Revendications [9 mai 2000] (p. 3880)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Soutient l'amendement n° 162 de M. Jacques Masdeu-Arus (rémunération des heures supplémentaires) (p. 7192) : rejeté (p. 7193)
Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Jean Proriol (rémunération des heures supplémentaires) (p. 7192)
Intervient sur l'amendement n° 434 de M. Jean Proriol (entreprises de plus de 20 salariés) (p. 7201)
Intervient sur l'amendement n° 527 de M. Bernard Accoyer (bonification de 10 % pour les entreprises de moins de 20 salariés) (p. 7203)
Intervient sur l'amendement n° 435 de M. Jean Proriol (bonification de 10 % pour les entreprises de moins de 20 salariés) (p. 7203)
Intervient sur l'amendement n° 530 de M. Bernard Accoyer (de suppression de l'instauration d'un fonds de financement) (p. 7216)
Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Maxime Gremetz (de suppression de l'instauration d'un fonds de financement) (p. 7216)
Intervient sur l'amendement n° 331 de M. François Goulard (de suppression de l'instauration d'un fonds de financement) (p. 7216)
Intervient sur l'amendement n° 715 de M. Éric Doligé (de suppression de l'instauration d'un fonds de financement) (p. 7216)
Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Bernard Accoyer (report de l'entrée en application) (p. 7266)
Soutient l'amendement n° 137 de M. Jacques Masdeu-Arus (report de l'entrée en application) (p. 7266) : rejeté (p. 7266)
Intervient sur l'amendement n° 439 de M. François Goulard (report de l'entrée en application) (p. 7266)
Intervient sur l'amendement n° 342 de M. François Goulard (report de l'entrée en application) (p. 7266)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 10313)

Thème :

Travail : réduction du temps de travail : égalité professionnelle (p. 10314)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 4 (suite)

Son amendement n° 304 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (application du taux réduit de la TVA aux protections pour incontinence) : rejeté (p. 7842)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Questions écrites budgétaires (JO du 19 novembre 1999)

18 - Sports : dopage (p. 9697)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 2 (création du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Article L. 131-8 du code de la sécurité sociale

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. François Goulard (composition du conseil de surveillance) (p. 8336)
Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Bernard Accoyer (composition du conseil de surveillance) (p. 8337)

Article 7 (article L. 551-1 du code de la sécurité sociale : revalorisation des bases mensuelles de calcul des prestations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Bernard Accoyer (de suppression de la majoration pour l'année 2000) (p. 8467)

Article 16 (article L. 765-1 du code de la santé publique et articles L. 162-32, L. 162-32-1, L. 162-32-2, L. 162-32-3 du code de la sécurité sociale : centres de santé)

Soutient l'amendement n° 414 de M. Bernard Accoyer (autorisation de l'union professionnelle régionale des caisses d'assurance maladie) (p. 8536) : vote réservé (p. 8537) : rejeté (p. 8547)
Soutient l'amendement n° 415 de M. Bernard Accoyer (autorisation de l'union régionale des médecin libéraux) (p. 8536) : vote réservé (p. 8537) : rejeté (p. 8547)
Soutient l'amendement n° 416 de M. Bernard Accoyer (autorisation ministérielle) (p. 8536) : vote réservé (p. 8537) : rejeté (p. 8547)
Soutient l'amendement n° 417 de M. Bernard Accoyer (rapport préalable sur la nécessité d'ouverture d'un dispensaire) (p. 8536) : vote réservé (p. 8537) : rejeté (p. 8547)
Soutient l'amendement n° 418 de M. Bernard Accoyer (accroissement inutile de l'offre de soins) (p. 8536) : vote réservé (p. 8537) : rejeté (p. 8547)

Soutient l'amendement n° 420 de M. Bernard Accoyer (accord régional) (p. 8541) : vote réservé (p. 8542) : rejeté (p. 8548)

Soutient l'amendement n° 428 de M. Bernard Accoyer (maîtrise des dépenses) (p. 8543) : vote réservé (p. 8543) : rejeté (p. 8548)

Intervient sur l'amendement n° 87 de Mme Jacqueline Fraysse (suivi et application de l'accord) (p. 8546)

Article 17 (régulation des soins de ville par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM))

Soutient l'amendement n° 433 de M. Bernard Accoyer (plafond différent pour les médecins ayant souscrit un contrat) (p. 8568) : rejeté (p. 8569)

Article 24 (régulation de l'hospitalisation privée)

Soutient l'amendement n° 458 de M. Bernard Accoyer (taux d'évolution des tarifs) (p. 8602) : rejeté (p. 8603)

Soutient l'amendement n° 459 de M. Bernard Accoyer (majoration des taux d'évolution) (p. 8603) : rejeté (p. 8603)

Soutient l'amendement n° 456 de M. Bernard Accoyer (accords de fixation des tarifs) (p. 8604) : rejeté (p. 8604)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 8618)

Soutient l'amendement n° 638 de M. François Goulard (droits constatés) (p. 8619) : devenu sans objet (p. 8620)

Soutient l'amendement n° 386 de M. Bernard Accoyer (hausse des dépenses maîtrisées) (p. 8620) : rejeté (p. 8620)

Soutient le sous-amendement n° 836 de M. Bernard Accoyer (remboursement des substituts nicotiniques) à l'amendement n° 804 du Gouvernement (lutte contre le tabagisme) (p. 8624) : rejeté (p. 8624)

Soutient l'amendement n° 388 de M. Bernard Accoyer (lutte contre le "piercing") (p. 8625) : rejeté (p. 8625)

Soutient l'amendement n° 389 de M. Bernard Accoyer (lutte contre les allergies alimentaires) (p. 8625) : rejeté (p. 8625)

Soutient l'amendement n° 390 de M. Bernard Accoyer (protection du titre de psychothérapeute) (p. 8625) : rejeté (p. 8626)

Soutient l'amendement n° 379 de M. Patrick Delnatte (âge pris en compte pour le versement des allocations familiales) (p. 8633) : rejeté (p. 8633)

Soutient l'amendement n° 640 de M. François Goulard (congé de solidarité familiale) (p. 8634) : rejeté (p. 8634)

Soutient l'amendement n° 767 de M. Patrick Delnatte (congé de solidarité familiale) (p. 8634) : rejeté (p. 8634)

Soutient l'amendement n° 305 de M. Michel Hunault (structures adaptées aux besoins des personnes handicapées) (p. 8635) : rejeté (p. 8635)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10066, 10099)

Son intervention (p. 10093)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 10108)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10108)

Professions de santé : médecins (p. 10094)

Professions de santé : secret médical (p. 10093)

Sécurité sociale : contrôle et contentieux (p. 10094)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens : sanctions (p. 10093)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 233 de M. Philippe Houillon (accès au dossier et bénéfice d'un avocat pour toute personne visée par une plainte ou une dénonciation ou mise en cause par un témoin) : rejeté (p. 945)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 258 de M. Patrick Devedjian (dénonciation anonyme ne pouvant être utilisée comme moyen de preuve) : rejeté (p. 945)

Soutient l'amendement n° 37 de M. Patrick Devedjian (transport du juge d'instruction sans information du procureur) : rejeté (p. 945)

Soutient l'amendement n° 38 de M. Patrick Devedjian (perquisition devant être visée par la commission rogatoire ou autorisée par le juge mandant) : rejeté (p. 945)

Proposition de loi n° 1516 rectifié relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2000] (p. 1169)

Son intervention (p. 1172)

Thèmes :

Constitution : article 34 (p. 1173)

Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : création (p. 1172)

Didier MATHUS

Saône-et-Loire (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

Rapporteur de la proposition de loi portant création de la chaîne parlementaire (n° 1996) [7 décembre 1999]
Cesse d'appartenir au Conseil d'administration de la société nationale France 2 [1er août 2000]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome IV : Culture et communication (communication) (n° 1862) [14 octobre 1999]
Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1996) de M. Laurent Fabius portant création de la chaîne parlementaire [8 décembre 1999] (n° 2007)
Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes en application de l'article 16 du règlement sur les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 1998 [13 décembre 1999] (n° 2018)
Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2119), modifiant la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [8 mars 2000] (n° 2238)
Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [6 juin 2000] (n° 2457)
Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 2456), modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [13 juin 2000] (n° 2471)
Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [28 juin 2000] (n° 2519)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Presse et livres. Agence France Presse (AFP). Perspectives [7 juin 2000] (p. 4947)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9613)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9615)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France 2 (p. 9615)
Audiovisuel et communication : France télévision (p. 9614)
Audiovisuel et communication : programmes : production (p. 9615)
Audiovisuel et communication : radio : secteur public (p. 9616)
Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 9615)
Audiovisuel et communication : secteur public : financement (p. 9614)
Audiovisuel et communication : secteur public : publicité (p. 9614)
DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 9615)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 1999] (p. 9650)

Etat E, ligne 39

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Philippe Auberger (suppression de la redevance audiovisuelle) (p. 9651)
Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Henry Chabert (suppression de la redevance audiovisuelle) (p. 9651)

Article 55 (répartition des recettes)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Jean-Marie Le Guen (modification de la répartition) (p. 9653)
Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Georges Sarre (modification de la répartition) (p. 9653)

Projet de loi n° 82 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 novembre 1999] (p. 9983)

Son intervention (p. 9992)

Thèmes :

Pays étrangers : Israël (p. 9992)
Pays étrangers : Palestine (p. 9992, 9993)

Proposition de loi n° 1996 portant création de la chaîne parlementaire

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11037)

Ses interventions (p. 11037, 11048)

Thèmes :

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : budget (p. 11038)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 11038)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : contrôle (p. 11038)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : histoire (p. 11037, 11048)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : journalistes (p. 11048)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : opposition (p. 11038)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : pays étrangers (p. 11037)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : programmes (p. 11038)
Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : statut juridique (p. 11038, 11048)

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11051)

Article 1er (article 45-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : programme de présentation des travaux parlementaires)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Patrice Martin-Lalande (diffusion par voie filaire) (p. 11052)

Article 2 (article 45-2 nouveau de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : création de La Chaîne parlementaire (LCP)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Laurent Dominati (nouvelle rédaction des onze premiers alinéas : groupement d'intérêt public - création d'un conseil de surveillance - convention approuvée par les bureaux des assemblées) (p. 11057)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Bernard Accoyer (temps de parole fixé au prorata de l'effectif des groupes) (p. 11058)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Patrice Martin-Lalande (maintien pour les sociétés de programme des obligations prévues à l'article 55 de la loi du 30 septembre 1986 relatif à la retransmission des débats parlementaires) (p. 11059)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Philippe Douste-Blazy (création d'un comité de surveillance) (p. 11061)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Bernard Accoyer (diffusion des travaux des commissions soumise à autorisation) (p. 11061)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bernard Accoyer (droit de réponse du parlementaire) (p. 11062)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Laurent Dominati (présidence et direction générale de la chaîne - conseil de surveillance) (p. 11062)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Bernard Accoyer (président-directeur général de la chaîne nommé pour la législature) (p. 11064)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2000] (p. 2363)

Son intervention (p. 2368)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 2370, 2371)
Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2370)
Audiovisuel et communication : France télévision (p. 2368 à 2370)
Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 2370, 2371)
Audiovisuel et communication : programmes (p. 2369, 2370)
Audiovisuel et communication : secteur public (p. 2368 à 2371)
Audiovisuel et communication : télévision (p. 2368 à 2371)

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Avant l'article 1er AA

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Laurent Dominati (recommandations du CSA) (p. 2436)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Laurent Dominati (pouvoirs du CSA en matière de propositions) (p. 2437)

Article 1er AA (article 2-1 de la loi du 30 septembre 1986 : Conseil supérieur des technologies de l'information)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 2437) : adopté (p. 2438)

Après l'article 1er AA

Intervient sur l'amendement n° 466 de Mme Frédérique Bredin (publicité des décisions du CSA) (p. 2438)

Article 1er A (articles 43-6-1, 43-6-2 et 43-6-3 de la loi du 30 septembre 1986 : responsabilité des prestataires techniques à raison des contenus des services de communication audiovisuelle en ligne)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Denis Jacquat (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2243)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Patrice Martin-Lalande (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2443)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2443) : adopté après modification (p. 2451)

Intervient sur le sous-amendement n° 331 de M. Olivier de Chazeaux (responsabilités) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2445)

Intervient sur le sous-amendement n° 153 de M. Patrice Martin-Lalande (critères d'obligations et sanctions en cas de manquements) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2445)

Intervient sur le sous-amendement n° 154 de M. Patrice Martin-Lalande (de simplification) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2446)

Intervient sur le sous-amendement n° 488 de M. Patrick Bloche (rédactionnel) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2446)

Intervient sur le sous-amendement n° 155 de M. Patrice Martin-Lalande (notion de "contribution à la création") à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2447)

Intervient sur le sous-amendement n° 384 rectifié du Gouvernement (dispositif technique de protection des œuvres sur Internet) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2447)

Intervient sur le sous-amendement n° 489 de M. Patrick Bloche (dispositif technique de protection des œuvres sur Internet) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2447)

Intervient sur le sous-amendement n° 156 de M. Patrice Martin-Lalande ("stockage" sur Internet :

responsabilités) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2448)
Intervient sur le sous-amendement n° 157 de M. Patrice Martin-Lalande (mode de saisine par un tiers du caractère illicite ou préjudiciable d'un contenu en stockage) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2448)
Intervient sur le sous-amendement n° 158 de M. Patrice Martin-Lalande (référence à l'autorité judiciaire) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2449)
Intervient sur le sous-amendement n° 477 de M. Christian Kert (protection de la notoriété d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique protégée) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2449)
Intervient sur le sous-amendement n° 385 rectifié du Gouvernement (critères d'identification) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2450)
Intervient sur le sous-amendement n° 159 de M. Patrice Martin-Lalande (identification des contrevenants) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2450)
Intervient sur le sous-amendement n° 160 de M. Patrice Martin-Lalande (équilibre des responsabilités) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2451)
Avant l'article 1er
Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Laurent Dominati (dégroupage de la boucle locale) (p. 2451)
Article 1er (articles 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)
Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 2453)
Soutient l'amendement n° 56 de la commission (définition des missions de service public) (p. 2454) : adopté après modification (p. 2457)
Intervient sur le sous-amendement n° 195 de M. Christian Kert (notion de dignité humaine) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2454)
Intervient sur le sous-amendement n° 193 de M. Christian Kert (restrictions en matière de diffusion de programme comportant des scènes violentes ou pornographiques) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2454)
Intervient sur le sous-amendement n° 194 de M. Christian Kert (restrictions en matière de diffusion de programme comportant des scènes à caractère vulgaire) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2454)
Intervient sur le sous-amendement n° 208 de M. Noël Mamère (notion de développement durable) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2455)
Intervient sur l'amendement n° 270 corrigé de M. Laurent Dominati (précision des missions de service public ; conformité avec les normes européennes) (p. 2454)
Intervient sur l'amendement n° 271 corrigé de M. Laurent Dominati (précision des missions de service public) (p. 2454)
Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Christian Cuvilliez (stimulation de la création audiovisuelle) (p. 2455)
Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (stimulation de la création audiovisuelle) (p. 2456)
Intervient sur le sous-amendement n° 425 de Mme Christine Boutin (pluralisme et impartialité des productions) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (stimulation de la création audiovisuelle) (p. 2456)
Intervient sur le sous-amendement n° 209 de M. Noël Mamère (appellation "pôle industriel") à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (p. 2456)
Intervient sur le sous-amendement n° 210 de M. Noël Mamère (émission d'un rapport annuel par le Parlement) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (p. 2457)
Intervient sur le sous-amendement n° 177 de M. Christian Cuvilliez (émission d'un rapport annuel par le Parlement) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (p. 2457)
Après l'article 1er
Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Laurent Dominati (privatisation partielle de France 2) (p. 2458)
Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Noël Mamère (saisine de l'autorité judiciaire par le CSA) (p. 2458)
Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)
Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 2461)
Soutient l'amendement n° 57 de la commission (activités de France-Télévision) (p. 2461) : adopté après modification : (p. 2461)
Intervient sur le sous-amendement n° 386 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 2461)
Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Laurent Dominati (limites des activités de France 2) (p. 2461)
Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Noël Mamère (rôle "de référence" pour France-Télévision) (p. 2461)
Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Christian Kert (mission de soutien à la production télévisuelle pour France 2) (p. 2462)
Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Christian Cuvilliez (vocation régionale de France 3) (p. 2462)
Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Laurent Dominati (exclusion de "La Cinquième" de France-Télévision) (p. 2462)
Soutient l'amendement n° 58 de la commission (statut de "La Cinquième") (p. 2463) : adopté après modification (p. 2463)
Intervient sur le sous-amendement n° 497 du Gouvernement (programmes éducatifs et de formation) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 2463)
Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Christian Cuvilliez (statut de la SFP) (p. 2464)
Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Noël Mamère (statut et missions de RFO) (p. 2465)
Intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Huguette Bello (statut et missions de RFO) (p. 2465)
Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (filiales de France-Télévision) (p. 2473)
Intervient sur le sous-amendement n° 329 de M. Olivier de Chazeaux (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur le sous-amendement n° 336 de M. Olivier de Chazeaux (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur le sous-amendement n° 337 de M. Olivier de Chazeaux (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur le sous-amendement n° 333 de M. Olivier de Chazeaux (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur le sous-amendement n° 334 de M. Olivier de Chazeaux (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur le sous-amendement n° 335 de M. Olivier de Chazeaux (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur le sous-amendement n° 338 de M. Hervé de Charette (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Henry Jean-Baptiste (suppression du II proposé pour l'article 44 de la loi du 30 septembre 1986 et relatif aux missions de la société nationale Réseau France Outre-mer) (p. 2474)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Laurent Dominati (nouveau statut pour RFO) (p. 2474)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (nouveau statut pour RFO) (p. 2474) : adopté (p. 2475)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Claude Hoarau (réception des programmes métropolitains outre-mer) (p. 2476)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Christian Cuvilliez (suppression d'une restriction) (p. 2478)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (activités de diversification) (p. 2479)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Laurent Dominati (sort des parts de Arte et France 3 détenues par l'Etat) (p. 2480)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Laurent Dominati (sort des parts de Arte et France 3 détenues par l'Etat) (p. 2480)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société La Cinquième)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (missions de La Sept-Arte) (p. 2480) : adopté (p. 2481)

Article 3 bis A (article 45-1 A de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société La Sept-Arte)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de coordination) (p. 2481) : adopté (p. 2481)

Article 3 bis (article 46 de la loi du 30 septembre 1986 : comité consultatif d'orientation des programmes)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 2481)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (constitution d'un conseil consultatif des programmes) (p. 2481) : adopté (p. 2484)

Intervient sur le sous-amendement n° 215 de M. Noël Mamère (représentation des téléspectateurs) à l'amendement n° 62 de la commission (p. 2482)

Intervient sur le sous-amendement n° 216 de M. Noël Mamère (représentation des téléspectateurs) à l'amendement n° 62 de la commission (p. 2482)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France-Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Henry Jean-Baptiste (de coordination) (p. 2484)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Noël Mamère (harmonisation des statuts) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Laurent Dominati (de cohérence) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Laurent Dominati (réduction du nombre des membres du conseil d'administration) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Christian Kert (représentation du monde associatif et du monde de la création) (p. 2485)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (représentation du personnel) (p. 2485) : adopté (p. 2486)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Laurent Dominati (nomination du président du conseil d'administration) (p. 2486)

Intervient sur le sous-amendement n° 204 de M. Christian Kert (acte de candidature) à l'amendement n° 64 de la commission (nomination du président du conseil d'administration) (p. 2486)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Pierre-Christophe Baguet (reconduction du précédent président du conseil d'administration) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Laurent Dominati (qualité de mandataire social) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Laurent Dominati (composition des conseils d'administration des filiales) (p. 2488)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Laurent Dominati (nouvelle composition du conseil d'administration) (p. 2488)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Christian Kert (qualité de mandataire social) (p. 2488)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (de coordination) (p. 2488) : adopté (p. 2489)

Intervient sur l'amendement n° 388 du Gouvernement (administrateurs communs entre France Télévision et les sociétés nationales de programme) (p. 2489)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Pierre-Christophe Baguet (critères de nomination) (p. 2489)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (nomination des présidents de RFO et Radio-France) (p. 2489) : adopté (p. 2489)

Intervient sur le sous-amendement n° 220 de M. Noël Mamère (nomination du président de RFI) à l'amendement n° 66 de la commission (p. 2489)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Noël Mamère (régime de RFI) (p. 2490)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (transparence des nominations par le CSA) (p. 2490) : adopté (p. 2491)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Noël Mamère (publicité des auditions préalables) (p. 2490)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de coordination) (p. 2491) : adopté (p. 2491)

Intervient sur l'amendement n° 389 du Gouvernement (vacance de siège) (p. 2491)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Laurent Dominati (limitation d'acquisition d'œuvres américaines) (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Laurent Dominati (obligations des sociétés nationales de programme) (p. 2493)

Article 5 (article 49 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Laurent Dominati (vocation et nature de l'INA) (p. 2494)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2494) : adopté (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Laurent Dominati (pouvoirs d'acquisition) (p. 2494)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2494) : adopté après modification (p. 2494)

Intervient sur le sous-amendement n° 392 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 71 de la commission (p. 2494)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (de précision) (p. 2494) : adopté (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 391 du Gouvernement (pouvoirs d'arbitrage) (p. 2495)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2495)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Noël Mamère (avis consultatif du CSA) (p. 2495)

Article 5 bis A nouveau (article L. 321-13 nouveau du code de la propriété intellectuelle : contrôle de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 2496)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 184 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (de suppression) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 2497)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Christian Kert (de suppression) (p. 2497)

Soutient l'amendement n° 483 de la commission (institution d'une commission de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits) (p. 2497) : adopté après rectification (p. 2499)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Laurent Dominati (institution d'une commission consultative du financement du secteur public de l'audiovisuel) (p. 2500)

Article 7 (articles 18, 26, 34-1, 45-2, 46, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (de coordination) (p. 2500) : adopté (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (de coordination) (p. 2500)

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 2500)

Soutient le sous-amendement n° 482 de la commission (de précision) à l'amendement n° 13 rectifié du Gouvernement (p. 2501) : adopté (p. 2501)

Soutient le sous-amendement n° 83 de la commission (de précision) à l'amendement n° 13 rectifié du Gouvernement (p. 2501) : adopté (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (émission de cahiers des charges pour les filiales) (p. 2501)

Intervient sur le sous-amendement n° 443 de Mme Frédérique Bredin (parution au journal officiel) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 2501)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de coordination) (p. 2501) : retiré (p. 2501)

Intervient sur l'amendement n° 413 du Gouvernement (de coordination) (p. 2501)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) (p. 2502) : retiré (p. 2502)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (de coordination) (p. 2502) : retiré (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 415 du Gouvernement (de coordination) (p. 2502)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Noël Mamère (conditions de programmation des émissions religieuses) (p. 2502)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (de coordination) (p. 2503) : adopté (p. 2503)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Noël Mamère (réciprocité au niveau européen de traitement entre les groupes étrangers en France et français à l'étranger) (p. 2504)

Article 7 bis A (article 51 de la loi du 30 septembre 1986 : monopole de diffusion des chaînes publiques par Télédiffusion de France (TDF))

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Patrice Martin-Lalande (élargissement de la diffusion en mode analogique) (p. 2504)

Après l'article 7 bis A

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (émission par le service public d'émissions portant sur des thèmes déjà couverts par des chaînes thématiques) (p. 2505) : rejeté (p. 2505)

Après l'article 7 bis

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Laurent Dominati (suppression du monopole de TDF) (p. 2505)

Article 8 (dispositions transitoires)

Intervient sur l'amendement n° 14 du Gouvernement (modalités de constitution de la holding) (p. 2506)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Laurent Dominati (mandat unique pour le président de France-Télévision) (p. 2506)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Patrice Martin-Lalande (libéralisation de la diffusion numérique) (p. 2507)

Article 9 (article 20-1 A de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2508) : adopté (p. 2508)

Intervient sur le sous-amendement n° 428 de Mme Christine Boutin (précisions de la notion de "dignité de la personne") à l'amendement n° 88 de la commission (p. 2508)

Intervient sur le sous-amendement n° 246 de M. Christian Kert (précisions sur les scènes mises en cause) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 2508)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Christian Kert (diffusion en direct des évènements sportifs) (p. 2509)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (avis du CSA) (p. 2509) : adopté (p. 2510)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Laurent Dominati (rôle des fédérations sportives) (p. 2510)

Intervient sur l'amendement n° 394 du Gouvernement (contrôle par le CSA) (p. 2510)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Henri Nayrou (promotion de la lutte contre le dopage) (p. 2510)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Michel Françaix (couverture par les télévisions locales) (p. 2511)

Article 13 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : réglementation du télé-achat et des services d'autopromotion)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 2512) : adopté (p. 2512)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Michel Françaix (exclusivités locales en matière publicitaire) (p. 2512)

Avant l'article 15 A

Intervient sur l'amendement n° 395 du Gouvernement (de coordination) (p. 2513)

Article 15 A (article 21 de la loi du 30 septembre 1986 : répartition des fréquences hertziennes utilisées pour la diffusion numérique)

Intervient sur l'amendement n° 396 du Gouvernement (élargissement des autorisations d'usage) (p. 2515)

Article 15 B (article 13 de la loi du 30 septembre 1986 : rapport annuel sur le traitement de l'information et la mise en œuvre du pluralisme)

Soutient l'amendement n° 484 de la commission (notion de "relations non discriminatoires entre éditeurs et distributeurs de service") (p. 2516) : adopté (p. 2516)

Article 15 C (article 18 de la loi du 30 septembre 1986 : rapport annuel sur l'application du droit de réponses dans le secteur de l'audiovisuel)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (de suppression) (p. 2516) : adopté (p. 2516)

Article 15 D (article 5 de la loi du 30 septembre 1986 : incompatibilités entre les fonctions de membre du CSA et d'autres activités)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de suppression) (p. 2516) : adopté (p. 2516)

Article 15 E (article 5 de la loi du 30 septembre 1986 : règles d'interdiction de prises d'intérêt dans une société de communication audiovisuelle s'imposant aux membres du CSA)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 2516) : adopté (p. 2516)

Article 15 F (article 5 de la loi du 30 septembre 1986 : règles d'interdiction de prise de position sur un sujet intéressant la communication audiovisuelle s'imposant aux membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (de suppression) (p. 2517) : adopté (p. 2517)

Article 15 G (article 5 de la loi du 30 septembre 1986 : respect des règles de déontologie par les membres du CSA après la cessation de leurs fonctions)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (de suppression) (p. 2517) : adopté (p. 2517)

Article 15 H (article 13 de la loi du 30 septembre 1986 : respect des règles du pluralisme dans les programmes soumis au contrôle du CSA)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (exclusion des services d'Internet du champ de compétences du CSA) (p. 2517) : adopté (p. 2517)

Après l'article 15 H

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Noël Mamère (extension à tout texte relatif à la communication audiovisuelle) (p. 2517)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Laurent Dominati (extension de la concertation à tout projet de loi ou décret relatif à la communication audiovisuelle) (p. 2517)

Article 15 (article 19 de la loi du 30 septembre 1986 : demande d'informations notamment financières formulées par le CSA à l'égard des opérateurs et de leurs actionnaires)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 2518) : adopté après rectification (p. 2518)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 397 du Gouvernement (de coordination) (p. 2518)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidatures et critères retenus par le CSA pour les autorisations de fréquences radiophoniques)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Laurent Dominati (attributions en matière d'émissions d'information) (p. 2519)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2519) : adopté (p. 2519)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2520) : adopté (p. 2520)

Intervient sur le sous-amendement n° 248 de M. Christian Kert (appui aux missions de radios généralistes) à l'amendement n° 100 de la commission (p. 2520)

Soutient l'amendement n° 101 corrigé de la commission (de simplification) (p. 2520) : adopté (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Laurent Dominati (priorité accordée aux services d'information) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Noël Mamère (classification des radios locales) (p. 2521)
Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Michel Françaix (champ de compétence du CSA) (p. 2521)
Soutient l'amendement n° 102 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2521) : adopté (p. 2521)
Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Laurent Dominati (sort des fréquences non utilisées) (p. 2522)
Article 6 précédemment réservé (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)
Soutient l'amendement n° 74 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2532) : adopté (p. 2532)
Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (affectation de la redevance à des filiales de France Télévision) (p. 2532)
Soutient l'amendement n° 75 de la commission (de simplification) (p. 2532) : adopté (p. 2532)
Intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (de cohérence) (p. 2533)
Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Noël Mamère (consultation des personnels pour la préparation des contrats d'objectifs) (p. 2533)
Soutient l'amendement n° 76 de la commission (audition annuelle devant les commissions chargées des affaires culturelles des chambres parlementaires du président de France Télévision) (p. 2533) : adopté (p. 2533)
Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Laurent Dominati (modalités de fixation de la redevance) (p. 2534)
Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (rapport du Gouvernement sur la situation et la gestion des organismes du secteur public) (p. 2537)
Soutient le sous-amendement n° 78 de la commission (suppression de la présentation de la prévision de recettes et de dépenses dans ce rapport) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (p. 2537) : adopté (p. 2537)
Soutient l'amendement n° 79 de la commission (affectation des ressources) (p. 2538) : adopté après modification et rectification (p. 2538)
Intervient sur le sous-amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (affectation des ressources destinées aux filiales) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 2538)
Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Laurent Dominati (suppression de la disposition visant à l'obligation pour l'Etat de rembourser les exonérations de redevance) (p. 2539)
Intervient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (ajustement des exonérations) (p. 2540)
Soutient l'amendement n° 80 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2540) : adopté (p. 2540)
Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Christian Kert (utilisation des recettes supplémentaires en faveur de la création) (p. 2540)
Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Laurent Dominati (durée des messages publicitaires) (p. 2541)
Intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2541)
Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Laurent Dominati (suppression de l'établissement d'un rapport sur la limitation du marché publicitaire) (p. 2541)
Article 16 bis (article 28-3 de la loi du 30 septembre 1986 : autorisation temporaire d'un service de radiodiffusion sonore ou de télévision par voie hertzienne terrestre)
Intervient sur l'amendement n° 398 du Gouvernement (de rectification) (p. 2541)
Article 17 (article 28-3 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs du dossier de candidature et critères retenus par le CSA pour l'usage de fréquences en vue de l'exploitation de service de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)
Intervient sur le sous-amendement n° 250 de M. Christian Kert (besoins en ressource radioélectrique et développement des télévisions locales) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (attribution de fréquences en mode analogique pour les télévisions associatives) (p. 2543)
Intervient sur le sous-amendement n° 473 de M. Michel Françaix (besoins en ressource radioélectrique et développement des télévisions locales) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 2543)
Intervient sur le sous-amendement n° 445 de Mme Frédérique Bredin (caractère commercial des sociétés candidates à l'attribution des fréquences) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 2543)
Intervient sur le sous-amendement n° 446 de Mme Frédérique Bredin (déclaration de candidature) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 2543)
Après l'article 17
Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Noël Mamère (établissement d'un rapport sur les supports, le financement et le statut du secteur audiovisuel) (p. 2544)
Article 18 (article 33-1 - anciennement 34-1 - de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par satellite et par câble)
Intervient sur l'amendement n° 500 du Gouvernement (extension aux chaînes du câble et du satellite du principe de la contribution volontaire) (p. 2546)
Article 18 bis (article 33-2 A nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : reprise d'un service autorisé dans un bouquet de services de communication audiovisuelle)
Soutient l'amendement n° 103 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2546) : adopté (p. 2546)
Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)
Soutient l'amendement n° 104 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2547) : adopté (p. 2547)
Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Christian Kert (interactivité juridique entre le CSA et le Conseil de la concurrence) (p. 2547)
Soutient l'amendement n° 105 de la commission (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif) (p. 2548) : rejeté (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Christian Kert (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif) (p. 2548)

Article 20 A (article 26 de la loi du 30 septembre 1986 : attribution à France-Télévision des fréquences nécessaires à la constitution d'une offre de services diffusée par voie hertzienne terrestre numérique)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 2549)

Intervient sur le sous-amendement n° 187 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la référence aux contraintes techniques) à l'amendement n° 17 rectifié (distribution des services sur une même fréquence numérique terrestre) (p. 2550)

Intervient sur le sous-amendement n° 188 de M. Christian Cuvilliez (notion de "sociétés titulaires du droit d'usage des ressources radioélectriques") à l'amendement n° 17 rectifié (p. 2550)

Soutient le sous-amendement n° 485 de la commission (critères de priorités) à l'amendement n° 17 rectifié (p. 2550) : adopté (p. 2550)

Intervient sur le sous-amendement n° 189 de M. Christian Cuvilliez (de précision) à l'amendement n° 17 rectifié (p. 2550)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 400 du Gouvernement (contribution à la production cinématographique pour les chaînes hertziennes payantes) (p. 2550)

Intervient sur l'amendement n° 399 du Gouvernement (contribution à la distribution cinématographique) (p. 2551)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Christian Cuvilliez (œuvres musicales reconnues comme œuvres audiovisuelles) (p. 2551)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Denis Jacquat (œuvres musicales reconnues comme œuvres audiovisuelles) (p. 2551)

Intervient sur l'amendement n° 401 du Gouvernement (durée de l'exclusivité en rapport avec la contribution au développement de la production) (p. 2552)

Intervient sur l'amendement n° 339 de M. Laurent Dominati (rôle conventionnel du CSA) (p. 2552)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Christian Kert (obligations particulières) (p. 2552)

Article 20 bis A (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article permettant une montée en régime progressif des obligations de contenu pour les chaînes diffusées par voie hertzienne terrestre en mode numérique) (p. 2553)

Article 20 bis (article 71 de la loi du 30 septembre 1986 : critères de détermination des œuvres cinématographiques et audiovisuelles "indépendantes")

Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Laurent Dominati (insertion du rôle du CSA) (p. 2553)

Intervient sur l'amendement n° 402 du Gouvernement (renvoi au domaine réglementaire de la durée maximale des droits télévisuels) (p. 2554)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (rallongement d'un an de la durée maximale des droits télévisuels) (p. 2554) : retiré (p. 2554)

Intervient sur l'amendement n° 403 du Gouvernement (interdiction de détention de parts de producteur pour l'éditeur de service) (p. 2554)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services audiovisuels diffusés par voie hertzienne - quotas d'œuvres musicales d'expression française)

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (de coordination) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 20 du Gouvernement (régime des conventions entre le CSA et les services de diffusion hertzienne) (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Jean-Claude Lefort (quotas d'œuvres d'expression française : pourcentage) (p. 2556)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Denis Jacquat (quotas d'œuvres d'expression française : pourcentage) (p. 2556)

Soutient l'amendement n° 447 de la commission (publication des conventions au JO) (p. 2557) : rejeté (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 21 du Gouvernement (de coordination) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 229 rectifié de M. Noël Mamère (notion de programmes "culturels et environnementaux") (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Noël Mamère (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 22 du Gouvernement (engagement de couverture progressive du territoire) (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 23 du Gouvernement (critères de révision des conventions) (p. 2558)

Intervient sur le sous-amendement n° 435 de M. Jean Le Garrec (droit de suivi pour le CSA) à l'amendement n° 23 du Gouvernement (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 341 de M. Laurent Dominati (télévisions régionales et locales : ouverture à la publicité) (p. 2559)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion sonore et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Intervient sur l'amendement n° 24 du Gouvernement (critères de dépôt de candidatures et d'attribution) (p. 2561)

Intervient sur le sous-amendement n° 448 de Mme Frédérique Bredin (reconduction) à l'amendement n° 24 du Gouvernement (p. 2561)

Intervient sur le sous-amendement n° 255 de M. Christian Kert (de précision) à l'amendement n° 24 du Gouvernement (p. 2561)

Intervient sur le sous-amendement n° 449 de Mme Frédérique Bredin (de précision) à l'amendement n° 24 du Gouvernement (p. 2561)

Intervient sur l'amendement n° 25 du Gouvernement (durée décennale des autorisations initiales ; dispositif de reconduction) (p. 2562)

Intervient sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (de coordination) (p. 2562)

Intervient sur l'amendement n° 28 du Gouvernement (de coordination) (p. 2562)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 424 du Gouvernement (de coordination) (p. 2562)
Intervient sur l'amendement n° 345 de M. Laurent Dominati (nomination de sept personnalités qualifiées) (p. 2562)
Intervient sur l'amendement n° 344 de M. Laurent Dominati (pouvoir de contrôle du CSA) (p. 2563)
Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Laurent Dominati (appel à candidature) (p. 2563)
Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Noël Mamère (attribution de fréquences aux télévisions associatives) (p. 2564)
Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Michel Françaix (attribution de fréquences aux télévisions associatives) (p. 2564)
Article 22 bis (article 30-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : régime d'accès des opérateurs privés aux fréquences numériques hertziennes terrestres)
Soutient le sous-amendement n° 487 de la commission (garantie de portabilité suffisante) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (attribution des droits d'usage de la ressource radioélectrique aux services de télévision privés) (p. 2567) : adopté (p. 2571)
Soutient le sous-amendement n° 232 de M. Noël Mamère (extension aux radios numériques) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569) : rejeté (p. 2571)
Intervient sur le sous-amendement n° 175 de M. Patrick Bloche (consultation des parties concernées) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)
Intervient sur le sous-amendement n° 450 de Mme Frédérique Bredin (prévision d'un emplacement hertzien pour les télévisions associatives) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)
Intervient sur le sous-amendement n° 474 corrigé de M. Noël Mamère (prévision d'un emplacement hertzien pour les télévisions associatives) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)
Intervient sur le sous-amendement n° 451 de Mme Frédérique Bredin (rejet des attributaires d'un marché public) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)
Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Noël Mamère (extension aux radios) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)
Intervient sur le sous-amendement n° 452 de Mme Frédérique Bredin (auditions des demandeurs) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)
Intervient sur le sous-amendement n° 470 de M. Marcel Rogemont (sort des services locaux fonctionnant sur le câble) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)
Intervient sur le sous-amendement n° 231 de M. Noël Mamère (extension aux radios numériques) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)
Soutient le sous-amendement n° 486 de la commission (prise en compte dans les décisions d'un objectif de pluralisme et de diversité) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569) : adopté (p. 2571)
Intervient sur le sous-amendement n° 453 de Mme Frédérique Bredin (caractère public des décisions) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)
Intervient sur le sous-amendement n° 234 de M. Noël Mamère (validité des anciennes autorisations) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)
Après l'article 22 bis
Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Laurent Dominati (établissement d'une liste des fréquences hertziennes disponibles) (p. 2572)
Après l'article 22 ter
Intervient sur l'amendement n° 31 rectifié du Gouvernement (régime des distributeurs de services par voie hertzienne terrestre) (p. 2572)
Intervient sur l'amendement n° 32 du Gouvernement (compatibilité des systèmes de contrôles d'accès) (p. 2573)
Soutient le sous-amendement n° 492 de la commission (de précision) à l'amendement n° 32 du Gouvernement (p. 2573) : adopté (p. 2574)
Soutient le sous-amendement n° 493 de la commission (de précision) à l'amendement n° 32 du Gouvernement (p. 2573) : retiré (p. 2574)
Intervient sur le sous-amendement n° 465 de Mme Frédérique Bredin (publication des accords au Journal Officiel) à l'amendement n° 32 du Gouvernement (p. 2573)
Intervient sur l'amendement n° 33 du Gouvernement (délivrance de nouvelles autorisations dès que la technique le permettra) (p. 2574)
Intervient sur l'amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (procédure de règlement des litiges confiée au CSA) (p. 2575)
Intervient sur le sous-amendement n° 454 corrigé de Mme Frédérique Bredin (possibilité de saisine par toute personne intéressée) à l'amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (p. 2575)
Intervient sur le sous-amendement n° 457 de Mme Frédérique Bredin (délai de décision) à l'amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (p. 2575)
Intervient sur le sous-amendement n° 456 de Mme Frédérique Bredin (délai de décision) à l'amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (p. 2575)
Intervient sur le sous-amendement n° 455 corrigé de Mme Frédérique Bredin (audition des tiers par le CSA) à l'amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (p. 2575)
Intervient sur le sous-amendement n° 458 de Mme Frédérique Bredin (publicité des décisions) à l'amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (p. 2575)
Intervient sur l'amendement n° 423 du Gouvernement (assimilation du régime des services diffusés en MMDS à celui des services du câble et du satellite et non plus à celui des services hertziens terrestres) (p. 2575)
Intervient sur l'amendement n° 421 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2575)
Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Michel Françaix (date de publication de la liste des fréquences) (p. 2576)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Christian Kert (date de publication de la liste des fréquences) (p. 2576)

Article 23 (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (de coordination) (p. 2576)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (de précision) (p. 2577) : adopté (p. 2577)

Intervient sur l'amendement n° 404 du Gouvernement (émissions de variétés promouvant musiques et chansons francophones) (p. 2577)

Intervient sur l'amendement n° 406 du Gouvernement (exclusivité) (p. 2577)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (rédactionnel) (p. 2577) : retiré (p. 2578)

Intervient sur l'amendement n° 407 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2578)

Intervient sur l'amendement n° 408 du Gouvernement (de précision) (p. 2578)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Noël Mamère (régime de diffusion des œuvres musicales) (p. 2578)

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Laurent Dominati (déontologie de la diffusion) (p. 2578)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Bruno Bourg-Broc (conditions de diffusion des œuvres musicales européennes) (p. 2579)

Article 24 bis supprimé par le Sénat (article 33-2 de la loi du 30 septembre 1986 : attribution de fréquences satellitaires de radiodiffusion directe par le CSA)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 2585) : adopté (p. 2585)

Article 25 (article 2-2 de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)

Intervient sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (de coordination) (p. 2585)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par câble)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (installation de réseaux de diffusion micro-ondes en Polynésie française) (p. 2586) : adopté (p. 2586)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Émile Vernaudon (installation de réseaux de diffusion micro-ondes en Polynésie française) (p. 2586)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2586) : adopté (p. 2587)

Intervient sur l'amendement n° 409 rectifié du Gouvernement (renvoi au décret relatif à l'exploitation des réseaux câblés de la définition des critères d'obligation de distribution) (p. 2587)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (indépendance des services distribués sur le câble) (p. 2587) : adopté (p. 2587)

Intervient sur le sous-amendement n° 258 de M. Christian Kert (pourcentage minimal de programmes francophones) à l'amendement n° 114 de la commission (p. 2587)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) (p. 2587) : adopté après modification (p. 2588)

Intervient sur le sous-amendement n° 236 de M. Noël Mamère (création de canaux de libre accès sur le câble) à l'amendement n° 115 de la commission (p. 2588)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (de conséquence) (p. 2588) : adopté (p. 2588)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (suppression de l'institution d'une contribution du câblo-opérateur au développement des services) (p. 2588) : adopté (p. 2588)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2589) : adopté (p. 2589)

Intervient sur le sous-amendement n° 410 du Gouvernement (suppression des critères relatifs à la durée des relations contractuelles et à la qualité des services) à l'amendement n° 118 de la commission (p. 2589)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (information de la collectivité locale concernée des modifications du réseau câblé) (p. 2589) : adopté (p. 2589)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2589) : adopté (p. 2589)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (de cohérence) (p. 2589) : adopté (p. 2589)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Jean-Marie Le Guen (institution d'une taxe sur les services du numérique hertzien) (p. 2590)

Article 26 bis A (article 80 de la loi du 30 septembre 1986 : Fonds d'aide aux services locaux de communication audiovisuelle à faibles ressources publicitaires)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (statuts bénéficiaires des radios et des télévisions locales) (p. 2591) : adopté (p. 2591)

Article 26 bis B (article 34-3-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : contrat d'objectifs et de moyens entre une collectivité territoriale et une personne morale exploitant un service local de télévision distribué par câble)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (de suppression) (p. 2592) : adopté (p. 2592)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (suppression de la contribution des satellito-opérateurs au développement des services) (p. 2592) : adopté (p. 2592)

Intervient sur l'amendement n° 37 du Gouvernement (de coordination) (p. 2593)

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 2593) : adopté (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Patrice Martin-Lalande (pourcentage de services en langue française) (p. 2593)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (parallélisme entre les dispositions adoptées pour le câble et les dispositions adoptées pour le satellite) (p. 2593) : adopté (p. 2593)
Soutient l'amendement n° 127 de la commission (de coordination) (p. 2593) : adopté (p. 2593)
Soutient l'amendement n° 128 de la commission (conformité des services à l'intérêt du public) (p. 2594) : rejeté (p. 2594)
Soutient l'amendement n° 129 de la commission (retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 2594) : adopté (p. 2594)
Soutient l'amendement n° 130 de la commission (retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 2594) : adopté (p. 2594)
Soutient l'amendement n° 131 de la commission (de coordination) (p. 2594) : adopté (p. 2595)
Après l'article 27
Intervient sur l'amendement n° 411 rectifié du Gouvernement (garantie de reprise des programmes des chaînes publiques par les distributeurs de services par satellites) (p. 2596)
Soutient le sous-amendement n° 502 de la commission (extension à Arte) à l'amendement n° 411 rectifié du Gouvernement (p. 2597) : adopté (p. 2597)
Article 4 bis précédemment réservé (article 48-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : diffusion des programmes des sociétés nationales de programme et de La Cinquième sur l'ensemble des supports disponibles)
Intervient sur le sous-amendement n° 205 de M. Pierre-Christophe Baguet (date d'entrée en vigueur) à l'amendement n° 69 rectifié de la commission (interdiction pour les sociétés de service public de bénéficier de l'exclusivité commerciale) (p. 2596)
Intervient sur l'amendement n° 390 deuxième rectification du Gouvernement (harmonisation du dispositif adopté en première lecture avec l'introduction de la télévision numérique de terre) (p. 2597)
Après l'article 27 (suite)
Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Laurent Dominati (information de la collectivité locale concernée) (p. 2597)
Intervient sur l'amendement n° 412 du Gouvernement (de coordination) (p. 2598)
Soutient le sous-amendement n° 496 de la commission (de coordination) à l'amendement n° 38 corrigé du Gouvernement (de coordination) (p. 2598) : adopté (p. 2598)
Intervient sur l'amendement n° 39 corrigé du Gouvernement (de coordination) (p. 2598)
Intervient sur l'amendement n° 40 corrigé du Gouvernement (adaptation des règles de non-cumul d'autorisation télévisuelles aux services de télévision numérique par voie hertzienne terrestre pour les services nationaux) (p. 2598)
Intervient sur le sous-amendement n° 192 corrigé de M. Julien Dray (aide aux nouveaux entrants nationaux) à l'amendement n° 40 corrigé du Gouvernement (p. 2599)
Intervient sur le sous-amendement n° 237 de M. Noël Mamère (aide aux nouveaux entrants nationaux) à l'amendement n° 40 corrigé du Gouvernement (p. 2599)
Intervient sur l'amendement n° 41 corrigé du Gouvernement (limitation à six du nombre d'autorisations pour l'exploitation d'un service numérique diffusé par voie hertzienne terrestre) (p. 2599)
Intervient sur le sous-amendement n° 495 rectifié de la commission (limitation du nombre d'autorisations à quatre) à l'amendement n° 41 corrigé du Gouvernement (p. 2600)
Intervient sur le sous-amendement n° 503 de M. Michel Françaix (limitation du nombre d'autorisations à cinq) à l'amendement n° 41 corrigé du Gouvernement (p. 2601)
Article 27 bis (article 34-4 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : exploitation des services locaux de télévision distribués par câble)
Soutient l'amendement n° 132 de la commission (de suppression) (p. 2602) : adopté (p. 2602)
Article 27 ter (articles 41-1 A et 41-3 A nouveaux et article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 : régime anti-concentration applicable aux offres de services de télévision diffusées par voie hertzienne terrestre numérique)
Intervient sur l'amendement n° 42 du Gouvernement (de coordination) (p. 2602)
Après l'article 27 ter
Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Christian Kert (statut des télévisions locales) (p. 2603)
Intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement (mesures de prévention des concentrations abusives) (p. 2603)
Intervient sur l'amendement n° 44 du Gouvernement (mesures de prévention des concentrations abusives) (p. 2603)
Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (reprise outre-mer des chaînes nationales métropolitaines numériques) (p. 2604)
Intervient sur le sous-amendement n° 478 de M. Christian Kert (critères uniquement géographiques des interdictions de cumul) à l'amendement n° 45 du Gouvernement (p. 2604)
Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Noël Mamère (incessibilité des autorisations accordées aux associations) (p. 2604)
Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2, 42-4 et 42-7 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)
Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Noël Mamère (possibilité de saisine du CSA par les associations de consommateurs) (p. 2605)
Soutient l'amendement n° 133 de la commission (pouvoir réel du CSA) (p. 2605) : adopté (p. 2605)
Soutient l'amendement n° 134 de la commission (rédactionnel) (p. 2606) : adopté (p. 2606)
Soutient l'amendement n° 135 de la commission (rédactionnel) (p. 2606) : adopté (p. 2606)
Soutient l'amendement n° 136 de la commission (de coordination) (p. 2606) : adopté (p. 2606)
Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Laurent Dominati (délai de publication du rapport) (p. 2606)
Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Jean-Marie Le Guen (modalités de clôture d'un contrat) (p. 2606)
Article 28 bis (articles 48-2, 48-3 et 48-6 de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions applicables aux diffuseurs de l'audiovisuel public)

Intervient sur l'amendement n° 414 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 2607)

Soutient l'amendement n° 498 de la commission (de coordination) (p. 2607) : adopté (p. 2607)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission (rédactionnel) (p. 2607) : adopté (p. 2607)

Après l'article 28 bis

Intervient sur l'amendement n° 46 du Gouvernement (procédure de recours des opérateurs) (p. 2607)

Intervient sur l'amendement n° 47 du Gouvernement (procédure en cas de conflit d'ordre privé) (p. 2608)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 2608)

Article 29 (articles 78 et 78-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales pour défaut de déclaration d'une offre de services distribués par satellite et pour défaut de conventionnement d'un service de radiodiffusion ou de télévision distribué par câble ou par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 49 deuxième rectification du Gouvernement (harmonisation du dispositif de sanction pénale de l'ensemble des opérateurs) (p. 2609)

Article 29 ter supprimé par le Sénat (article 79 de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales en cas de fausse déclaration)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission (rétablissement de l'article prévoyant le montant des amendes) (p. 2609) : adopté (p. 2609)

Article 29 quater (article 79 de la loi du 30 septembre 1986 : sanction pénale pour non respect des quotas de chansons francophones)

Soutient l'amendement n° 140 de la commission (de suppression) (p. 2609) : adopté (p. 2609)

Article 30 A (obligation d'emploi d'un réalisateur pour la réalisation de tout produit audiovisuel)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission (de suppression) (p. 2609) : adopté (p. 2610)

Article 22 ter précédemment réservé (rapport au Parlement sur le passage à la diffusion numérique hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Christian Kert (établissement d'un bilan de deux ans d'application de la loi) (p. 2610)

Intervient sur le sous-amendement n° 480 de M. Christian Kert (arrêt effectif du mode analogique) à l'amendement n° 30 rectifié du Gouvernement (contenu du bilan) (p. 2611)

Intervient sur le sous-amendement n° 481 de M. Christian Kert (date d'arrêt effectif du mode analogique) à l'amendement n° 30 rectifié du Gouvernement (p. 2611)

Après l'article 30 A

Intervient sur l'amendement n° 50 rectifié du Gouvernement (passage du mode analogique au mode numérique) (p. 2611)

Article 30 B (rapport au Parlement sur la situation des réalisateurs)

Soutient l'amendement n° 142 de la commission (délai de dépôt du rapport fixé à un an) (p. 2612) : adopté (p. 2612)

Après l'article 30 B

Intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (de coordination) (p. 2612)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Denis Jacquat (institution d'une commission consultative élue par les réalisateurs) (p. 2612)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Denis Jacquat (statut et conditions de travail des réalisateurs) (p. 2613)

Intervient sur l'amendement n° 363 de M. Denis Jacquat (statut et conditions de travail des réalisateurs) (p. 2613)

Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Denis Jacquat (statut et conditions de travail des réalisateurs) (p. 2613)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Denis Jacquat (statut et conditions de travail des réalisateurs) (p. 2613)

Article 30 (articles 10, 12, 24, 33-1, 33-3, 43, 45-3, 70 et 78-1 de la loi du 30 septembre 1986 et articles 4 et 5 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 316 de M. Christian Kert (décrochage local et appel à candidature) (p. 2613)

Soutient l'amendement n° 143 de la commission (de coordination) (p. 2614) : adopté (p. 2614)

Intervient sur l'amendement n° 417 du Gouvernement (de coordination) (p. 2614)

Soutient l'amendement n° 145 de la commission (de coordination) (p. 2614) : adopté (p. 2614)

Intervient sur l'amendement n° 418 du Gouvernement (de coordination) (p. 2614)

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Christian Kert (publication des sondages) (p. 2614)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 419 du Gouvernement (de coordination) (p. 2615)

Intervient sur l'amendement n° 420 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 2615)

Intervient sur l'amendement n° 422 du Gouvernement (de précision) (p. 2615)

Article 31 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 146 de la commission (de coordination) (p. 2615) : adopté (p. 2615)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Michel Françaix (délai de délivrance des autorisations pour les services de télévision numérique) (p. 2615)

Article 33 (rapport au Parlement sur la mise en œuvre d'une politique audiovisuelle européenne)

Soutient l'amendement n° 494 de la commission (taxe sur les recettes publicitaires) (p. 2616) : retiré (p. 2617)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. André Santini (suppression de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication) (p. 2617)

Seconde délibération

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion sonore et de télévision

diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (procédure de renouvellement des autorisations) (p. 2618)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5456)

Son intervention (p. 5457)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 5448)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 5448)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 5448)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 5448)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 5458)

Télécommunications : Internet (p. 5448)

Discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5476)

Article 1er A (articles 43-6-1, 43-6-2, 43-6-3, 43-6-4, 79-8 de la loi du 30 septembre 1986 : responsabilité et obligations des prestataires techniques des services de communication en ligne - Obligation d'identification des fournisseurs de services en ligne)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (services de communication en ligne) (p. 5478)

Intervient sur le sous-amendement n° 177 de M. Jean-Claude Lefort (connaissance du caractère suspect des informations) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 5479)

Intervient sur le sous-amendement n° 178 de M. Jean-Claude Lefort (pénalités en cas de fausses informations) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 5479)

Article 1er C (articles L. 32, L. 34-11, L. 36-6 et L. 36-8 du code des postes et télécommunications : ouverture de la boucle locale)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 5482) : adopté au scrutin public (p. 5483)

Après l'article 1er C

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Noël Mamère (publication au JO des comptes rendus des séances plénières du CSA) (p. 5484)

Article 1er (article 43-7 de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5484) : adopté (p. 5485)

Intervient sur le sous-amendement n° 171 de M. Noël Mamère (développement durable des chaînes de l'audiovisuel public) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 5485)

Intervient sur le sous-amendement n° 167 de Mme Christine Boutin (respect de la dignité humaine) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 5485)

Intervient sur le sous-amendement n° 168 de Mme Christine Boutin (émissions moralement nuisibles) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 5485)

Intervient sur le sous-amendement n° 172 de M. Noël Mamère (caractère industriel de l'audiovisuel) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 5485)

Article 2 (article 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5486) : adopté (p. 5486)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5486) : adopté (p. 5486)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Noël Mamère (rôle social et environnemental) (p. 5486)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Noël Mamère (intégration de RFO dans la société holding France-Télévision) (p. 5486)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5487) : rejeté (p. 5487)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5487) : adopté (p. 5487)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (de coordination) (p. 5487) : adopté (p. 5487)

Article 2 bis (article 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 : filiales de diversification du groupe France-Télévision)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5487) : adopté (p. 5487)

Article 3 bis (article 46 de la loi du 30 septembre 1986 : comité consultatif d'orientation des programmes)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 5488)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5488) : adopté (p. 5489)

Intervient sur le sous-amendement n° 173 de M. Noël Mamère (membres tirés au sort) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 5488)

Intervient sur le sous-amendement n° 174 de M. Noël Mamère (membres représentant les associations de téléspectateurs) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 5488)

Article 4 (articles 47 et 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (composition du conseil d'administration) (p. 5489) : adopté (p. 5489)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5490) : adopté (p. 5490)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) (p. 5490) : adopté (p. 5490)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5490) : adopté (p. 5490)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Noël Mamère (publicité des travaux du CSA) (p. 5490)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (publicité des travaux du CSA) (p. 5490) : adopté (p. 5490)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5490) : adopté (p. 5491)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5491) : adopté (p. 5491)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Laurent Dominati (limitation des possibilités d'acquisition sur le marché américain) (p. 5491)

Article 4 bis (article 48-1 de la loi du 30 septembre 1986 : diffusion des programmes des sociétés nationales de programme sur l'ensemble des supports disponibles)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5492) : adopté (p. 5492)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5493) : adopté (p. 5493)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5493) : adopté (p. 5493)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de précision) (p. 5493) : adopté (p. 5493)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rapports de l'INA avec les ayants droits) (p. 5493) : adopté (p. 5493)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Claude Lefort (rapports de l'INA avec les ayants droits) (p. 5493)

Article 5 bis AA (article L. 212-7 du code de la propriété intellectuelle : droits des artistes-interprètes décédés sur les exploitations audiovisuelles non prévues dans leurs contrats)

Intervient sur l'amendement n° 142 du Gouvernement (de suppression) (p. 5494)

Article 5 bis AB (article L. 318-8-1 nouveau du code de la propriété intellectuelle : exonération des fêtes communales annuelles du paiement des droits d'auteur)

Intervient sur l'amendement n° 143 du Gouvernement (de suppression) (p. 5494)

Article 5 bis A (articles L. 321-5 et L. 321-13 du code de la propriété intellectuelle : contrôle des comptes et de la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (respect du droit à communication) (p. 5496) : adopté (p. 5496)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Jean-Claude Lefort (limitation du droit à communication) (p. 5496)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Patrice Martin-Lalande (limitation du droit à communication) (p. 5496)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5499) : adopté (p. 5499)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 5499) : adopté (p. 5499)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de conséquence) (p. 5499) : adopté (p. 5499)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 5500) : adopté (p. 5500)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5500) : adopté (p. 5500)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Laurent Dominati (suppression de la redevance audiovisuelle) (p. 5500)

Intervient sur l'amendement n° 144 du Gouvernement (suppression de l'approbation du Parlement) (p. 5500)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5500) : adopté (p. 5500)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Laurent Dominati (suppression du paiement fractionné de la redevance) (p. 5500)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (de conséquence) (p. 5501) : adopté (p. 5501)

Intervient sur l'amendement n° 145 du Gouvernement (pouvoir de modification de la répartition) (p. 5501)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Laurent Dominati (exonérations de redevance) (p. 5501)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5501) : adopté (p. 5501)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Laurent Dominati (limitation des programmes publicitaires) (p. 5501)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Laurent Dominati (suppression du rapport sur l'évolution du marché publicitaire) (p. 5502)

Article 6 bis (rapport sur le financement des sociétés de l'audiovisuel public)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de suppression) (p. 5502) : adopté (p. 5502)

Article 9 (article 20-1 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5502) : adopté (p. 5504)

Intervient sur le sous-amendement n° 124 de M. Laurent Dominati (répartition des temps de parole des partis politiques) à l'amendement n° 35 de la commission (p. 5504)

Article 10 (article 20-1-0 de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5504) : adopté (p. 5504)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5505) : adopté (p. 5505)

Avant l'article 15 A

Intervient sur l'amendement n° 146 du Gouvernement (de coordination) (p. 5505)

Article 15 A (article 21 de la loi du 30 septembre 1986 : répartition des fréquences hertziennes utilisées pour la diffusion numérique)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5506) : adopté (p. 5506)

Article 15 C (article 18 de la loi du 30 septembre 1986 : rapport annuel sur l'application du droit de réponse dans le secteur de l'audiovisuel)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de suppression) (p. 5506) : adopté (p. 5506)

Article 15 G (article 5 de la loi du 30 septembre 1986 : respect des règles de déontologie par les membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel après la cessation de leurs fonctions)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de suppression) (p. 5506) : adopté (p. 5506)

Article 15 (article 19 de la loi du 30 septembre 1986 : demande d'informations notamment financières formulées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel à l'égard des opérateurs et de leurs actionnaires)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5506) : adopté (p. 5507)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : autorisation des services de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) (p. 5507) : adopté (p. 5507)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5507) : adopté (p. 5507)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5508) : adopté (p. 5507)

Intervient sur le sous-amendement n° 136 de M. Pierre-Christophe Baguet (couverture de l'ensemble du territoire national) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 5508)

Intervient sur l'amendement n° 147 rectifié du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5508)

Article 16 bis (article 28-3 de la loi du 30 septembre 1986 : autorisation temporaire d'un service de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusé par voie hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5508) : adopté (p. 5508)

Article 17 (article 30 de la loi du 30 septembre 1986 : autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5508) : adopté (p. 5509)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Michel Françaix (chaînes locales) (p. 5509)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Pierre-Christophe Baguet (chaînes locales) (p. 5509)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Pierre-Christophe Baguet (de conséquence) (p. 5509)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) (p. 5509) : adopté (p. 5509)

Article 18 bis A (article 33-3 de la loi du 30 septembre 1986 : reprise d'un service autorisé dans un bouquet de services de communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (de suppression) (p. 5511) : adopté (p. 5511)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5511) : adopté (p. 5511)

Article 20 A (article 26 de la loi du 30 septembre 1986 : attribution aux sociétés de télévision de l'audiovisuel public des fréquences nécessaires à leur diffusion en mode analogique et en mode numérique)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 5512)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5512) : adopté (p. 5512)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5512) : adopté (p. 5512)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 163 de M. Noël Mamère (production indépendante) (p. 5513) : rejeté (p. 5513)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5513) : adopté (p. 5513)

Article 20 bis (article 71 de la loi du 30 septembre 1986 : critères de détermination des œuvres cinématographiques et audiovisuelles "indépendantes")

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5514) : adopté (p. 5514)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services audiovisuels diffusés par voie hertzienne - quota d'œuvres musicales d'expression française)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5514) : adopté (p. 5514)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5514) : adopté (p. 5514)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (quotas de titres français et de jeunes talents) (p. 5515)

Intervient sur le sous-amendement n° 132 de M. Jean-Claude Lefort (promotion des nouveaux talents) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 5515)

Intervient sur le sous-amendement n° 137 de M. Pierre-Christophe Baguet (promotion des nouveaux talents) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 5515)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5515) : adopté (p. 5516)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5516) : adopté (p. 5516)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5516) : adopté (p. 5516)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion sonore et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel aux candidatures)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5517) : adopté (p. 5517)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5517) : adopté (p. 5517)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Noël Mamère (fonds de soutien pour les télévisions locales) (p. 5517)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Noël Mamère (obligation de transport gratuit pour les télévisions associatives) (p. 5518)

Article 22 bis A (article 25 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de diffusion des services de communication audiovisuelle par voie hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5518) : adopté (p. 5518)

Article 22 bis (article 30-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : régime d'autorisation de services privés de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5519) : adopté après modification (p. 5522)

Intervient sur le sous-amendement n° 105 de M. Henri Nayrou (zones d'émission) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5520)

Intervient sur le sous-amendement n° 125 de M. Laurent Dominati (réception portable) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5521)

Intervient sur le sous-amendement n° 134 de M. Patrice Martin-Lalande (réception mobile) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522)

Intervient sur le sous-amendement n° 135 de M. Patrice Martin-Lalande (consultations préalables à l'aménagement du spectre hertzien) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522)

Intervient sur le sous-amendement n° 166 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522)

Intervient sur le sous-amendement n° 127 de M. Marcel Rogemont (de précision) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522)

Intervient sur le sous-amendement n° 150 du Gouvernement (autorisation du "Simulcast") à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522)

Intervient sur le sous-amendement n° 151 du Gouvernement (diffusion d'un second programme "Simulcast") à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522)

Intervient sur le sous-amendement n° 152 rectifié du Gouvernement (statut des filiales des titulaires des autorisations "Simulcast") à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522)

Intervient sur le sous-amendement n° 128 rectifié de M. Marcel Rogemont (reprise des services locaux conventionnés) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522)

Article 22 ter (rapport au Parlement sur le passage à la diffusion numérique hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (raccourcissement à trois ans du délai prévu pour le dépôt du rapport) (p. 5523) : adopté (p. 5523)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5523) : adopté (p. 5523)

Article 22 quater supprimé par le Sénat (article 30-2 de la loi du 30 septembre 1986 : régime applicable aux distributeurs de services diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Soutient l'amendement n° 68 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5524) : adopté (p. 5524)

Article 22 quinquies supprimé par le Sénat (article 20-3 de la loi du 30 septembre 1986 : compatibilité des décodeurs d'accès aux services payant diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5524) : adopté (p. 5524)

Article 22 sexies (article 30-4 de la loi du 30 septembre 1986 : modalités d'autorisation de fréquences supplémentaires pour la diffusion hertzienne terrestre en mode numérique)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5525) : adopté (p. 5525)

Article 22 septies supprimé par le Sénat (article 30-5 de la loi du 30 septembre 1986 : règlement des litiges entre opérateurs du numérique de terre)

Soutient le sous-amendement n° 71 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5525) : adopté (p. 5525)

Article 22 octies (article 3 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et des services de l'information : régime juridique des services de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre sur canal micro-ondes)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5525) : adopté (p. 5525)

Article 22 decies supprimé par le Sénat (planification des fréquences)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Laurent Dominati (délai de publication des listes de fréquences disponibles) (p. 5526)

Intervient sur l'amendement n° 123 rectifié de M. Michel Françaix (délai de publication des listes de fréquences disponibles) (p. 5526)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (délai de publication des listes de fréquences disponibles) (p. 5526) : adopté (p. 5526)

Intervient sur le sous-amendement n° 185 de M. Patrice Martin-Lalande (raccourcissement du délai de publication des listes de fréquences disponibles) à l'amendement n° 73 de la commission (p. 5526)

Article 23 (de coordination)
Soutient l'amendement n° 74 de la commission (de coordination) (p. 5526) : adopté (p. 5527)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)
Soutient l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) (p. 5527) : adopté (p. 5527)
Soutient l'amendement n° 164 de M. Noël Mamère (information du public en cas de simulation de prestations) (p. 5527) : rejeté (p. 5527)

Article 25 (article 2-2 de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)
Soutient l'amendement n° 77 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5528) : adopté (p. 5528)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : conventions relatives à l'exploitation du canal local des réseaux câblés)
Soutient l'amendement n° 78 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5529) : adopté (p. 5530)
Intervient sur le sous-amendement n° 130 de M. Patrick Bloche (promotion de TV 5) à l'amendement n° 78 rectifié de la commission (p. 5529)
Intervient sur le sous-amendement n° 138 de M. Pierre-Christophe Baguet (intérêt public) à l'amendement n° 78 rectifié de la commission (p. 5529)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligation des distributeurs de services diffusés par satellite)
Soutient l'amendement n° 79 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5530) : adopté (p. 5531)
Intervient sur le sous-amendement n° 139 de M. Christian Kert (de cohérence) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 5531)

Article 27 bis A supprimé par le Sénat (article 34-3 de la loi du 30 septembre 1986 : obligation de reprise des programmes des chaînes publiques par les distributeurs de services par satellite)
Soutient l'amendement n° 80 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5531) : adopté (p. 5532)
Intervient sur le sous-amendement n° 131 corrigé de M. Patrick Bloche (place de TV 5 sur les plates-formes satellitaires) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 5531)

Article 27 bis E supprimé par le Sénat (article 39 de la loi du 30 septembre 1986 : règles de détention du capital d'une entreprise audiovisuelle)
Soutient l'amendement n° 81 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5532) : adopté (p. 5532)

Article 27 bis F supprimé par le Sénat (article 41 de la loi du 30 septembre 1986 : régime anti-concentration applicable aux services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)
Soutient l'amendement n° 82 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5532) : adopté après modification (p. 5533)
Intervient sur le sous-amendement n° 153 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 5533)
Intervient sur le sous-amendement n° 154 du Gouvernement (limitation à cinq du nombre de sociétés détenues par une même personne morale) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 5533)

Article 27 ter (articles 41-1 A et 41-3 A et article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 : régime anti-concentration applicable aux services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique)
Soutient l'amendement n° 83 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5534) : adopté (p. 5534)

Article 27 quater supprimé par le Sénat (article 41-1 de la loi du 30 septembre 1986 : garantie du pluralisme parmi les opérateurs nationaux du numérique terrestre)
Soutient l'amendement n° 84 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5534) : adopté (p. 5534)

Article 27 quinquies supprimé par le Sénat (article 41-2-1 de la loi du 30 septembre 1986 : garantie du pluralisme parmi les opérateurs régionaux et locaux du numérique terrestre)
Soutient l'amendement n° 85 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5535) : adopté (p. 5535)

Article 27 sexies (possibilité de cumul d'autorisations de diffusion en mode analogique en métropole et dans les DOM-TOM)
Soutient l'amendement n° 86 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5535) : adopté après modification (p. 5535)
Intervient sur le sous-amendement n° 155 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 86 de la commission (p. 5535)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2, 42-4 et 42-7 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du Conseil supérieur de l'audiovisuel à l'égard des opérateurs privés)
Intervient sur l'amendement n° 170 de Mme Christine Boutin (suspension de la diffusion de programme) (p. 5536)
Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Laurent Dominati (suspension de la diffusion de programme) (p. 5536)
Soutient l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5536) : adopté (p. 5536)
Soutient l'amendement n° 88 de la commission (de précision) (p. 5536) : adopté (p. 5536)
Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Laurent Dominati (sanctions à l'égard des chaînes publiques) (p. 5536)
Soutient l'amendement n° 89 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5537) : adopté (p. 5537)

Article 28 bis (articles 48-2, 48-3 et 48-6 de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions applicables aux diffuseurs de l'audiovisuel public)
Soutient l'amendement n° 90 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5537) : adopté (p. 5537)

Article 28 sexies supprimé par le Sénat (articles 48-13 de la loi du 30 septembre 1986 : recours contre les décisions d'arbitrage rendues par le Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les litiges relatifs au numérique terrestre)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5537) : adopté (p. 5537)

Article 28 septies supprimé par le Sénat (article 42-14 de la loi du 30 septembre 1986 : juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions d'arbitrage du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5538) : adopté (p. 5538)

Article 28 octies supprimé par le Sénat (article 42-15 de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pécuniaires pour non-respect des décisions d'arbitrage du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5538) : adopté (p. 5538)

Article 29 (articles 78 et 78-2 de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales pour diffusion de services par voie hertzienne terrestre en mode numérique sans autorisation et distribution d'une offre de services sans autorisation ou déclaration préalable)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5538) : adopté (p. 5538)

Article 29 ter supprimé par le Sénat (article 79 de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales pour défaut de réponse ou réponse inexacte aux demandes d'information du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5539) : adopté (p. 5539)

Article 29 quater (article 79 de la loi du 30 septembre 1986 : sanction pénale pour non-respect des quotas de chansons francophones)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (de suppression) (p. 5539) : rejeté (p. 5539)

Article 30 BA supprimé par le Sénat (prolongement de l'autorisation d'un service de télévision diffusé par voie hertzienne terrestre en mode analogique et faisant l'objet d'une autorisation de "simulcast" en numérique terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 148 du Gouvernement (de rétablissement et de précision du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5540)

Soutient l'amendement n° 97 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5540) : devenu sans objet (p. 5540)

Article 30 C (diffusion des programmes à horaires décalés)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5540) : adopté (p. 5540)

Article 30 (articles 10, 12, 24, 33-1, 33-3, 43, 45-3, 70 et 78-1 de la loi du 30 septembre 1986, article 5 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information et articles 26 et 27 de la loi n° 89-25 du 17 janvier 1989 modifiant la loi du 30 septembre 1986 : coordination)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (de coordination) (p. 5540) : adopté (p. 5540)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (de coordination) (p. 5540) : adopté (p. 5540)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (de coordination) (p. 5540) : adopté (p. 5540)

Article 30 bis supprimé par le Sénat (article 54 de la loi du 30 septembre 1986 : coordination)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5540) : adopté (p. 5540)

Article 30 ter supprimé par le Sénat (article 57 de la loi du 30 septembre 1986 : coordination)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5541) : adopté (p. 5541)

Article 31 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 104 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5541) : adopté (p. 5541)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Michel Françaix (délai de délivrance des autorisations par le CSA) (p. 5541)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6067)

Son intervention (p. 6069)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 6069)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 6069)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6074)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (avis de la CNIL sur le décret relatif aux données de connexion) (p. 6088) : adopté (p. 6089)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Patrice Martin-Lalande (accès à la boucle locale) (p. 6090)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Christian Kert (accès à la boucle locale) (p. 6090)

Intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (cohérence budgétaire de France-Télévision) (p. 6091)

Intervient sur l'amendement n° 7 corrigé du Gouvernement (nouvelles exonérations de la redevance) (p. 6091)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (promotion de la chanson française et des nouveaux talents) (p. 6092)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Patrice Martin-Lalande (promotion de la chanson française et des nouveaux talents) (p. 6092)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Claude Lefort (promotion de la chanson française et des nouveaux talents) (p. 6092)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Christian Kert (promotion de la chanson française et des nouveaux talents) (p. 6092)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (interopérabilité des moteurs d'interactivité) (p. 6092) : adopté (p. 6092)
Soutient l'amendement n° 5 de la commission (établissement de la liste des fréquences disponibles) (p. 6092) : adopté (p. 6092)
Intervient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (reprise de TV 5 sur les réseaux câblés) (p. 6093)
Intervient sur l'amendement n° 10 de Gouvernement (reprise de TV 5 sur les réseaux satellitaires) (p. 6094)
Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (pouvoir facultatif de communication du CSA) (p. 6094)
Intervient sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (de coordination) (p. 6095)

Jean-François MATTEI
Bouches-du-Rhône (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)
Secrétaire de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 20 octobre 1999] (p. 15678)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 mars 2000] (p. 3638)
Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 mars 2000] (p. 3638)
Rapporteur de la proposition de loi relative à l'adoption internationale (n° 2217) [8 mars 2000]
Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)
Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 avril 2000] (p. 5163)
Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 2000] (p. 5163)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2217 relative à l'adoption internationale [1er mars 2000]
Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 2217) de M. Jean-François Mattei et plusieurs de ses collègues, relative à l'adoption internationale [22 mars 2000] (n° 2265)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Bioéthique. Réglementation. Réforme [1er décembre 1999] (p. 10353)
Recherche. Agriculture. Organismes génétiquement modifiés, sécurité sanitaire [9 février 2000] (p. 863)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 942, posée le 11 octobre 1999. Transports par eau. Société nationale Corse-Méditerranée (J.O. Questions p. 5803). Appelée le 12 octobre 1999. Perspectives (p. 7128)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 1570 tendant à créer une commission d'enquête sur la mise en culture d'organismes génétiquement modifiés, les infractions constatées en la matière et les dangers qu'elles font courir à la santé des populations

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 1999] (p. 7015)

Son intervention (p. 7017)

Thèmes :

Agriculture : céréales : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 7017)
Agroalimentaire : aliments pour animaux : sécurité sanitaire (p. 7018)
Environnement : protection (p. 7017)
Santé : santé publique : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 7017)

Discussion de l'article unique [7 octobre 1999] (p. 7024)

Son amendement n° 1 corrigé (référence à la santé publique) (p. 7026) : adopté (p. 7027)

Titre

Son amendement n° 2 corrigé (nouveau titre : "Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France") (p. 7027) : adopté (p. 7028)

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)

Son amendement n° 915 corrigé (détermination de la modulation par la négociation) : rejeté (p. 7295)

Article 4 (article L. 212-9 du code du travail et article 4 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : réduction de la durée du travail organisée sous forme de jours ou demi-journées de repos à prendre sur le mois ou sur l'année)

Son amendement n° 916 soutenu par M. François Goulard (maintien des dispositions des accords déjà conclus) : rejeté (p. 7318)

Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Article L. 212-15-2 du code du travail

Son amendement n° 917 soutenu par M. François Goulard (de précision) (p. 7366) : rejeté (p. 7367)

Article L. 212-15-3 du code du travail

Son amendement n° 918 soutenu par M. François Goulard (fixation de la durée du travail par des statuts conventionnels) : rejeté (p. 7372)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 4

Son amendement n° 167 soutenu par M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7819) : rejeté (p. 7820)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11089, 11145)

Après l'article 4

Son amendement n° 255 soutenu par M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA à la margarine) : rejeté (p. 11103)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 8241) : rejetée (p. 8257)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance volontaire : concurrence (p. 8248)
Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 8242)
Etablissements de santé : agences régionales de l'hospitalisation (p. 8244)
Etablissements de santé : établissements privés (p. 8244)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8243)
Impôt sur les sociétés : contribution de 10 % (p. 8245)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8245)
Professions de santé : médecins : formation professionnelle (p. 8248)
Santé : médecine préventive (p. 8243)
Santé : politique de la santé : évaluation (p. 8248)
Santé : santé publique : pollution (p. 8243)
Santé : veille sanitaire (p. 8248)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 8246)
Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 8243)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 8242)
Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 8245)
Sécurité sociale : maîtrise des dépenses (p. 8244)
Sécurité sociale : paritarisme (p. 8242)
Sécurité sociale : plan de financement : prélèvements obligatoires (p. 8244)
Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 8246)

Proposition de loi n° 2217 relative à l'adoption internationale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2625)

Son intervention (p. 2625)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 2627)
Famille : abandon de famille : enfants (p. 2626)
Famille : adoption : associations (p. 2626)
Famille : adoption : pays étrangers (p. 2626)
Famille : adoption : trafic (p. 2626)
Famille : adoption : traités et conventions (p. 2625, 2626)
Famille : adoption : tribunaux (p. 2626)
Lois : application : adoption (p. 2626, 2627)
Partis et mouvements politiques : majorité : adoption (p. 2625)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2639)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Yves Nicolin (article 345 du code civil - suppression du délai de six mois suivant l'accueil de l'enfant pour la présentation de la demande d'adoption) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Gérard Gouzes (ajout d'un Chapitre III au Titre VIII du Livre Ier du code civil : "Du conflit des lois relatives à la filiation adoptive") (p. 2640)

Article 1er (article 353-2 nouveau du code civil - adoption plénière d'un enfant étranger)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jacques Floch (article 370-3 substitué à l'article 353-2) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jacques Floch (de conséquence) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 17 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (insertion de l'article 4 de la convention de La Haye relative à l'adoption internationale) (p. 2642)

Son amendement n° 8 corrigé (référence à la loi personnelle de l'enfant substituée à celle de son pays de naissance) : adopté (p. 2642)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article rendant applicable le loi française si la législation du pays d'origine n'y fait pas obstacle) (p. 2642)

Article 2 (article 361 du code civil - adoption simple d'un enfant étranger)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Floch (de coordination) (p. 2644)

Après l'article 2

Son amendement n° 9 (nouvelle rédaction de l'article 350 du code civil relatif à la déclaration judiciaire d'abandon) (p. 2644) : rejeté (p. 2647)
Son amendement n° 10 (de conséquence) (p. 2647) : retiré (p. 2648)

Article 4 (article 56 de la loi n° 96-604 du 5 juillet 1996 relative à l'adoption - composition de l'autorité centrale pour l'adoption)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Michel (nouvelle rédaction de l'article précisant la composition de la commission et attribuant voix délibérative aux représentants des organismes agréés pour l'adoption et des familles adoptives) (p. 2648)
Intervient sur le sous-amendement n° 18 de M. Yves Nicolin (représentation de l'Assemblée nationale et du Sénat) à l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Michel (p. 2648)
Intervient sur le sous-amendement n° 19 de M. Bernard Birsinger (représentation des associations de défense des droits de l'enfant) à l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Michel (p. 2648)

Proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3200)

Son intervention (p. 3207)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 3209)
Bioéthique : génétique (p. 3209)
Pharmacie et médicaments : agence du médicament (p. 3208)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 3208)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 3208)
Santé : santé publique : veille sanitaire (p. 3207)

Discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3219)

Article 2 (chapitre VII bis nouveau du livre VIII du code de la santé publique, articles L. 797-1 à L. 797-5 nouveaux : création de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale)

Reprend l'amendement n° 6 de M. Alfred Marie-Jeanne (mesures d'adaptation au droit applicable dans les départements d'outre-mer) (p. 3221) : adopté (p. 3221)
Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de l'avant-dernier alinéa relatif au dépôt d'un rapport sur la rationalisation du système national d'expertise) (p. 3222)
Son amendement n° 1 (contrôles et investigations) : adopté (p. 3225)
Intervient sur l'amendement n° 10 de M. André Angot (non financement de l'agence par de nouvelles taxes) (p. 3227)

Article 6 (retour devant le Parlement)

Son intervention (p. 3228)
Ses explications de vote (p. 3229)
Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 3229)

Gilbert MAURER

Moselle (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)
Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)
Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)
Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [3 novembre 1999] (p. 8721)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1038, posée le 13 mars 2000. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 1525). Appelée le 14 mars 2000. Effectifs de personnel, Sarreguemines (p. 1853)

DÉBATS

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 1er (principes fondamentaux de la politique forestière)

Après l'article L. 3 du code forestier

Son amendement n° 432 soutenu par M. Pierre Ducout (composition et élargissement du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers) : rejeté (p. 4970)

Pierre MÉHAIGNERIE

Ille-et-Vilaine (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 2278 tendant à introduire dans la Constitution un droit à l'expérimentation pour les collectivités locales [24 mars 2000]

Proposition de loi n° 2557 relative à la baisse des cotisations sociales salariales [26 juillet 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application [16 novembre 1999] (p. 9415)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Réforme, perspectives [2 mai 2000] (p. 3629)

Sécurité routière. Permis de conduire. Présentation aux épreuves, délais [31 mai 2000] (p. 4803)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6956)

Thèmes :

Entreprises : allégement des charges (p. 6956)

Entreprises : allégement des charges : pays étrangers (p. 6956, 6957)

Travail : réduction du temps de travail : salaires (p. 6956)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Son amendement n° 771 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression du fonds destiné au financement de l'allègement des charges) (p. 7484) : rejeté (p. 7485)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Son intervention (p. 7660)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 7662)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 7662, 7663)

Emploi : politique de l'emploi (p. 7663)

Entreprises : allégement des charges (p. 7660, 7662)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 7661, 7662)

Finances publiques : dépenses (p. 7661, 7662)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 7660, 7661, 7663)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7661)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 7662)

Police : crédits (p. 7662)

Politique économique : généralités (p. 7660, 7661, 7663)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 7660 à 7663)

Politique sociale : exclusion (p. 7662)

Recherche : innovation (p. 7663)

Travail : réduction du temps de travail (p. 7661 à 7663)

Travail : salaires (p. 7662)

Voirie : autoroutes (p. 7662)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son amendement n° 263 (affectation au budget général de l'Etat du produit de la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 7727) : rejeté (p. 7728)

Après l'article 2 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 529 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (relèvement du plafond de dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt accordée aux personnes âgées placées en établissement de long séjour ou de cure médicale) (p. 7781)

Intervient sur l'amendement n° 473 de M. François Rochebloine (relèvement du plafond de la réduction d'impôt attachée aux frais d'hébergement de malades atteints de démence sénile) (p. 7783)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Gérard Voisin (élargissement aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer du bénéfice de la réduction d'impôt accordée aux personnes âgées dépendantes placées en établissement de long séjour ou de cure médicale) (p. 7783)

Article 3 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans)

Son intervention (p. 7792)

Après l'article 4 (suite)

Son amendement n° 270 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'amélioration et de mise aux normes de l'assainissement individuel) (p. 7843) : rejeté (p. 7844)

Son amendement n° 272 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (modification du régime simplifié d'imposition en ce qui concerne le paiement de la TVA) : retiré (p. 7851)

Article 8 (institution d'une exonération d'impôts commerciaux en faveur des associations, fondations et congrégations qui exercent des activités lucratives accessoires)

Son amendement n° 274 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 7879) : retiré (p. 7880)

Après l'article 10

Son amendement n° 285 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise aux entreprises du second marché) : rejeté (p. 7907)

Son amendement n° 286 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (prorogation jusqu'au 31 décembre 2008 du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) : rejeté (p. 7907)

Son amendement n° 233 soutenu par M. Philippe Auberger (réintégration dans le projet de loi de finances du dispositif d'extension du champ

d'application de la taxe générale sur les activités polluantes prévu par l'article 4 du projet de loi de financement de la sécurité sociale) (p. 7930) : rejeté (p. 7933)

Article 11 (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 F)

Son amendement n° 289 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 7933) : rejeté (p. 7934)

Après l'article 24

Son amendement n° 312 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du "dispositif Besson" d'amortissement des logements sociaux aux ascendants et aux descendants) : rejeté (p. 7979)

Son amendement n° 467 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du plafond d'exonération des versements sur des plans d'épargne entreprise) : rejeté (p. 7981)

Son amendement n° 287 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (institution d'un nouveau crédit d'impôt recherche) (p. 7987) : rejeté (p. 7988)

Article 29 (affectation du droit de consommation sur les tabacs manufacturés)

Son amendement n° 313 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 8009) : rejeté (p. 8010)

Article 33 (relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes)

Son amendement n° 320 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 8020) : rejeté (p. 8021)

Après l'article 34

Son amendement n° 420 (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance du PIB) (p. 8029) : rejeté (p. 8030)

Article 36 et état A (équilibre général du budget)

Son amendement n° 234 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (réduction du déficit budgétaire) (p. 8040) : rejeté (p. 8042)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)

Article 58 (reconduction de mesures fiscales en faveur de l'aménagement du territoire)

Son amendement n° 260 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression du plafond d'exonération) : rejeté (p. 9862)

Après l'article 58

Son amendement n° 250 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (maintien de la faculté pour les collectivités territoriales d'exonérer temporairement de taxe professionnelle les entreprises créant des emplois dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire) (p. 9865) : rejeté (p. 9866)

Article 60 (fusion des régimes d'imposition des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisées par les particuliers et aménagement du régime de différé d'imposition des plus-values d'échange de ces mêmes titres)

Son amendement n° 247 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) (p. 9871) : rejeté (p. 9872)

Son amendement n° 246 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) : rejeté (p. 9872)

Son amendement n° 258 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (doublement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières pour les couples mariés) : rejeté (p. 9873)

Explications de vote et vote [23 novembre 1999] (p. 9969)

Ses explications de vote (p. 9973)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 9974)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11089, 11145)

Article 36 et état A (équilibre général du budget)

Son amendement n° 286 soutenu par M. Pierre Hériaud (fixation du déficit à 193, 775 milliards de francs) (p. 11158) : devenu sans objet (p. 11159)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 décembre 1999] (p. 11250)

Son intervention (p. 11254)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 11254)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 11254)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 11254)

Finances publiques : recettes (p. 11254)

Politique sociale : inégalités (p. 11254)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 11254)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 4 (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes [TGAP])

Son amendement n° 490 soutenu par M. Yves Bur (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8419) : devenu sans objet (p. 8421)

Son amendement n° 491 soutenu par M. Yves Bur (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8419) : devenu sans objet (p. 8421)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Article 15 (interdiction du cumul de l'abattement de 20 % pour adhésion à un centre de gestion agréé ou une association agréée avec d'autres déductions forfaitaires ou abattements d'assiette)

Son amendement n° 60 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 10787) : adopté (p. 10789)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mars 2000] (p. 2913)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Émile Blessig (article 13 bis : exercice par un contribuable des actions appartenant au département - examen du mémoire par le conseil général lors de sa prochaine session ordinaire) (p. 2917) : adopté (p. 2920)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Émile Blessig (article 13 bis : exercice par un contribuable des actions appartenant au département - amende pour demande abusive ou dilatoire) : rejeté (p. 2920)

Son amendement n° 3 corrigé soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (article 13 ter : exercice par un contribuable des actions appartenant à la région - examen du mémoire par le conseil régional lors de sa prochaine session ordinaire) (p. 2920) : rejeté au scrutin public (p. 2922)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Émile Blessig (article 13 ter : exercice par un contribuable des actions appartenant à la région - amende pour demande abusive ou dilatoire) : rejeté (p. 2922)

Déclaration du Gouvernement n° 2390 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[16 mai 2000] (p. 4220, 4243)

Son intervention (p. 4233)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 4234)
Emploi : politique de l'emploi (p. 4234)
Finances publiques : dépenses (p. 4233)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 4233)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4233)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 4234)
Politique économique : conjoncture (p. 4233, 4234)
Politique sociale : personnes défavorisées (p. 4234)
Travail : salaires (p. 4234)
TVA : taux normal (p. 4234)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4285, 4317)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4311)

Son intervention (p. 4323)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 4324)
Emploi : allégement des charges sociales (p. 4324, 4325)
Emploi : politique de l'emploi (p. 4324)
Etat : réforme (p. 4325)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4311, 4323)
Finances publiques : dépenses (p. 4311, 4312, 4323)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 4323, 4325)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 4323)
Impôt sur le revenu : barème (p. 4323)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 4324)
Politique sociale : généralités (p. 4312)
Travail : salaires : pouvoir d'achat (p. 4312, 4324, 4325)
TVA : taux (p. 4323, 4324)

Discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4347) ; [18 mai 2000] (p. 4360, 4404)

Article 2 (abaissement du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 4365)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 145 de M. Marc Dumoulin (exonération de TVA des travaux liés à la réparation des dégâts causés par les tempêtes) (p. 4369) : rejeté (p. 4369)

Soutient l'amendement n° 130 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (exonération de TVA des travaux liés à la réparation des dégâts causés par les tempêtes) (p. 4369) : rejeté (p. 4369)

Soutient l'amendement n° 114 de M. François Goulard (application du taux réduit de la TVA aux opérations de nettoyage liées à la marée noire) (p. 4373) : rejeté (p. 4373)

Article 4 (exonération temporaire de droits sur les acquisitions de propriétés en nature de bois et forêts et de terrains nus destinés à être reboisés)

Intervient sur l'amendement n° 77 du Gouvernement (mise en œuvre d'un dispositif spécifique de compensation aux départements des pertes de recettes résultant de l'application de l'article) (p. 4374)

Article 6 (allégement de la taxe d'habitation)

Son amendement n° 13 (de suppression) (p. 4379) : adopté (p. 4381)

Seconde délibération

Article 6 supprimé en première délibération (allégement de la taxe d'habitation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 4414)

Après l'article 15

Son amendement n° 29 (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions relevant des bénéfices non commerciaux lorsque leurs titulaires emploient moins de cinq salariés) (p. 4438) : rejeté (p. 4440)

Soutient l'amendement n° 90 de M. Charles de Courson (règles de perception de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 4442) : adopté après modification (p. 4443)

Son amendement n° 134 (rapport du Gouvernement sur les conséquences pour les finances de l'Etat et des

organismes de sécurité sociale de la baisse d'un point du taux normal de la TVA et de l'allégement de la taxe d'habitation) (p. 4450) : rejeté (p. 4453)
Ses explications de vote (p. 4454)
Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4454)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2000] (p. 5620, 5631)
Son intervention (p. 5623)
Thèmes :
Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 5624)
Emploi : allégement des charges sociales (p. 5623, 5624)
Etat : réforme (p. 5624)
Finances publiques : dépenses (p. 5623, 5624)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 5623, 5624)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5623)
Impôts locaux : généralités (p. 5623)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 5623)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 5623)
Politique économique : croissance (p. 5623, 5624)
Retraites : généralités (p. 5624)
Secteur public : services publics (p. 5624)

Discussion des articles [20 juin 2000] (p. 5638)
Après l'article 15
Son amendement n° 46 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (rapport du Gouvernement sur les conséquences de la baisse d'un point du taux normal de la TVA et de la baisse de 6,1 points des cotisations salariales pesant sur les bas salaires) (p. 5668) : rejeté (p. 5669)
Ses explications de vote (p. 5673)
Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5624, 5674)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 juin 2000] (p. 5402)
Après l'article unique
Son amendement n° 94 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (insertion d'un alinéa dans l'article 72 de la Constitution relatif aux collectivités territoriales - droit à l'expérimentation) : rejeté (p. 5445)

Roger MEÏ

Bouches-du-Rhône (10ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1 er octobre 1999] (p. 14614)
Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4834)
Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4834)
Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)
Vice-président de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 10 mai 2000] (p. 7025)
Cesse d'appartenir au Conseil d'administration de l'établissement public "Autoroutes de France" [30 mai 2000]
Membre titulaire du Conseil d'administration de l'établissement public "Autoroutes de France" [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9374)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2154 visant à rendre obligatoire la gratuité sur les sections autoroutières en milieu urbain et péri-urbain en cas de non mise en œuvre d'une véritable politique de développement des transports en commun [9 février 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Santé. Sida, lutte et prévention, pays en voie de développement [1 er décembre 1999] (p. 10352)
Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [5 avril 2000] (p. 3096)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :
- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999
Son intervention (p. 9460)
Thèmes :
Logement : habitat insalubre (p. 9460)
Logement : sociétés d'HLM (p. 9460)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [19 novembre 1999] (p. 9813)
Son intervention (p. 9828)
Thèmes avant la procédure des questions :
Emploi (p. 9828)
Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 9830)
Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : crédits (p. 9829, 9830)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 9829)
Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 9829)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 9829)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9829)
Industrie : automobile (p. 9828)
Industrie : construction navale (p. 9829)
Industrie : politique industrielle : crédits (p. 9828, 9829)
Secteur public : services publics (p. 9828)

Proposition de loi n° 1232 relative à la création d'une prestation parentale d'assistance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10857)

Son intervention (p. 10864)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux : dotation globale de financement (p. 10865)
Etablissements de santé : hôpitaux : enfants (p. 10864)
Impôts et taxes : revenus financiers : entreprises (p. 10865)
Sécurité sociale : loi de financement (p. 10865)
Travail : congé d'accompagnement : enfants (p. 10864)

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 17)

Article 3 (composition de la commission nationale et création de délégations régionales)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Robert Hue (compétences et composition des commissions régionales) (p. 19) : adopté (p. 19)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Après l'article 24

Son amendement n° 418 soutenu par M. Michel Vaxès (respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées) (p. 5979) : retiré (p. 5980)

Jean-Luc MÉLENCHON

Ministre délégué à l'enseignement professionnel

Est nommé Ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement professionnel. Décret du 27 mars 2000 [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4821)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Catherine Picard. Enseignement technique et professionnel. Réforme. Perspectives [5 avril 2000] (p. 3094)

M. Pierre Lequiller. Etat. Gouvernement. Déclaration d'un ministre [25 avril 2000] (p. 3242)

M. Germain Gengenwin. Enseignement technique et professionnel. Réforme. Perspectives [3 mai 2000] (p. 3674)

M. Joseph Rossignol. Enseignement technique et professionnel. Elèves. Stages en entreprise, rémunérations [16 mai 2000] (p. 4215)

Mme Nicole Catala. Enseignement secondaire. Collèges. Filières technologiques [13 juin 2000] (p. 5178)

Mme Cécile Helle. Enseignement technique et professionnel. Enseignement en alternance. Stages en entreprise, élèves d'origine étrangère, accès [14 juin 2000] (p. 5332)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Renaud Muselier. Enseignement maternel et primaire. Elèves. Enfants atteints de troubles de santé, conditions d'accueil [9 mai 2000] (p. 3852)

M. Pascal Terrasse. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Ardèche [9 mai 2000] (p. 3853)

M. Michel Liebgott. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Moselle [23 mai 2000] (p. 4480)

M. Jacques Desallangre. Enseignement. Etablissements. Commerce et publicité, interdiction [23 mai 2000] (p. 4481)

M. Christian Cuvilliez. Emploi. Emplois jeunes. Aides-éducateurs, perspectives [6 juin 2000] (p. 4840)

M. Alain Moyne-Bressand. Voirie. A 48. Tronçon Ambérieu-Grenoble, construction [6 juin 2000] (p. 4845)

M. Armand Jung. Transports routiers. Transports scolaires. Conduite de nuit, réglementation [6 juin 2000] (p. 4843)

Mme Odette Grzegrzulka. Emploi. Emplois jeunes. Aides-éducateurs, perspectives [6 juin 2000] (p. 4842)

Pierre MENJUCQ

Pyrénées-Atlantiques (2ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

Elu le 19 mars 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 21 mars 2000] (p. 4391)

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 mars 2000] (p. 4926)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 mars 2000] (p. 4991)

Guy MENUT
Var (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Louis MERMAZ
Isère (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

Vice-président de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

Président de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 21 septembre 2000] (p. 14843)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome II : Intérieur (police) (n° 1865) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Armement. Armes à base d'uranium appauvri, interdiction [15 mars 2000] (p. 2002)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1016, posée le 31 janvier 2000. Etablissements de santé. Etablissements publics (J.O. Questions p. 584). Appelée le 2 février 2000. Budget (p. 480)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne le dépôt tardif d'amendements de fond par le Gouvernement [10 février 2000] (p. 953)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8926)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8928)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8929)
Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle : police (p. 8929)
Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 8929)
Police : adjoints de sécurité (p. 8928, 8929)
Police : commissariats (p. 8929)
Police : crédits : automobiles (p. 8929)
Police : écoles de formation (p. 8929)
Police : effectifs (p. 8928, 8929)
Police : police de proximité (p. 8928, 8929)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [9 novembre 1999] (p. 9138) :

- Réunion de la commission des lois du 20 octobre 1999

Son intervention (p. 9144)

Thèmes :

Droit pénal : peines : réforme (p. 9145)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 9145)
Justice : crédits (p. 9145)
Justice : jugements : délais (p. 9145)
Justice : réforme (p. 9145)

Proposition de résolution n° 2118 tendant à créer une commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises

Ses explications de vote [3 février 2000] (p. 750)

Vote pour du groupe socialiste (p. 750)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 février 2000] (p. 870)

Son intervention (p. 898)

Thèmes :

Droit pénal : comparution immédiate (p. 899)
Droit pénal : détention provisoire (p. 899)
Droit pénal : garde à vue (p. 889, 890)
Droit pénal : sanctions pénales : législation (p. 899)
Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 899)
Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 899)
Justice : cours d'assises : recours (p. 899)
Justice : réforme (p. 898)
Justice : réforme : moyens (p. 899, 900)
Parlement : rôle (p. 898)
Système pénitentiaire : établissements (p. 898)

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Après l'article 2C

Intervient sur le sous-amendement n° 206 de M. Pierre Albertini (fouilles ne pouvant porter atteinte à l'intégrité physique - repos et alimentation pendant la garde à vue) à l'amendement n° 86 rectifié de la commission (conditions de la garde à vue compatibles avec le respect de la dignité humaine) (p. 915)

Intervient sur le sous-amendement n° 254 de M. Alain Tourret (fouilles ne pouvant porter atteinte à l'intégrité physique et devant être autorisées par le procureur) à l'amendement n° 86 rectifié de la commission (p. 915)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'amendement n° 198 de Mme Nicole Catala (dossier de l'instruction devant comporter - cotées et paraphées - toutes les pièces réunies par le juge) (p. 922)

Après l'article 9 septies

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 février 2000] (p. 953)

Article 10 C supprimé par le Sénat (carte judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 958)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 130 de la commission (élévation des seuils des peines encourues, distinction entre les infractions sur les biens et les personnes et ajout de la récidive) (p. 972)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3183)

Son intervention (p. 3187)

Thèmes :

Constitution : article 34 (p. 3187)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : associations (p. 3188)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : crimes contre l'humanité (p. 3187)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 3187)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : organisations internationales (p. 3187)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : Sénat (p. 3187)

Discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3190)

Article 2 supprimé par le Sénat (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en remplaçant la référence aux manuels scolaires par un renvoi aux programmes scolaires) (p. 3190)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3978)

Son intervention (p. 4006)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : recevabilité financière (p. 4007)
Emploi : création d'emplois : DOM (p. 4006)
Outre-mer : DOM : compétences (p. 4007)
Outre-mer : DOM : culture (p. 4006)
Outre-mer : DOM : égalité sociale (p. 4006)
Outre-mer : DOM : généralités (p. 4006)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 3978, 4007)
Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 4007)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 4006, 4007)
Système pénitentiaire : établissements : Basse-Terre (p. 4006)

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 2 (article L. 752-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Intervient sur l'amendement n° 356 de M. Jacques Brunhes (p. 4034)

Article 39 (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Camille Darsières (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4073)

Intervient sur l'amendement n° 326 de Mme Christiane Taubira (consultation du conseil économique et social du département et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement) (p. 4077)

Article 33 précédemment réservé (article L. 2563-2-1 du code général des collectivités territoriales : majoration de la dotation forfaitaire des communes)

Intervient sur l'amendement n° 242 corrigé de Mme Christiane Taubira (ajout de critères

géographiques pour la répartition de la majoration) (p. 4081)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 336 précédemment réservé de M. André Thien Ah Koon (institution d'une contribution sur les jeux au taux de 10 %) (p. 4085)

Intervient sur l'amendement n° 282 précédemment réservé de la commission (institution d'une contribution sur les jeux au taux de 7 %) (p. 4085)

Son sous-amendement n° 580 (taux identique à celui de métropole) à l'amendement n° 282 précédemment réservé de la commission (p. 4085) : adopté (p. 4086)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 109 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (mention d'une date limite de consommation sur les produits alimentaires provenant des surplus communautaires) (p. 4090)

Article 9 précédemment réservé (article L. 832-6 nouveau du code du travail : projet initiative-jeune)

Intervient pour qu'on discute de la validité de l'application de l'article 40 de la Constitution à un amendement de M. Claude Hoarau (p. 4095)

Article 11 précédemment réservé (alignement du RMI dans les départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Ernest Moutoussamy (alignement immédiat pour les allocataires âgés de moins de quarante ans fournissant vingt heures par mois de travail d'intérêt public ou social) (p. 4104)

Roland METZINGER
Moselle (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Mines et carrières. Travailleurs de la mine. Rémunérations [1er décembre 1999] (p. 10357)

Louis MEXANDEAU
Calvados (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 5 : Agriculture et pêche (pêche) (n° 1861) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Chili. Election présidentielle [18 janvier 2000] (p. 27)

Automobiles et cycles. Renault véhicules industriels. Fusion avec Volvo, conséquences, emploi [26 avril 2000] (p. 3323)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9528)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs (p. 9528, 9529)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : crédits (p. 9528)

DOM-TOM : agriculture (p. 9528)

Mer et littoral : politique de la mer : ports de pêche (p. 9529)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 9528, 9529)

Gilbert MEYER
Haut-Rhin (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2492 visant à modifier les règles comptables applicables aux subventions versées aux entreprises par l'Etat ou les collectivités locales [22 juin 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [2 novembre 1999] (p. 8672)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 934, posée le 4 octobre 1999. Retraites : généralités. Retraites complémentaires (J.O. Questions p. 5662). Appelée le 5 octobre 1999. Agence nationale pour l'emploi (ANPE), personnel (p. 6830)

n° 1029, posée le 31 janvier 2000. Etablissements de santé. Etablissements privés (J.O. Questions p. 587). Appelée le 2 février 2000. Equilibre financier (p. 478)
n° 1089, posée le 8 mai 2000. Formation professionnelle. Apprentis (J.O. Questions p. 2765). Appelée le 9 mai 2000. Hygiène et sécurité, collectivités territoriales, réglementation (p. 3847)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)
6 - Défense : opérations extérieures (p. 9283)
Défense : professionnalisation (p. 9283)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9420)
Son intervention (p. 9427)
Thèmes avant la procédure des questions :
Baux : baux d'habitation (p. 9427)
Logement : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) (p. 9427)
Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9427)
Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 9427)
TVA : taux réduit (p. 9427)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :
- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999
Ses interventions (p. 9449, 9450)
Thèmes :
Logement : sociétés d'HLM (p. 9449)
TVA : taux réduit (p. 9450)
Questions écrites budgétaires
6 - Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9466)
Logement : HLM : logements vacants (p. 9466)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1283)
Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)
Son amendement n° 76 soutenu par M. Bernard Schreiner (approbation du schéma départemental après enquête publique organisée dans le département) (p. 1296) : rejeté (p. 1297)

Proposition de loi n° 2121 tendant à préciser la définition des délits non intentionnels

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2000] (p. 3122)
Son intervention (p. 3128)
Thèmes :
Assemblée nationale : commissions : délits non intentionnels (p. 3131)
Droit pénal : délits non intentionnels : généralités (p. 3129 à 3131)
Droit pénal : délits non intentionnels : jurisprudence (p. 3130, 3131)
Droit pénal : présomption d'innocence (p. 3129)
Droit pénal : responsabilité pénale : croissance (p. 3128, 3129)
Droit pénal : responsabilité pénale : personnes morales (p. 3129)
Elections et référendums : élus : responsabilité pénale (p. 3128 à 3131)
Justice : victimes : délits non intentionnels (p. 3130)
Parlement : Sénat : délits non intentionnels (p. 3129, 3130)

Proposition de loi n° 2374 relative à la prolongation du mandat et à la date de renouvellement des conseils d'administration des services d'incendie et de secours

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4898)
Son intervention (p. 4899)
Thèmes :
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : conseils d'administration (p. 4899)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : Etat (p. 4899, 4900)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 4899, 4900)

Discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4904)
Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (reclassement ou congé pour difficulté opérationnelle ouverts aux sapeurs-pompiers professionnels âgés de plus de cinquante ans) (p. 4907)
Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4900)

Michel MEYLAN
Haute-Savoie (3ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de

finances pour 2000 (n° 1805) tome IX : Défense (services communs) (n° 1864) [14 octobre 1999]
Proposition de loi constitutionnelle n° 2251 portant reconnaissance du principe de sécurité juridique dans la Constitution [15 mars 2000]
Proposition de loi organique n° 2252 limitant le recours aux dispositions fiscales de portée rétroactive [15 mars 2000]
Proposition de loi n° 2558 visant à étendre l'application de l'article L. 253 quinquies du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, aux réfractaires [26 juillet 2000]
Proposition de loi n° 2581 visant à étendre l'application de l'article L. 253 quinquies du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, aux réfractaires [13 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8751)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8782)

DÉFENSE

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9199)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Ses interventions (p. 9207, 9211)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 9212)
Défense : crédits : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 9208)
Défense : crédits : professionnalisation (p. 9211)
Défense : marine : crédits (p. 9211)
Défense : médecine militaire : opérations extérieures (p. 9208)
Défense : missiles (p. 9212)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : sous-traitance (p. 9208)
Gendarmerie : crédits (p. 9211)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9268)

Thèmes :

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 9268)
Défense : médecine militaire (p. 9268)
Défense : opérations extérieures : Kosovo (p. 9268)
Espace : satellites (p. 9268)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - TOURISME

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9295)

Son intervention (p. 9306)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés (p. 9307)
Hôtellerie et restauration (p. 9307)
Régions : contrats de plan Etat-régions : tourisme et loisirs (p. 9307)
Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 9307)
Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 9307)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits (p. 9306)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : emploi (p. 9307)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : montagne (p. 9307, 9308)
Tourisme et loisirs : stations thermales (p. 9307)
TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 9306)

Procédure des questions :

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits (p. 9319)

Projet de loi n° 1809 modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 novembre 1999] (p. 8916)

Article 1er (conditions générales de prise en compte des résultats du recensement de 1999 sur les dotations de l'Etat aux collectivités locales et calcul du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France)

Son amendement n° 7 soutenu par M. Michel Bouvard (répartition de la dotation supplémentaire aux communes et groupements de communes touristiques ou thermaux) (p. 8921) : retiré (p. 8922)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4526)

Son intervention (p. 4534)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 4535)
Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 4535)
Gens du voyage : stationnement : migrations (p. 4535)
Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 4534, 4535)
Parlement : Sénat : gens du voyage (p. 4535)

Discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4538)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4536)

Pierre MICAUX
Aube (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Textile et habillement. Aides de l'Etat [15 décembre 1999] (p. 10965)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9556)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bois et forêts : Fonds forestier national (FFN) : crédits (p. 9557)
Environnement : espace rural (p. 9557)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)

Procédure des questions :

Impôts et taxes : fiscalité écologique : agriculture (p. 9013)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [1er février 2000] (p. 529)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (composition de la commission de concertation consultée par le préfet pour autoriser la reconstruction rapide des ouvrages détruits ou endommagés par les tempêtes) (p. 542)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Jean Proriol (composition de la commission de concertation consultée par le préfet pour autoriser la reconstruction rapide des ouvrages détruits ou endommagés par les tempêtes) (p. 542) : adopté (p. 543)

Déclaration du Gouvernement n° 2135 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur les conséquences et les suites des intempéries et de la marée noire qui sont intervenues fin décembre 1999

[3 février 2000] (p. 701)

Son intervention (p. 721)

Thèmes :

Bois et forêts : forêts : tempêtes (p. 721, 722)
Bois et forêts : forêts privées : charges (p. 722)
Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 722, 723)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 723)
TVA : taux réduit : bois et forêts (p. 723)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation : programmation pluriannuelle de la construction de logements sociaux

Son amendement n° 28 soutenu par M. Gilles Carrez (consultation du conseil départemental de l'habitat) : rejeté (p. 2083)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4913)

Son intervention (p. 4915)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4916)
Aménagement du territoire (p. 4916)
Bois et forêts : bûcherons : formation professionnelle (p. 4916)
Bois et forêts : centres régionaux de la propriété forestière (CRPF) (p. 4916)
Bois et forêts : Fonds forestier national (FFN) (p. 4916)
Bois et forêts : forêts privées (p. 4916)
Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 4916)
Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 4916)
Chasse et pêche : chasse (p. 4916)
Environnement : protection : effet de serre (p. 4915)
Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 4915)
Politique économique : épargne : forêts (p. 4916)
Transports ferroviaires : transport de marchandises : tarifs réduits (p. 4915)

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 1er (principes fondamentaux de la politique forestière)

Article L. 1 du code forestier

Son amendement n° 37 soutenu par M. Jean Charroppin (contenu de la politique forestière) : rejeté (p. 4958)

Son amendement n° 160 soutenu par M. François Vannson (souci de la régénération des forêts) : rejeté (p. 4960)

Son amendement n° 8 (souci d'amélioration de la diversité biologique) (p. 4960) : rejeté (p. 4961)

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (référence à l'équilibre nécessaire entre l'activité forestière et les activités de chasse) (p. 4961)

Intervient sur l'amendement n° 690 du Gouvernement (référence à l'équilibre nécessaire entre l'activité forestière et les activités de chasse afin de permettre la régénération des peuplements forestiers) (p. 4961)

Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission (prise en considération des changements climatiques) (p. 4963)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Claude Jacquot (prise en considération des changements climatiques) (p. 4963)

Son amendement n° 137 (regroupement des propriétaires forestiers et organisation interprofessionnelle encouragés) (p. 4963) : retiré (p. 4964)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. François Vannson (mesures incitatives mises en place sous forme d'aides contractuelles en contrepartie des services rendus à la société par les forestiers) (p. 4965)

Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Claude Gatignol (mesures incitatives mises en place sous forme d'aides contractuelles en contrepartie des services rendus à la société par les forestiers) (p. 4965)

Intervient sur l'amendement n° 605 de M. Michel Bouvard (mesures incitatives mises en place sous forme d'aides contractuelles en contrepartie des services rendus à la société par les forestiers) (p. 4965)

Son amendement n° 139 (politique forestière basée sur le long terme) : devenu sans objet (p. 4966)

Article L. 3 du code forestier

Son amendement n° 40 (composition et attributions du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers) : devenu sans objet (p. 4969)

Article L. 4 du code forestier

Son amendement n° 135 (conditions de développement de la filière bois) (p. 4971) : rejeté (p. 4972)

Son amendement n° 141 (mise en place de schémas référentiels) : rejeté (p. 4972)

Article L. 6 du code forestier

Intervient sur l'amendement n° 207 de la commission (conditions de consultation des documents de gestion) (p. 4978)

Son sous-amendement n° 537 (conditions de consultation des documents de gestion) à l'amendement n° 207 de la commission : devenu sans objet (p. 4978)

Après l'article L. 6 du code forestier

Son amendement n° 64 (rôle coordinateur de l'Etat) (p. 4979) : rejeté (p. 4980)

Article L. 7 du code forestier

Son amendement n° 133 soutenu par M. Jean Proriol (conditions de l'aide publique aux forêts privées) : rejeté (p. 4980)

Son amendement n° 35 (conditions de l'aide publique aux forêts privées) : devenu sans objet (p. 4981)

Son amendement n° 143 (conditions de l'aide publique aux forêts privées) : devenu sans objet (p. 4981)

Article L. 9 du code forestier

Son amendement n° 49 (consultation des organisations représentatives du monde sylvicole) : rejeté (p. 4990)

Soutient l'amendement n° 63 rectifié de M. François Vannson (obligations prévues pour le propriétaire appliquées à la personne pour le compte de laquelle la coupe a été réalisée) (p. 4991) : adopté (p. 4991)

Soutient l'amendement n° 50 de M. François Vannson (délai de carence réduit à deux ans) (p. 4991) : rejeté (p. 4991)

Son amendement n° 51 (notion de diversification des espèces) : rejeté (p. 4991)

Son amendement n° 53 (non-destruction de l'écosystème local par les coupes nécessitées par un défrichement autorisé ou imposé) (p. 4992) : rejeté (p. 4993)

Article L. 10 du code forestier

Soutient l'amendement n° 441 de M. Jean Proriol (décision du préfet pour les coupes de 10 à 25 hectares) (p. 4993) : devenu sans objet (p. 4993)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Maurice Adevah-Poeuf (consultation des parcs naturels) (p. 4994)

Article L. 12 du code forestier

Son amendement n° 55 (chartes de territoire forestier) : devenu sans objet (p. 4995)

Son amendement n° 2 rectifié (parcs nationaux et parcs naturels régionaux définis comme établissements publics susceptibles de conclure des conventions aboutissant à la mise en place d'une charte) : adopté (p. 4996)

Son amendement n° 4 (conventions donnant lieu à des aides de l'Etat et des collectivités locales) : rejeté (p. 4997)

Article L. 13 du code forestier

Son amendement n° 6 (qualités de la certification) : rejeté (p. 4998)

Son amendement n° 57 (maintien de l'activité économique en cas de catastrophe naturelle d'une exceptionnelle ampleur) (p. 4998) : rejeté (p. 4999)

Intervient sur l'amendement n° 82 rectifié de M. François Vannson (promotion de l'enseignement professionnel) (p. 4999)

Son amendement n° 39 soutenu par M. François Vannson (encouragement de l'organisation interprofessionnelle) (p. 5000) : rejeté (p. 5001)

Article 2 (contenu des documents de gestion)

Son amendement n° 59 (respect de la spécificité propre à chaque forêt ou massif forestier) : rejeté (p. 5003)

Son amendement n° 90 (arrêtés inhérents à la bonne gestion pris par le maire ou le président de l'organisme intercommunal) : rejeté (p. 5004)

Son amendement n° 61 (bilan chiffré) : rejeté (p. 5005)

Son amendement n° 93 (inventaire du matériel ligneux) : rejeté (p. 5005)

Son amendement n° 62 (stratégie de gestion des cervidés et "autres animaux protégés") : rejeté (p. 5006)

Son amendement n° 91 (seuil d'application du plan de gestion abaissé à cinq hectares) : rejeté (p. 5006)

Son amendement n° 10 (rédaction du dispositif retenu pour le règlement type de gestion) : retiré (p. 5007)

Article 3 (accueil du public)

Son amendement n° 129 (accueil du public dans les forêts relevant du régime forestier et les forêts privées) : devenu sans objet (p. 5008)

Son amendement n° 130 (accueil du public dans les forêts relevant du régime forestier et les forêts privées) : devenu sans objet (p. 5008)

Son amendement n° 12 (application aux groupements des collectivités publiques) : adopté (p. 5008)

Article 4 (encouragements fiscaux à la régénération des forêts)

Son amendement n° 161 (constatation reportée au début de la sixième année) : rejeté (p. 5011)

Son amendement n° 15 (exception en cas de catastrophe naturelle) : retiré (p. 5011)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 234 de la commission (plan d'épargne-forêt institué) (p. 5016)

Article 5 (ventes de l'Office national des forêts)

Son amendement n° 155 soutenu par M. François Vannson (accès aux ventes limité aux professionnels) : rejeté (p. 5020)

Article 6 (qualification professionnelle requise pour les personnes intervenant en milieu forestier)

Son amendement n° 157 (qualification des métiers définie par décret en Conseil d'Etat) (p. 5024) : rejeté (p. 5025)

Son amendement n° 18 soutenu par M. François Vannson (montant de la sanction en cas d'emploi de personnes non qualifiées) : retiré (p. 5028)

Son amendement n° 20 soutenu par M. François Vannson (sanction en cas d'emploi de personnes non qualifiées) : retiré (p. 5028)

Son amendement n° 22 soutenu par M. François Vannson (sanction en cas d'emploi de personnes non qualifiées) : retiré (p. 5028)

Son amendement n° 66 soutenu par M. François Vannson (modalités d'information des donneurs d'ordre) (p. 5028) : rejeté (p. 5029)

Article 7 (exonération de cotisations sociales des jeunes chefs d'entreprise agricole)

Son amendement n° 23 soutenu par M. François Vannson (exploitation "agricole") : rejeté (p. 5030)

Article 10 (déclaration des chantiers de coupes et de débardage)

Son amendement n° 158 (donneurs d'ordre dédouanés de leurs obligations d'information et d'affichage) : rejeté (p. 5032)

Article 11 (statut des organisations interprofessionnelles sylvicoles)

Son amendement n° 25 soutenu par M. Jean Proriol (promotion des produits ou types de produits) (p. 5035) : rejeté (p. 5036)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Jean Proriol (promotion des produits ou types de produits) : rejeté (p. 5036)

Article 12 (régime des défrichements)

Son amendement n° 27 (échéancier et plan exact des surfaces à défricher) (p. 5050) : rejeté (p. 5051)

Soutient l'amendement n° 67 de M. François Vannson (seuil en dessous duquel les défrichements sont dispensés d'autorisation) (p. 5051) : rejeté (p. 5051)

Soutient l'amendement n° 553 de M. Claude Gatignol (seuil en dessous duquel les défrichements sont dispensés d'autorisation) (p. 5051) : rejeté (p. 5051)

Soutient l'amendement n° 587 de M. Michel Bouvard (seuil en dessous duquel les défrichements sont dispensés d'autorisation) (p. 5051) : rejeté (p. 5051)

Soutient l'amendement n° 28 de M. François Vannson (seuil en dessous duquel les défrichements dans les parcs et jardins sont dispensés d'autorisation) (p. 5051) : rejeté (p. 5051)

Soutient l'amendement n° 31 de M. François Vannson (intérêt et équilibre respectif présentés par les territoires) (p. 5052) : rejeté (p. 5052)

Son amendement n° 32 (risques d'avalanches et tempêtes d'une exceptionnelle ampleur prises en considération) : rejeté (p. 5052)

Son amendement n° 29 (subordination de l'autorisation à certaines conditions) : devenu sans objet (p. 5052)

Son amendement n° 36 (subordination de l'autorisation à certaines conditions) : devenu sans objet (p. 5052)

Son amendement n° 95 (sanctions) : rejeté (p. 5053)

Son amendement n° 68 (de cohérence) : devenu sans objet (p. 5053)

Article 14 (réglementation des boisements)

Soutient l'amendement n° 462 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 5055) : rejeté (p. 5056)

Son amendement n° 126 (de suppression) (p. 5055) : rejeté (p. 5056)

Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Christian Paul (réglementation des productions de sapins de Noël) (p. 5057)

Article 15 (prévention des incendies de forêt)

Son amendement n° 100 soutenu par M. François Sauvadet (avis de l'ONF sur les dispositions particulières à certains massifs forestiers) : rejeté (p. 5069)

Son amendement n° 171 soutenu par M. Jean Charroppin (charge des travaux) : rejeté (p. 5073)

Soutient l'amendement n° 521 de M. Alain Marleix (charge des travaux) (p. 5073) : rejeté (p. 5073)

Soutient l'amendement n° 591 de M. Michel Bouvard (charge des travaux) (p. 5073) : rejeté (p. 5073)

Son amendement n° 173 (charge des travaux de dégagement des parcelles sinistrées) : rejeté (p. 5074)

Son amendement n° 101 (nettoyage dans le délai d'un mois après la mise en demeure du maire) : rejeté (p. 5074)

Son amendement n° 102 (consultation de l'ONF sur la définition des zones sensibles aux incendies de forêt) (p. 5075) : rejeté (p. 5076)

Son amendement n° 170 (non transfert des charges de débroussaillement) : rejeté (p. 5076)

Soutient l'amendement n° 103 de M. François Vannson (prix fixés par décret) (p. 5076) : rejeté (p. 5077)

Son amendement n° 105 (violation constatée par le préfet) : rejeté (p. 5078)

Intervient sur l'amendement n° 314 de la commission (poursuites pénales exercées "le cas échéant" par le préfet) (p. 5078)

Son amendement n° 169 (sanction limitée aux seuls propriétaires d'infrastructures) (p. 5078) : rejeté (p. 5079)

Soutient l'amendement n° 48 de M. François Vannson (cahier des charges annexé aux actes notariés ou sous

seing privé lors de l'acquisition d'un bien immobilier situé dans les zones où la prévention contre les incendies de forêt est imposée) (p. 5080) : retiré (p. 5080)

Article 16 (aides de l'Etat pour prévenir les risques naturels en montagne)

Soutient l'amendement n° 106 corrigé de M. François Vannson (subvention des actions de prévention des risques naturels en montagne) (p. 5081) : adopté (p. 5081)

Article 17 (règles de gestion et d'exploitation forestière imposées par les plans de prévention des risques naturels prévisibles)

Son amendement n° 168 (de suppression) : rejeté (p. 5082)

Article 18 (réforme du régime spécial d'autorisation administrative)

Son amendement n° 167 (propriétaires dispensés de l'autorisation préfectorale pour effectuer des coupes en cas de force majeure) : rejeté (p. 5084)

Son amendement n° 107 (prise en compte de l'évolution de l'écosystème) : rejeté (p. 5085)

Article 19 (sanctions dissuasives à l'encontre des personnes coupables de coupes abusives)

Son amendement n° 84 soutenu par M. François Sauvadet (sanctions) (p. 5085) : rejeté (p. 5086)

Son amendement n° 166 soutenu par M. François Sauvadet (sanctions) (p. 5085) : rejeté (p. 5086)

Son amendement n° 165 soutenu par M. François Sauvadet (sanctions) (p. 5085) : rejeté (p. 5086)

Soutient l'amendement n° 108 de M. François Vannson (interdiction pour le propriétaire condamné d'exercer une activité quelconque dans la sylviculture) (p. 5086) : rejeté (p. 5086)

Article 20 (sanctions liées au non-respect de la réglementation des coupes)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. François Vannson (amende portée au triple) (p. 5088)

Son amendement n° 72 soutenu par M. François Sauvadet (conditions de non caducité des plans de gestion) (p. 5088) : rejeté (p. 5088)

Soutient l'amendement n° 73 de M. François Vannson (rédactionnel) (p. 5089) : adopté (p. 5090)

Article 22 (régimes de contrôle applicables aux dunes côtières et aux dunes de mer du Pas-de-Calais)

Son amendement n° 111 soutenu par M. François Sauvadet (de précision) : rejeté (p. 5091)

Article 23 (adaptation de la police des forêts)

Son amendement n° 74 (allongement du délai) : adopté (p. 5092)

Article 25 (opérations confiées à l'ONF par convention)

Son amendement n° 164 (convention avec les propriétaires) : rejeté (p. 5096)

Soutient l'amendement n° 112 de M. François Vannson (notion de conservation) (p. 5096) : rejeté (p. 5096)

Son amendement n° 113 (missions de l'ONF) : devenu sans objet (p. 5097)

Son amendement n° 163 corrigé (avis de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière) : rejeté (p. 5097)

Article 26 (élargissement du conseil d'administration de l'ONF)

Intervient sur l'amendement n° 336 de la commission (élargissement à vingt-huit membres) (p. 5098)

Soutient l'amendement n° 114 de M. François Vannson (élargissement du conseil d'administration de l'ONF aux personnalités ayant une compétence particulière dans le domaine du patrimoine) (p. 5099) : rejeté (p. 5099)

Article 30 (centres régionaux de la propriété forestière)

Soutient l'amendement n° 117 de M. François Vannson (de suppression) (p. 5106) : retiré (p. 5106)

Son amendement n° 75 soutenu par M. François Sauvadet (développement des organismes de gestion en commun) : adopté (p. 5107)

Après l'article 30

Soutient l'amendement n° 125 de M. François Vannson (informations nécessaires à l'application des dispositions de la présente loi fournies par le commissaire du Gouvernement) (p. 5110) : retiré (p. 5110)

Article 31 (rôle des chambres d'agriculture)

Son amendement n° 118 soutenu par M. François Sauvadet (développement durable des forêts) : adopté (p. 5110)

Article 32 (modalités de financement des centres régionaux de la propriété forestière et du centre national professionnel de la propriété forestière et programme pluriannuel d'actions en matière forestière des chambres d'agriculture)

Son amendement n° 87 soutenu par M. François Sauvadet (rôle primordial de l'Etat en matière de politique forestière) : rejeté (p. 5111)

Son amendement n° 180 (association des chambres d'agriculture à la politique forestière) : adopté après modification (p. 5112)

Article 33 (centre national professionnel de la propriété forestière)

Soutient l'amendement n° 77 de M. François Vannson (statut commun des personnels étudié en liaison avec des organismes qualifiés) (p. 5114) : rejeté (p. 5114)

Article 34 (organisation de la profession d'expert foncier et agricole et d'expert forestier)

Son amendement n° 120 (présidence du conseil national de l'expertise) : devenu sans objet (p. 5119)

Article 36 (modifications d'intitulés du code forestier)

Son amendement n° 123 (délai d'agrément d'un plan simple de gestion pour bénéficier d'une exonération des droits de mutation à titre gratuit) (p. 5125) : rejeté (p. 5126)

Soutient l'amendement n° 78 de M. François Vannson (suppression du paragraphe relatif à l'adaptation du code général des impôts) (p. 5127) : rejeté (p. 5127)

Son amendement n° 122 (suppression du paragraphe relatif à la compétence du juge unique) : rejeté (p. 5127)

Son amendement n° 79 rectifié soutenu par M. François Sauvadet (délai avant l'entrée en vigueur des dispositions des articles L. 8 et L. 9 du code forestier) : adopté (p. 5128)

Soutient l'amendement n° 131 de M. François Vannson (subventions publiques pour les opérations de gestion des forêts privées) (p. 5128) : retiré (p. 5128)

Soutient l'amendement n° 121 de M. François Vannson (dispositions transitoires dans l'attente des nouveaux schémas régionaux) (p. 5130) : adopté (p. 5130)

Soutient l'amendement n° 555 de M. Claude Gatignol (dispositions transitoires dans l'attente des nouveaux schémas régionaux) (p. 5130) : adopté (p. 5130)

Soutient l'amendement n° 582 de M. Michel Bouvard (dispositions transitoires dans l'attente des nouveaux schémas régionaux) (p. 5130) : adopté (p. 5130)

Article 37 (abrogations)

Son amendement n° 124 (non-abrogation du paragraphe relatif à la carte professionnelle pour le commerce du bois) (p. 5131) : retiré (p. 5132)

Après l'article 37

Son amendement n° 539 (rapport au Parlement relatif à la création d'un fonds de calamité forestière) : rejeté (p. 5133)

Ses explications de vote (p. 5137)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 5137)

Jean MICHEL

Puy-de-Dôme (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614) [30 août 2000]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en cause des intérêts français par le réseau d'interception des communications dit "système Echelon", ainsi que les moyens déployés pour préserver la confidentialité des télécommunications (n° 2233) [14 mars 2000]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Cesse d'appartenir au Haut conseil du secteur public [30 août 2000]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome VIII : Défense (crédits d'équipement) (n° 1864) [14 octobre 1999]

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de résolution (n° 2233) de M. Yves Nicolin, tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en cause des intérêts français par le réseau d'interception des communications dit "système Echelon", ainsi que les moyens déployés pour préserver la confidentialité des télécommunications [22 mars 2000] (n° 2270)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9199)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9207)

Thème avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 9207)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9262)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 9262, 9263)

Défense : loi de programmation militaire (p. 9263)

Jean-Pierre MICHEL

Haute-Saône (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en vue de la lecture définitive de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité [6 octobre 1999] (n° 1828)

Proposition de loi n° 2153 tendant à faciliter l'accès à la nationalité française [9 février 2000]

Proposition de loi n° 2290 relative à la reconnaissance du 19 mars comme journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie [28 mars 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, application [16 novembre 1999] (p. 9419)

Politique extérieure. Djibouti. Droits de l'homme [21 décembre 1999] (p. 11244)

Enseignement secondaire. Programmes. Sciences économiques et sociales [8 février 2000] (p. 800)

Etrangers. Naturalisation. Perspectives [10 mai 2000] (p. 3957)

Politique extérieure. Irak. Embargo [20 juin 2000] (p. 5592)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1007, posée le 31 janvier 2000. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 583). Appelée le 2 février 2000. Etablissements ferroviaires, restructuration, Franche-Comté (p. 490)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne que le rapporteur de la commission des lois, Mme Feidt, n'ait pas voté comme la majorité de la commission alors que son mandat, d'après lui, l'y obligeait [22 décembre 1999] (p. 11403)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [12 octobre 1999] (p. 7148)

Son intervention (p. 7150)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 7177)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission : article 45 (p. 7177)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : décrets (p. 7150, 7151)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 7249)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 7151, 7249)

Parlement : rôle : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 7151, 7248)

Partis et mouvements politiques : opposition : homosexualité (p. 7248)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 7248, 7249)

Explications de vote et vote [13 octobre 1999] (p. 7247)

Son intervention (p. 7248)

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11311) ; [22 décembre 1999] (p. 11394)

Après l'article 56 quater (article L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle : exonération du droit de reproduction)

Son rappel au règlement (cf. supra) [22 décembre 1999] (p. 11403)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 février 2000] (p. 870)

Son intervention (p. 891)

Thèmes :

Droit pénal : instruction (p. 891)

Droit pénal : juge de la détention provisoire (p. 891)

Droit pénal : mise en examen (p. 891)

Droit pénal : procédure accusatoire (p. 891)

Justice : cours d'assises : recours (p. 891)

Justice : juge de l'application des peines : décisions (p. 891)

Parlement : rôle (p. 891)

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Article 5 (article 156 du code de procédure pénale : renforcement du caractère contradictoire des expertises pénales)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (suppression du paragraphe I bis disposant que, sauf dispositions particulières, les mesures d'instruction ordonnées par le juge pénal obéissent aux règles de procédure civile) (p. 938)

Après l'article 28 quater

Son amendement n° 205 (insertion d'un article 2-17 dans le code de procédure pénale - exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations luttant contre les discriminations fondées sur le sexe ou les mœurs) : adopté (p. 1023)

Proposition de loi n° 2217 relative à l'adoption internationale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2639)

Article 4 (article 56 de la loi n° 96-604 du 5 juillet 1996 relative à l'adoption - composition de l'autorité centrale pour l'adoption)

Son amendement n° 7 (nouvelle rédaction de l'article précisant la composition de la commission et attribuant voix délibérative aux représentants des organismes agréés pour l'adoption et des familles adoptives) : retiré (p. 2648)

Projet de loi organique n° 2013 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 mai 2000] (p. 4673)

Article 1er (article 6-1 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la

formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : la parité en Polynésie française)
Son intervention (p. 4674)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2000] (p. 4675)
Son intervention (p. 4677)
Thèmes :
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 4678)
Elections et référendums : modes de scrutin : Conseil constitutionnel (p. 4678)
Parlement : bicamérisme (p. 4678)
Parlement : Sénat : droite (p. 4678)
Parlement : Sénat : réforme (p. 4678)
Parlement : Sénat : représentativité (p. 4678)
Parlement : sénateurs : effectifs (p. 4678)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 juin 2000] (p. 5336)
Son intervention (p. 5385)
Thèmes :
Constitution : régime présidentiel (p. 5385, 5386)
Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 5385)
Président de la République : quinquennat : référendums (p. 5386)

Didier MIGAUD

Isère (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)
Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les redressements fiscaux abusifs (n° 1935) [1er décembre 1999]
Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2001 (E 1464) et sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant la révision des perspectives financières 2001-2006 (E 1466) (n° 2525) [11 juillet 2000]

DÉPÔTS

Rapport général déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805)
Tome I - Rapport général
Volume 1 - Pour une croissance solidaire plus forte, une gestion dynamique et maîtrisée
Volume 2 - Développer l'emploi, réduire les inégalités, alléger l'impôt : un budget volontaire
Tome II - Examen de la première partie du projet de loi de finances : conditions générales de l'équilibre financier
Volume I - Examen en commission
Volume 2 - Tableau comparatif
Tome III - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances
Moyens des services et dispositions spéciales (n° 1861) [14 octobre 1999]
Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative pour 1999 (n° 1952) [2 décembre 1999] (n° 1992)
Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2000 [15 décembre 1999] (n° 2021)
Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de finances pour 2000, modifié par le Sénat (n° 2020) [15 décembre 1999] (n° 2029)
Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1935) de M. François d'Aubert tendant à la création d'une commission d'enquête sur les redressements fiscaux abusifs [15 décembre 1999] (n° 2030)
Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi de finances pour 2000 (n° 2038) [21 décembre 1999] (n° 2039)
Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1999 [21 décembre 1999] (n° 2041)
Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en nouvelle lecture, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1999 (n° 2040) [21 décembre 1999] (n° 2043)
Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi de finances rectificative pour 1999 (n° 2059) [22 décembre 1999] (n° 2060)
Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les premiers éléments disponibles concernant l'exécution du budget en 1999 [14 mars 2000] (n° 2244)
Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1822) portant règlement définitif du budget de 1998 [4 mai 2000] (n° 2360)
Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative pour 2000 (n° 2335) [10 mai 2000] (n° 2387)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2000 [13 juin 2000] (n° 2470)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2000 (n° 2468) [14 juin 2000] (n° 2474)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi de finances rectificative pour 2000 [28 juin 2000] (n° 2520)

Proposition de loi organique n° 2540 relative aux lois de finances [11 juillet 2000]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution n° 2525 de M. Gérard Fuchs, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2001 (E 1464) et sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant la révision des perspectives financières 2001-2006 (E 1466) [11 juillet 2000] (n° 2539)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'application des dispositions fiscales contenues dans les lois de finances et dans la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 [12 juillet 2000] (n° 2541)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 22 septembre 1999 sur le recouvrement de l'impôt [12 juillet 2000] (n° 2543)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Exprime sa désapprobation et ses regrets quant à l'attitude du président de séance lors du vote de l'amendement de suppression de l'article 6 du projet de loi de finances rectificative [18 mai 2000] (p. 4381)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Son intervention (p. 7588)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 7715)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances (p. 7715)
Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 7590, 7591, 7715)
Associations : fiscalité (p. 7593)
Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 7592)
Collectivités territoriales : compensations financières (p. 7592)
Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 7593, 7594)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 7593)
Donations et successions : droits de mutation à titre gratuit (p. 7592)
Donations et successions : droits de mutation à titre gratuit : entreprises (p. 7592)
Emploi : création d'emplois (p. 7588, 7589)
Emploi : jeunes (p. 7591)
Enregistrement et timbre : droit de bail (p. 7592)
Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 7592)
Enseignement : crédits (p. 7591)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 7589, 7591)
Finances publiques : dépenses (p. 7589 à 7591)
Finances publiques : dette publique (p. 7591)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 7589 à 7591, 7594)
Finances publiques : procédure budgétaire (p. 7590)
Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 7592)
Impôt sur le revenu : stock options (p. 7593)
Impôt sur les sociétés : contribution de 10 % (p. 7593)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 7592, 7593)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 7593)
Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 7593)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 7593)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7593, 7594)
Justice : crédits (p. 7591)
Parlement : rôle (p. 7590)
Police : crédits (p. 7591)
Politique économique : conjoncture (p. 7588, 7589)
Politique économique : consommation (p. 7588, 7589)
Politique économique : croissance (p. 7588, 7589, 7591)
Politique économique : généralités (p. 7588, 7589)
Politique économique : inflation (p. 7588)
Politique économique : investissement (p. 7588, 7589)
Politique sociale : généralités (p. 7591)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 7589)
TVA : taux réduit (p. 7592)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Pierre Méhaignerie (affectation au budget général de l'Etat du produit de la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 7727)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. François d'Aubert (nouveau barème avec un taux marginal de 40 %) (p. 7732)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Charles de Courson (rétablissement du barème adopté dans la loi de finances pour 1997) (p. 7732)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Philippe Auberger (nouveau barème avec un taux marginal de 52 %) (p. 7732)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7736)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Philippe Auberger (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7736)

Intervient sur l'amendement n° 69 corrigé de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7736)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. Philippe Douste-Blazy (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7736)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Charles de Courson (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7736)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Pierre-Christophe Baguet (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7736)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (réévaluation du plafond du quotient familial et des plafonds spécifiques relatifs aux demi-parts additionnelles de quotient familial dont bénéficient les célibataires, veufs et divorcés ayant eu des enfants à charge, les invalides et les anciens combattants) (p. 7738) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7739)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Philippe Auberger (réduction de la limite supérieure de l'application de la décote) (p. 7739)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants à charge) (p. 7740)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants à charge) (p. 7740)

Intervient sur l'amendement n° 265 de Mme Anne-Marie Idrac (relèvement du plafond de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants à charge) (p. 7740)

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Philippe Douste-Blazy (relèvement du plafond de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants à charge) (p. 7740)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. François d'Aubert (remplacement de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile par une déduction du revenu imposable avec un plafond de dépenses porté à 90 000 F) (p. 7741)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Gilbert Gantier (assujettissement de l'ensemble des exploitations à responsabilité limitée à l'impôt sur le revenu) (p. 7742)

Intervient sur l'amendement n° 299 corrigé de M. Serge Poignant (assujettissement de l'ensemble des exploitations à responsabilité limitée à l'impôt sur le revenu) (p. 7742)

Intervient sur l'amendement n° 512 corrigé de M. Michel Bouvard (assujettissement de l'ensemble des exploitations à responsabilité limitée à l'impôt sur le revenu) (p. 7742)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Charles de Courson (assujettissement de l'ensemble des exploitations à responsabilité limitée à l'impôt sur le revenu) (p. 7742)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Charles de Courson (réduction de la taxation des plus-values opérées lors des transmissions à titre gratuit d'entreprises agricoles) (p. 7743)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Gilles Carrez (rétablissement de l'exonération d'impôt sur le revenu des indemnités de maternité) (p. 7744)

Intervient sur l'amendement n° 524 deuxième rectification de M. François Hollande (fixation des seuils d'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux salariés ou aux mandataires sociaux à l'occasion de la cessation de leurs fonctions) (p. 7746)

Intervient sur le sous-amendement n° 547 de M. Maurice Adevah-Poeuf (application du dispositif à compter du 15 septembre 1999) à l'amendement n° 524 deuxième rectification de M. François Hollande (p. 7748)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Gilles Carrez (maintien des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions) (p. 7749)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Gilles Carrez (pérennisation de la déduction des intérêts d'emprunt dont bénéficient les salariés qui rachètent leur entreprise) (p. 7750)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Gilles Carrez (déductibilité de l'ensemble de la CSG) (p. 7750)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions) (p. 7751)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Dominique Baert (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 7751)

Article 35 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 7758)

Thèmes :

Assemblée nationale : résolutions (p. 7758)

Politiques communautaires : actions extérieures : Kosovo (p. 7758, 7759) ; budget (p. 7758, 7759)

Union européenne : contribution française (p. 7758)

Après l'article 2 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Gilles Carrez (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre du versement d'une cotisation syndicale) (p. 7778)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. François d'Aubert (instauration d'un dispositif de déduction dans le cadre de l'impôt sur le revenu afin de favoriser l'épargne de proximité des personnes physiques qui investissent dans des PME innovantes) (p. 7780)

Intervient sur l'amendement n° 529 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (relèvement du plafond de dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt accordée aux personnes âgées placées en

établissement de long séjour ou de cure médicale) (p. 7781)
Intervient sur l'amendement n° 473 de M. François Rochebloine (relèvement du plafond de la réduction d'impôt attachée aux frais d'hébergement de malades atteints de démence sénile) (p. 7783)
Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Gérard Voisin (élargissement aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer du bénéfice de la réduction d'impôt accordée aux personnes âgées dépendantes placées en établissement de long séjour ou de cure médicale) (p. 7783)
Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Jean-Jacques Weber (application de la réduction d'impôt accordée aux personnes âgées dépendantes placées en établissement de long séjour ou de cure médicale en cas d'hébergement dans une maison de retraite sanitaire ou sociale) (p. 7784)
Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Philippe Auberger (relèvement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7784)
Soutient l'amendement n° 28 de la commission (simplification des réductions d'impôt accordées au titre des dons et subventions versés par les particuliers) (p. 7785) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7786)
Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Jean-Jacques Jégou (instauration d'une réduction d'impôt au titre des dépenses engagées par les contribuables en vue d'améliorer leur formation professionnelle) (p. 7787)
Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Gilbert Gantier (instauration d'une réduction d'impôt au titre des dépenses engagées par les contribuables en vue d'améliorer leur formation professionnelle) (p. 7787)
Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Jacques Barrot (instauration d'une réduction d'impôt au titre des dépenses engagées par les contribuables en vue d'améliorer leur formation professionnelle) (p. 7787)
Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Jean-Louis Debré (octroi à l'ensemble des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu d'un abattement de 5 % sur le montant de l'impôt à payer) (p. 7788)
Article 3 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans)
Son intervention (p. 7793)
Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Charles de Courson (application du taux réduit à certains équipements de menuiserie) (p. 7798)
Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Charles de Courson (application du taux réduit aux équipements ayant qualité d'immeuble par destination) (p. 7798)
Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Renaud Dutreil (application du taux réduit aux travaux réalisés dans les locaux à usage professionnel) (p. 7799)
Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit aux travaux réalisés dans les locaux à usage professionnel) (p. 7799)
Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit aux travaux réalisés dans les établissements publics de santé) (p. 7800)
Intervient sur l'amendement n° 399 de M. André Schneider (application du taux réduit aux travaux réalisés dans les locaux occupés par des associations) (p. 7801)
Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Philippe Auberger (application du taux réduit aux travaux d'aménagement et d'entretien des espaces verts) (p. 7802)
Soutient l'amendement n° 29 de la commission (maintien du taux réduit pour les travaux d'aménagement des espaces verts liés à la construction de logements sociaux) (p. 7802) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7803)
Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 7803) : adopté (p. 7803)
Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Gilbert Gantier (application jusqu'au 31 décembre 2002 de la réduction du taux du crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale) (p. 7803)
Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit aux travaux réalisés dans des locaux non affectés à l'habitation situés dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) (p. 7804)
Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Maurice Adevah-Poeuf (non-application du taux réduit aux livraisons de produits alimentaires ou de boissons réalisées par les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 10 mètres carrés) (p. 7805)
Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Maurice Adevah-Poeuf (non-application du taux réduit aux livraisons de produits alimentaires ou de boissons réalisées par les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 20 mètres carrés) (p. 7805)
Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Maurice Adevah-Poeuf (non-application du taux réduit aux livraisons de produits alimentaires ou de boissons réalisées par les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 30 mètres carrés) (p. 7805)
Après l'article 3
Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA au chocolat noir de couverture) (p. 7806)
Soutient l'amendement n° 31 de la commission (modification du régime simplifié d'imposition) (p. 7806) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7806)
Intervient sur l'amendement n° 539 du Gouvernement (application aux travaux effectués en Corse du taux de TVA de 2,10 %) (p. 7807)
Intervient sur l'amendement n° 160 rectifié de M. José Rossi (application aux travaux effectués en Corse du taux de TVA de 2,10 %) (p. 7807)
Article 4 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux services d'aide à la personne)
Intervient sur l'amendement n° 415 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit aux lunettes et aux appareils auditifs) (p. 7811)
Intervient sur l'amendement n° 416 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie

calorique distribuée par des réseaux publics alimentés par la géothermie et la cogénération) (p. 7812)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Jacques Weber (rétablissement de l'exonération de TVA dont bénéficiaient les syndicats de copropriétaires gérant des résidences avec services aux personnes âgées) (p. 7814)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Philippe Auberger (abaissement progressif du taux normal de la TVA) (p. 7815)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Gilbert Gantier (fixation du taux normal de la TVA à 19 %) (p. 7815)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Marc Laffineur (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 7815)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Philippe Auberger (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 7815)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux produits de confiserie) (p. 7816)

Intervient sur l'amendement n° 237 précédemment réservé de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA au chocolat noir de couverture) (p. 7817)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7819)

Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7819)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Jean-Louis Debré (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7819)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA au chocolat en tablette ou en bâton) (p. 7819)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux tablettes de chocolat au lait) (p. 7819)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux tablettes de chocolat au lait) (p. 7819)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Jean-Louis Debré (application du taux réduit de la TVA aux tablettes de chocolat au lait) (p. 7819)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Gérard Bapt (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7820)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Jean-François Mattei (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7820)

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7820)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Jean Proriol (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) (p. 7821)

Intervient sur l'amendement n° 125 de Mme Nicole Bricq (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) (p. 7821)

Intervient sur l'amendement n° 341 corrigé de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) (p. 7821)

Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au matériel de sécurité en montagne) (p. 7822)

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA aux produits "écolabélisés") (p. 7822)

Intervient sur l'amendement n° 254 précédemment réservé de M. Maurice Adevah-Poeuf (non-application du taux réduit aux livraisons de produits alimentaires ou de boissons réalisées par les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 10 mètres carrés) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 255 précédemment réservé de M. Maurice Adevah-Poeuf (non-application du taux réduit aux livraisons de produits alimentaires ou de boissons réalisées par les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 20 mètres carrés) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 256 précédemment réservé de M. Maurice Adevah-Poeuf (non-application du taux réduit aux livraisons de produits alimentaires ou de boissons réalisées par les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 30 mètres carrés) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Marc Dumoulin (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Philippe Douste-Blazy (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Georges Sarre (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Jean de Gaulle (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 482 de M. José Rossi (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Julien Dray (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Philippe Douste-Blazy (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Jean-Jacques Weber (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 7827)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Christian Cuvilliez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 7827)

Intervient sur le sous-amendement n° 551 de M. Gilbert Gantier (maintien du taux réduit sur la restauration collective et sociale) à l'amendement n° 163 de M. Yves Nicolin (taux de TVA applicable aux ventes à consommer sur place) (p. 7832)

Après l'article 4 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 304 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (application du taux réduit de la TVA aux protections pour incontinence) (p. 7842)

Intervient sur l'amendement n° 389 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (application du taux réduit de la TVA aux protections pour incontinence) (p. 7842)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Jean de Gaulle (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des prestations effectuées par les artisans d'art) (p. 7842)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Gilles Carrez (application du taux réduit de la TVA aux fournitures et matières premières nécessaires à la réalisation de travaux dans l'habitat) (p. 7843)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA aux prestations dispensées par les avocats aux particuliers) (p. 7843)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA aux prestations dispensées par les notaires aux particuliers) (p. 7843)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'amélioration et de mise aux normes de l'assainissement individuel) (p. 7843)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées à l'assainissement et à l'entretien non collectif des eaux usées) (p. 7843)

Intervient sur l'amendement n° 89 rectifié de M. Georges Sarre (application du taux réduit de la TVA aux disques, aux cassettes audio et aux supports multimédia) (p. 7844)

Intervient sur l'amendement n° 385 de Mme Nicole Bricq (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique) (p. 7844)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Francis Delattre (application du taux réduit de la TVA aux livraisons de gaz combustible et d'énergie calorifique) (p. 7844)

Intervient sur l'amendement n° 126 de Mme Nicole Bricq (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique) (p. 7844)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. François d'Aubert (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 7846)

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. José Rossi (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 7846)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Pierre-Christophe Baguet (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)

Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Jacques Weber (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Marc Dumoulin (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)

Intervient sur l'amendement n° 472 de M. Philippe Douste-Blazy (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux services d'entretien automobile aux particuliers) (p. 7847)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux services de coiffure) (p. 7847)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux services de déménagement aux particuliers) (p. 7848)

Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux opérations de collecte et de traitement des déchets ménagers) (p. 7848)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Marc Dumoulin (application du taux réduit de la TVA aux prestations des personnes et organismes ayant pour activité l'organisation de visites à caractère touristique ou culturel) (p. 7850)

Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Christian Cuvilliez (exonération de TVA pour les acquisitions de médicaments par les établissements publics de santé) (p. 7850)

Intervient sur l'amendement n° 540 de M. Dominique Baert (harmonisation des dates de dépôt des déclarations de recettes au titre de la TVA pour les entreprises ayant connu une cessation d'activité) (p. 7851)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux prestations obligatoires de service funéraire) (p. 7852)

Article 5 (réduction des droits de mutation à titre onéreux)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Charles de Courson (obligation pour les collectivités territoriales de réduire de 1, 2 point leur taux de taxe de publicité foncière) (p. 7855)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 7856) : adopté (p. 7856)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Serge Poignant (réduction de la taxation des plus-values opérées lors des transmissions à titre gratuit d'entreprises agricoles) (p. 7857)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Jacques Bascou (réduction de la taxation des plus-values opérées lors des transmissions à titre gratuit d'entreprises agricoles) (p. 7857)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Gilbert Gantier (réduction de la taxation des plus-values opérées lors des transmissions à titre gratuit d'entreprises agricoles) (p. 7857)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. François d'Aubert (abrogation des droits sur les cessions de titres de sociétés) (p. 7858)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Michel Bouvard (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) (p. 7858)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Gilbert Gantier (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions en ligne directe) (p. 7859)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Gilbert Gantier (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre époux) (p. 7859)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Gilbert Gantier (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre frères et sœurs et entre personnes non parentes) (p. 7859)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Gilbert Gantier (instauration d'un abattement sur les transmissions à titre gratuit de parts sociales d'une entreprise) (p. 7859)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Marc Laffineur (revalorisation de l'abattement sur les droits de mutation à titre gratuit en ligne directe) (p. 7860)

Son amendement n° 543 (incitation à la constitution et au maintien à long terme d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise) (p. 7860) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7863)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Maurice Adevah-Poeuf (extension aux conservatoires régionaux d'espaces naturels des dispositions applicables au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres en matière de dons et legs d'immeubles) (p. 7864)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Gilbert Gantier (extension du paiement différé et fractionné des droits de mutation à titre gratuit prévu pour la transmission d'entreprises aux mutations à titre gratuit des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles) (p. 7864)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Serge Poignant (extension du paiement différé et fractionné des droits de mutation à titre gratuit prévu pour la transmission d'entreprises aux mutations à titre gratuit des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles) (p. 7864)

Article 6 (suppression de la contribution annuelle représentative du droit de bail)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7867)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. François d'Aubert (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 481 de M. José Rossi (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Gilles Carrez (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 370 corrigé de M. Marc Dumoulin (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Jean Rigal (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Gilbert Gantier (prise en compte de la diversité des montants des loyers) (p. 7870)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond de loyer ouvrant droit à l'exonération de la contribution représentative du droit de bail pour l'année 2000) (p. 7870)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Marc Dumoulin (relèvement du plafond de loyer ouvrant droit à l'exonération de la contribution représentative du droit de bail pour l'année 2000) (p. 7870)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (relèvement du plafond de loyer ouvrant droit à l'exonération de la contribution représentative du droit de bail pour l'année 2000) (p. 7870) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7871)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Yves Cochet (relèvement du plafond de loyer ouvrant droit à l'exonération de la contribution représentative du droit de bail pour l'année 2000) (p. 7870)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du plafond de loyer ouvrant droit à l'exonération de la contribution représentative du droit de bail pour l'année 2000) (p. 7870)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. François d'Aubert (suppression de la double imposition résultant du changement de la date d'imputation des loyers pris en compte pour le calcul du droit de bail) (p. 7871)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. François d'Aubert (suppression de la double imposition résultant du changement de la date d'imputation des loyers pris en compte pour le calcul du droit de bail) (p. 7871)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. François d'Aubert (dégrèvement de la contribution représentative du droit de bail acquittée pour la période du 1er janvier au 30 septembre 1998 au premier renouvellement du contrat de location d'un bien dont la vacance ne s'est pas poursuivie pendant neuf mois consécutifs) (p. 7871)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7872)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7872)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7872)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) (p. 7872) : adopté (p. 7872)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Gilles Carrez (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7873)

Intervient sur l'amendement n° 499 de M. Jean-Louis Debré (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7873)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Gilbert Gantier (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7873)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Gilbert Gantier (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail à compter du 1er janvier 2001) (p. 7873)

Intervient sur l'amendement n° 545 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la contribution annuelle sur les revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis plus de 15 ans appartenant à des villages de vacances agréés) (p. 7874)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7874)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Jean Rigal (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7875)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. Jean-Louis Dumont (relèvement des taux de déduction forfaitaire portant sur les revenus fonciers des propriétés rurales) (p. 7875)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (suppression de toute condition d'âge pour la réduction d'impôt accordée au titre des frais d'hospitalisation et de cure) (p. 7875) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7876)

Article 8 (institution d'une exonération d'impôts commerciaux en faveur des associations, fondations et congrégations qui exercent des activités lucratives accessoires)

Son intervention (p. 7878)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Jean-Jacques Jégou (non-assujettissement à l'impôt sur les sociétés des associations subventionnées pour la moitié de leurs ressources par des collectivités territoriales ou qui remplissent une mission pour ces collectivités) (p. 7880)

Intervient sur l'amendement n° 505 de Mme Marie-Jo Zimmermann (détermination au niveau de chaque association membre d'un groupement associatif national ou régional du montant des recettes susceptibles de bénéficier du régime d'exonération) (p. 7881)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Jean de Gaulle (assimilation du prêt gracieux d'un local à l'un des organismes visés par l'article 200 du code général des impôts à un don ou à un versement en sa faveur) (p. 7881)

Intervient sur l'amendement n° 434 de M. Christian Cuvilliez (suppression du taux supérieur majoré de taxe sur les salaires pour les associations d'utilité publique et d'intérêt général) (p. 7882)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. François d'Aubert (instauration d'un crédit d'impôt au titre des souscriptions en numéraire des personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés versées au capital de sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 7882)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (relèvement de l'abattement de taxe sur les salaires au profit des associations) (p. 7883) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7883)

Article 9 (mesures en faveur des versements effectués par les entreprises dans le cadre du mécénat)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de coordination) (p. 7883) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7883)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Germain Gengenwin (relèvement des abattements applicables aux revenus de capitaux mobiliers) (p. 7883)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Germain Gengenwin (instauration d'un abattement sur les produits des parts de fonds communs de placements solidaires ou caritatifs) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Germain Gengenwin (institution d'un prélèvement libératoire optionnel de 25 % sur les dividendes dans la limite de 150 000 F) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Germain Gengenwin (extension du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise aux entreprises du second marché) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Germain Gengenwin (doublement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Germain Gengenwin (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Germain Gengenwin (déduction du bénéfice imposable d'une partie des investissements réalisés dans des entreprises nouvelles) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. François d'Aubert (instauration d'un crédit d'impôt au titre des frais de dépôt et de maintenance des brevets) (p. 7885)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Germain Gengenwin (instauration d'un différé d'imposition en faveur des créateurs d'entreprises en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7885)

Article 10 (mesures en faveur de la création d'entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Christian Cuvilliez (de suppression) (p. 7897)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (suppression des dispositions tendant à pérenniser le dispositif des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et à l'élargir à l'ensemble des entreprises innovantes) (p. 7897) : adopté (p. 7899)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. François d'Aubert (fixation à la première cotation en bourse du point de départ du délai de 15 ans pendant lequel une entreprise peut bénéficier du régime des bons de souscription des parts de créateur d'entreprise) (p. 7900)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Michel Bouvard (déductibilité des provisions constituées par les entreprises exploitantes de remontées mécaniques et de domaines skiables en vue de faire face au risque de pertes et charges consécutives à un manque de neige ou aux intempéries) (p. 7900)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. François d'Aubert (extension à toutes les entreprises nouvelles de l'exonération d'impôt sur les bénéfices prévue à l'article 44 sexies du code général des impôts) (p. 7901)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Jean-Jacques Jégou (extension à toutes les entreprises nouvelles de l'exonération d'impôt sur les bénéfices prévue à l'article 44 sexies du code général des impôts) (p. 7901)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Jean-Jacques Jégou (transfert de l'article 60 du projet de loi de finances relatif aux régimes d'imposition des plus-values afin d'élargir son champ d'application aux opérations réalisées avant le 1er janvier 1999) (p. 7905)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Gilbert Gantier (revalorisation du plafond d'exonération des plus-values réalisées par les titulaires de bénéfices non commerciaux) (p. 7906)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Renaud Dutreil (revalorisation du plafond d'exonération des plus-values réalisées par les titulaires de bénéfices non commerciaux) (p. 7906)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Gilbert Gantier (extension du mécanisme visant à éviter le coût fiscal de la constitution d'une société à tous les apports de biens affectés à l'exercice d'une activité professionnelle au profit d'une société soumise à un régime réel d'imposition) (p. 7906)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Jacques Jégou (institution d'une exonération des plus-values réinvesties dans un délai de six mois dans des entreprises nouvelles) (p. 7907)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Pierre Méhaignerie (application du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise aux entreprises du second marché) (p. 7907)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Pierre Méhaignerie (prorogation jusqu'au 31 décembre 2008 du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) (p. 7907)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Jacques Barrot (doublement de la déduction du revenu global en cas de cessation de paiement de l'entreprise dans laquelle le contribuable a investi) (p. 7907)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Jacques Barrot (relèvement de la déduction du revenu global en cas de cessation de paiement de l'entreprise dans laquelle le contribuable a investi) (p. 7908)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. François d'Aubert (relèvement du taux et des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7908)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux et des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7908)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7908)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Germain Gengenwin (relèvement des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7908)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Philippe Auberger (relèvement du taux et des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 231 précédemment réservé de M. François d'Aubert (création de bons de croissance regroupant les options d'achat ou de souscription d'actions et les bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et assujettissement de ces bons à une taxation forfaitaire calquée sur celle des plus-values mobilières) (p. 7911)

Intervient sur l'amendement n° 211 précédemment réservé de M. François d'Aubert (alignement de la taxation des plus-values de cession des options d'achat ou de souscription d'actions sur celle des plus-values mobilières) (p. 7911)

Intervient sur l'amendement n° 334 deuxième rectification de M. Yves Cochet (relèvement de l'imposition des gains retirés des options d'achat ou de souscription d'actions) (p. 7911)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (relèvement de l'imposition des gains retirés des options d'achat ou de souscription d'actions) (p. 7911)

Intervient sur l'amendement n° 91 corrigé de M. Georges Sarre (soumission des gains retirés des options d'achat ou de souscription d'actions au droit commun de l'impôt sur le revenu et application sur option de l'imposition préférentielle dans une limite annuelle de 5 millions de francs et lorsque ces options ont été proposées à l'ensemble des salariés après information du comité d'entreprise) (p. 7911)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Claude Hoarau (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique) (p. 7920)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Jean-Jacques Jégou (établissement d'un barème progressif en matière d'impôt sur les sociétés) (p. 7921)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Jean-Jacques Jégou (établissement d'un barème progressif en matière d'impôt sur les sociétés) (p. 7921)

Intervient sur l'amendement n° 469 rectifié de M. Jean-Jacques Jégou (réduction du taux des plus-values à long terme pour la part des réserves réinvesties dans le capital de l'entreprise lorsqu'au moins 10 % des titres sont cédés aux salariés) (p. 7922)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Éric Besson (application de la déduction du bénéfice imposable prévue par l'article 238 bis du code général des impôts aux dons faits aux organismes ayant pour objet de participer à la reprise d'entreprises par le versement d'aides financières) (p. 7922)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Serge Poignant (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) (p. 7929)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Jean-Jacques Jégou (déductibilité de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des sommes investies pendant une durée minimale de trois ans dans une entreprise

nouvelle à condition que le redevable n'exerce pas de fonction dirigeante au sein de l'entreprise) (p. 7930)
Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Germain Gengenwin (instauration d'un différé d'imposition en faveur des créateurs d'entreprises en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7930)
Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Gilbert Gantier (doublement des montants de la franchise et de la décote en matière de taxe sur les salaires) (p. 7930)
Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Renaud Dutreil (doublement des montants de la franchise et de la décote en matière de taxe sur les salaires) (p. 7930)
Intervient sur l'amendement n° 435 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du plafond des livrets CODEVI et aménagement du régime des prêts) (p. 7933)
Article 11 (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 F)
Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Pierre Méhaignerie (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 7934)
Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les sociétés dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions de francs) (p. 7934)
Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Philippe Auberger (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les sociétés dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 1 million de francs) (p. 7934)
Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Marc Laffineur (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les sociétés dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 1 million de francs) (p. 7934)
Après l'article 11
Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à l'impôt sur les sociétés des résultats bénéficiaires des filiales constituées sous la forme de sociétés de personnes dès lors qu'elles exercent une activité de location ou une activité non directement liée à celle de leur société mère et que celle-ci n'exerce pas sur elles un pouvoir de gestion effectif et limitation de l'imputation des résultats déficitaires de ces sociétés sur les éventuels résultats bénéficiaires d'autres sociétés de même nature) (p. 7935)
Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la déduction des charges de licenciement du bénéfice imposable pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés réalisant plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires et extension à l'ensemble des charges de licenciement de l'interdiction de provisionner ces charges pour toutes les entreprises exerçant une activité industrielle et commerciale) (p. 7936)
Intervient sur l'amendement n° 150 de M. François d'Aubert (abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises dont les bénéfices n'excèdent pas 1 million de francs) (p. 7937)
Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Marc Laffineur (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 7937)
Article 12 (augmentation du taux de la quote-part pour frais et charges égale à 5 % du produit total des participations pour l'application du régime mère-fille)
Intervient sur l'amendement n° 179 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 7938)
Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 7938)
Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Gilbert Gantier (application d'un taux de 3 %) (p. 7939)
Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Gilbert Gantier (application d'un taux de 4 %) (p. 7939)
Après l'article 12
Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (réduction du taux de l'avoir fiscal) (p. 7940)
Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Christian Cuvilliez (réduction du taux de l'avoir fiscal) (p. 7940)
Intervient sur l'amendement n° 178 de M. François d'Aubert (suppression de la taxation de la quote-part pour frais et charges) (p. 7941)
Intervient sur l'amendement n° 443 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement des avantages tirés du régime d'intégration des groupes de sociétés) (p. 7942)
Article 13 (réduction du délai de conservation des titres prévu en cas d'opérations d'apports partiels d'actif et de scissions et maintien du sursis d'imposition attaché au régime de faveur des fusions)
Soutient l'amendement n° 43 de la commission (de coordination) (p. 7944) : adopté (p. 7945)
Soutient l'amendement n° 44 de la commission (suppression de la consultation préalable du comité des investissements à caractère économique et social) (p. 7944) : adopté (p. 7945)
Soutient l'amendement n° 45 de la commission (engagement de conservation des titres pendant trois ans en cas d'agrément ministériel) (p. 7944) : retiré (p. 7945)
Après l'article 13
Soutient l'amendement n° 46 de la commission (suppression du crédit d'impôt pour création d'emplois) (p. 7945) : adopté (p. 7946)
Article 14 (modalités de plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée)
Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 7947) : adopté (p. 7948)
Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) (p. 7947) : adopté (p. 7948)
Soutient l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) (p. 7947) : adopté (p. 7948)
Après l'article 14
Soutient l'amendement n° 52 de la commission (réduction du montant maximum de taxe d'habitation supporté par les contribuables disposant de faibles revenus) (p. 7948) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7949)
Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Gilles Carrez (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions assujetties aux bénéfices non commerciaux qui emploient moins de cinq salariés) (p. 7950)
Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Jean-Louis Debré (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions assujetties aux

bénéfices non commerciaux qui emploient moins de cinq salariés) (p. 7950)
Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Gilbert Gantier (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions assujetties aux bénéfices non commerciaux qui emploient moins de cinq salariés) (p. 7950)
Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Renaud Dutreil (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions assujetties aux bénéfices non commerciaux qui emploient moins de cinq salariés) (p. 7950)
Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Philippe Auberger (réduction de la taxe professionnelle des professions assujetties aux bénéfices non commerciaux qui emploient moins de cinq salariés) (p. 7950)
Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Philippe Auberger (exclusion de l'assiette de la taxe professionnelle des dépenses de mise en conformité des machines incluses par les entreprises dans leurs immobilisations) (p. 7951)
Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Dominique Baert (abaissement du taux de plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 140 et 500 millions de francs) (p. 7951)
Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Gilles Carrez (actualisation de la compensation accordée aux collectivités territoriales au titre de la réforme de la taxe professionnelle) (p. 7952)
Intervient sur l'amendement n° 421 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (actualisation de la compensation accordée aux collectivités territoriales au titre de la réforme de la taxe professionnelle) (p. 7952)
Soutient l'amendement n° 50 de la commission (actualisation de la compensation accordée aux collectivités territoriales au titre de la réforme de la taxe professionnelle) (p. 7952) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7954)
Soutient l'amendement n° 51 de la commission (rapport sur la réforme de la taxe d'habitation) (p. 7954) : adopté (p. 7955)
Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés des entreprises bénéficiaires ayant procédé à des licenciements économiques ou sans cause réelle et sérieuse) (p. 7955)
Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Christian Cuvilliez (retour de France Telecom dans le droit commun de la fiscalité directe locale) (p. 7955)
Article 15 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)
Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 7959)
Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Yves Cochet (de suppression) (p. 7959)
Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Christian Cuvilliez (de suppression) (p. 7959)
Après l'article 15
Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Christian Cuvilliez (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7960)
Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Yves Cochet (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels dont la valeur totale excède 25 millions de francs) (p. 7960)
Soutient l'amendement n° 54 rectifié de la commission (extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des ayants droits des auteurs aux droits de la propriété littéraire et artistique) (p. 7960) : adopté (p. 7961)
Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Jean-Pierre Brard (intégration des œuvres d'art dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7962)
Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Gilbert Gantier (instauration d'une réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune égale à 25 % des souscriptions en numéraire au capital de certaines sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 7965)
Article 17 (suppression de certains droits de timbre et taxes assimilées à ces droits)
Soutient l'amendement n° 55 de la commission (suppression du droit de timbre dû au titre de la délivrance de la carte de séjour des étrangers) (p. 7966) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7966)
Après l'article 17
Intervient sur l'amendement n° 541 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération de droits d'enregistrement et de timbre des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés) (p. 7966)
Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Philippe Auberger (exonération de droits d'enregistrement et de timbre des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés) (p. 7966)
Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Gilbert Gantier (exonération du droit fixe d'enregistrement de 500 F des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés) (p. 7967)
Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération du droit fixe d'enregistrement de 500 F des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés) (p. 7967)
Intervient sur l'amendement n° 519 de M. Michel Bouvard (exonération du droit fixe d'enregistrement de 500 F des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés) (p. 7967)
Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Maurice Adevah-Poeuf (exonération du droit de timbre de dimension, des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions et échanges faits par les conservatoires régionaux d'espaces naturels) (p. 7967)
Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Yves Tavernier (dispense du droit de timbre pour les requêtes engagées contre une décision de refus de visa) (p. 7967)
Article 18 (suppression de l'impôt sur les spectacles applicable aux réunions sportives)
Soutient l'amendement n° 56 de la commission (de suppression) (p. 7969) : adopté (p. 7969)
Après l'article 19
Intervient sur l'amendement n° 347 du Gouvernement (exonération de taxe d'habitation au profit des bénéficiaires du RMI ayant retrouvé un emploi) (p. 7970)
Intervient sur l'amendement n° 493 de M. Christian Cuvilliez (dégrèvement d'office de la taxe d'habitation

pour les jeunes de moins de 25 ans dont les revenus sont inférieurs ou équivalents au RMI) (p. 7970)

Article 20 (suppression du droit d'inscription au baccalauréat)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (suppression du droit d'inscription au brevet) (p. 7971) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7971)

Article 22 (modification des tarifs et aménagement de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 7973)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Charles de Courson (augmentation du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gazole) (p. 7973)

Intervient sur l'amendement n° 339 de M. Yves Cochet (diminution du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole utilisé comme carburant) (p. 7974)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (diminution du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole utilisé comme carburant) (p. 7974)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Yves Cochet (diminution du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole utilisé sous condition d'emploi) (p. 7974)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 7974) : adopté (p. 7974)

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Christian Cuvilliez (institution d'un mécanisme de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit des réseaux de transport public en commun de voyageurs) (p. 7975)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Gilbert Gantier (institution d'un mécanisme de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit des réseaux de transport public en commun de voyageurs) (p. 7975)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Maurice Adevah-Poeuf (institution d'un mécanisme de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit des réseaux de transport public en commun de voyageurs) (p. 7975)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jacques Heuclin (relèvement du taux d'exonération de taxe sur les véhicules de société dont bénéficient les véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 7976)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Gilbert Gantier (relèvement du taux d'exonération de taxe sur les véhicules de société dont bénéficient les véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 7976)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Charles de Courson (augmentation de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers dont bénéficie l'éthanol) (p. 7977)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Charles de Courson (maintien de la détaxation de taxe intérieure sur les produits pétroliers dont bénéficient les esters méthyliques d'huile végétale incorporés au fioul et au gazole) (p. 7977)

Article 24 (taxe sur les installations nucléaires de base)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Yves Cochet (de suppression) (p. 7978)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Pierre Méhaignerie (application du "dispositif Besson" d'amortissement des logements sociaux aux ascendants et aux descendants) (p. 7979)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jean-Pierre Brard (réintégration des pénalités de recouvrement dans le droit commun des sanctions fiscales) (p. 7979)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Germain Gengenwin (exonération des plus-values réinvesties dans l'entreprise ou utilisées pour constituer le capital initial ou augmenter le capital d'une entreprise) (p. 7980)

Intervient sur l'amendement n° 392 troisième rectification de Mme Marie-Line Reynaud (évaluation des stocks des viticulteurs soumis au régime simplifié d'imposition) (p. 7980)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement du plafond d'exonération des versements sur des plans d'épargne entreprise) (p. 7981)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Germain Gengenwin (suppression du plafonnement de la déductibilité du salaire du conjoint de l'exploitant même quand l'entreprise n'est pas adhérente d'un centre de gestion agréé) (p. 7981)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité des titres des sociétés ayant leur siège social dans un Etat membre de la zone euro aux plans d'épargne en actions) (p. 7982)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Germain Gengenwin (rétablissement de la réduction d'impôt pour formation du chef d'entreprise et de son conjoint) (p. 7982)

Intervient sur l'amendement n° 518 de M. Michel Bouvard (relèvement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de la souscription par les particuliers au capital des PME) (p. 7983)

Intervient sur l'amendement n° 343 deuxième rectification de M. Yves Cochet (assujettissement au régime des dons et subventions versés par les particuliers de la part de rendement des OPCVM caritatifs ou des produits d'épargne bancaires solidaires ou caritatifs à laquelle renoncent les souscripteurs) (p. 7983)

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux du prélèvement libératoire applicable aux plus-values de cession de valeurs mobilières) (p. 7983)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Christian Cuvilliez (relèvement des taux d'imposition des plus-values à long terme) (p. 7984)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Philippe Auberger (suppression de la règle d'assujettissement au précompte des distributions prélevées sur des bénéfices ayant supporté l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun réalisées depuis plus de cinq ans) (p. 7984)

Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Michel Bouvard (suppression de la règle d'assujettissement au précompte des distributions prélevées sur des bénéfices ayant supporté l'impôt sur les sociétés au

taux de droit commun réalisées depuis plus de cinq ans) (p. 7984)
Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Christian Cuvilliez (non-assujettissement des établissements publics de santé à la taxe sur les salaires) (p. 7984)
Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Gilbert Gantier (non-assujettissement des plates-formes multimodales à la taxe sur les bureaux d'Ile-de-France) (p. 7985)
Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Gilbert Gantier (non-assujettissement des locaux de stockage à la taxe sur les bureaux d'Ile-de-France) (p. 7985)
Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Gilbert Gantier (réduction du taux de la taxe sur les bureaux d'Ile-de-France applicable aux plates-formes multimodales) (p. 7985)
Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Jean-Jacques Jégou (non-assujettissement des locaux des collectivités territoriales à la taxe sur les bureaux d'Ile-de-France) (p. 7985)
Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la déductibilité des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition de titres de participation) (p. 7987)
Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Pierre Méhaignerie (institution d'un nouveau crédit d'impôt recherche) (p. 7988)
Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Philippe Auberger (institution d'un nouveau crédit d'impôt recherche) (p. 7988)
Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Michel Bouvard (institution d'un nouveau crédit d'impôt recherche) (p. 7988)
Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Christian Cuvilliez (remplacement du crédit d'impôt recherche par une contribution annuelle au titre de la recherche) (p. 7988)
Intervient sur l'amendement n° 345 de M. Yves Cochet (création d'une contribution destinée à financer le coût de l'élimination des documents publicitaires et journaux gratuits non adressés) (p. 7989)
Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la contribution annuelle sur les logements sociaux à usage locatif) (p. 7990)
Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Charles de Courson (extension du paiement différé et fractionné des droits de mutation à titre gratuit prévu pour la transmission d'entreprise aux mutations à titre gratuit des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles) (p. 7991)
Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jacques Bascou (extension du paiement différé et fractionné des droits de mutation à titre gratuit prévu pour la transmission d'entreprise aux mutations à titre gratuit des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles) (p. 7991)
Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Michel Bouvard (extension du paiement différé et fractionné des droits de mutation à titre gratuit prévu pour la transmission d'entreprise aux mutations à titre gratuit des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles) (p. 7991)
Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Gilbert Gantier (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) (p. 7991)
Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Jacques Bascou (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) (p. 7991)
Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Charles de Courson (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) (p. 7991)
Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Jean-Pierre Brard (remplacement de l'abattement de 300 000 F applicable aux transmissions à titre gratuit en ligne directe par un abattement unique de 1 million de francs par enfant pour l'ensemble des donations et successions provenant de chacun des parents) (p. 7992)
Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Yves Cochet (exonération de droits de mutation à titre gratuit pour les dons et legs consentis à des associations oeuvrant en faveur de la défense de l'environnement naturel ou de la protection des animaux) (p. 7992)
Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Philippe Auberger (exonération des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés de droits d'enregistrement et de timbre) (p. 7993)
Intervient sur l'amendement n° 327 rectifié de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux) (p. 7995)
Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Julien Dray (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux) (p. 7995)
Soutient l'amendement n° 68 rectifié de la commission (rapport du Gouvernement sur la concurrence fiscale dommageable et la régulation internationale des mouvements de capitaux) (p. 7996) : adopté (p. 8001)
Intervient sur l'amendement n° 445 de M. Christian Cuvilliez (relèvement des tarifs de la taxe sur les véhicules des sociétés) (p. 8002)
Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Philippe Auberger (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal) (p. 8002)
Intervient sur l'amendement n° 182 corrigé de M. Gilbert Gantier (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal) (p. 8002)
Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Charles de Courson (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal majoré de 3 %) (p. 8002)
Intervient sur l'amendement n° 363 de M. Charles de Courson (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal majoré de 2 %) (p. 8002)
Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Charles de Courson (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal majoré de 1 %) (p. 8002)
Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Jean-Louis Dumont (suppression de la défiscalisation des intérêts et des primes d'épargne au titre de l'épargne logement non affectés au financement de l'acquisition de logements destinés à l'habitation principale) (p. 8003)
Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Philippe Douste-Blazy (attribution aux salariés d'une part des actions émises lors des augmentations de capital des sociétés cotées) (p. 8003)
Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Christian Cuvilliez (rapport du Gouvernement sur son action nationale et internationale contre la compétition fiscale dommageable) (p. 8005)

Article 26 (contribution des organismes collecteurs du 1 % logement)

Soutient l'amendement n° 61 corrigé de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 8005) : adopté (p. 8005)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Michel Bouvard (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 8006)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 346 du Gouvernement (affectation de la taxe générale sur les activités polluantes au fonds de financement de la réforme des cotisations sociales patronales de sécurité sociale) (p. 8007)

Article 28 (actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (suppression de la possibilité de corriger les taux de la taxe au titre de l'année en cours) (p. 8007) : adopté (p. 8007)

Son amendement n° 552 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 8007)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 535 du Gouvernement (financement de la revalorisation des petites retraites agricoles) (p. 8008)

Article 29 (affectation du droit de consommation sur les tabacs manufacturés)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 8009)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 8009)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 8009)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 8009)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (de précision) (p. 8010) : retiré (p. 8010)

Intervient sur l'amendement n° 521 du Gouvernement (suppression du plafond d'affectation du droit de consommation sur les tabacs au Fonds de compensation des allègements de cotisations sociales) (p. 8010)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (de coordination) (p. 8010) : adopté (p. 8011)

Intervient sur l'amendement n° 522 du Gouvernement (suppression du plafond d'affectation du droit de consommation sur les tabacs à la Caisse nationale d'assurance maladie) (p. 8010)

Intervient sur l'amendement n° 523 du Gouvernement (suppression du plafond d'affectation du droit de consommation sur les tabacs au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) (p. 8010)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Alfred Recours (augmentation de la fiscalité sur les tabacs) (p. 8011)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Gérard Gouzes (réduction du délai de reversement à l'Etat des droits sur les tabacs) (p. 8012)

Article 30 (modifications d'affectations et suppression de ressources liées à la clôture de comptes d'affectation spéciale)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Yves Cochet (rétablissement de la taxe de défrichement) (p. 8015)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) (p. 8015) : adopté (p. 8015)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'affectation à la région Ile-de-France d'une fraction du produit de la taxe sur les locaux à usage de bureaux) (p. 8015)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Jean-Jacques Jégou (fixation à 50 % de la fraction du produit de la taxe sur les locaux à usage de bureaux affectée à la région Ile-de-France) (p. 8015)

Article 31 (institution du prélèvement de solidarité pour l'eau et modifications du compte d'affectation spéciale n° 902-00)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 8016)

Son amendement n° 465 (de précision) : adopté (p. 8017)

Intervient sur l'amendement n° 516 de M. André Santini (modalités de fixation du montant du prélèvement de solidarité versé par les agences de l'eau) (p. 8018)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. André Santini (rédactionnel) (p. 8018)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. André Santini (modalités de fixation du montant du prélèvement de solidarité versé par les agences de l'eau) (p. 8018)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 549 du Gouvernement (prélèvement sur les droits de retransmission télévisée des manifestations sportives) (p. 8018)

Article 33 (relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 8021)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 8021)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 8021)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 8021)

Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Michel Inchauspé (de suppression) (p. 8021)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Michel Bouvard (réduction de la taxation des plus-values opérées lors des transmissions à titre gratuit d'entreprises agricoles) (p. 8021)

Intervient sur l'amendement n° 546 de M. Jean-Louis Idiart (suppression du fonds d'investissement pour les transports terrestres et les voies navigables) (p. 8022)

Intervient sur l'amendement n° 506 de M. Michel Bouvard (rebudgétisation des recettes perçues par l'Etat au titre des frais de contrôle technique et de sécurité mis à la charge des exploitants de remontées mécaniques) (p. 8024)

Article 34 (abondement de la dotation globale de fonctionnement)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Gilles Carrez (majoration du montant du solde de la dotation

d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8025)
Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Marc Laffineur (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8025)
Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Charles de Courson (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8025)
Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Philippe Douste-Blazy (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8025)
Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Marc Laffineur (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8025)
Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Jean-Jacques Jégou (compensation de la perte de recettes pour les communes dont la dotation globale de fonctionnement est inférieure d'au moins 10 % à la moyenne de la strate de la région de rattachement) (p. 8026)
Après l'article 34
Soutient l'amendement n° 67 rectifié de la commission (reconduction du mécanisme compensant les diminutions de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les collectivités défavorisées) (p. 8028) : adopté (p. 8029)
Intervient sur le sous-amendement n° 548 de M. Gilles Carrez (application aux communes de plus de 10 000 habitants non éligibles à la dotation de solidarité urbaine) à l'amendement n° 67 rectifié de la commission (p. 8028)
Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Gilles Carrez (majoration de la dotation globale de fonctionnement forfaitaire au prorata de la croissance de la population) (p. 8029)
Intervient sur l'amendement n° 16 du Gouvernement (majoration de 500 millions de francs de la dotation de solidarité urbaine) (p. 8029)
Soutient l'amendement n° 66 de la commission (majoration de la dotation de solidarité rurale) (p. 8029) : adopté (p. 8029)
Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Gilles Carrez (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance du PIB) (p. 8030)
Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Pierre Méhaignerie (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance du PIB) (p. 8030)
Article 36 et état A (équilibre général du budget)
Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 8040)
Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Pierre Méhaignerie (réduction du déficit budgétaire) (p. 8042)
Intervient sur l'amendement n° 553 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 8054)
Seconde délibération
Article 4 ter (application du taux réduit de la TVA aux produits de confiserie)
Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 8055)
Article 15 ter (intégration des œuvres d'art dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune)
Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 8055)
Article 36 et état A (équilibre général du budget)
Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (déficit fixé à 215, 397 milliards de francs) (p. 8055)
Explications de vote et vote [26 octobre 1999] (p. 8116)
Son intervention (p. 8117)
DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES
ANCIENS COMBATTANTS
Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 1999] (p. 8789)
Après l'article 65
Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles (instauration d'une commission consultative chargée de vérifier l'utilisation des crédits inscrits dans la loi de finances) (p. 8790)
ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS
Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)
Article 53 et état G (crédits provisionnels)
Son amendement n° 171 (rectification d'une erreur matérielle) : adopté (p. 9851)
Article 54 et état H (reports de crédits)
Intervient sur l'amendement n° 127 corrigé de M. Charles de Courson (non-report des crédits relatifs aux contrats territoriaux d'exploitations agricoles) (p. 9854)
Article 56 (durée des vérifications applicable à certaines entreprises)
Soutient l'amendement n° 199 de la commission (application du dispositif aux sociétés en participation) (p. 9854) : adopté (p. 9854)
Article 57 (modification des règles d'opposabilité du secret professionnel à l'administration fiscale)
Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 9856)
Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 9856)
Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Philippe Douste-Blazy (de suppression) (p. 9856)
Soutient l'amendement n° 200 de la commission (rédactionnel) (p. 9857) : retiré (p. 9857)
Soutient l'amendement n° 201 de la commission (opposabilité du secret professionnel en ce qui concerne la nature des prestations fournies) (p. 9857) : adopté (p. 9858)
Soutient l'amendement n° 202 de la commission (extension à l'ensemble des contribuables titulaires de bénéfices non commerciaux des règles applicables aux adhérents des associations de gestion agréées) (p. 9857) : adopté (p. 9858)
Son amendement n° 314 (suppression de la mention relative aux documents) (p. 9857) : adopté (p. 9858)
Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Gilbert Gantier (abaissement du délai de réponse de l'administration fiscale prévu par l'article L. 64 B du livre des procédures fiscales) (p. 9858)

Article 58 (reconduction de mesures fiscales en faveur de l'aménagement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Jean-Jacques Jégou (extension de l'exonération d'impôt sur les bénéfices à toutes les entreprises nouvelles) (p. 9860)

Soutient l'amendement n° 203 de la commission (rédactionnel) (p. 9860) : adopté (p. 9860)

Soutient l'amendement n° 204 rectifié de la commission (extension du champ d'application de l'exonération d'impôt sur les résultats aux entreprises exerçant une activité de location d'un établissement commercial ou industriel muni du mobilier ou du matériel nécessaire à l'exploitation) (p. 9860) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 9861)

Son sous-amendement n° 328 (exonération limitée aux bénéfices provenant des seuls immeubles situés dans une zone de revitalisation rurale) à l'amendement n° 204 rectifié de la commission (p. 9860) : adopté (p. 9861)

Soutient l'amendement n° 205 de la commission (extension du champ d'application de l'exonération d'impôt sur les résultats aux titulaires de bénéfices non commerciaux sans condition d'assujettissement à l'impôt sur les sociétés ni d'effectif) (p. 9861) : retiré (p. 9862)

Soutient l'amendement n° 206 de la commission (rédactionnel) (p. 9862) : adopté (p. 9862)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Gilbert Gantier (extension du champ d'application de l'exonération d'impôt sur les résultats aux entreprises franchisées) (p. 9862)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Pierre Méhaignerie (suppression du plafond d'exonération) (p. 9862)

Soutient l'amendement n° 207 de la commission (appréciation sur trois ans du respect du plafonnement) (p. 9863) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9863)

Soutient l'amendement n° 208 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 9863) : adopté (p. 9863)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Gilbert Gantier (non-reconduction du régime d'amortissement exceptionnel sur les constructions édifiées par les PME dans les zones de revitalisation rurale et dans les zones de redynamisation urbaine) (p. 9863)

Après l'article 58

Soutient l'amendement n° 209 rectifié de la commission (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des entreprises implantées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 9865) : retiré (p. 9865)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Pierre Méhaignerie (maintien de la faculté pour les collectivités territoriales d'exonérer temporairement de taxe professionnelle les entreprises créant des emplois dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire) (p. 9866)

Article 59 (suppression de la production d'un certificat pour bénéficier de la réduction d'impôt pour frais de scolarité)

Soutient l'amendement n° 210 de la commission (rédactionnel) (p. 9866) : adopté (p. 9866)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 9866)

Intervient sur l'amendement n° 9 corrigé de M. François d'Aubert (relèvement du plafond de la déduction d'impôt sur le revenu accordée aux particuliers ayant subi des pertes à la suite de la mise en cessation de paiement de PME au capital desquelles ils avaient souscrit) (p. 9867)

Article 60 (fusion des régimes d'imposition des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisées par les particuliers et aménagement du régime de différé d'imposition des plus-values d'échange de ces mêmes titres)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Pierre Méhaignerie (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) (p. 9872)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Jean-Jacques Jégou (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) (p. 9872)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Pierre Méhaignerie (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) (p. 9872)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Jégou (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) (p. 9872)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Jean-Jacques Jégou (doublement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières) (p. 9873)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Pierre Méhaignerie (doublement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières pour les couples mariés) (p. 9873)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Charles de Courson (généralisation de la possibilité d'opter pour l'évaluation forfaitaire du prix d'acquisition sur la base d'une fraction du dernier cours coté en 1995) (p. 9874)

Soutient l'amendement n° 211 de la commission (rédactionnel) (p. 9874) : adopté (p. 9874)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Jacques Jégou (application du dispositif aux opérations antérieures au 1er janvier 2000 faisant l'objet de contentieux n'ayant pas acquis force de chose jugée) (p. 9874)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 261 de Mme Anne-Marie Idrac (modalités d'imposition des plus-values résultant de la vente de fonds de commerce) (p. 9875)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Jean-Jacques Jégou (abaissement du taux d'imposition des plus-values mobilières) (p. 9875)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Jean-Jacques Jégou (abaissement du taux d'imposition des plus-values mobilières lorsque la durée de détention des titres est supérieure à deux ans) (p. 9875)

Article 61 (report de la date limite d'achèvement des logements ouvrant droit au bénéfice de l'amortissement des logements neufs donnés en location)

Soutient l'amendement n° 212 de la commission (rédactionnel) (p. 9876) : adopté (p. 9876)

Après l'article 61

Soutient l'amendement n° 213 rectifié de la commission (taxe communale sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière) (p. 9877) : adopté (p. 9877)

Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (dégrèvement de la taxe d'habitation des employeurs privés hébergeant leurs salariés saisonniers) (p. 9877)

Article 62 (report de la date limite d'institution pour 2000 de l'exonération de taxe professionnelle en faveur des entreprises de spectacles)

Soutient l'amendement n° 215 de la commission (report d'un mois de la date limite) (p. 9883) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9883)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Gilles Carrez (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle applicable aux titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9884)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle assise sur certains actifs financiers) (p. 9885)

Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de M. Christian Cuvilliez (majoration de la taxe professionnelle due par les entreprises procédant à des licenciements alors que leurs résultats sont bénéficiaires) (p. 9885)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe perçue au profit du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle pour les entreprises dont plus de 10 % de l'effectif est employé sur le fondement de contrats de travail à durée déterminée ou dans le cadre de dispositifs dits précaires) (p. 9886)

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 30 corrigé de M. Jérôme Cahuzac (application de la majoration de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers instituée au profit des bailleurs de logements anciens dans le secteur intermédiaire aux reconductions et aux renouvellements de baux) (p. 9887)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Christian Jacob (déductibilité des provisions constituées par les groupements d'employeurs afin de prévenir la mise en œuvre de leur responsabilité solidaire) (p. 9887)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Charles de Courson (instauration d'un abattement sur l'assiette des droits de mutation à titre gratuit pour les transmissions d'entreprises individuelles) (p. 9888)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Christian Jacob (assujettissement des exploitants agricoles à l'imposition d'après le bénéfice réel) (p. 9889)

Intervient sur l'amendement n° 51 corrigé de M. Michel Bouvard (aménagement de la déduction pour investissement dont bénéficient les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition) (p. 9890)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Charles de Courson (instauration d'un régime fiscal différencié pour la fraction des bénéfices affectée au renforcement des fonds propres des exploitations agricoles) (p. 9890)

Intervient sur l'amendement n° 10 corrigé de M. Gilbert Gantier (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice une fois tous les dix ans) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 11 corrigé de M. Serge Poignant (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice une fois tous les dix ans) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 15 corrigé de M. Charles de Courson (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice une fois tous les dix ans) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Michel Bouvard (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice une fois tous les dix ans) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Charles de Courson (avancement, à titre exceptionnel, de la date de clôture de l'exercice des exploitants viticulteurs soumis à un régime réel d'imposition) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Michel Bouvard (avancement, à titre exceptionnel, de la date de clôture de l'exercice des exploitants viticulteurs soumis à un régime réel d'imposition) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 312 de Mme Béatrice Marre (prorogation de la date limite d'installation pour l'application de l'abattement dont bénéficient les jeunes agriculteurs) (p. 9892)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Christian Jacob (possibilité de rattachement des plus-values réalisées sur les stocks, en cas d'apport d'une exploitation agricole à une société, aux résultats de la société bénéficiaire de l'apport) (p. 9893)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Christian Jacob (suppression du plafond de 7 % des revenus professionnels servant de base aux cotisations dues pour le régime social des membres non-salariés des professions agricoles retenu pour la déductibilité fiscale de ces cotisations) (p. 9893)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. François d'Aubert (création de bons de croissance regroupant les stock-options et les bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) (p. 9893)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. François d'Aubert (relèvement du plafond de la déduction d'impôt sur le revenu accordée aux particuliers ayant subi des pertes à la suite de la mise en cessation de paiement de PME au capital desquelles ils avaient souscrit) (p. 9894)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Jean-Pierre Brard (abaissement du seuil permettant une évaluation forfaitaire minimale du revenu imposable d'après certains éléments du train de vie) (p. 9895)

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Jean-Pierre Brard (déclaration des revenus soumis au régime du prélèvement libératoire) (p. 9896)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement de 1 à 1, 2 du nombre de parts à prendre en considération au titre du quotient familial pour les personnes vivant seules sans enfant à charge) (p. 9896)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement de 1 à 1, 1 du nombre de parts à

prendre en considération au titre du quotient familial pour les personnes vivant seules sans enfant à charge) (p. 9896)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Ernest Moutoussamy (prorogation du mécanisme de réduction d'impôt applicable aux investissements immobiliers réalisés dans les départements d'outre-mer sous réserve du respect des plafonds de loyer et de ressources des locataires) (p. 9898)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. François d'Aubert (relèvement des plafonds et du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 9899)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Éric Besson (relèvement des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 9899)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Christian Jacob (instauration d'un régime spécifique pour le calcul de l'impôt sur les sociétés applicable aux sociétés dont l'objet est agricole) (p. 9899)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Daniel Marsin (aménagement du dispositif de déduction fiscale institué au profit des contribuables soumis à l'impôt sur les sociétés qui investissent dans les départements d'outre-mer) (p. 9900)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la déductibilité des emprunts contractés auprès d'établissements financiers et de personnes physiques ou morales établis dans des paradis fiscaux) (p. 9900)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Jean-Pierre Brard (déductibilité des charges payées à des personnes physiques ou morales établies dans des paradis fiscaux subordonnée au dépôt d'une déclaration spécifique) (p. 9901)

Intervient sur l'amendement n° 249 de Mme Nicole Bricq (institution d'une contribution pesant sur les producteurs, importateurs et distributeurs de documents publicitaires gratuits) (p. 9902)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Christian Jacob (prise en compte dans la législation fiscale des sociétés civiles à objet agricole) (p. 9903)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement des contrats d'assurance vie au droit fixe d'enregistrement de 100 F) (p. 9904)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement des dons aux droits d'enregistrement) (p. 9905)

Intervient sur l'amendement n° 256 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (assimilation des concubins aux couples mariés en matière de droits de mutation à titre gratuit) (p. 9905)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Christian Jacob (application du régime d'exonération des droits de mutation à titre gratuit à l'ensemble des parts de groupements fonciers agricoles détenues par des personnes physiques) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 9907)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion) (p. 9907)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement du montant de la cotisation en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties selon des modalités identiques à celles appliquées en matière de taxe d'habitation) (p. 9907)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Gilles Carrez (suppression de la part régionale de la taxe d'habitation) (p. 9909)

Intervient sur l'amendement n° 217 de la commission (faculté pour les conseils généraux de n'exonérer de vignette que certaines catégories de véhicules) (p. 9910)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Christian Cuvilliez (libre fixation par les collectivités territoriales des taux d'imposition appliqués à chacune des quatre taxes locales) (p. 9911)

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Christian Cuvilliez (libre fixation par les collectivités territoriales des taux d'imposition appliqués à chacune des quatre taxes locales) (p. 9911)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Jean-Pierre Brard (obligation pour les personnes physiques de déclarer les cartes de crédit, cartes bancaires et cartes de paiement émises par un établissement bancaire ou financier étranger) (p. 9912)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Jean-Pierre Brard (obligation pour les contribuables non assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune de déclarer l'ensemble des avoirs qu'ils détiennent à l'étranger) (p. 9912)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de toute possibilité de paiement hors la vue d'un notaire pour les transactions supérieures à 500 000 F) (p. 9912)

Intervient sur l'amendement n° 220 de la commission (réduction de 50 000 à 20 000 F de la limite supérieure des paiements en espèces pour les particuliers non commerçants) (p. 9912)

Intervient sur l'amendement n° 298 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (application du plafond des paiements en espèces par les particuliers non commerçants au règlement des primes d'assurance vie) (p. 9913)

Soutient l'amendement n° 221 de la commission (application du plafond des paiements en espèces par les particuliers non commerçants au règlement des primes d'assurance vie) (p. 9913) : retiré (p. 9914)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Gilbert Gantier (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal) (p. 9914)

Soutient l'amendement n° 222 de la commission (harmonisation des sanctions fiscales applicables aux activités occultes) (p. 9914) : adopté (p. 9915)

Soutient l'amendement n° 224 de la commission (suppression du bénéfice de la tolérance légale pour les contribuables de mauvaise foi ou s'étant livrés à des manœuvres frauduleuses) (p. 9915) : adopté (p. 9915)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Jean-Pierre Brard (plafonnement de l'effet de la tolérance légale pour l'imposition des résultats des entreprises) (p. 9915)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Jean-Pierre Brard (création d'une amende fiscale de 50 % en cas de vente sans facture) (p. 9916)

Soutient l'amendement n° 223 de la commission (création d'une amende fiscale de 50 % en cas de vente sans facture) (p. 9916) : retiré (p. 9916)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Jean-Pierre Brard (renforcement du dispositif des amendes fiscales en cas d'omissions ou d'inexactitudes) (p. 9916)

Intervient sur l'amendement n° 170 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (renversement de la charge de la preuve au plan fiscal en matière de taxation d'office de revenus qualifiés d'origine indéterminée) (p. 9918)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Jean-Pierre Brard (renversement de la charge de la preuve au plan fiscal en matière de taxation d'office de revenus qualifiés d'origine indéterminée) (p. 9918)

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Jean-Pierre Brard (extension de la procédure de redressement contradictoire aux réhaussements opérés en matière de taxe professionnelle) (p. 9919)

Soutient l'amendement n° 219 de la commission (abrogation de l'article L. 80 C du livre des procédures fiscales) (p. 9920) : adopté (p. 9920)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Jean-Pierre Brard (saisine de la Commission des infractions fiscales en cas de rappel supérieur à 500 000 F et à 30 % du montant de l'impôt) (p. 9920)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Jean-Louis Idiart (remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole en faveur des exploitants de réseaux de transport en commun) (p. 9921)

Intervient sur l'amendement n° 216 de la commission (reconduction du dispositif d'exonération des taxes intérieures de consommation applicables au fioul lourd, au gaz naturel et au gaz de raffinerie utilisés dans des installations nouvelles de cogénération) (p. 9922)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Gérard Saumade (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de fonctionnement du service de la voirie relatives à des réfections globales de chaussée ou au renouvellement de la couche de surface) (p. 9923)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Jean-Louis Idiart (attribution du Fonds de compensation pour la TVA au titre des dépenses des collectivités territoriales relatives au traitement des déchets ménagers dont les opérations sont partiellement assujetties à la TVA, à hauteur de la fraction de TVA ayant grevé l'investissement qui n'a pas été déduit fiscalement) (p. 9924)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Gilles Carrez (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement exposées sur des locaux mis à la disposition de l'Etat) (p. 9925)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Gilles Carrez (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement exposées sur des locaux mis à la disposition de l'Etat) (p. 9925)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Guillaume (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des travaux d'investissement réalisés sur la voirie nationale dans le cadre d'une convention de mandat) (p. 9926)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Jean-Pierre Brard (aggravation des sanctions pénales en cas d'escroquerie à la TVA en bande organisée) (p. 9927)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Christian Jacob (création d'un fonds agricole) (p. 9928)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Christian Jacob (encouragement à la cession des baux afin de favoriser l'installation de jeunes agriculteurs) (p. 9928)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Charles de Courson (sanctions en cas de refus de communication de documents à un rapporteur spécial) (p. 9928)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. François d'Aubert (publication d'une enquête statistique annuelle sur les contrôles fiscaux en annexe du projet de loi de finances) (p. 9929)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Léonce Deprez (publication d'une enquête statistique annuelle sur les contrôles fiscaux en annexe du projet de loi de finances) (p. 9929)

Soutient l'amendement n° 218 rectifié de la commission (amélioration de l'information du Parlement sur les sommes effectivement recouvrées à la suite des opérations de contrôle fiscal) (p. 9929) : adopté (p. 9930)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Jean-Pierre Brard (rapport annuel du Gouvernement sur l'exercice de la juridiction gracieuse) (p. 9929)

Intervient sur l'amendement n° 326 du Gouvernement (reconduction de l'annualisation du service à temps partiel dans la fonction publique) (p. 9930)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Gilbert Gantier (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres émis par des organismes dont le siège social se situe dans l'Union européenne) (p. 9930)

Intervient sur l'amendement n° 327 du Gouvernement (prorogation du congé de fin d'activité des fonctionnaires) (p. 9931)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité d'imposition commune pour les personnes vivant en concubinage) (p. 9931)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Michel Bouvard (compensation des pertes de recettes subies par la ville de Modane en raison de l'application de la convention du 29 janvier 1951 relative aux gares internationales) (p. 9932)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement de l'intervention financière publique à 40 % du coût du plan social d'une entreprise) (p. 9932)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Jean-Pierre Brard (création d'un observatoire de la fraude) (p. 9934)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Gilbert Gantier (transmission au Parlement des rapports de l'Inspection générale des finances) (p. 9934)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Léonce Deprez (rapport sur les abus commis par l'administration lors des contrôles fiscaux) (p. 9935)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. François d'Aubert (rapport sur les abus commis par l'administration lors des contrôles fiscaux) (p. 9935)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Gilbert Gantier (rapport sur la situation patrimoniale de l'Etat) (p. 9936)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. François Vannson (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9937)

Seconde délibération

Article 38 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Intervient sur les amendements n°s 1 à 25 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9949)

Article 39 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Intervient sur les amendements n°s 26 à 41 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 9949)

Article 41 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)

Intervient sur les amendements n°s 42 et 43 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 9949)

Article 43 (budgets annexes - mesures nouvelles)

Intervient sur l'amendement n° 44 du Gouvernement (majoration des mesures nouvelles du budget annexe des prestations sociales agricoles) (p. 9949)

Article 55 (approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (répartition du produit de la redevance audiovisuelle) (p. 9949)

Article 63 undecies (remboursement d'une fraction de la taxe de consommation sur le gazole en faveur des exploitants de réseaux de transport public en commun de voyageurs)

Intervient sur l'amendement n° 46 du Gouvernement (de suppression) (p. 9949)

Article 36 et état A pour coordination (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 47 du Gouvernement (déficit porté à 215, 420 milliards de francs) (p. 9948)

Explications de vote et vote [23 novembre 1999] (p. 9969)

Son intervention (p. 9970)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11073)

Son intervention (p. 11074)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 11074)
Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 11074)
Emploi : création d'emplois (p. 11074)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 11074)
Finances publiques : dépenses (p. 11074)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 11074, 11075)
Parlement : Sénat (p. 11074, 11075)
Politique économique : croissance (p. 11074)

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11089, 11145)

Article 2 A (présentation consolidée du projet de loi de finances pour 2001 et du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 11089) : adopté (p. 11089)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11090) : adopté (p. 11090)

Intervient sur le sous-amendement n° 288 de M. Pierre Hériaud (relèvement de l'abattement pour le rattachement au foyer fiscal des enfants majeurs restant à charge) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 11090)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de l'avoir fiscal) (p. 11091)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Germain Gengenwin (attribution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux anciens combattants de plus de 75 ans ayant des enfants majeurs) (p. 11091)

Article 2 bis A (limite supérieure de la déduction du salaire du conjoint d'un exploitant)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (de suppression) (p. 11091) : adopté (p. 11091)

Article 2 bis B (imposition commune de deux frères ou sœurs résidant ensemble)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 11092) : adopté (p. 11092)

Article 2 bis C (augmentation de 45 000 F à 60 000 F du plafond des dépenses pour la réduction d'impôt au titre des emplois à domicile)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) (p. 11092) : adopté (p. 11092)

Article 2 bis D (abaissement du taux d'imposition des plus-values de cession à 15 %)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 11092) : adopté (p. 11092)

Article 2 bis E (extension du bénéfice des titres-restaurant aux agents de la fonction publique et réglementation des conditions de participation de leurs employeurs)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 11093) : adopté (p. 11093)

Article 2 bis F (modification des règles de détermination du résultat fiscal de certaines sociétés civiles agricoles en cas de transmission ou de rachat des titres d'un associé)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 11093) : adopté (p. 11093)

Article 2 bis G (aménagements de l'impôt sur le revenu favorables à la famille)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 11094) : adopté (p. 11094)

Article 2 bis (fixation des seuils d'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux salariés ou aux mandataires sociaux à l'occasion de la cessation de leurs fonctions)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (régime applicable aux indemnités de licenciement accordées dans le cadre d'un plan social) (p. 11095) : adopté (p. 11095)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11095) : adopté (p. 11095)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée

nationale en première lecture) (p. 11095) : adopté (p. 11095)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11095) : adopté (p. 11095)

Article 2 ter A (doublement des plafonds des versements pris en compte pour la réduction d'impôt au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) (p. 11096) : adopté (p. 11096)

Article 2 quater (réduction d'impôt sur le revenu au titre des contrats d'assurance "complément de retraite")

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (de suppression) (p. 11096) : adopté (p. 11096)

Article 2 quinquies (réduction d'impôt sur le revenu au titre des dépenses de formation professionnelle)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (de suppression) (p. 11097) : adopté (p. 11097)

Article 3 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux locaux professionnels) (p. 11098)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA à certains travaux de clôture) (p. 11098)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11099) : adopté (p. 11099)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux travaux réalisés dans les jardins familiaux et d'insertion) (p. 11099)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Jean-Marie Le Guen (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers ou mobiliers de reconstruction se rapportant à la réparation de dommages causés par un sinistre) (p. 11099)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11100) : adopté (p. 11100)

Article 3 bis A (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux prothèses auditives et aux lunettes correctrices de vue)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de suppression) (p. 11100) : adopté (p. 11101)

Article 3 bis B (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux prestations de restauration)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de suppression) (p. 11101) : adopté (p. 11101)

Après l'article 3 bis B

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA aux prestations juridiques et judiciaires dispensées par les avocats aux particuliers) (p. 11101)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA aux prestations juridiques dispensées par les notaires aux particuliers) (p. 11101)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Francis Delattre (application du taux réduit de la TVA aux livraisons de gaz combustible et d'énergie calorifique) (p. 11102)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. François d'Aubert (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 11102)

Article 3 bis C (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée à certaines prestations d'apport volontaire des déchets ménagers)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (de suppression) (p. 11102) : adopté (p. 11102)

Article 3 bis D (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux prestations de services funéraires)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de suppression) (p. 11102) : adopté (p. 11102)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Gilbert Gantier (exonération de TVA des ventes de meubles et objets d'art à l'occasion de ventes aux enchères) (p. 11102)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Gilbert Gantier (suppression des distorsions de taux de TVA entre les différents produits à base de chocolat) (p. 11103)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-François Mattei (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 11103)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique distribuée par des réseaux publics alimentés par géothermie ou cogénération) (p. 11103)

Article 5 (réduction des droits de mutation à titre onéreux)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11104) : adopté (p. 11104)

Article 5 bis A (amélioration du régime successoral entre frères et sœurs isolés domiciliés avec le défunt)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de suppression) (p. 11104) : adopté (p. 11104)

Article 5 bis B (assouplissement du régime de la "tontine")

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (de suppression) (p. 11105) : adopté (p. 11105)

Article 5 bis C (extension des modalités d'évaluation de la résidence principale en matière de droits de mutation à titre gratuit aux fratries)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (de suppression) (p. 11105) : adopté (p. 11105)

Article 5 bis D (exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour les immeubles entrant dans le nouveau régime de conventionnement en faveur des logements locatifs anciens)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (de suppression) (p. 11105) : adopté (p. 11105)

Article 5 bis E (prolongation du régime instaurant une réduction de 30 % sur les donations sans limite d'âge)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (limitation de la prolongation à 18 mois) (p. 11106) : adopté (p. 11106)

Article 5 bis (incitation à la constitution et au maintien à long terme d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11107) : adopté (p. 11107)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11107) : adopté (p. 11107)

Article 5 ter (exonération d'impôt de solidarité sur la fortune des titres inclus dans un pacte d'actionnaires)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 11107) : adopté (p. 11107)

Article 6 (suppression de la contribution annuelle représentative du droit de bail)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11110) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 11110)

Article 7 bis A (actualisation des abattements relatifs au régime d'imposition des plus-values prévus à l'article 150 Q du code général des impôts)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) (p. 11111) : adopté (p. 11111)

Article 7 bis B (plus-values en cas de vente d'un fonds de commerce)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (de suppression) (p. 11111) : adopté (p. 11111)

Article 7 bis C (relèvement du plafond d'exonération des plus-values des petites entreprises)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (de suppression) (p. 11111) : adopté (p. 11111)

Article 7 bis D (éligibilité au plan d'épargne en actions et aux contrats d'assurance-vie principalement investis en actions des titres de sociétés ayant leur siège dans un Etat membre de l'Union européenne)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (de suppression) (p. 11112) : adopté (p. 11112)

Article 7 bis E (extension de l'avantage fiscal pour l'investissement locatif intermédiaire aux locations aux ascendants ou descendants)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (de suppression) (p. 11112) : adopté (p. 11112)

Après l'article 7 bis

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Christian Cuvilliez (suppression du taux supérieur majoré de taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique) (p. 11113)

Article 8 bis A (doublement des seuils d'application de la décote et de la franchise en matière de taxe sur les salaires)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (de suppression) (p. 11114) : adopté (p. 11114)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. François d'Aubert (instauration d'un crédit d'impôt égal à 25 % des frais de dépôt et de maintenance des brevets) (p. 11114)

Article 9 bis (régime fiscal des acquisitions d'œuvres d'art par les entreprises)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) (p. 11115) : adopté (p. 11115)

Article 10 (mesures en faveur de la création d'entreprises)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11115) : adopté (p. 11115)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. François d'Aubert (application à l'ensemble des entreprises nouvelles de l'exonération d'impôt sur les bénéfices prévue pour les entreprises qui s'installent dans des zones spécifiques d'aménagement du territoire) (p. 11115)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. François d'Aubert (relèvement du plafond de la déduction du revenu au titre de la souscription des particuliers aux pertes en capital des entreprises en difficulté) (p. 11115)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. François d'Aubert (instauration d'un dispositif de déduction du revenu afin de favoriser l'épargne de proximité des personnes physiques qui investissent dans des PME innovantes) (p. 11116)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une contribution annuelle au titre de la recherche en remplacement du crédit d'impôt recherche) (p. 11116)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. François d'Aubert (instauration d'un crédit d'impôt pour les sociétés qui investissent dans le capital de PME innovantes) (p. 11117)

Article 10 bis (déduction en cas de dons aux organismes ayant pour objet de participer à la reprise d'entreprises)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (de suppression) (p. 11117) : adopté (p. 11117)

Article 10 ter (assujettissement au droit d'enregistrement au taux de 1 % des cessions de parts sociales de sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (de suppression) (p. 11117) : adopté (p. 11117)

Article 11 (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 F)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (suppression des paragraphes II et III) (p. 11118) : adopté (p. 11118)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. François d'Aubert (instauration d'un taux réduit d'impôt sur les sociétés pour les entreprises dont les bénéfices n'excèdent pas 1 million de francs) (p. 11118)

Article 12 (augmentation du taux de la quote-part pour frais et charges égale à 5 % du produit total des participations pour l'application du régime mère-fille)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 11118)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11118) : adopté (p. 11118)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11118) : adopté (p. 11118)

Article 12 bis (réduction du taux de l'avoir fiscal)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11119) : adopté (p. 11119)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11119) : adopté (p. 11119)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11119) : adopté (p. 11119)

Article 12 ter (suppression du précompte en cas de distribution sur les bénéfices d'exercices clos depuis plus de cinq ans)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) (p. 11119) : adopté (p. 11119)

Article 14 (modalités de plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (suppression des dispositions étendant le dispositif aux groupements ayant perçu la taxe professionnelle unique avant l'année 2000 et aux groupements à taxe professionnelle de zone) (p. 11120) : adopté (p. 11121)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (suppression des dispositions étendant le dispositif aux groupements ayant perçu la taxe professionnelle unique avant l'année 2000 et aux groupements à taxe professionnelle de zone) (p. 11120) : adopté (p. 11121)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (suppression des dispositions étendant le dispositif aux groupements ayant perçu la taxe professionnelle unique avant l'année 2000 et aux groupements à taxe professionnelle de zone) (p. 11120) : adopté (p. 11121)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (suppression des dispositions étendant le dispositif aux groupements ayant perçu la taxe professionnelle unique avant l'année 2000 et aux groupements à taxe professionnelle de zone) (p. 11120) : adopté (p. 11121)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (suppression des dispositions étendant le dispositif aux groupements ayant perçu la taxe professionnelle unique avant l'année 2000 et aux groupements à taxe professionnelle de zone) (p. 11120) : adopté (p. 11121)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (suppression des dispositions étendant le dispositif aux groupements ayant perçu la taxe professionnelle unique avant l'année 2000 et aux groupements à taxe professionnelle de zone) (p. 11120) : adopté (p. 11121)

Article 14 bis A (exonération de la taxe professionnelle en faveur des porteurs de SICAV)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (de suppression) (p. 11121) : adopté (p. 11121)

Article 14 bis B (simplification des conditions d'exonération de la taxe professionnelle dans les zones de revitalisation rurale)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (de suppression) (p. 11121) : adopté (p. 11121)

Article 14 bis C (diminution de l'assiette de taxe professionnelle pour les titulaires de bénéfices non commerciaux)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (de suppression) (p. 11122) : adopté (p. 11122)

Article 14 bis D (réduction des écarts de taux de taxe professionnelle dans les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique issus de la transformation d'un groupement à taxe professionnelle de zone)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (de suppression) (p. 11122) : adopté (p. 11122)

Article 14 quinquies (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat en matière d'impôts locaux)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (de suppression) (p. 11122) : adopté (p. 11122)

Article 15 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (de suppression) (p. 11123) : adopté (p. 11123)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Gilbert Gantier (instauration d'une réduction d'impôt égale à 25 % du montant des souscriptions en numéraire au capital de sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 11124)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Gilbert Gantier (assimilation à des biens professionnels des parts ou actions détenues dans le capital de sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 11124)

Article 15 bis A (extension de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune aux biens ruraux donnés en bail à long terme à une société d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de suppression) (p. 11124) : adopté (p. 11124)

Article 15 bis B (suppression de la limitation des effets du plafonnement de la cotisation de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de suppression) (p. 11124) : adopté (p. 11124)

Article 16 bis (exonération de la taxe sur les achats de viande en faveur des entreprises artisanales)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (de suppression) (p. 11125) : adopté (p. 11125)

Article 17 (suppression de certains droits de timbre et taxes assimilées à ces droits)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11125) : adopté (p. 11125)

Article 17 ter supprimé par le Sénat (dispense du droit de timbre pour les requêtes engagées contre une décision de refus de visa)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11125) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 11125)

Article 19 ter (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion ou de l'allocation de solidarité spécifique)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (de suppression) (p. 11126) : adopté (p. 11126)

Article 21 (modifications de taxes afférentes à l'exercice d'une activité dans le secteur des télécommunications)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11126) : adopté (p. 11126)

Article 23 (alignement à 4,5 % du taux de la base forfaitaire sur les bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11126) : adopté (p. 11127)

Article 24 (taxe sur les installations nucléaires de base)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11127) : adopté (p. 11127)

Article 24 bis A (diminution du taux de l'intérêt de retard)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de suppression) (p. 11127) : adopté (p. 11127)

Article 24 bis supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité du revenu imposable des pénalités de recouvrement sanctionnant le versement tardif des impôts)

Soutient l'amendement n° 94 (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11128) : adopté (p. 11128)

Article 24 quater supprimé par le Sénat (exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons et legs faits aux associations de protection de l'environnement et des animaux)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11128) : adopté (p. 11128)

Article 24 sexies supprimé par le Sénat (relèvement des tarifs de la taxe sur les véhicules des sociétés)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11128) : adopté (p. 11128)

Article 24 septies (aménagement des conséquences de la cessation de la mise à disposition des immeubles pour les apports en société d'exploitations agricoles réalisés avant le 1er janvier 1996)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (de suppression) (p. 11128) : adopté (p. 11128)

Article 24 octies (crédit d'impôt imputé sur la contribution des institutions financières)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (de suppression) (p. 11128) : adopté (p. 11129)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Gilbert Gantier (non-assujettissement des locaux de stockage à la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France) (p. 11129)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Gilbert Gantier (instauration d'un abattement de 50 % sur le montant de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France pour les plates-formes logistiques multimodales) (p. 11129)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Gilbert Gantier (non-assujettissement des plates-formes logistiques multimodales à la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France) (p. 11130)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (affectation de la taxe générale sur les activités polluantes)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11130) : adopté (p. 11130)

Article 27 ter (demande de rapport sur les effets environnementaux de la TGAP)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (de suppression) (p. 11130) : adopté (p. 11130)

Article 28 (actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11130) : adopté (p. 11130)

Article 28 bis (financement de la revalorisation des petites retraites agricoles)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11131) : adopté (p. 11131)

Article 28 ter (modification des règles de déductibilité du revenu imposable pour les cotisations versées par les exploitants agricoles à certains contrats d'assurance groupe)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (de suppression) (p. 11131) : adopté (p. 11131)

Article 29 (affectation du droit de consommation sur les tabacs manufacturés)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11131) : adopté (p. 11131)

Article 30 (modifications d'affectations et suppression de ressources liées à la clôture de comptes d'affectation spéciale)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. François Brottes (maintien de la taxe de défrichement) (p. 11132)

Son sous-amendement n° 292 (report de la suppression de la taxe au 1er janvier 2001) à l'amendement n° 291 de M. François Brottes : adopté (p. 11133)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11134) : adopté (p. 11134)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11134) : adopté (p. 11134)

Article 31 supprimé par le Sénat (institution du prélèvement de solidarité pour l'eau et modifications du compte d'affectation spéciale n° 902-00)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11135) : adopté (p. 11135)

Article 31 bis A (augmentation des tarifs de la redevance sur les consommations d'eau affectée au Fonds national de développement des adductions d'eau)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (de suppression) (p. 11135) : adopté (p. 11135)

Article 31 bis supprimé par le Sénat (prélèvement sur les droits de retransmission télévisée des manifestations sportives)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11135) : adopté (p. 11135)

Article 33 supprimé par le Sénat (relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11135) : adopté (p. 11135)

Article 33 bis (éligibilité au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée des travaux relatifs aux cales d'accès à la mer)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (de suppression) (p. 11136) : adopté (p. 11136)

Article 33 ter (majoration de la fraction du taux de croissance prise en compte dans le calcul de l'enveloppe normée)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (de suppression) (p. 11136) : adopté (p. 11136)

Article 33 quater (prise en compte des accords locaux dans les mécanismes de compensation de la suppression des contingents communaux d'aide sociale)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (de suppression) (p. 11136) : adopté (p. 11136)

Article 33 quinquies (conditions d'éligibilité à la dotation globale d'équipement des établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (de suppression) (p. 11137) : adopté (p. 11137)

Article 34 (abondement de la dotation globale de fonctionnement)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11137) : adopté (p. 11137)

Article 34 bis A (aménagement des modalités de la suppression des contingents communaux d'aide sociale en faveur des communes n'ayant pas acquitté leur obligation en 1999)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (de suppression) (p. 11138) : adopté (p. 11138)

Article 34 bis (reconduction du mécanisme compensant les diminutions de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les collectivités défavorisées)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11139) : adopté (p. 11139)

Article 34 ter A (vote des impositions locales par les services départementaux d'incendie et de secours)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (de suppression) (p. 11139) : adopté (p. 11140)

Article 34 quater (majoration de la dotation de solidarité rurale)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11140) : adopté (p. 11140)

Article 36 et état A (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 294 du Gouvernement (fixation du déficit à 215, 327 milliards de francs) (p. 11159)

Soutient l'amendement n° 242 de la commission (de conséquence) (p. 11159) : retiré (p. 11159)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Pierre Méhaignerie (fixation du déficit à 193, 775 milliards de francs) (p. 11159)

Titre I

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adopté (p. 11161)

Titre III

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adopté (p. 11161)

Intervient sur l'amendement n° 295 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)

Soutient les amendements n°s 122 à 125 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adoptés (p. 11161)

Intervient sur les amendements n°s 296 et 297 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)

Soutient les amendements n°s 126 à 128 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adoptés (p. 11161)

Intervient sur l'amendement n° 298 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)

Soutient les amendements n°s 129 à 140 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adoptés (p. 11162)

Intervient sur l'amendement n° 299 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adopté (p. 11162)

Intervient sur l'amendement n° 300 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)

Titre IV

Soutient l'amendement n° 142 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adopté (p. 11162)
Intervient sur l'amendement n° 301 du Gouvernement (majoration et minoration des crédits) (p. 11161)
Soutient les amendements n°s 143 et 144 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adoptés (p. 11163)
Intervient sur l'amendement n° 302 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)
Soutient l'amendement n° 145 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adopté (p. 11163)
Soutient l'amendement n° 146 de la commission (p. 11161) : retiré (p. 11163)
Intervient sur l'amendement n° 303 du Gouvernement (minoration des crédits) (p. 11161)
Intervient sur l'amendement n° 304 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)
Soutient les amendements n°s 147 à 150 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adoptés (p. 11163)
Intervient sur l'amendement n° 305 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)
Soutient l'amendement n° 151 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adopté (p. 11163)
Intervient sur l'amendement n° 306 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)
Soutient les amendements n°s 152 à 154 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adoptés (p. 11163)
Intervient sur l'amendement n° 307 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)
Soutient les amendements n°s 155 à 162 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adoptés (p. 11164)
Intervient sur l'amendement n° 308 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)
Soutient l'amendement n° 163 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adopté (p. 11164)
Intervient sur l'amendement n° 309 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)
Soutient l'amendement n° 164 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161) : adopté (p. 11164)
Intervient sur l'amendement n° 310 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161)
Titre V
Soutient les amendements n°s 165 à 180 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168) : adoptés (p. 11168 et 11169)
Intervient sur l'amendement n° 311 du Gouvernement (correction d'une erreur matérielle) (p. 11168)
Soutient l'amendement n° 181 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168) : adopté (p. 11169)
Soutient les amendements n°s 182 et 183 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168) : adoptés (p. 11169)
Intervient sur l'amendement n° 312 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme) (p. 11168)
Intervient sur l'amendement n° 313 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 11168)
Soutient les amendements n°s 184 à 186 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168) : adoptés (p. 11170)
Intervient sur l'amendement n° 315 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 11168)
Soutient les amendements n°s 187 et 188 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168) : adoptés (p. 11170)
Intervient sur l'amendement n° 316 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 11168)
Soutient l'amendement n° 189 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168) : adopté (p. 11170)
Intervient sur l'amendement n° 317 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 11168)
Soutient les amendements n°s 190 à 192 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168) : adoptés (p. 11171)
Intervient sur l'amendement n° 318 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 11168)
Soutient les amendements n°s 193 à 198 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168) : adoptés (p. 11171)
Intervient sur l'amendement n° 314 du Gouvernement (minoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 11168)
Article 40 supprimé par le Sénat (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires)
Soutient l'amendement n° 199 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11172) : adopté (p. 11172)
Article 41 supprimé par le Sénat (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)
Soutient l'amendement n° 200 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée

par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11172) : adopté après modification (p. 11172)

Intervient sur le sous-amendement n° 319 du Gouvernement (minoration et majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) à l'amendement n° 200 de la commission (p. 11172)

Article 43 (budgets annexes - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 201 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11172) : adopté (p. 11172)

Article 44 (suppression de comptes d'affectation spéciale)

Soutient l'amendement n° 202 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11173) : adopté (p. 11173)

Soutient l'amendement n° 203 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11173) : adopté (p. 11173)

Article 46 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 204 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11173) : adopté (p. 11173)

Article 54 et état H (pour coordination) (reports de crédits)

Intervient sur l'amendement n° 320 du Gouvernement (inscription de nouveaux chapitres) (p. 11176)

Article 55 (approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 205 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11177) : adopté (p. 11177)

Après l'article 55 bis

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Yann Galut (rapport au Parlement sur la concurrence fiscale internationale et les mouvements internationaux de capitaux) (p. 11178)

Soutient l'amendement n° 206 de la commission (rapport au Parlement sur la concurrence fiscale internationale et les mouvements internationaux de capitaux) (p. 11178) : adopté après modification (p. 11181)

Intervient sur le sous-amendement n° 293 de M. Yann Galut (affirmation du principe de l'instauration d'une taxe sur les transactions financières) à l'amendement n° 206 de la commission (p. 11178)

Article 56 (durée des vérifications applicables à certaines entreprises)

Soutient l'amendement n° 207 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11182) : adopté (p. 11182)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Gilbert Gantier (réduction du délai de réponse de l'administration fiscale dans le cadre de la procédure du rescrit) (p. 11182)

Article 57 (modification des règles d'opposabilité du secret professionnel à l'administration fiscale)

Soutient l'amendement n° 208 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une modification relative à l'identité du client) (p. 11182) : adopté (p. 11183)

Article 57 bis (rétablissement d'une déduction forfaitaire supplémentaire plafonnée à 50 000 F en faveur des VRP)

Soutient l'amendement n° 209 de la commission (de suppression) (p. 11184) : adopté (p. 11184)

Article 57 ter ("conjugalisation" de la décote)

Soutient l'amendement n° 210 de la commission (de suppression) (p. 11184) : adopté (p. 11184)

Article 58 (reconduction de mesures fiscales en faveur de l'aménagement du territoire)

Soutient l'amendement n° 211 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11185) : adopté (p. 11185)

Soutient l'amendement n° 212 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11185) : adopté (p. 11185)

Soutient l'amendement n° 213 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11185) : adopté (p. 11185)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Gilbert Gantier (suppression du paragraphe II) (p. 11185)

Article 58 bis (relèvement de 14 % à 17 % du taux de la déduction forfaitaire effectuée sur les revenus fonciers au titre des frais de gestion, des frais d'assurance et de l'amortissement)

Soutient l'amendement n° 214 de la commission (de suppression) (p. 11185) : adopté (p. 11185)

Article 58 ter (extension de l'avantage fiscal pour l'investissement locatif dans le logement ancien au cas du renouvellement de locations en cours et aux locations aux ascendants ou descendants)

Soutient l'amendement n° 215 de la commission (de suppression) (p. 11186) : adopté (p. 11186)

Article 58 quater (relèvement de 25 % à 40 % du taux de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Soutient l'amendement n° 216 de la commission (de suppression) (p. 11186) : adopté (p. 11186)

Article 58 quinquies (report en arrière du déficit)

Soutient l'amendement n° 217 de la commission (de suppression) (p. 11186) : adopté (p. 11186)

Article 58 sexies (modalités d'application de l'article 209 0A du code général des impôts)

Soutient l'amendement n° 218 de la commission (de suppression) (p. 11186) : adopté (p. 11186)

Article 58 septies (assouplissement des obligations des entreprises pour le suivi des plus-values en report ou en sursis d'imposition)

Soutient l'amendement n° 219 de la commission (de suppression) (p. 11187) : adopté (p. 11187)

Article 58 octies (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des entreprises implantées dans les zones de revitalisation rurale)

Soutient l'amendement n° 220 de la commission (de suppression) (p. 11188) : adopté (p. 11188)

Article 60 (fusion des régimes d'imposition des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisées par les particuliers et aménagement du régime de différé d'imposition des plus-values d'échange de ces mêmes titres)

Soutient l'amendement n° 221 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11189) : adopté (p. 11189)

Article 61 bis A (extension du champ de la chocolaterie et de la confiserie relevant du taux réduit de la TVA)

Soutient l'amendement n° 222 de la commission (de suppression) (p. 11190) : adopté (p. 11190)

Article 61 bis B (reversement des excédents du budget annexe de l'eau au budget annexe de l'assainissement)

Soutient l'amendement n° 223 de la commission (de suppression) (p. 11190) : adopté (p. 11190)

Article 61 bis supprimé par le Sénat (taxe communale sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière)

Soutient l'amendement n° 224 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11190) : adopté (p. 11190)

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Laurent Dominati (limitation à 20 % de l'augmentation maximale de taxe d'habitation d'une année sur l'autre) (p. 11191)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Laurent Dominati (limitation à 20 % de l'augmentation maximale de taxe d'habitation d'une année sur l'autre) (p. 11191)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Gilbert Gantier (alignement du taux de l'intérêt de retard sur le taux de l'intérêt légal) (p. 11191)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Gilbert Gantier (rapport sur la situation patrimoniale de l'Etat) (p. 11192)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Gilbert Gantier (publicité des rapports établis par l'Inspection générale des finances) (p. 11192)

Article 63 bis A (affectation aux collectivités locales d'une partie de la taxe professionnelle acquittée par France Télécom)

Soutient l'amendement n° 225 de la commission (de suppression) (p. 11193) : adopté (p. 11194)

Article 63 ter supprimé par le Sénat (déclaration des revenus soumis au régime du prélèvement libératoire)

Soutient l'amendement n° 226 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11194) : adopté (p. 11194)

Article 63 sexies (harmonisation des sanctions fiscales appliquées aux activités occultes)

Soutient l'amendement n° 227 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11194) : adopté (p. 11194)

Article 63 octies (création d'une amende fiscale de 50 % en cas de vente sans facture)

Soutient l'amendement n° 228 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11194) : adopté (p. 11194)

Article 63 nonies (renforcement du dispositif des amendes fiscales en cas d'omissions ou d'inexactitudes dans les factures)

Soutient l'amendement n° 229 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11195) : adopté (p. 11195)

Article 63 decies A (application de la procédure de redressement contradictoire en matière de taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 230 de la commission (de suppression) (p. 11195) : adopté (p. 11195)

Article 63 decies supprimé par le Sénat (abrogation de l'article L. 80 C du livre des procédures fiscales)

Soutient l'amendement n° 231 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11195) : adopté (p. 11195)

Article 63 undecies A (remboursement partiel de la TIPP sur le gazole pour les réseaux de transport en commun)

Soutient l'amendement n° 232 de la commission (de suppression) (p. 11195) : adopté (p. 11195)

Article 63 duodecies A (éligibilité au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée des dépenses d'équipement relatives au traitement des déchets ménagers dont les opérations sont partiellement assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée)

Soutient l'amendement n° 233 de la commission (de suppression) (p. 11196) : adopté (p. 11196)

Après l'article 63 quindecies

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Léonce Deprez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des unions d'économie sociale ayant pour seul objet le logement des personnes défavorisées) (p. 11197)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Léonce Deprez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements améliorés donnés en location à des personnes défavorisées) (p. 11197)

Article 64 AA (contrôle parlementaire sur les projets de développement en zone de solidarité prioritaire et relevant de la compétence du Fonds d'aide et de coopération (FAC) au 31 décembre 1998)

Soutient l'amendement n° 235 de la commission (maintien de l'intégralité du contrôle parlementaire sur les financements en cause à la date du 31 décembre 1999) (p. 11197) : adopté après rectification (p. 11198)

Article 64 (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Soutient l'amendement n° 236 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée

nationale en première lecture) (p. 11198) : adopté (p. 11198)

Article 69 (actualisation de la taxe pour frais de chambres de métiers)

Soutient l'amendement n° 237 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de modifications rédactionnelles) (p. 11198) : adopté (p. 11199)

Article 69 bis (Fonds national de promotion et de communication de l'artisanat et formation continue des artisans)

Soutient l'amendement n° 238 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11199) : adopté (p. 11199)

Soutient l'amendement n° 239 de la commission (de coordination) (p. 11199) : adopté (p. 11199)

Article 70 (modalités de gestion des excédents financiers du capital de temps de formation (CTF))

Soutient l'amendement n° 240 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11199) : adopté (p. 11199)

Article 73 (suppression du prélèvement par le département de la Guyane de 35 % du produit de l'octroi de mer)

Soutient l'amendement n° 241 de la commission (de suppression) (p. 11200) : adopté (p. 11200)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 décembre 1999] (p. 11250)

Son intervention (p. 11251)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 11251)

Parlement : Sénat (p. 11251)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10689, 10722)

Son intervention (p. 10691)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 10741)

Thèmes :

Contributions indirectes (p. 10694)

Défense : crédits (p. 10692)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10692)

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 10692)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 10692)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10694)

Finances publiques : dépenses (p. 10692, 10694)

Finances publiques : dette publique (p. 10692)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10692, 10694)

Finances publiques : recettes (p. 10693, 10694)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : biocarburants (p. 10692)

Lois de finances rectificatives (p. 10691, 10692)

Politique économique : conjoncture (p. 10691)

Politique économique : croissance (p. 10691)

Politique économique : emprunts russes (p. 10694)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10692)

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Article 1er (reconduction de l'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des biocarburants)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Charles de Courson (relèvement de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers dont bénéficient les esters méthyliques d'huile végétale incorporés au gazole et au fioul domestique) (p. 10742)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 126 du Gouvernement (annulation, à hauteur de 45 millions de francs, de la créance détenue sur l'Agence France Presse au titre du prêt participatif accordé en 1991) (p. 10743)

Article 2 et état A (équilibre général)

Intervient sur l'amendement n° 135 du Gouvernement (de conséquence) (p. 10751)

Article 3 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 136 du Gouvernement (majoration des crédits des assemblées parlementaires) (p. 10753)

Article 7 (comptes d'affectation spéciale - ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 137 du Gouvernement (majoration des dépenses du compte d'emploi de la redevance audiovisuelle) (p. 10756)

Article 10 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Christian Kert (répartition des excédents de la redevance audiovisuelle) (p. 10758)

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (répartition des excédents de la redevance audiovisuelle) (p. 10758)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Marc Laffineur (déductibilité de l'ensemble de la CSG) (p. 10758)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond de l'abattement dont bénéficient les retraités) (p. 10758)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond de l'abattement pour enfants rattachés mariés ou ayant des enfants à charge) (p. 10758)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Marc Laffineur (modification du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 10758)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 10758)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Charles de Courson (sanctions en cas de refus de communication de documents à un rapporteur spécial) (p. 10760)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Charles de Courson (abrogation de l'article 63 de la loi n° 98-546

du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier relatif aux conditions d'immatriculation des véhicules automobiles) (p. 10761)

Article 11 (mise en conformité du régime fiscal des contrats d'assurance-vie investis en actions)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 10762) : adopté (p. 10762)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 10762) : adopté (p. 10762)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 10762) : adopté (p. 10762)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Germain Gengenwin (institution d'un prélèvement libératoire optionnel au taux de 25 % sur les dividendes dans la limite de 150 000 F) (p. 10762)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Germain Gengenwin (relèvement du montant de l'abattement applicable aux dividendes des actions) (p. 10763)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Philippe Auberger (maintien du bénéfice de l'abattement de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour un couple marié sur les dividendes d'actions de sociétés devenues européennes à la suite de certaines restructurations) (p. 10763)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Germain Gengenwin (application de l'abattement de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour un couple marié aux produits des parts de fonds communs de placement caritatifs) (p. 10764)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Germain Gengenwin (relèvement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 10765)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Gilbert Gantier (fixation du plafond du plan d'épargne en actions à 155 000 euros) (p. 10765)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 10765)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jean de Gaulle (relèvement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 10765)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Gilbert Gantier (abaissement du délai de liquidation du plan d'épargne en actions) (p. 10765)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Germain Gengenwin (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne) (p. 10767)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans un Etat membre de la zone euro) (p. 10767)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean de Gaulle (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, dans la limite de 40 % des versements) (p. 10767)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Pierre Hériaud (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, dans la limite de 40 % des versements) (p. 10767)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Gilbert Gantier (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, dans la limite du tiers des versements) (p. 10767)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Hériaud (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres reçus à l'occasion d'une offre publique d'achat ou d'une offre publique d'échange émanant d'entreprises ayant leur siège social dans l'Union européenne) (p. 10767)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Charles de Courson (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres reçus à l'occasion d'une offre publique d'achat ou d'une offre publique d'échange émanant d'entreprises ayant leur siège social dans l'Union européenne) (p. 10767)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jean de Gaulle (maintien de l'éligibilité des titres au plan d'épargne en actions en cas de fusion avec des sociétés étrangères, sous réserve que la valeur de la société française représente au moins 25 % du capital du nouvel ensemble) (p. 10767)

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (éligibilité au plan d'épargne en actions des actions émises par des sociétés ayant leur siège social dans un autre Etat de la Communauté européenne et reçues en échange d'actions cotées détenues dans un plan à la date de l'échange) (p. 10767)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'assujettissement au droit d'enregistrement de 1 % plafonné à 20 000 F des cessions d'actions non cotées non constatées par un acte) (p. 10769)

Article 12 (mesures d'adaptation au droit communautaire)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 10770) : adopté (p. 10770)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de précision) (p. 10770) : adopté (p. 10770)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 10770) : adopté (p. 10770)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 10770) : adopté (p. 10770)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (application à compter du 1er janvier 2000 de la suppression de la modulation territoriale pour le calcul du crédit d'impôt recherche) (p. 10770) : adopté (p. 10770)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Gilbert Gantier (neutralisation des effets de la mise en application de la directive européenne relative à la sécurité des machines sur la taxe professionnelle) (p. 10771)

Article 13 (extinction du régime intracommunautaire des comptoirs de vente, modernisation et simplification des contributions indirectes)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 10781) : adopté (p. 10782)

Son amendement n° 105 (encadrement des pouvoirs de l'administration lorsque celle-ci est amenée à se prononcer sur la poursuite de fins commerciales en cas de détention de produits soumis à accises) : adopté (p. 10782)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (harmonisation du régime de perception des droits d'accises avec celui des droits de douane) (p. 10782) :

adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10782)
Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de précision) (p. 10782) : adopté après modification (p. 10783)
Son sous-amendement n° 110 (de coordination) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 10782) : adopté (p. 10783)
Son amendement n° 108 (de précision) : adopté (p. 10783)
Son amendement n° 109 (de précision) : adopté (p. 10783)
Soutient l'amendement n° 18 de la commission (maintien de l'exonération de titre de mouvement dont bénéficient les échanges de bière sur le territoire national) (p. 10783) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10783)
Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (réalisation des échanges viti-vinicoles sous un régime simplifié au-delà des limites des cantons limitrophes) (p. 10783)
Soutient l'amendement n° 20 de la commission (allègement des formalités administratives concernant les échanges viti-vinicoles) (p. 10784) : adopté (p. 10784)
Son amendement n° 106 (rédactionnel) : adopté (p. 10784)
Son amendement n° 107 (rédactionnel) : adopté (p. 10784)

Article 14 (conséquences fiscales du changement de mode d'exploitation de certaines entreprises)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 10785) : adopté (p. 10785)
Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 10785) : adopté (p. 10785)

Article 15 (interdiction du cumul de l'abattement de 20 % pour adhésion à un centre de gestion agréé ou une association agréée avec d'autres déductions forfaitaires ou abattements d'assiette)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 10787) : adopté (p. 10789)
Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 10787)
Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 10787)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Gérard Bapt (exclusion de l'assiette du résultat imposable du montant des abandons de créances et des aides exceptionnelles relevant de l'ensemble des procédures d'aide au désendettement des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées) (p. 10790)
Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Francis Delattre (exclusion de l'assiette du résultat imposable du montant des abandons de créances et des aides exceptionnelles relevant de l'ensemble des procédures d'aide au désendettement des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées) (p. 10790)
Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Gérard Bapt (sursis de paiement des dettes fiscales des rapatriés réinstallés dans une profession libérale) (p. 10794)

Article 17 (transmission par voie électronique des déclarations des particuliers)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour les entreprises d'effectuer leur déclaration fiscale par l'intermédiaire d'Internet) (p. 10795)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié du Gouvernement (suppression des seuils de déclaration) (p. 10796)

Article 18 (compétence territoriale des receveurs des impôts et motivation des avis de mise en recouvrement)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Gilles Carrez (exclusion des pénalités d'assiette du champ de la validation) (p. 10797)

Article 19 (aménagement de l'article L. 80 D du livre des procédures fiscales prévoyant la motivation des pénalités)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de précision) (p. 10798) : adopté (p. 10798)
Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Christian Cuvilliez (application du délai de trente jours préalable au prononcé des sanctions fiscales en cas de signification effective d'un commandement) (p. 10798)
Soutient l'amendement n° 25 de la commission (substitution au mot "contrevenant" des mots "contribuable ou redevable concerné") (p. 10799) : adopté (p. 10799)

Article 20 (aménagement du régime des groupes de sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Christian Cuvilliez (de suppression) (p. 10800)
Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) (p. 10800) : adopté (p. 10800)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Marc Laffineur (suppression des droits de mutation en cas de cession de titres de sociétés) (p. 10801)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jean-Louis Dumont (provision pour reconstitution des gisements) (p. 10802)
Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de taxation des plus-values à long terme des entreprises) (p. 10802)
Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Marc Laffineur (modification des dispositions relatives à la taxation des plus-values constatées sur les participations supérieures à 25 % du capital d'une société en cas de transfert du domicile fiscal d'un contribuable hors de France) (p. 10802)
Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Marc Laffineur (de conséquence) (p. 10802)
Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules sans enfant à charge) (p. 10803)
Soutient l'amendement n° 27 de la commission (réduction d'impôt pour investissement outre-mer) (p. 10805) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10805)
Intervient sur l'amendement n° 65 de M. François Goulard (bénéfice de la réduction d'impôt prévue à l'article 200 du code général des impôts réservé aux dons versés à des œuvres ou à des organismes d'intérêt général) (p. 10805)

Intervient sur l'amendement n° 130 corrigé de M. Arthur Dehaine (bénéfice de la réduction d'impôt prévue à l'article 200 du code général des impôts réservé aux dons versés à des œuvres ou à des organismes d'intérêt général) (p. 10805)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Dominique Baert (extension du régime de faveur des fusions aux centres techniques industriels) (p. 10806)

Intervient sur l'amendement n° 119 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (exonération de contribution annuelle sur les revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis plus de quinze ans pour les immeubles faisant partie de villages de vacances ou de maisons familiales agréés) (p. 10806)

Intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (adaptation du crédit d'impôt pour dépenses de formation à la réglementation communautaire) (p. 10807)

Intervient sur l'amendement n° 120 deuxième rectification de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à la TVA des maisons familiales de vacances, des auberges de jeunesse, des centres d'accueil de jeunes et des autres équipements de tourisme social) (p. 10807)

Intervient sur le sous-amendement n° 142 de M. Michel Bouvard (assujettissement des refuges d'altitude) à l'amendement n° 120 deuxième rectification de M. Augustin Bonrepaux (p. 10807)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Blazy (institution de deux fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de Paris-Charles-de-Gaulle et de Paris-Orly) (p. 10810)

Intervient sur le sous-amendement n° 140 du Gouvernement (contribution de l'établissement public Aéroports de Paris) à l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Blazy (p. 10810)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Yves Cochet (majoration des tarifs de la taxe de l'aviation civile) (p. 10814)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Pierre Blazy (institution d'une taxe additionnelle à la taxe de l'aviation civile) (p. 10814)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Dominique Baert (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des unions d'économie sociale ayant pour seul objet le logement des personnes défavorisées) (p. 10821)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu imposable) (p. 10821)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Dominique Baert (doublement du plafond de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'établissement public foncier du Nord-Pas-de-Calais) (p. 10822)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Marc Laffineur (suppression de la majoration des frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux au titre de la révision des valeurs locatives) (p. 10822)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Marc Laffineur (abaissement des frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux) (p. 10822)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Christian Cuvilliez (suppression des prélèvements opérés par l'Etat au titre des frais de dégrèvement et de non-valeurs et des frais d'assiette et de recouvrement de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 10822)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Gérard Fuchs (répartition des crédits des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 10823)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Gérard Fuchs (versements des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle aux établissements publics de coopération intercommunale faisant l'objet d'un écrêtement) (p. 10824)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Gérard Fuchs (attribution d'une partie des ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle au Fonds national de péréquation) (p. 10825)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Gérard Fuchs (mode de calcul de l'écrêtement des bases de taxe professionnelle) (p. 10825)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Gérard Fuchs (plafonnement des baisses de taxe professionnelle) (p. 10825)

Intervient sur l'amendement n° 125 corrigé du Gouvernement (déclarations électroniques d'impôt sur les sociétés et télérèglement de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 10829)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Dominique Baert (extension du dispositif de sortie des prorogations de délai accordées pour construire les terrains à bâtir) (p. 10829)

Son amendement n° 86 (amélioration de la transparence des variations d'impôt en cas de transformation d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle en établissement public de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique) (p. 10829) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10831)

Soutient l'amendement n° 116 de M. Didier Chouat (compensation de la réforme de la taxe professionnelle des communes membres des groupements sans fiscalité propre qui se transforment en établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle) (p. 10831) : adopté (p. 10831)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (cession par l'ERAP du capital d'ERAMET et de la SLN) (p. 10832)

Article 23 (modification des catégories de recettes susceptibles d'alimenter le compte d'affectation spéciale n° 902-24)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10833) : adopté (p. 10834)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 40 du Gouvernement (création d'une rente viagère pour les harkis et prolongation du plan en leur faveur) (p. 10834)

Article 24 (mise en œuvre de l'accord du 27 mai 1997 entre la France et la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Yann Galut (de suppression) (p. 10839)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 10841) : adopté (p. 10841)
Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 10841) : adopté (p. 10841)
Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) (p. 10841) : adopté (p. 10841)
Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 10841) : adopté (p. 10841)
Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 10841) : adopté (p. 10842)
Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) (p. 10842) : adopté (p. 10842)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (prorogation du financement du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole par le fonds national de développement des adductions d'eau) (p. 10842)
Intervient sur l'amendement n° 127 du Gouvernement (exclusion du champ des aides personnelles au logement des personnes locataires d'un logement appartenant à l'un de leurs ascendants ou descendants, ou ceux de leur conjoint ou concubin) (p. 10843)
Intervient sur l'amendement n° 141 du Gouvernement (maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine) (p. 10843)
Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression des redevances de contrôle auxquelles sont soumises les canalisations de transport d'hydrocarbures liquides) (p. 10847)
Intervient sur l'amendement n° 117 du Gouvernement (majoration de la limite des remises de dette en faveur des pays en voie de développement) (p. 10847)
Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (annulation de 72 millions de francs de créances détenues sur la Jordanie) (p. 10847)
Intervient sur l'amendement n° 39 du Gouvernement (participation du fonds de prévention des risques naturels majeurs au financement des études préalables aux plans de prévention de ces risques et modification du financement de ce fonds) (p. 10848)
Intervient sur l'amendement n° 118 du Gouvernement (garanties de l'Etat aux emprunts de la Société de gestion des participations aéronautiques dans le cadre de la fusion Aérospatiale-Matra et DASA) (p. 10848)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1999] (p. 11351)

Son intervention (p. 11352)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 11352)
Finances publiques : recettes (p. 11352, 11353)
Parlement : Sénat (p. 11352)
Politique sociale : personnes défavorisées (p. 11352)

Discussion des articles [22 décembre 1999] (p. 11361)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (abandon de créance au profit de l'Agence France-Presse)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11361) : adopté (p. 11361)

Article 2 et état A (équilibre général)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'abandon de créance au profit de l'Agence France-Presse et de la répartition de la redevance audiovisuelle ; relèvement du plafond des dépenses pour le financement des mesures en faveur des allocataires des minima sociaux) (p. 11366)

Article 3 et état B pour coordination (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (de conséquence) (p. 11369)

Article 7 (comptes d'affectation spéciale - ouvertures)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de coordination) (p. 11369) : adopté (p. 11369)

Article 10 (répartition des excédents de redevance)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11369) : adopté (p. 11369)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Marc Laffineur (déductibilité de l'ensemble de la CSG) (p. 11370)
Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond de l'abattement dont bénéficient les retraités) (p. 11370)
Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond de l'abattement pour enfants rattachés mariés ou ayant des enfants à charge) (p. 11370)
Intervient sur l'amendement n° 13 corrigé de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 11370)

Article 11 bis A (exonération des sorties en rente viagère des contrats d'assurance-vie principalement investis en actions)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 11371) : adopté (p. 11371)

Article 11 bis (éligibilité au plan d'épargne en actions des actions émises par des sociétés ayant leur siège dans un autre Etat membre de la Communauté européenne reçues en échange d'actions cotées détenues dans un plan à la date de l'échange)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11371) : adopté (p. 11371)

Article 14 (conséquences fiscales du changement de mode d'exploitation de certaines entreprises)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11372) : adopté (p. 11372)
Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11372) : adopté (p. 11372)
Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11373) : adopté (p. 11373)
Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de coordination) (p. 11373) : adopté (p. 11373)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de coordination) (p. 11373) : adopté (p. 11373)

Article 16 bis (rapport au Parlement sur les activités de la direction générale des douanes)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 11373) : adopté (p. 11374)

Article 18 (compétence territoriale des receveurs des impôts et motivation des avis de mise en recouvrement)

Soutient l'amendement n° 31 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11374) : adopté (p. 11374)

Article 19 bis (report d'un an de la date de rétablissement du droit commun en matière d'impôt sur les successions en Corse)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Charles de Courson (suppression du report du rétablissement des pénalités pour défaut de déclaration de succession dans le délai de six mois) (p. 11377)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Marc Laffineur (suppression de la prise en compte des revenus ou des plus-values latentes pour l'imposition des contribuables transférant leur domicile hors de France) (p. 11378)

Intervient sur l'amendement n° 9 corrigé de M. Marc Laffineur (suppression de la prise en compte des revenus ou des plus-values latentes pour l'imposition des contribuables transférant leur domicile hors de France) (p. 11379)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Marc Laffineur (suppression du droit de mutation sur les cessions de titres de sociétés) (p. 11379)

Article 21 bis B (prorogation du dispositif d'amortissement exceptionnel des matériels destinés à économiser l'énergie)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 11379) : adopté (p. 11380)

Article 21 quinquies supprimé par le Sénat (exonération de contribution annuelle sur les revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis plus de quinze ans pour les immeubles faisant partie de villages de vacances ou de maisons familiales agréés)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11380) : adopté (p. 11380)

Article 21 septies A (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des centres d'hébergement d'urgence)

Intervient sur l'amendement n° 56 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 11381)

Article 21 septies B (augmentation des coefficients multiplicateurs qui déterminent le tarif de la vignette des différentes catégories de véhicules)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) (p. 11381) : adopté (p. 11381)

Article 21 septies (fonds de compensation des nuisances aéroportuaires)

Son amendement n° 54 (de coordination) : adopté (p. 11382)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (suppression des dispositions relatives aux modalités de répartition de la contribution annuelle d'Aéroports de Paris) (p. 11382) : adopté (p. 11382)

Article 21 nonies A (potentiel fiscal des communes cessant de faire application d'une péréquation volontaire au sein d'un établissement public de coopération intercommunale venant d'opter pour la taxe professionnelle de zone)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (suppression du caractère rétroactif du dispositif) (p. 11382) : adopté (p. 11382)

Article 21 nonies supprimé par le Sénat (répartition des crédits des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans une nouvelle rédaction demandant au Gouvernement un rapport et des simulations sur d'éventuelles réformes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle telles qu'elles figuraient au présent article ainsi qu'aux articles 21 decies à 21 terdecies) (p. 11382) : adopté (p. 11383)

Article 21 quaterdecies (déclarations électroniques d'impôt sur les sociétés et télérèglement de la taxe sur la valeur ajoutée)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11383) : adopté (p. 11383)

Article 21 quindecies A (rapport au Parlement sur les activités de la direction générale des impôts)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de suppression) (p. 11384) : adopté (p. 11384)

Après l'article 21 septdecies

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Charles de Courson (diminution du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'éthanol) (p. 11384)

Article 23 supprimé par le Sénat (modification des catégories de recettes susceptibles d'alimenter le compte d'affectation spéciale n° 902-24)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11384) : adopté (p. 11384)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Laurent Dominati (limitation à 20 % maximum de l'augmentation de taxe d'habitation d'une année sur l'autre) (p. 11384)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Laurent Dominati (limitation à 20 % maximum de l'augmentation de taxe d'habitation d'une année sur l'autre) (p. 11385)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Marc Laffineur (suppression du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux) (p. 11385)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Marc Laffineur (abaissement du taux du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux) (p. 11385)

Article 23 bis A (modification des catégories de crédits susceptibles d'être inscrites au compte d'affectation spéciale n° 902-24)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (de suppression) (p. 11385) : adopté (p. 11385)

Article 23 bis B (transmission au Parlement de l'ensemble des documents internes liés aux cessions de titres publics)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de suppression) (p. 11386) : adopté (p. 11386)

Article 23 bis C (annexes explicatives aux projets de loi de finances)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de suppression) (p. 11386) : adopté (p. 11386)

Article 24 supprimé par le Sénat (mise en œuvre de l'accord du 27 mai 1997 entre la France et la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11387) : adopté (p. 11387)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. François Goulard (assouplissement des conditions d'ouverture du droit à la réduction d'impôt prévue par le 2 de l'article 200 du code général des impôts) (p. 11387)

Article 24 bis (éligibilité à la dotation de solidarité urbaine des villes-centres des communautés urbaines)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (de suppression) (p. 11387) : adopté (p. 11388)

Article 26 bis (extension de l'avantage fiscal pour l'investissement locatif intermédiaire aux locations aux ascendants et descendants)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (de suppression) (p. 11388) : adopté (p. 11388)

Article 27 supprimé par le Sénat (maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11388) : adopté (p. 11389)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1999] (p. 11412)

Son intervention (p. 11412)

Thème :

Parlement : Sénat (p. 11412)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 625 de M. Jacques Desallangre (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 3341)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 664 de M. Éric Besson (levée du secret professionnel à l'égard des rapporteurs des commissions d'enquête parlementaires) (p. 3381)

Intervient sur l'amendement n° 663 de M. Arnaud Montebourg (levée du secret professionnel à l'égard des rapporteurs des commissions d'enquête parlementaires) (p. 3381)

Avant l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 454 précédemment réservé de M. Claude Gaillard (interdiction des prix abusivement bas en matière de vente au détail de carburants) (p. 3482)

Intervient sur l'amendement n° 100 précédemment réservé de la commission de la production (interdiction des prix abusivement bas en matière de vente au détail de carburants) (p. 3482)

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Paul Charié (interdiction des prix abusivement bas en matière de vente au détail de carburants) (p. 3482)

Intervient sur l'amendement n° 592 précédemment réservé de M. Yves Cochet (interdiction des prix abusivement bas en matière de vente au détail de carburants) (p. 3482)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 706 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (régime fiscal des stock-options) (p. 3517)

Intervient sur l'amendement n° 693 précédemment réservé du Gouvernement (régime fiscal des stock-options) (p. 3517)

Intervient sur le sous-amendement n° 704 de M. Hervé Morin (rédactionnel) à l'amendement n° 693 précédemment réservé du Gouvernement (p. 3521)

Intervient sur l'amendement n° 694 précédemment réservé du Gouvernement (pérennisation et élargissement du champ d'application des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) (p. 3521)

Article 29 précédemment réservé (article 36 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : précision de la notion de pratiques abusives, nullité de certaines clauses illicites et extension des prérogatives des pouvoirs publics devant les juridictions)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Jean-Paul Charié (définition des pratiques discriminatoires) (p. 3535)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Jean-Paul Charié (mise en œuvre de la responsabilité de l'auteur de pratiques discriminatoires) (p. 3535)

Intervient sur l'amendement n° 646 de M. Bernard Accoyer (refus de vente à l'égard des coopératives d'achat d'artisans) (p. 3535)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la référence à la tentative de pratique abusive) (p. 3536)

Intervient sur l'amendement n° 521 de M. François Goulard (suppression de la référence à la tentative de pratique abusive) (p. 3536)

Intervient sur l'amendement n° 522 de M. François Goulard (suppression de la référence à l'intérêt commun en matière de pratique abusive) (p. 3536)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Jean-Paul Charié (suppression de précisions sur les pratiques déloyales) (p. 3537)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la référence à la contrepartie proportionnée dans le cadre de la coopération commerciale) (p. 3537)
Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Jean-Paul Charié (suppression de précisions relatives aux pratiques abusives constatées lors du rapprochement d'enseignes de distribution) (p. 3537)
Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Jean-Paul Charié (définition de la proportionnalité pour apprécier la licéité d'une opération de coopération commerciale) (p. 3538)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Article 19 bis (diminution du taux de la TVA appliquée à l'utilisation des installations sportives)
Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (de suppression) (p. 3797)

Déclaration du Gouvernement n° 2390 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[16 mai 2000] (p. 4220, 4243)
Son intervention en tant que rapporteur général (p. 4228)
Thèmes :
Collectivités territoriales : finances locales (p. 4230)
Emploi : politique de l'emploi (p. 4229)
Enseignement : crédits (p. 4229)
Etat : réforme (p. 4229)
Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 4228)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4230)
Finances publiques : dépenses (p. 4229, 4230)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 4228 à 4230)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4230, 4231)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 4228)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4229)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 4231)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4230, 4231)
Impôts et taxes : politique fiscale : délocalisations (p. 4230, 4231)
Parlement : contrôle (p. 4228)
Sécurité sociale : dépenses (p. 4230)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4285, 4317)
Son intervention (p. 4288)
Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 4301)
Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4311)
Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4346)
Thèmes :
Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 4301)
Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 4291)
Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 4291)
Enseignement : crédits (p. 4291)
Etablissements de santé : hôpitaux : crédits (p. 4291)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4289, 4291, 4292)
Finances publiques : dépenses (p. 4290, 4291)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 4289, 4292)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4289)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 4291)
Finances publiques : recettes (p. 4289)
Impôt sur le revenu : barème (p. 4290)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4289 à 4291)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 4289, 4290)
Parlement : prérogatives (p. 4292)
Politique économique : croissance (p. 4289, 4292)
Produits dangereux : amiante (p. 4292)
TVA : taux (p. 4290)

Discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4347) ; [18 mai 2000] (p. 4360, 4404)

Article 1er (baisse de l'impôt sur le revenu)
Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Gilbert Gantier (réduction du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 4349)
Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Gilbert Gantier (réduction du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 4349)
Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Gilbert Gantier (réduction du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 4349)
Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (rétablissement du barème de l'impôt sur le revenu adopté dans la loi de finances pour 1997) (p. 4349)
Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Philippe Auberger (abaissement d'un point des taux applicables à chacune des tranches du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 4349)

Après l'article 1er
Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Philippe Auberger (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 4350)
Intervient sur l'amendement n° 109 corrigé de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 4350)
Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 4350)
Intervient sur l'amendement n° 110 corrigé de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 4350)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Philippe Auberger (imposition progressive du surplus de revenu constaté lors d'une reprise d'activité après une période de chômage) (p. 4351)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Gilbert Gantier (relèvement des seuils d'exonération des plus-values professionnelles des exploitants individuels) (p. 4360)

Intervient sur l'amendement n° 160 corrigé de M. Germain Gengenwin (application des abattements de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour les couples mariés aux produits des parts de fonds communs de placement solidaires ou caritatifs) (p. 4360)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux du crédit d'impôt accordé au titre de l'avoir fiscal) (p. 4361)

Soutient l'amendement n° 159 de M. Yves Cochet (aménagements rédactionnels à l'article 200 du code général des impôts relatif au régime des dons aux associations) (p. 4361) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4361)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Gilles Carrez (suppression de la contribution additionnelle à la contribution annuelle représentative du droit de bail) (p. 4361)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Jacques Jégou (imposition commune des couples vivant en concubinage) (p. 4362)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Jacques Jégou (assimilation des concubins aux couples mariés en matière de droits de mutation à titre gratuit) (p. 4362)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Christian Cuvilliez (assujettissement à un droit de timbre des achats ou des ventes de valeurs effectués par des investisseurs non-résidents) (p. 4363)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (défiscalisation des indemnités de cessation d'activité des victimes de l'amiante) (p. 4363)

Intervient sur l'amendement n° 152 rectifié de M. Maxime Gremetz (défiscalisation des indemnités de cessation d'activité des victimes de l'amiante) (p. 4363)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une contribution sur les revenus financiers des personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés) (p. 4364)

Article 2 (abaissement du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 4364)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Gilbert Gantier (abaissement d'un point du taux normal de la TVA) (p. 4366)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Yves Bur (abaissement de la taxe sur les salaires due par les titulaires de bénéfices non commerciaux) (p. 4367)

Article 3 (application du taux réduit de 5,50 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (simplification de la fiscalité applicable aux travaux sylvicoles en Corse) (p. 4367)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux travaux sylvicoles réalisés par des particuliers) (p. 4368)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Charles de Courson (exclusion de la valeur des droits de plantation et de replantation de vigne pour le calcul des plus-values professionnelles) (p. 4368)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Marc Dumoulin (exonération de TVA des travaux liés à la réparation des dégâts causés par les tempêtes) (p. 4369)

Intervient sur l'amendement n° 130 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (exonération de TVA des travaux liés à la réparation des dégâts causés par les tempêtes) (p. 4369)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux chocolats fabriqués sans adjonction de matière grasse végétale) (p. 4369)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA au chocolat noir) (p. 4369)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA à la margarine et aux graisses végétales) (p. 4370)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Gérard Voisin (application du taux réduit de la TVA aux couches, alèses et gants de toilette jetables à usage médical) (p. 4370)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 4371)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Marc Dumoulin (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 4371)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux droits d'utilisation des installations sportives) (p. 4372)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs à la livraison d'énergie calorique distribuée par les réseaux publics alimentés par géothermie et cogénération) (p. 4372)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux fournitures obligatoires dans le cadre de l'organisation d'obsèques) (p. 4372)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux professions de la restauration) (p. 4372)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA à l'entretien de l'assainissement non collectif) (p. 4373)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Bruno Bourg-Broc (application du taux réduit de la TVA aux services fournis dans le cadre du nettoyage des voies publiques) (p. 4373)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux professions de la coiffure) (p. 4373)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. François Goulard (application du taux réduit de la TVA aux

opérations de nettoyage liées à la marée noire) (p. 4373)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (reconduction et pérennisation de l'application du taux réduit de la TVA aux billets d'entrée à des concerts donnés dans des établissements qui offrent à leur clientèle un service de consommation) (p. 4373) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4374)

Article 4 (exonération temporaire de droits sur les acquisitions de propriétés en nature de bois et forêts et de terrains nus destinés à être reboisés)

Son amendement n° 141 (rédactionnel) : adopté (p. 4374)

Intervient sur l'amendement n° 77 du Gouvernement (mise en œuvre d'un dispositif spécifique de compensation aux départements des pertes de recettes résultant de l'application de l'article) (p. 4374)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (compensation pour les communes des pertes de recettes résultant de l'application de l'article) (p. 4374) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4375)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 73 de M. Éric Besson (constitution de sociétés en franchise de droits d'enregistrement et de timbre) (p. 4375) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4376)

Article 6 (allégement de la taxe d'habitation)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 4379)

Son rappel au règlement (cf. supra) [18 mai 2000] (p. 4381)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Michel Bouvard (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur le produit de la taxe d'habitation) (p. 4385)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur le produit de la taxe d'habitation) (p. 4385)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Gilles Carrez (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur le produit de la taxe d'habitation) (p. 4385)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Philippe Auberger (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur le produit de la taxe d'habitation) (p. 4385)

Intervient sur l'amendement n° 27 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la majoration de 0,4 point des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur l'ensemble des taxes locales) (p. 4386)

Intervient sur l'amendement n° 51 corrigé de M. Michel Bouvard (suppression de la majoration de 0,4 point des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur l'ensemble des taxes locales) (p. 4386)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Gilles Carrez (suppression de la majoration de 0,4 point des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur l'ensemble des taxes locales) (p. 4386)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la majoration de 0,4 point des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur l'ensemble des taxes locales) (p. 4386)

Article 7 (aménagement du remboursement aux transporteurs routiers d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole)

Son amendement n° 138 (rédactionnel) : adopté (p. 4388)

Son amendement n° 139 (rédactionnel) : adopté (p. 4388)

Son amendement n° 140 (rédactionnel) : adopté (p. 4388)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Charles de Courson (application du régime des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune aux exploitations agricoles données à bail à long terme) (p. 4390)

Article 8 (Fonds de compensation pour la TVA : modification du taux de compensation et modalités exceptionnelles de remboursement concernant les réparations des dommages liés aux intempéries de novembre et décembre 1999)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Charles de Courson (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de fonctionnement afférentes aux réparations réalisées à la suite des intempéries de la fin de l'année 1999) (p. 4390)

Intervient sur l'amendement n° 15 corrigé de M. Charles de Courson (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des achats de bacs, containers et poubelles destinés à la collecte des ordures) (p. 4391)

Article 9 (dotation de compensation de la taxe professionnelle : financement des communautés d'agglomération)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Christian Cuvilliez (majoration de la dotation relative à la baisse de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) liée au financement de l'intercommunalité) (p. 4392)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Gilles Carrez (majoration de la dotation relative à la baisse de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) liée au financement de l'intercommunalité) (p. 4392)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Michel Bouvard (déductibilité des provisions constituées par les entreprises exploitantes de remontées mécaniques et de domaines skiables en vue de faire face au risque de pertes et charges consécutives à un manque de neige ou aux intempéries) (p. 4393)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. François Goulard (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. François Goulard (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. François Goulard (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. François Goulard (harmonisation du régime fiscal de la rente

avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération des plus-values réinvesties, dans un délai de six mois et pour une durée d'au moins cinq ans, dans des entreprises nouvelles) (p. 4396)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond de la déduction du revenu des pertes en capital enregistrées dans le cadre d'une souscription au capital d'une PME en difficulté) (p. 4396)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux et du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées) (p. 4396)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées) (p. 4396)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Gilbert Gantier (institution d'un dispositif de déduction fiscale au titre des souscriptions au capital de PME innovantes) (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Gilbert Gantier (institution d'un crédit d'impôt au titre des souscriptions au capital de PME innovantes) (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Gilbert Gantier (institution d'une réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital de sociétés innovantes) (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Gilbert Gantier (application du régime des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune aux parts ou actions de sociétés acquises dans le cadre d'opérations de souscription au capital de sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Gilbert Gantier (doublement des montants de la franchise et de la décote en matière de taxe sur les salaires) (p. 4399)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Éric Doligé (autorisations temporaires de vente d'alcool lors de manifestations publiques organisées par des associations) (p. 4399)

Article 10 et état A (équilibre général)

Intervient sur l'amendement n° 179 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 4410)

Seconde délibération

Article 6 supprimé en première délibération (allégement de la taxe d'habitation)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 4414)

Article 10 et état A (équilibre général)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4418)

Article 11 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 93 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 4420)

Intervient sur l'amendement n° 94 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 4420)

Intervient sur l'amendement n° 177 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 4420)

Intervient sur l'amendement n° 95 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 4420)

Intervient sur l'amendement n° 96 corrigé du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 4420)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 97 du Gouvernement (dépenses en capital des services civils - annulation) (p. 4420)

Intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (dépenses ordinaires des services civils - annulation) (p. 4420)

Intervient sur l'amendement n° 101 du Gouvernement (dépenses ordinaires des services civils - annulation) (p. 4420)

Article 12 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 99 rectifié du Gouvernement (minoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 4420)

Intervient sur l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 4420)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 102 du Gouvernement (dépenses en capital des services civils - annulation) (p. 4420)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 104 du Gouvernement (annulation de crédits au Fonds de modernisation de la presse) (p. 4424)

Intervient sur l'amendement n° 92 du Gouvernement (indemnisation des victimes des législations antisémites en vigueur pendant l'occupation) (p. 4425)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Henri Emmanuelli (extension du champ de contrôle des membres du Parlement sur le secteur public) (p. 4426)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Henri Emmanuelli (précisions apportées aux pouvoirs de contrôle des membres du Parlement chargés d'un rapport sur le budget d'un ministère) (p. 4426)

Intervient sur l'amendement n° 143 rectifié de M. Dominique Baert (renforcement des pouvoirs d'investigation des membres du Parlement investis d'une mission de contrôle financier) (p. 4426)

Son amendement n° 144 deuxième rectification soutenu par M. Henri Emmanuelli (précisions apportées aux compétences des rapporteurs généraux des commissions en charge des affaires budgétaires) (p. 4426) : adopté (p. 4427)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Jacques Jégou (extension à toutes les entreprises nouvelles de l'exonération d'impôt sur les bénéfices prévue à l'article 44 sexies du code général des impôts) (p. 4428)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Charles de Courson (imputation sur le revenu des travaux de remise en état des terrains boisés sinistrés par les intempéries de décembre 1999) (p. 4428)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Charles de Courson (possibilité d'option pour un prélèvement

libératoire au taux de 15 % en faveur des bénéficiaires de versements au titre d'un compte épargne-temps) (p. 4429)
Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Jacques Jégou (extension du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise aux entreprises du second marché) (p. 4429)
Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (mention sur l'avis d'imposition du taux de la dernière tranche applicable au revenu du contribuable) (p. 4429)
Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 4430)
Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,1 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 4430)
Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Yves Cochet (création d'une taxe destinée à financer le coût de l'élimination des documents publicitaires et journaux gratuits non adressés) (p. 4432)
Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Jacques Jégou (déductibilité de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des sommes investies dans le capital des sociétés créées depuis moins de quatre ans) (p. 4432)
Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Yves Cochet (création d'une taxe sur les opérations financières avec l'étranger) (p. 4434)
Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Christian Cuvilliez (prolongation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les organismes de logement social) (p. 4437)
Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 4437)
Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Christian Cuvilliez (institution d'un dispositif de plafonnement de la taxe foncière sur les propriétés bâties en fonction du revenu) (p. 4438)
Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Gilbert Gantier (exonération de l'ensemble des résidences-services d'étudiants de la taxe d'habitation) (p. 4438)
Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Pierre Méhaignerie (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions relevant des bénéfices non commerciaux lorsque leurs titulaires emploient moins de cinq salariés) (p. 4439)
Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Gilles Carrez (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions relevant des bénéfices non commerciaux lorsque leurs titulaires emploient moins de cinq salariés) (p. 4439)
Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Gilbert Gantier (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions relevant des bénéfices non commerciaux lorsque leurs titulaires emploient moins de cinq salariés) (p. 4439)
Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Michel Bouvard (institution d'un abattement supplémentaire de 30 % sur la valeur locative des locaux d'habitation situés à proximité des infrastructures de transports routiers ou ferroviaires et ayant fait l'objet de travaux d'isolation subventionnés) (p. 4441)
Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Christian Cuvilliez (admission des modifications de valeurs locatives issues d'opérations d'apport, de cession ou de fusion aux seuls cas où ces opérations ont une cause économique réelle et sérieuse) (p. 4441)
Intervient sur l'amendement n° 132 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la majoration de 0,4 point des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur l'ensemble des taxes locales) (p. 4441)
Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Charles de Courson (règles de perception de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 4442)
Son sous-amendement n° 163 (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 2002) à l'amendement n° 90 de M. Charles de Courson (p. 4442) : adopté (p. 4443)
Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte de la redevance d'assainissement dans le coefficient d'intégration fiscale) (p. 4443)
Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Daniel Vachez (taxe professionnelle des syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 4444)
Intervient sur l'amendement n° 161 rectifié de M. Daniel Vachez (taxe professionnelle des syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 4444)
Intervient sur l'amendement n° 135 du Gouvernement (modalités particulières d'évaluation des ressources pour l'attribution d'aides personnelles au logement) (p. 4445)
Son sous-amendement n° 142 (application du dispositif aux demandeurs âgés de moins de 25 ans) à l'amendement n° 135 du Gouvernement : adopté (p. 4445)
Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Christian Cuvilliez (remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation sur le gazole en faveur des entreprises de transport public) (p. 4446)
Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Charles de Courson (possibilité pour les conseils généraux qui avaient prévu, avant l'intervention de la loi de finances pour 2000, un taux inférieur à 3,60 % sur les mutations à titre onéreux de biens professionnels à maintenir ce taux) (p. 4447)
Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Christian Cuvilliez (création d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle assise sur les actifs financiers) (p. 4448)
Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (amélioration de l'information du Parlement sur les relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale) (p. 4449)
Son sous-amendement n° 175 (éléments d'appréciation sur l'opportunité et sur le niveau des subventions accordées aux régimes de protection sociale) à l'amendement n° 91 du Gouvernement (p. 4448) : adopté (p. 4450)
Son sous-amendement n° 174 (complément aux informations de nature financière portées à la connaissance du Parlement) à l'amendement n° 91 du Gouvernement (p. 4448) : adopté (p. 4450)
Son sous-amendement n° 176 (pérennisation du dispositif prévoyant que le produit pour la dernière année connue, de chacun des impôts, autres que les taxes parafiscales, affectés aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir fait l'objet d'une évaluation dans l'annexe des voies et

moyens du projet de loi de finances de l'année) à l'amendement n° 91 du Gouvernement (p. 4448) : adopté (p. 4450)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Pierre Méhaignerie (rapport du Gouvernement sur les conséquences pour les finances de l'Etat et des organismes de sécurité sociale de la baisse d'un point du taux normal de la TVA et de l'allégement de la taxe d'habitation) (p. 4451)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4455)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2000] (p. 5620, 5631)

Son intervention (p. 5621)

Thèmes :

Contributions indirectes : boissons et alcools (p. 5622)
Emploi : chômage (p. 5622)
Finances publiques : dépenses (p. 5622)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 5622)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 5622)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 5622)
Parlement : Sénat (p. 5622)
Politique économique : politique monétaire : Banque centrale européenne (BCE) (p. 5622)
TVA : taux réduit (p. 5622)
TVA : taux réduit : bois et forêts (p. 5622)

Discussion des articles [20 juin 2000] (p. 5638)

Article 1er (baisse de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Gilbert Gantier (nouveau barème avec un taux marginal de 40 %) (p. 5639)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Gilbert Gantier (nouveau barème avec un taux marginal de 45 %) (p. 5639)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 5639)

Article 3 (application du taux réduit de 5,50 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux particuliers) (p. 5640)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Charles de Courson (exclusion de la valeur des droits de plantation et de replantation de vigne pour le calcul des plus-values professionnelles) (p. 5641)

Article 3 bis A (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA aux protections utilisées par les stomisés et les incontinents)

Soutient l'amendement n° I de la commission (de suppression) (p. 5641) : adopté (p. 5642)

Article 3 bis B (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA au droit d'utilisation d'installations sportives)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 5642) : adopté (p. 5642)

Article 3 bis C (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA aux remboursements et rémunérations versés par les communes à des prestataires au titre des opérations de nettoyage des voies publiques)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 5642) : adopté (p. 5642)

Article 4 (exonération temporaire de droits sur les acquisitions de propriétés en nature de bois et forêts et de terrains nus destinés à être reboisés)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5643) : adopté (p. 5643)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5643) : adopté (p. 5643)

Article 4 bis (déduction forfaitaire du revenu global en faveur des propriétaires de bois et forêts sinistrés)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 5643) : adopté (p. 5643)

Article 4 ter (déduction du revenu fiscal au titre des charges exceptionnelles et des pertes de récoltes supportées par les propriétaires de bois et forêts sinistrés)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 5644) : adopté (p. 5644)

Article 4 quater (réduction d'impôt au titre de la remise en état des vergers, parcs et jardins)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 5644) : adopté (p. 5644)

Article 6 (allègement de la taxe d'habitation)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5645) : adopté (p. 5645)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5645) : adopté (p. 5645)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5645) : adopté (p. 5646)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5645) : adopté (p. 5646)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5645) : adopté (p. 5646)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Charles de Courson (application du régime des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune aux exploitations agricoles données à bail à long terme) (p. 5647)

Article 7 bis (modification des régimes des sociétés de capital-risque et des fonds communs de placement à risques)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de suppression) (p. 5649) : adopté (p. 5649)

Article 8 (Fonds de compensation pour la TVA : modification du taux de compensation et modalités exceptionnelles de remboursement concernant les

réparations des dommages liés aux intempéries de novembre et décembre 1999)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5650) : adopté (p. 5650)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Charles de Courson (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de fonctionnement afférentes aux réparations réalisées à la suite des intempéries de la fin de l'année 1999) (p. 5650)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5650) : adopté (p. 5651)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5650) : adopté (p. 5651)

Article 8 bis (reports d'impositions en faveur d'entreprises exerçant leur activité dans des départements victimes de la marée noire)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 5651) : adopté (p. 5651)

Article 9 (dotation de compensation de la taxe professionnelle : financement des communautés d'agglomération)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5652) : adopté (p. 5652)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (perception de la dotation globale de fonctionnement par la communauté d'agglomération du Haut Val-de-Marne) (p. 5652) : adopté (p. 5653)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Gilbert Gantier (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 5653)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Gilbert Gantier (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 5653)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Gilbert Gantier (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 5653)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Gilbert Gantier (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 5653)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Gilbert Gantier (application du régime des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune aux parts ou actions de sociétés acquises dans le cadre d'opérations de souscription au capital de sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 5654)

Article 9 bis (autorisations temporaires de vente d'alcool lors de manifestations publiques organisées par des associations)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Marc Dumoulin (modification du régime d'autorisation de débits de boissons lors des réunions publiques organisées par des associations) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Marc Dumoulin (modification du régime d'autorisation de débits de boissons lors des réunions publiques organisées par des associations) (p. 5654)

Article 9 ter (abandon du dispositif de la livraison à soi-même pour l'application du taux réduit de 5,50 % de la TVA pour les travaux dans les locaux d'habitation réalisés par les bailleurs sociaux)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 5655) : adopté (p. 5655)

Article 9 quater (incidence des restructurations d'entreprises sur l'écrêtement en faveur des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 5655) : adopté (p. 5655)

Article 9 quinquies (indemnités des élus locaux)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 5655) : adopté (p. 5656)

Article 10 et état A (équilibre général)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement de l'équilibre général adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5660) : adopté (p. 5660)

Article 11 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5663) : adopté après modification (p. 5663)

Intervient sur le sous-amendement n° 66 rectifié du Gouvernement (changement d'imputation de crédits ouverts au profit de l'économie solidaire) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 5663)

Intervient sur le sous-amendement n° 67 rectifié du Gouvernement (changement d'imputation de crédits ouverts au profit de l'économie solidaire) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 5663)

Article 11 ter A (annulation de crédits)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 5663) : adopté (p. 5663)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean-Louis Dumont (réduction des autorisations de programme inscrites au titre V du budget des routes) (p. 5664)

Article 15 (aménagements du régime de report d'imposition des plus-values de cession de titres dont le produit est investi dans les fonds propres d'une jeune entreprise)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5665) : adopté (p. 5665)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Charles de Courson (déduction du revenu imposable des travaux de remise en état des terrains boisés sinistrés par les intempéries de décembre 1999) (p. 5666)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Christian Cuvilliez (remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation sur le gazole en faveur des entreprises de transport public) (p. 5667)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5667)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Gilbert Gantier (exonération de l'ensemble des résidences universitaires de la taxe d'habitation) (p. 5667)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Gilbert Gantier (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions relevant des bénéfices non commerciaux lorsque leurs titulaires emploient moins de cinq salariés) (p. 5668)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Marc Laffineur (assouplissement des règles applicables aux établissements bancaires concernant le choix de leurs organismes de formation) (p. 5668)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Pierre Méhaignerie (rapport du Gouvernement sur les conséquences de la baisse d'un point du taux normal de la TVA et de la baisse de 6,1 points des cotisations salariales pesant sur les bas salaires) (p. 5669)

Article 15 bis (modification du barème de l'impôt sur le revenu à compter de l'imposition des revenus de l'année 2000)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 5669) : adopté (p. 5669)

Article 15 ter (plafond du quotient familial)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 5669) : adopté (p. 5669)

Article 15 quater (majoration de la décote pour les couples mariés soumis à imposition commune)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 5670) : adopté (p. 5670)

Article 15 quinquies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA sur la fourniture de repas à consommer sur place)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 5670) : adopté (p. 5670)

Article 15 sexies (relèvement de 25 % à 40 % du taux de la réduction d'impôt au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 5670) : adopté (p. 5670)

Article 15 septies (diminution de l'assiette de taxe professionnelle pour les titulaires de bénéfices non commerciaux)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 5670) : adopté (p. 5670)

Article 16 (règles de perception de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Augustin Bonrepaux (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les groupements à fiscalité propre ayant transféré à un syndicat mixte la totalité de la compétence d'élimination des déchets ménagers) (p. 5671)

Article 17 (suppression de la prise en compte de la redevance d'assainissement dans le coefficient d'intégration fiscale)

Son amendement n° 69 (exclusion de la redevance d'assainissement du coefficient d'intégration fiscale des communautés de communes) : adopté (p. 5672)

Article 19 bis (affectation aux collectivités locales d'une partie de la taxe professionnelle acquittée par France Télécom)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 5673) : adopté (p. 5673)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6051)

Son intervention (p. 6051)

Thème :

Parlement : Sénat (p. 6052)

Projet de loi n° 1822 portant règlement définitif du budget de 1998

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2000] (p. 4455)

Son intervention (p. 4456)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 4456)

Finances publiques : contrôle des dépenses engagées (p. 4457)

Finances publiques : déficit budgétaire : déficits publics et sociaux (p. 4456)

Finances publiques : dépenses (p. 4456, 4457)

Finances publiques : gestions de fait (p. 4457)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4456, 4457)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4457)

Finances publiques : procédure budgétaire : logement (p. 4457)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 4457, 4458)

Lois de règlement (p. 4457)

Parlement : contrôle (p. 4457)

Politique économique : croissance (p. 4456)

Discussion des articles [18 mai 2000] (p. 4464)

Article 13 (reconnaissance d'utilité publique de dépenses comprises dans des gestions de fait)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (non-reconnaissance d'utilité publique de dépenses relatives à la gestion de fait du tribunal de commerce d'Antibes) (p. 4469) : adopté (p. 4469)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4469) : adopté (p. 4470)

Hélène MIGNON

Haute-Garonne (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Rapporteur de la proposition de loi sur la contraception d'urgence (n° 2567) [13 septembre 2000]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 2567) de Mme Danielle Bousquet relative à la contraception d'urgence [20 septembre 2000] (n° 2588)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Harkis [23 novembre 1999] (p. 9965)

Emploi. Chômage. Statistiques [29 février 2000] (p. 1351)

Enfants. Crèches et garderies. Capacités d'accueil [20 juin 2000] (p. 5596)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1036, posée le 13 mars 2000. Justice. Juridictions sociales (J.O. Questions p. 1525). Appelée le 14 mars 2000. Tribunaux du contentieux de l'incapacité, composition (p. 1828)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Son intervention (p. 8209)

Thèmes :

Famille : associations familiales : médiation (p. 8210)
Famille : politique familiale (p. 8210)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 8211)
Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 8210)
Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 8210)
Prestations familiales : allocations familiales : durée d'assurance (p. 8211)
Prestations familiales : allocations familiales : simplifications administratives (p. 8210)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10066, 10099)

Son intervention (p. 10085)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 10086)
Famille : politique familiale (p. 10085)
Prestations familiales : allocations familiales : simplifications administratives (p. 10086)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ ET SOLIDARITÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9055)

Son intervention (p. 9076)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) (p. 9076, 9077)
Jeunes : insertion professionnelle (p. 9076, 9077)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes : emploi (p. 9076, 9077)

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 10 novembre 1999)

13 - Droit pénal : mineurs : établissements (p. 9165)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 386)

Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant dans les communes de plus de 3 500 habitants)

Son intervention (p. 393)

Proposition de loi n° 1516 rectifié relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2000] (p. 1169)

Son intervention (p. 1172)

Thèmes :

Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : création (p. 1172)
Politique sociale : exclusion (p. 1172)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Son intervention (p. 1727)

Thèmes :

Communes : maires : compétences (p. 1728, 1729)
Logement : logement social : HLM (p. 1728)

Proposition de loi n° 1988 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4697)

Son intervention (p. 4716)

Thèmes :

Entreprises : entreprises individuelles : conjoints (p. 4715 à 4717)

Entreprises : entreprises individuelles : financement (p. 4716, 4717)

Entreprises : entreprises individuelles : rôle (p. 4717)

Entreprises : faillite personnelle : saisies (p. 4716, 4717)

Professions libérales : travailleurs indépendants : conjoints (p. 4716, 4717)

Jean-Claude MIGNON

Seine-et-Marne (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 mars 2000] (p. 4497)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 23 mars 2000] (p. 4497)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [10 mai 2000] (p. 3956)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1005, posée le 20 décembre 1999. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers professionnels (J.O. Questions p. 7188). Appelée le 21 décembre 1999. Revendications (p. 11226)

n° 1074, posée le 20 mars 2000. Déchets, pollutions et nuisances. Air (J.O. Questions p. 1691). Appelée le 21 mars 2000. Plans de déplacements urbains, mise en place, Melun (p. 2331)

n° 1159, posée le 5 juin 2000. Transports ferroviaires. Non appelée (J.O. Questions p. 3334)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)

13 - Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 9251)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : Seine-et-Marne (p. 9014)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Procédure des questions :

Transports urbains : plans de déplacements urbains : Seine-et-Marne (p. 8863)

Charles MILLON

Ain (3ème circonscription)
Non-inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 2251 portant reconnaissance du principe de sécurité juridique dans la Constitution [15 mars 2000]

Proposition de loi organique n° 2252 limitant le recours aux dispositions fiscales de portée rétroactive [15 mars 2000]

Charles MIOSSEC

Finistère (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1976 visant à garantir un prix de vente correspondant au prix du marché lors des ventes effectuées dans le cadre des saisies immobilières [1er décembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Paiement des pensions. Coût prévisible, conséquences [1er décembre 1999] (p. 10355)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1130, posée le 22 mai 2000. Défense. Service national (J.O. Questions p. 3034). Appelée le 23 mai 2000. Report d'incorporation (p. 4479)

n° 1179, posée le 19 juin 2000. TVA. Exonération (J.O. Questions p. 3608). Suppléé par M. Patrice Martin-Lalande. Appelée le 20 juin 2000. Maintien, cantines (p. 5569)

Gilbert MITTERRAND
Gironde (10ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 23 : Emploi et solidarité (santé) (n° 1861) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ ET SOLIDARITÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9055)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9058)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : toxicomanie (p. 9059, 9060)
Etablissements de santé : hôpitaux : modernisation (p. 9060)
Institutions sociales et médico-sociales : crédits : création d'emplois (p. 9060)
Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) : crédits (p. 9060)
Santé : prévention : administration pénitentiaire (p. 9059)
Santé : santé publique : budget (p. 9059)
Santé : veille sanitaire (p. 9059)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 1999] (p. 9134)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Luc Préel (réduction des crédits destinés au Fonds d'Etat devant financer le volet complémentaire de la couverture maladie universelle (CMU)) (p. 9134)

Après l'article 70

Son amendement n° 116 (état annuel des actions en faveur des femmes) : adopté (p. 9135)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11073)

Son intervention (p. 11084)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 11084, 11085)
Collectivités territoriales : finances locales (p. 11086)
Emploi : politique de l'emploi (p. 11084)
Enregistrement et timbre : droit de bail (p. 11084)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 11084, 11086)
Finances publiques : dépenses (p. 11084)
Finances publiques : dette publique (p. 11084, 11086)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 11084 à 11086)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 11084 à 11086)
Finances publiques : recettes (p. 11084, 11085)
Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 11085)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 11085)
Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 11085, 11086)
Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 11084)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 11084, 11085)
Parlement : Sénat (p. 11084 à 11086)
Politique économique : croissance (p. 11086)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10689, 10722)

Son intervention (p. 10733)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 10733, 10734)
Contributions indirectes (p. 10733, 10734)

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Article 13 (extinction du régime intracommunautaire des comptoirs de vente, modernisation et simplification des contributions indirectes)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (réalisation des échanges viti-vinicoles sous un régime simplifié au-delà des limites des cantons limitrophes) (p. 10783) : adopté (p. 10783)

Yvon MONTANÉ
Gers (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Cesse d'appartenir au Conseil supérieur de l'électricité et du gaz [8 octobre 1999]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [J.O. du 29 octobre 1999] (p. 16269)

Cesse d'appartenir au Conseil national du tourisme [31 août 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [5 octobre 1999] (p. 6849)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1070, posée le 20 mars 2000. Agriculture. Viticulture (J.O. Questions p. 1690). Appelée le 21 mars 2000. Aides de l'Etat (p. 2324)

DÉBATS

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 37, 61)

Son intervention (p. 78)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 88)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 78, 79)

Energie et carburants : lignes électriques (p. 78)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 79, 89)

Secteur public : services publics : électricité (p. 78, 89)

Discussion des articles [19 janvier 2000] (p. 118, 168)

Article 17 (la distribution d'électricité : rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son intervention (p. 159)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2664, 2700)

Son intervention (p. 2711)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse : droit (p. 2711)

Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 2712)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 2712)

Gabriel MONTCHARMONT

Rhône (11ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome VIII : Economie, finances et industrie (poste et télécommunications) (n° 1866) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Téléphone. Portables, conséquences, santé [3 novembre 1999] (p. 8722)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [19 novembre 1999] (p. 9813)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 9818)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes : La Poste (p. 9818, 9819)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 9819)

Télécommunications : France Télécom (p. 9819)

Arnaud MONTEBOURG

Saône-et-Loire (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9373)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9373)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 23 juin 2000] (p. 9473)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 juin 2000]

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 juin 2000] (p. 9473)

Cesse d'appartenir à la Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice [30 août 2000]

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise (n° 2544) [30 septembre 2000]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment des capitaux en Europe - Tome I : Monographies - Tome II : Rapport [30 mars 2000] (n° 2311)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 1999] (p. 9192)

Etat B, titre IV

Son amendement n° 117 (réductions des crédits) (p. 9194) : rejeté (p. 9197)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention (p. 9236)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 9237)

Pays étrangers : Djibouti (p. 9237)

- Questions écrites budgétaires

8 - Droits de l'homme et libertés publiques : défense : Djibouti (p. 9247)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10032)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Franck Dhersin (recours contre les permis de construire formés par les seules associations agréées) (p. 10035)

Après l'article 26 bis

Son amendement n° 31 (suppression du dernier alinéa de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et disposant que les collaborateurs de cabinet des autorités territoriales ne rendent compte de leur activité qu'à ces dernières qui décident des conditions et des modalités d'exécution de leur service) (p. 10044) : retiré (p. 10046)

Projet de loi n° 1682 relatif au référé devant les juridictions administratives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10938)

Article 1er (compétence du juge des référés)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (juge des référés se prononçant dans les meilleurs délais) (p. 10939)

Article 3 (référé-suspension)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (référé sur les décisions administratives de rejet) (p. 10941)

Article 4 (référé-injonction)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (nouvelle rédaction de l'article supprimant la référence à la voie de fait) (p. 10941)

Après l'article 17

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (recours administratif préalable au recours contentieux pour les fonctionnaires contestant des décisions ne relevant pas du recrutement ou du pouvoir disciplinaire) (p. 10947) : adopté après rectification (p. 10947)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3160)

Article 3 (référé-suspension)

Son amendement n° 6 (obligation faite au juge d'ordonner la suspension de l'exécution de la décision en cas d'urgence et de doute sérieux sur sa légalité) (p. 3160) : adopté (p. 3161)

Son amendement n° 7 (remplacement de la notion de "doute sérieux" par celle de doute sur la légalité de la décision pour - en cas d'urgence - fonder la suspension de son exécution) (p. 3160) : rejeté (p. 3161)

Projet de loi n° 1919 modifiant le code pénal et le code de procédure pénale et relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10900)

Son intervention (p. 10916)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : code pénal (p. 10917)

Droit pénal : corruption : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 10916, 10917)

Droit pénal : corruption : rétroactivité des lois (p. 10917)

Droit pénal : corruption : Union européenne (p. 10916)

Entreprises : délocalisations : corruption (p. 10917)

Justice : réforme : Gouvernement (p. 10916)

Pays étrangers : Etats-Unis : procédure pénale (p. 10917)

Discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10919)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (définition des infractions de corruption active et passive de fonctionnaires et de magistrats nationaux - suppression de la condition d'antériorité) (p. 10920)

Article 2 (entrée en vigueur des nouvelles infractions)

Intervient sur l'amendement n° 15 de Mme Marie-Hélène Aubert (suppression de l'alinéa 2 de l'article autorisant le versement de commissions au titre de contrats signés avant l'entrée en vigueur des nouvelles infractions) (p. 10925, 10926)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Michel Hunault (prescription des délits financiers trois ans après leur commission) (p. 10928)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10917)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 juin 2000] (p. 5612)

Son intervention (p. 5615)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : code pénal (p. 5615)

Droit pénal : corruption : rétroactivité des lois (p. 5615)

Parlement : commissions mixtes paritaires : corruption (p. 5615)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5615)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)

Son intervention (p. 3328)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 3329)

Droit pénal : délinquance financière (p. 3329)

Impôts et taxes : paradis fiscaux (p. 3328, 3329)

Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 3328 à 3330)

Marchés financiers : généralités (p. 3328, 3329)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3329)

Politique économique : généralités (p. 3328)

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 664 de M. Éric Besson (levée du secret professionnel à l'égard des rapporteurs des commissions d'enquête parlementaires) (p. 3380)

Son amendement n° 663 (levée du secret professionnel à l'égard des rapporteurs des commissions d'enquête parlementaires) : adopté (p. 3381)

Article 20 (article 3 de la loi du 12 juillet 1990 : extension du champ de la déclaration de soupçon)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Philippe Auberger (suppression du paragraphe I) (p. 3406)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du paragraphe I) (p. 3406)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission des lois (élargissement du champ de l'obligation de déclaration de soupçon aux activités délictueuses) (p. 3407)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Philippe Auberger (suppression du paragraphe II) (p. 3411)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du paragraphe II) (p. 3411)

Intervient sur l'amendement n° 505 de M. François Goulard (suppression du paragraphe II) (p. 3411)

Intervient sur l'amendement n° 2 corrigé de la commission des lois (extension de l'obligation de déclaration de soupçon aux opérations réalisées avec des personnes établies dans un Etat ou un territoire jugé non coopératif par le Groupe d'action financière internationale sur le blanchiment des capitaux et aux opérations financières faisant intervenir des fonds fiduciaires ou d'autres entités juridiques contribuant à l'opacité de ces opérations) (p. 3413)

Après l'article 24

Son amendement n° 656 (recours à la forme authentique pour les actes de cessions de droits sociaux de sociétés civiles à prépondérance immobilière) (p. 3419) : retiré (p. 3421)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission des lois (sanctions pénales en cas de manquement manifeste aux obligations de vigilance pesant sur les professions concernées dans la lutte contre le blanchiment) (p. 3424)

Pierre MORANGE

Yvelines (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives [J.O. du 19 novembre 1999] (p. 17235)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2469 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux conséquences pour les assurés, les professionnels de santé et les établissements de soins, des retards de paiement des Caisses d'Assurance Maladie [13 juin 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôt sur le revenu. Quotient familial. Personnes vivant seules [24 novembre 1999] (p. 10064)

Produits dangereux. Amiante. Désamiantage, délais, Jussieu [8 décembre 1999] (p. 10680)

Politique économique. Epargne. Epargne salariale, perspectives [23 février 2000] (p. 1164)

Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, loi n° 99-5 du 6 janvier 1999, application [9 mai 2000] (p. 3881)

Santé. Alcoolisme, tabagisme et toxicomanie. Campagne de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie [24 mai 2000] (p. 4604)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10066, 10099)

Son intervention (p. 10095)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10096)

Prestations familiales : allocations familiales : pouvoir d'achat (p. 10096)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 10096)

Santé : prévention (p. 10096)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens : sanctions (p. 10096)

Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 10096)

Projet de loi n° 1682 relatif au référé devant les juridictions administratives

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [6 avril 2000] (p. 3156)

Son intervention (p. 3157)

Thèmes :

Justice : juridictions administratives : délais (p. 3158)

Justice : juridictions administratives : moyens (p. 3158)

Justice : juridictions administratives : référé (p. 3157, 3158)

Parlement : Sénat (p. 3157, 3158)

Urbanisme : opérations d'aménagement : référé (p. 3158)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3158)

Projet de loi n° 2276 organisant une consultation de la population de Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3165)

Son intervention (p. 3178)

Thèmes :

Outre-mer : institutions : Président de la République (p. 3179)

Outre-mer : institutions : réforme (p. 3178, 3179)

Outre-mer : Mayotte : développement économique (p. 3179)

Outre-mer : Mayotte : histoire (p. 3178)

Outre-mer : Mayotte : institutions (p. 3178, 3179)

Outre-mer : Mayotte : pays étrangers (p. 3179)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3179)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3183)

Son intervention (p. 3188)

Thème :

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : crimes contre l'humanité (p. 3188)

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2000] (p. 4805)

Son intervention (p. 4806)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 4807)

Emploi : politique de l'emploi : chômage (p. 4806)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 4807)

Politique économique : généralités (p. 4806, 4807)

Politique économique : mondialisation (p. 4806, 4807)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4807)

Louise MOREAU

Alpes-Maritimes (8ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome V : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 1863) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

I - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen des fascicules [19 novembre 1999] (p. 9767)

Son intervention (p. 9777)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : aides à l'exportation (p. 9777)
Commerce extérieur : Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CF.ME) (p. 9777)
Commerce extérieur : excédent (p. 9777)
Commerce extérieur : exportations (p. 9778)
Commerce extérieur : Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP) (p. 9777)
Commerce extérieur : généralités : crédits (p. 9777, 9778)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9777, 9778)
Pays étrangers : Norvège (p. 9778)
Union européenne : élargissement (p. 9778)

Hervé MORIN
Eure (3ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail [J.O. du 11 novembre 1999] (p. 16853)

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, conséquences [1er février 2000] (p. 515)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1023, posée le 31 janvier 2000. Anciens combattants et victimes de guerre. Maisons de retraite (J.O. Questions p. 586). Appelée le 2 février 2000. Fermeture, conséquences, Boulleville (p. 506)

n° 1051, posée le 13 mars 2000. Voirie. A 28 (J.O. Questions p. 1527). Appelée le 14 mars 2000. Liaison Alençon Rouen, construction (p. 1837)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime pour le moins choquant de modifier l'organisation des débats afin de permettre au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de participer à un dîner électoral [27 avril 2000] (p. 3474)

Demande au Président de donner la parole à Mme Marie-Thérèse Boisseau et à M. Pascal Clément, absents de l'hémicycle lors de l'appel de leur nom [15 juin 2000] (p. 5404)

Estime honteux que Mme Elisabeth Guigou s'absente du débat constitutionnel [15 juin 2000] (p. 5409)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6879)

Son intervention (p. 6913)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 7004)

Thèmes :

Entreprises : allégement des charges (p. 6914)
Politique sociale : fracture sociale (p. 6914)
Travail : précarité (p. 6914)
Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 6880, 6913, 6914)
Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 6880)
Travail : réduction du temps de travail : égalité professionnelle (p. 7004)
Travail : réduction du temps de travail : négociations (p. 6916, 7004)
Travail : réduction du temps de travail : pays étrangers (p. 6913)
Travail : salaires : pouvoir d'achat (p. 6915)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 822 (exclusion du domaine de la loi de la réduction du temps de travail) (p. 7034) : rejeté (p. 7035)

Son amendement n° 821 (validation des accords déjà conclus) (p. 7035) : rejeté (p. 7037)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)

Son intervention (p. 7038)

Intervient sur l'amendement n° 736 de M. Jean-Louis Debré (élargissement du domaine de la négociation) (p. 7047)

Intervient sur l'amendement n° 604 de M. Philippe Martin (exclusion du dispositif des entreprises de moins de 20 salariés) (p. 7054)

Intervient sur l'amendement n° 603 de M. Philippe Martin (exclusion du dispositif des entreprises de moins de 10 salariés) (p. 7054)
Son amendement n° 826 (exclusion du dispositif des entreprises de moins de 10 salariés) : rejeté (p. 7054)
Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Jean Pontier (cumul de plusieurs contrats de travail) (p. 7055)
Son amendement n° 827 (application à un minimum de 80% des salariés de l'entreprise) : rejeté (p. 7057)
Intervient sur l'amendement n° 801 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (entrée en application reportée à 2005) (p. 7058)
Intervient sur l'amendement n° 295 de M. François Goulard (exclusion du dispositif des entreprises de moins de 200 salariés) (p. 7060)
Intervient sur l'amendement n° 294 de M. François Goulard (exclusion du dispositif des entreprises de moins de 100 salariés) (p. 7060)
Intervient sur l'amendement n° 293 de M. François Goulard (exclusion du dispositif des entreprises de moins de 50 salariés) (p. 7060)
Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Bernard Accoyer (exclusion du dispositif des entreprises de moins de 50 salariés) (p. 7060)
Intervient sur l'amendement n° 164 rectifié de la commission (conclusion d'un accord de réduction du temps de travail à 35 heures préalable à tout plan social) (p. 7072)
Après l'article 1er
Intervient sur l'amendement n° 983 de M. Yves Cochet (renversement de la charge de la preuve en matière d'heures supplémentaires) (p. 7083)
Intervient sur l'amendement n° 165 de la commission (prise en compte du temps d'habillage et de casse-croûte dans le décompte de la durée du travail) (p. 7088)
Intervient sur l'amendement n° 1020 de M. Yves Cochet (prise en compte du temps d'habillage et de casse-croûte dans le décompte de la durée du travail) (p. 7088)
Intervient sur l'amendement n° 1027 de la commission (recours aux astreintes) (p. 7093)
Intervient sur l'amendement n° 988 de M. Yves Cochet (prise en compte de la durée des astreintes) (p. 7093)
Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Yves Cochet (harmonisation des temps sociaux) (p. 7095)
Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)
Son intervention (p. 7101)
Intervient sur l'amendement n° 717 de M. Éric Doligé (assiette du calcul de la contribution) (p. 7207)
Son amendement n° 833 (assiette du calcul de la contribution) : rejeté (p. 7207)
Son amendement n° 830 corrigé (choix du mode de récupération) : adopté (p. 7222)
Soutient l'amendement n° 863 de M. Germain Gengenwin (choix du mode de récupération) (p. 7222) : rejeté (p. 7222)
Son amendement n° 834 (choix du mode de récupération) (p. 7222) : rejeté (p. 7223)
Intervient sur l'amendement n° 460 de la commission (délais de récupération) (p. 7223)
Son amendement n° 835 (mutualisation des heures supplémentaires) : rejeté (p. 7223)
Soutient l'amendement n° 861 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (fixation par la loi du contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 7223) : rejeté (p. 7224)
Son amendement n° 829 (fixation par la négociation collective du contingent annuel d'heures supplémentaires) : rejeté (p. 7227)
Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Maxime Gremetz (possibilité d'interdiction dans une profession subissant chômage) (p. 7260)
Intervient sur l'amendement n° 340 de M. François Goulard (allongement de la durée maximale annuelle du travail) (p. 7265)
Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 461 de la commission (réduction à 42 heures de la moyenne maximale des heures travaillées sur douze semaines consécutives) (p. 7269)
Intervient sur le sous-amendement n° 1047 du Gouvernement (réduction à 44 heures) à l'amendement n° 461 de la commission (p. 7269)
Intervient sur le sous-amendement n° 1048 du Gouvernement (décret) à l'amendement n° 461 de la commission (p. 7269)
Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)
Son intervention (p. 7285)
Intervient sur l'amendement n° 632 de M. Serge Poignant (durée annuelle maximale du travail) (p. 7291)
Intervient sur l'amendement n° 869 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (durée annuelle maximale du travail) (p. 7292)
Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Maxime Gremetz (durée annuelle maximale du travail) (p. 7292)
Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Thierry Mariani (durée annuelle maximale du travail) (p. 7292)
Intervient sur l'amendement n° 613 de M. Philippe Martin (durée annuelle maximale du travail) (p. 7292)
Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Éric Doligé (durée annuelle maximale du travail) (p. 7292)
Intervient sur l'amendement n° 462 de la commission (fixation de la durée annuelle maximale du travail à 1600 heures) (p. 7292)
Son amendement n° 867 (durée annuelle maximale du travail) (p. 7290) : rejeté (p. 7294)
Intervient sur l'amendement n° 41 corrigé de M. Thierry Mariani (détermination de la modulation par la négociation) (p. 7294)
Intervient sur l'amendement n° 720 de M. Éric Doligé (détermination de la modulation par la négociation) (p. 7294)
Intervient sur l'amendement n° 900 de M. François Goulard (détermination de la modulation par la négociation) (p. 7294)
Son amendement n° 868 (détermination de la modulation par la négociation) (p. 7294) : rejeté (p. 7295)
Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Maxime Gremetz (jours fériés d'usage local) (p. 7295)

Intervient sur le sous-amendement n° 1024 de M. Bernard Accoyer (justification facultative de l'accord) à l'amendement n° 463 de la commission (justification de l'accord) (p. 7296)

Intervient sur l'amendement n° 739 de M. Georges Sarre (droit de veto donné aux salariés) (p. 7300)

Intervient sur l'amendement n° 467 rectifié de la commission (consultation du comité d'entreprise en cas de modifications du délai de prévenance) (p. 7304)

Intervient sur le sous-amendement n° 1026 de M. Bernard Accoyer (consultation du comité d'entreprise en cas de modification substantielles du délai de prévenance) à l'amendement n° 467 rectifié de la commission (p. 7304)

Après l'article 3

Son amendement n° 872 (conformité au droit communautaire) : rejeté (p. 7310)

Article 4 (article L. 212-9 du code du travail et article 4 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : réduction de la durée du travail organisée sous forme de jours ou demi-journées de repos à prendre sur le mois ou sur l'année)

Son intervention (p. 7311)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Maxime Gremetz (référence à 1584 heures annuelles) (p. 7314)

Son amendement n° 874 (référence à 1645 heures annuelles) : rejeté (p. 7314)

Intervient sur l'amendement n° 904 de M. François Goulard (référence à 1645 heures annuelles) (p. 7314)

Son amendement n° 873 (choix des jours de repos) (p. 7315) : rejeté (p. 7316)

Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Son intervention (p. 7354)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7361)

Intervient sur l'amendement n° 541 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7361)

Article L. 212-15-3 du code du travail

Intervient sur l'amendement n° 654 de M. Éric Doligé (durée du travail et rémunération des cadres non soumis à l'horaire collectif) (p. 7368)

Article 6 (articles L. 212-4-2 à L. 212-4-16 du code du travail : travail à temps partiel)

Son intervention (p. 7389)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. François Goulard (accords d'entreprises) (p. 7400)

Soutient l'amendement n° 878 de M. Jacques Barrot (accords d'entreprises) (p. 7400) : rejeté (p. 7401)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Maxime Gremetz (de suppression de la modulation du temps partiel) (p. 7403)

Intervient sur l'amendement n° 960 de M. Yves Cochet (de suppression de la modulation du temps partiel) (p. 7403)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 962 rectifié de M. Yves Cochet (délai de suppression des avantages spécifiques au temps partiel) (p. 7408)

Article 7 (articles L. 212-4-12, L. 212-4-13, L. 212-4-14 et L. 212-4-15 du code du travail : travail intermittent)

Soutient l'amendement n° 879 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (période transitoire à défaut d'accord) (p. 7411) : rejeté (p. 7411)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Thierry Mariani (dérogations pour la conclusion de contrats de travail intermittent) (p. 7413)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. François Goulard (dérogations pour la conclusion de contrats de travail intermittent) (p. 7413)

Soutient l'amendement n° 880 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (dérogations pour la conclusion de contrats de travail intermittent) (p. 7413) : rejeté (p. 7413)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 469 de la commission (création d'un "Temps choisi pour raisons médicales") (p. 7414)

Intervient sur l'amendement n° 964 de M. Yves Cochet (création d'un "Temps choisi pour raisons médicales") (p. 7414)

Article 8 (articles L. 223-4 et L. 223-7 du code du travail : dispositions relatives aux congés payés)

Son amendement n° 881 (rédactionnel) (p. 7417) : rejeté (p. 7418)

Intervient sur l'amendement n° 1031 de M. Jean-Louis Fousseret (stipulations spécifiques pour les bénévoles) (p. 7419)

Article 9 (article L. 227-1 du code du travail : compte épargne-temps)

Son amendement n° 844 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression du délai de 5 ans) : rejeté (p. 7434)

Son amendement n° 883 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (augmentation du nombre de jours cumulables) (p. 7435) : rejeté (p. 7436)

Son amendement n° 882 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (diminution de la durée des congés pouvant être pris au titre du compte épargne-temps) : rejeté (p. 7436)

Son amendement n° 884 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (enfants à charge) : rejeté (p. 7436)

Son amendement n° 885 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (parents âgés ou dépendants) : rejeté (p. 7437)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Son amendement n° 860 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (délai de validation) (p. 7478) : adopté (p. 7479)

Son sous-amendement n° 859 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (de précision) à l'amendement n° 508 de la commission (appui et conseils aux petites entreprises) : adopté (p. 7482)

Article 12 (article L. 241-13-1 du code de la sécurité sociale et article 9 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : allègement de cotisations sociales)

Son amendement n° 806 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (salariés travaillant moins de 17h 30 par semaine) : rejeté (p. 7501)

Article 14 (sécurisation juridique des accords)

Soutient l'amendement n° 807 de M. Jacques Barrot (exception pour les heures supplémentaires) (p. 7515) : rejeté (p. 7616)

Article 15 (article L. 212-3 du code du travail : modification du contrat de travail)

Son intervention (p. 7518)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Maxime Gremetz (qualification du licenciement des salariés refusant la réduction d'horaire) (p. 7520)

Soutient l'amendement n° 808 de M. Jacques Barrot (cause personnelle) (p. 7522) : rejeté (p. 7523)

Intervient sur l'amendement n° 520 de la commission (motif économique) (p. 7523)

Son amendement n° 810 (licenciement sans indemnité) : rejeté (p. 7525)

Son amendement n° 809 (licenciement sans indemnité) : retiré (p. 7526)

Son amendement n° 811 (allocation d'assurance) : rejeté (p. 7526)

Article 16 (salaire minimum de croissance et complément différentiel de salaire)

Son intervention (p. 7527)

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Maxime Gremetz (hausse uniforme de 11,4 % du SMIC horaire) (p. 7530)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Thierry Mariani (date de signature des accords) (p. 7532)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. François Goulard (date de signature des accords) (p. 7532)

Intervient sur l'amendement n° 815 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (date de signature des accords) (p. 7532)

Son amendement n° 814 (entreprises nouvelles) : retiré (p. 7533)

Soutient l'amendement n° 813 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (maintien de la rémunération aux salariés dont la durée du travail était inférieure à la durée légale avant l'entrée en vigueur de la loi) (p. 7534) : rejeté (p. 7534)

Son amendement n° 818 (de précision) : rejeté (p. 7535)

Son amendement n° 816 (prise en compte du complément dans la rémunération des salariés à temps partiel) : rejeté (p. 7536)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Maxime Gremetz (maintien du pouvoir d'achat des salariés) (p. 7536)

Article 17 (articles L. 992, L. 992-2, L. 999-3, L. 993-1, L. 993-2, L. 997-2, L. 1031, L. 1062-1 et L. 1157-1 du code rural : transposition du projet de loi dans le code rural)

Intervient sur l'amendement n° 1092 du Gouvernement (transposition dans le code rural) (p. 7540)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 990 corrigé de M. Yves Cochet (licenciements sans cause réelle ou sérieuse) (p. 7542)

Intervient sur l'amendement n° 1065 de M. Maxime Gremetz (information du comité d'entreprise) (p. 7542)

Soutient l'amendement n° 877 corrigé de Mme Marie-Thérèse Boisseau (sociétés innovantes) (p. 7543) : rejeté (p. 7543)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Maxime Gremetz (rapport au Parlement) (p. 7544)

Son sous-amendement n° 1093 (représentation proportionnelle) à l'amendement n° 1064 de M. Maxime Gremetz : rejeté (p. 7545)

Titre

Soutient l'amendement n° 819 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (suppression du terme "négocié") (p. 7546) : rejeté (p. 7547)

Son amendement n° 820 (caractère contraint de la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 7547)

Explications de vote et vote [19 octobre 1999] (p. 7566)

Ses explications de vote (p. 7574)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 7574)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)

Son intervention (p. 10331)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : entreprises publiques (p. 10332, 10333)

Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 10332)

Travail : réduction du temps de travail : pays étrangers (p. 10331, 10332)

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 1er A (tenue d'une conférence nationale sur le développement de la négociation collective)

Son intervention (p. 10377)

Article 1er (confirmation du passage à la nouvelle durée légale fixée à trente-cinq heures hebdomadaires)

Soutient l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (entreprises nouvelles) (p. 10396) : rejeté (p. 10396)

Son sous-amendement n° 213 (exclusion d'une partie du personnel) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (p. 10397) : rejeté (p. 10398)

Soutient le sous-amendement n° 121 de M. Philippe Douste-Blazy (établissements médico-sociaux) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (p. 10401) : rejeté (p. 10401)

Son sous-amendement n° 211 (fonction publique) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (p. 10404) : rejeté (p. 10405)

Intervient sur le sous-amendement n° 78 de M. Maxime Gremetz (négociations préalables aux plans sociaux) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (p. 10409)

Intervient sur le sous-amendement n° 65 de M. Yves Cochet (horaires des services publics) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (p. 10413)

Soutient le sous-amendement n° 120 de M. Philippe Douste-Blazy (travail de nuit) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (p. 10414) : rejeté (p. 10414)

Article 2 supprimé par le Sénat (articles L. 212-2, L. 215-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son sous-amendement n° 214 soutenu par M. Léonce Deprez (bonification de 25% pour les quatre premières heures supplémentaires) à l'amendement

n° 11 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 10442)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime des modulations)

Intervient sur le sous-amendement n° 83 de M. Maxime Gremetz (ratification des accords) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) (p. 10459)

Article 4 (réduction de la durée du travail organisée sous forme de jours ou de demi-journées de repos à prendre sur le mois ou sur l'année)

Son sous-amendement n° 215 soutenu par M. Gaëtan Gorce (choix des jours de repos) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 10461)

Article 5 (réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Son intervention (p. 10468)

Intervient sur l'amendement n° 17 rectifié de la commission (de rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) (p. 10478)

Son sous-amendement n° 209 (cadres supérieurs) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission (p. 10478) : rejeté (p. 10479)

Article 6 (travail à temps partiel)

Son intervention (p. 10486)

Soutient le sous-amendement n° 189 de M. Philippe Douste-Blazy (accord collectif d'entreprise) à l'amendement n° 18 rectifié de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) (p. 10490) : rejeté (p. 10491)

Article 6 bis supprimé par le Sénat (article L. 322-12 du code du travail : abattement spécifique au temps partiel)

Soutient le sous-amendement n° 190 de M. Philippe Douste-Blazy (accord d'entreprises) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10492) : rejeté (p. 10493)

Article 9 (article L. 227-1 du code du travail : compte épargne-temps)

Son sous-amendement n° 227 (enfant à charge) à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 10499)

Intervient sur le sous-amendement n° 221 de M. Jean-Louis Debré (parent de plus de 75 ans) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 10500)

Soutient le sous-amendement n° 187 de M. Philippe Douste-Blazy (maximum des jours épargnés porté à 45) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 10501) : rejeté (p. 10501)

Article 11 supprimé par le Sénat (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Son intervention (p. 10504)

Soutient le sous-amendement n° 197 de M. Philippe Douste-Blazy (durée constatée du travail) à l'amendement n° 27 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10507) : rejeté (p. 10507)

Soutient le sous-amendement n° 194 de M. Philippe Douste-Blazy (application aux entreprises dont le personnel est soumis au forfait en jours) à l'amendement n° 27 rectifié de la commission (p. 10508) : rejeté (p. 10508)

Soutient le sous-amendement n° 195 de M. Philippe Douste-Blazy (validation par une commission paritaire) à l'amendement n° 27 rectifié de la commission (p. 10512) : rejeté (p. 10512)

Son sous-amendement n° 216 (participation des régions) à l'amendement n° 27 rectifié de la commission : rejeté (p. 10512)

Article 12 supprimé par le Sénat (articles L. 241-13-1 et L. 711-13-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, article 9 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : allègement de cotisations sociales)

Intervient sur le sous-amendement n° 199 de M. Philippe Douste-Blazy (salariés travaillant moins de 17h30 par semaine) à l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10518)

Son sous-amendement n° 258 (contrats d'apprentissage et de qualification) à l'amendement n° 29 rectifié de la commission : rejeté (p. 10519)

Intervient sur le sous-amendement n° 250 corrigé du Gouvernement (entreprises d'insertion) à l'amendement n° 29 rectifié de la commission (p. 10520)

Article 14 supprimé par le Sénat (sécurisation juridique des accords)

Soutient le sous-amendement n° 203 de M. Philippe Douste-Blazy (validité des accords déjà conclus) à l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10529) : rejeté (p. 10529)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 décembre 1999] (p. 10991)

Son intervention (p. 1100)

Thèmes :

Formation professionnelle (p. 11001)
Travail : productivité (p. 11001)
Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 11001)
Travail : salaires : pouvoir d'achat (p. 11001)

Proposition de loi n° 2057 relative au régime juridique des licenciements pour motif économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 295)

Son intervention (p. 300)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 301)
Entreprises : compétitivité : licenciement collectif (p. 300)
Formation professionnelle (p. 300)
Parlement : prérogatives : propositions de loi (p. 318)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 300)
Sécurité sociale : protection sociale (p. 300)
Travail : contrats de travail (p. 300)
Travail : durée du travail : réduction du temps de travail (p. 301)
Travail : rémunération (p. 300)
Ses explications de vote (p. 318)
Vote pour le passage à la discussion des articles du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 318)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)
Son intervention (p. 3299)
Thèmes :
Commerce et artisanat : grande distribution (p. 3300)
Entreprises : comités d'entreprise (p. 3301)
Entreprises : épargne salariale (p. 3300)
Entreprises : Michelin (p. 3299)
Politique économique : capitalisme (p. 3300, 3301)
Politique économique : concurrence (p. 3300)
Politique économique : Conseil de la concurrence (p. 3300)
Politique économique : généralités (p. 3300)
Politique économique : mondialisation (p. 3300)
Politique sociale : généralités (p. 3299)
Sociétés : organes de gestion (p. 3300)
Sociétés : régime juridique (p. 3300, 3301)
Sociétés : régime juridique : groupes de sociétés (p. 3301)
Télécommunications : Internet (p. 3300)

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)
Article 59 (articles 100 et 139 de la loi du 24 juillet 1966 : possibilité pour le conseil d'administration et le conseil de surveillance de prendre certaines décisions par "visioconférence")
Soutient l'amendement n° 562 de M. François d'Aubert (consultation écrite des membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance) (p. 3441) : rejeté (p. 3441)
Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Philippe Auberger (application du dispositif aux autres moyens de communication) (p. 3441)
Intervient sur l'amendement n° 561 de M. François d'Aubert (application du dispositif aux autres moyens de communication) (p. 3441)
Article 65 (articles 161-2 nouveau, 263, 263-2, 263-3 à 263-6 nouveau et 356-1 de la loi du 24 juillet 1966 : représentation et identification des actionnaires non résidents)
Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Paul Charié (rapport au Parlement portant sur les possibilités d'identification des actionnaires par les sociétés cotées) (p. 3470)
Après l'article 65
Soutient l'amendement n° 390 de M. Pierre Hériaud (rapport au Parlement décrivant les disparités au sein de l'Union européenne des règles relatives à l'identification des actionnaires) (p. 3470) : rejeté (p. 3470)
Article 70 (délais d'application des dispositions relatives aux cumuls de mandats et au mandat de directeur général délégué)
Son rappel au règlement (cf. supra) [27 avril 2000] (p. 3474)
Article 64 précédemment réservé (article 157-3 nouveau de la loi du 24 juillet 1966 : information des actionnaires sur les rémunérations, avantages, mandats et fonctions des mandataires sociaux)
Intervient sur l'amendement n° 254 de la commission (application du dispositif aux dix salariés les mieux rémunérés) (p. 3510)
Après l'article 70
Son sous-amendement n° 705 (suppression de l'interdiction de distribuer des options par le biais de filiales non cotées) à l'amendement n° 268 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (dispositions relatives aux stock-options) (p. 3514) : rejeté (p. 3515)
Son sous-amendement n° 704 (rédactionnel) à l'amendement n° 693 précédemment réservé du Gouvernement (régime fiscal des stock-options) (p. 3515) : rejeté (p. 3521)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)
Son intervention (p. 5208)
Thèmes :
Animaux : animaux sauvages : protection (p. 5208)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 5208)
Environnement : espaces naturels sensibles : protection (p. 5208)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 5209)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 juin 2000] (p. 5402)
Article unique (Président de la République élu pour cinq ans au suffrage universel direct)
Son intervention (p. 5403)
Son rappel au règlement (cf. supra) [15 juin 2000] (p. 5404)
Son rappel au règlement (cf. supra) [15 juin 2000] (p. 5409)
Après l'article unique
Son amendement n° 89 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (modification de l'article 40 de la Constitution relatif à la recevabilité financière des propositions et amendements formulés par le Parlement - recevabilité en cas de compensation de la création ou de l'aggravation des charges publiques) (p. 5433) : rejeté (p. 5434)
Son amendement n° 88 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (insertion dans la Constitution d'un

article 43-1- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5435) : rejeté (p. 5436)

Jean-Marie MORISSET
Deux-Sèvres (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation : agrobiologie (p. 9574)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9420)

Son intervention (p. 9425)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9426)
Logement : crédits (p. 9425)
Logement : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) (p. 9426)
Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9425)
Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (p. 9426)
Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 9426)
TVA : taux réduit (p. 9426)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :

- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999

Son intervention (p. 9450)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics (p. 9450)
Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9451)
Logement : crédits (p. 9450)
Logement : sociétés d'HLM (p. 9451)
Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9450)
Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 9451)
Logement : aides et prêts : prime à l'amélioration de l'habitat (PAH) (p. 9451)
TVA : taux réduit (p. 9451)

Questions écrites budgétaires

20 - Aménagement du territoire : contrats de pays : logement social (p. 9471)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Son intervention (p. 1707)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 1708)
Coopération intercommunale (p. 1709)
Logement : immeubles collectifs : copropriété (p. 1709)
Logement : logement social : HLM (p. 1708, 1709)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 1708)
Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 1708)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Article L. 121-1 du code de l'urbanisme : principes généraux s'imposant aux documents d'urbanisme

Soutient l'amendement n° 608 de M. André Santini (équipements en sources d'énergie) (p. 1771) : rejeté (p. 1772)

Soutient l'amendement n° 462 de M. Marc-Philippe Daubresse (qualité des constructions et insertion dans le milieu environnant) (p. 1776) : retiré (p. 1776)

Article L. 121-2 du code de l'urbanisme : contrôle du contenu des schémas de cohérence territoriale, des plans locaux d'urbanisme et des cartes communales et réforme de la procédure du porter à connaissance

Soutient l'amendement n° 463 de M. Marc-Philippe Daubresse (concours des professionnels de l'urbanisme et de l'architecture) (p. 1777) : rejeté (p. 1778)

Article L. 121-6 du code de l'urbanisme : commissions départementales de conciliation

Intervient sur l'amendement n° 952 de M. Christian Estrosi (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)

Soutient l'amendement n° 461 de M. Marc-Philippe Daubresse (président du conseil général membre de droit) (p. 1782) : rejeté (p. 1783)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)

Intervient sur l'amendement n° 406 corrigé de M. Éric Doligé (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)

Article L. 121-9 du code de l'urbanisme : conditions d'application du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la partie législative du code de l'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 900 de M. Yves Dauge (chartes de pays) (p. 1786)
Intervient sur l'amendement n° 1149 de M. Jean-Michel Marchand (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1787)
Soutient l'amendement n° 609 de M. André Santini (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1787) : rejeté (p. 1788)
Soutient l'amendement n° 493 de M. Léonce Deprez (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1787) : rejeté (p. 1788)
Après l'article 1er
Soutient l'amendement n° 492 de M. Léonce Deprez (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1788) : rejeté (p. 1788)
Soutient l'amendement n° 494 de M. Léonce Deprez (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1788) : rejeté (p. 1788)
Soutient l'amendement n° 495 de M. Léonce Deprez (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1789) : rejeté (p. 1789)
Intervient sur l'amendement n° 1435 de M. Bernard Accoyer (encadrement des possibilités de recours contentieux formées par les associations de défense de l'environnement) (p. 1789)
Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))
Article L. 122-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des schémas de cohérence territoriale
Intervient sur l'amendement n° 831 de M. Gilles Carrez (compatibilité non obligatoire avec les programmes locaux de l'habitat et les plans de déplacements urbains) (p. 1800)
Article L. 122-2 du code de l'urbanisme : constructibilité limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale
Soutient l'amendement n° 467 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression partielle) (p. 1803) : rejeté (p. 1803)
Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (exclusion des petites communes situées à plus de quinze kilomètres d'une agglomération de plus de 15 000 habitants) (p. 1807)
Article L. 122-3 du code de l'urbanisme : initiative de l'élaboration et périmètre des schémas de cohérence territoriale
Soutient l'amendement n° 468 de M. Marc-Philippe Daubresse (avis) (p. 1811) : rejeté (p. 1811)
Intervient sur l'amendement n° 1074 de M. Michel Vaxès (avis de l'organe délibérant ou des départements concernés) (p. 1811)
Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Georges Colombier (avis) (p. 1811)
Article L. 122-6 du code de l'urbanisme : association des services de l'Etat à l'élaboration du projet de schéma de cohérence territoriale
Soutient l'amendement n° 469 de M. Marc-Philippe Daubresse (non intervention du préfet) (p. 1813) : rejeté (p. 1814)
Article L. 122-8 du code de l'urbanisme : transmission pour avis du projet de schéma arrêté
Soutient l'amendement n° 612 de M. André Santini (consultation des associations) (p. 1815) : rejeté (p. 1815)
Article L. 122-11 du code de l'urbanisme : approbation du schéma de cohérence territoriale
Soutient l'amendement n° 614 de M. André Santini (de suppression) (p. 1817) : rejeté (p. 1817)
Article L. 122-18 du code de l'urbanisme : dispositions transitoires
Soutient l'amendement n° 470 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression partielle) (p. 1819) : rejeté (p. 1819)
Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))
Article L. 123-3 du code de l'urbanisme : dispositions des plans locaux d'urbanisme applicables aux zones d'aménagement concerté
Soutient l'amendement n° 617 de M. André Santini (de suppression) (p. 1915) : rejeté (p. 1916)
Intervient sur l'amendement n° 854 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 1915)
Article L. 123-6 du code de l'urbanisme : prescription de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme
Soutient l'amendement n° 474 de M. Marc-Philippe Daubresse (plan social d'urbanisme élaboré par un établissement public de coopération intercommunale) (p. 1918) : rejeté (p. 1918)
Article L. 123-13 du code de l'urbanisme : révision et modification des plans locaux d'urbanisme à l'initiative de l'Etat
Soutient l'amendement n° 472 de M. Marc-Philippe Daubresse (information par le préfet) (p. 1920) : rejeté (p. 1920)
Article 4 (articles L. 124-1 à L. 124-3 du code de l'urbanisme : cartes communales)
Soutient l'amendement n° 477 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression de l'accord préfectoral pour les communes non dotées d'un PLU lors de l'élaboration de leur carte communale) (p. 1927) : rejeté (p. 1927)
Article 5 (réforme du régime des zones d'aménagement concerté (ZAC))
Soutient l'amendement n° 496 de M. Léonce Deprez (de suppression partielle) (p. 1930) : rejeté (p. 1930)
Soutient l'amendement n° 621 de M. André Santini (de suppression partielle) (p. 1930) : rejeté (p. 1930)
Soutient l'amendement n° 622 de M. André Santini (renforcement du caractère juridique des conventions) (p. 1931) : rejeté (p. 1931)
Après l'article 8
Soutient l'amendement n° 478 de M. Marc-Philippe Daubresse (article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme : constructions ou installations d'immeubles à usage d'habitation) (p. 1940) : rejeté (p. 1940)
Article 11 (conditions de rétrocession aux propriétaires de biens préemptés)
Soutient l'amendement n° 497 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 1943) : rejeté (p. 1943)
Soutient l'amendement n° 574 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 1943) : rejeté (p. 1943)
Soutient l'amendement n° 666 de M. André Santini (de suppression) (p. 1943) : rejeté (p. 1943)
Article 14 (concertation préalable avec la population)
Soutient l'amendement n° 479 de M. Marc-Philippe Daubresse (accord nécessaire de la commune lorsqu'elle est membre d'un établissement public de

coopération intercommunale) (p. 1953) : rejeté (p. 1953)

Article 21 (institution d'une participation des riverains au financement des voies nouvelles)

Son amendement n° 484 (participation financière dès l'installation du raccordement au réseau public) : rejeté (p. 1973)

Soutient l'amendement n° 498 de M. Léonce Deprez (de suppression partielle) (p. 1973) : rejeté (p. 1973)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son intervention (p. 1983)

Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux

Intervient sur l'amendement n° 190 rectifié de la commission (seuil des agglomérations concernées) (p. 2026)

Soutient le sous-amendement n° 1471 de M. Marc-Philippe Daubresse (seuil des agglomérations concernées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2028) : rejeté (p. 2029)

Son sous-amendement n° 1472 (de précision) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2029)

Intervient sur le sous-amendement n° 1513 de M. Robert Poujade (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2031)

Intervient sur le sous-amendement n° 1507 de M. Gilles Carrez (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2031)

Son sous-amendement n° 1473 (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2031) : rejeté (p. 2034)

Soutient le sous-amendement n° 1477 de M. Marc-Philippe Daubresse (logements à vocation sociale) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2036)

Son sous-amendement n° 1474 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2036) : rejeté (p. 2037)

Soutient le sous-amendement n° 1479 de M. Marc-Philippe Daubresse (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2037)

Soutient le sous-amendement n° 1480 de M. Marc-Philippe Daubresse (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2038)

Soutient le sous-amendement n° 1481 de M. Bernard Bosson (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2038)

Soutient le sous-amendement n° 1482 de M. Bernard Bosson (fixation des seuils) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : adopté (p. 2038)

Soutient le sous-amendement n° 1483 de M. Marc-Philippe Daubresse (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2048)

Soutient le sous-amendement n° 1484 de M. Marc-Philippe Daubresse (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2050)

Soutient le sous-amendement n° 1485 de M. Marc-Philippe Daubresse (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : retiré (p. 2057)

Après l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation

Intervient sur l'amendement n° 1127 du Gouvernement (procédure de comptage des logements sociaux) (p. 2057)

Article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation : institution d'un prélèvement visant à relancer la construction locative sociale

Soutient l'amendement n° 516 de M. Jean Proriol (prélèvement à partir du 1er janvier 2005) (p. 2058) : rejeté (p. 2058)

Soutient l'amendement n° 688 de M. Marc-Philippe Daubresse (prélèvement à partir du 1er janvier 2005) (p. 2058) : rejeté (p. 2058)

Son amendement n° 689 (date d'application fixée au 1er janvier 2005 pour les communes membres d'une communauté urbaine) : rejeté (p. 2059)

Intervient sur l'amendement n° 192 de la commission (conditions de dispense de versement) (p. 2063)

Intervient sur le sous-amendement n° 1538 de M. Étienne Pinte (de précision) à l'amendement n° 192 de la commission (p. 2063)

Intervient sur le sous-amendement n° 1537 de M. Étienne Pinte (de précision) à l'amendement n° 192 de la commission (p. 2063)

Intervient sur l'amendement n° 758 de M. Alain Cacheux (conditions de dispense de versement) (p. 2063)

Son amendement n° 690 (réduction du prélèvement pour les communes bénéficiant de la dotation de solidarité urbaine) : rejeté (p. 2067)

Son amendement n° 691 (calcul au niveau de l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2067) : rejeté (p. 2068)

Son amendement n° 692 (prélèvement inférieur à 50 000 F non effectué) : rejeté (p. 2068)

Son amendement n° 693 (dérogations accordées par le préfet après avis du conseil départemental de l'habitat) (p. 2068) : rejeté (p. 2069)

Soutient l'amendement n° 772 de M. Marc-Philippe Daubresse (dépenses des communes pour acheter et viabiliser des terrains déduites du montant du prélèvement) (p. 2069) : rejeté (p. 2070)

Son amendement n° 694 (dépenses des communes pour acheter et viabiliser des terrains déduites du montant du prélèvement) : adopté (p. 2070)

Son amendement n° 695 (prélèvement calculé au niveau de l'établissement intercommunal) : rejeté (p. 2072)

Intervient sur l'amendement n° 945 rectifié de M. Daniel Vachez (prélèvement versé à l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2072)

Soutient l'amendement n° 1409 de M. Marc-Philippe Daubresse (prélèvement versé à l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2072) : rejeté (p. 2073)

Son amendement n° 696 (prélèvement versé à l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2072) : rejeté (p. 2073)

Article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation : programmation pluriannuelle de la construction de logements sociaux

Son amendement n° 697 (seuil de 15 % des résidences principales si la commune bénéficie de la dotation de solidarité urbaine) : rejeté (p. 2075)

Son amendement n° 698 (calcul par rapport au territoire de l'établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 2076)

Son amendement n° 699 (seuil d'éligibilité des prélèvements) : rejeté (p. 2076)

Soutient l'amendement n° 702 de M. Marc-Philippe Daubresse (information de l'administration départementale) (p. 2079) : rejeté (p. 2080)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Jean Proriol (délai de mise en œuvre) (p. 2080)

Son amendement n° 700 (délai de mise en œuvre) : adopté (p. 2080)

Son amendement n° 701 (de cohérence) : rejeté (p. 2081)

Son amendement n° 703 (de cohérence) : rejeté (p. 2081)

Son amendement n° 704 (de précision) : rejeté (p. 2083)

Soutient l'amendement n° 893 de M. Marc-Philippe Daubresse (suspension du prélèvement pour les communes ayant atteint l'objectif) (p. 2083) : rejeté (p. 2083)

Article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation : sanction de la carence d'intervention

Son amendement n° 705 soutenu par M. Henry Chabert (carence de la commune ou de la communauté de communes) : rejeté (p. 2095)

Son amendement n° 706 soutenu par M. Henry Chabert (suppression de l'alinéa relatif au doublement de la contribution) : rejeté (p. 2095)

Article L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation : substitution du représentant de l'Etat en cas de carence

Soutient l'amendement n° 894 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression) (p. 2096) : rejeté (p. 2096)

Son amendement n° 708 (de cohérence) (p. 2096) : rejeté (p. 2097)

Son amendement n° 709 (objectif de réalisation de logements sociaux au niveau de la communauté de communes) : rejeté (p. 2097)

Son amendement n° 710 (objectif de réalisation de logements sociaux au niveau de la communauté de communes) : rejeté (p. 2098)

Article 30 (plan comptable des copropriétés)

Son amendement n° 652 soutenu par M. Germain Gengenwin (protection contre les copropriétaires récalcitrants) (p. 2116) : rejeté (p. 2117)

Article 32 (intervention des organismes d'HLM en faveur des copropriétés en difficulté)

Son amendement n° 656 soutenu par M. Germain Gengenwin (acquisition de lots pour les louer pour une période au moins égale à la période d'amortissement) : adopté (p. 2129)

Article 42 (article L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales : versement transport additionnel)

Soutient l'amendement n° 606 de M. Marc-Philippe Daubresse (organisation par le syndicat mixte) (p. 2166) : rejeté (p. 2166)

Intervient sur l'amendement n° 1548 du Gouvernement (organisation et financement par le syndicat mixte) (p. 2166)

Intervient sur l'amendement n° 1246 de M. Jean-Michel Marchand (organisation et financement par le syndicat mixte) (p. 2166)

Après l'article 60

Son amendement n° 713 soutenu par M. Pierre Cardo (institution d'une commission permanente au sein du Conseil national de l'habitat) (p. 2219) : retiré (p. 2220)

Article 84 (Agence française pour l'amélioration de l'habitat privé)

Son amendement n° 716 soutenu par M. Jean Proriol (maintien de la part d'intervention réservée aux propriétaires bailleurs) (p. 2270) : rejeté (p. 2271)

Pierre MOSCOVICI

Ministre délégué aux affaires européennes

DÉPÔT

Déclaration du Gouvernement n° 1884 présentée par M. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, et M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes, sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle [26 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alain Barrau. Politiques communautaires. Bilan et perspectives. Droit d'asile, immigration, coopération judiciaire [19 octobre 1999] (p. 7560)

Mme Martine Aurillac. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, attitude de la France [16 novembre 1999] (p. 9413)

M. Alain Clary. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [30 novembre 1999] (p. 10279)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Emploi. Chômage. Lutte et prévention, politiques communautaires [8 mars 2000] (p. 2662)

M. Michel Vaxès. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, perspectives [24 mai 2000] (p. 4613)

M. Alain Barrau. Union européenne. Fonctionnement. Présidence française, programme [28 juin 2000] (p. 6000)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Roger-Gérard Schwartzenberg : rappelle que le Premier ministre a donné l'assurance que le Gouvernement et l'administration, quand ils auront

reçu mandat de l'autorité judiciaire, feront en sorte, par tous les moyens de droit, que M. Papon soit recherché, appréhendé et qu'il exécute la peine de prison à laquelle la justice l'a condamné ; confirme que le chef du Gouvernement réprouve, sans aucune concession, l'attitude de M. Papon et refuse l'impunité d'autant plus que s'impose en l'occurrence un devoir de mémoire particulier [21 octobre 1999] (p. 7757)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 35 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Ses interventions (p. 7764, 7776)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 7766)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 7777)

Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 7778)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (p. 7776 à 7778)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 7766) ; actions extérieures : Kosovo (p. 7766) ; budget (p. 7764 à 7766, 7777, 7778) ; Europe sociale (p. 7766, 7767) ; fraude (p. 7777) ; politique agricole commune (p. 7764, 7765, 7776) ; politiques internes (p. 7766, 7777)

Union européenne : construction européenne (p. 7764, 7767) ; contribution française (p. 7764, 7765, 7776, 7778) ; élargissement (p. 7767, 7776, 7777) ; fonds structurels (p. 7764, 7765, 7776, 7777) ; institutions communautaires (p. 7767, 7776 à 7778)

Déclaration du Gouvernement n° 1884 présentée par M. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, et M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes, sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle

[26 octobre 1999] (p. 8069)

Sa réponse (p. 8096)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 8100)

Commerce extérieur : exportations (p. 8097)

Culture : politique culturelle : audiovisuel et communication (p. 8099)

Environnement : protection (p. 8099)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8096 à 8100)

Outre-mer : DOM (p. 8100)

Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 8098)

Politique économique : mondialisation (p. 8096 à 8098)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8100)

Secteur public : services publics (p. 8099)

Services (p. 8097)

Travail : droit du travail (p. 8098, 8099)

Union européenne : Commission : négociations (p. 8096, 8099)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Thèmes :

Langue française (p. 3940)

Politique économique : mondialisation (p. 3940)

Politiques communautaires : politiques internes : emploi (p. 3939)

Santé : santé publique : agroalimentaire (p. 3940)

Secteur public : entreprises publiques (p. 3939)

Union européenne : euro (p. 3939)

Union européenne : institutions communautaires (p. 3939)

Ernest MOUTOUSSAMY

Guadeloupe (2ème circonscription)
Apparenté au groupe communiste

S'apparente au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 21 septembre 2000] (p. 14843)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2045 relative au rattachement aux caisses d'allocations familiales (CAF) des départements d'outre-mer (DOM) des agents de collectivités locales et de la fonction publique [22 décembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Son intervention (p. 7695)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7695)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations : taux d'intérêt (p. 7695)

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 7695)

Emploi : chômage (p. 7695)

Outre-mer : crédits (p. 7695)
Outre-mer : Guadeloupe (p. 7695, 7696)
Politique sociale : généralités (p. 7695, 7696)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)
Son intervention (p. 9480)
Thèmes avant la procédure des questions :
Enseignement maternel et primaire : constructions scolaires : Guadeloupe (p. 9480)
Enseignement maternel et primaire : manuels et fournitures : Guadeloupe (p. 9480)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)
Son intervention (p. 9334)
Thèmes avant la procédure des questions :
Outre-mer : crédits (p. 9334)
Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 9335)
Outre-mer : DOM-TOM : lois d'orientation (p. 9334, 9335)
Outre-mer : DOM-TOM : Union européenne (p. 9335)
Outre-mer : institutions (p. 9335)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)
Après l'article 63
Son amendement n° 2 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (prorogation du mécanisme de réduction d'impôt applicable aux investissements immobiliers réalisés dans les départements d'outre-mer sous réserve du respect des plafonds de loyer et de ressources des locataires) : retiré (p. 9898)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)
Son intervention (p. 3992)
Thèmes :
Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 3992)
Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 3993)
Outre-mer : DOM : culture (p. 3993)
Outre-mer : DOM : développement économique (p. 3993)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 3992, 3993)
Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 3992)

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)
Article 1er (le développement des départements d'outre-mer, priorité de la Nation)
Son amendement n° 74 (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4025) : rejeté (p. 4027)
Son amendement n° 75 (réforme du pacte républicain unissant la France à l'outre-mer et mise en place d'institutions nouvelles) : rejeté (p. 4028)
Article 2 (article L. 752-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)
Son intervention (p. 4031)
Son amendement n° 243 (conversion de l'excédent d'exonération en un crédit d'impôt) (p. 4037) : rejeté (p. 4038)
Son amendement n° 79 (exonérations réduites de moitié au titre des salariés ne bénéficiant pas d'un contrat à durée indéterminée) : retiré (p. 4039)
Son amendement n° 91 (suppression des exonérations et restitution de celles perçues au cours des douze derniers mois en cas de condamnation pour travail dissimulé ou fraude fiscale) (p. 4039) : adopté après rectification (pas de restitution) (p. 4040)
Article 3 (articles L. 756-4 à L. 756-6 nouveaux du code de la sécurité sociale : cotisations et contributions des employeurs et travailleurs indépendants)
Son intervention (p. 4041)
Son amendement n° 364 (de précision - application du dispositif aux marins pêcheurs et aux matelots non salariés) : retiré (p. 4043)
Son amendement n° 99 (gel pendant dix ans du salaire forfaitaire des quatre premières catégories de marins pêcheurs embarqués) : retiré (p. 4044)
Article 5 (plan d'apurement des dettes sociales)
Son amendement n° 244 (suppression de la limite de 50 % pour l'abandon partiel de créances) (p. 4049) : retiré (p. 4050)
Son amendement n° 85 (échéancier de la part salariale des cotisations porté de deux à cinq ans) : rejeté (p. 4051)
Son amendement n° 86 (suppression du paragraphe III excluant du bénéfice de l'article les entreprises dont les dirigeants ont été condamnés pour travail dissimulé ou pour fraude) : rejeté (p. 4051)
Son amendement n° 355 (modes de dévolution des marchés dans les DOM) : rejeté (p. 4052)
Article 6 (plan d'apurement des dettes fiscales)
Son amendement n° 87 (suppression du paragraphe V excluant du bénéfice de l'article les entreprises dont les dirigeants ont été condamnés pour travail dissimulé ou pour fraude fiscale) : retiré (p. 4054)
Article 22 (articles L. 3441-2 à L. 3441-6 du code général des collectivités territoriales : action internationale des départements d'outre-mer)
Son intervention (p. 4061)
Article 39 (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)
Soutient l'amendement n° 291 de la commission (membre du congrès ne disposant que d'une voix nonobstant le cumul des mandats de conseiller régional et de conseiller général) (p. 4067) : adopté (p. 4074)
Son intervention (p. 4069)
Soutient l'amendement n° 295 rectifié de la commission (délai de quinze jours pour la transmission aux assemblées des délibérations du congrès) (p. 4076) : adopté (p. 4076)
Après l'article 7
Son amendement n° 109 précédemment réservé (mention d'une date limite de consommation sur les produits alimentaires provenant des surplus communautaires) : adopté (p. 4090)

Article 8 précédemment réservé (article L. 811-2 nouveau du code du travail, articles L. 161-22 et L. 754-5 nouveau du code de la sécurité sociale : développement des formations en alternance)

Son amendement n° 110 (parrainage pouvant être effectué par les salariés préretraités les mieux formés et les plus anciens de l'entreprise) (p. 4092) : retiré (p. 4093)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 557 précédemment réservé du Gouvernement (institution d'un congé-solidarité) (p. 4099)

Article 11 précédemment réservé (alignement du RMI dans les départements d'outre-mer)

Son amendement n° 81 (alignement immédiat pour les allocataires âgés de moins de quarante ans fournissant vingt heures par mois de travail d'intérêt public ou social) (p. 4104) : retiré (p. 4113)

Son amendement n° 111 (maintien des crédits en faveur du logement social) : retiré (p. 4114)

Après l'article 11

Son amendement n° 82 précédemment réservé (perte définitive du RMI en cas de travail dissimulé dans une entreprise) : retiré (p. 4115)

Article 12 précédemment réservé (articles 17-1, 42-7-1, 42-11 à 42-13 nouveaux de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 : renforcement de l'insertion et du contrôle)

Son amendement n° 252 (possibilité de concours des organisations socioprofessionnelles et des associations d'insertion à l'élaboration du programme local d'insertion) : adopté (p. 4118)

Article 13 précédemment réservé (article L. 832-8 nouveau du code du travail : institution de l'allocation de retour à l'activité)

Son amendement n° 354 (limitation du recours des particuliers aux bénéficiaires de l'allocation de retour à l'activité) : rejeté (p. 4119)

Son amendement n° 112 (gestion de l'allocation par la caisse d'allocations familiales) : rejeté (p. 4119)

Après l'article 14

Son amendement n° 118 précédemment réservé (mesures de discrimination positive) (p. 4120) : retiré (p. 4121)

Son amendement n° 122 précédemment réservé (projet de loi portant statut des travailleurs saisonniers de l'agriculture et du tourisme) : retiré (p. 4121)

Article 16 précédemment réservé (article L. 340-2 nouveau du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain)

Son amendement n° 156 (association de représentants des maîtres d'ouvrage sociaux à la gestion et à l'évaluation des fonds) (p. 4125) : retiré (p. 4126)

Son amendement n° 258 (consultation de représentants des maîtres d'ouvrage sociaux sur la gestion et l'évaluation des fonds) : retiré (p. 4126)

Avant l'article 17

Soutient l'amendement n° 357 précédemment réservé de M. Jacques Brunhes (plan pour l'éducation et la formation des jeunes) (p. 4128) : rejeté (p. 4128)

Article 17 précédemment réservé (article 17 de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 : création d'un IUFM en Guyane)

Soutient l'amendement n° 358 de M. Jacques Brunhes (ouverture de l'IUFM subordonnée à la création d'une université devant ouvrir avant deux ans) (p. 4129) : rejeté (p. 4129)

Article 18 précédemment réservé (valorisation des langues régionales des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 127 (référence à la loi n° 51-46 du 11 janvier 1951 relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux et enseignement du créole) (p. 4130) : retiré (p. 4131)

Après l'article 18

Son amendement n° 259 précédemment réservé (adaptation des programmes et des méthodes pédagogiques) (p. 4132) : devenu sans objet (p. 4133)

Son amendement n° 125 précédemment réservé (présence des départements d'outre-mer dans les programmes scolaires) (p. 4133) : rejeté (p. 4134)

Article 19 précédemment réservé (article 10 de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 : égalité du prix des biens culturels avec la métropole)

Son amendement n° 126 (ajout des biens éducatifs et scolaires) : adopté (p. 4134)

Après l'article 19

Son amendement n° 128 précédemment réservé (rôle de l'Etat pour le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication) : retiré (p. 4135)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 215 deuxième rectification précédemment réservé de la commission des affaires culturelles (continuité territoriale du service public de l'audiovisuel) (p. 4136)

Son amendement n° 576 précédemment réservé (programme de RFO à destination de ses zones de diffusion et du territoire métropolitain exprimant les spécificités de l'outre-mer et de son environnement géographique) : retiré (p. 4136)

Article 24 précédemment réservé (articles L. 3444-1 à L. 3444-3, L. 4433-3-1 et L. 4433-3-2 du code général des collectivités territoriales : consultation des assemblées locales des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 260 (propositions de modifications législatives ou réglementaires émanant des conseils régionaux) : retiré (p. 4138)

Son amendement n° 261 (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 4333-3-2 relatif à l'application de l'article 299-2 du traité de l'Union européenne) (p. 4138) : rejeté (p. 4139)

Article 25 précédemment réservé (articles L. 4433-24-1 à L. 4433-24-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales : transfert de compétences en matière de routes nationales)

Soutient l'amendement n° 359 de M. Jacques Brunhes (calcul du montant de la compensation) (p. 4143) : rejeté (p. 4143)

Son amendement n° 158 (de précision) : retiré (p. 4143)

Article 26 précédemment réservé (article L. 4433-15 bis nouveau du code général des collectivités territoriales : transfert de compétences en matière de gestion et conservation des ressources biologiques de la mer)

Son amendement n° 159 (association des régions à la politique commune des pêches et à toute négociation en ce domaine) : retiré (p. 4145)

Article 28 précédemment réservé (article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales : schéma d'aménagement régional)

Son amendement n° 160 (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) : adopté (p. 4147)

Article 29 précédemment réservé (article L. 4433-18 du code général des collectivités territoriales : plan énergétique régional pluriannuel)

Son amendement n° 161 (prix de vente de l'énergie électrique identique à celui pratiqué en métropole) (p. 4147) : retiré (p. 4148)

Article 30 précédemment réservé (articles 14 et 14 bis nouveau de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 : Office de l'eau)

Son amendement n° 162 (directeur de l'Office nommé par le président du conseil général) (p. 4150) : retiré (p. 4151)

Article 31 précédemment réservé (article L. 3444-4 nouveau du code général des collectivités territoriales : programmation des aides de l'Etat au logement)

Son amendement n° 165 (présidence du conseil de l'habitat par le président du conseil général) : adopté (p. 4152)

Après l'article 31

Son amendement n° 166 précédemment réservé (loi relative au transport terrestre de personnes dans les départements de Guadeloupe, Guyane et Martinique) (p. 4153) : retiré (p. 4154)

Article 34 précédemment réservé (article 18 de la loi n° 92-676 du 17 juillet 1992 : affectation des ressources du fonds régional pour le développement et l'emploi)

Son amendement n° 265 (affectation directe au budget d'investissement des communes au prorata de leur population) : rejeté (p. 4155)

Après l'article 37

Son amendement n° 564 précédemment réservé (affectation aux communes classées stations balnéaires de 30 % du produit de la taxe sur les transports prévue par l'article 285 ter du code des douanes) : retiré (p. 4162)

Son amendement n° 124 précédemment réservé (création au profit des communes classées stations balnéaires d'une taxe sur les transports de passagers par voie maritime) : retiré (p. 4163)

Après l'article 42

Son amendement n° 250 (suppression de la prime d'éloignement) : retiré (p. 4175)

Ses explications de vote (p. 4180)

Vote pour du groupe communiste (p. 4180)

Alain MOYNE-BRESSAND

Isère (6ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2350 relative au débat public des grands projets d'utilité publique [26 avril 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [26 janvier 2000] (p. 420)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1136, posée le 5 juin 2000. Voirie. A 48 (J.O. Questions p. 3331). Appelée le 6 juin 2000. Tronçon Ambérieu-Grenoble, construction (p. 4845)

Renaud MUSELIER

Bouches-du-Rhône (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la création d'une prestation parentale d'assistance (n° 1232) [1er décembre 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1232) de M. Renaud Muselier relative à la création d'une prestation parentale d'assistance [7 décembre 1999] (n° 1999)

Proposition de loi n° 2440 relative à l'irrecevabilité de la demande d'adoption d'un enfant par deux personnes de même sexe [30 mai 2000]

Proposition de loi constitutionnelle n° 2580 tendant à rendre facultatif le caractère de l'inscription au registre du commerce et des sociétés pour les entreprises de pêche maritime [13 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [23 février 2000] (p. 1163)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [28 mars 2000] (p. 2659)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1090, posée le 8 mai 2000. Enseignement maternel et primaire. Elèves (J.O. Questions p. 2766). Appelée le 9 mai 2000. Enfants atteints de troubles de santé, conditions d'accueil (p. 3852)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1815 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10268)

Article 1er (acquisition de la nationalité française par les étrangers engagés dans l'armée française et blessés en mission - article 21-14-1 du code civil)

Son intervention (p. 10268)

Proposition de loi n° 1232 relative à la création d'une prestation parentale d'assistance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10857)

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, suppléé par M. Jean-Michel Dubernard (p. 10857)

Jacques MYARD

Yvelines (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2214 relative à la protection de la langue française dans les milieux professionnel, salarié et de la recherche scientifique [1er mars 2000]

Proposition de loi n° 2380 tendant à réserver l'appellation "chocolat" au produit fabriqué exclusivement avec du beurre de cacao [10 mai 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, attitude de la France [20 octobre 1999] (p. 7650)

Langue française. Défense et usage. Administration, établissements publics [1er février 2000] (p. 521)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond à l'attaque personnelle du rapporteur à son égard, en mettant en doute sa compréhension des choses [10 novembre 1999] (p. 9197)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 1999] (p. 9192)

Etat B, titre IV

Son amendement n° 36 (suppression de la mesure nouvelle de réduction des crédits) (p. 9193) : rejeté (p. 9194)

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 novembre 1999] (p. 9197)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention (p. 9237)

Thèmes :

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 9238)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9237)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 9237, 9238)

DÉFENSE

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999

Son intervention (p. 9275)

Thèmes :

Industrie : construction aéronautique et spatiale : interopérabilité (p. 9275)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 9276)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 375)

Thème :

Femmes : parité (p. 375, 376)

Projet de loi n° 2065 autorisant la ratification de la Convention portant statut de la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [22 février 2000] (p. 1107)

Son intervention (p. 1107)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans locaux d'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 1426 rectifié du Gouvernement (contenu des plans locaux d'urbanisme) (p. 1891)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Georges Sarre (sauvegarde de la diversité commerciale des quartiers) (p. 1895)

Intervient sur l'amendement n° 953 de M. Christian Estrosi (sauvegarde de la diversité commerciale des quartiers) (p. 1895)

Intervient sur l'amendement n° 904 de M. Pierre Cohen (réalisation de logements sociaux) (p. 1898)

Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (identification et localisation des immeubles à protéger) (p. 1902)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (maîtrise de la publicité et de la signalétique) (p. 1903)

Article L. 123-3 du code de l'urbanisme : dispositions des plans locaux d'urbanisme applicables aux zones d'aménagement concerté

Intervient sur l'amendement n° 617 de M. André Santini (de suppression) (p. 1916)

Intervient sur l'amendement n° 854 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 1916)

Article 5 (réforme du régime des zones d'aménagement concerté (ZAC))

Soutient l'amendement n° 619 de M. André Santini (de suppression) (p. 1927) : rejeté (p. 1927)

Soutient l'amendement n° 620 de M. André Santini (de suppression partielle) (p. 1929) : rejeté (p. 1929)

Intervient sur l'amendement n° 1438 de M. Serge Poignant (rétablissement des plans d'aménagement de zone) (p. 1929)

Intervient sur l'amendement n° 1439 de M. Serge Poignant (rétablissement des plans d'aménagement de zone) (p. 1929)

Intervient sur l'amendement n° 1366 de M. Jean-Michel Marchand (de suppression partielle) (p. 1931)

Intervient sur l'amendement n° 856 de M. Gilles Carrez (de suppression partielle) (p. 1931)

Intervient sur l'amendement n° 1440 de M. Serge Poignant (de suppression partielle) (p. 1931)

Article 7 (article L. 300-4-1 du code de l'urbanisme : contenu des conventions d'aménagement portant sur des opérations auxquelles participent financièrement une ou des collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 664 de M. André Santini (de suppression) (p. 1936) : rejeté (p. 1937)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 627 de M. André Santini (objet des concessions d'aménagement) (p. 1938) : retiré (p. 1938)

Article 9 (article L. 111-5 du code de l'urbanisme : suppression du contrôle préalable des divisions de terrains bâtis. Reproduction ou mention de règles d'urbanisme dans les cahiers des charges et dans les actes et promesses de vente)

Soutient l'amendement n° 665 de M. André Santini (de suppression) (p. 1942) : rejeté (p. 1942)

Article 22 (modalités de suppression du plafond légal de densité)

Soutient l'amendement n° 543 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 1976) : rejeté (p. 1976)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son intervention (p. 1988)

Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux

Intervient sur l'amendement n° 190 rectifié de la commission (seuil des agglomérations concernées) (p. 2025)

Soutient le sous-amendement n° 1495 de M. Serge Poignant (proportion des logements locatifs sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2029)

Soutient le sous-amendement n° 1511 de M. Gilles Carrez (proportion des logements locatifs sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2029)

Intervient sur le sous-amendement n° 1513 de M. Robert Poujade (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2033)

Intervient sur le sous-amendement n° 1473 de M. Jean-Marie Morisset (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2033)

Intervient sur le sous-amendement n° 1507 de M. Gilles Carrez (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2033)

Soutient le sous-amendement n° 1478 de M. André Santini (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2037)

Intervient sur le sous-amendement n° 1479 de M. Marc-Philippe Daubresse (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2037)

Soutient le sous-amendement n° 1493 de M. Jean Tiberi (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2038) : rejeté (p. 2039)

Intervient sur le sous-amendement n° 1503 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2040)

Titre

Son amendement n° 1365 soutenu par M. Gilles Carrez (modification du titre du projet de loi) : rejeté (p. 2300)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Intervient sur le sous-amendement n° 491 de M. Gilles Carrez (suppression de la disposition coercitive autorisant le préfet à passer, en lieu et place de la commune défaillante, une convention avec les bailleurs sociaux) à l'amendement n° 239 de la commission (retour au texte voté par l'assemblée nationale en première lecture : substitution du préfet en cas de carence) (p. 6130)

Article 28 (délai de rétractation et interdiction d'un dépôt d'argent par les acquéreurs d'un bien immobilier)

Soutient l'amendement n° 519 corrigé de M. Jean Proriol (non application aux ventes par adjudication, aux ventes sur licitation, aux ventes entre indivisaires ou sur saisie immobilière) (p. 6141) : rejeté (p. 6141)

Soutient l'amendement n° 542 de M. Henry Chabert (dimension, surface et limites d'un terrain communiquées à l'acheteur sous peine de nullité) (p. 6141) : rejeté (p. 6141)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 5 bis A nouveau (article L. 321-13 nouveau du code de la propriété intellectuelle : contrôle de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits)

Son amendement n° 206 (de suppression) (p. 2496) : rejeté (p. 2499)

Projet de loi n° 2236 portant habilitation du Gouvernement à adapter par ordonnance la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2000] (p. 3688)

Son intervention (p. 3699)

Thèmes :

Marchés financiers : généralités (p. 3699)
Politique économique : généralités : Union européenne (p. 3699)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3700)
Union européenne : euro (p. 3699, 3700)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3700)
Union européenne : Traité de Maastricht (p. 3700)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3929)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 3930)
Santé : santé publique : agroalimentaire (p. 3930)
Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 3930)
Union européenne : élargissement (p. 3930)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3929)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 juin 2000] (p. 5336)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5394) : rejetée (p. 5398)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : rôle (p. 5394, 5395)
Constitution : révision (p. 5395)
Elections et référendums : durée des mandats (p. 5396)
Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 5396, 5397)
Elections et référendums : élection présidentielle : histoire (p. 5396)
Etat : souveraineté (p. 5395, 5396)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 5399)
Président de la République (p. 5396)
Président de la République : prérogatives (p. 5396, 5397)

Proposition de loi n° 2034 tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 juin 2000] (p. 5739)

Article 1er (dissolution des groupements à caractère sectaire)

Son intervention (p. 5740)

N

Philippe NAUCHE
Corrèze (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

Rapporteur du projet de loi rectifié de modernisation sociale (n° 2415) [31 mai 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Sida. Lutte et prévention [1er décembre 1999] (p. 10358)

Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement [1er mars 2000] (p. 1422)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Son intervention (p. 8220)

Thèmes :

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire (p. 8220)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 8220)

Sécurité sociale : conventions avec les praticiens (p. 8220)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ ET SOLIDARITÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9055)

Son intervention (p. 9078)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) (p. 9078)

Santé : sida : aide humanitaire (p. 9078)

Santé : veille sanitaire (p. 9078)

Bernard NAYRAL
Hérault (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1065, posée le 20 mars 2000. Défense. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1690). Appelée le 21 mars 2000. Centre Emile-Forgues, perspectives, Lamalou-les-Bains (p. 2334)

Henri NAYROU
Ariège (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire du Conseil national de la montagne [J.O. du 12 octobre 1999] (p. 15328)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives [J.O. du 19 novembre 1999] (p. 17235)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Cesse d'appartenir au Conseil national de la montagne [31 août 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Politiques communautaires. Perspectives [28 juin 2000] (p. 6000)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1064, posée le 20 mars 2000. Enseignement secondaire. Programmes (J.O. Questions p. 1690). Appelée le 21 mars 2000. Langues régionales (p. 2319)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 549 du Gouvernement (prélèvement sur les droits de retransmission télévisée des manifestations sportives) (p. 8019)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)

Son intervention (p. 9703)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9704)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9704)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9704)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 9703)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9715)

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9613)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : secteur public : maîtrise des dépenses (p. 9647)

Presse et livres : presse : aides publiques (p. 9647)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 1999] (p. 9671) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 17 novembre 1999

Procédure des questions (p. 9688)

Thème :

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9688)

- Questions écrites budgétaires

13 - Sports : installations sportives (p. 9695)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 décembre 1999] (p. 10659)

Son intervention (p. 10662)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision : sports (p. 10662)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : éducation physique et sportive (p. 10663)

Sociétés : sociétés anonymes (SA) : sports (p. 10663)

Sports : associations et clubs : statut juridique (p. 10662)

Sports : fédérations (p. 10663)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)

Son intervention (p. 578)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision : sports (p. 578)

Sports : coupe du monde de football (p. 578)

Sports : transferts de sportifs (p. 578)

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 7 (règles relatives à la profession d'intermédiaire)

Soutient l'amendement n° 28 rectifié de la commission (délivrance d'autorisations) (p. 616) : adopté (p. 616)

Soutient l'amendement n° 29 rectifié de la commission (transaction par des personnes établies à l'étranger) (p. 616) : adopté (p. 617)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (limitation des commissions perçues par les agents) (p. 618)

Article 9 (fédérations sportives délégataires)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (établissement et respect du calendrier sportif) (p. 634, 635) : adopté (p. 635)

Son amendement n° 259 rectifié (exclusivité du droit d'exploitation) : adopté (p. 637)

Article 10 (suppression d'une procédure de contrôle de la légalité des actes pris par une fédération en vertu de la délégation : le "référé ministériel" et insertion des règles relatives aux grades des arts martiaux)

Son intervention (p. 642)

Après l'article 23

Son amendement n° 261 (statut de semi-professionnel) : adopté (p. 667)

Après l'article 34

Son amendement n° 262 (réduction d'impôt pour les bénévoles) : adopté après rectification (suppression du gage) et modification (p. 679)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3756)

Son intervention (p. 3763)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision : manifestations sportives (p. 3763)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 3763)

Sports : métiers du sport (p. 3763)
TVA : taux réduit : sports (p. 3763)

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Article 11 bis (accès des journalistes aux enceintes sportives)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (de précision) (p. 3784)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 juin 2000] (p. 5760)

Son intervention (p. 5763)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 5763)
Audiovisuel et communication : télévision : manifestations sportives (p. 5764)
Sports : dopage (p. 5763)
TVA : taux réduit : sports (p. 5764)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans locaux d'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Michel Inchauspé (identification des hameaux de montagne à urbaniser) (p. 1905)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Jean-Paul Bacquet (identification des hameaux de montagne à urbaniser) (p. 1905)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Michel Bouvard (identification des hameaux de montagne à urbaniser) (p. 1905)

Article 4 (articles L. 124-1 à L. 124-3 du code de l'urbanisme : cartes communales)

Son intervention (p. 1925)

Soutient l'amendement n° 134 de la commission (de précision) (p. 1926) : adopté (p. 1927)

Article 11 (conditions de rétrocession aux propriétaires de biens préemptés)

Son amendement n° 1041 soutenu par M. Alain Cacheux (référence aux plans locaux d'urbanisation et aux cartes communales) : rejeté (p. 1944)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Michel Bouvard (simplification des procédures relatives à l'implantation des petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1968)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Michel Inchauspé (simplification des procédures relatives à l'implantation des petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1968)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Jean-Paul Bacquet (simplification des procédures relatives à l'implantation des petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1968)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Michel Bouvard (simplification des procédures relatives à l'implantation des petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1968)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Jean-Paul Bacquet (montant financier minimal pour les projets de petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1969)

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Michel Bouvard (montant financier minimal pour les projets de petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1969)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 19 octies (article L. 111-1-1-A nouveau du code de l'urbanisme : implantation de constructions nouvelles dans les zones rurales dénuées de toute pression foncière)

Son amendement n° 383 soutenu par M. Daniel Marcovitch (constructions nouvelles dans les zones rurales afin d'éviter les diminutions de la population municipale) : adopté après rectification (p. 5962)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Son intervention (p. 2509)

Son amendement n° 371 (diffusion en direct des évènements sportifs) : retiré (p. 2509)

Son amendement n° 370 (compétences ministérielles) : retiré (p. 2510)

Son amendement n° 369 (promotion de la lutte contre le dopage) (p. 2510) : adopté (p. 2511)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5456)

Son intervention (p. 5467)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 5467)
Audiovisuel et communication : programmes : sports (p. 5467)

Discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5476)

Article 10 (article 20-1-0 de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Soutient l'amendement n° 38 rectifié de la commission (promotion de l'éthique sportive) (p. 5505) : adopté (p. 5505)

Article 22 bis (article 30-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : régime d'autorisation de services

privés de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Son sous-amendement n° 105 (zones d'émission) à l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5520) : adopté (p. 5522)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 1er bis (réintroduction de prédateurs)

Intervient sur l'amendement n° 164 rectifié du Gouvernement (consultation des collectivités territoriales et débat public) (p. 5234)

Article 6 (réforme du régime des associations communales et intercommunales de chasse agréées)

Son amendement n° 76 (droit de non chasse réservé aux seuls propriétaires) : adopté (p. 5264)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (devoirs d'un propriétaire ayant exercé son droit de non chasse) (p. 5267)

Article 14 bis (transfert aux fédérations départementales des chasseurs de l'indemnisation des dégâts causés aux récoltes par les sangliers et par les grands gibiers)

Son amendement n° 75 (parcelles de non-chasse) : devenu sans objet (p. 5307)

Véronique NEIERTZ

Seine-Saint-Denis (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir au Conseil supérieur de l'adoption [31 janvier 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Prestations familiales. Paiement. Informatique, traitement des dates, conséquences [27 octobre 1999] (p. 8236)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8751)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8784)

Proposition de loi n° 735 relative à la prestation compensatoire en matière de divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 février 2000] (p. 1202)

Son intervention (p. 1216)

Thèmes :

Famille : prestation compensatoire : fiscalité (p. 1217)
Famille : prestation compensatoire : héritiers (p. 1216)
Famille : prestation compensatoire : inégalités (p. 1216)
Famille : prestation compensatoire : réforme (p. 1216, 1217)
Femmes : égalité des sexes (p. 1216, 1217)

Discussion des articles [23 février 2000] (p. 1219)

Article 1er (article 273 du code civil : conditions de révision de la prestation compensatoire)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Didier Quentin (indemnité de séparation substituée à la prestation compensatoire) (p. 1223)

Après l'article 2 bis

Son sous-amendement n° 54 (possibilité de suppression) à l'amendement n° 8 de la commission (révision à la baisse de la prestation compensatoire fixée sous forme de rente viagère sur l'initiative du débiteur ou de ses héritiers en cas de changement important dans les ressources ou les besoins des parties) : adopté (p. 1233)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4614)

Son intervention (p. 4616)

Thèmes :

Famille : prestation compensatoire : fiscalité (p. 4617)
Famille : prestation compensatoire : héritiers (p. 4617)
Famille : prestation compensatoire : pensions de réversion (p. 4617)
Famille : prestation compensatoire : réforme (p. 4616, 4617)

Discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4622)

Article 1er quater (article 275-1 du code civil : modalités de paiement de la prestation compensatoire en capital)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Émile Blessig (ajout du caractère imprévu du changement de la situation du débiteur pour justifier d'une demande de révision des modalités de paiement du capital) (p. 4624)

Alain NÉRI

Puy-de-Dôme (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives [J.O. du 19 novembre 1999] (p. 17235)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome XIII : Jeunesse et sports (n° 1862) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Structures gouvernementales. Secrétariat d'Etat aux anciens combattants [3 novembre 1999] (p. 8722)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1094, posée le 8 mai 2000. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs (J.O. Questions p. 2766). Appelée le 9 mai 2000. Traitement, recherche, développement (p. 3868)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6964)

Thème :

Travail : réduction du temps de travail : durée du travail (p. 6964)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8751)

Son intervention (p. 8774)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 8775)
Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 8775)
Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8774, 8775)
Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 8775)
Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 8774, 8775)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8774)
Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8775)
Assurance invalidité décès : invalidité : anciens combattants et victimes de guerre (p. 8775)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 1999] (p. 8789)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles (instauration d'une commission consultative chargée de vérifier l'utilisation des crédits inscrits dans la loi de finances) (p. 8791)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9635)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9636)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : budget (p. 9636)
Sports : associations et clubs : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 9636)
Sports : dopage (p. 9637)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9636)
Sports : sportifs : contrôle médical (p. 9637)
Sports : Stade de France (p. 9637)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 1999] (p. 9671) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 17 novembre 1999

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9676)

Thèmes :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 9676)
Jeunes : éducation populaire (p. 9676)
Jeunes : Office franco-allemand (p. 9676)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes : informatique (p. 9677)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : budget (p. 9676)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : personnels (p. 9676)
Sports : dopage (p. 9677)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9676)
Sports : sportifs : contrôle médical (p. 9677)
Sports : Stade de France (p. 9676)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)

Son intervention (p. 578)

Thèmes :

Education physique et sportive : sports scolaires et universitaires (p. 578)
Sécurité sociale : prestations : sportifs (p. 579)
Sports : fédérations (p. 579)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 579)
Sports : sports de loisirs (p. 578)

Sports : transferts de sportifs (p. 579)

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 2 (éducation physique et sportive dans l'enseignement primaire et secondaire)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Bruno Bourg-Broc (qualification dominante en éducation physique et sportive) (p. 586)

Article 7 (règles relatives à la profession d'intermédiaire)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (limitation des commissions perçues par les agents) (p. 617)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (mise à la charge du mandant des frais relatifs à la prestation de l'agent) (p. 619) : adopté (p. 620)

Article 8 (fédérations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de la commission (modalités d'élection des instances dirigeantes des fédérations) (p. 628)

Article 9 (fédérations sportives délégataires)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Alfred Marie-Jeanne (participation des équipes d'outre-mer à des compétitions régionales) (p. 640)

Article 14 (autorisation des garanties d'emprunts et des cautionnements)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (appréciation du plafond de recettes hors subventions) (p. 648)

Article 19 (mutualisation des recettes des droits de diffusion télévisée de certaines manifestations sportives)

Son intervention (p. 652)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Philippe Douste-Blazy (baisse du taux de TVA sur l'utilisation des installations sportives à 5,5 %) (p. 661)

Article 22 (droits et obligations des sportifs de haut niveau)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Guy Drut (de suppression) (p. 664)

Article 24 (vie professionnelle du sportif de haut niveau)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (association du comité d'entreprise aux conventions passées entre le ministère et les entreprises) (p. 667)

Article 32 (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs)

Intervient sur l'amendement n° 102 rectifié de la commission (définition des notions d'enseignement et d'animation des activités sportives) (p. 675)

Intervient sur le sous-amendement n° 269 du Gouvernement (responsabilisation des établissements publics de jeunesse et sport vis-à-vis des qualifications) à l'amendement n° 102 rectifié de la commission (p. 675)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3756)

Son intervention (p. 3765)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 3765)
Education physique et sportive (p. 3766)
Sports : fédérations (p. 3766)
Sports : sportifs professionnels : santé (p. 3766)
Sports : sports de loisirs (p. 3765)
Sports : sports de pleine nature (p. 3765)

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Article 7 (règles relatives à la profession d'intermédiaire)

Son amendement n° 48 rectifié : devenu sans objet (p. 3774)

Article 8 (fédérations sportives)

Intervient sur le sous-amendement n° 109 du Gouvernement (comité directeur) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 3778)

Son sous-amendement n° 91 deuxième rectification (démocratisation des fédérations) à l'amendement n° 13 de la commission (missions des fédérations sportives) (p. 3776) : retiré après rectification (p. 3779)

Soutient le sous-amendement n° 81 rectifié de M. Jean-Claude Beauchaud (non-délégation des missions de service public) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 3776) : adopté (p. 3779)

Article 19 (mutualisation des recettes des droits de diffusion télévisée de certaines manifestations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. François Rochebloine (de suppression) (p. 3789)

Article 32 (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs)

Son intervention (p. 3809)

Article 43 supprimé par le Sénat (parrainage par des associations de projets collectifs proposés par des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3825)

Après l'article 43

Son amendement n° 93 rectifié (Conseil de prévention et de lutte contre le dopage associé à la préparation de la position de la France dans les négociations internationales) : retiré (p. 3827)

Article 43 ter (saisine du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage)

Son amendement n° 49 rectifié (sursis accordé par le Conseil de prévention et de lutte contre le dopage) : adopté (p. 3827)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 juin 2000] (p. 5760)

Son intervention (p. 5765)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 5765)
Education physique et sportive : sports scolaires et universitaires (p. 5765)
Handicapés (p. 5766)
Sports : fédérations (p. 5766)
Sports : sports de pleine nature (p. 5765)

Yves NICOLIN
Loire (5ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1846 relative à la tarification des communications téléphoniques [13 octobre 1999]

Proposition de loi n° 1854 tendant à l'ouverture de droits à la retraite au titre de l'activité agricole accessoire [13 octobre 1999]

Proposition de loi n° 1856 relative aux clauses abusives dans les contrats de radiotéléphones portables [13 octobre 1999]

Proposition de loi n° 1900 tendant à substituer à la prestation compensatoire une indemnité de séparation entre époux divorcés [9 novembre 1999]

Proposition de loi n° 1912 visant à la certification des comptes administratifs des collectivités territoriales sur procédure d'alerte [9 novembre 1999]

Proposition de loi n° 1973 tendant à fixer équitablement la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants en cas de divorce [1er décembre 1999]

Proposition de loi n° 1974 visant à fixer un délai maximum de six mois pour la réalisation d'une expertise judiciaire [1er décembre 1999]

Proposition de loi n° 2047 tendant à autoriser la résiliation à tout moment des contrats d'assurance [22 décembre 1999]

Proposition de loi n° 2048 tendant à généraliser la donation au dernier vivant [22 décembre 1999]

Proposition de résolution n° 2233 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la mise en cause des intérêts français par le réseau d'interception des communications dit "système Echelon", ainsi que les moyens déployés pour préserver la confidentialité des télécommunications [6 mars 2000]

Proposition de loi n° 2314 tendant à permettre la mise en cause de la responsabilité pénale des parents de mineurs délinquants [4 avril 2000]

Proposition de loi n° 2347 relative à la sécurité des plantations forestières [26 avril 2000]

Proposition de loi n° 2348 tendant à instaurer un droit de retrait de l'associé minoritaire d'une société commerciale fermée [26 avril 2000]

Proposition de loi n° 2349 tendant à faciliter l'exercice du droit de vote par procuration [26 avril 2000]

Proposition de loi n° 2351 permettant la liquidation sans condition d'âge, de la pension des salariés ayant cotisé pendant le nombre de trimestres requis pour une retraite à taux plein [26 avril 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [12 octobre 1999] (p. 7146)

Assurance maladie maternité : généralités. Mutuelles étudiantes. Mutuelle des étudiants de France (MNEF), gestion [16 novembre 1999] (p. 9416)

Ventes et échanges. Foires et marchés. Salon de l'agriculture, visite d'un ministre [7 mars 2000] (p. 1547)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [27 juin 2000] (p. 5862)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)

Son amendement n° 925 (assouplissement du programme indicatif) : rejeté (p. 7297)

Son amendement n° 926 soutenu par M. Germain Gengenwin (information du comité d'entreprise) (p. 7298) : rejeté (p. 7299)

Article 4 (article L. 212-9 du code du travail et article 4 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : réduction de la durée du travail organisée sous forme de jours ou demi-journées de repos à prendre sur le mois ou sur l'année)

Son amendement n° 927 (choix de la période de référence) : rejeté (p. 7313)

Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Article L. 212-15-3 du code du travail

Son amendement n° 929 (jours de repos supplémentaires) : rejeté (p. 7377)

Article 6 (articles L. 212-4-2 à L. 212-4-16 du code du travail : travail à temps partiel)

Son amendement n° 930 soutenu par M. François Goulard (limite au droit à la réduction des horaires de travail) : retiré (p. 7406)

Article 9 (article L. 227-1 du code du travail : compte épargne-temps)

Son amendement n° 931 (augmentation du nombre de jours cumulables) (p. 7435) : rejeté (p. 7436)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Son amendement n° 934 soutenu par M. François Goulard (représentativité syndicale) : rejeté (p. 7469)

Article 15 (article L. 212-3 du code du travail : modification du contrat de travail)

Son amendement n° 938 soutenu par M. Jean Le Garrec (versement de l'indemnité légale) : rejeté (p. 7514)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 4

Son amendement n° 163 soutenu par M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 7824) : rejeté au scrutin public (p. 7833)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 9017)

Procédure des questions :

Emploi : chômage : statistiques (p. 9045)

Politique économique : concurrence : protection (p. 9046)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [19 novembre 1999] (p. 9813)

Son intervention (p. 9823)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 9824)

Energie et carburants : énergie nucléaire : sécurité nucléaire (p. 9824)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 9824)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9824)

Industrie : politique industrielle : crédits (p. 9823)

Industrie : textile et habillement (p. 9823, 9824)

Recherche (p. 9823)

Proposition de loi n° 1232 relative à la création d'une prestation parentale d'assistance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10857)

Son intervention (p. 10865)

Thèmes :

Assemblée nationale : article 94 du règlement (p. 10870)

Etablissements de santé : hôpitaux : enfants (p. 10866)

Travail : congé d'accompagnement : enfants (p. 10865)

Travail : congé parental d'éducation (p. 10866)

Ses explications de vote (p. 10869)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 10869)

Proposition de loi n° 2057 relative au régime juridique des licenciements pour motif économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 295)

Son intervention (p. 308)

Thèmes :

Entreprises : droit syndical : représentants du personnel (p. 309)

Entreprises : situation financière : plan social (p. 309)

Entreprises : sous-traitance (p. 309)

Finances publiques (p. 309)

Politique économique : conjoncture : croissance (p. 313)

Proposition de loi n° 735 relative à la prestation compensatoire en matière de divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 février 2000] (p. 1202)

Son intervention (p. 1214)

Thèmes :

Famille : prestation compensatoire : barème (p. 1215)

Famille : prestation compensatoire : fiscalité (p. 1215)

Famille : prestation compensatoire : héritiers (p. 1214 à 1216)

Famille : prestation compensatoire : histoire (p. 1215)

Famille : prestation compensatoire : inégalités (p. 1214, 1215)

Famille : prestation compensatoire : réforme (p. 1215, 1216)

Famille : prestation compensatoire : sanctions pénales (p. 1216)

Femmes : égalité des sexes (p. 1215)

Parlement : Sénat : prestation compensatoire (p. 1215)

Discussion des articles [23 février 2000] (p. 1219)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 32 (indemnité de séparation substituée à la prestation compensatoire) (p. 1219) : retiré (p. 1220)

Intervient sur l'amendement n° 34 corrigé de M. Gérard Gouzes (prestation compensatoire fixée selon les besoins et les ressources de chacun des époux) (p. 1220)

Son amendement n° 23 (prise en compte des patrimoines des époux pour la fixation de l'indemnité de séparation et projet de liquidation de la communauté) (p. 1220) : rejeté (p. 1222)

Son amendement n° 24 (article 272 du code civil - ajout de la durée du mariage, de la situation professionnelle au regard du marché du travail et des obligations existantes et prévisibles pour la détermination des besoins et des ressources) (p. 1222) : rejeté (p. 1223)

Article 1er (article 273 du code civil : conditions de révision de la prestation compensatoire)

Son amendement n° 26 (suppression de la phrase relative à la révision de la prestation compensatoire dans l'article 273 du code civil) : rejeté (p. 1224)

Son amendement n° 25 (prestation compensatoire prenant la forme d'un capital dont le montant est fixé selon un barème indicatif) (p. 1224) : rejeté (p. 1226)

Après l'article 1er

Son amendement n° 27 (prise en compte des sommes déjà versées, de l'évolution des besoins et des ressources et de la situation matrimoniale ou quasi matrimoniale de chacune des parties pour la révision ou l'annulation de la prestation compensatoire attribuée sous forme de rente) : rejeté (p. 1227)

Après l'article 1er ter

Son amendement n° 28 (délai d'un an pour le versement en capital de la prestation compensatoire) : retiré (p. 1228)

Article 1er quater (article 276 du code civil : substitution d'un capital à une rente)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 du Gouvernement (passage aux héritiers sans référence à la limite de l'actif successoral) à l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 276 du code civil prévoyant la possibilité de versement de la prestation compensatoire sur une période maximale de huit années, la révision des modalités de son paiement, le passage du solde du capital à l'hérédité dans la limite de l'actif successoral, la libération du solde du capital à l'initiative du débiteur et autorisant le créancier à la demander après la liquidation du régime matrimonial) (p. 1229)

Article 2 bis (ouverture de l'action en révision aux héritiers du débiteur)

Son amendement n° 29 (extinction de la rente viagère au décès du débiteur ou si le créancier s'est remarié, vit en concubinage notoire ou a conclu un pacte civil de solidarité) : rejeté (p. 1231)

Après l'article 2 bis

Son sous-amendement n° 30 (prise en compte du remariage ou de la vie en concubinage notoire du créancier ou de la conclusion d'un pacte civil de solidarité) à l'amendement n° 8 de la commission (révision à la baisse de la prestation compensatoire fixée sous forme de rente viagère sur l'initiative du débiteur ou de ses héritiers en cas de changement important dans les ressources ou les besoins des parties) : rejeté (p. 1233)

Après l'article 4

Son amendement n° 22 (non assujettissement aux droits de mutation du versement de la prestation compensatoire) : retiré (p. 1236)

Ses explications de vote (p. 1238)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1238)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4622)

Article 2 bis (article 276-2 du code civil : transmission de la charge de la rente viagère et déduction de la pension de réversion)

Son amendement n° 9 soutenu par M. Philippe Houillon (non transmissibilité de la charge de la rente viagère sauf cas d'exceptionnelle gravité pour le créancier) : rejeté (p. 4625)

Son amendement n° 10 (transmissibilité de la rente viagère sauf cas d'exceptionnelle gravité pour les héritiers du débiteur) : retiré (p. 4625)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 juin 2000] (p. 5606)

Son intervention (p. 5609)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour : prestation compensatoire (p. 5610)
Famille : prestation compensatoire : fiscalité (p. 5610)
Famille : prestation compensatoire : héritiers (p. 5609, 5610)
Famille : prestation compensatoire : pensions de réversion (p. 5610)
Famille : prestation compensatoire : réforme (p. 5609, 5610)
Famille : régimes matrimoniaux : liquidation (p. 5610)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5610)

Proposition de loi n° 2217 relative à l'adoption internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2625)

Son intervention (p. 2632)

Thèmes :

Famille : adoption : pays étrangers (p. 2632)
Famille : adoption : procédures (p. 2632)
Famille : adoption : tribunaux (p. 2632)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2639)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 4 (article 345 du code civil - suppression du délai de six mois suivant l'accueil de l'enfant pour la présentation de la demande d'adoption) : rejeté (p. 2639)

Article 1er (article 353-2 nouveau du code civil - adoption plénière d'un enfant étranger)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Gérard Gouzes (nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article rendant applicable le loi française si la législation du pays d'origine n'y fait pas obstacle) (p. 2644)

Article 4 (article 56 de la loi n° 96-604 du 5 juillet 1996 relative à l'adoption - composition de l'autorité centrale pour l'adoption)

Son sous-amendement n° 18 (représentation de l'Assemblée nationale et du Sénat) à l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Michel (nouvelle rédaction de l'article précisant la composition de la commission et attribuant voix délibérative aux représentants des organismes agréés pour l'adoption et des familles adoptives) : devenu sans objet (p. 2648)

Ses explications de vote (p. 2649)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2649)

Projet de loi n° 2358 autorisant la ratification de la convention relative à la coopération en matière d'adoption d'enfants entre la République française et la République socialiste du Vietnam

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 juin 2000] (p. 4888)

Son intervention (p. 4893)

Thèmes :

Enfants : orphelins : adoption plénière (p. 4893)
Pays étrangers : Vietnam : droit civil (p. 4894)
Traités et conventions : droit international : adoption plénière (p. 4894)

Jean-Marc NUDANT
Côte-d'Or (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application, financement [27 juin 2000] (p. 5864)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Procédure des questions :

Sécurité routière (p. 8864)

Transports par eau : canaux (p. 8861)

Proposition de loi n° 1815 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [30 novembre 1999] (p. 10271)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10272)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux

Intervient sur le sous-amendement n° 1474 de M. Jean-Marie Morisset (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (seuil des agglomérations concernées) (p. 2037)

Après l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation

Intervient sur l'amendement n° 1127 du Gouvernement (procédure de comptage des logements sociaux) (p. 2057)

Article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation : programmation pluriannuelle de la construction de logements sociaux

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Georges Colombier (information de l'administration départementale) (p. 2079)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Michel Bouvard (information de l'administration départementale) (p. 2079)

Intervient sur l'amendement n° 702 de M. Marc-Philippe Daubresse (information de l'administration départementale) (p. 2079)

Intervient sur l'amendement n° 963 de M. Christian Estrosi (information de l'administration départementale) (p. 2079)

Intervient sur l'amendement n° 415 de M. Éric Doligé (information de l'administration départementale) (p. 2079)

Article 36 (renforcement du contenu des plans de déplacements urbains)

Intervient sur l'amendement n° 234 de la commission (livraisons en centres-villes) (p. 2147)

Article 37 (articles 28-1-1 et 28-1-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : stationnements public et privé)

Soutient l'amendement n° 936 de M. Robert Poujade (de cohérence) (p. 2148) : rejeté (p. 2148)

Article 60 (objectifs et moyens de la politique du logement)

Son intervention (p. 2199)

Soutient l'amendement n° 595 de M. Patrick Delnatte (définition d'un logement décent) : rejeté (p. 2201)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 292 rectifié de la commission (définition des objectifs et des activités d'utilité sociale des associations et des unions d'économie sociale) (p. 2218)

Soutient l'amendement n° 885 de M. Michel Hunault (5% des nouveaux logements accessibles aux personnes handicapées) (p. 2220) : rejeté (p. 2220)

Article 61 (statut et pérennité du logement social)

Intervient sur l'amendement n° 293 de la commission (statut et pérennité du logement social) (p. 2226)

Intervient sur l'amendement n° 1050 de M. Yves Dauge (accession à la propriété définie comme mission d'intérêt général des HLM) (p. 2226)

Article 63 (compétence et administration provisoire des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré)

Son amendement n° 1350 (respect d'un prix de vente maximum) (p. 2235) : devenu sans objet (p. 2236)

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 1029 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (modification du régime d'autorisation des sociétés coopératives d'HLM et intervention dans les opérations d'aménagement urbain) (p. 2236)

Son amendement n° 1351 (modification du régime d'autorisation des sociétés coopératives d'HLM et intervention dans les opérations d'aménagement urbain) : devenu sans objet (p. 2236)

Article 67 (compétences, statut et ressources de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Son amendement n° 1352 (règles applicables à l'ensemble de l'organisation HLM) (p. 2242) : rejeté (p. 2243)
Son amendement n° 1353 (statut de la Caisse de garantie du logement social) : retiré (p. 2243)
Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Philippe Decaudin (compétences de la Caisse de garantie du logement social pour les activités de ventes) (p. 2243)
Son amendement n° 1354 (compétences de la Caisse de garantie du logement social pour les activités de ventes) : rejeté (p. 2243)
Son amendement n° 1316 (versement d'une cotisation par les organismes d'HLM au titre des opérations de vente) : rejeté (p. 2244)
Article 68 (garantie des opérations d'accession à la propriété)
Son amendement n° 1355 (de suppression) (p. 2247) : rejeté (p. 2248)
Son amendement n° 1358 (obligation de conclure un contrat de promotion immobilière et de fournir la garantie d'achèvement) : devenu sans objet (p. 2248)

Jean-Paul NUNZI
Tarn-et-Garonne (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Fruits et légumes [17 mai 2000] (p. 4275)

O

Patrick OLLIER

Hautes-Alpes (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 28 octobre 1999] (p. 16162)

Cesse d'appartenir au Conseil national de la montagne [31 août 2000]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome XVII : Premier ministre (Plan) (n° 1866) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Henri Emmanuelli : se déclare prêt à affronter une discussion en conférence des présidents ; rappelle qu'il a pris en compte son vote sans le dire dans le décompte des voix avant d'en annoncer le résultat et qu'ayant un doute sur la répartition des voix dans l'hémicycle, il a demandé qu'il soit procédé par assis et levés ce qui lui a permis de constater qu'il y avait 14 voix pour et 14 voix contre et, qu'étant le quinzième, il a annoncé que l'amendement était adopté ; souligne qu'il a exercé, en prenant part au vote, un droit dont dispose le président de séance et que d'autres ont utilisé avant lui [18 mai 2000] (p. 4383)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9613)

Son intervention (p. 9614)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10116) ; [25 novembre 1999] (p. 10159, 10178)

Article 19 bis nouveau (rapport au Parlement sur le contrôle des grands consommateurs de soins médicaux)

Son intervention (p. 10219)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4347) ; [18 mai 2000] (p. 4360, 4404)

Article 6 (allégement de la taxe d'habitation)

Répond au rappel au règlement de M. Henri Emmanuelli (cf. supra) [18 mai 2000] (p. 4383)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Mutuelles étudiantes. Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), gestion [3 novembre 1999] (p. 8724)

Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Perspectives [2 février 2000] (p. 609)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 977, posée le 6 décembre 1999. Voirie. RN 94 (J.O. Questions p. 6891). Appelée le 7 décembre 1999. Contournement d'Embrun (p. 10600)

n° 1057, posée le 13 mars 2000. Voirie. A 51 (J.O. Questions p. 1528). Appelée le 14 mars 2000. Tracé, Hautes-Alpes (p. 1834)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Critique la demande de suspension de séance formulée par le président du groupe socialiste avant le vote sur le passage à la discussion des articles et estime que l'opposition était majoritaire dans l'hémicycle [30 mai 2000] (p. 4727)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen des fascicules [2 novembre 1999] (p. 8643)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8644)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 8645)

Etat : Gouvernement : organismes (p. 8645)

Etat : Plan (p. 8644 à 8646)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8646)

Retraites : généralités (p. 8645)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Après l'article 8

Son amendement n° 1406 soutenu par M. Michel Bouvard (article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme : conditions de distance pour l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles ou à usage d'habitation en zone de montagne) (p. 1940) : retiré (p. 1942)

Après l'article 87

Son amendement n° 434 soutenu par M. Gilles Carrez (éloignement des bâtiments d'élevage et de toute construction ultérieure) (p. 2297) : devenu sans objet (p. 2298)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Article 19 bis (diminution du taux de la TVA appliquée à l'utilisation des installations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (de suppression) (p. 3798)

Article 32 (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs)

Son intervention (p. 3807)

Article 34 (formation et perfectionnement des cadres sportifs par les fédérations sportives)

Son intervention (p. 3814)

Après l'article 40 bis

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (conditions d'exercice des sports de pleine nature) (p. 3820)

Article 43 supprimé par le Sénat (parrainage par des associations de projets collectifs proposés par des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3826)

Proposition de loi n° 1988 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants

PREMIÈRE LECTURE

Vote sur le passage à la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4724)

Son rappel au règlement (cf. supra) [30 mai 2000] (p. 4727)

Bernard OUTIN

Loire (4ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration [2 novembre 1999] (p. 8673)

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [9 février 2000] (p. 868)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son amendement n° 205 soutenu par M. Alain Clary (diminution du contingent annuel d'heures supplémentaires) : rejeté (p. 7223)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 10369)

Thème :

Travail : réduction du temps de travail : généralités (p. 10369)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Son intervention (p. 9440)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement maternel et primaire : personnel : instituteurs (p. 9442)

Enseignement maternel et primaire : personnel : professeurs des écoles (p. 9442)

Enseignement secondaire : aide psychopédagogique (p. 9441)

Enseignement secondaire : crédits (p. 9440, 9441)

Enseignement secondaire : examens et concours (p. 9441)

Enseignement secondaire : personnel : vacataires (p. 9441)
Enseignement technique et professionnel : élèves (p. 9441)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 1999] (p. 9671) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 17 novembre 1999

Son intervention (p. 9681)

Thèmes :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : budget (p. 9681)
Sports : dopage (p. 9682)
Sports : installations sportives : mise aux normes (p. 9681)

- Questions écrites budgétaires

6 - Sports : politique du sport : bénévolat (p. 9692)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 554)
Son intervention (p. 562)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 563)
Audiovisuel et communication : télévision : sports (p. 562)
Sécurité sociale : prestations : sportifs (p. 563)
Sports : associations et clubs (p. 562)
Sports : Conseil national des activités physiques et sportives (CNAPS) (p. 563)
Sports : dopage (p. 554)
Sports : fédérations : femmes (p. 564)
Sports : métiers du sport (p. 563)
Sports : rencontres internationales : mondialisation (p. 554)
Sports : sport de haut niveau : femmes (p. 564)
Sports : sportifs professionnels : reclassement professionnel (p. 563)
Sports : sports de loisirs (p. 562)

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 1er (principes généraux de l'organisation et de la promotion des activités physiques et sportives)

Son amendement n° 123 (associations dont l'objet n'est pas exclusivement sportif) : adopté (p. 583)

Article 2 (éducation physique et sportive dans l'enseignement primaire et secondaire)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Bruno Bourg-Broc (qualification dominante en éducation physique et sportive) (p. 586)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (assistance par un personnel qualifié et agréé) (p. 588)

Article 7 (règles relatives à la profession d'intermédiaire)

Son intervention (p. 615)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (limitation des commissions perçues par les agents) (p. 618)

Article 8 (fédérations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (élargissement du champ des organismes pouvant participer à la vie des fédérations) (p. 624)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (mise en place de règles de pratiques adaptées par les fédérations non délégataires) (p. 626)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (participation des sportifs aux instances dirigeantes des associations) (p. 628)

Article 9 (fédérations sportives délégataires)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (établissement et respect du calendrier sportif) (p. 634)

Article 15 (limitation du montant des subventions aux clubs sportifs professionnels)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (contrats de promotion avec les collectivités territoriales) (p. 649) : adopté (p. 649)

Article 19 (mutualisation des recettes des droits de diffusion télévisée de certaines manifestations sportives)

Son intervention (p. 651)

Article 24 (vie professionnelle du sportif de haut niveau)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (association du comité d'entreprise aux conventions passées entre le ministère et les entreprises) (p. 667) : adopté (p. 667)

Article 34 (formation et perfectionnement des cadres sportifs par les fédérations sportives)

Son intervention (p. 678)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (possibilité de création "d'associations juniors") (p. 690)

Ses explications de vote (p. 693)

Vote pour du groupe communiste (p. 693)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3756)

Son intervention (p. 3759)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision : manifestations sportives (p. 3758)
Education physique et sportive (p. 3757, 3770)
Sports : fédérations (p. 3759)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 3759)
Sports : métiers du sport (p. 3759)

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Après l'article 16

Son amendement n° 102 (conditions du développement du sport au sein des entreprises) : adopté après rectification (p. 3787)

Article 19 bis (diminution du taux de la TVA appliquée à l'utilisation des installations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (de suppression) (p. 3798)

Article 43 supprimé par le Sénat (parrainage par des associations de projets collectifs proposés par des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3825)

Intervient sur le sous-amendement n° 111 du Gouvernement (suppression de la référence au concours de l'Etat ou des collectivités territoriales) à l'amendement n° 41 de la commission (p. 3826)

Ses explications de vote (p. 3829)

Vote pour du groupe communiste (p. 3829)

Proposition de résolution n° 2118 tendant à créer une commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises

Avant la discussion de l'article unique [3 février 2000] (p. 737)

Son intervention (p. 742)

Thèmes :

Droit pénal : mineurs : emprisonnement (p. 743)

Droit pénal : présomption d'innocence : emprisonnement (p. 743)

Système pénitentiaire : détenus (p. 743)

Système pénitentiaire : établissements (p. 743)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 743)

Ses explications de vote (p. 750)

Vote pour du groupe communiste (p. 750)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1117)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 1125)

Son intervention (p. 1125)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 1144)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive : généralités (p. 1125)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : financement (p. 1126)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : fonctionnaires et agents publics (p. 1126)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : monopole (p. 1125)

Patrimoine culturel : protection : archéologie préventive (p. 1125)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 1126)

Discussion des articles [22 février 2000] (p. 1144) ; [23 février 2000] (p. 1175)

Article 1er (définition de l'archéologie préventive et rôle de l'Etat)

Son amendement n° 32 (mission de service public) : adopté (p. 1145)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. André Aschieri (tri et propriété des objets découverts) (p. 1149)

Son amendement n° 39 corrigé (tri et propriété des objets découverts) (p. 1149) : rejeté (p. 1150)

Article 2 (création d'un établissement public de recherche en archéologie préventive)

Son amendement n° 33 (comité de suivi) : rejeté (p. 1182)

Son amendement n° 34 (possibilité d'affectation de fonctionnaires par voie de détachement) : rejeté (p. 1183)

Son amendement n° 35 (dispositions statutaires applicables au personnel de l'établissement) (p. 1183) : retiré (p. 1184)

Article 4 (création de redevances d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 1185)

Intervient sur l'amendement n° 63 du Gouvernement (de précision sur la nature de la collaboration aux travaux) (p. 1189)

Son amendement n° 61 (de précision sur la nature de la collaboration aux travaux) (p. 1188) : retiré (p. 1189)

Son sous-amendement n° 37 (déclaration préalable) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (modalités de calcul de la redevance) (p. 1190) : rejeté (p. 1191)

Son sous-amendement n° 38 (modification de la formule applicable en cas d'opérations de sondages et de diagnostics archéologiques) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1190) : rejeté (p. 1191)

Son sous-amendement n° 27 (formule applicable dans le cas de zones à risques particuliers) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1190) : rejeté (p. 1191)

Son sous-amendement n° 28 rectifié (formule applicable dans le cas de zones à structures archéologiques non stratifiées) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1190) : rejeté (p. 1191)

Son sous-amendement n° 29 (de suppression du plafonnement applicable dans le cas de constructions affectées principalement à l'habitation) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1190) : rejeté (p. 1191)

Article 5 (article L. 332-6 du code de l'urbanisme : coordination)

Son sous-amendement n° 31 (contrôle de la sincérité des déclarations) à l'amendement n° 19 de la commission (de précision) : rejeté (p. 1194)

Ses explications de vote (p. 1196)

Proposition de loi n° 1516 rectifié relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2000] (p. 1169)

Son intervention (p. 1170)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 1171)

Politique économique : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CSERC) (p. 1170)

Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : généralités (p. 1171)

Proposition de loi n° 735 relative à la prestation compensatoire en matière de divorce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 février 2000] (p. 1202)

Son intervention (p. 1211)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : prestation compensatoire (p. 1212)
Assemblée nationale : propositions de loi : prestation compensatoire (p. 1211)
Famille : prestation compensatoire : héritiers (p. 1212)
Famille : prestation compensatoire : inégalités (p. 1211)
Famille : prestation compensatoire : pensions de réversion (p. 1212)
Famille : prestation compensatoire : réforme (p. 1212)
Parlement : Sénat : prestation compensatoire (p. 1211)

Ses explications de vote (p. 1239)

Vote pour du groupe communiste (p. 1239)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4614)

Son intervention (p. 4619)

Thèmes :

Famille : prestation compensatoire : héritiers (p. 4620)
Famille : prestation compensatoire : mères au foyer (p. 4619)
Famille : prestation compensatoire : pensions de réversion (p. 4620)
Famille : prestation compensatoire : réforme (p. 4619, 4620)
Femmes : égalité des sexes (p. 4620)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 juin 2000] (p. 5606)

Son intervention (p. 5609)

Thème :

Famille : prestation compensatoire : réforme (p. 5609)

Vote pour du groupe communiste (p. 5609)

Projet de loi n° 1867 relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 février 2000] (p. 1356)

Son intervention (p. 1358)

Thème :

Défense : service national : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 1358)

Proposition de loi n° 2116 relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1426)

Son intervention (p. 1436)

Thèmes :

Donations et successions : successions (p. 1437)
Patrimoine culturel : experts (p. 1437)
Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 1436)
Patrimoine culturel : mobilier national (p. 1436)
Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 1436)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3076)

Son intervention (p. 3078)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 3078)
Patrimoine culturel : mobilier national (p. 3078)
Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 3078)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4285, 4317)

Son intervention (p. 4330)

Thèmes :

Enseignement : carte scolaire (p. 4331)
Enseignement : crédits (p. 4330, 4331)
Enseignement : pédagogie (p. 4331)
Enseignement : personnel (p. 4331)
Enseignement technique et professionnel : lycées professionnels (LP) : informatique (p. 4331)

Projet de loi n° 2067 relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 mai 2000] (p. 4744)

Son intervention (p. 4747)

Thèmes :

Transports aériens : Air France : administration (p. 4747)
Transports aériens : Air France : personnel (p. 4747, 4748)
Transports aériens : Air France : situation financière (p. 4747)

P

Arthur PAECHT
Var (7ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1894 tendant à rétablir l'équité entre les rapatriés [9 novembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [12 octobre 1999] (p. 7137)

Dominique PAILLÉ
Deux-Sèvres (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er décembre 1999] (p. 17895)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er décembre 1999] (p. 17895)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 décembre 1999] (p. 18626)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 décembre 1999] (p. 18626)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 2235 relative au statut des députés européens [8 mars 2000]

Proposition de loi n° 2292 tendant à anticiper la date de suppression du service national et à modifier le régime des reports d'incorporation pour contrat de travail à durée indéterminée [28 mars 2000]

Proposition de résolution n° 2548 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle des modalités et des décisions d'attribution des pensions d'invalidité pour accident du travail et des retraites anticipées pour invalidité [19 juillet 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1152, posée le 5 juin 2000. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs (J.O. Questions p. 3333). Appelée le 6 juin 2000. Traitement, recherche, développement (p. 4851)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8729)

Son intervention (p. 8733)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 8733)

Finances publiques : dépenses (p. 8734)

Fonctionnaires et agents publics : accès : handicapés (p. 8734)

Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 8734)

Fonctionnaires et agents publics : discipline (p. 8734)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8733)

Fonctionnaires et agents publics : fonctions électives (p. 8734)

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : femmes (p. 8734)

Fonctionnaires et agents publics : indemnités (p. 8734)

Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 8733)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8733)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 8733, 8734)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8733)

Michel PAJON
Seine-Saint-Denis (13ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9371)

Son intervention (p. 9382)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 9383)

Aménagement du territoire : politique de la ville : budget (p. 9382)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : lutte contre l'exclusion (p. 9383)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9383)

Urbanisme : grands projets urbains (p. 9383)

Françoise de PANAFIEU

Paris (17ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [12 octobre 1999] (p. 7141)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1180, posée le 19 juin 2000. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 3608). Suppléée par Mme Jacqueline Mathieu-Obadia. Appelée le 20 juin 2000. Paris (p. 5578)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8926)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : Paris : délinquance et criminalité (p. 8968)

Robert PANDRAUD

Seine-Saint-Denis (8ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Téléphone. Ecoutes téléphoniques, confidentialité, sécurité [3 mai 2000] (p. 3666)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Reproche au Président d'avoir mentionné la qualité de fonctionnaire parlementaire de M. Hervé Morin [15 juin 2000] (p. 5405)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [9 novembre 1999] (p. 9138) :

- Réunion de la commission des lois du 20 octobre 1999

Son intervention (p. 9155)

Thèmes :

Justice : contentieux : finances publiques (p. 9155)

Justice : magistrats : congés (p. 9155)

Papiers d'identité : délivrance (p. 9155)

Proposition de loi n° 1996 portant création de la chaîne parlementaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11051)

Article 2 (article 45-2 nouveau de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : création de La Chaîne parlementaire (LCP)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Laurent Dominati (nouvelle rédaction des onze premiers alinéas : groupement d'intérêt public - création d'un conseil de surveillance - convention approuvée par les bureaux des assemblées) (p. 11057)

Proposition de résolution n° 2118 tendant à créer une commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises

Avant la discussion de l'article unique [3 février 2000] (p. 737)

Son intervention (p. 741)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : pluralisme (p. 742)

Droit pénal : peines : surveillance électronique (p. 742)

Etrangers : expulsion : délinquance et criminalité (p. 742)

Parlement : prérogatives : commissions d'enquête (p. 742)

Système pénitentiaire : détenus (p. 742)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 742)

Ses explications de vote (p. 748)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 748)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Patrick Devedjian (décisions de non-lieu, de relaxe, d'acquittement et d'indemnisation communiquées aux magistrats ayant concouru à la mise en détention provisoire ou à son maintien) (p. 990)

Article 21 octies (article 380 du code de procédure pénale : recours contre les arrêts de cours d'assises)

Intervient sur l'amendement n° 156 de la commission (nouvelle rédaction de l'article prévoyant trois magistrats et sept jurés en première instance et trois magistrats et neuf jurés en appel) (p. 1001)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1283)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Jacques Weber (respect des règles de stationnement et d'utilisation des aires par les gens du voyage) (p. 1287)

Projet de loi n° 621 portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité

TROISIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 mai 2000] (p. 4685)

Son intervention (p. 4686)

Thème :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 4686, 4687)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4686)

Projet de loi organique n° 2013 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2000] (p. 4670)

Son intervention (p. 4672)

Thème :

Femmes : parité : Outre-mer (p. 4672)

Ses explications de vote (p. 4675)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4672)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5690)

Son intervention (p. 5692)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : article 108 du règlement (p. 5693)

Femmes : parité : Outre-mer (p. 5692)

Outre-mer : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : droits (p. 5693)

Ses explications de vote (p. 5698)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5693)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2000] (p. 4675)

Son intervention (p. 4680)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 4680)

Elections et référendums : modes de scrutin : Conseil constitutionnel (p. 4680)

Parlement : Sénat : réforme (p. 4680)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4680)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 juin 2000] (p. 5402)

Article unique (Président de la République élu pour cinq ans au suffrage universel direct)

Son rappel au règlement (cf. supra) [15 juin 2000] (p. 5405)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Brard (élection du Président de la République pour un mandat de sept ans non renouvelable par un collège de type sénatorial) (p. 5412)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jacques Brunhes (nouvelle rédaction de l'article 37 de la Constitution relatif au domaine réglementaire - possibilité offerte à l'Assemblée nationale d'enjoindre le Gouvernement de prendre les textes d'application des lois puis de se substituer au pouvoir exécutif) (p. 5432)

Florence PARLY

Secrétaire d'Etat au budget

Est nommée Secrétaire d'Etat au budget. Décret du 3 janvier 2000 [J.O. du 4 janvier 2000] (p. 103)

DÉPÔTS

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000 [26 avril 2000]

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001 [20 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Michel Suchod. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [18 janvier 2000] (p. 36)

M. François Goulard. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [19 janvier 2000] (p. 108)

M. Michel Vergnier. Communes. Travaux. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [19 janvier 2000] (p. 111)

M. Édouard Landrain. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, lutte et prévention, naufrage du pétrolier Erika [25 janvier 2000] (p. 326)

M. Philippe Briand. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [1er février 2000] (p. 520)

Mme Anne-Marie Idrac. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [8 février 2000] (p. 797)

M. Félix Leyzour. Finances publiques. Recettes. Excédents, utilisation [9 février 2000] (p. 868)

Mme Marie-Thérèse Boisseau. Impôts et taxes. Politique fiscale. Victimes des tempêtes de décembre 1999 [23 février 2000] (p. 1166)

M. Gérard Saumade. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : cadastre. Gestion, perspectives [1er mars 2000] (p. 1416)

M. Marc Laffineur. Impôts et taxes. Politique fiscale. Recettes, excédents, affectation [15 mars 2000] (p. 2000)

M. André Angot. Energie et carburants. Carburants. Prix [22 mars 2000] (p. 2433)

M. Bruno Bourg-Broc. Bois et forêts. Exploitants. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [5 avril 2000] (p. 3098)

M. Yves Cochet. Bâtiment et travaux publics. Exercice de la profession. Qualification [5 avril 2000] (p. 3101)

M. Michel Bouvard. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [3 mai 2000] (p. 3668)

M. Philippe Auberger. Finances publiques. Exécution du budget. Année 1999 [9 mai 2000] (p. 3879)

M. Jacques Desallangre. Cours d'eau, étangs et lacs. Rhône. Compagnie nationale du Rhône, statut [6 juin 2000] (p. 4884)

M. Lucien Degauchy. Energie et carburants. Carburants. Prix [13 juin 2000] (p. 5179)

M. François Rochebloine. Energie et carburants. Carburants. Prix [21 juin 2000] (p. 5690)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Alain Rodet. Industrie. Pharmacie. Fresenius-Kabi, emploi et activité, Limoges [23 mai 2000] (p. 4483)

M. Georges Sarre. Télécommunications. Réseaux de données. Cryptologie, réglementation [6 juin 2000] (p. 4850)

Mme Françoise Imbert. Agriculture. Maraîchers. Aides de l'Etat [6 juin 2000] (p. 4847)

M. François Patriat. Industrie. Matériel électrique et électronique. Thomson-CSF, emploi et activité, Côte-d'Or [6 juin 2000] (p. 4846)

M. François Colcombet. Elevage. Politique agricole commune (PAC). Porcs, élevage intensif, réglementation, harmonisation [6 juin 2000] (p. 4848)

M. Arnaud Lepercq. Agriculture. Contrats territoriaux d'exploitation. Financement [6 juin 2000] (p. 4849)

DÉBATS

Projet de loi n° 2064 portant diverses dispositions statutaires relatives aux magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes et modifiant le code des juridictions financières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2924)

Son intervention (p. 2924)

Sa réponse (p. 2932)

Thèmes :

Finances publiques : comptabilité publique : contrôle (p. 2932, 2933)

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : rémunération (p. 2932)

Justice : chambres régionales des comptes (p. 2924, 2925, 2932)

Justice : chambres régionales des comptes : magistrats (p. 2924, 2925, 2932)

Justice : Cour des comptes : magistrats (p. 2924, 2925, 2932)

Discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2933)

Article 2 (commission consultative de la Cour des comptes et participation des magistrats honoraires aux jurys de concours)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Émile Blessig (rédactionnel - attributions de la Cour des comptes substituée à sa compétence) (p. 2934)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (réunion de la commission hors la présence de membres de celle-ci intéressés à ses délibérations) (p. 2934)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Luc Warsmann (nomination de conseillers de chambres régionales des comptes comme conseillers maîtres à la Cour des comptes à raison d'une nomination sur quatre intervenant au titre du tour extérieur de l'administration des finances) (p. 2936)

Soutient l'amendement n° 38 du Gouvernement (nomination de conseillers de chambres régionales des comptes comme conseillers maîtres à la Cour des comptes à raison d'une nomination sur dix-huit) (p. 2936) : adopté (p. 2936)

Article 4 (nomination des conseillers de chambre régionale comme conseillers référendaires à la Cour des comptes)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Luc Warsmann (deux nominations par an) (p. 2937)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (avis du conseil supérieur des chambres régionales des comptes) (p. 2937)

Intervient sur l'amendement n° 31 rectifié de la commission (nomination comme conseiller référendaire au tour extérieur - suppression des services effectués dans un organisme relevant du contrôle de la Cour des comptes et ajout de ceux accomplis dans les administrations de sécurité sociale) (p. 2937)

Article 5 (dispositions statutaires relatives aux présidents de chambre régionale des comptes)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction de l'article ne comprenant que les seules dispositions relatives au grade et au statut des chefs de juridiction) (p. 2939)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (transposition des règles de nomination des chefs de juridiction à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française) (p. 2939)

Article 7 (détachement de fonctionnaires dans les chambres régionales des comptes)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 2939)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (détachement de fonctionnaires parlementaires) (p. 2939)

Article 8 (mise à disposition de rapporteurs dans les chambres régionales des comptes)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (référence au statut des fonctionnaires parlementaires) (p. 2940)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié de M. René Dosière (limitation à sept ans de la durée des fonctions de magistrat dans la même chambre régionale des comptes) (p. 2940)

Article 11 (attributions du conseil supérieur des chambres régionales des comptes)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (de coordination) (p. 2941)

Article 12 (composition du conseil supérieur des chambres régionales des comptes)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 2941)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (mandat des personnalités qualifiées ramené à trois ans et nomination par décret du membre désigné par le Président de la République) (p. 2941)

Article 14 (composition du conseil supérieur statuant sur les tableaux d'avancement)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) (p. 2942)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (réunion du conseil hors la présence de membres de celui-ci intéressés à ses délibérations) (p. 2942)

Article 16 (nomination aux emplois de président de chambre régionale des comptes)

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de la commission (de coordination avec l'amendement n° 6 adopté à l'article 5) (p. 2943)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de coordination avec l'amendement n° 6 adopté à l'article 5) (p. 2943)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (position de détachement) (p. 2943)

Intervient sur l'amendement n° 17 rectifié de la commission (de coordination avec l'amendement n° 6 adopté à l'article 5 et suppression de la durée minimale de cinq ans) (p. 2943)

Article 18 (conditions requises pour les nominations au tour extérieur)

Intervient sur l'amendement n° 18 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article élargissant le recrutement à la fonction publique hospitalière, supprimant les services effectués dans un organisme relevant du contrôle de la Cour des comptes et ajoutant ceux accomplis dans les administrations de sécurité sociale) (p. 2944)

Article 19 (inscription sur les listes d'aptitude des conseillers nommés au tour extérieur)

Intervient sur l'amendement n° 34 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 2944)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (composition de la commission se prononçant sur les nominations) (p. 2944)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (suppléance du Premier président de la Cour des comptes, présidant la commission chargée de se prononcer sur les nominations) (p. 2944)

Article 22 (incompatibilité entre les fonctions de magistrats de chambre régionale des comptes et les mandats parlementaires)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (extension au signataire d'un pacte civil de solidarité avec un parlementaire, le président du conseil régional, un président de conseil général ou un maire d'une commune chef-lieu de département du ressort de la chambre régionale des comptes) (p. 2945)

Article 23 (incompatibilité applicable aux comptables de fait)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (de précision) (p. 2945)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (modalités de suspension des magistrats déclarés comptables de fait postérieurement à leur nomination) (p. 2945)

Article 25 (procédure disciplinaire)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 2946)

Article 28 (dispositions transitoires relatives aux présidents de chambre régionale des comptes)

Intervient sur l'amendement n° 23 rectifié de la commission (de coordination) (p. 2946)

Article 30 (entrée en vigueur des mesures de reclassement)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (entrée en vigueur le 1er janvier 2000 des nouvelles règles relatives au tour extérieur) (p. 2947)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (délai de deux mois pour la réponse aux observations provisoires également adressées, le cas échéant, à l'ordonnateur en fonction au cours de l'exercice examiné) (p. 2947)

Intervient sur l'amendement n° 25 rectifié de la commission (délai de deux mois pour la réponse aux observations définitives, également adressées, le cas échéant, à l'ordonnateur en fonction au cours de l'exercice examiné et débat au sein de l'assemblée délibérante) (p. 2948)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. René Dosière (délai de deux mois pour la réponse aux observations définitives, également adressées, le cas échéant, à l'ordonnateur en fonction au cours de l'exercice examiné et débat au sein de l'assemblée délibérante) (p. 2948)

Soutient l'amendement n° 39 du Gouvernement (réponse aux observations définitives, également adressées, le cas échéant, à l'ordonnateur en fonction au cours de l'exercice examiné) (p. 2948) : devenu sans objet (p. 2948)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. François Goulard (possibilité pour les personnes mises en cause devant les chambres régionales des comptes de se faire assister par le conseil de leur choix et pas seulement par un avocat) (p. 2948)

Proposition de loi n° 2218 relative à la mise en place d'une véritable responsabilité pour faute de l'administration fiscale et d'un droit général d'indemnisation pour les contribuables

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2000] (p. 2987)

Son intervention (p. 2997)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 2997)

Impôts et taxes : contentieux : indemnisation (p. 2997)

Impôts et taxes : contentieux : sanctions (p. 2996 à 2998)

Impôts et taxes : contrôle (p. 2996 à 2998)

Impôts et taxes : déclarations (p. 2998)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 2997)

Impôts et taxes : intérêts de retard (p. 2997, 2998)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : réforme (p. 2997)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4285, 4317)

Son intervention (p. 4285)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 4299)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4311)

Sa réponse (p. 4338)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4346)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 4288)

Bois et forêts : forêts (p. 4287)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4338)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 4287)

Emploi : création d'emplois (p. 4285, 4286)

Enregistrement et timbre : droit de bail (p. 4286)

Enseignement : crédits (p. 4288, 4340)

Etablissements de santé : hôpitaux : crédits (p. 4287, 4340)

Finances publiques : comptabilité publique (p. 4300)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 4288, 4301, 4339, 4340)

Finances publiques : dépenses (p. 4288, 4300, 4301, 4338, 4340)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4299, 4301, 4338, 4340)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4300, 4340)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 4285, 4299 à 4301, 4338)

Finances publiques : recettes (p. 4285, 4338, 4339)

Impôt sur le revenu : barème (p. 4286, 4338)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4285 à 4288, 4300, 4338, 4339)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 4286, 4287, 4338, 4339)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 4340)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4286, 4288)

Politique économique : croissance (p. 4285, 4300, 4339)

Politique économique : économie solidaire (p. 4339)

Politique sociale : solidarité (p. 4285 à 4287)

Recherche : innovation (p. 4286)

Secteur public : services publics (p. 4285, 4287, 4341)

Sécurité publique : tempêtes (p. 4287, 4340)

TVA : taux (p. 4286, 4287, 4338 à 4340)

Discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4347) ; [18 mai 2000] (p. 4360, 4404)

Article 1er (baisse de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Gilbert Gantier (réduction du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 4349)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Gilbert Gantier (réduction du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 4349)
Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Gilbert Gantier (réduction du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 4349)
Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (rétablissement du barème de l'impôt sur le revenu adopté dans la loi de finances pour 1997) (p. 4349)
Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Philippe Auberger (abaissement d'un point des taux applicables à chacune des tranches du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 4349)
Après l'article 1er
Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Philippe Auberger (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 4350)
Intervient sur l'amendement n° 109 corrigé de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 4350)
Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 4350)
Intervient sur l'amendement n° 110 corrigé de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 4350)
Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Philippe Auberger (imposition progressive du surplus de revenu constaté lors d'une reprise d'activité après une période de chômage) (p. 4351)
Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Gilbert Gantier (relèvement des seuils d'exonération des plus-values professionnelles des exploitants individuels) (p. 4360)
Intervient sur l'amendement n° 160 corrigé de M. Germain Gengenwin (application des abattements de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour les couples mariés aux produits des parts de fonds communs de placement solidaires ou caritatifs) (p. 4360)
Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux du crédit d'impôt accordé au titre de l'avoir fiscal) (p. 4361)
Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Yves Cochet (aménagements rédactionnels à l'article 200 du code général des impôts relatif au régime des dons aux associations) (p. 4361)
Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Gilles Carrez (suppression de la contribution additionnelle à la contribution annuelle représentative du droit de bail) (p. 4361)
Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Jacques Jégou (imposition commune des couples vivant en concubinage) (p. 4362)
Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Jacques Jégou (assimilation des concubins aux couples mariés en matière de droits de mutation à titre gratuit) (p. 4362)
Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (défiscalisation des indemnités de cessation d'activité des victimes de l'amiante) (p. 4363)
Intervient sur l'amendement n° 152 rectifié de M. Maxime Gremetz (défiscalisation des indemnités de cessation d'activité des victimes de l'amiante) (p. 4363)
Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une contribution sur les revenus financiers des personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés) (p. 4364)
Article 2 (abaissement du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée)
Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 4364)
Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Gilbert Gantier (abaissement d'un point du taux normal de la TVA) (p. 4366)
Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Yves Bur (abaissement de la taxe sur les salaires due par les titulaires de bénéfices non commerciaux) (p. 4367)
Article 3 (application du taux réduit de 5,50 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles)
Soutient l'amendement n° 76 du Gouvernement (simplification de la fiscalité applicable aux travaux sylvicoles en Corse) (p. 4367) : adopté (p. 4367)
Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux travaux sylvicoles réalisés par des particuliers) (p. 4368)
Après l'article 3
Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Charles de Courson (exclusion de la valeur des droits de plantation et de replantation de vigne pour le calcul des plus-values professionnelles) (p. 4368)
Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Marc Dumoulin (exonération de TVA des travaux liés à la réparation des dégâts causés par les tempêtes) (p. 4369)
Intervient sur l'amendement n° 130 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (exonération de TVA des travaux liés à la réparation des dégâts causés par les tempêtes) (p. 4369)
Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux chocolats fabriqués sans adjonction de matière grasse végétale) (p. 4369)
Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA au chocolat noir) (p. 4369)
Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA à la margarine et aux graisses végétales) (p. 4370)
Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Gérard Voisin (application du taux réduit de la TVA aux couches, alèses et gants de toilette jetables à usage médical) (p. 4370)
Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 4371)
Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Marc Dumoulin (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 4371)
Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux droits d'utilisation des installations sportives) (p. 4372)
Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux

abonnements relatifs à la livraison d'énergie calorique distribuée par les réseaux publics alimentés par géothermie et cogénération) (p. 4372)
Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux fournitures obligatoires dans le cadre de l'organisation d'obsèques) (p. 4372)
Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux professions de la restauration) (p. 4372)
Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA à l'entretien de l'assainissement non collectif) (p. 4373)
Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Bruno Bourg-Broc (application du taux réduit de la TVA aux services fournis dans le cadre du nettoyage des voies publiques) (p. 4373)
Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux professions de la coiffure) (p. 4373)
Intervient sur l'amendement n° 114 de M. François Goulard (application du taux réduit de la TVA aux opérations de nettoyage liées à la marée noire) (p. 4373)
Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (reconduction et pérennisation de l'application du taux réduit de la TVA aux billets d'entrée à des concerts donnés dans des établissements qui offrent à leur clientèle un service de consommation) (p. 4374)
Article 4 (exonération temporaire de droits sur les acquisitions de propriétés en nature de bois et forêts et de terrains nus destinés à être reboisés)
Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 4374)
Soutient l'amendement n° 77 du Gouvernement (mise en œuvre d'un dispositif spécifique de compensation aux départements des pertes de recettes résultant de l'application de l'article) (p. 4374) : adopté (p. 4375)
Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (compensation pour les communes des pertes de recettes résultant de l'application de l'article) (p. 4375)
Après l'article 5
Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Éric Besson (constitution de sociétés en franchise de droits d'enregistrement et de timbre) (p. 4376)
Article 6 (allégement de la taxe d'habitation)
Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 4380)
Après l'article 6
Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Michel Bouvard (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur le produit de la taxe d'habitation) (p. 4385)
Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur le produit de la taxe d'habitation) (p. 4385)
Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Gilles Carrez (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur le produit de la taxe d'habitation) (p. 4385)
Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Philippe Auberger (suppression des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur le produit de la taxe d'habitation) (p. 4385)
Intervient sur l'amendement n° 27 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la majoration de 0,4 point des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur l'ensemble des taxes locales) (p. 4387)
Intervient sur l'amendement n° 51 corrigé de M. Michel Bouvard (suppression de la majoration de 0,4 point des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur l'ensemble des taxes locales) (p. 4387)
Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Gilles Carrez (suppression de la majoration de 0,4 point des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur l'ensemble des taxes locales) (p. 4387)
Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la majoration de 0,4 point des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur l'ensemble des taxes locales) (p. 4387)
Article 7 (aménagement du remboursement aux transporteurs routiers d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole)
Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 4388)
Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 4388)
Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 4388)
Son intervention (p. 4388)
Après l'article 7
Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Charles de Courson (application du régime des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune aux exploitations agricoles données à bail à long terme) (p. 4390)
Article 8 (Fonds de compensation pour la TVA : modification du taux de compensation et modalités exceptionnelles de remboursement concernant les réparations des dommages liés aux intempéries de novembre et décembre 1999)
Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Charles de Courson (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de fonctionnement afférentes aux réparations réalisées à la suite des intempéries de la fin de l'année 1999) (p. 4390)
Intervient sur l'amendement n° 15 corrigé de M. Charles de Courson (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des achats de bacs, containers et poubelles destinés à la collecte des ordures) (p. 4391)
Article 9 (dotation de compensation de la taxe professionnelle : financement des communautés d'agglomération)
Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Christian Cuvilliez (majoration de la dotation relative à la baisse de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) liée au financement de l'intercommunalité) (p. 4393)
Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Gilles Carrez (majoration de la dotation relative à la baisse de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) liée au financement de l'intercommunalité) (p. 4393)
Après l'article 9
Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Michel Bouvard (déductibilité des provisions constituées par les entreprises exploitantes de remontées mécaniques

et de domaines skiables en vue de faire face au risque de pertes et charges consécutives à un manque de neige ou aux intempéries) (p. 4394)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. François Goulard (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. François Goulard (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. François Goulard (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. François Goulard (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 4395)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération des plus-values réinvesties, dans un délai de six mois et pour une durée d'au moins cinq ans, dans des entreprises nouvelles) (p. 4396)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond de la déduction du revenu des pertes en capital enregistrées dans le cadre d'une souscription au capital d'une PME en difficulté) (p. 4396)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux et du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées) (p. 4397)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées) (p. 4397)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Gilbert Gantier (institution d'un dispositif de déduction fiscale au titre des souscriptions au capital de PME innovantes) (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Gilbert Gantier (institution d'un crédit d'impôt au titre des souscriptions au capital de PME innovantes) (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Gilbert Gantier (institution d'une réduction d'impôt au titre des souscriptions au capital de sociétés innovantes) (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Gilbert Gantier (application du régime des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune aux parts ou actions de sociétés acquises dans le cadre d'opérations de souscription au capital de sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 4398)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Gilbert Gantier (doublement des montants de la franchise et de la décote en matière de taxe sur les salaires) (p. 4399)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Éric Doligé (autorisations temporaires de vente d'alcool lors de manifestations publiques organisées par des associations) (p. 4399)

Article 10 et état A (équilibre général)

Soutient l'amendement n° 179 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 4409) : adopté (p. 4411)

Seconde délibération

Article 6 supprimé en première délibération (allégement de la taxe d'habitation)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 4414) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4418)

Article 10 et état A (équilibre général)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4418) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4418)

Article 11 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Son intervention (p. 4420)

Soutient l'amendement n° 93 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 4420) : adopté (p. 4420)

Soutient l'amendement n° 94 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 4420) : adopté (p. 4420)

Soutient l'amendement n° 177 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 4420) : adopté (p. 4420)

Soutient l'amendement n° 95 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 4420) : adopté (p. 4420)

Soutient l'amendement n° 96 corrigé du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 4420) : adopté (p. 4420)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 97 du Gouvernement (dépenses en capital des services civils - annulation) (p. 4420) : adopté (p. 4421)

Soutient l'amendement n° 98 du Gouvernement (dépenses ordinaires des services civils - annulation) (p. 4420) : adopté (p. 4421)

Soutient l'amendement n° 101 du Gouvernement (dépenses ordinaires des services civils - annulation) (p. 4420) : adopté (p. 4421)

Article 12 et état C (dépenses en capital des services civils - ouvertures)

Soutient l'amendement n° 99 rectifié du Gouvernement (minoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 4420) : adopté (p. 4424)

Soutient l'amendement n° 100 rectifié du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 4420) : adopté (p. 4424)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 102 du Gouvernement (dépenses en capital des services civils - annulation) (p. 4420) : adopté (p. 4424)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 103 du Gouvernement (ouverture de crédits au Fonds de modernisation de la presse) (p. 4424) : adopté (p. 4424)

Soutient l'amendement n° 104 du Gouvernement (annulation de crédits au Fonds de modernisation de la presse) (p. 4424) : adopté (p. 4425)

Soutient l'amendement n° 92 du Gouvernement (indemnisation des victimes des législations antisémites en vigueur pendant l'occupation) (p. 4425) : adopté (p. 4425)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Henri Emmanuelli (extension du champ de contrôle des

membres du Parlement sur le secteur public) (p. 4426)
Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Henri Emmanuelli (précisions apportées aux pouvoirs de contrôle des membres du Parlement chargés d'un rapport sur le budget d'un ministère) (p. 4426)
Intervient sur l'amendement n° 144 deuxième rectification de M. Didier Migaud (précisions apportées aux compétences des rapporteurs généraux des commissions en charge des affaires budgétaires) (p. 4426)
Intervient sur l'amendement n° 143 rectifié de M. Dominique Baert (renforcement des pouvoirs d'investigation des membres du Parlement investis d'une mission de contrôle financier) (p. 4427)
Après l'article 15
Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Jacques Jégou (extension à toutes les entreprises nouvelles de l'exonération d'impôt sur les bénéfices prévue à l'article 44 sexies du code général des impôts) (p. 4428)
Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Charles de Courson (imputation sur le revenu des travaux de remise en état des terrains boisés sinistrés par les intempéries de décembre 1999) (p. 4428)
Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Charles de Courson (possibilité d'option pour un prélèvement libératoire au taux de 15 % en faveur des bénéficiaires de versements au titre d'un compte épargne-temps) (p. 4429)
Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Jacques Jégou (extension du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise aux entreprises du second marché) (p. 4429)
Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (mention sur l'avis d'imposition du taux de la dernière tranche applicable au revenu du contribuable) (p. 4429)
Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 4430)
Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,1 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 4430)
Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Jacques Jégou (déductibilité de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des sommes investies dans le capital des sociétés créées depuis moins de quatre ans) (p. 4432)
Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Yves Cochet (création d'une taxe sur les opérations financières avec l'étranger) (p. 4434)
Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Christian Cuvilliez (prolongation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les organismes de logement social) (p. 4437)
Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 4437)
Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Christian Cuvilliez (institution d'un dispositif de plafonnement de la taxe foncière sur les propriétés bâties en fonction du revenu) (p. 4438)
Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Gilbert Gantier (exonération de l'ensemble des résidences-services d'étudiants de la taxe d'habitation) (p. 4438)
Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Pierre Méhaignerie (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions relevant des bénéfices non commerciaux lorsque leurs titulaires emploient moins de cinq salariés) (p. 4440)
Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Gilles Carrez (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions relevant des bénéfices non commerciaux lorsque leurs titulaires emploient moins de cinq salariés) (p. 4440)
Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Gilbert Gantier (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions relevant des bénéfices non commerciaux lorsque leurs titulaires emploient moins de cinq salariés) (p. 4440)
Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Michel Bouvard (institution d'un abattement supplémentaire de 30 % sur la valeur locative des locaux d'habitation situés à proximité des infrastructures de transports routiers ou ferroviaires et ayant fait l'objet de travaux d'isolation subventionnés) (p. 4441)
Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Christian Cuvilliez (admission des modifications de valeurs locatives issues d'opérations d'apport, de cession ou de fusion aux seuls cas où ces opérations ont une cause économique réelle et sérieuse) (p. 4441)
Intervient sur l'amendement n° 132 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la majoration de 0,4 point des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur l'ensemble des taxes locales) (p. 4442)
Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Charles de Courson (règles de perception de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 4442)
Intervient sur le sous-amendement n° 163 de M. Didier Migaud (application du dispositif jusqu'au 31 décembre 2002) à l'amendement n° 90 de M. Charles de Courson (p. 4442)
Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte de la redevance d'assainissement dans le coefficient d'intégration fiscale) (p. 4443)
Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Daniel Vachez (taxe professionnelle des syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 4444)
Intervient sur l'amendement n° 161 rectifié de M. Daniel Vachez (taxe professionnelle des syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 4444)
Soutient l'amendement n° 135 du Gouvernement (modalités particulières d'évaluation des ressources pour l'attribution d'aides personnelles au logement) (p. 4445) : adopté après modification (p. 4445)
Intervient sur le sous-amendement n° 142 de M. Didier Migaud (application du dispositif aux demandeurs âgés de moins de 25 ans) à l'amendement n° 135 du Gouvernement (p. 4445)
Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Christian Cuvilliez (remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation sur le gazole en faveur des entreprises de transport public) (p. 4446)
Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Charles de Courson (possibilité pour les conseils généraux qui avaient prévu, avant l'intervention de la loi de finances pour 2000, un taux inférieur à 3,60 % sur les

mutations à titre onéreux de biens professionnels à maintenir ce taux) (p. 4447)
Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Christian Cuvilliez (création d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle assise sur les actifs financiers) (p. 4448)
Soutient l'amendement n° 91 du Gouvernement (amélioration de l'information du Parlement sur les relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale) (p. 4448, 4449) : adopté après modification (p. 4450)
Intervient sur le sous-amendement n° 175 de M. Didier Migaud (éléments d'appréciation sur l'opportunité et sur le niveau des subventions accordées aux régimes de protection sociale) à l'amendement n° 91 du Gouvernement (p. 4449)
Intervient sur le sous-amendement n° 174 de M. Didier Migaud (complément aux informations de nature financière portées à la connaissance du Parlement) à l'amendement n° 91 du Gouvernement (p. 4449)
Intervient sur le sous-amendement n° 176 de M. Didier Migaud (pérennisation du dispositif prévoyant que le produit pour la dernière année connue, de chacun des impôts, autres que les taxes parafiscales, affectés aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir fait l'objet d'une évaluation dans l'annexe des voies et moyens du projet de loi de finances de l'année) à l'amendement n° 91 du Gouvernement (p. 4449)
Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Pierre Méhaignerie (rapport du Gouvernement sur les conséquences pour les finances de l'Etat et des organismes de sécurité sociale de la baisse d'un point du taux normal de la TVA et de l'allégement de la taxe d'habitation) (p. 4451)
Son intervention à l'issue du vote (p. 4455)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2000] (p. 5620, 5631)

Son intervention (p. 5620)
Sa réponse (p. 5638)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 5620)
Enseignement : crédits (p. 5638)
Etablissements de santé : hôpitaux : crédits (p. 5638)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5621)
Finances publiques : dépenses (p. 5620, 5621)
Finances publiques : dette publique (p. 5638)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 5620, 5621, 5638)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5638)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 5621, 5638)
Finances publiques : recettes (p. 5620, 5621)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5621)
Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 5638)
Parlement : Sénat (p. 5638)
Police : police de proximité (p. 5638)
Politique économique : croissance (p. 5620, 5621)
Recherche : innovation (p. 5638)
Secteur public : services publics (p. 5638)

Discussion des articles [20 juin 2000] (p. 5638)

Article 1er (baisse de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Gilbert Gantier (nouveau barème avec un taux marginal de 40 %) (p. 5639)
Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Gilbert Gantier (nouveau barème avec un taux marginal de 45 %) (p. 5639)
Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 5639)

Article 3 (application du taux réduit de 5,50 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux particuliers) (p. 5640)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Charles de Courson (exclusion de la valeur des droits de plantation et de replantation de vigne pour le calcul des plus-values professionnelles) (p. 5641)

Article 3 bis A (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA aux protections utilisées par les stomisés et les incontinents)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de suppression) (p. 5642)

Article 3 bis B (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA au droit d'utilisation d'installations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 5642)

Article 3 bis C (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA aux remboursements et rémunérations versés par les communes à des prestataires au titre des opérations de nettoyage des voies publiques)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 5642)

Article 4 (exonération temporaire de droits sur les acquisitions de propriétés en nature de bois et forêts et de terrains nus destinés à être reboisés)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5643)
Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5643)

Article 4 bis (déduction forfaitaire du revenu global en faveur des propriétaires de bois et forêts sinistrés)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 5643)

Article 4 ter (déduction du revenu fiscal au titre des charges exceptionnelles et des pertes de récoltes supportées par les propriétaires de bois et forêts sinistrés)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 5644)

Article 4 quater (réduction d'impôt au titre de la remise en état des vergers, parcs et jardins)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 5644)

Article 6 (allègement de la taxe d'habitation)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5645)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5645)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5645)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5645)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5645)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Charles de Courson (application du régime des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune aux exploitations agricoles données à bail à long terme) (p. 5647)

Article 7 bis (modification des régimes des sociétés de capital-risque et des fonds communs de placement à risques)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (de suppression) (p. 5649)

Article 8 (Fonds de compensation pour la TVA : modification du taux de compensation et modalités exceptionnelles de remboursement concernant les réparations des dommages liés aux intempéries de novembre et décembre 1999)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5650)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Charles de Courson (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de fonctionnement afférentes aux réparations réalisées à la suite des intempéries de la fin de l'année 1999) (p. 5650)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5651)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5651)

Article 8 bis (reports d'impositions en faveur d'entreprises exerçant leur activité dans des départements victimes de la marée noire)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 5651)

Article 9 (dotation de compensation de la taxe professionnelle : financement des communautés d'agglomération)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5652)

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié de la commission (perception de la dotation globale de fonctionnement par la communauté d'agglomération du Haut Val-de-Marne) (p. 5652)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Gilbert Gantier (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 5653)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Gilbert Gantier (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 5653)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Gilbert Gantier (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 5653)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Gilbert Gantier (harmonisation du régime fiscal de la rente avec celui du versement en capital en matière de prestation compensatoire) (p. 5653)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Gilbert Gantier (application du régime des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune aux parts ou actions de sociétés acquises dans le cadre d'opérations de souscription au capital de sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 5654)

Article 9 bis (autorisations temporaires de vente d'alcool lors de manifestations publiques organisées par des associations)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Marc Dumoulin (modification du régime d'autorisation de débits de boissons lors des réunions publiques organisées par des associations) (p. 5654)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Marc Dumoulin (modification du régime d'autorisation de débits de boissons lors des réunions publiques organisées par des associations) (p. 5654)

Article 9 ter (abandon du dispositif de la livraison à soi-même pour l'application du taux réduit de 5,50 % de la TVA pour les travaux dans les locaux d'habitation réalisés par les bailleurs sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 5655)

Article 9 quater (incidence des restructurations d'entreprises sur l'écrêtement en faveur des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 5655)

Article 9 quinquies (indemnités des élus locaux)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 5656)

Article 10 et état A (équilibre général)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement de l'équilibre général adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5660)

Article 11 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5663)

Soutient le sous-amendement n° 66 rectifié du Gouvernement (changement d'imputation de crédits ouverts au profit de l'économie solidaire) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 5663) : adopté (p. 5663)

Soutient le sous-amendement n° 67 rectifié du Gouvernement (changement d'imputation de crédits ouverts au profit de l'économie solidaire) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 5663) : adopté (p. 5663)

Article 11 ter A (annulation de crédits)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 5663)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean-Louis Dumont (réduction des autorisations de programme inscrites au titre V du budget des routes) (p. 5664)

Article 15 (aménagements du régime de report d'imposition des plus-values de cession de titres dont le produit est investi dans les fonds propres d'une jeune entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5665)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Charles de Courson (déduction du revenu imposable des travaux de remise en état des terrains boisés sinistrés par les intempéries de décembre 1999) (p. 5666)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 5667)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Gilbert Gantier (exonération de l'ensemble des résidences universitaires de la taxe d'habitation) (p. 5667)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Gilbert Gantier (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions relevant des bénéfices non commerciaux lorsque leurs titulaires emploient moins de cinq salariés) (p. 5668)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Christian Cuvilliez (admission des modifications de valeurs locatives issues d'opérations d'apport, de cession ou de fusion aux seuls cas où ces opérations ont une cause réelle économique réelle et sérieuse) (p. 5668)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Marc Laffineur (assouplissement des règles applicables aux établissements bancaires concernant le choix de leurs organismes de formation) (p. 5668)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Pierre Méhaignerie (rapport du Gouvernement sur les conséquences de la baisse d'un point du taux normal de la TVA et de la baisse de 6,1 points des cotisations salariales pesant sur les bas salaires) (p. 5669)

Article 15 bis (modification du barème de l'impôt sur le revenu à compter de l'imposition des revenus de l'année 2000)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 5669)

Article 15 ter (plafond du quotient familial)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 5669)

Article 15 quater (majoration de la décote pour les couples mariés soumis à imposition commune)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 5670)

Article 15 quinquies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA sur la fourniture de repas à consommer sur place)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 5670)

Article 15 sexies (relèvement de 25 % à 40 % du taux de la réduction d'impôt au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 5670)

Article 15 septies (diminution de l'assiette de taxe professionnelle pour les titulaires de bénéfices non commerciaux)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 5670)

Article 16 (règles de perception de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Augustin Bonrepaux (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les groupements à fiscalité propre ayant transféré à un syndicat mixte la totalité de la compétence d'élimination des déchets ménagers) (p. 5671)

Article 17 (suppression de la prise en compte de la redevance d'assainissement dans le coefficient d'intégration fiscale)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Didier Migaud (exclusion de la redevance d'assainissement du coefficient d'intégration fiscale des communautés de communes) (p. 5672)

Article 19 bis (affectation aux collectivités locales d'une partie de la taxe professionnelle acquittée par France Télécom)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 5673)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6051)

Son intervention (p. 6051)

Sa réponse (p. 6061)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6051, 6061)

Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 6051)

Projet de loi n° 1822 portant règlement définitif du budget de 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 mai 2000] (p. 4455)

Son intervention (p. 4455)

Sa réponse (p. 4464)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire : déficits publics et sociaux (p. 4456, 4464)

Finances publiques : dépenses (p. 4456)

Finances publiques : dette publique (p. 4464)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4455, 4456)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 4456, 4464)

Lois de règlement (p. 4464)

Politique économique : croissance (p. 4456)

Union européenne : euro (p. 4455)

Discussion des articles [18 mai 2000] (p. 4464)

Article 13 (reconnaissance d'utilité publique de dépenses comprises dans des gestions de fait)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (non-reconnaissance d'utilité publique de dépenses

relatives à la gestion de fait du tribunal de commerce d'Antibes) (p. 4469)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4469)

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2000] (p. 4805)

Son intervention (p. 4805)

Sa réponse (p. 4814)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 4805)

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 4805)

Entreprises : aides publiques (p. 4805, 4814)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 4805, 4814)

Entreprises : Michelin (p. 4805)

Discussion des articles [31 mai 2000] (p. 4814)

Article 1er (création de la commission nationale des aides publiques aux entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 4814)

Article 3 (rôle de la commission nationale et institution de commissions régionales)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (suppression des dispositions relatives aux commissions régionales) (p. 4815)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (précisions relatives aux demandes d'informations complémentaires) (p. 4815)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (reprise des dispositions relatives aux commissions régionales) (p. 4815)

Article 4 (interventions des comités d'entreprise et des délégués du personnel en matière de contrôle des aides publiques)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 4816)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 4816)

Article 4 ter (secrétariat de la commission nationale)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 4816)

Joseph PARRENIN

Doubs (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural (n° 2253) [26 avril 2000]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2253) portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural [26 avril 2000] (n° 2339)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de résolution n° 1570 tendant à créer une commission d'enquête sur la mise en culture d'organismes génétiquement modifiés, les infractions constatées en la matière et les dangers qu'elles font courir à la santé des populations

Discussion de l'article unique [7 octobre 1999] (p. 7024)

Son intervention (p. 7025)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9547)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9547)

Enseignement agricole : crédits (p. 9547)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9547)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 1999] (p. 9589)

Après l'article 64

Intervient sur le sous-amendement n° 172 de M. François Sauvadet (non application de la modulation pour le secteur des grandes cultures) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (non utilisation par la France des "modulations" des aides compensatoires communautaires) (p. 9604)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Germinal Peiro (établissement par le département d'une carte des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) (p. 685)

Déclaration du Gouvernement n° 2135 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur les conséquences et les suites des intempéries et de la marée noire qui sont intervenues fin décembre 1999

[3 février 2000] (p. 701)

Son intervention (p. 725)

Thèmes :

Bois et forêts : forêts : tempêtes (p. 725, 726)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 725)

Collectivités territoriales : dotation globale d'équipement (DGE) (p. 725)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 726)

Mer et littoral : pollution : pétrole (p. 725)

Projet de loi n° 2253 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2000] (p. 3639)

Son intervention (p. 3639)

Thèmes :

Agriculture : produits agricoles (p. 3639)

Elevage : bétail : contrôle sanitaire (p. 3639)

Politiques communautaires : directives : application (p. 3639)

Santé : santé publique (p. 3639)

Discussion des articles [2 mai 2000] (p. 3649)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Claude Gatignol (interdiction d'administrer aux animaux des médicaments vétérinaires ne bénéficiant pas de l'autorisation au titre de la santé publique) (p. 3650)

Article 4 (article 214-1 A du code rural : institution de réseaux de surveillance des maladies animales)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (réseaux de surveillance sanitaire placés sous l'autorité du ministre de l'agriculture) (p. 3651) : adopté (p. 3651)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (missions confiées aux vétérinaires dans le cadre de réseaux) (p. 3651) : adopté (p. 3651)

Article 5 (article 340 du code rural : modalités d'identification de certains animaux)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. François Guillaume (de suppression) (p. 3651)

Article 6 (article 258-3 du code rural : agrément des matériels et procédés d'identification)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 3652) : adopté (p. 3652)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Claude Gatignol (statut des élèves de troisième cycle) (p. 3652)

Article 8 (article 238 du code rural : agrément des négociants et centres de rassemblement d'animaux)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 3653) : adopté (p. 3653)

Article 9 (article 276-6-1 du code rural : registre sanitaire d'élevage)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 3653) : adopté (p. 3653)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 3653) : adopté (p. 3653)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 3653) : adopté (p. 3653)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Claude Gatignol (contenu du code de déontologie) (p. 3654)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (fédérations régionales de défense contre les organismes nuisibles des cultures reconnues par l'autorité de tutelle) (p. 3654) : adopté après rectification (p. 3654)

Intervient sur l'amendement n° 15 du Gouvernement (subventions accordées aux seules fédérations régionales agréées) (p. 3654)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (contrôle des semences importées par les agents habilités) (p. 3654) : adopté (p. 3655)

Intervient sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (contrôle des transports de lait) (p. 3656)

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (sanctions à l'encontre des acheteurs) (p. 3656)

Intervient sur l'amendement n° 14 du Gouvernement (assiette de l'amende administrative) (p. 3656)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4913)

Son intervention (p. 4927)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4927)

Aménagement du territoire (p. 4927)

Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 4927)

Communes : budget : forêts (p. 4928)

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 1er (principes fondamentaux de la politique forestière)

Article L. 4 du code forestier

Son amendement n° 391 (forêt publique et ONF associés aux stratégies de politique régionale forestière) : rejeté (p. 4972)

Article L. 5 du code forestier

Son amendement n° 387 (rôle d'entretien et de prélèvement) : adopté (p. 4974)

Article 3 (accueil du public)

Son amendement n° 390 soutenu par M. Claude Jacquot (accueil du public dans les forêts relevant du régime forestier et les forêts privées) (p. 5007) : rejeté (p. 5008)

Article 14 (réglementation des boisements)

Soutient l'amendement n° 689 de M. Christian Paul (réglementation des productions de sapins de Noël) (p. 5057) : adopté (p. 5058)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Maurice Adevah-Poeuf (interdiction des boisements à proximité des lignes électriques et téléphoniques) (p. 5065)

Article 15 (prévention des incendies de forêt)

Son sous-amendement n° 433 rectifié soutenu par M. François Brottes (cahier des charges annexé aux actes notariés ou sous seing privé lors de l'acquisition ou de la prise à bail d'un bien immobilier situé dans les zones où la prévention contre les incendies de forêt est imposée) à l'amendement n° 316 rectifié de la commission (cahier des charges annexé aux actes notariés ou sous seing privé lors de l'acquisition d'un bien immobilier situé dans les zones où la prévention contre les incendies de forêt est imposée) : adopté (p. 5080)

Paul PATRIARCHE

Haute-Corse (2ème circonscription)
Apparenté au groupe Démocratie libérale et indépendants

S'apparente au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : personnel. Grève [8 mars 2000] (p. 1596)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 971, posée le 6 décembre 1999. Agriculture. Agriculteurs en difficulté (J.O. Questions p. 6891). Appelée le 7 décembre 1999. Surendettement, lutte et prévention, Corse (p. 10614)

n° 1043, posée le 13 mars 2000. Energie et carburants. EDF (J.O. Questions p. 1526). Appelée le 14 mars 2000. Centrales thermiques, construction, Corse (p. 1856)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9574)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 834)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Son sous-amendement n° 65 soutenu par M. Franck Dhersin (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 2000 habitants) à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : rejeté (p. 835)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Son sous-amendement n° 67 soutenu par M. Franck Dhersin (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 2000 habitants) à l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture tout en supprimant l'incompatibilité entre le mandat de maire et la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) : rejeté (p. 841)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Son sous-amendement n° 70 soutenu par M. Franck Dhersin (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de plus de 2000 habitants) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture mais en supprimant l'incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 843) : rejeté (p. 844)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Son sous-amendement n° 74 soutenu par M. Franck Dhersin (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 2000 habitants) à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture mais en supprimant l'incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) : rejeté (p. 845)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Son sous-amendement n° 76 à l'amendement n° 27 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture mais en supprimant l'incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) : non soutenu (p. 847)

Article 11 bis (incompatibilités applicables aux maires de la Nouvelle-Calédonie)

Son sous-amendement n° 79 soutenu par M. Franck Dhersin (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 2000 habitants) à l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture avec ajout de l'incompatibilité avec les fonctions de président ou de membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ou de la

Polynésie française et limitation de l'insaisissabilité des indemnités à la part représentative des frais d'emploi) (p. 849) : rejeté (p. 850)

Article 12 (dispositions applicables aux maires et au président du conseil général dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son sous-amendement n° 81 soutenu par M. Franck Dhersin (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 2 000 habitants) à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture à l'exception de l'incompatibilité entre la fonction de président de conseil général et la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, et avec limitation de l'insaisissabilité des indemnités à la part représentative des frais d'emploi) : rejeté (p. 851)

Projet de loi n° 2067 relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1475)

Article 1er (article L. 341-1 du code de l'aviation civile : allègement de la tutelle de l'Etat sur la société Air France et prise en compte de dispositions communautaires)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Gilbert Gantier (subventions de continuité territoriale autorisées pour les liaisons avec la Corse) : retiré (p. 1475)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 221 de M. Jean Proriol (encadrement des introductions ou réintroductions de prédateurs) (p. 2737) : devenu sans objet (p. 2742)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son amendement n° 224 soutenu par M. Antoine Carré (périodes de chasse au gibier d'eau) : rejeté (p. 2860)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 1er (principes fondamentaux de la politique forestière)

Article L. 1 du code forestier

Son amendement n° 449 soutenu par M. Jean Proriol (mise en place de schémas d'aménagement forestier) : retiré (p. 4965)

Après l'article 15

Son amendement n° 458 soutenu par M. Jean Proriol (rapport au Parlement sur la prise en charge des dépenses de débroussaillement par les collectivités locales) (p. 5080) : rejeté (p. 5081)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

TROISIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 819)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Son intervention (p. 820)

Son sous-amendement n° 30 rectifié (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 2 000 habitants) à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture sauf la prise en compte de la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 824) : rejeté (p. 826)

François PATRIAT

Côte-d'Or (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à réprimer le fait de chasser sous l'emprise d'un état d'imprégnation alcoolique (n° 1443) [1er mars 2000]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à autoriser la chasse du gibier d'eau de nuit dans certains départements (n° 1717) [1er mars 2000]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la chasse de nuit (n° 1763) [1er mars 2000]

Rapporteur de la proposition de loi portant modification des articles L. 224-4 et L. 228-5 du code rural concernant les chasses de nuit (n° 1768) [1er mars 2000]

Rapporteur de la proposition de loi portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse (n° 1796) [1er mars 2000]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à autoriser la chasse de nuit au gibier d'eau dans certains départements (n° 1848) [1er mars 2000]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la départementalisation de l'indemnisation des dégâts du gibier (n° 2145) [1er mars 2000]

Rapporteur du projet de loi relatif à la chasse (n° 2182) [1er mars 2000]

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome I : Agriculture et pêche (agriculture) (n° 1866) [14 octobre 1999]

Rapport déposé au nom de la commission de la production sur :

- le projet de loi (n° 2182), relatif à la chasse,
- et les propositions de loi :

1° (n° 1443) de M. Jean-Pierre Michel et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer le fait de chasser sous l'emprise d'un état d'imprégnation alcoolique ;

2° (n° 1717) de M. Jean-Claude Lemoine et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la chasse du gibier d'eau de nuit dans certains départements ;

3° (n° 1763) de M. Didier Quentin et plusieurs de ses collègues relative à la chasse de nuit ;

4° (n° 1768) de M. Bernard Madrelle et plusieurs de ses collègues portant modification des articles L. 224-4 et L. 228-5 du code rural concernant les chasses de nuit ;

5° (n° 1796) de M. Charles de Courson et plusieurs de ses collègues portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse ;

6° (n° 1848) de M. Jean-Michel Ferrand et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la chasse de nuit au gibier d'eau dans certains départements ;

7° (n° 2145) de M. Didier Quentin relative à la départementalisation de l'indemnisation des dégâts du gibier [22 mars 2000] (n° 2273)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la chasse [30 mai 2000] (n° 2428)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2427) après déclaration d'urgence, relatif à la chasse [6 juin 2000] (n° 2459)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges en vue de la lecture définitive du projet de loi relatif à la chasse [28 juin 2000] (n° 2517)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viandes bovines, importations britanniques, embargo [16 novembre 1999] (p. 9411)

Déchets, pollutions et nuisances. Eau. Pollutions agricoles, plan de maîtrise, mise en place [21 juin 2000] (p. 5683)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1145, posée le 5 juin 2000. Industrie. Matériel électrique et électronique (J.O. Questions p. 3332). Appelée le 6 juin 2000. Thomson-CSF, emploi et activité, Côte-d'Or (p. 4846)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9526)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9527, 9528)
Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9527)
Agriculture : installation (p. 9527, 9528)
Bois et forêts : Fonds forestier national (FFN) : crédits (p. 9527)
Commerce extérieur : importations : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9527)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9528)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9527)
Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 9527)
Santé : santé publique : sécurité des produits (p. 9527)

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p. 10434, 10476, 10524)

Article 1er (confirmation du passage à la nouvelle durée légale fixée à trente-cinq heures hebdomadaires)

Son sous-amendement n° 230 soutenu par M. André Vauchez (VRP) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (entreprises nouvelles) (p. 10398) : vote réservé après rectification : adopté (p. 10404)

Proposition de loi n° 1734 portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1049)

Son intervention (p. 1054)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Guy Hascoët (p. 1079)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1054, 1055)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 1079)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2664, 2700)

Ses interventions (p. 2669, 2715)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 2670)
Chasse et pêche : chasse : droit (p. 2670, 2716)
Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 2670)
Chasse et pêche : permis de chasser (p. 2671)
Environnement : espaces naturels sensibles (p. 2670)

Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 2670, 2671)
Propriété : droit de propriété (p. 2716)
Union européenne : Cour de justice (p. 2715)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 2716) : adopté (p. 2716)
Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Valéry Giscard d'Estaing (rapport au Parlement précisant les initiatives du Gouvernement auprès de la Commission européenne afin de faire respecter le principe de subsidiarité) (p. 2717)
Intervient sur l'amendement n° 320 de M. François Baroin (reconnaissance officielle du rôle des chasseurs et des pêcheurs dans la gestion équilibrée des écosystèmes) (p. 2718)

Article 1er (pratique de la chasse)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. François Baroin (contribution des chasseurs à l'équilibre de l'écosystème) (p. 2723)
Intervient sur l'amendement n° 23 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (rédactionnel) (p. 2723)
Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) (p. 2724) : adopté (p. 2724)
Intervient sur l'amendement n° 238 de Mme Sylvia Bassot (caractère traditionnel de la chasse) (p. 2724)
Soutient l'amendement n° 56 de la commission (activité à caractère culturel) (p. 2724) : adopté (p. 2724)
Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Thierry Mariani (activité légitime de prélèvement) (p. 2725)
Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Thierry Mariani (participation éminente des chasseurs) (p. 2725)
Soutient l'amendement n° 57 de la commission (fonction écologique, sociale et économique de la chasse) (p. 2725) : adopté après modification (p. 2726)
Intervient sur le sous-amendement n° 123 rectifié de M. François Brottes (de précision) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 2725)
Soutient l'amendement n° 54 de la commission (prélèvement raisonnable) (p. 2726) : adopté (p. 2727)
Intervient sur le sous-amendement n° 180 de M. Charles de Courson (réaffirmation du droit de chasse) à l'amendement n° 54 de la commission (p. 2726)
Soutient l'amendement n° 58 rectifié de la commission (définition de l'acte de chasse) (p. 2728) : adopté après modification (p. 2731)
Intervient sur le sous-amendement n° 370 de M. Jacques Le Nay (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2728)
Intervient sur le sous-amendement n° 343 de M. Thierry Mariani (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2728)
Intervient sur le sous-amendement n° 181 de M. Jacques Le Nay (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2728)
Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2729)
Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2730)
Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Charles de Courson (définition de l'acte de chasse) (p. 2729)
Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Thierry Mariani (définition de l'acte de chasse) (p. 2729)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (suppression du conseil national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 2731, 2732, 2733) : rejeté (p. 2733)
Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Baroin (rôle du conseil national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 2734)
Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Augustin Bonrepaux (encadrement des introductions ou réintroductions de prédateurs) (p. 2738)
Intervient sur le sous-amendement n° 400 de M. Christian Bataille (capture des ours de Slovénie réintroduits en 1996) à l'amendement n° 25 de M. Augustin Bonrepaux (p. 2740)
Intervient sur le sous-amendement n° 401 de M. Christian Estrosi (de précision) à l'amendement n° 25 de M. Augustin Bonrepaux (p. 2740)
Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Léonce Deprez (conditions de réintroduction des loups) (p. 2753)
Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Jean Proriol (conditions de réintroduction des espèces sauvages) (p. 2753)
Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Michel Bouvard (conditions de réintroduction des espèces sauvages) (p. 2753)
Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jean Proriol (encadrement des introductions ou réintroductions de prédateurs) (p. 2753)
Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Augustin Bonrepaux (conditions de réintroduction des espèces sauvages) (p. 2753)
Soutient le sous-amendement n° 59 de la commission (de précision) à l'amendement n° 1 de M. Augustin Bonrepaux (p. 2755, 2756) : rejeté (p. 2756)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Charles de Courson (statut et financement de l'ONC) (p. 2760)
Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Jean-Claude Lemoine (statut et financement de l'ONC) (p. 2760)
Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Pierre Brard (statut et composition du conseil d'Administration de l'ONC) (p. 2762)
Intervient sur l'amendement n° 323 de M. François Baroin (statut de l'ONC) (p. 2764)
Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Maxime Gremetz (statut de l'ONC) (p. 2764)
Soutient l'amendement n° 61 de la commission (missions de l'ONC) (p. 2765) : adopté (p. 2765)
Soutient l'amendement n° 62 de la commission (missions de l'ONC) (p. 2765) : adopté (p. 2765)
Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Charles de Courson (missions de l'ONC) (p. 2765)
Soutient l'amendement n° 63 de la commission (missions de l'ONC) (p. 2767) : adopté (p. 2767)

Intervient sur le sous-amendement n° 324 de M. François Baroin (collaboration avec les fédérations) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 2767)
Intervient sur le sous-amendement n° 352 de M. Maxime Gremetz (collaboration avec les fédérations) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 2767)
Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Jean-Claude Lemoine (statut de l'ONC) (p. 2767)
Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Thierry Mariani (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2768)
Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Jean Proriol (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2768)
Intervient sur l'amendement n° 325 de M. François Baroin (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2768)
Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Maxime Gremetz (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2768)
Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Noël Mamère (composition et conditions de vote au conseil d'administration de l'ONC) (p. 2770)
Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Charles de Courson (composition et conditions de vote au conseil d'administration de l'ONC) (p. 2770)
Soutient l'amendement n° 64 de la commission (représentation des associations des chasseurs) (p. 2771) : adopté (p. 2771)
Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Charles de Courson (représentation des agriculteurs) (p. 2772)
Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Noël Mamère (représentation des associations de protection de la nature) (p. 2773)
Intervient sur l'amendement n° 125 de M. François Brottes (représentation des intérêts forestiers) (p. 2773)
Intervient sur l'amendement n° 65 rectifié de la commission (représentation des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux) (p. 2773)
Intervient sur l'amendement n° 128 rectifié de M. Jean-Paul Chanteguet (représentation des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux) (p. 2773)
Soutient l'amendement n° 66 rectifié de la commission (mise en place d'un conseil scientifique) (p. 2774) : adopté (p. 2775)
Intervient sur le sous-amendement n° 182 corrigé de M. Charles de Courson (directeur du conseil scientifique nommé en conseil des ministres) à l'amendement n° 66 rectifié de la commission (p. 2774)
Soutient l'amendement n° 68 de la commission (financement de l'ONC) (p. 2785) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2787)
Soutient l'amendement n° 67 de la commission (financement de l'ONC) (p. 2787) : adopté (p. 2787)
Intervient sur l'amendement n° 326 de M. François Baroin (affectation des ressources) (p. 2787)
Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Maxime Gremetz (affectation des ressources) (p. 2787)
Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Noël Mamère (tutelle de l'ONC sur les fédérations) (p. 2788)
Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Renaud Dutreil (rapport au Parlement) (p. 2789)
Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Charles de Courson (dénomination de l'ONC) (p. 2789)
Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Maxime Gremetz (regroupement des fédérations départementales au sein de fédérations régionales) (p. 2789)
Soutient l'amendement n° 69 rectifié de la commission (vote dans les assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs) (p. 2790) : adopté après deuxième rectification (p. 2791)
Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. Charles de Courson (nombre de voix de chaque président de société de chasse) à l'amendement n° 69 rectifié de la commission (p. 2790)
Soutient l'amendement n° 70 de la commission (nomination des présidents des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2791) : adopté (p. 2792)
Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Charles de Courson (suppression de la tutelle de l'Etat) (p. 2792)
Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Charles de Courson (suppression des règles relatives au contrôle financier) (p. 2793)
Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Charles de Courson (rédactionnel) (p. 2793)
Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Charles de Courson (missions du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 2794)
Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)
Soutient l'amendement n° 71 rectifié de la commission (missions des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2799) : adopté après modification (p. 2804)
Intervient sur le sous-amendement n° 372 de M. Charles de Courson (missions des fédérations départementales des chasseurs) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2800)
Intervient sur le sous-amendement n° 330 de M. François Baroin (missions des fédérations départementales des chasseurs) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2801)
Intervient sur le sous-amendement n° 399 de M. Charles de Courson (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2802)
Intervient sur le sous-amendement n° 184 de M. Charles de Courson (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2802)
Intervient sur le sous-amendement n° 310 de M. Jean-Claude Lemoine (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2802)
Intervient sur le sous-amendement n° 328 de M. François Baroin (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2803)

Intervient sur le sous-amendement n° 342 de M. Thierry Mariani (compétences des fédérations départementales en matière de gestion cynégétique) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2803)

Intervient sur le sous-amendement n° 344 de M. Thierry Mariani (compétences des fédérations départementales en matière de gestion cynégétique) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2803)

Intervient sur le sous-amendement n° 345 de M. Thierry Mariani (compétences des fédérations départementales en matière de gestion cynégétique) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2803)

Intervient sur le sous-amendement n° 309 de M. Jean-Claude Lemoine (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2803)

Intervient sur le sous-amendement n° 329 de M. François Baroin (défense des intérêts des chasseurs devant les différentes juridictions par les fédérations départementales des chasseurs) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2804)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Noël Mamère (mise en œuvre des schémas départementaux de gestion par les fédérations départementales des chasseurs) (p. 2805)

Intervient sur l'amendement n° 242 de Mme Sylvia Bassot (mise en œuvre des schémas départementaux de gestion par les fédérations départementales des chasseurs) (p. 2805)

Soutient l'amendement n° 72 rectifié de la commission (de coordination) (p. 2805) : adopté (p. 2805)

Soutient l'amendement n° 73 deuxième rectification de la commission (budget et missions des fédérations soumis à l'approbation du préfet) (p. 2805) : adopté au scrutin public (p. 2808)

Intervient sur le sous-amendement n° 390 de M. Charles de Courson (non soumission des budgets des fédérations à la comptabilité publique) à l'amendement n° 73 deuxième rectification de la commission (p. 2806)

Intervient sur le sous-amendement n° 391 de M. Charles de Courson (non soumission des budgets des fédérations à la comptabilité publique) à l'amendement n° 73 deuxième rectification de la commission (p. 2806)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Stéphane Alaize (non cumul de la fonction de président d'une fédération départementale de chasseurs avec un mandat de député, de sénateur ou de député européen) (p. 2808)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 154 précédemment réservé de M. Charles de Courson (durée et objet du schéma départemental de gestion cynégétique) (p. 2810)

Intervient sur l'amendement n° 311 précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (durée et objet du schéma départemental de gestion cynégétique) (p. 2810)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (copie des procès-verbaux adressée à la fédération départementale des chasseurs et exercice par les fédérations départementales des chasseurs des droits reconnus à la partie civile) (p. 2810) : adopté après modification à l'issue d'un vote par division (p. 2811)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. François Baroin (statuts des fédérations approuvés par le ministre de l'agriculture) (p. 2811)

Article 5 (création de la fédération nationale des chasseurs)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (missions et ressources de la fédération nationale des chasseurs) (p. 2813) : adopté après rectification (p. 2814)

Intervient sur le sous-amendement n° 392 de M. Charles de Courson (élection du président) à l'amendement n° 76 de la commission (p. 2813)

Intervient sur le sous-amendement n° 393 de M. Charles de Courson (montant de la cotisation) à l'amendement n° 76 de la commission (p. 2813)

Intervient sur le sous-amendement n° 394 de M. Charles de Courson (statuts) à l'amendement n° 76 de la commission (p. 2813)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Noël Mamère (soumission au contrôle financier de l'Etat) (p. 2814)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. François Baroin (élaboration d'une charte de la chasse en France) (p. 2815)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Charles de Courson (instauration de fédérations régionales des chasseurs) (p. 2815)

Article 6 (réforme du régime des associations communales de chasse agréées)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Charles de Courson (mission des associations communales de chasse agréées) (p. 2818)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) (p. 2819) : adopté (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Jean-Pierre Brard (gestion de la seule faune sauvage chassable) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 124 rectifié de M. François Brottes (partenariat avec l'agriculture et la sylviculture) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 43 rectifié de M. Stéphane Alaize (avis de l'association pour la création de tout enclos de chasse) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Charles de Courson (missions) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Charles de Courson (information des fédérations des modifications apportées à l'association communale de chasse) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. François Baroin (encadrement du droit de non chasse) (p. 2820)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (droit de non chasse sur les terrains en indivision) (p. 2820) : adopté (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Thierry Mariani (droit de non chasse sur les terrains en indivision) (p. 2821)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (responsabilité du propriétaire ayant fait valoir son droit de non chasse) (p. 2821) : adopté (p. 2821)
Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Charles de Courson (opposition du propriétaire ayant la qualité de personne morale) (p. 2821)
Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Jean-Claude Lemoine (destruction des nuisibles par les propriétaires ayant fait valoir leur droit de non chasse) (p. 2822)
Soutient l'amendement n° 81 de la commission (de précision) (p. 2822) : adopté (p. 2822)
Soutient l'amendement n° 82 de la commission (recevabilité de l'opposition du propriétaire) (p. 2822) : adopté après rectification (p. 2822)
Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Georges Colombier (signalisation lors de l'opposition du propriétaire et indemnisation) (p. 2822)
Soutient l'amendement n° 89 de la commission (primauté du droit de fermage sur le droit de propriété) (p. 2822) : adopté (p. 2823)
Soutient l'amendement n° 83 rectifié de la commission (autorisation de prélèvements par le propriétaire) (p. 2824) : retiré (p. 2824)
Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Augustin Bonrepaux (opposition des associations foncières pastorales avec l'accord de tous les propriétaires des terrains dont elles détiennent les droits) (p. 2824)
Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Charles de Courson (exclusion de l'association des propriétaires ayant fait valoir leur droit de non chasse) (p. 2825)
Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Guy Hascoët (signalisation des terrains de non chasse par l'association) (p. 2825)
Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Brard (signalisation des terrains de chasse par l'association) (p. 2825)
Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Thierry Mariani (signalisation des terrains de non chasse au moyen de pancartes) (p. 2826)
Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Thierry Mariani (gardiennage des territoires) (p. 2826)
Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Charles de Courson (gardiennage des territoires) (p. 2826)
Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Thierry Mariani (indemnisation des dégâts causés par les grands gibiers) (p. 2826)
Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Thierry Mariani (régulation des animaux nuisibles et maintien de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique) (p. 2826)
Soutient l'amendement n° 84 de la commission (durée pendant laquelle les terrains sont apportés à une ACCA portée à cinq ans) (p. 2826) : devenu sans objet (p. 2827)
Intervient sur l'amendement n° 338 corrigé de M. François Baroin (durée pendant laquelle les terrains sont apportés à une ACCA portée à cinq ans) (p. 2827)
Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) (p. 2827) : adopté (p. 2827)
Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Charles de Courson (délai de notification porté à un an) (p. 2828)
Soutient l'amendement n° 87 de la commission (de coordination) (p. 2828) : adopté (p. 2828)
Intervient sur l'amendement n° 340 de M. François Baroin (de coordination) (p. 2828)
Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (maintien de l'opposition par le nouveau propriétaire dans un délai de six mois) (p. 2828)
Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Charles de Courson (maintien de l'opposition par le nouveau propriétaire dans un délai de six mois) (p. 2828)
Soutient l'amendement n° 90 de la commission (conditions d'admission) (p. 2829) : adopté après rectification (p. 2830)
Intervient sur l'amendement n° 337 de M. François Baroin (statut du propriétaire non chasseur) (p. 2830)
Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Augustin Bonrepaux (surfaces sur lesquelles s'exerce le droit de non chasse exclues de la réserve de 10 %) (p. 2830)
Article 7 (dispositions transitoires)
Soutient l'amendement n° 91 de la commission (de précision) (p. 2831) : adopté (p. 2831)
Avant l'article 8
Intervient sur l'amendement n° 134 rectifié de Mme Martine David (simplification des démarches administratives) (p. 2832)
Soutient le sous-amendement n° 403 de la commission (de précision) à l'amendement n° 134 rectifié de Mme Martine David (p. 2832) : adopté (p. 2833)
Soutient le sous-amendement n° 404 de la commission (de précision) à l'amendement n° 134 rectifié de Mme Martine David (p. 2832) : adopté (p. 2833)
Intervient sur le sous-amendement n° 410 de M. Jean Besson (simplification des démarches administratives) à l'amendement n° 134 rectifié de Mme Martine David (p. 2833)
Soutient le sous-amendement n° 405 de la commission (redevance cynégétique départementale et cotisation fédérale temporaire) à l'amendement n° 134 rectifié de Mme Martine David (p. 2833) : adopté (p. 2833)
Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)
Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Jean-Claude Lemoine (visa et validation du permis de chasser délivrés par les trésoreries publiques) (p. 2833)
Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Charles de Courson (visa et validation du permis de chasser délivrés par les trésoreries publiques) (p. 2833)
Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jean Auclair (dispense de repasser les épreuves du permis) (p. 2834)
Soutient l'amendement n° 92 de la commission (mise en place d'un permis accompagné) (p. 2834, 2835) : adopté (p. 2835)
Intervient sur le sous-amendement n° 306 de M. Jean Auclair (mise en place d'un permis à points) à l'amendement n° 92 de la commission (p. 2835)
Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de conséquence) (p. 2835) : adopté (p. 2836)
Intervient sur l'amendement n° 96 rectifié de la commission (contenu de l'examen) (p. 2836)
Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Guy Hascoët (contenu de l'examen) (p. 2836)
Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean Auclair (dispense de repasser les épreuves du permis) (p. 2837)
Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (formation des candidats par les fédérations départementales) (p. 2837) : adopté (p. 2837)
Soutient l'amendement n° 98 de la commission (opposants à la chasse non titulaires d'un permis de chasser) (p. 2837) : adopté (p. 2837)
Soutient l'amendement n° 99 de la commission (constitution d'un fichier national des titulaires du permis de chasser) (p. 2837) : adopté (p. 2837)
Article 9 (affectation du produit des redevances cynégétiques et des sommes perçues lors de la délivrance des licences de chasse)
Soutient l'amendement n° 100 de la commission (affectation du produit des redevances cynégétiques et des sommes perçues lors de la délivrance des licences de chasse) (p. 2838) : adopté (p. 2838)
Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Léonce Deprez (affectation du produit des redevances cynégétiques et des sommes perçues lors de la délivrance des licences de chasse) (p. 2838)
Après l'article 9
Intervient sur l'amendement n° 2 troisième rectification de M. André Vauchez (règles de sécurité) (p. 2839)
Intervient sur le sous-amendement n° 366 de M. Patrice Carvalho (règles de sécurité) à l'amendement n° 2 troisième rectification de M. André Vauchez (p. 2839)
Soutient le sous-amendement n° 102 de la commission (règles de sécurité) à l'amendement n° 2 troisième rectification de M. André Vauchez (p. 2839) : adopté (p. 2839)
Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)
Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 2847)
Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 2847)
Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 2847)
Intervient sur l'amendement n° 341 de M. François Baroin (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Jean-Claude Lemoine (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Jean-Claude Lemoine (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 186 corrigé de M. Henri Sicre (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 190 corrigé de M. Charles de Courson (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 356 de M. François Liberti (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Paul Patriarche (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Jean-Claude Lemoine (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Charles de Courson (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Jean-Claude Lemoine (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Jean-Claude Lemoine (suppression de la référence aux dates de retour) (p. 2860)
Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Pierre Brana (chasse à la tourterelle des bois) (p. 2861)
Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Patrice Martin-Lalande (prélèvement maximum autorisé au niveau européen) (p. 2861)
Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Jean-Claude Lemoine (périodes de chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs) (p. 2861)
Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Jean-Claude Lemoine (périodes de chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs) (p. 2861)
Intervient sur l'amendement n° 41 rectifié de M. Stéphane Alaize (périodes de chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs) (p. 2862)
Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Jean-Claude Lemoine (suppression dans la loi du jour de non chasse) (p. 2863)
Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Alain Vidalies (jour de non chasse) (p. 2864)
Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jacques Desallangre (jour de non chasse) (p. 2864)
Intervient sur le sous-amendement n° 406 de M. Alain Vidalies (non application aux espaces clos) à l'amendement n° 216 de M. Jacques Desallangre (p. 2865)
Intervient sur le sous-amendement n° 407 de M. Alain Vidalies (non application aux espaces clos) à l'amendement n° 216 de M. Jacques Desallangre (p. 2865)
Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Augustin Bonrepaux (accord de la fédération départementale des chasseurs en cas d'interdiction supplémentaire) (p. 2865)
Après l'article 10
Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Léonce Deprez (zones de chasse au gibier d'eau) (p. 2866)
Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Charles de Courson (zones de chasse au gibier d'eau) (p. 2866)
Intervient sur l'amendement n° 312 de M. François Baroin (zones de chasse au gibier d'eau) (p. 2866)
Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Maxime Gremetz (zones de chasse au gibier d'eau) (p. 2866)
Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Guy Hascoët (installation et extension des enclos cynégétiques) (p. 2867)
Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)
Intervient sur l'amendement n° 259 rectifié de M. Jean-Claude Lemoine (chasse à la passée) (p. 2868)
Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Didier Quentin (chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)
Intervient sur l'amendement n° 188 de M. René André (chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)
Intervient sur le sous-amendement n° 189 de M. Charles de Courson (de précision) à l'amendement n° 188 de M. René André (p. 2871)
Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Léonce Deprez (chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871) : adopté (p. 2871)

Intervient sur le sous-amendement n° 409 de M. Michel Voisin (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) à l'amendement n° 104 de la commission (p. 2871)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Christian Bataille (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Patrice Martin-Lalande (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jean Proriol (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Thierry Mariani (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Léonce Deprez (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Thierry Mariani (suppression du décret en Conseil d'Etat) (p. 2871)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 143 rectifié de M. Christian Martin (interdiction des déplacements d'un poste à l'autre) (p. 2872)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Léonce Deprez (restrictions au transport du gibier) (p. 2872)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)

Soutient l'amendement n° 105 rectifié de la commission (conditions pour chasser à partir d'un poste fixe) (p. 2876) : adopté (p. 2884)

Intervient sur le sous-amendement n° 191 de M. Charles de Courson (possibilité d'installer de nouvelles huttes) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2877)

Intervient sur le sous-amendement n° 192 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2883)

Intervient sur le sous-amendement n° 193 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2883)

Intervient sur le sous-amendement n° 374 de M. Charles de Courson (déclaration des postes fixes) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2884)

Avant l'article 13

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (conservation et gestion de qualité du gibier) (p. 2884) : adopté (p. 2884)

Article 13 (plan de chasse)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. François Baroin (contenu du plan de chasse) (p. 2884)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Patrice Martin-Lalande (rédactionnel) (p. 2884)

Soutient l'amendement n° 107 rectifié de la commission (plan de chasse triennal) (p. 2885) : adopté (p. 2885)

Soutient l'amendement n° 108 rectifié de la commission (consultation des représentants des intérêts forestiers) (p. 2885) : adopté (p. 2885)

Intervient sur l'amendement n° 244 de Mme Sylvia Bassot (consultation de la fédération départementale des chasseurs) (p. 2885)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (ajustement du plan de chasse en cas de circonstances exceptionnelles) (p. 2885) : adopté (p. 2885)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Charles de Courson (espèces concernées par le plan de chasse) (p. 2886)

Soutient l'amendement n° 110 rectifié de la commission (espèces concernées par le plan de chasse) (p. 2886) : adopté (p. 2886)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. François Baroin (conditions de délivrance du plan de chasse) (p. 2886)

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Maxime Gremetz (conditions de délivrance du plan de chasse) (p. 2886)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Christian Martin (ouverture de la chasse au sanglier) (p. 2886)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Charles de Courson (conditions d'établissement du plan de chasse) (p. 2887)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (de coordination) (p. 2887) : adopté (p. 2887)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. André Capet (affectation du produit de la taxe du plan de chasse) (p. 2887)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Charles de Courson (missions des fédérations départementales) (p. 2888)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Christian Martin (régulations par destruction) (p. 2888)

Article 14 (prélèvement maximal autorisé)

Soutient l'amendement n° 113 rectifié de la commission (prélèvement maximal autorisé) (p. 2888) : adopté (p. 2889)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (indemnisation par les fédérations départementales des chasseurs pour les dégâts occasionnés par les grands gibiers) (p. 2889) : adopté (p. 2890)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Charles de Courson (indemnisation par les fédérations départementales des chasseurs pour les dégâts occasionnés par les grands gibiers) (p. 2889)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Patrice Martin-Lalande (indemnisation par les fédérations départementales des chasseurs pour les dégâts occasionnés par les grands gibiers) (p. 2889)

Intervient sur l'amendement n° 212 corrigé de M. Charles de Courson (maintien du droit d'action contre le responsable) (p. 2890)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (suppression de la redevance cynégétique affectée à l'ONCF.S) (p. 2890) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2890)

Article 15 (battues administratives)

Soutient l'amendement n° 327 de la commission (rédactionnel) (p. 2890) : adopté (p. 2890)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (de précision) (p. 2890) : adopté (p. 2891)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 17 corrigé de M. Léonce Deprez (renouvellement de la période) (p. 2891)
Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Charles de Courson (renouvellement de la période) (p. 2891)
Intervient sur l'amendement n° 317 corrigé de M. François Baroin (renouvellement de la période) (p. 2891)
Article 17 (affichage et publication des condamnations pour infraction à la protection de la faune et de la flore)
Soutient l'amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) (p. 2891) : adopté (p. 2891)
Article 18 (peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le permis de chasser)
Soutient l'amendement n° 118 de la commission (de coordination) (p. 2891) : adopté (p. 2891)
Après l'article 18
Soutient l'amendement n° 119 de la commission (caractère délictuel des infractions à l'exercice de la chasse) (p. 2892) : retiré (p. 2892)
Après l'article 19
Soutient l'amendement n° 120 de la commission (prise en compte du permis accompagné) (p. 2892) : adopté après rectification (p. 2892)
Soutient l'amendement n° 121 de la commission (sanction du tir direct sans identification préalable de la cible) (p. 2892) : adopté (p. 2892)
Article 20 (personnes habilitées à rechercher et constater les infractions au droit de la chasse)
Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Jean-Claude Lemoine (gardes particuliers assermentés) (p. 2893)
Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Charles de Courson (gardes particuliers et agents de développement cynégétiques assermentés) (p. 2893)
Intervient sur l'amendement n° 316 de M. François Baroin (gardes particuliers et agents de développement cynégétiques assermentés) (p. 2893)
Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Patrice Martin-Lalande (agents commissionnés dans les forêts communales et domaniales) (p. 2893)
Article 21 (procès-verbaux d'infraction)
Soutient l'amendement n° 122 de la commission (procureur compétent en cas d'infraction de chasse maritime constatée en mer) (p. 2894) : rejeté (p. 2894)
Après l'article 23
Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Maxime Gremetz (restriction au transport du gibier) (p. 2894)
Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Charles de Courson (restriction au transport du gibier) (p. 2895)
Intervient sur l'amendement n° 318 de M. François Baroin (statut des agents de développement cynégétique) (p. 2895)
Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Maxime Gremetz (statut des agents de développement cynégétique) (p. 2895)
Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Marc Dolez (protection du patrimoine piscicole) (p. 2895)
Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Brana (chasse à la tourterelle des bois dans le département de la Gironde) (p. 2895)
Explications de vote et vote [4 avril 2000] (p. 3018)
Son intervention (p. 3016)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)
Son intervention (p. 5187)
Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 5195)
Thèmes :
Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 5189)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 5188, 5189)
Justice : Conseil d'Etat : arrêts (p. 5187)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 5187)
Propriété : droit de propriété (p. 5195, 5196)
Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)
Article 1er A (rapport annuel sur les initiatives européennes du Gouvernement)
Soutient l'amendement n° 2 de la commission (contenu du rapport annuel sur les initiatives européennes du Gouvernement) (p. 5226) : adopté après modification (p. 5226)
Intervient sur le sous-amendement n° 203 de M. Noël Mamère (rapport tous les trois ans) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 5226)
Article 1er (pratique de la chasse et définition de l'acte de chasse)
Soutient l'amendement n° 3 de la commission (pratique de la chasse et définition de l'acte de chasse) (p. 5228) : adopté (p. 5229)
Intervient sur le sous-amendement n° 94 de M. Charles de Courson (prise en compte des usages) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 5228)
Soutient l'amendement n° 4 rectifié de la commission (pratique de la chasse et définition de l'acte de chasse) (p. 5229) : adopté après modification (p. 5230)
Intervient sur le sous-amendement n° 175 du Gouvernement (suppression de l'agrément pour le conducteur des chiens de sang) à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (p. 5230)
Article 1er bis (réintroduction de prédateurs)
Intervient sur l'amendement n° 164 rectifié du Gouvernement (consultation des collectivités territoriales et débat public) (p. 5232)
Article 1er ter (Conseil national de la chasse et de la faune sauvage : article L 221-1-0 nouveau du code rural)
Intervient sur l'amendement n° 165 du Gouvernement (de suppression) (p. 5235)
Après l'article 1er ter
Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Christian Estrosi (élimination des loups réintroduits) (p. 5236)
Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)
Soutient l'amendement n° 7 de la commission (missions de l'office) (p. 5239) : adopté après modification (p. 5246)
Intervient sur le sous-amendement n° 82 de M. Charles de Courson (tutelle des ministres chargés de la chasse, de l'agriculture et de la forêt) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5240)
Intervient sur le sous-amendement n° 141 de M. Noël Mamère (composition du conseil d'administration de

l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5241)
Intervient sur le sous-amendement n° 83 de M. Charles de Courson (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5241)
Intervient sur le sous-amendement n° 84 de M. Charles de Courson (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5241)
Intervient sur le sous-amendement n° 156 de M. Félix Leyzour (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5241)
Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Charles de Courson (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5242)
Intervient sur le sous-amendement n° 144 de M. Noël Mamère (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5242)
Intervient sur le sous-amendement n° 142 de M. Noël Mamère (égale protection et représentation des parcs) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5242)
Intervient sur le sous-amendement n° 86 rectifié de M. Charles de Courson (égale protection et représentation des parcs) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5243)
Intervient sur le sous-amendement n° 143 de M. Noël Mamère (représentation des associations de protection de la nature) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5243)
Intervient sur le sous-amendement n° 87 de M. Charles de Courson (rôle de proposition du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5243)
Intervient sur le sous-amendement n° 88 de M. Charles de Courson (conditions de désignation des représentants des personnels) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5244)
Intervient sur le sous-amendement n° 198 de M. Patrice Martin-Lalande (représentation ses fédérations nationales de randonneurs) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5244)
Intervient sur le sous-amendement n° 145 de M. Noël Mamère (rôle du conseil scientifique) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5244)
Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. Noël Mamère (indemnisation des dégâts de gibier) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5245)
Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) (p. 5246) : adopté (p. 5246)

Article 2 bis (vote dans les assemblées générales des fédérations départementales des chasseurs)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (fonctionnement des assemblées générales) (p. 5247) : adopté (p. 5249)
Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Noël Mamère (fonctionnement des assemblées générales) (p. 5247)
Intervient sur le sous-amendement n° 90 de M. Charles de Courson (délégation de vote) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 5248)
Intervient sur le sous-amendement n° 93 de M. Jean-Claude Lemoine (établissement de deux collèges) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 5249)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (missions des fédérations départementales) (p. 5250) : adopté après rectification et modifications (p. 5251)
Intervient sur le sous-amendement n° 200 du Gouvernement (missions des fédérations départementales) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 5250)
Intervient sur le sous-amendement n° 92 de M. Charles de Courson (missions des fédérations départementales) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 5251)
Intervient sur le sous-amendement n° 96 de M. Charles de Courson (de coordination) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 5251)
Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de coordination) (p. 5251) : adopté (p. 5251)
Soutient l'amendement n° 12 corrigé de la commission (contrôle a priori du budget des fédérations) (p. 5251) : adopté (p. 5252)
Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Noël Mamère (contrôles) (p. 5252)
Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) (p. 5253) : adopté (p. 5253)
Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Noël Mamère (contrôles) (p. 5254)
Intervient sur l'amendement n° 167 du Gouvernement (contrôles) (p. 5254)

Article 3 bis (constitution de partie civile et transmission de procès-verbaux d'infraction au droit de la chasse : article L. 221-2-1 nouveau du code rural)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte voté à l'Assemblée en première lecture) (p. 5255) : adopté (p. 5255)

Article 3 ter (schémas départementaux de gestion cynégétique : article L. 221-2-2 nouveau du code rural)

Soutient l'amendement n° 16 rectifié de la commission (schémas départementaux de gestion cynégétique) (p. 5256) : adopté après modification (p. 5256)
Intervient sur le sous-amendement n° 168 du Gouvernement (mise en œuvre du schéma) à l'amendement n° 16 rectifié de la commission (p. 5256)
Intervient sur le sous-amendement n° 201 du Gouvernement (contenu du schéma) à l'amendement n° 16 rectifié de la commission (p. 5256)

Article 3 quater (Fédération régionale des chasseurs : section 6 du chapitre Ier du titre II du livre II et article L. 221-8 nouveau du code rural)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5257)
Soutient l'amendement n° 176 de la commission (rédactionnel) (p. 5257) : adopté (p. 5257)
Soutient l'amendement n° 17 de la commission (attribution de fédérations régionales) (p. 5257) : adopté (p. 5257)
Soutient l'amendement n° 18 de la commission (statut des fédérations régionales) (p. 5257) : adopté (p. 5257)

Article 4 (statut national des gardes de l'ONCFS)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de coordination) (p. 5257) : adopté (p. 5257)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 5257) : adopté (p. 5258)

Soutient l'amendement n° 177 de la commission (de coordination) (p. 5258)

Article 5 (Fédération nationale des chasseurs : section 6 du chapitre Ier du titre II du livre II et article L. 221-8-1 nouveau du code rural)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (Fédération nationale des chasseurs) (p. 5259) : adopté après modification (p. 5262)

Intervient sur le sous-amendement n° 169 du Gouvernement (cotisations) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5259)

Intervient sur le sous-amendement n° 187 de M. Charles de Courson (missions de la Fédération nationale des chasseurs) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5260)

Intervient sur le sous-amendement n° 186 de M. Charles de Courson (charte de la chasse en France) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5260)

Intervient sur le sous-amendement n° 98 de M. Charles de Courson (élection du président) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5260)

Intervient sur le sous-amendement n° 97 de M. Charles de Courson (nature juridique de la Fédération nationale des chasseurs) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5261)

Intervient sur le sous-amendement n° 99 de M. Charles de Courson (nature du contrôle) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5261)

Intervient sur le sous-amendement n° 100 de M. Charles de Courson (transmission du budget au ministre) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5261)

Intervient sur le sous-amendement n° 101 de M. Charles de Courson (gestion d'office) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5261)

Intervient sur le sous-amendement n° 170 du Gouvernement (gestion d'office) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5262)

Intervient sur le sous-amendement n° 152 de M. Noël Mamère (contrôle économique et financier de l'Etat) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5262)

Article 6 (réforme du régime des associations communales et intercommunales de chasse agréées)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (missions des associations communales) (p. 5264) : adopté après modification (p. 5264)

Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. François Brottes (de précision) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 5264)

Soutient l'amendement n° 178 de la commission (de coordination) (p. 5264) : adopté (p. 5264)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Henri Nayrou (droit de non chasse réservé aux seuls propriétaires) (p. 5264)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de coordination) (p. 5265) : adopté (p. 5265)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (de coordination) (p. 5265) : adopté (p. 5265)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (droit de non chasse dans les cantons limitrophes) (p. 5265) : adopté après rectification (p. 5266)

Intervient sur le sous-amendement n° 102 de M. Charles de Courson (droit de non chasse dans les cantons limitrophes) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 5266)

Intervient sur le sous-amendement n° 153 de M. Noël Mamère (droit de non chasse dans les cantons limitrophes) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 5266)

Soutient l'amendement n° 27 rectifié de la commission (opposabilité du schéma de gestion à tous les chasseurs) (p. 5266) : adopté (p. 5266)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Noël Mamère (signalisation des terrains de non chasse) (p. 5266)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (devoirs d'un propriétaire ayant exercé son droit de non chasse) (p. 5267) : adopté (p. 5267)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Noël Mamère (période de trois ans) (p. 5268)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Noël Mamère (période de trois ans) (p. 5268)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (période de six mois) (p. 5268)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de coordination) (p. 5268) : adopté (p. 5268)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de coordination) (p. 5268) : adopté (p. 5268)

Soutient l'amendement n° 116 de M. Armand Jung (non chasse instituée par les communes suburbaines) (p. 5268) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5269)

Article 6 bis (repas associatifs non commerciaux des ACCA et sociétés de chasse)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5269)

Article 7 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (entrée en vigueur de l'opposition dans le délai de six mois suivant sa notification) (p. 5270) : adopté (p. 5270)

Article 8 A (guichet pour la validation du permis de chasser et régime des licences de chasse)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de coordination) (p. 5270) : adopté (p. 5270)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de coordination) (p. 5271) : adopté (p. 5271)

Intervient sur le sous-amendement n° 139 de M. Noël Mamère (annulation d'une validation par le préfet) à l'amendement n° 34 de la commission (p. 5271)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (suivi et contrôle des opérations de validation par un comptable public) (p. 5271) : adopté (p. 5271)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (validation du permis et montant maximum des redevances) (p. 5271) : adopté (p. 5272)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (validation pour neuf jours consécutifs et paiement d'une redevance temporaire) (p. 5272) : adopté (p. 5272)

Intervient sur le sous-amendement n° 190 de M. Charles de Courson (validation temporaire obtenue deux fois par an) à l'amendement n° 37 de la commission (p. 5272)

Soutient l'amendement n° 38 rectifié de la commission (montant maximum des redevances) (p. 5273) : adopté (p. 5273)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (licences de chasse délivrées par l'autorité administrative) (p. 5273) : adopté (p. 5273)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (établissement d'une redevance temporaire pour les chasseurs étrangers) (p. 5273) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5273)

Intervient sur l'amendement n° 204 du Gouvernement (cas d'exclusion facultative avec décision préfectorale) (p. 5274)

Intervient sur l'amendement n° 172 du Gouvernement (limitation par le préfet de l'exercice de la chasse par les agents chargés d'assurer la police de la chasse) (p. 5274)

Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean-Claude Lemoine (personne autorisée et accompagnateur autorisés à disposer de deux armes) (p. 5275)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (contenu de l'examen) (p. 5275) : adopté (p. 5275)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 de M. Félix Leyzour (avis de la Fédération nationale des chasseurs) à l'amendement n° 41 de la commission (p. 5275)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Noël Mamère (suppression des représentants des chasseurs) (p. 5275)

Article 8 bis (formation initiale et continue des chasseurs : article L. 223-5-1 du code rural)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 5276) : adopté (p. 5276)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (formation ouverte aux personnes titulaires du permis de chasser) (p. 5276) : adopté (p. 5276)

Article 8 ter (validation du permis de chasser)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5277)

Article 8 quater supprimé par le Sénat (fichier national des permis et des autorisations de chasser)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5277) : adopté (p. 5277)

Article 9 (affectation du produit des redevances cynégétiques et des sommes perçues lors de la délivrance des licences de chasse : article L. 223-23 du code rural)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (dénomination de l'office) (p. 5278) : adopté (p. 5278)

Avant l'article 9 bis

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (règles de sécurité) (p. 5278) : adopté (p. 5278)

Article 9 bis supprimé par le Sénat (règles de sécurité)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5278) : adopté (p. 5278)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédaction globale de l'article) (p. 5286) : adopté au scrutin public (p. 5292)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Henri Sicre (conditions de chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5287)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Jean-Claude Lemoine (conditions de chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5287)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Claude Lemoine (conditions de chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5287)

Intervient sur le sous-amendement n° 113 de M. Jacques Desallangre (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 5290)

Intervient sur le sous-amendement n° 159 de M. Félix Leyzour (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 5290)

Intervient sur le sous-amendement n° 114 de M. Jacques Desallangre (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 5291)

Intervient sur le sous-amendement n° 160 de M. Félix Leyzour (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 5292)

Article 10 bis (périodes de chasse au gibier sédentaire)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (de suppression) (p. 5292) : adopté (p. 5292)

Article 10 ter (chasse à la perdrix grise, à la caille des blés et au lièvre)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (de suppression) (p. 5293) : adopté (p. 5293)

Article 10 quater (zones de chasse au gibier d'eau)

Intervient sur l'amendement n° 173 du Gouvernement (de suppression) (p. 5293)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5293)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) (p. 5294) : adopté (p. 5295)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) (p. 5294) : adopté (p. 5295)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 5295) : adopté après rectification (p. 5295)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Noël Mamère (chasse dans les marais non asséchés) (p. 5295)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Noël Mamère (distance de trente mètres de la nappe d'eau) (p. 5296)

Article 10 quinquies (jour de non-chasse)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 5296) : adopté (p. 5296)

Article 10 sexies (périodes de chasse à la tourterelle des bois dans le département de la Gironde)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) (p. 5296) : adopté (p. 5296)

Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Noël Mamère (chasse entre une heure avant le lever du soleil et une heure après le coucher du soleil) (p. 5297)

Article 11 bis (déplacement en véhicule d'un poste de tir à un autre)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5297)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)
Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Noël Mamère (imposition d'une période probatoire) (p. 5298)
Soutient l'amendement n° 56 de la commission (recensement des départements autorisés à pratiquer la chasse de nuit) (p. 5298) : adopté après modification (p. 5303)
Intervient sur le sous-amendement n° 162 de M. Félix Leyzour (prise en compte des hutteaux) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5299)
Intervient sur le sous-amendement n° 104 de M. Charles de Courson (non gel des installations) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5299)
Intervient sur le sous-amendement n° 78 de M. Jean-Claude Lemoine (déplacement des postes fixes) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5300)
Intervient sur le sous-amendement n° 122 de M. Noël Mamère (suppression des Ardennes) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)
Intervient sur le sous-amendement n° 77 de M. Jean-Claude Lemoine (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)
Intervient sur le sous-amendement n° 161 de M. Félix Leyzour (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)
Intervient sur le sous-amendement n° 189 de M. François Dosé (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)
Intervient sur le sous-amendement n° 105 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)
Intervient sur le sous-amendement n° 106 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)
Intervient sur le sous-amendement n° 107 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)
Intervient sur le sous-amendement n° 108 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)
Intervient sur le sous-amendement n° 109 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)
Intervient sur le sous-amendement n° 154 de M. Jean-Louis Dumont (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)
Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)
Intervient sur le sous-amendement n° 111 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)
Intervient sur le sous-amendement n° 123 de M. Noël Mamère (interdiction de déplacer les huttes existantes) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5303)
Intervient sur le sous-amendement n° 112 de M. Jacques Desallangre (déplacement des huttes après information de l'autorité administrative) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5303)
Article 12 bis (droit de chasser avec des lévriers)
Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5303)
Article 13 B (report de la date de broyage de la jachère)
Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5304)
Article 13 (plan de chasse)
Intervient sur l'amendement n° 184 de M. François Brottes (consultation des représentants des intérêts agricoles et forestiers) (p. 5304)
Soutient l'amendement n° 57 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 5305) : adopté (p. 5305)
Intervient sur le sous-amendement n° 115 de M. Christian Martin (ouverture de la chasse au sanglier) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 5305)
Soutient l'amendement n° 58 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 5305) : adopté (p. 5305)
Article 14 (prélèvement maximal autorisé)
Soutient l'amendement n° 59 de la commission (interdiction de supprimer les animaux protégés) (p. 5305) : adopté (p. 5305)
Soutient l'amendement n° 60 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 5306) : adopté (p. 5306)
Intervient sur le sous-amendement n° 188 de M. Charles de Courson (extension du dispositif à un groupe de chasseurs) à l'amendement n° 60 de la commission (p. 5306)
Article 14 bis (transfert aux fédérations départementales des chasseurs de l'indemnisation des dégâts causés aux récoltes par les sangliers et par les grands gibiers)
Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5307)
Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de coordination) (p. 5307) : adopté (p. 5307)
Soutient l'amendement n° 62 de la commission (de coordination) (p. 5307) : adopté (p. 6307)
Soutient l'amendement n° 63 de la commission (de précision) (p. 5307) : adopté (p. 5307)
Soutient l'amendement n° 64 de la commission (de précision) (p. 5307) : adopté (p. 5307)
Soutient l'amendement n° 65 de la commission (retour au texte de l'Assemblée) (p. 5307) : adopté (p. 5308)
Soutient l'amendement n° 66 de la commission (retour au texte de l'Assemblée) (p. 5308) : adopté (p. 5308)
Après l'article 14 bis
Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Georges Colombier (indemnisation des dommages matériels) (p. 5308)
Article 14 ter (suppression de la redevance grand gibier et sanglier)
Soutient l'amendement n° 67 de la commission (retour au texte de l'Assemblée) (p. 5308) : adopté (p. 5308)
Après l'article 14 ter
Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Patrice Martin-Lalande (institution d'une redevance cynégétique "gibier d'eau") (p. 5309)
Article 18 bis (chasse sur des terrains non clos privés : article L. 228-8-1 nouveau du code rural)
Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de suppression) (p. 5309) : adopté (p. 5309)
Article 20 (personnes habilitées à rechercher et constater les infractions au droit de la chasse)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (de coordination) (p. 5310) : adopté (p. 5310)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Noël Mamère (officiers et agents habilités à pénétrer dans les huttes) (p. 5310)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (garderie particulière des terrains privés) (p. 5310) : adopté (p. 5311)

Intervient sur le sous-amendement n° 191 de M. Noël Mamère (plan cynégétique départemental mis en œuvre par les agents de développement de la fédération) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 5311)

Intervient sur le sous-amendement n° 192 de M. Noël Mamère (sanctions) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 5311)

Article 21 (procès-verbaux d'infractions)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Noël Mamère (de précision) (p. 5312)

Article 24 (transport du gibier entre départements)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5312)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (transport du gibier d'un département à l'autre) (p. 5312) : adopté (p. 5313)

Article 25 (réseau Natura 2000)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) (p. 5313) : adopté (p. 5313)

Article 26 (entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5313)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6005)

Ses interventions (p. 6008, 6021)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 6008)

Chasse et pêche : chasse : droit (p. 6008, 6009)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 6021)

Environnement : espaces naturels sensibles : protection (p. 6009)

Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 6009)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6021)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (définition de l'acte de chasse) (p. 6029) : adopté (p. 6029)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Charles de Courson (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 6030)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (missions et statut des fédérations départementales de chasseurs) (p. 6030)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (missions et statut des fédérations départementales de chasseurs) (p. 6031)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Maxime Gremetz (missions et statut des fédérations départementales de chasseurs) (p. 6031)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles de Courson (suppression du contrôle économique et financier de l'État sur les fédérations) (p. 6034)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (régularisation de la situation de la fédération de la région Ile-de-France) (p. 6035) : adopté (p. 6035)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Charles de Courson (mise en adjudication de certains lots dans les communes d'Alsace-Lorraine) (p. 6035)

Intervient sur l'amendement n° 16 du Gouvernement (redevances cynégétiques fixées dans la loi de finances pour 2001) (p. 6035)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (échelonnement des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 6037)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Maxime Gremetz (tir du gibier d'eau à une distance de 30 mètres de la nappe d'eau) (p. 6037)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Charles de Courson (tir du gibier d'eau à une distance de 30 mètres de la nappe d'eau) (p. 6037)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Maxime Gremetz (jour de non-chasse) (p. 6038)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 6039)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (paiement des dégâts de gibier) (p. 6039) : adopté (p. 6039)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Antoine Carré (sanction du braconnage sur des terrains privés non clos) (p. 6039)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) (p. 6039) : adopté (p. 6040)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Article 31 précédemment réservé (articles L. 112-3 et L. 112-4 nouveaux du code de la consommation et L. 641-1-2 nouveau du code rural : utilisation simultanée d'une marque commerciale et d'un signe d'identification)

Son amendement n° 676 (étiquetage des boissons spiritueuses et des produits intermédiaires) : adopté (p. 3546)

Christian PAUL

Nièvre (3ème circonscription)
Socialiste
Secrétaire d'Etat à l'outre-mer

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'outre-mer, . Décret du 29 août 2000 [J.O. du 30 août 2000] (p. 13376)

Cessation de son mandat de député le 29 septembre 2000 [J.O. du 1er octobre 2000] (p. 15557)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, de Mme la Ministre de la justice et de Mme la Ministre de la culture et de la communication [J.O. du 16 novembre 1999] (p. 17021)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi limitant le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives [J.O. du 30 novembre 1999]

Rapporteur du projet de loi portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relatif à la signature électronique (n° 2158) [2 février 2000]

Membre de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 29 février 2000] (p. 3207)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9373)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9373)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 juin 2000] (p. 9473)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 juin 2000] (p. 9473)

Cesse d'appartenir au Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [31 août 2000]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2158), portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relatif à la signature électronique [23 février 2000] (n° 2197)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Maintien. Corse [30 novembre 1999] (p. 10281)

Moyens de paiement. Cartes bancaires. Utilisation, sécurité [14 mars 2000] (p. 1873)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9539)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : aides (p. 9539)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9539)

Bois et forêts : Fonds forestier national (FFN) : crédits (p. 9539)

Commerce extérieur : importations : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9539)

Enseignement agricole : crédits (p. 9539)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9539)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 9539)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9539)

Santé : santé publique : sécurité des produits (p. 9533)

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11283)

Son intervention (p. 11307)

Thème :

Ventes et échanges : ventes aux enchères : Internet (p. 11307)

Discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11311) ; [22 décembre 1999] (p. 11394)

Article 2 bis (ventes réalisées à distance par voie électronique)

Intervient sur l'amendement n° 82 du Gouvernement (de suppression) (p. 11314)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [4 avril 2000] (p. 3064)

Article 2 bis (ventes réalisées à distance par voie électronique)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (ventes aux enchères sur Internet) (p. 3064) : adopté (p. 3065)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2000] (p. 802)

Son intervention (p. 817)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : généralités (p. 817)

Parlement : parlementaires : absentéisme (p. 817)

Parlement : Sénat : cumul des mandats (p. 817, 818)

Politique générale : démocratie : modernisation (p. 817)

Projet de loi n° 2158 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relatif à la signature électronique

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 février 2000] (p. 1391)

Son intervention (p. 1393)

Thèmes :

Informatique : certification (p. 1394)
Informatique : signature électronique : décrets (p. 1394)
Informatique : signature électronique : preuve (p. 1393, 1394)
Informatique : signature électronique : Union européenne (p. 1393)
Informatique : support électronique : actes authentiques (p. 1394)
Justice : preuve (p. 1394)
Télécommunications : Internet : cryptage (p. 1394)
Télécommunications : Internet : généralités (p. 1393, 1394)

Discussion des articles [29 février 2000] (p. 1406)

Article 1er (articles 1315-1, 1316, 1316-1 et 1316-2 du code civil : reconnaissance de la valeur juridique du document électronique)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Patrice Martin-Lalande (admission de l'écrit électronique pour la validité de l'acte) (p. 1407)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Émile Blessig (auteur de l'acte substitué à la personne dont il émane) (p. 1407)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Émile Blessig (validité des conventions sur la preuve conditionnée par le respect de l'équilibre entre les parties et la possibilité de rapporter la preuve contraire) (p. 1407)

Article 1er bis (article 1317 du code civil : possibilité de dresser des actes authentiques sur support électronique)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 1408)

Article 2 (article 1316-2 du code civil : force probante de l'écrit sur support électronique)

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Émile Blessig (respect par tout écrit, quel qu'en soit le support, des dispositions légales ou réglementaires et forme spécifique nécessaire à la validité de l'acte ne pouvant avoir d'équivalent électronique sauf cas prévus par la loi) (p. 1408)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 2 (contenu des documents de gestion)

Son amendement n° 425 soutenu par M. Claude Jacquot (consultation des documents de gestion) : rejeté (p. 5004)

Article 10 (déclaration des chantiers de coupes et de débardage)

Son amendement n° 426 soutenu par M. Patrice Carvalho (obligations d'information et d'affichage en la mairie de la commune concernée) : adopté après rectification (p. 5033)

Article 14 (réglementation des boisements)

Son amendement n° 689 soutenu par M. Joseph Parrenin (réglementation des productions de sapins de Noël) (p. 5057) : adopté (p. 5058)

Daniel PAUL

Seine-Maritime (8ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Machines et équipements. Moulinex, emploi et activité, Normandie [26 janvier 2000] (p. 425)

Enseignement technique et professionnel. Réforme. Perspectives [7 mars 2000] (p. 1549)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Soutient l'amendement n° 214 de M. Maxime Gremetz (imputation des heures récupérées sur le contingent annuel des heures supplémentaires) (p. 7211) : rejeté (p. 7212)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)

Soutient l'amendement n° 301 de M. Maxime Gremetz (dérogation au délai de prévenance) (p. 7302) : rejeté (p. 7302)

Soutient l'amendement n° 304 de M. Patrick Leroy (de raccourcissement du délai d'entrée en application) (p. 7308) : rejeté (p. 7309)

Article 4 (article L. 212-9 du code du travail et article 4 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : réduction de la durée du travail organisée sous forme de jours ou

demi-journées de repos à prendre sur le mois ou sur l'année)

Soutient l'amendement n° 305 de M. Maxime Gremetz (de suppression des modalités de récupération) (p. 7312) : rejeté (p. 7312)

Soutient l'amendement n° 306 de M. Maxime Gremetz (choix du mois au lieu de l'année comme période de référence) (p. 7314) : rejeté (p. 7314)

Soutient l'amendement n° 309 de M. Maxime Gremetz (suppression de la possibilité d'établir un compte épargne-temps) (p. 7316) : rejeté (p. 7316)

Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Son intervention (p. 7356)

Article L. 212-15-2 du code du travail

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Thierry Mariani (paiement des heures supplémentaires) (p. 7365)

Intervient sur l'amendement n° 695 de M. François Goulard (paiement des heures supplémentaires) (p. 7365)

Soutient l'amendement n° 315 de M. Maxime Gremetz (application du droit commun aux cadres non dirigeants) (p. 7365) : rejeté (p. 7365)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 1er bis B (dispositions particulières applicables aux établissements soumis à la procédure d'agrément)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 10416)

Article 5 (réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Son intervention (p. 10468)

Intervient sur le sous-amendement n° 73 de M. Yves Cochet (limites horaires quotidiennes et hebdomadaires) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission (de rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) (p. 10483)

Soutient le sous-amendement n° 87 de M. Maxime Gremetz (limites horaires quotidiennes et hebdomadaires) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission (de rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) (p. 10483) : retiré (p. 10484)

Proposition de loi n° 1516 rectifié relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1999] (p. 7325)

Son intervention (p. 7328)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 7329)

Politique économique : conjoncture : expertise (p. 7328)

Politique économique : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CSERC) (p. 7328)

Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : généralités (p. 7328)

Politique sociale : fracture sociale (p. 7328)

Travail : précarité (p. 7328)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)

Son intervention (p. 9659)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9659)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9659)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9659)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 9660)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : estuaires (p. 9661)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : aides publiques (p. 9659, 9660)

Secteur public : services publics (p. 9660, 9661)

Union européenne : fonds structurels (p. 9659)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Son intervention (p. 8820)

Thèmes avant la procédure des questions :

Mer et littoral : politique de la mer : sécurité de la navigation (p. 8820)

Transports par eau : ports maritimes (p. 8820, 8821)

Proposition de résolution n° 2062 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité en mer, le transport maritime des produits dangereux et polluants

Avant la discussion de l'article unique [20 janvier 2000] (p. 225)

Son intervention (p. 233)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : création (p. 234)

Mer et littoral : pollution : pétrole (p. 233)

Politiques communautaires : droit communautaire : sécurité de la navigation (p. 233, 234)

Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 233, 234)

Déclaration du Gouvernement n° 2135 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur les conséquences et les suites des intempéries et de la marée noire qui sont intervenues fin décembre 1999

[3 février 2000] (p. 701)

Son intervention (p. 712)

Thèmes :
Animaux : oiseaux : fioul (p. 713)
Energie et carburants : Total : indemnisation (p. 713)
Mer et littoral : pollution : pétrole (p. 712)
Secteur public : services publics : Electricité de France (EDF) (p. 712)
Tourisme et loisirs : tourisme social : camping (p. 713)
Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 713, 714)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 1er (articles 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)
Soutient l'amendement n° 176 de M. Christian Cuvilliez (stimulation de la création audiovisuelle) (p. 2455) : adopté (p. 2455)
Soutient l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (stimulation de la création audiovisuelle) (p. 2455) : rejeté (p. 2456)
Soutient le sous-amendement n° 177 de M. Christian Cuvilliez (émission d'un rapport annuel par le Parlement) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (stimulation de la création audiovisuelle) (p. 2457) : adopté (p. 2457)
Soutient le sous-amendement n° 210 de M. Noël Mamère (émission d'un rapport annuel par le Parlement) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (p. 2457) : adopté (p. 2457)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)
Soutient l'amendement n° 182 de M. Christian Cuvilliez (suppression d'une restriction) (p. 2478) : rejeté (p. 2479)

Après l'article 2
Soutient le sous-amendement n° 183 de M. Christian Cuvilliez (missions des activités de diversification) à l'amendement n° 3 du Gouvernement (activités de diversification) (p. 2479) : rejeté (p. 2480)

Article 6 précédemment réservé (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)
Intervient sur l'amendement n° 501 du Gouvernement (paiement fractionné de la redevance) (p. 2535)

Article 20 A (article 26 de la loi du 30 septembre 1986 : attribution à France-Télévision des fréquences nécessaires à la constitution d'une offre de services diffusée par voie hertzienne terrestre numérique)
Soutient le sous-amendement n° 187 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la référence aux contraintes techniques) à l'amendement n° 17 rectifié (distribution des services sur une même fréquence numérique terrestre) (p. 2549) : rejeté (p. 2550)
Soutient le sous-amendement n° 188 de M. Christian Cuvilliez (notion de "sociétés titulaires du droit d'usage des ressources radioélectriques") à l'amendement n° 17 rectifié (p. 2549) : rejeté (p. 2550)
Soutient le sous-amendement n° 189 de M. Christian Cuvilliez (de précision) à l'amendement n° 17 rectifié (p. 2549) : rejeté (p. 2550)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)
Soutient l'amendement n° 190 de M. Christian Cuvilliez (œuvres musicales reconnues comme œuvres audiovisuelles) (p. 2551) : rejeté (p. 2552)
Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Denis Jacquat (œuvres musicales reconnues comme œuvres audiovisuelles) (p. 2551)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services audiovisuels diffusés par voie hertzienne - quotas d'œuvres musicales d'expression française)
Soutient l'amendement n° 191 de M. Jean-Claude Lefort (quotas d'œuvres d'expression française : pourcentage) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)
Soutient l'amendement n° 367 de M. Denis Jacquat (quotas d'œuvres d'expression française : pourcentage) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Proposition de loi n° 1988 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4697)
Son intervention (p. 4713)

Thèmes :
Entreprises : entreprises individuelles : conjoints (p. 4713, 4714)
Entreprises : entreprises individuelles : création (p. 4713)
Entreprises : entreprises individuelles : financement (p. 4714)
Entreprises : entreprises individuelles : rôle (p. 4713)
Entreprises : faillite personnelle : saisies (p. 4714)
Vote contre du groupe communiste (p. 4714)

Proposition de loi n° 2284 portant organisation juridique de la coopération professionnelle entre époux

PREMIÈRE LECTURE

Vote contre du groupe communiste [30 mai 2000] (p. 4714)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4751)
Son intervention (p. 4756)

Thèmes :
Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 4756)

Politiques communautaires : directives : transports maritimes (p. 4756, 4757)
Professions libérales : officiers ministériels : courtiers (p. 4757)
Transports par eau : sécurité de la navigation : transports maritimes (p. 4756)
Transports par eau : transports maritimes : transport de marchandises (p. 4757)

Discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4763)

Article 7 (articles 219 et 219 bis nouveau du code des douanes : francisation des navires)

Son amendement n° 51 (équipage composé de marins français) (p. 4765) : rejeté (p. 4766)

Son amendement n° 52 (équipage composé de marins français) : retiré (p. 4766)

Avant l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (exercices "Polmar" une fois par an et rapports communiqués aux autorités gouvernementales et parlementaires) (p. 4768)

Article 9 (cabotage maritime)

Son amendement n° 49 (égale dénomination de la France d'outre-mer) : retiré (p. 4769)

Son amendement n° 50 corrigé (de précision) : retiré (p. 4769)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 23 rectifié de la commission (rapport au Parlement) (p. 4774)

Article 4 bis précédemment réservé (rapport d'évaluation de la situation de la profession et réévaluation des indemnités)

Son amendement n° 47 (situation de la profession et réévaluation des indemnités) : devenu sans objet (p. 4785)

Article 5 bis précédemment réservé (fiscalité applicable aux indemnités)

Son amendement n° 48 (fiscalité applicable aux indemnités) : devenu sans objet (p. 4786)

Article 5 ter précédemment réservé (prorogation de trois ans du privilège détenu par les courtiers maritimes)

Intervient sur l'amendement n° 65 du Gouvernement (période de transition de six mois) (p. 4787)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (période de transition de deux ans) (p. 4787)

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5147)

Son intervention (p. 5153)

Thèmes :

Animaux : oiseaux : pétrole (p. 5153)
Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 5153)
Environnement : protection (p. 5153)
Justice : tribunaux : transports maritimes (p. 5154)
Politique économique : mondialisation (p. 5153)
Tourisme et loisirs (p. 5153)
Transports par eau : pavillons de complaisance (p. 5153, 5154)
Transports par eau : ports maritimes : équipement (p. 5153)

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5162)

Article 1er (sanctions à l'encontre des capitaines des navires de gros tonnage)

Son amendement n° 5 (montant des amendes) (p. 5162) : rejeté (p. 5163)

Son amendement n° 1 (responsabilité du propriétaire du navire) (p. 5163) : rejeté (p. 5164)

Ses explications de vote (p. 5168)

Vote pour du groupe communiste (p. 5169)

Vincent PEILLON

Somme (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 mai 2000] (p. 7813)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 24 mai 2000] (p. 7814)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 10 juin 2000] (p. 8839)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 juin 2000] (p. 8839)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)

Son intervention (p. 3333)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 3333, 3334)
Impôts et taxes : paradis fiscaux (p. 3334)
Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 3334)
Politique économique : mondialisation (p. 3333)

Germinal PEIRO
Dordogne (4ème circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viande bovine, importations britanniques, embargo [27 octobre 1999] (p. 8238)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 9572, 9573)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)

Son intervention (p. 579)

Thèmes :

Propriété : servitudes : sports (p. 579)
Sports : sports de pleine nature (p. 579)

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 9 (fédérations sportives délégataires)

Soutient l'amendement n° 180 de M. Jean-Claude Beauchaud (définition des normes techniques et de sécurité) (p. 638) : adopté (p. 639)

Article 12 (Comité national olympique et sportif français)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (définition contractuelle de l'accès aux sites naturels) (p. 646) : adopté (p. 646)

Article 25 (Conseil national des activités physiques et sportives)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Jean-Claude Beauchaud (création d'un comité national des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) (p. 669) : adopté (p. 670)

Après l'article 40

Son amendement n° 182 (établissement par le département d'une carte des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) : retiré (p. 684)

Son amendement n° 184 (création d'une commission départementale des espaces, sites et itinéraires relatif aux sports de nature) (p. 685) : retiré (p. 686)

Son amendement n° 186 (police des sports de nature) : retiré (p. 687)

Son amendement n° 185 (travaux publics ayant une incidence sur la pratique des sports de nature) : retiré (p. 688)

Son amendement n° 178 (encouragement à la pratique des sports de nature) : retiré (p. 688)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3756)

Son intervention (p. 3768)

Thèmes :

Propriété : servitudes : sports (p. 3768)
Sports : dopage (p. 3768)
Sports : sports de loisirs (p. 3768)
Sports : sports de pleine nature (p. 3768)

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Après l'article 40 bis

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (conditions d'exercice des sports de pleine nature) (p. 3821)

Son sous-amendement n° 110 (de précision) à l'amendement n° 98 de la commission (plan départemental des itinéraires) (p. 3822) : adopté (p. 3823)

Jacques PÉLISSARD
Jura (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Article L. 212-15-3 du code du travail

Son amendement n° 184 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (limitation du forfait annuel en heures) : rejeté (p. 7374)

Article L. 212-15-4 du code du travail

Son amendement n° 173 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (forfait en heures ou en jours) (p. 7379) : rejeté (p. 7380)

Article 15 (article L. 212-3 du code du travail : modification du contrat de travail)

Son amendement n° 176 soutenu par M. Jean Le Garrec (assimilation du refus à une démission) : rejeté (p. 7522)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : épuration (p. 9583)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)

Son intervention (p. 8988, 8990)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : assainissement (p. 8989)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8989)

Environnement : crédits (p. 8988)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 8988, 8989)

Procédure des questions :

Impôts et taxes : fiscalité écologique : déchets ménagers (p. 9006)

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 10 novembre 1999)

7 - Justice : tribunaux de grande instance : Lons-le-Saunier (p. 9162)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 377)

Thèmes :

Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 377, 378)

Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 377)

Elections et référendums : élus : femmes (p. 377)

Femmes : parité : rôle (p. 377)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1117)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 1123)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 1139) : rejetée (p. 1144)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie : décentralisation (p. 1140)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : collectivités locales (p. 1140)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : concurrence (p. 1141)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : financement (p. 1142)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : généralités (p. 1139)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : monopole (p. 1123, 1140)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 1140)

Discussion des articles [22 février 2000] (p. 1144) ; [23 février 2000] (p. 1175)

Article 1er (définition de l'archéologie préventive et rôle de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jean-Louis Fousseret (caractère scientifique de l'archéologie préventive) (p. 1145)

Son amendement n° 68 (caractère scientifique de l'archéologie préventive) : devenu sans objet (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Christian Kert (caractère scientifique de l'archéologie préventive) (p. 1145)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 70 (choix des responsables scientifiques) à l'amendement n° 3 de la commission (définition du rôle de l'Etat) (p. 1146) : rejeté (p. 1147)

Son sous-amendement n° 66 (pouvoir d'initiative de l'Etat) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1146) : rejeté (p. 1147)

Son sous-amendement n° 71 (communication d'informations ou de documents sur les sites archéologiques) à l'amendement n° 4 de la commission (carte archéologique) : rejeté (p. 1149)

Article 2 (création d'un établissement public de recherche en archéologie préventive)

Son sous-amendement n° 74 soutenu par M. Bernard Schreiner (appel à la concurrence pour la sous-traitance) à l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 1178) : rejeté (p. 1179)

Son sous-amendement n° 73 soutenu par M. Bernard Schreiner (logements à usage locatif construits ou améliorés avec le concours financier de l'Etat) à l'amendement n° 5 de la commission : rejeté (p. 1179)

Son amendement n° 5 : devenu sans objet (p. 1179)

Son sous-amendement n° 76 soutenu par M. Bernard Schreiner (représentation des maires) à l'amendement n° 9 de la commission (composition du conseil d'administration) (p. 1182) : retiré (p. 1182)

Son amendement n° 75 (représentation des élus et des fonctionnaires des collectivités locales) : retiré (p. 1183)

Son amendement n° 77 soutenu par M. Bernard Schreiner (statut des employés permanents de l'établissement) : rejeté (p. 1184)

Article 4 (création de redevances d'archéologie préventive)

Son amendement n° 80 soutenu par M. Bernard Schreiner (conditions de réduction de la redevance) : rejeté (p. 1186)

Son amendement n° 79 soutenu par M. Bernard Schreiner (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1186) : rejeté (p. 1187)

Son amendement n° 81 soutenu par M. Bernard Schreiner (exonération des travaux effectués dans les zones concernées par les fonds structurels européens) : rejeté (p. 1187)

Son amendement n° 82 (exonération des travaux effectués dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 1187)

Son amendement n° 83 soutenu par M. Bernard Schreiner (exonération des travaux effectués dans les zones de montagne) : rejeté (p. 1187)

Son sous-amendement n° 78 soutenu par M. Bernard Schreiner (exonération pour des travaux effectués sur une surface inférieure à 1000 mètres carrés) à l'amendement n° 15 de la commission (exonération pour les travaux effectués par une personne physique pour elle-même) : rejeté (p. 1188)

Son sous-amendement n° 67 (de simplification) à l'amendement n° 16 rectifié de la commission (exonération pour les collectivités locales dotées de services archéologiques - réduction en cas de collaboration aux travaux) : retiré (p. 1188)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4570)

Son intervention (p. 4580)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive : droit communautaire (p. 4580)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : généralités (p. 4580)

Patrimoine culturel : Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN) (p. 4580)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : monopole (p. 4581)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : statuts (p. 4581)

Discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4582)

Article 2 (création d'un établissement public de recherche en archéologie préventive)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Christian Kert (services archéologiques des collectivités locales et archéologues bénévoles) à l'amendement n° 17 de la commission (de retour au texte adopté en première lecture) (p. 4587)

Article 4 (création de redevances d'archéologie préventive)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. François Goulard (diminution du coût de la redevance pour les personnes projetant d'engager des travaux sur une surface supérieure à un hectare) (p. 4592)

Son amendement n° 59 (diminution du coût de la redevance pour les personnes projetant d'engager des travaux sur une surface supérieure à un hectare) : rejeté (p. 4592)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Bruno Bourg-Broc (plafonnement de la redevance) (p. 4593)

Son amendement n° 60 (plafonnement de la redevance) (p. 4593) : rejeté (p. 4594)

Intervient sur l'amendement n° 46 corrigé de M. Léonce Deprez (abaissement du plafond) (p. 4595)

Son amendement n° 61 (abaissement du plafond) (p. 4594) : rejeté (p. 4595)

Son sous-amendement n° 64 (zones bénéficiant des fonds structurels européens) à l'amendement n° 25 rectifié de la commission (regroupement des dispositions relatives aux exonérations, réductions et remboursement de la redevance) (p. 4595) : rejeté (p. 4597)

Son sous-amendement n° 63 (de suppression de la décision unilatérale d'exonération du président de l'établissement) à l'amendement n° 25 rectifié de la commission (p. 4595) : rejeté (p. 4597)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 41 du Gouvernement (indemnité versée au propriétaire et rémunération de l'inventeur d'une découverte archéologique de caractère immobilier) (p. 4599)

Ses explications de vote (p. 4599)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Avant l'article 27

Son amendement n° 364 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Paul Charié (incidence des créations d'emplois sur les ententes) (p. 3478) : devenu sans objet (p. 3479)

Dominique PERBEN
Saône-et-Loire (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 2410 tendant à modifier la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 pour rééquilibrer la répartition des sièges à l'Assemblée de la Polynésie française [24 mai 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1682 relatif au référé devant les juridictions administratives

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [22 juin 2000] (p. 5803)

Son intervention (p. 5805)

Thèmes :

Justice : juridictions administratives : moyens (p. 5805)

Justice : juridictions administratives : référé (p. 5805)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5805)

Proposition de loi organique n° 1448 destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 juin 2000] (p. 5808)

Son intervention (p. 5811)

Thème :

Outre-mer : Polynésie française : assemblée territoriale (p. 5811)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5811)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5811)

Jean-Claude PEREZ
Aude (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir au Haut conseil du secteur public [30 août 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Pakistan. Situation politique, droits de l'homme [20 octobre 1999] (p. 7653)

Sécurité publique. Inondations. Départements du Sud de la France, aides de l'Etat [16 novembre 1999] (p. 9409)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1041, posée le 13 mars 2000. Enseignement technique et professionnel. Institut universitaire de technologie (IUT) (J.O. Questions p. 1526). Appelée le 14 mars 2000. Section hôtellerie et tourisme, développement, Carcassonne (p. 1845)

DÉBATS

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 834)

Article 3 quinquies (extension des dispositions relatives à la suspension du contrat de travail)

Son amendement n° 34 soutenu par M. Bernard Roman (extension du dispositif aux maires des communes de moins de 3500 habitants mais suppression de son application aux adjoints au maire de communes comptant de 20 000 à 30 000 habitants) : adopté après rectification (retour au chiffre de 20 000 habitants) (p. 842)

Jean-Pierre PERNOT
Val-d'Oise (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [2 novembre 1999] (p. 8674)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6976)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : durée du travail (p. 6977)

Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 6977)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)

Son intervention (p. 10344)

Thème :

Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 10344)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux

Intervient sur le sous-amendement n° 1533 de M. Daniel Vachez (seuil) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (seuil des agglomérations concernée) (p. 2030)

Marie-Françoise PÉROL-DUMONT

Haute-Vienne (3ème circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 959, posée le 6 décembre 1999. Elevage. Ovins (J.O. Questions p. 6889). Appelée le 7 décembre 1999. Aides de l'Etat (J.O. Débats p. 10613)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)

Son intervention (p. 9662)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9663)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9663)

Union européenne : fonds structurels (p. 9663)

DÉFENSE

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)

15 - Défense : professionnalisation (p. 9287)

Défense : fonds pour les restructurations de la défense (FRED) (p. 9287)

Politiques communautaires : programme KONVER (p. 9287)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Son intervention (p. 8829)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité routière (p. 8829)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 8829)

Voirie : autoroutes (p. 8830)

LOGEMENT

Questions écrites budgétaires (JO du 17 novembre 1999)

19 - Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : crédits budgétaires (p. 9471)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1557, 1574)

Article 1er (article L. 432-3-1 du code du travail : contenu du rapport de situation comparée)

Son intervention (p. 1557)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 1er (principes fondamentaux de la politique forestière)

Son intervention (p. 4955)

Geneviève PERRIN-GAILLARD
Deux-Sèvres (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 26 octobre 1999] (p. 16024)

Chargée d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [J.O. du 7 mars 2000] (p. 3563)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome VI : Éducation nationale, recherche et technologie (enseignement supérieur) (n° 1862) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1019, posée le 31 janvier 2000. Environnement. Protection de la nature (J.O. Questions p. 585). Appelée le 2 février 2000. Mesures agri-environnementales, perspectives (p. 486)

n° 1149, posée le 5 juin 2000. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3333). Appelée le 6 juin 2000. Effectifs de personnel, équipements, Deux-Sèvres (p. 4866)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 1570 tendant à créer une commission d'enquête sur la mise en culture d'organismes génétiquement modifiés, les infractions constatées en la matière et les dangers qu'elles font courir à la santé des populations

Discussion de l'article unique [7 octobre 1999] (p. 7024)

Son intervention (p. 7025)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Procédure des questions :

Enseignement : parents d'élèves (p. 9501)

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 1999] (p. 8655)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8656)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits (p. 8656, 8657)

Enseignement supérieur : diplômes : normes européennes (p. 8657, 8658, 8692)

Enseignement supérieur : étudiants : plan social (p. 8657)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants : création d'emplois (p. 8657)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants : création d'emplois (p. 8657)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2000] (p. 118, 168)

Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements)

Son intervention (p. 139)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Son intervention (p. 1729)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 1729)

Environnement : protection (p. 1729)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Article L. 121-1 du code de l'urbanisme : principes généraux s'imposant aux documents d'urbanisme

Son amendement n° 896 (référence au développement durable) (p. 1759) : adopté après rectification (p. 1760)

Après l'article 35

Son amendement n° 1289 soutenu par M. Alain Cacheux (stationnement des personnes handicapées) : adopté (p. 2143)

Article 60 (objectifs et moyens de la politique du logement)

Son sous-amendement n° 1125 à l'amendement n° 284 de la commission (introduction de la notion de développement durable adapté à l'habitat) : non soutenu (p. 2201)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2664, 2700)

Son intervention (p. 2712)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 2713)
Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 2712)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 2712)
Propriété : droit de propriété (p. 2713)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 1er (pratique de la chasse)

Son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 2723)

Son amendement n° 24 (rôle des chasseurs) : devenu sans objet (p. 2724)

Article 13 (plan de chasse)

Son amendement n° 27 (espèces concernées par le plan de chasse) : devenu sans objet (p. 2886)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)

Son intervention (p. 5211)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 5211)
Propriété : droit de propriété (p. 5211)

Proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3200)

Son intervention (p. 3218)

Thèmes :

Animaux : oiseaux : protection (p. 3219)
Déchets, pollutions et nuisances : pollution : agriculture (p. 3218)
Environnement : protection : produits dangereux (p. 3218)
Recherche (p. 3219)
Santé : santé publique : veille sanitaire (p. 3218)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 12 (régime des défrichements)

Son amendement n° 421 (refus d'autorisation lié à l'existence de sources et de zones humides) : adopté après modification (p. 5051)

Bernard PERRUT

Rhône (9ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire du comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti [J.O. du 24 mars 2000] (p. 4563)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2152 relative à la création d'un statut particulier de psychologue de l'Education nationale [9 février 2000]

Proposition de loi n° 2215 tendant à préserver les intérêts patrimoniaux des personnes handicapées, bénéficiaires de prestations d'aide sociale [1er mars 2000]

Proposition de loi n° 2494 relative à la médiation familiale [22 juin 2000]

Proposition de loi n° 2575 tendant à la prise en compte du harcèlement moral parmi les causes de rupture du lien conjugal motivant le divorce [13 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [7 juin 2000] (p. 4941)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1021, posée le 31 janvier 2000. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 586). Appelée le 2 février 2000. Police, effectifs de personnel, Villefranche-sur-Saône (p. 505)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Son intervention (p. 9476)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement secondaire : médecins scolaires (p. 9476)
Enseignement secondaire : personnel : vacataires (p. 9477)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ ET SOLIDARITÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9055)

Son intervention (p. 9064)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9064)
Drogue : toxicomanie (p. 9065)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9065)
Institutions sociales et médico-sociales : crédits (p. 9065)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 9066)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 9064)
Santé : prévention (p. 9065)
Santé : soins palliatifs (p. 9066)
Santé : tabagisme (p. 9065)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 1999] (p. 9671) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 17 novembre 1999

Thème :

Jeunes : centres d'information jeunesse (p. 9686)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 8172)

Son intervention (p. 8198)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 8173, 8199)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 8199)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8173)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 8199)
Prestations familiales : allocations familiales : pouvoir d'achat (p. 8199)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 8199)
Retraites : généralités : système par répartition : réforme (p. 8173, 8199)
Santé : politique de la santé : décentralisation (p. 8199)
Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 8198)

Proposition de loi n° 1797 visant à améliorer la détection d'enfants maltraités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 1999] (p. 10645)

Son intervention (p. 10650)

Thèmes :

Enfants : mauvais traitements : généralités (p. 10650)
Enfants : mauvais traitements : prévention (p. 10650)
Enfants : mauvais traitements : statistiques (p. 10650)
Enfants : mauvais traitements : télévision (p. 10651)
Enseignement maternel et primaire : personnel : psychologues scolaires (p. 10650)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)

Son intervention (p. 576)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 576)
Audiovisuel et communication : télévision : sports (p. 576)
Éducation physique et sportive : sports scolaires et universitaires (p. 577)
Finances publiques : crédits budgétaires : sports (p. 576)
Sports : coupe du monde de football (p. 577)
Sports : fédérations (p. 576)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 577)
Sports : transferts de sportifs (p. 576)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1509, 1551)

Son intervention (p. 1530)

Thèmes :

Constitution : préambule (p. 1530)
Entreprises : harcèlement moral (p. 1530)
Femmes : égalité professionnelle (p. 1530)
Formation professionnelle (p. 1530)
Travail : durée du travail (p. 1530)

Nicole PÉRY

Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Nicole Bricq. Femmes. Egalité des sexes. Fonctions électives [8 mars 2000] (p. 1598)

Mme Raymonde Le Texier. Politique extérieure. Femmes. Droits des femmes [14 juin 2000] (p. 5330)

Mme Janine Jambu. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Perspectives [14 juin 2000] (p. 5335)

M. Gérard Charasse. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Délégations départementales et régionales, fonctionnement, effectifs de personnel [20 juin 2000] (p. 5593)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. François Goulard. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Artisans : calcul. Indemnités versées aux membres des jurys d'examens professionnels, prise en compte [12 octobre 1999] (p. 7120)

M. Christophe Caresche. Etablissements de santé. Centres psychiatriques. Fonctionnement, financement, hôpital de Maison Blanche, Neuilly-sur-Marne [12 octobre 1999] (p. 7119)

Mme Marie-Thérèse Boisseau. Handicapés. Sourds et malentendants. Foyers, création, financement, aides de l'Etat, Fougères [12 octobre 1999] (p. 7121)

M. Jean Delobel. Outre-mer. DOM : La Réunion. Tourisme et loisirs, survols touristiques, sécurité [7 décembre 1999] (p. 10604)

M. Jacky Jaulneau. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement et transports : services extérieurs. Directions départementales, fonctionnement, effectifs de personnel, missions [7 décembre 1999] (p. 10601)

M. Jean Espilondo. Transports par eau. Ports. Marins en escale, centres d'accueil, financement [7 décembre 1999] (p. 10602)

M. Gilles Carrez. Voirie. A 4 et A 86. Aménagement, Joinville [7 décembre 1999] (p. 10603)

M. Patrick Ollier. Voirie. RN 94. Contournement d'Embrun [7 décembre 1999] (p. 10600)

M. Jean Leonetti. Voirie. Autoroutes. Péages, tarifs, zones urbaines [7 décembre 1999] (p. 10606)

Mme Hélène Mignon. Justice. Juridictions sociales. Tribunaux du contentieux de l'incapacité, composition [14 mars 2000] (p. 1828)

M. Marc Reymann. Professions de santé. Médecins. Réseaux d'information, concurrence [14 mars 2000] (p. 1829)

M. Gérard Saumade. Recherche. Médecine. Dégénérescence rétinienne [20 juin 2000] (p. 5557)

M. Georges Hage. Déchéances et incapacités. Hospitalisation d'office. Réglementation [20 juin 2000] (p. 5559)

M. Jean-Claude Lefort. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, hôpital Jean-Rostand, Ivry-sur-Seine [20 juin 2000] (p. 5560)

M. Jean-Claude Bois. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Silicose, reconnaissance [20 juin 2000] (p. 5550)

M. Jean-Claude Daniel. Handicapés. Allocations et ressources. Allocation aux adultes handicapés, pension d'invalidité, disparités [20 juin 2000] (p. 5562)

Mme Sylvie Andrieux-Bacquet. Fonction publique hospitalière. Praticiens hospitaliers. Professeurs d'université, statut [20 juin 2000] (p. 5553)

Mme Nicole Catala. Etablissements de santé. Hôpitaux. Service de chirurgie pédiatrique, maintien, Saint-Vincent-de-Paul, Paris [20 juin 2000] (p. 5555)

M. Patrice Martin-Lalande. Personnes âgées. Dépendance. Prise en charge [20 juin 2000] (p. 5551)

Mme Jacqueline Mathieu-Obadia. Etablissements de santé. Etablissements privés. Equilibre financier [20 juin 2000] (p. 5553)

M. Germain Gengenwin. Frontaliers. Assurance maladie maternité : généralités. Intérimaires, réglementation [20 juin 2000] (p. 5556)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 1056 de M. Maxime Gremetz (transcription du droit communautaire) (p. 7446)

Intervient sur l'amendement n° 939 de M. Jean Proriol (contrats d'apprentissage en cours) (p. 7446)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Intervient sur l'amendement n° 850 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (application d'un même type d'accord à toutes les entreprises) (p. 7459)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Thierry Mariani (application d'un même type d'accord à toutes les entreprises) (p. 7459)

Intervient sur l'amendement n° 684 de M. François Goulard (application d'un même type d'accord à toutes les entreprises) (p. 7459)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 10 (articles L. 932-2 et L. 932-3 du code du travail : formation et réduction du temps de travail)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) (p. 10502)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 9017)

Son intervention (p. 9042 à 9047)

Sa réponse (p. 9047)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 9042)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 9043)

Formation professionnelle : congé individuel de formation (p. 9043)

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 9042)

Formation professionnelle : crédits (p. 9042)

Formation professionnelle : formation continue : évaluation (p. 9043)

Formation professionnelle : formation continue : illettrisme (p. 9043)

Formation professionnelle : formation continue : réforme (p. 9044)

Réponses aux questions :
Union européenne : Fonds social européen (FSE) : Alsace (p. 9047) (M. Germain Gengenwin) (p. 9047)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 1999] (p. 9047)

Article 70 (gestion des excédents financiers dont disposent les organismes collecteurs paritaires agréés)
Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 9048)
Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (concours exceptionnel aux actions de l'Etat en matière de formation professionnelle) (p. 9048)

II - SANTÉ ET SOLIDARITÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9055)
Son intervention (p. 9121)
Thèmes avant la procédure des questions :
Femmes : droits : contraception (p. 9121)
Femmes : droits : crédits (p. 9121, 9122)
Femmes : égalité professionnelle (p. 9121, 9122)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)
Son intervention (p. 338)
Thèmes :
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 339)
Elections et référendums : élus : femmes (p. 336)
Femmes : égalité des sexes (p. 340)
Femmes : parité : histoire (p. 339)
Femmes : parité : rôle (p. 339, 340)
Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 339)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 339)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2954)
Son intervention (p. 2954)
Sa réponse (p. 2967)
Thèmes :
Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 2955)
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 2955)
Femmes : égalité professionnelle (p. 2954, 2955)
Femmes : parité : campagnes financées sur fonds publics (p. 2955, 2956)
Femmes : parité : politique familiale (p. 2967)
Parlement : Sénat : parité (p. 2955)
Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 2955)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 2954, 2967)

Discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2967)

Article 1er A supprimé par le Sénat (articles L. 241, L. 252, L. 256 et L. 261 du code électoral : extension aux communes de 2 000 à 3 499 habitants du scrutin de liste à deux tours)
Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article : extension du scrutin de liste aux communes de plus de 2 500 habitants) (p. 2968)
Intervient sur le sous-amendement n° 28 de M. Thierry Mariani (maintien du seuil de 3 500 habitants) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 2969)

Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant au scrutin de liste)
Intervient sur l'amendement n° 19 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2970)
Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (parité par groupes de six candidats) (p. 2970)
Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Lionnel Luca (alternance des candidats selon le sexe) (p. 2970)
Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (application en Nouvelle-Calédonie dès les élections de 2001) (p. 2970)

Article 2 (article L. 300 du code électoral : application du principe paritaire aux élections sénatoriales)
Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - alternance selon le sexe) (p. 2970, 2971)
Intervient sur l'amendement n° 20 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2971)

Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 21 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats de même sexe sur les listes pour l'élection des délégués au Conseil supérieur des Français de l'étranger à partir de 2003) (p. 2971)
Intervient sur le sous-amendement n° 29 de la commission (50 % de candidats de chaque sexe) à l'amendement n° 21 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (p. 2971)

Article 3 (articles L. 346 et L. 347 du code électoral : application du principe paritaire aux élections régionales)
Intervient sur l'amendement n° 22 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2972)
Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (parité par groupes de six candidats) (p. 2972)

Article 4 (article L. 370 du code électoral : application du principe paritaire à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse)
Intervient sur l'amendement n° 23 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2972)
Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (alternance des candidats selon le sexe) (p. 2972)

Article 5 (article 9 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 : application du principe paritaire à l'élection des représentants au Parlement européen)
Intervient sur l'amendement n° 24 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2973)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (alternance des candidats selon le sexe) (p. 2973)

Article 6 (article L. 331-2 et L. 332 du code électoral : application du principe paritaire aux élections des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Intervient sur l'amendement n° 25 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2973)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (parité par groupes de six candidats) (p. 2973)

Article 7 (article 3 de la loi n° 83-27 du 19 janvier 1983 modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française : élections municipales en Polynésie française)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (extension du scrutin de liste aux communes de plus de 2 500 habitants) (p. 2974)

Article 8 (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (extension du scrutin de liste aux communes de plus de 2 500 habitants en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte) (p. 2974)

Avant l'article 11 bis

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel - modification de l'intitulé du titre 1er bis) (p. 2974)

Article 12 (article 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique : pénalisation financière du non-respect du principe de parité pour les élections législatives)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (suppression du dispositif introduit par le Sénat exonérant de pénalisation les partis ayant obtenu la parité dans les élus à 2 % près) (p. 2975)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (de conséquence pour l'outre-mer) (p. 2975)

Intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (répartition des crédits issus de la pénalisation financière entre les partis non soumis à celle-ci) (p. 2976)

Article 14 supprimé par le Sénat (article L. 205 du code électoral : démission d'office d'un conseiller général en situation d'inéligibilité)

Intervient sur l'amendement n° 13, deuxième rectification de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2976)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de la commission (démission d'office d'un conseiller général en situation d'incompatibilité) (p. 2976)

Article 15 supprimé par le Sénat (article L. 2113-17 du code général des collectivités territoriales : éligibilité au conseil consultatif d'une commune associée)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2977)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 mai 2000] (p. 3677)

Son intervention (p. 3679)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 3679)

Femmes : parité : campagnes financées sur fonds publics (p. 3679)

Femmes : parité : éligibilité (p. 3679)

Femmes : parité : exécutifs locaux (p. 3679)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 3679)

Politique générale : démocratie : modernisation (p. 3679)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1509, 1551)

Son intervention (p. 1516)

Sa réponse (p. 1555)

Thèmes :

Emploi : chômage : femmes (p. 1516)

Entreprises : conventions collectives : égalité professionnelle (p. 1517, 1556)

Entreprises : harcèlement moral (p. 1556)

Famille : politique familiale : congé parental d'éducation (p. 1556)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1516, 1555)

Fonctionnaires et agents publics : personnel féminin (p. 1556)

Formation professionnelle (p. 1516, 1517, 1555)

Politique économique : croissance : emploi (p. 1556)

Syndicats : objet (p. 1517)

Travail : durée du travail (p. 1517)

Travail : travail de nuit : femmes (p. 1556)

Union européenne : directives : égalité professionnelle (p. 1556)

Discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1557, 1574)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 47 de Mme Martine Lignières-Cassou (avis motivé du comité d'entreprise) (p. 1558)

Article 3 (article L. 132-27 du code du travail : obligation de négociation spécifique au niveau de l'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Patrick Malavieille (périodicité de la négociation portée à trois ans) (p. 1559)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Patrick Malavieille (périodicité de la négociation portée à trois ans) (p. 1559)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Patrick Malavieille (suppression du dernier alinéa relatif aux moyens possibles pour atteindre les objectifs d'amélioration) (p. 1559)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Maxime Gremetz (employeur tenu de consulter les instances représentatives du personnel en cas de licenciement) (p. 1560)

Article 4 (article L. 153-2 du code du travail : sanctions pénales)

Intervient sur l'amendement n° 64 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (de suppression) (p. 1561)

Soutient l'amendement n° 88 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1561) : adopté (p. 1562)

Article 6 (articles L. 123-3-1 et L. 132-12 du code du travail : obligation de négociation spécifique au niveau de la branche)

Intervient sur l'amendement n° 55 corrigé de M. Patrick Malavieille (négociation tous les deux ans) (p. 1562)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Patrick Malavieille (référence aux salaires et reconnaissance des qualifications professionnelles) (p. 1562)

Article 8 (article L. 132-12-1 du code du travail : négociation intégrée au niveau de la branche)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Patrick Malavieille (de suppression) (p. 1563)

Article 9 (article 18 de la loi n° 83-635 : aides publiques en faveur de l'égalité professionnelle)

Soutient l'amendement n° 86 du Gouvernement (de suppression) (p. 1563) : adopté (p. 1563)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 65 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (conjoints collaborateurs d'artisans ou de commerçants éligibles aux chambres des métiers) (p. 1564)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Patrick Malavieille (lutte contre le harcèlement moral) (p. 1565)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de M. André Vallini (lutte contre le harcèlement moral) (p. 1565)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Patrick Malavieille (charge de la preuve incombant à l'employeur) (p. 1565)

l'amendement n° 81 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (égale représentation des hommes et des femmes au sein du comité d'entreprise) (p. 1566)

Intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (égale représentation des hommes et des femmes aux listes présentées par les organisations syndicales pour l'élection des délégués du personnel) (p. 1566)

Intervient sur l'amendement n° 85 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (statut des conjoints collaborateurs) (p. 1566)

Projet de loi organique n° 2013 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2977)

Article 1er (article 6-1 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : la parité en Polynésie française)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Émile Vernaudon (nombre égal de candidats de chaque sexe à une unité près) (p. 2977)

Article 2 supprimé par le Sénat (article 13-4 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer : la parité à Wallis-et-Futuna)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2979)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2979)

Article 3 (article 192 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie : la parité en Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2979)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (alternance selon le sexe) (p. 2980)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5699)

Son intervention (p. 5699)

Thèmes :

Parlement : bicamérisme (p. 5699)
Parlement : Sénat : collège sénatorial (p. 5699, 5700)
Parlement : Sénat : réforme (p. 5699)
Parlement : Sénat : représentation proportionnelle (p. 5700)
Parlement : Sénat : représentativité (p. 5699)
Politique générale : institutions : modernisation (p. 5700)

Pierre PETIT

Martinique (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Martinique. Drogue, trafic, lutte et prévention [1er mars 2000] (p. 1421)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)

Son intervention (p. 9356)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 9356)
Outre-mer : DOM : drogue (p. 9357)

Outre-mer : DOM-TOM : fonctionnaires et agents publics (p. 9357, 9358)
Outre-mer : DOM-TOM : impôts et taxes (p. 9357)
Outre-mer : institutions (p. 9357)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)

Son intervention (p. 4000)

Thèmes :

Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 4000, 4001)
Outre-mer : DOM : développement économique (p. 4000)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 4000, 4001)
Outre-mer : Martinique (p. 4001)

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Avant l'article 15

Son amendement n° 223 précédemment réservé (nouvelle rédaction de l'intitulé du titre III : "Mesures relatives à la solvabilisation des locataires") : rejeté (p. 4123)

Article 16 précédemment réservé (article L. 340-2 nouveau du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain)

Son amendement n° 226 (association des maîtres d'ouvrage sociaux à la gestion et à l'évaluation des fonds) (p. 4125) : retiré (p. 4126)

Article 28 précédemment réservé (article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales : schéma d'aménagement régional)

Son amendement n° 227 (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) : retiré (p. 4147)

Article 31 précédemment réservé (article L. 3444-4 nouveau du code général des collectivités territoriales : programmation des aides de l'Etat au logement)

Son amendement n° 228 (saisine pour avis du conseil régional) (p. 4151) : retiré (p. 4152)

Annette PEULVAST-BERGEAL
Yvelines (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les phénomènes de pollution atmosphérique urbaine pour la limitation de leurs conséquences sanitaires et l'élaboration d'une doctrine de gestion des risques (n° 1785) [6 octobre 1999]

Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 1785) de M. Philippe Douste-Blazy tendant à la création d'une commission d'enquête sur les phénomènes de pollution atmosphérique urbaine pour la limitation de leurs conséquences sanitaires et l'élaboration d'une doctrine de gestion des risques [9 novembre 1999] (n° 1914)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [1er février 2000] (p. 516)

Emploi. Jeunes. Immigration, insertion, commissions départementales d'accès à la citoyenneté, bilan [22 mars 2000] (p. 2435)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 1570 tendant à créer une commission d'enquête sur la mise en culture d'organismes génétiquement modifiés, les infractions constatées en la matière et les dangers qu'elles font courir à la santé des populations

Avant la discussion de l'article unique [7 octobre 1999] (p. 7015)

Son intervention (p. 7023)

Thèmes :

Agriculture : céréales : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 7023)
Agroalimentaire : contrôles sanitaires : sécurité des produits (p. 7023)
Politiques communautaires : libre circulation des marchandises : sécurité sanitaire (p. 7023)

Proposition de loi n° 1516 rectifié relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1999] (p. 7325)

Son intervention (p. 7330)

Thèmes :

Politique économique : conjoncture : expertise (p. 7331)
Politique économique : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CSERC) (p. 7330)
Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : généralités (p. 7330)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)

Son intervention (p. 8991)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8991, 8992)

Environnement : crédits (p. 8991)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 8991)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9371)
Procédure des questions :
Aménagement du territoire : politique de la ville : insertion professionnelle (p. 9394)

Proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3200)
Son intervention (p. 3217)
Thèmes :
Environnement : protection : produits dangereux (p. 3217)
Organisations internationales : Organisation mondiale de la santé (OMS) (p. 3217)
Recherche (p. 3218)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 3217)
Santé : santé publique : veille sanitaire (p. 3218)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mai 2000] (p. 3736)
Article unique (droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne)
Son intervention (p. 3738)

Catherine PICARD

Eure (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)
Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives [J.O. du 19 novembre 1999] (p. 17235)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 juin 2000] (p. 8541)
Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 juin 2000] (p. 8541)
Rapporteur de la proposition de loi tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine (n° 2034) [6 juin 2000]
Rapporteur de la proposition de loi relative à la lutte contre les sectes et ouvrant à certaines associations le droit de se porter partie civile (n° 1295) [6 juin 2000]
Rapporteur de la proposition de loi tendant à permettre aux associations de lutte contre les sectes de se porter partie civile (n° 1511) [6 juin 2000]
Rapporteur de la proposition de loi relative aux conditions d'obtention d'un financement public pour les partis et groupements politiques (n° 842) [6 juin 2000]
Rapporteur de la proposition de loi tendant à renforcer le dispositif juridique à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine (n° 2151) [6 juin 2000]
Rapporteur de la proposition de loi tendant à renforcer notre dispositif légal de lutte contre les sectes (n° 2156) [6 juin 2000]
Rapporteur de la proposition de loi sur la protection des personnes vulnérables aux activités répréhensibles des sectes (n° 2213) [6 juin 2000]
Rapporteur de la proposition de loi tendant à créer un délit de manipulation mentale (n° 2291) [6 juin 2000]
Rapporteur de la proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire (n° 2435) [6 juin 2000]
Rapporteur de la proposition de loi tendant à créer un Haut Conseil des Cultes (n° 376) [6 juin 2000]
Rapporteur de la proposition de loi visant à restreindre l'attribution de permis de construire à des associations à caractère sectaire (n° 402) [6 juin 2000]
Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 juillet 2000] (p. 11025)
Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 juillet 2000] (p. 11025)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le projet de loi (n° 1821) modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives [19 janvier 2000] (n° 2101)
Proposition de loi n° 2352 tendant à réprimer des actes de certaines personnes morales ou leurs dirigeants ayant pour conséquence de placer dans un état de dépendance psychologique des personnes participant aux activités de cette personne morale [26 avril 2000]

Proposition de loi n° 2435 tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire [30 mai 2000]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi :

1. - (n° 2034) adoptée par le Sénat, tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine ;

2. - (n° 2435) de Mme Catherine Picard, tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire ;

- (n° 2291) de M. Eric Doligé, tendant à créer un délit de manipulation mentale ;
- (n° 2213) de M. Jean Tiberi, sur la protection des personnes vulnérables aux activités répréhensibles des sectes ;
- (n° 2156) de M. Eric Doligé, tendant à renforcer notre dispositif légal de lutte contre les sectes ;
- (n° 2151) de M. Jean-Pierre Brard, tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine ;
- (n° 1511) de M. Eric Doligé, tendant à permettre aux associations de lutte contre les sectes de se porter partie civile ;
- (n° 1295) de Mme Catherine Picard, relative à la lutte contre les sectes et ouvrant à certaines associations le droit de se porter partie civile ;
- (n° 842) de M. Jean-Pierre Brard, relative aux conditions d'obtention d'un financement public pour les partis et groupements politiques ;
- (n° 402) de M. Jean-Pierre Brard, visant à restreindre l'attribution de permis de construire à des associations à caractère sectaire ;
- (n° 376) de M. Pierre Albertini, tendant à créer un Haut Conseil des cultes [14 juin 2000] (n° 2472)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement technique et professionnel. Réforme. Perspectives [5 avril 2000] (p. 3094)

Enseignement secondaire. Elèves. Pilule du lendemain, prescription par les infirmiers scolaires [20 juin 2000] (p. 5599)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 991, posée le 20 décembre 1999. Institutions sociales et médico-sociales. Personnel (J.O. Questions p. 7186). Appelée le 21 décembre 1999. Durée du travail, réduction, application (p. 11211)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6973)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : heures supplémentaires (p. 6974)
Travail : réduction du temps de travail : licenciements (p. 6974)
Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 6974)
Travail : réduction du temps de travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6974)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)

Son intervention (p. 10342)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : durée du travail (p. 10342)
Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 10342)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8751)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 8787)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8926)

Son intervention (p. 8957)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8957)
Police : adjoints de sécurité (p. 8957, 8958)
Police : police de proximité (p. 8957, 8958)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9635)

Son intervention (p. 9640)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeunes : éducation populaire (p. 9640)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : budget (p. 9640)
Sports : sport de haut niveau (p. 9640)
Sports : Stade de France (p. 9640)

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 1999] (p. 9671) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 17 novembre 1999

Son intervention (p. 9682)

Thèmes :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 9683)
Jeunes : éducation populaire (p. 9683)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : budget (p. 9682, 9683)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : personnels (p. 9683)
Sports : dopage (p. 9683)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9683)
- *Questions écrites budgétaires*
10 - Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : effectifs (p. 9694)
11 - Jeunes : éducation populaire (p. 9694)
12 - Jeunes : politique à l'égard des jeunes : information (p. 9695)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 décembre 1999] (p. 10659)

Son intervention (p. 10666)

Thèmes :

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : éducation physique et sportive (p. 10666)
Sports : associations et clubs : statut juridique (p. 10666)

Projet de loi n° 1867 relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 2000] (p. 258)

Son intervention (p. 267)

Thème :

Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 267, 268)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)

Son intervention au nom de la délégation aux droits des femmes (p. 548)

Son intervention (p. 580)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 580)
Education physique et sportive : sports scolaires et universitaires (p. 580)
Sports : Conseil national des activités physiques et sportives (CNAPS) (p. 549)
Sports : fédérations : femmes (p. 548)
Sports : métiers du sport (p. 580)
Sports : sport de haut niveau (p. 548)

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 2 (éducation physique et sportive dans l'enseignement primaire et secondaire)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (assistance par un personnel qualifié et agréé) (p. 586) : adopté après rectification (p. 588)

Proposition de loi n° 2034 tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 2000] (p. 5720)

Son intervention (p. 5720)

Thèmes :

Associations : sectes : dissolution (p. 5721)
Associations : sectes : élus locaux (p. 5721)
Associations : sectes : Parlement (p. 5720, 5721)
Droit pénal : escroquerie : sectes (p. 5721)
Droit pénal : manipulation mentale : sectes (p. 5720, 5721)
Droit pénal : personnes morales : responsabilité pénale (p. 5721)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 5721)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : associations (p. 5720, 5721)

Discussion des articles [22 juin 2000] (p. 5739)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (insertion d'une division et d'un intitulé : Chapitre Ier : "Dissolution civile de certaines personnes morales") (p. 5739) : adopté (p. 5739)

Article 1er (dissolution des groupements à caractère sectaire)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction de l'article attribuant la dissolution au tribunal de grande instance selon la procédure dite "à heure fixe", supprimant la distinction entre les condamnations frappant les associations ou leurs responsables et modifiant la liste des infractions pouvant entraîner la dissolution) (p. 5741) : adopté (p. 5741)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (insertion d'une division et d'un intitulé : Chapitre II : "Extension de la responsabilité pénale des personnes morales à certaines infractions") (p. 5742) : adopté (p. 5742)

Article 2 (articles L. 376, L. 377 et L. 517 du code de la santé publique : extension de la responsabilité pénale des personnes morales aux infractions d'exercice illégal de la médecine et de la pharmacie)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Brard (nouvelle rédaction de l'article relevant les peines prévues pour exercice illégal de la médecine ou de la pharmacie mais supprimant la possibilité de dissolution à ce titre) (p. 5743)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (extension de la responsabilité des personnes morales aux infractions de publicité mensongère et de fraude) (p. 5743)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (extension de la responsabilité des personnes morales

aux infractions d'atteinte volontaire à la vie) (p. 5743) : adopté (p. 5743)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (extension de la responsabilité des personnes morales aux infractions de torture ou d'actes de barbarie) (p. 5743) : adopté (p. 5744)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (extension de la responsabilité des personnes morales aux infractions de violence) (p. 5743) : adopté (p. 5744)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (extension de la responsabilité des personnes morales aux infractions de harcèlement sexuel) (p. 5743) : adopté (p. 5744)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (extension de la responsabilité des personnes morales aux infractions d'entrave aux mesures d'assistance et d'omission de porter secours) (p. 5743) : adopté (p. 5744)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (extension de la responsabilité des personnes morales à l'infraction de provocation au suicide) (p. 5743) : adopté (p. 5745)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (extension de la responsabilité des personnes morales aux infractions d'abandon de famille) (p. 5744) : adopté (p. 5745)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (extension de la responsabilité des personnes morales aux infractions de mise en péril des mineurs) (p. 5744) : adopté (p. 5745)

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (extension de la responsabilité des personnes morales aux infractions d'atteinte au respect des morts) (p. 5745)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (modification du deuxième alinéa de l'article 131-39 du code pénal pour permettre la dissolution de la personne morale détournée de son objet en cas de commission d'infraction réprimée, pour les personnes physiques, par une peine supérieure ou égale à trois ans d'emprisonnement) (p. 5745)

Avant l'article 3

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (insertion d'une division et d'un intitulé : Chapitre III : "Dispositions concernant la peine de dissolution encourue par les personnes morales pénalement responsables") (p. 5746) : adopté (p. 5746)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (ajout de deux alinéas à l'article 434-43 du code pénal augmentant les sanctions pour maintien ou reconstitution de personne morale dissoute) (p. 5746) : adopté (p. 5746)

Soutient l'amendement n° 22 rectifié de la commission (ajout d'un alinéa à l'article 434-47 du code pénal permettant de dissoudre à nouveau les personnes morales maintenues ou reconstituées) (p. 5746) : adopté (p. 5746)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (insertion d'une division et d'un intitulé : Chapitre IV : "Dispositions limitant l'installation ou la publicité des groupements sectaires") (p. 5746) : adopté (p. 5746)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (limitation de l'installation de groupements sectaires) (p. 5747) : adopté après modification (p. 5747)

Intervient sur le sous-amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Brard (périmètre porté de 100 à 200 mètres) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 5747)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Rudy Salles (possibilité offerte aux maires de refuser les permis de construire aux groupements sectaires mentionnés sur une liste fixée par décret) (p. 5749)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Rudy Salles (possibilité offerte aux maires de refuser les permis de construire aux groupements sectaires ayant été condamnés pénalement en application des dispositions de la présente loi) (p. 5749)

Soutient le sous-amendement n° 37 de la commission (correction d'une erreur matérielle) à l'amendement n° 34 de M. Rudy Salles (p. 5749) : adopté après modification (p. 5750)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (limitation de la publicité des groupements sectaires) (p. 5751) : adopté (p. 5751)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (insertion d'une division et d'un intitulé : Chapitre V : "Dispositions instituant le délit de manipulation mentale") (p. 5751) : adopté (p. 5751)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (articles 225-16-4 à 225-16-6 nouveaux du code pénal - délit de manipulation mentale) (p. 5751) : adopté (p. 5751)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (extension des peines complémentaires prévues à l'article 225-19 du code pénal aux personnes physiques reconnues coupables du délit de manipulation mentale) (p. 5751) : adopté (p. 5752)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (insertion d'une division et d'un intitulé : Chapitre VI : "Dispositions diverses") (p. 5752) : adopté (p. 5752)

Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (modification de l'article 2-17 du code de procédure pénale - exercice des droits reconnus à la partie civile par les seules associations de lutte contre les groupements sectaires reconnues d'utilité publique) (p. 5752)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (modification de l'article 2-17 du code de procédure pénale - exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les groupements sectaires au titre des dispositions de la présente loi) (p. 5752) : adopté après modification (p. 5754)

Intervient sur le sous-amendement n° 32 de M. Rudy Salles (exercice même lorsque l'action publique n'a pas été mise en mouvement) à l'amendement n° 30 de la commission (p. 5752)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Éric Doligé (institution de délégations parlementaires pour la prévention des activités à caractère sectaire) (p. 5754)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (application outre-mer) (p. 5755)

Titre

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (nouveau titre : "Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire") (p. 5755) : adopté (p. 5755)

Christian PIERRET
Secrétaire d'Etat à l'industrie

DÉPÔT

Projet de loi n° 2396 relatif à la modernisation du service public du gaz naturel et au développement des entreprises gazières [17 mai 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Arthur Paecht. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [12 octobre 1999] (p. 7137)

M. Renaud Donnedieu de Vabres. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [12 octobre 1999] (p. 7137)

M. Jacques Desallangre. Energie et carburants. EDF et GDF. Durée du travail, réduction, application [12 octobre 1999] (p. 7139)

M. Yves Nicolin. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [12 octobre 1999] (p. 7146)

M. Gérard Revol. Energie et carburants. Energie nucléaire. Emploi et activité, Marcoule [13 octobre 1999] (p. 7239)

M. Philippe Houillon. Automobiles et cycles. Nissan. Emploi et activité [19 octobre 1999] (p. 7562)

M. Guy Hascoët. Postes. La Poste. Durée du travail, réduction, application [20 octobre 1999] (p. 7646)

M. Jean-Claude Daniel. Transports routiers. Transport de matières dangereuses. Matériaux radioactifs, sécurité [20 octobre 1999] (p. 7652)

Mme Gilberte Marin-Moskovitz. Industrie. Matériel électrique et électronique. Alsthom, fusion avec ABB, emploi et activité [3 novembre 1999] (p. 8727)

M. Pierre Goldberg. Sociétés. Fusion. Hoechst et Rhône-Poulenc, conséquences [17 novembre 1999] (p. 9523)

M. Dominique Baert. Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité, Nord [8 décembre 1999] (p. 10683)

M. Pierre Micaux. Industrie. Textile et habillement. Aides de l'Etat [15 décembre 1999] (p. 10965)

M. Jean Auclair. Aménagement du territoire. Zones rurales. Perspectives, Creuse [21 décembre 1999] (p. 11248)

Mme Yvette Roudy. Industrie. Machines et équipements. Moulinex, emploi et activité, Normandie [25 janvier 2000] (p. 332)

M. Daniel Paul. Industrie. Machines et équipements. Moulinex, emploi et activité, Normandie [26 janvier 2000] (p. 425)

M. Claude Billard. Postes. La Poste. Durée du travail, réduction, application [26 janvier 2000] (p. 426)

M. Maurice Ligot. Industrie. Emploi et activité. Industries de main d'œuvre [2 février 2000] (p. 608)

M. André Lajoinie. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès aux services téléphoniques [8 février 2000] (p. 799)

M. Guy Hascoët. Industrie. Matériel électrique et électronique. Alsthom, fusion avec ABB, emploi et activité [9 février 2000] (p. 863)

M. Jean-Pierre Kucheida. Mines et carrières. Nuisances. Agence de prévention des risques miniers, création [9 février 2000] (p. 864)

M. Jean-Jacques Weber. Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité [23 février 2000] (p. 1166)

Mme Gilberte Marin-Moskovitz. Industrie. Matériel électrique et électronique. ABB-Alsthom, emploi et activité [8 mars 2000] (p. 1597)

M. Raymond Forni. Industrie. Matériel électrique et électronique. ABB-Alsthom, emploi et activité [8 mars 2000] (p. 1599)

M. Daniel Marcovitch. Télécommunications. Internet. Développement, aides de l'Etat [15 mars 2000] (p. 2003)

M. François Brottes. Ministères et secrétariats d'Etat. Industrie : France Télécom et La Poste. Services, personnes défavorisées, accès [21 mars 2000] (p. 2349)

M. Jean-Claude Daniel. Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité [5 avril 2000] (p. 3095)

M. Pierre Carassus. Industrie. Pharmacie. Cooper, acquisition par Rhône-Poulenc, conséquences [5 avril 2000] (p. 3100)

M. Rudy Salles. Postes. La Poste. Droit de grève, réglementation [25 avril 2000] (p. 3236)

M. Louis Mexandeau. Automobiles et cycles. Renault véhicules industriels. Fusion avec Volvo, conséquences, emploi [26 avril 2000] (p. 3323)

M. Robert Pandraud. Télécommunications. Téléphone. Ecoutes téléphoniques, confidentialité, sécurité [3 mai 2000] (p. 3666)

Mme Muguette Jacquaint. Industrie. Matériel électrique et électronique. ABB-Alsthom, emploi et activité [3 mai 2000] (p. 3676)

M. André Gerin. Automobiles et cycles. Renault véhicules industriels. Emploi et activité [10 mai 2000] (p. 3953)

M. François Fillon. Télécommunications. Téléphone. Portables, licences UMTS, conditions d'attribution [10 mai 2000] (p. 3954)

M. Georges Sarre. Postes. La poste. Missions de service public, respect [24 mai 2000] (p. 4607)

M. François Brottes. Postes. La poste. Missions de service public, respect [24 mai 2000] (p. 4610)

Mme Brigitte Douay. Industrie. Emploi et activité. Bassins d'emploi traditionnels [31 mai 2000] (p. 4797)

M. François Loos. Télécommunications. Politique et réglementation. Perspectives [31 mai 2000] (p. 4804)

M. François Goulard. Energie et carburants. EDF. Ouverture du marché de l'électricité, directive européenne, transposition [14 juin 2000] (p. 5327)

M. Jean-Michel Marchand. Postes. La Poste. Restructuration, conséquences [14 juin 2000] (p. 5329)

M. Jacques Barrot. Télécommunications. Téléphone. Portables, zones d'ombre, réduction [27 juin 2000] (p. 5857)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean Pontier. Marchés publics. Passation. Critères sociaux, réglementation [2 février 2000] (p. 499)

M. Jean-Pierre Blazy. Environnement. Protection. Lignes électriques, tracé [2 février 2000] (p. 500)

Mme Catherine Génisson. Saisies et sûretés. Saisie-attribution. Procédure, comptes chèques postaux [2 février 2000] (p. 502)

M. Pierre Hellier. Justice. Tribunaux de commerce. Réforme [2 février 2000] (p. 496)

M. Jean Ueberschlag. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [2 février 2000] (p. 497)

Mme Laurence Dumont. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Centre administratif, maintien, Bayeux [14 mars 2000] (p. 1854)

M. Jean-Louis Fousseret. Archives et bibliothèques. Bibliothèques publiques. Financement, perspectives [14 mars 2000] (p. 1857)

M. Gilbert Maurer. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Sarreguemines [14 mars 2000] (p. 1853)

M. Paul Patriarche. Energie et carburants. EDF. Centrales thermiques, construction, Corse [14 mars 2000] (p. 1856)

M. Jean-Paul Dupré. Marchés publics. Collectivités territoriales. Travaux d'urgence, réglementation [21 mars 2000] (p. 2327)

M. Gérard Saumade. TVA. Taux. Achat et utilisation de produits phytosanitaires agricoles [21 mars 2000] (p. 2320)

M. François Loncle. Automobiles et cycles. Pièces et équipements. De Carbon, emploi et activité, Ande [21 mars 2000] (p. 2321)

M. Yvon Montané. Agriculture. Viticulture. Aides de l'Etat [21 mars 2000] (p. 2324)

M. Jacky Darne. Télécommunications. France Telecom. Restructuration, conséquences, politique de la ville [21 mars 2000] (p. 2326)

M. Pierre Cardo. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel, Triel [21 mars 2000] (p. 2323)

M. Serge Poignant. Impôts et taxes. Taxe générale sur les activités polluantes. Application [21 mars 2000] (p. 2325)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [19 novembre 1999] (p. 9813)

Son intervention (p. 9835)

Sa réponse (p. 9841)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi (p. 9835)

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 9838)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : crédits (p. 9837, 9840)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 9838, 9839)

Energie et carburants : énergie nucléaire : sécurité nucléaire (p. 9837)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 9840)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 9837)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9840)

Grandes écoles (p. 9836)

Industrie : automobile (p. 9837)

Industrie : construction navale (p. 9838)

Industrie : politique industrielle : crédits (p. 9835)

Postes : La Poste (p. 9839)

Recherche (p. 9836)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 9839)

Télécommunications : France Télécom (p. 9839)

Réponses aux questions :

Industrie : textile et habillement (p. 9841) (M. Henry Chabert) (p. 9841)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)

Article 62 (report de la date limite d'institution pour 2000 de l'exonération de taxe professionnelle en faveur des entreprises de spectacles)

Intervient sur l'amendement n° 215 de la commission (report d'un mois de la date limite) (p. 9883)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Gilles Carrez (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle applicable aux titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9884)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle assise sur certains actifs financiers) (p. 9885)

Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de M. Christian Cuvilliez (majoration de la taxe professionnelle due par les entreprises procédant à des licenciements alors que leurs résultats sont bénéficiaires) (p. 9885)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe perçue au profit du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle pour les entreprises dont plus de 10 % de l'effectif est employé sur le fondement de contrats de travail à durée déterminée ou dans le cadre de dispositifs dits précaires) (p. 9886)

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 30 corrigé de M. Jérôme Cahuzac (application de la majoration de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers instituée au profit des bailleurs de logements anciens dans le secteur intermédiaire aux reconductions et aux renouvellements de baux) (p. 9887)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Christian Jacob (déductibilité des provisions constituées par les groupements d'employeurs afin de prévenir la mise en œuvre de leur responsabilité solidaire) (p. 9888)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Charles de Courson (instauration d'un abattement sur l'assiette des droits de mutation à titre gratuit pour les transmissions d'entreprises individuelles) (p. 9888)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Christian Jacob (assujettissement des exploitants agricoles à l'imposition d'après le bénéfice réel) (p. 9889)

Intervient sur l'amendement n° 51 corrigé de M. Michel Bouvard (aménagement de la déduction pour investissement dont bénéficient les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition) (p. 9890)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Charles de Courson (instauration d'un régime fiscal différencié pour la fraction des bénéfices affectée au renforcement des fonds propres des exploitations agricoles) (p. 9890)

Intervient sur l'amendement n° 10 corrigé de M. Gilbert Gantier (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice une fois tous les dix ans) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 11 corrigé de M. Serge Poignant (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice une fois tous les dix ans) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 15 corrigé de M. Charles de Courson (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice une fois tous les dix ans) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Michel Bouvard (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice une fois tous les dix ans) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Charles de Courson (avancement, à titre exceptionnel, de la date de clôture de l'exercice des exploitants viticulteurs soumis à un régime réel d'imposition) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Michel Bouvard (avancement, à titre exceptionnel, de la date de clôture de l'exercice des exploitants viticulteurs soumis à un régime réel d'imposition) (p. 9891)

Intervient sur l'amendement n° 312 de Mme Béatrice Marre (prorogation de la date limite d'installation pour l'application de l'abattement dont bénéficient les jeunes agriculteurs) (p. 9892)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Christian Jacob (possibilité de rattachement des plus-values réalisées sur les stocks, en cas d'apport d'une exploitation agricole à une société, aux résultats de la société bénéficiaire de l'apport) (p. 9893)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Christian Jacob (suppression du plafond de 7 % des revenus professionnels servant de base aux cotisations dues pour le régime social des membres non-salariés des professions agricoles retenu pour la déductibilité fiscale de ces cotisations) (p. 9893)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. François d'Aubert (création de bons de croissance regroupant les stock-options et les bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) (p. 9893)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. François d'Aubert (relèvement du plafond de la déduction d'impôt sur le revenu accordée aux particuliers ayant subi des pertes à la suite de la mise en cessation de paiement de PME au capital desquelles ils avaient souscrit) (p. 9894)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Jean-Pierre Brard (abaissement du seuil permettant une évaluation forfaitaire minimale du revenu imposable d'après certains éléments du train de vie) (p. 9895)

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Jean-Pierre Brard (déclaration des revenus soumis au régime du prélèvement libératoire) (p. 9896)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement de 1 à 1,2 du nombre de parts à prendre en considération au titre du quotient familial pour les personnes vivant seules sans enfant à charge) (p. 9897)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement de 1 à 1,1 du nombre de parts à prendre en considération au titre du quotient familial pour les personnes vivant seules sans enfant à charge) (p. 9897)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Ernest Moutoussamy (prorogation du mécanisme de réduction d'impôt applicable aux investissements immobiliers réalisés dans les départements d'outre-mer sous réserve du respect des plafonds de loyer et de ressources des locataires) (p. 9898)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. François d'Aubert (relèvement des plafonds et du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 9899)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Éric Besson (relèvement des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 9899)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Christian Jacob (instauration d'un régime spécifique pour le calcul de l'impôt sur les sociétés applicable aux sociétés dont l'objet est agricole) (p. 9899)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Daniel Marsin (aménagement du dispositif de déduction fiscale institué au profit des contribuables soumis à l'impôt sur les sociétés qui investissent dans les départements d'outre-mer) (p. 9900)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la déductibilité des emprunts contractés auprès d'établissements financiers et de personnes physiques ou morales établis dans des paradis fiscaux) (p. 9900)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Jean-Pierre Brard (déductibilité des charges payées à des personnes physiques ou morales établies dans des paradis fiscaux subordonnée au dépôt d'une déclaration spécifique) (p. 9901)

Intervient sur l'amendement n° 249 de Mme Nicole Bricq (institution d'une contribution pesant sur les producteurs, importateurs et distributeurs de documents publicitaires gratuits) (p. 9902, 9903)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Christian Jacob (prise en compte dans la législation fiscale des sociétés civiles à objet agricole) (p. 9903)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement des contrats d'assurance vie au droit fixe d'enregistrement de 100 F) (p. 9904)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement des dons aux droits d'enregistrement) (p. 9905)

Intervient sur l'amendement n° 256 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (assimilation des concubins aux couples mariés en matière de droits de mutation à titre gratuit) (p. 9905)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Christian Jacob (application du régime d'exonération des droits de mutation à titre gratuit à l'ensemble des parts de groupements fonciers agricoles détenues par des personnes physiques) (p. 9906)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 9907)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion) (p. 9907)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement du montant de la cotisation en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties selon des modalités identiques à celles appliquées en matière de taxe d'habitation) (p. 9907)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Gilles Carrez (suppression de la part régionale de la taxe d'habitation) (p. 9909)

Intervient sur l'amendement n° 217 de la commission (faculté pour les conseils généraux de n'exonérer de vignette que certaines catégories de véhicules) (p. 9910)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Christian Cuvilliez (libre fixation par les collectivités territoriales des taux d'imposition appliqués à chacune des quatre taxes locales) (p. 9911)

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Christian Cuvilliez (libre fixation par les collectivités territoriales des taux d'imposition appliqués à chacune des quatre taxes locales) (p. 9911)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Jean-Pierre Brard (obligation pour les personnes physiques de déclarer les cartes de crédit, cartes bancaires et cartes de paiement émises par un établissement bancaire ou financier étranger) (p. 9912)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Jean-Pierre Brard (obligation pour les contribuables non assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune de déclarer l'ensemble des avoirs qu'ils détiennent à l'étranger) (p. 9912)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de toute possibilité de paiement hors la vue d'un notaire pour les transactions supérieures à 500 000 F) (p. 9912)

Intervient sur l'amendement n° 220 de la commission (réduction de 50 000 à 20 000 F de la limite supérieure des paiements en espèces pour les particuliers non commerçants) (p. 9912)

Intervient sur l'amendement n° 298 corrigé de M. Jean-Pierre Brard (application du plafond des paiements en espèces par les particuliers non commerçants au règlement des primes d'assurance vie) (p. 9914)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Gilbert Gantier (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal) (p. 9914)

Intervient sur l'amendement n° 222 de la commission (harmonisation des sanctions fiscales applicables aux activités occultes) (p. 9915)

Intervient sur l'amendement n° 224 de la commission (suppression du bénéfice de la tolérance légale pour les contribuables de mauvaise foi ou s'étant livrés à des manœuvres frauduleuses) (p. 9915)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Jean-Pierre Brard (création d'une amende fiscale de 50 % en cas de vente sans facture) (p. 9916)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Jean-Pierre Brard (renforcement du dispositif des amendes fiscales en cas d'omissions ou d'inexactitudes) (p. 9917)

Intervient sur l'amendement n° 170 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (renversement de la charge de la preuve au plan fiscal en matière de taxation d'office de revenus qualifiés d'origine indéterminée) (p. 9918)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Jean-Pierre Brard (renversement de la charge de la preuve au plan fiscal en matière de taxation d'office de revenus qualifiés d'origine indéterminée) (p. 9918)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10116) ; [25 novembre 1999] (p. 10159, 10178)

Article 3 supprimé par le Sénat (articles 213, 235 ter ZC nouveau et 1668 D nouveau du code général des impôts : institution d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés)

Intervient sur le sous-amendement n° 144 de M. Yves Bur (de suppression de la contribution) à l'amendement n° 7 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10164)

Intervient sur le sous-amendement n° 116 de M. Jean-Louis Debré (relèvement du seuil d'imposition) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10165)

Intervient sur le sous-amendement n° 118 de M. Philippe Douste-Blazy (diminution du taux de la contribution) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10166)

Intervient sur le sous-amendement n° 117 de M. José Rossi (relèvement du seuil d'imposition) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10167)

Soutient le sous-amendement n° 148 du Gouvernement (sanctions fiscales) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10167) : adopté (p. 10168)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Article 13 (extinction du régime intracommunautaire des comptoirs de vente, modernisation et simplification des contributions indirectes)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 10782)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Didier Migaud (encadrement des pouvoirs de l'administration lorsque celle-ci est amenée à se prononcer sur la poursuite de fins commerciales en cas de détention de produits soumis à accises) (p. 10782)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (harmonisation du régime de perception des droits d'accises avec celui des droits de douane) (p. 10782)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (de précision) (p. 10783)
Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Didier Migaud (de coordination) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 10783)
Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 10783)
Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 10783)
Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (maintien de l'exonération de titre de mouvement dont bénéficient les échanges de bière sur le territoire national) (p. 10783)
Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (réalisation des échanges viti-vinicoles sous un régime simplifié au-delà des limites des cantons limitrophes) (p. 10783)
Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (allègement des formalités administratives concernant les échanges viti-vinicoles) (p. 10784)
Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 10784)
Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 10784)
Article 14 (conséquences fiscales du changement de mode d'exploitation de certaines entreprises)
Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 10785)
Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 10785)
Article 15 (interdiction du cumul de l'abattement de 20 % pour adhésion à un centre de gestion agréé ou une association agréée avec d'autres déductions forfaitaires ou abattements d'assiette)
Son intervention (p. 10786)
Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 10787)
Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 10789)
Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 10789)
Après l'article 15
Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Gérard Bapt (exclusion de l'assiette du résultat imposable du montant des abandons de créances et des aides exceptionnelles relevant de l'ensemble des procédures d'aide au désendettement des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées) (p. 10791)
Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Francis Delattre (exclusion de l'assiette du résultat imposable du montant des abandons de créances et des aides exceptionnelles relevant de l'ensemble des procédures d'aide au désendettement des rapatriés réinstallés dans des professions non salariées) (p. 10791)
Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Gérard Bapt (sursis de paiement des dettes fiscales des rapatriés réinstallés dans une profession libérale) (p. 10794)
Article 17 (transmission par voie électronique des déclarations des particuliers)
Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour les entreprises d'effectuer leur déclaration fiscale par l'intermédiaire d'Internet) (p. 10795)
Après l'article 17
Soutient l'amendement n° 5 rectifié du Gouvernement (suppression des seuils de déclaration) (p. 10796) : adopté (p. 10796)
Article 18 (compétence territoriale des receveurs des impôts et motivation des avis de mise en recouvrement)
Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Gilles Carrez (exclusion des pénalités d'assiette du champ de la validation) (p. 10797)
Article 19 (aménagement de l'article L. 80 D du livre des procédures fiscales prévoyant la motivation des pénalités)
Son intervention (p. 10798)
Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de précision) (p. 10798)
Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Christian Cuvilliez (application du délai de trente jours préalable au prononcé des sanctions fiscales en cas de signification effective d'un commandement) (p. 10799)
Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (substitution au mot "contrevenant" des mots "contribuable ou redevable concerné") (p. 10799)
Article 20 (aménagement du régime des groupes de sociétés)
Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Christian Cuvilliez (de suppression) (p. 10800)
Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) (p. 10800)
Après l'article 20
Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Marc Laffineur (suppression des droits de mutation en cas de cession de titres de sociétés) (p. 10801)
Après l'article 21
Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jean-Louis Dumont (provision pour reconstitution des gisements) (p. 10802)
Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de taxation des plus-values à long terme des entreprises) (p. 10802)
Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Marc Laffineur (modification des dispositions relatives à la taxation des plus-values constatées sur les participations supérieures à 25 % du capital d'une société en cas de transfert du domicile fiscal d'un contribuable hors de France) (p. 10803)
Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Marc Laffineur (de conséquence) (p. 10803)
Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules sans enfant à charge) (p. 10803)
Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (réduction d'impôt pour investissement outre-mer) (p. 10805)
Intervient sur l'amendement n° 65 de M. François Goulard (bénéfice de la réduction d'impôt prévue à l'article 200 du code général des impôts réservé aux dons versés à des œuvres ou à des organismes d'intérêt général) (p. 10805)
Intervient sur l'amendement n° 130 corrigé de M. Arthur Dehaine (bénéfice de la réduction d'impôt prévue à l'article 200 du code général des impôts réservé aux dons versés à des œuvres ou à des organismes d'intérêt général) (p. 10805)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Dominique Baert (extension du régime de faveur des fusions aux centres techniques industriels) (p. 10806)

Intervient sur l'amendement n° 119 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (exonération de contribution annuelle sur les revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis plus de quinze ans pour les immeubles faisant partie de villages de vacances ou de maisons familiales agréés) (p. 10806)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (adaptation du crédit d'impôt pour dépenses de formation à la réglementation communautaire) (p. 10807) : adopté (p. 10807)

Intervient sur l'amendement n° 120 deuxième rectification de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à la TVA des maisons familiales de vacances, des auberges de jeunesse, des centres d'accueil de jeunes et des autres équipements de tourisme social) (p. 10807)

Intervient sur le sous-amendement n° 142 de M. Michel Bouvard (assujettissement des refuges d'altitude) à l'amendement n° 120 deuxième rectification de M. Augustin Bonrepaux (p. 10807)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Blazy (institution de deux fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de Paris-Charles-de-Gaulle et de Paris-Orly) (p. 10811)

Soutient le sous-amendement n° 140 du Gouvernement (contribution de l'établissement public Aéroports de Paris) à l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Blazy (p. 10811) : adopté (p. 10813)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Yves Cochet (majoration des tarifs de la taxe de l'aviation civile) (p. 10815)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Pierre Blazy (institution d'une taxe additionnelle à la taxe de l'aviation civile) (p. 10815)

Article 24 (mise en œuvre de l'accord du 27 mai 1997 entre la France et la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 10841)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 10842)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) (p. 10842)

Après l'article 24

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (prorogation du financement du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole par le fonds national de développement des adductions d'eau) (p. 10842) : adopté (p. 10843)

Soutient l'amendement n° 127 du Gouvernement (exclusion du champ des aides personnelles au logement des personnes locataires d'un logement appartenant à l'un de leurs ascendants ou descendants, ou ceux de leur conjoint ou concubin) (p. 10843) : adopté (p. 10843)

Soutient l'amendement n° 141 du Gouvernement (maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine) (p. 10843) : adopté (p. 10846)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression des redevances de contrôle auxquelles sont soumises les canalisations de transport d'hydrocarbures liquides) (p. 10847) : adopté (p. 10847)

Soutient l'amendement n° 117 du Gouvernement (majoration de la limite des remises de dette en faveur des pays en voie de développement) (p. 10847) : adopté (p. 10847)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (annulation de 72 millions de francs de créances détenues sur la Jordanie) (p. 10847) : adopté (p. 10847)

Soutient l'amendement n° 39 du Gouvernement (participation du fonds de prévention des risques naturels majeurs au financement des études préalables aux plans de prévention de ces risques et modification du financement de ce fonds) (p. 10847) : adopté (p. 10848)

Soutient l'amendement n° 118 du Gouvernement (garanties de l'Etat aux emprunts de la Société de gestion des participations aéronautiques dans le cadre de la fusion Aérospatiale-Matra et DASA) (p. 10848) : adopté (p. 10848)

Son intervention [9 décembre 1999] (p. 10850)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 37, 61)

Son intervention (p. 37)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 44)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 52)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 87)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 37, 38)

Energie et carburants : électricité (p. 38)

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 38, 88)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 37, 39, 45, 53, 88)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 37)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 53)

Energie et carburants : lignes électriques (p. 37, 88)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 45, 52, 88)

Secteur public : services publics : électricité (p. 37 à 39, 45)

Discussion des articles [19 janvier 2000] (p. 118, 168)

Article 1er (définition du service public de l'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (indépendance et sécurité des approvisionnements non situés dans le cadre européen) (p. 118)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Franck Borotra (respect des règles de la concurrence) (p. 119)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Franck Borotra (définition d'une nouvelle génération de centrales nucléaires en terme de sûreté) (p. 119)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (référence aux centrales nucléaires de type EPR et au développement de la cogénération supprimée du champ des missions du service public de l'électricité) (p. 119)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Franck Borotra (développement de la cogénération inclus dans le champ des missions du service public de l'électricité) (p. 119)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Franck Borotra (compensation financière pour les charges de solidarité nationale) (p. 119)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. François Goulard (suppression des objectifs de défense et de sécurité publique) (p. 120)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. François Goulard (suppression du principe de continuité du service public) (p. 120)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Franck Borotra (obligation de service sur la totalité du territoire et péréquation tarifaire) (p. 120)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la référence aux règles de concurrence pour la définition du cadre du service public de l'électricité) (p. 120)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. François Goulard (suppression de la référence à l'efficacité économique, sociale et énergétique) (p. 121)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Franck Borotra (respect des règles de la concurrence pour le secteur libéré) (p. 121)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rôle respectif de l'Etat et des collectivités locales dans l'organisation du service public de l'électricité précisé) (p. 121)

Article 2 (missions du service public de l'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. François Goulard (suppression du deuxième alinéa relatif au concept de programmation pluriannuelle des investissements) (p. 122)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. François Goulard (suppression de la référence à EDF pour la contribution à la réalisation des objectifs des producteurs) (p. 122)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Franck Borotra (interconnexion avec les réseaux européens) (p. 123)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. François Goulard (garantie de sûreté de fonctionnement des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité) (p. 123)

Intervient sur l'amendement n° 271 corrigé de M. Franck Borotra (gestionnaire du réseau de transport distinct d'EDF) (p. 124)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (gestion du réseau de transport et de distribution confiée à EDF) (p. 124)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. François Goulard (séparation juridique de la gestion du réseau et de l'entreprise de production EDF) (p. 124)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. François Goulard (couverture territoriale) (p. 124)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Franck Borotra (péréquation tarifaire réservée aux seuls usages de base) (p. 125)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 125)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Claude Billard (coopération entre EDF et GDF inscrite dans la loi) (p. 126)

Article 3 (mise en œuvre et contrôle des missions de service public)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 128)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Franck Borotra (respect des intérêts des clients non éligibles) (p. 128)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (suppression de la référence à la notion de concurrence équilibrée et loyale) (p. 128)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. François Goulard (suppression de la référence au Conseil de la concurrence) (p. 128)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Franck Borotra (programmation du réseau public plutôt que planification) (p. 128)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (consultation de la conférence régionale de l'aménagement et de développement du territoire sur la planification des réseaux publics de distribution) (p. 129)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Claude Birraux (consultation de la conférence régionale de l'aménagement et de développement du territoire sur la planification des réseaux publics de distribution) (p. 129)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Franck Borotra (de suppression partielle) (p. 129)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Claude Billard (poids relatif des clients éligibles et des clients non éligibles au sein de l'observatoire national du service public) (p. 129)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Claude Billard (poids relatif des clients éligibles et des clients non éligibles au sein de l'observatoire national du service public) (p. 129)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Claude Birraux (de suppression partielle) (p. 130)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (non rémunération des fonctions de membre d'un observatoire) (p. 130)

Article 4 (tarifs et plafonds de prix)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (contenu des tarifs appliqués aux usagers domestiques) (p. 131)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (caractéristiques locales exclues des critères déterminant les tarifs de vente de l'électricité) (p. 132)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Claude Billard (recherche des meilleures conditions de coût et de prix par le service public) (p. 133)

Soutient le sous-amendement n° 285 du Gouvernement (suppression de l'expression "droit de tous à l'électricité") à l'amendement n° 201 de M. Claude Billard (p. 133) : adopté (p. 133)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (ensemble des coûts supportés par EDF et par les distributeurs non nationalisés "couverts" lors de la fixation des tarifs de vente d'électricité aux clients non éligibles) (p. 133)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. François Goulard (avis conforme de la commission de régulation de l'électricité) (p. 135)
Intervient sur l'amendement n° 122 de M. François Goulard (tarifs de secours fixés sur proposition de la commission de régulation de l'électricité) (p. 135)
Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Claude Birraux (tarifs de secours fixés sur proposition de la commission de régulation de l'électricité) (p. 135)
Intervient sur l'amendement n° 123 de M. François Goulard (concertation avec le gestionnaire du réseau) (p. 135)
Article 5 (mécanismes de compensation)
Intervient sur l'amendement n° 108 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 135)
Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Franck Borotra (définition des coûts échoués) (p. 136)
Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (pouvoir de proposition accordé à la commission de régulation de l'électricité) (p. 137)
Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Franck Borotra (pouvoir de proposition accordé à la commission de régulation de l'électricité) (p. 137)
Intervient sur l'amendement n° 125 de M. François Goulard (gestion comptable et financière assurée par tout établissement financier choisi après appel d'offre) (p. 137)
Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de précision) (p. 137)
Intervient sur l'amendement n° 126 de M. François Goulard (de précision) (p. 137)
Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (puissance globale par site de production) (p. 138)
Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Claude Birraux (fixation des seuils par décret) (p. 138)
Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (seuil de 4,5 mégawatts) (p. 138)
Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 138)
Intervient sur l'amendement n° 109 de M. François Goulard (autoconsommation exonérée de charges) (p. 138)
Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (autoconsommation exonérée de charges) (p. 138)
Intervient sur le sous-amendement n° 283 de M. Franck Borotra (électricité transportée sur le réseau public) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 139)
Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 139)
Article 6 (programmation pluriannuelle des investissements)
Intervient sur l'amendement n° 127 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 140)
Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Franck Borotra (loi d'orientation définissant la politique énergétique du pays adoptée au plus tard un an après l'adoption de la transcription des directives électricité et gaz) (p. 141)
Intervient sur l'amendement n° 128 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 141)
Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 141)
Intervient sur l'amendement n° 129 de M. François Goulard (objectifs de la programmation pluriannuelle) (p. 141)
Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (bilan prévisionnel pluriannuel établi au moins tous les deux ans) (p. 142)
Intervient sur le sous-amendement n° 279 de M. Franck Borotra (consultation de la commission de régulation de l'électricité) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 142)
Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (non consultation de la commission de régulation de l'électricité par le ministre dans le processus de programmation pluriannuelle des investissements) (p. 142)
Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Claude Birraux (puissance nominale fixée par décret) (p. 142)
Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (puissance nominale de 4,5 mégawatts) (p. 142)
Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (dispositions relatives à l'autorisation d'exploiter déplacées à l'article 7) (p. 142)
Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 142)
Article 7 (autorisation d'exploiter)
Intervient sur l'amendement n° 131 de M. François Goulard (de suppression) (p. 143)
Intervient sur l'amendement n° 132 de M. François Goulard (conditions d'autorisation) (p. 143)
Intervient sur l'amendement n° 193 de M. François Goulard (procédure d'appel d'offre) (p. 143)
Intervient sur l'amendement n° 133 de M. François Goulard (autorisation par la commission de régulation de l'électricité) (p. 143)
Intervient sur l'amendement n° 134 de M. François Goulard (rôle de proposition de la commission) (p. 144)
Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Franck Borotra (avis motivé de la commission) (p. 144)
Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Claude Birraux (avis de la commission) (p. 144)
Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (demandes d'autorisation non instruites par la commission) (p. 144)
Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (dispositions relatives à l'autorisation d'exploiter précédemment inscrites à l'article 6) (p. 144)
Intervient sur l'amendement n° 135 de M. François Goulard (prise en compte des projets d'installation ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 144)
Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Claude Birraux (prise en compte des projets d'installation ayant obtenu un certificat de conformité) (p. 144)
Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (conditions dans lesquelles les producteurs peuvent utiliser leur propre électricité) (p. 144)
Article 8 (appels d'offres)
Intervient sur l'amendement n° 137 de M. François Goulard (commission de régulation de l'électricité procédant par appel d'offres lorsque les capacités de production ne répondent pas aux besoins) (p. 145)
Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (suppression de l'avis de la commission préalablement à la procédure d'appel d'offres) (p. 145)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (modalités de la procédure d'appel d'offres) (p. 145)
Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (conditions de participation à la procédure d'appel d'offres) (p. 145)
Intervient sur l'amendement n° 138 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 146)
Intervient sur l'amendement n° 139 de M. François Goulard (renforcement du pouvoir décisionnaire de la CRE) (p. 146)
Article 9 (critères d'attribution des autorisations et élaboration des conditions des appels d'offres)
Intervient sur l'amendement n° 141 de M. François Goulard (de suppression) (p. 146)
Intervient sur l'amendement n° 142 de M. François Goulard (besoins des clients éligibles) (p. 146)
Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (suppression de l'avis de la CRE préalablement à l'adoption des décrets en Conseil d'Etat) (p. 147)
Article 10 (obligation d'achat d'électricité)
Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de coordination) (p. 148)
Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (seuil des installations utilisant des énergies renouvelables) (p. 148)
Intervient sur l'amendement n° 200 de M. François Goulard (limite fixée par décret en Conseil d'Etat) (p. 148)
Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (seuil réduit à 12 mégawatts) (p. 148)
Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (limitation de l'obligation d'achat) (p. 148)
Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de coordination) (p. 148)
Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (suppression de l'avis de la CRE en cas de suspension de l'obligation d'achat) (p. 148)
Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (révisions des conditions d'achat) (p. 149)
Intervient sur le sous-amendement n° 248 rectifié de M. Franck Borotra (conditions d'achat fondées sur les coûts d'exploitation, d'investissement et de transport évités par EDF) à l'amendement n° 41 de la commission (p. 149)
Intervient sur le sous-amendement n° 205 de M. Claude Billard (coûts d'exploitation et de production) à l'amendement n° 41 de la commission (p. 149)
Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Claude Billard (mobilisation des installations existantes utilisant du charbon indigène) (p. 150)
Soutient le sous-amendement n° 286 du Gouvernement (installations existant à la date de publication de la présente loi) à l'amendement n° 206 de M. Claude Billard (p. 150) : adopté (p. 150)
Intervient sur l'amendement n° 143 de M. François Goulard (confirmation des obligations d'achat conclues antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 151)
Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (information de l'Observatoire national du service public de l'électricité) (p. 151)
Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)
Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean Proriol (de suppression partielle) (p. 152)
Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) (p. 152)
Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (production d'électricité par les communes et les établissements publics de coopération pour leur propre compte) (p. 152)
Intervient sur l'amendement n° 144 de M. François Goulard (suppression de la limitation de puissance pour les nouvelles installations hydroélectriques aménagées par les communes et les établissements publics de coopération) (p. 152)
Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) (p. 152)
Article 13 (statut du gestionnaire du réseau de transport (GRT))
Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Franck Borotra (création et rôle d'un établissement public national, dénommé Service public de l'électricité) (p. 153)
Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Claude Birraux (qualité du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 153)
Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Claude Birraux (qualité du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 153)
Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (qualité du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 153)
Intervient sur le sous-amendement n° 240 de M. Claude Birraux (création d'un établissement public distinct) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 153)
Intervient sur l'amendement n° 146 de M. François Goulard (qualité du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 154)
Intervient sur l'amendement n° 147 de M. François Goulard (qualité du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 154)
Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (de suppression partielle) (p. 154)
Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Claude Birraux (conditions de nomination du directeur du GRT) (p. 154)
Intervient sur l'amendement n° 246 corrigé de M. Franck Borotra (conditions de nomination du directeur du GRT) (p. 154)
Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (conditions de nomination du directeur du GRT) (p. 154)
Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (avis de la CRE) (p. 154)
Intervient sur l'amendement n° 148 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 154)
Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) (p. 155)
Intervient sur l'amendement n° 149 de M. François Goulard (séparation à terme du gestionnaire du réseau de transport et d'EDF) (p. 155)
Article 13 bis (activités interdites aux anciens agents du gestionnaire du réseau public de transport)
Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (activités interdites aux anciens agents du gestionnaire du réseau public de transport) (p. 155)

Intervient sur le sous-amendement n° 219 de la commission (activités interdites aux anciens agents du gestionnaire du réseau public de transport) à l'amendement n° 52 de la commission (p. 156)

Article 13 ter (consultation de la CRÉ sur la compatibilité des activités exercées par d'anciens agents du gestionnaire du réseau public de transport)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 156)

Article 13 quater (commissions disciplinaires des agents du gestionnaire du réseau public de transport)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 156)

Article 14 (missions du gestionnaire du réseau public de transport)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Claude Billard (schéma de développement du réseau public de transport soumis à l'avis du ministre) (p. 156)

Article 15 (modalités d'action du gestionnaire du réseau public de transport)

Intervient sur l'amendement n° 55 rectifié de la commission (objectifs de sûreté, de sécurité et de qualité du service public pris en compte par les modifications des programmes d'appel) (p. 157)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 157)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Franck Borotra (création d'une bourse d'échange d'électricité) (p. 158)

Article 16 (sanction du gestionnaire du réseau public de transport en cas de transmission d'informations confidentielles)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. François Goulard (de suppression) (p. 158)

Article 17 (la distribution d'électricité : rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (de précision) (p. 159)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Christian Martin (rédactionnel) (p. 159)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) (p. 160)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Jean Proriol (conditions de prise en charge par les concessionnaires des opérations de maîtrise de la demande d'électricité) (p. 160)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Christian Martin (conditions de prise en charge par les concessionnaires des opérations de maîtrise de la demande d'électricité) (p. 160)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Jean-Jacques Guillet (conditions de prise en charge par les concessionnaires des opérations de maîtrise de la demande d'électricité) (p. 160)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. François Goulard (non application aux contrats de concession comprenant des clauses plus favorables) (p. 160)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Jean Proriol (répartition des charges entre les collectivités concédantes et les concessionnaires) (p. 161)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Claude Billard (répartition des charges entre les collectivités concédantes et les concessionnaires) (p. 161)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Christian Martin (maîtrise de la demande d'énergie des personnes en état de précarité) (p. 161)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 162)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (droits à réduction de la TVA) (p. 162)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Jean Proriol (droits à réduction de la TVA) (p. 162)

Article 18 (gestion des réseaux publics de distribution d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. François Goulard (de suppression) (p. 169)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. François Goulard (conditions fixées par un cahier des charges) (p. 169)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Claude Birraux (réseau de distribution réalisé sous l'autorité de la collectivité compétente) (p. 169)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) (p. 169)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (suppression de l'avis de la CRÉ) (p. 169)

Article 20 (sanction des gestionnaires des réseaux publics de distribution en cas de transmission d'informations confidentielles)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. François Goulard (de suppression) (p. 170)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Jean Proriol (informations d'ordre économique et commercial fournies aux collectivités concédantes) (p. 170)

Article 21 (mesures de sauvegarde)

Soutient l'amendement n° 289 du Gouvernement (simplification des procédures administratives) (p. 170) : adopté après modification et deuxième rectification (p. 176)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 176)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Claude Birraux (définition du client éligible) (p. 177)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. François Goulard (détermination du site au point de comptage) (p. 178)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (transpositions des directives communautaires) (p. 178)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Claude Birraux (cas des établissements industriels à sites multiples) (p. 178)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Claude Birraux (cas des établissements industriels à sites multiples) (p. 178)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (éligibilité des filiales majoritaires des producteurs) (p. 178)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Claude Birraux (tarifs offerts par les entreprises locales de distribution) (p. 179)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (non éligibilité des propriétaires ou des gestionnaires de réseaux de remontées mécaniques) (p. 179)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (non éligibilité des propriétaires ou des gestionnaires de réseaux de canalisations d'hydrocarbures liquides) (p. 179)
Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Franck Borotra (de suppression partielle) (p. 179)
Intervient sur l'amendement n° 161 de M. François Goulard (durée du cadre contractuel) (p. 179)
Intervient sur l'amendement n° 160 de M. François Goulard (durée du cadre contractuel) (p. 179)
Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (limitation du négoce) (p. 180)
Soutient le sous-amendement n° 287 du Gouvernement (limitation du négoce) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 180) : rejeté (p. 180)
Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (publication de la liste des clients éligibles par le ministre) (p. 181)
Intervient sur le sous-amendement n° 251 de M. Franck Borotra (avis de la CRE) à l'amendement n° 66 de la commission (p. 181)
Article 23 (droit d'accès au réseau)
Intervient sur l'amendement n° 163 de M. François Goulard (extension du dispositif) (p. 182)
Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (extension du dispositif) (p. 182)
Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (de précision) (p. 182)
Intervient sur l'amendement n° 164 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 182)
Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (de précision) (p. 183)
Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (de suppression partielle) (p. 183)
Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (droit des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 183)
Article 24 (lignes directes)
Intervient sur l'amendement n° 165 de M. François Goulard (constructions de lignes directes par les collectivités territoriales) (p. 184)
Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (impossibilité pour un producteur d'approvisionner ses filiales par une ligne directe) (p. 184)
Intervient sur l'amendement n° 166 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 184)
Avant l'article 25
Intervient sur l'amendement n° 167 de M. François Goulard (intitulé du titre V) (p. 184)
Article 25 (règles comptables applicables à EDF, aux distributeurs non nationalisés et à la Compagnie nationale du Rhône)
Intervient sur l'amendement n° 168 de M. François Goulard (de suppression) (p. 185)
Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Claude Billard (rôle de la Compagnie nationale du Rhône) (p. 185)
Intervient sur l'amendement n° 169 de M. François Goulard (distinction comptable par EDF entre les consommateurs éligibles et les consommateurs non éligibles) (p. 186)
Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Franck Borotra (transparence comptable) (p. 186)
Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (transparence comptable) (p. 187)
Article 27 (droit d'accès à la comptabilité et aux informations économiques, financières et sociales)
Intervient sur l'amendement n° 170 de M. François Goulard (droits du ministre) (p. 187)
Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (de coordination) (p. 187)
Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (de précision) (p. 187)
Après l'article 27
Intervient sur l'amendement n° 171 de M. François Goulard (mise en place d'un code de déontologie) (p. 187)
Article 28 (composition et statut de la Commission de régulation de l'électricité (CRE))
Intervient sur l'amendement n° 172 de M. François Goulard (composition de la CRE) (p. 188)
Intervient sur l'amendement n° 173 de M. François Goulard (qualité de la CRE) (p. 188)
Article 29 (commissaire du Gouvernement auprès de la CRE)
Intervient sur l'amendement n° 174 de M. François Goulard (de suppression) (p. 189)
Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (de précision) (p. 189)
Article 30 (fonctionnement de la CRE)
Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Franck Borotra (création d'un observatoire de la diversification d'EDF et de GDF) (p. 189)
Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (de suppression partielle) (p. 190)
Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Claude Billard (de suppression partielle) (p. 190)
Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Franck Borotra (de suppression partielle) (p. 190)
Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Claude Billard (de suppression partielle) (p. 191)
Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Claude Billard (de suppression partielle) (p. 191)
Article 31 (consultation de la CRE sur les projets de loi et de règlement et participation aux négociations internationales)
Intervient sur l'amendement n° 175 de M. François Goulard (aval de la CRE) (p. 191)
Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) (p. 191)
Article 32 (relations avec les assemblées et les institutions et rapport d'activité de la CRE)
Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) (p. 192)
Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (de précision) (p. 192)
Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (de précision) (p. 192)
Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Franck Borotra (CRE consultée sur la politique tarifaire) (p. 192)
Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) (p. 192)
Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (publication des avis de la CRE portant sur des

projets de décisions réglementaires et notification des décisions individuelles à la personne intéressée) (p. 192)

Soutient le sous-amendement n° 288 du Gouvernement (publication des avis de la CRÉ portant sur des projets de décisions réglementaires et notification des décisions individuelles à la seule personne intéressée) à l'amendement n° 83 de la commission (p. 192) : adopté (p. 192)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Franck Borotra (consultation par la CRÉ des données fournies par l'Observatoire de la diversification) (p. 193)

Article 33 (pouvoirs d'enquête)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (de suppression partielle) (p. 193)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. François Goulard (rôle d'enquête confié à la CRÉ) (p. 193)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (champ des enquêtes ministérielles) (p. 194)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 194)

Article 33 bis (pouvoir de perquisition des enquêteurs)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (de coordination) (p. 194)

Article 34 bis (attributions de la CRÉ)

Intervient sur l'amendement n° 87 rectifié de la commission (rédaction globale de l'article) (p. 196)

Article 35 (pouvoir réglementaire de la CRÉ)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. François Goulard (respect des contrats de concessions et des règlements de service des régies) (p. 197)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 197)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (de suppression partielle) (p. 197)

Article 36 (litiges d'accès aux réseaux et voies de recours)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Franck Borotra (pouvoir de conciliation et saisine du Conseil de la concurrence par la CRÉ) (p. 198)

Article 36 bis (pouvoir de conciliation de la CRÉ)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (de suppression) (p. 198)

Article 37 (relations entre le Conseil de la concurrence et la CRÉ)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (faculté donnée au Conseil de la concurrence de saisir la CRÉ pour demander des avis sur des questions relatives à l'électricité) (p. 198)

Article 38 (pouvoir de sanction de la CRÉ)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. François Goulard (manquements dans les différentes activités) (p. 199)

Article 39 (pouvoir de sanction du ministre)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. François Goulard (de suppression) (p. 199)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (de coordination) (p. 200)

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (de coordination) (p. 200)

Article 40 (dispositions pénales)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (sanctions pénalisées) (p. 200)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (sanctions pénales) (p. 201)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (sanctions pénales) (p. 201)

Article 41 (recherche et constatation des infractions à la loi)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (de coordination) (p. 201)

Article 42 (aménagement du principe de spécialité d'EDF)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. François Goulard (EDF transformée en société anonyme) (p. 202)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Franck Borotra (offres conjointes faites par EDF et ses filiales) (p. 203)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Franck Borotra (offres conjointes faites par EDF et ses filiales) (p. 204)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (de suppression partielle) (p. 204)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Claude Birraux (offres globales des distributeurs non nationalisés aux clients éligibles) (p. 204)

Avant l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. François Goulard (statut des personnels) (p. 206)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Claude Birraux (statut des personnels) (p. 206)

Article 43 (développement de la négociation collective de branche)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. François Goulard (de suppression) (p. 207)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Franck Borotra (de suppression) (p. 207)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Claude Billard (signature des accords professionnels par les organisations syndicales les plus représentatives) (p. 208)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Claude Billard (signature des accords professionnels par les organisations syndicales les plus représentatives) (p. 208)

Article 45 (collecte et publication des informations statistiques)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (suppression de la communication à la CRÉ des données statistiques relatives au marché de l'électricité) (p. 209)

Article 46 (coûts échoués)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. François Goulard (de suppression) (p. 209)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. François Goulard (financement spécifique sur une période de cinq ans) (p. 209)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Franck Borotra (définition des coûts échoués) (p. 209)

Article 47 (révision des contrats entre EDF ou un distributeur non nationalisé et un client éligible)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Claude Billard (conditions de dénonciation des contrats) (p. 210)

Article 48 (révision des contrats conclus entre EDF ou les distributeurs non nationalisés et les producteurs d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Claude Billard (conditions de dénonciation des contrats) (p. 211)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Claude Billard (condition de révision des contrats) (p. 211)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (rédactionnel) (p. 211)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (de précision) (p. 211)

Intervient sur l'amendement n° 143 rectifié de M. François Goulard (de précision) (p. 211)

Article 49 bis (prélèvement des redevances perçues par les autorités concédantes de la distribution d'électricité)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (de suppression) (p. 212)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. François Goulard (de suppression) (p. 212)

Article 50 (adaptation de certaines dispositions de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (rédactionnel) (p. 213)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (de coordination) (p. 213)

Intervient sur l'amendement n° 105 de la commission (rédactionnel) (p. 213)

Soutient l'amendement n° 293 du Gouvernement (dispositions transitoires) (p. 213) : adopté (p. 213)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. François Goulard (modification du titre du projet de loi) (p. 214)

Seconde délibération

Article 22 (consommateurs éligibles)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (cas des gestionnaires ou propriétaires de remontées mécaniques) (p. 214)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (offre des producteurs ou de leur filiales complétée dans certaines conditions par des achats sur le marché européen) (p. 214) : adopté (p. 215)

Son intervention à l'issue du vote (p. 217)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [1er février 2000] (p. 522)

Son intervention (p. 522)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : électricité (p. 522, 523)

Energie et carburants : électricité : contrats (p. 522)

Energie et carburants : électricité : producteurs (p. 523)

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 522)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 522, 523)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [1er février 2000] (p. 529)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean Proriol (composition de la commission de concertation consultée par le préfet pour autoriser la reconstruction rapide des ouvrages détruits ou endommagés par les tempêtes) (p. 542)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (composition de la commission de concertation consultée par le préfet pour autoriser la reconstruction rapide des ouvrages détruits ou endommagés par les tempêtes) (p. 543)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)

Sa réponse (p. 3334)

Thèmes :

Consommation : pratiques commerciales (p. 3335)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 3335)

Etat : organisation : rôle (p. 3334, 3335)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 3335, 3336)

Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 3335)

Marchés financiers : généralités (p. 3335)

Politique économique : concurrence (p. 3335)

Politique économique : généralités (p. 3334 à 3337)

Politique économique : mondialisation (p. 3335)

Politique générale : libéralisme (p. 3334)

Sociétés : actionnaires (p. 3335)

Télécommunications : autoroutes de l'information (p. 3336)

Télécommunications : France Télécom (p. 3336)

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 625 de M. Jacques Desallangre (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 3337)

Article 1er (article 356-1-4 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : transmission des pactes d'actionnaires au Conseil des marchés financiers)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Philippe Auberger (nature des conventions auxquelles s'applique l'obligation de transmission) (p. 3343)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. François Goulard (nature des conventions auxquelles s'applique l'obligation de transmission) (p. 3343)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Philippe Auberger (limitation de l'obligation de transmission aux seuls pactes d'actionnaires postérieurs au 1er janvier 1995) (p. 3344)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Jean-Jacques Jégou (limitation de l'obligation de transmission aux seuls pactes d'actionnaires postérieurs au 1er janvier 1995) (p. 3344)

Intervient sur l'amendement n° 494 de M. François Goulard (limitation de l'obligation de transmission aux seuls pactes d'actionnaires postérieurs au 1er janvier 1995) (p. 3344)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Jean-Paul Charié (vérification par la Commission des opérations de bourse des informations fournies aux actionnaires) (p. 3345)

Article 3 (article 3 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 instituant une Commission des opérations de bourse et relative à l'information des porteurs de valeurs mobilières et à la publicité de certaines opérations de bourse : rectification des informations financières)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Pierre Hériaud (édiction d'un règlement précisant les critères sur lesquels la Commission des opérations de bourse peut se fonder pour déterminer les inexactitudes susceptibles d'être contenues dans les informations fournies aux actionnaires) (p. 3346)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. François Goulard (définition des cercles restreints d'investisseurs) (p. 3347)

Article 4 (articles L. 432-1 et L. 439-2 du code du travail : information du comité d'entreprise en cas d'offre publique)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jacques Bascou (maintien des contrats de travail des salariés d'une société ayant fait l'objet d'une offre publique)

Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission (point de départ de la procédure de consultation du comité d'entreprise) (p. 3348)

Intervient sur l'amendement n° 611 corrigé de M. Gilbert Gantier (modification de la procédure d'information des salariés) (p. 3348)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (fixation à 15 jours du délai de convocation du comité d'entreprise) (p. 3348)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Christian Cuvilliez (communication de l'ensemble des données au comité d'entreprise) (p. 3349)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Michel Suchod (détermination par le comité d'entreprise du caractère amical ou hostile d'une offre publique) (p. 3350)

Intervient sur l'amendement n° 136 rectifié de la commission (possibilité pour le comité d'entreprise de se faire assister d'un conseil ou d'un expert de son choix) (p. 3351)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Gilbert Gantier (suppression de la sanction en cas de non-respect de l'obligation, pour le dirigeant de la société émettrice de l'offre publique, de comparaître devant le comité d'entreprise) (p. 3351)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Philippe Auberger (possibilité pour le dirigeant de la société émettrice de l'offre publique de se faire représenter par la personne de son choix) (p. 3353)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour le dirigeant de la société émettrice de l'offre publique de se faire représenter par la personne de son choix) (p. 3353)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Gilbert Gantier (possibilité pour le dirigeant de la société émettrice de l'offre publique de se faire représenter par la personne de son choix) (p. 3353)

Intervient sur l'amendement n° 582 de M. Yves Cochet (réalisation de l'offre publique subordonnée à l'acceptation d'une ou plusieurs organisations syndicales représentatives) (p. 3359)

Intervient sur l'amendement n° 626 de M. Jacques Desallangre (réalisation de l'offre publique subordonnée à l'acceptation d'une ou plusieurs organisations syndicales représentatives) (p. 3359)

Intervient sur l'amendement n° 612 de M. Gilbert Gantier (allongement du délai de convocation du comité d'entreprise) (p. 3361)

Intervient sur l'amendement n° 583 de M. Yves Cochet (de conséquence) (p. 3361)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission (indication des orientations de l'acquéreur en matière d'emploi dans la note sur laquelle la Commission des opérations de bourse appose son visa préalable) (p. 3361)

Article 5 (article 33 de la loi du 2 juillet 1996 : limitation dans le temps des procédures d'offre publique)

Intervient sur l'amendement n° 327 de M. Philippe Auberger (abaissement du délai de clôture d'une offre publique) (p. 3363)

Intervient sur l'amendement n° 138 rectifié de la commission (audition, préalablement à la clôture, des parties à l'offre publique) (p. 3363)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Michel Suchod (de conséquence) (p. 3364)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Michel Suchod (présidence du collège des autorités de contrôle du secteur financier) (p. 3364)

Article 6 (articles 15, 15-2 nouveau, 19 et 45 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit et articles 12, 13-1 nouveau, 15 et 15-1 nouveau de la loi du 2 juillet 1996 : agréments et autorisations du CECEI et de la COB)

Intervient sur l'amendement n° 584 de M. Yves Cochet (prise en compte de la spécificité de certains établissements de crédit appartenant au secteur de l'économie sociale et solidaire) (p. 3366)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission (rédactionnel) (p. 3367)

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Philippe Auberger (avis préalable de la Commission bancaire) (p. 3368)

Intervient sur l'amendement n° 585 de M. Yves Cochet (agrément des établissements de crédit appartenant au secteur de l'économie sociale et solidaire) (p. 3368)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Philippe Auberger (avis préalable de la Commission bancaire) (p. 3368)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission (rédactionnel) (p. 3368)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 415 de M. Michel Suchod (organisation de la surveillance prudentielle du secteur des banques et des assurances) (p. 3369)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Philippe Auberger (ouverture aux entreprises publiques de la possibilité de procéder à des offres publiques d'échange) (p. 3370)

Article 7 (article 15 de la loi du 24 janvier 1984 : information du gouverneur de la Banque de France)

Intervient sur l'amendement n° 399 de M. Michel Suchod (extension de l'obligation d'information aux offres publiques visant des établissements de crédit agréés en France et cotés à l'étranger) (p. 3371)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (information préalable du ministre chargé de l'économie) (p. 3372)

Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Éric Besson (allongement du délai d'information) (p. 3372)

Article 8 (articles 15 et 17 de la loi du 24 janvier 1984 et articles 14 et 15 de la loi du 2 juillet 1996 : conditions requises pour diriger un établissement de crédit et une entreprise d'investissement)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la référence à la notion de compétence) (p. 3376)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Philippe Auberger (suppression de la référence à la notion d'expérience) (p. 3376)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Philippe Auberger (suppression de la référence à la notion d'expérience s'agissant des entreprises d'investissement) (p. 3377)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la référence à la notion d'expérience s'agissant des entreprises d'investissement) (p. 3377)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. François Goulard (assouplissement des règles relatives au secret professionnel) (p. 3377)

Article 11 (article L. 322-4 du code des assurances : information du ministre de l'économie et des finances)

Intervient sur l'amendement n° 586 de M. Yves Cochet (information préalable des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat avant tout projet d'achat d'une compagnie d'assurance) (p. 3378)

Intervient sur l'amendement n° 616 de M. Jacques Bascou (information préalable des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat avant tout projet d'achat d'une compagnie d'assurance) (p. 3378)

Avant l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Yann Galut (participation de deux parlementaires aux travaux de la Commission bancaire) (p. 3378)

Intervient sur l'amendement n° 587 de M. Yves Cochet (participation de deux parlementaires aux travaux de la Commission bancaire) (p. 3378)

Article 13 (articles 31-2 et 49-1 nouveaux de la loi du 24 janvier 1984, L. 310-12-2 nouveau du code des assurances et 38 de la loi du 2 juillet 1996 : contrôle parlementaire)

Intervient sur l'amendement n° 143 de la commission (de suppression) (p. 3379)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 664 de M. Éric Besson (levée du secret professionnel à l'égard des rapporteurs des commissions d'enquête parlementaires) (p. 3380)

Intervient sur l'amendement n° 663 de M. Arnaud Montebourg (levée du secret professionnel à l'égard des rapporteurs des commissions d'enquête parlementaires) (p. 3380)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (associations de micro-crédit) (p. 3382)

Soutient le sous-amendement n° 692 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 144 de la commission (p. 3382) : adopté (p. 3382)

Article 14 (articles 31 et 29 de la loi du 24 janvier 1984 : composition du comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement)

Intervient sur l'amendement n° 678 de M. François Colcombet (représentation de la Cour de cassation par un magistrat du siège hors hiérarchie) (p. 3383)

Article 15 (article 31-1 de la loi du 24 janvier 1984 : levée du secret professionnel)

Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (rédactionnel) (p. 3383)

Article 16 (article 31 de la loi du 24 janvier 1984 : règlement intérieur du CECEI)

Intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (élaboration du règlement intérieur par le Comité lui-même) (p. 3384)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 679 de M. François Colcombet (représentation de la Cour de cassation à la Commission bancaire par un magistrat du siège hors hiérarchie) (p. 3386)

Article 17 (article 2 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 instituant une Commission des opérations de bourse : collège de la Commission des opérations de bourse)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 3386)

Intervient sur l'amendement n° 148 de la commission (suppléance du président du Conseil des marchés financiers) (p. 3386)

Article 18 (article 2 bis de l'ordonnance du 28 septembre 1967 : délégation de signature au sein de la Commission des opérations de bourse)

Intervient sur l'amendement n° 149 de la commission (rédactionnel) (p. 3387)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 150 de la commission (organisation des banques populaires) (p. 3388)

Intervient sur l'amendement n° 151 de la commission (système de compensation et de résiliation des créances) (p. 3391)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'impôt de bourse) (p. 3392)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Jean-Jacques Jégou (abaissement du taux de l'impôt de bourse) (p. 3392)

Intervient sur l'amendement n° 482 corrigé de M. Christian Cuvilliez (rétablissement du droit de timbre pour les non-résidents) (p. 3394)

Intervient sur l'amendement n° 481 de M. Christian Cuvilliez (assujettissement des non-résidents à l'impôt de bourse) (p. 3394)

Intervient sur l'amendement n° 595 corrigé de M. Yves Cochet (assujettissement des non-résidents à l'impôt de bourse) (p. 3394)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Jacques Desallangre (assujettissement des non-résidents à l'impôt de bourse) (p. 3394)

Intervient sur l'amendement n° 644 corrigé de M. Jacques Desallangre (mise en œuvre d'une autorisation préalable à la détention par des non-résidents de plus de 20 % des titres d'une société cotée en bourse) (p. 3394)

Proposition de loi n° 2099 sur l'épargne salariale et la participation

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mai 2000] (p. 4187)

Sa réponse (p. 4202)

Thèmes :

Entreprises : droit syndical : représentants du personnel (p. 4203)
Entreprises : financement : épargne salariale (p. 4203)
Entreprises : plan d'épargne interentreprises (PEI) (p. 4205)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 4203)
Sociétés : conseils d'administration : salariés (p. 4205)

Étienne PINTE

Yvelines (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8875)

Son intervention (p. 8890)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignements artistiques : conservatoires : musique (p. 8890)
Enseignements artistiques : écoles de musique (p. 8890)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Procédure des questions :

Enseignement : programmes : musique (p. 9503)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :

- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999

Son intervention (p. 9459)

Thème :

Urbanisme : coefficients d'occupation des sols (COS) : Versailles (p. 9460)

- Questions écrites budgétaires

7 - Logement : logement social : politique de la ville (p. 9467)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Son intervention (p. 1719)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 1719)
Logement : logement social : HLM (p. 1719, 1720)
Urbanisme : coefficients d'occupation des sols (COS) (p. 1719)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son intervention (p. 1987)

Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux

Intervient sur l'amendement n° 190 rectifié de la commission (seuil des agglomérations concernées) (p. 2026)

Son sous-amendement n° 1520 (proportion des logements locatifs sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2029)

Son sous-amendement n° 1530 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2041)

Son sous-amendement n° 1523 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2050)

Son sous-amendement n° 1524 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2048) : rejeté (p. 2050)

Son sous-amendement n° 1525 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2048) : rejeté (p. 2050)

Son sous-amendement n° 1526 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2048) : rejeté (p. 2050)

Son sous-amendement n° 1522 (prise en compte des centres d'hébergement d'urgence) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : adopté (p. 2050)

Son sous-amendement n° 1518 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2051)

Son sous-amendement n° 1519 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2051) : rejeté (p. 2052)
Son sous-amendement n° 1527 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2052)
Son sous-amendement n° 1528 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : retiré (p. 2052)
Son sous-amendement n° 1529 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : retiré (p. 2052)
Son sous-amendement n° 1543 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2052)
Son sous-amendement n° 1531 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2053)
Son sous-amendement n° 1521 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2053)

Après l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation

Intervient sur l'amendement n° 1127 du Gouvernement (procédure de comptage des logements sociaux) (p. 2058)

Article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation : institution d'un prélèvement visant à relancer la construction locative sociale

Son sous-amendement n° 1538 (de précision) à l'amendement n° 192 de la commission (conditions de dispense de versement) (p. 2061) : rejeté (p. 2064)
Son sous-amendement n° 1537 (de précision) à l'amendement n° 192 de la commission (p. 2061) : rejeté (p. 2064)
Son sous-amendement n° 1539 (de précision) à l'amendement n° 192 de la commission (p. 2061) : rejeté (p. 2065)
Son sous-amendement n° 1490 (de précision) à l'amendement n° 195 de la commission (de précision) : rejeté (p. 2070)
Son amendement n° 1340 (report des surplus de pénalité) : retiré (p. 2070)
Intervient sur l'amendement n° 696 de M. Jean-Marie Morisset (prélèvement versé à l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2072)
Intervient sur l'amendement n° 945 rectifié de M. Daniel Vachez (prélèvement versé à l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2073)
Intervient sur l'amendement n° 1409 de M. Marc-Philippe Daubresse (prélèvement versé à l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2073)
Son sous-amendement n° 1536 (versement à un compte foncier bloqué pendant 20 ans) à l'amendement n° 200 rectifié de la commission (espaces bénéficiaires des fonds collectés au titre du prélèvement) (p. 2073) : rejeté après rectification (p. 2074)

Article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation : programmation pluriannuelle de la construction de logements sociaux

Intervient sur l'amendement n° 1375 rectifié de M. Jean-Pierre Blazy (non application à certaines communes) (p. 2075)
Intervient sur l'amendement n° 202 de la commission (contenu des programmes locaux de l'habitat) (p. 2078)
Intervient sur l'amendement n° 512 de M. Jean Proriol (programme mené sur cinq ans) (p. 2082)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son intervention (p. 5983)
Intervient sur l'amendement n° 225 de la commission (décompte des logements sociaux dans le parc communal et intercommunal) (p. 6109)
Intervient sur le sous-amendement n° 462 de M. Marc-Philippe Daubresse (décompte des logements "à vocation sociale" dans le parc communal et intercommunal) à l'amendement n° 225 de la commission (p. 6110)
Intervient sur le sous-amendement n° 493 corrigé de M. Gilles Carrez (non application lorsque les communes ont un faible potentiel fiscal) à l'amendement n° 225 de la commission (p. 6112)
Son sous-amendement n° 597 (non application lorsque les communes sont soumises à une inconstructibilité) à l'amendement n° 225 de la commission (p. 6113) : rejeté (p. 6114)
Son sous-amendement n° 596 (maintien du dispositif de majoration prévu par la loi "Delebarre") à l'amendement n° 225 de la commission : rejeté (p. 6114)
Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Marc-Philippe Daubresse (élargissement du champ du logement social) (p. 6116)
Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Marc-Philippe Daubresse (élargissement du champ du logement social) (p. 6116)
Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Marc-Philippe Daubresse (élargissement du champ du logement social) (p. 6116)
Son amendement n° 371 (décompte des logements appartenant aux collectivités locales) (p. 6119) : rejeté (p. 6120)
Son amendement n° 372 (décompte des logements appartenant à l'Etat) (p. 6119) : rejeté (p. 6120)
Son amendement n° 373 (décompte des logements appartenant aux sociétés d'économie mixte nationale) (p. 6119) : rejeté (p. 6120)
Son amendement n° 374 (décompte des logements appartenant aux sociétés d'économie mixte locales) (p. 6119) : rejeté (p. 6120)
Son amendement n° 375 (décompte des logements appartenant aux établissements publics industriels et commerciaux) (p. 6119) : rejeté (p. 6120)
Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Gilles Carrez (non application aux communes où l'insuffisance de l'offre foncière ne permet pas de satisfaire les objectifs de la présente loi) (p. 6123)
Son sous-amendement n° 598 (versement sur un compte foncier bloqué pendant vingt ans) à l'amendement n° 236 de la commission (institution

d'un prélèvement visant à relancer la construction locale sociale) : rejeté (p. 6127)

Article 25 sexies (modalités d'intervention des sociétés d'économie mixte locales en matière de logement)

Intervient sur l'amendement n° 385 rectifié de M. Philippe Decaudin (cession de terrains ou de constructions par les collectivités territoriales ou leurs groupements) (p. 6134)

Intervient sur le sous-amendement n° 599 du Gouvernement (valeur attribuée aux constructions cédées non inférieure à la valeur fixée par le service des domaines) à l'amendement n° 385 rectifié de M. Philippe Decaudin (p. 6134)

Article 26 (rôle des communes et des établissements publics de coopération intercommunale en matière de construction de logements locatifs sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. André Borel (intervention des communautés d'agglomération en faveur du logement social) (p. 6137)

Henri PLAGNOL

Val-de-Marne (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Magistrats. Indépendance [2 novembre 1999] (p. 8668)

Ordre public. Maintien. Corse [30 novembre 1999] (p. 10280)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 936, posée le 4 octobre 1999. Enseignement supérieur. Universités (J.O. Questions p. 5662). Appelée le 5 octobre 1999. Faculté de droit, locaux, rénovation, Saint-Maur (p. 6835)

n° 981, posée le 6 décembre 1999. Grandes écoles. Ecole centrale (J.O. Questions p. 6892). Appelée le 7 décembre 1999. Directeur, nomination (p. 10618)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8875)

Son intervention (p. 8884)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : Bibliothèque nationale de France (p. 8884)

Arts et spectacles : théâtres : fiscalité (p. 8885)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : budget (p. 8884)

Patrimoine culturel : Fondation du patrimoine (p. 8884)

Procédure des questions :

Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 8899)

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11283)

Son intervention (p. 11288)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 11289)

Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 11289)

Union européenne : Traité de Maastricht : marché de l'art (p. 11288)

Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 11288)

Ventes et échanges : ventes aux enchères : concurrence (p. 11289)

Ventes et échanges : ventes aux enchères : Internet (p. 11286)

Ventes et échanges : ventes aux enchères : sociétés de vente (p. 11289)

Discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11311) ; [22 décembre 1999] (p. 11394)

Article 2 (réalisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques par des sociétés de forme commerciale)

Son amendement n° 54 soutenu par M. Christian Martin (de précision) : adopté (p. 11313)

Article 3 (objet des sociétés de ventes)

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de M. Pierre Lellouche (objet des sociétés de ventes) (p. 11316)

Son amendement n° 55 (objet des sociétés de ventes) (p. 11317) : rejeté (p. 11318)

Article 7 (conditions de qualification)

Son amendement n° 56 soutenu par M. Christian Martin (expérience des ventes) (p. 11320) : rejeté (p. 11321)

Article 10 (publicité - prix de réserve)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Charles de Courson (mentions obligatoires) (p. 11324)

Son amendement n° 58 (prix de réserve) : rejeté (p. 11324)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Philippe Houillon (suppression de la TVA à l'importation d'œuvres d'art) (p. 11326)

Article 13 (paiement et délivrance des biens)

Son amendement n° 62 soutenu par M. Christian Martin (délai de versement des fonds) : rejeté (p. 11328)

Article 18 (composition du Conseil des ventes)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Pierre Lellouche (composition du Conseil des ventes) (p. 11332)
Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (composition du Conseil des ventes) (p. 11332)
Article 19 (sanctions disciplinaires)
Son amendement n° 63 soutenu par M. Christian Martin (limitation de la durée de la suspension provisoire) (p. 11332) : rejeté (p. 11333)
Article 24 (respect de la réglementation française par les prestataires de services)
Son amendement n° 64 (de précision) : rejeté (p. 11333)
Article 28 (faculté de recourir à des experts agréés)
Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Pierre Lellouche (obligation d'agrément pour les experts) (p. 11336)
Article 30 (responsabilité des experts agréés)
Son amendement n° 65 soutenu par M. Christian Martin (caractère facultatif de la coresponsabilité des experts) : rejeté (p. 11338)
Article 36 (calcul de la valeur de l'office liée à l'activité de ventes volontaires)
Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (élargissement de la période de référence) (p. 11339)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3056)
Son intervention (p. 3058)
Thèmes :
Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 3059)
Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 3058)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 3058)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : Internet (p. 3059)

Discussion des articles [4 avril 2000] (p. 3064)
Article 2 bis (ventes réalisées à distance par voie électronique)
Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (ventes aux enchères sur Internet) (p. 3065)
Article 11 (prix garanti)
Son amendement n° 16 (clause de sauvegarde) (p. 3065) : devenu sans objet (p. 3066)
Article 35 (principe et fondement de l'indemnisation des commissaires-priseurs)
Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (compensation pour dépréciation du droit de présentation) (p. 3071)
Article 36 (calcul de la valeur de l'office liée à l'activité de ventes volontaires)
Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (élargissement de la période de référence) (p. 3072)
Article 43 quinquies (régime fiscal de l'indemnité versée aux commissaires-priseurs)
Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) (p. 3074)

Proposition de loi n° 2105 relative à la participation et à la croissance pour tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2000] (p. 757)
Son intervention (p. 760)
Thèmes :
Entreprises : intéressement et participation (p. 760)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 760)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires : système par capitalisation : Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique (PREFON) (p. 760)
Retraites : généralités : système par capitalisation : fonds d'épargne-retraite (p. 760)
Travail : durée du travail (p. 760)
Union européenne : construction européenne : Europe sociale (p. 761)

Proposition de loi n° 2116 relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1426)
Son intervention (p. 1437)
Thèmes :
Donations et successions : successions (p. 1438)
Patrimoine culturel : expositions : nouvelles technologies (p. 1439)
Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 1437)
Patrimoine culturel : mobilier national (p. 1437)
Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 1437)
Télécommunications : Internet (p. 1439)
TVA : importations (p. 1438)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)
Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 1652) : rejetée (p. 1669)
Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 1681)
Thèmes :
Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 1653, 1654, 1681)
Communes : maires : compétences (p. 1657, 1661, 1662)
Coopération intercommunale (p. 1655)
Environnement : protection (p. 1656)
Logement : logement social : HLM (p. 1657, 1658)
Logement : aides et prêts : prêts (p. 1681, 1682)
Secteur public : services publics (p. 1660)
Transports : transports de voyageurs : Ile-de-France (p. 1655, 1656)
Transports ferroviaires : SNCF : trains express régionaux (TER) (p. 1654, 1663)

Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 1659, 1681)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5825, 5845, 5865)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5844)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 5870) : rejetée (p. 5877)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 5870)
Logement : logement social : construction (p. 5872)
Logement : logement social : HLM (p. 5870, 5872)
Logement : aides et prêts : prêts (p. 5845)
Régions : Ile-de-France : environnement (p. 5873)
Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 5871)
Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 5871)
Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 5844, 5845, 5871)

Projet de loi n° 2276 organisant une consultation de la population de Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3165)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3168) : rejetée (p. 3173)

Thèmes :

Outre-mer : institutions : Président de la République (p. 3169)
Outre-mer : institutions : réforme (p. 3169 à 3171)
Outre-mer : La Réunion : institutions (p. 3170)
Outre-mer : Mayotte : développement économique (p. 3169)
Outre-mer : Mayotte : histoire (p. 3168, 3169)
Outre-mer : Mayotte : institutions (p. 3169 à 3171)
Outre-mer : Mayotte : législation (p. 3169)
Outre-mer : Mayotte : pays étrangers (p. 3168, 3169)
Outre-mer : Mayotte : référendums (p. 3170, 3171)
Outre-mer : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : création (p. 3170)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3972) : rejetée (p. 3979)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 3973)
Emploi : jeunes : DOM (p. 3973)
Fonctionnaires et agents publics : primes : DOM (p. 3974)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3973, 3974)
Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 3973)
Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 3973)
Outre-mer : DOM : culture (p. 3976)
Outre-mer : DOM : généralités (p. 3972, 3973)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 3974 à 3976)
Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 3974)
Outre-mer : La Réunion : départements (p. 3975, 3976)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 3973)

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 35 précédemment réservé (article 268 du code des douanes, articles 572 et 575 du code général des impôts : fixation du taux du droit de consommation sur les tabacs)

Son amendement n° 560 soutenu par M. Émile Blessig (fixation de l'assiette du droit de consommation par les conseils généraux) (p. 4157) : adopté (p. 4158)

Son amendement n° 561 soutenu par M. Émile Blessig (taux compris entre 66 % et 100 % du prix de vente en métropole) : adopté (p. 4158)

Son amendement n° 562 soutenu par M. Émile Blessig (taux compris entre 66 % et 100 % du prix de vente en métropole) : adopté (p. 4158)

Son amendement n° 563 soutenu par M. Émile Blessig (taux du droit de consommation ne pouvant être supérieur à celui de métropole) : adopté (p. 4158)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 juin 2000] (p. 5402)

Après l'article unique

Son amendement n° 54 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (modification de l'article 40 de la Constitution relatif à la recevabilité financière des propositions et amendements formulés par le Parlement - recevabilité en cas de compensation de la création ou de l'aggravation des charges publiques) (p. 5433) : rejeté (p. 5434)

Son amendement n° 55 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (insertion dans la Constitution d'un article 43-1- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5435) : rejeté (p. 5436)

Serge POIGNANT

Loire-Atlantique (10ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 21 octobre 1999] (p. 15746)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Reconduite aux frontières. Réglementation, application [9 novembre 1999] (p. 9097)

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, toxicité, naufrage du pétrolier Erika [14 mars 2000] (p. 1866)

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Erika, indemnisation [25 avril 2000] (p. 3244)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1075, posée le 20 mars 2000. Impôts et taxes. Taxe générale sur les activités polluantes (J.O. Questions p. 1691). Appelée le 21 mars 2000. Application (p. 2325)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6971)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : heures supplémentaires (p. 6971)

Travail : réduction du temps de travail : petites et moyennes entreprises (p. 6971)

Travail : réduction du temps de travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6972)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)

Son amendement n° 632 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (durée annuelle maximale du travail) (p. 7290) : rejeté (p. 7293)

Article 4 (article L. 212-9 du code du travail et article 4 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : réduction de la durée du travail organisée sous forme de jours ou demi-journées de repos à prendre sur le mois ou sur l'année)

Son amendement n° 633 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (de suppression de la référence aux 1600 heures annuelles) : retiré (p. 7314)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 2

Son amendement n° 299 corrigé soutenu par M. Michel Bouvard (assujettissement de l'ensemble des exploitations à responsabilité limitée à l'impôt sur le revenu) (p. 7741) : rejeté (p. 7743)

Après l'article 5

Son amendement n° 302 soutenu par M. Michel Bouvard (réduction de la taxation des plus-values opérées lors des transmissions à titre gratuit d'entreprises agricoles) (p. 7856) : rejeté (p. 7857)

Son amendement n° 303 (extension du paiement différé et fractionné des droits de mutation à titre gratuit prévu pour la transmission d'entreprises aux mutations à titre gratuit des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles) (p. 7864) : retiré (p. 7865)

Après l'article 10

Son amendement n° 298 soutenu par M. Philippe Auberger (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) : rejeté (p. 7929)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9583)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9718, 9719)

ECONOMIE ET FINANCES

II - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen des fascicules [19 novembre 1999] (p. 9729)

Son intervention (p. 9738)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 9738)

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 9738)

Banques et établissements financiers : prêts : prêts bonifiés (p. 9738)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9738)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9738)

Formation professionnelle (p. 9738)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 9738)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9738)

Travail : durée du travail : coût (p. 9738)

TVA (p. 9738)

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 1999] (p. 9758, 9842)

Article 69 (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais des chambres de métiers)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Didier Chouat (montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais des chambres de métiers) (p. 9759)

Après l'article 69

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (taxe réduite de moitié pour les artisans régulièrement inscrits au répertoire des métiers et restant portés sur la liste électorale de la chambre de commerce et d'industrie de leur circonscription) (p. 9761)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)

Après l'article 63

Son amendement n° 11 corrigé soutenu par M. Michel Bouvard (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de modifier la date de clôture de leur exercice une fois tous les dix ans) (p. 9890) : rejeté (p. 9891)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 1680)

Son intervention (p. 1693)

Thèmes :

Communes : maires : compétences (p. 1693)

Coopération intercommunale (p. 1693)

Logement : logement social : HLM (p. 1694)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 1694)

Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 1680, 1695)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Article L. 121-1 du code de l'urbanisme : principes généraux s'imposant aux documents d'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 827 de M. Gilles Carrez (utilisation équilibrée de l'espace) (p. 1772)

Son amendement n° 725 (utilisation maîtrisée de l'espace) (p. 1772) : rejeté (p. 1773)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans locaux d'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 850 de M. Gilles Carrez (affectation des sols et implantation des constructions) (p. 1898)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (affectation des sols et implantation des constructions) (p. 1898)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (maîtrise de la publicité et de la signalétique) (p. 1903)

Article 5 (réforme du régime des zones d'aménagement concerté (ZAC))

Son amendement n° 1438 (rétablissement des plans d'aménagement de zone) (p. 1929) : rejeté (p. 1930)

Son amendement n° 1439 (rétablissement des plans d'aménagement de zone) (p. 1929) : rejeté (p. 1930)

Intervient sur l'amendement n° 1366 de M. Jean-Michel Marchand (de suppression partielle) (p. 1930)

Son amendement n° 1440 (de suppression partielle) (p. 1930) : rejeté (p. 1931)

Son amendement n° 1441 (de suppression partielle) (p. 1932) : rejeté (p. 1933)

Article 19 (dispositions relatives au permis de construire)

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (maintien de la déclaration de travaux) (p. 1959)

Intervient sur l'amendement n° 669 de M. André Santini (maintien de la déclaration de travaux) (p. 1959)

Intervient sur l'amendement n° 865 de M. Gilles Carrez (maintien de la déclaration de travaux) (p. 1959)

Article 23 (modification des valeurs forfaitaires servant au calcul de la taxe locale d'équipement)

Son amendement n° 724 (de suppression) (p. 1977) : rejeté (p. 1978)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux

Son sous-amendement n° 1512 soutenu par M. Gilles Carrez (seuil des agglomérations concernées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (seuil des agglomérations concernées) (p. 2027) : rejeté (p. 2028)

Son sous-amendement n° 1495 soutenu par M. Jacques Myard (proportion des logements locatifs sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2029)

Son sous-amendement n° 1496 (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2034)

Article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation : institution d'un prélèvement visant à relancer la construction locative sociale

Son amendement n° 720 soutenu par M. Gilles Carrez (taux ramené à 10%) : rejeté (p. 2061)

Article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation : programmation pluriannuelle de la construction de logements sociaux

Son amendement n° 721 soutenu par M. Michel Bouvard (seuil de 10 % des résidences principales) : rejeté (p. 2075)

Explications de vote et vote [21 mars 2000] (p. 2356)

Ses explications de vote (p. 2359)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2360)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5825, 5845, 5865)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5844)

Son intervention (p. 5867)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 5868)

Impôts locaux : taxe locale d'équipement (p. 5868)

Logement : logement social : construction (p. 5844, 5868)
Logement : aides et prêts : prêts (p. 5844)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 5868)
Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 5844, 5867)
Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 5867, 5868)

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Son sous-amendement n° 489 (présence du président du conseil général ou de son représentant au sein de la commission) à l'amendement n° 77 de la commission (composition et compétences de la commission départementale de conciliation) (p. 5888) : rejeté (p. 5889)

Article 3 (plans d'occupation des sols - POS -)

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans d'occupation des sols

Son sous-amendement n° 490 (fixation des coefficients d'occupation des sols) à l'amendement n° 116 rectifié de la commission (rédaction des vingt premiers alinéas) (p. 5917) : rejeté (p. 5918)

Article L. 123-3 du code de l'urbanisme : dispositions des plans d'occupation des sols applicables aux zones d'aménagement concerté

Son amendement n° 508 (de suppression) : rejeté (p. 5926)

Son amendement n° 546 (notion d'aménagement de zones) : rejeté (p. 5926)

Article 20 (réalisation d'aires de stationnement)

Intervient sur l'amendement n° 208 troisième rectification de la commission (emprise au sol des aires de stationnement et rénovation des centres commerciaux) (p. 5964)

Article 23 supprimé par le Sénat (modification des valeurs forfaitaires servant au calcul de la taxe locale d'équipement)

Intervient sur l'amendement n° 223 de la commission (rétablissement du tableau des valeurs forfaitaires servant au calcul de la taxe locale d'équipement) (p. 5978)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son sous-amendement n° 496 corrigé (non application lorsque les communes sont soumises à une inconstructibilité résultant d'un plan de prévention des risques) à l'amendement n° 225 de la commission (décompte des logements sociaux dans le parc communal et intercommunal) : rejeté (p. 6113)

Son amendement n° 497 (décompte des logements sociaux dans le parc communal et intercommunal) (p. 6108) : devenu sans objet (p. 6114)

Soutient l'amendement n° 492 de M. Gilles Carrez (communes appartenant à une agglomération de plus de 50 000 habitants, comprenant au moins 15 000 habitants et ayant plus de 40 % de logements locatifs sociaux, amenées à construire, par période triennale, au minimum deux tiers de logements non locatifs sociaux) (p. 6121) : rejeté (p. 6121)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Article 28 précédemment réservé (article 30 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 : commission des pratiques commerciales et des relations contractuelles)

Son sous-amendement n° 419 à l'amendement n° 103 de la commission de la production (nouvelle rédaction de l'article 30 de l'ordonnance) : devenu sans objet (p. 3527)

Son sous-amendement n° 442 soutenu par M. Jean-Paul Charié (fixation à 9 du nombre de membres titulaires) à l'amendement n° 103 de la commission de la production : retiré (p. 3527)

Son sous-amendement n° 444 soutenu par M. Jean-Paul Charié (modification de la composition de la commission) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3527) : rejeté (p. 3528)

Son sous-amendement n° 443 soutenu par M. Jean-Paul Charié (modification de la composition de la commission) à l'amendement n° 103 de la commission de la production : rejeté (p. 3528)

Son sous-amendement n° 445 soutenu par M. Jean-Paul Charié (modification de la composition de la commission) à l'amendement n° 103 de la commission de la production : rejeté (p. 3528)

Son sous-amendement n° 446 soutenu par M. Jean-Paul Charié (modification de la composition de la commission) à l'amendement n° 103 de la commission de la production : retiré (p. 3528)

Son sous-amendement n° 447 soutenu par M. Jean-Paul Charié (levée de l'anonymat en ce qui concerne les membres de la commission) à l'amendement n° 103 de la commission de la production (p. 3528) : rejeté (p. 3529)

Son sous-amendement n° 448 soutenu par M. Jean-Paul Charié (suppression de la référence aux chambres d'agriculture) à l'amendement n° 103 de la commission de la production : retiré (p. 3529)

Son sous-amendement n° 452 soutenu par M. Jean-Paul Charié (saisine de la commission par les juridictions) à l'amendement n° 103 de la commission de la production : rejeté (p. 3529)

Bernard PONS

Paris (16ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Jean PONTIER

Ardèche (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1905 tendant à consacrer l'année 2000, "année de la fraternité" [9 novembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iran. Voyage en France du Président de la République [26 octobre 1999] (p. 8114)

Aménagement du territoire. Politique de ville. Lutte contre l'exclusion [17 novembre 1999] (p. 9519)

Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [22 février 2000] (p. 1088)

Bois et forêts. Exploitants. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [22 mars 2000] (p. 2425)

Emploi. Entreprises d'insertion. Réglementation [25 avril 2000] (p. 3240)

Télécommunications. Téléphone. Portables, antennes relais, installation, conséquences, santé [23 mai 2000] (p. 4525)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 958, posée le 6 décembre 1999. Assurance maladie maternité : prestations. Frais pharmaceutiques (J.O. Questions p. 6889). Appelée le 7 décembre 1999. Remboursement, ordonnanciers bi-zones (p. 10593)

n° 1008, posée le 31 janvier 2000. Marchés publics. Passation (J.O. Questions p. 583). Appelée le 2 février 2000. Critères sociaux, réglementation (p. 499)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)

Son amendement n° 190 soutenu par M. Gérard Charasse (cumul de plusieurs contrats de travail) : rejeté (p. 7055)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son amendement n° 843 (calcul de la contribution) : retiré (p. 7220)

Son amendement n° 191 (entreprises de plus de trois salariés) : retiré (p. 7220)

Son amendement n° 189 (majoration du contingent annuel d'heures supplémentaires pour les entreprises de moins de quatre salariés) : rejeté (p. 7226)

Son amendement n° 200 (dérogation pour les entreprises de moins de quatre salariés) : rejeté (p. 7258)

Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Article L. 212-15-3 du code du travail

Son amendement n° 192 corrigé (abaissement du plafond à 212 jours) : retiré (p. 7378)

Article 8 (articles L. 223-4 et L. 223-7 du code du travail : dispositions relatives aux congés payés)

Son amendement n° 767 soutenu par M. Jacques Rebillard (gestion des congés payés) : adopté après modification (p. 7418)

Article 12 (article L. 241-13-1 du code de la sécurité sociale et article 9 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : allègement de cotisations sociales)

Son amendement n° 198 rectifié soutenu par M. Jacques Rebillard (zones de revitalisation rurale) (p. 7496) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7497)

Son amendement n° 195 soutenu par M. Jacques Rebillard (majoration en cas de passage aux 32 heures hebdomadaires) (p. 7498) : retiré (p. 7499)

Son amendement n° 196 soutenu par M. Jacques Rebillard (mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 4 salariées) : rejeté (p. 7499)

Son amendement n° 197 rectifié soutenu par (indexation sur le SMIC) : adopté après deuxième rectification (suppression du gage) (p. 7499)

Article 15 (article L. 212-3 du code du travail : modification du contrat de travail)

Son amendement n° 199 soutenu par M. Yves Cochet (versement de l'indemnité légale) : rejeté (p. 7524)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 10366)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : heures supplémentaires (p. 10367)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 10367)

Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 10366)

Travail : réduction du temps de travail : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10367)

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 2 supprimé par le Sénat (articles L. 212-2, L. 215-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son sous-amendement n° 49 (majoration de 50 % du contingent d'heures supplémentaires pour les entreprises de trois salariés au plus) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission (rétablissement du

texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 10452) : non soutenu (p. 10452) ; repris par M. François Goulard : rejeté (p. 10452)

Après l'article 12 quinquies

Son amendement n° 138 soutenu par M. Roger Franzoni (zone franche de Corse) : adopté après rectification (p. 10528)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [12 octobre 1999] (p. 7148)

Son intervention (p. 7162)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : droits de l'enfant (p. 7162)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : couple (p. 7162)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : Union européenne (p. 7162)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 7162)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [9 novembre 1999] (p. 9138) :

- Réunion de la commission des lois du 20 octobre 1999

Son intervention (p. 9155)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 9155)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 9155)

- Questions écrites budgétaires

1 - Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 9159)

Projet de loi n° 1860 portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [23 novembre 1999] (p. 10022)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 10022)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10023)

Son intervention (p. 10025)

Thèmes :

Administration : maisons des services publics (p. 10026)

Administration : rapports avec les administrés (p. 10025, 10026)

Associations : statuts : comptes (p. 10026)

Etat : Médiateur de la République (p. 10026)

Lois : codification (p. 10026)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

NOUVELLE LECTURE

Explications de vote et vote [30 novembre 1999] (p. 10289)

Ses explications de vote (p. 10294)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 10295)

Proposition de loi n° 1232 relative à la création d'une prestation parentale d'assistance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10857)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux : enfants (p. 10869)

Santé : maladies : enfants (p. 10868, 10869)

Travail : comptes épargne-temps (p. 10869)

Travail : congé d'accompagnement : enfants (p. 10869)

Ses explications de vote (p. 10868)

Robert POUJADE

Côte-d'Or (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999

Son intervention (p. 9273)

Thème :

Défense : armée de l'air : crédits budgétaires (p. 9273)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Son intervention (p. 1705)

Thèmes :

Communes : maires : compétences (p. 1706)

Logement : logement social : HLM (p. 1705, 1706)

Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 1706)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))

Article L. 122-2 du code de l'urbanisme : constructibilité limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale

Son amendement n° 920 soutenu par M. Gilles Carrez (exonération des communes appartenant à un établissement public de coopération intercommunale disposant d'un plan de déplacement urbain) : rejeté (p. 1804)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Article L. 123-17 du code de l'urbanisme : mesures transitoires

Son amendement n° 921 soutenu par M. Patrick Rimbert (mesures transitoires) : adopté (p. 1924)

Son amendement n° 922 (de conséquence) : adopté (p. 1924)

Article 5 (réforme du régime des zones d'aménagement concerté (ZAC))

Son amendement n° 923 (de précision) : adopté (p. 1933)

Article 15 (secteurs sauvegardés)

Son intervention (p. 1954)

Son amendement n° 924 (de suppression) : retiré (p. 1954)

Son amendement n° 925 (mesures transitoires) (p. 1955) : adopté (p. 1956)

Son amendement n° 926 (plan de sauvegarde du patrimoine historique approuvé par arrêté des ministres compétents) : devenu sans objet (p. 1956)

Son amendement n° 1297 (maintien des dispositifs de concertation) : adopté (p. 1956)

Article 20 (réalisations d'aires de stationnement)

Son amendement n° 927 (non application au stationnement lié à l'habitat) : rejeté (p. 1963)

Après l'article 20

Son amendement n° 928 corrigé (regroupement des moyens de requête) : adopté (p. 1970)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son intervention (p. 1986)

Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux

Intervient sur le sous-amendement n° 1473 de M. Jean-Marie Morisset (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (seuil des agglomérations concernées) (p. 2031)

Intervient sur le sous-amendement n° 1507 de M. Gilles Carrez (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2031)

Son sous-amendement n° 1513 (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2031) : rejeté (p. 2034)

Soutient le sous-amendement n° 1516 de M. Henry Chabert (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2050)

Soutient le sous-amendement n° 1501 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2051)

Soutient le sous-amendement n° 1502 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2051) : rejeté (p. 2051)

Soutient le sous-amendement n° 1498 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2051)

Son sous-amendement n° 1514 (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission : rejeté (p. 2053)

Article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation : institution d'un prélèvement visant à relancer la construction locative sociale

Son amendement n° 931 (calcul du prélèvement pour les communes faisant partie d'un établissement public intercommunal) : rejeté (p. 2065)

Son amendement n° 932 (prise en compte des reports positifs ou négatifs des investissements supportés par les communes lors de la réalisation de logements sociaux) : rejeté (p. 2071)

Article 36 (renforcement du contenu des plans de déplacements urbains)

Son amendement n° 933 (suppression de l'alinéa ôtant aux maires leur pouvoir en matière de stationnement) : rejeté (p. 2144)

Article 37 (articles 28-1-1 et 28-1-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : stationnements public et privé)

Son amendement n° 936 soutenu par M. Jean-Marc Nudant (de cohérence) : rejeté (p. 2148)

Son amendement n° 937 (rédactionnel) : rejeté (p. 2149)

Intervient sur l'amendement n° 1238 de M. Jean-Michel Marchand (stationnement des véhicules de livraison) (p. 2151)

Intervient sur l'amendement n° 661 de M. Marc-Philippe Daubresse (stationnement des véhicules de livraison) (p. 2151)

Article 51 (transfert des compétences ferroviaires aux régions)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Michel Hunault (accessibilité aux gares des handicapés) (p. 2179)

Jean-Luc PRÉEL
Vendée (1ère circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 [J.O. du 23 novembre 1999] (p. 17380)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, perspectives [6 octobre 1999] (p. 6933)

Etablissements de santé. Etablissements publics. Budget [2 février 2000] (p. 607)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8159)

Son intervention (p. 8173)

Thèmes :

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 8160, 8174)

Famille : politique familiale (p. 8175)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8174)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 8176)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 8175)

Retraites : généralités : système par répartition : réforme (p. 8175)

Risques professionnels : accidents de trajet (p. 8175)

Santé : médecine préventive (p. 8176)

Santé : politique de la santé : décentralisation (p. 8177)

Santé : références médicales opposables (RMO) (p. 8176)

Santé : tabagisme (p. 8174)

Sécurité sociale : agences régionales pour l'hospitalisation (p. 8174)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 8176)

Sécurité sociale : maîtrise des dépenses (p. 8160, 8173, 8176)

Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 8159, 8160, 8174)

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 2 (création du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Son amendement n° 352 (de suppression) (p. 8308) : rejeté (p. 8310)

Article L. 131-8 du code de la sécurité sociale

Intervient sur l'amendement n° 77 de Mme Jacqueline Fraysse (amélioration du financement de la sécurité sociale) (p. 8327)

Son sous-amendement oral (rédactionnel) à l'amendement n° 77 de Mme Jacqueline Fraysse (p. 8328) : rejeté (p. 8329)

Article L. 131-8-1 du code de la sécurité sociale

Soutient l'amendement n° 353 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 8338) : rejeté (p. 8339)

Article L. 131-8-2 du code de la sécurité sociale

Soutient l'amendement n° 564 de M. Philippe Douste-Blazy (de suppression de la contribution des organismes sociaux) (p. 8346) : rejeté (p. 8347)

Article L. 131-8-4 du code de la sécurité sociale

Son amendement n° 362 (de suppression) : adopté (p. 8361)

Article 3 (articles 213, 235 ter ZC nouveau et 1668 D nouveau du code général des impôts : institution d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés [CSB])

Son amendement n° 365 (modalité de paiement de l'impôt) : retiré (p. 8378)

Article 4 (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes [TGAP])

Soutient l'amendement n° 218 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8390) : rejeté (p. 8392)

Son amendement n° 366 (de suppression) (p. 8390) : rejeté (p. 8392)

Son amendement n° 368 (création d'une structure de concertation) : rejeté (p. 8394)

Soutient l'amendement n° 370 de M. Yves Bur (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires) (p. 8404) : rejeté (p. 8406)

Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Jean-Louis Debré (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires à usage agricole) (p. 8407)

Intervient sur l'amendement n° 686 de M. Christian Jacob (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires à usage agricole) (p. 8407)

Soutient l'amendement n° 503 de M. Léonce Deprez (taxation de la cogénération) (p. 8410) : rejeté (p. 8410)

Soutient l'amendement n° 660 de M. Léonce Deprez (taxation de l'amidon et des fécules) (p. 8410) : rejeté (p. 8411)

Son amendement n° 376 (report à juillet 2000) (p. 8436) : rejeté (p. 8437)

Article 5 (articles L. 139-1, L. 139-2, L. 241-2, L. 612-1 et L. 711-2 du code de la sécurité sociale, articles 1031 et 1106-6-3 du code rural : modification des règles de répartition de la CSG et des droits sur les alcools entre les régimes d'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 587 de M. Philippe Douste-Blazy (de suppression) (p. 8452) : rejeté (p. 8453)

Son amendement n° 377 (de suppression) (p. 8451) : rejeté (p. 8453)

Après l'article 5

Reprend l'amendement n° 127 de la commission (augmentation des prix du tabac) (p. 8457) : rejeté (p. 8459)

Article 8 (articles L. 512-3 et L. 755-21 du code de la sécurité sociale, article 22 de la loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 : report de l'âge limite d'ouverture du droit au complément familial et aux aides au logement)

Son amendement n° 472 (maintien du versement des allocations jusqu'à l'âge de 22 ans) (p. 8474) : rejeté (p. 8475)

Article 9 (garantie des ressources de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Son amendement n° 473 (de suppression) : rejeté (p. 8478)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 509 de M. François Goulard (rapport sur la réforme de l'allocation de garde d'enfant à domicile) (p. 8478) : rejeté (p. 8479)

Article 10 (articles L. 251-6-1 nouveau et L. 135-6 du code de la sécurité sociale : abondement du fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Son amendement n° 298 (exemption du fonds veuvage) : rejeté (p. 8495)

Son amendement n° 299 (souscription à des fonds de partenariat retraite) (p. 8499) : rejeté (p. 8500)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 576 de M. Jean-Louis Debré (rapport sur le fonds veuvage) (p. 8501) : rejeté (p. 8503)

Son amendement n° 475 (rapport sur le fonds veuvage) (p. 8501) : retiré (p. 8502)

Son amendement n° 300 (rapport sur le fonds veuvage) (p. 8501) : retiré (p. 8502)

Article 14 (articles L. 355-23 du code de la santé publique, L. 174-16 du code de la sécurité sociale et 6 bis de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 : transfert à l'assurance maladie du financement de centres de dépistage ou d'éducation familiale)

Son intervention (p. 8510)

Article 16 (article L. 765-1 du code de la santé publique et articles L. 162-32, L. 162-32-1, L. 162-32-2, L. 162-32-3 du code de la sécurité sociale : centres de santé)

Son amendement n° 303 (rédactionnel) (p. 8534) : vote réservé (p. 8535) : rejeté (p. 8547)

Son amendement n° 304 (actions sociales) : vote réservé (p. 8535) : rejeté (p. 8547)

Son amendement n° 256 (organisations habilitées à passer un accord) : vote réservé (p. 8542) : rejeté (p. 8548)

Son amendement n° 257 (accord des organisations représentatives des professionnels de santé) : vote réservé (p. 8545) : rejeté (p. 8548)

Article 17 (régulation des soins de ville par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM))

Son amendement n° 480 (de suppression) (p. 8561) : rejeté (p. 8565)

Son amendement n° 268 (formation relative à la maladie d'Alzheimer) : rejeté (p. 8565)

Son amendement n° 261 (suppression du plafonnement du secteur II) (p. 8567) : rejeté (p. 8568)

Son amendement n° 482 (exclusion des dépenses résultant de prescriptions faites par des praticiens hospitaliers) (p. 8569) : rejeté (p. 8570)

Son amendement n° 269 (suppression des sanctions collectives) : rejeté (p. 8570)

Son amendement n° 483 corrigé (transmission des rapports au Parlement) : devenu sans objet (p. 8572)

Son amendement n° 265 (suppression des objectifs quantifiés et de l'intéressement financier des médecins aux économies réalisées) : rejeté (p. 8575)

Son amendement n° 263 (gestion régionale des contrats de bon usage des soins) : rejeté (p. 8576)

Soutient l'amendement n° 579 de M. Philippe Douste-Blazy (maladie d'Alzheimer) (p. 8576) : rejeté (p. 8576)

Soutient l'amendement n° 484 de M. Yves Bur (maladie d'Alzheimer) (p. 8576) : rejeté (p. 8576)

Soutient l'amendement n° 590 de M. François Goulard (maladie d'Alzheimer) (p. 8576) : rejeté (p. 8576)

Son amendement n° 830 (maladie d'Alzheimer) : rejeté (p. 8576)

Son amendement n° 262 soutenu par M. Jean Bardet (suppression de la possibilité de modulation de la participation par les caisses) : rejeté (p. 8577)

Article 19 (articles L. 315-2-1 nouveau et L. 615-13 du code de la sécurité sociale et article 1106-2 du code rural : contrôle des grands consommateurs de soins médicaux)

Son amendement n° 258 (de suppression) : rejeté (p. 8585)

Article 20 (dotation du fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 8586)

Son amendement n° 487 soutenu par M. Jean Bardet (de suppression) : rejeté (p. 8587)

Après l'article 20

Son amendement n° 486 (rapport sur la qualité des soins de ville) : rejeté (p. 8587)

Article 22 (contribution exceptionnelle des entreprises pharmaceutiques au titre des spécialités remboursables)

Son amendement n° 259 (de suppression) : rejeté (p. 8589)

Article 24 (régulation de l'hospitalisation privée)

Son intervention (p. 8599)

Son amendement n° 266 (information relatives aux frais d'hospitalisation et aux honoraires des professionnels) : rejeté (p. 8601)

Son amendement n° 260 (rédactionnel) : rejeté (p. 8602)

Article 27 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 8606)

Article 6 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégorie)
Son amendement n° 378 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) : rejeté (p. 8611)
Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)
Son intervention (p. 8617)
Son amendement n° 270 (déficit de l'assurance maladie) (p. 8618) : rejeté (p. 8619)
Son amendement n° 271 (droits constatés) (p. 8619) : devenu sans objet (p. 8620)
Son amendement n° 272 (estimation régionale des besoins de la population) : rejeté (p. 8620)
Son amendement n° 273 (maladie d'Alzheimer) : retiré (p. 8621)
Son amendement n° 276 (gestion paritaire) : rejeté (p. 8622)
Son amendement n° 277 (aléa thérapeutique) (p. 8622) : adopté après modification (p. 8623)
Son amendement n° 280 (pathologies liées à la grossesse) : rejeté (p. 8626)
Soutient l'amendement n° 171 de la commission (formation d'anesthésistes) (p. 8626) : adopté (p. 8626)
Son amendement n° 282 (formation d'anesthésistes) : adopté (p. 8626)
Soutient l'amendement n° 639 de M. François Goulard (formation d'anesthésistes) (p. 8626) : adopté (p. 8626)
Son amendement n° 283 (renforcement des moyens des observatoires régionaux de la santé) : rejeté (p. 8628)
Soutient l'amendement n° 582 de M. Philippe Douste-Blazy (création d'une union nationale des caisses) (p. 8628) : rejeté (p. 8628)
Son amendement n° 290 (formation pratique des étudiants en médecine) : rejeté (p. 8629)
Son amendement n° 288 (formation sur les démences séniles et la maladie d'Alzheimer) : rejeté (p. 8629)
Soutient l'amendement n° 175 de la commission (statut des praticiens hospitaliers) (p. 8629) : rejeté (p. 8629)
Son amendement n° 289 (statut des praticiens hospitaliers) : rejeté (p. 8629)
Son amendement n° 293 soutenu par M. Claude Evin (statut des praticiens hospitaliers) : rejeté (p. 8630)
Son amendement n° 292 (réduction des délais d'autorisation de mise sur le marché) (p. 8632) : rejeté (p. 8633)
Soutient l'amendement n° 583 de M. Philippe Douste-Blazy (situation des veuves et des veufs) (p. 8634) : rejeté (p. 8634)
Son amendement n° 294 (situation des veuves et des veufs) : rejeté (p. 8634)
Son amendement n° 295 (caisse de retraite des fonctionnaires) : rejeté (p. 8635)
Son amendement n° 297 (transfert des cotisations salariales maladie) : retiré (p. 8635)
Soutient l'amendement n° 712 de M. François Goulard (objectifs permettant l'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 8636) : rejeté (p. 8636)
Explications de vote et vote [2 novembre 1999] (p. 8678)
Ses explications de vote (p. 8680)
Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 8681)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10066, 10099)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 10074)
Son intervention (p. 10082)
Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 10107)
Thèmes :
Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10085, 10108)
Contributions indirectes : tabac (p. 10083)
Etablissements de santé : hôpitaux : médecins (p. 10084)
Famille : politique familiale (p. 10083)
Impôt sur les sociétés : contribution de 10 % (p. 10083)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 10083)
Prestations familiales : allocations familiales : durée d'assurance (p. 10083)
Prestations familiales : allocations familiales : pouvoir d'achat (p. 10084)
Professions de santé : médecins spécialistes (p. 10084)
Retraites : généralités : Fonds de solidarité vieillesse (p. 10083)
Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 10084)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 10075, 10084)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : calcul des pensions : réforme (p. 10084)
Santé : prévention (p. 10085)
Santé : tabagisme (p. 10083)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 10085)
Sécurité sociale : conventions avec les praticiens : sanctions (p. 10083, 10085)
Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 10083)
Sécurité sociale : maîtrise des dépenses (p. 10075)
Travail : heures supplémentaires (p. 10083)
Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 10075, 10082)
Discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10116) ; [25 novembre 1999] (p. 10159, 10178)
Article 1er bis (article L. 114-1 du code de la sécurité sociale : conditions de nomination du secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale)
Son intervention (p. 10116)
Article 1er ter (articles L. 114-2 et L. 114-3 nouveaux du code de la sécurité sociale : règles comptables applicables aux organismes de sécurité sociale)
Son intervention (p. 10118)
Après l'article 2 C
Soutient l'amendement n° 56 de M. Charles de Courson (suppression de la cotisation de solidarité pour

certains exploitants agricoles) (p. 10119) : rejeté (p. 10120)

Soutient l'amendement n° 58 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG et de la CRDS aux ménages non imposables) (p. 10121) : rejeté (p. 10122)

Soutient l'amendement n° 57 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG et de la CRDS aux ménages à faibles revenus) (p. 10121) : rejeté (p. 10122)

Article 2 supprimé par le Sénat (articles L. 131-8 à L. 131-11 nouveaux et L. 135-3 du code de la sécurité sociale : création du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 10122)

Son sous-amendement n° 137 (de suppression du Fonds) à l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10128) : rejeté (p. 10129)

Soutient le sous-amendement n° 114 de M. Philippe Douste-Blazy (suppression de la contribution sur les heures supplémentaires) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 10132) : rejeté (p. 10132)

Article 3 supprimé par le Sénat (articles 213, 235 ter ZC nouveau et 1668 D nouveau du code général des impôts : institution d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés)

Soutient le sous-amendement n° 144 de M. Yves Bur (de suppression de la contribution) à l'amendement n° 7 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10164) : rejeté (p. 10168)

Soutient le sous-amendement n° 118 de M. Philippe Douste-Blazy (diminution du taux de la contribution) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10166) : rejeté (p. 10168)

Article 4 supprimé par le Sénat (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes)

Soutient le sous-amendement n° 145 de M. Yves Bur (de suppression du transfert du produit de la TGAP vers le fonds de compensation des allègements des cotisations sociales) à l'amendement n° 8 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10181) : rejeté (p. 10181)

Soutient le sous-amendement n° 120 de M. Jean-Louis Debré (suppression de la taxation des produits à usage agricole) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10181) : rejeté (p. 10182)

Soutient le sous-amendement n° 119 de M. José Rossi (suppression de l'exonération à l'exportation) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182) : rejeté (p. 10182)

Soutient le sous-amendement n° 100 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe sur les produits phytosanitaires) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182) : rejeté (p. 10182)

Soutient le sous-amendement n° 101 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe sur les produits phytosanitaires) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182) : rejeté (p. 10182)

Soutient le sous-amendement n° 102 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe sur les produits antiparasitaires) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182) : rejeté (p. 10182)

Soutient le sous-amendement n° 103 de M. Charles de Courson (suppression de la taxation des produits antiparasitaires à usage agricole) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10186) : rejeté (p. 10186)

Intervient sur le sous-amendement n° 154 de M. Alfred Recours (répercussion de la taxe) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10187)

Son sous-amendement n° 146 (établissements classés) à l'amendement n° 8 de la commission : rejeté (p. 10187)

Soutient le sous-amendement n° 104 de M. Charles de Courson (mention du montant de la TGAP sur les factures) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10188) : rejeté (p. 10189)

Son sous-amendement n° 170 (industries utilisatrices d'énergies renouvelables) à l'amendement n° 8 de la commission : rejeté (p. 10189)

Article 4 ter (article 1613 bis du code général des impôts : taxation des mélanges de boissons alcoolisées)

Son intervention (p. 10190)

Article 5 (articles L. 139-1, L. 139-2, L. 241-2, L. 612-1 et L. 711-2 du code de la sécurité sociale, articles 1031 et 1106-6-3 du code rural : modification des règles de répartition de la CSG et des droits sur les alcools entre les régimes d'assurance maladie)

Son intervention (p. 10191)

Article 5 quater (article L. 225-7 nouveau du code de la sécurité sociale : affectation des résultats comptables des branches du régime général)

Son intervention (p. 10193)

Article 6 (prévisions de recettes par catégorie)

Son intervention (p. 10193)

Article 8 (articles L. 512-3 et L. 755-21 du code de la sécurité sociale, article 22 de la loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 : report de l'âge limite d'ouverture du droit au complément familial et aux aides au logement)

Son intervention (p. 10196)

Article 10 supprimé par le Sénat (articles L. 251-6-1 nouveau, L. 135-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : abondement du fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 10198)

Soutient le sous-amendement n° 129 de M. Yves Bur (suppression du fonds de réserve) à l'amendement n° 15 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 10200) : rejeté (p. 10201)

Soutient le sous-amendement n° 123 de M. Jean-Louis Debré (excédents de la CNAVTS) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 10201) : rejeté (p. 10101)

Son sous-amendement n° 68 (fonds veuvage) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 10200) : rejeté (p. 10201)

Soutient le sous-amendement n° 122 de M. Philippe Douste-Blazy (diminution du taux de prélèvement) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 10201) : rejeté (p. 10202)

Soutient le sous-amendement n° 121 de M. Jean-Louis Debré (répartition des prélèvements) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 10201) : rejeté (p. 10202)

Son sous-amendement n° 67 (création de fonds de partenariat retraite) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 10201) : rejeté (p. 10202)

Après l'article 10

Son amendement n° 130 (rapport sur le fonds veuvage) : rejeté (p. 10202)

Son amendement n° 70 (rapport sur le fonds veuvage) : rejeté (p. 10202)

Article 14 supprimé par le Sénat (articles L. 355-23 du code de la santé publique, L. 174-16 du code de la sécurité sociale et 6 bis de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 : transfert à l'assurance maladie du financement de centres de dépistage)

Son intervention (p. 10203)

Article 16 (articles L. 765-1 du code de la santé publique, L. 162-32, L. 162-32-1, L. 162-32-2 et L. 162-32-3 du code de la sécurité sociale : centres de santé)

Son amendement n° 97 (rédactionnel) : rejeté (p. 10207)

Son sous-amendement n° 72 (accord des organisations représentatives) à l'amendement n° 21 de la commission (de retour au texte adopté en première lecture) : rejeté (p. 10208)

Son sous-amendement n° 71 (accord de chacune des organisations professionnelles concernées) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10208) : rejeté (p. 10209)

Article 17 (articles L. 162-1-8, 162-5-2 à L. 162-5-8, L. 162-5-9, L. 162-5-11, L. 162-9, L. 162-12-2 à L. 162-12-7, L. 162-12-3 et L. 162-12-4 nouveaux, L. 162-12-9 à L. 162-12-12, L. 162-14-1 à L. 162-14-4, L. 162-12-17 et L. 162-12-18, L. 162-14, L. 162-15, L. 162-15-2, L. 162-15-3 nouveaux, L. 227-1, L. 322-5-4 et L. 322-5-5, L. 645-2 et L. 645-2-1, L. 722-4 et L. 722-4-1 du code de la sécurité sociale : régulation des soins de ville par la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés)

Son intervention (p. 10210)

Son sous-amendement n° 131 (de suppression du rôle de gestionnaire de la médecine de ville par la CNAM) à l'amendement n° 23 de la commission (de retour au texte adopté en première lecture) (p. 10217) : rejeté (p. 10218)

Son sous-amendement n° 133 (exclusion des honoraires des professions effectuant un acte prescrit par un praticien hospitalier) à l'amendement n° 23 de la commission : rejeté (p. 10218)

Son sous-amendement n° 73 (de suppression des dispositions relatives à la fixation et au suivi des objectifs de dépenses) à l'amendement n° 23 de la commission : rejeté (p. 10218)

Soutient le sous-amendement n° 165 de M. Bernard Accoyer (de suppression des dispositions relatives à la fixation et au suivi des objectifs de dépenses) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 10218) : rejeté (p. 10218)

Soutient le sous-amendement n° 125 de M. Philippe Douste-Blazy (maladie d'Alzheimer et démences séniles) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 10218) : rejeté (p. 10218)

Soutient le sous-amendement n° 132 de M. Yves Bur (maladie d'Alzheimer et démences séniles) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 10218) : rejeté (p. 10219)

Après l'article 19 bis

Son amendement n° 134 (rapport sur les réalisations du fonds d'aide à la qualité des soins de ville) (p. 10219) : rejeté (p. 10220)

Article 22 ter nouveau (articles L. 138-9, L. 245-2, L. 245-6-1 du code de la sécurité sociale : régime des médicaments princeps)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 10221)

Article 24 (articles L. 162-22-1, L. 162-22-2, L. 162-22-3 à L. 162-22-6, L. 165-7, L. 174-16 et L. 710-16 du code de la sécurité sociale : régulation de l'hospitalisation privée)

Son intervention (p. 10224)

Article 24 bis nouveau (article L. 716-2 du code de la santé publique : durée de l'expérimentation de la tarification à la pathologie)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (de suppression) (p. 10229)

Article 31 (plafonnement des ressources non permanentes)

Son sous-amendement n° 54 (suppression du montant alloué à la CNRACL) à l'amendement n° 53 de la commission (de retour au texte adopté en première lecture) : rejeté (p. 10232)

Après l'article 31

Son amendement n° 87 (gestion de l'ONDAM) : rejeté (p. 10232)

Article 1er précédemment réservé et rapport annexé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 10236)

Son sous-amendement n° 74 (déficit de l'assurance maladie) à l'amendement n° 3 de la commission (de retour au texte adopté en première lecture) (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 75 (droits constatés) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 76 (estimation des besoins par les Observatoires régionaux) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 77 (démences séniles) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 80 (gestion paritaire) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 81 (aléas thérapeutiques) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 83 (lutte contre le tabagisme) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : adopté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 98 (pathologies liés à la grossesse) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : adopté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 85 (moyens donnés aux Observatoires régionaux) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 86 (gestion de l'ONDAM par une union des caisses) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 92 (formation pratique des médecins) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 91 (formation sur les démences séniles et la maladie d'Alzheimer) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 90 (statut des praticiens hospitaliers) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 93 (remboursement des nouveaux médicaments) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 94 (recomposition hospitalière) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 95 (assurance veuvage) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Son sous-amendement n° 96 (caisse de retraite des fonctionnaires) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10243) : rejeté (p. 10246)

Explications de vote et vote [30 novembre 1999] (p. 10289)

Ses explications de vote (p. 10291)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10292)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 décembre 1999] (p. 10551)

Son intervention (p. 10556)

Thèmes :

Contributions indirectes : boissons et alcools (p. 10557)
Contributions indirectes : tabac (p. 10557)
Famille : politique familiale (p. 10557)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 10557)
Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 10556)
Prestations familiales : allocations familiales : pouvoir d'achat (p. 10557)
Professions de santé : médecins spécialistes : formation professionnelle (p. 10556)
Retraites : généralités : montant des pensions : pouvoir d'achat (p. 10557)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 10557)
Sécurité sociale : conventions avec les praticiens : sanctions (p. 10557)
Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 10556)
Sécurité sociale : loi de financement (p. 10556)
Sécurité sociale : paritarisme (p. 10556)
Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 10556)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10557)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ ET SOLIDARITÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9055)

Son intervention (p. 9073)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 9074)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 9075)
Professions de santé : médecins : formation professionnelle (p. 9074)
Santé : alcoolisme (p. 9074)
Santé : prévention (p. 9073)
Santé : santé publique : crédits (p. 9073)
Santé : tabagisme (p. 9074)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie : maîtrise des dépenses (p. 9073)
Sécurité sociale : carte Sésam-Vitale (p. 9075)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 1999] (p. 9134)

Etat B, titre IV

Son amendement n° 110 (réduction des crédits destinés au Fonds d'Etat devant financer le volet complémentaire de la couverture maladie universelle (CMU)) : rejeté (p. 9134)

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Titre

Soutient l'amendement n° 139 de M. Philippe Douste-Blazy (suppression du mot "négocié") (p. 10549) : rejeté (p. 10549)

Jean PRORIOL

Haute-Loire (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation. Couverture maladie universelle, application [5 avril 2000] (p. 3093)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son amendement n° 440 soutenu par M. François Goulard (rémunération des heures supplémentaires) (p. 7192) : rejeté (p. 7193)

Son amendement n° 434 soutenu par M. Dominique Dord (entreprises de plus de 20 salariés) (p. 7200) : rejeté (p. 7201)

Son amendement n° 435 soutenu par M. Dominique Dord (bonification de 10 % pour les entreprises de moins de 20 salariés) (p. 7202) : rejeté (p. 7203)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)

Son amendement n° 441 (lissage de la rémunération) : rejeté (p. 7308)

Article 4 (article L. 212-9 du code du travail et article 4 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : réduction de la durée du travail organisée sous forme de jours ou demi-journées de repos à prendre sur le mois ou sur l'année)

Son amendement n° 443 (choix de la période de référence) : rejeté (p. 7313)

Son amendement n° 442 (consultation du comité d'entreprise) : rejeté (p. 7313)

Son amendement n° 444 (possibilité de dépassement des 39 heures) : rejeté (p. 7315)

Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Article L. 212-15-3 du code du travail

Son amendement n° 445 soutenu par M. François Goulard (accords d'entreprise) : rejeté (p. 7370)

Son amendement n° 447 soutenu par M. François Goulard (décompte en jours du travail des cadres) : rejeté (p. 7373)

Son amendement n° 448 soutenu par M. François Goulard (rédactionnel) (p. 7376) : rejeté (p. 7377)

Article 6 (articles L. 212-4-2 à L. 212-4-16 du code du travail : travail à temps partiel)

Son amendement n° 449 soutenu par M. François Goulard (extension des accords) (p. 7401) : rejeté (p. 7402)

Son amendement n° 450 soutenu par M. François Goulard (accords d'entreprises ou d'établissements) : rejeté (p. 7402)

Son amendement n° 451 soutenu par M. François Goulard (extension des accords) : rejeté (p. 7404)

Article 10 (articles L. 932 et L. 933-3 du code du travail : formation et réduction du temps de travail)

Son amendement n° 452 (de suppression) (p. 7442) : rejeté (p. 7444)

Après l'article 10

Son amendement n° 939 soutenu par M. François Goulard (contrats d'apprentissage en cours) : rejeté (p. 7446)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Son amendement n° 457 soutenu par M. François Goulard (prise en charge par l'Etat) : rejeté (p. 7485)

Article 14 (sécurisation juridique des accords)

Son amendement n° 432 (modification des conditions de délai) (p. 7516) : rejeté (p. 7517)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 4

Son amendement n° 122 soutenu par M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) (p. 7820) : rejeté (p. 7821)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Agriculture : montagne (p. 9579)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : agriculture (p. 9579)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) : viande bovine (p. 9578)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :

- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999

Son intervention (p. 9452)

Thèmes :

Logement : sociétés d'HLM (p. 9453)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 9453)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 9453)

TVA : taux réduit (p. 9452)

- Questions écrites budgétaires

10 - Logement : logement social : construction (p. 9468)

11 - Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH)/Enregistrement et timbre : droit de bail (p. 9468)

Proposition de loi n° 1964 relative au régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricoles et forestières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 1999] (p. 10983)

Son intervention (p. 10986)

Thèmes :

Sécurité sociale : régime local d'Alsace-Lorraine : gestion (p. 10987)

Sécurité sociale : régime local d'Alsace-Lorraine : salariés agricoles (p. 10987)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 37, 61)

Son intervention (p. 72)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 90)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : énergie électrique (p. 73)

Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 72, 73)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 72, 91)

Energie et carburants : lignes électriques (p. 73)

Politiques communautaires : directives : électricité (p. 72)

Discussion des articles [19 janvier 2000] (p. 118, 168)

Article 11 (rôle des collectivités territoriales en matière de production d'électricité)

Son amendement n° 145 (de suppression partielle) (p. 151) : rejeté (p. 152)

Soutient l'amendement n° 144 de M. François Goulard (suppression de la limitation de puissance pour les nouvelles installations hydroélectriques aménagées par les communes et les établissements publics de coopération) (p. 152) : rejeté (p. 152)

Article 13 (statut du gestionnaire du réseau de transport (GRT))

Soutient l'amendement n° 149 de M. François Goulard (séparation à terme du gestionnaire du réseau de transport et d'EDF) (p. 155) : rejeté (p. 155)

Article 17 (la distribution d'électricité : rôle des collectivités territoriales en matière de distribution d'électricité)

Son amendement n° 106 soutenu par M. Christian Bataille (conditions de prise en charge par les concessionnaires des opérations de maîtrise de la demande d'électricité) : adopté (p. 160)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Christian Martin (conditions de prise en charge par les concessionnaires des opérations de maîtrise de la demande d'électricité) (p. 160)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Jean-Jacques Guillet (conditions de prise en charge par les concessionnaires des opérations de maîtrise de la demande d'électricité) (p. 160)

Son amendement n° 153 (répartition des charges entre les collectivités concédantes et les concessionnaires) (p. 160) : retiré (p. 161)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Claude Billard (répartition des charges entre les collectivités concédantes et les concessionnaires) (p. 161)

Soutient l'amendement n° 154 de M. François Goulard (de suppression partielle) (p. 162) : rejeté (p. 161)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (droits à réduction de la TVA) (p. 162)

Son amendement n° 111 (droits à réduction de la TVA) : retiré (p. 162)

Article 20 (sanction des gestionnaires des réseaux publics de distribution en cas de transmission d'informations confidentielles)

Son amendement n° 158 soutenu par M. François Goulard (informations d'ordre économique et commercial fournies aux collectivités concédantes) : rejeté (p. 170)

Article 21 (mesures de sauvegarde)

Intervient sur l'amendement n° 289 du Gouvernement (simplification des procédures administratives) (p. 174)

Intervient sur le sous-amendement n° 291 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 289 du Gouvernement (p. 174)

Intervient sur le sous-amendement n° 290 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 289 du Gouvernement (p. 174)

Intervient sur le sous-amendement n° 292 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 289 du Gouvernement (p. 174)

Article 22 (consommateurs éligibles)

Soutient l'amendement n° 162 de M. François Goulard (détermination du site au point de comptage) (p. 178) : rejeté (p. 178)

Article 48 (révision des contrats conclus entre EDF ou les distributeurs non nationalisés et les producteurs d'électricité)

Soutient l'amendement n° 143 rectifié de M. François Goulard (de précision) (p. 211) : retiré (p. 212)

Article 49 bis (prélèvement des redevances perçues par les autorités concédantes de la distribution d'électricité)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (de suppression) (p. 212) : adopté (p. 212)

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [1er février 2000] (p. 529)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Pierre Micaux (composition de la commission de concertation consultée par le préfet pour autoriser la reconstruction rapide des ouvrages détruits ou endommagés par les tempêtes) (p. 542) : adopté (p. 543)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

TROISIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 819)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Son intervention (p. 821)

Son sous-amendement n° 31 rectifié (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3500 habitants) à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture sauf la prise en compte de la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 824) : rejeté (p. 826)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 834)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Son sous-amendement n° 66 (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3500 habitants) à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : rejeté (p. 835)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'un organisme consulaire)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (incompatibilité avec la présidence d'une chambre consulaire ou d'agriculture) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Pierre Albertini (incompatibilité avec la présidence d'une chambre consulaire ou d'agriculture) (p. 836)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Son sous-amendement n° 68 (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 3500 habitants) à l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture tout en supprimant l'incompatibilité entre le mandat de maire et la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 840) : rejeté (p. 841)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Son sous-amendement n° 71 (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de plus de 3500 habitants) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture mais en supprimant l'incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 843) : rejeté (p. 844)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Son sous-amendement n° 73 (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 3500 habitants) à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture mais en supprimant l'incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) : rejeté (p. 845)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Son sous-amendement n° 64 à l'amendement n° 27 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture mais en supprimant l'incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) : non soutenu (p. 847)

Article 11 bis (incompatibilités applicables aux maires de la Nouvelle-Calédonie)

Son sous-amendement n° 78 (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 3500 habitants) à l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture avec ajout de l'incompatibilité avec les fonctions de président ou de membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ou de la Polynésie française et limitation de l'insaisissabilité des indemnités à la part représentative des frais d'emploi) (p. 849) : rejeté (p. 850)

Article 12 (dispositions applicables aux maires et au président du conseil général dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son sous-amendement n° 80 (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 3 500 habitants) à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture à l'exception de l'incompatibilité entre la fonction de président de conseil général et la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, et avec limitation de l'insaisissabilité des indemnités à la part représentative des frais d'emploi) : rejeté (p. 851)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Son amendement n° 556 (de suppression) (p. 1883) : rejeté (p. 1885)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 585 de M. Francis Delattre (article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme : conditions de distance pour l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles ou à usage d'habitation) (p. 1941) : retiré (p. 1941)

Soutient l'amendement n° 584 de M. Francis Delattre (article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme : conditions de distance pour l'implantation ou

l'extension de bâtiments agricoles ou à usage d'habitation) (p. 1941) : retiré (p. 1940)

Article 21 (institution d'une participation des riverains au financement des voies nouvelles)

Son amendement n° 502 soutenu par M. Patrick Rimbert (de suppression) : rejeté (p. 1972)

Soutient l'amendement n° 670 de M. André Santini (de suppression) (p. 1972) : rejeté (p. 1972)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Soutient l'amendement n° 503 de M. Francis Delattre (de suppression) (p. 2015) : rejeté (p. 2022)

Article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation : institution d'un prélèvement visant à relancer la construction locative sociale

Son amendement n° 516 soutenu par M. Jean-Marie Morisset (prélèvement à partir du 1er janvier 2005) : rejeté (p. 2058)

Article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation : programmation pluriannuelle de la construction de logements sociaux

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Georges Colombier (information de l'administration départementale) (p. 2078)

Intervient sur l'amendement n° 702 de M. Marc-Philippe Daubresse (information de l'administration départementale) (p. 2078)

Intervient sur l'amendement n° 963 de M. Christian Estrosi (information de l'administration départementale) (p. 2078)

Intervient sur l'amendement n° 415 de M. Éric Doligé (information de l'administration départementale) (p. 2078)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Michel Bouvard (information de l'administration départementale) (p. 2079)

Son amendement n° 511 (délai de mise en œuvre) : rejeté (p. 2080)

Intervient sur l'amendement n° 700 de M. Jean-Marie Morisset (délai de mise en œuvre) (p. 2080)

Son amendement n° 512 (programme mené sur cinq ans) (p. 2082) : rejeté (p. 2083)

Après l'article L. 302-10 du code de la construction et de l'habitation

Son amendement n° 515 soutenu par M. Henry Chabert (obligation pour les communes ayant déjà dépassé le seuil de 50% de logements sociaux de diversifier leur offre de logements) : rejeté après rectification (p. 2099)

Article 41 (article 30-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : création d'un syndicat mixte pour favoriser la desserte périurbaine)

Son amendement n° 384 (coopération entre autorités organisatrices) : devenu sans objet (p. 2162)

Son amendement n° 385 (coopération entre autorités organisatrices) : devenu sans objet (p. 2162)

Article 45 (article 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 : entrée de la région Ile-de-France dans le Syndicat des transports parisiens)

Son amendement n° 532 soutenu par M. Francis Delattre (présidence assurée par le président de la région) (p. 2169) : rejeté (p. 2170)

Article 47 (article 2 bis de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 : consultation des partenaires du transport public en Ile-de-France)

Son sous-amendement n° 1462 soutenu par M. Francis Delattre (de précision) à l'amendement n° 254 de la commission (élargissement des compétences du comité des partenaires du transport public) (p. 2171) : rejeté (p. 2172)

Article 51 (transfert des compétences ferroviaires aux régions)

Son intervention (p. 2176)

Son amendement n° 387 (maintien d'une base nationale de tarification) : rejeté (p. 2179)

Son amendement n° 388 (instance de concertation tarifaire) : rejeté (p. 2179)

Intervient sur l'amendement n° 263 de la commission (Etat garant de l'unicité du système ferroviaire) (p. 2180)

Article 52 (compensation financière de la part de l'Etat)

Son amendement n° 389 (calcul de la compensation) (p. 2182) : rejeté (p. 2183)

Son amendement n° 390 (calcul de la compensation) (p. 2184) : rejeté (p. 2186)

Son amendement n° 395 soutenu par M. Germain Gengenwin (calcul de la compensation) : rejeté (p. 2186)

Son amendement n° 394 (calcul de la compensation) : rejeté (p. 2186)

Son amendement n° 396 (avis de la région) (p. 2186) : adopté (p. 2187)

Après l'article 53

Son amendement n° 401 (information des régions par l'Etat et Réseau ferré de France) : adopté (p. 2189)

Soutient l'amendement n° 642 de M. Marc-Philippe Daubresse (information des régions par l'Etat et Réseau ferré de France) (p. 2189) : adopté (p. 2189)

Soutient l'amendement n° 1346 de M. Alain Le Vern (information des régions par l'Etat et Réseau ferré de France) (p. 2189) : adopté (p. 2189)

Son amendement n° 403 (information des régions par Réseau ferré de France) : rejeté (p. 2190)

Son amendement n° 402 (information égale et complète de tous les partenaires) (p. 2190) : retiré (p. 2191)

Article 55 (convention entre autorités organisatrices de transport)

Son amendement n° 405 (de suppression) (p. 2192) : rejeté (p. 2193)

Son amendement n° 546 soutenu par M. Francis Delattre (prise en compte des transports interurbains) (p. 2193) : rejeté (p. 2194)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 1037 rectifié de M. Jacques Desallangre (pouvoir de sanctions des contrôleurs) (p. 2197)

Article 76 (article L. 30 du code de la santé publique : sanction du refus d'exécuter les travaux demandés)

Soutient l'amendement n° 674 de M. André Santini (action préfectorale en matière de condamnation d'accès aux lieux inhabitables soumise au contrôle du juge des référés) (p. 2259) : retiré (p. 2259)

Après l'article 80

Soutient l'amendement n° 53 de M. Léonce Deprez (constatation de l'inhabitabilité par le locataire et rôle des associations de locataires) (p. 2261) : rejeté (p. 2261)

Article 83 (sanction de la déclaration d'insalubrité ou de péril)

Soutient l'amendement n° 52 de M. Léonce Deprez (sanctions des menaces ou actes d'intimidation) (p. 2268) : rejeté (p. 2269)

Intervient sur l'amendement n° 1118 de Mme Janine Jambu (sanctions des menaces ou actes d'intimidation) (p. 2268)

Après l'article 83

Soutient l'amendement n° 46 de M. Léonce Deprez (pouvoirs du préfet dans la procédure de déclaration de parcelle en état d'abandon) (p. 2269) : rejeté (p. 2269)

Article 84 (Agence française pour l'amélioration de l'habitat privé)

Intervient sur l'amendement n° 346 de la commission (conservation du sigle de l'ANAH) (p. 2270)

Intervient sur l'amendement n° 895 de M. Jean Briane (conservation du sigle de l'ANAH) (p. 2270)

Soutient l'amendement n° 716 de M. Jean-Marie Morisset (maintien de la part d'intervention réservée aux propriétaires bailleurs) (p. 2270) : rejeté (p. 2271)

Après l'article 84

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Michel Inchauspé (objet des opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2272)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. François Vannson (objet des opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2272)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Jean-Paul Bacquet (objet des opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2272)

Soutient l'amendement n° 1407 de M. Michel Bouvard (objet des opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2272) : rejeté (p. 2272)

Soutient l'amendement n° 1408 de M. Michel Bouvard (aides aux opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2273) : rejeté (p. 2273)

Explications de vote et vote [21 mars 2000] (p. 2356)

Ses explications de vote (p. 2357)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2358)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 3 (plans d'occupation des sols - POS -)

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans d'occupation des sols

Son amendement n° 416 (identification en zone de montagne, des hameaux à partir desquels l'urbanisation peut être réalisée en continu) (p. 5923) : rejeté (p. 5925)

Article 5 (réforme du régime des zones d'aménagement concerté (ZAC))

Son amendement n° 480 (pérennité des plans d'aménagement de zone en vigueur) : rejeté (p. 5935)

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (pérennité des plans d'aménagement de zone en vigueur et intégration au sein des plans locaux d'urbanisme) (p. 5935)

Son amendement n° 481 (de suppression partielle) : retiré (p. 5935)

Article 21 (institution d'une participation des riverains au financement des voies nouvelles)

Son intervention (p. 5977)

Article 28 (délai de rétractation et interdiction d'un dépôt d'argent par les acquéreurs d'un bien immobilier)

Son amendement n° 517 (protection de l'acquéreur non professionnel) : devenu sans objet (p. 6140)

Son amendement n° 519 corrigé soutenu par M. Jacques Myard (non-application aux ventes par adjudication, aux ventes sur licitation, aux ventes entre indivisaires ou sur saisie immobilière) : rejeté (p. 6141)

Article 30 (plan comptable des copropriétés)

Son amendement n° 482 (report de la date d'application) (p. 6144) : rejeté (p. 6145)

Article 34 quater (individualisation des contrats de fourniture d'eau)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Daniel Vachez (individualisation des contrats de fourniture d'eau et imputation de la charge) (p. 6164)

Intervient sur le sous-amendement n° 478 rectifié de M. Daniel Marcovitch (prise en charge des travaux nécessaires par le propriétaire qui a formulé la demande) à l'amendement n° 389 de M. Daniel Vachez (p. 6164)

Intervient sur le sous-amendement n° 595 de la commission (prise en charge des travaux nécessaires par le propriétaire qui a formulé la demande) à l'amendement n° 389 de M. Daniel Vachez (p. 6164)

Son amendement n° 483 (individualisation des contrats de fourniture d'eau et imputation de la charge) : devenu sans objet (p. 6165)

Article 60 (objectifs et moyens de la politique du logement)

Intervient sur l'amendement n° 547 de M. Alain Cacheux (dimension régionale de la politique de l'habitat) (p. 6167)

Article 88 (article L. 111-3 du code rural : exigence d'éloignement entre bâtiments agricoles et habitations)

Intervient sur l'amendement n° 358 de la commission (date d'entrée en vigueur) (p. 6216)

Article 51 précédemment réservé (transfert des compétences ferroviaires aux régions)

Son amendement n° 485 (transfert aux départements des compétences d'autorité organisatrice de transport urbain) (p. 6249) : rejeté (p. 6250)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2664, 2700)

Son intervention (p. 2700)

Thèmes :

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 2701)

Justice : Conseil d'Etat : arrêts (p. 2701)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 2701)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Après l'article 1er

Son amendement n° 221 soutenu par M. Paul Patriarche (encadrement des introductions ou réintroductions de prédateurs) (p. 2736) : devenu sans objet (p. 2742)

Son amendement n° 220 soutenu par M. Charles de Courson (conditions de réintroduction des espèces sauvages) (p. 2752) : rejeté (p. 2756)

Son amendement n° 219 soutenu par M. Georges Colombier (encadrement des introductions ou réintroductions de prédateurs) : rejeté (p. 2756)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Son amendement n° 230 soutenu par M. François Sauvadet (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2768) : rejeté (p. 2769)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Son sous-amendement n° 234 soutenu par M. Antoine Carré (copie des procès-verbaux adressée aux fédérations départementales des chasseurs) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (missions des fédérations départementales des chasseurs) : retiré (p. 2804)

Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)

Son amendement n° 222 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) : devenu sans objet (p. 2871)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)

Son sous-amendement n° 236 à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (conditions pour chasser à partir d'un poste fixe) (p. 2879) : non soutenu (p. 2880)

Son sous-amendement n° 235 à l'amendement n° 105 rectifié de la commission : non soutenu (p. 2884)

Son amendement n° 226 (chasse de nuit au gibier d'eau) : devenu sans objet (p. 2884)

Son amendement n° 225 (chasse de nuit au gibier d'eau) : devenu sans objet (p. 2884)

Son amendement n° 227 (chasse de nuit au gibier d'eau) : devenu sans objet (p. 2884)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)

Son intervention (p. 3294)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes (p. 3294)
Commerce et artisanat : grande distribution : centrales d'achat (p. 3294, 3295)
Consommation : clauses abusives (p. 3294, 3295)
Consommation : pratiques commerciales (p. 3294, 3295)
Politique économique : concurrence (p. 3294, 3295)

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Avant l'article 27

Son amendement n° 534 précédemment réservé (incidence des créations d'emplois sur les ententes) (p. 3478) : devenu sans objet (p. 3479)

Article 27 précédemment réservé (article 28 de l'ordonnance 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence : encadrement des annonces de prix promotionnels sur les fruits et légumes frais)

Son intervention (p. 3488)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4913)

Son intervention (p. 4917)

Thèmes :

Bois et forêts : forêts privées (p. 4917, 4918)
Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 4918)
Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 4918)
Politique économique : épargne : forêts (p. 4918)
Transports : tarifs réduits : bois (p. 4918)

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 1er (principes fondamentaux de la politique forestière)

Article L. 1 du code forestier

Son amendement n° 450 (spécificité de la montagne prise en compte) : rejeté (p. 4959)

Soutient l'amendement n° 563 de M. Claude Gatignol (regroupement des propriétaires forestiers et organisation interprofessionnelle encouragés) (p. 4964) : retiré (p. 4964)

Soutient l'amendement n° 449 de M. Paul Patriarche (mise en place de schémas d'aménagement forestier) (p. 4965) : retiré (p. 4965)

Article L. 2 du code forestier

Son amendement n° 448 (affectation des crédits du Fonds forestier national) (p. 4967) : rejeté (p. 4968)

Article L. 4 du code forestier

Son amendement n° 447 (mise en place de schémas référentiels) : rejeté (p. 4972)

Article L. 5 du code forestier

Intervient sur l'amendement n° 201 rectifié de la commission (rôle des propriétaires forestiers) (p. 4973)

Article L. 6 du code forestier

Intervient sur l'amendement n° 206 de la commission (gestion en commun) (p. 4977)

Article L. 7 du code forestier

Soutient l'amendement n° 133 de M. Pierre Micaux (conditions de l'aide publique aux forêts privées) (p. 4980) : rejeté (p. 4980)

Son amendement n° 445 (conditions de l'aide publique aux forêts privées) : rejeté (p. 4980)

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (interdiction de démantèlement portée à trente ans) (p. 4981)

Son amendement n° 444 (conditions de l'aide publique aux forêts privées) : devenu sans objet (p. 4981)
Son amendement n° 446 (aides publiques assurées par le budget de l'Etat) : rejeté (p. 4982)
Article L. 10 du code forestier
Son amendement n° 441 soutenu par M. Pierre Micaux (décision du préfet pour les coupes de 10 à 25 hectares) : devenu sans objet (p. 4993)
Article L. 12 du code forestier
Son amendement n° 438 (chartes de territoire forestier) : devenu sans objet (p. 4995)
Son amendement n° 440 (compagnies consulaires définies comme établissements publics susceptibles de conclure des conventions aboutissant à la mise en place d'une charte) : rejeté (p. 4996)
Son amendement n° 437 corrigé (établissement de chartes et exploitation des forêts de montagne) (p. 4997) : rejeté (p. 4998)
Article L. 13 du code forestier
Son amendement n° 435 (référence aux normes européennes) : rejeté (p. 4998)
Après l'article L. 13 du code forestier
Son amendement n° 434 rectifié (rapport au Parlement) (p. 5001) : retiré (p. 5002)
Article 2 (contenu des documents de gestion)
Soutient l'amendement n° 225 de la commission (dégâts causés aux forêts par le gibier) (p. 5005) : adopté (p. 5006)
Son amendement n° 550 (dégâts causés aux forêts par le gibier) (p. 5005) : adopté (p. 5006)
Article 4 (encouragements fiscaux à la régénération des forêts)
Son amendement n° 469 (conditions d'exonération de la taxe foncière) : rejeté (p. 5011)
Son amendement n° 468 (période d'exonération des peupleraies allongée à quinze ans) (p. 5012) : rejeté (p. 5013)
Avant l'article 5
Intervient sur l'amendement n° 234 de la commission (plan d'épargne-forêt institué) (p. 5017)
Après l'article 5
Son amendement n° 569 (conditions de création d'une provision pour investissement en scierie) (p. 5020) : rejeté (p. 5021)
Son amendement n° 467 (mesures destinées à favoriser l'installation des jeunes forestiers) (p. 5021) : retiré (p. 5022)
Article 6 (qualification professionnelle requise pour les personnes intervenant en milieu forestier)
Son amendement n° 466 (responsabilité des entreprises) : devenu sans objet (p. 5024)
Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Pierre Micaux (qualification des métiers définie par décret en Conseil d'Etat) (p. 5025)
Son amendement n° 568 (qualification des métiers définie par décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 5026)
Son amendement n° 644 soutenu par M. Jean Charroppin (qualification des métiers définie par décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 5026)
Son amendement n° 549 (formation continue des personnels) : devenu sans objet (p. 5026)
Son amendement n° 567 (définition des personnes qualifiées) (p. 5026) : rejeté (p. 5027)
Article 11 (statut des organisations interprofessionnelles sylvicoles)
Soutient l'amendement n° 25 de M. Pierre Micaux (promotion des produits ou types de produits) (p. 5035) : rejeté (p. 5036)
Soutient l'amendement n° 26 de M. François Vannson (promotion des produits ou types de produits) (p. 5036) : rejeté (p. 5036)
Soutient l'amendement n° 47 de M. Pierre Micaux (promotion des produits ou types de produits) (p. 5036) : rejeté (p. 5036)
Son amendement n° 465 (références aux normes et réglementations européennes) : rejeté (p. 5036)
Soutient l'amendement n° 94 de M. François Vannson (découverte et connaissance des produits) (p. 5036) : rejeté (p. 5036)
Soutient l'amendement n° 178 de M. François Vannson (association de tous les partenaires de la filière à la mise en œuvre de la certification) (p. 5036) : retiré (p. 5036)
Soutient l'amendement n° 260 de la commission (association de tous les partenaires de la filière à la mise en œuvre de la certification) (p. 5036) : adopté (p. 5036)
Son amendement n° 548 (association de tous les partenaires de la filière à la mise en œuvre de la certification) : adopté (p. 5036)
Son amendement n° 464 (diffusion des techniques de fabrication et de mise en œuvre des produits forestiers ou dérivés du bois) : devenu sans objet (p. 5037)
Article 14 (réglementation des boisements)
Son amendement n° 462 soutenu par M. Pierre Micaux (de suppression) (p. 5055) : rejeté (p. 5056)
Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Christian Paul (réglementation des productions de sapins de Noël) (p. 5057)
Intervient sur l'amendement n° 287 de la commission (réglementation des plantations à proximité des cours d'eau) (p. 5060)
Intervient sur le sous-amendement n° 696 du Gouvernement (réglementation ou interdiction des plantations à proximité des cours d'eau) à l'amendement n° 287 de la commission (p. 5060)
Intervient sur le sous-amendement n° 697 du Gouvernement (distances minimales et maximales de plantation) à l'amendement n° 287 de la commission (p. 5060)
Intervient sur le sous-amendement n° 698 du Gouvernement (destruction des plantations) à l'amendement n° 287 de la commission (p. 5060)
Après l'article 14
Soutient l'amendement n° 289 de la commission (associations foncières forestières) (p. 5063) : adopté (p. 5064)
Son amendement n° 547 (associations foncières forestières) (p. 5062) : adopté (p. 5064)
Article 15 (prévention des incendies de forêt)
Son amendement n° 461 (réalisation de pistes forestières par les propriétaires forestiers en zone de montagne) (p. 5068) : rejeté (p. 5069)
Son amendement n° 459 (amende de 30 francs) : rejeté (p. 5079)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 458 de M. Paul Patriarche (rapport au Parlement sur la prise en charge des dépenses de débroussaillement par les collectivités locales) (p. 5080) : rejeté (p. 5081)

Après l'article 17

Son amendement n° 457 (rapport au Parlement relatif à l'institution d'un fonds national de garantie des calamités forestières) (p. 5083) : rejeté (p. 5084)

Article 18 (réforme du régime spécial d'autorisation administrative)

Son amendement n° 456 (propriétaires dispensés de l'autorisation préfectorale pour effectuer des coupes en cas de force majeure) : rejeté (p. 5084)

Article 19 (sanctions dissuasives à l'encontre des personnes coupables de coupes abusives)

Soutient l'amendement n° 454 de Mme Sylvia Bassot (sanctions) (p. 5086) : rejeté (p. 5086)

Son amendement n° 455 (sanctions) (p. 5085) : rejeté (p. 5086)

Article 23 (adaptation de la police des forêts)

Son amendement n° 546 (allongement du délai) : adopté (p. 5092)

Article 25 (opérations confiées à l'ONF par convention)

Son amendement n° 453 (avis de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière) : rejeté (p. 5097)

Article 33 (centre national professionnel de la propriété forestière)

Son amendement n° 452 (modalités de gestion de services communs) (p. 5113) : rejeté (p. 5114)

Son amendement n° 451 (statut commun des personnels étudié en liaison avec des organismes qualifiés) : rejeté (p. 5115)

Soutient l'amendement n° 355 de la commission (président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture suppléé au conseil d'administration du CNPPF) (p. 5116) : adopté (p. 5116)

Son amendement n° 545 corrigé (président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture suppléé au conseil d'administration du CNPPF) (p. 5115) : retiré (p. 5116)

Article 34 (organisation de la profession d'expert foncier et agricole et d'expert forestier)

Son intervention (p. 5118)

Son amendement n° 544 (activités incompatibles) : retiré (p. 5119)

Soutient l'amendement n° 359 de la commission (présidence du conseil national de l'expertise) (p. 5119) : adopté (p. 5119)

Son amendement n° 543 (présidence du conseil national de l'expertise) : adopté (p. 5119)

Son amendement n° 542 soutenu par M. François Brottes (rédactionnel) (p. 5119) : adopté (p. 5120)

Son amendement n° 541 (présidence du conseil national de l'expertise lorsqu'il siège en matière disciplinaire) : retiré (p. 5120)

Avant l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 371 de la commission (aides publiques perçues pour le compte des propriétaires par les organismes agréés de maîtrise d'ouvrage) (p. 5124)

Article 36 (modifications d'intitulés du code forestier)

Soutient l'amendement n° 556 de M. Claude Gatignol (suppression du paragraphe relatif à l'adaptation du code général des impôts) (p. 5127) : rejeté (p. 5127)

Article 37 (abrogations)

Son amendement n° 540 (non-abrogation du paragraphe relatif à la carte professionnelle pour le commerce du bois) : rejeté (p. 5132)

Ses explications de vote (p. 5138)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5139)

Q

Didier QUENTIN
Charente-Maritime (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2145 relative à la départementalisation de l'indemnisation des dégâts du gibier [9 février 2000]

Proposition de loi n° 2549 tendant à appliquer le taux réduit de TVA au chocolat, à la confiserie et à la margarine [26 juillet 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Taxe générale sur les activités polluantes. Application [13 octobre 1999] (p. 7242)

Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [23 novembre 1999] (p. 9963)

Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [18 janvier 2000] (p. 29)

Bois et forêts. Politique forestière. Perspectives [30 mai 2000] (p. 4737)

Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, loi n° 99-5 du 6 janvier 1999, application [6 juin 2000] (p. 4886)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 954, posée le 11 octobre 1999. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 5805). Appelée le 12 octobre 1999. Police, effectifs de personnel, Royan (p. 7130)

n° 1030, posée le 31 janvier 2000. Aquaculture et pêche professionnelle. Conchyliculture (J.O. Questions p. 587). Appelée le 2 février 2000. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat, Marennes-Oléron (p. 488)

n° 1091, posée le 8 mai 2000. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 2766). Appelée le 9 mai 2000. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat (p. 3856)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 15 (article L. 212-3 du code du travail : modification du contrat de travail)

Son amendement n° 118 soutenu par M. Jean Le Garrec (assimilation du refus à une démission) : rejeté (p. 7522)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Son intervention (p. 7701)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 7701)
Enregistrement et timbre : droit de bail (p. 7701)
Etat : réforme (p. 7702)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 7701)
Finances publiques : dépenses (p. 7701, 7702)
Finances publiques : dette publique (p. 7701)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 7701, 7702)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 7701, 7702)
Hôtellerie et restauration : restaurants : TVA (p. 7701)
Politique économique : conjoncture (p. 7701)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7701)
Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 7701)
TVA : taux réduit (p. 7701)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture (p. 9584)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Procédure des questions :

Transports par eau : transport de marchandises (p. 8860)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8926)

Son intervention (p. 8938)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8938 à 8940)
Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8939, 8940)
Etrangers : expulsion (p. 8940)
Ordre public : sécurité : Etat (p. 8939)
Ordre public : sécurité : Gouvernement précédent (p. 8939)
Police : adjoints de sécurité (p. 8939)
Police : commissariats (p. 8940)
Police : effectifs (p. 8939)

Procédure des questions :

Coopération intercommunale : communautés d'agglomération : dotations de l'Etat (p. 8967)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : sapeurs-pompiers professionnels (p. 8972)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11089, 11145)

Après l'article 3

Son amendement n° 243 soutenu par M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des produits destinés à l'alimentation humaine) : rejeté (p. 11100)

Déclaration du Gouvernement n° 2135 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur les conséquences et les suites des intempéries et de la marée noire qui sont intervenues fin décembre 1999

[3 février 2000] (p. 701)

Son intervention (p. 706)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 707)
Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture : pollution (p. 706, 707)
Assurances : catastrophes naturelles : indemnisation (p. 706)
Bois et forêts : forêts : tempêtes (p. 706, 707)
Collectivités territoriales : subventions : Etat (p. 707)
Communes : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) (p. 707)
Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 707)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 707)
Mer et littoral : digues : restauration (p. 707)
Patrimoine culturel : monuments historiques : restauration (p. 707)
Régions : Poitou-Charentes (p. 707)
Secteur public : services publics : Electricité de France (EDF) (p. 706)
Tourisme et loisirs : tourisme social : camping (p. 707, 708)
TVA : taux réduit : bois et forêts (p. 707)

Proposition de loi n° 1734 portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1049)

Son intervention (p. 1055)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1055, 1056)
Chasse et pêche : associations : chasse (p. 1055, 1057)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1056)
Justice : Conseil d'Etat : arrêts (p. 1056)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 1056)
Propriété : droit de propriété (p. 1057)

Proposition de loi n° 735 relative à la prestation compensatoire en matière de divorce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 février 2000] (p. 1219)

Article 1er (article 273 du code civil : conditions de révision de la prestation compensatoire)

Son amendement n° 19 (indemnité de séparation substituée à la prestation compensatoire) : rejeté (p. 1223)

Article 1er ter (article 275 du code civil : modalités de versement de la prestation compensatoire sous forme de capital)

Son amendement n° 20 soutenu par M. Alain Vidalies (cessation des versements échelonnés en cas de remariage ou de concubinage notoire du créancier ou de conclusion d'un pacte civil de solidarité) (p. 1227) : rejeté (p. 1228)

Article 2 bis (ouverture de l'action en révision aux héritiers du débiteur)

Son amendement n° 21 (charge de la rente ou du capital non transmissible aux héritiers du débiteur) : rejeté (p. 1231)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4622)

Article 2 bis (article 276-2 du code civil : transmission de la charge de la rente viagère et déduction de la pension de réversion)

Son amendement n° 7 soutenu par M. François Guillaume (non transmissibilité de la charge de la rente viagère ou du capital) (p. 4624) : rejeté (p. 4625)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2664, 2700)

Son intervention (p. 2693)

Thèmes :

Chasse et pêche : associations : chasse (p. 2693, 2694)
Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 2694)
Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 2693)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 2694)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 2693)
Union européenne : Cour de justice (p. 2693)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 5 (création de la fédération nationale des chasseurs)

Son amendement n° 44 (rôle et statuts) : devenu sans objet (p. 2814)

Son amendement n° 45 (rôle et statuts) : devenu sans objet (p. 2814)

Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2870) : rejeté (p. 2871)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)

Son intervention (p. 5206)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 5206)

Chasse et pêche : associations (p. 5207)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 5206, 5207)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 5206)

Justice : Conseil d'Etat : arrêts (p. 5206)

Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 5206)

Jean-Jack QUEYRANNE

Secrétaire d'Etat à l'outre-mer
puis Ministre des relations avec le Parlement

Est nommé Ministre des relations avec le Parlement. Décret du 29 août 2000 [J.O. du 30 août 2000] (p. 13376)

DÉPÔT

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer [5 avril 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jérôme Lambert. Outre-mer. DOM : Guadeloupe et Martinique. Politique économique, bilan et perspectives [2 novembre 1999] (p. 8675)

M. Léon Bertrand. Outre-mer. DOM : Guyane. Agriculture, filière canne à sucre, création [14 décembre 1999] (p. 10881)

M. Émile Vernaudon. Outre-mer. TOM : Polynésie. Audiovisuel et communication, télédiffusion par satellite, réglementation [15 décembre 1999] (p. 10965)

M. Bertrand Kern. Animaux. Chiens. Races réputées dangereuses, loi n° 99-5 du 6 janvier 1999, application [1er février 2000] (p. 517)

M. Christian Estrosi. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [1er mars 2000] (p. 1421)

M. Pierre Petit. Outre-mer. DOM : Martinique. Drogue, trafic, lutte et prévention [1er mars 2000] (p. 1421)

Mme Christiane Taubira. Outre-mer. DOM : Guyane. Sécurité publique, catastrophes naturelles, prévention [26 avril 2000] (p. 3323)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Claude Hoarau. Outre-mer. DOM : logement. Logement social, financement, livret A, délais [12 octobre 1999] (p. 7129)

M. Pascal Terrasse. Enseignement : personnel. Frais de déplacement. Montant [12 octobre 1999] (p. 7131)

M. Didier Quentin. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel, Royan [12 octobre 1999] (p. 7130)

M. Gérard Charasse. Communes. Syndicats de communes. Services communs, création, réglementation [21 décembre 1999] (p. 11223)

M. Charles de Courson. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel, Vitry-le-François [21 décembre 1999] (p. 11224)

M. Christian Estrosi. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel, Nice [21 décembre 1999] (p. 11225)

M. Jean-Claude Mignon. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers professionnels. Revendications [21 décembre 1999] (p. 11226)

M. Roland Blum. Agriculture. PAC (politique agricole commune). Bananes, attitude des Etats-Unis [21 mars 2000] (p. 2336)

M. Maxime Gremetz. Patrimoine culturel. Cathédrale d'Amiens. Parvis, construction, interdiction [21 mars 2000] (p. 2338)

M. Jean-Pierre Abelin. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Châtellerault [23 mai 2000] (p. 4506)

M. Dominique Bussereau. Bois et forêts. Exploitants. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [23 mai 2000] (p. 4507)

M. Olivier de Chazeaux. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel, Clichy [23 mai 2000] (p. 4503)

M. François Vannson. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel [23 mai 2000] (p. 4505)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)

Son intervention (p. 9359)

Sa réponse (p. 9363)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 9359)

Outre-mer : DOM : culture (p. 9360)

Outre-mer : DOM : dotations de l'Etat (p. 9361)

Outre-mer : DOM : drogue (p. 9362, 9363)

Outre-mer : DOM : insertion (p. 9360)

Outre-mer : DOM : logement (p. 9361)

Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 9360)

Outre-mer : DOM : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9363)
Outre-mer : DOM-TOM : agroalimentaire (p. 9361)
Outre-mer : DOM-TOM : chômage (p. 9359, 9360)
Outre-mer : DOM-TOM : développement économique (p. 9362, 9363)
Outre-mer : DOM-TOM : enseignement (p. 9360)
Outre-mer : DOM-TOM : environnement (p. 9361)
Outre-mer : DOM-TOM : fonctionnaires et agents publics (p. 9358)
Outre-mer : DOM-TOM : gendarmes (p. 9363)
Outre-mer : DOM-TOM : impôts et taxes (p. 9360, 9362)
Outre-mer : DOM-TOM : lois d'orientation (p. 9359)
Outre-mer : DOM-TOM : police (p. 9363)
Outre-mer : DOM-TOM : santé publique (p. 9360, 9361)
Outre-mer : DOM-TOM : service national (p. 9360)
Outre-mer : DOM-TOM : Union européenne (p. 9361)
Outre-mer : égalité sociale (p. 9363)
Outre-mer : Guyane : justice (p. 9363)
Outre-mer : Guyane : politique foncière (p. 9361)
Outre-mer : Mayotte : insertion (p. 9360)
Outre-mer : Mayotte : institutions (p. 9362)
Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 9359)
Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : minerais (p. 9361, 9362)
Outre-mer : Polynésie française : crédits (p. 9360, 9361)
Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : transports aériens (p. 9361)
Outre-mer : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : chambres régionales des comptes (p. 9361)
Réponses aux questions :
Outre-mer : Martinique : emploi (p. 9363) (M. Alfred Marie-Jeanne) (p. 9363)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10887)

Son intervention (p. 10888)
Sa réponse (p. 10896)
Thèmes :
Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 10897)
Outre-mer : DOM-TOM : cotisations sociales (p. 10897)
Outre-mer : Guyane : état civil (p. 10897)
Outre-mer : Mayotte : amendes (p. 10888)
Outre-mer : Mayotte : état civil (p. 10897)
Outre-mer : Mayotte : instituteurs (p. 10897)
Outre-mer : Mayotte : nationalité (p. 10897)
Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : péréquation (p. 10888)
Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : universités (p. 10888)
Outre-mer : Polynésie française : amendes (p. 10888)
Outre-mer : Polynésie française : chambres régionales des comptes (p. 10888)
Outre-mer : Polynésie française : universités (p. 10888)
Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 10896)
Parlement : Sénat : projet de loi de ratification (p. 10888, 10896)
Police : police municipale : Outre-mer (p. 10896)

Projet de loi n° 1682 relatif au référé devant les juridictions administratives

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [6 avril 2000] (p. 3156)

Son intervention (p. 3156)
Sa réponse (p. 3160)
Thèmes :
Assemblée nationale : commissions (p. 3156)
Justice : juridictions administratives : délais (p. 3160)
Justice : juridictions administratives : moyens (p. 3160)
Justice : juridictions administratives : personnels (p. 3157)
Justice : juridictions administratives : référé (p. 3156, 3157)
Justice : justice administrative : fonctionnaires et agents publics (p. 3156)
Parlement : Sénat (p. 3156)
Urbanisme : opérations d'aménagement : référé (p. 3156)

Discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3160)

Article 3 (référé-suspension)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Arnaud Montebourg (obligation faite au juge d'ordonner la suspension de l'exécution de la décision en cas d'urgence et de doute sérieux sur sa légalité) (p. 3160)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Arnaud Montebourg (remplacement de la notion de "doute sérieux" par celle de doute sur la légalité de la décision pour - en cas d'urgence - fonder la suspension de son exécution) (p. 3160)

Article 4 (référé-injonction)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sur la définition du référé-injonction) (p. 3161)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (ouverture du référé-injonction au représentant de l'Etat en cas d'atteinte grave et manifestement illégale à une liberté publique du fait d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public local) (p. 3161) : adopté (p. 3162)

Article 7 (procédure applicable lorsque le juge des référés statue en urgence)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Émile Blessig (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - cours administratives d'appel substituées au Conseil d'Etat pour les recours contre les décisions rendues au titre de la procédure de référé-injonction prévue à l'article 4) (p. 3163)

Article 16 (article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1983 et article 6 de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 : suspension de décisions en vue d'assurer la protection de l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - insuffisance de l'étude d'impact fondant la suspension de la décision) (p. 3163)

Article 17 bis supprimé par le Sénat (appel des décisions du juge des référés devant le président de la cour administrative d'appel)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3164)

Après l'article 17 ter

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. François Colcombet (délai du recours en révision - article 76 premier alinéa de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 relative au Conseil d'Etat) (p. 3164)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de M. François Colcombet (substitution de la date figurant sur le cachet de la poste de la lettre de réclamation à celle de l'enregistrement au greffe pour la détermination des délais de recours contentieux applicables aux juridictions administratives) (p. 3165)

Projet de loi n° 2276 organisant une consultation de la population de Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3165)

Son intervention (p. 3165)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3171)

Sa réponse (p. 3180)

Thèmes :

Outre-mer : Mayotte : développement économique (p. 3180)
Outre-mer : Mayotte : dotations de l'Etat (p. 3166)
Outre-mer : Mayotte : histoire (p. 3165, 3166, 3172)
Outre-mer : Mayotte : immigration (p. 3180)
Outre-mer : Mayotte : institutions (p. 3166, 3171, 3172, 3180)
Outre-mer : Mayotte : législation (p. 3166)
Outre-mer : Mayotte : pays étrangers (p. 3172)
Outre-mer : Mayotte : référendums (p. 3166, 3171, 3172, 3180)
Outre-mer : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : création (p. 3171)
Parlement : Sénat : Mayotte (p. 3165)

Discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3181)

Article 3 (la question posée aux électeurs et la majorité requise)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Henry Jean-Baptiste (consultation en 2010 offrant le choix entre le maintien du statut de collectivité départementale et la transformation en département) (p. 3182)

Article 6 (missions de la commission de contrôle)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Henry Jean-Baptiste (régularité des listes électorales) (p. 3183)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3183)

Son intervention (p. 3183)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : crimes contre l'humanité (p. 3184)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 3184)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : Sénat (p. 3184)

Discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3190)

Article 2 supprimé par le Sénat (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en remplaçant la référence aux manuels scolaires par un renvoi aux programmes scolaires) (p. 3190, 3191)

Article 3 bis (article unique de la loi n° 83-550 du 30 juin 1983 : date de la commémoration de l'abolition de l'esclavage en métropole)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la date du 23 août et date fixée par le Gouvernement après la plus large consultation) (p. 3191)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la référence aux programmes scolaires et décret relatif au comité de personnalités qualifiées pris dans les six mois suivant la publication de la loi) (p. 3191)

Article 5 supprimé par le Sénat (article 48-1 de la loi du 29 juillet 1881 : possibilité pour les associations défendant la mémoire des esclaves d'exercer les droits reconnus à la partie civile)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3192)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)

Son intervention (p. 3958)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 3977)

Sa réponse (p. 4014)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 3961)
Emploi : jeunes : DOM (p. 3961)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3959, 3960)
Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 3958, 3959, 4014)
Outre-mer : DOM : cabines (p. 3962)
Outre-mer : DOM : compétences (p. 3963)
Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 3960)
Outre-mer : DOM : crédits (p. 3959, 4015)

Outre-mer : DOM : culture (p. 3962)
Outre-mer : DOM : développement économique (p. 3959, 3960, 4015)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 3959, 3963, 3964, 3977, 4014, 4015)
Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 3962, 3963, 4015)
Outre-mer : La Réunion : départements (p. 3963, 3977)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 3961, 3962)

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 1er (le développement des départements d'outre-mer, priorité de la Nation)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Ernest Moutoussamy (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4025)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Bruno Bourg-Broc (ajout de l'aménagement du territoire) (p. 4028)

Intervient sur l'amendement n° 230 rectifié de la commission (référence aux handicaps subis par les départements d'outre-mer et au traité instituant la Communauté européenne) (p. 4028)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Michel Tamaya (valorisation des atouts régionaux des départements d'outre-mer) (p. 4028)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Ernest Moutoussamy (réforme du pacte républicain unissant la France à l'outre-mer et mise en place d'institutions nouvelles) (p. 4028)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Michel Tamaya (référence à la coopération régionale) (p. 4029)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Camille Darsières (loi d'incitation à l'investissement) (p. 4029)

Soutient le sous-amendement n° 577 du Gouvernement (suppression de la référence à la durée des mesures favorisant l'investissement et de l'association des collectivités territoriales à la délivrance des agréments) à l'amendement n° 1 de M. Camille Darsières (p. 4029) : rejeté (p. 4029)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Bruno Bourg-Broc (référence à l'aménagement du territoire) (p. 4030)

Article 2 (article L. 752-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Intervient sur l'amendement n° 169 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 4032)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Léon Bertrand (suppression du critère d'effectif) (p. 4033)

Intervient sur l'amendement n° 231 de la commission (exonération portant sur les dix plus faibles rémunérations versées par les entreprises occupant moins de vingt et un salariés) (p. 4033)

Intervient sur le sous-amendement n° 572 de M. André Thien Ah Koon (suppression de la référence à la réduction de la durée du travail) à l'amendement n° 231 de la commission (p. 4033)

Intervient sur l'amendement n° 172 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 4034)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Daniel Marsin (extension aux secteurs de l'informatique, des nouvelles technologies de l'information et des transports d'intérêt régional) (p. 4035)

Soutient l'amendement n° 462 du Gouvernement (extension au secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 4035) : adopté (p. 4035)

Intervient sur l'amendement n° 174 de la commission des affaires culturelles (extension aux secteurs de transports terrestres de personnes et des soins privés) (p. 4035)

Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Bruno Bourg-Broc (extension aux secteurs de transports terrestres de personnes et des soins privés) (p. 4035)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Daniel Marsin (exonération dans le secteur du bâtiment et des travaux publics portée du tiers à la moitié de celle de droit commun) (p. 4036)

Intervient sur l'amendement n° 175 de la commission des affaires culturelles (de précision pour l'application du dispositif aux marins pêcheurs inscrits au rôle d'équipage) (p. 4036)

Intervient sur l'amendement n° 233 rectifié de la commission (condition de création d'emplois pour le bénéfice des exonérations prévues en cas de réduction de la durée du travail) (p. 4037)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Camille Darsières (condition de création d'emplois pour le bénéfice des exonérations prévues en cas de réduction de la durée du travail) (p. 4037)

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission des affaires culturelles (exonération ne pouvant excéder le montant des charges dues) (p. 4037)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Ernest Moutoussamy (conversion de l'excédent d'exonération en un crédit d'impôt) (p. 4038)

Soutient l'amendement n° 463 du Gouvernement (libre choix des entreprises entre les différents régimes d'exonération au titre de la réduction de la durée du travail) (p. 4038) : adopté (p. 4038)

Intervient sur l'amendement n° 234 de la commission (suspension de l'exonération au titre de la réduction de la durée du travail en cas de suppression d'emplois) (p. 4038)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Camille Darsières (suspension de l'exonération au titre de la réduction de la durée du travail en cas de suppression d'emplois) (p. 4038)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Ernest Moutoussamy (exonérations réduites de moitié au titre des salariés ne bénéficiant pas d'un contrat à durée indéterminée) (p. 4039)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Ernest Moutoussamy (suppression des exonérations et restitution de celles perçues au cours des douze derniers mois en cas de condamnation pour travail dissimulé ou fraude fiscale) (p. 4039)

Article 3 (articles L. 756-4 à L. 756-6 nouveaux du code de la sécurité sociale : cotisations et contributions des employeurs et travailleurs indépendants)

Son intervention (p. 4041)

Intervient sur l'amendement n° 178 corrigé de la commission des affaires culturelles (extension aux cotisations vieillesse des professions libérales) (p. 4041)

Intervient sur l'amendement n° 179 corrigé de la commission des affaires culturelles (extension aux

cotisations vieillesse des professions libérales) (p. 4041)
Intervient sur l'amendement n° 180 de la commission des affaires culturelles (exonération de deux ans pour les créations d'activité) (p. 4042)
Intervient sur l'amendement n° 394 de Mme Huguette Bello (exonération de deux ans pour les créations d'activité) (p. 4042)
Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Anicet Turinay (exonération d'un an pour les créations d'activité) (p. 4042)
Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4042)
Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission des affaires culturelles (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4042)
Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Camille Darsières (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4042)
Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Daniel Marsin (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4042)
Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4042)
Soutient l'amendement n° 554 du Gouvernement (modalités de recouvrement des cotisations) (p. 4042) : devenu sans objet (p. 4043)
Soutient l'amendement n° 464 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 4043) : adopté (p. 4043)
Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 4043)
Intervient sur l'amendement n° 273 de la commission (de précision) (p. 4043)
Intervient sur l'amendement n° 183 de la commission des affaires culturelles (exclusion de la CSG et de la CRDS des marins propriétaires embarqués) (p. 4043)
Intervient sur l'amendement n° 235 de la commission (suspension des poursuites visant les médecins n'ayant pas acquitté les cotisations retraite prévues par l'accord conclu en 1992 entre les syndicats médicaux et la caisse autonome de retraite des médecins français) (p. 4044)
Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Bruno Bourg-Broc (régime des cotisations en cas de catastrophe naturelle) (p. 4045)
Article 4 (article 3 de la loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 : exonération de charges sociales des exploitants agricoles)
Soutient l'amendement n° 465 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4046) : adopté (p. 4046)
Article 5 (plan d'apurement des dettes sociales)
Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission des affaires culturelles (extension aux dettes envers la caisse de congés payés, celle de la retraite complémentaire et l'Assedic) (p. 4047)
Intervient sur l'amendement n° 396 de Mme Huguette Bello (extension aux dettes envers la caisse de congés payés, celle de la retraite complémentaire et l'Assedic) (p. 4047)
Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Daniel Marsin (plan devant obligatoirement être signé) (p. 4047)
Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Léo Andy (limite de l'abandon partiel de créances portée de 50 % à 80 % pour les entreprises de moins de 11 salariés) (p. 4048)
Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission des affaires culturelles (abandon de créances sur leur montant au 1er janvier 1999 et non au 1er janvier 1998) (p. 4048)
Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Ernest Moutoussamy (suppression de la limite de 50 % pour l'abandon partiel de créances) (p. 4049)
Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Léo Andy (limite de l'abandon partiel de créances portée de 50 % à 80 % pour les entreprises de moins de 11 salariés) (p. 4049)
Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Daniel Marsin (limite de l'abandon partiel de créances portée de 50 % à 75 % pour les entreprises de moins de 11 salariés et les travailleurs indépendants) (p. 4049)
Intervient sur l'amendement n° 268 de M. André Thien Ah Koon (suppression de la limite de 50 % pour l'abandon partiel de créances) (p. 4049)
Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Ernest Moutoussamy (échéancier de la part salariale des cotisations porté de deux à cinq ans) (p. 4050)
Intervient sur l'amendement n° 188 de la commission des affaires culturelles (de coordination) (p. 4051)
Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Camille Darsières (refus d'abandon partiel de créances par la caisse de sécurité sociale) (p. 4051)
Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission des affaires culturelles (retrait de l'abandon de créances et caducité du plan d'apurement) (p. 4051)
Soutient le sous-amendement n° 467 du Gouvernement (extension aux fraudes de toute nature en matière de paiement des cotisations sociales) à l'amendement n° 189 de la commission des affaires culturelles (p. 4051) : adopté (p. 4051)
Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Ernest Moutoussamy (suppression du paragraphe III excluant du bénéfice de l'article les entreprises dont les dirigeants ont été condamnés pour travail dissimulé ou pour fraude) (p. 4051)
Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission des affaires culturelles (nouvelle rédaction du paragraphe III excluant du bénéfice de l'article les entreprises dont les dirigeants ont été condamnés pour travail dissimulé ou pour fraude) (p. 4052)
Soutient le sous-amendement n° 466 du Gouvernement (extension aux fraudes de toute nature) à l'amendement n° 190 de la commission des affaires culturelles (p. 4052) : adopté (p. 4052)
Soutient l'amendement n° 468 rectifié du Gouvernement (de précision - bénéfice de l'ensemble des dispositions de l'article pour les travailleurs indépendants) (p. 4052) : adopté (p. 4052)
Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Ernest Moutoussamy (modes de dévolution des marchés dans les DOM) (p. 4052)
Article 6 (plan d'apurement des dettes fiscales)
Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Jean Marsaudon (rédactionnel) (p. 4053)
Intervient sur l'amendement n° 450 de M. Émile Blessig (suppression de la possibilité de remise totale des dettes fiscales) (p. 4053)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. André Thien Ah Koon (réexamen de la situation fiscale des entreprises ayant été taxées d'office en cas de bénéfice du plan) (p. 4054)

Intervient sur l'amendement n° 192 de la commission des affaires culturelles (réexamen de la situation fiscale des entreprises ayant été taxées d'office en cas de bénéfice du plan) (p. 4054)

Intervient sur l'amendement n° 398 de Mme Huguette Bello (réexamen de la situation fiscale des entreprises ayant été taxées d'office en cas de bénéfice du plan) (p. 4054)

Intervient sur l'amendement n° 193 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 4054)

Intervient sur l'amendement n° 321 de Mme Christiane Taubira (procédure d'examen des demandes) (p. 4055)

Article 22 (articles L. 3441-2 à L. 3441-6 du code général des collectivités territoriales : action internationale des départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Élie Hoarau (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 3441-2 réservant aux seules régions monodépartementales la faculté de faire des propositions au Gouvernement et supprimant la référence aux Etats de l'océan indien) (p. 4062)

Intervient sur l'amendement n° 238 de la commission (rédactionnel) (p. 4062)

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Philippe Chaulet (rédactionnel) (p. 4062)

Intervient sur l'amendement n° 434 de M. Élie Hoarau (texte proposé pour l'article L. 3441-3 : faculté de négocier et de signer des accords réservée aux présidents des seules régions monodépartementales et suppression de la référence à la zone de l'océan indien) (p. 4063)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Léo Andy (texte proposé pour l'article L. 3441-3 : caractère obligatoire de l'association ou de la participation du président du conseil général) (p. 4063)

Intervient sur l'amendement n° 239 de la commission (rédactionnel) (p. 4063)

Soutient l'amendement n° 476 rectifié du Gouvernement (négociations avec l'Union européenne) (p. 4063) : adopté (p. 4063)

Intervient sur l'amendement n° 240 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 3441-6 : suppression de la possibilité pour les départements d'outre-mer d'être membres associés d'organismes régionaux) (p. 4064)

Article 23 (articles L. 4433-4-1 à L. 4433-4-6 du code général des collectivités territoriales : action internationale des régions d'outre-mer et création d'un fonds régional de coopération)

Intervient sur l'amendement n° 274 de la commission (rédactionnel) (p. 4065)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Léo Andy (de coordination) (p. 4065)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Camille Darsières (de coordination) (p. 4065)

Soutient l'amendement n° 578 du Gouvernement (négociations avec l'Union européenne) (p. 4066) : adopté (p. 4066)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Camille Darsières (négociations avec l'Union européenne) (p. 4066)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Camille Darsières (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 4433-4-5 : possibilité pour les régions de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de La Réunion d'être membres associés d'organismes régionaux et de proposer au Gouvernement d'y faire adhérer la France) (p. 4066)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Élie Hoarau (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 4433-4-5 : possibilité pour les régions de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de La Réunion d'être membres d'organismes régionaux et de proposer au Gouvernement d'y faire adhérer la France) (p. 4067)

Soutient l'amendement n° 478 du Gouvernement (création d'un fonds pour la Guadeloupe et d'un fonds pour la Martinique) (p. 4067) : adopté (p. 4067)

Soutient l'amendement n° 477 du Gouvernement (de coordination) (p. 4067) : adopté (p. 4067)

Intervient sur l'amendement n° 277 de la commission (intervention des sociétés d'économie mixte) (p. 4068)

Avant l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 286 de la commission (nouveau libellé du titre VII : de la démocratie locale et de l'évolution des départements d'outre-mer) (p. 4068)

Article 39 (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Anicet Turinay (de suppression) (p. 4074)

Intervient sur l'amendement n° 288 de la commission (rédactionnel) (p. 4074)

Intervient sur l'amendement n° 291 de la commission (membre du congrès ne disposant que d'une voix nonobstant le cumul des mandats de conseiller régional et de conseiller général) (p. 4074)

Intervient sur l'amendement n° 289 de la commission (congrès se réunissant sur un ordre du jour déterminé) (p. 4075)

Intervient sur l'amendement n° 290 de la commission (convocation du congrès par le président de l'assemblée ayant demandé sa réunion) (p. 4075)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Camille Darsières (suppression de l'établissement de son règlement intérieur par le congrès) (p. 4075)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Camille Darsières (suppression de pouvoirs de police du président du congrès) (p. 4075)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Camille Darsières (suppression du texte proposé pour l'article L. 5914-1 relatif au "crédit d'heures" bénéficiant aux salariés membres du congrès) (p. 4076)

Intervient sur l'amendement n° 294 de la commission (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 5915-1 relatif au domaine des délibérations du congrès) (p. 4076)

Intervient sur l'amendement n° 295 rectifié de la commission (délai de quinze jours pour la transmission aux assemblées des délibérations du congrès) (p. 4076)

Intervient sur l'amendement n° 326 de Mme Christiane Taubira (consultation du conseil économique et social du département et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement) (p. 4077, 4078)

Soutient l'amendement n° 482 du Gouvernement (transmission obligatoire au Premier ministre des délibérations du congrès) (p. 4078) : adopté (p. 4078)

Intervient sur l'amendement n° 296 de la commission (de précision) (p. 4078)

Intervient sur l'amendement n° 297 de la commission (indication par le Premier ministre dans les quinze jours suivant leur réception, du délai dans lequel il répondra aux délibérations des assemblées) (p. 4078)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jacques Brunhes (consultation des populations au vu des délibérations du congrès) (p. 4079)

Article 33 précédemment réservé (article L. 2563-2-1 du code général des collectivités territoriales : majoration de la dotation forfaitaire des communes)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. André Thien Ah Koon (majoration portée de 40 à 300 millions de francs) (p. 4080)

Intervient sur l'amendement n° 281 de la commission (majoration portée de 40 à 250 millions de francs) (p. 4080)

Intervient sur l'amendement n° 519 de M. Léo Andy (majoration portée de 40 à 250 millions de francs) (p. 4080)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Jacques Brunhes (majoration financée par le relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4080)

Intervient sur l'amendement n° 242 corrigé de Mme Christiane Taubira (ajout de critères géographiques pour la répartition de la majoration) (p. 4081, 4082)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 51 précédemment réservé de M. Daniel Marsin (institution d'une contribution sur les jeux et d'une taxe additionnelle sur l'alcool aux taux de 5 %) (p. 4083)

Intervient sur l'amendement n° 282 précédemment réservé de la commission (institution d'une contribution sur les jeux au taux de 7 %) (p. 4084)

Intervient sur le sous-amendement n° 580 de M. Louis Mermaz (taux identique à celui de métropole) à l'amendement n° 282 précédemment réservé de la commission (p. 4085)

Intervient sur l'amendement n° 336 précédemment réservé de M. André Thien Ah Koon (institution d'une contribution sur les jeux au taux de 10 %) (p. 4085)

Intervient sur l'amendement n° 69 précédemment réservé de M. Daniel Marsin (institution d'une contribution sur les jeux au taux de 5 %) (p. 4085)

Intervient sur l'amendement n° 518 rectifié précédemment réservé de M. Léo Andy (institution d'une contribution sur les jeux) (p. 4085)

Article 7 précédemment réservé (article L. 832-7 nouveau du code du travail : soutien au désenclavement des départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission des affaires culturelles (extension à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4087)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Camille Darsières (versement de l'aide après avis du président du conseil régional) (p. 4087)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 270 précédemment réservé de M. André Thien Ah Koon (prorogation jusqu'en 2004 du régime fiscal des investissements productifs effectués outre-mer par des particuliers - article 163 tervecies du code général des impôts) (p. 4088)

Intervient sur l'amendement n° 402 précédemment réservé de Mme Huguette Bello (prorogation jusqu'en 2004 du régime fiscal des investissements productifs effectués outre-mer par des particuliers - article 163 tervecies du code général des impôts) (p. 4088)

Intervient sur l'amendement n° 404 précédemment réservé de Mme Huguette Bello (prorogation jusqu'en 2004 du régime fiscal des investissements productifs effectués outre-mer par des sociétés - article 163 tervecies du code général des impôts) (p. 4089)

Intervient sur l'amendement n° 500 précédemment réservé de M. Bruno Bourg-Broc (exonération des droits d'enregistrement et de timbre pour la mise en valeur outre-mer des terres incultes, laissées à l'abandon ou insuffisamment exploitées) (p. 4089)

Intervient sur l'amendement n° 197 précédemment réservé de la commission des affaires culturelles (rapport relatif au coût des transports outre-mer) (p. 4089)

Intervient sur l'amendement n° 497 précédemment réservé de M. Bruno Bourg-Broc (rapport relatif au coût des transports outre-mer) (p. 4089)

Intervient sur l'amendement n° 109 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (mention d'une date limite de consommation sur les produits alimentaires provenant des surplus communautaires) (p. 4090)

Intervient sur l'amendement n° 267 rectifié précédemment réservé de M. Gérard Grignon (extension au secteur agricole de la compétence de la chambre de commerce, d'industrie et des métiers de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4090)

Intervient sur l'amendement n° 304 précédemment réservé de la commission (rapport relatif au rapprochement des taux bancaires entre outre-mer et métropole) (p. 4091)

Intervient sur l'amendement n° 198 précédemment réservé de la commission des affaires culturelles (rapport relatif au rapprochement des taux bancaires entre outre-mer et métropole) (p. 4091)

Intervient sur l'amendement n° 498 précédemment réservé de M. Bruno Bourg-Broc (rapport relatif au rapprochement des taux bancaires entre outre-mer et métropole) (p. 4091)

Soutient l'amendement n° 469 précédemment réservé du Gouvernement (rapport relatif au rapprochement des taux bancaires entre outre-mer et métropole) (p. 4091) : devenu sans objet (p. 4091)

Article 8 précédemment réservé (article L. 811-2 nouveau du code du travail, articles L. 161-22 et L. 754-5 nouveau du code de la sécurité sociale : développement des formations en alternance)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Jacques Brunhes (parrainage par des personnes dont la qualification est reconnue et agréée au titre de la formation professionnelle) (p. 4092)

Soutient l'amendement n° 471 du Gouvernement (parrainage pouvant être effectué par des préretraités de l'entreprise) (p. 4092) : adopté (p. 4092)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Ernest Moutoussamy (parrainage pouvant être effectué par les salariés préretraités les mieux formés et les plus anciens de l'entreprise) (p. 4093)

Intervient sur l'amendement n° 200 rectifié de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 4093)

Soutient l'amendement n° 470 du Gouvernement (limite d'âge portée à trente ans pour l'apprentissage maritime) (p. 4093) : adopté (p. 4093)

Article 9 précédemment réservé (article L. 832-6 nouveau du code du travail : projet initiative-jeune)

Intervient sur l'amendement n° 203 de la commission des affaires culturelles (projet s'inscrivant dans le schéma d'aménagement régional et dans le contrat de plan) (p. 4094)

Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Bruno Bourg-Broc (projet s'inscrivant dans le schéma d'aménagement régional et dans le contrat de plan) (p. 4094)

Intervient sur l'amendement n° 204 de la commission des affaires culturelles (délivrance par le conseil régional d'une recommandation de conformité du projet au schéma d'aménagement régional et au document unique de programmation) (p. 4094)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Bruno Bourg-Broc (délivrance par le conseil régional d'une recommandation de conformité du projet au schéma d'aménagement régional et au document unique de programmation) (p. 4094)

Ses observations sur l'amendement de M. Claude Hoarau déclaré irrecevable par la commission des finances : annonce que le Gouvernement est prêt à le reprendre après l'avoir étudié (p. 4095)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 473 précédemment réservé du Gouvernement (extension du régime des catastrophes naturelles aux dégâts causés par les cyclones) (p. 4096) : adopté (p. 4096)

Intervient sur l'amendement n° 71 précédemment réservé de M. André Thien Ah Koon (insertion d'un chapitre III : "Régulation économique dans les départements d'outre-mer" relatif à l'urbanisme commercial) (p. 4097)

Soutient le sous-amendement n° 569 du Gouvernement ("Dispositions pour l'amélioration de l'activité économique dans les départements d'outre-mer") à l'amendement n° 71 précédemment réservé de M. André Thien Ah Koon (p. 4097) : adopté (p. 4097)

Soutient l'amendement n° 557 précédemment réservé du Gouvernement (institution d'un congé-solidarité) (p. 4098) : adopté (p. 4099)

Intervient sur l'amendement n° 311 précédemment réservé de M. Camille Darsières (insertion d'un chapitre III : "Du soutien aux investissements") (p. 4100)

Article 10 précédemment réservé (article L. 812-1 nouveau du code du travail : institution du titre de travail simplifié)

Intervient sur l'amendement n° 205 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 4100)

Intervient sur l'amendement n° 206 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 4100)

Intervient sur l'amendement n° 207 rectifié de la commission des affaires culturelles (de coordination avec le champ d'application des exonérations de cotisations sociales défini à l'article 2) (p. 4101)

Intervient sur l'amendement n° 408 corrigé de Mme Huguette Bello (de coordination avec le champ d'application des exonérations de cotisations sociales défini à l'article 2) (p. 4101)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Émile Blessig (extension au personnes employées par une association) (p. 4101)

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Émile Blessig (terme d'employeur substitué à celui d'entreprise pour la limitation de l'activité à 100 jours par an) (p. 4102)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Michel Tamaya (déclaration préalable d'embauche) (p. 4102)

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Michel Tamaya (déclaration préalable d'embauche) (p. 4102)

Intervient sur l'amendement n° 316 de M. Michel Tamaya (indemnité de congés payés sauf application du régime des professions affiliées aux caisses prévues à l'article L. 223-16 du code du travail) (p. 4102)

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission des affaires culturelles (prise en compte dans les effectifs de l'entreprise) (p. 4102)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 455 précédemment réservé de M. Émile Blessig (rapport sur l'alignement du RMI et sur les effets des politiques d'insertion et de retour à l'emploi) (p. 4103)

Article 11 précédemment réservé (alignement du RMI dans les départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Ernest Moutoussamy (alignement immédiat pour les allocataires âgés de moins de quarante ans fournissant vingt heures par mois de travail d'intérêt public ou social) (p. 4104)

Soutient l'amendement n° 558 deuxième correction du Gouvernement (alignement en trois ans) (p. 4113) : adopté (p. 4114)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Ernest Moutoussamy (maintien des crédits en faveur du logement social) (p. 4114)

Article 12 précédemment réservé (articles 17-1, 42-7-1, 42-11 à 42-13 nouveaux de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 : renforcement de l'insertion et du contrôle)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. André Thien Ah Koon (de suppression) (p. 4117)

Intervient sur l'amendement n° 410 de Mme Huguette Bello (de suppression) (p. 4117)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Ernest Moutoussamy (possibilité de concours des organisations socioprofessionnelles et des associations d'insertion à l'élaboration du programme local d'insertion) (p. 4118)

Intervient sur l'amendement n° 210 de la commission des affaires culturelles (suspension de l'allocation pour non réponse à deux convocations consécutives) (p. 4118)

Article 13 précédemment réservé (article L. 832-8 nouveau du code du travail : institution de l'allocation de retour à l'activité)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Ernest Moutoussamy (limitation du recours des particuliers aux bénéficiaires de l'allocation de retour à l'activité) (p. 4119)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Ernest Moutoussamy (gestion de l'allocation par la caisse d'allocations familiales) (p. 4119)

Soutient l'amendement n° 474 corrigé du Gouvernement (intégration des contrats d'accès à l'emploi dans le dispositif d'aide à la réinsertion professionnelle) (p. 4119) : adopté (p. 4119)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 118 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (mesures de discrimination positive) (p. 4121)

Intervient sur l'amendement n° 379 précédemment réservé de M. Léon Bertrand (création d'une structure pour la répartition des aides publiques en Guyane) (p. 4122)

Intervient sur l'amendement n° 374 précédemment réservé de M. Léon Bertrand (transformation en centre hospitalier international de l'hôpital André-Bouron de Saint-Laurent-du-Maroni) (p. 4122)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 220 précédemment réservé de Mme Christiane Taubira (nouvelle rédaction de l'intitulé du titre III : "Mesure relative à la solvabilisation des locataires") (p. 4123)

Intervient sur l'amendement n° 223 précédemment réservé de M. Pierre Petit (nouvelle rédaction de l'intitulé du titre III : "Mesures relatives à la solvabilisation des locataires") (p. 4123)

Article 15 précédemment réservé (allocation logement)

Soutient l'amendement n° 475 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 4123) : adopté (p. 4123)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 345 précédemment réservé de M. Anicet Turinay (maintien de l'aide publique en faveur de l'investissement dans le logement social) (p. 4124)

Intervient sur l'amendement n° 346 précédemment réservé de M. Anicet Turinay (plafonnement de la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements sociaux aidés par l'Etat) (p. 4124)

Article 16 précédemment réservé (article L. 340-2 nouveau du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Claude Hoarau (convention entre la région, le département et l'Etat) (p. 4125)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Camille Darsières (association des maîtres d'ouvrage sociaux à la gestion et à l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 218 de Mme Christiane Taubira (association des maîtres d'ouvrage sociaux à la gestion et à l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Pierre Petit (association des maîtres d'ouvrage sociaux à la gestion et à l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Ernest Moutoussamy (association de représentants des maîtres d'ouvrage sociaux à la gestion et à l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 237 de la commission (consultation des représentants des maîtres d'ouvrage sociaux sur la gestion et l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. André Thien Ah Koon (consultation des représentants des maîtres d'ouvrage sociaux sur la gestion et l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Ernest Moutoussamy (consultation de représentants des maîtres d'ouvrage sociaux sur la gestion et l'évaluation des fonds) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission de la production (fonds présidé par le président du conseil régional) (p. 4127)

Intervient sur l'amendement n° 422 de M. Claude Hoarau (fonds présidé par le président du conseil régional) (p. 4127)

Intervient sur l'amendement n° 548 de M. Claude Hoarau (association des maires membres du fonds via deux de ses représentants) (p. 4127, 4128)

Avant l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 357 précédemment réservé de M. Jacques Brunhes (plan pour l'éducation et la formation des jeunes) (p. 4128)

Intervient sur l'amendement n° 361 précédemment réservé de M. Yves Durand (plan pluriannuel en faveur de l'éducation et de la formation des jeunes) (p. 4128)

Article 17 précédemment réservé (article 17 de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 : création d'un IUFM en Guyane)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Jacques Brunhes (ouverture de l'IUFM subordonnée à la création d'une université devant ouvrir avant deux ans) (p. 4129)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Yves Durand (création de l'IUFM subordonnée à la création d'une université prévue avant deux ans) (p. 4129)

Article 18 précédemment réservé (valorisation des langues régionales des départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Ernest Moutoussamy (référence à la loi n° 51-46 du 11 janvier 1951 relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux et enseignement du créole) (p. 4131)

Intervient sur l'amendement n° 211 de la commission des affaires culturelles (référence à la loi n ° 51-46 du 11 janvier 1951 relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux) (p. 4131)

Intervient sur l'amendement n° 418 de Mme Huguette Bello (enseignement du créole) (p. 4131)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 56 précédemment réservé de M. Camille Darsières (adaptation des programmes et des méthodes pédagogiques) (p. 4132)

Intervient sur l'amendement n° 259 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (adaptation des programmes et des méthodes pédagogiques) (p. 4132)

Intervient sur l'amendement n° 125 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (présence des départements d'outre-mer dans les programmes scolaires) (p. 4134)

Intervient sur l'amendement n° 19 précédemment réservé de M. Anicet Turinay (initiation à la langue anglaise à partir du CM1) (p. 4134)

Article 19 précédemment réservé (article 10 de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 : égalité du prix des biens culturels avec la métropole)

Intervient sur l'amendement n° 212 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 4134)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Ernest Moutoussamy (ajout des biens éducatifs et scolaires) (p. 4134)

Intervient sur l'amendement n° 213 de la commission des affaires culturelles (précision relative aux journaux et aux publications périodiques) (p. 4134)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. André Thien Ah Koon (alignement du prix du livre au 1er janvier 2001) (p. 4135)

Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission des affaires culturelles (alignement du prix du livre au 1er janvier 2002) (p. 4135)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 128 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (rôle de l'Etat pour le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 4135)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 215 deuxième rectification précédemment réservé de la commission des affaires culturelles (continuité territoriale du service public de l'audiovisuel) (p. 4136)

Intervient sur l'amendement n° 576 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (programme de RFO à destination de ses zones de diffusion et du territoire métropolitain exprimant les spécificités de l'outre-mer et de son environnement géographique) (p. 4136)

Intervient sur l'amendement n° 507 précédemment réservé de M. Bruno Bourg-Broc (représentations cartographiques de la France incluant l'outre-mer) (p. 4137)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 278 rectifié précédemment réservé de la commission (conventions fiscales entre la France et les Etats situés dans la zone géographique de chaque département d'outre-mer) (p. 4137)

Intervient sur l'amendement n° 509 précédemment réservé de M. Philippe Chaulet (conventions fiscales entre la France et les Etats situés dans la zone géographique de chaque département d'outre-mer) (p. 4137)

Article 24 précédemment réservé (articles L. 3444-1 à L. 3444-3, L. 4433-3-1 et L. 4433-3-2 du code général des collectivités territoriales : consultation des assemblées locales des départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Léo Andy (association aux propositions d'actes communautaires) (p. 4138)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Ernest Moutoussamy (nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 4333-3-2 relatif à l'application de l'article 299-2 du traité de l'Union européenne) (p. 4139)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Claude Hoarau (nouvelle rédaction de la première phrase du texte proposé pour l'article L. 4333-3-2 relatif à l'application de l'article 299-2 du traité de l'Union européenne) (p. 4139)

Intervient sur l'amendement n° 529 de M. Léo Andy (suppression de la consultation des conseils régionaux par le ministre chargé de l'outre-mer pour l'application de l'article 299-2 du traité de l'Union européenne) (p. 4139)

Intervient sur l'amendement n° 287 de la commission (consultation des conseils régionaux par l'autorité de régulation des télécommunications avant toute décision d'attribution de licences ou d'autorisations d'exploitation de services locaux ou interrégionaux de télécommunications) (p. 4139)

Soutient l'amendement n° 568 du Gouvernement (consultation des conseils régionaux par l'autorité de régulation des télécommunications avant toute décision d'attribution de licences ou d'autorisations d'exploitation de services locaux ou interrégionaux de télécommunications) (p. 4140) : adopté (p. 4140)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 542 précédemment réservé de Mme Christiane Taubira (consultation du conseil économique et social régional par les conseils généraux) (p. 4140)

Intervient sur l'amendement n° 444 précédemment réservé de M. Élie Hoarau (suppression de l'incompatibilité entre la fonction de membre du bureau du conseil régional et la direction d'une agence placée sous la tutelle de l'institution régionale) (p. 4141)

Intervient sur l'amendement n° 279 précédemment réservé de la commission (consultation des conseils régionaux en matière de concessions portuaires et aéroportuaires) (p. 4141)

Intervient sur l'amendement n° 441 précédemment réservé de M. Élie Hoarau (consultation des conseils régionaux en matière de concessions portuaires et aéroportuaires) (p. 4141)

Intervient sur l'amendement n° 550 précédemment réservé de M. Élie Hoarau (rapport tous les deux ans du Gouvernement aux conseils régionaux sur les échanges aériens, maritimes et les télécommunications) (p. 4141)

Intervient sur l'amendement n° 549 précédemment réservé de M. Élie Hoarau (présence avec voix consultative du conseil régional de La Réunion au conseil d'administration des Terres australes et antarctiques françaises) (p. 4142)

Article 25 précédemment réservé (articles L. 4433-24-1 à L. 4433-24-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales : transfert de compétences en matière de routes nationales)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Jacques Brunhes (calcul du montant de la compensation) (p. 4143)

Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4143)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Ernest Moutoussamy (de précision) (p. 4143)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 459 précédemment réservé de M. Émile Blessig (régime des taxis à la Réunion) (p. 4144)

Article 26 précédemment réservé (article L. 4433-15 bis nouveau du code général des collectivités territoriales : transfert de compétences en matière de gestion et conservation des ressources biologiques de la mer)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission de la production (correction d'une erreur de référence) (p. 4144)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Ernest Moutoussamy (association des régions à la politique commune des pêches et à toute négociation en ce domaine) (p. 4145)

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission de la production (association des régions à la politique commune des pêches et à toute négociation en ce domaine dès lors qu'elles sont concernées) (p. 4145)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Claude Hoarau (association des régions à la politique commune des pêches et à toute négociation en ce domaine dès lors qu'elles sont concernées) (p. 4145)

Soutient l'amendement n° 479 du Gouvernement (de précision pour les services de l'Etat participant à l'exercice des compétences transférées) (p. 4145) : adopté (p. 4146)

Article 28 précédemment réservé (article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales : schéma d'aménagement régional)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission de la production (transport substitué à la communication routière) (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Claude Hoarau (ajout du terme "transport") (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Claude Hoarau (ajout des infrastructures relatives aux nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission de la production (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Ernest Moutoussamy (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 216 de Mme Christiane Taubira (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Pierre Petit (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Anicet Turinay (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) (p. 4147)

Article 29 précédemment réservé (article L. 4433-18 du code général des collectivités territoriales : plan énergétique régional pluriannuel)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Ernest Moutoussamy (prix de vente de l'énergie électrique identique à celui pratiqué en métropole) (p. 4148)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission de la production (mise à disposition de services de l'Etat) (p. 4148)

Article 30 précédemment réservé (articles 14 et 14 bis nouveau de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 : Office de l'eau)

Soutient l'amendement n° 566 du Gouvernement (correction d'une erreur de référence) (p. 4149) : adopté (p. 4149)

Intervient sur l'amendement n° 280 rectifié de la commission (répartition par l'Office des aides versées par le fonds national pour le développement des adductions d'eau) (p. 4149)

Intervient sur l'amendement n° 510 de M. Philippe Chaulet (répartition par l'Office des aides versées par le fonds national pour le développement des adductions d'eau) (p. 4149)

Intervient sur l'amendement n° 143 de la commission de la production (conseil d'administration composé au moins pour moitié par des représentants des collectivités territoriales) (p. 4150)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Claude Hoarau (conseil d'administration composé au moins pour moitié par des représentants des collectivités territoriales) (p. 4150)

Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission de la production (présidence de l'Office par le président du conseil général) (p. 4150)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Ernest Moutoussamy (directeur de l'Office nommé par le président du conseil général) (p. 4151)

Intervient sur l'amendement n° 27 corrigé de M. Léo Andy (directeur de l'Office nommé par le président du conseil général) (p. 4151)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Claude Hoarau (directeur de l'Office nommé par le président du conseil général) (p. 4151)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission de la production (directeur de l'Office nommé par le président du conseil général après avis du préfet) (p. 4151)

Article 31 précédemment réservé (article L. 3444-4 nouveau du code général des collectivités territoriales : programmation des aides de l'Etat au logement)

Soutient l'amendement n° 480 corrigé du Gouvernement (saisine pour avis du conseil régional) (p. 4152) : adopté (p. 4152)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Ernest Moutoussamy (présidence du conseil de l'habitat par le président du conseil général) (p. 4152)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Léo Andy (présidence du conseil de l'habitat par le président du conseil général) (p. 4152)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission de la production (présidence du conseil de l'habitat par le président du conseil général) (p. 4152)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 520 précédemment réservé de M. Léo Andy (création dans chaque département d'un groupement d'intérêt public compétent dans le domaine des transports) (p. 4153)

Intervient sur l'amendement n° 166 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (loi relative au transport terrestre de personnes dans les départements de Guadeloupe, Guyane et Martinique) (p. 4153)

Article 32 précédemment réservé (article L. 2563-8 du code général des collectivités territoriales : dispositions particulières applicables aux communes de Saint-Martin et Saint-Barthélemy)

Soutient l'amendement n° 567 du Gouvernement (possibilité de transfert aux communes des compétences du département ou de la région en matière d'environnement et de tourisme) (p. 4154) : adopté (p. 4154)

Article 34 précédemment réservé (article 18 de la loi n° 92-676 du 17 juillet 1992 : affectation des ressources du fonds régional pour le développement et l'emploi)

Son intervention (p. 4155)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Ernest Moutoussamy (affectation directe au budget

d'investissement des communes au prorata de leur population) (p. 4155)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 63 précédemment réservé de M. Camille Darsières (affectation de 7 % des ressources du fonds d'intervention régional pour les transports aux communes de plus de 25 000 habitants engagées dans un plan de développement urbain) (p. 4157)

Intervient sur l'amendement n° 153 précédemment réservé de M. Michel Tamaya (intégration à la fonction publique territoriale des agents non titulaires des communes) (p. 4157)

Intervient sur l'amendement n° 337 précédemment réservé de M. André Thien Ah Koon (statut des agents non titulaires des collectivités territoriales) (p. 4157)

Article 35 précédemment réservé (article 268 du code des douanes, articles 572 et 575 du code général des impôts : fixation du taux du droit de consommation sur les tabacs)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Henri Plagnol (fixation de l'assiette du droit de consommation par les conseils généraux) (p. 4158)

Intervient sur l'amendement n° 561 de M. Henri Plagnol (taux compris entre 66 % et 100 % du prix de vente en métropole) (p. 4158)

Intervient sur l'amendement n° 562 de M. Henri Plagnol (taux compris entre 66 % et 100 % du prix de vente en métropole) (p. 4158)

Intervient sur l'amendement n° 563 de M. Henri Plagnol (taux du droit de consommation ne pouvant être supérieur à celui de métropole) (p. 4158)

Intervient sur l'amendement n° 283 de la commission (rédactionnel) (p. 4158)

Soutient l'amendement n° 481 du Gouvernement (correction d'une erreur de référence) (p. 4158) : adopté (p. 4158)

Après l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 284 précédemment réservé de la commission (redevance communale des mines en Guadeloupe pour les gîtes géothermiques) (p. 4159)

Intervient sur l'amendement n° 512 corrigé précédemment réservé de M. Philippe Chaulet (redevance communale des mines en Guadeloupe pour les gîtes géothermiques) (p. 4159)

Article 36 précédemment réservé (articles L. 2563-7 du code général des collectivités territoriales et 1585-I du code général des impôts : ressources fiscales de la commune de Saint-Barthélemy)

Intervient sur l'amendement n° 285 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 4159)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 513 précédemment réservé de M. Philippe Chaulet (recettes fiscales de la commune de Saint-Barthélemy et création d'une zone franche) (p. 4162)

Intervient sur l'amendement n° 514 précédemment réservé de M. Philippe Chaulet (recettes fiscales de la commune de Saint-Martin et création d'une zone franche) (p. 4162)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 579 précédemment réservé du Gouvernement (affectation aux communes classées stations balnéaires de 30 % du produit de la taxe sur les transports prévue par l'article 285 ter du code des douanes) (p. 4162) : adopté (p. 4162)

Article 38 précédemment réservé (création de deux départements à La Réunion)

Son intervention (p. 4165)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Émile Blessig (de suppression) (p. 4167)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. André Thien Ah Koon ("département du Nord-Est" et "département du Sud-Ouest") (p. 4168)

Article 40 (application du projet de loi à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Soutient l'amendement n° 565 du Gouvernement (ajout de dispositions du projet applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4168) : adopté (p. 4169)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Gérard Grignon (ajout de dispositions du projet applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4168)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Gérard Grignon (ajout de dispositions du projet applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4168)

Soutient l'amendement n° 559 du Gouvernement (condition d'application des exonérations de cotisations et de contributions des employeurs et travailleurs indépendants) (p. 4169) : adopté (p. 4169)

Après l'article 40

Soutient l'amendement n° 485 du Gouvernement (compensation intégrale des mesures d'exonération de cotisations sociales pour Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4169) : adopté (p. 4170)

Soutient l'amendement n° 483 du Gouvernement (application à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées) (p. 4170) : adopté (p. 4170)

Article 41 (désignation du bureau du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon - pouvoirs des maires en matière d'urbanisme - dispositions fiscales - création d'une conférence des finances locales)

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Gérard Grignon (de suppression) (p. 4171, 4172)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Gérard Grignon (suppression du paragraphe II relatif à l'urbanisme, à la fiscalité et à la conférence des finances locales) (p. 4171)

Après l'article 41

Soutient l'amendement n° 484 du Gouvernement (extension de l'assurance-invalidité à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4172) : adopté (p. 4172)

Soutient l'amendement n° 486 du Gouvernement (coordination des régimes de sécurité sociale entre les départements métropolitains, les départements d'outre-mer et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4172) : adopté après correction (p. 4173)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié de M. Gérard Grignon (création d'un observatoire de la fonction publique à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4173)

Article 42 (commission des comptes économiques et sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 298 de la commission (représentants de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4174)

Intervient sur l'amendement n° 299 de la commission (transmission du rapport au Parlement) (p. 4174)
Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Michel Tamaya (rapport établissant un bilan du coût des mesures et de leur efficacité en matière d'emploi et d'insertion) (p. 4174)
Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Élie Hoarau (rapport établissant un bilan du coût des mesures et de leur efficacité en matière d'emploi et d'insertion) (p. 4174)
Après l'article 42
Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Émile Blessig (comité de la coordination de la commande publique dans chaque département d'outre-mer) (p. 4174)
Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Élie Hoarau (présentation par le Gouvernement d'un décret visant à supprimer la prime d'éloignement) (p. 4175)
Intervient sur l'amendement n° 373 rectifié de M. Jean-Yves Caullet (rapport du Gouvernement au Parlement sur la prime d'éloignement) (p. 4175)
Intervient sur l'amendement n° 300 de la commission (création d'un observatoire des prix et des revenus à La Réunion) (p. 4176)
Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Claude Hoarau (création d'un observatoire des prix et des revenus à La Réunion) (p. 4176)
Seconde délibération
Article 2 (article L. 752-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)
Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement du seuil de dix salariés et dégressivité dans le temps du bénéfice de l'exonération en cas de dépassement ultérieur du seuil) (p. 4177) : adopté (p. 4178)
Article 7 bis (prorogation du régime fiscal des investissements productifs outre-mer jusqu'en 2004 - article 163 tervecies du code général des impôts)
Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 4178) : adopté (p. 4178)
Article 33 bis (institution d'une contribution sur les jeux)
Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) (p. 4179) : adopté (p. 4179)

Proposition de loi organique n° 1448 destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 juin 2000] (p. 5808)
Son intervention (p. 5810)
Thèmes :
Elections et référendums : circonscriptions : Conseil constitutionnel (p. 5810, 5811)
Outre-mer : Polynésie française : assemblée territoriale (p. 5810, 5811)

Discussion de l'article unique [22 juin 2000] (p. 5816)
Article unique (article 1er de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française)
Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Buillard (représentation des Iles du Vent portée de 29 à 30 conseillers) (p. 5816)
Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Michel Buillard (représentation des Iles Sous-le-Vent portée de 5 à 8 conseillers) (p. 5816)
Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Michel Buillard (représentation des Iles Marquises portée de 2 à 3 conseillers) (p. 5816)
Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Michel Buillard (représentation des Iles Australes portée de 2 à 3 conseillers) (p. 5816)
Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Michel Buillard (représentation des Iles Tuamotu-Gambier portée de 3 à 5 conseillers) (p. 5816)
Après l'article unique
Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Michel Buillard (reprise explicite des dispositions de l'article L. 338 du code électoral auquel renvoie l'article 2 de la loi du 21 octobre 1952) (p. 5817)
Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (reprise explicite des dispositions de l'article L. 338 du code électoral auquel renvoie l'article 2 de la loi du 21 octobre 1952) (p. 5817) : adopté (p. 5817)

Paul QUILÈS
Tarn (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi (n° 1497) de M. Paul Quilès tendant à la création d'une délégation parlementaire pour les affaires de renseignement [23 novembre 1999] (n° 1951)
Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, en application de l'article 145 du règlement en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le conflit du Kosovo [15 décembre 1999] (n° 2022)
Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées à la suite d'une étude d'opinion demandée à la SOFRES sur "les Français, la défense nationale et le rôle du Parlement" [22 février 2000] (n° 2185)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale, fusion avec Matra et DASA [19 octobre 1999] (p. 7558)

Politique extérieure. Etats-Unis. Unilatéralisme [26 octobre 1999] (p. 8106)
Politique extérieure. Kosovo. Plan de paix, application [22 février 2000] (p. 1093)
Organisations internationales. Organisation des Nations Unies (ONU). Force de réaction rapide, création [10 mai 2000] (p. 3950)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9199)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 9209)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 9209)
Défense : hélicoptères (p. 9209)
Défense : loi de programmation militaire (p. 9209, 9210)
Pays étrangers : Etats-Unis : défense (p. 9209, 9210)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 9254, 9256)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 9257)
Défense : hélicoptères (p. 9257)
Défense : loi de programmation militaire (p. 9258)
Défense : missiles (p. 9257)
Défense : opérations extérieures : Kosovo (p. 9257)
Défense : professionnalisation (p. 9257)
Espace : satellites (p. 9258)
Industrie : construction aéronautique et spatiale : interopérabilité (p. 9258)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 9257)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 9257)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9258)
Relations internationales (p. 9257)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10689, 10722)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 10696)

Thèmes :

Constitution : article 35 (p. 10696)
Défense : crédits (p. 10696)
Défense : opérations extérieures (p. 10696, 10697)
Défense : politique de défense (p. 10696)
Parlement : rôle : prérogatives (p. 10696, 10697)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 3909)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3909, 3910)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3909, 3910)

R

Jean-Bernard RAIMOND
Bouches-du-Rhône (14ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14664)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome VI : Défense (n° 1863) [14 octobre 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le processus d'élargissement de l'Union européenne à la veille du Conseil européen d'Helsinki [2 décembre 1999] (n° 1995)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9181)

Son intervention (p. 9188)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9188)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 9188, 9189)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention (p. 9230)

Thèmes :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9230)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 9230)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 9230)

Pays étrangers : Bosnie (p. 9230)

Pays étrangers : Serbie : Kosovo (p. 9230)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9230)

DÉFENSE

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9199)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 9202)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 9202)

Défense : hélicoptères (p. 9202)

Défense : opérations extérieures : coopération militaire (p. 9202)

Pays étrangers : Etats-Unis : défense (p. 9202)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 9202)

Relations internationales (p. 9202)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 9260)

Thèmes :

Défense : avions (p. 9260)

Défense : crédits (p. 9260)

Défense : dissuasion nucléaire : crédits budgétaires (p. 9260)

Défense : frégates (p. 9260)

Défense : hélicoptères (p. 9260)

Défense : missiles (p. 9260)

Défense : porte-avions (p. 9260)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 9260)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 9260)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9260)

Traités et conventions : droit international : armements et équipements (p. 9260)

Jacques REBILLARD
Saône-et-Loire (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Tribunaux de commerce. Réforme [1er décembre 1999] (p. 10351)

Politique extérieure. Aide au développement. Dette, annulation, modalités [4 avril 2000] (p. 3007)

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), adhésion de la Chine [31 mai 2000] (p. 4802)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1060, posée le 20 mars 2000. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1689). Appelée le 21 mars 2000. Financement, fonctionnement, Bourgogne (p. 2306)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6947)

Thèmes :

Entreprises : allégement des charges (p. 6948)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 6948)

Travail : réduction du temps de travail : formation professionnelle (p. 6948, 6949)

Travail : réduction du temps de travail : petites et moyennes entreprises (p. 6947, 6948)

Travail : réduction du temps de travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6949)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 8 (articles L. 223-4 et L. 223-7 du code du travail : dispositions relatives aux congés payés)

Soutient l'amendement n° 767 de M. Jean Pontier (gestion des congés payés) (p. 7418) : adopté après modification (p. 7418)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Soutient l'amendement n° 504 de la commission (aide incitative aux entreprises de 20 salariés au plus) (p. 7479) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7480)

Soutient l'amendement n° 508 de la commission (appui et conseils aux petites entreprises) (p. 7482) : adopté après modification (p. 7482)

Article 12 (article L. 241-13-1 du code de la sécurité sociale et article 9 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : allègement de cotisations sociales)

Soutient l'amendement n° 198 rectifié de M. Jean Pontier (zones de revitalisation rurale) (p. 7496) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7497)

Soutient l'amendement n° 195 de M. Jean Pontier (majoration en cas de passage aux 32 heures hebdomadaires) (p. 7498) : retiré (p. 7499)

Intervient sur l'amendement n° 973 de M. Yves Cochet (majoration en cas de passage aux 32 heures hebdomadaires) (p. 7498)

Soutient l'amendement n° 196 de M. Jean Pontier (mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 4 salariées) (p. 7499) : rejeté (p. 7499)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 518 deuxième rectification de la commission (groupements d'employeurs) (p. 7505)

Soutient l'amendement n° 516 de la commission (entreprises de moins de 21 salariés anticipant les mesures de réduction de la durée du travail) (p. 7505) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7505)

Soutient l'amendement n° 517 de la commission (allègement des formalités administratives) (p. 7505) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7506)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9537)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9538)

Agriculture : installation (p. 9538)

Agriculture : offices d'intervention (p. 9537)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 9538)

Commerce extérieur : importations : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9537)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets : agriculture (p. 9538)

Enseignement agricole : crédits (p. 9538)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9538)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9538)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2000] (p. 5620, 5631)

Son intervention (p. 5631)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 5631)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5631)

Finances publiques : dépenses (p. 5631)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5631, 5632)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 5631, 5632)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5631)

Politique économique : croissance (p. 5631)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 5631)

TVA : taux (p. 5631)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5632)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6051)

Son intervention (p. 6059)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 6060)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 6060)

Finances publiques : dépenses (p. 6060)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6060, 6061)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 6061)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6060, 6061)
Impôts locaux : généralités (p. 6060, 6061)
Politique économique : croissance (p. 6060)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 6061)
Télécommunications : téléphones mobiles : licences (p. 6061)
TVA : taux (p. 6060)
Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 6061)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6005)
Son intervention (p. 6010)
Thèmes :
Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 6010)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 6010)
Ses explications de vote (p. 6040)
Abstention du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 6041)

Alfred RECOURS
Eure (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 [J.O. du 23 novembre 1999] (p. 17380)
Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° 2606) [9 février 2000]
Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites [J.O. du 26 mai 2000] (p. 7969)

DÉPÔTS

Rapport sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1835) par :
M. Alfred Recours, tome I : recettes et équilibre général ;
M. Claude Evin, tome II : assurance maladie et accidents du travail ;
M. Denis Jacquat, tome III : assurance vieillesse ;
Mme Marie-Françoise Clergeau, tome IV : famille ;
M. Alfred Recours, M. Claude Evin, M. Denis Jacquat et Mme Marie-Françoise Clergeau, tome V : examen du rapport annexé à l'article premier, tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [20 octobre 1999] (n° 1876)
Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 [22 novembre 1999] (n° 1945)
Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1946) par :
M. Alfred Recours : recettes et équilibre général ;
M. Claude Evin : assurance maladie et accidents du travail ;
M. Denis Jacquat : assurance vieillesse ;
Mme Marie-Françoise Clergeau : famille [23 novembre 1999] n° 1946)
Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (n° 1993) par :
M. Alfred Recours : recettes et équilibre général ;
M. Claude Evin : assurance maladie et accidents du travail ;
M. Denis Jacquat : assurance vieillesse ;
Mme Marie-Françoise Clergeau : famille [2 décembre 1999] (n° 1997)
Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les musées [25 mai 2000] (n° 2418)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé, perspectives [6 octobre 1999] (p. 6931)
Sécurité sociale. Comptes de la sécurité sociale. Excédents, utilisation [23 mai 2000] (p. 4516)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)
Après l'article 1er
Intervient sur le sous-amendement n° 896 de M. Jacques Barrot (dérogation à la possibilité de prise en compte de périodes d'inactivité) à l'amendement n° 166 de la commission (possibilité de prise en compte de périodes d'inactivité) (p. 7091)
Intervient sur l'amendement n° 991 de M. Yves Cochet (harmonisation des temps sociaux) (p. 7095)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 29

Son amendement n° 463 (augmentation de la fiscalité sur les tabacs) : rejeté (p. 8011)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Son intervention (p. 8135)

Thèmes :

Entreprises : contributions patronales : exonérations (p. 8136)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 8136)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8136)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 8135)

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. Charles de Courson (réduction du taux de la cotisation de solidarité pour les exploitants agricoles) (p. 8274)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (modulation de l'assiette de la CSG) (p. 8277)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Germain Gengenwin (exonération de la CSG pour les travailleurs frontaliers) (p. 8278)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Germain Gengenwin (exonération de la CRDS pour les travailleurs frontaliers) (p. 8278)

Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Jean-Louis Debré (suppression des retenues pour frais d'assiette et de recouvrement de la TGAP et de la CESB) (p. 8279)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (relèvement à 400 francs du seuil de recouvrement de la CSG) (p. 8280) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8281)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission des finances (relèvement à 400 francs du seuil de recouvrement de la CSG) (p. 8280)

Intervient sur l'amendement n° 109 rectifié de la commission (recouvrement des taxes patronales impayées) (p. 8281)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. José Rossi (exonération de charges sociales des personnes employant des aides à domicile) (p. 8283)

Intervient sur l'amendement n° 593 de M. Gilbert Gantier (exonération de charges sociales des personnes employant des aides à domicile) (p. 8283)

Intervient sur l'amendement n° 592 de M. Gilbert Gantier (exonération de charges sociales des personnes handicapées de plus de 75 ans employant des aides à domicile) (p. 8283)

Intervient sur l'amendement n° 75 de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des cotisations patronales en fonction de la part de la masse salariale dans la valeur ajoutée globale) (p. 8284)

Intervient sur l'amendement n° 76 de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des cotisations patronales en fonction de la part de la masse salariale dans la valeur ajoutée globale) (p. 8284)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Maxime Gremetz (abrogation de la loi n°97-227 du 25 mars 1997 créant des plans d'épargne retraite) (p. 8286)

Intervient sur le sous-amendement n° 407 rectifié de M. Bernard Accoyer (extension au secteur privé du bénéfice des retraites complémentaires par capitalisation) à l'amendement n° 73 de M. Maxime Gremetz (p. 8288)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de la commission des finances (abrogation partielle de la loi n°97-227 du 25 mars 1997 créant des plans d'épargne retraite) (p. 8286)

Intervient sur l'amendement n° 494 rectifié de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG et de la CRDS pour les personnes à faibles revenus) (p. 8290)

Intervient sur l'amendement n° 495 rectifié de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG et de la CRDS pour les personnes à faibles revenus) (p. 8290)

Article 2 (création du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jean Bardet (de suppression) (p. 8310)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 8310)

Intervient sur l'amendement n° 510 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8310)

Intervient sur l'amendement n° 584 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 8310)

Intervient sur l'amendement n° 769 de M. François d'Aubert (modification de l'intitulé) (p. 8321)

Intervient sur l'amendement n° 770 de M. François d'Aubert (modification de l'intitulé) (p. 8321)

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Bernard Accoyer (modification de l'intitulé) (p. 8321)

Intervient sur l'amendement n° 540 de M. François Goulard (modification de l'intitulé) (p. 8321)

Article L. 131-8 du code de la sécurité sociale

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8324)

Intervient sur l'amendement n° 713 de M. François Goulard (de précision) (p. 8325)

Intervient sur l'amendement n° 768 de M. François d'Aubert (financement des 35 heures) (p. 8325)

Intervient sur l'amendement n° 77 de Mme Jacqueline Fraysse (amélioration du financement de la sécurité sociale) (p. 8326)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Jean-Luc Préel (rédactionnel) à l'amendement n° 77 de Mme Jacqueline Fraysse (p. 8328)

Intervient sur l'amendement n° 771 de M. François d'Aubert (de suppression de l'établissement public de gestion du fonds) (p. 8329)

Intervient sur l'amendement n° 78 de Mme Jacqueline Fraysse (gestion du fonds par l'ACOSS) (p. 8330)
Intervient sur l'amendement n° 774 de M. François d'Aubert (personnalité juridique du fonds) (p. 8330)
Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Bernard Accoyer (composition du conseil d'administration) (p. 8332)
Intervient sur l'amendement n° 714 de M. François Goulard (représentants de l'Etat) (p. 8333)
Intervient sur l'amendement n° 511 de M. François Goulard (représentants de l'Etat) (p. 8333)
Intervient sur l'amendement n° 528 de M. François Goulard (représentants des partenaires sociaux) (p. 8333)
Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Bernard Accoyer (prépondérance des représentants des partenaires sociaux) (p. 8334)
Intervient sur l'amendement n° 530 de M. François Goulard (prépondérance des représentants des partenaires sociaux) (p. 8334)
Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Bernard Accoyer (nombre égal de représentants) (p. 8334)
Intervient sur l'amendement n° 531 de M. François Goulard (nombre égal de représentants) (p. 8334)
Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Bernard Accoyer (prépondérance des représentants des partenaires sociaux) (p. 8334)
Intervient sur l'amendement n° 529 de M. François Goulard (prépondérance des représentants des partenaires sociaux) (p. 8334)
Soutient l'amendement n° 110 rectifié de la commission (gestion du fonds par les partenaires sociaux) (p. 8334) : rejeté (p. 8335)
Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Bernard Accoyer (composition du conseil de surveillance) (p. 8335)
Intervient sur l'amendement n° 532 de M. François Goulard (composition du conseil de surveillance) (p. 8335)
Soutient l'amendement n° 111 de la commission (syndicats de salariés et d'employeurs) (p. 8338) : adopté (p. 8338)
Intervient sur le sous-amendement oral de M. François Goulard (de précision) à l'amendement n° 111 de la commission (p. 8338)
Article L. 131-8-1 du code de la sécurité sociale
Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 8339)
Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8339)
Intervient sur l'amendement n° 533 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8339)
Intervient sur l'amendement n° 778 de M. François d'Aubert (plafonnement des dépenses du fonds) (p. 8339)
Intervient sur l'amendement n° 776 de M. François d'Aubert (plafonnement des dépenses du fonds) (p. 8339)
Intervient sur l'amendement n° 777 de M. François d'Aubert (plafonnement des dépenses du fonds) (p. 8339)
Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Bernard Accoyer (stricte affectation des fonds) (p. 8340)
Intervient sur l'amendement n° 773 de M. François d'Aubert (bénévolat des fonctions d'administration) (p. 8340)
Soutient l'amendement n° 112 de la commission (compensation des exonérations de charge) (p. 8341) : adopté (p. 8341)
Article L. 131-8-2 du code de la sécurité sociale
Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8342)
Intervient sur l'amendement n° 513 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8342)
Intervient sur l'amendement n° 779 de M. François d'Aubert (plafonnement des revenus du fonds) (p. 8343)
Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Thierry Mariani (affectation du produit de la TGAP) (p. 8343)
Intervient sur l'amendement n° 514 de M. François Goulard (affectation du produit de la TGAP) (p. 8343)
Intervient sur l'amendement n° 563 de M. Jean-Louis Debré (affectation du produit de la TGAP) (p. 8343)
Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Thierry Mariani (de suppression de la contribution des organismes sociaux) (p. 8345)
Intervient sur l'amendement n° 515 de M. François Goulard (de suppression de la contribution des organismes sociaux) (p. 8346)
Intervient sur l'amendement n° 564 de M. Philippe Douste-Blazy (de suppression de la contribution des organismes sociaux) (p. 8346)
Intervient sur le sous-amendement n° 791 de M. Thierry Mariani (de suppression des dispositions relatives aux droits sur l'alcool) à l'amendement n° 192 du Gouvernement (financement du fonds) (p. 8348)
Intervient sur le sous-amendement n° 799 de M. Jean Bardet (de suppression des dispositions relatives aux droits sur l'alcool) à l'amendement n° 192 du Gouvernement (p. 8348)
Intervient sur le sous-amendement n° 800 de M. Jean Bardet (abaissement du taux) à l'amendement n° 192 du Gouvernement (p. 8349)
Intervient sur le sous-amendement n° 796 de M. Bernard Accoyer (abaissement du taux) à l'amendement n° 192 du Gouvernement (p. 8349)
Intervient sur le sous-amendement n° 785 de M. François Goulard (abaissement du taux) à l'amendement n° 192 du Gouvernement (p. 8349)
Intervient sur le sous-amendement n° 792 de M. Thierry Mariani (suppression de la contribution de l'Etat) à l'amendement n° 192 du Gouvernement (p. 8349)
Intervient sur le sous-amendement n° 307 de Mme Jacqueline Fraysse (taxation des revenus financiers des sociétés) à l'amendement n° 192 du Gouvernement (p. 8350)
Intervient sur le sous-amendement n° 793 de M. Thierry Mariani (suppression des contributions visées au code rural) à l'amendement n° 192 du Gouvernement (p. 8351)
Intervient sur le sous-amendement n° 787 de M. François Goulard (réduction des dépenses publiques) à l'amendement n° 192 du Gouvernement (p. 8351)

Soutient le sous-amendement n° 113 rectifié de la commission (fixation du montant de la contribution de l'Etat par la loi de finances) à l'amendement n° 192 du Gouvernement : adopté (p. 8352)

Article L. 131-8-2 du code de la sécurité sociale

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (équilibre du fonds) (p. 8358)

Soutient le sous-amendement n° 114 rectifié de la commission (nullité du solde annuel) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 8358) : adopté (p. 8359)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (dispositif de sauvegarde) (p. 8359)

Intervient sur le sous-amendement n° 408 de M. Bernard Accoyer (liberté de négociation sur la réduction du temps de travail) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 8359)

Article L. 131-8-3 du code de la sécurité sociale

Intervient sur l'amendement n° 193 du Gouvernement (de suppression) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 81 de Mme Jacqueline Fraysse (de suppression) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 499 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 8361)

Article L. 131-8-4 du code de la sécurité sociale

Intervient sur l'amendement n° 194 du Gouvernement (de suppression) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 98 de Mme Jacqueline Fraysse (de suppression) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 205 corrigé de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 403 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 534 corrigé de M. François Goulard (de suppression) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 195 du Gouvernement (de conséquence) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 797 corrigé de M. Bernard Accoyer (consultation des organismes de gestion et de surveillance) (p. 8361)

Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Bernard Accoyer (de suppression des dispositions transitoires) (p. 8362)

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. François Goulard (de suppression des dispositions transitoires) (p. 8362)

Intervient sur l'amendement n° 196 du Gouvernement (conditions d'entrée en vigueur du transfert des ressources du FSV) (p. 8362)

Intervient sur l'amendement n° 197 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 8362)

Article 3 (articles 213, 235 ter ZC nouveau et 1668 D nouveau du code général des impôts : institution d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés [CSB])

Intervient sur l'amendement n° 782 de M. François d'Aubert (report de l'application de la contribution sur les bénéfices à 2002) (p. 8372)

Intervient sur l'amendement n° 715 de M. François Goulard (abattement de 20 000 000 francs) (p. 8372)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Bernard Accoyer (diminution du taux de la contribution) (p. 8373)

Intervient sur l'amendement n° 716 de M. François Goulard (diminution du taux de la contribution) (p. 8373)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Bernard Accoyer (diminution du taux de la contribution) (p. 8373)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Thierry Mariani (diminution du taux de la contribution) (p. 8373)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 5 ans) (p. 8374)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 3 ans) (p. 8374)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 100 salariés) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 543 de M. François Goulard (exonération des entreprises de moins de 100 salariés) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 50 salariés) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. François Goulard (exonération des entreprises de moins de 50 salariés) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. François Goulard (exonération des entreprises de moins de 20 salariés) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 20 salariés) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 718 de M. François Goulard (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 717 de M. François Goulard (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 546 corrigé de M. François Goulard (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Thierry Mariani (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 547 de M. François Goulard (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Bernard Accoyer (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Thierry Mariani (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 719 de M. François Goulard (prise en compte des avoirs fiscaux) (p. 8377)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (de précision) (p. 8378) : adopté (p. 8378)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jean-Luc Préel (modalité de paiement de l'impôt) (p. 8378)

Soutient l'amendement n° 118 corrigé de la commission (pénalités) (p. 8378) : adopté (p. 8379)

Article 4 (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes [TGAP])

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8391)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 8391)

Intervient sur l'amendement n° 519 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8391)

Intervient sur l'amendement n° 586 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 8391)

Intervient sur l'amendement n° 687 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8391)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Yves Bur (restriction du domaine d'application) (p. 8393)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Thierry Mariani (suppression de la taxe sur les produits de lessive) (p. 8393)

Intervient sur l'amendement n° 595 de M. François Goulard (suppression de la taxe sur les produits de lessive) (p. 8393)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Bernard Accoyer (suppression de la taxe sur les produits de lessive) (p. 8393)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Jean-Luc Préel (création d'une structure de concertation) (p. 8394)

Intervient sur l'amendement n° 690 de M. Bernard Accoyer (date d'application de la taxe) (p. 8394)

Intervient sur l'amendement n° 567 de M. Philippe Douste-Blazy (exonération des entreprises ayant négocié un contrat de progrès) (p. 8395)

Intervient sur l'amendement n° 685 de M. Christian Jacob (exonération des entreprises ayant négocié un contrat de progrès) (p. 8395)

Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Bernard Accoyer (exonération des entreprises ayant négocié un contrat de progrès) (p. 8395)

Intervient sur l'amendement n° 783 de M. François d'Aubert (exonération des produits à base de plantes) (p. 8396)

Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Bernard Accoyer (exonération des granulats) (p. 8396)

Intervient sur l'amendement n° 691 de M. Bernard Accoyer (rapport préalable de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) (p. 8397)

Intervient sur l'amendement n° 721 de M. François Goulard (forme et taille des granulats) (p. 8397)

Intervient sur l'amendement n° 725 de M. François Goulard (forme et taille des granulats) (p. 8397)

Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Yves Bur (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires) (p. 8405)

Intervient sur l'amendement n° 598 de M. François Goulard (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires) (p. 8405)

Intervient sur l'amendement n° 692 de M. Christian Jacob (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires) (p. 8405)

Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Jean-Louis Debré (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires à usage agricole) (p. 8406)

Intervient sur l'amendement n° 686 de M. Christian Jacob (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires à usage agricole) (p. 8406)

Intervient sur l'amendement n° 683 de M. Christian Jacob (établissements agricoles respectant les normes environnementales) (p. 8407)

Intervient sur l'amendement n° 693 de M. Bernard Accoyer (teneur en oxyde de silicium) (p. 8408)

Intervient sur l'amendement n° 726 de M. François Goulard (teneur en oxyde de silicium) (p. 8408)

Intervient sur l'amendement n° 694 de M. Bernard Accoyer (produits d'origine marine) (p. 8409)

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. José Rossi (taxation des produits exportés) (p. 8409)

Intervient sur l'amendement n° 695 de M. Bernard Accoyer (taxation des produits exportés) (p. 8409)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Léonce Deprez (taxation de la cogénération) (p. 8410)

Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Léonce Deprez (taxation de l'amidon et des fécules) (p. 8410)

Intervient sur l'amendement n° 103 de Mme Nicole Bricq (taxation du stockage des déchets industriels) (p. 8411)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Yves Bur (taxation des produits antiparasitaires à usage agricole) (p. 8412)

Intervient sur l'amendement n° 599 de M. François Goulard (taxation des produits antiparasitaires à usage agricole) (p. 8412)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Yves Bur (poids des substances classées dangereuses) (p. 8412)

Intervient sur l'amendement n° 600 de M. François Goulard (poids des substances classées dangereuses) (p. 8412)

Intervient sur l'amendement n° 720 de M. François Goulard (montants des taxations) (p. 8413)

Intervient sur l'amendement n° 696 de M. Bernard Accoyer (réduction de l'assiette de la TGAP) (p. 8414)

Intervient sur l'amendement n° 701 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)

Intervient sur l'amendement n° 702 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)

Intervient sur l'amendement n° 704 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)

Intervient sur l'amendement n° 703 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)

Intervient sur l'amendement n° 700 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)

Intervient sur l'amendement n° 699 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)

Intervient sur l'amendement n° 706 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Bernard Accoyer (huiles usagées) (p. 8417)

Intervient sur l'amendement n° 711 de M. Bernard Accoyer (huiles usagées) (p. 8417)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Thierry Mariani (préparations pour lessives) (p. 8418)
Intervient sur l'amendement n° 594 de M. François Goulard (préparations pour lessives) (p. 8418)
Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Thierry Mariani (préparations pour lessives) (p. 8418)
Intervient sur l'amendement n° 603 de M. François Goulard (préparations pour lessives) (p. 8418)
Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Bernard Accoyer (préparations pour lessives) (p. 8418)
Soutient l'amendement n° 119 de la commission (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8419) : adopté (p. 8421)
Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Pierre Méhaignerie (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8421)
Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Pierre Méhaignerie (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8421)
Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Thierry Mariani (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8421)
Intervient sur l'amendement n° 644 de M. Bernard Accoyer (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8421)
Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) (p. 8422)
Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Yves Bur (substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) (p. 8422)
Intervient sur l'amendement n° 601 de M. François Goulard (substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) (p. 8422)
Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (modification du barème de taxation des substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) (p. 8423)
Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Christian Jacob (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8426)
Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8426)
Intervient sur l'amendement n° 647 de M. Christian Jacob (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8426)
Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8426)
Intervient sur l'amendement n° 649 de M. Christian Jacob (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8427)
Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8427)
Intervient sur l'amendement n° 650 de M. Christian Jacob (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8427)
Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8428)
Intervient sur l'amendement n° 568 de M. Jean-Louis Debré (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8429)
Intervient sur l'amendement n° 698 de M. Christian Jacob (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8429)
Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8430)
Intervient sur l'amendement n° 697 de M. Christian Jacob (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8430)
Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8430)
Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 596 de M. François Goulard (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 602 de M. François Goulard (exclusion des produits utilisés par l'agriculture) (p. 8433)
Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Yves Bur (exclusion des produits antiparasitaires utilisés par l'agriculture) (p. 8433)
Intervient sur l'amendement n° 642 de M. Jean-Jacques Filleul (mesures en faveur des transports peu polluants) (p. 8433)
Intervient sur le sous-amendement oral de M. François Goulard (justificatif) à l'amendement n° 642 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 8435)
Intervient sur l'amendement n° 654 de M. Bernard Accoyer (exportation des produits polluants) (p. 8435)
Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Bernard Accoyer (proratisation de la taxe) (p. 8436)
Intervient sur l'amendement n° 722 de M. François Goulard (proratisation de la taxe) (p. 8436)
Intervient sur l'amendement n° 723 de M. François Goulard (majoration en cas de déclaration inexacte) (p. 8436)
Intervient sur l'amendement n° 664 de M. Christian Jacob (date d'application de la loi) (p. 8436)
Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Jean-Luc Préel (report à juillet 2000) (p. 8436)
Intervient sur l'amendement n° 641 de Mme Nicole Bricq (report au 1er mars de la perception de la taxe sur les produits distribués par les lessiviers) (p. 8437)
Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Charles de Courson (remboursement de la taxe en cas d'usage raisonné des produits phytosanitaires) (p. 8438)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (extension des possibilités d'exonération pour les jeunes agriculteurs) (p. 8439)

Article 10 (articles L. 251-6-1 nouveau et L. 135-6 du code de la sécurité sociale : abondement du fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8492)

Intervient sur l'amendement n° 588 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 8493)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8493)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 8493)

Intervient sur l'amendement n° 612 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8493)

Article 16 (article L. 765-1 du code de la santé publique et articles L. 162-32, L. 162-32-1, L. 162-32-2, L. 162-32-3 du code de la sécurité sociale : centres de santé)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Bernard Accoyer (sociétés d'assurance complémentaire) (p. 8538)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Jean-Luc Préel (organisations habilitées à passer un accord) (p. 8542)

Intervient sur l'amendement n° 478 de M. Yves Bur (modulation des tarifs) (p. 8544)

Article 29 (article L. 255-2 nouveau du code de la sécurité sociale : simplification des relations financières entre l'ACOSS et les URSSAFF)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Bernard Accoyer (p. 8606)

Après l'article 29

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (emprunts de l'ACOSS) (p. 8607) : retiré (p. 8607)

Article 30 (ratification du décret portant relèvement du plafond des ressources non permanentes applicable au régime général)

Intervient sur l'amendement n° 469 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8607)

Intervient sur l'amendement n° 637 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8607)

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (rédactionnel) (p. 8607) : adopté (p. 8608)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 8607) : adopté (p. 8608)

Article 31 (plafonnement des ressources non permanentes)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Charles de Courson (concours financier de la CNRACL) (p. 8608)

Article 27 précédemment réservé (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Intervient sur l'amendement n° 840 du Gouvernement (de conséquence) (p. 8608)

Article 6 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégorie)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 8611)

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8611)

Intervient sur l'amendement n° 841 du Gouvernement (de conséquence) (p. 8612)

Intervient sur l'amendement n° 842 du Gouvernement (de conséquence) (p. 8612)

Intervient sur l'amendement n° 843 du Gouvernement (de conséquence) (p. 8612)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Jean-Luc Préel (déficit de l'assurance maladie) (p. 8618)

Soutient l'amendement n° 160 de la commission (harmonisation des plans comptables et accélération de la publication des comptes) (p. 8619) : adopté après modification (p. 8619)

Intervient sur le sous-amendement n° 844 du Gouvernement (double présentation comptable) à l'amendement n° 160 de la commission (p. 8619)

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Jean-Luc Préel (droits constatés) (p. 8619)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. François Goulard (droits constatés) (p. 8619)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Bernard Accoyer (hausse des dépenses maîtrisées) (p. 8620)

Soutient le sous-amendement n° 57 rectifié de M. Marcel Rogemont (praticiens adjoints hospitaliers) à l'amendement n° 178 de la commission (budget spécial pour les régions en retard en matière sanitaire) : rejeté (p. 8631)

Intervient sur l'amendement n° 712 de M. François Goulard (objectifs permettant l'équilibre financier de la sécurité sociale) (p. 8636)

Seconde délibération

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cumul des taux d'invalidité en cas d'accidents successifs) (p. 8636)

Explications de vote et vote [2 novembre 1999] (p. 8678)

Son intervention (p. 8678)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10066, 10099)

Son intervention (p. 10069)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 10080)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 10107)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10107)

Contributions indirectes : tabac (p. 10069, 10080)

Entreprises : allégement des charges (p. 10070, 10080)

Impôt sur les sociétés : contribution de 10 % (p. 10069)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 10069)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 10070)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 10081)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 10080)

Travail : réduction du temps de travail (p. 10070)

Discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10116) ; [25 novembre 1999] (p. 10159, 10178)

Article 1er bis (article L. 114-1 du code de la sécurité sociale : conditions de nomination du secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 10117) : adopté (p. 10118)

Article 1er ter (articles L. 114-2 et L. 114-3 nouveaux du code de la sécurité sociale : règles comptables applicables aux organismes de sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 10118) : adopté (p. 10119)

Après l'article 2 C

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Charles de Courson (suppression de la cotisation de solidarité pour certains exploitants agricoles) (p. 10119)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. José Rossi (exonération de charges sociales pour les personnes de plus de 75 ans) (p. 10120)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. José Rossi (exonération de charges sociales pour les personnes de plus de 75 ans atteintes d'une maladie grave) (p. 10120)

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Jacqueline Fraysse (modulation du taux de cotisation en fonction du pourcentage de la masse salariale) (p. 10121)

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Jacqueline Fraysse (modulation du taux de cotisation en fonction du pourcentage de la masse salariale) (p. 10121)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG et de la CRDS aux ménages non imposables) (p. 10121)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Charles de Courson (remboursement de la CSG et de la CRDS aux ménages à faibles revenus) (p. 10121)

Article 2 supprimé par le Sénat (articles L. 131-8 à L. 131-11 nouveaux et L. 135-3 du code de la sécurité sociale : création du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10125) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10134)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 de M. Bernard Accoyer (composition du conseil de surveillance) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 10129)

Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. José Rossi (de suppression de la contribution sur les bénéfices) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 10130)

Intervient sur le sous-amendement n° 111 de M. Jean-Louis Debré (de suppression de la taxe sur les activités polluantes) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 10130)

Intervient sur le sous-amendement n° 112 de M. Jean-Louis Debré (de suppression de la part issue de la taxation de l'alcool) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 10131)

Intervient sur le sous-amendement n° 155 de M. Bernard Accoyer (fraction des droits de consommation sur les alcools ramenée à 10 %) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 10131)

Intervient sur le sous-amendement n° 113 de M. José Rossi (fraction des droits de consommation ramenée à 20 %) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 10131)

Intervient sur le sous-amendement n° 114 de M. Philippe Douste-Blazy (suppression de la contribution sur les heures supplémentaires) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 10132)

Intervient sur le sous-amendement n° 60 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution sur les revenus financiers des entreprises) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 10132)

Intervient sur le sous-amendement n° 115 de M. José Rossi (maintien pour le FSV de 55 % des droits sur la consommation d'alcool) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 10133)

Intervient sur le sous-amendement n° 156 de M. Bernard Accoyer (consultation du conseil d'administration et du conseil de surveillance du fonds) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 10134)

Article 3 supprimé par le Sénat (articles 213, 235 ter ZC nouveau et 1668 D nouveau du code général des impôts : institution d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10163) : adopté après modification (p. 10168)

Intervient sur le sous-amendement n° 144 de M. Yves Bur (de suppression de la contribution) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10164)

Intervient sur le sous-amendement n° 116 de M. Jean-Louis Debré (relèvement du seuil d'imposition) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10165)

Intervient sur le sous-amendement n° 118 de M. Philippe Douste-Blazy (diminution du taux de la contribution) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10166)

Intervient sur le sous-amendement n° 117 de M. José Rossi (relèvement du seuil d'imposition) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10167)

Intervient sur le sous-amendement n° 148 du Gouvernement (sanctions fiscales) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 10168)

Article 4 supprimé par le Sénat (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes)

Intervient sur le sous-amendement n° 145 de M. Yves Bur (de suppression du transfert du produit de la TGAP vers le fonds de compensation des allègements des cotisations sociales) à l'amendement n° 8 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10181)

Intervient sur le sous-amendement n° 120 de M. Jean-Louis Debré (suppression de la taxation des produits à usage agricole) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182)

Intervient sur le sous-amendement n° 119 de M. José Rossi (suppression de l'exonération à l'exportation) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182)

Intervient sur le sous-amendement n° 100 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe sur les produits phytosanitaires) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182)

Intervient sur le sous-amendement n° 101 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe sur les produits phytosanitaires) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182)

Intervient sur le sous-amendement n° 102 de M. Charles de Courson (suppression de la taxe sur les produits antiparasitaires) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10182)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. Michel Bouvard (suppression de la taxe sur les chlorates) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10183)

Intervient sur le sous-amendement n° 105 de M. Jean-Jacques Filleul (transport des déchets) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10184)

Intervient sur le sous-amendement n° 103 de M. Charles de Courson (suppression de la taxation des produits antiparasitaires à usage agricole) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10186)

Son sous-amendement n° 154 (répercussion de la taxe) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10186) : adopté après rectification (p. 10187)

Intervient sur le sous-amendement n° 146 de M. Jean-Luc Préel (établissements classés) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10187)

Son sous-amendement n° 153 (date d'application de la TGAP) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10187) : adopté (p. 10188)

Intervient sur le sous-amendement n° 104 de M. Charles de Courson (mention du montant de la TGAP sur les factures) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10188)

Intervient sur le sous-amendement n° 170 de M. Jean-Luc Préel (industries utilisatrices d'énergies renouvelables) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10189)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Michel Bouvard (exonération de cotisations sociales pour les embauches réalisées dans les zones de revitalisation rurale) (p. 10190)

Article 4 ter (article 1613 bis du code général des impôts : taxation des mélanges de boissons alcoolisées)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de suppression) (p. 10190) : adopté (p. 10191)

Article 6 (prévisions de recettes par catégorie)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (retour aux montants arrêtés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10194) : adopté après modification (p. 10196)

Intervient sur le sous-amendement n° 171 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 10195)

Intervient sur le sous-amendement n° 172 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 10195)

Intervient sur le sous-amendement n° 173 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 10195)

Intervient sur le sous-amendement n° 174 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 10195)

Intervient sur le sous-amendement n° 175 du Gouvernement (intégration des mesures prises pour la CNRACL) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 10195)

Article 27 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Intervient sur l'amendement n° 176 du Gouvernement (de coordination) (p. 10230)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (de retour au texte adopté en première lecture) (p. 10230) : adopté (p. 10230)

Article 29 bis (article L. 139-2 nouveau du code de la sécurité sociale : conventions régissant les relations de trésorerie entre l'Etat et la sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (de retour au texte adopté en première lecture) (p. 10231) : adopté (p. 10231)

Article 30 supprimé par le Sénat (ratification du décret portant relèvement du plafond des ressources non permanentes applicable au régime général)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (de retour au texte adopté en première lecture) (p. 10231) : adopté (p. 10231)

Article 31 (plafonnement des ressources non permanentes)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (de retour au texte adopté en première lecture) (p. 10231) : adopté (p. 10232)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de M. Jean-Luc Préel (suppression du montant alloué à la CNRACL) à l'amendement n° 53 de la commission (p. 10232)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Luc Préel (gestion de l'ONDAM) (p. 10232)

Proposition de loi n° 2105 relative à la participation et à la croissance pour tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2000] (p. 757)

Son intervention (p. 765)

Thèmes :

Entreprises : charges (p. 766)

Entreprises : intéressement et participation (p. 765)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 760)

Marchés financiers : valeurs mobilières : licenciement collectif (p. 766)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : système par capitalisation : Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique (PREFON) (p. 766)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 765)

Ses explications de vote (p. 784)

Vote contre du groupe socialiste (p. 785)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2000] (p. 1144) ; [23 février 2000] (p. 1175)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Pascal Terrasse (partage des découvertes archéologiques fortuites) (p. 1194)

Proposition de loi n° 2116 relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1441)

Article 4 bis (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit des biens classés monuments historiques)

Son intervention (p. 1446)

Ses explications de vote (p. 1456)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1456)

Jean-Luc REITZER

Haut-Rhin (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1979 visant à soutenir le monde associatif et à promouvoir le bénévolat [1er décembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8751)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 8786)

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 8786)

DÉFENSE

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)

7 - Défense : service national : report (p. 9283)

JEUNESSE ET SPORTS

Questions écrites budgétaires (JO du 19 novembre 1999)

19 - Sports : coupe du monde de football : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9697)

Gérard REVOL

Gard (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'électricité et du gaz [J.O. du 5 novembre 1999] (p. 16570)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Energie nucléaire. Emploi et activité, Marcoule [13 octobre 1999] (p. 7239)

Enseignement. Politique de l'éducation. Carte scolaire, programmes, nouvelles technologies de l'information et de la communication [23 février 2000] (p. 1160)

Marchés publics. Passation. Critères sociaux, réglementation [10 mai 2000] (p. 3952)

Marc REYMANN

Bas-Rhin (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Rapporteur du projet de loi rectifié autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, portant création de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) (ensemble quatre annexes) (n° 1916) [24 novembre 1999]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière (ensemble une déclaration) (n° 2169) [1er mars 2000]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1916 rectifié), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, portant création de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) (ensemble quatre annexes) [15 décembre 1999] (n° 2025)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2169), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière (ensemble une déclaration), signée à Berne le 11 mai 1998 [17 mai 2000] (n° 2399)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 998, posée le 20 décembre 1999. Animaux. Expérimentation animale (J.O. Questions p. 7187). Appelée le 21 décembre 1999. Lutte et prévention (p. 11220)

n° 1049, posée le 13 mars 2000. Professions de santé. Médecins (J.O. Questions p. 1527). Appelée le 14 mars 2000. Réseaux d'information, concurrence (p. 1829)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit : Strasbourg (p. 9013)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8926)

Procédure des questions :

Communes : Strasbourg : délinquance et criminalité (p. 8969)

Projet de loi n° 1916 rectifié autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, portant création de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) (ensemble quatre annexes)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [20 janvier 2000] (p. 252)

Son intervention (p. 253)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération (p. 254)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 254)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 254)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Son intervention (p. 3725)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 3726)

Nationalité : acquisition (p. 3726)

Projet de loi organique n° 2013 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5690)

Son intervention (p. 5694)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : article 108 du règlement (p. 5694)

Femmes : parité : Outre-mer (p. 5694)

Femmes : parité : Polynésie française (p. 5694)

Partis et mouvements politiques : opposition : Outre-mer (p. 5694)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5694)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5699)

Son intervention (p. 5705)

Thèmes :

Parlement : Sénat : collège sénatorial (p. 5706)

Parlement : Sénat : représentativité (p. 5705)

Partis et mouvements politiques : gauche : Sénat (p. 5705, 5706)

Politique générale : institutions : Sénat (p. 5706)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5706)

Marie-Line REYNAUD

Charente (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 24

Son amendement n° 530 (évaluation des stocks des exploitants agricoles soumis au régime simplifié d'imposition) : retiré (p. 7980)

Son amendement n° 392 troisième rectification (évaluation des stocks des viticulteurs soumis au régime simplifié d'imposition) (p. 7980) : adopté après rectification (p. 7981)

Alain RICHARD

Ministre de la défense

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yves Fromion. Industrie. Construction aéronautique. Groupements européens [2 novembre 1999] (p. 8671)

M. Robert Gaïa. Défense. Armement. Mines antipersonnel, déminage [21 décembre 1999] (p. 11242)

M. Michel Dasseux. Défense. Armée. Tempêtes de décembre 1999, reconstruction, participation [26 janvier 2000] (p. 423)

M. Georges Lemoine. Gendarmerie. Gendarmes. Revendications [1 er mars 2000] (p. 1424)

M. Jean-Noël Kerdraon. Défense. Armement. Thomson, alliance avec la Direction des constructions navales (DCN) [7 mars 2000] (p. 1541)

M. Louis Mermaz. Défense. Armement. Armes à base d'uranium appauvri, interdiction [15 mars 2000] (p. 2002)

Mme Jacqueline Fraysse. Industrie. Construction aéronautique. Dassault aviation, emploi et activité [25 avril 2000] (p. 3235)

M. François Léotard. Ministères et secrétariats d'Etat. Jeunesse et sports : publications. Droits des jeunes, contenu [25 avril 2000] (p. 3235)

M. René Galy-Dejean. Ministères et secrétariats d'Etat. Défense : budget. Crédits d'équipement [24 mai 2000] (p. 4605)

M. Hubert Grimault. Défense. Armée. Restructuration, conséquences, Ecole interarmées des sports de Fontainebleau [24 mai 2000] (p. 4611)

M. André Angot. Transports par eau. Ports. Remorquage, perspectives [30 mai 2000] (p. 4738)

Mme Françoise Imbert. Défense. Armement. Avion de transport de troupes, projet européen [30 mai 2000] (p. 4742)

M. Jean-Pierre Michel. Politique extérieure. Irak. Embargo [20 juin 2000] (p. 5592)

M. Jean-Marc Ayrault. Défense. Service national. Report d'incorporation [21 juin 2000] (p. 5681)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Gérard Gouzes. Impôts et taxes. Assiette. Entreprises, indemnités versées aux rapatriés [5 octobre 1999] (p. 6840)

M. Didier Julia. Défense. Armée. Restructuration, conséquences, Ecole interarmées des sports de Fontainebleau [5 octobre 1999] (p. 6839)

M. Philippe Douste-Blazy. Agroalimentaire. Tabacs manufacturés. Revente, réglementation [5 octobre 1999] (p. 6843)

M. Gilbert Gantier. Finances publiques. Comptabilité publique. Réforme [5 octobre 1999] (p. 6841)

M. Jean-Paul Bret. Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention, mineurs, Lyon [21 décembre 1999] (p. 11218)

M. André Vauchez. Gendarmerie. Fonctionnement. Effectifs de personnel, moyens matériels [21 décembre 1999] (p. 11216)

M. Bernard Cazeneuve. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité, Cherbourg [21 décembre 1999] (p. 11215)

M. Thierry Mariani. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Aéroports militaires, Orange [14 mars 2000] (p. 1843)

M. Michel Hunault. Gendarmerie. Pelotons de surveillance et d'intervention. Création, Châteaubriant [14 mars 2000] (p. 1842)

M. Jean-Noël Kerdraon. Marchés publics. Passation. Direction des constructions navales (DCN) de Brest, réglementation [21 mars 2000] (p. 2333)

M. Bernard Nayral. Défense. Hôpitaux. Centre Emile-Forgues, perspectives, Lamalou-les-Bains [21 mars 2000] (p. 2334)

M. André Schneider. Défense. Personnel civil. Forces françaises en Allemagne, démantèlement, conséquences [21 mars 2000] (p. 2335)

M. Claude Lanfranca. Défense. Armée. Base aérienne de Romanet, reconversion, perspectives [20 juin 2000] (p. 5571)

M. François Dosé. Patrimoine culturel. Protection. Patrimoine militaire [20 juin 2000] (p. 5572)

M. Jean Espilondo. Industrie. Matériel de transport. Dehousse, emploi et activité, Pau [20 juin 2000] (p. 5570)

M. Laurent Cathala. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, application, Créteil [20 juin 2000] (p. 5573)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9199)

Son intervention (p. 9199)

Sa réponse (p. 9216)

Thèmes avant la procédure des questions :
Défense : avions (p. 9216, 9217)
Défense : direction des chantiers navals (p. 9216)
Défense : GIAT-Industries (p. 9200)
Défense : loi de programmation militaire (p. 9216)
Défense : missiles (p. 9217)
Défense : opérations extérieures : coopération militaire (p. 9200)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : sous-traitance (p. 9216)
Espace (p. 9216)
Gendarmerie : crédits (p. 9216)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 9217)
Politiques communautaires : politique de la défense (p. 9200, 9216, 9217)
Traités et conventions : négociation : armes nucléaires (p. 9217)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 1999] (p. 9217)

Après l'article 66
Soutient l'amendement n° 118 du Gouvernement (revalorisation des pensions des sous-lieutenants admis à la retraite avant le 1er janvier 1976) (p. 9217) : adopté (p. 9218)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999
Son intervention (p. 9255)
Ses réponses (p. 9261, 9269, 9278)

Thèmes :
Commerce extérieur : exportations : armements et équipements (p. 9280)
Défense : armée de l'air : professionnalisation (p. 9269)
Défense : armée de terre : carrières (p. 9278)
Défense : armée de terre : interopérabilité (p. 9270)
Défense : avions (p. 9261, 9269, 9278)
Défense : crédits (p. 9255, 9256)
Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 9269, 9270)
Défense : direction des chantiers navals (p. 9256, 9270)
Défense : hélicoptères (p. 9278)
Défense : loi de programmation militaire (p. 9255, 9256, 9261)
Défense : marine : crédits budgétaires (p. 9270)
Défense : médecine militaire (p. 9270)
Défense : missiles (p. 9270)
Défense : opérations extérieures : Kosovo (p. 9256, 9278)
Défense : personnel civil : mobilité (p. 9255, 9256, 9269)
Défense : porte-avions (p. 9269)
Défense : professionnalisation (p. 9255)
Défense : réserves (p. 9255)
Gendarmerie : gendarmerie mobile (p. 9256)
Gendarmerie : gendarmes : durée du travail (p. 9270)
Gendarmerie : gendarmes : femmes (p. 9270)
Industrie : construction aéronautique et spatiale : siège social (p. 9279)
Industrie : construction aéronautique et spatiale : Union européenne (p. 9279, 9280)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 9256, 9257)
Politiques communautaires : politique économique : harmonisation fiscale (p. 9279)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9256, 9261, 9269, 9279)
Recherche (p. 9261)
Relations internationales (p. 9255, 9261)

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)
Défense : armée de l'air : interopérabilité (M.Antoine Carré) (p. 9284)
Défense : armée de terre : équipements (Mme Chantal Robin-Rodrigo) (p. 9280)
Défense : armes nucléaires stratégiques : prolifération (M. Yves Cochet) (p. 9281)
Défense : Direction des chantiers navals (M. Robert Gaïa) (p. 9285) ; (M. Jean-Claude Viollet) (p. 9287)
Défense : Direction des chantiers navals : Brest (M. Jean-Noël Kerdraon) (p. 9288)
Défense : dissuasion nucléaire : programme PALEN (M. Yves Cochet) (p. 9281)
Défense : fonds pour les restructurations de la défense (FRED) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 9287)
Défense : GIAT-Industries (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 9282) ; (M. Yann Galut) (p. 9285)
Défense : opérations extérieures (M. Gilbert Meyer) (p. 9283)
Défense : porte-avions (M. Jean-Yves Besselat) (p. 9281)
Défense : professionnalisation (M. Gilbert Meyer) (p. 9283) ; (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 9287)
Défense : professionnalisation : femmes (Mme Martine Lignières-Cassou) (p. 9286)
Défense : réserves : crédits budgétaires (M. Michel Dasseux) (p. 9288)
Défense : service national : report (M. Jean-Luc Reitzer) (p. 9283)
Défense : sous-officiers : retraites (M. Charles Cova) (p. 9282)
Espace : satellites : Union européenne (M. Antoine Carré) (p. 9283)
Gendarmerie : gendarmes : effectifs (M. André Vauchez) (p. 9286)
Industrie : construction aéronautique et spatiale : alliances (M. Jean-Claude Sandrier) (p. 9289)
Industrie : construction aéronautique et spatiale : fusion (M. Bernard Birsinger) (p. 9289)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (M. Antoine Carré) (p. 9283)
Politiques communautaires : programme KONVER (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 9287)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10689, 10722)
Sa réponse (p. 10737)

Thèmes :
Défense : crédits (p. 10737, 10738)
Défense : opérations extérieures (p. 10737, 10738)
Pays étrangers : Serbie : Kosovo (p. 10737, 10738)

Projet de loi n° 1867 relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [29 février 2000] (p. 1366)

Article 18 (mesures relatives à la réforme du service national)
Son intervention (p. 1369)

Jean RIGAL
Aveyron (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)
Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Stockage [1er février 2000] (p. 518)
Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Périodes de chômage, cotisations, prise en charge [7 mars 2000] (p. 1550)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)
Son amendement n° 250 (réductions d'impôt) : non soutenu (p. 7738)

Après l'article 4
Son amendement n° 261 (application d'un taux de TVA de 14, 6 % au secteur de la restauration) (p. 7824) : rejeté (p. 7833)

Article 6 (suppression de la contribution annuelle représentative du droit de bail)
Son amendement n° 251 (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7868) : rejeté (p. 7869)
Son amendement n° 252 (contribution sur les revenus locatifs) : devenu sans objet (p. 7869)
Son amendement n° 253 (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7874) : rejeté (p. 7875)

Explications de vote et vote [26 octobre 1999] (p. 8116)
Ses explications de vote (p. 8123)
Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 8123)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)
Son intervention (p. 3293)

Thèmes :
Administration : autorités administratives indépendantes (p. 3293)
Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée (p. 3293)
Commerce et artisanat : grande distribution (p. 3293)
Consommation : clauses abusives (p. 3293)
Droit pénal : délinquance financière (p. 3293)
Entreprises : épargne salariale (p. 3294)
Entreprises : Michelin (p. 3293)
Etat : organisation : rôle (p. 3294)
Impôts et taxes : paradis fiscaux (p. 3293)
Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 3293)
Marchés financiers : généralités (p. 3293)
Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : offres publiques d'échange (OPE) (p. 3293)
Politique économique : concurrence (p. 3293)
Politique économique : généralités (p. 3293, 3294)
Sociétés : organes de gestion (p. 3294)

Déclaration du Gouvernement n° 2390 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[16 mai 2000] (p. 4220, 4243)
Son intervention (p. 4248)

Thèmes :
Emploi : politique de l'emploi : chômage (p. 4248)
Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 4248)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4248)
Finances publiques : dépenses (p. 4248)
Finances publiques : politique budgétaire : transparence (p. 4248)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4248)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4248)
Lois de finances rectificatives (p. 4248)
Politique économique : croissance (p. 4248)
Politique sociale : généralités (p. 4248)
Secteur public : services publics (p. 4248)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 19 septies (délimitation par le plan d'occupation des sols de zones d'habitat individuel en zones de montagne caractérisées par un habitat traditionnel)

Soutient l'amendement n° 202 de la commission (de suppression) (p. 5960) : adopté (p. 5960)

Jean RIGAUD

Rhône (5ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

1 - CULTURE

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8875)

Procédure des questions :

Arts et spectacles : arts culinaires : Ecully (p. 8898)

Patrick RIMBERT

Loire-Atlantique (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

Rapporteur du projet de loi relatif à la solidarité et au renouvellement urbains (n° 2131) [2 mars 2000]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2131) relatif à la solidarité et au renouvellement urbains :

Tome I : Discussion générale - Examen des articles

Tome II : Tableau comparatif

Tome III : Amendements non adoptés par la commission [2 mars 2000] (n° 2229)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la solidarité et au renouvellement urbains [6 juin 2000] (n° 2458)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges en nouvelle lecture, sur le projet de loi (n° 2408), modifié par le Sénat, relatif à la solidarité et au renouvellement urbains [20 juin 2000] (n° 2481)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 994, posée le 20 décembre 1999. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits (J.O. Questions p. 7186). Appelée le 21 décembre 1999. Lutte et prévention, périphérique Nord, Nantes (p. 11228)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :

- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999

Son intervention (p. 9461)

Thèmes :

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 9462)

Urbanisme : opérations d'aménagement : politique de la ville (p. 9461)

- Questions écrites budgétaires

15 - Coopération intercommunale : communautés d'agglomération : contrats d'agglomération (p. 9470)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Son intervention (p. 1647)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 1749)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 1648)

Communes : maires : compétences (p. 1648, 1649)

Coopération intercommunale (p. 1648)

Logement : immeubles collectifs : copropriété (p. 1649)

Logement : logement social : HLM (p. 1647)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 1650)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Intervient sur l'amendement n° 1139 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (intégration des POS et des schémas directeurs dans l'intitulé du chapitre Ier) (p. 1755, 1756)

Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Marc-Philippe Daubresse (intégration des POS et des schémas directeurs dans l'intitulé du chapitre Ier) (p. 1756)

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Gilles Carrez (intégration des POS et des schémas directeurs dans l'intitulé du chapitre Ier) (p. 1756)

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Marc-Philippe Daubresse (intégration des POS et des schémas directeurs dans l'intitulé du chapitre Ier) (p. 1756)

Intervient sur l'amendement n° 821 de M. Gilles Carrez (intégration des POS et des schémas directeurs dans l'intitulé du chapitre Ier) (p. 1756)

Article L. 121-1 du code de l'urbanisme : principes généraux s'imposant aux documents d'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 822 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 1756)

Intervient sur l'amendement n° 1414 de M. Jean-Michel Marchand (intégration des POS et des schémas directeurs dans la période transitoire) (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 1134 de M. Jean-Michel Marchand (intégration des POS et des schémas directeurs dans la période transitoire) (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Aloyse Warhouver (établissement des schémas de cohérence territoriale) (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 1070 de M. Michel Vaxès (aménagement des espaces publics) (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Léonce Deprez (prise en considération des documents d'urbanisme) (p. 1758)

Intervient sur l'amendement n° 824 de M. Gilles Carrez (prise en considération des documents d'urbanisme) (p. 1758)

Intervient sur l'amendement n° 610 de M. André Santini (prise en considération des documents d'urbanisme) (p. 1758)

Intervient sur l'amendement n° 1299 de M. Thierry Mariani (suppression de la référence au développement durable) (p. 1759)

Intervient sur l'amendement n° 896 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (référence au développement durable) (p. 1759)

Intervient sur l'amendement n° 1135 de M. Jean-Michel Marchand (réhabilitation et renouvellement urbain) (p. 1761)

Intervient sur l'amendement n° 825 de M. Gilles Carrez (diversité des fonctions urbaines) (p. 1762)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (diversité des fonctions urbaines et espaces publics de qualité) (p. 1763)

Intervient sur l'amendement n° 826 de M. Gilles Carrez (diversité des fonctions urbaines et réhabilitation) (p. 1763)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (activités commerciales prises en compte dans l'organisation des territoires urbains) (p. 1771) : adopté après modification (p. 1771)

Intervient sur le sous-amendement n° 1136 de M. Jean-Michel Marchand (activités sportives et culturelles prises en compte dans l'organisation des territoires urbains) à l'amendement n° 77 de la commission (p. 1771)

Intervient sur l'amendement n° 740 de M. Alain Cacheux (activités commerciales prises en compte dans l'organisation des territoires urbains) (p. 1771)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (équilibre territorial entre les quartiers et les communes) : adopté (p. 1771)

Intervient sur l'amendement n° 608 de M. André Santini (équipements en sources d'énergie) (p. 1772)

Intervient sur l'amendement n° 1137 de M. Jean-Michel Marchand (préservation des espaces verts) (p. 1772)

Intervient sur l'amendement n° 725 de M. Serge Poignant (utilisation maîtrisée de l'espace) (p. 1773)

Intervient sur l'amendement n° 827 de M. Gilles Carrez (utilisation équilibrée de l'espace) (p. 1773)

Intervient sur l'amendement n° 1069 de M. Michel Vaxès (offre de transports collectifs) (p. 1773)

Intervient sur l'amendement n° 1298 de M. Thierry Mariani (suppression de la référence à la limitation de la circulation automobile) (p. 1774)

Intervient sur l'amendement n° 828 de M. Gilles Carrez (suppression de la référence à la limitation de la circulation automobile) (p. 1774)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (lutte contre les pollutions souterraines) : adopté (p. 1774)

Intervient sur l'amendement n° 897 de M. Daniel Marcovitch (référence aux écosystèmes) (p. 1775)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (référence aux milieux naturels) : devenu sans objet (p. 1775)

Intervient sur l'amendement n° 898 de M. Jean-Pierre Blazy (réduction des nuisances sonores) (p. 1775)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Marc-Philippe Daubresse (qualité des constructions et insertion dans le milieu environnant) (p. 1776)

Article L. 121-2 du code de l'urbanisme : contrôle du contenu des schémas de cohérence territoriale, des plans locaux d'urbanisme et des cartes communales et réforme de la procédure du porter à connaissance

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 1776)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Marc-Philippe Daubresse (concours des professionnels de l'urbanisme et de l'architecture) (p. 1777)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1778)

Intervient sur l'amendement n° 1140 de M. Jean-Michel Marchand (porters à connaissance portés en annexe au dossier soumis à enquête publique) (p. 1778)

Article L. 121-4 du code de l'urbanisme : principes généraux relatifs aux personnes associées à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Francis Delattre (représentation de l'ordre des architectes au conseil régional) (p. 1779)
Intervient sur l'amendement n° 795 de M. Gilles Carrez (représentation de l'ordre des architectes au conseil régional) (p. 1779)
l'amendement n° 980 de M. Henry Chabert (représentation des usagers) (p. 1779)
Intervient sur l'amendement n° 1141 de M. Jean-Michel Marchand (représentation des associations reconnues d'utilité publique) (p. 1780)
Intervient sur l'amendement n° 1142 de M. Jean-Michel Marchand (information et transparence) (p. 1780)
Article L. 121-5 du code de l'urbanisme : principes généraux relatifs aux personnes consultées pour l'élaboration des schémas de cohérence territoriale, des schémas de secteur et des plans locaux d'urbanisme
Intervient sur l'amendement n° 1143 de M. Jean-Michel Marchand (consultation des associations pour l'élaboration des schémas de cohérence territoriale) (p. 1780)
Soutient l'amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) (p. 1781) : adopté (p. 1781)
Intervient sur l'amendement n° 1146 de M. Jean-Michel Marchand (associations "associées" à l'élaboration des documents d'urbanisme) (p. 1781)
Intervient sur l'amendement n° 1145 de M. Jean-Michel Marchand (associations "associées" à l'élaboration des documents d'urbanisme) (p. 1781)
Intervient sur l'amendement n° 1144 de M. Jean-Michel Marchand (associations consultées immédiatement à l'élaboration des documents d'urbanisme) (p. 1781)
Article L. 121-6 du code de l'urbanisme : commissions départementales de conciliation
Intervient sur l'amendement n° 952 de M. Christian Estrosi (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)
Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Georges Colombier (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)
Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Michel Bouvard (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)
Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Marc-Philippe Daubresse (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)
Soutient l'amendement n° 83 de la commission (président du conseil général membre de droit) (p. 1782) : retiré (p. 1783)
Intervient sur l'amendement n° 406 corrigé de M. Éric Doligé (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)
Intervient sur l'amendement n° 1147 de M. Jean-Michel Marchand (élus communaux désignés par les conseils municipaux sur proposition du maire) (p. 1783)
Intervient sur l'amendement n° 1071 de M. Michel Vaxès (saisine de la commission départementale de conciliation par chacune des communes) (p. 1783)
Intervient sur l'amendement n° 1148 de M. Jean-Michel Marchand (saisine de la commission départementale de conciliation par le préfet, les communes ou les groupements de communes) (p. 1783)
Article L. 121-7 du code de l'urbanisme : moyens mis en œuvre pour l'établissement des documents d'urbanisme
Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de coordination) (p. 1784) : adopté (p. 1784)
Intervient sur l'amendement n° 1311 de M. Gilles Carrez (dépenses des communes compensées par une augmentation de la dotation globale de fonctionnement) (p. 1784)
Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Aloyse Warhouver (services extérieurs de l'Etat mis gratuitement à la disposition des communes de moins de 1 000 habitants) (p. 1785)
Article L. 121-9 du code de l'urbanisme : conditions d'application du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la partie législative du code de l'urbanisme
Intervient sur l'amendement n° 900 de M. Yves Dauge (chartes de pays) (p. 1786)
Intervient sur l'amendement n° 1149 de M. Jean-Michel Marchand (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1788)
Intervient sur l'amendement n° 609 de M. André Santini (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1788)
Intervient sur l'amendement n° 493 de M. Léonce Deprez (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1788)
Intervient sur l'amendement n° 796 de M. Gilles Carrez (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1788)
Après l'article 1er
Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Léonce Deprez (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1788)
Intervient sur l'amendement n° 494 de M. Léonce Deprez (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1788)
Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Léonce Deprez (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1789)
Intervient sur l'amendement n° 1435 de M. Bernard Accoyer (encadrement des possibilités de recours contentieux formées par les associations de défense de l'environnement) (p. 1789)
Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))
Article L. 122-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des schémas de cohérence territoriale
Intervient sur l'amendement n° 34 de M. François Vannson (prise en compte du schéma de développement) (p. 1792)
Intervient sur l'amendement n° 837 de M. Gilles Carrez (couverture des secteurs agricoles par les schémas de cohérence territoriale) (p. 1793)
Intervient sur l'amendement n° 1150 de M. Jean-Michel Marchand (prise en compte de l'ensemble des problèmes écologiques) (p. 1794)
Intervient sur l'amendement n° 1151 de M. Jean-Michel Marchand (prise en compte de la destination des sols) (p. 1794)
Intervient sur l'amendement n° 1152 de M. Jean-Michel Marchand (différenciation entre la réhabilitation des tissus urbains anciens et la restructuration des espaces urbains récents) (p. 1794)
Intervient sur l'amendement n° 1153 de M. Jean-Michel Marchand (tracé des grands équipements d'infrastructure et localisation des services et activités les plus importantes) (p. 1795)

Intervient sur l'amendement n° 1154 de M. Jean-Michel Marchand (caractère obligatoire de la localisation ou de la délimitation) (p. 1795)

Soutient l'amendement n° 422 de la commission (suppression de l'exigence de compatibilité des schémas de cohérence territoriale avec les schémas de développement commercial) (p. 1795) : adopté après modification (p. 1796)

Intervient sur le sous-amendement n° 1452 de M. Jean-Jacques Filleul (objectif de régulation du trafic automobile) à l'amendement n° 422 de la commission (p. 1796)

Intervient sur le sous-amendement n° 1155 de M. Jean-Michel Marchand (prescriptions obligatoires) à l'amendement n° 422 de la commission (p. 1797)

Intervient sur le sous-amendement n° 1156 de M. Jean-Michel Marchand (restauration des entrées des villes) à l'amendement n° 422 de la commission (p. 1797)

Intervient sur le sous-amendement n° 1159 de M. Jean-Michel Marchand (schéma directeur vélos pour les agglomérations de plus de 50 000 habitants) à l'amendement n° 422 de la commission (p. 1798)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (compatibilité avec les chartes des parcs naturels régionaux) : adopté (p. 1799)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (schémas de secteur à Paris, Lyon et Marseille dans les arrondissements) (p. 1799) : adopté (p. 1799)

Soutient l'amendement n° 1158 de M. Jean-Michel Marchand (impact des plans de déplacement urbain): rejeté (p. 1799)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (de suppression partielle) (p. 1799) : adopté (p. 1799)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. François Vannson (de suppression partielle) (p. 1799)

Soutient l'amendement n° 1194 de M. Alain Cacheux (de suppression partielle) (p. 1799) : adopté (p. 1799)

Intervient sur l'amendement n° 831 de M. Gilles Carrez (compatibilité non obligatoire avec les programmes locaux de l'habitat et les plans de déplacements urbains) (p. 1800)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (compatibilité des schémas de développement commercial avec les schémas de cohérence territoriale) : adopté (p. 1802)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1802)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (extension aux implantations multiplexes) (p. 1802) : adopté (p. 1802)

Article L. 122-2 du code de l'urbanisme : constructibilité limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale

Intervient sur l'amendement n° 832 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 1802)

Intervient sur l'amendement n° 1301 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 1802)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression partielle) (p. 1803)

Intervient sur l'amendement n° 554 de M. Francis Delattre (gestion des périodes intermédiaires) (p. 1803)

Intervient sur l'amendement n° 1430 de M. Gilles Carrez (caractère exécutoire du schéma) (p. 1804)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (interdiction d'urbaniser en l'absence de schéma de cohérence territoriale étendue aux zones naturelles) : adopté (p. 1804)

Intervient sur l'amendement n° 920 de M. Robert Poujade (exonération des communes appartenant à un établissement public de coopération intercommunale disposant d'un plan de déplacement urbain) (p. 1804)

Intervient sur l'amendement n° 1302 de M. Thierry Mariani (avis du préfet) (p. 1804)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (étude d'impact sur l'environnement et les activités agricoles) (p. 1804) : adopté (p. 1805)

Intervient sur le sous-amendement n° 1162 de M. Jean-Michel Marchand (avis conforme de la commission des sites) à l'amendement n° 93 de la commission (p. 1804)

Intervient sur le sous-amendement n° 1445 de M. Dominique Bussereau (consultation de l'autorité organisatrice des transports) à l'amendement n° 93 de la commission (p. 1805)

Intervient sur l'amendement n° 841 de M. Gilles Carrez (rédactionnel) (p. 1805)

Intervient sur l'amendement n° 1164 de M. Jean-Michel Marchand (prise en compte des capacités résiduelles de développement) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 834 de M. Gilles Carrez (suppression de l'alinéa relatif à la Corse et à l'Ile-de-France) (p. 1806)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (exclusion des petites communes situées à plus de quinze kilomètres d'une agglomération de plus de 15 000 habitants) (p. 1807) : adopté (p. 1808)

Intervient sur l'amendement n° 1303 de M. Gilles Carrez (date de mise en place) (p. 1808)

Intervient sur l'amendement n° 833 de M. Gilles Carrez (date de mise en place) (p. 1808)

Article L. 122-3 du code de l'urbanisme : initiative de l'élaboration et périmètre des schémas de cohérence territoriale

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (concertation avec les populations concernées) (p. 1808) : adopté (p. 1808)

Soutient l'amendement n° 1285 de la commission (notification de la délibération) : adopté (p. 1809)

Intervient sur l'amendement n° 1305 de M. Thierry Mariani (délimitation sauf exception) (p. 1809)

Intervient sur l'amendement n° 835 de M. Gilles Carrez (définition du périmètre) (p. 1809)

Intervient sur l'amendement n° 1165 de M. Jean-Michel Marchand (prise en compte des déplacements vers les équipements de loisir) (p. 1810)

Intervient sur l'amendement n° 839 de M. Gilles Carrez (prise en compte des déplacements vers les équipements culturels, sportifs et sociaux) (p. 1810)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Marc-Philippe Daubresse (avis) (p. 1811)

Intervient sur l'amendement n° 1074 de M. Michel Vaxès (avis de l'organe délibérant ou des départements concernés) (p. 1811)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Georges Colombier (avis) (p. 1811)

Intervient sur l'amendement n° 840 de M. Gilles Carrez (avis conforme du préfet) (p. 1812)

Intervient sur l'amendement n° 838 de M. Gilles Carrez (deux tiers des communes consentantes) (p. 1812)

Article L. 122-4 du code de l'urbanisme : établissement public du schéma de cohérence territoriale

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1812)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. François Vannson (consultation des syndicats de commerçants, d'artisans et des PME locales) (p. 1812)

Soutient l'amendement n° 97 corrigé de la commission (concertation avec les communes concernées) : adopté (p. 1813)

Intervient sur l'amendement n° 1075 rectifié de M. Michel Vaxès (établissement d'un diagnostic urbain au préalable) (p. 1813)

Article L. 122-5 du code de l'urbanisme : extension et réduction du périmètre des schémas de cohérence territoriale

Intervient sur l'amendement n° 842 de M. Gilles Carrez (non application à une commune s'étant retiré de l'établissement public) (p. 1813)

Article L. 122-6 du code de l'urbanisme : association des services de l'Etat à l'élaboration du projet de schéma de cohérence territoriale

Intervient sur l'amendement n° 469 de M. Marc-Philippe Daubresse (non intervention du préfet) (p. 1814)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Georges Colombier (association des services du conseil général) (p. 1814)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Michel Bouvard (services départementaux associés à l'élaboration) (p. 1814)

Intervient sur l'amendement n° 960 de M. Christian Estrosi (services départementaux associés à l'élaboration) (p. 1814)

Article L. 122-7 du code de l'urbanisme : personnes entendues au cours de l'élaboration des schémas de cohérence territoriale

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Georges Colombier (personnes obligatoirement consultées) (p. 1814)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Michel Bouvard (personnes obligatoirement consultées) (p. 1814)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Éric Doligé (personnes obligatoirement consultées) (p. 1814)

Intervient sur l'amendement n° 961 de M. Christian Estrosi (personnes obligatoirement consultées) (p. 1814)

Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Francis Delattre (consultation automatique du président du conseil général) (p. 1814)

Intervient sur l'amendement n° 1457 du Gouvernement (personnalités "consultées") (p. 1814)

Article L. 122-8 du code de l'urbanisme : transmission pour avis du projet de schéma arrêté

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (association des populations) : adopté (p. 1815)

Intervient sur l'amendement n° 612 de M. André Santini (consultation des associations) (p. 1815)

Article L. 122-9 du code de l'urbanisme : demande de modifications du projet de schéma par une commune ou un groupement de communes en cas d'intérêts essentiels compromis

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Georges Colombier (saisine par une collectivité territoriale associée) (p. 1815)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Georges Colombier (saisine par une collectivité territoriale associée) (p. 1815)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Éric Doligé (saisine par une collectivité territoriale associée) (p. 1815)

Intervient sur l'amendement n° 957 de M. Christian Estrosi (saisine par une collectivité territoriale associée) (p. 1815)

Intervient sur l'amendement n° 843 de M. Gilles Carrez (caractère de l'intérêt évoqué par la commune) (p. 1816)

Intervient sur l'amendement n° 844 de M. Gilles Carrez (caractérisation des nuisances) (p. 1816)

Intervient sur l'amendement n° 845 de M. Gilles Carrez (décision du préfet susceptible de recours devant le tribunal administratif) (p. 1816)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (droit de saisine pour toute commune) (p. 1816) : adopté (p. 1816)

Article L. 122-10 du code de l'urbanisme : soumission du projet de schéma de cohérence territoriale à enquête publique

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. François Vannson (avis consultatif des syndicats de commerçants et d'artisans) (p. 1817)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. François Vannson (avis consultatif des syndicats de commerçants et d'artisans) (p. 1817)

Article L. 122-11 du code de l'urbanisme : approbation du schéma de cohérence territoriale

Intervient sur l'amendement n° 614 de M. André Santini (de suppression) (p. 1817)

Article L. 122-12 du code de l'urbanisme : retrait d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale du schéma de cohérence territoriale en cas d'atteinte à l'un de ses intérêts essentiels

Intervient sur l'amendement n° 846 de M. Gilles Carrez (interdiction des retraits provoquant une enclave) (p. 1817)

Soutient l'amendement n° 847 de M. Gilles Carrez (non application des dispositions de l'article L. 122-2 aux communes s'étant retiré de l'établissement public de coopération intercommunale) : rejeté (p. 1818)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (retrait par une commune membre d'une communauté urbaine ou d'une intercommunalité) : adopté (p. 1818)

Article L. 122-16 du code de l'urbanisme : primauté des schémas de cohérence territoriale sur les programmes locaux de l'habitat, les plans de déplacement urbains, les documents d'urbanisme locaux et certaines opérations

Intervient sur l'amendement n° 848 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 1818)

Article L. 122-18 du code de l'urbanisme : dispositions transitoires

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1818)

Intervient sur l'amendement n° 836 de M. Gilles Carrez (mesures transitoires) (p. 1819)
Soutient l'amendement n° 102 de la commission (de précision) : adopté (p. 1819)
Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression partielle) (p. 1819)
Soutient l'amendement n° 103 de la commission (dispositions transitoires relatives au passage des schémas directeurs aux schémas de cohérence territoriale) : adopté (p. 1819)
Intervient sur l'amendement n° 901 de M. André Godin (possibilité de retrait pour les communes attachées à un SDAU) (p. 1820)
Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 902 de M. Daniel Marcovitch (suppression de conventions à la demande de communes) (p. 1820)
Intervient sur l'amendement n° 587 de M. Francis Delattre (analyse des flux de voitures) (p. 1821)
Intervient sur l'amendement n° 1166 de M. Jean-Michel Marchand (analyse des flux de voitures) (p. 1821)
Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))
Intervient sur l'amendement n° 556 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 1883)
Intervient sur l'amendement n° 1436 de M. Jean-Michel Marchand (de suppression) (p. 1883)
Intervient sur l'amendement n° 1437 (contenu des plans locaux d'urbanisme) (p. 1889)
Intervient sur l'amendement n° 1167 de M. Jean-Michel Marchand (plans locaux d'urbanisme et d'utilisation des sols) (p. 1889)
Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans locaux d'urbanisme
Intervient sur l'amendement n° 746 de M. Alain Cacheux (contenu des plans locaux d'urbanisme) (p. 1890)
Intervient sur l'amendement n° 1426 rectifié du Gouvernement (contenu des plans locaux d'urbanisme) (p. 1890)
Soutient le sous-amendement oral de la commission (prise en compte des équipements industriels, commerciaux ou de loisirs) à l'amendement n° 1426 rectifié du Gouvernement (p. 1890) : adopté (p. 1892)
Soutient l'amendement n° 104 de la commission (contenu des plans locaux d'urbanisme) (p. 1890) : retiré (p. 1891)
Intervient sur l'amendement n° 849 de M. Gilles Carrez (compatibilité avec les documents d'urbanisme de même nature) (p. 1892)
Intervient sur l'amendement n° 8 de M. François Vannson (consultation des commerçants lors de la réactualisation) (p. 1894)
Intervient sur l'amendement n° 1309 de M. Jean-Marie Bockel (possibilité pour une commune d'être concernée par des plans locaux d'urbanisme différents) (p. 1894)
Soutient l'amendement n° 106 de la commission (lutte contre l'insalubrité) : adopté (p. 1895)
Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Georges Sarre (sauvegarde de la diversité commerciale des quartiers) (p. 1895)
Intervient sur l'amendement n° 953 de M. Christian Estrosi (sauvegarde de la diversité commerciale des quartiers) (p. 1895)
Intervient sur l'amendement n° 853 de M. Gilles Carrez (préoccupation de renouvellement urbain) (p. 1896)
Intervient sur l'amendement n° 904 de M. Pierre Cohen (réalisation de logements sociaux) (p. 1897)
Intervient sur l'amendement n° 850 de M. Gilles Carrez (affectation des sols et implantation des constructions) (p. 1898)
Soutient l'amendement n° 107 de la commission (affectation des sols et implantation des constructions) (p. 1898) : adopté (p. 1899)
Intervient sur l'amendement n° 1173 de M. Jean-Michel Marchand (nouveaux bâtiments de qualité environnementale) (p. 1899)
Intervient sur l'amendement n° 9 de M. François Vannson (renforcement du lien entre urbanisme et économie) (p. 1899)
Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Michel Inchauspé (règles relatives aux constructions sur les rives des grands lacs) (p. 1900)
Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Michel Bouvard (règles relatives aux constructions sur les rives des grands lacs) (p. 1900)
Intervient sur l'amendement n° 905 de M. Jean-Louis Bianco (règles relatives aux constructions sur les rives des grands lacs) (p. 1900)
Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Marc-Philippe Daubresse (prise en compte des divers modes de déplacement) (p. 1901)
Soutient l'amendement n° 109 de la commission (voies de transport public) : adopté (p. 1902)
Intervient sur l'amendement n° 1363 de M. Michel Bouvard (voies de transport public) (p. 1902)
Soutient l'amendement n° 110 de la commission (identification et localisation des immeubles à protéger) : adopté (p. 1902)
Intervient sur l'amendement n° 10 de M. François Vannson (valeur "économique") (p. 1903)
Soutient l'amendement n° 111 de la commission (maîtrise de la publicité et de la signalétique) (p. 1903) : adopté (p. 1904)
Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Michel Inchauspé (identification des hameaux de montagne à urbaniser) (p. 1905)
Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Jean-Paul Bacquet (identification des hameaux de montagne à urbaniser) (p. 1905)
Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Michel Bouvard (identification des hameaux de montagne à urbaniser) (p. 1905)
Intervient sur l'amendement n° 1100 de M. Michel Vaxès (représentation de l'aménagement des espaces publics) (p. 1906)
Soutient l'amendement n° 112 de la commission (superficie minimum des terrains constructibles) : adopté (p. 1913)
Intervient sur l'amendement n° 852 de M. Gilles Carrez (densité de construction) (p. 1914)
Intervient sur l'amendement n° 1197 de M. Alain Cacheux (COS étendus aux zones à urbaniser) (p. 1914)
Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Marc-Philippe Daubresse (zones à urbaniser) (p. 1914)

Soutient l'amendement n° 1286 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1914)
Soutient l'amendement n° 1174 de M. Jean-Michel Marchand (paysages et écosystèmes) : adopté (p. 1914)
Soutient l'amendement n° 113 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 1914) : adopté (p. 1915)
Intervient sur l'amendement n° 572 de M. Georges Sarre (contrôle des modifications de certains commerces dans les grandes villes) (p. 1915)

Article L. 123-2 du code de l'urbanisme : régimes particuliers applicables à certaines servitudes d'urbanisme instituées par les plans locaux d'urbanisme

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (servitudes) (p. 1915) : adopté (p. 1915)

Article L. 123-3 du code de l'urbanisme : dispositions des plans locaux d'urbanisme applicables aux zones d'aménagement concerté

Intervient sur l'amendement n° 617 de M. André Santini (de suppression) (p. 1916)
Intervient sur l'amendement n° 854 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 1916)
Soutient l'amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1916)
Soutient l'amendement n° 116 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1917)
Intervient sur l'amendement n° 1177 de M. Jean-Michel Marchand (localisation des voies et arrêts d'autobus) (p. 1917)

Article L. 123-4 du code de l'urbanisme : transfert de droits de construire en zone naturelle

Intervient sur l'amendement n° 618 de M. André Santini (de suppression) (p. 1917)

Article L. 123-6 du code de l'urbanisme : prescription de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 983 de M. Henry Chabert (révision tous les six ans) (p. 1917)
Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Marc-Philippe Daubresse (plan social d'urbanisme élaboré par un établissement public de coopération intercommunale) (p. 1918)
Soutient l'amendement n° 117 de la commission (concertation avec la population) (p. 1918) : adopté (p. 1918)

Article L. 123-7 du code de l'urbanisme : association des services de l'Etat à la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Éric Doligé (rôle des présidents des conseils généraux et régionaux lors de l'élaboration) (p. 1918)
Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Georges Colombier (rôle des présidents des conseils généraux et régionaux lors de l'élaboration) (p. 1918)
Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Éric Doligé (rôle des présidents des conseils généraux et régionaux lors de l'élaboration) (p. 1918)
Intervient sur l'amendement n° 956 de M. Christian Estrosi (rôle des présidents des conseils généraux et régionaux lors de l'élaboration) (p. 1918)

Article L. 123-8 du code de l'urbanisme : modalités d'association des personnes publiques à la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 907 de M. Daniel Vachez (rôle des présidents des conseils généraux et régionaux lors de l'élaboration) (p. 1918)
Intervient sur l'amendement n° 1178 de M. Jean-Michel Marchand (de coordination) (p. 1919)
Soutient l'amendement n° 118 de la commission (concertation avec les associations) (p. 1919) : adopté (p. 1919)

Article L. 123-10 du code de l'urbanisme : enquête publique et approbation des plans locaux d'urbanisme

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (de suppression partielle) (p. 1919) : adopté (p. 1919)

Article L. 123-11 du code de l'urbanisme : point de départ de l'application des plans locaux d'urbanisme

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (de coordination) (p. 1919) : adopté (p. 1919)
Soutient l'amendement n° 121 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1919)

Article L. 123-12 du code de l'urbanisme : révision et modification des plans locaux d'urbanisme

Soutient l'amendement n° 122 rectifié de la commission (conditions de modification) (p. 1919) : adopté (p. 1920)

Article L. 123-13 du code de l'urbanisme : révision et modification des plans locaux d'urbanisme à l'initiative de l'Etat

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (rédactionnel) (p. 1920) : adopté (p. 1920)
Intervient sur l'amendement n° 472 de M. Marc-Philippe Daubresse (information par le préfet) (p. 1920)
Intervient sur l'amendement n° 855 de M. Gilles Carrez (de suppression partielle) (p. 1920)
Soutient l'amendement n° 124 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 1920) : adopté (p. 1921)
Soutient l'amendement n° 125 corrigé de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1921)
Soutient l'amendement n° 126 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1921)

Après l'article L. 123-13 du code de l'urbanisme

Intervient sur l'amendement n° 1179 de M. Jean-Michel Marchand (conditions de révision des plans locaux d'urbanisme) (p. 1921)

Article L. 123-15 du code de l'urbanisme : droit de délaissement applicable à certains terrains réservés

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1922)

Article L. 123-16 du code de l'urbanisme : plans locaux d'urbanisme intercommunaux

Intervient sur l'amendement n° 749 de M. Alain Cacheux (de coordination) (p. 1922)

Article L. 123-17 du code de l'urbanisme : mesures transitoires

Intervient sur l'amendement n° 1180 de M. Jean-Michel Marchand (de suppression partielle) (p. 1922)
Intervient sur l'amendement n° 984 de M. Henry Chabert (mesures transitoires) (p. 1923)
Soutient l'amendement n° 129 de la commission (mesures transitoires) : adopté (p. 1923)
Soutient l'amendement n° 921 de M. Robert Poujade (mesures transitoires) : adopté (p. 1924)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1924)
Intervient sur l'amendement n° 922 de M. Robert Poujade (de conséquence) (p. 1924)
Soutient l'amendement n° 133 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 1924)
Soutient l'amendement n° 130 de la commission (mesures transitoires) (p. 1924) : adopté (p. 1925)
Après l'article 3
Intervient sur l'amendement n° 906 de M. Jean-Pierre Blazy (statut d'installations classées donné aux lignes aériennes à haute tension) (p. 1925)
Article 4 (articles L. 124-1 à L. 124-3 du code de l'urbanisme : cartes communales)
Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Aloyse Warhouver (rédactionnel) (p. 1926)
Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission (de précision) (p. 1926)
Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression de l'accord préfectoral pour les communes non dotées d'un PLU lors de l'élaboration de leur carte communale) (p. 1927)
Article 5 (réforme du régime des zones d'aménagement concerté (ZAC))
Intervient sur l'amendement n° 619 de M. André Santini (de suppression) (p. 1927)
Intervient sur l'amendement n° 987 de M. Henry Chabert (intégration dans le cadre d'un projet urbain d'ensemble) (p. 1928)
Intervient sur l'amendement n° 1218 de M. Jean-Michel Marchand (pas de création de ZAC en zone rurale) (p. 1928)
Intervient sur l'amendement n° 1412 de M. Jean-Michel Marchand (création des ZAC uniquement à l'intérieur des zones urbaines) (p. 1928)
Intervient sur l'amendement n° 986 de M. Henry Chabert (consultation de l'établissement de coopération intercommunale compétent) (p. 1928)
Intervient sur l'amendement n° 620 de M. André Santini (de suppression partielle) (p. 1929)
Intervient sur l'amendement n° 1438 de M. Serge Poignant (rétablissement des plans d'aménagement de zone) (p. 1929)
Intervient sur l'amendement n° 1439 de M. Serge Poignant (rétablissement des plans d'aménagement de zone) (p. 1929)
Intervient sur l'amendement n° 496 de M. Léonce Deprez (de suppression partielle) (p. 1930)
Intervient sur l'amendement n° 621 de M. André Santini (de suppression partielle) (p. 1930)
Intervient sur l'amendement n° 1366 de M. Jean-Michel Marchand (de suppression partielle) (p. 1930)
Intervient sur l'amendement n° 856 de M. Gilles Carrez (de suppression partielle) (p. 1931)
Intervient sur l'amendement n° 1440 de M. Serge Poignant (de suppression partielle) (p. 1931)
Intervient sur l'amendement n° 622 de M. André Santini (renforcement du caractère juridique des conventions) (p. 1931)
Intervient sur l'amendement n° 985 de M. Henry Chabert (renforcement du caractère juridique des conventions) (p. 1931)
Intervient sur l'amendement n° 623 de M. André Santini (de suppression partielle) (p. 1932)
Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Michel Inchauspé (mixité d'implantation dans les ZAC des zones de montagne) (p. 1932)
Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Jean-Paul Bacquet (mixité d'implantation dans les ZAC des zones de montagne) (p. 1932)
Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Michel Bouvard (mixité d'implantation dans les ZAC des zones de montagne) (p. 1932)
Soutient l'amendement n° 135 de la commission (rédactionnel) (p. 1932) : adopté (p. 1932)
Intervient sur l'amendement n° 857 de M. Gilles Carrez (de suppression partielle) (p. 1932)
Intervient sur l'amendement n° 1441 de M. Serge Poignant (de suppression partielle) (p. 1932)
Intervient sur l'amendement n° 923 de M. Robert Poujade (de précision) (p. 1933)
Intervient sur l'amendement n° 988 de M. Henry Chabert (mesures transitoires) (p. 1933)
Article 6 (conventions d'aménagement)
Intervient sur l'amendement n° 858 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 1934)
Intervient sur l'amendement n° 1181 de M. Jean-Michel Marchand (partenaires habilités à exercer les prérogatives de la puissance publique) (p. 1935)
Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission (partenaires associés aux études préalables) (p. 1936)
Intervient sur l'amendement n° 750 de M. Alain Cacheux (partenaires associés aux études préalables) (p. 1936)
Après l'article 6
Soutient l'amendement n° 138 de la commission (alignement du régime fiscal des conventions sur celui des concessions) (p. 1937) : adopté (p. 1937)
Article 7 (article L. 300-4-1 du code de l'urbanisme : contenu des conventions d'aménagement portant sur des opérations auxquelles participent financièrement une ou des collectivités territoriales)
Intervient sur l'amendement n° 664 de M. André Santini (de suppression) (p. 1937)
Intervient sur l'amendement n° 989 de M. Henry Chabert (contrôle des collectivités locales sur les aménageurs des ZAC) (p. 1937)
Intervient sur l'amendement n° 1470 du Gouvernement (contrôle des collectivités locales sur les aménageurs des ZAC) (p. 1938)
Après l'article 7
Intervient sur l'amendement n° 1189 de M. Jean-Michel Marchand (réintroduction des programmes de référence) (p. 1938)
Article 8 (suppression de la notion de loi d'aménagement et d'urbanisme)
Soutient l'amendement n° 143 de la commission (rédactionnel) (p. 1939) : adopté (p. 1939)
Soutient l'amendement n° 144 de la commission (de précision) : adopté (p. 1939)
Soutient l'amendement n° 145 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1939)
Soutient l'amendement n° 146 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1940)
Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 478 de M. Marc-Philippe Daubresse (article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme : constructions ou installations d'immeubles à usage d'habitation) (p. 1940)
Soutient l'amendement n° 1283 de la commission (article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme : cas des communes non dotées d'un plan local d'urbanisme) (p. 1940) : adopté (p. 1940)
Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Jean-Paul Bacquet (article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme : conditions de distance pour l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles ou à usage d'habitation) (p. 1941)
Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Michel Bouvard (article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme : conditions de distance pour l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles ou à usage d'habitation) (p. 1941)
Intervient sur l'amendement n° 891 de M. Michel Inchauspé (article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme : conditions de distance pour l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles ou à usage d'habitation) (p. 1941)
Intervient sur l'amendement n° 585 de M. Francis Delattre (article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme : conditions de distance pour l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles ou à usage d'habitation) (p. 1941)
Intervient sur l'amendement n° 941 de M. François Brottes (article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme : conditions de distance pour l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles ou à usage d'habitation) (p. 1941)
Intervient sur l'amendement n° 1406 de M. Patrick Ollier (article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme : conditions de distance pour l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles ou à usage d'habitation en zone de montagne) (p. 1941)
Intervient sur l'amendement n° 584 de M. Francis Delattre (article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme : conditions de distance pour l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles ou à usage d'habitation) (p. 1942)
Article 9 (article L. 111-5 du code de l'urbanisme : suppression du contrôle préalable des divisions de terrains bâtis. Reproduction ou mention de règles d'urbanisme dans les cahiers des charges et dans les actes et promesses de vente)
Intervient sur l'amendement n° 665 de M. André Santini (de suppression) (p. 1942)
Après l'article 10
Soutient l'amendement n° 147 de la commission (assouplissement du régime d'urbanisation en continuité en zone de montagne) (p. 1942) : adopté (p. 1942)
Intervient sur l'amendement n° 1126 du Gouvernement (contenu des directives territoriales en zones de montagne) (p. 1943)
Article 11 (conditions de rétrocession aux propriétaires de biens préemptés)
Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 1943)
Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 1943)
Intervient sur l'amendement n° 666 de M. André Santini (de suppression) (p. 1943)
Intervient sur l'amendement n° 1041 de M. Henri Nayrou (référence aux plans locaux d'urbanisation et aux cartes communales) (p. 1943)
Intervient sur l'amendement n° 148 de la commission (rédactionnel) (p. 1944)
Intervient sur l'amendement n° 1185 de M. Jean-Michel Marchand (obligation d'entretien du bien préempté par le propriétaire) (p. 1944)
Intervient sur l'amendement n° 1186 de M. Jean-Michel Marchand (obligation d'utilisation du bien préempté par le propriétaire s'il s'agit d'un logement) (p. 1944)
Intervient sur l'amendement n° 940 de M. Jean-Pierre Kucheida (droit de préemption des communes pour mener à bien un programme local de l'habitat) (p. 1944)
Après l'article 11
Intervient sur l'amendement n° 1420 du Gouvernement (non exercice du droit de préemption urbain lorsqu'un ensemble économique et l'emploi qui y est lié seraient mis en péril) (p. 1945)
Soutient l'amendement n° 149 de la commission (exercice du droit de préemption par son titulaire au prix de la dernière enchère lorsque le bien a été acquis au cours d'une vente par adjudication et est revendu moins d'un an après cette adjudication) (p. 1945) : retiré (p. 1945)
Article 12 (droits de délaissement)
Intervient sur l'amendement n° 667 de M. André Santini (de suppression) (p. 1946)
Soutient l'amendement n° 150 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1946)
Soutient l'amendement n° 151 de la commission (correction d'une erreur matérielle) : adopté (p. 1946)
Soutient l'amendement n° 152 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 1946) : adopté (p. 1946)
Soutient l'amendement n° 153 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1946)
Article 13 (définition et modalités de mise en œuvre des opérations d'aménagement)
Intervient sur l'amendement n° 668 de M. André Santini (objectifs et modalités de mise en œuvre des opérations d'aménagement) (p. 1947)
Intervient sur l'amendement n° 1187 de M. Jean-Michel Marchand (objectifs dans le cadre d'un projet urbain préalablement défini par la collectivité locale) (p. 1947)
Intervient sur l'amendement n° 797 de M. Gilles Carrez (suppression de l'obligation pour les collectivités locales d'avoir à recourir à des professionnels qualifiés) (p. 1947)
Intervient sur l'amendement n° 976 de M. Henry Chabert (objectifs et modalités de mise en œuvre des opérations d'aménagement) (p. 1949)
Intervient sur l'amendement n° 1188 de M. Jean-Michel Marchand (objectifs et modalités de mise en œuvre des opérations d'aménagement) (p. 1949)
Intervient sur l'amendement n° 860 de M. Gilles Carrez (professionnels de l'architecture ajoutés à la liste) (p. 1949)
Article 14 (concertation préalable avec la population)
Intervient sur l'amendement n° 1101 de M. Michel Vaxès (avis des communes concernées) (p. 1950)

Intervient sur l'amendement n° 861 de M. Gilles Carrez (maintien du système existant en matière de concertation préalable) (p. 1951)
Soutient l'amendement n° 154 de la commission (concertation obligatoire) : adopté (p. 1951)
Intervient sur l'amendement n° 990 de M. Henry Chabert (accord nécessaire de la commune lorsqu'elle est membre d'un établissement public de coopération intercommunale) (p. 1952)
Intervient sur l'amendement n° 798 de M. Gilles Carrez (accord nécessaire de la commune lorsqu'elle est membre d'un établissement public de coopération intercommunale) (p. 1952)
Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Marc-Philippe Daubresse (accord nécessaire de la commune lorsqu'elle est membre d'un établissement public de coopération intercommunale) (p. 1953)
Article 15 (secteurs sauvegardés)
Intervient sur l'amendement n° 924 de M. Robert Poujade (de suppression) (p. 1954)
Soutient l'amendement n° 155 de la commission (secteurs sauvegardés intégrés dans les plans locaux d'urbanisme) : retiré (p. 1955)
Intervient sur l'amendement n° 925 de M. Robert Poujade (mesures transitoires) (p. 1955)
Intervient sur l'amendement n° 1297 de M. Robert Poujade (maintien des dispositifs de concertation) (p. 1956)
Article 16 (projet architectural et paysager des lotissements)
Intervient sur l'amendement n° 863 de M. Gilles Carrez (non transfert de la responsabilité aux maires) (p. 1957)
Soutient l'amendement n° 157 de la commission (environnement et traitement des déchets) (p. 1957) : adopté (p. 1957)
Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (projet architectural et paysager des futurs petits lotissements) (p. 1957)
Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Marc-Philippe Daubresse (projet architectural et paysager des futurs petits lotissements) (p. 1957)
Intervient sur l'amendement n° 753 de M. Alain Cacheux (projet architectural et paysager des futurs petits lotissements) (p. 1957)
Article 17 (recettes du budget des établissements publics fonciers)
Soutient l'amendement n° 159 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1958)
Article 18 (certificat d'urbanisme)
Soutient l'amendement n° 160 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1958)
Soutient l'amendement n° 161 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1958)
Article 19 (dispositions relatives au permis de construire)
Soutient l'amendement n° 163 de la commission (maintien de la déclaration de travaux) : adopté (p. 1959)
Intervient sur l'amendement n° 669 de M. André Santini (maintien de la déclaration de travaux) (p. 1959)
Intervient sur l'amendement n° 865 de M. Gilles Carrez (maintien de la déclaration de travaux) (p. 1959)
Soutient l'amendement n° 164 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1959)
Intervient sur l'amendement n° 864 de M. Gilles Carrez (suppression de la référence à la carte communale) (p. 1960)
Soutient l'amendement n° 165 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1960)
Intervient sur l'amendement n° 866 de M. Gilles Carrez (suppression de l'avis conforme lorsque l'on en revient au document d'urbanisme antérieur) (p. 1960)
Après l'article 19
Soutient l'amendement n° 166 de la commission (restauration des chalets d'alpage) : adopté (p. 1961)
Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Michel Inchauspé (restauration des chalets d'alpage) (p. 1961)
Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Jean-Paul Bacquet (restauration des chalets d'alpage) (p. 1961)
Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Michel Bouvard (restauration des chalets d'alpage) (p. 1961)
Article 20 (réalisations d'aires de stationnement)
Intervient sur l'amendement n° 883 de M. André Santini (de suppression partielle) (p. 1962)
Soutient l'amendement n° 167 de la commission (contenu des obligations pour la réalisation des aires de stationnement) : adopté (p. 1962)
Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Francis Delattre (contenu des obligations pour la réalisation des zones de livraison) (p. 1963)
Intervient sur l'amendement n° 1191 de M. Jean-Michel Marchand (contenu des obligations pour la réalisation des zones de livraison) (p. 1963)
Intervient sur l'amendement n° 996 de M. Henry Chabert (contenu des obligations pour l'acquisition dans un parc de stationnement privé existant ou en cours de réalisation) (p. 1963)
Intervient sur l'amendement n° 927 de M. Robert Poujade (non application au stationnement lié à l'habitat) (p. 1963)
Intervient sur l'amendement n° 800 de M. Gilles Carrez (contenu des obligations financières pour la réalisation des aires de stationnement) (p. 1963)
Son sous-amendement oral (obligations financières du pétitionnaire fixées à 80 000 F pour la réalisation des aires de stationnement) à l'amendement n° 800 de M. Gilles Carrez (p. 1963) : adopté (p. 1964)
Intervient sur l'amendement n° 754 de M. Alain Cacheux (normes de stationnement applicables même lorsque les travaux de construction ne sont pas soumis à autorisation) (p. 1964)
Soutient l'amendement n° 168 de la commission (normes de stationnement applicables même lorsque les travaux de construction ne sont pas soumis à autorisation) (p. 1964) : adopté (p. 1964)
Intervient sur l'amendement n° 799 de M. Gilles Carrez (suppression des dérogations pour la construction des places de stationnement) (p. 1965)
Intervient sur l'amendement n° 867 de M. Éric Doligé (suppression des dérogations pour la construction de logements sociaux) (p. 1965)
Soutient l'amendement n° 170 de la commission (rédactionnel) (p. 1966) : adopté (p. 1966)
Intervient sur l'amendement n° 482 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) (p. 1966)

Intervient sur l'amendement n° 559 de M. Dominique Bussereau (rédactionnel) (p. 1966)
Soutient l'amendement n° 171 de la commission (de précision) (p. 1966) : adopté (p. 1966)
Intervient sur l'amendement n° 586 de M. Dominique Bussereau (emprise au sol des surfaces bâties) (p. 1966)
Intervient sur l'amendement n° 483 rectifié de M. Marc-Philippe Daubresse (emprise au sol des surfaces bâties) (p. 1966)
Intervient sur l'amendement n° 1190 de M. Jean-Michel Marchand (emprise au sol des surfaces bâties) (p. 1966)
Après l'article 20
Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Jean-Paul Bacquet (entrées de communes classées en zone de montagne) (p. 1967)
Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Michel Bouvard (entrées de communes classées en zone de montagne) (p. 1967)
Intervient sur l'amendement n° 889 de M. Michel Inchauspé (entrées de communes classées en zone de montagne) (p. 1967)
Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Jean-Paul Bacquet (entrées de communes classées en zone de montagne) (p. 1967)
Intervient sur l'amendement n° 429 de M. Michel Bouvard (entrées de communes classées en zone de montagne) (p. 1967)
Intervient sur l'amendement n° 890 de M. Michel Inchauspé (entrées de communes classées en zone de montagne) (p. 1967)
Intervient sur l'amendement n° 916 de M. François Brottes (entrées de communes classées en zone de montagne) (p. 1967)
Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Michel Bouvard (simplification des procédures relatives à l'implantation des petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1968)
Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Michel Inchauspé (simplification des procédures relatives à l'implantation des petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1968)
Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Jean-Paul Bacquet (simplification des procédures relatives à l'implantation des petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1968)
Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Michel Bouvard (simplification des procédures relatives à l'implantation des petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1968)
Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Jean-Paul Bacquet (montant financier minimal pour les projets de petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1968)
Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Michel Bouvard (montant financier minimal pour les projets de petites unités touristiques en zones de montagne) (p. 1968)
Intervient sur l'amendement n° 561 de M. Francis Delattre (procédures applicables pour l'implantation des résidences mobiles de loisirs) (p. 1969)
Intervient sur l'amendement n° 801 de M. Gilles Carrez (recevabilité des recours) (p. 1970)
Intervient sur l'amendement n° 910 de M. Yves Dauge (regroupement des moyens de requête) (p. 1970)
Intervient sur l'amendement n° 928 corrigé de M. Robert Poujade (regroupement des moyens de requête) (p. 1970)
Soutient l'amendement n° 1284 de la commission (procédure applicable aux biens vacants en vue d'une opération de renouvellement des quartiers) (p. 1970) : adopté (p. 1971)
Intervient sur l'amendement n° 172 rectifié de la commission (ajustement du périmètre des 500 mètres d'un bâtiment protégé) (p. 1971)
Intervient sur l'amendement n° 912 de M. Pierre Cohen (cas des communes se retirant d'une communauté de villes afin d'adhérer à une communauté d'agglomération) (p. 1971)
Article 21 (institution d'une participation des riverains au financement des voies nouvelles)
Soutient l'amendement n° 502 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 1972) : rejeté (p. 1972)
Intervient sur l'amendement n° 670 de M. André Santini (de suppression) (p. 1972)
Soutient l'amendement n° 188 de la commission (de précision) (p. 1972) : adopté (p. 1972)
Soutient l'amendement n° 189 de la commission (de précision) (p. 1972) : adopté (p. 1973)
Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Jean-Marie Morisset (participation financière dès l'installation du raccordement au réseau public) (p. 1973)
Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Léonce Deprez (de suppression partielle) (p. 1973)
Après l'article 21
Intervient sur l'amendement n° 975 de M. Jacques Brunhes (plafond de la redevance à l'occasion de la construction de bureaux en Ile-de-France) (p. 1973)
Intervient sur l'amendement n° 1314 de M. Gilles Carrez (compensation des exonérations de taxes foncières) (p. 1975)
Intervient sur l'amendement n° 974 de M. Jacques Brunhes (taxe annuelle sur les bureaux) (p. 1976)
Article 22 (modalités de suppression du plafond légal de densité)
Intervient sur l'amendement n° 543 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 1976)
Intervient sur l'amendement n° 1192 de M. Jean-Michel Marchand (assiette de la taxe locale d'équipement) (p. 1976)
Article 23 (modification des valeurs forfaitaires servant au calcul de la taxe locale d'équipement)
Intervient sur l'amendement n° 724 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 1977)
Intervient sur l'amendement n° 868 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 1977)
Intervient sur l'amendement n° 869 de M. Gilles Carrez (compensation financière de l'Etat dans le cadre de la dotation générale de fonctionnement) (p. 1978)
Article 24 (réforme de la taxe foncière sur les propriétés non bâties)
Intervient sur l'amendement n° 870 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 1979)
Après l'article 24
Intervient sur l'amendement n° 917 de M. Bruno Le Roux (création dans chaque région, d'un fonds unique

d'attribution et de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 1979)

Avant l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 756 de M. Alain Cacheux (conditions de mise en œuvre de la politique de la ville) (p. 1980)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Jean Tiberi (de suppression) (p. 2018)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Francis Delattre (de suppression) (p. 2018)

Intervient sur l'amendement n° 871 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 2018)

Intervient sur l'amendement n° 1349 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 2018)

Intervient sur l'amendement n° 1362 de M. Patrick Delnatte (de suppression) (p. 2018)

Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux

Intervient sur l'amendement n° 872 de M. Gilles Carrez (de suppression partielle) (p. 2022)

Intervient sur l'amendement n° 591 de M. Patrick Delnatte (de suppression partielle) (p. 2022)

Soutient l'amendement n° 190 rectifié de la commission (seuil des agglomérations concernées) (p. 2023, 2049) : adopté après modification (p. 2057)

Intervient sur le sous-amendement n° 1510 de M. Gilles Carrez (seuil des agglomérations concernées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2028)

Intervient sur le sous-amendement n° 1512 de M. Serge Poignant (seuil) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2028)

Intervient sur le sous-amendement n° 1472de M. Jean-Marie Morisset (de précision) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2029)

Intervient sur le sous-amendement n° 1520 de M. Etienne Pinte (proportion des logements locatifs sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2029)

Intervient sur le sous-amendement n° 1471 de M. Marc-Philippe Daubresse (seuil) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2029)

Intervient sur le sous-amendement n° 1495 de M. Serge Poignant (proportion des logements locatifs sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2029)

Intervient sur l'amendement n° 1511de M. Gilles Carrez (proportion des logements locatifs sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2029)

Intervient sur le sous-amendement n° 1533 de M. Daniel Vachez (seuil) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2030)

Intervient sur le sous-amendement n° 1513 de M. Robert Poujade (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2032)

Intervient sur le sous-amendement n° 1473 de M. Jean-Marie Morisset (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2032)

Intervient sur le sous-amendement n° 1507 de M. Gilles Carrez (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2032)

Intervient sur le sous-amendement n° 1496 de M. Serge Poignant (proportion des logements locatifs sociaux dans les communes visées) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2034)

Intervient sur le sous-amendement n° 1508 de M. Gilles Carrez (non application dans les communes où les recettes de la taxe professionnelle sont faibles) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2035)

Intervient sur le sous-amendement n° 1475 de M. Marc-Philippe Daubresse (logements à vocation sociale) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2036)

Intervient sur le sous-amendement n° 1474 de M. Jean-Marie Morisset (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2036)

Intervient sur le sous-amendement n° 1477 de M. Marc-Philippe Daubresse (logements à vocation sociale) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2036)

Intervient sur le sous-amendement n° 1478 de M. André Santini (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2037)

Intervient sur le sous-amendement n° 1479 de M. Marc-Philippe Daubresse (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2037)

Intervient sur le sous-amendement n° 1480 de M. Marc-Philippe Daubresse (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2038)

Intervient sur le sous-amendement n° 1481 de M. Bernard Bosson (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2038)

Intervient sur le sous-amendement n° 1482 de M. Bernard Bosson (fixation des seuils) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2038)

Intervient sur le sous-amendement n° 1493 de M. Jean Tiberi (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2039)

Intervient sur le sous-amendement n° 1517 de M. Bernard Accoyer (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2039)

Intervient sur le sous-amendement n° 1476 de M. Marc-Philippe Daubresse (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2039)

Intervient sur le sous-amendement n° 1492 de M. Michel Bouvard (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2039)

Intervient sur le sous-amendement n° 1515 de M. Christian Estrosi (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2039)

Intervient sur le sous-amendement n° 1503 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2040)

Intervient sur le sous-amendement n° 1504 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2040)
Intervient sur le sous-amendement n° 1530 de M. Étienne Pinte (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2041)
Intervient sur le sous-amendement n° 1483 de M. Marc-Philippe Daubresse (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2048)
Intervient sur le sous-amendement n° 1524 de M. Étienne Pinte (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2048)
Intervient sur le sous-amendement n° 1526 de M. Étienne Pinte (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2048)
Intervient sur le sous-amendement n° 1523 de M. Étienne Pinte (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2049)
Intervient sur le sous-amendement n° 1525 de M. Étienne Pinte (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2049)
Intervient sur le sous-amendement n° 1516 de M. Henry Chabert (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2050)
Intervient sur le sous-amendement n° 1522 de M. Étienne Pinte (prise en compte des centres d'hébergement d'urgence) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2050)
Intervient sur le sous-amendement n° 1544 du Gouvernement (prise en compte des foyers de jeunes travailleurs et de travailleurs migrants) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2050)
Intervient sur le sous-amendement n° 1484 de M. Marc-Philippe Daubresse (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2050)
Intervient sur le sous-amendement n° 1501 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2051)
Intervient sur le sous-amendement n° 1502 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2051)
Intervient sur le sous-amendement n° 1498 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2051)
Intervient sur le sous-amendement n° 1518 de M. Étienne Pinte (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2051)
Intervient sur le sous-amendement n° 1519 de M. Étienne Pinte (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2052)
Intervient sur le sous-amendement n° 1527 de M. Étienne Pinte (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2052)
Intervient sur le sous-amendement n° 1543 de M. Étienne Pinte (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2052)
Intervient sur le sous-amendement n° 1531 de M. Étienne Pinte (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2053)
Intervient sur le sous-amendement n° 1521 de M. Étienne Pinte (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2053)
Intervient sur le sous-amendement n° 1514 de M. Robert Poujade (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2053)
Intervient sur le sous-amendement n° 1534 de M. Pierre Lasbordes (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2053)
Intervient sur le sous-amendement n° 1505 de M. Pierre Lasbordes (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2054)
Intervient sur le sous-amendement n° 1500 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2054)
Intervient sur le sous-amendement n° 1497 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2055)
Intervient sur le sous-amendement n° 1499 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2056)
Intervient sur le sous-amendement n° 1506 de M. Pierre Lasbordes (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2057)

Après l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation

Intervient sur l'amendement n° 1127 du Gouvernement (procédure de comptage des logements sociaux) (p. 2057)

Article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation : institution d'un prélèvement visant à relancer la construction locative sociale

Intervient sur l'amendement n° 516 de M. Jean Proriol (prélèvement à partir du 1er janvier 2005) (p. 2058)
Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Marc-Philippe Daubresse (prélèvement à partir du 1er janvier 2005) (p. 2058)
Soutient l'amendement n° 191 de la commission (de précision) (p. 2058) : adopté (p. 2058)
Intervient sur l'amendement n° 817 de M. Nicolas Dupont-Aignan (dispense pour les communes appliquant une politique de rattrapage) (p. 2059)
Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Jean-Marie Morisset (date d'application fixée au 1er janvier 2005 pour les communes membres d'une communauté urbaine) (p. 2059)
Intervient sur l'amendement n° 775 de M. Gilles Carrez (montant de la contribution) (p. 2060)

Intervient sur l'amendement n° 782 de M. Gilles Carrez (montant de la contribution) (p. 2060)
Intervient sur l'amendement n° 776 de M. Gilles Carrez (réduction de la pénalité) (p. 2060)
Intervient sur l'amendement n° 777 de M. Gilles Carrez (réduction de la pénalité) (p. 2060)
Intervient sur l'amendement n° 778 de M. Gilles Carrez (réduction de la pénalité) (p. 2060)
Intervient sur l'amendement n° 720 de M. Serge Poignant (taux ramené à 10%) (p. 2061)
Intervient sur l'amendement n° 509 de M. Francis Delattre (prise en compte de la taille des logements sociaux) (p. 2061)
Intervient sur l'amendement n° 192 de la commission (conditions de dispense de versement) (p. 2064)
Intervient sur le sous-amendement n° 1538 de M. Étienne Pinte (de précision) à l'amendement n° 192 de la commission (p. 2064)
Intervient sur le sous-amendement n° 1537 de M. Étienne Pinte (de précision) à l'amendement n° 192 de la commission (p. 2064)
Intervient sur le sous-amendement n° 1539 de M. Étienne Pinte (de précision) à l'amendement n° 192 de la commission (p. 2064)
Intervient sur l'amendement n° 758 de M. Alain Cacheux (conditions de dispense de versement) (p. 2064)
Intervient sur l'amendement n° 931 de M. Robert Poujade (calcul du prélèvement pour les communes faisant partie d'un établissement public intercommunal) (p. 2065)
Intervient sur l'amendement n° 510 de M. Francis Delattre (prélèvement des communes proportionnel au potentiel fiscal) (p. 2066)
Intervient sur l'amendement n° 193 de la commission (prélèvement des communes à fort potentiel fiscal) (p. 2066)
Intervient sur le sous-amendement n° 1541 du Gouvernement (année à partir de laquelle démarrera l'actualisation) à l'amendement n° 193 de la commission (p. 2066)
Intervient sur le sous-amendement n° 1542 du Gouvernement (prise en compte de l'augmentation régulière des potentiels fiscaux) à l'amendement n° 193 de la commission (p. 2066)
Intervient sur l'amendement n° 690 de M. Jean-Marie Morisset (réduction du prélèvement pour les communes bénéficiant de la dotation de solidarité urbaine) (p. 2067)
Intervient sur l'amendement n° 691 de M. Jean-Marie Morisset (calcul au niveau de l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2068)
Intervient sur l'amendement n° 692 de M. Jean-Marie Morisset (prélèvement inférieur à 50 000 F non effectué) (p. 2068)
Soutient l'amendement n° 194 de la commission (prélèvement inférieur à 25 000 F non effectué) (p. 2068) : adopté (p. 2068)
Intervient sur l'amendement n° 693 de M. Jean-Marie Morisset (dérogations accordées par le préfet après avis du conseil départemental de l'habitat) (p. 2068)
Intervient sur l'amendement n° 944 de M. Daniel Marcovitch (mixité dans les grandes villes) (p. 2069)
Intervient sur l'amendement n° 772 de M. Marc-Philippe Daubresse (dépenses des communes pour acheter et viabiliser des terrains déduites du montant du prélèvement) (p. 2069)
Intervient sur l'amendement n° 694 de M. Jean-Marie Morisset (dépenses des communes pour acheter et viabiliser des terrains déduites du montant du prélèvement) (p. 2069)
Soutient l'amendement n° 195 de la commission (de précision) (p. 2070) : adopté (p. 2070)
Intervient sur le sous-amendement n° 1490 de M. Étienne Pinte (de précision) à l'amendement n° 195 de la commission (p. 2070)
Intervient sur l'amendement n° 781 de M. Gilles Carrez (conditions de restitution) (p. 2071)
Intervient sur l'amendement n° 785 de M. Gilles Carrez (exonération des communes où les organismes HLM refusent la construction de logements sociaux) (p. 2071)
Intervient sur l'amendement n° 932 de M. Robert Poujade (prise en compte des reports positifs ou négatifs des investissements supportés par les communes lors de la réalisation de logements sociaux) (p. 2071)
Intervient sur l'amendement n° 783 de M. Gilles Carrez (date de versement) (p. 2071)
Intervient sur l'amendement n° 695 de M. Jean-Marie Morisset (prélèvement calculé au niveau de l'établissement intercommunal) (p. 2072)
Intervient sur l'amendement n° 945 rectifié de M. Daniel Vachez (prélèvement versé à l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2072)
Intervient sur l'amendement n° 696 de M. Jean-Marie Morisset (prélèvement versé à l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2072)
Intervient sur l'amendement n° 1409 de M. Marc-Philippe Daubresse (prélèvement versé à l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2072)
Intervient sur l'amendement n° 200 rectifié de la commission (espaces bénéficiaires des fonds collectés au titre du prélèvement) (p. 2073)
Intervient sur le sous-amendement n° 1532 de Mme Janine Jambu (caractère non exclusif de l'affectation) à l'amendement n° 200 rectifié de la commission (p. 2074)
Intervient sur le sous-amendement n° 1536 de M. Étienne Pinte (versement à un compte foncier bloqué pendant 20 ans) à l'amendement n° 200 rectifié de la commission (p. 2074)

Article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation : programmation pluriannuelle de la construction de logements sociaux

Intervient sur l'amendement n° 1375 rectifié de M. Jean-Pierre Blazy (non application à certaines communes) (p. 2075)
Intervient sur l'amendement n° 721 de M. Serge Poignant (seuil de 10 % des résidences principales) (p. 2075)
Intervient sur l'amendement n° 697 de M. Jean-Marie Morisset (seuil de 15 % des résidences principales si la commune bénéficie de la dotation de solidarité urbaine) (p. 2075)
Intervient sur l'amendement n° 816 de M. Nicolas Dupont-Aignan (plafond de construction de logements sociaux fixé à 50 % des constructions annuelles) (p. 2076)

Intervient sur l'amendement n° 946 de M. Daniel Vachez (prise en compte des communautés de communes) (p. 2076)
Intervient sur l'amendement n° 698 de M. Jean-Marie Morisset (calcul par rapport au territoire de l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2076)
Intervient sur l'amendement n° 699 de M. Jean-Marie Morisset (seuil d'éligibilité des prélèvements) (p. 2076)
Intervient sur l'amendement n° 1102 deuxième rectification de Mme Janine Jambu (moyenne de 20 % sur le regroupement intercommunal) (p. 2076)
Soutient l'amendement n° 201 de la commission (accord des communes non soumises au prélèvement pour de nouvelles constructions sociales) (p. 2077) : adopté (p. 2077)
Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Georges Sarre (échéancier de construction) (p. 2077)
Soutient l'amendement n° 202 de la commission (contenu des programmes locaux de l'habitat) (p. 2078) : adopté après rectification (p. 2078)
Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Georges Colombier (information de l'administration départementale) (p. 2079)
Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Michel Bouvard (information de l'administration départementale) (p. 2079)
Intervient sur l'amendement n° 702 de M. Marc-Philippe Daubresse (information de l'administration départementale) (p. 2079)
Intervient sur l'amendement n° 963 de M. Christian Estrosi (information de l'administration départementale) (p. 2079)
Intervient sur l'amendement n° 415 de M. Éric Doligé (information de l'administration départementale) (p. 2079)
Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Jean Proriol (délai de mise en œuvre) (p. 2080)
Intervient sur l'amendement n° 700 de M. Jean-Marie Morisset (délai de mise en œuvre) (p. 2080)
Intervient sur l'amendement n° 701 de M. Jean-Marie Morisset (de cohérence) (p. 2081)
Intervient sur l'amendement n° 703 de M. Jean-Marie Morisset (de cohérence) (p. 2081)
Intervient sur l'amendement n° 786 de M. Gilles Carrez (de suppression partielle) (p. 2081)
Intervient sur l'amendement n° 512 de M. Jean Proriol (programme mené sur cinq ans) (p. 2082)
Intervient sur l'amendement n° 704 de M. Jean-Marie Morisset (de précision) (p. 2083)
Intervient sur l'amendement n° 893 de M. Marc-Philippe Daubresse (suspension du prélèvement pour les communes ayant atteint l'objectif) (p. 2083)
Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Pierre Micaux (consultation du conseil départemental de l'habitat) (p. 2083)
Soutient l'amendement n° 203 de la commission (mixité sociale dans les grandes agglomérations) (p. 2083) : adopté (p. 2084)

Article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation : sanction de la carence d'intervention

Intervient sur l'amendement n° 784 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 2094)
Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Georges Colombier (cohérence de la politique de l'habitat évaluée au niveau du département) (p. 2095)
Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Michel Bouvard (cohérence de la politique de l'habitat évaluée au niveau du département) (p. 2095)
Intervient sur l'amendement n° 707 de M. Marc-Philippe Daubresse (cohérence de la politique de l'habitat évaluée au niveau du département) (p. 2095)
Intervient sur l'amendement n° 964 de M. Christian Estrosi (cohérence de la politique de l'habitat évaluée au niveau du département) (p. 2095)
Intervient sur l'amendement n° 705 de M. Jean-Marie Morisset (carence de la commune ou de la communauté de communes) (p. 2095)
Intervient sur l'amendement n° 706 de M. Jean-Marie Morisset (suppression de l'alinéa relatif au doublement de la contribution) (p. 2095)
Intervient sur l'amendement n° 787 de M. Gilles Carrez (suppression de l'alinéa relatif au doublement de la contribution) (p. 2095)
Soutient l'amendement n° 1042 de M. Daniel Marcovitch (de cohérence) (p. 2095) : adopté (p. 2095)
Soutient l'amendement n° 1217 de la commission (suppression totale de l'agrément pour la construction de bureaux dans les communes n'ayant pas respecté l'obligation de construction de logements sociaux) (p. 2096) : adopté (p. 2096)

Article L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation : substitution du représentant de l'Etat en cas de carence

Intervient sur l'amendement n° 788 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 2096)
Intervient sur l'amendement n° 894 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression) (p. 2096)
Intervient sur l'amendement n° 708 de M. Jean-Marie Morisset (de cohérence) (p. 2097)
Intervient sur l'amendement n° 1104 de Mme Janine Jambu (obligation pour le préfet, en concertation avec le conseil départemental de l'habitat, de passer une convention avec un organisme pour la construction de logements sociaux) (p. 2097)
Intervient sur l'amendement n° 709 de M. Jean-Marie Morisset (objectif de réalisation de logements sociaux au niveau de la communauté de communes) (p. 2097)
Intervient sur l'amendement n° 811 de M. Gilles Carrez (suppression du dernier alinéa relatif au versement par la commune de la somme équivalente au montant que l'Etat aurait engagé pour la construction des logements sociaux) (p. 2098)
Intervient sur l'amendement n° 710 de M. Jean-Marie Morisset (objectif de réalisation de logements sociaux au niveau de la communauté de communes) (p. 2098)

Après l'article L. 302-10 du code de la construction et de l'habitation

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Jean Proriol (obligation pour les communes ayant déjà dépassé le seuil de 50 % de logements sociaux de diversifier leur offre de logements) (p. 2098)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 948 de M. Daniel Marcovitch (programme local de l'habitat dans les grandes agglomérations) (p. 2100)

Intervient sur l'amendement n° 1105 de Mme Janine Jambu (mixité de l'habitat dans les communes pauvres) (p. 2100)

Soutient l'amendement n° 204 de la commission (participation des EPCI aux conférences intercommunales du logement) (p. 2100) : adopté après modification (p. 2101)

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (participation des établissements publics de coopération intercommunale aux conférences intercommunales du logement) à l'amendement n° 204 de la commission (p. 2101)

Intervient sur l'amendement n° 1341 de Mme Janine Jambu (requalification du patrimoine des organismes de logements sociaux) (p. 2102)

Intervient sur l'amendement n° 1313 de M. Gilles Carrez (prise en charge par l'Etat de la totalité de la subvention foncière dans les communes pauvres) (p. 2104)

Article 26 (rôle des communes et des établissements publics de coopération intercommunale en matière de construction de logements locatifs sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 802 de M. Gilles Carrez (de suppression partielle) (p. 2105)

Soutient l'amendement n° 205 de la commission (adaptation de la loi sur l'intercommunalité) (p. 2105) : adopté après rectification (p. 2106)

Intervient sur l'amendement n° 1198 de M. Alain Cacheux (adaptation de la loi sur l'intercommunalité) (p. 2105)

Intervient sur l'amendement n° 803 de M. Gilles Carrez (mixité sociale) (p. 2106)

Soutient l'amendement n° 206 de la commission (de cohérence) (p. 2106) : adopté (p. 2106)

Intervient sur l'amendement n° 1199 de M. Alain Cacheux (de cohérence) (p. 2106)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 1200 de M. Alain Cacheux (élargissement de la liste des collectivités locales consentant des prêts aux organismes HLM) (p. 2106)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Georges Colombier (consultation du conseil général) (p. 2107)

Intervient sur l'amendement n° 966 de M. Christian Estrosi (consultation du conseil général) (p. 2107)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Éric Doligé (consultation du conseil général) (p. 2107)

Intervient sur l'amendement n° 965 de M. Christian Estrosi (consultation du conseil général) (p. 2107)

Intervient sur l'amendement n° 1129 du Gouvernement (mise à disposition de locaux aux associations) (p. 2107)

Intervient sur l'amendement n° 1128 du Gouvernement (allègement fiscal des petites entreprises installées dans les quartiers sensibles) (p. 2108)

Intervient sur l'amendement n° 1545 de M. Michel Bouvard (aides de l'Etat pour la construction de logements sociaux dans les zones de montagne) (p. 2108)

Article 27 (modifications diverses du code de l'urbanisme)

Intervient sur l'amendement n° 790 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 2109)

Intervient sur l'amendement n° 949 de M. Daniel Marcovitch (de précision) (p. 2109)

Intervient sur l'amendement n° 804 de M. Gilles Carrez (suppression de la disposition restrictive pour la construction de bureaux en Ile-de-France) (p. 2109)

Intervient sur l'amendement n° 672 de M. André Santini (simplifications administratives pour les communes d'Ile-de-France respectant le taux de 20 %) (p. 2110)

Intervient sur l'amendement n° 902 rectifié de M. Daniel Marcovitch (abrogation de plein droit pour les communes situées au dessus du seuil de 20 % et connaissant un taux de chômage supérieur à 10 %) (p. 2110)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 950 de M. Daniel Marcovitch (rôle des associations de locataires affiliées à une organisation siégeant à la commission nationale de concertation) (p. 2110)

Article 28 (délai de rétractation et interdiction d'un dépôt d'argent par les acquéreurs d'un bien immobilier d'habitation)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 2111)

Soutient l'amendement n° 208 rectifié de la commission (délai de rétractation de 7 jours) (p. 2111) : adopté (p. 2111)

Soutient l'amendement n° 209 de la commission (point de départ du délai de rétractation) (p. 2111) : adopté (p. 2111)

Soutient l'amendement n° 210 de la commission (dépôt de garantie) (p. 2111) : rejeté (p. 2111)

Soutient l'amendement n° 211 corrigé de la commission (information de l'acquéreur quant à la superficie du terrain) (p. 2112) : adopté (p. 2112)

Intervient sur l'amendement n° 1048 de M. Jean-Louis Dumont (audit technique en cas de mise en copropriété d'immeubles construits depuis quinze ans) (p. 2112)

Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Marc-Philippe Daubresse (audit technique en cas de mise en copropriété d'immeubles construits depuis quinze ans) (p. 2112)

Soutient l'amendement n° 212 de la commission (rédactionnel) (p. 2112) : adopté (p. 2112)

Intervient sur l'amendement n° 647 de M. Marc-Philippe Daubresse (de précision) (p. 2113)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 1057 rectifié de M. Yves Dauge (réservation de lots en la forme d'une promesse de vente) (p. 2113)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Léonce Deprez (dérogations, par le préfet, à l'interdiction de changement d'affectation de locaux à usage d'habitation) (p. 2113)

Intervient sur l'amendement n° 726 de M. Marc-Philippe Daubresse (gestion d'un immeuble en copropriété par un syndicat coopératif prévu dans le règlement de copropriété) (p. 2114)

Article 29 (article L. 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation : interdiction de créer des logements de surface réduite ou insuffisamment équipés)

Intervient sur l'amendement n° 213 rectifié de la commission (offre de logements décents en cas de division d'immeubles) (p. 2115)

Intervient sur l'amendement n° 1221 de M. Jean-Michel Marchand (offre de logements décents en cas de division d'immeubles) (p. 2115)
Intervient sur l'amendement n° 1058 de M. Daniel Marcovitch (restrictions à la division d'immeubles anciens) (p. 2115)
Intervient sur l'amendement n° 1059 de M. Daniel Marcovitch (restrictions à la division d'immeubles anciens) (p. 2116)
Article 30 (plan comptable des copropriétés)
Intervient sur l'amendement n° 673 de M. André Santini (protection contre les copropriétaires récalcitrants) (p. 2117)
Intervient sur l'amendement n° 652 de M. Jean-Marie Morisset (protection contre les copropriétaires récalcitrants) (p. 2117)
Intervient sur l'amendement n° 1429 de M. Jean-Louis Dumont (protection contre les copropriétaires récalcitrants) (p. 2117)
Intervient sur l'amendement n° 649 de M. Marc-Philippe Daubresse (présentation des comptes de la copropriété à l'assemblée générale des copropriétaires dans les quatre mois d'arrêté des comptes de l'exercice) (p. 2117)
Intervient sur l'amendement n° 1046 de M. Jean-Louis Dumont (présentation des comptes de la copropriété à l'assemblée générale des copropriétaires dans les quatre mois d'arrêté des comptes de l'exercice) (p. 2117)
Intervient sur l'amendement n° 805 de M. Gilles Carrez (avance permanente de trésorerie) (p. 2117)
Intervient sur l'amendement n° 806 de M. Gilles Carrez (échéancier de financement des dépenses exceptionnelles) (p. 2118)
Intervient sur l'amendement n° 650 de M. Marc-Philippe Daubresse (contenu des comptes) (p. 2118)
Intervient sur l'amendement n° 1047 de M. Jean-Louis Dumont (contenu des comptes) (p. 2118)
Soutient l'amendement n° 214 de la commission (de précision) (p. 2118) : adopté (p. 2118)
Soutient l'amendement n° 215 de la commission (rédactionnel) (p. 2118) : adopté (p. 2118)
Intervient sur l'amendement n° 1062 de M. Daniel Marcovitch (transparence des comptes de copropriété) (p. 2118)
Intervient sur l'amendement n° 1369 corrigé de M. Jean-Louis Dumont (provision pour travaux futurs) (p. 2119)
Intervient sur l'amendement n° 1107 de Mme Janine Jambu (provision pour travaux futurs) (p. 2119)
Intervient sur l'amendement n° 1106 de Mme Janine Jambu (provision pour travaux futurs) (p. 2120)
Intervient sur l'amendement n° 1222 de M. Jean-Michel Marchand (obligation d'ouvrir un compte séparé par copropriété) (p. 2120)
Intervient sur le sous-amendement n° 1466 de la commission (de précision) à l'amendement n° 1222 de M. Jean-Michel Marchand (p. 2120)
Après l'article 30
Intervient sur l'amendement n° 1225 de M. Jean-Michel Marchand (carnet d'entretien de l'immeuble rempli sous la responsabilité du syndic) (p. 2120)
Soutient l'amendement n° 216 de la commission (carnet d'entretien de l'immeuble rempli sous la responsabilité du syndic) (p. 2120) : adopté (p. 2121)
Intervient sur l'amendement n° 1223 de M. Jean-Michel Marchand (augmentation des privilèges de créance des copropriétés) (p. 2121)
Article 31 (fonctionnement des copropriétés)
Soutient l'amendement n° 217 de la commission (délai au terme duquel les provisions non échues deviennent exigibles) (p. 2122) : adopté (p. 2122)
Intervient sur l'amendement n° 1368 de M. Daniel Marcovitch (recouvrement direct des charges locatives) (p. 2122)
Soutient l'amendement n° 218 de la commission (amélioration du système de recouvrement des dettes en cas de vente d'un lot) (p. 2122) : adopté (p. 2123)
Intervient sur l'amendement n° 1226 de M. Jean-Michel Marchand (amélioration du système de recouvrement des dettes en cas de vente d'un lot) (p. 2122)
Soutient l'amendement n° 1224 de M. Jean-Michel Marchand (interdiction faite au syndic ou à son conjoint d'être membre du conseil syndical) (p. 2123) : retiré (p. 2123)
Intervient sur l'amendement n° 1228 de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement du nombre de voix des gros copropriétaires) (p. 2123)
Intervient sur l'amendement n° 1227 de M. Jean-Michel Marchand (plafonnement du nombre de voix des gros copropriétaires) (p. 2124)
Soutient l'amendement n° 219 rectifié de la commission (majorité requise pour faire face à des travaux urgents) (p. 2124) : adopté (p. 2124)
Soutient l'amendement n° 220 de la commission (installation de compteurs d'eau froide divisionnaires) (p. 2124) : adopté (p. 2124)
Intervient sur l'amendement n° 1056 de M. Daniel Marcovitch (description détaillée de la situation de copropriété lors de toute requête) (p. 2124)
Intervient sur l'amendement n° 1229 de M. Jean-Michel Marchand (audit préalable avant tout classement judiciaire d'un immeuble) (p. 2125)
Intervient sur l'amendement n° 1233 de M. Jean-Michel Marchand (création d'une commission de conciliation) (p. 2125)
Intervient sur l'amendement n° 1230 de M. Jean-Michel Marchand (possibilité d'abandon de créance pour les copropriétés en difficulté) (p. 2125)
Intervient sur l'amendement n° 1231 de M. Jean-Michel Marchand (création d'un fonds de garantie pour le redressement des copropriétés en difficulté) (p. 2125)
Intervient sur l'amendement n° 1232 de M. Jean-Michel Marchand (création d'un fonds de garantie pour le redressement des copropriétés en difficulté) (p. 2126)
Soutient l'amendement n° 221 de la commission (de précision) (p. 2126) : adopté (p. 2126)
Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Christophe Caresche (constitution d'un conseil syndical dans les syndicats coopératifs) (p. 2127)
Soutient le sous-amendement n° 1467 de la commission (constitution obligatoire d'un conseil syndical dans les syndicats coopératifs) à l'amendement n° 1045 de M. Christophe Caresche (p. 2127) : adopté (p. 2127)
Intervient sur l'amendement n° 651 deuxième rectification de M. Marc-Philippe Daubresse (constitution d'un conseil syndical dans les syndicats coopératifs) (p. 2127)

Intervient sur l'amendement n° 1278 de M. Jean-Louis Dumont (constitution d'un conseil syndical dans les syndicats coopératifs) (p. 2127)
Intervient sur l'amendement n° 1277 de M. Jean-Louis Dumont (constitution d'un conseil syndical dans les syndicats coopératifs) (p. 2127)
Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Marc-Philippe Daubresse (constitution d'un conseil syndical dans les syndicats coopératifs) (p. 2127)
Intervient sur l'amendement n° 1063 de M. Christophe Caresche (unions de syndicats de copropriétaires) (p. 2128)
Intervient sur l'amendement n° 1279 de M. Jean-Louis Dumont (unions de syndicats de copropriétaires) (p. 2128)
Intervient sur l'amendement n° 1044 de M. Christophe Caresche (harmonisation des règlements de copropriété) (p. 2128)
Après l'article 31
Intervient sur l'amendement n° 1431 de M. Jean-Louis Dumont (assouplissement du régime de surendettement) (p. 2129)
Article 32 (intervention des organismes d'HLM en faveur des copropriétés en difficulté)
Soutient l'amendement n° 224 de la commission (rédactionnel) (p. 2129) : adopté (p. 2129)
Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Jean-Marie Morisset (acquisition de lots pour les louer pour une période au moins égale à la période d'amortissement) (p. 2129)
Soutient l'amendement n° 223 de la commission (rédactionnel) (p. 2130) : adopté (p. 2130)
Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. Daniel Marcovitch (plan de sauvegarde à l'initiative du préfet) (p. 2130)
Article 33 (article 6 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement : extension du domaine d'application du fonds de solidarité logement)
Soutient l'amendement n° 225 de la commission (rédactionnel) (p. 2130) : adopté (p. 2130)
Après l'article 34
Soutient l'amendement n° 45 de M. Michel Bouvard (remboursement des frais pour le syndic à l'occasion de la vente d'un lot) (p. 2134) : rejeté (p. 2134)
Article 35 (adaptation et mesures transitoires)
Soutient l'amendement n° 227 de la commission (intégration de l'objectif de renouvellement urbain dans la loi d'orientation des transports intérieurs) (p. 2143) : adopté (p. 2143)
Soutient l'amendement n° 228 de la commission (communes devenues partie prenante d'un contrat d'objectifs) (p. 2143) : adopté (p. 2143)
Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (prise en compte de la spécificité du plan de déplacement urbain de l'Ile-de-France) (p. 2143)
Après l'article 35
Intervient sur l'amendement n° 1289 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (stationnement des personnes handicapées) (p. 2143)
Article 36 (renforcement du contenu des plans de déplacements urbains)
Intervient sur l'amendement n° 933 de M. Robert Poujade (suppression de l'alinéa ôtant aux maires leur pouvoir en matière de stationnement) (p. 2144)
Intervient sur l'amendement n° 1235 de M. Jean-Michel Marchand (suppression de l'alinéa ôtant aux maires leur pouvoir en matière de stationnement) (p. 2144)
Intervient sur l'amendement n° 658 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) (p. 2144)
Soutient l'amendement n° 229 de la commission (de précision) (p. 2144) : adopté après modification (p. 2145)
Soutient l'amendement n° 230 de la commission (de précision) (p. 2145) : adopté (p. 2145)
Intervient sur l'amendement n° 1448 de M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) (p. 2145)
Soutient l'amendement n° 231 de la commission (stationnement des personnes handicapées) (p. 2145) : adopté après modification (p. 2145)
Intervient sur le sous-amendement n° 1432 de M. Jean-Jacques Filleul (de précision) à l'amendement n° 231 de la commission (p. 2145)
Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Francis Delattre (stationnement des voitures de livraisons) (p. 2146)
Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Marc-Philippe Daubresse (stationnement des voitures de livraisons) (p. 2146)
Intervient sur l'amendement n° 1236 de M. Jean-Michel Marchand (stationnement des voitures de livraisons) (p. 2146)
Intervient sur l'amendement n° 1344 de M. Jean-Jacques Filleul (stationnement des voitures de livraisons) (p. 2146)
Soutient l'amendement n° 233 de la commission (stationnement des résidents) (p. 2146) : adopté (p. 2146)
Intervient sur l'amendement n° 1290 de M. Jean-Jacques Filleul (véhicules peu polluants privilégiés) (p. 2146)
Soutient l'amendement n° 234 de la commission (livraisons en centres-villes) (p. 2147) : adopté (p. 2147)
Soutient l'amendement n° 235 de la commission (établissement d'un plan de mobilité par les entreprises) (p. 2147) : adopté (p. 2147)
Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Marc-Philippe Daubresse (prises de recharge des véhicules électriques) (p. 2147)
Soutient l'amendement n° 236 de la commission (mise en place de tickets de transport uniques) (p. 2147) : adopté (p. 2147)
Après l'article 36
Soutient l'amendement n° 237 de la commission (autorisation de construction des centres commerciaux) (p. 2148) : adopté (p. 2148)
Article 37 (articles 28-1-1 et 28-1-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : stationnements public et privé)
Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression) (p. 2148)
Intervient sur l'amendement n° 936 de M. Robert Poujade (de cohérence) (p. 2148)
Soutient l'amendement n° 238 de la commission (rédactionnel) (p. 2148) : adopté (p. 2148)

Intervient sur l'amendement n° 1239 de M. Jean-Michel Marchand (compétences en matière de stationnement payant) (p. 2149)
Intervient sur l'amendement n° 1240 de M. Jean-Michel Marchand (normes pour la réalisation des aires de stationnement) (p. 2149)
Intervient sur l'amendement n° 937 de M. Robert Poujade (rédactionnel) (p. 2149)
Intervient sur l'amendement n° 522 de M. Francis Delattre mise en place d'aires de circulation) (p. 2149)
Intervient sur l'amendement n° 1237 de M. Jean-Michel Marchand (normes pour la réalisation des aires de stationnement) (p. 2149)
Soutient l'amendement n° 239 de la commission (de précision) (p. 2150) : adopté (p. 2150)
Intervient sur l'amendement n° 1241 de M. Jean-Michel Marchand (obligations minimales pour les véhicules non motorisés) (p. 2150)
Intervient sur l'amendement n° 1238 de M. Jean-Michel Marchand (stationnement des véhicules de livraison) (p. 2151)
Intervient sur l'amendement n° 661 de M. Marc-Philippe Daubresse (stationnement des véhicules de livraison) (p. 2151)
Après l'article 37
Intervient sur l'amendement n° 521 de M. Francis Delattre (soumission du projet à enquête publique) (p. 2152)
Intervient sur l'amendement n° 1449 de M. Jean-Michel Marchand (soumission du projet à enquête publique) (p. 2152)
Soutient l'amendement n° 240 rectifié de la commission (soumission du projet à enquête publique) (p. 2152) : adopté (p. 2152)
Soutient l'amendement n° 241 de la commission (de précision) (p. 2152) : adopté (p. 2152)
Article 38 (article 28-2-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : élaboration du schéma de cohérence territoriale et du plan de déplacements urbains par un même établissement public)
Intervient sur l'amendement n° 523 de M. Francis Delattre (introduction de garanties) (p. 2152)
Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Michel Bouvard (participation des autorités chargées des transports périurbains) (p. 2153)
Intervient sur l'amendement n° 879 de M. Éric Doligé (participation des autorités chargées des transports périurbains) (p. 2153)
Intervient sur l'amendement n° 967 de M. Christian Estrosi (participation des autorités chargées des transports périurbains) (p. 2153)
Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Georges Colombier (participation des autorités chargées des transports interurbains) (p. 2153)
Intervient sur l'amendement n° 418 de M. Éric Doligé (participation des autorités chargées des transports interurbains) (p. 2153)
Intervient sur l'amendement n° 662 de M. Marc-Philippe Daubresse (participation des autorités chargées des transports interurbains) (p. 2153)
Intervient sur l'amendement n° 242 rectifié de la commission (collectivités et transporteurs associés à l'élaboration des plans locaux de déplacement en Ile-de-France) (p. 2154)
Intervient sur le sous-amendement n° 1433 de M. Jean-Jacques Filleul (de précision) à l'amendement n° 242 rectifié de la commission (p. 2154)
Intervient sur l'amendement n° 663 de M. Marc-Philippe Daubresse (collectivités et transporteurs associés à l'élaboration des plans locaux de déplacement en Ile-de-France) (p. 2155)
Intervient sur l'amendement n° 1242 de M. Jean-Michel Marchand (collectivités et transporteurs associés à l'élaboration des plans locaux de déplacement en Ile-de-France) (p. 2155)
Après l'article 38
Soutient l'amendement n° 243 de la commission (de coordination) (p. 2156) : adopté (p. 2156)
Après l'article 39
Intervient sur l'amendement n° 1345 de M. Jean-Jacques Filleul (collectivités et transporteurs associés à l'élaboration des plans locaux de déplacement en Ile-de-France) (p. 2156)
Intervient sur l'amendement n° 244 de la commission (instauration d'autorités organisatrices de second rang) (p. 2156)
Après l'article 40
Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Marc-Philippe Daubresse (circulation et stationnement des transports publics de voyageurs) (p. 2157)
Intervient sur l'amendement n° 1451 de M. Jean-Michel Marchand (circulation et stationnement des transports publics de voyageurs) (p. 2157)
Intervient sur l'amendement n° 526 de M. Francis Delattre (circulation et stationnement des transports publics de voyageurs) (p. 2157)
Soutient l'amendement n° 246 de la commission (circulation et stationnement des transports publics de voyageurs) (p. 2157) : adopté (p. 2157)
Intervient sur l'amendement n° 582 du Gouvernement (compétences en matière de stationnement payant sur la voie publique) (p. 2158)
Soutient l'amendement n° 245 de la commission (prise en charge par les employeurs de l'équivalent de la carte orange en province) (p. 2158) : adopté (p. 2159)
Intervient sur l'amendement n° 525 de M. Francis Delattre (prise en charge par les employeurs de l'équivalent de la carte orange en province) (p. 2158)
Intervient sur l'amendement n° 601 de M. Marc-Philippe Daubresse (prise en charge par les employeurs de l'équivalent de la carte orange en province) (p. 2158)
Intervient sur l'amendement n° 1244 de M. Jean-Michel Marchand (prise en charge par les employeurs de l'équivalent de la carte orange en province) (p. 2158)
Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Georges Colombier (association des départements) (p. 2159)
Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Michel Bouvard (association des départements) (p. 2159)
Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Éric Doligé (association des départements) (p. 2159)
Intervient sur l'amendement n° 969 de M. Christian Estrosi (association des départements) (p. 2159)
Soutient l'amendement n° 247 rectifié de la commission (association des départements à l'élaboration des plans de déplacement urbains) (p. 2160) : adopté (p. 2160)

Article 41 (article 30-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : création d'un syndicat mixte pour favoriser la desserte périurbaine)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Michel Bouvard (coopération entre autorités organisatrices) (p. 2161)

Intervient sur l'amendement n° 603 de M. Marc-Philippe Daubresse (coopération entre autorités organisatrices) (p. 2161)

Intervient sur l'amendement n° 1549 du Gouvernement (coopération entre autorités organisatrices) (p. 2161)

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. Francis Delattre (délégation à des organisateurs secondaires) (p. 2162)

Intervient sur l'amendement n° 882 de M. Éric Doligé (délégation à des organisateurs secondaires) (p. 2162)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Michel Bouvard (délégation à des organisateurs secondaires) (p. 2162)

Intervient sur l'amendement n° 971 de M. Christian Estrosi (délégation à des organisateurs secondaires) (p. 2162)

Après l'article 41

Soutient l'amendement n° 249 de la commission (exonération d'une fraction de la TIPP) (p. 2163) : retiré (p. 2164)

Intervient sur le sous-amendement n° 1093 de M. Gilbert Biessy (compensation par le relèvement de l'impôt sur les sociétés) à l'amendement n° 249 de la commission (p. 2163)

Article 42 (article L. 5722-7 du code général des collectivités territoriales : versement transport additionnel)

Intervient sur l'amendement n° 607 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression) (p. 2165)

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Marc-Philippe Daubresse (organisation par le syndicat mixte) (p. 2166)

Intervient sur l'amendement n° 1548 du Gouvernement (organisation et financement par le syndicat mixte) (p. 2166)

Intervient sur l'amendement n° 1246 de M. Jean-Michel Marchand (organisation et financement par le syndicat mixte) (p. 2166)

Intervient sur l'amendement n° 1248 de M. Jean-Michel Marchand (organisation et système de péage mis en place par le syndicat mixte) (p. 2166)

Article 43 (article 27-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : information sur les coûts des déplacements)

Soutient l'amendement n° 250 rectifié de la commission (de précision) (p. 2166) : adopté (p. 2166)

Article 45 (article 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 : entrée de la région Ile-de-France dans le Syndicat des transports parisiens)

Soutient l'amendement n° 251 de la commission (rédactionnel) (p. 2168) : adopté (p. 2168)

Soutient l'amendement n° 252 de la commission (rédactionnel) (p. 2168) : adopté (p. 2168)

Intervient sur l'amendement n° 530 de M. Francis Delattre (représentation du conseil régional) (p. 2169)

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Jean Proriol (présidence assurée par le président de la région) (p. 2169)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Francis Delattre (présidence assurée par le président de la région) (p. 2169)

Article 46 (article 1er bis de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 : ressources du Syndicat des transports parisiens)

Intervient sur l'amendement n° 4 deuxième correction du Gouvernement (de précision) (p. 2170)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 533 de M. Francis Delattre (service minimum en cas de grève en Ile-de-France) (p. 2171)

Article 47 (article 2 bis de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 : consultation des partenaires du transport public en Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 253 de la commission (rédactionnel) (p. 2171) : adopté (p. 2171)

Intervient sur l'amendement n° 628 de M. Marc-Philippe Daubresse (consultation du comité des partenaires du transport public) (p. 2171)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Dominique Bussereau (consultation du comité des partenaires du transport public) (p. 2171)

Soutient l'amendement n° 254 de la commission (élargissement des compétences du comité des partenaires du transport public) (p. 2171) : adopté (p. 2171)

Intervient sur le sous-amendement n° 1094 rectifié de M. Gilbert Biessy (de précision) à l'amendement n° 254 de la commission (p. 2172)

Intervient sur le sous-amendement n° 1462 de M. Jean Proriol (de précision) à l'amendement n° 254 de la commission (p. 2172)

Soutient l'amendement n° 255 de la commission (élargissement des compétences du comité des partenaires du transport public) (p. 2171) : adopté (p. 2172)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. Dominique Bussereau (entreprises représentées au sein du comité) (p. 2172)

Intervient sur l'amendement n° 629 de M. Marc-Philippe Daubresse (entreprises représentées au sein du comité) (p. 2172)

Soutient l'amendement n° 256 de la commission (rédactionnel) (p. 2172) : adopté (p. 2172)

Soutient l'amendement n° 257 de la commission (rédactionnel) (p. 2172) : adopté (p. 2172)

Intervient sur l'amendement n° 1122 deuxième rectification de M. Gilbert Biessy (représentation du comité des partenaires au conseil d'administration du syndicat des transports d'Ile-de-France) (p. 2173)

Article 49 (article 1ter de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 : compensation par l'Etat des charges transférées à la région d'Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 258 de la commission (rédactionnel) (p. 2174) : adopté (p. 2174)

Soutient l'amendement n° 259 de la commission (de précision) (p. 2174) : adopté (p. 2174)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Francis Delattre (charges liées à la mise en place des 35 heures exclues du champ de la compensation) (p. 2174)

Soutient l'amendement n° 260 de la commission (de précision) (p. 2174) : adopté (p. 2174)

Soutient l'amendement n° 261 de la commission (rédactionnel) (p. 2174) : adopté (p. 2174)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 630 de M. Marc-Philippe Daubresse (application à la région Ile-de-France) (p. 2175)

Intervient sur l'amendement n° 1258 de M. Jean-Michel Marchand (application à la région Ile-de-France) (p. 2175)

Article 51 (transfert des compétences ferroviaires aux régions)

Intervient sur l'amendement n° 1291 de M. Jean-Jacques Filleul (conformités des pratiques régionales) (p. 2178)

Soutient l'amendement n° 262 de la commission (dispositif de régionalisation du transport ferroviaire intégré dans le code général des collectivités territoriales et la LOTI) (p. 2179) : adopté (p. 2179)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Jean Proriol (maintien d'une base nationale de tarification) (p. 2179)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Jean Proriol (instance de concertation tarifaire) (p. 2179)

Intervient sur l'amendement n° 884 de M. Michel Hunault (accessibilité aux gares des handicapés) (p. 2179)

Soutient l'amendement n° 263 de la commission (Etat garant de l'unicité du système ferroviaire) (p. 2180) : adopté (p. 2181)

Intervient sur le sous-amendement n° 1464 de M. Francis Delattre (transparence comptable) à l'amendement n° 263 de la commission (p. 2180)

Soutient l'amendement n° 264 de la commission (de précision) (p. 2181) : adopté (p. 2181)

Après l'article 51

Soutient l'amendement n° 265 rectifié de la commission (versement de transport perçu par les petites villes) (p. 2181) : rejeté (p. 2181)

Article 52 (compensation financière de la part de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 266 de la commission (article inséré dans le code général des collectivités locales) (p. 2182) : adopté (p. 2182)

Intervient sur l'amendement n° 938 de M. Michel Bouvard (indexation) (p. 2182)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Jean Proriol (calcul de la compensation) (p. 2183)

Intervient sur l'amendement n° 632 de M. Marc-Philippe Daubresse (calcul de la compensation) (p. 2183)

Intervient sur l'amendement n° 538 de M. Francis Delattre (calcul de la compensation) (p. 2183)

Intervient sur l'amendement n° 445 de M. Michel Bouvard (calcul de la compensation) (p. 2183)

Intervient sur l'amendement n° 446 de M. Michel Bouvard (avis de la région) (p. 2184)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Jean Proriol (calcul de la compensation) (p. 2185)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Michel Bouvard (calcul de la compensation) (p. 2185)

Intervient sur l'amendement n° 639 de M. Marc-Philippe Daubresse (calcul de la compensation) (p. 2185)

Intervient sur l'amendement n° 1321 de M. Alain Le Vern (calcul de la compensation) (p. 2185)

Intervient sur l'amendement n° 637 de M. Marc-Philippe Daubresse (calcul de la compensation) (p. 2186)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Jean Proriol (calcul de la compensation) (p. 2186)

Intervient sur l'amendement n° 939 de M. Michel Bouvard (calcul de la compensation) (p. 2186)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Jean Proriol (calcul de la compensation) (p. 2186)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Jean Proriol (avis de la région) (p. 2186)

Intervient sur l'amendement n° 638 de M. Marc-Philippe Daubresse (avis de la région) (p. 2187)

Soutient l'amendement n° 268 de la commission (révision de la compensation) (p. 2187) : adopté (p. 2187)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 1292 de M. Jean-Jacques Filleul (SNCF garante de la cohérence de l'organisation du transport ferroviaire) (p. 2187)

Article 53 (convention SNCF-région)

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Michel Bouvard (procédure adaptée en cas de litige entre la SNCF et la région) (p. 2188)

Intervient sur l'amendement n° 711 de M. Marc-Philippe Daubresse (procédure adaptée en cas de litige entre la SNCF et la région) (p. 2188)

Soutient l'amendement n° 270 de la commission (procédure adaptée en cas de litige entre la SNCF et la région) (p. 2188) : adopté (p. 2188)

Intervient sur l'amendement n° 1454 de M. Christian Estrosi (procédure adaptée en cas de litige entre la SNCF et la région) (p. 2188)

Après l'article 53

Soutient l'amendement n° 271 de la commission (procédure d'inscription d'office insérée dans le code général des collectivités locales) (p. 2189) : adopté (p. 2189)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Jean Proriol (information des régions par l'Etat et Réseau ferré de France) (p. 2189)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Michel Bouvard (information des régions par l'Etat et Réseau ferré de France) (p. 2189)

Intervient sur l'amendement n° 642 de M. Marc-Philippe Daubresse (information des régions par l'Etat et Réseau ferré de France) (p. 2189)

Intervient sur l'amendement n° 1346 de M. Alain Le Vern (information des régions par l'Etat et Réseau ferré de France) (p. 2189)

Intervient sur l'amendement n° 403 de M. Jean Proriol (information des régions par Réseau ferré de France) (p. 2190)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Michel Bouvard (information des régions par Réseau ferré de France) (p. 2190)

Intervient sur l'amendement n° 644 de M. Marc-Philippe Daubresse (information des régions par Réseau ferré de France) (p. 2190)

Intervient sur l'amendement n° 1347 de M. Alain Le Vern (information des régions par Réseau ferré de France) (p. 2190)

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Jean Proriol (information égale et complète de tous les partenaires) (p. 2191)
Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Michel Bouvard (information égale et complète de tous les partenaires) (p. 2191)
Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Francis Delattre (information égale et complète de tous les partenaires) (p. 2191)
Article 54 (conventions entre régions)
Soutient l'amendement n° 272 de la commission (dispositions insérées dans la LOTI) (p. 2191) : adopté (p. 2192)
Soutient l'amendement n° 273 de la commission (de précision) (p. 2192) : adopté (p. 2192)
Soutient l'amendement n° 274 rectifié de la commission (partage des compétences entre l'Etat et les régions) (p. 2192) : adopté (p. 2192)
Intervient sur l'amendement n° 1364 de M. Michel Bouvard (autorité organisatrice transfrontières) (p. 2192)
Article 55 (convention entre autorités organisatrices de transport)
Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Jean Proriol (de suppression) (p. 2193)
Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 2193)
Soutient l'amendement n° 275 de la commission (dispositions insérées dans la LOTI) (p. 2193) : adopté (p. 2193)
Soutient l'amendement n° 276 de la commission (mention des départements) (p. 2193) : adopté (p. 2193)
Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Éric Doligé (prise en compte des transports interurbains) (p. 2193)
Intervient sur l'amendement n° 546 de M. Jean Proriol (prise en compte des transports interurbains) (p. 2193)
Intervient sur l'amendement n° 712 de M. Marc-Philippe Daubresse (prise en compte des transports interurbains) (p. 2193)
Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Michel Bouvard (prise en compte des transports interurbains) (p. 2193)
Intervient sur l'amendement n° 973 de M. Christian Estrosi (prise en compte des transports interurbains) (p. 2193)
Article 56 (rapport au Parlement)
Soutient l'amendement n° 277 de la commission (de suppression) (p. 2194) : adopté (p. 2194)
Article 57 (coordination)
Soutient l'amendement n° 278 de la commission (dispositions insérées dans le code général des collectivités locales) (p. 2194) : adopté (p. 2194)
Article 58 (article 22 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : consultation des collectivités territoriales sur l'évolution des services ferroviaires non transférés)
Soutient l'amendement n° 279 de la commission (rédactionnel) (p. 2194) : adopté (p. 2195)
Intervient sur l'amendement n° 1123 deuxième rectification de M. Gilbert Biessy (création de comités de lignes) (p. 2195)
Soutient l'amendement n° 280 de la commission (de précision) (p. 2195) : adopté (p. 2195)
Après l'article 58
Soutient l'amendement n° 281 de la commission (consultation des comités départementaux et régionaux) (p. 2195) : adopté (p. 2195)
Intervient sur l'amendement n° 1425 du Gouvernement (institution d'un comité national de suivi de la décentralisation des services voyageurs d'intérêt régional) (p. 2195)
Après l'article 59
Soutient l'amendement n° 283 de la commission (bilan du Parlement cinq ans après la date de transfert) (p. 2196) : adopté (p. 2196)
Intervient sur l'amendement n° 1037 rectifié de M. Jacques Desallangre (pouvoir de sanctions des contrôleurs) (p. 2197)
Reprend l'amendement n° 1259 de M. Jean-Michel Marchand (réduction tarifaire pour les personnes ayant de faibles ressources) : adopté après modification (p. 2198)
Soutient le sous-amendement n° 1535 de la commission (de précision) à l'amendement n° 1259 de M. Jean-Michel Marchand (p. 2198) : adopté (p. 2198)
Article 60 (objectifs et moyens de la politique du logement)
Soutient l'amendement n° 284 de la commission (introduction de la notion de développement durable adapté à l'habitat) (p. 2201) : adopté (p. 2201)
Intervient sur l'amendement n° 1108 de Mme Janine Jambu (relèvement des plafonds de ressources) (p. 2202)
Intervient sur l'amendement n° 595 de M. Patrick Delnatte (définition d'un logement décent) (p. 2203)
Intervient sur l'amendement n° 730 de M. Alain Cacheux (conditions de versement de l'allocation logement) (p. 2213)
Intervient sur l'amendement n° 1007 de M. Julien Dray (non discrimination raciale) (p. 2214)
Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Patrick Delnatte (reconnaissance du rôle des associations) (p. 2214)
Soutient l'amendement n° 285 de la commission (rédactionnel) (p. 2214) : adopté (p. 2214)
Soutient l'amendement n° 286 de la commission (rédactionnel) (p. 2214) : adopté (p. 2214)
Soutient l'amendement n° 287 de la commission (de précision) (p. 2214) : adopté (p. 2215)
Intervient sur l'amendement n° 597 de M. Patrick Delnatte (conditions pour le bénéfice du tiers payant en matière d'allocation logement) (p. 2215)
Soutient l'amendement n° 288 rectifié de la commission (rôle des EPCI en matière d'habitat) (p. 2215) : adopté (p. 2215)
Intervient sur l'amendement n° 731 de M. Alain Cacheux (rôle des EPCI en matière d'habitat) (p. 2215)
Soutient l'amendement n° 289 deuxième rectification de la commission (mise en place de comités régionaux de l'habitat) (p. 2216) : adopté (p. 2217)
Intervient sur le sous-amendement n° 1557 de M. Henry Chabert (de précision) à l'amendement n° 289 deuxième rectification de la commission (p. 2217)

Après l'article 60
Soutient l'amendement n° 292 rectifié de la commission (définition des objectifs et des activités d'utilité sociale des associations et des unions d'économie sociale) (p. 2218) : adopté (p. 2218)
Intervient sur l'amendement n° 992 de M. Henry Chabert (subventions et prêts accordés par les collectivités territoriales aux sociétés d'économie mixte) (p. 2218)
Intervient sur l'amendement n° 1109 de M. Michel Vaxès (définition réglementaire des normes minimales d'un logement décent) (p. 2219)
Intervient sur l'amendement n° 713 de M. Jean-Marie Morisset (institution d'une commission permanente au sein du Conseil national de l'habitat) (p. 2220)
Intervient sur l'amendement n° 885 de M. Michel Hunault (5% des nouveaux logements accessibles aux personnes handicapées) (p. 2220)
Soutient l'amendement n° 291 de la commission (rapport au Parlement) (p. 2220) : adopté (p. 2220)
Avant l'article 61
Intervient sur l'amendement n° 717 de M. Denis Jacquat (temps accordé aux salariés siégeant au conseil d'administration des organismes HLM) (p. 2221)
Intervient sur l'amendement n° 718 de M. Denis Jacquat (temps et compensation financière accordés aux salariés siégeant au conseil d'administration des organismes HLM) (p. 2221)
Article 61 (statut et pérennité du logement social)
Soutient l'amendement n° 293 de la commission (statut et pérennité du logement social) (p. 2223) : adopté après rectification (p. 2226)
Intervient sur le sous-amendement n° 1095 de Mme Janine Jambu (plafonds de ressources) à l'amendement n° 293 de la commission (p. 2224)
Intervient sur l'amendement n° 1050 de M. Yves Dauge (accession à la propriété définie comme mission d'intérêt général des HLM) (p. 2223)
Intervient sur l'amendement n° 1051 de M. Daniel Marcovitch (activités commerciales créées au pied des immeubles construits ou acquis par les organismes HLM) (p. 2227)
Soutient l'amendement n° 294 de la commission (conventions entre l'union des HLM et l'Etat) (p. 2227) : adopté (p. 2228)
Après l'article 61
Intervient sur l'amendement n° 732 de M. Alain Cacheux (pérennité du logement social) (p. 2228)
Article 62 (statut des offices publics d'habitations à loyer modéré)
Intervient sur l'amendement n° 1252 de M. Alain Cacheux (assise législative donnée aux opérations des offices et des OPAC en matière d'accession sociale) (p. 2229)
Intervient sur l'amendement n° 1205 de M. Alain Cacheux (interventions foncières ou d'aménagement réalisées par les organismes d'HLM) (p. 2229)
Soutient l'amendement n° 295 de la commission (rédactionnel) (p. 2230) : adopté (p. 2230)
Soutient l'amendement n° 296 de la commission (de précision) (p. 2230) : adopté (p. 2230)
Intervient sur l'amendement n° 1204 de M. Alain Cacheux (mission d'accession à la propriété des HLM poursuivie dans le respect des plafonds de prix de revient) (p. 2230)
Intervient sur l'amendement n° 1203 de M. Alain Cacheux (de cohérence) (p. 2231)
Après l'article 62
Soutient l'amendement n° 298 de la commission (affiliation des offices publics d'aménagement et de construction à des centres de gestion agréés) (p. 2232) : adopté (p. 2233)
Soutient l'amendement n° 300 de la commission (statut des personnels des OPAC ayant la qualité de fonctionnaires) (p. 2232) : adopté après modification (p. 2233)
Intervient sur le sous-amendement n° 1097 de Mme Janine Jambu (de précision) à l'amendement n° 300 de la commission (p. 2233)
Intervient sur le sous-amendement n° 1552 du Gouvernement (possibilité pour les fonctionnaires de changer de cadre d'emploi) à l'amendement n° 300 de la commission (p. 2233)
Article 63 (compétence et administration provisoire des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré)
Intervient sur l'amendement n° 1207 de M. Alain Cacheux (base légale donnée aux activités d'accession sociale des offices) (p. 2234)
Soutient l'amendement n° 301 de la commission (rédactionnel) (p. 2235) : adopté (p. 2235)
Soutient l'amendement n° 302 de la commission (de précision) (p. 2235) : adopté (p. 2235)
Intervient sur l'amendement n° 1028 de M. Jean-Louis Dumont (respect d'un prix de vente maximum) (p. 2235)
Intervient sur l'amendement n° 1208 de M. Alain Cacheux (respect d'un prix de vente maximum) (p. 2235)
Intervient sur l'amendement n° 1350 de M. Jean-Marc Nudant (respect d'un prix de vente maximum) (p. 2235)
Après l'article 63
Intervient sur l'amendement n° 1029 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (modification du régime d'autorisation des sociétés coopératives d'HLM et intervention dans les opérations d'aménagement urbain) (p. 2236)
Intervient sur l'amendement n° 1351 de M. Jean-Marc Nudant (modification du régime d'autorisation des sociétés coopératives d'HLM et intervention dans les opérations d'aménagement urbain) (p. 2236)
Intervient sur l'amendement n° 1421 du Gouvernement (création de conférences communales du logement dans les communes de la région parisienne comptant plus de 20 % de logements locatifs sociaux) (p. 2237)
Article 64 (article L. 442-9 du code de la construction et de l'habitation : mise en gérance d'immeubles appartenant à un organisme d'habitations à loyer modéré)
Soutient l'amendement n° 303 de la commission (mise en gérance de logements appartenant à des sociétés d'économie mixte de construction) (p. 2237) : adopté (p. 2237)
Après l'article 64
Soutient l'amendement n° 304 de la commission (transparence des opérations d'attribution de logements) (p. 2238) : adopté (p. 2238)

Intervient sur l'amendement n° 1210 de M. Alain Cacheux (accession à la propriété des locataires de logements HLM facilitée) (p. 2238)

Soutient l'amendement n° 305 de la commission (accession à la propriété des locataires de logements HLM facilitée) (p. 2238) : devenu sans objet (p. 2238)

Soutient l'amendement n° 306 de la commission (plafond de ressources applicable aux opérations d'accession à la propriété fixé par l'autorité administrative) (p. 2238) : adopté (p. 2238)

Intervient sur l'amendement n° 1209 de M. Alain Cacheux (plafond de ressources applicable aux opérations d'accession à la propriété fixé par l'autorité administrative) (p. 2238)

Article 65 (article L. 431-1 du code de la construction et de l'habitation : inscription d'une hypothèque légale au bénéfice de la Caisse des dépôts et consignations)

Intervient sur l'amendement n° 1274 de M. Jean-Louis Dumont (de suppression) (p. 2239)

Intervient sur l'amendement n° 1275 de M. Jean-Louis Dumont (possibilité pour la Caisse de garantie du logement de continuer à prendre les hypothèques légales nécessaires à son bon fonctionnement) (p. 2240)

Article 66 (article L. 451-1 du code de la construction et de l'habitation : contrôle des organismes)

Soutient l'amendement n° 307 de la commission (rapport d'inspection définitif incluant les observations de l'organisme contrôlé) (p. 2241) : adopté (p. 2241)

Intervient sur l'amendement n° 993 de M. Henry Chabert (inscription dans la loi de l'obligation, pour l'administration, de faire figurer dans le rapport d'inspection définitif, les observations de l'organisme contrôlé) (p. 2241)

Intervient sur l'amendement n° 807 de M. Gilles Carrez (délibération adressée à l'autorité administrative) (p. 2241)

Article 67 (compétences, statut et ressources de la Caisse de garantie du logement locatif social)

Intervient sur l'amendement n° 1030 de M. Philippe Decaudin (règles applicables à l'ensemble de l'organisation HLM) (p. 2243)

Intervient sur l'amendement n° 1352 de M. Jean-Marc Nudant (règles applicables à l'ensemble de l'organisation HLM) (p. 2243)

Intervient sur l'amendement n° 1132 du Gouvernement (de précision) (p. 2243)

Intervient sur l'amendement n° 1032 de M. Philippe Decaudin (compétences de la Caisse de garantie du logement social pour les activités de ventes) (p. 2243)

Intervient sur l'amendement n° 1354 de M. Jean-Marc Nudant (compétences de la Caisse de garantie du logement social pour les activités de ventes) (p. 2243)

Soutient l'amendement n° 308 rectifié de la commission (administration de la Caisse) (p. 2243) : adopté après modification (p. 2244)

Intervient sur le sous-amendement n° 1098 de Mme Janine Jambu (paritarisme garanti au sein du conseil d'administration) à l'amendement n° 308 rectifié de la commission (p. 2244)

Intervient sur le sous-amendement n° 1553 du Gouvernement (présence d'une personnalité qualifiée au sein du conseil) à l'amendement n° 308 rectifié de la commission (p. 2244)

Intervient sur l'amendement n° 1033 de M. Philippe Decaudin (versement d'une cotisation par les organismes d'HLM au titre des opérations de vente) (p. 2244)

Intervient sur l'amendement n° 1316 de M. Jean-Marc Nudant (versement d'une cotisation par les organismes d'HLM au titre des opérations de vente) (p. 2244)

Intervient sur l'amendement n° 1212 de M. Alain Cacheux (versement d'une cotisation par les organismes d'HLM assise sur les loyers) (p. 2245)

Intervient sur l'amendement n° 1456 de M. Jean-Louis Dumont (versement d'une cotisation par les organismes d'HLM assise sur les loyers) (p. 2245)

Soutient l'amendement n° 309 de la commission (versement d'une cotisation par les organismes d'HLM non assise sur les charges locatives des logements foyers conventionnés) (p. 2246) : adopté (p. 2246)

Intervient sur l'amendement n° 1111 de Mme Janine Jambu (réduction de la cotisation d'un montant proportionnel au nombre de bénéficiaires d'une aide au logement) (p. 2246)

Soutient l'amendement n° 310 de la commission (assiette de la cotisation) (p. 2246) : adopté (p. 2246)

Intervient sur l'amendement n° 808 de M. Gilles Carrez (cotisation fixée par le conseil d'administration de la CGLS) (p. 2246)

Article 68 (garantie des opérations d'accession à la propriété)

Intervient sur l'amendement n° 1034 de M. Philippe Decaudin (de suppression) (p. 2248)

Intervient sur l'amendement n° 1355 de M. Jean-Marc Nudant (de suppression) (p. 2248)

Intervient sur l'amendement n° 1035 de M. Philippe Decaudin (comptabilité distincte de l'activité de vente) (p. 2248)

Intervient sur l'amendement n° 1036 de M. Philippe Decaudin (obligation de conclure un contrat de promotion immobilière et de fournir la garantie d'achèvement) (p. 2248)

Article 69 (assujettissement des sociétés d'économie mixte des départements d'outre-mer aux dispositions nouvelles)

Soutient l'amendement n° 312 de la commission (rédactionnel) (p. 2248) : adopté (p. 2248)

Article 71 (abrogation de l'article 302 bis ZC du code général des impôts)

Intervient sur l'amendement n° 1112 de Mme Janine Jambu (relèvement du seuil de déclenchement du supplément de loyer de solidarité) (p. 2249)

Soutient l'amendement n° 313 rectifié de la commission (de conséquence) (p. 2250) : adopté après deuxième rectification (p. 2250)

Article 72 (procédure de déclaration d'insalubrité)

Soutient l'amendement n° 315 de la commission (insalubrité de l'immeuble d'habitation évaluée au regard de la préservation de la santé des occupants actuels ou futurs) (p. 2251) : adopté (p. 2251)

Soutient l'amendement n° 316 de la commission (élargissement des conditions de saisine du préfet) (p. 2251) : retiré (p. 2251)

Intervient sur l'amendement n° 762 de M. Alain Cacheux (élargissement des conditions de saisine du préfet) (p. 2251)

Soutient l'amendement n° 318 de la commission (élargissement des conditions de saisine du préfet) (p. 2252) : adopté (p. 2252)

Soutient l'amendement n° 319 de la commission (dénonciation de l'insalubrité par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale à l'occasion d'une action d'aménagement) (p. 2252) : adopté (p. 2252)

Intervient sur l'amendement n° 764 de M. Alain Cacheux (dénonciation de l'insalubrité par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale à l'occasion d'une action d'aménagement) (p. 2252)

Intervient sur l'amendement n° 598 de M. Patrick Delnatte (dénonciation de l'insalubrité par un avis du bureau d'hygiène ou du conseil départemental d'hygiène appuyé par une délibération de la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale à l'occasion d'une action d'aménagement ou d'assainissement) (p. 2252)

Intervient sur l'amendement n° 1213 de M. Alain Cacheux (critères d'appréciation de l'insalubrité) (p. 2253)

Article 73 (article L. 27 du code de la santé publique : procédure préalable au constat d'insalubrité)

Soutient l'amendement n° 320 de la commission (noms et adresses des copropriétaires communiqués au préfet par le syndic de copropriété) (p. 2254) : adopté (p. 2254)

Intervient sur l'amendement n° 766 de M. Alain Cacheux (noms et adresses des copropriétaires communiqués au préfet par le syndic de copropriété) (p. 2254)

Intervient sur l'amendement n° 1262 de M. Jean-Michel Marchand (association de défense des locataires ou du droit au logement ou avocat entendus par le conseil départemental d'hygiène) (p. 2254)

Intervient sur l'amendement n° 1263 de M. Jean-Michel Marchand (avis du conseil départemental d'hygiène notifié à l'ensemble des parties préalablement à la décision du préfet) (p. 2255)

Soutient l'amendement n° 321 de la commission (mesures tendant à éviter la paralysie de l'action publique en cas de difficulté à identifier les propriétaires des immeubles insalubres) (p. 2255) : adopté (p. 2255)

Article 74 (article L. 28 du code de la santé publique : constat d'insalubrité)

Intervient sur l'amendement n° 1264 de M. Jean-Michel Marchand (obligation de libérer l'appartement interdit d'habitation dans les six mois) (p. 2256)

Soutient l'amendement n° 332 de la commission (de précision) (p. 2256) : adopté (p. 2256)

Article 75 (procédure de déclaration d'insalubrité)

Intervient sur l'amendement n° 994 de M. Henry Chabert (notification à l'ensemble des copropriétaires par le préfet) (p. 2257)

Intervient sur l'amendement n° 767 de M. Alain Cacheux (versement des aides au logement suspendu en cas d'interdiction temporaire d'habiter) (p. 2257)

Soutient l'amendement n° 323 de la commission (de conséquence) (p. 2257) : adopté (p. 2257)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Jean Tiberi (création au sein de chaque conseil départemental d'hygiène d'une délégation permanente chargée d'émettre l'avis au préfet) (p. 2257)

Intervient sur l'amendement n° 1280 de M. Jean-Louis Dumont (constitution d'un fonds de prévoyance pour travaux) (p. 2258)

Article 76 (article L. 30 du code de la santé publique : sanction du refus d'exécuter les travaux demandés)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. André Santini (action préfectorale en matière de condamnation d'accès aux lieux inhabitables soumise au contrôle du juge des référés) (p. 2259)

Article 77 (article L. 31 du code de la santé publique : inscription d'une hypothèque légale)

Soutient l'amendement n° 324 de la commission (créance garantie par le nantissement du fonds de commerce aux frais de l'exploitant concerné en cas d'hébergement assuré par une exploitation commerciale) (p. 2259) : retiré (p. 2259)

Article 79 (information sur la présence d'amiante en cas de cession d'immeuble)

Soutient l'amendement n° 352 de la commission (correction de forme) (p. 2259) : adopté (p. 2259)

Intervient sur l'amendement n° 1265 de M. Jean-Michel Marchand (information de l'acquéreur étendue aux peintures au plomb) (p. 2260)

Soutient l'amendement n° 326 de la commission (correction de forme) (p. 2260) : adopté (p. 2260)

Article 80 (dispositions diverses)

Soutient l'amendement n° 327 rectifié de la commission (locaux exigus ajoutés à la liste) (p. 2260) : retiré (p. 2260)

Soutient l'amendement n° 328 rectifié de la commission (sanctions) (p. 2261) : adopté (p. 2261)

Après l'article 80

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Léonce Deprez (constatation de l'inhabitabilité par le locataire et rôle des associations de locataires) (p. 2261)

Article 81 (article L. 123-3 du code de la construction et de l'habitation : exécution d'office des travaux dans un immeuble menaçant ruine)

Soutient l'amendement n° 329 de la commission (créance garantie par le nantissement du fonds de commerce aux frais de l'exploitant concerné en cas d'hébergement assuré par une exploitation commerciale) (p. 2261) : retiré (p. 2261)

Article 82 (procédure relative aux immeubles menaçant ruine)

Soutient l'amendement n° 330 de la commission (publication par le conservateur des hypothèques au frais du propriétaire) (p. 2262) : adopté après rectification (p. 2262)

Soutient l'amendement n° 331 de la commission (libération de la personne tenue d'exécuter les travaux dans le cadre d'un bail emphytéotique ou d'un viager) (p. 2262) : adopté (p. 2263)

Soutient l'amendement n° 332 de la commission (contenu du bail) (p. 2263) : adopté (p. 2263)

Soutient l'amendement n° 334 de la commission (contenu du bail) (p. 2263) : adopté (p. 2263)

Soutient l'amendement n° 335 de la commission (créance garantie par le nantissement du fonds de commerce aux frais de l'exploitant concerné en cas

d'hébergement assuré par une exploitation commerciale) (p. 2263) : retiré (p. 2263)
Soutient l'amendement n° 336 rectifié de la commission (sanctions des dégradations destinées à rendre insupportable la vie des occupants) (p. 2264) : adopté après deuxième rectification (p. 2264)
Soutient l'amendement n° 1214 de M. Alain Cacheux (expropriation déclarée d'utilité publique par le préfet) (p. 2264) : retiré (p. 2264)
Article 83 (sanction de la déclaration d'insalubrité ou de péril)
Intervient sur l'amendement n° 1267 de M. Jean-Michel Marchand (conditions d'hébergement destinées à maintenir l'unité de la famille) (p. 2265)
Intervient sur l'amendement n° 1268 de M. Jean-Michel Marchand (obligation de relogement ou d'hébergement incombant à la collectivité publique lorsque le propriétaire n'est pas responsable de l'insalubrité) (p. 2265)
Intervient sur l'amendement n° 769 de M. Alain Cacheux (suspension du paiement des loyers par le locataire après notification de l'arrêté d'insalubrité) (p. 2266)
Soutient l'amendement n° 338 de la commission (suspension du paiement des loyers par le locataire après notification de l'arrêté d'insalubrité) (p. 2266) : adopté (p. 2266)
Soutient l'amendement n° 339 de la commission (obligation d'assortir le congé donné à l'occupant en cours de bail d'une proposition de relogement) (p. 2266) : retiré (p. 2267)
Intervient sur l'amendement n° 768 de M. Alain Cacheux (obligation d'assortir le congé donné à l'occupant en cours de bail d'une proposition de relogement) (p. 2266)
Soutient l'amendement n° 340 de la commission (modalités d'exécution de l'obligation de relogement) (p. 2267) : adopté (p. 2267)
Soutient l'amendement n° 342 de la commission (périmètre de relogement à Paris, Lyon et Marseille) (p. 2267) : retiré (p. 2267)
Intervient sur l'amendement n° 1116 de Mme Janine Jambu (montant de l'indemnité due par le propriétaire d'un bien frappé d'interdiction définitive) (p. 2267)
Soutient l'amendement n° 343 de la commission (non indemnisation à titre principal ou accessoire en dédommagement de la suppression d'un commerce liée à une interdiction d'habiter prononcée par arrêté préfectoral) (p. 2268) : adopté (p. 2268)
Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Léonce Deprez (sanctions des menaces ou actes d'intimidation) (p. 2269)
Intervient sur l'amendement n° 1118 de Mme Janine Jambu (sanctions des menaces ou actes d'intimidation) (p. 2269)
Après l'article 83
Soutient l'amendement n° 345 de la commission (définition des occupants étendue aux preneurs de baux professionnels, commerciaux, artisanaux, industriels ou ruraux) (p. 2269) : adopté (p. 2269)
Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Léonce Deprez (pouvoirs du préfet dans la procédure de déclaration de parcelle en état d'abandon) (p. 2269)
Avant l'article 84
Intervient sur l'amendement n° 792 de M. Gilles Carrez (maintien de l'appellation de l'ANAH) (p. 2269)
Article 84 (Agence française pour l'amélioration de l'habitat privé)
Soutient l'amendement n° 346 de la commission (conservation du sigle de l'ANAH) (p. 2270) : adopté (p. 2270)
Intervient sur l'amendement n° 895 de M. Jean Briane (conservation du sigle de l'ANAH) (p. 2270)
Soutient l'amendement n° 347 de la commission (champ de subvention de l'ANAH) (p. 2270) : adopté (p. 2270)
Intervient sur l'amendement n° 716 de M. Jean-Marie Morisset (maintien de la part d'intervention réservée aux propriétaires bailleurs) (p. 2271)
Après l'article 84
Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Michel Inchauspé (objet des opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2272)
Intervient sur l'amendement n° 33 de M. François Vannson (objet des opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2272)
Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Jean-Paul Bacquet (objet des opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2272)
Intervient sur l'amendement n° 1407 de M. Michel Bouvard (objet des opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2272)
Intervient sur l'amendement n° 1408 de M. Michel Bouvard (aides aux opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2273)
Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Michel Bouvard (contrat de gestion entre le propriétaire et l'administrateur pour les opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2273)
Avant l'article 85
Intervient sur l'amendement n° 1133 précédemment réservé du Gouvernement (fondement juridique donné à la notion de logement décent) (p. 2276)
Soutient l'amendement n° 314 précédemment réservé de la commission (fondement juridique donné à la notion de logement décent) (p. 2276) : devenu sans objet (p. 2280)
Intervient sur l'amendement n° 763 précédemment réservé de M. Alain Cacheux (interdiction des locations ne respectant pas les normes fixées par décret) (p. 2277)
Intervient sur le sous-amendement n° 1558 de M. Daniel Marcovitch (de précision) à l'amendement n° 1133 précédemment réservé du Gouvernement (fondement juridique donné à la notion de logement décent) (p. 2279)
Intervient sur le sous-amendement n° 1559 de la commission (litige d'ordre locatif) à l'amendement n° 1133 précédemment réservé du Gouvernement (p. 2279)
Intervient sur le sous-amendement n° 1560 de M. Daniel Marcovitch (de précision) à l'amendement n° 1133 précédemment réservé du Gouvernement (p. 2280)
Article 85 (règlement amiable des conflits locatifs)
Soutient l'amendement n° 349 de la commission (droit de saisine de la commission départementale de conciliation attribuée aux associations représentatives des locataires) (p. 2280) : adopté (p. 2280)

Soutient l'amendement n° 770 de M. Alain Cacheux (de suppression partielle) (p. 2280) : retiré (p. 2280)
Soutient l'amendement n° 344 rectifié de la commission (appel à un expert) (p. 2281) : adopté (p. 2281)
Intervient sur l'amendement n° 771 de M. Alain Cacheux (conditions de saisine de la commission départementale de conciliation et composition de cette commission) (p. 2281)
Intervient sur l'amendement n° 1119 de Mme Janine Jambu (suppression du délai imposé au locataire) (p. 2281)
Soutient l'amendement n° 1269 de M. Jean-Michel Marchand (application aux logements-foyers) (p. 2281) : retiré (p. 2281)
Après l'article 85
Intervient sur l'amendement n° 1372 de M. Jean-Marie Aubron (mesures tendant à favoriser l'investissement locatif) (p. 2282)
Intervient sur l'amendement n° 810 de M. Gilles Carrez (modifications faites par le bailleur opposables au partenaire PACSé) (p. 2282)
Intervient sur l'amendement n° 809 de M. Gilles Carrez (congé de vente donné au locataire) (p. 2282)
Intervient sur l'amendement n° 1411 du Gouvernement (parc immobilier des Charbonnages de France acquis par un EPIC rattaché à la région Nord - Pas-de-Calais) (p. 2283)
Article 86 (concertation au sein du parc social)
Intervient sur l'amendement n° 1215 de M. Alain Cacheux (accords de concertation) (p. 2286)
Soutient l'amendement n° 350 de la commission (de précision) (p. 2286) : adopté (p. 2286)
Soutient l'amendement n° 351 de la commission (prise en compte des associations locales de locataires) (p. 2286) : adopté (p. 2286)
Intervient sur l'amendement n° 1373 de M. Jean-Marie Aubron (missions des associations) (p. 2286)
Soutient l'amendement n° 352 de la commission (élargissement de la liste des catégories de bailleurs soumis à l'élaboration d'un plan de concertation locative) (p. 2287) : adopté après modification (p. 2287)
Intervient sur le sous-amendement n° 1271 de M. Jean-Michel Marchand (petites associations autorisées à siéger à la commission nationale de concertation) à l'amendement n° 352 de la commission (p. 2287)
Intervient sur l'amendement n° 736 de M. Alain Cacheux (prise en compte des petites associations locales de locataires) (p. 2287)
Intervient sur l'amendement n° 1254 de M. Alain Cacheux (définition et validation du plan de concertation locative) (p. 2287)
Intervient sur l'amendement n° 1049 de M. Philippe Decaudin (cas de non application du plan de concertation locative) (p. 2287)
Soutient l'amendement n° 354 de la commission (réduction à neuf mois du délai d'élaboration du plan) (p. 2288) : adopté (p. 2288)
Intervient sur l'amendement n° 1255 de M. Alain Cacheux (bilan et modalités de révision du plan) (p. 2288)
Intervient sur l'amendement n° 1256 de M. Alain Cacheux (conditions de la concertation) (p. 2288)
Intervient sur l'amendement n° 1257 de M. Alain Cacheux (concertation avec les dispositifs locaux déjà existants) (p. 2288)
Intervient sur l'amendement n° 1272 de M. Jean-Michel Marchand (concertation entre le bailleur et les locataires en l'absence de représentants des locataires) (p. 2288)
Soutient l'amendement n° 355 de la commission (avis des représentants des locataires mentionné dans le bilan de concertation) (p. 2288) : adopté (p. 2288)
Intervient sur l'amendement n° 1270 de M. Jean-Michel Marchand (application aux logements-foyers) (p. 2289)
Intervient sur l'amendement n° 1025 de M. Julien Dray (gestion des charges et de l'entretien confiée à une société civile coopérative) (p. 2289)
Après l'article 86
Intervient sur l'amendement n° 1458 de M. Jean-Louis Dumont (report ou échelonnement du paiement des dettes autres que fiscales) (p. 2289)
Intervient sur l'amendement n° 1052 de M. Daniel Marcovitch (conditions du recours à la force publique pour les logements réquisitionnables occupés sans titre ni droit) (p. 2289)
l'amendement n° 1273 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (protection des personnes hébergées en logements-foyers) (p. 2290)
Intervient sur l'amendement n° 1054 de M. Daniel Marcovitch (représentation des locataires dans les conseils d'administration des sociétés d'économie mixte) (p. 2291)
Soutient l'amendement n° 358 de la commission (procédure de congé-vente par lots) (p. 2291) : adopté (p. 2291)
Intervient sur l'amendement n° 1053 corrigé de M. Daniel Marcovitch (clause résolutoire suspendue à la décision du juge lorsqu'il existe un tiers-payant pour le logement social) (p. 2291)
Soutient l'amendement n° 357 de la commission (mesures tendant à favoriser l'investissement locatif et l'offre foncière) (p. 2291) : adopté (p. 2292)
Soutient l'amendement n° 356 de la commission (prorogation du bail pour une durée inférieure à celle prévue par le régime général) (p. 2292) : adopté après modification (p. 2292)
Intervient sur le sous-amendement n° 1427 de M. Yves Dauge (correction d'une erreur de référence) à l'amendement n° 356 de la commission (p. 2292)
Intervient sur l'amendement n° 1419 de M. Marc Dolez (mesures destinées à favoriser la mobilité des locataires) (p. 2292)
Soutient l'amendement n° 359 rectifié de la commission (dissociation du congé et de l'offre de vente) (p. 2292) : adopté (p. 2292)
Intervient sur l'amendement n° 1055 de M. Daniel Marcovitch (bilan annuel présenté par le préfet au conseil départemental de l'habitat) (p. 2292)
Intervient sur l'amendement n° 1281 de M. Jean-Louis Dumont (création par les collectivités territoriales ou l'Etat et les organismes concernés par le logement d'une association départementale d'information sur le logement) (p. 2293)
Avant l'article 87

Intervient sur l'amendement n° 737 de M. Alain Cacheux (mode de calcul des loyers en appartement HLM) (p. 2293)
Intervient sur l'amendement n° 738 de M. Alain Cacheux (modification du code pénal : agents des organismes HLM) (p. 2293)
Article 87 (coordination et abrogations)
Intervient sur l'amendement n° 794 de M. Gilles Carrez (rétablissement des plans d'occupation des sols) (p. 2295)
Soutient l'amendement n° 360 de la commission (rédactionnel) (p. 2295) : adopté (p. 2295)
Soutient l'amendement n° 361 de la commission (rédactionnel) (p. 2296) : adopté (p. 2296)
Soutient l'amendement n° 362 de la commission (rédactionnel) (p. 2296) : adopté (p. 2296)
Soutient l'amendement n° 363 de la commission (rédactionnel) (p. 2296) : adopté (p. 2296)
Soutient l'amendement n° 364 de la commission (rédactionnel) (p. 2296) : adopté (p. 2296)
Soutient l'amendement n° 365 de la commission (rédactionnel) (p. 2296) : adopté (p. 2296)
Soutient l'amendement n° 366 de la commission (rédactionnel) (p. 2296) : adopté (p. 2296)
Soutient l'amendement n° 367 de la commission (rédactionnel) (p. 2296) : adopté (p. 2296)
Soutient l'amendement n° 369 de la commission (rédactionnel) (p. 2297) : adopté (p. 2297)
Soutient l'amendement n° 370 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 2297) : adopté (p. 2297)
Intervient sur l'amendement n° 1444 de M. Gilles Carrez (rédactionnel) (p. 2297)
Après l'article 87
Intervient sur l'amendement n° 1287 de M. Michel Bouvard (cessions de droits sociaux des sociétés françaises ou étrangères de forme non commerciale, établies par acte authentique) (p. 2297)
Soutient l'amendement n° 383 de la commission (éloignement des bâtiments d'élevage et de toute construction ultérieure) (p. 2298) : adopté (p. 2298)
Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Michel Bouvard (éloignement des bâtiments d'élevage et de toute construction ultérieure) (p. 2298)
Intervient sur l'amendement n° 434 de M. Patrick Ollier (éloignement des bâtiments d'élevage et de toute construction ultérieure) (p. 2298)
Soutient l'amendement n° 371 de la commission (loi d'orientation pour la ville : abrogation d'une procédure particulière de concertation avec la population jamais appliquée) (p. 2298) : adopté (p. 2298)
Intervient sur l'amendement n° 588 de M. Patrick Delnatte (rapport au Parlement) (p. 2298)
Titre
Intervient sur l'amendement n° 1365 de M. Jacques Myard (modification du titre du projet de loi) (p. 2300)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5825, 5845, 5865)
Son intervention (p. 5827)
Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5833)
Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 5842)
Thèmes :
Aménagement du territoire : montagne (p. 5827)
Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 5843)
Communes : maires : compétences (p. 5833, 5843)
Logement : immeubles collectifs : copropriété (p. 5828)
Logement : logement social : amélioration de l'habitat (p. 5828)
Logement : logement social : construction (p. 5828, 5834)
Mer et littoral : espaces littoraux : protection (p. 5827)
Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 5828)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 5828)
Urbanisme : zones d'aménagement concertée (ZAC) (p. 5827)
Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)
Article 1er A (modification de l'intitulé du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme)
Soutient l'amendement n° 64 de la commission (de suppression) (p. 5878) : adopté (p. 5880)
Article 1er B (création d'un chapitre relatif à la valorisation du sous-sol)
Soutient l'amendement n° 65 de la commission (de suppression) (p. 5878) : adopté (p. 5881)
Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)
Soutient l'amendement n° 66 de la commission (nouvelle dénomination du POS) (p. 5884) : adopté (p. 5885)
Soutient l'amendement n° 67 de la commission (objets des documents d'urbanisme) (p. 5885) : adopté (p. 5885)
Soutient l'amendement n° 68 de la commission (maîtrise des "besoins" de déplacement) (p. 5885) : adopté (p. 5886)
Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Michel Marchand (conservation des voies publiques et des chemins ruraux) (p. 5886)
Soutient l'amendement n° 69 de la commission (schémas de cohérence territoriale non soumis à l'objectif de qualité architecturale) (p. 5886) : adopté (p. 5886)
Soutient l'amendement n° 70 de la commission (ensemble des documents portés à la connaissance des communes et de leurs groupements) (p. 5886) : adopté (p. 5887)
Soutient l'amendement n° 71 de la commission (agences d'urbanisme autorisées à recruter leur propre personnel) (p. 5887) : adopté après modification (p. 5887)
Intervient sur le sous-amendement n° 557 rectifié du Gouvernement (agences d'urbanisme dispensées de l'obligation que soit nommé auprès d'elles un commissaire du Gouvernement lorsque l'Etat participe marginalement au financement de l'organisme) à l'amendement n° 71 de la commission (p. 5887)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (de coordination) (p. 5887) : adopté (p. 5887)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (obligation pour les organismes consulaires d'assurer la liaison avec les organisations représentatives des usagers supprimée) (p. 5887) : adopté (p. 5887)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (études économiques nécessaires à la préparation des documents prévisionnels d'organisation commerciale réalisées à l'initiative des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers) (p. 5887) : adopté (p. 5887)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (documents d'urbanisme applicables aux territoires frontaliers) (p. 5888) : adopté (p. 5888)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (personnes et associations consultées pour l'élaboration des schémas de cohérence territoriale, des schémas de secteur et des plans locaux d'urbanisme) (p. 5888) : adopté (p. 5888)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (composition et compétences de la commission départementale de conciliation) (p. 5888) : adopté (p. 5889)

Intervient sur le sous-amendement n° 489 de M. Serge Poignant (présence du président du conseil général ou de son représentant au sein de la commission) à l'amendement n° 77 de la commission (p. 5888)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (prise en charge des dépenses entraînées par les études et l'établissement des documents d'urbanisme) (p. 5897) : adopté (p. 5897)

Intervient sur l'amendement n° 556 du Gouvernement (suppression du paragraphe relatif à la prise en charge des dépenses liées à l'établissement des documents d'urbanisme) (p. 5898)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (plan local d'urbanisme réintégré dans cet article) (p. 5898) : adopté (p. 5898)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (de cohérence) (p. 5898) : adopté (p. 5898)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (mise en cohérence des documents d'urbanisme avec les chartes de pays) (p. 5898) : adopté (p. 5898)

Article 1er bis (droit à une constructibilité minimale dans les zones de montagne et de littoral)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (de suppression) (p. 5898) : adopté (p. 5899)

Article 1er ter (dispositions particulières aux zones frontalières)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (de suppression) (p. 5899) : adopté (p. 5899)

Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))

Article L. 122-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des schémas de cohérence territoriale

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (définition et contenu des schémas de cohérence territoriale) (p. 5903) : adopté après modification (p. 5905)

Intervient sur le sous-amendement n° 594 de M. Michel Vaxès (rédactionnel) à l'amendement n° 84 de la commission (p. 5904)

Intervient sur le sous-amendement n° 422 de M. Michel Vaxès (diagnostic approuvé par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale) à l'amendement n° 84 de la commission (p. 5904)

Intervient sur le sous-amendement n° 361 de la commission (définition et contenu des schémas de cohérence territoriale) à l'amendement n° 84 de la commission (p. 5904)

Intervient sur le sous-amendement n° 362 de la commission (définition et contenu des schémas de cohérence territoriale) à l'amendement n° 84 de la commission (p. 5904)

Intervient sur le sous-amendement n° 363 de la commission (définition et contenu des schémas de cohérence territoriale) à l'amendement n° 84 de la commission (p. 5905)

Article L. 122-2 du code de l'urbanisme : constructibilité limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale

Soutient l'amendement n° 85 rectifié de la commission (constructibilité limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale) (p. 5905) : adopté (p. 5905)

Article L. 122-3 du code de l'urbanisme : initiative de l'élaboration et périmètre des schémas de cohérence territoriale

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (caractère non limitatif de la liste des périmètres devant être pris en compte) (p. 5905) : adopté (p. 5905)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (périmètres des plans d'exposition au bruit et périmètres des plans de prévention des risques naturels exclus de la liste) (p. 5906) : adopté (p. 5906)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (rédactionnel) (p. 5906) : adopté (p. 5906)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (avis de la commission départementale de coopération intercommunale supprimé) (p. 5906) : adopté (p. 5906)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (majorité de blocage ramenée au tiers des communes) (p. 5906) : adopté (p. 5906)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (cas dérogatoire particulier inscrit dans le texte par le Sénat supprimé) (p. 5906) : adopté (p. 5906)

Article L. 122-4-1 nouveau du code de l'urbanisme : mise en cohérence du projet de schéma de cohérence territoriale et des documents d'intérêt environnemental

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (de suppression) (p. 5907) : adopté (p. 5907)

Article L. 122-4-2 nouveau du code de l'urbanisme : avis de l'établissement public chargé du schéma de cohérence territoriale sur les documents d'intérêt environnemental

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de suppression) (p. 5907) : adopté (p. 5907)

Article L. 122-6 nouveau du code de l'urbanisme : association des services de l'Etat et du département à l'élaboration du projet de schéma de cohérence territoriale

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (de coordination) (p. 5907) : adopté (p. 5907)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (services départementaux non associés à l'élaboration du projet de schéma de cohérence territoriale) (p. 5907) : adopté (p. 5907)

Article L. 122-7 nouveau du code de l'urbanisme : personnes entendues au cours de l'élaboration des schémas de cohérence territoriale

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (référence au Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement supprimée) (p. 5907) : adopté (p. 5907)

Article L. 122-8 nouveau du code de l'urbanisme : transmission pour avis du projet de schéma arrêté

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (de coordination) (p. 5908) : adopté (p. 5908)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (règle de majorité dérogatoire supprimée) (p. 5908) : adopté (p. 5908)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (consultation des associations sur le projet de schéma) (p. 5908) : adopté (p. 5908)

Article L. 122-9 nouveau du code de l'urbanisme : demande de modifications du projet de schéma par une commune ou un groupement de communes en cas d'intérêts compromis

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (définition des contraintes excessives ou des nuisances imposées à une commune) (p. 5908) : adopté (p. 5908)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (de coordination) (p. 5908) : adopté (p. 5908)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (avis du préfet donné après un délai de trois mois) (p. 5908) : adopté (p. 5909)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (avis consultatif de la commission de conciliation) (p. 5909) : adopté (p. 5909)

Article L. 122-10 nouveau du code de l'urbanisme : soumission du projet de schéma de cohérence territoriale à enquête publique

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (de coordination) (p. 5909) : adopté (p. 5909)

Article L. 122-11 nouveau du code de l'urbanisme : approbation du schéma de cohérence territoriale

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (de coordination) (p. 5909) : adopté (p. 5909)

Article L. 122-12 nouveau du code de l'urbanisme : retrait d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale du schéma de cohérence territoriale en cas d'atteinte à l'un de ses intérêts essentiels

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (compétence décisionnelle de la commission de conciliation supprimée) (p. 5909) : adopté (p. 5909)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (de coordination) (p. 5909) : adopté (p. 5909)

Article L. 122-15 nouveau du code de l'urbanisme : modification d'un schéma de cohérence territoriale incompatible avec une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (de coordination) (p. 5909) : adopté (p. 5909)

Article L. 122-18 nouveau du code de l'urbanisme : dispositions transitoires

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (de coordination) (p. 5909) : adopté (p. 5910)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Marc-Philippe Daubresse (régime applicable aux schémas en cours de révision) (p. 5910)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (de coordination) (p. 5910) : adopté (p. 5910)

Soutient l'amendement n° 550 de la commission (approbation des seuls schémas directeurs soumise à la législation actuelle) (p. 5911) : adopté (p. 5911)

Intervient sur l'amendement n° 558 du Gouvernement (achèvement de la procédure suivant le régime antérieur d'un schéma directeur en cours de révision) (p. 5911)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (de coordination) (p. 5911) : adopté (p. 5911)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (de coordination) (p. 5911) : adopté (p. 5911)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (de précision) (p. 5912) : adopté (p. 5912)

Article 3 (plans d'occupation des sols - POS -)

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans d'occupation des sols

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (définition et contenu des plans locaux d'urbanisme) (p. 5915) : adopté (p. 5915)

Soutient l'amendement n° 116 rectifié de la commission (rédaction des vingt premiers alinéas) (p. 5916) : adopté après modification et deuxième rectification (p. 5919)

Intervient sur le sous-amendement n° 490 de M. Serge Poignant (fixation des coefficients d'occupation des sols) à l'amendement n° 116 rectifié de la commission (p. 5917)

Intervient sur le sous-amendement n° 461 de M. Marc-Philippe Daubresse (fixation des coefficients d'occupation des sols) à l'amendement n° 116 rectifié de la commission (p. 5917)

Intervient sur le sous-amendement n° 404 de M. Georges Sarre (changement de destination d'un local commercial ou artisanal subordonné à l'autorisation du maire) à l'amendement n° 116 rectifié de la commission (p. 5918)

Intervient sur l'amendement n° 378 corrigé de M. André Vauchez (paraboles de moins de 50 centimètres exemptées de demande de permis) (p. 5920)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (prescriptions architecturales reprises dans les plans locaux d'urbanisme) (p. 5921) : adopté (p. 5921)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (notion de motifs économiques supprimée des éléments motivant la reconstruction ou l'aménagement des bâtiments) (p. 5921) : adopté (p. 5921)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (notion d'esthétisme supprimée) (p. 5922) : adopté (p. 5922)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (dispositions relatives à la signalétique et à la publicité supprimées) (p. 5922) : adopté (p. 5922)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (identification en zone de montagne, des hameaux à partir desquels l'urbanisation peut être réalisée en continu) (p. 5922) : adopté (p. 5923)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. François Brottes (identification en zone de montagne, des hameaux à partir desquels l'urbanisation peut être réalisée en continu) (p. 5924)

Intervient sur l'amendement n° 416 de M. Jean Proriol (identification en zone de montagne, des hameaux à partir desquels l'urbanisation peut être réalisée en continu) (p. 5924)
Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Michel Bouvard (identification en zone de montagne, des hameaux à partir desquels l'urbanisation peut être réalisée en continu) (p. 5924)
Soutient l'amendement n° 122 de la commission (rédactionnel) (p. 5925) : adopté (p. 5925)
Soutient l'amendement n° 123 de la commission (rédactionnel) (p. 5925) : adopté (p. 5925)
Soutient l'amendement n° 124 de la commission (règles de compatibilité des PLU avec les autres documents d'urbanisme) (p. 5925) : adopté après modification (p. 5925)
Intervient sur le sous-amendement n° 414 rectifié de M. Jean-Jacques Filleul (rédactionnel) à l'amendement n° 124 de la commission (p. 5925)
Article L. 123-2 du code de l'urbanisme : régimes particuliers applicables à certaines servitudes d'urbanisme instituées par les plans d'occupation des sols
Soutient l'amendement n° 125 de la commission (rédactionnel) (p. 5925) : adopté (p. 5925)
Soutient l'amendement n° 126 de la commission (rédactionnel) (p. 5926) : adopté (p. 5926)
Soutient l'amendement n° 127 de la commission (emplacements réservés afin de construire des logements) (p. 5926) : adopté (p. 5926)
Article L. 123-3 du code de l'urbanisme : dispositions des plans d'occupation des sols applicables aux zones d'aménagement concerté
Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 5926)
Intervient sur l'amendement n° 546 de M. Serge Poignant (notion d'aménagement de zones) (p. 5926)
Soutient l'amendement n° 128 de la commission (de coordination) (p. 5926) : adopté (p. 5926)
Article L. 123-6 du code de l'urbanisme : prescription de l'élaboration des plans d'occupation des sols
Soutient l'amendement n° 131 de la commission (rédactionnel) (p. 5927) : adopté (p. 5927)
Soutient l'amendement n° 132 de la commission (rédactionnel) (p. 5927) : adopté (p. 5927)
Article L. 123-7 du code de l'urbanisme : association des services de l'Etat et des services départementaux à la procédure d'élaboration des plans d'occupation des sols
Soutient l'amendement n° 133 de la commission (rédactionnel) (p. 5927) : adopté (p. 5927)
Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Michel Marchand (président du parc naturel régional associé) (p. 5927)
Soutient l'amendement n° 134 de la commission (rédactionnel) (p. 5927) : adopté (p. 5928)
Soutient l'amendement n° 135 de la commission (président du conseil général consulté à sa demande) (p. 5928) : adopté (p. 5928)
Article L. 123-8 du code de l'urbanisme : modalités d'association à la procédure d'élaboration des plans d'occupation des sols
Soutient l'amendement n° 552 de la commission (personnes consultées) (p. 5928) : adopté (p. 5928)
Soutient l'amendement n° 136 de la commission (rédactionnel) (p. 5928) : adopté (p. 5928)
Soutient l'amendement n° 137 de la commission (rédactionnel) (p. 5928) : adopté (p. 5928)
Article L. 123-9 du code de l'urbanisme : délibération arrêtant les plans d'occupation des sols
Soutient l'amendement n° 138 de la commission (rédactionnel) (p. 5928) : adopté (p. 5928)
Article L. 123-10 du code de l'urbanisme : enquête publique, approbation et soumission pour accord des plans d'occupation des sols
Soutient l'amendement n° 139 de la commission (rédactionnel) (p. 5929) : adopté (p. 5929)
Soutient l'amendement n° 140 de la commission (compétence transférée à l' EPCI) (p. 5929) : adopté (p. 5929)
Article L. 123-11 du code de l'urbanisme : point de départ de l'application des plans d'occupation des sols
Soutient l'amendement n° 141 de la commission (de coordination) (p. 5929) : adopté (p. 5929)
Soutient l'amendement n° 142 de la commission (de coordination) (p. 5929) : adopté (p. 5929)
Soutient l'amendement n° 143 de la commission (compatibilité des PLU et des prescriptions de massifs) (p. 5929) : adopté (p. 5929)
Article L. 123-12 du code de l'urbanisme : révision et modification des plans d'occupation des sols
Soutient l'amendement n° 144 de la commission (de coordination) (p. 5929) : adopté (p. 5929)
Soutient l'amendement n° 145 de la commission (rédactionnel) (p. 5929) : adopté (p. 5929)
Article L. 123-13 du code de l'urbanisme : révision et modification des plans d'occupation des sols à l'initiative de l'Etat
Soutient l'amendement n° 147 de la commission (rédactionnel) (p. 5930) : adopté (p. 5930)
Soutient l'amendement n° 148 de la commission (rédactionnel) (p. 5930) : adopté (p. 5930)
Soutient l'amendement n° 149 de la commission (rédactionnel) (p. 5930) : adopté (p. 5930)
Article L. 123-13-1 nouveau du code de l'urbanisme : révision ou modification du plan local d'urbanisme pour permettre la réalisation d'une zone d'aménagement concerté d'intérêt communautaire
Intervient sur l'amendement n° 380 rectifié de M. Jacques Heuclin (approbation par l'établissement public d'un projet de modification ou de révision lorsqu'une ZAC a été créée à l'initiative d'un EPCI) (p. 5930)
Article L. 123-14 nouveau de code de l'urbanisme : révision et modification des plans d'occupation des sols conduites par l'Etat
Soutient l'amendement n° 150 de la commission (de coordination) (p. 5930) : adopté (p. 5930)
Soutient l'amendement n° 151 de la commission (de coordination) (p. 5930) : adopté (p. 5930)
Article L. 123-15 nouveau du code de l'urbanisme : droit de délaissement applicable à certains terrains réservés
Soutient l'amendement n° 152 de la commission (de coordination) (p. 5930) : adopté (p. 5930)
Article L. 123-16 nouveau du code de l'urbanisme : plans d'occupation des sols intercommunaux

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (de coordination) (p. 5930) : adopté (p. 5931)

Article L. 123-17 nouveau du code de l'urbanisme : dispositions transitoires

Soutient l'amendement n° 553 de la commission (dispositions transitoires) (p. 5931) : adopté (p. 5931)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (de coordination) (p. 5931) : adopté (p. 5931)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (lignes aériennes à haute tension)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Jean-Pierre Blazy (rétablissement de l'article : lignes aériennes à haute tension soumises au régime des installations classées) (p. 5931)

Article 4 (cartes communales)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (rédactionnel) (p. 5932) : adopté (p. 5932)

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (rédactionnel) (p. 5932) : adopté (p. 5932)

Soutient l'amendement n° 157 de la commission (suppression des dispositions particulières à la montagne dans les cartes communales) (p. 5932) : adopté (p. 5932)

Soutient l'amendement n° 158 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée en première lecture) (p. 5933) : adopté (p. 5933)

Soutient l'amendement n° 159 de la commission (possibilité pour les conseils municipaux de réaliser leur carte communale avec le préfet) (p. 5933) : adopté (p. 5933)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Michel Marchand (compatibilité des cartes communales avec les documents d'urbanisme élaborés à l'échelle intercommunale) (p. 5933)

Soutient le sous-amendement n° 551 corrigé de la commission (élimination des risques d'incohérence des règles de compatibilité entre carte communale et PDU) à l'amendement n° 27 de M. Jean-Michel Marchand (p. 5933) : adopté (p. 5933)

Soutient l'amendement n° 160 de la commission (de coordination) (p. 5933) : adopté (p. 5933)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (dispositions transitoires) (p. 5933) : adopté (p. 5933)

Article 5 (réforme du régime des zones d'aménagement concerté (ZAC))

Soutient l'amendement n° 162 de la commission (rédactionnel) (p. 5934) : adopté (p. 5934)

Soutient l'amendement n° 163 de la commission (suppression d'une précision inutile) (p. 5934) : adopté (p. 5934)

Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5935)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Michel Marchand (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5935)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Yves Dauge (suppression d'une précision inutile) (p. 5935)

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Jean Proriol (pérennité des plans d'aménagement de zone en vigueur) (p. 5935)

Soutient l'amendement n° 166 de la commission (pérennité des plans d'aménagement de zone en vigueur et intégration au sein des plans locaux d'urbanisme) (p. 5935) : adopté (p. 5935)

Article 6 (conventions publiques d'aménagement)

Soutient l'amendement n° 167 de la commission (acquisition de terrains par les aménageurs) (p. 5936) : adopté (p. 5936)

Soutient l'amendement n° 168 de la commission (suivi des opérations préalables d'une opération par les aménageurs) (p. 5936) : adopté (p. 5936)

Soutient l'amendement n° 169 de la commission (de coordination) (p. 5936) : adopté (p. 5936)

Soutient l'amendement n° 170 de la commission (de coordination) (p. 5936) : adopté (p. 5936)

Article 7 (article L. 300-4-1 nouveau du code de l'urbanisme : contenu des conventions publiques d'aménagement portant sur des opérations auxquelles participent financièrement une ou des collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 171 de la commission (restriction du champ d'application aux seules conventions publiques d'aménagement et financement partiel par les collectivités locales) (p. 5937) : adopté (p. 5937)

Article 8 (suppression de la notion de loi d'aménagement et d'urbanisme)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Jean-Michel Marchand (documents d'urbanisme compatibles avec les directives territoriales d'aménagement) (p. 5937)

Soutient l'amendement n° 172 de la commission (subordination des schémas de cohérence territoriale aux prescriptions de massifs) (p. 5937) : adopté (p. 5938)

Soutient l'amendement n° 173 de la commission (de coordination) (p. 5938) : adopté (p. 5938)

Soutient l'amendement n° 174 de la commission (subordination des plans locaux d'urbanisme aux prescriptions de massifs) (p. 5938) : adopté (p. 5938)

Article 8 bis (inconstructibilité en bordure d'autoroutes)

Soutient l'amendement n° 175 de la commission (de coordination) (p. 5938) : adopté (p. 5938)

Article 10 (anciennes zones opérationnelles)

Soutient l'amendement n° 176 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5938) : adopté (p. 5939)

Article 10 ter (prescriptions particulières de massif)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Jean-Michel Marchand (contrôle de l'urbanisation des zones de moyenne montagne) (p. 5939)

Soutient l'amendement n° 177 de la commission (restriction du champ d'application des directives territoriales d'aménagement) (p. 5939) : adopté (p. 5940)

Article 11 (conditions de rétrocession aux propriétaires de biens préemptés)

Soutient l'amendement n° 178 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5940) : adopté (p. 5940)

Soutient l'amendement n° 179 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5940) : adopté (p. 5940)

Article 11 ter (exercice du droit de préemption sur une fraction d'unité foncière)

Soutient l'amendement n° 180 de la commission (de précision) (p. 5941) : adopté (p. 5941)

Article 12 (droits de délaissement)

Soutient l'amendement n° 181 de la commission (rédactionnel) (p. 5942) : adopté (p. 5942)

Soutient l'amendement n° 182 de la commission (de coordination) (p. 5942) : adopté (p. 5942)

Article 12 bis (coordination rédactionnelle)

Soutient l'amendement n° 183 de la commission (rédactionnel) (p. 5942) : adopté (p. 5942)

Article 13 (définition et modalités de mise en œuvre des opérations d'aménagement)

Intervient sur l'amendement n° 548 de Mme Janine Jambu (lutte contre l'insalubrité) (p. 5942)

Article 14 (concertation préalable avec la population)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Michel Vaxès (avis des communes concernées) (p. 5943)

Soutient l'amendement n° 566 de la commission (rédactionnel) (p. 5943) : adopté (p. 5943)

Intervient sur l'amendement n° 541 de M. Henry Chabert (concertation avec la population) (p. 5943)

Article 15 (secteurs sauvegardés)

Soutient l'amendement n° 185 de la commission (rédactionnel) (p. 5944) : adopté (p. 5944)

Article 16 (projet architectural et paysager des lotissements)

Intervient sur l'amendement n° 567 du Gouvernement (non application aux petits lotissements) (p. 5944)

Article 17 (établissements publics fonciers locaux)

Soutient l'amendement n° 187 de la commission (possibilité de créer un établissement public foncier local, même s'il existe un établissement foncier d'Etat dans le même domaine d'intervention) (p. 5946) : adopté (p. 5946)

Soutient l'amendement n° 188 de la commission (rédactionnel) (p. 5946) : adopté (p. 5946)

Soutient l'amendement n° 189 de la commission (possibilité pour les communautés d'agglomération de créer un établissement public foncier local) (p. 5946) : adopté (p. 5946)

Soutient l'amendement n° 190 de la commission (rédactionnel) (p. 5946) : adopté (p. 5946)

Soutient l'amendement n° 191 de la commission (rédactionnel) (p. 5946) : adopté (p. 5946)

Article 18 (certificat d'urbanisme)

Soutient l'amendement n° 192 de la commission (maintien des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain) (p. 5947) : adopté (p. 5947)

Soutient l'amendement n° 193 de la commission (rédactionnel) (p. 5947) : adopté (p. 5947)

Article 19 (dispositions relatives au permis de construire)

Intervient sur l'amendement n° 469 rectifié de M. Yves Dauge (spécificités des permis accordés pour les constructions non permanentes) (p. 5947)

Soutient l'amendement n° 194 de la commission (rédactionnel) (p. 5947) : adopté (p. 5948)

Soutient l'amendement n° 195 de la commission (transfert à l'Etat, par les petites communes, de la délivrance des permis de construire) (p. 5948) : adopté (p. 5948)

Soutient l'amendement n° 196 de la commission (servitudes influant sur la constructibilité des terrains fournies par l'administration) (p. 5948) : adopté (p. 5948)

Soutient l'amendement n° 197 de la commission (rédactionnel) (p. 5948) : adopté (p. 5948)

Soutient l'amendement n° 198 de la commission (rédactionnel) (p. 5948) : adopté (p. 5948)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 573 rectifié de M. Jacques Brunhes (contrôle des divisions de propriété) (p. 5948)

Article 19 bis supprimé par le Sénat (chalets d'alpage et bâtiments agricoles isolés des zones de montagne)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Michel Marchand (restauration ou construction de chalets d'alpage ou d'autres bâtiments agricoles isolés en zone de montagne) (p. 5949)

Article 19 ter (urbanisation en discontinuité, en zones de montagne, en cas d'adaptation de certaines constructions existantes)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Michel Marchand (notion " d'adaptation " supprimée) (p. 5949)

Article 19 quater (construction de bâtiments d'usage industriel intégrés à l'environnement en zones de montagne)

Soutient l'amendement n° 199 de la commission (de suppression) (p. 5950) : adopté (p. 5950)

Article 19 quinquies (seuil de surface à partir duquel une opération est soumise à la procédure des unités touristiques nouvelles)

Soutient l'amendement n° 200 de la commission (de suppression) (p. 5950) : adopté (p. 5950)

Article 19 sexies (définition des unités touristiques nouvelles)

Soutient l'amendement n° 201 de la commission (de suppression) (p. 5950) : adopté (p. 5951)

Article 19 octies (article L. 111-1-1-A nouveau du code de l'urbanisme : implantation de constructions nouvelles dans les zones rurales dénuées de toute pression foncière)

Soutient l'amendement n° 203 de la commission (de suppression) (p. 5961) : retiré (p. 5961)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Henri Nayrou (constructions nouvelles dans les zones rurales afin d'éviter les diminutions de la population municipale) (p. 5962)

Article 19 nonies (article L. 600-4-2 nouveau du code de l'urbanisme : amende en cas de recours abusif en matière d'urbanisme)

Soutient l'amendement n° 204 de la commission (de suppression) (p. 5962) : adopté (p. 5962)

Article 20 (réalisation d'aires de stationnement)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Marc-Philippe Daubresse (cas de non réalisation d'aires de stationnement) (p. 5963)

Soutient l'amendement n° 206 rectifié de la commission (non utilisation d'une même aire de stationnement par le constructeur) (p. 5963) : adopté (p. 5963)

Soutient l'amendement n° 205 de la commission (de coordination) (p. 5963) : adopté (p. 5963)

Soutient l'amendement n° 207 de la commission (de coordination) (p. 5963) : adopté (p. 5963)

Soutient l'amendement n° 208 troisième rectification de la commission (emprise au sol des aires de stationnement et rénovation des centres commerciaux) (p. 5964) : adopté (p. 5965)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Michel Marchand (jurisprudence applicable aux communes riveraines des estuaires et du littoral) (p. 5965)

Intervient sur l'amendement n° 601 du Gouvernement (accessibilité des espaces publics en milieu urbain aux personnes handicapées) (p. 5965)

Article 20 bis A (notification de la demande d'aide juridictionnelle)

Soutient l'amendement n° 209 de la commission (de suppression) (p. 5966) : adopté (p. 5966)

Article 20 bis (constructibilité en zone C des plans d'exposition au bruit)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Jean-Pierre Blazy (renouvellement urbain au voisinage des aéroports) (p. 5966)

Article 20 quater A (encadrement des missions des architectes des bâtiments de France)

Intervient sur l'amendement n° 574 de M. Yves Dauge (encadrement, sauf circonstances exceptionnelles, des missions des architectes des bâtiments de France) (p. 5967)

Article 20 quater B (article L. 602-1 du code de l'urbanisme : exception d'illégalité)

Soutient l'amendement n° 210 de la commission (de suppression) (p. 5968) : adopté (p. 5968)

Article 20 quater C (information du titulaire d'une autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol en cas de transmission incomplète de cette autorisation au préfet)

Soutient l'amendement n° 211 de la commission (de suppression) (p. 5969) : adopté (p. 5969)

Article 20 quater D (article L. 600-4-3 nouveau du code de l'urbanisme : légalité sous réserve de certaines autorisations d'occupation ou d'utilisation du sol)

Soutient l'amendement n° 212 de la commission (de suppression) (p. 5969) : adopté (p. 5969)

Article 20 quater E (article L. 600-4-4 nouveau du code de l'urbanisme : obligation d'invoquer, dans le délai de recours contentieux l'ensemble des moyens de la requête à l'encontre d'une autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol)

Soutient l'amendement n° 213 de la commission (de suppression) (p. 5969) : adopté (p. 5971)

Article 20 quater F (article L. 600-6 nouveau du code de l'urbanisme : amende en cas de requête abusive)

Soutient l'amendement n° 214 de la commission (de suppression) (p. 5971) : adopté (p. 5971)

Article 20 quater G (article L 25-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel : consignation d'une somme par les associations en cas de dépôt d'un recours pour excès de pouvoir à l'encontre d'une autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol)

Soutient l'amendement n° 215 de la commission (de suppression) (p. 5971) : adopté (p. 5971)

Article 20 quater (reconnaissance de la vacance de biens)

Soutient l'amendement n° 216 de la commission (de coordination) (p. 5972) : adopté (p. 5972)

Article 20 quinquies (ajustement du périmètre de protection des monuments historiques)

Soutient l'amendement n° 217 de la commission (de coordination) (p. 5972) : adopté (p. 5972)

Article 20 sexies supprimé par le Sénat (droit de retrait des communes membres d'une communauté de villes adhérant à un établissement public de coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 218 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5972) : adopté (p. 5972)

Article 20 septies A (plan de gestion des sites dans les zones relevant de la loi "littoral")

Soutient l'amendement n° 219 de la commission (de suppression) (p. 5973) : retiré (p. 5973)

Intervient sur l'amendement n° 614 de M. Robert Gaïa (plan de gestion des sites dans les zones relevant de la loi "littoral") (p. 5973)

Article 20 septies (date d'entrée en vigueur des articles 2, 3 et 5)

Soutient l'amendement n° 220 de la commission (application rapide des dispositions relatives aux cartes communales et aux certificats d'urbanisme) (p. 5975) : adopté (p. 5975)

Article 20 octies (équipements nécessaires à la pratique de la promenade et de la randonnée sur les rives des lacs de montagne)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jean-Michel Marchand (équipements ouverts au public "pour la promenade et la randonnée") (p. 5975)

Article 20 nonies (classement d'herbiers marins en espaces boisés par les plans d'occupation des sols)

Soutient l'amendement n° 221 de la commission (de suppression) (p. 5975) : adopté (p. 5975)

Article 20 decies (article L. 160-6-2 nouveau du code de l'urbanisme : servitudes d'accès aux lacs de montagne)

Soutient l'amendement n° 222 de la commission (de suppression) (p. 5975) : adopté (p. 5975)

Après l'article 20 undecies

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jean-Michel Marchand (chemins ruraux affectés au patrimoine départemental) (p. 5976)

Article 21 (institution d'une participation des riverains au financement des voies nouvelles)

Soutient l'amendement n° 559 de la commission (travaux d'infrastructures liés aux réseaux de gaz, électricité, eau potable et télécommunications éligibles à la participation au titre du financement des voies nouvelles) (p. 5977) : adopté après rectification (p. 5977)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Marc-Philippe Daubresse (participation due à compter de l'installation du raccordement au réseau public) (p. 5977)

Article 23 supprimé par le Sénat (modification des valeurs forfaitaires servant au calcul de la taxe locale d'équipement)

Soutient l'amendement n° 223 de la commission (rétablissement du tableau des valeurs forfaitaires servant au calcul de la taxe locale d'équipement) (p. 5978) : adopté (p. 5978)

Article 24 supprimé par le Sénat (réforme de la taxe foncière sur les propriétés non bâties)

Soutient l'amendement n° 224 de la commission (rétablissement de l'article réformant la taxe foncière sur les propriétés non bâties : majoration, dans la limite de 5 F, de la valeur cadastrale de certains terrains) (p. 5979) : adopté (p. 5979)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 418 de M. Roger Meï (respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées) (p. 5979)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Soutient l'amendement n° 225 de la commission (décompte des logements sociaux dans le parc communal et intercommunal) (p. 6108) : adopté (p. 6114)

Intervient sur le sous-amendement n° 462 de M. Marc-Philippe Daubresse (décompte des logements "à vocation sociale" dans le parc communal et intercommunal) à l'amendement n° 225 de la commission (p. 6110)

Intervient sur le sous-amendement n° 463 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (non application lorsque les logements sociaux représentent déjà plus de 20 % des résidences principales des communes membres de l'EPCI) à l'amendement n° 225 de la commission (p. 6111)

Intervient sur le sous-amendement n° 495 corrigé de M. Gilles Carrez (non application lorsque les logements sociaux représentent déjà plus de 20 % des résidences principales des communes membres de l'EPCI) à l'amendement n° 225 de la commission (p. 6111)

Intervient sur le sous-amendement n° 493 corrigé de M. Gilles Carrez (non application lorsque les communes ont un faible potentiel fiscal) à l'amendement n° 225 de la commission (p. 6112)

Intervient sur le sous-amendement n° 494 corrigé de M. Gilles Carrez (non application lorsque les communes ont un faible potentiel fiscal) à l'amendement n° 225 de la commission (p. 6112)

Intervient sur le sous-amendement n° 496 corrigé de M. Serge Poignant (non application lorsque les communes sont soumises à une inconstructibilité résultant d'un plan de prévention des risques) à l'amendement n° 225 de la commission (p. 6113)

Intervient sur le sous-amendement n° 597 de M. Étienne Pinte (non application lorsque les communes sont soumises à une inconstructibilité) à l'amendement n° 225 de la commission (p. 6113)

Intervient sur le sous-amendement n° 596 de M. Étienne Pinte (maintien du dispositif de majoration prévu par la loi "Delebarre") à l'amendement n° 225 de la commission (p. 6114)

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Serge Poignant (décompte des logements sociaux dans le parc communal et intercommunal) (p. 6109)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Jean-Claude Guibal (non application lorsque les communes sont soumises à une inconstructibilité résultant de l'application de la loi littoral, de la loi montagne ou d'un plan de prévention des risques naturels) (p. 6115)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Gilles Carrez (non application lorsque les communes sont soumises à une inconstructibilité résultant de l'application de la loi littoral, de la loi montagne ou d'un plan de prévention des risques naturels) (p. 6115)

Intervient sur l'amendement n° 499 de M. Gilles Carrez (définition des logements locatifs sociaux retenus) (p. 6115)

Soutient l'amendement n° 226 de la commission (rédactionnel) (p. 6115) : adopté (p. 6115)

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Marc-Philippe Daubresse (élargissement du champ du logement social) (p. 6116)

Intervient sur l'amendement n° 455 de M. Marc-Philippe Daubresse (élargissement du champ du logement social) (p. 6116)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Marc-Philippe Daubresse (élargissement du champ du logement social) (p. 6116)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Marc-Philippe Daubresse (élargissement du champ du logement social) (p. 6117)

Soutient l'amendement n° 227 rectifié de la commission (décompte des logements sociaux) (p. 6117) : adopté (p. 6117)

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Daniel Marcovitch (définition des logements sociaux) (p. 6117)

Intervient sur l'amendement n° 506 de M. Gilles Carrez (élargissement du champ du logement social) (p. 6118)

Soutient l'amendement n° 228 de la commission (de cohérence) (p. 6118) : adopté (p. 6118)

Soutient l'amendement n° 229 de la commission (de cohérence) (p. 6118) : adopté (p. 6118)

Soutient l'amendement n° 230 de la commission (autres logements éligibles) (p. 6118) : adopté (p. 6119)

Intervient sur le sous-amendement n° 464 de M. Marc-Philippe Daubresse (logements mis à la disposition des instituteurs) à l'amendement n° 230 de la commission (p. 6118)

Intervient sur le sous-amendement n° 465 de M. Marc-Philippe Daubresse (autres logements éligibles) à l'amendement n° 230 de la commission (p. 6119)

Intervient sur l'amendement n° 231 de la commission (de cohérence) (p. 6119)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Étienne Pinte (décompte des logements appartenant aux collectivités locales) (p. 6120)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Étienne Pinte (décompte des logements appartenant à l'Etat) (p. 6120)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Étienne Pinte (décompte des logements appartenant aux sociétés d'économie mixte nationale) (p. 6120)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Étienne Pinte (décompte des logements appartenant aux sociétés d'économie mixte locales) (p. 6120)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Étienne Pinte (décompte des logements appartenant aux établissements publics industriels et commerciaux) (p. 6120)

Soutient l'amendement n° 232 de la commission (bonification en faveur des PLA très sociaux supprimée) (p. 6120) : adopté (p. 6120)

Soutient l'amendement n° 233 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6120) : adopté (p. 6120)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Gilles Carrez (communes appartenant à une agglomération de plus de 50 000 habitants, comprenant au moins 15 000 habitants et ayant plus de 40 % de logements locatifs sociaux, amenées à construire, par période triennale, au minimum deux tiers de logements non locatifs sociaux) (p. 6121)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Gilles Carrez (prise en compte des logements appartenant à des bailleurs privés) (p. 6121)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Gilles Carrez (prise en compte des logements à loyer intermédiaire appartenant à des bailleurs privés) (p. 6122)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Gilles Carrez (non application aux départements où les logements sociaux ont déjà dépassé le seuil de 25 %) (p. 6123)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Gilles Carrez (non application aux communes où l'insuffisance de l'offre foncière ne permet pas de satisfaire les objectifs de la présente loi) (p. 6123)

Soutient l'amendement n° 234 rectifié de la commission (gestionnaires de logements sociaux, personnes morales et propriétaires tenus de fournir au préfet un inventaire chaque année) (p. 6123) : adopté (p. 6123)

Son amendement n° 589 (rédactionnel) : adopté (p. 6123)

Soutient l'amendement n° 235 de la commission (communes disposant déjà d'un parc social de taille significative exemptées des règles de la procédure contradictoire) (p. 6124) : adopté (p. 6124)

Soutient l'amendement n° 236 de la commission (institution d'un prélèvement visant à relancer la construction locale sociale) (p. 6124) : adopté (p. 6127)

Intervient sur le sous-amendement n° 534 de M. Marc-Philippe Daubresse (année d'application) à l'amendement n° 236 de la commission (p. 6125)

Intervient sur le sous-amendement n° 535 de M. Marc-Philippe Daubresse (année d'application) à l'amendement n° 236 de la commission (p. 6125)

Intervient sur le sous-amendement n° 536 de M. Marc-Philippe Daubresse (calcul au niveau de l'EPCI) à l'amendement n° 236 de la commission (p. 6125)

Intervient sur le sous-amendement n° 564 de la commission (institution d'un prélèvement visant à relancer la construction locale sociale) à l'amendement n° 236 de la commission (p. 6126)

Intervient sur le sous-amendement n° 537 de M. Marc-Philippe Daubresse (moyens financiers fournis aux collectivités pour les acquisitions foncières) à l'amendement n° 236 de la commission (p. 6126)

Intervient sur le sous-amendement n° 598 de M. Étienne Pinte (versement sur un compte foncier bloqué pendant vingt ans) à l'amendement n° 236 de la commission (p. 6127)

Soutient l'amendement n° 237 de la commission (programmation pluriannuelle de la construction de logements) (p. 6127) : adopté après modification (p. 6128)

Intervient sur le sous-amendement n° 540 de M. Marc-Philippe Daubresse (cas des communes à faible potentiel fiscal) à l'amendement n° 237 de la commission (p. 6128)

Intervient sur le sous-amendement n° 630 de M. Pierre Cardo (répartition équilibrée de la taille des logements) à l'amendement n° 237 de la commission (p. 6128)

Intervient sur le sous-amendement n° 539 de M. Marc-Philippe Daubresse (objectifs réalisés au niveau de l'EPCI) à l'amendement n° 237 de la commission (p. 6128)

Soutient l'amendement n° 238 de la commission (retour au texte voté par l'assemblée nationale en première lecture et dispositions sur la délivrance de l'agrément pour les bureaux) (p. 6129) : adopté (p. 6129)

Soutient l'amendement n° 239 de la commission (retour au texte voté par l'assemblée nationale en première lecture : substitution du préfet en cas de carence) (p. 6129) : adopté (p. 6131)

Intervient sur le sous-amendement n° 426 de Mme Janine Jambu (substitution automatique du préfet en cas de carence) à l'amendement n° 239 de la commission (p. 6129)

Intervient sur le sous-amendement n° 491 de M. Gilles Carrez (suppression de la disposition coercitive autorisant le préfet à passer, en lieu et place de la commune défaillante, une convention avec les bailleurs sociaux) à l'amendement n° 239 de la commission (p. 6130)

Après l'article 25

Soutient l'amendement n° 240 de la commission (inscription d'opérations visant à accroître la construction locative sociale au sein des programmes locaux de l'habitat) (p. 6131) : adopté (p. 6131)

Article 25 quater supprimé par le Sénat (exonération de taxe foncière)

Intervient sur l'amendement n° 562 rectifié de Mme Janine Jambu (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties au bénéfice des logements appartenant aux organismes HLM et situés dans les quartiers défavorisés) (p. 6132)

Soutient l'amendement n° 241 de la commission (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties au bénéfice des logements appartenant aux organismes HLM et situés dans les quartiers défavorisés) (p. 6132) : retiré (p. 6133)

Article 25 sexies (modalités d'intervention des sociétés d'économie mixte locales en matière de logement)

Soutient l'amendement n° 242 rectifié de la commission (alignement des conventions financières passées par les SEM avec les collectivités territoriales sur celles qui régissent les rapports entre les collectivités territoriales et les bailleurs sociaux) (p. 6134) : retiré (p. 6134)

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Daniel Marcovitch (correction d'une erreur matérielle) (p. 6134)

Intervient sur l'amendement n° 385 rectifié de M. Philippe Decaudin (cession de terrains ou de constructions par les collectivités territoriales ou leurs groupements) (p. 6134)

Intervient sur le sous-amendement n° 599 du Gouvernement (valeur attribuée aux constructions cédées non inférieure à la valeur fixée par le service des domaines) à l'amendement n° 385 rectifié de M. Philippe Decaudin (p. 6134)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Philippe Decaudin (validation des conventions antérieures) (p. 6135)

Intervient sur le sous-amendement n° 600 du Gouvernement (référence à l'objet des conventions remplacée par une référence aux dispositions de la nouvelle loi) à l'amendement n° 388 de M. Philippe Decaudin (p. 6135)

Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Philippe Decaudin (concours financiers non régis par les dispositions du titre Ier du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales) (p. 6135)

Après l'article 25 sexies

Soutient l'amendement n° 244 de la commission (SEM autorisées à mener des opérations de renouvellement) (p. 6135) : adopté (p. 6135)

Article 26 (rôle des communes et des établissements publics de coopération intercommunale en matière de construction de logements locatifs sociaux)

Soutient l'amendement n° 560 de la commission (de cohérence) (p. 6136) : adopté (p. 6136)

Soutient l'amendement n° 561 de la commission (de cohérence) (p. 6136) : adopté (p. 6136)

Soutient l'amendement n° 386 de M. André Borel (intervention des communautés d'agglomération en faveur du logement social) (p. 6136) : adopté (p. 6137)

Article 26 bis (mise à disposition de locaux par un organisme d'habitations à loyer modéré au bénéfice d'associations oeuvrant dans le secteur social)

Soutient l'amendement n° 245 de la commission (mise à disposition de locaux au profit des associations oeuvrant dans le domaine du social) (p. 6137) : adopté (p. 6137)

Soutient l'amendement n° 246 de la commission (paiement facultatif des charges locatives) (p. 6137) : adopté (p. 6137)

Article 27 supprimé par le Sénat (modifications diverses du code de l'urbanisme)

Soutient l'amendement n° 247 de la commission (rétablissement de l'article dans une rédaction pratiquement identique à celle adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6138) : adopté (p. 6138)

Intervient sur l'amendement n° 627 de M. Daniel Marcovitch (suppression de la contrainte concernant le rapport entre logements et activités lorsque le taux de chômage est élevé) (p. 6138)

Article 28 (délai de rétractation et interdiction d'un dépôt d'argent par les acquéreurs d'un bien immobilier)

Intervient sur l'amendement n° 633 du Gouvernement (protection de l'acquéreur non professionnel) (p. 6140)

Soutient l'amendement n° 248 de la commission (protection de l'acquéreur non professionnel) (p. 6140) : retiré (p. 6140)

Intervient sur l'amendement n° 634 corrigé du Gouvernement (délai de rétractation) (p. 6141)

Soutient l'amendement n° 250 de la commission (amende de 200 000 F) (p. 6141) : adopté (p. 6141)

Intervient sur l'amendement n° 519 corrigé de M. Jean Proriol (non application aux ventes par adjudication, aux ventes sur licitation, aux ventes entre indivisaires ou sur saisie immobilière) (p. 6141)

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Henry Chabert (dimension, surface et limites d'un terrain communiquées à l'acheteur sous peine de nullité) (p. 6141)

Soutient l'amendement n° 251 de la commission (modification de la date d'entrée en vigueur) (p. 6141) : adopté (p. 6141)

Article 28 bis supprimé par le Sénat (article L. 316-3-1 du code de l'urbanisme : promesses unilatérales de vente en matière de lotissements)

Soutient l'amendement n° 252 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, modifié pour renforcer les garanties offertes au bénéficiaire de l'offre de vente) (p. 6142) : adopté (p. 6142)

Article 29 (article L. 111-6-1 nouveau du code de la construction et de l'habitation : interdiction de créer des logements de surface réduite ou insuffisamment équipés)

Soutient l'amendement n° 253 de la commission (définition précise des interdictions) (p. 6142) : retiré (p. 6142)

Soutient l'amendement n° 254 de la commission (système de chauffage adapté) (p. 6142) : retiré (p. 6142)

Intervient sur le sous-amendement n° 636 du Gouvernement (texte de référence rappelé) à l'amendement n° 255 de la commission (diagnostics amiante et risque de saturnisme obligatoires) (p. 6143)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Jean-Louis Dumont (diagnostic technique des immeubles construits depuis plus de quinze ans et mis en copropriété) (p. 6143)

Intervient sur l'amendement n° 521 de Mme Janine Jambu (diagnostic technique des immeubles construits depuis plus de quinze ans et mis en copropriété) (p. 6143)

Article 30 (plan comptable des copropriétés)

Soutient l'amendement n° 256 de la commission (plans comptables simplifiés) (p. 6144) : adopté (p. 6144)

Soutient l'amendement n° 257 de la commission (suppression de la ligne budgétaire pour le fonctionnement du conseil syndical) (p. 6144) : adopté (p. 6144)

Intervient sur l'amendement n° 482 de M. Jean Proriol (report de la date d'application) (p. 6144)

Soutient l'amendement n° 258 de la commission (report de la date d'application) (p. 6144) : adopté (p. 6145)

Soutient l'amendement n° 259 de la commission (report de la date d'application) (p. 6145) : adopté (p. 6145)

Soutient l'amendement n° 260 de la commission (rédactionnel) (p. 6145) : adopté (p. 6145)

Intervient sur l'amendement n° 516 de M. Jean-Louis Dumont (fonds de prévoyance constitués par les syndicats coopératifs) (p. 6145)

Article 30 bis A (transparence du mode de calcul des quotes-parts des parties communes et de la répartition des charges de la copropriété)

Soutient l'amendement n° 46 de M. Jean-Michel Marchand (report de la date d'application) (p. 6145) : adopté (p. 6145)

Article 30 bis B (ouverture d'un compte bancaire ou postal séparé)

Soutient l'amendement n° 261 de la commission (compte bancaire ou postal séparé au nom du syndicat) (p. 6146) : adopté (p. 6146)

Soutient l'amendement n° 47 de M. Jean-Michel Marchand (report de la date d'application) (p. 6146) : adopté (p. 6146)

Article 30 ter (consultation du carnet d'entretien)

Soutient l'amendement n° 262 de la commission (information de l'acquéreur sur la qualité de l'entretien de l'immeuble collectif) (p. 6146) : adopté (p. 6146)

Article 31 (fonctionnement des copropriétés)

Soutient l'amendement n° 263 de la commission (conditions précises pour mettre des frais de recouvrement à la charge d'un copropriétaire) (p. 6149) : adopté (p. 6149)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Michel Bouvard (conditions précises pour mettre des frais de recouvrement à la charge d'un copropriétaire) (p. 6149)

Soutient l'amendement n° 264 de la commission (protection des coordonnées du syndic) (p. 6149) : adopté (p. 6149)

Soutient l'amendement n° 265 de la commission (de précision) (p. 6149) : adopté (p. 6149)

Soutient l'amendement n° 266 de la commission (certificat du syndic) (p. 6150) : adopté (p. 6150)

Soutient l'amendement n° 267 de la commission (appel d'offres obligatoire) (p. 6150) : adopté (p. 6150)

Soutient l'amendement n° 268 de la commission (votes successifs facilitant la prise de décision tendant à la réalisation de travaux urgents) (p. 6150) : adopté (p. 6150)

Soutient l'amendement n° 269 de la commission (calcul des majorités pour la prise de décisions à l'assemblée générale) (p. 6150) : adopté (p. 6150)

Soutient l'amendement n° 270 de la commission (suppression du paragraphe introduit par le Sénat interdisant de nommer le syndic existant administrateur provisoire d'une copropriété en difficulté) (p. 6150) : adopté (p. 6150)

Soutient l'amendement n° 271 de la commission (nomination d'un administrateur provisoire dans les copropriétés en difficulté : retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6150) : adopté (p. 6150)

Soutient l'amendement n° 272 de la commission (personnes compétentes pour saisir le juge d'une prolongation de mandat de l'administrateur provisoire : retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6151) : adopté (p. 6151)

Soutient l'amendement n° 273 de la commission (de précision) (p. 6151) : adopté (p. 6151)

Soutient l'amendement n° 274 de la commission (de conséquence) (p. 6151) : adopté (p. 6151)

Soutient l'amendement n° 275 de la commission (de précision) (p. 6151) : adopté (p. 6151)

Soutient l'amendement n° 276 de la commission (création d'unions de syndicats tout en garantissant la stabilité de ces structures de coopération) (p. 6151) : adopté (p. 6151)

Soutient l'amendement n° 277 de la commission (de précision) (p. 6151) : adopté (p. 6151)

Article 32 (intervention des organismes d'HLM en faveur des copropriétés dégradées)

Intervient sur l'amendement n° 522 de Mme Janine Jambu (acquisition de lots, en vue de les louer, pour une période au moins égale à la période d'amortissement du bien acquis) (p. 6152)

Soutient l'amendement n° 278 de la commission (de précision) (p. 6152) : adopté (p. 6152)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 635 du Gouvernement (prolongement, pour cinq ans, de la durée de l'exonération de la taxe foncière pour les logements en accession à la propriété et financés par un prêt PAP) (p. 6152)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Michel Bouvard (montant maximum des frais de mutation encaissés par le syndic à l'occasion de vente de lots) (p. 6153)

Article 34 ter (modalités de mise en œuvre des exonérations de cotisations sociales dans les zones franches urbaines)

Soutient l'amendement n° 279 de la commission (taux d'exonération fixé à 50 %) (p. 6160) : adopté (p. 6160)

Soutient l'amendement n° 280 deuxième rectification de la commission (maintien de l'exonération lorsque le licenciement ne peut être imputé à l'employeur) (p. 6160) : adopté (p. 6160)

Soutient l'amendement n° 281 rectifié de la commission (déclaration des mouvements de main d'œuvre) (p. 6161) : adopté (p. 6161)

Soutient l'amendement n° 282 de la commission (suppression de la rédaction du Sénat permettant de prolonger le dispositif jusqu'en 2004) (p. 6161) : adopté (p. 6161)

Article 34 quater A (fonds de revitalisation économique)

Intervient sur l'amendement n° 603 du Gouvernement (fonds de revitalisation économique utilisés, à titre dérogatoire, sur l'ensemble des autres territoires prioritaires faisant l'objet de contrats de ville) (p. 6161)

Article 34 quater (individualisation des contrats de fourniture d'eau)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Daniel Vachez (individualisation des contrats de fourniture d'eau et imputation de la charge) (p. 6163)

Intervient sur le sous-amendement n° 478 rectifié de M. Daniel Marcovitch (prise en charge des travaux nécessaires par le propriétaire qui a formulé la demande) à l'amendement n° 389 de M. Daniel Vachez (p. 6163)

Soutient le sous-amendement n° 595 de la commission (prise en charge des travaux nécessaires par le propriétaire qui a formulé la demande) à l'amendement n° 389 de M. Daniel Vachez (p. 6163) : retiré (p. 6165)

Article 60 (objectifs et moyens de la politique du logement)

Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Francis Hammel (accessibilité aux personnes handicapées) (p. 6165)

Intervient sur l'amendement n° 430 de Mme Janine Jambu (principe de relèvement des plafonds de ressources inscrit dans la loi) (p. 6165)

Intervient sur l'amendement n° 547 de M. Alain Cacheux (dimension régionale de la politique de l'habitat) (p. 6167)

Son amendement n° 632 (fonds de solidarité du logement autorisé à aider les propriétaires) (p. 6167) : adopté (p. 6168)

Article 60 bis (activités d'utilité sociale en matière de logement)

Soutient l'amendement n° 309 corrigé de la commission (activités d'utilité sociale concourant à la politique d'aide au logement) (p. 6168) : adopté (p. 6168)

Article 60 ter (rapport d'évaluation des besoins en matière de logement)

Soutient l'amendement n° 310 rectifié de la commission (rapport au Parlement, tous les trois ans, d'évaluation des besoins en matière de logement) (p. 6168) : adopté (p. 6168)

Article 61 B (location d'aires de stationnement vacantes)

Soutient l'amendement n° 311 de la commission (rédactionnel) (p. 6169) : adopté (p. 6169)

Soutient l'amendement n° 312 de la commission (locataires prioritaires pour les locations d'aires de stationnement) (p. 6169) : adopté (p. 6169)

Article 61 (statut et pérennité du logement social)

Intervient sur l'amendement n° 431 de Mme Janine Jambu (de suppression) (p. 6171)

Soutient l'amendement n° 313 rectifié de la commission (compétences des organismes) (p. 6172) : adopté (p. 6174)

Intervient sur le sous-amendement n° 432 de Mme Janine Jambu (compétences des organismes au titre du "service public") à l'amendement n° 313 rectifié de la commission (p. 6172)

Soutient l'amendement n° 314 rectifié de la commission (de précision) (p. 6174) : adopté (p. 6174)

Soutient l'amendement n° 315 rectifié de la commission (de précision) (p. 6174) : adopté (p. 6174)

Soutient l'amendement n° 397 de M. Philippe Decaudin (non application aux logements vendus par les SEM) (p. 6174) : adopté (p. 6174)

Soutient l'amendement n° 316 de la commission (application aux logements construits ou acquis avec une aide de l'Etat et à ceux appartenant aux sociétés immobilières à participation majoritaire de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 6175) : adopté après modification (p. 6175)

Intervient sur le sous-amendement n° 433 de Mme Janine Jambu (application rétroactive au 30 juin 2000) à l'amendement n° 316 de la commission (p. 6175)

Intervient sur le sous-amendement n° 434 de Mme Janine Jambu (rédactionnel) à l'amendement n° 316 de la commission (p. 6175)

Son amendement n° 578 (extension des possibilités de conventionnement entre l'Etat et l'union) : adopté (p. 6176)

Article 62 ter (statut des personnels des offices publics d'aménagement et de construction ayant la qualité de fonctionnaires)

Soutient l'amendement n° 318 de la commission (conditions de changement de cadre d'emploi) (p. 6177) : adopté (p. 6177)

Article 63 (compétence et administration provisoire des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré)

Soutient l'amendement n° 319 de la commission (de suppression partielle) (p. 6179) : adopté (p. 6179)

Intervient sur l'amendement n° 606 de M. Daniel Marcovitch (interdiction faite aux personnes qui ne peuvent plus siéger en tant qu'administrateur de participer à d'autres conseils d'administration) (p. 6179)

Article 63 bis B (compétence des organismes d'habitations à loyer modéré en matière d'assistance à maîtrise d'ouvrage)

Soutient l'amendement n° 320 de la commission (organismes privés d'HLM autorisés à mettre leur compétence de maître d'ouvrage à la disposition d'autres partenaires publics) (p. 6179) : adopté (p. 6179)

Article 63 ter (conférence communale du logement)

Soutient l'amendement n° 321 de la commission (conditions de création d'une commission d'attribution) (p. 6180) : adopté (p. 6180)

Article 64 ter (acquisition des logements par les locataires occupants)

Intervient sur l'amendement n° 569 du Gouvernement (modalités de fonctionnement des sociétés civiles immobilières de location en vue d'assurer la protection des associés et de permettre aux locataires ne souhaitant pas accéder à la propriété de bénéficier du régime locatif HLM) (p. 6181)

Article 67 (compétences, statut et ressources de la Caisse de garantie du logement social)

Son amendement n° 579 (de cohérence) : adopté (p. 6183)

Soutient l'amendement n° 323 de la commission (statut de la Caisse de garantie du logement social) (p. 6183) : adopté après rectification (p. 6184)

Soutient l'amendement n° 324 de la commission (activités de la Caisse de garantie du logement social) (p. 6184) : adopté (p. 6184)

Soutient l'amendement n° 325 de la commission (de conséquence) (p. 6184) : adopté (p. 6184)

Intervient sur l'amendement n° 437 de Mme Janine Jambu (représentation des élus des collectivités territoriales) (p. 6184)

Intervient sur l'amendement n° 570 du Gouvernement (non mention de la personne qui représentera l'Etat) (p. 6185)

Soutient l'amendement n° 326 de la commission (rédactionnel) (p. 6185) : adopté (p. 6185)

Soutient l'amendement n° 327 de la commission (de conséquence) (p. 6185) : adopté (p. 6185)

Soutient l'amendement n° 328 de la commission (de précision) (p. 6185) : adopté (p. 6185)

Soutient l'amendement n° 329 de la commission (de cohérence) (p. 6185) : adopté (p. 6186)

Article 68 (garantie des opérations d'accession à la propriété)

Soutient l'amendement n° 330 de la commission (garantie des organismes d'HLM dans leur programme d'accession à la propriété) (p. 6186) : adopté (p. 6186)

Soutient l'amendement n° 331 de la commission (rédactionnel) (p. 6186) : adopté (p. 6186)

Soutient l'amendement n° 332 de la commission (rédactionnel) (p. 6186) : adopté (p. 6186)

Article 69 (assujettissement des sociétés d'économie mixte des départements d'outre-mer aux dispositions nouvelles)

Son amendement n° 590 (rédactionnel) : adopté (p. 6187)

Article 70 (article L. 481-1-1 nouveau du code de la construction et de l'habitation : solidarité entre sociétés d'économie mixte)

Son amendement n° 591 (rédactionnel) : adopté (p. 6187)

Article 71 (abrogation de l'article 302 bis ZC du code général des impôts)

Intervient sur l'amendement n° 438 de Mme Janine Jambu (relèvement à 60 % du seuil d'application du surloyer obligatoire) (p. 6187)

Article 72 (procédure de déclaration d'insalubrité)

Intervient sur l'amendement n° 616 du Gouvernement (de codification et de coordination) (p. 6189)

Soutient l'amendement n° 333 de la commission (rédactionnel) (p. 6189) : adopté (p. 6189)

Intervient sur l'amendement n° 617 du Gouvernement (de codification) (p. 6189)

Intervient sur l'amendement n° 618 du Gouvernement (de codification) (p. 6189)

Article 73 (procédure préalable au constat d'insalubrité et protection des usagers)

Soutient l'amendement n° 334 de la commission (rédactionnel) (p. 6190) : adopté (p. 6190)

Après l'article 73

Intervient sur l'amendement n° 620 du Gouvernement (suppression du renvoi à un décret d'application) (p. 6190)

Article 74 (article L. 28 du code de la santé publique : constat d'insalubrité)

Intervient sur l'amendement n° 621 rectifié du Gouvernement (de codification) (p. 6190)

Soutient l'amendement n° 335 de la commission (rédactionnel) (p. 6191) : adopté (p. 6191)

Soutient l'amendement n° 336 de la commission (possibilité de conclure un bail emphytéotique ou un viager) (p. 6191) : adopté (p. 6191)

Soutient l'amendement n° 337 de la commission (rédactionnel) (p. 6191) : adopté (p. 6191)

Article 75 (procédure de déclaration d'insalubrité)

Intervient sur l'amendement n° 622 du Gouvernement (de codification) (p. 6192)

Son amendement n° 580 (rédactionnel) : adopté (p. 6192)

Soutient l'amendement n° 605 de la commission (rédactionnel) (p. 6192) : adopté (p. 6192)

Article 76 (sanction du refus d'exécuter les travaux demandés)

Intervient sur l'amendement n° 623 du Gouvernement (de codification) (p. 6192)

Article 77 (inscription d'une hypothèque légale)

Intervient sur l'amendement n° 644 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 6193)

Soutient l'amendement n° 339 de la commission (rédactionnel) (p. 6193) : adopté (p. 6193)

Article 78 pour coordination (article L. 32 du code de la santé publique : obligation d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants)

Intervient sur l'amendement n° 624 du Gouvernement (de codification) (p. 6193)

Article 80 (dispositions diverses)

Intervient sur l'amendement n° 629 du Gouvernement (de codification) (p. 6194)

Article 82 (procédure relative aux immeubles menaçant ruine)

Soutient l'amendement n° 341 de la commission (réintroduction du bail emphytéotique et du viager) (p. 6195) : adopté après rectification (p. 6195)

Soutient l'amendement n° 342 de la commission (réintroduction du bail emphytéotique et du viager) (p. 6195) : adopté après rectification (p. 6195)

Soutient l'amendement n° 343 de la commission (sanctions) (p. 6196) : adopté (p. 6196)

Article 82 bis (obligations de relogement)

Soutient l'amendement n° 344 de la commission (de suppression) (p. 6196) : adopté (p. 6196)

Article 82 ter (inopposabilité du maintien dans les lieux)

Soutient l'amendement n° 345 de la commission (inopposabilité du maintien dans les lieux : retour au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6197) : adopté (p. 6197)

Article 83 (sanction de la déclaration d'insalubrité ou de péril)

Intervient sur l'amendement n° 612 du Gouvernement (de codification) (p. 6197)

Intervient sur l'amendement n° 439 de Mme Janine Jambu (prohibition générale de toute indemnisation) (p. 6198)

Soutient l'amendement n° 346 de la commission (loyer cessant d'être dû à compter du premier jour du mois de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril) (p. 6198) : adopté après rectification et modifications (p. 6199)

Intervient sur le sous-amendement n° 647 du Gouvernement (de codification) à l'amendement n° 346 de la commission (p. 6198)

Intervient sur le sous-amendement n° 648 du Gouvernement (fin du non paiement) à l'amendement n° 346 de la commission (p. 6199)

Soutient l'amendement n° 347 de la commission (sanctions) (p. 6199) : adopté (p. 6199)

Soutient l'amendement n° 348 rectifié de la commission (sanctions) (p. 6199) : adopté (p. 6199)

Article 83 bis A (conditions de versement des allocations logement)

Son amendement n° 592 (rédactionnel) : adopté (p. 6199)

Après l'article 83 bis

Intervient sur l'amendement n° 524 de Mme Janine Jambu (cas des immeubles ou parties d'immeubles en état d'abandon) (p. 6200)

Article 84 (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Soutient l'amendement n° 349 de la commission (définition et mission de l'ANAH) (p. 6200) : adopté après rectification (p. 6200)

Article 84 bis (article L. 318-5 nouveau du code de l'urbanisme : opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir)

Intervient sur l'amendement n° 63 du Gouvernement (de coordination) (p. 6201)

Article 85 A (définition du logement décent et actions en réduction du loyer)

Intervient sur l'amendement n° 628 de M. Daniel Marcovitch (droit à un logement décent inscrit dans le code civil) (p. 6202)

Intervient sur l'amendement n° 528 de Mme Janine Jambu (suppression du délai d'un an imparti au locataire pour demander la mise en conformité de son logement aux normes de décence) (p. 6203)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Daniel Marcovitch (de précision) (p. 6203)

Soutient l'amendement n° 350 de la commission (de précision) (p. 6203) : adopté après modification (p. 6203)

Intervient sur le sous-amendement n° 642 de Mme Janine Jambu (de précision) à l'amendement n° 350 de la commission (p. 6203)

Son amendement n° 582 (aide au logement garantie au locataire indépendamment des démarches entreprises par le propriétaire du logement) : adopté (p. 6203)

Son amendement n° 583 (allocation-logement garantie au locataire indépendamment des démarches entreprises par le propriétaire du logement) (p. 6203) : adopté (p. 6204)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Alain Cacheux (saisine des organismes mentionnés par le maire ou les associations de défense des droits des locataires) (p. 6204)

Soutient le sous-amendement n° 602 rectifié de la commission (associations de défense des droits des locataires affiliées à une association siégeant à la commission nationale de concertation) à l'amendement n° 476 de M. Alain Cacheux (p. 6204) : adopté (p. 6204)

Article 85 (règlement amiable des conflits locatifs)

Intervient sur l'amendement n° 529 de Mme Janine Jambu (appel à un expert) (p. 6205)

Son amendement n° 584 (rédactionnel) : adopté (p. 6205)

Intervient sur l'amendement n° 399 de M. Daniel Marcovitch (bénéfice par les locataires des reports prévus par la loi de 1998) (p. 6206)

Intervient sur le sous-amendement n° 610 de M. Yves Dauge (de précision) à l'amendement n° 399 de M. Daniel Marcovitch (p. 6206)

Article 86 (concertation au sein du parc social)

Soutient l'amendement n° 351 de la commission (indépendance des associations oeuvrant dans le domaine du social) (p. 6208) : adopté (p. 6208)

Soutient l'amendement n° 352 de la commission (révision périodique des plans de concertation locative) (p. 6208) : adopté (p. 6208)

Article 86 bis (mesures relatives aux logements-foyers)

Soutient l'amendement n° 604 rectifié de la commission (intitulé du chapitre : mesures relatives à la protection des personnes "logées" en logement-foyer) (p. 6208) : adopté (p. 6209)

Son amendement n° 585 (personnes "logées" en logement-foyer) : adopté (p. 6209)

Soutient l'amendement n° 353 rectifié de la commission (personnes "logées" en logement-foyer) (p. 6209) : adopté (p. 6209)

Son amendement n° 593 (personnes "logées" en logement-foyer) : adopté (p. 6209)

Intervient sur l'amendement n° 571 deuxième rectification du Gouvernement (composition du conseil de concertation créé dans chaque établissement) (p. 6209)

Soutient l'amendement n° 53 de M. Jean-Michel Marchand (création de comités de résidents) (p. 6209) : adopté (p. 6209)

Soutient l'amendement n° 354 rectifié de la commission (personnes "logées" en logement-foyer) (p. 6209) : adopté (p. 6209)

Intervient sur l'amendement n° 638 du Gouvernement (élargissement des domaines sur lesquels les membres du conseil de concertation sont consultés) (p. 6209)

Intervient sur l'amendement n° 639 du Gouvernement (élargissement des domaines sur lesquels les membres du conseil de concertation sont consultés) (p. 6210)

Article 86 septies (article 11-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 : congé pour vendre)

Intervient sur l'amendement n° 646 de M. Daniel Marcovitch (lutte contre les congés ventes) (p. 6210)

Intervient sur l'amendement n° 645 de M. Daniel Marcovitch (lutte contre les congés ventes) (p. 6210)

Article 86 decies supprimé par le Sénat (bilan des attributions au titre du contingent préfectoral)

Soutient l'amendement n° 355 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : bilan annuel, présenté par le préfet, des attributions de logements relevant de son contingent) (p. 6211) : adopté après rectification (p. 6211)

Article 86 undecies (associations nationale et départementales d'information sur le logement)

Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Jean-Louis Dumont (rédactionnel) (p. 6211)

Article 86 duodecies (article L. 442-1-0 nouveau du code de la construction et de l'habitation : fixation des loyers des logements sociaux)

Soutient l'amendement n° 356 de la commission (de suppression) (p. 6212) : adopté (p. 6212)

Article 87 (coordination et abrogations)

Soutient l'amendement n° 357 de la commission (rédactionnel : retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture auquel ont été ajouté des compléments de coordination) (p. 6215) : adopté (p. 6215)

Article 88 (article L. 111-3 du code rural : exigence d'éloignement entre bâtiments agricoles et habitations)

Soutient l'amendement n° 358 de la commission (date d'entrée en vigueur) (p. 6216) : adopté (p. 6216)

Article 88 quater (article L. 111-3 du code de l'urbanisme : reconstruction à l'identique de bâtiments détruits par un sinistre)

Soutient l'amendement n° 359 de la commission (de coordination) (p. 6216) : adopté (p. 6217)

Soutient l'amendement n° 51 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (de précision) (p. 6217) : adopté (p. 6217)

Article 89 supprimé par le Sénat (abrogation d'un article de la loi d'orientation pour la ville)

Soutient l'amendement n° 360 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture :

abrogation de l'article 4 de la loi d'orientation pour la ville) (p. 6217) : adopté (p. 6217)

Article 90 (article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation : affectation des locaux)

Intervient sur l'amendement n° 572 du Gouvernement (de suppression) (p. 6217)

Article 91 (régime des habitations légères de loisir, des caravanes et des résidences mobiles de loisir)

Intervient sur l'amendement n° 573 du Gouvernement (habilitation législative pour définir, par voie réglementaire, le régime des habitations légères de loisir) (p. 6218)

Article 35 précédemment réservé (adaptation et mesures transitoires)

Soutient l'amendement n° 283 rectifié de la commission (compatibilité entre les multiples schémas de cohérence territoriale et le plan de déplacements urbains) (p. 6233) : adopté (p. 6233)

Après l'article 35 bis

Intervient sur l'amendement n° 390 corrigé précédemment réservé de M. Armand Jung (plan obligatoire dans un délai de trois ans pour les agglomérations de plus de 50 000 habitants) (p. 6234)

Article 36 précédemment réservé (renforcement du contenu des plans de déplacements urbains)

Soutient l'amendement n° 284 de la commission (prescriptibilité des plans de déplacements urbains renforcée) (p. 6234) : adopté (p. 6234)

Soutient l'amendement n° 285 de la commission (création possible de plate-forme publique de chargement/déchargement) (p. 6235) : adopté (p. 6235)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Georges Sarre (création d'un plan local de stationnement) (p. 6235)

Intervient sur l'amendement n° 563 rectifié de M. Michel Bouvard (billetterie intégrée favorisée) (p. 6235)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 520 précédemment réservé de M. Henry Chabert (tarification des déplacements des véhicules à moteur dans les agglomérations de plus de 30 000 habitants) (p. 6236)

Article 37 précédemment réservé (articles 28-1-1 et 28-1-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : stationnements publics et privés)

Soutient l'amendement n° 286 de la commission (caractère et compatibilité des actes pris au titre du pouvoir de police de stationnement avec les dispositions contenues dans les PDU) (p. 6236) : adopté (p. 6236)

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Jean-Jacques Filleul (rédactionnel) (p. 6236)

Soutient l'amendement n° 288 rectifié de la commission (possibilité pour le PDU de définir les périmètres dans lesquels les documents d'urbanisme fixent un nombre maximal d'aires de stationnement supprimée) (p. 6237) : rejeté (p. 6237)

Article 38 bis précédemment réservé (dispositions transitoires relatives aux plans urbains de déplacements)

Intervient sur l'amendement n° 637 du Gouvernement (délai supplémentaire de six mois pour poursuivre les procédures d'élaboration des PDU selon la réglementation antérieure) (p. 6238)

Article 39 bis précédemment réservé supprimé par le Sénat (décentralisation des compétences d'organisation)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Armand Jung (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : amélioration de l'intermodalité transports en commun/vélo dans le cadre des PDU) (p. 6239)

Article 40 quinquies précédemment réservé (participation des départements à l'élaboration des plans de déplacements urbains)

Soutient l'amendement n° 289 de la commission (régions associées à l'élaboration des PDU) (p. 6239) : adopté (p. 6239)

Article 41 précédemment réservé (périmètre et objectifs de la coopération entre autorités organisatrices de transport)

Soutient l'amendement n° 290 de la commission (coopérations entre autorités organisatrices) (p. 6240) : adopté (p. 6240)

Intervient sur le sous-amendement n° 532 de M. Marc-Philippe Daubresse (de précision) à l'amendement n° 290 de la commission (p. 6240)

Article 41 bis précédemment réservé (conventions entre autorités organisatrices)

Soutient l'amendement n° 291 de la commission (de suppression) (p. 6240) : adopté (p. 6240)

Article 42 précédemment réservé (article L. 5722-7 nouveau du code général des collectivités territoriales : versement transport additionnel)

Soutient l'amendement n° 292 de la commission (rétablissement du versement transport additionnel) (p. 6240) : adopté (p. 6241)

Intervient sur l'amendement n° 393 deuxième rectification de M. Yves Dauge (versement transport étendu aux villes de moins de 20 000 habitants) (p. 6241)

Son sous-amendement n° 586 deuxième rectification (villes de plus de 3 500 habitants et création d'un service de transports en commun) à l'amendement n° 393 deuxième rectification de M. Yves Dauge (p. 6241) : retiré (p. 6242)

Article 44 précédemment réservé supprimé par le Sénat (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 409 de M. Georges Sarre (organisation des transports de l'Ile-de-France) (p. 6243)

Soutient l'amendement n° 293 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : organisation des transports de l'Ile-de-France) (p. 6243) : adopté (p. 6243)

Article 45 précédemment réservé (article 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 : entrée de la région Ile-de-France dans le Syndicat des transports parisiens)

Soutient l'amendement n° 294 de la commission (contrôle par le STP de la maîtrise d'ouvrage de projets d'investissements supprimé) (p. 6243) : adopté (p. 6243)

Intervient sur l'amendement n° 607 de M. Jean-Jacques Filleul (collectivités locales inclues dans les autorités organisatrices de second rang) (p. 6244)

Soutient l'amendement n° 295 de la commission (de précision) (p. 6244) : adopté (p. 6244)

Article 46 bis précédemment réservé (déspécialisation de la RATP)

Son amendement n° 587 (rédactionnel) : adopté (p. 6245)

Soutient l'amendement n° 296 deuxième rectification de la commission (de précision) (p. 6245) : adopté (p. 6245)

Article 47 précédemment réservé (article 2 bis nouveau de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 : consultation des partenaires du transport public en Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 297 de la commission (création et statut du comité des partenaires du transport public en Ile-de-France) (p. 6246) : adopté après modification (p. 6246)

Intervient sur le sous-amendement n° 640 du Gouvernement (consultation sur le développement et non sur le financement) à l'amendement n° 297 de la commission (p. 6246)

Avant l'article 50 bis

Son amendement n° 588 précédemment réservé (rétablissement de l'intitulé de la section : mettre en œuvre le droit au transport) : adopté (p. 6246)

Article 50 bis précédemment réservé supprimé par le Sénat (aide au transport des personnes à faibles ressources)

Soutient l'amendement n° 298 rectifié de la commission (réductions tarifaires) (p. 6247) : retiré (p. 6247)

Intervient sur l'amendement n° 394 rectifié de M. Jean-Jacques Filleul (réductions tarifaires) (p. 6248)

Article 51 précédemment réservé (transfert des compétences ferroviaires aux régions)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Jean-Jacques Filleul (transfert aux régions des compétences d'autorité organisatrice de transport) (p. 6249)

Intervient sur l'amendement n° 565 de M. Michel Bouvard (transfert aux départements des compétences d'autorité organisatrice de transport) (p. 6249)

Intervient sur l'amendement n° 485 de M. Jean Proriol (transfert aux départements des compétences d'autorité organisatrice de transport urbain) (p. 6249)

Soutient l'amendement n° 299 rectifié de la commission (transfert aux régions des compétences d'autorité organisatrice de transport) (p. 6250) : adopté (p. 6250)

Intervient sur le sous-amendement n° 533 de M. Marc-Philippe Daubresse (transfert aux régions des compétences d'autorité organisatrice de transport et des compétences relatives aux autres réseaux ferrés ouverts au public) à l'amendement n° 299 rectifié de la commission (p. 6250)

Article 51 bis précédemment réservé (rapports de la SNCF aux régions)

Soutient l'amendement n° 300 de la commission (de suppression) (p. 6250) : adopté (p. 6250)

Article 52 précédemment réservé (article L. 1614-8-1 du code général des collectivités territoriales : compensation financière de la part de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 649 du Gouvernement (suppression de la révision annuelle de la dotation) (p. 6251)

Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Marc-Philippe Daubresse (révision de la compensation tenant compte du renouvellement du matériel sur quinze ans) (p. 6251)

Soutient l'amendement n° 301 de la commission (compensation des tarifs sociaux mis en œuvre à la demande de l'Etat) (p. 6252) : adopté (p. 6252)

Après l'article 52

Soutient l'amendement n° 303 précédemment réservé de la commission (cohérence d'ensemble assurée par la SNCF) (p. 6252) : adopté après modification (p. 6252)

Intervient sur le sous-amendement n° 641 de M. Jean-Jacques Filleul (clarification des obligations de la SNCF) à l'amendement n° 303 précédemment réservé de la commission (p. 6252)

Article 52 bis précédemment réservé (exonération de taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 304 de la commission (de suppression) (p. 6252) : adopté (p. 6252)

Article 52 ter précédemment réservé (réévaluation de la dotation de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 61 du Gouvernement (révision de la compensation versée par l'Etat à la suite de lourds investissements) (p. 6253)

Article 52 quater précédemment réservé (fonds de développement des transports collectifs régionaux)

Intervient sur l'amendement n° 62 deuxième rectification du Gouvernement (efforts de l'Etat pour moderniser les gares) (p. 6253)

Article 53 précédemment réservé (article 21-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : convention SNCF-région)

Soutient l'amendement n° 305 de la commission (litiges entre la SNCF et les régions tranchés par l'Etat) (p. 6254) : adopté après modification (p. 6254)

Intervient sur le sous-amendement n° 650 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 305 de la commission (p. 6254)

Article 53 bis précédemment réservé (procédure d'inscription d'office)

Soutient l'amendement n° 306 de la commission (maintien du service public ferroviaire même lorsqu'il n'y a plus de convention entre la région et la SNCF) (p. 6254) : adopté (p. 6254)

Article 53 quinquies précédemment réservé (audit privé)

Soutient l'amendement n° 307 de la commission (de suppression) (p. 6255) : adopté (p. 6255)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 554 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (contrôle de l'identité des passagers préalablement à l'embarquement par la police des transports ferroviaires régionaux) (p. 6255)

Après l'article 59 bis

Soutient l'amendement n° 308 précédemment réservé de la commission (personnes troublant la sécurité obligées de descendre du train) (p. 6256) : rejeté (p. 6257)

Intervient sur l'amendement n° 442 précédemment réservé de M. Jacques Desallangre (personnes troublant la sécurité obligées de descendre du train) (p. 6256)

Seconde délibération

Article 51 (transfert de compétences ferroviaires aux régions)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (transfert à compter du 1er janvier 2002 de compétences aux régions en matière de transports ferroviaires) (p. 6258)

Michèle RIVASI

Drôme (1ère circonscription)
Apparenté au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques sur les conséquences des installations de stockage des déchets nucléaires sur la santé publique et l'environnement [17 mars 2000] (n° 2257)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Sites pollués, lutte et prévention [4 avril 2000] (p. 3013)

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Sites pollués, contrôle, Paris [24 mai 2000] (p. 4610)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1032, posée le 13 mars 2000. Enseignement : personnel. Inspecteurs de l'éducation nationale (J.O. Questions p. 1525). Appelée le 14 mars 2000. Statut (p. 1851)

Jean ROATTA

Bouches-du-Rhône (3ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2568 tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi du 10 août 1981 dite "loi Lang" instaurant un prix unique pour la vente de livres aux particuliers [13 septembre 2000]

Gilles de ROBIEN

Somme (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Politique de l'environnement. Perspectives [8 mars 2000] (p. 1605)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1734 portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1049)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Guy Hascoët (p. 1078)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 1078)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1078)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mai 2000] (p. 3736)

Article unique (droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne)

Son intervention (p. 3740)

Chantal ROBIN-RODRIGO

Hautes-Pyrénées (3ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 10 novembre 1999] (p. 16773)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, réforme [13 octobre 1999] (p. 7246)

Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours. Financement [2 novembre 1999] (p. 8669)

Etablissements de santé. Etablissements publics. Budget [25 janvier 2000] (p. 327)

Emploi. Chômage. Lutte et prévention, politiques communautaires [28 mars 2000] (p. 2662)

Aménagement du territoire. Zones urbaines territoriales. Aides de l'Etat [17 mai 2000] (p. 4275)

Entreprises. Création. Aides de l'Etat [6 juin 2000] (p. 4884)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 924, posée le 4 octobre 1999. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 5661). Appelée le 5 octobre 1999. Liaison Bordeaux-Pau, aménagement (p. 6823)

n° 1044, posée le 13 mars 2000. Transports ferroviaires. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 1526). Appelée le 14 mars 2000. Traverse centrale des Pyrénées, inscription au schéma directeur du réseau européen (p. 1832)

n° 1085, posée le 8 mai 2000. Santé. Cures (J.O. Questions p. 2765). Appelée le 9 mai 2000. Mission d'évaluation, perspectives (p. 3846)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1884 présentée par M. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, et M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes, sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle

[26 octobre 1999] (p. 8069)

Son intervention (p. 8090)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 8091)
Commerce extérieur : exportations (p. 8090)
Enfants : travail (p. 8091)
Environnement : protection (p. 8091)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8091)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 8091)
Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 8091)
Travail : droit du travail (p. 8091)
Union européenne : Commission : négociations (p. 8091)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 1999] (p. 9650)

Après l'article 55

Son amendement n° 42 rectifié soutenu par M. Roger-Gérard Schwartzenberg (rapport sur l'assiette et le recouvrement de la redevance) (p. 9655) : adopté après deuxième rectification (p. 9656)

DÉFENSE

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)

1 - Défense : armée de terre : équipements (p. 9280)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9371)

Son intervention (p. 9383)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 9384)
Aménagement du territoire : politique de la ville : budget (p. 9383)
Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : contrats emploi-jeunes (p. 9384)
Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : lutte contre l'exclusion (p. 9384)
Coopération intercommunale : communautés de communes (p. 9384)
Urbanisme : développement social urbain (DSU) (p. 9384)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 357)

Thèmes :

Coopération intercommunale : organismes : parité (p. 357)
Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 357)
Elections et référendums : élections sénatoriales : parité (p. 357)
Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 357)
Femmes : égalité des sexes (p. 357)
Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 357)

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 386)

Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant dans les communes de plus de 3 500 habitants)

Son amendement n° 61 (alternance des candidats selon le sexe) (p. 394) : rejeté (p. 396)

Article 2 (article L. 300 du code électoral : application du principe paritaire aux élections sénatoriales)

Son amendement n° 62 (alternance des candidats selon le sexe) (p. 397) : devenu sans objet (p. 398)

Article 3 (articles L. 346 et L. 347 du code électoral : application du principe paritaire aux élections régionales)

Son amendement n° 63 (alternance des candidats selon le sexe) (p. 398) : rejeté (p. 399)

Article 4 (article L. 370 du code électoral : application du principe paritaire à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse)

Son amendement n° 64 (alternance des candidats selon le sexe) (p. 399) : rejeté (p. 400)

Article 5 (article 9 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 : application du principe paritaire à l'élection des représentants au Parlement européen)

Son amendement n° 65 (alternance des candidats selon le sexe) (p. 400) : devenu sans objet (p. 401)

Article 6 (articles L. 331-2 et L. 332 du code électoral : application du principe paritaire aux élections des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son amendement n° 66 (alternance des candidats selon le sexe) (p. 401) : rejeté (p. 402)

Après l'article 11

Son amendement n° 67 (mention du sexe des candidats sur les déclarations de candidature pour les élections législatives) (p. 404) : devenu sans objet (p. 406)

Son amendement n° 72 (parité par département dans les candidatures aux élections législatives présentées par les partis politiques bénéficiant de la première fraction du financement public, obligation de concordance entre la déclaration de rattachement à un parti et l'étiquette électorale et interdiction faite à un candidat ne se rattachant pas à un parti de se réclamer du soutien de celui-ci) (p. 404) : devenu sans objet (p. 406)

Son amendement n° 68 (remplaçant du candidat à la députation obligatoirement de sexe opposé) (p. 406) : rejeté (p. 407)

Son amendement n° 76 (parité dans les candidatures aux élections cantonales présentées par les partis politiques bénéficiant de la première fraction du financement public, obligation de concordance entre la déclaration de rattachement à un parti et l'étiquette électorale et interdiction faite à un candidat ne se rattachant pas à un parti de se réclamer du soutien de celui-ci) (p. 406) : rejeté (p. 407)

Son amendement n° 77 (institution de remplaçants des candidats aux élections cantonales et devant être de sexe opposé à celui du candidat) (p. 406) : rejeté (p. 407)

Son amendement n° 69 (mention du sexe sur les déclarations de candidature aux élections sénatoriales se déroulant au scrutin uninominal) (p. 406) : rejeté (p. 407)

Son amendement n° 73 (parité par département aux élections sénatoriales, se déroulant au scrutin uninominal, dans les candidatures présentées par les partis politiques bénéficiant de la première fraction du financement public, obligation de concordance entre la déclaration de rattachement à un parti et l'étiquette électorale et interdiction faite à un candidat ne se rattachant pas à un parti de se réclamer du soutien de celui-ci) (p. 406) : rejeté (p. 407)

Son amendement n° 70 (mention du sexe des candidats sur les déclarations de candidature aux élections sénatoriales se déroulant au scrutin uninominal) (p. 406) : rejeté (p. 407)

Son amendement n° 71 (remplaçant aux élections sénatoriales devant être du sexe opposé à celui du candidat) (p. 406) : rejeté (p. 407)

Son amendement n° 78 (parité dans les municipalités) (p. 406) : rejeté (p. 407)

Son amendement n° 74 (parité dans les vice-présidences et dans la commission permanente des conseils régionaux) (p. 406) : rejeté (p. 407)

Son amendement n° 75 (alternance selon le sexe dans les listes présentées pour la commission permanente des conseils régionaux) (p. 406) : rejeté (p. 407)

Son amendement n° 79 (parité à la commission permanente de l'Assemblée de Corse) (p. 406) : rejeté (p. 407)

Son amendement n° 80 (parité dans les listes présentées pour la commission permanente de l'Assemblée de Corse) (p. 406) : rejeté (p. 407)

Après l'article 13

Son amendement n° 81 (présentation d'un projet de loi sur la parité dans les structures intercommunales avant le renouvellement municipal de 2001) : rejeté (p. 412)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 mai 2000] (p. 3677)

Son intervention (p. 3680)

Thèmes :

Elections et référendums : élections municipales : parité (p. 3681)

Femmes : parité : campagnes financées sur fonds publics (p. 3681)

Femmes : parité : éligibilité (p. 3681)

Femmes : parité : exécutifs locaux (p. 3681)

Parlement : Sénat : parité (p. 3680, 3681)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 3681)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1509, 1551)

Son intervention (p. 1523)

Thèmes :

Entreprises : conventions collectives : égalité professionnelle (p. 1524)

Famille : politique familiale (p. 1524)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1524)

Fonctionnaires et agents publics : personnel féminin (p. 1524)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3919)

Thèmes :
Politiques communautaires : Europe sociale (p. 3920)
Politiques communautaires : politiques internes : emploi (p. 3920)
Santé : santé publique : agroalimentaire (p. 3920)
Secteur public : entreprises publiques (p. 3920)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3920)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)
Son intervention (p. 3995)
Thèmes :
Emploi : jeunes : DOM (p. 3995)
Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 3995)
Outre-mer : DOM : culture (p. 3995)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 3995)
Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3995)

François ROCHEBLOINE
Loire (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)
Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives [J.O. du 19 novembre 1999] (p. 17235)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 mai 2000] (p. 7173)
Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 mai 2000] (p. 7173)
Cesse d'appartenir à l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [30 août 2000]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2206 tendant à clarifier les conditions de récupération de certaines prestations d'aide sociale [1er mars 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Réforme [10 novembre 1999] (p. 9175)
Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [26 avril 2000] (p. 3319)
Energie et carburants. Carburants. Prix [21 juin 2000] (p. 5690)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 979, posée le 6 décembre 1999. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école (J.O. Questions p. 6892). Appelée le 7 décembre 1999. Statut (p. 10615)
n° 1153, posée le 5 juin 2000. Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation (J.O. Questions p. 3333). Appelée le 6 juin 2000. Couverture maladie universelle, application (p. 4860)

HOMMAGE

A M. Vazguen Sarkissian, premier ministre arménien, assassiné ; observation d'une minute de silence [27 octobre 1999] (p. 8241)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)
Après l'article 2
Son amendement n° 473 soutenu par M. Germain Gengenwin (relèvement du plafond de la réduction d'impôt attachée aux frais d'hébergement de malades atteints de démence sénile) : rejeté (p. 7783)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8751)
Son intervention (p. 8770)
Thèmes avant la procédure des questions :
Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 8772)
Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 8771, 8772)
Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8770, 8771)
Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 8771, 8773)
Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 8770)
Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 8772)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 8772)
Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) (p. 8773)
Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 8772)
Cérémonies publiques et fêtes légales : monuments commémoratifs (p. 8773)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 1999] (p. 8789)
Après l'article 65
Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles (instauration d'une commission

consultative chargée de vérifier l'utilisation des crédits inscrits dans la loi de finances) (p. 8791)

JEUNESSE ET SPORTS

Questions écrites budgétaires (JO du 19 novembre 1999)

20 - Sports : métiers du sport (p. 9697)

21 - Sports : métiers du sport : collectivités locales (p. 9698)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 décembre 1999] (p. 10659)

Son intervention (p. 10665)

Thèmes :

Sociétés : sociétés anonymes (SA) : sports (p. 10664)

Sports : associations et clubs : statut juridique (p. 10665)

Ses explications de vote (p. 10670)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 10670)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10887)

Son intervention (p. 10891)

Thèmes :

Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 10891, 10892)

Outre-mer : DOM-TOM : cotisations sociales (p. 10891, 10892)

Outre-mer : DOM-TOM : responsabilité (p. 10892)

Outre-mer : DOM-TOM : Union européenne (p. 10892)

Outre-mer : institutions (p. 10892)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 10891)

Travail : coût : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 10891)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10892)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)

Son intervention (p. 571)

Thèmes :

Associations : bénévolat : sports (p. 573)

Audiovisuel et communication : télévision : sports (p. 572)

Emploi : contrats emploi-jeunes : sports (p. 573)

Finances publiques : crédits budgétaires : sports (p. 572)

Sports : associations et clubs (p. 572)

Sports : coupe du monde de football (p. 572)

Sports : fédérations (p. 572)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 572)

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Après l'article 16

Son amendement n° 215 soutenu par M. Édouard Landrain (centres de vacances et de loisirs sans hébergement) (p. 649) : rejeté (p. 650)

Article 17 (organisation des activités physiques et sportives des personnels des administrations publiques)

Son amendement n° 216 soutenu par M. Édouard Landrain (arbitrage sportif) : rejeté (p. 650)

Après l'article 17

Son amendement n° 217 soutenu par M. Édouard Landrain (dispositions spécifiques dans les conventions collectives applicables aux bénévoles exerçant des activités au sein des associations sportives) : rejeté (p. 650)

Article 21 (commission nationale du sport de haut niveau)

Son amendement n° 220 soutenu par M. Édouard Landrain (examen des conditions d'application des normes des équipements sportifs) : rejeté (p. 663)

Article 22 (droits et obligations des sportifs de haut niveau)

Son amendement n° 221 soutenu par M. Édouard Landrain (droits et obligations du corps arbitral) : rejeté (p. 665)

Article 23 (sportif de haut niveau agent d'un établissement public et agent non titulaire)

Son amendement n° 224 soutenu par M. Édouard Landrain (corps arbitral) : rejeté (p. 666)

Article 26 (garanties d'assurance des activités physiques et sportives)

Son amendement n° 228 soutenu par M. Édouard Landrain (référence au corps arbitral) : adopté (p. 671)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Article 8 (fédérations sportives)

Son sous-amendement n° 52 (formation et organisation du corps arbitral) à l'amendement n° 13 de la commission (missions des fédérations sportives) (p. 3775) : rejeté (p. 3778)

Intervient sur le sous-amendement n° 91 deuxième rectification de M. Alain Néri (démocratisation des fédérations) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 3777)

Soutient le sous-amendement n° 109 du Gouvernement (comité directeur) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 3778) : adopté (p. 3779)

Article 9 (fédérations sportives délégataires)

Soutient le sous-amendement n° 53 de M. Édouard Landrain (respect des règlements internationaux) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (retour

au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3780) : rejeté (p. 3781)

Soutient le sous-amendement n° 54 de M. Édouard Landrain (calendrier des compétitions sportives) à l'amendement n° 14 rectifié de la commission (p. 3780) : rejeté (p. 3781)

Article 14 (autorisation des garanties d'emprunts et des cautionnements)

Soutient l'amendement n° 57 de M. Édouard Landrain (recettes appréciées hors subvention) (p. 3786) : rejeté (p. 3786)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Bernard Outin (conditions du développement du sport au sein des entreprises) (p. 3787)

Son amendement n° 58 soutenu par M. Édouard Landrain (conditions d'encadrement dans les centres de vacances et de loisirs sans hébergement) (p. 3787) : rejeté (p. 3788)

Article 19 (mutualisation des recettes des droits de diffusion télévisée de certaines manifestations sportives)

Son amendement n° 59 (de suppression) (p. 3788) : rejeté (p. 3790)

Intervient sur l'amendement n° 44 du Gouvernement (mise en conformité des dispositions avec la loi de finances) (p. 3790)

Article 19 bis (diminution du taux de la TVA appliquée à l'utilisation des installations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (de suppression) (p. 3796)

Article 21 (commission nationale du sport de haut niveau)

Son amendement n° 83 (contrôle des normes des équipements sportifs par la Commission nationale du sport de haut niveau) (p. 3799) : rejeté (p. 3800)

Article 22 (droits et obligations des sportifs de haut niveau)

Soutient le sous-amendement n° 84 de M. Édouard Landrain (manifestations organisées par la fédération) à l'amendement n° 19 de la commission (retour au texte adopté en première lecture et participation des sportifs à des manifestations d'intérêt général) (p. 3800) : rejeté (p. 3801)

Article 32 (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs)

Intervient sur le sous-amendement n° 86 corrigé de M. Édouard Landrain (âge minimum des enseignants) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (garanties de qualification) (p. 3811)

Soutient le sous-amendement n° 87 corrigé de M. Édouard Landrain (attestation de non-condamnation) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812) : retiré (p. 3812)

Soutient le sous-amendement n° 103 de M. Édouard Landrain (sanctions) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812) : retiré (p. 3812)

Soutient le sous-amendement n° 104 de M. Édouard Landrain (publicité des offres d'emploi) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812) : retiré (p. 3812)

Soutient le sous-amendement n° 88 corrigé de M. Édouard Landrain (création d'un Conseil supérieur des professions réglementées du sport) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812) : retiré (p. 3812)

Soutient le sous-amendement n° 89 corrigé de M. Édouard Landrain (conditions exigées pour porter les titres) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812) : retiré (p. 3812)

Soutient le sous-amendement n° 90 corrigé de M. Édouard Landrain (conditions exigées pour porter les titres) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812) : retiré (p. 3812)

Soutient le sous-amendement n° 105 de M. Édouard Landrain (composition des comités directeurs des fédérations sportives) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812) : retiré (p. 3812)

Soutient le sous-amendement n° 106 de M. Édouard Landrain (composition des conseils d'administration du Comité national olympique et sportif français et des comités régionaux olympiques) à l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (p. 3812) : retiré (p. 3812)

Article 32 ter (encadrement des activités s'exerçant dans un environnement spécifique)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 3813)

Article 34 ter (déduction fiscale des frais exposés par les bénévoles)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3816)

Après l'article 40 bis

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (conditions d'exercice des sports de pleine nature) (p. 3820)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Après l'article 28 quater

Son amendement n° I soutenu par M. Pierre Albertini (insertion d'un article 2-17 dans le code de procédure pénale - exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations défendant ou assistant les victimes d'accidents du travail) : adopté (p. 1023)

Alain RODET

Haute-Vienne (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 6 : Aménagement du territoire et environnement (aménagement du territoire) (n° 1861) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1068, posée le 20 mars 2000. Etablissements de santé. Etablissements publics (J.O. Questions p. 1690). Appelée le 21 mars 2000. Budget (p. 2307)

n° 1112, posée le 22 mai 2000. Industrie. Pharmacie (J.O. Questions p. 3031). Appelée le 23 mai 2000. Fresenius-Kabi, emploi et activité, Limoges (p. 4483)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Son intervention (p. 7706)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 7706, 7707)

TVA : taux normal (p. 7706, 7707)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9656)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9657)

Aménagement du territoire : crédits (p. 9656)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9657)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 9657)

Aménagement du territoire : Fonds national de développement des entreprises (p. 9657)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9657)

Environnement : réserves naturelles : protection (p. 9657)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 9657)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : crédits (p. 9657)

Union européenne : fonds structurels (p. 9656, 9657)

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 1999] (p. 9650)

Article 55 (répartition des recettes)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Jean-Marie Le Guen (modification de la répartition) (p. 9653)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Georges Sarre (modification de la répartition) (p. 9653)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 42 rectifié de Mme Chantal Robin-Rodrigo (rapport sur l'assiette et le recouvrement de la redevance) (p. 9655)

Proposition de loi n° 1612 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 décembre 1999] (p. 10659)

Son intervention (p. 10667)

Thèmes :

Sociétés : sociétés anonymes (SA) : sports (p. 10667)

Sports : associations et clubs : statut juridique (p. 10667)

Sports : rencontres internationales (p. 10667)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)

Son intervention (p. 3332)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : centrales d'achat (p. 3333)

Consommation : pratiques commerciales (p. 3333)

Politique économique : concurrence (p. 3333)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4285, 4317)

Son intervention (p. 4332)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 4333)

Départements : Haute-Vienne (p. 4332)

Sécurité publique : tempêtes : crédits (p. 4332, 4333)

Marcel ROGEMONT

Ille-et-Vilaine (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1575) relatif à l'archéologie préventive [9 février 2000] (n° 2167)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2303), relatif à l'archéologie préventive [17 mai 2000] (n° 2393)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Reconduction [15 décembre 1999] (p. 10959)

Ministères et secrétariats d'Etat. Culture et communication : budget. Crédits, établissements de spectacle [14 juin 2000] (p. 5330)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Son sous-amendement n° 57 rectifié soutenu par M. Alfred Recours (praticiens adjoints hospitaliers) à l'amendement n° 178 de la commission (budget spécial pour les régions en retard en matière sanitaire) : rejeté (p. 8631)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10066, 10099)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 10075)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 10081)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 10082)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 10075, 10082)

Prestations familiales : allocations familiales : durée d'assurance (p. 10082)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 10082)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 10075)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 9581)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8875)

Son intervention (p. 8886)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : spectacles : enseignements artistiques (p. 8887)

Arts et spectacles : théâtres nationaux : tarifs (p. 8887)

Etat : décentralisation : politique culturelle (p. 8886)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : budget (p. 8886)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : création d'emplois (p. 8887)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Procédure des questions :

Enseignement maternel et primaire : fermeture de classes : départements (p. 9506)

Proposition de loi n° 1996 portant création de la chaîne parlementaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11037)

Son intervention (p. 11039)

Thèmes :

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : citoyenneté (p. 11040)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : histoire (p. 11039)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : opposition (p. 11040)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : pays étrangers (p. 11040)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : programmes (p. 11040)

Ses explications de vote (p. 11065)

Vote pour du groupe socialiste (p. 11065)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1117)

Son intervention (p. 1119)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : archéologie préventive : généralités (p. 1119)

Patrimoine culturel : archéologie : histoire (p. 1119)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : monopole (p. 1123)

Discussion des articles [22 février 2000] (p. 1144) ; [23 février 2000] (p. 1175)

Article 1er (définition de l'archéologie préventive et rôle de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Pierre Hellier (de suppression) (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Bernard Outin (mission de service public) (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jean-Louis Fousseret (caractère scientifique de l'archéologie préventive) (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jacques Pélissard (caractère scientifique de l'archéologie préventive) (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Christian Kert (caractère scientifique de l'archéologie préventive) (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Christian Kert (fixation d'un délai précis) (p. 1146)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Bruno Bourg-Broc (fixation d'un délai précis) (p. 1146)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 1146) : adopté (p. 1146)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (suppression des dispositions relatives à la carte archéologique) (p. 1146) : adopté (p. 1146)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (définition du rôle de l'Etat) (p. 1146) : adopté (p. 1147)

Intervient sur le sous-amendement n° 53 de M. Christian Kert (conditions d'intervention) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1147)

Intervient sur le sous-amendement n° 70 de M. Jacques Pélissard (choix des responsables scientifiques) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1147)

Intervient sur le sous-amendement n° 66 de M. Jacques Pélissard (pouvoir d'initiative de l'Etat) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1147)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de M. Christian Kert (délégation aux services archéologiques des collectivités locales) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1147)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (carte archéologique) (p. 1147) : adopté après modification et rectification (p. 1149)

Intervient sur le sous-amendement n° 71 de M. Jacques Pélissard (communication d'informations ou de documents sur les sites archéologiques) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 1149)

Intervient sur le sous-amendement n° 100 du Gouvernement (communication d'extraits) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 1149)

Intervient sur l'amendement n° 39 corrigé de M. Bernard Outin (tri et propriété des objets découverts) (p. 1149)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. André Aschieri (tri et propriété des objets découverts) (p. 1149)

Article 2 (création d'un établissement public de recherche en archéologie préventive)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Pierre Hellier (de suppression) (p. 1176)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 1178) : adopté (p. 1179)

Intervient sur le sous-amendement n° 74 de M. Jacques Pélissard (appel à la concurrence pour la sous-traitance) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1178)

Intervient sur le sous-amendement n° 55 de M. Christian Kert (appel à la concurrence pour la sous-traitance) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1178)

Intervient sur le sous-amendement n° 91 corrigé de M. Bruno Bourg-Broc (caractère industriel et commercial de l'établissement) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1179)

Intervient sur le sous-amendement n° 73 de M. Jacques Pélissard (logements à usage locatif construits ou améliorés avec le concours financier de l'Etat) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1179)

Intervient sur l'amendement n° 85 de Mme Christine Boutin (appel d'offres à d'autres personnes morales dotées de services archéologiques) (p. 1180)

Soutient l'amendement n° 7 rectifié de la commission (collaboration des services archéologiques d'autres collectivités publiques) (p. 1180) : adopté après modification (p. 1187)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 du Gouvernement (de simplification) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 1180)

Intervient sur le sous-amendement n° 56 de M. Christian Kert (collaboration d'archéologues bénévoles) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 1180)

Soutient l'amendement n° 8 rectifié de la commission (exploitation scientifique et diffusion du résultat des recherches) (p. 1181) : adopté après modification (p. 1182)

Intervient sur le sous-amendement n° 47 du Gouvernement (modalités de coopération) à l'amendement n° 8 rectifié de la commission (p. 1182)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Bernard Outin (comité de suivi) (p. 1182)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (composition du conseil d'administration) (p. 1182) : adopté après modification (p. 1183)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 1183) : adopté (p. 1183)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (conseil scientifique) (p. 1183) : adopté (p. 1183)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Bernard Outin (possibilité d'affectation de fonctionnaires par voie de détachement) (p. 1183)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Bernard Outin (dispositions statutaires applicables au personnel de l'établissement) (p. 1184)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jacques Pélissard (statut des employés permanents de l'établissement) (p. 1184)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (dévolution des biens de l'AFAN à l'établissement) (p. 1184) : adopté (p. 1184)

Article 3 (modalités de financement de l'établissement public)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (énumération des sources de financement de l'établissement) (p. 1184) : retiré (p. 1185)

Article 4 (création de redevances d'archéologie préventive)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jacques Pélissard (conditions de réduction de la redevance) (p. 1186)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Bruno Bourg-Broc (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1186)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jacques Pélissard (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1186)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Christian Kert (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1186)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 1187) : adopté (p. 1187)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) (p. 1187) : adopté (p. 1187)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jacques Pélissard (exonération des travaux effectués dans les zones concernées par les fonds structurels européens) (p. 1187)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jacques Pélissard (exonération des travaux effectués dans les zones de revitalisation rurale) (p. 1187)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Jacques Pélissard (exonération des travaux effectués dans les zones de montagne) (p. 1187)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (exonération pour les travaux effectués par une personne physique pour elle-même) (p. 1188) : adopté après modification (p. 1188)

Intervient sur le sous-amendement n° 60 du Gouvernement (exonération pour les personnes physiques qui construisent elles-mêmes leur logement) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 1188)

Intervient sur le sous-amendement n° 78 de M. Jacques Pélissard (exonération pour des travaux effectués sur une surface inférieure à 1000 mètres carrés) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 1188)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) (p. 1188) : adopté (p. 1188)

Soutient l'amendement n° 16 rectifié de la commission (exonération pour les collectivités locales dotées de services archéologiques - réduction en cas de collaboration aux travaux) (p. 1188) : adopté après modification (p. 1189)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Christian Kert (exonération en cas d'abandon du projet) (p. 1189)

Intervient sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (modalités de calcul de la redevance) (p. 1191)

Intervient sur le sous-amendement n° 37 de M. Bernard Outin (déclaration préalable) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1191)

Intervient sur le sous-amendement n° 38 de M. Bernard Outin (modification de la formule applicable en cas d'opérations de sondages et de diagnostics archéologiques) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1191)

Intervient sur le sous-amendement n° 27 de M. Bernard Outin (formule applicable dans le cas de zones à risques particuliers) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1191)

Intervient sur le sous-amendement n° 28 rectifié de M. Bernard Outin (formule applicable dans le cas de zones à structures archéologiques non stratifiées) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1191)

Intervient sur le sous-amendement n° 29 de M. Bernard Outin (de suppression du plafonnement applicable dans le cas de constructions affectées principalement à l'habitation) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1191)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 59 corrigé de M. Christian Kert (maîtrise des délais) (p. 1192)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (commission administrative de recours) (p. 1192) : adopté après modification (p. 1193)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 du Gouvernement (saisine et champ de compétence) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 1192)

Article 5 (article L. 332-6 du code de l'urbanisme : coordination)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de précision) (p. 1193) : adopté après modification (p. 1194)

Intervient sur le sous-amendement n° 50 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 1193)

Intervient sur le sous-amendement n° 31 de M. Bernard Outin (contrôle de la sincérité des déclarations) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 1193)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Pascal Terrasse (partage des découvertes archéologiques fortuites) (p. 1194)

Intervient sur l'amendement n° 22 corrigé de M. Bruno Bourg-Broc (délai de réponse de l'administration) (p. 1195)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1196)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4570)

Son intervention (p. 4572)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive : collectivités locales (p. 4573)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : généralités (p. 4572)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : concurrence (p. 4573)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : statuts (p. 4572)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 4573)

Discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4582)

Article 1er (définition de l'archéologie préventive et rôle de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (suppression d'alinéas sans rapport avec l'archéologie préventive) (p. 4582) : adopté (p. 4582)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. François Goulard (application du code des marchés publics) (p. 4582)

Soutient l'amendement n° 10 rectifié de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 4583) : adopté (p. 4583)

Article 1er bis (rôle de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rôle de l'Etat et des organismes consultatifs) (p. 4583) : adopté (p. 4584)

Article 1er ter A (Conseil national de la recherche archéologique)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (de suppression) (p. 4584) : adopté (p. 4584)

Article 1er ter (carte archéologique nationale)

Intervient sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (de précision) (p. 4584)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (caractère inopposable de la carte) (p. 4584) : adopté (p. 4584)

Soutient l'amendement n° 15 rectifié de la commission (communication d'extraits) (p. 4585) : adopté (p. 4585)

Intervient sur le sous-amendement n° 65 du Gouvernement (communication par l'Etat) à l'amendement n° 15 rectifié de la commission (p. 4585)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. François Goulard (délai de communication) (p. 4586)

Article 1er quater (services archéologiques des collectivités locales)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 4586) : adopté (p. 4586)

Article 2 (création d'un établissement public de recherche en archéologie préventive)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. François Goulard (de suppression) (p. 4587)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de retour au texte adopté en première lecture) (p. 4587) : adopté (p. 4587)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Christian Kert (services archéologiques des collectivités locales et archéologues bénévoles) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 4587)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de suppression des dispositions relatives au mobilier archéologique) (p. 4588) : adopté (p. 4588)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de précision) (p. 4588) : adopté (p. 4588)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 4588) : adopté (p. 4588)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (statut d'agent contractuel des emplois permanents) (p. 4588) : adopté (p. 4588)

Intervient sur le sous-amendement n° 38 du Gouvernement (nature du décret régissant les statuts) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4588)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 de M. Jean Vila (décret régissant les statuts et décret spécifique) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 4588)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 22 rectifié de la commission (fixation des délais par convention) (p. 4589) : adopté (p. 4589)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (statut du mobilier archéologique) (p. 4589) : adopté après modification (p. 4589)

Intervient sur le sous-amendement n° 42 du Gouvernement (pouvoir d'examen des services de l'Etat) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 4589)

Article 4 (création de redevances d'archéologie préventive)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. François Goulard (de suppression) (p. 4590)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 4591) : adopté après modification (p. 4591)

Intervient sur le sous-amendement n° 58 du Gouvernement (élargissement du champ de la redevance) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 4591)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 4591) : adopté (p. 4591)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Jean Vila (système déclaratif) (p. 4591)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (de précision) (p. 4591)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jean Vila (diminution du coût de la redevance pour les personnes projetant d'engager les travaux) (p. 4592)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (diminution du coût de la redevance pour les personnes projetant d'engager les travaux) (p. 4592)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. François Goulard (diminution du coût de la redevance pour les personnes projetant d'engager des travaux sur une surface supérieure à un hectare) (p. 4592)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jacques Pélissard (diminution du coût de la redevance pour les personnes projetant d'engager des travaux sur une surface supérieure à un hectare) (p. 4592)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4593)

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4593)

Intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4593)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Bruno Bourg-Broc (plafonnement de la redevance) (p. 4593)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Jacques Pélissard (plafonnement de la redevance) (p. 4593)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean Vila (suppression du plafonnement) (p. 4594)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jean Vila (dégrèvement pour les constructions affectées principalement à l'habitation) (p. 4594)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jean Vila (dégrèvement pour les constructions affectées principalement à l'habitation) (p. 4595)

Intervient sur l'amendement n° 46 corrigé de M. Léonce Deprez (abaissement du plafond) (p. 4595)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jacques Pélissard (abaissement du plafond) (p. 4595)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (prise en compte des travaux pour parkings) (p. 4595)

Intervient sur le sous-amendement n° 64 de M. Jacques Pélissard (zones bénéficiant des fonds structurels européens) à l'amendement n° 25 rectifié de la commission (regroupement des dispositions relatives aux exonérations, réductions et remboursement de la redevance) (p. 4596)

Intervient sur le sous-amendement n° 63 de M. Jacques Pélissard (de suppression de la décision unilatérale d'exonération du président de l'établissement) à l'amendement n° 25 rectifié de la commission (p. 4596)

Intervient sur le sous-amendement n° 39 du Gouvernement (de conséquence) à l'amendement n° 25 rectifié de la commission (p. 4596)

Article 4 bis (commission administrative)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 4597) : adopté (p. 4597)

Article 5 (article L. 332-6 du code de l'urbanisme : coordination)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 4597) : adopté (p. 4597)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 40 du Gouvernement (détention par l'Etat du mobilier archéologique pour une durée maximale de cinq ans) (p. 4598)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rémunération de l'inventeur d'une découverte archéologique de caractère immobilier) (p. 4598) : retiré (p. 4598)

Article 6 (rapport au Parlement)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 4599) : adopté (p. 4599)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2000] (p. 2363)

Son intervention (p. 2407)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 2407)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 2407)

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 17 (article 28-3 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs du dossier de candidature et critères retenus par le CSA pour l'usage de fréquences en vue de l'exploitation de service de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Son intervention (p. 2542)

Article 22 bis (article 30-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : régime d'accès des opérateurs privés aux fréquences numériques hertziennes terrestres)

Soutient le sous-amendement n° 451 de Mme Frédérique Bredin (rejet des attributaires d'un marché public) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (attribution des droits d'usage de la ressource radioélectrique aux services de télévision privés) (p. 2568) : rejeté (p. 2571)

Soutient le sous-amendement n° 453 de Mme Frédérique Bredin (caractère public des décisions) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569) : rejeté (p. 2571)

Son sous-amendement n° 470 (sort des services locaux fonctionnant sur le câble) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2568) : adopté (p. 2571)

Après l'article 22 ter

Soutient le sous-amendement n° 465 de Mme Frédérique Bredin (publication des accords au Journal Officiel) à l'amendement n° 32 du Gouvernement (compatibilité des systèmes de contrôles d'accès) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Article 26 bis B (article 34-3-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : contrat d'objectifs et de moyens entre une collectivité territoriale et une personne morale exploitant un service local de télévision distribué par câble)

Son intervention (p. 2592)

Après l'article 28 bis

Soutient le sous-amendement n° 464 de Mme Frédérique Bredin (auditions des intéressés par le CSA et publicité de ces auditions) à l'amendement n° 48 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 2608) : rejeté (p. 2608)

Article 31 bis supprimé par le Sénat

Son amendement n° 378 (réception collective) : retiré (p. 2616)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5476)

Article 22 bis (article 30-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : régime d'autorisation de services privés de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Son sous-amendement n° 127 (de précision) à l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5521) : adopté (p. 5522)

Son sous-amendement n° 128 rectifié soutenu par (reprise des services locaux conventionnés) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522) : adopté (p. 5523)

Bernard ROMAN
Nord (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi limitant le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives [J.O. du 30 novembre 1999]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à modifier la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique et visant à assurer une représentation équilibrée des femmes en politique (n° 1268) [8 décembre 1999]

Rapporteur de la proposition de loi visant à établir la parité dans les scrutins municipaux (n° 1761) [8 décembre 1999]

Rapporteur de la proposition de loi organique tendant à instaurer une véritable parité entre les hommes et les femmes dans la vie politique (n° 1837) [8 décembre 1999]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à instaurer une véritable parité entre les hommes et les femmes dans la vie politique (n° 1850) [8 décembre 1999]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à rendre effectif le principe de parité entre hommes et femmes dans les communes de plus de 2 001 habitants (n° 1895) [8 décembre 1999]

Rapporteur du projet de loi tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives (n° 2012) [8 décembre 1999]

Rapporteur du projet de loi organique tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna (n° 2013) [8 décembre 1999]

Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 21 septembre 2000] (p. 14843)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives [9 décembre 1999] (n° 2016)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

- le projet de loi (n° 2012) tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives,
- le projet de loi organique (n° 2013) tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna,
- la proposition de loi (n° 1268) de M. Pierre Albertini tendant à modifier la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique et visant à assurer une représentation équilibrée des femmes en politique,
- la proposition de loi (n° 1761) de M. Michel Hunault visant à établir la parité dans les scrutins municipaux,
- la proposition de loi organique (n° 1837) de Mme Marie-Jo Zimmermann tendant à instaurer une véritable parité entre les hommes et les femmes dans la vie politique,
- la proposition de loi (n° 1850) de Mme Marie-Jo Zimmermann tendant à instaurer une véritable parité entre les hommes et les femmes dans la vie politique,
- la proposition de loi (n° 1895) de M. Léonce Deprez tendant à rendre effectif le principe de parité entre hommes et femmes dans les communes de plus de 2001 habitants [20 janvier 2000] (n° 2103)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

1. le projet de loi organique, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 1877), relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux ;
2. le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 1878), relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives [2 février 2000] (n° 2134)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

1. - le projet de loi organique, modifié par le Sénat en troisième lecture (n° 2232), relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux,
2. - le projet de loi, rejeté par le Sénat en nouvelle lecture (n° 2231), relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice [8 mars 2000] (n° 2234)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [9 mars 2000] (n° 2240)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale sur :

1. le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2228), tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives ;
2. le projet de loi organique, modifié par le Sénat (n° 2230), tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna [22 mars 2000] (n° 2268)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en vue de

la lecture définitive du projet de loi (n° 2336) tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [26 avril 2000] (n° 2337)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna [9 mai 2000] (n° 2366)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 2341 rectifié), tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna [10 mai 2000] (n° 2368)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en vue de la lecture définitive du projet de loi organique tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna [21 juin 2000] (n° 2485)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Enfants. Titre d'identité républicain, bilan [24 novembre 1999] (p. 10058)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [12 octobre 1999] (p. 7148)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 7154)

Thèmes :

Parlement : rôle : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 7155)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 7155)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 340)

Thèmes :

Communes : municipalité : parité (p. 342)

Coopération intercommunale : organismes : élections et référendums (p. 342)

Coopération intercommunale : organismes : parité (p. 342)

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 342)

Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 341, 342)

Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 341)

Elections et référendums : élus : femmes (p. 339, 340)

Femmes : égalité des sexes (p. 340, 341)

Femmes : parité (p. 340 à 342)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 342)

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 386)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (seuil d'application du scrutin proportionnel aux élections municipales abaissé de 3 500 à 2 000 habitants) (p. 387, 388, 391) : adopté (p. 391)

Intervient sur l'amendement n° 84 corrigé de Mme Muguette Jacquaint (seuil d'application du scrutin proportionnel aux élections municipales abaissé de 3 500 à 2 500 habitants) (p. 389)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Jean-Luc Warsmann (parité des listes par groupes de six candidats dans les communes de plus de 2 500 habitants) (p. 389)

Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant dans les communes de plus de 3 500 habitants)

Soutient l'amendement n° 34 rectifié de la commission (parité par groupes de six candidats) (p. 395) : adopté (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Lionnel Luca (alternance des candidats selon le sexe) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 61 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (alternance des candidats selon le sexe) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 85 de Mme Muguette Jacquaint (alternance des candidats selon le sexe au premier tour et parité par groupe de six candidats au deuxième tour en cas de fusion de listes) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 23 rectifié de Mme Odette Casanova (parité par groupes de six candidats) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jean-Luc Warsmann (parité par groupes de six candidats) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Patrice Martin-Lalande (parité par groupes de six candidats) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 103 de Mme Marie-Hélène Aubert (parité par groupes de six candidats) (p. 396)

Intervient sur l'amendement n° 111 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 396)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) (p. 396) : adopté (p. 396)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (mention du domicile et de la profession des

candidats sur la déclaration de candidature) (p. 396) : adopté (p. 396)
Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Arthur Dehaine (application des dispositions de l'article au plus tard en 2007 et minimum de 30 % de candidats du même sexe aux élections municipales de 2001) (p. 396)
Article 2 (article L. 300 du code électoral : application du principe paritaire aux élections sénatoriales)
Soutient l'amendement n° 36 de la commission (alternance des candidats selon le sexe) (p. 397) : adopté (p. 398)
Intervient sur l'amendement n° 104 de Mme Marie-Hélène Aubert (alternance des candidats selon le sexe) (p. 398)
Intervient sur l'amendement n° 112 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 398)
Article 3 (articles L. 346 et L. 347 du code électoral : application du principe paritaire aux élections régionales)
Intervient sur l'amendement n° 105 de Mme Marie-Hélène Aubert (alternance des candidats selon le sexe) (p. 399)
Intervient sur l'amendement n° 63 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (alternance des candidats selon le sexe) (p. 399)
Intervient sur l'amendement n° 87 de Mme Muguette Jacquaint (alternance des candidats selon le sexe au premier tour et parité par groupe de six candidats au deuxième tour en cas de fusion de listes) (p. 399)
Soutient l'amendement n° 37 rectifié de la commission (parité par groupes de six candidats) (p. 399) : adopté (p. 399)
Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Luc Warsmann (parité par groupes de six candidats) (p. 399)
Intervient sur l'amendement n° 113 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats d'un même sexe) (p. 399)
Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 399) : adopté (p. 399)
Article 4 (article L. 370 du code électoral : application du principe paritaire à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse)
Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Lionnel Luca (alternance des candidats selon le sexe) (p. 400)
Intervient sur l'amendement n° 64 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (alternance des candidats selon le sexe) (p. 400)
Intervient sur l'amendement n° 106 de Mme Marie-Hélène Aubert (parité par groupes de six candidats) (p. 400)
Soutient l'amendement n° 39 rectifié de la commission (parité par groupes de six candidats (p. 400) : adopté (p. 400)
Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats d'un même sexe) (p. 400)
Soutient l'amendement n° 40 de la commission (mention du sexe des candidats sur les déclarations de candidature) (p. 400) : adopté (p. 400)
Article 5 (article 9 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 : application du principe paritaire à l'élection des représentants au Parlement européen)
Soutient l'amendement n° 41 de la commission (alternance des candidats selon le sexe) (p. 401) : adopté (p. 401)
Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Lionnel Luca (alternance des candidats selon le sexe) (p. 401)
Intervient sur l'amendement n° 65 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (alternance des candidats selon le sexe) (p. 401)
Intervient sur l'amendement n° 100 de Mme Marie-Hélène Aubert (alternance des candidats selon le sexe dans le premier quart des listes) (p. 401)
Intervient sur l'amendement n° 82 de Mme Muguette Jacquaint (alternance des candidats selon le sexe) (p. 401)
Intervient sur l'amendement n° 115 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats d'un même sexe) (p. 401)
Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 401) : adopté (p. 401)
Article 6 (articles L. 331-2 et L. 332 du code électoral : application du principe paritaire aux élections des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon)
Soutient l'amendement n° 43 rectifié de la commission (parité par groupes de six candidats) (p. 402) : adopté (p. 402)
Soutient l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) (p. 402) : adopté (p. 402)
Soutient l'amendement n° 97 de la commission (mention du domicile et de la profession des candidats sur les déclarations de candidatures) (p. 402) : adopté (p. 402)
Article 7 (article 3 de la loi n° 83-27 du 19 janvier 1983 modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française : élections municipales en Polynésie française)
Soutient l'amendement n° 45 de la commission (application de la parité au premier tour dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 403) : adopté (p. 403)
Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de coordination - parité dans les communes de plus de 2 000 habitants) (p. 403) : adopté (p. 403)
Soutient l'amendement n° 47 de la commission (interdiction de se présenter dans plusieurs communes) (p. 403) : adopté (p. 403)
Article 9 (article 7 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : dépôt des candidatures pour les élections territoriales en Polynésie française)
Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) (p. 403) : adopté (p. 403)
Soutient l'amendement n° 98 de la commission (mention du domicile et de la profession des candidats sur la déclaration de candidature) (p. 403) : adopté (p. 403)
Article 10 (article 13-4 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer : dépôt des candidatures pour les élections territoriales à Wallis-et-Futuna)
Soutient l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) (p. 404) : adopté (p. 404)
Soutient l'amendement n° 99 de la commission (mention du domicile et de la profession des

candidats sur la déclaration de candidature) (p. 404) : adopté (p. 404)

Article 11 (article 14 de la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie : dépôt des candidatures pour les élections au Congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) (p. 404) : adopté (p. 404)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (mention du sexe des candidats sur les déclarations de candidature pour les élections se déroulant au scrutin uninominal) (p. 405) : adopté (p. 406)

Soutient l'amendement n° 16 de Mme Odette Casanova (mention du sexe des candidats sur les déclarations de candidature pour les élections se déroulant au scrutin uninominal) (p. 405) : adopté (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 67 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (mention du sexe des candidats sur les déclarations de candidature pour les élections législatives) (p. 405)

Intervient sur l'amendement n° 77 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (institution de remplaçants des candidats aux élections cantonales et devant être de sexe opposé à celui du candidat) (p. 405)

Intervient sur l'amendement n° 28 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (mention du sexe des candidats sur les déclarations de candidature pour les élections législatives) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 72 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (parité par département dans les candidatures aux élections législatives présentées par les partis politiques bénéficiant de la première fraction du financement public, obligation de concordance entre la déclaration de rattachement à un parti et l'étiquette électorale et interdiction faite à un candidat ne se rattachant pas à un parti de se réclamer du soutien de celui-ci) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 68 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (remplaçant du candidat à la députation obligatoirement de sexe opposé) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 76 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (parité dans les candidatures aux élections cantonales présentées par les partis politiques bénéficiant de la première fraction du financement public, obligation de concordance entre la déclaration de rattachement à un parti et l'étiquette électorale et interdiction faite à un candidat ne se rattachant pas à un parti de se réclamer du soutien de celui-ci) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 69 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (mention du sexe sur les déclarations de candidature aux élections sénatoriales se déroulant au scrutin uninominal) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 73 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (parité par département aux élections sénatoriales, se déroulant au scrutin uninominal, dans les candidatures présentées par les partis politiques bénéficiant de la première fraction du financement public, obligation de concordance entre la déclaration de rattachement à un parti et l'étiquette électorale et interdiction faite à un candidat ne se rattachant pas à un parti de se réclamer du soutien de celui-ci) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 70 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (mention du sexe des candidats sur les déclarations de candidature aux élections sénatoriales se déroulant au scrutin uninominal) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 71 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (remplaçant aux élections sénatoriales devant être du sexe opposé à celui du candidat) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 78 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (parité dans les municipalités) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 74 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (parité dans les vice-présidences et dans la commission permanente des conseils régionaux) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 75 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (alternance selon le sexe dans les listes présentées pour la commission permanente des conseils régionaux) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 79 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (parité à la commission permanente de l'Assemblée de Corse) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 80 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (parité dans les listes présentées pour la commission permanente de l'Assemblée de Corse) (p. 407)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Patrice Martin-Lalande (parité dans les délégations du personnel et les représentants du personnel prévus par les articles 433-1 et 433-2 du code du travail) (p. 407)

Article 12 (article 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique : pénalisation financière du non-respect du principe de parité pour les élections législatives)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) (p. 408) : adopté (p. 408)

Intervient sur le sous-amendement n° 27 rectifié de Mme Marie-Thérèse Boisseau (pénalisation financière au-delà d'un écart de 10 % et non de 2 % entre les candidatures de chaque sexe) à l'amendement n° 52 de la commission (p. 408)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Lionnel Luca (suppression du régime spécifique applicable aux partis présentant des candidats exclusivement outre-mer) (p. 408)

Intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (répartition des crédits issus de la pénalisation financière entre les partis non soumis à celle-ci) (p. 409)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rapport annuel au Parlement sur l'utilisation des crédits issus de la pénalisation financière et sur les actions entreprises en faveur de la parité) (p. 409) : adopté (p. 409)

Soutient l'amendement n° 18 de Mme Odette Casanova (rapport annuel au Parlement sur l'utilisation des crédits issus de la pénalisation financière et sur les actions entreprises en faveur de la parité) (p. 409) : adopté (p. 409)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rapport sur l'évaluation de la loi et sur la féminisation des scrutins non traités par celle-ci et des organes délibérants des structures intercommunales et des exécutifs locaux) (p. 409) : adopté (p. 409)

Article 13 (dispositions transitoires - cas particulier de Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Patrice Martin-Lalande (application du principe paritaire aux deux

prochains renouvellements des assemblées autres que le Sénat) (p. 410)
Soutient l'amendement n° 55 de la commission (suppression du régime transitoire prévu pour Mayotte) (p. 410) : adopté (p. 410)
Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Henry Jean-Baptiste (suppression du régime transitoire prévu pour Mayotte) (p. 410)
Intervient sur l'amendement n° 29 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rapport du Bureau de l'Assemblée nationale sur l'application de la loi) (p. 411)
Après l'article 13
Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (régime de la démission d'office des conseillers généraux prononcée par le Préfet) (p. 411)
Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (condition d'inscription sur la liste électorale de la commune associée pour la candidature au conseil consultatif) (p. 411)
Intervient sur l'amendement n° 81 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (présentation d'un projet de loi sur la parité dans les structures intercommunales avant le renouvellement municipal de 2001) (p. 412)
Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Patrice Martin-Lalande (statut des élus locaux avant le 1er janvier 2001) (p. 412)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2954)
Son intervention (p. 2956)
Thèmes :
Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 2956)
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 2956)
Femmes : parité : Mayotte (p. 2956)
Femmes : parité : Outre-mer (p. 2956)
Parlement : Sénat : parité (p. 2956)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 2957)
Discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2967)
Article 1er A supprimé par le Sénat (articles L. 241, L. 252, L. 256 et L. 261 du code électoral : extension aux communes de 2 000 à 3 499 habitants du scrutin de liste à deux tours)
Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article : extension du scrutin de liste aux communes de plus de 2 500 habitants) (p. 2968) : adopté (p. 2969)
Intervient sur le sous-amendement n° 28 de M. Thierry Mariani (maintien du seuil de 3 500 habitants) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 2969)
Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant au scrutin de liste)
Intervient sur l'amendement n° 19 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2969)
Soutient l'amendement n° 2 de la commission (parité par groupes de six candidats) (p. 2970) : adopté (p. 2970)
Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Lionnel Luca (alternance des candidats selon le sexe) (p. 2970)
Soutient l'amendement n° 3 de la commission (application en Nouvelle-Calédonie dès les élections de 2001) (p. 2970) : adopté (p. 2970)
Article 2 (article L. 300 du code électoral : application du principe paritaire aux élections sénatoriales)
Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - alternance selon le sexe) (p. 2970) : adopté (p. 2971)
Intervient sur l'amendement n° 20 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2971)
Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 21 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats de même sexe sur les listes pour l'élection des délégués au Conseil supérieur des Français de l'étranger à partir de 2003) (p. 2971)
Soutient le sous-amendement n° 29 de la commission (50 % de candidats de chaque sexe) à l'amendement n° 21 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (p. 2971) : adopté (p. 2972)
Article 3 (articles L. 346 et L. 347 du code électoral : application du principe paritaire aux élections régionales)
Intervient sur l'amendement n° 22 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2972)
Soutient l'amendement n° 5 de la commission (parité par groupes de six candidats) (p. 2972) : adopté (p. 2972)
Article 4 (article L. 370 du code électoral : application du principe paritaire à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse)
Intervient sur l'amendement n° 23 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2972)
Soutient l'amendement n° 6 de la commission (alternance des candidats selon le sexe) (p. 2972) : adopté (p. 2972)
Article 5 (article 9 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 : application du principe paritaire à l'élection des représentants au Parlement européen)
Intervient sur l'amendement n° 24 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2973)
Soutient l'amendement n° 7 de la commission (alternance des candidats selon le sexe) (p. 2973) : adopté (p. 2973)
Article 6 (article L. 331-2 et L. 332 du code électoral : application du principe paritaire aux élections des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon)
Intervient sur l'amendement n° 25 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2973)
Soutient l'amendement n° 8 de la commission (parité par groupes de six candidats) (p. 2973) : adopté (p. 2973)
Article 7 (article 3 de la loi n° 83-27 du 19 janvier 1983 modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française : élections municipales en Polynésie française)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (extension du scrutin de liste aux communes de plus de 2 500 habitants) (p. 2974)

Article 8 (coordination)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (extension du scrutin de liste aux communes de plus de 2 500 habitants en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte) (p. 2974) : adopté (p. 2974)

Avant l'article 11 bis

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel - modification de l'intitulé du titre Ier bis) (p. 2974) : adopté (p. 2974)

Article 12 (article 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique : pénalisation financière du non-respect du principe de parité pour les élections législatives)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (suppression du dispositif introduit par le Sénat exonérant de pénalisation les partis ayant obtenu la parité dans les élus à 2 % près) (p. 2975) : adopté (p. 2975)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (de conséquence pour l'outre-mer) (p. 2975) : adopté (p. 2975)

Intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (répartition des crédits issus de la pénalisation financière entre les partis non soumis à celle-ci) (p. 2975)

Article 14 supprimé par le Sénat (article L. 205 du code électoral : démission d'office d'un conseiller général en situation d'inéligibilité)

Soutient l'amendement n° 13, deuxième rectification de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2976) : adopté (p. 2976)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 14 rectifié de la commission (démission d'office d'un conseiller général en situation d'incompatibilité) (p. 2976) : adopté (p. 2976)

Article 15 supprimé par le Sénat (article L. 2113-17 du code général des collectivités territoriales : éligibilité au conseil consultatif d'une commune associée)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2977) : adopté (p. 2977)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 mai 2000] (p. 3677)

Son intervention (p. 3679)

Thèmes :

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 3680)

Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 3680)

Femmes : parité : Constitution (p. 3680)

Femmes : parité : éligibilité (p. 3680)

Parlement : Sénat : parité (p. 3680)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 3680)

Projet de loi organique n° 2013 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 414)

Article 1er (article 6-1 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : la parité en Polynésie française)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (alternance des candidats selon le sexe) (p. 414) : adopté (p. 415)

Article 2 (article 13-4 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer : la parité à Wallis-et-Futuna)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (alternance des candidats selon le sexe) (p. 415) : adopté (p. 415)

Article 3 (article 192 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie : la parité en Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (alternance des candidats selon le sexe) (p. 415) : adopté (p. 416)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2977)

Article 1er (article 6-1 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : la parité en Polynésie française)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2977)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Émile Vernaudon (nombre égal de candidats de chaque sexe à une unité près) (p. 2977, 2978)

Article 2 supprimé par le Sénat (article 13-4 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer : la parité à Wallis-et-Futuna)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2979) : adopté (p. 2979)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2979)

Article 3 (article 192 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie : la parité en Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (minimum de 40 % de candidats du même sexe) (p. 2979)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (alternance selon le sexe) (p. 2980) : adopté (p. 2980)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mai 2000] (p. 4670)

Son intervention (p. 4671)

Thèmes :

Femmes : parité : Polynésie française (p. 4671)
Parlement : Sénat : parité (p. 4671)

Discussion des articles [25 mai 2000] (p. 4673)

Article 1er (article 6-1 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : la parité en Polynésie française)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4674) : adopté après rectification (p. 4674)

Article 2 (article 13-4 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer : la parité à Wallis-et-Futuna)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 4674) : adopté (p. 4674)

Article 3 (article 192 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie : la parité en Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 4675) : adopté (p. 4675)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5690)

Son intervention (p. 5691)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : article 108 du règlement (p. 5691, 5692)
Femmes : parité : Polynésie française (p. 5691, 5692)
Outre-mer : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : droits (p. 5692)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5696)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Émile Vernaudon (nombre égal, à une unité près, de candidats de chaque sexe sur les listes pour l'élection de l'assemblée territoriale de la Polynésie française) (p. 5696)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Victor Brial (nombre égal, à une unité près, de candidats de chaque sexe sur les listes pour l'élection de l'assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna) (p. 5697)

Son intervention (p. 5697)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2000] (p. 802)

Ses interventions (p. 804, 818)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : coopération intercommunale (p. 804, 805)
Elections et référendums : cumul des mandats : généralités (p. 818)
Parlement : parlementaires : exécutifs locaux (p. 804, 805)
Parlement : parlementaires : maires (p. 818)
Parlement : Sénat : cumul des mandats (p. 804, 805)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 805)

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 819)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (abaissement de 23 à 18 ans de l'âge d'éligibilité au mandat de député) (p. 819) : adopté (p. 819)

Article 1er (incompatibilité entre un mandat parlementaire national et européen)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture autorisant le membre du Parlement européen devenu député à siéger à l'Assemblée nationale en cas de contestation de son élection) (p. 819) : adopté (p. 819)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la qualité de membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 820) : adopté (p. 820)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de juge des tribunaux de commerce)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 820) : adopté (p. 820)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)

Son intervention (p. 821)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture sauf la prise en compte de la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 822, 823) : adopté (p. 826)

Intervient sur le sous-amendement n° 32 rectifié de M. Franck Dhersin (prise en compte de la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 823)

Intervient sur le sous-amendement n° 31 rectifié de M. Jean Proriol (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3500 habitants) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 825)

Intervient sur le sous-amendement n° 29 de M. Jean-Luc Warsmann (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune élisant ses représentants au scrutin uninominal majoritaire) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 825)

Intervient sur le sous-amendement n° 30 rectifié de M. Paul Patriarche (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 2000 habitants) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 825)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec les fonctions de membre du cabinet du Président de la République ou d'un cabinet ministériel)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 826) : adopté (p. 826)

Article 2 ter supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la qualité de membre du directoire de la Banque centrale européenne et de membre de la Commission européenne)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 826) : adopté (p. 826)

Article 2 quater supprimé par le Sénat (missions confiées à un parlementaire)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 826) : adopté (p. 826)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la fonction de membre du bureau d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (incompatibilité avec la présidence d'une chambre consulaire ou d'agriculture) (p. 827) : adopté (p. 827)

Article 2 sexies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec des fonctions de dirigeant dans certaines sociétés)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 827) : adopté (p. 827)

Article 2 septies supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec l'exercice des droits attachés à la détention de tout ou partie du capital de certaines sociétés)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 827) : adopté (p. 827)

Article 2 octies supprimé par le Sénat (interdiction faite à un parlementaire d'exercer une fonction de direction ou de conseil dans une société énumérée à l'article LO. 146)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 827) : adopté (p. 827)

Article 2 decies supprimé par le Sénat (limitation pour les parlementaires de l'exercice de la profession d'avocat)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 828) : adopté (p. 829)

Article 3 (incompatibilité constituée le jour de l'élection parlementaire)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de coordination) (p. 829) : adopté (p. 829)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de coordination) (p. 829) : adopté (p. 829)

Article 4 (incompatibilité constituée pendant le mandat parlementaire)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 829) : adopté après modification (p. 830)

Intervient sur le sous-amendement n° 28 de M. Jean-Luc Warsmann (possibilité pour le député devenu conseiller municipal d'une commune élisant ses représentants au scrutin uninominal majoritaire de démissionner de ce dernier mandat) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 830)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (âge d'éligibilité des sénateurs)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture - éligibilité à 18 ans) (p. 830) : adopté (p. 830)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Jean-Luc Warsmann (fixation à 75 ans d'un âge maximum de candidature au Sénat) (p. 831)

Article 4 ter A supprimé par le Sénat (âge d'éligibilité aux mandats et fonctions dans les collectivités d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 832) : adopté (p. 832)

Article 6 (incompatibilités applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 832) : adopté (p. 832)

Article 7 (incompatibilités applicables à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 832) : adopté (p. 832)

Article 8 ter (assimilation du mandat de membre de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna au mandat de conseiller général)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 833) : adopté (p. 833)

Article 10 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture - entrée en vigueur des dispositions de la loi lors du prochain renouvellement général de l'Assemblée nationale) (p. 833) : adopté (p. 833)

Titre

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du titre adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : "Projet de loi

organique relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice") (p. 834) : adopté (p. 834)

QUATRIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1606)

Son intervention (p. 1608)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : conseillers municipaux (p. 1609)

Elections et référendums : cumul des mandats : lois (p. 1610, 1611)

Elections et référendums : cumul des mandats : opposition (p. 1609)

Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 1609)

Parlement : Sénat : cumul des mandats (p. 1609 à 1611)

Discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1624)

Article 10 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 1625)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 834)

Article 1er A supprimé par le Sénat (conditions de l'éligibilité)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture - éligibilité à 18 ans) (p. 834) : adopté (p. 834)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 834) : adopté après modification (p. 835)

Intervient sur le sous-amendement n° 66 de M. Jean Proriol (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 3500 habitants) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 835)

Intervient sur le sous-amendement n° 65 de M. Paul Patriarche (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune de moins de 2000 habitants) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 835)

Intervient sur le sous-amendement n° 48 de M. Michel Hunault (prise en compte du mandat de membre de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 835)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 de M. Jean-Luc Warsmann (non prise en compte du mandat de conseiller municipal des communes élisant leurs représentants au scrutin majoritaire uninominal) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 835)

Intervient sur le sous-amendement n° 47 de M. Jean-Luc Warsmann (possibilité de démissionner du dernier mandat acquis si c'est celui de conseiller municipal des communes élisant leurs représentants au scrutin majoritaire uninominal) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 835)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'un organisme consulaire)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (incompatibilité avec la présidence d'une chambre consulaire ou d'agriculture) (p. 836) : adopté (p. 836)

Article 2 ter supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers généraux)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture - éligibilité à 18 ans) (p. 837) : adopté (p. 837)

Article 2 quater supprimé par le Sénat (inéligibilité applicable à certaines fonctions)

Soutient l'amendement n° 15 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture avec l'ajout des fonctions de directeur de cabinet du président de l'assemblée de Corse) (p. 837) : adopté (p. 837)

Article 2 quinquies supprimé par le Sénat (éligibilité des conseillers régionaux)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture - éligibilité à 18 ans) (p. 837) : adopté (p. 837)

Après l'article 2 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Stéphane Alaize (article L. 52-1 du code électoral - distribution d'un bulletin d'informations relatif aux réalisations et aux décisions de l'exécutif sortant) (p. 838)

Article 3 (incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture tout en supprimant l'incompatibilité entre le mandat de maire et la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 839) : adopté (p. 841)

Intervient sur le sous-amendement n° 50 de M. Pierre Albertini (suppression de l'incompatibilité entre le mandat de maire et celui de représentant au Parlement européen) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 840)

Intervient sur le sous-amendement n° 68 de M. Jean Proriol (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 3500 habitants) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 841)

Intervient sur le sous-amendement n° 67 de M. Paul Patriarche (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 2000 habitants) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 841)

Article 3 bis A (régime des indemnités de fonction des élus locaux)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture mais en excluant les indemnités versées aux présidents ou aux vice-

présidents des services d'incendie et de secours) (p. 841) : adopté (p. 841)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (interdiction faite à un maire démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficier d'une délégation)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 842) : adopté (p. 842)

Article 3 quinquies (extension des dispositions relatives à la suspension du contrat de travail)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 842) : retiré (p. 842)

Soutient l'amendement n° 34 de M. Jean-Claude Perez (extension du dispositif aux maires des communes de moins de 3500 habitants mais suppression de son application aux adjoints au maire de communes comptant de 20 000 à 30 000 habitants) (p. 842) : adopté après rectification (p. 842)

Article 3 sexies (revalorisation des indemnités des maires)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 843) : adopté (p. 843)

Article 4 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture mais en supprimant l'incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 843) : adopté (p. 844)

Intervient sur le sous-amendement n° 71 de M. Jean Proriol (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de plus de 3500 habitants) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 843)

Intervient sur le sous-amendement n° 70 de M. Paul Patriarche (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de plus de 2000 habitants) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 844)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 de M. Franck Dhersin (rétablissement de l'incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 844)

Intervient sur le sous-amendement n° 51 de M. Pierre Albertini (suppression de l'incompatibilité avec le mandat de représentant au Parlement européen) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 844)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (interdiction faite à un président du conseil général démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficier d'une délégation)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 844) : adopté (p. 844)

Article 5 (incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture mais en supprimant l'incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 845) : adopté (p. 845)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 de M. Pierre Albertini (suppression de l'incompatibilité avec le mandat de représentant au Parlement européen) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 845)

Intervient sur le sous-amendement n° 73 de M. Jean Proriol (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 3500 habitants) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 845)

Intervient sur le sous-amendement n° 74 de M. Paul Patriarche (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 2000 habitants) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 845)

Intervient sur le sous-amendement n° 75 de M. Franck Dhersin (rétablissement de l'incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 845)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (interdiction faite à un président du conseil régional démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficier d'une délégation)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 845) : adopté (p. 846)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 25 deuxième rectification de la commission (assimilation de la fonction de membre du conseil exécutif de Corse au mandat de conseiller régional) (p. 846) : adopté (p. 846)

Article 7 A supprimé par le Sénat (éligibilité des membres du Parlement européen)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture - éligibilité à 18 ans) (p. 846) : adopté (p. 846)

Article 8 (incompatibilité entre les mandats électoraux et les fonctions électives)

Soutient l'amendement n° 27 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture mais en supprimant l'incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 847) : adopté (p. 847)

Article 8 bis (entrée en vigueur du dispositif pour les membres du Parlement européen)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 847) : adopté (p. 847)

Article 9 (incompatibilités applicables au remplaçant)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 847) : adopté (p. 847)

Article 11 (incompatibilités applicables aux maires de la Polynésie française)

Soutient l'amendement n° 30 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 848) : adopté (p. 848)

Article 11 bis A (dispositions applicables aux élus locaux de la Polynésie française)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement de l'interdiction faite à un maire

démissionnaire pour cause d'incompatibilité de bénéficier d'une délégation) (p. 848) : adopté (p. 848)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (régime des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 848) : adopté (p. 848)

Article 11 bis (incompatibilités applicables aux maires de la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture avec ajout de l'incompatibilité avec les fonctions de président ou de membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ou de la Polynésie française et limitation de l'insaisissabilité des indemnités à la part représentative des frais d'emploi) (p. 849) : adopté (p. 850)

Intervient sur le sous-amendement n° 78 de M. Jean Proriol (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 3500 habitants) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 850)

Intervient sur le sous-amendement n° 79 de M. Paul Patriarche (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 2000 habitants) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 850)

Article 12 (dispositions applicables aux maires et au président du conseil général dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture à l'exception de l'incompatibilité entre la fonction de président de conseil général et la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, et avec limitation de l'insaisissabilité des indemnités à la part représentative des frais d'emploi) (p. 850) : adopté (p. 851)

Intervient sur le sous-amendement n° 80 de M. Jean Proriol (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 3500 habitants) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 851)

Intervient sur le sous-amendement n° 81 de M. Paul Patriarche (non prise en compte du mandat de maire d'une commune de moins de 2000 habitants) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 851)

Article 12 bis (dispositions applicables aux élus municipaux de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture avec ajout de la limitation de l'insaisissabilité des indemnités à la part représentative des frais d'emploi) (p. 851) : adopté (p. 851)

Article 13 bis (dispositions applicables aux élus municipaux de Mayotte)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture avec ajout de l'incompatibilité avec la fonction de président du conseil général de Mayotte et limitation de l'insaisissabilité des indemnités à la part représentative des frais d'emploi) (p. 852) : adopté (p. 852)

Article 13 ter (revalorisation des indemnités des maires de Mayotte)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (limitation de l'insaisissabilité des indemnités perçues par les élus municipaux à la part représentative des frais d'emploi) (p. 852) : adopté (p. 852)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (limitation de l'insaisissabilité des indemnités perçues par les conseillers généraux à la part représentative des frais d'emploi) (p. 853) : adopté (p. 853)

Titre

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du titre adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture : projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice) (p. 853) : adopté (p. 853)

Seconde délibération

Article 3 sexies (revalorisation des indemnités des maires)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (revalorisation non soumise à l'entrée en vigueur des dispositions de la loi organique interdisant le cumul du mandat de député avec la fonction de maire) (p. 853) : adopté (p. 853)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 3588)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 3588)

Etrangers : droit de vote : généralités (p. 3588)

Etrangers : droit de vote : Union européenne (p. 3588)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Seconde délibération

Article 2 (article L. 752-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement du seuil de dix salariés et dégressivité dans le temps du bénéfice de l'exonération en cas de dépassement ultérieur du seuil) (p. 4178)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4630)

Son intervention (p. 4644)

Thèmes :
Droit pénal : détention provisoire (p. 4644)
Droit pénal : détention provisoire : surveillance électronique (p. 4644)
Droit pénal : garde à vue (p. 4644)
Justice : cours d'assises : recours (p. 4644, 4645)
Justice : victimes (p. 4644)
Parlement : rôle (p. 4644)
Partis et mouvements politiques : opposition (p. 4644, 4645)

Proposition de loi n° 1988 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4697)
Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 4722)

Thème :
Assemblée nationale : commissions : travaux (p. 4722)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 juin 2000] (p. 5336)
Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 5343)

Thèmes :
Constitution : régime présidentiel (p. 5343)
Constitution : révision (p. 5344)
Constitution : révision : procédures (p. 5343)
Parlement : prérogatives (p. 5343, 5344)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 5343)
Président de la République : cohabitation (p. 5343)
Président de la République : quinquennat : gauche (p. 5343)

Discussion de l'article unique [15 juin 2000] (p. 5402)

Après l'article unique
Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 43 de la Constitution relatif aux six commissions permanentes - fixation de leur nombre ne pouvant excéder douze par un vote du Parlement au début de la législature) (p. 5434)
Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Noël Mamère (ajout d'un alinéa à l'article 43 de la Constitution relatif au renvoi des projets et propositions de loi aux commissions - examen en commission au moins quinze jours francs après leur dépôt) (p. 5435)
Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Henri Plagnol (insertion dans la Constitution d'un article 43-I- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5435)
Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pascal Clément (insertion dans la Constitution d'un article 43-1- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5435)
Intervient sur l'amendement n° 61 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (insertion dans la Constitution d'un article 43-I- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5435)
Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Hervé Morin (insertion dans la Constitution d'un article 43-I- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5435)
Intervient sur l'amendement n° 92 de Mme Christine Boutin (insertion dans la Constitution d'un article 43-I- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5435)
Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jacques Brunhes (suppression du dernier alinéa de l'article 44 de la Constitution relatif au "vote bloqué") (p. 5436)
Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Noël Mamère (suppression du dernier alinéa de l'article 44 de la Constitution relatif au "vote bloqué") (p. 5436)
Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 45 de la Constitution relatif à la faculté pour le Gouvernement de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire - constitution obligatoire après la première lecture par chacune des assemblées) (p. 5437)
Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Noël Mamère (modification du dernier alinéa de l'article 45 de la Constitution relatif à la faculté pour le Gouvernement de demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement après une nouvelle lecture par chacune des assemblées - suppression de la nouvelle lecture) (p. 5437)
Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Noël Mamère (suppression du quatrième alinéa de l'article 46 de la Constitution disposant que les lois organiques relatives au Sénat doivent être votées dans les mêmes termes par les deux assemblées) (p. 5438)
Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour prioritaire - ordre du jour fixé par les assemblées et possibilité pour le Gouvernement de demander une fois par mois l'examen d'un projet ou d'une proposition de loi) (p. 5438)
Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jacques Brunhes (nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour d'initiative parlementaire - une séance par semaine réservée à la discussion de propositions de loi, de résolutions ou de débats présentés par les différents groupes à la représentation proportionnelle) (p. 5441)
Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour d'initiative parlementaire - une séance par semaine réservée à la discussion de propositions de loi) (p. 5441)
Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Brard (nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour d'initiative parlementaire - une séance par semaine réservée à l'ordre du jour fixé par chaque assemblée) (p. 5441)
Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jacques Brunhes (ajout d'un alinéa à l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour - inscription dans

le délai d'un mois des projets et propositions adoptés par une assemblée à l'ordre du jour de l'autre assemblée) (p. 5441)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Brard (suppression du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution relatif à l'engagement de responsabilité du Gouvernement sur le vote d'un texte) (p. 5442)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jacques Brunhes (suppression du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution relatif à l'engagement de responsabilité du Gouvernement sur le vote d'un texte) (p. 5442)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Noël Mamère (modification du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution relatif à l'engagement de responsabilité du Gouvernement sur le vote d'un texte - usage de cette procédure limitée à trois fois par session) (p. 5442)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jacques Brunhes (ajout d'un alinéa à l'article 52 de la Constitution relatif aux prérogatives du Président de la République en matière de traités et d'accords internationaux - exercice par l'Assemblée nationale d'un contrôle régulier de l'activité internationale de l'Etat) (p. 5443)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 61 de la Constitution relatif à la saisine automatique du Conseil constitutionnel - extension à toutes les lois) (p. 5443)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Noël Mamère (ajout d'un alinéa à l'article 61 de la Constitution relatif à la saisine du Conseil constitutionnel - saisine par tout citoyen si la loi n'a pas fait l'objet d'un contrôle de constitutionnalité) (p. 5443)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Noël Mamère (modification du premier alinéa de l'article 72 de la Constitution relatif à l'énumération des collectivités territoriales - ajout des regroupements de communes institués par la loi et des régions) (p. 5444)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 72 de la Constitution relatif à la libre administration des collectivités territoriales - élection des conseils pour cinq ans au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle) (p. 5444)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Noël Mamère (insertion d'un alinéa dans l'article 72 de la Constitution relatif aux collectivités territoriales - transferts de compétences y compris législatives et fiscales) (p. 5444)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Pierre Méhaignerie (insertion d'un alinéa dans l'article 72 de la Constitution relatif aux collectivités territoriales - droit à l'expérimentation) (p. 5445)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Bernard Birsinger (ajout d'un alinéa à l'article 72 de la Constitution relatif aux collectivités territoriales - possibilité d'attribution aux étrangers non communautaires du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales) (p. 5446)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Noël Mamère (ajout d'un alinéa à l'article 72 de la Constitution relatif aux collectivités territoriales - possibilité d'attribution aux étrangers non communautaires du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales) (p. 5446)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Jean-Claude Lefort (ajout d'un alinéa à l'article 88-4 de la Constitution relatif aux prérogatives du Parlement en matière d'actes communautaires - définition d'orientations pour les négociations au Conseil européen par le Parlement et compte-rendu à celui-ci par le Gouvernement) (p. 5446)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5699)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 5704)

Thème :

Femmes : parité (p. 5704)

Proposition de loi n° 2034 tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 juin 2000] (p. 5739)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Brard (périmètre porté de 100 à 200 mètres) à l'amendement n° 24 de la commission (limitation de l'installation de groupements sectaires) (p. 5748)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Rudy Salles (possibilité offerte aux maires de refuser les permis de construire aux groupements sectaires ayant été condamnés pénalement en application des dispositions de la présente loi) (p. 5749)

Yves ROME

Oise (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail [J.O. du 11 novembre 1999] (p. 16853)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6880)
Son intervention (p. 6903)

Thèmes :
Travail : aménagement du temps de travail (p. 6881)
Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 6903)
Travail : réduction du temps de travail : durée du travail (p. 6903)
Travail : réduction du temps de travail : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6880)
Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 6904)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)
Son intervention (p. 7040)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)
Son intervention (p. 7287)
Soutient l'amendement n° 465 de la commission (exclusion des jours fériés) (p. 7301) : adopté (p. 7302)

Article 6 (articles L. 212-4-2 à L. 212-4-16 du code du travail : travail à temps partiel)
Son intervention (p. 7391)
Soutient l'amendement n° 492 de la commission (choix des heures travaillées) (p. 7394) : adopté (p. 7395)

Article 10 (articles L. 932 et L. 933-3 du code du travail : formation et réduction du temps de travail)
Son intervention (p. 7441)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)
Son intervention (p. 7450)

Explications de vote et vote [19 octobre 1999] (p. 7566)
Ses explications de vote (p. 7540)
Vote pour du groupe socialiste (p. 7570)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)
Son intervention (p. 10323)
Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. José Rossi (p. 10369)

Thèmes :
Politique économique : croissance (p. 10323)
Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 10324)
Travail : réduction du temps de travail : généralités (p. 10369)
Travail : réduction du temps de travail : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10323, 10324)

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 7 (travail intermittent)
Son sous-amendement n° 257 (rémunération des heures complémentaires) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) : adopté (p. 10497)

Explications de vote et vote [7 décembre 1999] (p. 10636)
Ses explications de vote (p. 10639)
Vote pour du groupe socialiste (p. 10639)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 décembre 1999] (p. 10991)
Son intervention (p. 11007)

Thèmes :
Travail : réduction du temps de travail : généralités (p. 11007)
Travail : réduction du temps de travail : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 11007)
Travail : réduction du temps de travail : négociations (p. 11007)
Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 11007)

Proposition de loi n° 2057 relative au régime juridique des licenciements pour motif économique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 295)

Thèmes :
Formation professionnelle (p. 318)
Travail : licenciement économique (p. 318)
Ses explications de vote (p. 318)
Vote contre le passage à la discussion des articles du groupe socialiste (p. 318)

Gilbert ROSEAU

Hérault (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

José ROSSI

Corse-du-Sud (1ère circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)
Nommé président du groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 janvier 2000] (p. 213)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 janvier 2000] (p. 213)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1879 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation actuelle des harkis en France, et plus particulièrement, sur la situation de leurs enfants [21 octobre 1999]

Proposition de loi constitutionnelle n° 2363 portant modification de l'article 6 de la Constitution [9 mai 2000]

Proposition de résolution n° 2469 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux conséquences pour les assurés, les professionnels de santé et les établissements de soins, des retards de paiement des Caisses d'Assurance Maladie [13 juin 2000]

Proposition de loi n° 2498 attribuant compétence aux tribunaux judiciaires pour statuer sur les actions en responsabilité des dommages causés en matière médicale et paramédicale et dirigées contre une personne morale de droit public [22 juin 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Téléphone. Portables, licences UMTS, conditions d'attribution [3 mai 2000] (p. 3669)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette qu'une partie de l'Assemblée ait interrompu M. Jacques Blanc lorsqu'il s'est exprimé au nom du groupe Démocratie libérale et Indépendants dans le cadre des questions au Gouvernement ; constatant que la présidence a fait preuve en la circonstance d'une certaine passivité, demande que la neutralité soit, à l'avenir, préservée au sein de l'Assemblée nationale et que tous les députés puissent s'y exprimer librement, conformément aux droits qui sont les leurs et qui doivent être les mêmes pour tous [21 décembre 1999] (p. 11250)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6871) soutenue par M. Dominique Dord : rejetée au scrutin public (p. 6882)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)

Sa motion de renvoi en commission (p. 10360) soutenue par M. Laurent Dominati : rejetée (p. 10369)

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 1er (confirmation du passage à la nouvelle durée légale fixée à trente-cinq heures hebdomadaires)

Son sous-amendement n° 134 soutenu par M. François Goulard (de suppression du principe du passage aux 35 heures) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10391) : rejeté (p. 10393)

Son sous-amendement n° 151 soutenu par M. François Goulard (établissements artisanaux et coopératifs) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (p. 10393) : rejeté (p. 10394)

Son amendement n° 154 soutenu par M. François Goulard (entreprises nouvelles) : rejeté (p. 10396)

Son sous-amendement n° 156 soutenu par M. François Goulard (report de l'application de la loi) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (entreprises nouvelles) : rejeté (p. 10402)

Son sous-amendement n° 157 soutenu par M. François Goulard (de correction de l'effet de seuil) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (p. 10403) : rejeté (p. 10404)

Article 2 supprimé par le Sénat (articles L. 212-2, L. 215-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son sous-amendement n° 181 soutenu par M. François Goulard (paiements des heures supplémentaires à défaut d'accord sur le repos compensateur) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 10444)

Son sous-amendement n° 178 soutenu par M. François Goulard (suppression des mesures spécifiques aux heures supplémentaires effectuées au-delà de la quatrième) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission : rejeté (p. 10445)

Article 5 (réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Son sous-amendement n° 206 soutenu par M. François Goulard (référence aux accord collectifs de branche) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission (de rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) (p. 10479) : retiré (p. 10480)

Son sous-amendement n° 205 soutenu par M. François Goulard (référence à la convention collective nationale de retraite de 1947) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission : retiré (p. 10480)

Article 11 supprimé par le Sénat (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Son sous-amendement n° 207 soutenu par M. François Goulard (entreprises de travail temporaire) à l'amendement n° 27 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10509) : rejeté (p. 10510)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 décembre 1999] (p. 10991)

Son exception d'irrecevabilité (p. 10993) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 10995)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [12 octobre 1999] (p. 7148)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7152) soutenue par M. Claude Goasguen : rejetée au scrutin public (p. 7157)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Sa question préalable (p. 7618) soutenue par M. Marc Laffineur : rejetée (p. 7629)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 3

Son amendement n° 160 rectifié (application aux travaux effectués en Corse du taux de TVA de 2,10 %) (p. 7806) : retiré (p. 7809)

Après l'article 4

Son amendement n° 482 soutenu par M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7823) : rejeté (p. 7832)

Après l'article 4 (suite)

Son amendement n° 480 (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 7845) : rejeté (p. 7847)

Après l'article 5

Son amendement n° 172 soutenu par M. Gilbert Gantier (report d'une année de la suppression des avantages fiscaux dont bénéficient les successions en Corse) : retiré (p. 7865)

Article 6 (suppression de la contribution annuelle représentative du droit de bail)

Son amendement n° 481 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7868) : rejeté (p. 7869)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Sa motion de renvoi en commission (p. 8241) soutenue par M. Jean-François Mattei : rejetée (p. 8257)

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Avant l'article 2

Son amendement n° 560 soutenu par M. François Goulard (exonération de charges sociales des personnes employant des aides à domicile) : rejeté (p. 8283)

Article 2 (création du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Article L. 131-8-2 du code de la sécurité sociale

Son amendement n° 562 (de suppression) (p. 8341) : rejeté (p. 8342)

Article 4 (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes [TGAP])

Son amendement n° 569 soutenu par M. François Goulard (taxation des produits exportés) : rejeté au scrutin public (p. 8409)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10066, 10099)

Sa question préalable (p. 10076) soutenue par M. Gilbert Gantier : rejetée (p. 10082)

Discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10116) ; [25 novembre 1999] (p. 10159, 10178)

Après l'article 2 C

Son amendement n° 107 soutenu par M. François Goulard (exonération de charges sociales pour les personnes de plus de 75 ans) : rejeté (p. 10120)

Son amendement n° 108 soutenu par M. François Goulard (exonération de charges sociales pour les personnes de plus de 75 ans atteintes d'une maladie grave) : rejeté (p. 10120)

Article 2 supprimé par le Sénat (articles L. 131-8 à L. 131-11 nouveaux et L. 135-3 du code de la sécurité sociale : création du Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Son sous-amendement n° 110 soutenu par M. François Goulard (de suppression de la contribution sur les bénéfices) à l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10129) : rejeté (p. 10130)

Son sous-amendement n° 113 soutenu par M. François Goulard (fraction des droits de consommation ramenée à 20 %) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 10131)

Son sous-amendement n° 115 soutenu par M. François Goulard (maintien pour le FSV de 55 % des droits sur la consommation d'alcool) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 10132) : rejeté (p. 10133)

Article 3 supprimé par le Sénat (articles 213, 235 ter ZC nouveau et 1668 D nouveau du code général des impôts : institution d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés)

Son sous-amendement n° 117 soutenu par M. François Goulard (relèvement du seuil d'imposition) à l'amendement n° 7 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 10166) : rejeté (p. 10168)

Article 4 supprimé par le Sénat (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes)

Son sous-amendement n° 119 soutenu par M. Jean-Luc Préel (suppression de l'exonération à l'exportation) à l'amendement n° 8 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) : rejeté (p. 10182)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10689, 10722)

Sa question préalable (p. 10709) soutenue par M. Gilbert Gantier : rejetée (p. 10715)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 décembre 1999] (p. 11361)

Article 19 bis (report d'un an de la date de rétablissement du droit commun en matière d'impôt sur les successions en Corse)

Son intervention (p. 11374)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Charles de Courson (suppression du report du rétablissement des pénalités pour défaut de déclaration de succession dans le délai de six mois) (p. 11378)

Projet de loi n° 1253 relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 37, 61)

Son exception d'irrecevabilité (p. 42) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 49)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 9 (fédérations sportives délégataires)

Son amendement n° 156 soutenu par M. Édouard Landrain (établissement des modalités de pratique adaptées) : rejeté (p. 633)

Son amendement n° 154 soutenu par M. Christian Estrosi (usage des appellations "Equipe de France" et "Champion de France") : devenu sans objet (p. 636)

Article 12 (Comité national olympique et sportif français)

Son amendement n° 209 soutenu par M. Christian Estrosi (de précision) : devenu sans objet (p. 646)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1117)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1121) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 1125)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1744) soutenue par M. Francis Delattre : rejetée (p. 1752)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5825, 5845, 5865)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5828) soutenue par M. Francis Delattre : rejetée (p. 5835)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2000] (p. 2363)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2371) soutenue par M. Laurent Dominati : rejetée (p. 2376)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5456)

Sa question préalable (p. 5459) soutenue par M. Laurent Dominati : rejetée (p. 5462)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)

Sa question préalable (p. 3259) soutenue par M. Alain Madelin : rejetée (p. 3272)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3591) soutenue par M. Claude Goasguen : rejetée au scrutin public (p. 3603)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4285, 4317)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4292) soutenue par M. François d'Aubert : rejetée (p. 4304)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 juin 2000] (p. 5336)

Son intervention (p. 5372)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 5374, 5375)

Constitution : régime présidentiel (p. 5374)

Constitution : révision (p. 5373, 5374)

Elections et référendums : élection présidentielle : histoire (p. 5372)

Parlement : prérogatives (p. 5374)

Politique générale : démocratie : modernisation (p. 5372, 5373)

Président de la République : cohabitation (p. 5373)

Président de la République : prérogatives (p. 5372, 5373)

Président de la République : quinquennat : gauche (p. 5372)

Explications de vote et vote [20 juin 2000] (p. 5601)

Ses explications de vote (p. 5602)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5602)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5699)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5700) soutenue par M. Pascal Clément : rejetée (p. 5703)

Joseph ROSSIGNOL

Val-de-Marne (3ème circonscription)
Socialiste

Devient député le 28 avril 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 29 avril 2000] (p. 6493)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 avril 2000] (p. 6493)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 mai 2000] (p. 6659)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement technique et professionnel. Elèves. Stages en entreprise, rémunérations [16 mai 2000] (p. 4215)

Yvette ROUDY

Calvados (3ème circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 10 novembre 1999] (p. 16773)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères, sur la mission effectuée par une délégation de la commission au Kosovo [31 mai 2000] (n° 2452)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Machines et équipements. Moulinex, emploi et activité, Normandie [25 janvier 2000] (p. 332)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)

9 - Droits de l'homme et libertés publiques (p. 9249)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 9249)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 379)

Thèmes :

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 379)

Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 379)

Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 379)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1557, 1574)

Article 13 (article 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 : discriminations en raison du sexe)

Son amendement n° 14 soutenu par Mme Odette Casanova (concours uniques) : rejeté (p. 1568)

Son amendement n° 15 soutenu par Mme Odette Casanova (de cohérence) : retiré (p. 1569)

Jean ROUGER

Charente-Maritime (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de loi rectifié relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) (n° 1516) [29 septembre 1999]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane (n° 2116) [2 février 2000]

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie [J.O. du 11 février 2000] (p. 2203)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de sécurité sanitaire liées aux différentes "pratiques non réglementées de modifications corporelles" (piercing, tatouage, scarification, implants divers de corps étrangers) (n° 2333) [17 mai 2000]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1516 rectifiée) de M. Jean Le Garrec, relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) [6 octobre 1999] (n° 1836)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 2116), relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane [9 février 2000] (n° 2165)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2117), portant abrogation de l'article 78 de la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [9 février 2000] (n° 2166)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2259), relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane [29 mars 2000] (n° 2306)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 2333) de M. Bernard Accoyer tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de sécurité sanitaire liées aux différentes "pratiques non réglementées de modifications corporelles" (piercing, tatouage, scarification, implants divers de corps étrangers) [31 mai 2000] (n° 2451)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Maladies. Affections graves et transmissibles, déclaration obligatoire, conséquences [10 novembre 1999] (p. 9180)

Sports. Associations et clubs. Jeunes, inscription, aides de l'Etat [7 juin 2000] (p. 4946)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1516 rectifié relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC)

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1999] (p. 7325)

Son intervention (p. 7325)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 7325)

Politique économique : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CSERC) (p. 7325)

Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : administration (p. 7326)

Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : généralités (p. 7325)
Politique sociale : fracture sociale (p. 7326)

Discussion des articles [14 octobre 1999] (p. 7336)

Article 3 (rapports du Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jacques Godfrain (transmission au Conseil économique et social) (p. 7337)

Intervient sur le sous-amendement n° 3 de M. François Goulard (transmission aux conseils économiques et sociaux) à l'amendement n° 2 de M. Jacques Godfrain (p. 7337)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2000] (p. 1169)

Son intervention (p. 1168)

Thèmes :

Politique économique : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CSERC) (p. 1168)
Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : création (p. 1168)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ ET SOLIDARITÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9055)

Procédure des questions :

Handicapés : autisme (p. 9123)
Santé : alcoolisme (p. 9123)
Santé : sida : prévention (p. 9123)

Proposition de loi n° 2116 relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1426)

Son intervention (p. 1428)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 1429)
Donations et successions : successions (p. 1429)
Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 1428)
Patrimoine culturel : mobilier national (p. 1428)
Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 1428)

Discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1441)

Article 1er (article 5 de la loi du 31 décembre 1992 : durée de validité et champ d'application du certificat d'exportation)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Pierre Lellouche (délai-plafond de délivrance) (p. 1441)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Michel Herbillon (délai-plafond de délivrance) (p. 1441)

Article 2 (article 7 de la loi du 31 décembre 1992 : conditions de refus du certificat)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Pierre Lellouche (institution d'une commission paritaire compétente comportant en particulier des représentants de certains ministères) (p. 1442)

Intervient sur l'amendement n° 38 corrigé de M. Michel Herbillon (institution d'une commission paritaire compétente comportant en particulier de certains ministères) (p. 1442)

Intervient sur l'amendement n° 37 corrigé de M. Michel Herbillon (institution d'une commission paritaire compétente comportant en particulier des représentants du marché de l'Etat) (p. 1442)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (publicité des refus) (p. 1442) : adopté (p. 1442)

Article 3 (article 8 de la loi du 31 décembre 1992 : délivrance implicite du certificat)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) (p. 1443) : adopté (p. 1443)

Article 4 (article 9 de la loi du 31 décembre 1992 : refus de certificat : durée de validité et renouvellement)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Pierre Lellouche (abaissement de la durée à dix-huit mois) (p. 1443)

Soutient l'amendement n° 6 rectifié de la commission (clarification des procédures de protection et de classement) (p. 1444) : adopté (p. 1444)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (procédure en cas d'offre d'achat du bien par l'Etat) (p. 1444) : adopté (p. 1444)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Michel Herbillon (financement des achats de biens par l'Etat) (p. 1444)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Pierre Lellouche (financement des achats de biens par l'Etat) (p. 1445)

Article 4 bis (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit des biens classés monuments historiques)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 1447) : adopté (p. 1448)

Article 5 (articles 9-1 à 9-4 de la loi du 31 décembre 1992 : procédure d'achat par l'Etat des biens culturels soumis à un refus de délivrance de certificat)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de cohérence) (p. 1449) : adopté (p. 1449)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (suppression de référence à des œuvres "comparables") (p. 1449) : adopté (p. 1449)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (frais d'expertise) (p. 1449) : adopté (p. 1449)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (autorité compétente) (p. 1449) : devenu sans objet (p. 1450)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Pierre Lellouche (p. 1449)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Michel Herbillon (p. 1449)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (compétence du président du tribunal de grande instance) (p. 1450) : adopté (p. 1451)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (frais d'expertise) (p. 1451) : adopté (p. 1451)
Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de correction) (p. 1451) : adopté (p. 1451)
Soutient l'amendement n° 16 de la commission (délai d'offre d'achat à la valeur d'expertise) (p. 1451) : adopté (p. 1451)
Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 1451) : adopté (p. 1451)
Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de cohérence) (p. 1451) : adopté
Soutient l'amendement n° 19 de la commission (possibilités d'indemnisation) (p. 1452) : adopté (p. 1452)
Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 1452) : adopté (p. 1452)
Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Pierre Lellouche (délivrance du certificat de sortie en cas de carence de l'Etat) (p. 1452)
Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de coordination) (p. 1453) : adopté (p. 1453)
Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de cohérence) (p. 1453) : adopté (p. 1453)
Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de cohérence) (p. 1453) : adopté (p. 1453)
Soutient l'amendement n° 24 de la commission (information de l'Etat dans les trois mois par le nouveau propriétaire) (p. 1453) : adopté (p. 1454)
Intervient sur le sous-amendement n° 34 de M. Pierre Lellouche (de clarification) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 1453)
Intervient sur le sous-amendement n° 35 de M. Pierre Lellouche (information sur un éventuel refus de certificat d'exportation avec comme sanction la nullité de l'acte) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 1453)
Soutient l'amendement n° 25 de la commission (information sur un éventuel refus de certificat d'exportation sous peine de nullité de la vente) (p. 1454) : adopté (p. 1454)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (représentation cinématographique en dehors des frontières) (p. 1454)

Article 7 (dispositions transitoires)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (de coordination) (p. 1455)
Soutient l'amendement n° 26 de la commission (délai d'irrecevabilité des demandes de certificat) (p. 1455) : adopté (p. 1456)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3076)

Son intervention (p. 3077)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 3077)
Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 3077)
Patrimoine culturel : mobilier national (p. 3077)
Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 3077)

Discussion des articles [4 avril 2000] (p. 3083)

Article 2 (article 7 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 : conditions de refus du certificat d'exportation)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de cohérence) (p. 3083) : adopté (p. 3083)

Article 5 (articles 9-1 à 9-4 nouveaux de la loi du 31 décembre 1992 : modalités d'acquisition par l'Etat des biens culturels auxquels le certificat d'exportation a été refusé)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 3084) : adopté (p. 3084)
Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 3084) : adopté (p. 3084)

Proposition de résolution n° 2333 tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de sécurité sanitaire liées aux différentes "pratiques non réglementées de modifications corporelles" (piercing, tatouage, scarification, implants divers de corps étrangers)

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Avant la discussion de l'article unique [22 juin 2000] (p. 5780)

Son intervention (p. 5780)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerçants : sécurité sanitaire (p. 5781)
Santé : santé publique (p. 5781)

René ROUQUET

Val-de-Marne (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Ségolène ROYAL

Ministre déléguée à l'enseignement scolaire puis Ministre déléguée à la famille et à l'enfance

Est nommée Ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Décret du 27 mars 2000 [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4821)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yvon Montané. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [5 octobre 1999] (p. 6849)
M. François Sauvadet. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [5 octobre 1999] (p. 6852)
M. Patrick Malavieille. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [5 octobre 1999] (p. 6856)

M. Bernard Birsinger. Enseignement. Médecine scolaire et universitaire. Effectifs de personnel, médecins [10 novembre 1999] (p. 9172)
M. Michel Dasseux. Enseignement secondaire. Collèges. Manuels et fournitures, gratuité, respect [10 novembre 1999] (p. 9178)
Mme Conchita Lacuey. Enseignement secondaire. Elèves. Pilule du lendemain, prescription par les infirmières scolaires [30 novembre 1999] (p. 10283)
M. Pascal Clément. Enseignement secondaire. Elèves. Pilule du lendemain, prescription par les infirmières scolaires [7 décembre 1999] (p. 10632)
Mme Jacqueline Mathieu-Obadia. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [8 décembre 1999] (p. 10679)
M. Pierre Morange. Produits dangereux. Amiante. Désamiantage, délais, Jussieu [8 décembre 1999] (p. 10680)
M. Bruno Bourg-Broc. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [26 janvier 2000] (p. 427)
M. Bernard Outin. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [9 février 2000] (p. 868)
Mme Marie-Jo Zimmermann. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [15 mars 2000] (p. 2007)
M. Bruno Bourg-Broc. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [21 mars 2000] (p. 2352)
Mme Marie-Françoise Clergeau. Enfants. Crèches et garderies. Capacités d'accueil [6 juin 2000] (p. 4883)
M. Patrick Delnatte. Prestations familiales. Allocation parentale d'éducation. Conditions d'attribution [7 juin 2000] (p. 4943)
Mme Danielle Bousquet. Femmes. Congé de maternité. Perspectives [13 juin 2000] (p. 5175)
Mme Hélène Mignon. Enfants. Crèches et garderies. Capacités d'accueil [20 juin 2000] (p. 5596)
Mme Catherine Picard. Enseignement secondaire. Elèves. Pilule du lendemain, prescription par les infirmiers scolaires [20 juin 2000] (p. 5599)
Mme Huguette Bello. Outre-mer. DOM : famille. Politique familiale, perspectives [21 juin 2000] (p. 5689)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Janine Jambu. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Classement, Bagneux [7 décembre 1999] (p. 10619)
M. François Rochebloine. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Statut [7 décembre 1999] (p. 10615)
M. Henri Plagnol. Grandes écoles. Ecole centrale. Directeur, nomination [7 décembre 1999] (p. 10618)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)
Son intervention (p. 9488)
Ses réponses (p. 9491 à 9506)

Thèmes avant la procédure des questions :
Bourses d'études : enseignement secondaire (p. 9488, 9489)
Enseignement : élèves : handicapés (p. 9490)
Enseignement : langues étrangères (p. 9489)
Enseignement maternel et primaire : personnel : instituteurs (p. 9490)
Enseignement maternel et primaire : personnel : professeurs des écoles (p. 9490)
Enseignement secondaire : collège : réforme (p. 9488)
Enseignement secondaire : rythmes et vacances scolaires (p. 9489)
Enseignement secondaire : personnel : vacataires (p. 9489)
Santé : santé publique : médecine scolaire (p. 9490)
Réponses aux questions :
Enseignement : orientation scolaire et professionnelle : parité (p. 9492) (Mme Jacqueline Lazard) (p. 9491, 9492)
Enseignement : orientation scolaire et professionnelle : parité (p. 9492, 9493) (Mme Danielle Bousquet) (p. 9492)
Enseignement : programmes : environnement (p. 9499) (M. André Aschieri) (p. 9499)
Enseignement : programmes : musique (p. 9503, 9504) (M. Etienne Pinte) (p. 9503)
Enseignement : programmes : sports (p. 9497) (M. Charles Ehrmann) (p. 9496, 9497)
Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 9491) (Mme Odile Saugues) (p. 9490, 9491)
Enseignement maternel et primaire : fermeture d'écoles (p. 9493) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 9493)
Enseignement maternel et primaire : fermeture de classes : départements (p. 9506) (M. Marcel Rogemont) (p. 9506)
Enseignement maternel et primaire : médecine scolaire (p. 9500) (Mme Raymonde Le Texier) (p. 9499)
Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 9496) (M. Alain Ferry) (p. 9495)
Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 9501) (M. Jean-Paul Bret) (p. 9501)
Enseignement secondaire : collège : Picardie (p. 9505) (M. Jacques Fleury) (p. 9505)

Proposition de loi n° 1144 instituant un Médiateur des enfants

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1999] (p. 10142)
Son intervention (p. 10142)
Thèmes :
Enfants : droits de l'enfant : famille (p. 10143)
Enfants : droits de l'enfant : médiation (p. 10143)
Enfants : droits de l'enfant : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (p. 10142, 10143)
Enfants : droits de l'enfant : Sénat (p. 10143)
Enfants : droits de l'enfant : traités et conventions (p. 10142)
Enfants : mauvais traitements (p. 10142)
Etat : Médiateur de la République (p. 10143)

Discussion des articles [25 novembre 1999] (p. 10150)

Article 1er (institution du Médiateur des enfants)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de l'article rétablissant le caractère d'autorité indépendante du Médiateur des enfants et étendant sa compétence aux litiges d'ordre privé) (p. 10151)

Intervient sur le sous-amendement n° 20 de Mme Claudine Ledoux (Défenseur des enfants) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 10151)

Intervient sur le sous-amendement n° 15 de M. Bernard Birsinger (réclamations collectives d'enfants) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 10151)

Intervient sur le sous-amendement n° 16 de M. Bernard Birsinger (réclamations présentées par les associations reconnues d'utilité publique défendant les droits de l'enfant) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 10151)

Intervient sur le sous-amendement n° 17 de M. Bernard Birsinger (autosaisine du Médiateur des enfants) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 10151)

Article 2 (nomination)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10151)

Intervient sur le sous-amendement n° 21 de Mme Claudine Ledoux (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 10151)

Article 3 (examen des réclamations et pouvoirs de recommandation)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10152)

Intervient sur le sous-amendement n° 18 de M. Bernard Birsinger (suppression de la transmission au Médiateur de la République des réclamations présentant un caractère sérieux et pouvoir de recommandation du Médiateur des enfants à l'égard des personnes publiques et des organismes investis d'une mission de service public) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10153)

Intervient sur le sous-amendement n° 22 de Mme Claudine Ledoux (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10153)

Intervient sur le sous-amendement n° 19 de M. Bernard Birsinger (transmission au Médiateur de la République des réclamations relevant de sa compétence et information de celui-ci par le Médiateur des enfants des dysfonctionnements des services publics dont il a eu connaissance) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10153)

Article 3 bis (information de l'autorité judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 12 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (de suppression) (p. 10154)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 10154)

Intervient sur le sous-amendement n° 23 de Mme Claudine Ledoux (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 10154)

Article 4 (promotion des droits de l'enfant et rapport annuel)

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et publication du rapport) (p. 10155)

Intervient sur le sous-amendement n° 24 de Mme Claudine Ledoux (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 6 rectifié de la commission (p. 10155)

Article 4 bis (rapport annuel)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression - coordination) (p. 10155)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (propositions de modifications législatives ou réglementaires par le Médiateur des enfants) (p. 10155)

Intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (délégués départementaux du Médiateur des enfants) (p. 10155)

Article 8 (computation des délais de recours contentieux)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 10156)

Intervient sur le sous-amendement n° 25 de Mme Claudine Ledoux (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 10156)

Article 9 (pour coordination)

Intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Claudine Ledoux (de coordination - Défenseur des enfants) (p. 10156)

Article 10 (pour coordination)

Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Claudine Ledoux (de coordination - Défenseur des enfants) (p. 10157)

Article 11 (pour coordination)

Intervient sur l'amendement n° 28 de Mme Claudine Ledoux (de coordination - Défenseur des enfants) (p. 10157)

Article 12 (application au Médiateur des enfants de certaines dispositions relatives au Médiateur de la République)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10157)

Intervient sur le sous-amendement n° 29 de Mme Claudine Ledoux (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 10157)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 10 rectifié de la commission (sanction de l'utilisation abusive du nom et de la qualité de Médiateur des enfants) (p. 10158)

Intervient sur le sous-amendement n° 31 de Mme Claudine Ledoux (de coordination - Défenseur des enfants) à l'amendement n° 10 rectifié de la commission (p. 10158)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (inscription des crédits du Médiateur des enfants au budget du Premier ministre) (p. 10158) : adopté après modification (p. 10158)

Intervient sur le sous-amendement n° 30 de Mme Claudine Ledoux (de coordination - Défenseur

des enfants) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 10158)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 32 de Mme Claudine Ledoux (nouveau titre : "Proposition de loi instituant un Défenseur des enfants") (p. 10158)

Proposition de loi n° 1797 visant à améliorer la détection d'enfants maltraités

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 1999] (p. 10645)

Son intervention (p. 10647)

Thèmes :

Enfants : mauvais traitements : droit international (p. 10648)

Enfants : mauvais traitements : généralités (p. 10647)

Enfants : mauvais traitements : prévention (p. 10647)

Enseignement maternel et primaire : médecine scolaire (p. 10647)

Discussion des articles [7 décembre 1999] (p. 10658)

Article 1er (insertion dans le code de la santé publique d'un titre relatif à la maltraitance)

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Marie-Françoise Clergeau (séance annuelle d'information) (p. 10658)

Article 2 (compensation des conséquences financières de la loi)

Son intervention (p. 10658)

Projet de loi n° 2358 autorisant la ratification de la convention relative à la coopération en matière d'adoption d'enfants entre la République française et la République socialiste du Vietnam

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 juin 2000] (p. 4888)

Son intervention (p. 4888)

Sa réponse (p. 4895)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 4888, 4889, 4895)

Enfants : orphelins : adoption plénière (p. 4888, 4889)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : droits de l'enfant (p. 4888)

Pays étrangers : Vietnam : droit civil (p. 4888, 4889)

S

Michel SAINTE-MARIE
Gironde (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 962, posée le 6 décembre 1999. Communes. Personnel (J.O. Questions p. 6889). Appelée le 7 décembre 1999. Assistantes maternelles, statut (p. 10611)

Rudy SALLES
Alpes-Maritimes (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 janvier 2000] (p. 1345)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 26 janvier 2000] (p. 1345)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 10 février 2000] (p. 2124)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 février 2000] (p. 2124)

Cesse d'appartenir au Conseil d'administration de la société nationale de programme Radio-France [1er août 2000]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2430 visant à rendre le vote obligatoire pour tous les électeurs français [30 mai 2000]

Proposition de loi n° 2444 tendant à permettre au juge pénal de prononcer une peine de travail d'intérêt général à l'encontre des auteurs de graffitis [30 mai 2000]

Proposition de loi n° 2500 visant à définir les limites du droit de grève [22 juin 2000]

Proposition de loi n° 2569 visant à obliger les services publics de distribution d'eau à saisir le juge des référés avant de procéder à une coupure d'eau d'un immeuble dont la facture de consommation est restée impayée [13 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Magistrats. Indépendance [3 novembre 1999] (p. 8728)

Postes. La Poste. Droit de grève, réglementation [25 avril 2000] (p. 3236)

Droit pénal. Procédure pénale. Demande d'extradition, politiques communautaires [9 mai 2000] (p. 3877)

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [20 juin 2000] (p. 5590)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Critique l'organisation de la discussion du projet de loi relatif à la communication audiovisuelle [9 mai 1999] (p. 4658)

DÉBATS

Projet de loi n° 1809 modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 novembre 1999] (p. 8907)

Son intervention (p. 8914)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8915)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : recensements (p. 8914, 8915)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : réforme (p. 8915)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 8915)

Communes : dotation de solidarité rurale (DSR) (p. 8915)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 8915)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8915)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 8915)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention (p. 9239)

Thème :

Retraites : généralités : paiement des pensions : Français de l'étranger (p. 9240)

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9613)

Son intervention (p. 9625)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : radio : régions (p. 9625)

Audiovisuel et communication : radio : secteur public (p. 9625)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8926)

Son intervention (p. 8950)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : Paris : délinquance et criminalité (p. 8952)

Collectivités territoriales : Paris : police (p. 8952)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 8951 à 8953)

Parlement : prérogatives (p. 8951)

Police : adjoints de sécurité (p. 8951)

Police : effectifs (p. 8951)

Police : effectifs : Alpes-Maritimes (p. 8951)

Projet de loi n° 82 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 novembre 1999] (p. 9983)

Son intervention (p. 9987)

Thèmes :

Pays étrangers : Israël (p. 9987)

Politiques communautaires : pays associés (p. 9988)

Proposition de loi n° 1727 instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 février 2000] (p. 1327)

Son intervention (p. 1333)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : devoir de mémoire (p. 1334)

Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : histoire (p. 1333)

Partis et mouvements politiques : Front national : racisme (p. 1335)

Pays étrangers : Autriche : racisme (p. 1335)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2000] (p. 2363)

Son intervention (p. 2402)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 2416)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 2402, 2416)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 2403)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 2403)

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 2403)

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 1er A (articles 43-6-1, 43-6-2 et 43-6-3 de la loi du 30 septembre 1986 : responsabilité des prestataires techniques à raison des contenus des services de communication audiovisuelle en ligne)

Soutient le sous-amendement n° 477 de M. Christian Kert (protection de la notoriété d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique protégée) à l'amendement n° 55 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2449) : rejeté (p. 2449)

Article 1er (articles 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient le sous-amendement n° 195 de M. Christian Kert (notion de dignité humaine) à l'amendement n° 56 de la commission (définition des missions de service public) (p. 2454) : rejeté (p. 2454)

Soutient le sous-amendement n° 193 de M. Christian Kert (restrictions en matière de diffusion de programme comportant des scènes violentes ou pornographiques) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2454) : rejeté (p. 2454)

Soutient le sous-amendement n° 194 de M. Christian Kert (restrictions en matière de diffusion de programme comportant des scènes à caractère vulgaire) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2454) : rejeté (p. 2454)

Soutient le sous-amendement n° 425 de Mme Christine Boutin (pluralisme et impartialité des productions) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (stimulation de la création audiovisuelle) (p. 2456) : rejeté (p. 2456)

Intervient sur le sous-amendement n° 177 de M. Christian Cuvilliez (émission d'un rapport annuel par le Parlement) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (p. 2457)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de M. Noël Mamère (émission d'un rapport annuel par le Parlement) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (p. 2457)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Noël Mamère (rôle "de référence" pour France-Télévision) (p. 2462)

Soutient l'amendement n° 198 de M. Christian Kert (mission de soutien à la production télévisuelle pour France 2) (p. 2462) : adopté (p. 2462)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Laurent Dominati (exclusion de "La Cinquième" de France-Télévision) (p. 2462)

Soutient le sous-amendement n° 196 de M. Christian Kert (promotion de l'accès au savoir) à l'amendement n° 58 de la commission (statut de "La Cinquième") (p. 2463) : retiré (p. 2463)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Noël Mamère (statut et missions de RFO) (p. 2466)

Intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Huguette Bello (statut et missions de RFO) (p. 2466)

Soutient l'amendement n° 317 de M. Henry Jean-Baptiste (suppression du II proposé pour l'article 44 de la loi du 30 septembre 1986 et relatif aux missions de la société nationale Réseau France Outre-mer) (p. 2474) : rejeté (p. 2474)

Reprend l'amendement n° 170 de M. Claude Hoarau (réception des programmes métropolitains outre-mer) (p. 2477) : rejeté (p. 2477)

Intervient sur l'amendement n° 387 corrigé du Gouvernement (de simplification) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (filiales numériques de France-Télécom) (p. 2478)

Article 3 bis (article 46 de la loi du 30 septembre 1986 : comité consultatif d'orientation des programmes)

Soutient le sous-amendement n° 199 de M. Christian Kert (de cohérence) à l'amendement n° 62 de la commission (constitution d'un conseil consultatif des programmes) (p. 2482) : rejeté (p. 2482)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France-Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième)

Soutient l'amendement n° 318 de M. Henry Jean-Baptiste (de coordination) (p. 2484) : rejeté (p. 2485)

Soutient l'amendement n° 201 de M. Christian Kert (représentation du monde associatif et du monde de la création) (p. 2485) : adopté (p. 2485)

Soutient l'amendement n° 202 de M. Pierre-Christophe Baguet (reconduction du précédent président du conseil d'administration) (p. 2487) : rejeté (p. 2487)

Article 7 (articles 18, 26, 34-1, 45-2, 46, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Noël Mamère (conditions de programmation des émissions religieuses) (p. 2502)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Laurent Dominati (mandat unique pour le président de France-Télévision) (p. 2506)

Article 9 (article 20-1 A de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Soutient le sous-amendement n° 428 de Mme Christine Boutin (précisions de la notion de "dignité de la personne") à l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2508) : rejeté (p. 2508)

Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Christian Kert (diffusion en direct des évènements sportifs) (p. 2509)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Henri Nayrou (promotion de la lutte contre le dopage) (p. 2511)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Son intervention (p. 3721)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3736)

Thèmes :

Etrangers : droit de vote : gauche (p. 3721)
Etrangers : intégration (p. 3721, 3722)
Nationalité : acquisition (p. 3722)
Partis et mouvements politiques : écologistes (p. 3721, 3722)
Politique générale : démocratie : mondialisation (p. 3722)
Union européenne : citoyenneté (p. 3721, 3736)

Proposition de loi n° 2034 tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 2000] (p. 5720)

Son intervention (p. 5734)

Thèmes :

Associations : sectes : dissolution (p. 5735)
Associations : sectes : élus locaux (p. 5735, 5736)
Associations : sectes : Gouvernement (p. 5735, 5736)
Associations : sectes : Parlement (p. 5734, 5735)
Associations : sectes : publicité (p. 5735, 5736)
Associations : sectes : Union européenne (p. 5735, 5736)
Droit pénal : manipulation mentale : sectes (p. 5736)
Droit pénal : personnes morales : responsabilité pénale (p. 5735)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 5735)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : associations (p. 5734, 5735)
Justice : magistrats : sectes (p. 5736)
Justice : victimes : sectes (p. 5735, 5736)

Discussion des articles [22 juin 2000] (p. 5739)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Brard (périmètre porté de 100 à 200 mètres) à l'amendement n° 24 de la commission (limitation de l'installation de groupements sectaires) (p. 5748)

Son amendement n° 33 (possibilité offerte aux maires de refuser les permis de construire aux groupements sectaires mentionnés sur une liste fixée par décret) (p. 5748) : retiré (p. 5750)

Son amendement n° 34 (possibilité offerte aux maires de refuser les permis de construire aux groupements sectaires ayant été condamnés pénalement en application des dispositions de la présente loi) (p. 5749) : adopté après modification (p. 5750)

Son sous-amendement n° 32 (exercice même lorsque l'action publique n'a pas été mise en mouvement) à l'amendement n° 30 de la commission (modification de l'article 2-17 du code de procédure pénale - exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les groupements sectaires au titre des dispositions de la présente loi) (p. 5752) : adopté (p. 5754)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (nouveau titre : "Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire") (p. 5755)

Jean-Claude SANDRIER

Cher (2ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

Cesse d'appartenir à la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 17 novembre 1999] (p. 17089)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome IV : Défense (forces terrestres) (n° 1864) [14 octobre 1999]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le contrôle des exportations d'armement [25 avril 2000] (n° 2334)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Caoutchouc et plastiques. Michelin, emploi et activité [5 octobre 1999] (p. 6855)

Chômage : indemnisation. Régime d'assurance chômage. Perspectives [21 mars 2000] (p. 2345)

Enseignement supérieur. Professions de santé. Médecins, internes, statut [26 avril 2000] (p. 3317)

Chômage : indemnisation. Régime d'assurance chômage. Réforme [20 juin 2000] (p. 5595)

Industrie. Construction aéronautique. Airbus A3XX, conséquences, emploi [27 juin 2000] (p. 5857)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9199)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9204)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits : armée de terre (p. 9204)

Défense : GIAT-Industries (p. 9205)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- *Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999*

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9266)

Thèmes :

Défense : armée de terre : équipement (p. 9266)

Défense : crédits (p. 9266)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 9266)

Défense : direction des chantiers navals (p. 9266)

Défense : GIAT-Industries (p. 9266)

Défense : opérations extérieures : Kosovo (p. 9266)

Industrie : construction aéronautique et spatiale : interopérabilité (p. 9266)

- *Questions écrites budgétaires*

19 - Industrie : construction aéronautique et spatiale : alliances (p. 9289)

Proposition de loi n° 1815 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10253)

Son intervention (p. 10258)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : Légion étrangère (p. 10258, 10259)

Défense : opérations extérieures (p. 10259)

Défense : professionnalisation (p. 10259)

Nationalité : acquisition (p. 10258)

Nationalité : droit du sang (p. 10258, 10259)

Pensions militaires d'invalidité : militaires et assimilés : étrangers (p. 10258)

Vote pour du groupe communiste (p. 10259)

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime des modulations)

Son intervention (p. 10456)

Projet de loi n° 1916 rectifié autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, portant création de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) (ensemble quatre annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [20 janvier 2000] (p. 252)

Son intervention (p. 257)

Thèmes :

Défense : armements et équipements : coopération (p. 258)
Défense : GIAT-Industries (p. 258)
Environnement : protection (p. 257)
Espace (p. 257)
Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 257)
Politique économique : mondialisation (p. 257)
Politiques communautaires : politique de la défense (p. 257, 258)
Santé : santé publique (p. 257)

Projet de loi n° 1867 relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 2000] (p. 258)

Son intervention (p. 265)

Thèmes :

Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 265)
Défense : volontaires du service national en entreprises (VSNE) (p. 265)
Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 266)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 266)

Discussion des articles [20 janvier 2000] (p. 270)

Article 2 (domaines d'accomplissement du volontariat civil)

Son amendement n° 54 (élargissement du champ des missions) (p. 272) : retiré (p. 273)

Article 3 (structures d'accueil des volontaires civils)

Son amendement n° 55 (volontariat exercé en France auprès de personnes morales uniquement à but non lucratif) (p. 273) : adopté après modification (p. 274)

Article 8 (obligations professionnelles du volontaire civil)

Son amendement n° 56 (respect des principes et obligations prévus par les dispositions de l'article 2) : retiré (p. 278)

Après l'article 13 bis

Son amendement n° 57 (délivrance d'un certificat à l'expiration de la durée du volontariat) : retiré (p. 283)

André SANTINI

Hauts-de-Seine (10ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome X : Emploi et solidarité (ville et intégration) (n° 1866) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 31 (institution du prélèvement de solidarité pour l'eau et modifications du compte d'affectation spéciale n° 902-00)

Son amendement n° 516 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (modalités de fixation du montant du prélèvement de solidarité versé par les agences de l'eau) (p. 8017) : rejeté (p. 8018)

Son amendement n° 474 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (rédactionnel) (p. 8017) : adopté (p. 8018)

Son amendement n° 515 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (modalités de fixation du montant du prélèvement de solidarité versé par les agences de l'eau) (p. 8017) : rejeté (p. 8018)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9371)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention

Thèmes avant la procédure des questions :
Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 9375)
Aménagement du territoire : politique de la ville : budget (p. 9374)
Aménagement du territoire : politique de la ville : simplifications administratives (p. 9375)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9375)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Article L. 121-1 du code de l'urbanisme : principes généraux s'imposant aux documents d'urbanisme

Son amendement n° 610 soutenu par M. Marc-Philippe Daubresse (prise en considération des documents d'urbanisme) (p. 1758) : rejeté (p. 1759)

Son amendement n° 608 soutenu par M. Jean-Marie Morisset (équipements en sources d'énergie) : rejeté (p. 1772)

Article L. 121-9 du code de l'urbanisme : conditions d'application du chapitre 1er du titre II du livre 1er de la partie législative du code de l'urbanisme

Son amendement n° 609 soutenu par M. Jean-Marie Morisset (encadrement des possibilités de recours contentieux) (p. 1787) : rejeté (p. 1788)

Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))

Article L. 122-8 du code de l'urbanisme : transmission pour avis du projet de schéma arrêté

Son amendement n° 612 soutenu par M. Jean-Marie Morisset (consultation des associations) : rejeté (p. 1815)

Article L. 122-9 du code de l'urbanisme : demande de modifications du projet de schéma par une commune ou un groupement de communes en cas d'intérêts essentiels compromis

Son amendement n° 613 (droit pour une commune de saisir le préfet sur le schéma de cohérence territoriale) : non soutenu (p. 1816)

Article L. 122-11 du code de l'urbanisme : approbation du schéma de cohérence territoriale

Son amendement n° 614 soutenu par M. Jean-Marie Morisset (de suppression) : rejeté (p. 1817)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Article L. 123-3 du code de l'urbanisme : dispositions des plans locaux d'urbanisme applicables aux zones d'aménagement concerté

Son amendement n° 617 soutenu par M. Jean-Marie Morisset (de suppression) (p. 1915) : rejeté (p. 1916)

Article L. 123-4 du code de l'urbanisme : transfert de droits de construire en zone naturelle

Son amendement n° 618 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) : rejeté (p. 1917)

Article 5 (réforme du régime des zones d'aménagement concerté (ZAC))

Son amendement n° 619 soutenu par M. Jacques Myard (de suppression) : rejeté (p. 1927)

Son amendement n° 620 soutenu par M. Jacques Myard (de suppression partielle) (p. 1928) : rejeté (p. 1929)

Son amendement n° 621 soutenu par M. Jean-Marie Morisset (de suppression partielle) : rejeté (p. 1930)

Son amendement n° 622 soutenu par M. Jean-Marie Morisset (renforcement du caractère juridique des conventions) : rejeté (p. 1931)

Son amendement n° 623 (de suppression partielle) : rejeté (p. 1932)

Article 7 (article L. 300-4-1 du code de l'urbanisme : contenu des conventions d'aménagement portant sur des opérations auxquelles participent financièrement une ou des collectivités territoriales)

Son amendement n° 664 soutenu par M. Jacques Myard (de suppression) : rejeté (p. 1937)

Après l'article 7

Son amendement n° 627 soutenu par M. Jacques Myard (objet des concessions d'aménagement) : retiré (p. 1938)

Article 9 (article L. 111-5 du code de l'urbanisme : suppression du contrôle préalable des divisions de terrains bâtis. Reproduction ou mention de règles d'urbanisme dans les cahiers des charges et dans les actes et promesses de vente)

Son amendement n° 665 soutenu par M. Jacques Myard (de suppression) : rejeté (p. 1942)

Article 11 (conditions de rétrocession aux propriétaires de biens préemptés)

Son amendement n° 666 soutenu par M. Jean-Marie Morisset (de suppression) : rejeté (p. 1943)

Article 12 (droits de délaissement)

Son amendement n° 667 soutenu par M. Éric Doligé (de suppression) : rejeté (p. 1946)

Article 13 (définition et modalités de mise en œuvre des opérations d'aménagement)

Son amendement n° 668 soutenu par M. Éric Doligé (objectifs et modalités de mise en œuvre des opérations d'aménagement) : rejeté (p. 1947)

Article 19 (dispositions relatives au permis de construire)

Son amendement n° 669 (maintien de la déclaration de travaux) (p. 1958) : adopté (p. 1959)

Article 20 (réalisations d'aires de stationnement)

Son amendement n° 883 soutenu par M. Pierre Cardo (de suppression partielle) : rejeté (p. 1962)

Après l'article 20

Son amendement n° 892 (procédures applicables en cas de changement d'utilisateur ou d'utilisation) : rejeté (p. 1970)

Article 21 (institution d'une participation des riverains au financement des voies nouvelles)

Son amendement n° 670 soutenu par M. Jean Proriol (de suppression) : rejeté (p. 1972)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux

Son sous-amendement n° 1478 soutenu par M. Jacques Myard (définition des logements sociaux) à

l'amendement n° 190 rectifié de la commission (seuil des agglomérations concernées) : rejeté (p. 2037)

Article 27 (modifications diverses du code de l'urbanisme)

Son amendement n° 672 soutenu par M. Henry Chabert (simplifications administratives pour les communes d'Ile-de-France respectant le taux de 20 %) (p. 2109) : rejeté (p. 2110)

Article 30 (plan comptable des copropriétés)

Son amendement n° 673 soutenu par M. Germain Gengenwin (protection contre les copropriétaires récalcitrants) (p. 2116) : rejeté (p. 2117)

Article 76 (article L. 30 du code de la santé publique : sanction du refus d'exécuter les travaux demandés)

Son amendement n° 674 soutenu par M. Jean Proriol (action préfectorale en matière de condamnation d'accès aux lieux inhabitables soumise au contrôle du juge des référés) (p. 2258) : retiré (p. 2259)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Après l'article 33

Son amendement n° 166 soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication) : rejeté (p. 2617)

Michel SAPIN

Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État

Est nommé Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État. Décret du 27 mars 2000 [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4821)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Georges Tron. Fonctionnaires et agents publics. Recrutement. Relance [3 mai 2000] (p. 3667)

M. Alain Tourret. Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction, application [3 mai 2000] (p. 3670)

M. Jean-Luc Warsmann. Banques et établissements financiers. Crédit Lyonnais. Gestion, transparence [16 mai 2000] (p. 4218)

M. Patrick Bloche. Administration. Fonctionnement. Nouvelles technologies de l'information et de la communication, sécurité [23 mai 2000] (p. 4518)

M. Jean-Pierre Brard. Fonction publique territoriale. Rémunérations. Perspectives [7 juin 2000] (p. 4940)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Yvette Benayoun-Nakache. Défense. GIAT-Industries. Rachat du capital de Cime Bocuze, perspectives [23 mai 2000] (p. 4478)

M. Charles Miossec. Défense. Service national. Report d'incorporation [23 mai 2000] (p. 4479)

DÉBATS

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mars 2000] (p. 2906)

Son intervention (p. 2906)

Sa réponse (p. 2912)

Thèmes :

Administration : maisons des services publics (p. 2912, 2913)

Administration : rapports avec les administrés (p. 2906)

Etat : réforme (p. 2912)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 2906)

Fonctionnaires et agents publics (p. 2907)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : Tribunal des conflits (p. 2906, 2907, 2913)

Secteur public : services publics : rôle (p. 2907)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mars 2000] (p. 2913)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Pierre Méhaignerie (article 13 bis : exercice par un contribuable des actions appartenant au département - examen du mémoire par le conseil général lors de sa prochaine session ordinaire) (p. 2918)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Pierre Méhaignerie (article 13 bis : exercice par un contribuable des actions appartenant au département - amende pour demande abusive ou dilatoire) (p. 2920)

Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Pierre Méhaignerie (article 13 ter : exercice par un contribuable des actions appartenant à la région - examen du mémoire par le conseil régional lors de sa prochaine session ordinaire) (p. 2920)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Pierre Méhaignerie (article 13 ter : exercice par un contribuable des actions appartenant à la région - amende pour demande abusive ou dilatoire) (p. 2922)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (validation des admissions en deuxième année de médecine à l'université de Bretagne occidentale pour l'année 1999-2000) (p. 2923)

Nicolas SARKOZY

Hauts-de-Seine (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1 er octobre 1999] (p. 14614)

Joël SARLOT

Vendée (5ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1 er octobre 1999] (p. 14615)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 2181 portant titre II à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 [11 février 2000]

Proposition de loi n° 2280 visant à exonérer de TVA les productions discographiques et vidéographiques au profit d'actions humanitaires ou caritatives [28 mars 2000]

Georges SARRE

Paris (6ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1 er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir au Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger [30 mai 2000]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1857 visant au transfert des cendres de Rouget de Lisle au Panthéon [13 octobre 1999]

Proposition de résolution n° 1874 sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne la possibilité d'appliquer à titre expérimental un taux de TVA réduit sur les services à forte intensité de main d'oeuvre (COM(99) 62 final/n° E 1236) [19 octobre 1999]

Proposition de résolution n° 1882 sur la proposition de décision du Conseil autorisant la République française à proroger l'application d'une mesure dérogatoire aux articles 2 et 10 de la sixième directive (77/388/CEE) du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires (n° E 841) [21 octobre 1999]

Proposition de résolution n° 1883 tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée de déterminer les circonstances qui ont permis à Maurice Papon de ne pas être mis sous contrôle judiciaire et de se soustraire à l'obligation de se constituer prisonnier [21 octobre 1999]

Proposition de résolution n° 2070 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité en mer, le transport maritime et la lutte contre les pavillons de complaisance [11 janvier 2000]

Proposition de loi n° 2091 visant à renforcer l'application du principe de non-discrimination entre les différents salariés et à limiter le recours abusif à certaines formes précaires d'emploi [19 janvier 2000]

Proposition de loi n° 2096 visant à garantir le respect du principe de laïcité au sein de l'école publique [19 janvier 2000]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1432), autorisant l'approbation de la convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs [26 janvier 2000] (n° 2111)

Proposition de loi n° 2204 relative aux changements d'affectation de locaux à usage d'habitation [1 er mars 2000]

Proposition de résolution n° 2298 tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion du consortium de réalisation (CDR) [29 mars 2000]

Proposition de loi n° 2316 visant à l'extension du fichier national des traces et empreintes génétiques par ADN [4 avril 2000]

Proposition de loi n° 2465 portant vérification des listes électorales [8 juin 2000]

Proposition de loi n° 2565 visant à mieux garantir l'accès à la contraception [13 septembre 2000]

Proposition de loi n° 2577 visant à mieux garantir le droit à l'interruption volontaire de grossesse [13 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, attitude de la France [6 octobre 1999] (p. 6928)

Union européenne. Banque centrale européenne (BCE). Compétences [9 novembre 1999] (p. 9093)

Assurance maladie maternité : généralités. Politique et réglementation. Perspectives [8 décembre 1999] (p. 10682)

Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, Paris [19 janvier 2000] (p. 109)

Ministères et secrétariats d'Etat. Emploi et solidarité : services extérieurs. Sections de lutte contre l'emploi illégal, effectifs de personnel [26 janvier 2000] (p. 429)

Politique extérieure. Télécommunications. Réseau Echelon, attitude de la France [23 février 2000] (p. 1165)

Culture. Langues et cultures régionales. Dictionnaire breton, réédition, contenu [3 mai 2000] (p. 3670)

Postes. La poste. Missions de service public, respect [24 mai 2000] (p. 4607)

Transports aériens. Contrôle aérien. Politiques communautaires [27 juin 2000] (p. 5861)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1138, posée le 5 juin 2000. Télécommunications. Réseaux de données (J.O. Questions p. 3331).

Appelée le 6 juin 2000. Cryptologie, réglementation (p. 4850)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 6878)

Thèmes :

Politique économique : mondialisation (p. 6878, 6879)

Travail : réduction du temps de travail : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 6879)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Maxime Gremetz (durée légale du travail portée à 32 heures pour certains emplois pénibles) (p. 7064)

Intervient sur l'amendement n° 164 rectifié de la commission (conclusion d'un accord de réduction du temps de travail à 35 heures préalable à tout plan social) (p. 7073)

Après l'article 1er

Son amendement n° 105 (prise en compte du temps d'habillage et de casse-croûte dans le décompte de la durée du travail) : retiré (p. 7086)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son intervention (p. 7101)

Intervient sur l'amendement n° 168 de la commission (maintien de la législation sur les cycles) (p. 7196)

Son amendement n° 707 soutenu par Mme Gilberte Marin-Moskovitz (de suppression des dispositions transitoires) (p. 7216) : rejeté au scrutin public (p. 7219)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Maxime Gremetz (fixation à 100 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 7257)

Intervient sur l'amendement n° 1002 de M. Yves Cochet (fixation à 100 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 7257)

Son amendement n° 708 (de suppression de la période transitoire) (p. 7261) : rejeté (p. 7263)

Après l'article 2

Son amendement n° 738 (exclusion des motifs possibles de licenciement du refus d'effectuer des heures supplémentaires) : rejeté (p. 7283)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)

Son intervention (p. 7285)

Son amendement n° 739 (droit de veto donné aux salariés) (p. 7299) : rejeté (p. 7300)

Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Son intervention (p. 7355)

Article 6 (articles L. 212-4-2 à L. 212-4-16 du code du travail : travail à temps partiel)

Son intervention (p. 7390)

Son amendement n° 741 (de suppression des distinctions faites entre les heures supplémentaires et les heures complémentaires) (p. 7397) : rejeté (p. 7398)

Article 10 (articles L. 932 et L. 933-3 du code du travail : formation et réduction du temps de travail)

Son amendement n° 743 (de suppression) (p. 7442) : rejeté (p. 7444)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Son intervention (p. 7449)

Article 15 (article L. 212-3 du code du travail : modification du contrat de travail)

Son amendement n° 747 soutenu par M. Jean Le Garrec (qualification du licenciement des salariés refusant la réduction d'horaire) (p. 7521) : rejeté (p. 7522)

Article 16 (salaire minimum de croissance et complément différentiel de salaire)

Son amendement n° 748 (augmentation du SMIC de 11,4 %) (p. 7530) : non soutenu (p. 7531)

NOUVELLE LECTURE

Explications de vote et vote [7 décembre 1999] (p. 10636)

Ses explications de vote (p. 10643)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 10644)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

LECTURE DÉFINITIVE

Explications de vote et vote [13 octobre 1999] (p. 7247)

Ses explications de vote (p. 7250)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 7250)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 4 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux services d'aide à la personne)

Son intervention (p. 7809)

Après l'article 4

Son amendement n° 90 (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7823) : rejeté (p. 7832)

Après l'article 4 (suite)

Son amendement n° 89 rectifié soutenu par M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA aux disques, aux cassettes audio et aux supports multimédia) : rejeté (p. 7844)

Article 10 (mesures en faveur de la création d'entreprises)
Son intervention (p. 7891)
Après l'article 10
Son amendement n° 91 corrigé soutenu par M. Claude Hoarau (soumission des gains retirés des options d'achat ou de souscription d'actions au droit commun de l'impôt sur le revenu et application sur option de l'imposition préférentielle dans une limite annuelle de 5 millions de francs et lorsque ces options ont été proposées à l'ensemble des salariés après information du comité d'entreprise) (p. 7910) : retiré (p. 7919)
Article 24 (taxe sur les installations nucléaires de base)
Son intervention (p. 7977)
Après l'article 24
Intervient sur l'amendement n° 327 rectifié de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux) (p. 8000)
Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Julien Dray (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux) (p. 8000)
Intervient sur l'amendement n° 68 rectifié de la commission (rapport du Gouvernement sur la concurrence fiscale dommageable et la régulation internationale des mouvements de capitaux) (p. 8000)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)
1 - Défense : opérations extérieures (p. 9243)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8751)
Son intervention (p. 8770)
Thèmes avant la procédure des questions :
Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8770)
Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 8770)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 8770)

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 1999] (p. 9650)
Article 55 (répartition des recettes)
Son amendement n° 226 (modification de la répartition) (p. 9652) : devenu sans objet (p. 9655)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 1999] (p. 8655)
Son intervention (p. 8688)
Thèmes avant la procédure des questions :
Recherche : crédits (p. 8688, 8689)
Recherche : recherche développement : équipements (p. 8688, 8689)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [9 novembre 1999] (p. 9138) :
- Réunion de la commission des lois du 20 octobre 1999
Son intervention (p. 9154)
Thèmes :
Droit pénal : agressions sexuelles : fichiers informatisés (p. 9154)
Droit pénal : contrôle judiciaire (p. 9154)
Système pénitentiaire : détenus : sorties (p. 9154)

LOGEMENT

Questions écrites budgétaires (JO du 17 novembre 1999)
1 - Logement : logement social : aide personnalisée au logement (APL) (p. 9465)

Déclaration du Gouvernement n° 1884 présentée par M. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, et M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes, sur la préparation de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle

[26 octobre 1999] (p. 8069)
Son intervention (p. 8081)
Thèmes :
Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 8082)
Culture : politique culturelle : audiovisuel et communication (p. 8082)
Environnement : protection (p. 8082)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8081)
Politique économique : accord multilatéral sur l'investissement (AMI) (p. 8081)
Politique économique : mondialisation (p. 8081)
Secteur public : services publics (p. 8082)
Travail : droit du travail (p. 8082)
Union européenne : Commission : négociations (p. 8081, 8082)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)
Son intervention (p. 8197)
Thèmes :
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8198)
Famille : politique familiale (p. 8197)
Impôt sur les sociétés : contribution de 10 % (p. 8197)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8197)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 8198)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 8198)
Sécurité sociale : loi de financement : annualité budgétaire (p. 8198)
Sécurité sociale : maîtrise des dépenses (p. 8197)

Explications de vote et vote [2 novembre 1999] (p. 8678)

Ses explications de vote (p. 8681)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 8682)

Projet de loi n° 82 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 novembre 1999] (p. 9983)

Son intervention (p. 9991)

Thème :

Pays étrangers : Israël (p. 9992)

Proposition de loi n° 1815 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10253)

Son intervention (p. 10260)

Thèmes :

Défense : armée : Nation (p. 10261)

Défense : opérations extérieures (p. 10261)

Défense : service national (p. 10261)

Nationalité : acquisition : Légion étrangère (p. 10260, 10261)

Proposition de résolution n° 2062 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sécurité en mer, le transport maritime des produits dangereux et polluants

Avant la discussion de l'article unique [20 janvier 2000] (p. 225)

Son intervention (p. 236)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : création (p. 236)

Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 236)

Proposition de loi n° 1727 instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 février 2000] (p. 1327)

Son intervention (p. 1330)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : devoir de mémoire (p. 1330)

Anciens combattants et victimes de guerre : déportation des juifs : histoire (p. 1330)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))

Article L. 122-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des schémas de cohérence territoriale

Son amendement n° 567 (localisation des sites à protéger) : non soutenu (p. 1795)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans locaux d'urbanisme

Son amendement n° 571 soutenu par M. Daniel Marcovitch (sauvegarde de la diversité commerciale des quartiers) (p. 1895) : adopté (p. 1896)

Son amendement n° 572 soutenu par M. Daniel Marcovitch (contrôle des modifications de certains commerces dans les grandes villes) : adopté (p. 1915)

Article 6 (conventions d'aménagement)

Son amendement n° 573 (de suppression) : non soutenu (p. 1934)

Article 11 (conditions de rétrocession aux propriétaires de biens préemptés)

Son amendement n° 574 soutenu par M. Jean-Marie Morisset (de suppression) : rejeté (p. 1943)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation : programmation pluriannuelle de la construction de logements sociaux

Son amendement n° 577 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (échéancier de construction) : rejeté (p. 2077)

Article 44 (article 27-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : coordination)

Son amendement n° 566 (établissement public industriel et commercial, autorité unique chargée des transports en Ile-de-France) : non soutenu (p. 2168)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))

Article L. 122-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des schémas de cohérence territoriale

Son sous-amendement n° 411 à l'amendement n° 84 de la commission (définition et contenu des schémas de cohérence territoriale) : non soutenu (p. 5905)

Article 3 (plans d'occupation des sols - POS -)

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans d'occupation des sols

Son sous-amendement n° 404 (changement de destination d'un local commercial ou artisanal subordonné à l'autorisation du maire) à l'amendement n° 116 rectifié de la commission (rédaction des vingt premiers alinéas) (p. 5918) : adopté (p. 5919)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son sous-amendement n° 407 à l'amendement n° 237 de la commission (programmation pluriannuelle de la construction de logements) : non soutenu (p. 6128)

Article 25 sexies (modalités d'intervention des sociétés d'économie mixte locales en matière de logement)

Son amendement n° 366 (liberté pour les collectivités locales de céder un bien à une société d'économie mixte) : non soutenu (p. 6134)

Article 36 précédemment réservé (renforcement du contenu des plans de déplacements urbains)

Son amendement n° 368 soutenu par M. Jacques Desallangre (création d'un plan local de stationnement) : rejeté (p. 6235)

Article 44 précédemment réservé supprimé par le Sénat (coordination)

Son amendement n° 409 soutenu par M. Jacques Desallangre (organisation des transports de l'Ile-de-France) : rejeté (p. 6243)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 625 de M. Jacques Desallangre (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 3339)

Article 60 (articles 92, 111, 127, 136 et 151 de la loi du 24 juillet 1966 : limitation du cumul des mandats sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 672 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3453)

Article 61 (articles 101, 143, 262-11, 102, 144, 103, 145 et 262-12 de la loi 24 juillet 1966 : extension du régime d'autorisation des conventions entre les sociétés et leurs dirigeants)

Soutient l'amendement n° 412 de M. Michel Suchod (autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires lorsque la convention porte sur l'acquisition de titres de capital) (p. 3456) : rejeté (p. 3456)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 3732)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 3733)
Etrangers : droit de vote : gauche (p. 3732, 3733)
Union européenne : citoyenneté (p. 3733)

Projet de loi n° 2236 portant habilitation du Gouvernement à adapter par ordonnance la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2000] (p. 3688)

Son intervention (p. 3696)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 3697)
Politique économique : politique monétaire (p. 3696, 3697)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3697)
Union européenne : construction européenne (p. 3696, 3697)
Union européenne : euro (p. 3696, 3697)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3900)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3901)
Politique économique : mondialisation (p. 3901)
Politiques communautaires : politiques internes : emploi (p. 3900)
Secteur public : entreprises publiques (p. 3900)
Union européenne : euro (p. 3900)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3900, 3901)

Déclaration du Gouvernement n° 2390 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[16 mai 2000] (p. 4220, 4243)

Son intervention (p. 4256)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 4256)
Finances publiques : dépenses (p. 4256, 4257)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 4256)
Finances publiques : recettes (p. 4256)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4256, 4257)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 4256)
Politique économique : conjoncture (p. 4256)
Politique économique : croissance (p. 4256)
Secteur public : services publics (p. 4256, 4257)
TVA : taux (p. 4256)

Proposition de loi n° 1988 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4697)

Son intervention (p. 4711)

Thèmes :

Entreprises : entreprises individuelles : conjoints (p. 4711)
Entreprises : entreprises individuelles : financement (p. 4711)
Entreprises : faillite personnelle : saisies (p. 4711)

Projet de loi n° 2395 relatif à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2000] (p. 4817)

Son intervention (p. 4820)

Thèmes :

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 4820)

Transports : convoyeurs de fonds : agressions (p. 4820, 4821)

Transports : convoyeurs de fonds : Gouvernement (p. 4820, 4821)

Transports : convoyeurs de fonds : salariés (p. 4820, 4821)

Transports : convoyeurs de fonds : sécurité (p. 4821)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4821)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 juin 2000] (p. 5402)

Après l'article unique

Son amendement n° 2 (ajout de deux alinéas à l'article 12 de la Constitution relatif à la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République - démission du Président de la République à la suite de l'adoption d'une motion de défiance à la majorité absolue des membres composant la nouvelle Assemblée) (p. 5425) : rejeté (p. 5426)

Odile SAUGUES

Puy-de-Dôme (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 24 novembre 1999] (p. 17450)

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports (n° 2124) [9 février 2000]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à autoriser les courtiers interprètes et conducteurs de navires à faire des opérations de commerce (n° 1556) [9 février 2000]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à préciser les activités commerciales des courtiers, interprètes et conducteurs de navires (n° 1635) [9 février 2000]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à autoriser les courtiers interprètes et conducteurs de navires à faire des opérations de commerce (n° 2058) [9 février 2000]

Cesse d'appartenir au Conseil national des transports [30 mai 2000]

Membre titulaire du conseil national des transports [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9374)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur :

I. le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2124), portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports ;

II. les propositions de loi :

1° de M. Guy Lengagne (n° 1556) tendant à autoriser les courtiers interprètes et conducteurs de navires à faire des opérations de commerce ;

2° de M. Daniel Paul (n° 1635) tendant à préciser les activités commerciales des courtiers, interprètes et conducteurs de navires ;

3° de M. André Capet (n° 2058) tendant à autoriser les courtiers interprètes et conducteurs de navires à faire des opérations de commerce [16 mai 2000] (n° 2392)

Proposition de loi n° 2582 tendant à obliger les entreprises à négocier la réduction du temps de travail préalablement à la présentation d'un plan social et à renforcer l'information des comités d'entreprise [13 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Caoutchouc et plastiques. Michelin, emploi et activité [5 octobre 1999] (p. 6848)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6961)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : durée du travail (p. 6961)

Travail : réduction du temps de travail : inspection du travail (p. 6961)

Travail : réduction du temps de travail : négociations (p. 6961)

Travail : réduction du temps de travail : plan social (p. 6961)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)

Intervient sur l'amendement n° 164 rectifié de la commission (conclusion d'un accord de réduction du temps de travail à 35 heures préalable à tout plan social) (p. 7071)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)

Son intervention (p. 10339)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : annualisation du temps de travail (p. 10340)

Travail : réduction du temps de travail : durée du travail (p. 10340)

Travail : réduction du temps de travail : négociations (p. 10339)
Travail : réduction du temps de travail : pays étrangers (p. 10339)
Travail : travail à temps partiel (p. 10340)

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 1er B (validation des accords conclus en application de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998)

Son intervention (p. 10380)

Article 1er (confirmation du passage à la nouvelle durée légale fixée à trente-cinq heures hebdomadaires)

Intervient sur le sous-amendement n° 116 de M. Bernard Accoyer (licenciements et plans sociaux) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (entreprises nouvelles) (p. 10406)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Procédure des questions :

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 9490, 9491)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Son intervention (p. 8826)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : transport combiné (p. 8826)
Transports routiers : transport de marchandises (p. 8826)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 8826)
Travail : durée du travail : transports routiers (p. 8827)
Voirie : autoroutes (p. 8826)

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :

- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999

Son intervention (p. 9459)

Thèmes :

Logement : sociétés d'HLM (p. 9459)
Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 9459)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1509, 1551)

Son intervention (p. 1554)

Thèmes :

Entreprises : harcèlement moral (p. 1554)
Femmes : égalité professionnelle (p. 1555)
Syndicats : représentativité : femmes (p. 1555)
Travail : durée du travail (p. 1555)
Travail : inspection du travail (p. 1554)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 1665)

Son intervention (p. 1731)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 1731)
Transports : transports de voyageurs : transports urbains (p. 1731)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 1666, 1731)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 30 (plan comptable des copropriétés)

Soutient l'amendement n° 516 de M. Jean-Louis Dumont (fonds de prévoyance constitués par les syndicats coopératifs) (p. 6145) : retiré (p. 6145)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3930)

Thèmes :

Secteur public : entreprises publiques (p. 3930)
Transports ferroviaires (p. 3931)
Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 3930, 3931)
Transports routiers : transport de marchandises (p. 3931)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4751)

Son intervention (p. 4754)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 4755)
Professions libérales : officiers ministériels : courtiers (p. 4754, 4755)
Transports aériens : personnel (p. 4755)
Transports par eau : batellerie : transport de marchandises (p. 4754, 4755)

Transports par eau : sécurité de la navigation : transports maritimes (p. 4754)

Discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4763)

Article 7 (articles 219 et 219 bis nouveau du code des douanes : francisation des navires)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (octroi du pavillon national subordonné à l'obligation d'avoir satisfait aux visites de contrôle de sécurité et de navigabilité) (p. 4765) : adopté (p. 4765)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Daniel Paul (équipage composé de marins français) (p. 4765)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) (p. 4766) : adopté (p. 4766)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de précision) (p. 4766) : adopté (p. 4766)

Avant l'article 9

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (exercices "Polmar" une fois par an et rapports communiqués aux autorités gouvernementales et parlementaires) (p. 4767) : retiré (p. 4768)

Article 9 (cabotage maritime)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Daniel Paul (égale dénomination de la France d'outre-mer) (p. 4769)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 4769) : adopté (p. 4769)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 4769) : adopté (p. 4769)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (règles opposables aux capitaines des navires et pénalités pour les contrevenants) (p. 4771) : adopté après modification (p. 4774)

Intervient sur le sous-amendement n° 58 de M. Jean-Michel Marchand (de précision) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 4772)

Intervient sur le sous-amendement n° 59 de M. Jean-Michel Marchand (preuve écrite que le capitaine du navire emporte les déchets pour être traités dans un autre port) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 4773)

Intervient sur le sous-amendement n° 60 de M. Jean-Michel Marchand (application aux navires de guerre et autres navires de l'État) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 4773)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Jean-Michel Marchand (chaîne de responsabilité en cas de pollution) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 4774)

Intervient sur le sous-amendement n° 66 du Gouvernement (chaîne de responsabilité en cas de pollution) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 4774)

Soutient l'amendement n° 23 rectifié de la commission (rapport au Parlement) (p. 4774) : adopté (p. 4774)

Article 12 (article L. 410-1 du code de l'aviation civile : titres aéronautiques et qualification des personnels navigants)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (autorités administratives habilitées à délivrer les titres aéronautiques) (p. 4775) : adopté après modification (p. 4775)

Intervient sur le sous-amendement n° 67 du Gouvernement (avis du conseil du personnel navigant professionnel supprimé) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 4775)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (caractère permanent des brevets délivrés) (p. 4775) : adopté (p. 4776)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (habilitation du ministre chargé de l'aviation civile pour prendre les règlements et décisions prévus par le code de l'aviation civile) (p. 4776) : adopté (p. 4776)

Article 13 (articles L. 410-2 à 410-6 nouveaux du code de l'aviation civile : agrément des organismes de formation et expertise des personnels navigants))

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (habilitation du ministre chargé de l'aviation civile pour prendre les règlements et décisions prévus par le code de l'aviation civile) (p. 4776) : adopté (p. 4776)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (habilitation du ministre chargé de l'aviation civile pour prendre les règlements et décisions prévus par le code de l'aviation civile) (p. 4777) : adopté (p. 4777)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (habilitation du ministre chargé de l'aviation civile pour prendre les règlements et décisions prévus par le code de l'aviation civile) (p. 4777) : adopté (p. 4777)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (habilitation du ministre chargé de l'aviation civile pour prendre les règlements et décisions prévus par le code de l'aviation civile) (p. 4777) : adopté (p. 4777)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (habilitation du ministre chargé de l'aviation civile pour prendre les règlements et décisions prévus par le code de l'aviation civile) (p. 4777) : adopté (p. 4777)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (habilitation du ministre chargé de l'aviation civile pour prendre les règlements et décisions prévus par le code de l'aviation civile) (p. 4777) : adopté (p. 4777)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (habilitation du ministre chargé de l'aviation civile pour prendre les règlements et décisions prévus par le code de l'aviation civile) (p. 4777) : adopté (p. 4777)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (habilitation du ministre chargé de l'aviation civile pour prendre les règlements et décisions prévus par le code de l'aviation civile) (p. 4777) : adopté (p. 4777)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (habilitation du ministre chargé de l'aviation civile pour prendre les règlements et décisions prévus par le code de l'aviation civile) (p. 4777) : adopté (p. 4777)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (habilitation du ministre chargé de l'aviation civile pour prendre les règlements et décisions prévus par le code de l'aviation civile) (p. 4777) : adopté (p. 4777)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (sanction des politiques de prix abusivement bas en matière de transport aérien) (p. 4778) : adopté après modification (p. 4779)

Intervient sur le sous-amendement n° 68 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 39 de la commission (p. 4779)

Avant l'article 12

Soutient l'amendement n° 25 corrigé précédemment réservé de la commission (formation des prix en matière de transport aérien) (p. 4779) : adopté (p. 4779)

Article 15 (suppression de la procédure d'autorisation des services occasionnels et harmonisation du régime des services réguliers spécialisés en France)

Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Nicole Bricq (autorisation préfectorale pour les transporteurs occasionnels) (p. 4779)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (inter-opérabilité des TGV au sein de l'Union européenne) (p. 4780)

Soutient le sous-amendement n° 74 de la commission (de précision) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 4780) : adopté (p. 4780)

Article 16 précédemment réservé (régime du contrat de transport)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (contrôle des transports effectués sur les voies navigables) (p. 4781) : adopté (p. 4781)

Article 18 précédemment réservé (article 41 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 : missions de Voies navigables de France)

Soutient l'amendement n° 41 rectifié de la commission (attributions consultatives de Voies navigables de France en matière de sécurité, d'environnement et d'améliorations des conditions de travail) (p. 4781) : adopté (p. 4782)

Article 1er précédemment réservé (suppression du monopole des courtiers maritimes)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (de coordination) (p. 4782) : adopté (p. 4782)

Soutient l'amendement n° 3 corrigé de la commission (de coordination) (p. 4782) : adopté après rectification (p. 4782)

Article 2 précédemment réservé (fondement juridique de l'indemnisation des titulaires d'offices de courtier maritime)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Léonce Deprez (indemnisation des courtiers) (p. 4783)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (indemnisation des courtiers) (p. 4783) : adopté (p. 4783)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (de coordination) (p. 4783) : adopté (p. 4783)

Article 3 précédemment réservé (procédure d'indemnisation)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (caractère administratif de la commission d'indemnisation) (p. 4784) : adopté (p. 4784)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de conséquence) (p. 4784) : adopté (p. 4784)

Article 4 précédemment réservé (calcul de l'indemnisation)

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié du Gouvernement (calcul de la valeur des offices) (p. 4784)

Intervient sur l'amendement n° 64 du Gouvernement (calcul de la valeur des offices) (p. 4785)

Article 4 bis précédemment réservé (rapport d'évaluation de la situation de la profession et réévaluation des indemnités)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (de suppression) (p. 4785) : adopté (p. 4785)

Article 5 précédemment réservé (reconversion professionnelle des courtiers maritimes)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (professions possibles pour les reconversions) (p. 4785) : adopté (p. 4785)

Article 5 bis précédemment réservé (fiscalité applicable aux indemnités)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (de suppression) (p. 4786) : adopté (p. 4786)

Article 5 ter précédemment réservé (prorogation de trois ans du privilège détenu par les courtiers maritimes)

Intervient sur l'amendement n° 65 du Gouvernement (période de transition de six mois) (p. 4786)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (période de transition de deux ans) (p. 4786) : adopté (p. 4787)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de coordination) (p. 4787) : adopté (p. 4787)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (de coordination) (p. 4787) : adopté (p. 4787)

Gérard SAUMADE

Hérault (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 33 : Intérieur (collectivités locales) (n° 1861) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : cadastre. Gestion, perspectives [1er mars 2000] (p. 1416)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1059, posée le 20 mars 2000. TVA. Taux (J.O. Questions p. 1689). Appelée le 21 mars 2000. Achat et utilisation de produits phytosanitaires agricoles (p. 2320)

n° 1161, posée le 19 juin 2000. Recherche. Médecine (J.O. Questions p. 3605). Appelée le 20 juin 2000. Dégénérescence rétinienne (p. 5557)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9557)

Thèmes avant la procédure des questions :
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9557, 9558)
Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9557)
Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 9558)
Agroalimentaire : certification de qualité (p. 9557)
Agroalimentaire : viticulture (p. 9558)
Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 9558)
Enseignement agricole : crédits (p. 9557)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8926)
Son intervention (p. 8931)
Thèmes avant la procédure des questions :
Collectivités territoriales : décentralisation : Nation (p. 8933)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8931 à 8933)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 8931, 8932)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : péréquation (p. 8933)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : réforme (p. 8932, 8933)
Collectivités territoriales : ressources (p. 8933)
Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 8932)
Coopération intercommunale : communautés d'agglomération : dotations de l'Etat (p. 8932)
Impôts locaux : valeur locative : réforme (p. 8933)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)
Après l'article 63
Son amendement n° 56 corrigé (dates de la campagne viticole) : non soutenu (p. 9891)
Son amendement n° 232 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de fonctionnement du service de la voirie relatives à des réfections globales de chaussée ou au renouvellement de la couche de surface) (p. 9922) : retiré (p. 9923)

Christian SAUTTER

Secrétaire d'Etat au budget
puis Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

Est nommé Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 2 novembre 1999 [J.O. du 3 novembre 1999] (p. 16383)
Fin de ses fonctions au Gouvernement : Décret du 27 mars 2000) (voir indications préliminaires) [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4821)

DÉPÔTS

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999 [24 novembre 1999]
Projet de loi n° 2064 portant diverses dispositions statutaires relatives aux magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes et modifiant le code des juridictions financières [29 décembre 1999]
Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques [15 mars 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Marie-Jo Zimmermann. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [5 octobre 1999] (p. 6851)
M. Serge Janquin. Impôts et taxes. Exonération. Chômeurs surendettés, conditions d'attribution [19 octobre 1999] (p. 7561)
M. François Brottes. Bois et forêts. Filière bois. Financement, aides de l'Etat [26 octobre 1999] (p. 8107)
M. Aimé Kergueris. Impôts et taxes. Déductions. Groupement d'intérêt économique (GIE) fiscal, marine marchande et construction navale [27 octobre 1999] (p. 8233)
M. Gilbert Meyer. TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [2 novembre 1999] (p. 8672)
M. Gilbert Maurer. Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [3 novembre 1999] (p. 8721)
Mme Muguette Jacquaint. Industrie. Matériel électrique et électronique. Alsthom, fusion avec ABB, emploi et activité [9 novembre 1999] (p. 9088)
M. Georges Sarre. Union européenne. Banque centrale européenne (BCE). Compétences [9 novembre 1999] (p. 9093)
M. Gérard Charasse. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Restructuration [10 novembre 1999] (p. 9172)
Mme Monique Collange. Sécurité publique. Inondations. Départements du Sud de la France, aides de l'Etat [16 novembre 1999] (p. 9410)
M. Henry Chabert. Impôts et taxes. Gestion. Coût [17 novembre 1999] (p. 9515)
M. Arthur Dehaine. Impôt sur le revenu. Professions libérales. Secret professionnel, respect [23 novembre 1999] (p. 9963)
Mme Béatrice Marre. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, attitude de la France [24 novembre 1999] (p. 10059)
M. Philippe Briand. Industrie. Construction aéronautique. Groupements européens [24 novembre 1999] (p. 10064)
M. Pierre Morange. Impôt sur le revenu. Quotient familial. Personnes vivant seules [24 novembre 1999] (p. 10064)
M. Bruno Le Roux. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations [7 décembre 1999] (p. 10627)
M. Michel Destot. Energie et carburants. Energie nucléaire. Framatome, fusion avec Siemens, perspectives [7 décembre 1999] (p. 10628)

M. Yves Deniaud. Energie et carburants. Gazole. Prix [8 décembre 1999] (p. 10680)
Mme Béatrice Marre. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), pays en voie de développement, prise en compte [8 décembre 1999] (p. 10684)
M. Charles de Courson. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [8 décembre 1999] (p. 10685)
M. François Liberti. Aquaculture et pêche professionnelle. Marins pêcheurs. Revendications, Méditerranée [14 décembre 1999] (p. 10883)
M. Jean-Jacques Jégou. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [21 décembre 1999] (p. 11239)
M. Jean-Pierre Brard. Jeux et paris. Loteries. Billets, fabrication, Imprimerie spéciale de banque (ISB), emploi et activité [21 décembre 1999] (p. 11239)
M. Pierre Cohen. Informatique. Logiciels. Traitement des dates [21 décembre 1999] (p. 11243)
M. Gilles Carrez. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [21 décembre 1999] (p. 11247)
M. Jean-Claude Lenoir. Impôts et taxes. Politique fiscale. Victimes des tempêtes de décembre 1999 [18 janvier 2000] (p. 34)
Mme Laurence Dumont. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [26 janvier 2000] (p. 421)
M. Charles de Courson. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [26 janvier 2000] (p. 430)
M. Thierry Carcenac. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Restructuration [1 er février 2000] (p. 516)
M. Christian Jacob. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Restructuration [1 er février 2000] (p. 520)
Mme Janine Jambu. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Restructuration [2 février 2000] (p. 604)
M. Jacques Desallangre. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), réforme [2 février 2000] (p. 604)
M. Gilles Carrez. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [8 février 2000] (p. 795)
M. Marc Laffineur. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [8 février 2000] (p. 798)
M. Philippe Auberger. Finances publiques. Recettes. Excédents, utilisation [9 février 2000] (p. 861)
M. Patrick Delnatte. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [22 février 2000] (p. 1090)
M. Pierre Goldberg. Entreprises. Bénéfices. Contribution, dépenses sociales [1 er mars 2000] (p. 1416)
M. Yves Deniaud. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [7 mars 2000] (p. 1543)
M. Paul Patriarche. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : personnel. Grève [8 mars 2000] (p. 1596)
M. Michel Voisin. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Restructuration [14 mars 2000] (p. 1864)
M. Charles de Courson. Impôts et taxes. Politique fiscale. Pression fiscale [14 mars 2000] (p. 1864)
M. Roger-Gérard Schwartzenberg. Impôts et taxes. Politique fiscale. Pression fiscale [14 mars 2000] (p. 1865)
M. Serge Janquin. Impôt sur le revenu. Politique fiscale. Chômeurs [14 mars 2000] (p. 1871)
M. Christian Cuvilliez. Impôts et taxes. Politique fiscale. Recettes, excédents, affectation [15 mars 2000] (p. 2004)
M. Éric Doligé. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Restructuration [15 mars 2000] (p. 2006)
M. Léonce Deprez. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [15 mars 2000] (p. 2009)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Son intervention (p. 7583)
Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 7713)
Sa réponse (p. 7723)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 7586)
Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 7585, 7586, 7713)
Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 7586)
Audiovisuel et communication : France télévision (p. 7587)
Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 7584)
Culture : crédits (p. 7587)
Emploi : jeunes (p. 7586)
Enregistrement et timbre : droit de bail (p. 7584)
Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 7584)
Enseignement : crédits (p. 7586, 7587)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : impôts et taxes (p. 7584)
Environnement : crédits (p. 7587)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 7714, 7715)
Finances publiques : dépenses (p. 7583, 7585 à 7587, 7714, 7715)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 7583, 7585 à 7588)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 7583)
Finances publiques : procédure budgétaire (p. 7585, 7586, 7714)
Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 7713)

Impôt sur les sociétés : contribution de 10 % (p. 7583, 7584)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 7584, 7715)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 7584)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 7713, 7715)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 7584)
Impôts locaux : taxe d'habitation : dégrèvement (p. 7584)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7583)
Justice : crédits (p. 7587)
Police : crédits (p. 7587, 7713)
Politique économique : croissance (p. 7583, 7713)
Politique sociale : généralités (p. 7586)
Sécurité sociale : loi de financement (p. 7714)
Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 7586, 7714)
TVA : taux réduit (p. 7584)
Voirie : autoroutes (p. 7713)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Pierre Méhaignerie (affectation au budget général de l'Etat du produit de la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 7727)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. François d'Aubert (nouveau barème avec un taux marginal de 40 %) (p. 7732)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Charles de Courson (rétablissement du barème adopté dans la loi de finances pour 1997) (p. 7732)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Philippe Auberger (nouveau barème avec un taux marginal de 52 %) (p. 7732)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7737)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Philippe Auberger (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7737)

Intervient sur l'amendement n° 69 corrigé de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7737)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. Philippe Douste-Blazy (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7737)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Charles de Courson (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7737)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Pierre-Christophe Baguet (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7737)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (réévaluation du plafond du quotient familial et des plafonds spécifiques relatifs aux demi-parts additionnelles de quotient familial dont bénéficient les célibataires, veufs et divorcés ayant eu des enfants à charge, les invalides et les anciens combattants) (p. 7738)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Philippe Auberger (réduction de la limite supérieure de l'application de la décote) (p. 7739)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants à charge) (p. 7740)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants à charge) (p. 7740)

Intervient sur l'amendement n° 265 de Mme Anne-Marie Idrac (relèvement du plafond de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants à charge) (p. 7740)

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Philippe Douste-Blazy (relèvement du plafond de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants à charge) (p. 7740)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. François d'Aubert (remplacement de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile par une déduction du revenu imposable avec un plafond de dépenses porté à 90 000 F) (p. 7741)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Gilbert Gantier (assujettissement de l'ensemble des exploitations à responsabilité limitée à l'impôt sur le revenu) (p. 7742)

Intervient sur l'amendement n° 299 corrigé de M. Serge Poignant (assujettissement de l'ensemble des exploitations à responsabilité limitée à l'impôt sur le revenu) (p. 7742)

Intervient sur l'amendement n° 512 corrigé de M. Michel Bouvard (assujettissement de l'ensemble des exploitations à responsabilité limitée à l'impôt sur le revenu) (p. 7742)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Charles de Courson (assujettissement de l'ensemble des exploitations à responsabilité limitée à l'impôt sur le revenu) (p. 7742)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Charles de Courson (réduction de la taxation des plus-values opérées lors des transmissions à titre gratuit d'entreprises agricoles) (p. 7744)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Gilles Carrez (rétablissement de l'exonération d'impôt sur le revenu des indemnités de maternité) (p. 7745)

Intervient sur l'amendement n° 524 deuxième rectification de M. François Hollande (fixation des seuils d'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux salariés ou aux mandataires sociaux à l'occasion de la cessation de leurs fonctions) (p. 7747)

Intervient sur le sous-amendement n° 547 de M. Maurice Adevah-Poeuf (application du dispositif à compter du 15 septembre 1999) à l'amendement n° 524 deuxième rectification de M. François Hollande (p. 7749)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Gilles Carrez (maintien des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions) (p. 7749)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Gilles Carrez (pérennisation de la déduction des intérêts d'emprunt

dont bénéficient les salariés qui rachètent leur entreprise) (p. 7750)
Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Gilles Carrez (déductibilité de l'ensemble de la CSG) (p. 7750)
Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions) (p. 7751)
Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Dominique Baert (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 7752, 7885)
Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Gilles Carrez (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre du versement d'une cotisation syndicale) (p. 7779)
Intervient sur l'amendement n° 142 de M. François d'Aubert (instauration d'un dispositif de déduction dans le cadre de l'impôt sur le revenu afin de favoriser l'épargne de proximité des personnes physiques qui investissent dans des PME innovantes) (p. 7780)
Intervient sur l'amendement n° 529 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (relèvement du plafond de dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt accordée aux personnes âgées placées en établissement de long séjour ou de cure médicale) (p. 7781)
Intervient sur l'amendement n° 473 de M. François Rochebloine (relèvement du plafond de la réduction d'impôt attachée aux frais d'hébergement de malades atteints de démence sénile) (p. 7783)
Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Gérard Voisin (élargissement aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer du bénéfice de la réduction d'impôt accordée aux personnes âgées dépendantes placées en établissement de long séjour ou de cure médicale) (p. 7783)
Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Jean-Jacques Weber (application de la réduction d'impôt accordée aux personnes âgées dépendantes placées en établissement de long séjour ou de cure médicale en cas d'hébergement dans une maison de retraite sanitaire ou sociale) (p. 7784)
Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Philippe Auberger (relèvement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7784)
Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (simplification des réductions d'impôt accordées au titre des dons et subventions versés par les particuliers) (p. 7786)
Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Jean-Jacques Jégou (instauration d'une réduction d'impôt au titre des dépenses engagées par les contribuables en vue d'améliorer leur formation professionnelle) (p. 7787)
Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Gilbert Gantier (instauration d'une réduction d'impôt au titre des dépenses engagées par les contribuables en vue d'améliorer leur formation professionnelle) (p. 7787)
Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Jacques Barrot (instauration d'une réduction d'impôt au titre des dépenses engagées par les contribuables en vue d'améliorer leur formation professionnelle) (p. 7787)
Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Jean-Louis Debré (octroi à l'ensemble des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu d'un abattement de 5 % sur le montant de l'impôt à payer) (p. 7788)

Article 3 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans)
Son intervention (p. 7792)
Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Charles de Courson (application du taux réduit à certains équipements de menuiserie) (p. 7798)
Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Charles de Courson (application du taux réduit aux équipements ayant qualité d'immeuble par destination) (p. 7798)
Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Renaud Dutreil (application du taux réduit aux travaux réalisés dans les locaux à usage professionnel) (p. 7799)
Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit aux travaux réalisés dans les locaux à usage professionnel) (p. 7799)
Intervient sur l'amendement n° 406 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit aux travaux réalisés dans les établissements publics de santé) (p. 7800)
Intervient sur l'amendement n° 399 de M. André Schneider (application du taux réduit aux travaux réalisés dans les locaux occupés par des associations) (p. 7801)
Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Philippe Auberger (application du taux réduit aux travaux d'aménagement et d'entretien des espaces verts) (p. 7802)
Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (maintien du taux réduit pour les travaux d'aménagement des espaces verts liés à la construction de logements sociaux) (p. 7802)
Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 7803)
Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Gilbert Gantier (application jusqu'au 31 décembre 2002 de la réduction du taux du crédit d'impôt au titre des dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale) (p. 7803)
Intervient sur l'amendement n° 405 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit aux travaux réalisés dans des locaux non affectés à l'habitation situés dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) (p. 7804)

Après l'article 3
Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (modification du régime simplifié d'imposition) (p. 7806)
Soutient l'amendement n° 539 du Gouvernement (application aux travaux effectués en Corse du taux de TVA de 2,10 %) (p. 7807) : rejeté (p. 7809)

Article 4 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux services d'aide à la personne)
Intervient sur l'amendement n° 415 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit aux lunettes et aux appareils auditifs) (p. 7812)
Intervient sur l'amendement n° 416 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorique distribuée par des réseaux publics alimentés par la géothermie et la cogénération) (p. 7813)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (exonération de TVA pour les opérations réalisées par les SAFER) (p. 7813)
Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Jacques Weber (rétablissement de l'exonération de TVA dont bénéficiaient les syndicats de copropriétaires gérant des résidences avec services aux personnes âgées) (p. 7814)
Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Philippe Auberger (abaissement progressif du taux normal de la TVA) (p. 7815)
Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Gilbert Gantier (fixation du taux normal de la TVA à 19 %) (p. 7815)
Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Marc Laffineur (fixation du taux normal de la TVA à 19,6 %) (p. 7815)
Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Philippe Auberger (fixation du taux normal de la TVA à 20 %) (p. 7815)
Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux produits de confiserie) (p. 7817)
Intervient sur l'amendement n° 237 précédemment réservé de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA au chocolat noir de couverture) (p. 7818)
Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7819)
Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7819)
Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Jean-Louis Debré (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7819)
Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA au chocolat en tablette ou en bâton) (p. 7819)
Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux tablettes de chocolat au lait) (p. 7819)
Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux tablettes de chocolat au lait) (p. 7819)
Intervient sur l'amendement n° 396 de M. Jean-Louis Debré (application du taux réduit de la TVA aux tablettes de chocolat au lait) (p. 7819)
Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Gérard Bapt (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7820)
Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Jean-François Mattei (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7820)
Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7820)
Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Jean Proriol (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) (p. 7821)
Intervient sur l'amendement n° 125 de Mme Nicole Bricq (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) (p. 7821)
Intervient sur l'amendement n° 341 corrigé de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA aux réseaux de distribution d'énergie calorifique représentatifs du combustible bois) (p. 7821)
Intervient sur l'amendement n° 397 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au matériel de sécurité en montagne) (p. 7822)
Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA aux produits "écolabélisés") (p. 7822)
Intervient sur l'amendement n° 254 précédemment réservé de M. Maurice Adevah-Poeuf (non-application du taux réduit aux livraisons de produits alimentaires ou de boissons réalisées par les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 10 mètres carrés) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 255 précédemment réservé de M. Maurice Adevah-Poeuf (non-application du taux réduit aux livraisons de produits alimentaires ou de boissons réalisées par les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 20 mètres carrés) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 256 précédemment réservé de M. Maurice Adevah-Poeuf (non-application du taux réduit aux livraisons de produits alimentaires ou de boissons réalisées par les établissements dont la surface d'accueil pour la consommation sur place est supérieure à 30 mètres carrés) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Marc Dumoulin (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Philippe Douste-Blazy (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Georges Sarre (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Jean de Gaulle (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 482 de M. José Rossi (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Julien Dray (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Yves Nicolin (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Philippe Douste-Blazy (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 7829)
Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Jean-Jacques Weber (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 7829)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Christian Cuvilliez (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 7829)
Intervient sur le sous-amendement n° 551 de M. Gilbert Gantier (maintien du taux réduit sur la restauration collective et sociale) à l'amendement n° 163 de M. Yves Nicolin (p. 7832)
Intervient sur l'amendement n° 304 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (application du taux réduit de la TVA aux protections pour incontinence) (p. 7842)
Intervient sur l'amendement n° 389 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (application du taux réduit de la TVA aux protections pour incontinence) (p. 7842)
Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Jean de Gaulle (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des prestations effectuées par les artisans d'art) (p. 7842)
Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Gilles Carrez (application du taux réduit de la TVA aux fournitures et matières premières nécessaires à la réalisation de travaux dans l'habitat) (p. 7843)
Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA aux prestations dispensées par les avocats aux particuliers) (p. 7843)
Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA aux prestations dispensées par les notaires aux particuliers) (p. 7843)
Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Pierre Méhaignerie (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'amélioration et de mise aux normes de l'assainissement individuel) (p. 7844)
Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées à l'assainissement et à l'entretien non collectif des eaux usées) (p. 7844)
Intervient sur l'amendement n° 89 rectifié de M. Georges Sarre (application du taux réduit de la TVA aux disques, aux cassettes audio et aux supports multimédia) (p. 7844)
Intervient sur l'amendement n° 385 de Mme Nicole Bricq (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique) (p. 7844)
Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Francis Delattre (application du taux réduit de la TVA aux livraisons de gaz combustible et d'énergie calorifique) (p. 7844)
Intervient sur l'amendement n° 126 de Mme Nicole Bricq (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique) (p. 7844)
Intervient sur l'amendement n° 165 de M. François d'Aubert (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 7846)
Intervient sur l'amendement n° 480 de M. José Rossi (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 7846)
Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Pierre-Christophe Baguet (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)
Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)
Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)
Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Jacques Weber (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)
Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)
Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Marc Dumoulin (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)
Intervient sur l'amendement n° 472 de M. Philippe Douste-Blazy (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7846)
Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux services d'entretien automobile aux particuliers) (p. 7847)
Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux services de coiffure) (p. 7847)
Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux services de déménagement aux particuliers) (p. 7848)
Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux opérations de collecte et de traitement des déchets ménagers) (p. 7848)
Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Marc Dumoulin (application du taux réduit de la TVA aux prestations des personnes et organismes ayant pour activité l'organisation de visites à caractère touristique ou culturel) (p. 7850)
Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Christian Cuvilliez (exonération de TVA pour les acquisitions de médicaments par les établissements publics de santé) (p. 7850)
Intervient sur l'amendement n° 540 de M. Dominique Baert (harmonisation des dates de dépôt des déclarations de recettes au titre de la TVA pour les entreprises ayant connu une cessation d'activité) (p. 7851)
Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux prestations obligatoires de service funéraire) (p. 7852)
Article 5 (réduction des droits de mutation à titre onéreux)
Son intervention (p. 7854)
Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Charles de Courson (obligation pour les collectivités territoriales de réduire de 1, 2 point leur taux de taxe de publicité foncière) (p. 7855)
Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 7856)
Après l'article 5
Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Serge Poignant (réduction de la taxation des plus-values opérées lors des transmissions à titre gratuit d'entreprises agricoles) (p. 7857)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Jacques Bascou (réduction de la taxation des plus-values opérées lors des transmissions à titre gratuit d'entreprises agricoles) (p. 7857)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Gilbert Gantier (réduction de la taxation des plus-values opérées lors des transmissions à titre gratuit d'entreprises agricoles) (p. 7857)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. François d'Aubert (abrogation des droits sur les cessions de titres de sociétés) (p. 7858)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Michel Bouvard (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) (p. 7858)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Gilbert Gantier (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions en ligne directe) (p. 7859)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Gilbert Gantier (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre époux) (p. 7859)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Gilbert Gantier (modification des barèmes des droits de mutation à titre gratuit applicables aux transmissions entre frères et sœurs et entre personnes non parentes) (p. 7859)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Gilbert Gantier (instauration d'un abattement sur les transmissions à titre gratuit de parts sociales d'une entreprise) (p. 7859)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Marc Laffineur (revalorisation de l'abattement sur les droits de mutation à titre gratuit en ligne directe) (p. 7860)

Intervient sur l'amendement n° 543 de M. Didier Migaud (incitation à la constitution et au maintien à long terme d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise) (p. 7861)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Maurice Adevah-Poeuf (extension aux conservatoires régionaux d'espaces naturels des dispositions applicables au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres en matière de dons et legs d'immeubles) (p. 7864)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Gilbert Gantier (extension du paiement différé et fractionné des droits de mutation à titre gratuit prévu pour la transmission d'entreprises aux mutations à titre gratuit des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles) (p. 7865)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Serge Poignant (extension du paiement différé et fractionné des droits de mutation à titre gratuit prévu pour la transmission d'entreprises aux mutations à titre gratuit des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles) (p. 7865)

Article 6 (suppression de la contribution annuelle représentative du droit de bail)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7867)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. François d'Aubert (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 481 de M. José Rossi (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Gilles Carrez (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 370 corrigé de M. Marc Dumoulin (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Jean Rigal (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Gilbert Gantier (prise en compte de la diversité des montants des loyers) (p. 7870)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond de loyer ouvrant droit à l'exonération de la contribution représentative du droit de bail pour l'année 2000) (p. 7871)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Marc Dumoulin (relèvement du plafond de loyer ouvrant droit à l'exonération de la contribution représentative du droit de bail pour l'année 2000) (p. 7871)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (relèvement du plafond de loyer ouvrant droit à l'exonération de la contribution représentative du droit de bail pour l'année 2000) (p. 7871)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. François d'Aubert (suppression de la double imposition résultant du changement de la date d'imputation des loyers pris en compte pour le calcul du droit de bail) (p. 7871)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. François d'Aubert (suppression de la double imposition résultant du changement de la date d'imputation des loyers pris en compte pour le calcul du droit de bail) (p. 7871)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. François d'Aubert (dégrèvement de la contribution représentative du droit de bail acquittée pour la période du 1er janvier au 30 septembre 1998 au premier renouvellement du contrat de location d'un bien dont la vacance ne s'est pas poursuivie pendant neuf mois consécutifs) (p. 7871)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7872)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7872)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7872)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) (p. 7872)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Gilles Carrez (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7873)

Intervient sur l'amendement n° 499 de M. Jean-Louis Debré (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7873)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Gilbert Gantier (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7873)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Gilbert Gantier (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail à compter du 1er janvier 2001) (p. 7873)

Intervient sur l'amendement n° 545 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (exonération de la contribution annuelle sur les revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis plus de 15 ans appartenant à des villages de vacances agréés) (p. 7874)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Pierre-Christophe Baguet (suppression de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail) (p. 7874)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Jean Rigal (suppression dès l'année 2000 de la contribution représentative du droit de bail) (p. 7875)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 528 de M. Jean-Louis Dumont (relèvement des taux de déduction forfaitaire portant sur les revenus fonciers des propriétés rurales) (p. 7875)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (suppression de toute condition d'âge pour la réduction d'impôt accordée au titre des frais d'hospitalisation et de cure) (p. 7875)

Article 8 (institution d'une exonération d'impôts commerciaux en faveur des associations, fondations et congrégations qui exercent des activités lucratives accessoires)

Son intervention (p. 7878)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Jean-Jacques Jégou (non-assujettissement à l'impôt sur les sociétés des associations subventionnées pour la moitié de leurs ressources par des collectivités territoriales ou qui remplissent une mission pour ces collectivités) (p. 7880)

Intervient sur l'amendement n° 505 de Mme Marie-Jo Zimmermann (détermination au niveau de chaque association membre d'un groupement associatif national ou régional du montant des recettes susceptibles de bénéficier du régime d'exonération) (p. 7881)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Jean de Gaulle (assimilation du prêt gracieux d'un local à l'un des organismes visés par l'article 200 du code général des impôts à un don ou à un versement en sa faveur) (p. 7881)

Intervient sur l'amendement n° 434 de M. Christian Cuvilliez (suppression du taux supérieur majoré de taxe sur les salaires pour les associations d'utilité publique et d'intérêt général) (p. 7882)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. François d'Aubert (instauration d'un crédit d'impôt au titre des souscriptions en numéraire des personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés versées au capital de sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 7882)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (relèvement de l'abattement de taxe sur les salaires au profit des associations) (p. 7883)

Article 9 (mesures en faveur des versements effectués par les entreprises dans le cadre du mécénat)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de coordination) (p. 7883)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Germain Gengenwin (relèvement des abattements applicables aux revenus de capitaux mobiliers) (p. 7883)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Germain Gengenwin (instauration d'un abattement sur les produits des parts de fonds communs de placements solidaires ou caritatifs) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Germain Gengenwin (institution d'un prélèvement libératoire optionnel de 25 % sur les dividendes dans la limite de 150 000 F) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Germain Gengenwin (extension du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise aux entreprises du second marché) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Germain Gengenwin (doublement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Germain Gengenwin (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Germain Gengenwin (déduction du bénéfice imposable d'une partie des investissements réalisés dans des entreprises nouvelles) (p. 7884)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. François d'Aubert (instauration d'un crédit d'impôt au titre des frais de dépôt et de maintenance des brevets) (p. 7885)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Germain Gengenwin (instauration d'un différé d'imposition en faveur des créateurs d'entreprises en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7885)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Claude Hoarau (élargissement du champ d'application du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer au secteur de la production audiovisuelle et cinématographique) (p. 7920)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Jean-Jacques Jégou (établissement d'un barème progressif en matière d'impôt sur les sociétés) (p. 7921)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Jean-Jacques Jégou (établissement d'un barème progressif en matière d'impôt sur les sociétés) (p. 7921)

Intervient sur l'amendement n° 469 rectifié de M. Jean-Jacques Jégou (réduction du taux des plus-values à long terme pour la part des réserves réinvesties dans le capital de l'entreprise lorsqu'au moins 10 % des titres sont cédés aux salariés) (p. 7922)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Éric Besson (application de la déduction du bénéfice imposable prévue par l'article 238 bis du code général des impôts aux dons faits aux organismes ayant pour objet de participer à la reprise d'entreprises par le versement d'aides financières) (p. 7922)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Serge Poignant (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) (p. 7929)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Jean-Jacques Jégou (déductibilité de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des sommes investies pendant une durée minimale de trois ans dans une entreprise nouvelle à condition que le redevable n'exerce pas de fonction dirigeante au sein de l'entreprise) (p. 7930)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Germain Gengenwin (instauration d'un différé d'imposition en faveur des créateurs d'entreprises en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7930)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Gilbert Gantier (doublement des montants de la franchise et de la décote en matière de taxe sur les salaires) (p. 7930)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Renaud Dutreil (doublement des montants de la franchise et de la décote en matière de taxe sur les salaires) (p. 7930)

Intervient sur l'amendement n° 435 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du plafond des livrets CODEVI et aménagement du régime des prêts) (p. 7933)

Article 11 (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 F)

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Pierre Méhaignerie (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 7934)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les sociétés dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions de francs) (p. 7934)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Philippe Auberger (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les sociétés dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 1 million de francs) (p. 7934)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Marc Laffineur (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les sociétés dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 1 million de francs) (p. 7934)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 440 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à l'impôt sur les sociétés des résultats bénéficiaires des filiales constituées sous la forme de sociétés de personnes dès lors qu'elles exercent une activité de location ou une activité non directement liée à celle de leur société mère et que celle-ci n'exerce pas sur elles un pouvoir de gestion effectif et limitation de l'imputation des résultats déficitaires de ces sociétés sur les éventuels résultats bénéficiaires d'autres sociétés de même nature) (p. 7935)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la déduction des charges de licenciement du bénéfice imposable pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés réalisant plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires et extension à l'ensemble des charges de licenciement de l'interdiction de provisionner ces charges pour toutes les entreprises exerçant une activité industrielle et commerciale) (p. 7936)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. François d'Aubert (abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises dont les bénéfices n'excèdent pas 1 million de francs) (p. 7937)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Marc Laffineur (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 7937)

Article 12 (augmentation du taux de la quote-part pour frais et charges égale à 5 % du produit total des participations pour l'application du régime mère-fille)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 7938)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 7938)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Gilbert Gantier (application d'un taux de 3 %) (p. 7939)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Gilbert Gantier (application d'un taux de 4 %) (p. 7939)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (réduction du taux de l'avoir fiscal) (p. 7940)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Christian Cuvilliez (réduction du taux de l'avoir fiscal) (p. 7940)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. François d'Aubert (suppression de la taxation de la quote-part pour frais et charges) (p. 7941)

Intervient sur l'amendement n° 443 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement des avantages tirés du régime d'intégration des groupes de sociétés) (p. 7942)

Article 13 (réduction du délai de conservation des titres prévu en cas d'opérations d'apports partiels d'actif et de scissions et maintien du sursis d'imposition attaché au régime de faveur des fusions)

Son intervention (p. 7943)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (de coordination) (p. 7944)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (suppression de la consultation préalable du comité des investissements à caractère économique et social) (p. 7944)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (engagement de conservation des titres pendant trois ans en cas d'agrément ministériel) (p. 7944)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (suppression du crédit d'impôt pour création d'emplois) (p. 7945)

Article 14 (modalités de plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 7947)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) (p. 7947)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) (p. 7947)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (réduction du montant maximum de taxe d'habitation supporté par les contribuables disposant de faibles revenus) (p. 7948)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Gilles Carrez (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions assujetties aux bénéfices non commerciaux qui emploient moins de cinq salariés) (p. 7950)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Jean-Louis Debré (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions assujetties aux bénéfices non commerciaux qui emploient moins de cinq salariés) (p. 7950)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Gilbert Gantier (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions assujetties aux bénéfices non commerciaux qui emploient moins de cinq salariés) (p. 7950)

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Renaud Dutreil (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions assujetties aux bénéfices non commerciaux qui emploient moins de cinq salariés) (p. 7950)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Philippe Auberger (réduction de la taxe professionnelle des professions assujetties aux bénéfices non commerciaux qui emploient moins de cinq salariés) (p. 7950)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Philippe Auberger (exclusion de l'assiette de la taxe professionnelle des dépenses de mise en conformité des machines incluses par les entreprises dans leurs immobilisations) (p. 7951)

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Dominique Baert (abaissement du taux de plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 140 et 500 millions de francs) (p. 7951)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Gilles Carrez (actualisation de la compensation accordée aux collectivités territoriales au titre de la réforme de la taxe professionnelle) (p. 7953)

Intervient sur l'amendement n° 421 corrigé de M. Jean-Jacques Jégou (actualisation de la compensation accordée aux collectivités territoriales au titre de la réforme de la taxe professionnelle) (p. 7953)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (actualisation de la compensation accordée aux collectivités territoriales au titre de la réforme de la taxe professionnelle) (p. 7953)

Intervient sur l'amendement n° 448 de M. Jean-Pierre Brard (actualisation de la compensation accordée aux collectivités territoriales au titre de la réforme de la taxe professionnelle) (p. 7953)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (rapport sur la réforme de la taxe d'habitation) (p. 7955)

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés des entreprises bénéficiaires ayant procédé à des licenciements économiques ou sans cause réelle et sérieuse) (p. 7955)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Christian Cuvilliez (retour de France Telecom dans le droit commun de la fiscalité directe locale) (p. 7956)

Article 15 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 7959)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Yves Cochet (de suppression) (p. 7959)

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Christian Cuvilliez (de suppression) (p. 7959)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 458 de M. Christian Cuvilliez (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7960)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Yves Cochet (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels dont la valeur totale excède 25 millions de francs) (p. 7960)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié de la commission (extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des ayants droits des auteurs aux droits de la propriété littéraire et artistique) (p. 7961)

Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Jean-Pierre Brard (intégration des œuvres d'art dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7962)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Gilbert Gantier (instauration d'une réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune égale à 25 % des souscriptions en numéraire au capital de certaines sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 7965)

Article 17 (suppression de certains droits de timbre et taxes assimilées à ces droits)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (suppression du droit de timbre dû au titre de la délivrance de la carte de séjour des étrangers) (p. 7966)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 541 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération de droits d'enregistrement et de timbre des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés) (p. 7966)

Intervient sur l'amendement n° 542 de M. Philippe Auberger (exonération de droits d'enregistrement et de timbre des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés) (p. 7966)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Gilbert Gantier (exonération du droit fixe d'enregistrement de 500 F des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés) (p. 7967)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération du droit fixe d'enregistrement de 500 F des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés) (p. 7967)

Intervient sur l'amendement n° 519 de M. Michel Bouvard (exonération du droit fixe d'enregistrement de 500 F des opérations résultant de la conversion en euros du capital des sociétés) (p. 7967)

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Maurice Adevah-Poeuf (exonération du droit de timbre de dimension, des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions et échanges faits par les conservatoires régionaux d'espaces naturels) (p. 7967)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Yves Tavernier (dispense du droit de timbre pour les requêtes engagées contre une décision de refus de visa) (p. 7967)

Article 18 (suppression de l'impôt sur les spectacles applicable aux réunions sportives)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (de suppression) (p. 7969)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 347 du Gouvernement (exonération de taxe d'habitation au profit des

bénéficiaires du RMI ayant retrouvé un emploi) (p. 7969) : adopté (p. 7970)

Intervient sur l'amendement n° 493 de M. Christian Cuvilliez (dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour les jeunes de moins de 25 ans dont les revenus sont inférieurs ou équivalents au RMI) (p. 7971)

Article 20 (suppression du droit d'inscription au baccalauréat)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (suppression du droit d'inscription au brevet) (p. 7971)

Article 22 (modification des tarifs et aménagement de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 7973)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Charles de Courson (augmentation du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gazole) (p. 7973)

Intervient sur l'amendement n° 339 de M. Yves Cochet (diminution du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole utilisé comme carburant) (p. 7974)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (diminution du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole utilisé comme carburant) (p. 7974)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Michel Bouvard (diminution du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole utilisé comme carburant) (p. 7974)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Yves Cochet (diminution du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole utilisé sous condition d'emploi) (p. 7974)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (diminution du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole utilisé sous condition d'emploi) (p. 7974)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Michel Bouvard (diminution du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole utilisé sous condition d'emploi) (p. 7974)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 7974)

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Christian Cuvilliez (institution d'un mécanisme de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit des réseaux de transport public en commun de voyageurs) (p. 7975)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Gilbert Gantier (institution d'un mécanisme de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit des réseaux de transport public en commun de voyageurs) (p. 7975)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Maurice Adevah-Poeuf (institution d'un mécanisme de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit des réseaux de transport public en commun de voyageurs) (p. 7975)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jacques Heuclin (relèvement du taux d'exonération de taxe sur les véhicules de société dont bénéficient les véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 7976)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Gilbert Gantier (relèvement du taux d'exonération de taxe sur les véhicules de société dont bénéficient les véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 7976)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Charles de Courson (augmentation de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers dont bénéficie l'éthanol) (p. 7977)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Charles de Courson (maintien de la détaxation de taxe intérieure sur les produits pétroliers dont bénéficient les esters méthyliques d'huile végétale incorporés au fioul et au gazole) (p. 7977)

Article 24 (taxe sur les installations nucléaires de base)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Yves Cochet (de suppression) (p. 7978)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Pierre Méhaignerie (application du "dispositif Besson" d'amortissement des logements sociaux aux ascendants et aux descendants) (p. 7979)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Jean-Pierre Brard (réintégration des pénalités de recouvrement dans le droit commun des sanctions fiscales) (p. 7979)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Germain Gengenwin (exonération des plus-values réinvesties dans l'entreprise ou utilisées pour constituer le capital initial ou augmenter le capital d'une entreprise) (p. 7980)

Intervient sur l'amendement n° 392 troisième rectification de Mme Marie-Line Reynaud (évaluation des stocks des viticulteurs soumis au régime simplifié d'imposition) (p. 7981)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement du plafond d'exonération des versements sur des plans d'épargne entreprise) (p. 7981)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Germain Gengenwin (suppression du plafonnement de la déductibilité du salaire du conjoint de l'exploitant même quand l'entreprise n'est pas adhérente d'un centre de gestion agréé) (p. 7981)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité des titres des sociétés ayant leur siège social dans un Etat membre de la zone euro aux plans d'épargne en actions) (p. 7982)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Germain Gengenwin (rétablissement de la réduction d'impôt pour formation du chef d'entreprise et de son conjoint) (p. 7982)

Intervient sur l'amendement n° 518 de M. Michel Bouvard (relèvement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de la souscription par les particuliers au capital des PME) (p. 7983)

Intervient sur l'amendement n° 343 deuxième rectification de M. Yves Cochet (assujettissement au régime des dons et subventions versés par les particuliers de la part de rendement des OPCVM caritatifs ou des produits d'épargne bancaires solidaires ou caritatifs à laquelle renoncent les souscripteurs) (p. 7983)

Intervient sur l'amendement n° 404 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux du prélèvement libératoire applicable aux plus-values de cession de valeurs mobilières) (p. 7983)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Christian Cuvilliez (relèvement des taux d'imposition des plus-values à long terme) (p. 7984)
Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Philippe Auberger (suppression de la règle d'assujettissement au précompte des distributions prélevées sur des bénéfices ayant supporté l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun réalisées depuis plus de cinq ans) (p. 7984)
Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Michel Bouvard (suppression de la règle d'assujettissement au précompte des distributions prélevées sur des bénéfices ayant supporté l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun réalisées depuis plus de cinq ans) (p. 7984)
Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Christian Cuvilliez (non-assujettissement des établissements publics de santé à la taxe sur les salaires) (p. 7984)
Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Gilbert Gantier (non-assujettissement des plates-formes multimodales à la taxe sur les bureaux d'Ile-de-France) (p. 7985)
Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Gilbert Gantier (non-assujettissement des locaux de stockage à la taxe sur les bureaux d'Ile-de-France) (p. 7985)
Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Gilbert Gantier (réduction du taux de la taxe sur les bureaux d'Ile-de-France applicable aux plates-formes multimodales) (p. 7985)
Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Jean-Jacques Jégou (non-assujettissement des locaux des collectivités territoriales à la taxe sur les bureaux d'Ile-de-France) (p. 7985)
Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la déductibilité des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition de titres de participation) (p. 7987)
Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Pierre Méhaignerie (institution d'un nouveau crédit d'impôt recherche) (p. 7988)
Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Philippe Auberger (institution d'un nouveau crédit d'impôt recherche) (p. 7988)
Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Michel Bouvard (institution d'un nouveau crédit d'impôt recherche) (p. 7988)
Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Christian Cuvilliez (remplacement du crédit d'impôt recherche par une contribution annuelle au titre de la recherche) (p. 7988)
Intervient sur l'amendement n° 345 de M. Yves Cochet (création d'une contribution destinée à financer le coût de l'élimination des documents publicitaires et journaux gratuits non adressés) (p. 7989)
Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la contribution annuelle sur les logements sociaux à usage locatif) (p. 7990)
Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Charles de Courson (extension du paiement différé et fractionné des droits de mutation à titre gratuit prévu pour la transmission d'entreprise aux mutations à titre gratuit des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles) (p. 7991)
Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Jacques Bascou (extension du paiement différé et fractionné des droits de mutation à titre gratuit prévu pour la transmission d'entreprise aux mutations à titre gratuit des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles) (p. 7991)
Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Michel Bouvard (extension du paiement différé et fractionné des droits de mutation à titre gratuit prévu pour la transmission d'entreprise aux mutations à titre gratuit des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de groupements fonciers agricoles) (p. 7991)
Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Gilbert Gantier (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) (p. 7991)
Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Jacques Bascou (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) (p. 7991)
Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Charles de Courson (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de parts de sociétés civiles d'exploitation agricole) (p. 7991)
Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Jean-Pierre Brard (remplacement de l'abattement de 300 000 F applicable aux transmissions à titre gratuit en ligne directe par un abattement unique de 1 million de francs par enfant pour l'ensemble des donations et successions provenant de chacun des parents) (p. 7992)
Intervient sur l'amendement n° 340 de M. Yves Cochet (exonération de droits de mutation à titre gratuit pour les dons et legs consentis à des associations oeuvrant en faveur de la défense de l'environnement naturel ou de la protection des animaux) (p. 7992)
Intervient sur l'amendement n° 327 rectifié de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux) (p. 7996)
Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Julien Dray (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux) (p. 7996)
Intervient sur l'amendement n° 68 rectifié de la commission (rapport du Gouvernement sur la concurrence fiscale dommageable et la régulation internationale des mouvements de capitaux) (p. 7996)
Intervient sur l'amendement n° 445 de M. Christian Cuvilliez (relèvement des tarifs de la taxe sur les véhicules des sociétés) (p. 8002)
Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Philippe Auberger (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal) (p. 8002)
Intervient sur l'amendement n° 182 corrigé de M. Gilbert Gantier (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal) (p. 8002)
Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Charles de Courson (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal majoré de 3 %) (p. 8002)
Intervient sur l'amendement n° 363 de M. Charles de Courson (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal majoré de 2 %) (p. 8002)
Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Charles de Courson (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal majoré de 1 %) (p. 8002)
Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Jean-Louis Dumont (suppression de la défiscalisation des intérêts et des primes d'épargne au titre de l'épargne logement non affectés au financement de l'acquisition de logements destinés à l'habitation principale) (p. 8003)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Philippe Douste-Blazy (attribution aux salariés d'une part des actions émises lors des augmentations de capital des sociétés cotées) (p. 8003)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Christian Cuvilliez (rapport du Gouvernement sur son action nationale et internationale contre la compétition fiscale dommageable) (p. 8005)

Article 26 (contribution des organismes collecteurs du 1 % logement)

Intervient sur l'amendement n° 61 corrigé de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 8005)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Michel Bouvard (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 8006)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 346 du Gouvernement (affectation de la taxe générale sur les activités polluantes au fonds de financement de la réforme des cotisations sociales patronales de sécurité sociale) (p. 8006) : adopté (p. 8007)

Article 28 (actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (suppression de la possibilité de corriger les taux de la taxe au titre de l'année en cours) (p. 8007)

Intervient sur l'amendement n° 552 rectifié de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 8007)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 535 du Gouvernement (financement de la revalorisation des petites retraites agricoles) (p. 8008) : adopté (p. 8008)

Article 29 (affectation du droit de consommation sur les tabacs manufacturés)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 8010)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 8010)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 8010)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 8010)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (de précision) (p. 8010)

Soutient l'amendement n° 521 du Gouvernement (suppression du plafond d'affectation du droit de consommation sur les tabacs au Fonds de compensation des allègements de cotisations sociales) (p. 8010) : adopté (p. 8011)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (de coordination) (p. 8010)

Soutient l'amendement n° 522 du Gouvernement (suppression du plafond d'affectation du droit de consommation sur les tabacs à la Caisse nationale d'assurance maladie) (p. 8010) : adopté (p. 8011)

Soutient l'amendement n° 523 du Gouvernement (suppression du plafond d'affectation du droit de consommation sur les tabacs au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) (p. 8010) : adopté (p. 8011)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Alfred Recours (augmentation de la fiscalité sur les tabacs) (p. 8011)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Gérard Gouzes (réduction du délai de reversement à l'Etat des droits sur les tabacs) (p. 8012)

Article 30 (modifications d'affectations et suppression de ressources liées à la clôture de comptes d'affectation spéciale)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Yves Cochet (rétablissement de la taxe de défrichement) (p. 8015)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) (p. 8015)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'affectation à la région Ile-de-France d'une fraction du produit de la taxe sur les locaux à usage de bureaux) (p. 8015)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Jean-Jacques Jégou (fixation à 50 % de la fraction du produit de la taxe sur les locaux à usage de bureaux affectée à la région Ile-de-France) (p. 8015)

Article 31 (institution du prélèvement de solidarité pour l'eau et modifications du compte d'affectation spéciale n° 902-00)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 8017)

Intervient sur l'amendement n° 465 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 8017)

Intervient sur l'amendement n° 516 de M. André Santini (modalités de fixation du montant du prélèvement de solidarité versé par les agences de l'eau) (p. 8018)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. André Santini (rédactionnel) (p. 8018)

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. André Santini (modalités de fixation du montant du prélèvement de solidarité versé par les agences de l'eau) (p. 8018)

Après l'article 31

Soutient l'amendement n° 549 du Gouvernement (prélèvement sur les droits de retransmission télévisée des manifestations sportives) (p. 8018) : adopté (p. 8020)

Article 33 (relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 8021)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 8021)

Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 8021)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 8021)

Intervient sur l'amendement n° 459 de M. Michel Inchauspé (de suppression) (p. 8021)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Michel Bouvard (réduction de la taxation des plus-values opérées lors des transmissions à titre gratuit d'entreprises agricoles) (p. 8022)

Intervient sur l'amendement n° 546 de M. Jean-Louis Idiart (suppression du fonds d'investissement pour les transports terrestres et les voies navigables) (p. 8022)

Article 34 (abondement de la dotation globale de fonctionnement)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Gilles Carrez (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8026)
Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Marc Laffineur (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8026)
Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Charles de Courson (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8026)
Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Philippe Douste-Blazy (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8026)
Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Marc Laffineur (majoration du montant du solde de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8026)
Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Jean-Jacques Jégou (compensation de la perte de recettes pour les communes dont la dotation globale de fonctionnement est inférieure d'au moins 10 % à la moyenne de la strate de la région de rattachement) (p. 8027)
Après l'article 34
Intervient sur l'amendement n° 67 rectifié de la commission (reconduction du mécanisme compensant les diminutions de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les collectivités défavorisées) (p. 8029)
Intervient sur le sous-amendement n° 548 de M. Gilles Carrez (application aux communes de plus de 10 000 habitants non éligibles à la dotation de solidarité urbaine) à l'amendement n° 67 rectifié de la commission (p. 8029)
Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Gilles Carrez (majoration de la dotation globale de fonctionnement forfaitaire au prorata de la croissance de la population) (p. 8029)
Soutient l'amendement n° 16 du Gouvernement (majoration de 500 millions de francs de la dotation de solidarité urbaine) (p. 8029) : adopté (p. 8029)
Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (majoration de la dotation de solidarité rurale) (p. 8029)
Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Gilles Carrez (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance du PIB) (p. 8030)
Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Pierre Méhaignerie (indexation de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance du PIB) (p. 8030)
Article 36 et état A (équilibre général du budget)
Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 8040)
Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Pierre Méhaignerie (réduction du déficit budgétaire) (p. 8042)
Soutient l'amendement n° 553 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 8053) : adopté (p. 8054)
Seconde délibération
Article 4 ter (application du taux réduit de la TVA aux produits de confiserie)
Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 8054) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 8125)
Article 15 ter (intégration des œuvres d'art dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune)
Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 8054) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 8125)
Article 36 et état A (équilibre général du budget)
Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (déficit fixé à 215, 397 milliards de francs) (p. 8054) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 8125)
Explications de vote et vote [26 octobre 1999] (p. 8116)
Son intervention (p. 8116)
DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES
ECONOMIE ET FINANCES
I - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR
Examen des fascicules [19 novembre 1999] (p. 9767)
Son intervention (p. 9784)
Ses réponses (p. 9792 à 9794)
Thèmes avant la procédure des questions :
Administration : Inspection générale des finances (IGF) (p. 9787)
Administration : simplifications administratives (p. 9787)
Agroalimentaire : commercialisation : grande distribution (p. 9788)
Collectivités territoriales : finances locales (p. 9788)
Commerce extérieur : exportations (p. 9788)
Défense : direction des chantiers navals (p. 9788)
Démographie : recensements (p. 9787)
Etat : Monnaies et médailles (p. 9787)
Finances publiques : charges communes (p. 9785)
Finances publiques : comptabilité publique (p. 9789)
Finances publiques : comptes spéciaux du Trésor (p. 9787, 9788)
Finances publiques : dette publique (p. 9789)
Finances publiques : procédure budgétaire (p. 9786)
Impôts et taxes : recouvrement (p. 9789)
Industrie : centres techniques industriels (p. 9788)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : fonctionnement (p. 9785 à 9788)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : personnel (p. 9787)
Politique économique : emprunts russes (p. 9788)
Politique économique : taux d'intérêt (p. 9785)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 9785)
Secteur public : entreprises publiques : dotations en capital (p. 9788)
Sécurité publique : inondations (p. 9785)
Taxes parafiscales (p. 9788)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9787)
Réponses aux questions :
Administration : rapports avec les administrés : impôts et taxes (p. 9794) (M. Pierre Ducout) (p. 9794)
Régions : développement économique : entreprises (p. 9793) (M. François Guillaume) (p. 9793)
TVA : taux : chocolat (p. 9792) (M. Bernard Schreiner) (p. 9792)
TVA : taux : coiffure (p. 9793) (M. Bernard Schreiner) (p. 9793)

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 1999] (p. 9794)

Etat B, titre I

Soutient l'amendement n° 195 du Gouvernement (majoration des crédits de 500 millions de francs) (p. 9795) : adopté (p. 9795)

Etat B, titre III

Soutient l'amendement n° 33 du Gouvernement (réduction des crédits de 791 millions de francs) (p. 9795) : adopté (p. 9795)

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 32 du Gouvernement (majoration des crédits de 1 086 768 000 F) (p. 9795) : adopté (p. 9795)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

Les crédits inscrits à la ligne "Economie, finances et industrie" sont appelés à la suite de l'examen des crédits de l'industrie [19 novembre 1999] (p. 9842)

Intervient sur l'amendement n° 130 corrigé de M. Henry Chabert (suppression du service de la redevance audiovisuelle) (p. 9796)

Après l'article 68

Intervient sur l'amendement n° 131 deuxième correction de M. Henry Chabert (affectation au budget général de l'Etat des recettes inscrites sur les comptes de tiers 451 "Fonds particuliers" et 466-171 "Frais de service des comptables du Trésor") (p. 9797)

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Après l'article 44

Soutient l'amendement n° 197 rectifié du Gouvernement (de conséquence) (p. 9798) : adopté (p. 9798)

Article 46 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 196 du Gouvernement (de coordination) (p. 9799) : adopté (p. 9799)

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen des fascicules [2 novembre 1999] (p. 8643)

Son intervention (p. 8650)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : sectes (p. 8650)
Défense : Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) (p. 8651)
Défense : secret défense : Commission (p. 8651)
Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (p. 8651)
Etat : Conseil économique et social (p. 8651, 8652)
Etat : Gouvernement : organismes (p. 8650)
Etat : Gouvernement : télécommunications (p. 8651)
Etat : Plan (p. 8652, 8653)
Etat : services du Premier ministre (p. 8650, 8651)
Presse et livres : Journaux officiels (p. 8653)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8653)
Retraites : généralités (p. 8652, 86536)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle : exonération (p. 8651)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)

Article 53 et état G (crédits provisionnels)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Didier Migaud (rectification d'une erreur matérielle) (p. 9851)

Article 54 et état H (reports de crédits)

Intervient sur l'amendement n° 127 corrigé de M. Charles de Courson (non-report des crédits relatifs aux contrats territoriaux d'exploitations agricoles) (p. 9854)

Article 56 (durée des vérifications applicable à certaines entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 199 de la commission (application du dispositif aux sociétés en participation) (p. 9854)

Article 57 (modification des règles d'opposabilité du secret professionnel à l'administration fiscale)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 9856)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 9856)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Philippe Douste-Blazy (de suppression) (p. 9856)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Didier Migaud (suppression de la mention relative aux documents) (p. 9857)

Intervient sur l'amendement n° 201 de la commission (opposabilité du secret professionnel en ce qui concerne la nature des prestations fournies) (p. 9857)

Intervient sur l'amendement n° 202 de la commission (extension à l'ensemble des contribuables titulaires de bénéfices non commerciaux des règles applicables aux adhérents des associations de gestion agréées) (p. 9857)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Gilbert Gantier (abaissement du délai de réponse de l'administration fiscale prévu par l'article L. 64 B du livre des procédures fiscales) (p. 9858)

Article 58 (reconduction de mesures fiscales en faveur de l'aménagement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Jean-Jacques Jégou (extension de l'exonération d'impôt sur les bénéfices à toutes les entreprises nouvelles) (p. 9860)

Intervient sur l'amendement n° 203 de la commission (rédactionnel) (p. 9860)

Intervient sur l'amendement n° 204 rectifié de la commission (extension du champ d'application de l'exonération d'impôt sur les résultats aux entreprises exerçant une activité de location d'un établissement

commercial ou industriel muni du mobilier ou du matériel nécessaire à l'exploitation) (p. 9861)

Intervient sur le sous-amendement n° 328 de M. Didier Migaud (exonération limitée aux bénéfices provenant des seuls immeubles situés dans une zone de revitalisation rurale) à l'amendement n° 204 rectifié de la commission (p. 9861)

Intervient sur l'amendement n° 205 de la commission (extension du champ d'application de l'exonération d'impôt sur les résultats aux titulaires de bénéfices non commerciaux sans condition d'assujettissement à l'impôt sur les sociétés ni d'effectif) (p. 9861)

Intervient sur l'amendement n° 206 de la commission (rédactionnel) (p. 9862)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Gilbert Gantier (extension du champ d'application de l'exonération d'impôt sur les résultats aux entreprises franchisées) (p. 9862)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Pierre Méhaignerie (suppression du plafond d'exonération) (p. 9862)

Intervient sur l'amendement n° 207 de la commission (appréciation sur trois ans du respect du plafonnement) (p. 9863)

Intervient sur l'amendement n° 208 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 9863)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Gilbert Gantier (non-reconduction du régime d'amortissement exceptionnel sur les constructions édifiées par les PME dans les zones de revitalisation rurale et dans les zones de redynamisation urbaine) (p. 9863)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Pierre Méhaignerie (maintien de la faculté pour les collectivités territoriales d'exonérer temporairement de taxe professionnelle les entreprises créant des emplois dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire) (p. 9866)

Article 59 (suppression de la production d'un certificat pour bénéficier de la réduction d'impôt pour frais de scolarité)

Intervient sur l'amendement n° 210 de la commission (rédactionnel) (p. 9866)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 9867)

Intervient sur l'amendement n° 9 corrigé de M. François d'Aubert (relèvement du plafond de la déduction d'impôt sur le revenu accordée aux particuliers ayant subi des pertes à la suite de la mise en cessation de paiement de PME au capital desquelles ils avaient souscrit) (p. 9867)

Article 60 (fusion des régimes d'imposition des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisées par les particuliers et aménagement du régime de différé d'imposition des plus-values d'échange de ces mêmes titres)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Pierre Méhaignerie (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) (p. 9872)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Jean-Jacques Jégou (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) (p. 9872)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Pierre Méhaignerie (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) (p. 9872)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Jacques Jégou (remplacement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières par un abattement) (p. 9872)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Jean-Jacques Jégou (doublement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières) (p. 9873)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Pierre Méhaignerie (doublement du seuil d'exonération des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières pour les couples mariés) (p. 9873)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Charles de Courson (généralisation de la possibilité d'opter pour l'évaluation forfaitaire du prix d'acquisition sur la base d'une fraction du dernier cours coté en 1995) (p. 9874)

Intervient sur l'amendement n° 211 de la commission (rédactionnel) (p. 9874)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Jacques Jégou (application du dispositif aux opérations antérieures au 1er janvier 2000 faisant l'objet de contentieux n'ayant pas acquis force de chose jugée) (p. 9874)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 261 de Mme Anne-Marie Idrac (modalités d'imposition des plus-values résultant de la vente de fonds de commerce) (p. 9875)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Jean-Jacques Jégou (abaissement du taux d'imposition des plus-values mobilières) (p. 9876)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Jean-Jacques Jégou (abaissement du taux d'imposition des plus-values mobilières lorsque la durée de détention des titres est supérieure à deux ans) (p. 9876)

Article 61 (report de la date limite d'achèvement des logements ouvrant droit au bénéfice de l'amortissement des logements neufs donnés en location)

Intervient sur l'amendement n° 212 de la commission (rédactionnel) (p. 9876)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 213 rectifié de la commission (taxe communale sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière) (p. 9877)

Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (dégrèvement de la taxe d'habitation des employeurs privés hébergeant leurs salariés saisonniers) (p. 9877)

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Jean-Pierre Brard (extension de la procédure de redressement contradictoire aux réhaussements opérés en matière de taxe professionnelle) (p. 9919)

Intervient sur l'amendement n° 219 de la commission (abrogation de l'article L. 80 C du livre des procédures fiscales) (p. 9920)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Jean-Pierre Brard (saisine de la Commission des infractions

fiscales en cas de rappel supérieur à 500 000 F et à 30 % du montant de l'impôt) (p. 9920)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Jean-Louis Idiart (remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole en faveur des exploitants de réseaux de transport en commun) (p. 9922)

Intervient sur l'amendement n° 216 de la commission (reconduction du dispositif d'exonération des taxes intérieures de consommation applicables au fioul lourd, au gaz naturel et au gaz de raffinerie utilisés dans des installations nouvelles de cogénération) (p. 9922)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Gérard Saumade (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de fonctionnement du service de la voirie relatives à des réfections globales de chaussée ou au renouvellement de la couche de surface) (p. 9923)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Jean-Louis Idiart (attribution du Fonds de compensation pour la TVA au titre des dépenses des collectivités territoriales relatives au traitement des déchets ménagers dont les opérations sont partiellement assujetties à la TVA, à hauteur de la fraction de TVA ayant grevé l'investissement qui n'a pas été déduit fiscalement) (p. 9924)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Gilles Carrez (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement exposées sur des locaux mis à la disposition de l'Etat) (p. 9925)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Gilles Carrez (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement exposées sur des locaux mis à la disposition de l'Etat) (p. 9925)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Guillaume (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des travaux d'investissement réalisés sur la voirie nationale dans le cadre d'une convention de mandat) (p. 9926)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Jean-Pierre Brard (aggravation des sanctions pénales en cas d'escroquerie à la TVA en bande organisée) (p. 9927)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Christian Jacob (création d'un fonds agricole) (p. 9928)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Christian Jacob (encouragement à la cession des baux afin de favoriser l'installation de jeunes agriculteurs) (p. 9928)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Charles de Courson (sanctions en cas de refus de communication de documents à un rapporteur spécial) (p. 9928)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. François d'Aubert (publication d'une enquête statistique annuelle sur les contrôles fiscaux en annexe du projet de loi de finances) (p. 9929)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Léonce Deprez (publication d'une enquête statistique annuelle sur les contrôles fiscaux en annexe du projet de loi de finances) (p. 9929)

Intervient sur l'amendement n° 218 rectifié de la commission (amélioration de l'information du Parlement sur les sommes effectivement recouvrées à la suite des opérations de contrôle fiscal) (p. 9929)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Jean-Pierre Brard (rapport annuel du Gouvernement sur l'exercice de la juridiction gracieuse) (p. 9929)

Soutient l'amendement n° 326 du Gouvernement (reconduction de l'annualisation du service à temps partiel dans la fonction publique) (p. 9930) : adopté (p. 9930)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Gilbert Gantier (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres émis par des organismes dont le siège social se situe dans l'Union européenne) (p. 9930)

Soutient l'amendement n° 327 du Gouvernement (prorogation du congé de fin d'activité des fonctionnaires) (p. 9931) : adopté (p. 9931)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité d'imposition commune pour les personnes vivant en concubinage) (p. 9931)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Michel Bouvard (compensation des pertes de recettes subies par la ville de Modane en raison de l'application de la convention du 29 janvier 1951 relative aux gares internationales) (p. 9932)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement de l'intervention financière publique à 40 % du coût du plan social d'une entreprise) (p. 9932)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Jean-Pierre Brard (création d'un observatoire de la fraude) (p. 9934)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Gilbert Gantier (transmission au Parlement des rapports de l'Inspection générale des finances) (p. 9934)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Léonce Deprez (rapport sur les abus commis par l'administration lors des contrôles fiscaux) (p. 9935)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. François d'Aubert (rapport sur les abus commis par l'administration lors des contrôles fiscaux) (p. 9935)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Gilbert Gantier (rapport sur la situation patrimoniale de l'Etat) (p. 9936)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. François Vannson (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9937)

Seconde délibération

Article 38 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Soutient les amendements n°s 1 à 25 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9948) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9977)

Article 39 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Soutient les amendements n°s 26 à 41 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 9948) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9977)

Article 41 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)

Soutient les amendements n°s 42 et 43 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 9948) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9977)

Article 43 (budgets annexes - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement (majoration des mesures nouvelles du budget annexe

des prestations sociales agricoles) (p. 9948) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9977)

Article 55 (approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 45 du Gouvernement (répartition du produit de la redevance audiovisuelle) (p. 9948) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9977)

Article 63 undecies (remboursement d'une fraction de la taxe de consommation sur le gazole en faveur des exploitants de réseaux de transport public en commun de voyageurs)

Soutient l'amendement n° 46 du Gouvernement (de suppression) (p. 9948) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9977)

Article 36 et état A pour coordination (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 47 du Gouvernement (déficit porté à 215, 420 milliards de francs) (p. 9948) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9977)

Explications de vote et vote [23 novembre 1999] (p. 9969)

Son intervention (p. 9969)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11073)

Son intervention (p. 11073)

Sa réponse (p. 11087)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 11087)
Associations : fiscalité (p. 11088)
Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 11074)
Collectivités territoriales : finances locales (p. 11088)
Défense : crédits (p. 11088)
Emploi : politique de l'emploi (p. 11088)
Enregistrement et timbre : droit de bail (p. 11073, 11074)
Entreprises : création (p. 11087)
Entreprises : épargne salariale (p. 11088)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 11087)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 11073, 11074, 11087, 11088)
Finances publiques : recettes (p. 11088)
Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité : temps partiel (p. 11073)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 11087)
Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 11073)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 11073, 11087)
Industrie : politique industrielle (p. 11088)
Parlement : Sénat (p. 11073, 11074, 11087, 11088)
Politique économique : croissance (p. 11088)
Retraites : régime agricole (p. 11073)
Sécurité sociale : loi de financement (p. 11088)
Travail : réduction du temps de travail (p. 11087)

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11089, 11145)

Article 2 A (présentation consolidée du projet de loi de finances pour 2001 et du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 11089)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11090)

Intervient sur le sous-amendement n° 288 de M. Pierre Hériaud (relèvement de l'abattement pour le rattachement au foyer fiscal des enfants majeurs restant à charge) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 11090)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de l'avoir fiscal) (p. 11091)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Germain Gengenwin (attribution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux anciens combattants de plus de 75 ans ayant des enfants majeurs) (p. 11091)

Article 2 bis A (limite supérieure de la déduction du salaire du conjoint d'un exploitant)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (de suppression) (p. 11091)

Article 2 bis B (imposition commune de deux frères ou sœurs résidant ensemble)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 11092)

Article 2 bis C (augmentation de 45 000 F à 60 000 F du plafond des dépenses pour la réduction d'impôt au titre des emplois à domicile)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) (p. 11068)

Article 2 bis D (abaissement du taux d'imposition des plus-values de cession à 15 %)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 11092)

Article 2 bis E (extension du bénéfice des titres-restaurant aux agents de la fonction publique et réglementation des conditions de participation de leurs employeurs)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 11093)

Article 2 bis F (modification des règles de détermination du résultat fiscal de certaines sociétés civiles agricoles en cas de transmission ou de rachat des titres d'un associé)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 11093)

Article 2 bis G (aménagements de l'impôt sur le revenu favorables à la famille)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 11094)

Article 2 bis (fixation des seuils d'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux salariés ou aux mandataires sociaux à l'occasion de la cessation de leurs fonctions)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (régime applicable aux indemnités de licenciement accordées dans le cadre d'un plan social) (p. 11095)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11095)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11095)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11095)

Article 2 ter A (doublement des plafonds des versements pris en compte pour la réduction d'impôt au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) (p. 11096)

Article 2 quater (réduction d'impôt sur le revenu au titre des contrats d'assurance "complément de retraite")

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (de suppression) (p. 11096)

Article 2 quinquies (réduction d'impôt sur le revenu au titre des dépenses de formation professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (de suppression) (p. 11097)

Article 3 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux locaux professionnels) (p. 11098)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA à certains travaux de clôture) (p. 11098)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11099)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux travaux réalisés dans les jardins familiaux et d'insertion) (p. 11099)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Jean-Marie Le Guen (application du taux réduit de la TVA aux travaux immobiliers ou mobiliers de reconstruction se rapportant à la réparation de dommages causés par un sinistre) (p. 11099)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11100)

Article 3 bis A (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux prothèses auditives et aux lunettes correctrices de vue)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (de suppression) (p. 11100)

Article 3 bis B (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux prestations de restauration)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (de suppression) (p. 11101)

Après l'article 3 bis B

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA aux prestations juridiques et judiciaires dispensées par les avocats aux particuliers) (p. 11101)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA aux prestations juridiques dispensées par les notaires aux particuliers) (p. 11101)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Francis Delattre (application du taux réduit de la TVA aux livraisons de gaz combustible et d'énergie calorifique) (p. 11102)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. François d'Aubert (application du taux réduit de la TVA aux prestations liées aux activités sportives et à l'utilisation des équipements sportifs) (p. 11102)

Article 3 bis C (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée à certaines prestations d'apport volontaire des déchets ménagers)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (de suppression) (p. 11102)

Article 3 bis D (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux prestations de services funéraires)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (de suppression) (p. 11102)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Gilbert Gantier (exonération de TVA des ventes de meubles et objets d'art à l'occasion de ventes aux enchères) (p. 11102)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Gilbert Gantier (suppression des distorsions de taux de TVA entre les différents produits à base de chocolat) (p. 11103)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-François Mattei (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 11103)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique distribuée par des réseaux publics alimentés par géothermie ou cogénération) (p. 11103)

Article 5 (réduction des droits de mutation à titre onéreux)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11104)

Article 5 bis A (amélioration du régime successoral entre frères et sœurs isolés domiciliés avec le défunt)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (de suppression) (p. 11104)

Article 5 bis B (assouplissement du régime de la "tontine")

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (de suppression) (p. 11105)

Article 5 bis C (extension des modalités d'évaluation de la résidence principale en matière de droits de mutation à titre gratuit aux fratries)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (de suppression) (p. 11105)

Article 5 bis D (exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour les immeubles entrant

dans le nouveau régime de conventionnement en faveur des logements locatifs anciens)
Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (de suppression) (p. 11105)

Article 5 bis E (prolongation du régime instaurant une réduction de 30 % sur les donations sans limite d'âge)
Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (limitation de la prolongation à 18 mois) (p. 11106)

Article 5 bis (incitation à la constitution et au maintien à long terme d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise)
Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11107)
Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11107)

Article 5 ter (exonération d'impôt de solidarité sur la fortune des titres inclus dans un pacte d'actionnaires)
Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 11107)

Article 6 (suppression de la contribution annuelle représentative du droit de bail)
Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11110)

Article 7 bis A (actualisation des abattements relatifs au régime d'imposition des plus-values prévus à l'article 150 Q du code général des impôts)
Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) (p. 11111)

Article 7 bis B (plus-values en cas de vente d'un fonds de commerce)
Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (de suppression) (p. 11111)

Article 7 bis C (relèvement du plafond d'exonération des plus-values des petites entreprises)
Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (de suppression) (p. 11111)

Article 7 bis D (éligibilité au plan d'épargne en actions et aux contrats d'assurance-vie principalement investis en actions des titres de sociétés ayant leur siège dans un Etat membre de l'Union européenne)
Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (de suppression) (p. 11112)

Article 7 bis E (extension de l'avantage fiscal pour l'investissement locatif intermédiaire aux locations aux ascendants ou descendants)
Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (de suppression) (p. 11112)

Après l'article 7 bis
Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Christian Cuvilliez (suppression du taux supérieur majoré de taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique) (p. 11113)

Article 8 bis A (doublement des seuils d'application de la décote et de la franchise en matière de taxe sur les salaires)
Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (de suppression) (p. 11114)

Après l'article 9
Intervient sur l'amendement n° 259 de M. François d'Aubert (instauration d'un crédit d'impôt égal à 25 % des frais de dépôt et de maintenance des brevets) (p. 11114)

Article 9 bis (régime fiscal des acquisitions d'œuvres d'art par les entreprises)
Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) (p. 11115)

Article 10 (mesures en faveur de la création d'entreprises)
Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11115)

Après l'article 10
Intervient sur l'amendement n° 262 de M. François d'Aubert (application à l'ensemble des entreprises nouvelles de l'exonération d'impôt sur les bénéfices prévue pour les entreprises qui s'installent dans des zones spécifiques d'aménagement du territoire) (p. 11115)
Intervient sur l'amendement n° 261 de M. François d'Aubert (relèvement du plafond de la déduction du revenu au titre de la souscription des particuliers aux pertes en capital des entreprises en difficulté) (p. 11115)
Intervient sur l'amendement n° 264 de M. François d'Aubert (instauration d'un dispositif de déduction du revenu afin de favoriser l'épargne de proximité des personnes physiques qui investissent dans des PME innovantes) (p. 11116)
Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une contribution annuelle au titre de la recherche en remplacement du crédit d'impôt recherche) (p. 11116)
Intervient sur l'amendement n° 263 de M. François d'Aubert (instauration d'un crédit d'impôt pour les sociétés qui investissent dans le capital de PME innovantes) (p. 11117)

Article 10 bis (déduction en cas de dons aux organismes ayant pour objet de participer à la reprise d'entreprises)
Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (de suppression) (p. 11117)

Article 10 ter (assujettissement au droit d'enregistrement au taux de 1 % des cessions de parts sociales de sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions)
Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (de suppression) (p. 11117)

Article 11 (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 F)
Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (suppression des paragraphes II et III) (p. 11118)

Après l'article 11
Intervient sur l'amendement n° 265 de M. François d'Aubert (instauration d'un taux réduit d'impôt sur les sociétés pour les entreprises dont les bénéfices n'excèdent pas 1 million de francs) (p. 11118)

Article 12 (augmentation du taux de la quote-part pour frais et charges égale à 5 % du produit total des participations pour l'application du régime mère-fille)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 11118)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11118)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11118)

Article 12 bis (réduction du taux de l'avoir fiscal)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11119)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11119)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11119)

Article 12 ter (suppression du précompte en cas de distribution sur les bénéfices d'exercices clos depuis plus de cinq ans)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) (p. 11119)

Article 14 (modalités de plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (suppression des dispositions étendant le dispositif aux groupements ayant perçu la taxe professionnelle unique avant l'année 2000 et aux groupements à taxe professionnelle de zone) (p. 11121)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (suppression des dispositions étendant le dispositif aux groupements ayant perçu la taxe professionnelle unique avant l'année 2000 et aux groupements à taxe professionnelle de zone) (p. 11121)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (suppression des dispositions étendant le dispositif aux groupements ayant perçu la taxe professionnelle unique avant l'année 2000 et aux groupements à taxe professionnelle de zone) (p. 11121)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (suppression des dispositions étendant le dispositif aux groupements ayant perçu la taxe professionnelle unique avant l'année 2000 et aux groupements à taxe professionnelle de zone) (p. 11121)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (suppression des dispositions étendant le dispositif aux groupements ayant perçu la taxe professionnelle unique avant l'année 2000 et aux groupements à taxe professionnelle de zone) (p. 11121)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (suppression des dispositions étendant le dispositif aux groupements ayant perçu la taxe professionnelle unique avant l'année 2000 et aux groupements à taxe professionnelle de zone) (p. 11121)

Article 14 bis A (exonération de la taxe professionnelle en faveur des porteurs de SICAV)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (de suppression) (p. 11121)

Article 14 bis B (simplification des conditions d'exonération de la taxe professionnelle dans les zones de revitalisation rurale)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (de suppression) (p. 11121)

Article 14 bis C (diminution de l'assiette de taxe professionnelle pour les titulaires de bénéfices non commerciaux)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (de suppression) (p. 11122)

Article 14 bis D (réduction des écarts de taux de taxe professionnelle dans les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique issus de la transformation d'un groupement à taxe professionnelle de zone)

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (de suppression) (p. 11122)

Article 14 quinquies (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat en matière d'impôts locaux)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (de suppression) (p. 11122)

Article 15 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (de suppression) (p. 11123)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Gilbert Gantier (instauration d'une réduction d'impôt égale à 25 % du montant des souscriptions en numéraire au capital de sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 11124)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Gilbert Gantier (assimilation à des biens professionnels des parts ou actions détenues dans le capital de sociétés créées depuis moins de cinq ans) (p. 11124)

Article 15 bis A (extension de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune aux biens ruraux donnés en bail à long terme à une société d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (de suppression) (p. 11124)

Article 15 bis B (suppression de la limitation des effets du plafonnement de la cotisation de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (de suppression) (p. 11124)

Article 16 bis (exonération de la taxe sur les achats de viande en faveur des entreprises artisanales)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (de suppression) (p. 11125)

Article 17 (suppression de certains droits de timbre et taxes assimilées à ces droits)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11125)

Article 17 ter supprimé par le Sénat (dispense du droit de timbre pour les requêtes engagées contre une décision de refus de visa)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11125)

Article 19 ter (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion ou de l'allocation de solidarité spécifique)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (de suppression) (p. 11126)

Article 21 (modifications de taxes afférentes à l'exercice d'une activité dans le secteur des télécommunications)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11126)

Article 23 (alignement à 4,5 % du taux de la base forfaitaire sur les bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11126)

Article 24 (taxe sur les installations nucléaires de base)

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11127)

Article 24 bis A (diminution du taux de l'intérêt de retard)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (de suppression) (p. 11127)

Article 24 bis supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité du revenu imposable des pénalités de recouvrement sanctionnant le versement tardif des impôts)

Intervient sur l'amendement n° 94 (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11128)

Article 24 quater supprimé par le Sénat (exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons et legs faits aux associations de protection de l'environnement et des animaux)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11128)

Article 24 sexies supprimé par le Sénat (relèvement des tarifs de la taxe sur les véhicules des sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11128)

Article 24 septies (aménagement des conséquences de la cessation de la mise à disposition des immeubles pour les apports en société d'exploitations agricoles réalisés avant le 1er janvier 1996)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (de suppression) (p. 11128)

Article 24 octies (crédit d'impôt imputé sur la contribution des institutions financières)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (de suppression) (p. 11128)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Gilbert Gantier (non-assujettissement des locaux de stockage à la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France) (p. 11129)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Gilbert Gantier (instauration d'un abattement de 50 % sur le montant de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France pour les plates-formes logistiques multimodales) (p. 11129)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Gilbert Gantier (non-assujettissement des plates-formes logistiques multimodales à la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France) (p. 11130)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (affectation de la taxe générale sur les activités polluantes)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11130)

Article 27 ter (demande de rapport sur les effets environnementaux de la TGAP)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (de suppression) (p. 11130)

Article 28 (actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11130)

Article 28 bis (financement de la revalorisation des petites retraites agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11131)

Article 28 ter (modification des règles de déductibilité du revenu imposable pour les cotisations versées par les exploitants agricoles à certains contrats d'assurance groupe)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (de suppression) (p. 11131)

Article 29 (affectation du droit de consommation sur les tabacs manufacturés)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11131)

Article 30 (modifications d'affectations et suppression de ressources liées à la clôture de comptes d'affectation spéciale)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. François Brottes (maintien de la taxe de défrichement) (p. 11132)

Intervient sur le sous-amendement n° 292 de M. Didier Migaud (report de la suppression de la taxe au 1er janvier 2001) à l'amendement n° 291 de M. François Brottes (p. 11133)

Intervient sur l'amendement n° 105 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11134)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11134)

Article 31 supprimé par le Sénat (institution du prélèvement de solidarité pour l'eau et modifications du compte d'affectation spéciale n° 902-00)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11135)

Article 31 bis A (augmentation des tarifs de la redevance sur les consommations d'eau affectée au Fonds national de développement des adductions d'eau)

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (de suppression) (p. 11135)

Article 31 bis supprimé par le Sénat (prélèvement sur les droits de retransmission télévisée des manifestations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11135)

Article 33 supprimé par le Sénat (relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes)

Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11135)

Article 33 bis (éligibilité au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée des travaux relatifs aux cales d'accès à la mer)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (de suppression) (p. 11136)

Article 33 ter (majoration de la fraction du taux de croissance prise en compte dans le calcul de l'enveloppe normée)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (de suppression) (p. 11136)

Article 33 quater (prise en compte des accords locaux dans les mécanismes de compensation de la suppression des contingents communaux d'aide sociale)

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (de suppression) (p. 11136)

Article 33 quinquies (conditions d'éligibilité à la dotation globale d'équipement des établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (de suppression) (p. 11137)

Article 34 (abondement de la dotation globale de fonctionnement)

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11137)

Article 34 bis A (aménagement des modalités de la suppression des contingents communaux d'aide sociale en faveur des communes n'ayant pas acquitté leur obligation en 1999)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (de suppression) (p. 11138)

Article 34 bis (reconduction du mécanisme compensant les diminutions de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les collectivités défavorisées)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11139)

Article 34 ter A (vote des impositions locales par les services départementaux d'incendie et de secours)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (de suppression) (p. 11139)

Article 34 quater (majoration de la dotation de solidarité rurale)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11140)

Article 36 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 294 du Gouvernement (fixation du déficit à 215, 327 milliards de francs) (p. 11158) : adopté (p. 11159)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Pierre Méhaignerie (fixation du déficit à 193, 775 milliards de francs) (p. 11159)

Titre I

Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161)

Titre III

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161)

Soutient l'amendement n° 295 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161) : adopté (p. 11161)

Intervient sur les amendements n°s 122 à 125 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161)

Soutient les amendements n°s 296 et 297 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161) : adoptés (p. 11161)

Intervient sur les amendements n°s 126 à 128 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161)

Soutient l'amendement n° 298 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161) : adopté (p. 11161)

Intervient sur les amendements n°s 129 à 140 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161)

Soutient l'amendement n° 299 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161) : adopté (p. 11162)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11161)

Soutient l'amendement n° 300 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11161) : adopté (p. 11162)

Titre IV

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11162)

Soutient l'amendement n° 301 du Gouvernement (majoration et minoration des crédits) (p. 11162) : adopté (p. 11163)

Intervient sur les amendements n°s 143 et 144 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11163)

Soutient l'amendement n° 302 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 11163)

Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11163)

Soutient l'amendement n° 303 du Gouvernement (minoration des crédits) : adopté (p. 11163)

Soutient l'amendement n° 304 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 11163)

Intervient sur les amendements n°s 147 à 150 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11163)

Soutient l'amendement n° 305 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 11163)
Intervient sur l'amendement n° 151 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11163)
Soutient l'amendement n° 306 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 11163)
Intervient sur les amendements n°s 152 à 154 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11163)
Soutient l'amendement n° 307 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 11163)
Intervient sur les amendements n°s 155 à 162 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11163)
Soutient l'amendement n° 308 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 11163) : adopté (p. 11164)
Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11164)
Soutient l'amendement n° 309 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 11164)
Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11164)
Soutient l'amendement n° 310 du Gouvernement (majoration des crédits) : adopté (p. 11164)

Titre V

Intervient sur les amendements n°s 165 à 180 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168)
Soutient l'amendement n° 311 du Gouvernement (correction d'une erreur matérielle) (p. 11168) : adopté (p. 11169)
Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168)

Titre VI

Intervient sur les amendements n°s 182 et 183 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168)
Soutient l'amendement n° 312 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme) (p. 11168) : adopté (p. 11170)
Soutient l'amendement n° 313 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 11168) : adopté (p. 11170)
Intervient sur les amendements n°s 184 à 186 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168)
Soutient l'amendement n° 315 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 11168) : adopté (p. 11170)
Intervient sur les amendements n°s 187 et 188 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168)
Soutient l'amendement n° 316 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 11168) : adopté (p. 11170)
Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168)
Soutient l'amendement n° 317 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 11168) : adopté (p. 11170)
Intervient sur les amendements n°s 190 à 192 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168)
Soutient l'amendement n° 318 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 11168) : adopté (p. 11171)
Intervient sur les amendements n°s 193 à 198 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11168)
Soutient l'amendement n° 314 du Gouvernement (minoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 11168) : adopté (p. 11171)

Article 40 supprimé par le Sénat (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 199 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11172)

Article 41 supprimé par le Sénat (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 200 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11172)
Soutient le sous-amendement n° 319 du Gouvernement (minoration et majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) à l'amendement n° 200 de la commission (p. 11172) : adopté (p. 11172)

Article 43 (budgets annexes - mesures nouvelles)

Intervient sur l'amendement n° 201 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11172)

Article 44 (suppression de comptes d'affectation spéciale)

Intervient sur l'amendement n° 202 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11173)
Intervient sur l'amendement n° 203 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11173)

Article 46 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Intervient sur l'amendement n° 204 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11173)

Article 54 et état H (pour coordination) (reports de crédits)

Soutient l'amendement n° 320 du Gouvernement (inscription de nouveaux chapitres) (p. 11176) : adopté (p. 11176)

Article 55 (approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 205 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11177)

Après l'article 55 bis

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Yann Galut (rapport au Parlement sur la concurrence fiscale internationale et les mouvements internationaux de capitaux) (p. 11179)

Intervient sur l'amendement n° 206 de la commission (rapport au Parlement sur la concurrence fiscale internationale et les mouvements internationaux de capitaux) (p. 11179)

Intervient sur le sous-amendement n° 293 de M. Yann Galut (affirmation du principe de l'instauration d'une taxe sur les transactions financières) à l'amendement n° 206 de la commission (p. 11179)

Article 56 (durée des vérifications applicables à certaines entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 207 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11182)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Gilbert Gantier (réduction du délai de réponse de l'administration fiscale dans le cadre de la procédure du rescrit) (p. 11182)

Article 57 (modification des règles d'opposabilité du secret professionnel à l'administration fiscale)

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une modification relative à l'identité du client) (p. 11183)

Article 57 bis (rétablissement d'une déduction forfaitaire supplémentaire plafonnée à 50 000 F en faveur des VRP)

Intervient sur l'amendement n° 209 de la commission (de suppression) (p. 11184)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 11184)

Article 57 ter ("conjugalisation" de la décote)

Intervient sur l'amendement n° 210 de la commission (de suppression) (p. 11184)

Article 58 (reconduction de mesures fiscales en faveur de l'aménagement du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 211 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11185)

Intervient sur l'amendement n° 212 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11185)

Intervient sur l'amendement n° 213 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11185)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Gilbert Gantier (suppression du paragraphe II) (p. 11185)

Article 58 bis (relèvement de 14 % à 17 % du taux de la déduction forfaitaire effectuée sur les revenus fonciers au titre des frais de gestion, des frais d'assurance et de l'amortissement)

Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (de suppression) (p. 11185)

Article 58 ter (extension de l'avantage fiscal pour l'investissement locatif dans le logement ancien au cas du renouvellement de locations en cours et aux locations aux ascendants ou descendants)

Intervient sur l'amendement n° 215 de la commission (de suppression) (p. 11186)

Article 58 quater (relèvement de 25 % à 40 % du taux de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Intervient sur l'amendement n° 216 de la commission (de suppression) (p. 11186)

Article 58 quinquies (report en arrière du déficit)

Intervient sur l'amendement n° 217 de la commission (de suppression) (p. 11186)

Article 58 sexies (modalités d'application de l'article 209 0A du code général des impôts)

Intervient sur l'amendement n° 218 de la commission (de suppression) (p. 11186)

Article 58 septies (assouplissement des obligations des entreprises pour le suivi des plus-values en report ou en sursis d'imposition)

Intervient sur l'amendement n° 219 de la commission (de suppression) (p. 11187)

Article 58 octies (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des entreprises implantées dans les zones de revitalisation rurale)

Intervient sur l'amendement n° 220 de la commission (de suppression) (p. 11188)

Article 60 (fusion des régimes d'imposition des plus-values de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisées par les particuliers et aménagement du régime de différé d'imposition des plus-values d'échange de ces mêmes titres)

Intervient sur l'amendement n° 221 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11189)

Article 61 bis A (extension du champ de la chocolaterie et de la confiserie relevant du taux réduit de la TVA)

Intervient sur l'amendement n° 222 de la commission (de suppression) (p. 11190)

Article 61 bis B (reversement des excédents du budget annexe de l'eau au budget annexe de l'assainissement)

Intervient sur l'amendement n° 223 de la commission (de suppression) (p. 11190)

Article 61 bis supprimé par le Sénat (taxe communale sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière)

Intervient sur l'amendement n° 224 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11190)

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Laurent Dominati (limitation à 20 % de l'augmentation maximale de taxe d'habitation d'une année sur l'autre) (p. 11191)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Laurent Dominati (limitation à 20 % de l'augmentation maximale de taxe d'habitation d'une année sur l'autre) (p. 11191)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Gilbert Gantier (alignement du taux de l'intérêt de retard sur le taux de l'intérêt légal) (p. 11191)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Gilbert Gantier (rapport sur la situation patrimoniale de l'Etat) (p. 11192)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Gilbert Gantier (publicité des rapports établis par l'Inspection générale des finances) (p. 11193)

Article 63 bis A (affectation aux collectivités locales d'une partie de la taxe professionnelle acquittée par France Télécom)

Intervient sur l'amendement n° 225 de la commission (de suppression) (p. 11193)

Article 63 ter supprimé par le Sénat (déclaration des revenus soumis au régime du prélèvement libératoire)

Intervient sur l'amendement n° 226 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11194)

Article 63 sexies (harmonisation des sanctions fiscales appliquées aux activités occultes)

Intervient sur l'amendement n° 227 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11194)

Article 63 octies (création d'une amende fiscale de 50 % en cas de vente sans facture)

Intervient sur l'amendement n° 228 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11194)

Article 63 nonies (renforcement du dispositif des amendes fiscales en cas d'omissions ou d'inexactitudes dans les factures)

Intervient sur l'amendement n° 229 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11195)

Article 63 decies A (application de la procédure de redressement contradictoire en matière de taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 230 de la commission (de suppression) (p. 11195)

Article 63 decies supprimé par le Sénat (abrogation de l'article L. 80 C du livre des procédures fiscales)

Intervient sur l'amendement n° 231 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11195)

Article 63 undecies A (remboursement partiel de la TIPP sur le gazole pour les réseaux de transport en commun)

Intervient sur l'amendement n° 232 de la commission (de suppression) (p. 11195)

Article 63 duodecies A (éligibilité au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée des dépenses d'équipement relatives au traitement des déchets ménagers dont les opérations sont partiellement assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée)

Intervient sur l'amendement n° 233 de la commission (de suppression) (p. 11196)

Après l'article 63 quindecies

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Léonce Deprez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des unions d'économie sociale ayant pour seul objet le logement des personnes défavorisées) (p. 11197)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Léonce Deprez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements améliorés donnés en location à des personnes défavorisées) (p. 11197)

Article 64 AA (contrôle parlementaire sur les projets de développement en zone de solidarité prioritaire et relevant de la compétence du Fonds d'aide et de coopération (FAC) au 31 décembre 1998)

Intervient sur l'amendement n° 235 de la commission (maintien de l'intégralité du contrôle parlementaire sur les financements en cause à la date du 31 décembre 1999) (p. 11197)

Article 64 (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 236 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11198)

Article 69 (actualisation de la taxe pour frais de chambres de métiers)

Intervient sur l'amendement n° 237 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de modifications rédactionnelles) (p. 11198)

Article 69 bis (Fonds national de promotion et de communication de l'artisanat et formation continue des artisans)

Intervient sur l'amendement n° 238 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11199)

Intervient sur l'amendement n° 239 de la commission (de coordination) (p. 11199)

Article 70 (modalités de gestion des excédents financiers du capital de temps de formation (CTF))

Intervient sur l'amendement n° 240 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11199)

Article 73 (suppression du prélèvement par le département de la Guyane de 35 % du produit de l'octroi de mer)

Intervient sur l'amendement n° 241 de la commission (de suppression) (p. 11200)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 décembre 1999] (p. 11250)

Ses interventions (p. 11250, 11252, 11254, 11257)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 11252, 11255)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 11257)

Finances publiques : dépenses (p. 11252, 11255)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 11250, 11252, 11257)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 11252, 11257)

Finances publiques : recettes (p. 11252, 11255, 11257)

Formation professionnelle (p. 11255)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 11252)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 11255)

Politique sociale : inégalités (p. 11255)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 3 (articles 213, 235 ter ZC nouveau et 1668 D nouveau du code général des impôts : institution d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés [CSB])

Intervient sur l'amendement n° 782 de M. François d'Aubert (report de l'application de la contribution sur les bénéfices à 2002) (p. 8372)

Intervient sur l'amendement n° 715 de M. François Goulard (abattement de 20 000 000 francs) (p. 8373)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Bernard Accoyer (diminution du taux de la contribution) (p. 8373)

Intervient sur l'amendement n° 716 de M. François Goulard (diminution du taux de la contribution) (p. 8373)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Bernard Accoyer (diminution du taux de la contribution) (p. 8373)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Thierry Mariani (diminution du taux de la contribution) (p. 8373)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 5 ans) (p. 8375)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 3 ans) (p. 8375)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 100 salariés) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 543 de M. François Goulard (exonération des entreprises de moins de 100 salariés) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 50 salariés) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. François Goulard (exonération des entreprises de moins de 50 salariés) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. François Goulard (exonération des entreprises de moins de 20 salariés) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 20 salariés) (p. 8376)

Intervient sur l'amendement n° 718 de M. François Goulard (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 717 de M. François Goulard (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 546 corrigé de M. François Goulard (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Thierry Mariani (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 547 de M. François Goulard (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. Bernard Accoyer (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Thierry Mariani (relèvement du seuil d'imposition) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 719 de M. François Goulard (prise en compte des avoirs fiscaux) (p. 8377)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (de précision) (p. 8378)

Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Jean-Luc Préel (modalité de paiement de l'impôt) (p. 8378)

Intervient sur l'amendement n° 118 corrigé de la commission (pénalités) (p. 8378)

Article 4 (articles 266 sexies, 266 septies, 266 octies, 266 nonies, 266 decies et 266 terdecies nouveau du code des douanes et article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 : extension de la taxe générale sur les activités polluantes [TGAP])

Intervient sur l'amendement n° 599 de M. François Goulard (taxation des produits antiparasitaires à usage agricole) (p. 5412)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8392)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 8392)

Intervient sur l'amendement n° 519 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8392)

Intervient sur l'amendement n° 586 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 8392)

Intervient sur l'amendement n° 687 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8392)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Yves Bur (restriction du domaine d'application) (p. 8393)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Thierry Mariani (suppression de la taxe sur les produits de lessive) (p. 8394)

Intervient sur l'amendement n° 595 de M. François Goulard (suppression de la taxe sur les produits de lessive) (p. 8394)

Intervient sur l'amendement n° 688 de M. Bernard Accoyer (suppression de la taxe sur les produits de lessive) (p. 8394)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Jean-Luc Préel (création d'une structure de concertation) (p. 8394)

Intervient sur l'amendement n° 690 de M. Bernard Accoyer (date d'application de la taxe) (p. 8395)

Intervient sur l'amendement n° 567 de M. Philippe Douste-Blazy (exonération des entreprises ayant négocié un contrat de progrès) (p. 8395)

Intervient sur l'amendement n° 685 de M. Christian Jacob (exonération des entreprises ayant négocié un contrat de progrès) (p. 8395)

Intervient sur l'amendement n° 689 de M. Bernard Accoyer (exonération des entreprises ayant négocié un contrat de progrès) (p. 8395)

Intervient sur l'amendement n° 783 de M. François d'Aubert (exonération des produits à base de plantes) (p. 8396)

Intervient sur l'amendement n° 682 de M. Bernard Accoyer (exonération des granulats) (p. 8396)

Intervient sur l'amendement n° 691 de M. Bernard Accoyer (rapport préalable de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) (p. 8397)

Intervient sur l'amendement n° 721 de M. François Goulard (forme et taille des granulats) (p. 8397)

Intervient sur l'amendement n° 725 de M. François Goulard (forme et taille des granulats) (p. 8397)
Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Yves Bur (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires) (p. 8405)
Intervient sur l'amendement n° 598 de M. François Goulard (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires) (p. 8405)
Intervient sur l'amendement n° 692 de M. Christian Jacob (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires) (p. 8405)
Intervient sur l'amendement n° 570 de M. Jean-Louis Debré (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires à usage agricole) (p. 8407)
Intervient sur l'amendement n° 686 de M. Christian Jacob (suppression de la taxation sur les produits phytosanitaires à usage agricole) (p. 8407)
Intervient sur l'amendement n° 683 de M. Christian Jacob (établissements agricoles respectant les normes environnementales) (p. 8407)
Intervient sur l'amendement n° 693 de M. Bernard Accoyer (teneur en oxyde de silicium) (p. 8408)
Intervient sur l'amendement n° 726 de M. François Goulard (teneur en oxyde de silicium) (p. 8408)
Intervient sur l'amendement n° 694 de M. Bernard Accoyer (produits d'origine marine) (p. 8409)
Intervient sur l'amendement n° 569 de M. José Rossi (taxation des produits exportés) (p. 8409)
Intervient sur l'amendement n° 695 de M. Bernard Accoyer (taxation des produits exportés) (p. 8409)
Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Léonce Deprez (taxation de la cogénération) (p. 8410)
Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Léonce Deprez (taxation de l'amidon et des fécules) (p. 8410)
Intervient sur l'amendement n° 103 de Mme Nicole Bricq (taxation du stockage des déchets industriels) (p. 8411)
Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Yves Bur (taxation des produits antiparasitaires à usage agricole) (p. 8412)
Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Yves Bur (poids des substances classées dangereuses) (p. 8412)
Intervient sur l'amendement n° 600 de M. François Goulard (poids des substances classées dangereuses) (p. 8412)
Intervient sur l'amendement n° 720 de M. François Goulard (montants des taxations) (p. 8413)
Intervient sur l'amendement n° 696 de M. Bernard Accoyer (réduction de l'assiette de la TGAP) (p. 8414)
Intervient sur l'amendement n° 701 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)
Intervient sur l'amendement n° 702 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)
Intervient sur l'amendement n° 704 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)
Intervient sur l'amendement n° 703 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)
Intervient sur l'amendement n° 700 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)
Intervient sur l'amendement n° 699 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)
Intervient sur l'amendement n° 706 de M. Bernard Accoyer (substances émises dans l'atmosphère) (p. 8416)
Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Bernard Accoyer (huiles usagées) (p. 8417)
Intervient sur l'amendement n° 711 de M. Bernard Accoyer (huiles usagées) (p. 8417)
Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Thierry Mariani (préparations pour lessives) (p. 8418)
Intervient sur l'amendement n° 594 de M. François Goulard (préparations pour lessives) (p. 8418)
Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Thierry Mariani (préparations pour lessives) (p. 8418)
Intervient sur l'amendement n° 603 de M. François Goulard (préparations pour lessives) (p. 8418)
Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Bernard Accoyer (préparations pour lessives) (p. 8418)
Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8420)
Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Pierre Méhaignerie (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8421)
Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Pierre Méhaignerie (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8421)
Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Thierry Mariani (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8421)
Intervient sur l'amendement n° 644 de M. Bernard Accoyer (modulation de la taxation sur les préparations pour lessives) (p. 8421)
Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) (p. 8422)
Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Yves Bur (substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) (p. 8422)
Intervient sur l'amendement n° 601 de M. François Goulard (substances classées dangereuses qui entrent dans la composition des produits antiparasitaires) (p. 8422)
Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Christian Jacob (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8426)
Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8426)
Intervient sur l'amendement n° 647 de M. Christian Jacob (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8426)
Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8426)
Intervient sur l'amendement n° 649 de M. Christian Jacob (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8427)
Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8427)

Intervient sur l'amendement n° 650 de M. Christian Jacob (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8427)
Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8428)
Intervient sur l'amendement n° 568 de M. Jean-Louis Debré (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8429)
Intervient sur l'amendement n° 698 de M. Christian Jacob (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8429)
Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8430)
Intervient sur l'amendement n° 697 de M. Christian Jacob (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8430)
Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Thierry Mariani (substances classées dangereuses à usage agricole) (p. 8430)
Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 596 de M. François Goulard (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Thierry Mariani (installations classées) (p. 8432)
Intervient sur l'amendement n° 602 de M. François Goulard (exclusion des produits utilisés par l'agriculture) (p. 8433)
Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Yves Bur (exclusion des produits antiparasitaires utilisés par l'agriculture) (p. 8433)
Intervient sur l'amendement n° 642 de M. Jean-Jacques Filleul (mesures en faveur des transports peu polluants) (p. 8433)
Intervient sur le sous-amendement oral de M. François Goulard (justificatif) à l'amendement n° 642 de M. Jean-Jacques Filleul (p. 8435)
Intervient sur l'amendement n° 654 de M. Bernard Accoyer (exportation des produits polluants) (p. 8435)
Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Bernard Accoyer (proratisation de la taxe) (p. 8436)
Intervient sur l'amendement n° 722 de M. François Goulard (proratisation de la taxe) (p. 8436)
Intervient sur l'amendement n° 723 de M. François Goulard (majoration en cas de déclaration inexacte) (p. 8436)
Intervient sur l'amendement n° 664 de M. Christian Jacob (date d'application de la loi) (p. 8436)
Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Jean-Luc Préel (report à juillet 2000) (p. 8437)
Intervient sur l'amendement n° 641 de Mme Nicole Bricq (report au 1er mars de la perception de la taxe sur les produits distribués par les lessiviers) (p. 8437)
Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Charles de Courson (remboursement de la taxe en cas d'usage raisonné des produits phytosanitaires) (p. 8438)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10689, 10722)

Son intervention (p. 10689)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 10704)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 10713)

Sa réponse (p. 10735)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 10741)

Thèmes :

Administration : réformes administratives (p. 10735)
Assurances : assurance vie (p. 10691)
Banques et établissements financiers : plan d'épargne en actions (PEA) (p. 10691, 10735, 10736)
Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 10707)
Contributions indirectes (p. 10705, 10736)
Défense : crédits (p. 10690, 10706)
Emploi : création d'emplois (p. 10690)
Emploi : politique de l'emploi : crédits (p. 10736)
Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 10690, 10705, 10736)
Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 10736)
Entreprises : création (p. 10713)
Finances publiques : annulations de crédits (p. 10689)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10689, 10690, 10713, 10736)
Finances publiques : dépenses (p. 10689, 10690, 10704 à 10706)
Finances publiques : dette publique (p. 10689, 10690, 10736)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 10690, 10713, 10736)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10706, 10707)
Finances publiques : recettes (p. 10689, 10690, 10705, 10706, 10735, 10741)
Impôt sur les sociétés : régimes particuliers (p. 10736)
Impôts et taxes : déclarations (p. 10691)
Impôts et taxes : déclarations (p. 10735)
Impôts et taxes : exonérations : commerce de détail (p. 10691)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 10689, 10735)
Impôts et taxes : procédure fiscale (p. 10691)
Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 10713, 10714)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 10735)
Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : minerais (p. 10735)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 10713)
Politique économique : conjoncture (p. 10736)
Politique économique : croissance (p. 10705)

Politique économique : emprunts russes (p. 10689, 10691, 10706, 10735, 10736)
Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 10735)
Politique sociale : personnes défavorisées (p. 10736)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10689)
Politiques communautaires : directives (p. 10691)
Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10689, 10706)
Recherche : crédits (p. 10713)
Recherche : recherche médicale : crédits (p. 10736)
Sociétés : sociétés civiles professionnelles (p. 10691)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 10736)
TVA : remboursement : dégrèvement (p. 10705, 10741)
TVA : taux normal (p. 10713)

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Article 1er (reconduction de l'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des biocarburants)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Charles de Courson (relèvement de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers dont bénéficient les esters méthyliques d'huile végétale incorporés au gazole et au fioul domestique) (p. 10742)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 126 du Gouvernement (annulation, à hauteur de 45 millions de francs, de la créance détenue sur l'Agence France Presse au titre du prêt participatif accordé en 1991) (p. 10743) : adopté (p. 10744)

Article 2 et état A (équilibre général)

Soutient l'amendement n° 135 du Gouvernement (de conséquence) (p. 10751) : adopté (p. 10751)

Article 3 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Soutient l'amendement n° 136 du Gouvernement (majoration des crédits des assemblées parlementaires) (p. 10753) : adopté (p. 10753)

Article 7 (comptes d'affectation spéciale - ouvertures)

Soutient l'amendement n° 137 du Gouvernement (majoration des dépenses du compte d'emploi de la redevance audiovisuelle) (p. 10756) : adopté (p. 10757)

Article 10 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Christian Kert (répartition des excédents de la redevance audiovisuelle) (p. 10758)

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (répartition des excédents de la redevance audiovisuelle) (p. 10758)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Marc Laffineur (déductibilité de l'ensemble de la CSG) (p. 10758)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond de l'abattement dont bénéficient les retraités) (p. 10759)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond de l'abattement pour enfants rattachés mariés ou ayant des enfants à charge) (p. 10759)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Marc Laffineur (modification du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 10759)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 10759)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Charles de Courson (sanctions en cas de refus de communication de documents à un rapporteur spécial) (p. 10760)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Charles de Courson (abrogation de l'article 63 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier relatif aux conditions d'immatriculation des véhicules automobiles) (p. 10761)

Article 11 (mise en conformité du régime fiscal des contrats d'assurance-vie investis en actions)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 10762)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 10762)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 10762)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Germain Gengenwin (institution d'un prélèvement libératoire optionnel au taux de 25 % sur les dividendes dans la limite de 150 000 F) (p. 10762)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Germain Gengenwin (relèvement du montant de l'abattement applicable aux dividendes des actions) (p. 10763)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Philippe Auberger (maintien du bénéfice de l'abattement de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour un couple marié sur les dividendes d'actions de sociétés devenues européennes à la suite de certaines restructurations) (p. 10763)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Germain Gengenwin (application de l'abattement de 8 000 F pour une personne seule et de 16 000 F pour un couple marié aux produits des parts de fonds communs de placement caritatifs) (p. 10764)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Germain Gengenwin (relèvement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 10765)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Gilbert Gantier (fixation du plafond du plan d'épargne en actions à 155 000 euros) (p. 10765)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 10765)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jean de Gaulle (relèvement du plafond du plan d'épargne en actions) (p. 10765)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Gilbert Gantier (abaissement du délai de liquidation du plan d'épargne en actions) (p. 10765)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (éligibilité au plan d'épargne en actions des actions émises par des sociétés ayant leur siège social dans un

autre Etat de la Communauté européenne et reçues en échange d'actions cotées détenues dans un plan à la date de l'échange) (p. 10767) : adopté (p. 10768)
Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Germain Gengenwin (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne) (p. 10768)
Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans un Etat membre de la zone euro) (p. 10768)
Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean de Gaulle (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, dans la limite de 40 % des versements) (p. 10768)
Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Pierre Hériaud (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, dans la limite de 40 % des versements) (p. 10768)
Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Gilbert Gantier (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres des sociétés ayant leur siège social dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, dans la limite du tiers des versements) (p. 10768)
Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pierre Hériaud (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres reçus à l'occasion d'une offre publique d'achat ou d'une offre publique d'échange émanant d'entreprises ayant leur siège social dans l'Union européenne) (p. 10768)
Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Charles de Courson (éligibilité au plan d'épargne en actions des titres reçus à l'occasion d'une offre publique d'achat ou d'une offre publique d'échange émanant d'entreprises ayant leur siège social dans l'Union européenne) (p. 10768)
Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jean de Gaulle (maintien de l'éligibilité des titres au plan d'épargne en actions en cas de fusion avec des sociétés étrangères, sous réserve que la valeur de la société française représente au moins 25 % du capital du nouvel ensemble) (p. 10768)
Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'assujettissement au droit d'enregistrement de 1 % plafonné à 20 000 F des cessions d'actions non cotées non constatées par un acte) (p. 10769)

Article 12 (mesures d'adaptation au droit communautaire)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 10770)
Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (de précision) (p. 10770)
Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 10770)
Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 10770)
Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (application à compter du 1er janvier 2000 de la suppression de la modulation territoriale pour le calcul du crédit d'impôt recherche) (p. 10770)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Gilbert Gantier (neutralisation des effets de la mise en application de la directive européenne relative à la sécurité des machines sur la taxe professionnelle) (p. 10771)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1999] (p. 11351)

Son intervention (p. 11351)
Sa réponse (p. 11359)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 11361)
Donations et successions : droits de succession : Corse (p. 11352)
Emploi : chômage (p. 11361)
Famille : politique familiale (p. 11360)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 11352, 11360, 11361)
Finances publiques : dette publique (p. 11361)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 11351, 11359, 11360)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 11360, 11361)
Finances publiques : recettes (p. 11351, 11352, 11359, 11360)
Impôt sur les sociétés (p. 11351)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 11360)
Pays étrangers : Allemagne (p. 11360)
Politique économique : emprunts russes (p. 11352)
Politique sociale : personnes défavorisées (p. 11352, 11360, 11361)
Recherche : innovation (p. 11352)
Travail : réduction du temps de travail (p. 11360)

Discussion des articles [22 décembre 1999] (p. 11361)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (abandon de créance au profit de l'Agence France-Presse)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11361)

Article 2 et état A (équilibre général)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'abandon de créance au profit de l'Agence France-Presse et de la répartition de la redevance audiovisuelle ; relèvement du plafond des dépenses pour le financement des mesures en faveur des allocataires des minima sociaux) (p. 11366) : adopté (p. 11366)

Article 3 et état B pour coordination (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de conséquence) (p. 11369) : adopté (p. 11369)

Article 7 (comptes d'affectation spéciale - ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (de coordination) (p. 11369)

Article 10 (répartition des excédents de redevance)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11369)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Marc Laffineur (déductibilité de l'ensemble de la CSG) (p. 11370)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond de l'abattement dont bénéficient les retraités) (p. 11370)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond de l'abattement pour enfants rattachés mariés ou ayant des enfants à charge) (p. 11370)

Intervient sur l'amendement n° 13 corrigé de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 11370)

Article 11 bis A (exonération des sorties en rente viagère des contrats d'assurance-vie principalement investis en actions)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 11371)

Article 11 bis (éligibilité au plan d'épargne en actions des actions émises par des sociétés ayant leur siège dans un autre Etat membre de la Communauté européenne reçues en échange d'actions cotées détenues dans un plan à la date de l'échange)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11371)

Article 14 (conséquences fiscales du changement de mode d'exploitation de certaines entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11372)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11372)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11373)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (de coordination) (p. 11373)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de coordination) (p. 11373)

Article 16 bis (rapport au Parlement sur les activités de la direction générale des douanes)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 11373)

Article 18 (compétence territoriale des receveurs des impôts et motivation des avis de mise en recouvrement)

Intervient sur l'amendement n° 31 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11374)

Article 19 bis (report d'un an de la date de rétablissement du droit commun en matière d'impôt sur les successions en Corse)

Son intervention (p. 11376)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Charles de Courson (suppression du report du rétablissement des pénalités pour défaut de déclaration de succession dans le délai de six mois) (p. 11377)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Marc Laffineur (suppression de la prise en compte des revenus ou des plus-values latentes pour l'imposition des contribuables transférant leur domicile hors de France) (p. 11379)

Intervient sur l'amendement n° 9 corrigé de M. Marc Laffineur (suppression de la prise en compte des revenus ou des plus-values latentes pour l'imposition des contribuables transférant leur domicile hors de France) (p. 11379)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Marc Laffineur (suppression du droit de mutation sur les cessions de titres de sociétés) (p. 11379)

Article 21 bis B (prorogation du dispositif d'amortissement exceptionnel des matériels destinés à économiser l'énergie)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 11379)

Article 21 quinquies supprimé par le Sénat (exonération de contribution annuelle sur les revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis plus de quinze ans pour les immeubles faisant partie de villages de vacances ou de maisons familiales agréés)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11380)

Article 21 septies A (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des centres d'hébergement d'urgence)

Soutient l'amendement n° 56 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 11380) : adopté (p. 11381)

Article 21 septies B (augmentation des coefficients multiplicateurs qui déterminent le tarif de la vignette des différentes catégories de véhicules)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) (p. 11381)

Article 21 septies (fonds de compensation des nuisances aéroportuaires)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Didier Migaud (de coordination) (p. 11382)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (suppression des dispositions relatives aux modalités de répartition de la contribution annuelle d'Aéroports de Paris) (p. 11382)

Article 21 nonies A (potentiel fiscal des communes cessant de faire application d'une péréquation volontaire au sein d'un établissement public de coopération intercommunale venant d'opter pour la taxe professionnelle de zone)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (suppression du caractère rétroactif du dispositif) (p. 11382)

Article 21 nonies supprimé par le Sénat (répartition des crédits des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement de l'article dans une nouvelle rédaction demandant au Gouvernement un rapport et des simulations sur d'éventuelles réformes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle telles qu'elles figuraient au présent article ainsi qu'aux articles 21 decies à 21 terdecies) (p. 11383)

Article 21 quaterdecies (déclarations électroniques d'impôt sur les sociétés et télérèglement de la taxe sur la valeur ajoutée)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11383)

Article 21 quindecies A (rapport au Parlement sur les activités de la direction générale des impôts)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (de suppression) (p. 11384)

Après l'article 21 septdecies

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Charles de Courson (diminution du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'éthanol) (p. 11384)

Article 23 supprimé par le Sénat (modification des catégories de recettes susceptibles d'alimenter le compte d'affectation spéciale n° 902-24)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11384)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Laurent Dominati (limitation à 20 % maximum de l'augmentation de taxe d'habitation d'une année sur l'autre) (p. 11385)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Laurent Dominati (limitation à 20 % maximum de l'augmentation de taxe d'habitation d'une année sur l'autre) (p. 11385)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Marc Laffineur (suppression du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux) (p. 11385)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Marc Laffineur (abaissement du taux du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux) (p. 11385)

Article 23 bis A (modification des catégories de crédits susceptibles d'être inscrites au compte d'affectation spéciale n° 902-24)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (de suppression) (p. 11385)

Article 23 bis B (transmission au Parlement de l'ensemble des documents internes liés aux cessions de titres publics)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (de suppression) (p. 11386)

Article 23 bis C (annexes explicatives aux projets de loi de finances)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (de suppression) (p. 11386)

Article 24 supprimé par le Sénat (mise en œuvre de l'accord du 27 mai 1997 entre la France et la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11387)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. François Goulard (assouplissement des conditions d'ouverture du droit à la réduction d'impôt prévue par le 2 de l'article 200 du code général des impôts) (p. 11387)

Article 24 bis (éligibilité à la dotation de solidarité urbaine des villes-centres des communautés urbaines)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (de suppression) (p. 11388)

Article 26 bis (extension de l'avantage fiscal pour l'investissement locatif intermédiaire aux locations aux ascendants et descendants)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (de suppression) (p. 11388)

Article 27 supprimé par le Sénat (maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 11389)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 décembre 1999] (p. 11412)

Ses interventions (p. 11412, 11413)

Thèmes :

Parlement : Sénat (p. 11412)

TVA : taux : chocolat (p. 11413)

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 5)

Son intervention (p. 15)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 16)

Emploi : création d'emplois (p. 16)

Entreprises : aides publiques (p. 16)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 15 à 17)

Entreprises : comités d'entreprise (p. 16)

Parlement : rôle (p. 16)

Discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 17)

Article 1er (création d'une commission nationale de contrôle)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Robert Hue (extension de la compétence de la commission nationale aux aides versées par les collectivités locales) (p. 17)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Gérard Bapt (prise en compte des équilibres territoriaux) (p. 17)

Article 2 (rôle de la commission nationale de contrôle)

Soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement (intégration des représentants des chômeurs dans le groupe des personnalités qualifiées siégeant au sein de la commission nationale) (p. 18) : adopté (p. 18)

Article 3 (composition de la commission nationale et création de délégations régionales)

Soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement (consultation facultative de la commission nationale en matière de création de régimes d'aides) (p. 18) : adopté (p. 18)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Gérard Bapt (dépôt par le préfet de région d'un rapport annuel sur la mise en œuvre et l'utilisation des aides aux entreprises) (p. 19)

Soutient l'amendement n° 13 précédemment réservé du Gouvernement (modalités de saisine de la commission nationale) (p. 19) : adopté (p. 19)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Robert Hue (compétences et composition des commissions régionales) (p. 19)
Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Robert Hue (modalités d'information de la commission nationale) (p. 19)
Soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement (suppression de la faculté pour la commission nationale de saisir la Cour des comptes et les inspections générales des ministères) (p. 20) : retiré (p. 20)
Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Robert Hue (conditions de saisine de la commission nationale sur une situation particulière) (p. 20)
Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Robert Hue (modalités d'établissement du rapport annuel de la commission nationale) (p. 20)
Article 4 (saisine de la commission nationale)
Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Robert Hue (renforcement des capacités d'initiative des comités d'entreprise) (p. 21)
Après l'article 4
Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Gérard Bapt (information des comités d'entreprise sur les aides européennes) (p. 21)
Intervient sur l'amendement n° 10 rectifié de M. Gérard Bapt (participation du Commissariat général du Plan au secrétariat de la commission nationale) (p. 21)

Proposition de loi n° 2105 relative à la participation et à la croissance pour tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2000] (p. 757)
Sa réponse (p. 777)
Thèmes :
Entreprises : création : financement (p. 778)
Entreprises : épargne salariale : stock options (p. 779)
Entreprises : intéressement et participation (p. 777)
Entreprises : reprise par les salariés (p. 780)
Politique économique : croissance (p. 778, 780)
Politique économique : mondialisation (p. 778)
Retraites : généralités : système par capitalisation : fonds d'épargne-retraite (p. 779)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 780)
Sociétés : conseils d'administration (p. 779)
Télécommunications : France Télécom : ouverture du capital (p. 778)
Transports aériens : Air France : ouverture du capital (p. 778)

François SAUVADET
Côte-d'Or (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)
Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)
Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2312 accordant aux maires la possibilité de saisir pour avis les chambres régionales des comptes [4 avril 2000]
Proposition de loi n° 2377 tendant à étendre la procédure du chèque-service au secteur associatif [10 mai 2000]
Proposition de loi n° 2382 tendant à généraliser les équipements cinéraires dans les cimetières [10 mai 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [5 octobre 1999] (p. 6852)
Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [25 janvier 2000] (p. 325)
Retraites : généralités. Financement. Perspectives [22 mars 2000] (p. 2430)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 956, posée le 11 octobre 1999. Droit pénal. Agressions sexuelles et atteintes à l'intégrité de la personne (J.O. Questions p. 5805). Appelée le 12 octobre 1999. Récidive, lutte et prévention (p. 7114)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)
Après l'article 12
Son amendement n° 950 rectifié soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (contrat de travail à temps partagé) (p. 7506) : rejeté (p. 7507)

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [12 octobre 1999] (p. 7148)
Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7160)
Thèmes :
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : enfants (p. 7160)
Partis et mouvements politiques : majorité : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 7160)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9540)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9540, 9541)

Agriculture : crédits (p. 9540)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9540, 9541)

Bois et forêts : Fonds forestier national (FFN) : crédits (p. 9541)

Commerce extérieur : importations : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9542)

Enseignement agricole : crédits (p. 9541)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9541)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9540)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 9541)

Santé : santé publique : sécurité des produits (p. 9542)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 1999] (p. 9589)

Après l'article 64

Son sous-amendement n° 172 (non application de la modulation pour le secteur des grandes cultures) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (non utilisation par la France des "modulations" des aides compensatoires communautaires) (p. 9602) : rejeté (p. 9604)

Son sous-amendement n° 173 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur de la fécule de pomme de terre) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 174 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur de l'huile d'olive) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 175 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des lumineuses à grain) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 176 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du chanvre) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 177 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du lin) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 178 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des vers à soie) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 179 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des bananes) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 180 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des raisins secs) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 181 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du tabac) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 182 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des semences) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 183 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du houblon) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 184 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du riz) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 186 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur du lait et des produits laitiers) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 185 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur de la viande bovine) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Son sous-amendement n° 187 (non application de la modulation en ce qui concerne le secteur des ovins et des caprins) à l'amendement n° 128 deuxième correction de M. Charles de Courson (p. 9604) : rejeté (p. 9607)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 1er (pratique de la chasse)

Intervient sur le sous-amendement n° 180 de M. Charles de Courson (réaffirmation du droit de chasse) à l'amendement n° 54 de la commission (prélèvement raisonnable) (p. 2727)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Soutient l'amendement n° 230 de M. Jean Proriol (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2768) : rejeté (p. 2769)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Noël Mamère (composition et conditions de vote au conseil d'administration de l'ONC) (p. 2770)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Charles de Courson (composition et conditions de vote au conseil d'administration de l'ONC) (p. 2770)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. François Brottes (représentation des intérêts forestiers) (p. 2773)

Intervient sur l'amendement n° 66 rectifié de la commission (mise en place d'un conseil scientifique) (p. 2774)

Intervient sur le sous-amendement n° 182 corrigé de M. Charles de Courson (directeur du conseil scientifique nommé en conseil des ministres) à

l'amendement n° 66 rectifié de la commission (p. 2774)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son amendement n° 187 (jour de non-chasse) : devenu sans objet (p. 2865)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4913)

Son intervention (p. 4923)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 4923)

Bois et forêts : Fonds forestier national (FFN) (p. 4923)

Bois et forêts : forêts privées (p. 4923)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 4923)

Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 4923)

Bois et forêts : reboisement : tempêtes (p. 4923)

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 1er (principes fondamentaux de la politique forestière)

Article L. 3 du code forestier

Son sous-amendement n° 648 (de précision) à l'amendement n° 196 rectifié de la commission (composition et attributions du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers) : retiré (p. 4968)

Son sous-amendement n° 649 à l'amendement n° 196 rectifié de la commission : non soutenu (p. 4968)

Son sous-amendement n° 650 à l'amendement n° 196 rectifié de la commission (p. 4968) : non soutenu (p. 4969)

Article 3 (accueil du public)

Son sous-amendement n° 653 à l'amendement n° 226 corrigé de la commission (accueil du public dans les forêts relevant du régime forestier et les forêts privées) : non soutenu (p. 5008)

Après l'article 14

Son amendement n° 655 (réglementation des plantations de sapins de Noël) : devenu sans objet (p. 5066)

Article 15 (prévention des incendies de forêt)

Soutient l'amendement n° 99 de M. François Vannson (moyens de prévention des incendies de forêt devant faire l'objet de la création d'associations syndicales) (p. 5068) : rejeté (p. 5068)

Soutient l'amendement n° 100 de M. Pierre Micaux (avis de l'ONF sur les dispositions particulières à certains massifs forestiers) (p. 5069) : rejeté (p. 5069)

Soutient l'amendement n° 176 de M. François Vannson (sanctions des mauvaises pratiques sylvicoles des propriétaires) (p. 5072) : rejeté (p. 5072)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Pierre Micaux (charge des travaux de dégagement des parcelles sinistrées) (p. 5074)

Intervient sur l'amendement n° 303 de la commission (modalités des travaux de dégagement des parcelles sinistrées fixées par décret en Conseil d'Etat) (p. 5074)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Pierre Micaux (consultation de l'ONF sur la définition des zones sensibles aux incendies de forêt) (p. 5075, 5076)

Soutient l'amendement n° 71 de M. François Vannson (amende de 30 francs) (p. 5079) : rejeté (p. 5079)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 457 de M. Jean Proriol (rapport au Parlement relatif à l'institution d'un fonds national de garantie des calamités forestières) (p. 5083)

Article 19 (sanctions dissuasives à l'encontre des personnes coupables de coupes abusives)

Soutient l'amendement n° 84 de M. Pierre Micaux (sanctions) (p. 5086) : rejeté (p. 5086)

Soutient l'amendement n° 166 de M. Pierre Micaux (sanctions) (p. 5086) : rejeté (p. 5086)

Soutient l'amendement n° 165 de M. Pierre Micaux (sanctions) (p. 5086) : rejeté (p. 5086)

Article 20 (sanctions liées au non-respect de la réglementation des coupes)

Soutient l'amendement n° 109 de M. François Vannson (amende portée au triple) (p. 5088) : rejeté (p. 5088)

Soutient l'amendement n° 72 de M. Pierre Micaux (conditions de non caducité des plans de gestion) (p. 5088) : rejeté (p. 5088)

Soutient l'amendement n° 110 de M. François Vannson (point de départ du délai) (p. 5089) : rejeté (p. 5089)

Article 22 (régimes de contrôle applicables aux dunes côtières et aux dunes de mer du Pas-de-Calais)

Soutient l'amendement n° 111 de M. Pierre Micaux (de précision) (p. 5091) : rejeté (p. 5091)

Avant l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 331 de la commission (forêt "relevant" du régime forestier) (p. 5094)

Article 26 (élargissement du conseil d'administration de l'ONF)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. François Vannson (élargissement du conseil d'administration de l'ONF aux personnalités ayant une compétence particulière dans le domaine du patrimoine) (p. 5099)

Article 30 (centres régionaux de la propriété forestière)

Son intervention (p. 5106)

Soutient l'amendement n° 75 de M. Pierre Micaux (développement des organismes de gestion en commun) (p. 5107) : adopté (p. 5107)

Soutient l'amendement n° 116 de M. François Vannson (non concurrence avec le secteur marchand) (p. 5107) : retiré (p. 5107)

Intervient sur l'amendement n° 701 du Gouvernement (représentation des personnels au conseil d'administration des CRPF) (p. 5109)

Article 31 (rôle des chambres d'agriculture)

Soutient l'amendement n° 118 de M. Pierre Micaux (développement durable des forêts) (p. 5110) : adopté (p. 5110)

Article 32 (modalités de financement des centres régionaux de la propriété forestière et du centre national professionnel de la propriété forestière et programme pluriannuel d'actions en matière forestière des chambres d'agriculture)

Soutient l'amendement n° 87 de M. Pierre Micaux (rôle primordial de l'Etat en matière de politique forestière) (p. 5111) : rejeté (p. 5111)

Article 33 (centre national professionnel de la propriété forestière)

Soutient l'amendement n° 76 de M. François Vannson (modalités de gestion de services communs) (p. 5113) : rejeté (p. 5114)

Intervient sur l'amendement n° 353 de la commission (mobilité des personnels) (p. 5114)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. François Vannson (statut commun des personnels étudié en liaison avec des organismes qualifiés) (p. 5114)

Intervient sur le sous-amendement n° 704 du Gouvernement (représentation de deux salariés au conseil d'administration des CNPPF) à l'amendement n° 354 de la commission (représentation des salariés au conseil d'administration des CNPPF) (p. 5115)

Article 34 (organisation de la profession d'expert foncier et agricole et d'expert forestier)

Son intervention (p. 5118)

Article 36 (modifications d'intitulés du code forestier)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Pierre Micaux (délai d'agrément d'un plan simple de gestion pour bénéficier d'une exonération des droits de mutation à titre gratuit) (p. 5126)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Michel Bouvard (délai d'agrément d'un plan simple de gestion pour bénéficier d'une exonération des droits de mutation à titre gratuit) (p. 5126)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Pierre Micaux (suppression du paragraphe relatif à la compétence du juge unique) (p. 5127)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Michel Bouvard (suppression du paragraphe relatif à la compétence du juge unique) (p. 5127)

Soutient l'amendement n° 79 rectifié de M. Pierre Micaux (délai avant l'entrée en vigueur des dispositions des articles L. 8 et L. 9 du code forestier) (p. 5128) : adopté (p. 5128)

Soutient l'amendement n° 80 de M. François Vannson (dispositions transitoires pour les plans simples de gestion) (p. 5129) : adopté (p. 5130)

Soutient l'amendement n° 583 de M. Michel Bouvard (dispositions transitoires pour les plans simples de gestion) (p. 5129) : adopté (p. 5130)

André SCHNEIDER

Bas-Rhin (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [30 août 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement technique et professionnel. Réforme. Perspectives [7 mars 2000] (p. 1545)

Professions de santé. Infirmiers libéraux. Revendications [14 juin 2000] (p. 5327)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1076, posée le 20 mars 2000. Défense. Personnel civil (J.O. Questions p. 1691). Appelée le 21 mars 2000. Forces françaises en Allemagne, démantèlement, conséquences (p. 2335)

n° 1131, posée le 22 mai 2000. Professions sociales. Aides à domicile (J.O. Questions p. 3034). Appelée le 23 mai 2000. Durée du travail, réduction, application, aides de l'Etat (p. 4498)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 9 (article L. 227-1 du code du travail : compte épargne-temps)

Soutient l'amendement n° 75 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 7433) : rejeté (p. 7433)

Soutient l'amendement n° 780 de M. Bernard Accoyer (définition du délai par convention) (p. 7434) : rejeté (p. 7434)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. François Goulard (délai de 10 ans) (p. 7434)

Soutient l'amendement n° 545 de M. Bernard Accoyer (liquidation en argent du compte épargne-temps) (p. 7434) : rejeté (p. 7434)

Intervient sur l'amendement n° 883 de M. Hervé Morin (augmentation du nombre de jours cumulables) (p. 7436)

Soutient l'amendement n° 78 de M. Thierry Mariani (augmentation du nombre de jours cumulables) (p. 7436) : rejeté (p. 7436)

Soutient l'amendement n° 761 de M. Patrick Delnatte (parents âgés de plus de 70 ans) (p. 7437) : adopté après rectification (p. 7437)

Soutient l'amendement n° 548 de M. Bernard Accoyer (formation professionnelle) (p. 7437) : rejeté (p. 7438)

Article 10 (articles L. 932 et L. 933-3 du code du travail : formation et réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 7442)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Soutient l'amendement n° 82 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 7453) : rejeté (p. 7455)

Soutient l'amendement n° 87 de M. Thierry Mariani (de suppression de l'exigence d'un accord collectif) (p. 7458) : rejeté (p. 7458)

Soutient l'amendement n° 86 de M. Thierry Mariani (généralisation des allégements de charge) (p. 7465) : rejeté (p. 7465)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. François Goulard (généralisation des allégements de charge) (p. 7465)
Soutient l'amendement n° 150 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression du fonds destiné au financement de l'allègement des charges) (p. 7484) : rejeté (p. 7485)
Soutient l'amendement n° 785 de M. Bernard Accoyer (de suppression du fonds destiné au financement de l'allègement des charges) (p. 7484) : rejeté (p. 7485)
Article 12 (article L. 241-13-1 du code de la sécurité sociale et article 9 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : allègement de cotisations sociales)
Son intervention (p. 7492)
Soutient l'amendement n° 94 de M. Thierry Mariani (entreprises ayant recours au travail à temps partiel) (p. 7495) : rejeté (p. 7495)
Soutient l'amendement n° 151 corrigé de M. Jacques Masdeu-Arus (entreprises ayant recours aux heures supplémentaires) (p. 7495) : rejeté (p. 7495)
Intervient sur l'amendement n° 511 de la commission (rédactionnel) (p. 7495)
Soutient l'amendement n° 92 de M. Thierry Mariani (salariés à employeurs multiples) (p. 7500) : rejeté (p. 7501)
Intervient sur l'amendement n° 805 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (salariés à employeurs multiples) (p. 7500)
Soutient l'amendement n° 731 de M. Éric Doligé (salariés à employeurs multiples) (p. 7500) : rejeté (p. 7500)
Soutient l'amendement n° 730 de M. Éric Doligé (maintien d'une référence en jours pour les cadres) (p. 7501) : rejeté (p. 7501)
Soutient l'amendement n° 941 de M. Patrice Martin-Lalande (exonérations prévues par la loi relative à l'aménagement du territoire) (p. 7502) : rejeté (p. 7502)
Article 14 (sécurisation juridique des accords)
Son intervention (p. 7509)
Soutient l'amendement n° 286 de M. François Goulard (de suppression) (p. 7514) : rejeté (p. 7515)
Soutient l'amendement n° 704 de M. Henry Chabert (intangibilité des accords déjà signés) (p. 7515) : rejeté (p. 7515)
Soutient l'amendement n° 782 de M. Bernard Accoyer (suppression de la condition de délai) (p. 7516) : rejeté (p. 7516)
Intervient sur l'amendement n° 912 corrigé de M. François Goulard (modification des conditions de délai) (p. 7516)
Intervient sur l'amendement n° 402 de M. François Goulard (modification des conditions de délai) (p. 7516)
Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Jacques Masdeu-Arus (modification des conditions de délai) (p. 7516)
Soutient l'amendement n° 783 de M. Bernard Accoyer (modification des conditions de délai) (p. 7516) : rejeté (p. 7517)
Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Gérard Fuchs (modification des conditions de délai) (p. 7516)
Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Jean Proriol (modification des conditions de délai) (p. 7517)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 3 (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans)
Son amendement n° 399 (application du taux réduit aux travaux réalisés dans les locaux occupés par des associations) (p. 7800) : rejeté (p. 7802)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)
Son intervention (p. 9435)
Thèmes avant la procédure des questions :
Enseignement secondaire : crédits (p. 9435, 9436)
Enseignement secondaire : lycées (p. 9436, 9437)
Enseignement secondaire : médecins scolaires (p. 9437)
Enseignement secondaire : personnel : non-enseignants (p. 9436)
Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction (p. 9437)
Procédure des questions :
Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction (p. 9502)

Proposition de loi n° 1964 relative au régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricoles et forestières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 1999] (p. 10983)
Son intervention (p. 10983)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 30 (obligation d'équiper d'installations sportives tout nouvel établissement public local d'enseignement)
Son amendement n° 127 soutenu par M. Guy Drut (inclusion des établissements privés) : rejeté (p. 672)

Bernard SCHREINER
Bas-Rhin (9ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. TGV Est. Construction, perspectives [25 avril 2000] (p. 3243)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention (p. 9238)

Thème :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 9238)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8751)

Son intervention (p. 8768)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 8769)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 8769)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 8768, 8769)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 8768, 8769)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 8769)

Cérémonies publiques et fêtes légales : monuments commémoratifs (p. 8769)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 1999] (p. 8789)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles (instauration d'une commission consultative chargée de vérifier l'utilisation des crédits inscrits dans la loi de finances) (p. 8791)

Après l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 96 du Gouvernement (revalorisation des pensions militaires d'invalidité) (p. 8792)

ECONOMIE ET FINANCES

I - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen des fascicules [19 novembre 1999] (p. 9767)

Procédure des questions :

TVA : taux : chocolat (p. 9792)

TVA : taux : coiffure (p. 9793)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Procédure des questions :

Transports aériens : Air France (p. 8860, 8861)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8729)

Procédure des questions :

Etat : réforme (p. 8748)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : ministères et secrétariats d'Etat (p. 8747)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1117)

Son intervention (p. 1134)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive : collectivités locales (p. 1135)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : concurrence (p. 1135)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : droit communautaire (p. 1135)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : monopole (p. 1135)

Discussion des articles [22 février 2000] (p. 1144) ; [23 février 2000] (p. 1175)

Article 2 (création d'un établissement public de recherche en archéologie préventive)

Soutient le sous-amendement n° 74 de M. Jacques Pélissard (appel à la concurrence pour la sous-traitance) à l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 1178) : rejeté (p. 1179)

Intervient sur le sous-amendement n° 55 de M. Christian Kert (appel à la concurrence pour la sous-traitance) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1178)

Soutient le sous-amendement n° 91 corrigé de M. Bruno Bourg-Broc (caractère industriel et commercial de l'établissement) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1179) : rejeté (p. 1179)

Soutient le sous-amendement n° 73 de M. Jacques Pélissard (logements à usage locatif construits ou améliorés avec le concours financier de l'Etat) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1179) : rejeté (p. 1179)

Soutient le sous-amendement n° 76 de M. Jacques Pélissard (représentation des maires) à l'amendement n° 9 de la commission (composition du conseil d'administration) (p. 1183) : retiré (p. 1182)

Soutient l'amendement n° 77 de M. Jacques Pélissard (statut des employés permanents de l'établissement) (p. 1184) : rejeté (p. 1184)

Article 3 (modalités de financement de l'établissement public)

Soutient le sous-amendement n° 92 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression de la redevance d'archéologie préventive) à l'amendement n° 13 de la commission (énumération des sources de financement de l'établissement) (p. 1184) : devenu sans objet (p. 1185)

Article 4 (création de redevances d'archéologie préventive)

Soutient l'amendement n° 80 de M. Jacques Pélissard (conditions de réduction de la redevance) (p. 1186) : rejeté (p. 1186)

Soutient l'amendement n° 24 de M. Bruno Bourg-Broc (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1186) : rejeté (p. 1187)

Soutient l'amendement n° 79 de M. Jacques Pélissard (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1186) : rejeté (p. 1187)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Christian Kert (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1186)

Soutient l'amendement n° 81 de M. Jacques Pélissard (exonération des travaux effectués dans les zones concernées par les fonds structurels européens) (p. 1187) : rejeté (p. 1187)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jacques Pélissard (exonération des travaux effectués dans les zones de revitalisation rurale) (p. 1187)

Soutient l'amendement n° 83 de M. Jacques Pélissard (exonération des travaux effectués dans les zones de montagne) (p. 1187) : rejeté (p. 1187)

Soutient le sous-amendement n° 78 de M. Jacques Pélissard (exonération pour des travaux effectués sur une surface inférieure à 1000 mètres carrés) à l'amendement n° 15 de la commission (exonération pour les travaux effectués par une personne physique pour elle-même) (p. 1188) : rejeté (p. 1188)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Christian Kert (exonération en cas d'abandon du projet) (p. 1189)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Bruno Bourg-Broc (diminution de la redevance) (p. 1192)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Bruno Bourg-Broc (redevance en cas de mutualisation au niveau régional de plusieurs opérations archéologiques) (p. 1192)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 22 corrigé de M. Bruno Bourg-Broc (délai de réponse de l'administration) (p. 1195) : retiré (p. 1195)

Ses explications de vote (p. 1195)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1283)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Soutient l'amendement n° 76 de M. Gilbert Meyer (approbation du schéma départemental après enquête publique organisée dans le département) (p. 1297) : rejeté (p. 1297)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (suppression du financement par l'Etat à hauteur de 70 % de leur montant des dépenses exposées pour la réparation des dommages causés aux aires d'accueil) (p. 1302)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Pierre Lasbordes (prise en compte de la valeur vénale des terrains aménagés en aire d'accueil) (p. 1304)

Article 5 (aide des organismes de sécurité sociale aux personnes gestionnaires d'aires d'accueil)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Charles Cova (dépôt d'une caution par les utilisateurs des aires d'accueil) (p. 1305)

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

Val-de-Marne (3ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Ministre de la recherche

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

Nommé président du groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

Est nommé Ministre de la recherche. Décret du 27 mars 2000 [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4821)

Cesse d'appartenir au groupe Radical, Citoyen et Vert [6 avril 2000] (p. 5275)

Cessation de son mandat de député le 27 avril 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 29 avril 2000] (p. 6493)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14664)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 31 mars 2000] (p. 4991)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 2042 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux résidents étrangers non citoyens de l'Union européenne [21 décembre 1999]

Proposition de loi n° 2090 visant à autoriser la libre critique des actes de justice et des décisions juridictionnelles [19 janvier 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alain Claeys. Bioéthique. Génétique. Génome humain, déontologie [27 juin 2000] (p. 5858)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Magistrats. Statut [23 novembre 1999] (p. 9961)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Pression fiscale [14 mars 2000] (p. 1865)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Fait part de l'indignation de l'opinion publique après la fuite de M. Papon à l'étranger pour échapper à l'exécution de l'arrêt de la Cour d'assises de la Gironde qui l'a condamné à dix ans de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité ; demande, après avoir rappelé que M. Papon a bénéficié d'un statut d'exception, que les instances chargées de veiller au bon fonctionnement de l'autorité judiciaire soient appelées à s'interroger sur cette mauvaise administration de la justice ; estime que son impunité serait une insulte à ses victimes, à leur mémoire et à la confiance de leurs familles dans la justice du pays [21 octobre 1999] (p. 7757)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 35 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 7769)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (p. 7770)

Politiques communautaires : budget (p. 7769, 7770) ; politiques internes (p. 7770)

Union européenne : construction européenne (p. 7770, 7771) ; contribution française (p. 7769 à 7771) ; élargissement (p. 7770) ; institutions (p. 7770)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9613)

Son intervention (p. 9617)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : radio : secteur public (p. 9618)

Audiovisuel et communication : secteur public : financement (p. 9618)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9617)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 1999] (p. 9650)

Après l'article 55

Soutient l'amendement n° 42 rectifié de Mme Chantal Robin-Rodrigo (rapport sur l'assiette et le recouvrement de la redevance) (p. 9655) : adopté après deuxième rectification (p. 9656)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Son intervention

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité routière (p. 8815)

Transports aériens : bruit (p. 8814, 8815)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 8815)

Voirie : routes : plan d'amélioration du réseau routier national (p. 8815)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 1999] (p. 8865)

BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Après l'article 70

l'amendement n° 107 de M. Jean-Pierre Defontaine (compensations immédiates au profit des communes voisines de l'aéroport d'Orly) (p. 8867)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11073)

Son intervention (p. 11076)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 11077)

Entreprises : situation financière : fiscalité (p. 11077)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 11077)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 11077)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 11077)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 11077)

Projet de loi n° 82 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 novembre 1999] (p. 9983)

Son intervention (p. 9988)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 9988)

Pays étrangers : Israël (p. 9988)

Pays étrangers : Palestine (p. 9988)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 1999] (p. 10742) ; [9 décembre 1999] (p. 10778, 10820)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Blazy (institution de deux fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de Paris-Charles-de-Gaulle et de Paris-Orly) (p. 10811)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Pierre Blazy (institution d'une taxe additionnelle à la taxe de l'aviation civile) (p. 10815)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2000] (p. 1245)

Son intervention (p. 1267)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 1267)
Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 1268)
Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 1268, 1269)
Gens du voyage : stationnement : maires (p. 1268)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2000] (p. 2363)
Son intervention (p. 2381)
Thème :
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle : exonérations (p. 2381 à 2383)

Philippe SÉGUIN

Vosges (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2464 relative à l'établissement et à la révision des listes électorales à Paris [8 juin 2000]

Bernard SEUX

Pas-de-Calais (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Patrick SÈVE

Val-de-Marne (12ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 décembre 1999] (p. 18203)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 7 décembre 1999] (p. 18203)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 16 décembre 1999] (p. 18744)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 décembre 1999] (p. 18744)

Henri SICRE

Pyrénées-Orientales (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)
Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)
Son amendement n° 186 corrigé (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2854) : retiré (p. 2859) ; repris par M. Maxime Gremetz : rejeté au scrutin public (p. 2860)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)
Son intervention (p. 5212)
Thèmes :
Animaux : animaux sauvages : protection (p. 5213)
Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 5214)
Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 5203)
Justice : Conseil d'Etat : décrets (p. 5212, 5213)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 5213)
Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son amendement n° 74 soutenu par M. Maxime Gremetz (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5283) : devenu sans objet (p. 5292)

Jean-Pierre SOISSON

Yonne (1ère circonscription)
Député non-inscrit
puis Apparenté au groupe Démocratie libérale et indépendants

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

S'apparente au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 3 novembre 1999] (p. 16428)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2202 relative à la reconnaissance du 19 mars comme journée nationale du souvenir et du recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combattants du Maroc et de Tunisie [1er mars 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 7 (règles relatives à la profession d'intermédiaire)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (mise à la charge du mandant des frais relatifs à la prestation de l'agent) (p. 619)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (communication systématique des contrats aux fédérations) (p. 620)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Édouard Landrain (communication systématique des contrats aux fédérations) (p. 620)

Article 8 (fédérations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (mise en place de règles de pratiques adaptées par les fédérations non délégataires) (p. 626)

Intervient sur l'amendement n° 48 rectifié de la commission (modalités d'élection des instances dirigeantes des fédérations) (p. 629)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Article 19 bis (diminution du taux de la TVA appliquée à l'utilisation des installations sportives)

Son intervention (p. 3795)

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (de suppression) (p. 3797)

Article 22 (droits et obligations des sportifs de haut niveau)

Intervient sur le sous-amendement n° 84 de M. Édouard Landrain (manifestations organisées par la fédération) à l'amendement n° 19 de la commission (retour au texte adopté en première lecture et participation des sportifs à des manifestations d'intérêt général) (p. 3800)

Article 23 bis (cumul d'un emploi public et d'une activité sportive professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié de la commission (conditions limitatives au cumul d'un emploi public et d'une activité sportive professionnelle) (p. 3802)

Article 24 supprimé par le Sénat (conventions d'insertion professionnelle des sportifs de haut niveau)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 du Gouvernement (avis du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 3802)

Article 29 (schéma directeur d'équipements sportifs d'intérêt national)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (retour au texte adopté à l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3805)

Article 30 (obligation d'équiper d'installations sportives tout nouvel établissement public local d'enseignement)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (retour au texte adopté à l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3806)

Article 32 (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs)

Son intervention (p. 3808)

Intervient sur l'amendement n° 2, deuxième rectification du Gouvernement (garanties de qualification) (p. 3810)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Guy Drut (non-application de la loi relative à la réduction négociée du temps de travail) (p. 3815)

Article 43 supprimé par le Sénat (parrainage par des associations de projets collectifs proposés par des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3826)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 93 rectifié de M. Alain Néri (Conseil de prévention et de lutte contre le dopage associé à la préparation de la position de la France dans les négociations internationales) (p. 3827)

Ses explications de vote (p. 3828)

Proposition de loi n° 1516 rectifié relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 février 2000] (p. 1169)

Son intervention (p. 1171)

Thèmes :

Constitution : article 34 (p. 1171)

Politique économique : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CSERC) (p. 1171)
Politique sociale : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) : création (p. 1171)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 51 (transfert des compétences ferroviaires aux régions)

Son intervention (p. 2176)

Intervient sur l'amendement n° 1291 de M. Jean-Jacques Filleul (conformités des pratiques régionales) (p. 2178)

Intervient sur le sous-amendement n° 1464 de M. Francis Delattre (transparence comptable) à l'amendement n° 263 de la commission (État garant de l'unicité du système ferroviaire) (p. 2180)

Article 52 (compensation financière de la part de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Jean Proriol (calcul de la compensation) (p. 2183)

Intervient sur l'amendement n° 632 de M. Marc-Philippe Daubresse (calcul de la compensation) (p. 2183)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Jean Proriol (calcul de la compensation) (p. 2185)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Michel Bouvard (calcul de la compensation) (p. 2185)

Intervient sur l'amendement n° 639 de M. Marc-Philippe Daubresse (calcul de la compensation) (p. 2185)

Intervient sur l'amendement n° 1321 de M. Alain Le Vern (calcul de la compensation) (p. 2185)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 1292 de M. Jean-Jacques Filleul (SNCF garante de la cohérence de l'organisation du transport ferroviaire) (p. 2187)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Charles de Courson (suppression de la tutelle de l'Etat) (p. 2793)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Son intervention (p. 2798)

Intervient sur l'amendement n° 73 deuxième rectification de la commission (budget et missions des fédérations soumis à l'approbation du préfet) (p. 2806)

Intervient sur le sous-amendement n° 390 de M. Charles de Courson (non soumission des budgets des fédérations à la comptabilité publique) à l'amendement n° 73 deuxième rectification de la commission (p. 2806)

Intervient sur le sous-amendement n° 391 de M. Charles de Courson (non soumission des budgets des fédérations à la comptabilité publique) à l'amendement n° 73 deuxième rectification de la commission (p. 2806)

Article 6 (réforme du régime des associations communales de chasse agréées)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (primauté du droit de fermage sur le droit de propriété) (p. 2823)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean-Pierre Dufau (primauté du droit de fermage sur le droit de propriété) (p. 2823)

Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)

Intervient sur le sous-amendement n° 306 de M. Jean Auclair (mise en place d'un permis à points) à l'amendement n° 92 de la commission (mise en place d'un permis accompagné) (p. 2835)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Brana (chasse à la tourterelle des bois dans le département de la Gironde) (p. 2895)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 juin 2000] (p. 5336)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 5356)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 5337)
Constitution : révision : procédures (p. 5356)

Dominique STRAUSS-KAHN

Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

Cessation de ses fonctions de Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie : décret du 2 novembre 1999 [J.O. du 3 novembre 1999] (p. 16383)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Michel Bouvard. TVA. Politiques communautaires. Taux, activités à forte densité de main d'œuvre, hôtellerie et restauration [6 octobre 1999] (p. 6925)

M. François Goulard. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [13 octobre 1999] (p. 7236)

M. Jean-Louis Idiart. Politique économique. Perspectives. Commission des comptes de la Nation, bilan [13 octobre 1999] (p. 7237)

M. Didier Quentin. Impôts et taxes. Taxe générale sur les activités polluantes. Application [13 octobre 1999] (p. 7242)

M. Claude Billard. Industrie. Construction aéronautique. Aérospatiale, fusion avec Matra et DASA [19 octobre 1999] (p. 7556)

M. Philippe Douste-Blazy. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Fonds de pension, loi, abrogation [19 octobre 1999] (p. 7557)

M. Gilles Carrez. Impôts et taxes. Politique fiscale. Prélèvements obligatoires, taux [19 octobre 1999] (p. 7563)

M. Jacques Myard. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), négociations, attitude de la France [20 octobre 1999] (p. 7650)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)

Son intervention (p. 7577)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 7611, 7615)

Intervient sur la question préalable opposée par M. José Rossi (p. 7625)

Son interruption (p. 7669)

Sa réponse (p. 7673)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 7674, 7680)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 7618)

Bâtiment et travaux publics : bâtiment (p. 7581)

Bâtiment et travaux publics : bâtiment : TVA (p. 7577, 7581, 7582, 7669, 7674, 7679)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7616, 7617)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 7617, 7618)

Constitution : inconstitutionnalité (p. 7618)

Donations et successions : droits de mutation à titre gratuit : entreprises (p. 7674)

Emploi : chômage (p. 7578, 7579, 7582)

Emploi : création d'emplois (p. 7577, 7627, 7675, 7677)

Emploi : politique de l'emploi (p. 7676)

Enregistrement et timbre : droit de bail (p. 7581, 7676)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux (p. 7581)

Entreprises : allégement des charges (p. 7676)

Entreprises : création (p. 7627)

Entreprises : épargne salariale (p. 7678)

Etat : réforme (p. 7680)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 7577, 7581, 7625, 7675, 7677)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 7578, 7579)

Finances publiques : dépenses (p. 7581, 7616, 7625, 7627, 7673, 7674, 7676, 7677)

Finances publiques : dette publique (p. 7577, 7616, 7675)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 7577, 7578, 7580 à 7582, 7626, 7673, 7676, 7680)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 7577, 7578, 7581, 7582, 7625, 7626, 7674, 7675, 7678, 7679)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 7616 à 7618)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 7676)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 7674, 7678)

Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 7677)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 7582)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 7582, 7676)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 7616, 7618)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 7679)

Impôts et taxes : taxe sur les bureaux d'Ile-de-France (p. 7617)

Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 7674)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 7674)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7679)

Politique économique : conjoncture (p. 7577 à 7580, 7673)

Politique économique : consommation (p. 7579)

Politique économique : croissance (p. 7578 à 7581, 7625 à 7627, 7675, 7678, 7680)

Politique économique : généralités (p. 7579, 7580, 7582, 7673, 7677, 7678)

Politique économique : inflation (p. 7578)

Politique économique : investissement (p. 7580)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 7677)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 7580)

Sécurité sociale : loi de financement (p. 7618, 7673)

Sociétés : conseils d'administration : salariés (p. 7676)

Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 7617, 7618)

TVA : taux normal (p. 7679)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 7580)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 10 (mesures en faveur de la création d'entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Christian Cuvilliez (de suppression) (p. 7897)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (suppression des dispositions tendant à pérenniser le dispositif des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et à l'élargir à l'ensemble des entreprises innovantes) (p. 7897)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Yves Cochet (suppression des dispositions tendant à pérenniser le dispositif des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et à l'élargir à l'ensemble des entreprises innovantes) (p. 7897)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. François d'Aubert (fixation à la première cotation en bourse du point de départ du délai de 15 ans pendant lequel une entreprise peut bénéficier du régime des bons de souscription des parts de créateur d'entreprise) (p. 7900)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 398 de M. Michel Bouvard (déductibilité des provisions constituées par les entreprises exploitantes de remontées mécaniques et de domaines skiables en vue de faire face au risque de pertes et charges consécutives à un manque de neige ou aux intempéries) (p. 7900)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. François d'Aubert (extension à toutes les entreprises nouvelles de l'exonération d'impôt sur les bénéfices prévue à l'article 44 sexies du code général des impôts) (p. 7901)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Jean-Jacques Jégou (extension à toutes les entreprises nouvelles de l'exonération d'impôt sur les bénéfices prévue à l'article 44 sexies du code général des impôts) (p. 7901)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Jean-Jacques Jégou (transfert de l'article 60 du projet de loi de finances relatif aux régimes d'imposition des plus-values afin d'élargir son champ d'application aux opérations réalisées avant le 1er janvier 1999) (p. 7906)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Gilbert Gantier (revalorisation du plafond d'exonération des plus-values réalisées par les titulaires de bénéfices non commerciaux) (p. 7906)

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Renaud Dutreil (revalorisation du plafond d'exonération des plus-values réalisées par les titulaires de bénéfices non commerciaux) (p. 7906)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Gilbert Gantier (extension du mécanisme visant à éviter le coût fiscal de la constitution d'une société à tous les apports de biens affectés à l'exercice d'une activité professionnelle au profit d'une société soumise à un régime réel d'imposition) (p. 7906)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Jacques Jégou (institution d'une exonération des plus-values réinvesties dans un délai de six mois dans des entreprises nouvelles) (p. 7907)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Pierre Méhaignerie (application du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise aux entreprises du second marché) (p. 7907)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Pierre Méhaignerie (prorogation jusqu'au 31 décembre 2008 du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) (p. 7907)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Jacques Barrot (doublement de la déduction du revenu global en cas de cessation de paiement de l'entreprise dans laquelle le contribuable a investi) (p. 7907)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Jacques Barrot (relèvement de la déduction du revenu global en cas de cessation de paiement de l'entreprise dans laquelle le contribuable a investi) (p. 7908)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. François d'Aubert (relèvement du taux et des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux et des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Jean-Jacques Jégou (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Germain Gengenwin (relèvement des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Philippe Auberger (relèvement du taux et des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital des sociétés non cotées) (p. 7909)

Intervient sur l'amendement n° 231 précédemment réservé de M. François d'Aubert (création de bons de croissance regroupant les options d'achat ou de souscription d'actions et les bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et assujettissement de ces bons à une taxation forfaitaire calquée sur celle des plus-values mobilières) (p. 7911)

Intervient sur l'amendement n° 211 précédemment réservé de M. François d'Aubert (alignement de la taxation des plus-values de cession des options d'achat ou de souscription d'actions sur celle des plus-values mobilières) (p. 7911)

Intervient sur l'amendement n° 334 deuxième rectification de M. Yves Cochet (relèvement de l'imposition des gains retirés des options d'achat ou de souscription d'actions) (p. 7911)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (relèvement de l'imposition des gains retirés des options d'achat ou de souscription d'actions) (p. 7911)

Intervient sur l'amendement n° 91 corrigé de M. Georges Sarre (soumission des gains retirés des options d'achat ou de souscription d'actions au droit commun de l'impôt sur le revenu et application sur option de l'imposition préférentielle dans une limite annuelle de 5 millions de francs et lorsque ces options ont été proposées à l'ensemble des salariés après information du comité d'entreprise) (p. 7911)

Michel SUCHOD

Dordogne (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

Secrétaire de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

Cesse d'appartenir au Conseil national du tourisme [31 août 2000]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 7 : Aménagement du territoire et environnement (environnement) (n° 1861) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Egalité des justiciables [19 octobre 1999] (p. 7561)

Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [18 janvier 2000] (p. 36)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 939, posée le 11 octobre 1999. Chambres consulaires. Chambres de commerce et d'industrie (J.O. Questions p. 5803). Appelée le 12 octobre 1999. Réforme (p. 7115)

n° 1086, posée le 8 mai 2000. TVA. Taux (J.O. Questions p. 2765). Appelée le 9 mai 2000. Hôtellerie et restauration (p. 3862)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [12 octobre 1999] (p. 7148)

Son intervention (p. 7171)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : communautarisme (p. 7171)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : égalité (p. 7171)

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 7171)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)

2 - Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 9244)

Politique extérieure : coopération économique (p. 9244)

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Son intervention (p. 9545)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9546)

Agriculture : crédits (p. 9545)

Commerce extérieur : importations : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9546)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9546)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 9547)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)

Rapporteur spécial de la commission des finances suppléé par M. Yves Cochet

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 345)

Thèmes :

Elections et référendums : élus : femmes (p. 345, 346)

Femmes : égalité des sexes (p. 345, 346)

Femmes : parité : histoire (p. 345)

Parlement : parlementaires : recrutement (p. 346)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2000] (p. 432)

Son intervention (p. 448)

Thèmes :

Parlement : bicamérisme (p. 448)

Parlement : Sénat : collège sénatorial (p. 448)

Parlement : Sénat : droite (p. 448)

Parlement : Sénat : histoire (p. 448)

Parlement : Sénat : représentation proportionnelle (p. 448)

Parlement : Sénat : représentativité (p. 448)

Déclaration du Gouvernement n° 2135 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur les conséquences et les suites des intempéries et de la marée noire qui sont intervenues fin décembre 1999

[3 février 2000] (p. 701)

Son intervention (p. 708)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes : indemnisation (p. 709)

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 709)

Assurances : catastrophes naturelles : indemnisation (p. 709)

Bois et forêts : forêts : tempêtes (p. 708)

Bois et forêts : forêts privées : charges (p. 708)

Bois et forêts : forêts privées : militaires et assimilés (p. 708, 709)

Régions : Aquitaine (p. 708)

Régions : Poitou-Charentes (p. 708)

Secteur public : services publics : Electricité de France (EDF) (p. 708, 709)

Tourisme et loisirs : tourisme social : camping (p. 709)

Union européenne : fonds structurels (p. 710)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)

Son intervention (p. 3283)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 3285)

Entreprises : Michelin (p. 3284)

Impôts et taxes : paradis fiscaux (p. 3284)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : offres publiques d'échange (OPE) (p. 3284, 3285)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3284)

Politique économique : concurrence (p. 3284)

Politique économique : Conseil de la concurrence (p. 3284)

Politique économique : généralités (p. 3284, 3285)

Politique générale : libéralisme (p. 3284)

Sociétés : organes de gestion (p. 3284)

Union européenne : droit communautaire (p. 3284)

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Article 4 (articles L. 432-1 et L. 439-2 du code du travail : information du comité d'entreprise en cas d'offre publique)

Son amendement n° 395 soutenu par M. Jacques Desallangre (détermination par le comité d'entreprise du caractère amical ou hostile d'une offre publique) (p. 3349) : rejeté (p. 3350)

Article 5 (article 33 de la loi du 2 juillet 1996 : limitation dans le temps des procédures d'offre publique)

Son amendement n° 396 soutenu par M. Jacques Desallangre (de conséquence) (p. 3363) : rejeté (p. 3364)

Avant l'article 6

Son amendement n° 397 soutenu par M. Jacques Desallangre (présidence du collège des autorités de contrôle du secteur financier) (p. 3364) : adopté (p. 3365)

Après l'article 6

Son amendement n° 415 soutenu par M. Jacques Desallangre (organisation de la surveillance prudentielle du secteur des banques et des assurances) (p. 3368) : rejeté (p. 3370)

Article 7 (article 15 de la loi du 24 janvier 1984 : information du gouverneur de la Banque de France)

Son amendement n° 399 soutenu par M. Jacques Desallangre (extension de l'obligation d'information aux offres publiques visant des établissements de crédit agréés en France et cotés à l'étranger) : retiré (p. 3371)

Son amendement n° 398 soutenu par M. Jacques Desallangre (information préalable du ministre chargé de l'économie) (p. 3371) : retiré (p. 3372)

Après l'article 21

Son amendement n° 369 soutenu par M. Éric Besson (ouverture de la possibilité pour Tracf.in de procéder à des investigations à partir d'informations transmises par les services de l'Etat ou des collectivités territoriales) : adopté (p. 3417)

Article 61 (articles 101, 143, 262-11, 102, 144, 103, 145 et 262-12 de la loi 24 juillet 1966 : extension du régime d'autorisation des conventions entre les sociétés et leurs dirigeants)

Son amendement n° 412 soutenu par M. Georges Sarre (autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires lorsque la convention porte sur l'acquisition de titres de capital) (p. 3455) : rejeté (p. 3456)

T

Frantz TAITTINGER

Hauts-de-Seine (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Michel TAMAYA

La Réunion (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 24 novembre 1999] (p. 17450)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 novembre 1999] (p. 17450)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 février 2000] (p. 2805)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 23 février 2000] (p. 2805)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 24 février 2000] (p. 2887)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 février 2000] (p. 2887)

Rapporteur pour avis du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer (n° 2322) [26 avril 2000]

Cesse d'appartenir au Conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer (RFO) [1er août 2000]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 21 septembre 2000] (p. 14843)

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les titres Ier, II et IV du projet de loi (n° 2322) d'orientation pour l'outre-mer [3 mai 2000] (n° 2356)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : La Réunion. Système pénitentiaire, établissements, rénovation, Saint-Denis de la Réunion [9 novembre 1999] (p. 9092)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 10 novembre 1999)

18 - Système pénitentiaire : établissements : La Réunion (p. 9160)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)

Son intervention (p. 9332)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 9332)
Outre-mer : DOM : culture (p. 9333)
Outre-mer : DOM : langues régionales (p. 9333)
Outre-mer : DOM : logement (p. 9333)
Outre-mer : DOM : marchés publics (p. 9333)
Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 9333, 9334)
Outre-mer : DOM : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9333)
Outre-mer : DOM-TOM : chômage (p. 9333)
Outre-mer : DOM-TOM : fonctionnaires et agents publics (p. 9334)
Outre-mer : DOM-TOM : lois d'orientation (p. 9333)
Outre-mer : égalité sociale (p. 9333)
Outre-mer : La Réunion : chômage (p. 9332)
Outre-mer : La Réunion : développement économique (p. 9332)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9334)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)

Son intervention (p. 3968)

Thèmes :

Emploi : jeunes : DOM (p. 3969)
Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : DOM (p. 3970)
Outre-mer : DOM : compétences (p. 3963)
Outre-mer : DOM : culture (p. 3969, 3970)
Outre-mer : DOM : développement économique (p. 3969)
Outre-mer : DOM : égalité sociale (p. 3969)
Outre-mer : DOM : généralités (p. 3969)
Politique économique : économie solidaire : DOM (p. 3969)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 3969)

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 1er (le développement des départements d'outre-mer, priorité de la Nation)

Son amendement n° 151 (valorisation des atouts régionaux des départements d'outre-mer) : adopté (p. 4028)

Son amendement n° 152 (référence à la coopération régionale) (p. 4028) : adopté (p. 4029)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Bruno Bourg-Broc (référence à l'aménagement du territoire) (p. 4030)

Article 2 (article L. 752-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Soutient l'amendement n° 169 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 4032) : retiré (p. 4032)

Soutient l'amendement n° 172 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 4034) : retiré (p. 4034)

Soutient l'amendement n° 173 de la commission des affaires culturelles (extension au secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 4035) : retiré (p. 4035)

Soutient l'amendement n° 174 de la commission des affaires culturelles (extension aux secteurs de transports terrestres de personnes et des soins privés) (p. 4035) : rejeté (p. 4036)

Soutient l'amendement n° 175 de la commission des affaires culturelles (de précision pour l'application du dispositif aux marins pêcheurs inscrits au rôle d'équipage) (p. 4036) : retiré (p. 4036)

Soutient l'amendement n° 176 de la commission des affaires culturelles (de précision pour l'application du dispositif aux entreprises ayant conclu un accord de réduction de la durée du travail avant l'entrée en vigueur de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000) (p. 4036) : retiré (p. 4037)

Soutient l'amendement n° 177 de la commission des affaires culturelles (exonération ne pouvant excéder le montant des charges dues) (p. 4037) : retiré (p. 4037)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Ernest Moutoussamy (conversion de l'excédent d'exonération en un crédit d'impôt) (p. 4037)

Intervient sur l'amendement n° 463 du Gouvernement (libre choix des entreprises entre les différents régimes d'exonération au titre de la réduction de la durée du travail) (p. 4038)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 393 de Mme Huguette Bello (conditions d'accès à la profession de taxi à La Réunion) (p. 4040)

Article 3 (articles L. 756-4 à L. 756-6 nouveaux du code de la sécurité sociale : cotisations et contributions des employeurs et travailleurs indépendants)

Soutient l'amendement n° 178 corrigé de la commission des affaires culturelles (extension aux cotisations vieillesse des professions libérales) (p. 4041) : retiré (p. 4042)

Soutient l'amendement n° 179 corrigé de la commission des affaires culturelles (extension aux cotisations vieillesse des professions libérales) (p. 4041) : retiré (p. 4042)

Soutient l'amendement n° 180 de la commission des affaires culturelles (exonération de deux ans pour les créations d'activité) (p. 4042) : retiré (p. 4042)

Soutient l'amendement n° 303 de la commission (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4042) : adopté (p. 4043)

Soutient l'amendement n° 181 de la commission des affaires culturelles (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4042) : adopté (p. 4043)

Soutient l'amendement n° 8 de M. Camille Darsières (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4042) : adopté (p. 4043)

Soutient l'amendement n° 38 de M. Daniel Marsin (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4042) : adopté (p. 4043)

Soutient l'amendement n° 571 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression du "guichet unique" pour le recouvrement des cotisations) (p. 4042) : adopté (p. 4043)

Soutient l'amendement n° 182 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 4043) : adopté (p. 4043)

Soutient l'amendement n° 183 de la commission des affaires culturelles (exclusion de la CSG et de la CRDS des marins propriétaires embarqués) (p. 4043) : rejeté (p. 4044)

Article 4 (article 3 de la loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 : exonération de charges sociales des exploitants agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 465 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4046)

Article 5 (plan d'apurement des dettes sociales)

Soutient l'amendement n° 185 de la commission des affaires culturelles (extension aux dettes envers la caisse de congés payés, celle de la retraite complémentaire et l'Assedic) (p. 4047) : rejeté (p. 4047)

Soutient l'amendement n° 186 de la commission des affaires culturelles (abandon de créances sur leur montant au 1er janvier 1999 et non au 1er janvier 1998) (p. 4048) : adopté (p. 4049)

Soutient l'amendement n° 187 de la commission des affaires culturelles (de coordination) (p. 4050) : retiré (p. 4050)

Soutient l'amendement n° 188 de la commission des affaires culturelles (de coordination) (p. 4051) : adopté (p. 4051)

Soutient l'amendement n° 189 de la commission des affaires culturelles (retrait de l'abandon de créances et caducité du plan d'apurement) (p. 4051) : adopté après modification (p. 4051)

Intervient sur le sous-amendement n° 467 du Gouvernement (extension aux fraudes de toute nature en matière de paiement des cotisations sociales) à l'amendement n° 189 de la commission des affaires culturelles (p. 4051)

Soutient l'amendement n° 190 de la commission des affaires culturelles (nouvelle rédaction du paragraphe III excluant du bénéfice de l'article les entreprises dont les dirigeants ont été condamnés pour travail dissimulé ou pour fraude) (p. 4052) : adopté après modification (p. 4052)

Article 6 (plan d'apurement des dettes fiscales)

Soutient l'amendement n° 192 de la commission des affaires culturelles (réexamen de la situation fiscale des entreprises ayant été taxées d'office en cas de bénéfice du plan) (p. 4054) : adopté (p. 4054)

Soutient l'amendement n° 193 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 4054) : adopté (p. 4054)

Article 7 précédemment réservé (article L. 832-7 nouveau du code du travail : soutien au désenclavement des départements d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 195 de la commission des affaires culturelles (extension à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4087) : retiré (p. 4087)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 404 précédemment réservé de Mme Huguette Bello (prorogation jusqu'en 2004 du régime fiscal des investissements productifs effectués outre-mer par des sociétés - article 163 tervecies du code général des impôts) (p. 4089)

Intervient sur l'amendement n° 500 précédemment réservé de M. Bruno Bourg-Broc (exonération des droits d'enregistrement et de timbre pour la mise en valeur outre-mer des terres incultes, laissées à l'abandon ou insuffisamment exploitées) (p. 4089)

Soutient l'amendement n° 198 précédemment réservé de la commission des affaires culturelles (rapport relatif au rapprochement des taux bancaires entre outre-mer et métropole) (p. 4091) : retiré (p. 4091)

Article 8 précédemment réservé (article L. 811-2 nouveau du code du travail, articles L. 161-22 et L. 754-5 nouveau du code de la sécurité sociale : développement des formations en alternance)

Soutient l'amendement n° 200 rectifié de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 4093) : adopté (p. 4093)

Article 9 précédemment réservé (article L. 832-6 nouveau du code du travail : projet initiative-jeune)

Soutient l'amendement n° 201 de la commission des affaires culturelles (application à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4094) : retiré (p. 4094)

Intervient sur l'amendement n° 204 de la commission des affaires culturelles (délivrance par le conseil régional d'une recommandation de conformité du projet au schéma d'aménagement régional et au document unique de programmation) (p. 4094)

Intervient sur l'amendement n° 502 de M. Bruno Bourg-Broc (délivrance par le conseil régional d'une recommandation de conformité du projet au schéma d'aménagement régional et au document unique de programmation) (p. 4094)

Intervient pour qu'on discute de la validité de l'application de l'article 40 de la Constitution à un amendement de M. Claude Hoarau (p. 4094)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 196 précédemment réservé de la commission des affaires culturelles (institution d'un congé-solidarité) (p. 4098) : retiré (p. 4098)

Article 10 précédemment réservé (article L. 812-1 nouveau du code du travail : institution du titre de travail simplifié)

Soutient l'amendement n° 205 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 4100) : adopté (p. 4101)

Soutient l'amendement n° 206 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 4100) : adopté (p. 4101)

Soutient l'amendement n° 207 rectifié de la commission des affaires culturelles (de coordination avec le champ d'application des exonérations de cotisations sociales défini à l'article 2) (p. 4101) : rejeté (p. 4101)

Son amendement n° 314 (déclaration préalable d'embauche) : adopté (p. 4102)

Son amendement n° 315 (déclaration préalable d'embauche) : adopté (p. 4102)

Son amendement n° 316 (indemnité de congés payés sauf application du régime des professions affiliées aux caisses prévues à l'article L. 223-16 du code du travail) : adopté (p. 4102)

Soutient l'amendement n° 208 de la commission des affaires culturelles (prise en compte dans les effectifs de l'entreprise) (p. 4102) : adopté (p. 4102)

Article 12 précédemment réservé (articles 17-1, 42-7-1, 42-11 à 42-13 nouveaux de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 : renforcement de l'insertion et du contrôle)

Soutient l'amendement n° 210 de la commission des affaires culturelles (suspension de l'allocation pour non réponse à deux convocations consécutives) (p. 4118) : adopté (p. 4118)

Article 13 précédemment réservé (article L. 832-8 nouveau du code du travail : institution de l'allocation de retour à l'activité)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Ernest Moutoussamy (limitation du recours des particuliers aux bénéficiaires de l'allocation de retour à l'activité) (p. 4119)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 118 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (mesures de discrimination positive) (p. 4121)

Avant l'article 17

Soutient l'amendement n° 361 précédemment réservé de M. Yves Durand (plan pluriannuel en faveur de l'éducation et de la formation des jeunes) (p. 4128) : rejeté (p. 4128)

Article 17 précédemment réservé (article 17 de la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 : création d'un IUFM en Guyane)

Soutient l'amendement n° 362 de M. Yves Durand (création de l'IUFM subordonnée à la création d'une université prévue avant deux ans) (p. 4129) : rejeté (p. 4129)

Article 18 précédemment réservé (valorisation des langues régionales des départements d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 211 de la commission des affaires culturelles (référence à la loi n ° 51-46 du 11 janvier 1951 relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux) (p. 4130) : adopté (p. 4131)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Ernest Moutoussamy (référence à la loi n° 51-46 du 11 janvier 1951 relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux et enseignement du créole) (p. 4131)

Intervient sur l'amendement n° 418 de Mme Huguette Bello (enseignement du créole) (p. 4131)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 56 précédemment réservé de M. Camille Darsières (adaptation des programmes et des méthodes pédagogiques) (p. 4132)
Intervient sur l'amendement n° 259 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (adaptation des programmes et des méthodes pédagogiques) (p. 4132)
Intervient sur l'amendement n° 125 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (présence des départements d'outre-mer dans les programmes scolaires) (p. 4133)
Intervient sur l'amendement n° 19 précédemment réservé de M. Anicet Turinay (initiation à la langue anglaise à partir du CM1) (p. 4134)

Article 19 précédemment réservé (article 10 de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 : égalité du prix des biens culturels avec la métropole)

Soutient l'amendement n° 212 de la commission des affaires culturelles (rédactionnel) (p. 4134) : adopté (p. 4134)
Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Ernest Moutoussamy (ajout des biens éducatifs et scolaires) (p. 4134)
Soutient l'amendement n° 213 de la commission des affaires culturelles (précision relative aux journaux et aux publications périodiques) (p. 4134) : rejeté (p. 4134)
Intervient sur l'amendement n° 272 de M. André Thien Ah Koon (alignement du prix du livre au 1er janvier 2001) (p. 4135)
Soutient l'amendement n° 214 de la commission des affaires culturelles (alignement du prix du livre au 1er janvier 2002) (p. 4135) : adopté (p. 4135)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 128 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (rôle de l'Etat pour le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 4135)

Après l'article 21

Soutient l'amendement n° 215 deuxième rectification précédemment réservé de la commission des affaires culturelles (continuité territoriale du service public de l'audiovisuel) (p. 4136) : rejeté (p. 4136)
Intervient sur l'amendement n° 576 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (programme de RFO à destination de ses zones de diffusion et du territoire métropolitain exprimant les spécificités de l'outre-mer et de son environnement géographique) (p. 4136)
Intervient sur l'amendement n° 507 précédemment réservé de M. Bruno Bourg-Broc (représentations cartographiques de la France incluant l'outre-mer) (p. 4137)

Après l'article 34

Son amendement n° 153 précédemment réservé (intégration à la fonction publique territoriale des agents non titulaires des communes) (p. 4156) : retiré (p. 4157)

Article 42 (commission des comptes économiques et sociaux)

Son amendement n° 154 (rapport établissant un bilan du coût des mesures et de leur efficacité en matière d'emploi et d'insertion) : adopté (p. 4174)

Catherine TASCA
Yvelines (11ème circonscription)
Socialiste
Ministre de la culture et de la communication

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)
Est nommée Ministre de la culture et de la communication. Décret du 27 mars 2000 [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4821)
Cessation de son mandat de député le 27 avril 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 29 avril 2000] (p. 6493)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Présidente de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)
Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)
Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 31 mars 2000] (p. 4991)
Cesse d'appartenir à l'Office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)
Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Huguette Bello. Archives et bibliothèques. Prêts de livre. Gratuité, directive européenne [31 mai 2000] (p. 4802)
M. Didier Mathus. Presse et livres. Agence France Presse (AFP). Perspectives [7 juin 2000] (p. 4947)
M. Marcel Rogemont. Ministères et secrétariats d'Etat. Culture et communication : budget. Crédits, établissements de spectacle [14 juin 2000] (p. 5330)

DÉBATS

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3056)

Son intervention (p. 3056)
Sa réponse (p. 3063)

Thèmes :
Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 3063)
Patrimoine culturel : marché de l'art : libéralisation (p. 3063)
Patrimoine culturel : oeuvres d'art : protection (p. 3063)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 3057, 3064))
Ventes et échanges : sociétés de vente : contrôle (p. 3063)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : Internet (p. 3056, 3063)

Discussion des articles [4 avril 2000] (p. 3064)

Article 2 bis (ventes réalisées à distance par voie électronique)
Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (ventes aux enchères sur Internet) (p. 3064)

Article 11 (prix garanti)
Intervient sur l'amendement n° 28 de Mme Nicole Feidt (mécanisme de prix garanti) (p. 3066)
Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Henri Plagnol (clause de sauvegarde) (p. 3066)

Après l'article 11
Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Philippe Houillon (suppression de la TVA à l'importation d'œuvres d'art) (p. 3067)

Article 12 (avances consenties au vendeur)
Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (garantie du remboursement de l'avance) (p. 3067)

Article 14 (sanctions pénales de l'organisation de ventes aux enchères sans agrément)
Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (suppression des pénalités prononcées à l'encontre des ressortissants de la Communauté européenne) (p. 3068)

Article 18 (composition du Conseil des ventes)
Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (composition du Conseil des ventes) (p. 3069)

Article 29 (inscription des experts agréés dans des spécialités)
Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (limitation des spécialisations) (p. 3070)

Article 33 (conditions de retrait de l'agrément par le Conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques)
Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Patrick Bloche (suppression de la référence aux bonnes mœurs) (p. 3070)

Article 35 (principe et fondement de l'indemnisation des commissaires-priseurs)
Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (compensation pour dépréciation du droit de présentation) (p. 3071)

Article 36 (calcul de la valeur de l'office liée à l'activité de ventes volontaires)
Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (élargissement de la période de référence) (p. 3072)

Article 37 (montant de l'indemnité versée aux commissaires-priseurs)
Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (modalités d'indemnisation) (p. 3072)

Article 41 pour coordination (conditions de versement de l'indemnité aux commissaires-priseurs)
Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (de coordination) (p. 3073)

Article 43 (commission nationale chargée de procéder à l'indemnisation)
Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (présidence de la commission) (p. 3073)
Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (de coordination) (p. 3074)

Article 43 quinquies (régime fiscal de l'indemnité versée aux commissaires-priseurs)
Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) (p. 3074)

Article 44 A (article L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle : exemption des catalogues de vente du droit de reproduction)
Soutient l'amendement n° 18 du Gouvernement (de coordination) (p. 3075) : adopté (p. 3075)

Article 48 bis A (constitution initiale du Conseil des ventes)
Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) (p. 3075)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 mai 2000] (p. 4560)

Thèmes :
Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 4561)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 4561)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : assurances (p. 4561)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : Conseil (p. 4561)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : droit communautaire (p. 4561)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : Internet (p. 4561)

Proposition de loi n° 2116 relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3076)
Son intervention (p. 3076)
Sa réponse (p. 3082)

Thèmes :
Commerce extérieur : exportations (p. 3077, 3082)
Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux : normes européennes (p. 3082)
Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 3076, 3082)
Patrimoine culturel : mobilier national (p. 3076, 3082)
Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 3076, 3082)

Discussion des articles [4 avril 2000] (p. 3083)

Article 2 (article 7 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 : conditions de refus du certificat d'exportation)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de cohérence) (p. 3083)

Article 5 (articles 9-1 à 9-4 nouveaux de la loi du 31 décembre 1992 : modalités d'acquisition par l'Etat des biens culturels auxquels le certificat d'exportation a été refusé)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 3084)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 3084)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5456)

Son intervention (p. 5646)

Sa réponse (p. 5473)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 5475)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 5447, 5475)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 5447, 5475)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 5474, 5475, 5476)

Audiovisuel et communication : programmes : production (p. 5474, 5476)

Audiovisuel et communication : programmes : sports (p. 5476)

Audiovisuel et communication : secteur privé : réglementation (p. 5474)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 5447, 5474)

Audiovisuel et communication : télévision : chaînes locales (p. 5475)

Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 5446)

Télécommunications : Internet (p. 5446, 5475)

Union européenne : droit communautaire : audiovisuel (p. 5474, 5475)

Discussion des articles [15 juin 2000] (p. 5476)

Article 1er A (articles 43-6-1, 43-6-2, 43-6-3, 43-6-4, 79-8 de la loi du 30 septembre 1986 : responsabilité et obligations des prestataires techniques des services de communication en ligne - Obligation d'identification des fournisseurs de services en ligne)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (services de communication en ligne) (p. 5479)

Intervient sur le sous-amendement n° 177 de M. Jean-Claude Lefort (connaissance du caractère suspect des informations) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 5479)

Intervient sur le sous-amendement n° 178 de M. Jean-Claude Lefort (pénalités en cas de fausses informations) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 5479)

Article 1er C (articles L. 32, L. 34-11, L. 36-6 et L. 36-8 du code des postes et télécommunications : ouverture de la boucle locale)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 5482)

Après l'article 1er C

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Noël Mamère (publication au JO des comptes rendus des séances plénières du CSA) (p. 5484)

Article 1er (article 43-7 de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5484)

Intervient sur le sous-amendement n° 171 de M. Noël Mamère (développement durable des chaînes de l'audiovisuel public) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 5485)

Intervient sur le sous-amendement n° 167 de Mme Christine Boutin (respect de la dignité humaine) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 5485)

Intervient sur le sous-amendement n° 168 de Mme Christine Boutin (émissions moralement nuisibles) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 5485)

Intervient sur le sous-amendement n° 172 de M. Noël Mamère (caractère industriel de l'audiovisuel) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 5485)

Article 2 (article 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5486)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5486)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Noël Mamère (rôle social et environnemental) (p. 5486)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Noël Mamère (intégration de RFO dans la société holding France-Télévision) (p. 5487)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5487)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5487)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (de coordination) (p. 5487)

Article 2 bis (article 44-1 de la loi du 30 septembre 1986 : filiales de diversification du groupe France-Télévision)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5487)

Article 3 bis (article 46 de la loi du 30 septembre 1986 : comité consultatif d'orientation des programmes)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 5488)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5488)

Intervient sur le sous-amendement n° 173 de M. Noël Mamère (membres tirés au sort) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 5488)

Intervient sur le sous-amendement n° 174 de M. Noël Mamère (membres représentant les associations de téléspectateurs) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 5488)

Article 4 (articles 47 et 47-1 de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (composition du conseil d'administration) (p. 5489)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5490)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) (p. 5490)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5490)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Noël Mamère (publicité des travaux du CSA) (p. 5490)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (publicité des travaux du CSA) (p. 5490)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5491)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5491)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Laurent Dominati (limitation des possibilités d'acquisition sur le marché américain) (p. 5491)

Article 4 bis (article 48-1 de la loi du 30 septembre 1986 : diffusion des programmes des sociétés nationales de programme sur l'ensemble des supports disponibles)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5492)

Article 5 (article 49 de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5493)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5493)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de précision) (p. 5493)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rapports de l'INA avec les ayants droits) (p. 5493)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Claude Lefort (rapports de l'INA avec les ayants droits) (p. 5493)

Article 5 bis AA (article L. 212-7 du code de la propriété intellectuelle : droits des artistes-interprètes décédés sur les exploitations audiovisuelles non prévues dans leurs contrats)

Soutient l'amendement n° 142 du Gouvernement (de suppression) (p. 5493) : adopté (p. 5494)

Article 5 bis AB (article L. 318-8-1 nouveau du code de la propriété intellectuelle : exonération des fêtes communales annuelles du paiement des droits d'auteur)

Soutient l'amendement n° 143 du Gouvernement (de suppression) (p. 5494) : adopté (p. 5494)

Article 5 bis A (articles L. 321-5 et L. 321-13 du code de la propriété intellectuelle : contrôle des comptes et de la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (respect du droit à communication) (p. 5496)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Patrice Martin-Lalande (limitation du droit à communication) (p. 5496)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Jean-Claude Lefort (limitation du droit à communication) (p. 5497)

Article 6 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5499)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 5499)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (de conséquence) (p. 5499)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 5500)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5500)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Laurent Dominati (suppression de la redevance audiovisuelle) (p. 5500)

Soutient l'amendement n° 144 du Gouvernement (suppression de l'approbation du Parlement) (p. 5500) : adopté (p. 5500)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5500)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Laurent Dominati (suppression du paiement fractionné de la redevance) (p. 5500)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (de conséquence) (p. 5501)

Soutient l'amendement n° 145 du Gouvernement (pouvoir de modification de la répartition) (p. 5501) : rejeté (p. 5501)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Laurent Dominati (exonérations de redevance) (p. 5501)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Laurent Dominati (limitation des programmes publicitaires) (p. 5501)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Laurent Dominati (suppression du rapport sur l'évolution du marché publicitaire) (p. 5502)

Article 6 bis (rapport sur le financement des sociétés de l'audiovisuel public)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (de suppression) (p. 5502)

Article 9 (article 20-1 de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de

messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5503)

Intervient sur le sous-amendement n° 124 de M. Laurent Dominati (répartition des temps de parole des partis politiques) à l'amendement n° 35 de la commission (p. 5504)

Article 10 (article 20-1-0 de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5504)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5505)

Intervient sur l'amendement n° 38 rectifié de la commission (promotion de l'éthique sportive) (p. 5505)

Avant l'article 15 A

Soutient l'amendement n° 146 du Gouvernement (de coordination) (p. 5505) : adopté (p. 5505)

Article 15 A (article 21 de la loi du 30 septembre 1986 : répartition des fréquences hertziennes utilisées pour la diffusion numérique)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5506)

Article 15 C (article 18 de la loi du 30 septembre 1986 : rapport annuel sur l'application du droit de réponse dans le secteur de l'audiovisuel)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (de suppression) (p. 5506)

Article 15 G (article 5 de la loi du 30 septembre 1986 : respect des règles de déontologie par les membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel après la cessation de leurs fonctions)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (de suppression) (p. 5506)

Article 15 (article 19 de la loi du 30 septembre 1986 : demande d'informations notamment financières formulées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel à l'égard des opérateurs et de leurs actionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5507)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : autorisation des services de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) (p. 5507)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5507)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5508)

Intervient sur le sous-amendement n° 136 de M. Pierre-Christophe Baguet (couverture de l'ensemble du territoire national) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 5508)

Soutient l'amendement n° 147 rectifié du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5508) : adopté (p. 5508)

Article 16 bis (article 28-3 de la loi du 30 septembre 1986 : autorisation temporaire d'un service de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusé par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5508)

Article 17 (article 30 de la loi du 30 septembre 1986 : autorisation des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5508)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Michel Françaix (chaînes locales) (p. 5509)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Pierre-Christophe Baguet (chaînes locales) (p. 5509)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Pierre-Christophe Baguet (de conséquence) (p. 5509)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) (p. 5509)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Noël Mamère (rapport sur le tiers secteur) (p. 5510)

Article 18 bis A (article 33-3 de la loi du 30 septembre 1986 : reprise d'un service autorisé dans un bouquet de services de communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (de suppression) (p. 5511)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5511)

Article 20 A (article 26 de la loi du 30 septembre 1986 : attribution aux sociétés de télévision de l'audiovisuel public des fréquences nécessaires à leur diffusion en mode analogique et en mode numérique)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 5512)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5512)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5512)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Noël Mamère (production indépendante) (p. 5512)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5513)

Article 20 bis (article 71 de la loi du 30 septembre 1986 : critères de détermination des œuvres cinématographiques et audiovisuelles "indépendantes")
Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5514)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services audiovisuels diffusés par voie hertzienne - quota d'œuvres musicales d'expression française)
Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5514)
Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5514)
Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (quotas de titres français et de jeunes talents) (p. 5515)
Intervient sur le sous-amendement n° 132 de M. Jean-Claude Lefort (promotion des nouveaux talents) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 5515)
Intervient sur le sous-amendement n° 137 de M. Pierre-Christophe Baguet (promotion des nouveaux talents) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 5515)
Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5516)
Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5516)
Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5516)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion sonore et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel aux candidatures)
Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5517)
Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5517)

Après l'article 22
Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Noël Mamère (fonds de soutien pour les télévisions locales) (p. 5517)
Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Noël Mamère (obligation de transport gratuit pour les télévisions associatives) (p. 5518)

Article 22 bis A (article 25 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de diffusion des services de communication audiovisuelle par voie hertzienne terrestre)
Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5518)

Article 22 bis (article 30-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : régime d'autorisation de services privés de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)
Intervient sur le sous-amendement n° 105 de M. Henri Nayrou (zones d'émission) à l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5520)
Intervient sur le sous-amendement n° 125 de M. Laurent Dominati (réception portable) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5521)
Soutient le sous-amendement n° 156 du Gouvernement (réception portable) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5521) : devenu sans objet (p. 5522)
Soutient le sous-amendement n° 149 du Gouvernement (consultations préalables à l'aménagement du spectre hertzien) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5521) : retiré (p. 5522)
Intervient sur le sous-amendement n° 135 de M. Patrice Martin-Lalande (consultations préalables à l'aménagement du spectre hertzien) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5521)
Intervient sur le sous-amendement n° 134 de M. Patrice Martin-Lalande (réception mobile) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522)
Soutient le sous-amendement n° 166 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522) : adopté (p. 5522)
Intervient sur le sous-amendement n° 127 de M. Marcel Rogemont (de précision) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522)
Soutient le sous-amendement n° 150 du Gouvernement (autorisation du "Simulcast") à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522) : adopté (p. 5522)
Soutient le sous-amendement n° 151 du Gouvernement (diffusion d'un second programme "Simulcast") à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522) : adopté (p. 5522)
Soutient le sous-amendement n° 152 rectifié du Gouvernement (statut des filiales des titulaires des autorisations "Simulcast") à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522) : adopté (p. 5523)
Soutient le sous-amendement n° 128 rectifié de M. Marcel Rogemont (reprise des services locaux conventionnés) à l'amendement n° 65 de la commission (p. 5522) : adopté (p. 5523)

Article 22 ter (rapport au Parlement sur le passage à la diffusion numérique hertzienne terrestre)
Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (raccourcissement à trois ans du délai prévu pour le dépôt du rapport) (p. 5523)
Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5523)

Article 22 quater supprimé par le Sénat (article 30-2 de la loi du 30 septembre 1986 : régime applicable aux distributeurs de services diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)
Intervient sur l'amendement n° 68 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5524)

Article 22 quinquies supprimé par le Sénat (article 20-3 de la loi du 30 septembre 1986 : compatibilité des décodeurs d'accès aux services payant diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)
Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5524)

Article 22 sexies (article 30-4 de la loi du 30 septembre 1986 : modalités d'autorisation de fréquences

supplémentaires pour la diffusion hertzienne terrestre en mode numérique)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5525)

Article 22 septies supprimé par le Sénat (article 30-5 de la loi du 30 septembre 1986 : règlement des litiges entre opérateurs du numérique de terre)

Intervient sur le sous-amendement n° 71 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5525)

Article 22 octies (article 3 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et des services de l'information : régime juridique des services de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre sur canal micro-ondes)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5525)

Article 22 decies supprimé par le Sénat (planification des fréquences)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Laurent Dominati (délai de publication des listes de fréquences disponibles) (p. 5526)

Intervient sur l'amendement n° 123 rectifié de M. Michel Françaix (délai de publication des listes de fréquences disponibles) (p. 5526)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (délai de publication des listes de fréquences disponibles) (p. 5526)

Intervient sur le sous-amendement n° 185 de M. Patrice Martin-Lalande (raccourcissement du délai de publication des listes de fréquences disponibles) à l'amendement n° 73 de la commission (p. 5526)

Article 23 (de coordination)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (de coordination) (p. 5527)

Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) (p. 5527)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Noël Mamère (information du public en cas de simulation de prestations) (p. 5527)

Article 25 (article 2-2 de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5528)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : conventions relatives à l'exploitation du canal local des réseaux câblés)

Intervient sur l'amendement n° 78 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5529, 5530)

Intervient sur le sous-amendement n° 130 de M. Patrick Bloche (promotion de TV 5) à l'amendement n° 78 rectifié de la commission (p. 5530)

Intervient sur le sous-amendement n° 138 de M. Pierre-Christophe Baguet (intérêt public) à l'amendement n° 78 rectifié de la commission (p. 5530)

Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligation des distributeurs de services diffusés par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5531)

Intervient sur le sous-amendement n° 139 de M. Christian Kert (de cohérence) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 5531)

Article 27 bis A supprimé par le Sénat (article 34-3 de la loi du 30 septembre 1986 : obligation de reprise des programmes des chaînes publiques par les distributeurs de services par satellite)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5531)

Intervient sur le sous-amendement n° 131 corrigé de M. Patrick Bloche (place de TV 5 sur les plates-formes satellitaires) à l'amendement n° 80 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5532)

Article 27 bis E supprimé par le Sénat (article 39 de la loi du 30 septembre 1986 : règles de détention du capital d'une entreprise audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5532)

Article 27 bis F supprimé par le Sénat (article 41 de la loi du 30 septembre 1986 : régime anti-concentration applicable aux services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5533)

Soutient le sous-amendement n° 153 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 5533) : adopté (p. 5533)

Soutient le sous-amendement n° 154 du Gouvernement (limitation à cinq du nombre de sociétés détenues par une même personne morale) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 5533) : adopté (p. 5533)

Article 27 ter (articles 41-1 A et 41-3 A et article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 : régime anti-concentration applicable aux services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5534)

Article 27 quater supprimé par le Sénat (article 41-1 de la loi du 30 septembre 1986 : garantie du pluralisme parmi les opérateurs nationaux du numérique terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5534)

Article 27 quinquies supprimé par le Sénat (article 41-2-1 de la loi du 30 septembre 1986 : garantie du pluralisme parmi les opérateurs régionaux et locaux du numérique terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5535)

Article 27 sexies (possibilité de cumul d'autorisations de diffusion en mode analogique en métropole et dans les DOM-TOM)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5535)

Soutient le sous-amendement n° 155 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 86 de la commission (p. 5535) : adopté (p. 5535)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2, 42-4 et 42-7 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du Conseil supérieur de l'audiovisuel à l'égard des opérateurs privés)

Intervient sur l'amendement n° 170 de Mme Christine Boutin (suspension de la diffusion de programme) (p. 5536)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Laurent Dominati (suspension de la diffusion de programme) (p. 5536)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5536)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (de précision) (p. 5536)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Laurent Dominati (sanctions à l'égard des chaînes publiques) (p. 5537)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5537)

Article 28 bis (articles 48-2, 48-3 et 48-6 de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions applicables aux diffuseurs de l'audiovisuel public)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5537)

Article 28 sexies supprimé par le Sénat (articles 48-13 de la loi du 30 septembre 1986 : recours contre les décisions d'arbitrage rendues par le Conseil supérieur de l'audiovisuel sur les litiges relatifs au numérique terrestre)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5537)

Article 28 septies supprimé par le Sénat (article 42-14 de la loi du 30 septembre 1986 : juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions d'arbitrage du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5538)

Article 28 octies supprimé par le Sénat (article 42-15 de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pécuniaires pour non-respect des décisions d'arbitrage du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5538)

Article 29 (articles 78 et 78-2 de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales pour diffusion de services par voie hertzienne terrestre en mode numérique sans autorisation et distribution d'une offre de services sans autorisation ou déclaration préalable)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5538)

Article 29 ter supprimé par le Sénat (article 79 de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales pour défaut de réponse ou réponse inexacte aux demandes d'information du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5539)

Article 29 quater (article 79 de la loi du 30 septembre 1986 : sanction pénale pour non-respect des quotas de chansons francophones)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (de suppression) (p. 5539)

Article 30 BA supprimé par le Sénat (prolongement de l'autorisation d'un service de télévision diffusé par voie hertzienne terrestre en mode analogique et faisant l'objet d'une autorisation de "simulcast" en numérique terrestre)

Soutient l'amendement n° 148 du Gouvernement (de rétablissement et de précision du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5539) : adopté (p. 5540)

Intervient sur l'amendement n° 97 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5540)

Article 30 C (diffusion des programmes à horaires décalés)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5540)

Article 30 (articles 10, 12, 24, 33-1, 33-3, 43, 45-3, 70 et 78-1 de la loi du 30 septembre 1986, article 5 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information et articles 26 et 27 de la loi n° 89-25 du 17 janvier 1989 modifiant la loi du 30 septembre 1986 : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (de coordination) (p. 5540)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (de coordination) (p. 5540)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (de coordination) (p. 5540)

Article 30 bis supprimé par le Sénat (article 54 de la loi du 30 septembre 1986 : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5540)

Article 30 ter supprimé par le Sénat (article 57 de la loi du 30 septembre 1986 : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5541)

Article 31 (dispositions transitoires)

Intervient sur l'amendement n° 104 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture) (p. 5541)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Michel Françaix (délai de délivrance des autorisations par le CSA) (p. 5541)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6067)

Son intervention (p. 6067)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : audiovisuel : liberté d'expression (p. 6068)
Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 6068)
Audiovisuel et communication : secteur public : développement économique (p. 6068)
Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 6068)
Télécommunications : Internet (p. 6068)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6074)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (avis de la CNIL sur le décret relatif aux données de connexion) (p. 6089)
Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Patrice Martin-Lalande (accès à la boucle locale) (p. 6090)
Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Christian Kert (accès à la boucle locale) (p. 6090)
Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (cohérence budgétaire de France-Télévision) (p. 6091) : adopté (p. 6091)
Soutient l'amendement n° 7 corrigé du Gouvernement (nouvelles exonérations de la redevance) (p. 6091) : rejeté (p. 6091)
Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (promotion de la chanson française et des nouveaux talents) (p. 6091) : adopté (p. 6092)
Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (interopérabilité des moteurs d'interactivité) (p. 6092)
Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (établissement de la liste des fréquences disponibles) (p. 6092)
Soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (reprise de TV 5 sur les réseaux câblés) (p. 6093) : adopté (p. 6093)
Soutient l'amendement n° 10 de Gouvernement (reprise de TV 5 sur les réseaux satellitaires) (p. 6094) : adopté (p. 6094)
Soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement (pouvoir facultatif de communication du CSA) (p. 6094) : rejeté (p. 6094)
Soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement (de coordination) (p. 6094) : rejeté (p. 6095)
Son intervention à l'issue du vote (p. 6095)

En qualité de Députée

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Programmes. Enseignements artistiques [27 octobre 1999] (p. 8235)
Politique extérieure. Israël. Accord euroméditerranéen d'association entre les Communautés européennes et Israël, droits de l'homme, respect [23 novembre 1999] (p. 9967)
Collectivités territoriales. Corse. Statut [15 mars 2000] (p. 2001)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

LECTURE DÉFINITIVE

Explications de vote et vote [13 octobre 1999] (p. 7247)

Ses explications de vote (p. 7251)
Vote pour du groupe socialiste (p. 7251)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [9 novembre 1999] (p. 9138) :

- *Réunion de la commission des lois du 20 octobre 1999*
Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 9138)
Ses interventions (p. 9144, 9152)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : procédure budgétaire (p. 9138)
Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 9144)
Système pénitentiaire (p. 9144)
Système pénitentiaire : détenus : enfants (p. 9144)
Système pénitentiaire : détenus : suicide (p. 9152)

Projet de loi n° 1809 modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléante de M. René Dosière

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [15 décembre 1999] (p. 10972)

Son intervention (p. 10972)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : commissions mixtes paritaires (p. 10972, 10973)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : recensements (p. 10973)
Communes : dotation de solidarité rurale (DSR) (p. 10973)
Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 10973)
Communes : fonds de solidarité des communes de la région d'Ile de France (p. 10973)
Coopération intercommunale (p. 10973)
Coopération intercommunale : communautés urbaines : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 10973)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 10973)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [15 décembre 1999] (p. 10977)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression, dans le F du IV de l'article 25, de la référence à l'avant dernier alinéa de l'article L. 5211-33 du code général des collectivités territoriales afin d'appliquer le régime spécifique de DGF aux communautés urbaines adoptant la taxe professionnelle à taux unique) (p. 10982)

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11311) ; [22 décembre 1999] (p. 11394)

Article 3 (objet des sociétés de ventes)

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de M. Pierre Lellouche (objet des sociétés de ventes) (p. 11316)

Son intervention (p. 11408)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 344)

Thèmes :

Coopération intercommunale : organismes : élections et référendums (p. 344)

Coopération intercommunale : organismes : parité (p. 344)

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 344)

Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 344)

Femmes : parité (p. 344, 345)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 2000] (p. 451)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (réunion du collège électoral aux chefs-lieux d'arrondissement dans les départements élisant leurs sénateurs à la proportionnelle et aux mairies d'arrondissement à Paris, Lyon et Marseille) (p. 457)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 février 2000] (p. 870)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 900)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 909)

Justice : réforme (p. 901)

Parlement : rôle (p. 901)

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Après l'article 2 ter

Intervient sur l'amendement n° 198 de Mme Nicole Catala (dossier de l'instruction devant comporter - cotées et paraphées - toutes les pièces réunies par le juge) (p. 922)

Article 10 bis supprimé par le Sénat (article 138 du code de procédure pénale : cautionnement)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (rétablissement de l'article - cautionnement et constitution de sûretés) (p. 966)

Après l'article 21 duodecies

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jack Lang (insertion d'un chapitre III quinquies : Dispositions relatives aux demandes de révision - révision après un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme) (p. 1010)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2000] (p. 2363)

Son intervention (p. 2404)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 2404, 2405)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 2404, 2405)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 2404, 2405)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 2404)

Christiane TAUBIRA

Guyane (1ère circonscription)
Apparentée au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Secrétaire d'Etat à l'outre-mer [J.O. du 14 mars 2000] (p. 4003)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 avril 2000] (p. 5346)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 7 avril 2000] (p. 5346)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la

proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2277), tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité [5 avril 2000] (n° 2320)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Guyane. Sécurité publique, catastrophes naturelles, prévention [26 avril 2000] (p. 3323)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)

Son intervention (p. 9351)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 9352)
Outre-mer : DOM : culture (p. 9352)
Outre-mer : DOM : délinquance et criminalité (p. 9352, 9353)
Outre-mer : DOM : insertion (p. 9352)
Outre-mer : DOM : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9351, 9352)
Outre-mer : DOM-TOM : études (p. 9351, 9352)
Outre-mer : DOM-TOM : racisme (p. 9352)
Outre-mer : DOM-TOM : Union européenne (p. 9352)
Outre-mer : égalité sociale (p. 9351)
Outre-mer : Guyane : Etat (p. 9352, 9353)
Outre-mer : Guyane : justice (p. 9352)
Outre-mer : Guyane : police (p. 9352)
Outre-mer : Guyane : politique foncière (p. 9352)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 383)

Thèmes :

Femmes : égalité des sexes (p. 383)
Outre-mer : DOM : femmes (p. 383, 384)
Outre-mer : DOM : racisme (p. 383, 384)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2954)

Son intervention (p. 2966)

Thèmes :

Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 2966)
Femmes : égalité des sexes (p. 2967)
Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 2966)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 2966)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 février 2000] (p. 870)

Son intervention (p. 900)

Thèmes :

Droit civil : citoyenneté : pluralisme (p. 900)
Outre-mer : Guyane : Etat (p. 900)
Outre-mer : Guyane : justice (p. 900)

Proposition de loi n° 1297 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3183)

Son intervention (p. 3184)

Thèmes :

Constitution : article 34 (p. 3185)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : associations (p. 3185)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : crimes contre l'humanité (p. 3184)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : histoire (p. 3185)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : indemnisation (p. 3185)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : information (p. 3184, 3185)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : organisations internationales (p. 3185)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : Sénat (p. 3184, 3185)
Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 3185)

Discussion des articles [6 avril 2000] (p. 3190)

Article 2 supprimé par le Sénat (développement de l'enseignement et de la recherche sur la traite négrière et l'esclavage)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en remplaçant la référence aux manuels scolaires par un renvoi aux programmes scolaires) (p. 3190) : adopté (p. 3191)

Article 3 bis (article unique de la loi n° 83-550 du 30 juin 1983 : date de la commémoration de l'abolition de l'esclavage en métropole)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la date du 23 août et date fixée par le Gouvernement après la plus large consultation) (p. 3191) : adopté (p. 3191)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la référence aux programmes scolaires et décret relatif au comité de personnalités qualifiées pris dans les six mois suivant la publication de la loi) (p. 3191) : adopté (p. 3191)

Article 5 supprimé par le Sénat (article 48-1 de la loi du 29 juillet 1881 : possibilité pour les associations défendant la mémoire des esclaves d'exercer les droits reconnus à la partie civile)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3192) : adopté (p. 3192)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)

Son intervention (p. 3988)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : DOM (p. 3990)

Emploi : jeunes : DOM (p. 3989)

Fonctionnaires et agents publics : primes : DOM (p. 3990)

Outre-mer : DOM : compétences (p. 3988, 3989)

Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 3989)

Outre-mer : DOM : culture (p. 3990, 3991)

Outre-mer : DOM : développement économique (p. 3989)

Outre-mer : DOM : généralités (p. 3991)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 3989, 3990)

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 6 (plan d'apurement des dettes fiscales)

Son amendement n° 321 (procédure d'examen des demandes) : rejeté (p. 4054)

Article 39 (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Camille Darsières (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4074)

Son amendement n° 326 (consultation du conseil économique et social du département et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement) (p. 4077) : adopté (p. 4078)

Article 33 précédemment réservé (article L. 2563-2-1 du code général des collectivités territoriales : majoration de la dotation forfaitaire des communes)

Son amendement n° 242 corrigé (ajout de critères géographiques pour la répartition de la majoration) (p. 4080) : adopté après deuxième correction (p. 4082)

Après l'article 6

Son amendement n° 322 précédemment réservé (comité local d'examen de l'utilisation des produits défiscalisés) : retiré (p. 4086)

Après l'article 11

Son amendement n° 219 précédemment réservé (maintien d'une aide publique à l'investissement en faveur du logement social dans des conditions définies par décret) : retiré (p. 4115)

Avant l'article 15

Son amendement n° 220 précédemment réservé soutenu par M. Camille Darsières (nouvelle rédaction de l'intitulé du titre III : "Mesure relative à la solvabilisation des locataires") : rejeté (p. 4123)

Article 16 précédemment réservé (article L. 340-2 nouveau du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain)

Son amendement n° 218 (association des maîtres d'ouvrage sociaux à la gestion et à l'évaluation des fonds) (p. 4125) : retiré (p. 4126)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 56 précédemment réservé de M. Camille Darsières (adaptation des programmes et des méthodes pédagogiques) (p. 4133)

Intervient sur l'amendement n° 259 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (adaptation des programmes et des méthodes pédagogiques) (p. 4133)

Après l'article 24

Son amendement n° 542 précédemment réservé (consultation du conseil économique et social régional par les conseils généraux) : retiré après rectification (p. 4140)

Article 28 précédemment réservé (article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales : schéma d'aménagement régional)

Son amendement n° 216 (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) : adopté (p. 4147)

Article 31 précédemment réservé (article L. 3444-4 nouveau du code général des collectivités territoriales : programmation des aides de l'Etat au logement)

Son amendement n° 217 (saisine pour avis du conseil régional) (p. 4151) : retiré (p. 4152)

Yves TAVERNIER

Essonne (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14665)

Membre titulaire du Comité de gestion (plates-formes aéroportuaire) du fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 1 : Affaires étrangères (affaires étrangères) (n° 1861) [14 octobre 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1456 rectifié) de M. Philippe de Villiers tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion, les activités et le fonctionnement de l'entreprise publique Elf-Aquitaine [1er décembre 1999] (n° 1990)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1969), portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [9 décembre 1999] (n° 2014)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la situation économique en Nouvelle-Calédonie [31 mai 2000] (n° 2447)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les moyens et les structures de diffusion de la francophonie [21 septembre 2000] (n° 2592)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Etablissements publics. Effectifs de personnel [26 janvier 2000] (p. 422)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1020, posée le 31 janvier 2000. Eau. Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (J.O. Questions p. 585). Appelée le 2 février 2000. Elaboration (p. 485)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 17

Son amendement n° 23 (dispense du droit de timbre pour les requêtes engagées contre une décision de refus de visa) (p. 7967) : adopté (p. 7968)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9181)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9181)

Thèmes avant la procédure des questions :

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 9181)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9181)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 9181)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 1999] (p. 9192)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jacques Myard (suppression de la mesure nouvelle de réduction des crédits) (p. 9193)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9225)

Thèmes :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9225)

Organisations internationales : Fonds monétaire international : contribution française (p. 9225)

Organisations internationales : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 9225)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 9225)

Politique extérieure : coopération économique (p. 9225)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Son intervention (p. 8227)

Projet de loi n° 1173 rectifié portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10887)

Son intervention (p. 10889)

Thèmes :

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 10889, 10890)

Parlement : Sénat : projet de loi de ratification (p. 10889, 10890)

Guy TEISSIER

Bouches-du-Rhône (6ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1901 réglementant l'accès des mineurs à certains jeux vidéo [9 novembre 1999]

Proposition de loi n° 1902 visant à lutter contre le blanchiment de l'argent de l'activité criminelle [9 novembre 1999]

Proposition de loi n° 2087 d'orientation relative au statut, à la formation et à la protection juridique des enseignants exerçant des fonctions de directeur d'école [19 janvier 2000]

Proposition de loi n° 2313 visant à dispenser des obligations du service national, les jeunes gens ayant bénéficié d'un report d'incorporation en raison de la détention d'un contrat de travail [4 avril 2000]

Proposition de résolution n° 2536 tendant à créer une commission d'enquête sur les effectifs de la Police nationale [6 juillet 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [23 février 2000] (p. 1158)

Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Statut [24 mai 2000] (p. 4607)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 972, posée le 6 décembre 1999. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 6891). Appelée le 7 décembre 1999. Restructuration, Marseille (p. 10594)

DÉBATS

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3614)

Thème :

Nationalité : acquisition (p. 3614)

Pascal TERRASSE

Ardèche (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Rapporteur pour avis du projet de loi sur l'épargne salariale (n° 2560) [13 septembre 2000]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la réforme de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales [15 mars 2000] (n° 2249)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2560) sur l'épargne salariale [20 septembre 2000] (n° 2589)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Patrimoine culturel. Œuvres d'art. Protection, acquisition par l'Etat [23 février 2000] (p. 1161)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 946, posée le 11 octobre 1999. Enseignement : personnel. Frais de déplacement (J.O. Questions p. 5804). Appelée le 12 octobre 1999. Montant (p. 7131)

n° 1097, posée le 8 mai 2000. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 2767). Appelée le 9 mai 2000. Effectifs de personnel, Ardèche (p. 3853)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 8172)

Son intervention (p. 8200)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 8201)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 8201)
Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 8201)
Retraites : généralités : système par répartition : réforme (p. 8172, 8200)
Sécurité sociale : action sanitaire et sociale (p. 8201)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 8200)
Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 8200)
Sécurité sociale : maîtrise des dépenses (p. 8172)

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. José Rossi (exonération de charges sociales des personnes employant des aides à domicile) (p. 8283)

Intervient sur l'amendement n° 593 de M. Gilbert Gantier (exonération de charges sociales des personnes employant des aides à domicile) (p. 8283)

Intervient sur l'amendement n° 592 de M. Gilbert Gantier (exonération de charges sociales des personnes handicapées de plus de 75 ans employant des aides à domicile) (p. 8283)

Article 10 (articles L. 251-6-1 nouveau et L. 135-6 du code de la sécurité sociale : abondement du fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 588 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 8494)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 8494)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 8494)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 8494)
Intervient sur l'amendement n° 612 de M. François Goulard (de suppression) (p. 8494)
Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Jean-Luc Préel (souscription à des fonds de partenariat retraite) (p. 8499)

Article 23 (articles L. 162-1-7 et L. 165-1 du code de la sécurité sociale et articles L. 665-7-1 et L. 791-2 du code de la santé publique : réforme des dispositifs médicaux)

Soutient l'amendement n° 321 de M. Bernard Charles (nécessité d'une qualification spécifique pour certaines prescriptions) (p. 8595) : rejeté (p. 8595)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10066, 10099)

Son intervention (p. 10094)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10095)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 10095)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 10095)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 10094)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ ET SOLIDARITÉ

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9055)

Son intervention (p. 9081)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 9081)
Handicapés : maisons d'accueil spécialisées (MAS) (p. 9081)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9081)
Institutions sociales et médico-sociales (p. 9082)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2000] (p. 1144) ; [23 février 2000] (p. 1175)

Après l'article 5

Son amendement n° 25 (partage des découvertes archéologiques fortuites) : retiré (p. 1194)

Proposition de loi n° 2116 relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1426)

Son intervention (p. 1431)

Thèmes :

Impôt de solidarité sur la fortune : objets d'art et de collection (p. 1433)
Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 1432)
Patrimoine culturel : mobilier national (p. 1432)
Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 1432)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3076)

Son intervention (p. 3080)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 3080)
Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 3080)
Patrimoine culturel : mobilier national (p. 3080)
Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 3080)

Gérard TERRIER

Moselle (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail [J.O. du 11 novembre 1999] (p. 16853)
Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 [J.O. du 23 novembre 1999] (p. 17380)
Rapporteur de la proposition de loi relative au régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricoles et forestières (n° 1964) [1er décembre 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1964), relative au régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricoles et forestières [8 décembre 1999] (n° 2006)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Lutte et prévention [30 novembre 1999] (p. 10282)
Emploi. Chômage. Statistiques [31 mai 2000] (p. 4796)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6898)

Son intervention (p. 6959)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : généralités (p. 6898, 6899)

Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 6899, 6959)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 461 de la commission (réduction à 42 heures de la moyenne maximale des heures travaillées sur douze semaines consécutives) (p. 7270)

Intervient sur le sous-amendement n° 1047 du Gouvernement (réduction à 44 heures) à l'amendement n° 461 de la commission (p. 7270)

Intervient sur le sous-amendement n° 1048 du Gouvernement (décret) à l'amendement n° 461 de la commission (p. 7270)

Article 5 (articles L. 212-15-1 à L. 212-15-4 nouveaux du code du travail : réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Son intervention (p. 7357)

Article L. 212-15-3 du code du travail

Son amendement n° 1018 (conclusion des conventions de forfaits) (p. 7372) : adopté après correction (p. 7373)

Soutient l'amendement n° 473 de la commission (de coordination) (p. 7374) : adopté (p. 7374)

Soutient l'amendement n° 474 de la commission (détermination des maxima horaires par conventions) (p. 7376) : adopté (p. 7376)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Thierry Mariani (de suppression des limites maximales) (p. 7377)

Intervient sur l'amendement n° 619 de M. Philippe Martin (de suppression des limites maximales) (p. 7377)

Intervient sur l'amendement n° 725 de M. Éric Doligé (de suppression des limites maximales) (p. 7377)

Soutient l'amendement n° 475 de la commission (de précision) (p. 7377) : adopté (p. 7377)

Article 10 (articles L. 932 et L. 933-3 du code du travail : formation et réduction du temps de travail)

Son sous-amendement n° 1067 (avis conforme du salarié) à l'amendement n° 490 rectifié de la commission (actions de formation) (p. 7444) : adopté (p. 7445)

Son sous-amendement n° 1066 (validation provisoire des accords déjà conclus) à l'amendement n° 490 rectifié de la commission (p. 7444) : adopté (p. 7445)

Article 12 (article L. 241-13-1 du code de la sécurité sociale et article 9 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : allègement de cotisations sociales)

Son amendement n° 1019 (salariés cadres ou itinérants) : adopté après modification (p. 7496)

Article 16 (salaire minimum de croissance et complément différentiel de salaire)

Son amendement n° 1081 soutenu par M. Gaëtan Gorce (démantèlements d'entreprises) : adopté (p. 7535)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)

Son intervention (p. 10333)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : négociations (p. 10334)

Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 10334)

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 1er (confirmation du passage à la nouvelle durée légale fixée à trente-cinq heures hebdomadaires)

Son sous-amendement n° 241 (de correction de l'effet de seuil) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (entreprises nouvelles) : adopté (p. 10403)

Article 5 (réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Son sous-amendement n° 182 (convention de forfait en heures) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission (de rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) : retiré (p. 10480)

Article 12 supprimé par le Sénat (articles L. 241-13-1 et L. 711-13-1 nouveaux du code de la sécurité sociale, article 9 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 : allègement de cotisations sociales)

Son sous-amendement n° 252 (intérimaires) à l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : adopté (p. 10517)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8158)

Son intervention (p. 8182)

Thèmes :

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 8182)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 8159)

Retraites : généralités : Fonds de solidarité vieillesse (p. 8183)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 8183)

Sécurité sociale : maîtrise des dépenses (p. 8183)

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 2 (création du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 769 de M. François d'Aubert (modification de l'intitulé) (p. 8322)

Intervient sur l'amendement n° 770 de M. François d'Aubert (modification de l'intitulé) (p. 8322)

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Bernard Accoyer (modification de l'intitulé) (p. 8322)

Intervient sur l'amendement n° 540 de M. François Goulard (modification de l'intitulé) (p. 8322)

Article 16 (article L. 765-1 du code de la santé publique et articles L. 162-32, L. 162-32-1, L. 162-32-2, L. 162-32-3 du code de la sécurité sociale : centres de santé)

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Bernard Accoyer (maîtrise des dépenses) (p. 8543)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Jean-Luc Préel (accord des organisations représentatives des professionnels de santé) (p. 8545)

Explications de vote et vote [2 novembre 1999] (p. 8678)

Ses explications de vote (p. 8682)

Vote pour du groupe socialiste (p. 8683)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 novembre 1999] (p. 10066, 10099)

Son intervention (p. 10101)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 10109)

Thèmes :

Entreprises : allégement des charges (p. 10102)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10102)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 10102)

Sécurité sociale : maîtrise des dépenses (p. 10102, 10109)

Explications de vote et vote [30 novembre 1999] (p. 10289)

Ses explications de vote (p. 10292)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10293)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 décembre 1999] (p. 10551)

Son intervention (p. 10557)

Thèmes :

Entreprises : allégement des charges (p. 10558)

Famille : politique familiale (p. 10558)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 10558)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 10558)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 10557)

Sécurité sociale : maîtrise des dépenses (p. 10558)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 10558)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10558)

Proposition de loi n° 1964 relative au régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricoles et forestières

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 décembre 1999] (p. 10983)

Ses interventions (p. 10983, 10987)

Thèmes :

Droit local : Alsace-Moselle : Conseil constitutionnel (p. 10983)

Sécurité sociale : régime local d'Alsace-Lorraine : salariés agricoles (p. 10983, 10987)

Michel TERROT

Rhône (12ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [7 juin 2000] (p. 4944)

André THIEN AH KOON

La Réunion (3ème circonscription)
Non-inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1841 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du service public pénitentiaire dans le département de La Réunion [11 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)

Son intervention (p. 9340)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : DOM : collectivités territoriales (p. 9340)
Outre-mer : DOM : délinquance et criminalité (p. 9340)
Outre-mer : DOM : dotations de l'Etat (p. 9340)
Outre-mer : DOM : marchés publics (p. 9340)
Outre-mer : DOM : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9340)
Outre-mer : DOM-TOM : fonctionnaires et agents publics (p. 9340)
Outre-mer : DOM-TOM : impôts et taxes (p. 9340)
Outre-mer : DOM-TOM : lois d'orientation (p. 9340)
Outre-mer : égalité sociale (p. 9340)
Outre-mer : La Réunion : chômage (p. 9340, 9341)
Outre-mer : La Réunion : développement économique (p. 9340)
Outre-mer : La Réunion : institutions (p. 9341)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)

Son intervention (p. 4003)

Thèmes :

Emploi : jeunes : DOM (p. 4003, 4004)
Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : DOM (p. 4003)
Outre-mer : DOM : développement économique (p. 4003, 4004)
Outre-mer : La Réunion (p. 4003, 4004)
Outre-mer : La Réunion : départements (p. 4003)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 4003)

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 1er (le développement des départements d'outre-mer, priorité de la Nation)

Son amendement n° 327 (référence à l'aménagement du territoire) : retiré (p. 4028)

Article 2 (article L. 752-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Son sous-amendement n° 572 (suppression de la référence à la réduction de la durée du travail) à l'amendement n° 231 de la commission (exonération portant sur les dix plus faibles rémunérations versées par les entreprises occupant moins de vingt et un salariés) (p. 4033) : rejeté (p. 4034)

Son sous-amendement n° 573 (suppression de la référence aux entreprises immatriculées au registre du commerce ou au répertoire des métiers) à l'amendement n° 231 de la commission (p. 4033) : rejeté (p. 4034)

Article 5 (plan d'apurement des dettes sociales)

Son amendement n° 268 (suppression de la limite de 50 % pour l'abandon partiel de créances) (p. 4049) : rejeté (p. 4050)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Ernest Moutoussamy (échéancier de la part salariale des cotisations porté de deux à cinq ans) (p. 4050)

Article 6 (plan d'apurement des dettes fiscales)

Son amendement n° 269 (réexamen de la situation fiscale des entreprises ayant été taxées d'office en cas de bénéfice du plan) : rejeté (p. 4054)

Article 33 précédemment réservé (article L. 2563-2-1 du code général des collectivités territoriales : majoration de la dotation forfaitaire des communes)

Son amendement n° 335 (majoration portée de 40 à 300 millions de francs) (p. 4079) : rejeté (p. 4080)

Après l'article 33

Son amendement n° 336 précédemment réservé (institution d'une contribution sur les jeux au taux de 10 %) (p. 4084) : rejeté (p. 4086)

Après l'article 7

Son amendement n° 270 précédemment réservé (prorogation jusqu'en 2004 du régime fiscal des investissements productifs effectués outre-mer par des particuliers - article 163 tervecies du code général des impôts) (p. 4087) : adopté (p. 4088)

Après l'article 9

Son amendement n° 71 précédemment réservé (insertion d'un chapitre III : "Régulation économique dans les départements d'outre-mer" relatif à l'urbanisme commercial) (p. 4096) : adopté après rectification et modifications (p. 4097)

Intervient sur l'amendement n° 557 précédemment réservé du Gouvernement (institution d'un congé-solidarité) (p. 4099)

Article 11 précédemment réservé (alignement du RMI dans les départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Ernest Moutoussamy (alignement immédiat pour les allocataires âgés de moins de quarante ans fournissant vingt heures par mois de travail d'intérêt public ou social) (p. 4104)

Article 12 précédemment réservé (articles 17-1, 42-7-1, 42-11 à 42-13 nouveaux de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 : renforcement de l'insertion et du contrôle)

Son amendement n° 330 (de suppression) (p. 4116) : rejeté (p. 4118)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 379 précédemment réservé de M. Léon Bertrand (création d'une structure pour la répartition des aides publiques en Guyane) (p. 4122)

Article 16 précédemment réservé (article L. 340-2 nouveau du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Claude Hoarau (convention entre la région, le département et l'Etat) (p. 4125)

Son amendement n° 331 (consultation des représentants des maîtres d'ouvrage sociaux sur la gestion et l'évaluation des fonds) : retiré (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 548 de M. Claude Hoarau (association des maires membres du fonds via deux de ses représentants) (p. 4127)

Article 18 précédemment réservé (valorisation des langues régionales des départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 211 de la commission des affaires culturelles (référence à la loi n ° 51-46 du 11 janvier 1951 relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux) (p. 4131)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 56 précédemment réservé de M. Camille Darsières (adaptation des programmes et des méthodes pédagogiques) (p. 4133)

Intervient sur l'amendement n° 259 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (adaptation des programmes et des méthodes pédagogiques) (p. 4133)

Article 19 précédemment réservé (article 10 de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 : égalité du prix des biens culturels avec la métropole)

Son amendement n° 272 (alignement du prix du livre au 1er janvier 2001) : retiré (p. 4135)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 459 précédemment réservé de M. Émile Blessig (régime des taxis à la Réunion) (p. 4144)

Article 29 précédemment réservé (article L. 4433-18 du code général des collectivités territoriales : plan énergétique régional pluriannuel)

Son amendement n° 332 (prix de vente de l'électricité identique à celui de la métropole) (p. 4147) : non soutenu (p. 4148)

Après l'article 34

Son amendement n° 337 précédemment réservé (statut des agents non titulaires des collectivités territoriales) (p. 4156) : retiré (p. 4157)

Article 38 précédemment réservé (création de deux départements à La Réunion)

Son intervention (p. 4163)

Son amendement n° 150 ("département du Nord-Est" et "département du Sud-Ouest") : retiré (p. 4168)

Jean-Claude THOMAS

Marne (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1 er octobre 1999] (p. 14615)

Jean TIBERI

Paris (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1 er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1907 relative à la diminution des prélèvements opérés par l'Etat sur les cotisations d'impôts locaux [9 novembre 1999]

Proposition de loi n° 2213 sur la protection des personnes vulnérables aux activités répréhensibles des sectes [1 er mars 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1809 modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 novembre 1999] (p. 8916)

Article 1er (conditions générales de prise en compte des résultats du recensement de 1999 sur les dotations de l'Etat aux collectivités locales et calcul du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France)

Son amendement n° 8 soutenu par Mme Martine Aurillac (taux de réduction de la dotation forfaitaire de DGF égal à 50% de celui de la diminution de la population) (p. 8920) : rejeté (p. 8921)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 32 (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs)

Son amendement n° 2 (définition des notions d'enseignement et d'animation des activités sportives) (p. 673) : rejeté (p. 675)

Son amendement n° 1 soutenu par M. Guy Drut (définition de la notion d'animation des activités sportives) (p. 675) : rejeté (p. 676)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Guy Drut (contrôle de la qualification des enseignants et des animateurs) : rejeté (p. 676)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 25 (assurer la mixité sociale)

Son amendement n° 454 soutenu par Mme Martine Aurillac (de suppression) (p. 2015) : rejeté (p. 2022)

Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux

Son sous-amendement n° 1493 soutenu par M. Jacques Myard (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2038) : rejeté (p. 2039)

Article 75 (procédure de déclaration d'insalubrité)

Son amendement n° 452 soutenu par M. Gilles Carrez (création au sein de chaque conseil départemental d'hygiène d'une délégation permanente chargée d'émettre l'avis au préfet) (p. 2257) : adopté (p. 2258)

Marisol TOURAINE

Indre-et-Loire (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6977)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 6977)

Travail : réduction du temps de travail : généralités (p. 6977, 6978)

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Son intervention (p. 8217)

Thèmes :

Santé : médecine préventive (p. 8217)

Santé : politique de la santé (p. 8216)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1509, 1551)

Son intervention (p. 1533)

Thèmes :

Emploi : chômage : femmes (p. 1534)

Entreprises : conventions collectives : égalité professionnelle (p. 1534)

Femmes : égalité professionnelle (p. 1534)

Alain TOURRET

Calvados (6ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 7 avril 2000] (p. 5345)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) tome I : Fonction publique, réforme de l'État et décentralisation (fonction publique) (n° 1865) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention, parents de jeunes enfants [30 novembre 1999] (p. 10284)

Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction, application [3 mai 2000] (p. 3670)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [12 octobre 1999] (p. 7148)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 7160)

Thème :

Partis et mouvements politiques : opposition : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 7160)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8729)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8731)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : services publics (p. 8732)
Etat (p. 8733)
Fonctionnaires et agents publics : accès : handicapés (p. 8732)
Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8732)
Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 8732)
Fonctionnaires et agents publics : discipline (p. 8732)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8732)
Fonctionnaires et agents publics : fonctions électives (p. 8732)
Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : femmes (p. 8732)
Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8731)
Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 8732)
Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8732)

JUSTICE

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9098)
Son intervention (p. 9106)
Thèmes avant la procédure des questions :
Droit pénal : présomption d'innocence (p. 9106)
Droit pénal : secret de l'instruction (p. 9106)
Elections et référendums : élus : sanctions pénales (p. 9106)
Justice : Cour de justice de la République : réforme (p. 9106)
Justice : magistrats : responsabilité (p. 9106)

Annexes au compte rendu intégral [9 novembre 1999] (p. 9138) :
- Réunion de la commission des lois du 20 octobre 1999
Son intervention (p. 9147)
Thèmes :
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 9147)
Justice : aide juridictionnelle (p. 9147)
Justice : carte judiciaire (p. 9148)
Justice : crédits (p. 9147)
Justice : exécution provisoire (p. 9148)
Système pénitentiaire (p. 9147)
Système pénitentiaire : détenus : enfants (p. 9148)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10032)
Après l'article 27
Son amendement n° 39 (prorogation du mandat des représentants au comité technique paritaire du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 10050) : adopté (p. 10051)

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11283)
Son intervention (p. 11290)
Thèmes :
Patrimoine culturel : marché de l'art : droit de préemption (p. 11290)
Patrimoine culturel : marché de l'art : experts (p. 11291)
Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 11290)
Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 11290)
Patrimoine culturel : oeuvres d'art : reproduction (p. 11290)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 11291)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : monopole (p. 11290)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : Internet (p. 11291)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : sécurité (p. 11291)

Discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11311) ; [22 décembre 1999] (p. 11394)
Article 1er (définition des biens susceptibles d'être vendus aux enchères publiques)
Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 11311) : adopté (p. 11311)
Son amendement n° 91 (de précision) : adopté (p. 11311)
Article 2 (réalisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques par des sociétés de forme commerciale)
Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Pierre Lellouche (notaires et huissiers de justice) (p. 11313)
Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Philippe Houillon (notaires et huissiers de justice) (p. 11313)
Son amendement n° 92 soutenu par Mme Nicole Feidt (rédactionnel) (p. 11313) : adopté (p. 11313)
Article 2 bis (ventes réalisées à distance par voie électronique)
Intervient sur l'amendement n° 82 du Gouvernement (de suppression) (p. 11314)
Article 3 (objet des sociétés de ventes)
Son amendement n° 94 soutenu par Mme Nicole Feidt (vente de biens appartenant à des membres de la société) : adopté (p. 11318)
Article 7 (conditions de qualification)
Son amendement n° 95 (connaissances en matière artistique et industrielle) : rejeté (p. 11320)
Article 8 (adjudication - procès-verbal de la vente - vente de gré à gré)
Son amendement n° 96 (de précision) (p. 11321) : adopté (p. 11322)
Soutient l'amendement n° 18 deuxième correction de la commission (prix minimum et délai pour une vente de gré à gré) (p. 11322) : adopté (p. 11323)
Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Pierre Lellouche (délai pour une vente de gré à gré et notification au ministre) (p. 11322)
Son amendement n° 97 (notification au ministre) : devenu sans objet (p. 11323)
Article 10 (publicité - prix de réserve)

Son amendement n° 98 (mentions obligatoires) : retiré (p. 11324)

Article 11 (prix garanti)

Son amendement n° 99 (adjudicataire en cas de prix garanti) : retiré (p. 11325)

Article 12 (avances consenties au vendeur)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Charles de Courson (montant et remboursement de l'avance) (p. 11327)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (garantie du remboursement de l'avance) (p. 11327)

Intervient sur le sous-amendement n° 84 du Gouvernement (agrément du conseil des ventes) à l'amendement n° 20 de la commission (p. 11327)

Son amendement n° 100 (garantie du remboursement de l'avance) : adopté après modification (p. 11327)

Article 16 (missions du Conseil)

Son amendement n° 102 (cours et examens professionnels des commissaires-priseurs) : rejeté (p. 11330)

Article 18 (composition du Conseil des ventes)

Son amendement n° 103 (composition du Conseil des ventes) (p. 11330) : retiré (p. 11331)

Article 27 (responsabilité civile des sociétés de ventes et des officiers ministériels)

Intervient sur l'amendement n° 26 corrigé de la commission (délai de prescription) (p. 11334)

Intervient sur le sous-amendement n° 108 de Mme Christine Lazerges (date de départ du délai de prescription) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (p. 11334)

Son amendement n° 104 (délai de prescription) (p. 11334) : adopté (p. 11335)

Article 37 (montant de l'indemnisation versée aux commissaires-priseurs)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (modalités d'indemnisation) (p. 11341)

Intervient sur l'amendement n° 85 du Gouvernement (modalités d'indemnisation) (p. 11341)

Article 56 (abrogations)

Son amendement n° 105 (maintien des dispositions relatives à la compétence territoriale) : rejeté (p. 11401)

Après l'article 56 quater (article L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle : exonération du droit de reproduction)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (détaxation des catalogues) (p. 11402)

Son amendement n° 106 (détaxation des catalogues) (p. 11402) : rejeté (p. 11403)

Ses explications de vote (p. 11411)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 mai 2000] (p. 4560)

Son intervention (p. 4565)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art : libéralisation (p. 4565)

Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 4565)

Patrimoine culturel : marché de l'art : TVA (p. 4566)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4566)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 413)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 413)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2000] (p. 432)

Son intervention (p. 444)

Thèmes :

Parlement : bicamérisme (p. 444, 445)

Parlement : Sénat : droite (p. 445)

Parlement : Sénat : histoire (p. 444)

Parlement : sénateurs : Français de l'étranger (p. 445)

Discussion des articles [26 janvier 2000] (p. 451)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (réunion du collège électoral aux chefs-lieux d'arrondissement dans les départements élisant leurs sénateurs à la proportionnelle et aux mairies d'arrondissement à Paris, Lyon et Marseille) (p. 457)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 février 2000] (p. 870)

Son intervention (p. 880)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 908)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 880, 881, 908)

Droit pénal : garde à vue (p. 881)

Droit pénal : mise en examen (p. 881)

Droit pénal : sanctions pénales : législation (p. 881)

Justice : cours d'assises : recours (p. 881, 908)

Justice : juge de l'application des peines : décisions (p. 881)

Justice : victimes (p. 908)

Parlement : rôle (p. 880)

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Après l'article 2C

Son sous-amendement n° 254 (fouilles ne pouvant porter atteinte à l'intégrité physique et devant être autorisées par le procureur) à l'amendement n° 86 rectifié de la commission (conditions de la garde à vue compatibles avec le respect de la dignité humaine) (p. 914) : retiré (p. 916)

Article 3 ter (article 80-1 du code de procédure pénale : mise en examen par lettre recommandée)

Intervient sur l'amendement n° 16 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article et insertion d'un article 80-2 dans le code de procédure pénale - mise en examen ne pouvant intervenir qu'après la première comparution devant le juge d'instruction) (p. 935)

Après l'article 4 ter
Intervient sur l'amendement n° 19 deuxième correction du Gouvernement (mise en examen ou qualité de témoin assisté à l'issue de la première comparution devant le juge d'instruction) (p. 938)
Après l'article 9 septies
Intervient sur l'amendement n° 223 rectifié du Gouvernement (appel suspensif devant le président du tribunal de grande instance de la décision d'interdiction d'exercice professionnel signifié par le juge d'instruction à un avocat mis en examen et placé sous contrôle judiciaire) (p. 951, 955)
Article 10 C supprimé par le Sénat (carte judiciaire)
Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 957)
Après l'article 10
Intervient sur l'amendement n° 122 rectifié de la commission (élargissement des compétences du juge de la détention provisoire) (p. 964)
Article 10 bis A (article 138 du code de procédure pénale - participation aux obligations du contrôle judiciaire par les organisations habilitées)
Soutient l'amendement n° 125 de la commission (article 81 (7°) du code de procédure pénale - compétence des associations habilitées pour l'information de la personne mise en examen sur les mesures favorisant son insertion sociale) (p. 964) : adopté (p. 965)
Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)
Soutient l'amendement n° 130 de la commission (élévation des seuils des peines encourues, distinction entre les infractions sur les biens et les personnes et ajout de la récidive) : adopté (p. 973)
Soutient l'amendement n° 132 deuxième rectification de la commission (limitation de la détention provisoire des parents d'enfants de moins de dix ans) (p. 981) : adopté (p. 982)
Après l'article 17
Son amendement n° 195 (mesures alternatives à la prolongation de la détention provisoire) : adopté (p. 983)
Après l'article 18 ter
Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (emprisonnement individuel dans les trois ans suivant la promulgation de la loi) (p. 988)
Article 21 octies (article 380 du code de procédure pénale : recours contre les arrêts de cours d'assises)
Intervient sur l'amendement n° 156 de la commission (nouvelle rédaction de l'article prévoyant trois magistrats et sept jurés en première instance et trois magistrats et neuf jurés en appel) (p. 1001)
Après l'article 21 octies
Intervient sur l'amendement n° 53 rectifié du Gouvernement (articles 349-1 nouveau et 356 du code de procédure pénale - questions posées à la cour d'assises pour l'éventuelle irresponsabilité pénale) (p. 1002)
Après l'article 21 duodecies
Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jack Lang (insertion d'un chapitre III quinquies : Dispositions relatives aux demandes de révision - révision après un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme) (p. 1010)
Avant l'article 32
Soutient l'amendement n° 178 rectifié de la commission (libération conditionnelle des parents d'enfants de moins de dix ans exerçant l'autorité parentale exclusive) (p. 1027) : adopté (p. 1027)
Ses explications de vote (p. 1040)
Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 1041)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4630)
Son intervention (p. 4641)
Thèmes :
Droit pénal : détention provisoire (p. 4642)
Droit pénal : garde à vue (p. 4641)
Droit pénal : libération conditionnelle (p. 4642)
Droit pénal : sanctions pénales : lois (p. 4642)
Justice : cours d'assises : recours (p. 4641)
Justice : frais de justice : remboursement (p. 4642)
Parlement : rôle (p. 4642)
Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 4641)
Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4642)

Proposition de loi n° 735 relative à la prestation compensatoire en matière de divorce

PREMIÈRE LECTURE
Ses explications de vote [23 février 2000] (p. 1239)
Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 1239)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4614)
Son intervention (p. 4618)
Thèmes :
Famille : prestation compensatoire : fiscalité (p. 4618)
Famille : prestation compensatoire : héritiers (p. 4618)
Famille : prestation compensatoire : réforme (p. 4618)
Parlement : Sénat : prestation compensatoire (p. 4618)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 3602)
Son intervention (p. 3617)
Thèmes :
Constitution : révision : exception d'irrecevabilité (p. 3602)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 3618)

Etrangers : droit de vote : droite (p. 3602)
Etrangers : droit de vote : gauche (p. 3617)
Etrangers : droit de vote : Président de la République (p. 3602)
Etrangers : droit de vote : souveraineté (p. 3617)
Etrangers : droit de vote : Union européenne (p. 3602, 3603, 3617, 3618)
Etrangers : intégration (p. 3618)
Union européenne : citoyenneté (p. 3617)

Catherine TRAUTMANN

Ministre de la culture et de la communication

Cessation de ses fonctions de ministre de la culture et de la communication : Décret du 27 mars 2000 [J.O. du 28 mars 2000] (p. 4821)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yves Cochet. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), exception culturelle [12 octobre 1999] (p. 7138)

M. Michel Françaix. Presse et livres. Agence France Presse (AFP). Perspectives [26 octobre 1999] (p. 8105)

M. Noël Mamère. Presse et livres. Agence France presse (AFP). Perspectives [3 novembre 1999] (p. 8727)

M. Michel Charzat. Culture. Politique culturelle. Bilan [21 décembre 1999] (p. 11242)

M. Michel Françaix. Presse et livres. Presse. Nouvelles messageries de la presse parisienne, réforme [9 février 2000] (p. 865)

M. Pascal Terrasse. Patrimoine culturel. Œuvres d'art. Protection, acquisition par l'Etat [23 février 2000] (p. 1161)

M. Aloyse Warhouver. Patrimoine culturel. Protection. Patrimoine militaire [15 mars 2000] (p. 2009)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [5 novembre 1999] (p. 8875)

Son intervention (p. 8891)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 8894)

Arts et spectacles : spectacles : enseignements artistiques (p. 8893)

Culture : politique culturelle : mondialisation (p. 8896)

Enseignement supérieur : architecture (p. 8893)

Enseignements artistiques : conservatoires : musique (p. 8893)

Enseignements artistiques : écoles de musique (p. 8893)

Etat : décentralisation : politique culturelle (p. 8895)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : budget (p. 8891)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : création d'emplois (p. 8891)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : vacataires (p. 8891)

Patrimoine culturel : Fondation du patrimoine (p. 8895)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 8894)

Patrimoine culturel : Musée des arts premiers (p. 8892)

Patrimoine culturel : musées (p. 8894)

Patrimoine culturel : musées : tarifs réduits (p. 8892)

Patrimoine culturel : oeuvres d'art : classement (p. 8895)

Patrimoine culturel : oeuvres d'art : exportation (p. 8895)

Réponses aux questions :

Arts et spectacles : arts culinaires : Ecully (p. 8899) (M. Jean Rigaud) (p. 8898)

Audiovisuel et communication : France 3 : langues régionales (p. 8900) (M. François Loos) (p. 8900)

Culture : politique culturelle : fiscalité (p. 8897) (M. Pierre Carassus) (p. 8897)

Culture : politique culturelle : relations internationales (p. 8902) (M. Patrick Bloche) (p. 8902)

Culture : politique culturelle : sciences (p. 8896) (M. André Aschieri) (p. 8896)

Culture : politique culturelle : tarifs réduits (p. 8902) (M. Patrick Bloche) (p. 8901)

Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 8899) (M. Henri Plagnol) (p. 8899)

Patrimoine culturel : musées : Paris (p. 8898) (M. Gilbert Gantier) (p. 8898)

Régions : contrats de plan Etat-régions : politique culturelle (p. 8901) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 8900)

Urbanisme : permis de construire : salles de cinéma (p. 8897) (M. André Aschieri) (p. 8897)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9613)

Son intervention (p. 9627)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 9629)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 9629)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 9629)

Audiovisuel et communication : programmes : production (p. 9630)

Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 9629)

Audiovisuel et communication : secteur public : financement (p. 9628)

Audiovisuel et communication : secteur public : publicité (p. 9629)
Audiovisuel et communication : secteur public : réduction du temps de travail (p. 9631)
DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 9629)
Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 9628)
Presse et livres : Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) (p. 9628)
Presse et livres : presse : aides publiques (p. 9627)
Presse et livres : presse : taxe sur la publicité (p. 9628)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9629)
Réponses aux questions :
Audiovisuel et communication : Arte : Allemagne (p. 9649) (M. Michel Herbillon) (p. 9648)
Audiovisuel et communication : France 2 : manifestations religieuses (p. 9645) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 9644)
Audiovisuel et communication : France 3 : Alsace (p. 9646) (M. Armand Jung) (p. 9646)
Audiovisuel et communication : radio : secteur public (p. 9644) (M. François Baroin) (p. 9644)
Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 9650) (M. Patrick Bloche) (p. 9650)
Audiovisuel et communication : secteur public : maîtrise des dépenses (p. 9648) (M. Henri Nayrou) (p. 9647)
Audiovisuel et communication : secteur public : réduction du temps de travail (p. 9645) (M. François Baroin) (p. 9645)
Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 9649) (M. Olivier de Chazeaux) (p. 9649)
Presse et livres : presse : aides publiques (p. 9648) (M. Henri Nayrou) (p. 9647)
Télécommunications : Internet : droits d'auteur (p. 9647) (M. Patrick Bloche) (p. 9646)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 1999] (p. 9650)

Etat E, ligne 39
Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Philippe Auberger (suppression de la redevance audiovisuelle) (p. 9651)
Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Henry Chabert (suppression de la redevance audiovisuelle) (p. 9651)
Article 55 (répartition des recettes)
Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Jean-Marie Le Guen (modification de la répartition) (p. 9654)
Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Georges Sarre (modification de la répartition) (p. 9654)
Après l'article 55
Intervient sur l'amendement n° 42 rectifié de Mme Chantal Robin-Rodrigo (rapport sur l'assiette et le recouvrement de la redevance) (p. 9655)

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11283)
Son intervention (p. 11284)
Sa réponse (p. 11309)
Thèmes :
Patrimoine culturel : marché de l'art : droit communautaire (p. 11310)
Patrimoine culturel : marché de l'art : experts (p. 11285)
Patrimoine culturel : marché de l'art : fiscalité (p. 11285, 11310)
Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 11310)
Professions judiciaires et juridiques : huissiers : ventes aux enchères (p. 11285)
Professions judiciaires et juridiques : notaires : ventes aux enchères (p. 11285)
Union européenne : Traité de Maastricht : marché de l'art (p. 11284)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : exercice de la profession (p. 11284)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 11285, 11310)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : concurrence (p. 11284)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : libéralisation (p. 11284)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : réforme (p. 11284)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : sécurité (p. 11284)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : sociétés de vente (p. 11284)
Ventes et échanges : ventes judiciaires (p. 11285)

Discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11311) ; [22 décembre 1999] (p. 11394)

Avant l'article 1er
Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Pierre Lellouche (de précision) (p. 11311)
Article 1er (définition des biens susceptibles d'être vendus aux enchères publiques)
Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 11311)
Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Alain Tourret (de précision) (p. 11311)
Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Pierre Lellouche (de coordination) (p. 11311)
Article 2 (réalisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques par des sociétés de forme commerciale)
Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Pierre Lellouche (notaires et huissiers de justice) (p. 11312)
Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Philippe Houillon (notaires et huissiers de justice) (p. 11312)
Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Henri Plagnol (de précision) (p. 11313)
Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 11313)
Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Philippe Houillon (rédactionnel) (p. 11313)
Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Alain Tourret (rédactionnel) (p. 11313)
Article 2 bis (ventes réalisées à distance par voie électronique)
Soutient l'amendement n° 82 du Gouvernement (de suppression) (p. 11314) : adopté (p. 11315)
Article 3 (objet des sociétés de ventes)

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de M. Pierre Lellouche (objet des sociétés de ventes) (p. 11316)
Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Henri Plagnol (objet des sociétés de ventes) (p. 11318)
Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) (p. 11318)
Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (vente de biens appartenant à des membres de la société) (p. 11318)
Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Philippe Houillon (vente de biens appartenant à des membres de la société) (p. 11318)
Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Alain Tourret (vente de biens appartenant à des membres de la société) (p. 11318)
Article 5 (garanties financières)
Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (décret en Conseil d'Etat) (p. 11319)
Article 6 (locaux de vente)
Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Pierre Lellouche (de suppression) (p. 11319)
Soutient l'amendement n° 83 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 11319) : adopté (p. 11320)
Article 7 (conditions de qualification)
Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Alain Tourret (connaissances en matière artistique et industrielle) (p. 11320)
Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 11320)
Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Henri Plagnol (expérience des ventes) (p. 11320)
Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Pierre Lellouche (expérience des professionnels du marché de l'art) (p. 11321)
Article 8 (adjudication - procès-verbal de la vente - vente de gré à gré)
Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Alain Tourret (de précision) (p. 11321)
Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Charles de Courson (ventes de gré à gré) (p. 11322)
Intervient sur l'amendement n° 18 deuxième correction de la commission (prix minimum et délai pour une vente de gré à gré) (p. 11323)
Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de M. Pierre Lellouche (délai pour une vente de gré à gré et notification au ministre) (p. 11323)
Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Alain Tourret (notification au ministre) (p. 11323)
Article 10 (publicité - prix de réserve)
l'amendement n° 75 de M. Philippe Houillon (publicité préalable à la vente) (p. 11324)
Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Henri Plagnol (prix de réserve) (p. 11324)
Article 11 (prix garanti)
Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (adjudicataire en cas de prix garanti) (p. 11325)
Après l'article 11
Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Philippe Houillon (suppression de la TVA à l'importation d'œuvres d'art) (p. 11325)
Article 12 (avances consenties au vendeur)
Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Charles de Courson (montant et remboursement de l'avance) (p. 11327)
Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (garantie du remboursement de l'avance) (p. 11327)
Soutient le sous-amendement n° 84 du Gouvernement (agrément du conseil des ventes) à l'amendement n° 20 de la commission (p. 11327) : adopté (p. 11327)
Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Alain Tourret (garantie du remboursement de l'avance) (p. 11327)
Article 13 (paiement et délivrance des biens)
Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 11328)
Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Henri Plagnol (délai de versement des fonds) (p. 11328)
Article 14 (sanctions pénales de l'organisation de ventes aux enchères sans agrément)
Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (suppression des pénalités prononcées à l'encontre des ressortissants de la Communauté européenne) (p. 11329)
Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Philippe Houillon (suppression des sanctions les plus sévères) (p. 11329)
Article 16 (missions du Conseil)
Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Alain Tourret (cours et examens professionnels des commissaires-priseurs) (p. 11330)
Article 18 (composition du Conseil des ventes)
Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Pierre Lellouche (composition du Conseil des ventes) (p. 11332)
Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (composition du Conseil des ventes) (p. 11332)
Article 19 (sanctions disciplinaires)
Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Henri Plagnol (limitation de la durée de la suspension provisoire) (p. 11333)
Article 24 (respect de la réglementation française par les prestataires de services)
Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Henri Plagnol (de précision) (p. 11333)
Article 26 (commissaires-priseurs judiciaires)
Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 11334)
Article 27 (responsabilité civile des sociétés de ventes et des officiers ministériels)
Intervient sur l'amendement n° 26 corrigé de la commission (délai de prescription) (p. 11335)
Intervient sur le sous-amendement n° 108 de Mme Christine Lazerges (date de départ du délai de prescription) à l'amendement n° 26 corrigé de la commission (p. 11335)
Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Alain Tourret (délai de prescription) (p. 11335)
Article 28 (faculté de recourir à des experts agréés)
Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Pierre Lellouche (obligation d'agrément pour les experts) (p. 11335)
Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (fixation par décret des conditions d'agrément des experts) (p. 11336)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Lellouche (spécialisation des experts) (p. 11337)

Article 29 (inscription des experts agréés dans des spécialités)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (limitation des spécialisations) (p. 11337)

Article 30 (responsabilité des experts agréés)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (généralisation de l'obligation d'assurance pour les experts) (p. 11337)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Henri Plagnol (caractère facultatif de la coresponsabilité des experts) (p. 11338)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Philippe Houillon (caractère facultatif de la coresponsabilité des experts) (p. 11338)

Article 33 (conditions de retrait de l'agrément par le Conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (droits de la défense) (p. 11338)

Article 35 (principe et fondement de l'indemnisation des commissaires-priseurs)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (compensation pour dépréciation du droit de présentation) (p. 11339)

Article 36 (calcul de la valeur de l'office liée à l'activité de ventes volontaires)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (élargissement de la période de référence) (p. 11339)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Charles de Courson (égalité de traitement entre les offices de province et ceux de Paris) (p. 11340)

Article 37 (montant de l'indemnisation versée aux commissaires-priseurs)

Soutient l'amendement n° 85 du Gouvernement (modalités d'indemnisation) (p. 11340) : adopté (p. 11342)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (modalités d'indemnisation) (p. 11341)

Article 43 (commission nationale chargée de procéder à l'indemnisation)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (présidence de la commission) (p. 11343)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de coordination) (p. 11343)

Article 43 bis (aménagement du régime fiscal des apports effectués par les commissaires-priseurs aux sociétés de ventes)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) (p. 11394)

Article 43 ter (application d'un droit fixe aux apports résultant de la présente loi)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (de suppression) (p. 11396)

Article 43 quater (adaptation de la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 11396)

Article 43 quinquies (régime fiscal de l'indemnité versée aux commissaires-priseurs)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de suppression) (p. 11396)

Article 47 (prescription des actions en responsabilité civile professionnelle en cours)

Soutient l'amendement n° 86 du Gouvernement (de coordination) (p. 11398) : adopté (p. 11398)

Article 48 (période transitoire)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Charles de Courson (délai porté à 5 ans) (p. 11398)

Article 49 (accès des commissaires-priseurs à d'autres professions)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Charles de Courson (commissaires aux ventes des domaines) (p. 11399)

Article 52 (maintien de certains régimes particuliers de ventes aux enchères publiques)

Soutient l'amendement n° 87 du Gouvernement (vente de biens appartenant à l'Etat par les sociétés de vente) (p. 11399) : adopté (p. 11400)

Article 53 (droit de préemption de l'Etat sur les ventes publiques d'œuvres d'art)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (organisation du droit de préemption) (p. 11400)

Article 56 (abrogations)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Alain Tourret (maintien des dispositions relatives à la compétence territoriale) (p. 11401)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (police des ventes) (p. 11401)

Après l'article 56 quater (article L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle : exonération du droit de reproduction)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (détaxation des catalogues) (p. 11402)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Alain Tourret (détaxation des catalogues) (p. 11402)

Article 57 (renvoi des conditions d'application de la loi à un décret en Conseil d'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 43 rectifié de la commission (de coordination) (p. 11404)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Philippe Houillon (suppression du droit de suite en matière littéraire et artistique) (p. 11405)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Pierre Lellouche (nouveau titre : "Projet de loi portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques") (p. 11406)

Seconde délibération

Article 14 (sanctions pénales de l'organisation de ventes aux enchères sans agrément)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression des pénalités prononcées à l'encontre des ressortissants de la Communauté européenne) (p. 11407) : adopté (p. 11408)

Son intervention (p. 11408)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1117)

Son intervention

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 1122)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 1142)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : archéologie préventive : généralités (p. 1117, 1137)

Patrimoine culturel : archéologie : budget (p. 1118)

Patrimoine culturel : archéologie : carte (p. 1138)

Patrimoine culturel : archéologie : décentralisation (p. 1138)

Patrimoine culturel : archéologie : droit de propriété (p. 1122)

Patrimoine culturel : archéologie : publications (p. 1118, 1139)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : liberté d'entreprendre (p. 1122)

Patrimoine culturel : Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN) (p. 1137)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive (p. 1117)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : monopole (p. 1138)

Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 1118, 1122, 1138)

Discussion des articles [22 février 2000] (p. 1144) ; [23 février 2000] (p. 1175)

Article 1er (définition de l'archéologie préventive et rôle de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Bernard Outin (mission de service public) (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jean-Louis Fousseret (caractère scientifique de l'archéologie préventive) (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jacques Pélissard (caractère scientifique de l'archéologie préventive) (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Christian Kert (caractère scientifique de l'archéologie préventive) (p. 1145)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Christian Kert (fixation d'un délai précis) (p. 1146)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Bruno Bourg-Broc (fixation d'un délai précis) (p. 1146)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 1146)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (suppression des dispositions relatives à la carte archéologique) (p. 1146)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (définition du rôle de l'Etat) (p. 1146)

Intervient sur le sous-amendement n° 53 de M. Christian Kert (conditions d'intervention) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1147)

Intervient sur le sous-amendement n° 70 de M. Jacques Pélissard (choix des responsables scientifiques) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1147)

Intervient sur le sous-amendement n° 66 de M. Jacques Pélissard (pouvoir d'initiative de l'Etat) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1147)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de M. Christian Kert (délégation aux services archéologiques des collectivités locales) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1147)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (carte archéologique) (p. 1148)

Intervient sur le sous-amendement n° 71 de M. Jacques Pélissard (communication d'informations ou de documents sur les sites archéologiques) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 1149)

Soutient le sous-amendement n° 100 du Gouvernement (communication d'extraits) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 1149) : adopté (p. 1149)

Intervient sur l'amendement n° 39 corrigé de M. Bernard Outin (tri et propriété des objets découverts) (p. 1150)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. André Aschieri (tri et propriété des objets découverts) (p. 1150)

Article 2 (création d'un établissement public de recherche en archéologie préventive)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Pierre Hellier (de suppression) (p. 1177)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 1178)

Intervient sur le sous-amendement n° 74 de M. Jacques Pélissard (appel à la concurrence pour la sous-traitance) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1179)

Intervient sur le sous-amendement n° 55 de M. Christian Kert (appel à la concurrence pour la sous-traitance) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1179)

Intervient sur le sous-amendement n° 73 de M. Jacques Pélissard (logements à usage locatif construits ou améliorés avec le concours financier de l'Etat) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1179)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 1180)

Intervient sur l'amendement n° 85 de Mme Christine Boutin (appel d'offres à d'autres personnes morales dotées de services archéologiques) (p. 1180)

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de la commission (collaboration des services archéologiques d'autres collectivités publiques) (p. 1180)

Soutient le sous-amendement n° 46 du Gouvernement (de simplification) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 1180) : adopté (p. 1181)

Intervient sur le sous-amendement n° 56 de M. Christian Kert (collaboration d'archéologues bénévoles) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 1181)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de la commission (exploitation scientifique et diffusion du résultat des recherches) (p. 1181)

Soutient le sous-amendement n° 47 du Gouvernement (modalités de coopération) à l'amendement n° 8 rectifié de la commission (p. 1181) : adopté (p. 1182)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Bernard Outin (comité de suivi) (p. 1182)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (composition du conseil d'administration) (p. 1182)
Soutient le sous-amendement n° 48 du Gouvernement (référence aux établissements d'enseignement supérieur) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 1183) : adopté (p. 1183)
Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 1183)
Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (conseil scientifique) (p. 1183)
Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Bernard Outin (possibilité d'affectation de fonctionnaires par voie de détachement) (p. 1183)
Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jacques Pélissard (statut des employés permanents de l'établissement) (p. 1184)
Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (dévolution des biens de l'AFAN à l'établissement) (p. 1184)
Article 3 (modalités de financement de l'établissement public)
Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (énumération des sources de financement de l'établissement) (p. 1184)
Intervient sur le sous-amendement n° 92 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression de la redevance d'archéologie préventive) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 1184)
Article 4 (création de redevances d'archéologie préventive)
Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jacques Pélissard (conditions de réduction de la redevance) (p. 1186)
Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Bruno Bourg-Broc (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1187)
Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jacques Pélissard (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1187)
Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Christian Kert (détermination du fait générateur du paiement) (p. 1187)
Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 1187)
Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) (p. 1187)
Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jacques Pélissard (exonération des travaux effectués dans les zones concernées par les fonds structurels européens) (p. 1187)
Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jacques Pélissard (exonération des travaux effectués dans les zones de revitalisation rurale) (p. 1187)
Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Jacques Pélissard (exonération des travaux effectués dans les zones de montagne) (p. 1187)
Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (exonération pour les travaux effectués par une personne physique pour elle-même) (p. 1188)
Soutient le sous-amendement n° 60 du Gouvernement (exonération pour les personnes physiques qui construisent elles-mêmes leur logement) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 1188) : adopté (p. 1188)
Intervient sur le sous-amendement n° 78 de M. Jacques Pélissard (exonération pour des travaux effectués sur une surface inférieure à 1000 mètres carrés) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 1188)
Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (rédactionnel) (p. 1188)
Soutient l'amendement n° 63 du Gouvernement (de précision sur la nature de la collaboration aux travaux) (p. 1189) : adopté (p. 1189)
Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Christian Kert (exonération en cas d'abandon du projet) (p. 1189)
Soutient l'amendement n° 26 du Gouvernement (modalités de calcul de la redevance) (p. 1190) : adopté (p. 1191)
Intervient sur le sous-amendement n° 37 de M. Bernard Outin (déclaration préalable) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1191)
Intervient sur le sous-amendement n° 38 de M. Bernard Outin (modification de la formule applicable en cas d'opérations de sondages et de diagnostics archéologiques) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1191)
Intervient sur le sous-amendement n° 27 de M. Bernard Outin (formule applicable dans le cas de zones à risques particuliers) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1191)
Intervient sur le sous-amendement n° 28 rectifié de M. Bernard Outin (formule applicable dans le cas de zones à structures archéologiques non stratifiées) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1191)
Intervient sur le sous-amendement n° 29 de M. Bernard Outin (de suppression du plafonnement applicable dans le cas de constructions affectées principalement à l'habitation) à l'amendement n° 26 du Gouvernement (p. 1191)
Après l'article 4
Intervient sur l'amendement n° 59 corrigé de M. Christian Kert (maîtrise des délais) (p. 1192)
Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (commission administrative de recours) (p. 1192)
Soutient le sous-amendement n° 49 du Gouvernement (saisine et champ de compétence) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 1192) : adopté (p. 1193)
Article 5 (article L. 332-6 du code de l'urbanisme : coordination)
Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (de précision) (p. 1193)
Soutient le sous-amendement n° 50 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 1193) : adopté (p. 1194)
Intervient sur le sous-amendement n° 31 de M. Bernard Outin (contrôle de la sincérité des déclarations) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 1193)
Après l'article 5
Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Pascal Terrasse (partage des découvertes archéologiques fortuites) (p. 1194)
Intervient sur l'amendement n° 22 corrigé de M. Bruno Bourg-Broc (délai de réponse de l'administration) (p. 1195)
Son intervention à l'issue du vote (p. 1196)

Proposition de loi n° 2116 relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1426)

Son intervention (p. 1426)

Sa réponse (p. 1439)

Thèmes :

Donations et successions : successions (p. 1427)

Patrimoine culturel : expositions : nouvelles technologies (p. 1439)

Patrimoine culturel : marché de l'art (p. 1426, 1440)

Patrimoine culturel : mobilier national (p. 1426, 1440)

Patrimoine culturel : oeuvres d'art (p. 1429, 1440)

Discussion des articles [1er mars 2000] (p. 1441)

Article 1er (article 5 de la loi du 31 décembre 1992 : durée de validité et champ d'application du certificat d'exportation)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Pierre Lellouche (délai-plafond de délivrance) (p. 1441)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Michel Herbillon (délai-plafond de délivrance) (p. 1441)

Article 2 (article 7 de la loi du 31 décembre 1992 : conditions de refus du certificat)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Pierre Lellouche (institution d'une commission paritaire compétente comportant en particulier des représentants de certains ministères) (p. 1442)

Intervient sur l'amendement n° 38 corrigé de M. Michel Herbillon (institution d'une commission paritaire compétente comportant en particulier de certains ministères) (p. 1442)

Intervient sur l'amendement n° 37 corrigé de M. Michel Herbillon (institution d'une commission paritaire compétente comportant en particulier des représentants du marché de l'Etat) (p. 1442)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (publicité des refus) (p. 1442)

Article 3 (article 8 de la loi du 31 décembre 1992 : délivrance implicite du certificat)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) (p. 1443)

Article 4 (article 9 de la loi du 31 décembre 1992 : refus de certificat : durée de validité et renouvellement)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Pierre Lellouche (abaissement de la durée à dix-huit mois) (p. 1443)

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié de la commission (clarification des procédures de protection et de classement) (p. 1444)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (procédure en cas d'offre d'achat du bien par l'Etat) (p. 1444)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Pierre Lellouche (financement des achats de biens par l'Etat) (p. 1445)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Michel Herbillon (financement des achats de biens par l'Etat) (p. 1445)

Article 4 bis (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit des biens classés monuments historiques)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 1447)

Article 5 (articles 9-1 à 9-4 de la loi du 31 décembre 1992 : procédure d'achat par l'Etat des biens culturels soumis à un refus de délivrance de certificat)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (suppression de référence à des œuvres "comparables") (p. 1449)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (frais d'expertise) (p. 1449)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (autorité compétente) (p. 1450)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Pierre Lellouche (p. 1450)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Michel Herbillon (p. 1450)

Soutient l'amendement n° 42 du Gouvernement (saisine du juge des référés) (p. 1450) : adopté (p. 1449)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (compétence du président du tribunal de grande instance) (p. 1450)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (frais d'expertise) (p. 1451)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de correction) (p. 1451)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (délai d'offre d'achat à la valeur d'expertise) (p. 1451)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 1451)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de cohérence) (p. 1451)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (possibilités d'indemnisation) (p. 1452)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 1452)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Pierre Lellouche (délivrance du certificat de sortie en cas de carence de l'Etat) (p. 1452)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (de coordination) (p. 1453)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (de cohérence) (p. 1453)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de cohérence) (p. 1453)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (information de l'Etat dans les trois mois par le nouveau propriétaire) (p. 1453)

Intervient sur le sous-amendement n° 34 de M. Pierre Lellouche (de clarification) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 1454)

Intervient sur le sous-amendement n° 35 de M. Pierre Lellouche (information sur un éventuel refus de certificat d'exportation avec comme sanction la nullité de l'acte) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 1454)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (information sur un éventuel refus de certificat

d'exportation sous peine de nullité de la vente) (p. 1454)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (représentation cinématographique en dehors des frontières) (p. 1454) : adopté (p. 1455)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou) (p. 1455) : adopté (p. 1455)

Article 7 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (de coordination) (p. 1455) : adopté (p. 1455)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (délai d'irrecevabilité des demandes de certificat) (p. 1456)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1457)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 mars 2000] (p. 2363)

Son intervention (p. 2363)

Sa réponse (p. 2409)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 2363)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 2366, 2367)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2363, 2364)

Audiovisuel et communication : France 2 (p. 2410)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 2365, 2411)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 2363, 2367, 2376, 2410, 2411)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 2366 à 2368, 2411)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 2410)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 2366, 2367)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 2363 à 2368, 2410 à 2412)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 2363 à 2368, 2376)

DOM-TOM : Radio France outre-mer (RFO) (p. 2365)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 2409)

Télécommunications : Internet (p. 2411)

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Avant l'article 1er AA

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Laurent Dominati (pouvoirs du CSA en matière de propositions) (p. 2437)

Article 1er AA (article 2-1 de la loi du 30 septembre 1986 : Conseil supérieur des technologies de l'information)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 2438)

Après l'article 1er AA

Intervient sur l'amendement n° 466 de Mme Frédérique Bredin (publicité des décisions du CSA) (p. 2438)

Article 1er A (articles 43-6-1, 43-6-2 et 43-6-3 de la loi du 30 septembre 1986 : responsabilité des prestataires techniques à raison des contenus des services de communication audiovisuelle en ligne)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Patrice Martin-Lalande (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2443)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Denis Jacquat (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2443)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 2443)

Intervient sur le sous-amendement n° 331 de M. Olivier de Chazeaux (responsabilités) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2445)

Intervient sur le sous-amendement n° 153 de M. Patrice Martin-Lalande (critères d'obligations et sanctions en cas de manquements) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2445)

Intervient sur le sous-amendement n° 154 de M. Patrice Martin-Lalande (de simplification) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2446)

Intervient sur le sous-amendement n° 488 de M. Patrick Bloche (rédactionnel) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2446)

Intervient sur le sous-amendement n° 155 de M. Patrice Martin-Lalande (notion de "contribution à la création") à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2447)

Soutient le sous-amendement n° 384 rectifié du Gouvernement (dispositif technique de protection des œuvres sur Internet) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2447) : adopté (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 489 de M. Patrick Bloche (dispositif technique de protection des œuvres sur Internet) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2447)

Intervient sur le sous-amendement n° 156 de M. Patrice Martin-Lalande ("stockage" sur Internet : responsabilités) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2448)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 de M. Patrice Martin-Lalande (mode de saisine par un tiers du caractère illicite ou préjudiciable d'un contenu en stockage) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2449)

Intervient sur le sous-amendement n° 158 de M. Patrice Martin-Lalande (référence à l'autorité judiciaire) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2449)

Intervient sur le sous-amendement n° 477 de M. Christian Kert (protection de la notoriété d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique protégée) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2449)

Soutient le sous-amendement n° 385 rectifié du Gouvernement (critères d'identification) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2450) : adopté (p. 2450)

Intervient sur le sous-amendement n° 159 de M. Patrice Martin-Lalande (identification des contrevenants) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2450)

Intervient sur le sous-amendement n° 160 de M. Patrice Martin-Lalande (équilibre des responsabilités) à l'amendement n° 55 de la commission (p. 2451)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Laurent Dominati (dégroupage de la boucle locale) (p. 2451)

Article 1er (articles 43-7 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : missions générales du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 2453)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (définition des missions de service public) (p. 2454)

Intervient sur le sous-amendement n° 195 de M. Christian Kert (notion de dignité humaine) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2454)

Intervient sur le sous-amendement n° 193 de M. Christian Kert (restrictions en matière de diffusion de programme comportant des scènes violentes ou pornographiques) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2454)

Intervient sur le sous-amendement n° 194 de M. Christian Kert (restrictions en matière de diffusion de programme comportant des scènes à caractère vulgaire) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2454)

Intervient sur l'amendement n° 270 corrigé de M. Laurent Dominati (précision des missions de service public ; conformité avec les normes européennes) (p. 2454)

Intervient sur l'amendement n° 271 corrigé de M. Laurent Dominati (précision des missions de service public) (p. 2454)

Intervient sur le sous-amendement n° 208 de M. Noël Mamère (notion de développement durable) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 2455)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Christian Cuvilliez (stimulation de la création audiovisuelle) (p. 2455)

Intervient sur l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (stimulation de la création audiovisuelle) (p. 2456)

Intervient sur le sous-amendement n° 425 de Mme Christine Boutin (pluralisme et impartialité des productions) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (stimulation de la création audiovisuelle) (p. 2456)

Intervient sur le sous-amendement n° 209 de M. Noël Mamère (appellation "pôle industriel") à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (p. 2456)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de M. Noël Mamère (émission d'un rapport annuel par le Parlement) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (p. 2457)

Intervient sur le sous-amendement n° 177 de M. Christian Cuvilliez (émission d'un rapport annuel par le Parlement) à l'amendement n° 433 de M. Christian Cuvilliez (p. 2457)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Laurent Dominati (privatisation partielle de France 2) (p. 2458)

Article 2 (article 44 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société France-Télévision et des sociétés nationales de programmes)

Son intervention (p. 2460)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 2461)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (activités de France-Télévision) (p. 2461)

Soutient le sous-amendement n° 386 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 2461) : adopté (p. 2461)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Laurent Dominati (limites des activités de France 2) (p. 2461)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Noël Mamère (rôle "de référence" pour France-Télévision) (p. 2461)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Christian Kert (mission de soutien à la production télévisuelle pour France 2) (p. 2462)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Laurent Dominati (exclusion de "La Cinquième" de France-Télévision) (p. 2462)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (statut de "La Cinquième") (p. 2463)

Soutient le sous-amendement n° 497 du Gouvernement (programmes éducatifs et de formation) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 2463) : adopté (p. 2463)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Christian Cuvilliez (statut de la SFP) (p. 2464)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Noël Mamère (statut et missions de RFO) (p. 2465)

Intervient sur l'amendement n° 167 de Mme Huguette Bello (statut et missions de RFO) (p. 2465)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (filiales de France-Télévision) (p. 2472) : adopté (p. 2474)

Intervient sur le sous-amendement n° 329 de M. Olivier de Chazeaux (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur le sous-amendement n° 336 de M. Olivier de Chazeaux (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur le sous-amendement n° 337 de M. Olivier de Chazeaux (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur le sous-amendement n° 333 de M. Olivier de Chazeaux (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur le sous-amendement n° 334 de M. Olivier de Chazeaux (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur le sous-amendement n° 335 de M. Olivier de Chazeaux (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur le sous-amendement n° 338 de M. Hervé de Charette (capital des sociétés filiales) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2473)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Henry Jean-Baptiste (suppression du II proposé pour l'article 44 de la loi du 30 septembre 1986 et relatif aux missions de la société nationale Réseau France Outre-mer) (p. 2474)

Intervient sur l'amendement n° 279 de M. Laurent Dominati (nouveau statut pour RFO) (p. 2474)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (nouveau statut pour RFO) (p. 2474)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Claude Hoarau (réception des programmes métropolitains outre-mer) (p. 2476)

Soutient l'amendement n° 387 corrigé du Gouvernement (de simplification) (p. 2477) : adopté (p. 2478)

Soutient l'amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (filiales numériques de France-Télécom) (p. 2478) : adopté (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Christian Cuvilliez (suppression d'une restriction) (p. 2479)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (activités de diversification) (p. 2479) : adopté (p. 2480)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Laurent Dominati (sort des parts de Arte et France 3 détenues par l'Etat) (p. 2480)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Laurent Dominati (sort des parts de Arte et France 3 détenues par l'Etat) (p. 2480)

Article 3 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société La Cinquième)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (missions de La Sept-Arte) (p. 2481)

Article 3 bis A (article 45-1 A de la loi du 30 septembre 1986 : missions spécifiques de la société La Sept-Arte)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de coordination) (p. 2481)

Article 3 bis (article 46 de la loi du 30 septembre 1986 : comité consultatif d'orientation des programmes)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (constitution d'un conseil consultatif des programmes) (p. 2482)

Intervient sur le sous-amendement n° 199 de M. Christian Kert (de cohérence) à l'amendement n° 62 de la commission (p. 2482)

Intervient sur le sous-amendement n° 215 de M. Noël Mamère (représentation des téléspectateurs) à l'amendement n° 62 de la commission (p. 2482)

Intervient sur le sous-amendement n° 216 de M. Noël Mamère (représentation des téléspectateurs) à l'amendement n° 62 de la commission (p. 2482)

Intervient sur le sous-amendement n° 427 corrigé de Mme Christine Boutin (représentation des téléspectateurs) à l'amendement n° 62 de la commission (p. 2482)

Intervient sur le sous-amendement n° 426 de Mme Christine Boutin (fréquence des réunions) à l'amendement n° 62 de la commission (p. 2482)

Article 4 (articles 47 et 47-1 à 47-4 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 : organes de direction de la société France-Télévision, des sociétés nationales de programmes et de la société La Cinquième)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Henry Jean-Baptiste (de coordination) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Noël Mamère (harmonisation des statuts) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Laurent Dominati (de cohérence) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Laurent Dominati (réduction du nombre des membres du conseil d'administration) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Christian Kert (représentation du monde associatif et du monde de la création) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (représentation du personnel) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (nomination du président du conseil d'administration) (p. 2486)

Intervient sur le sous-amendement n° 204 de M. Christian Kert (acte de candidature) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 2486)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Laurent Dominati (nomination du président du conseil d'administration) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Pierre-Christophe Baguet (reconduction du précédent président du conseil d'administration) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Laurent Dominati (qualité de mandataire social) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Laurent Dominati (composition des conseils d'administration des filiales) (p. 2488)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Laurent Dominati (nouvelle composition du conseil d'administration) (p. 2488)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Christian Kert (qualité de mandataire social) (p. 2488)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Laurent Dominati (de cohérence) (p. 2488)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (de coordination) (p. 2489)

Soutient l'amendement n° 388 du Gouvernement (administrateurs communs entre France Télévision et les sociétés nationales de programme) (p. 2489) : adopté (p. 2489)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Pierre-Christophe Baguet (critères de nomination) (p. 2489)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (nomination des présidents de RFO et Radio-France) (p. 2489)

Intervient sur le sous-amendement n° 220 de M. Noël Mamère (nomination du président de RFI) à l'amendement n° 66 de la commission (p. 2489)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Noël Mamère (régime de RFI) (p. 2490)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (transparence des nominations par le CSA) (p. 2490)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Noël Mamère (p. 2490)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (de coordination) (p. 2491)

Soutient l'amendement n° 389 du Gouvernement (vacance de siège) (p. 2491) : adopté (p. 2491)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 289 de M. Laurent Dominati (limitation d'acquisition d'œuvres américaines) (p. 2492)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Laurent Dominati (obligations des sociétés nationales de programme) (p. 2493)

Article 5 (article 49 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : Institut national de l'audiovisuel (INA))

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Laurent Dominati (vocation et nature de l'INA) (p. 2494)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2494)
Intervient sur l'amendement n° 292 de M. Laurent Dominati (pouvoirs d'acquisition) (p. 2494)
Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2494)
Soutient le sous-amendement n° 392 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 71 de la commission (p. 2494) : adopté (p. 2494)
Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (de précision) (p. 2494)
Soutient l'amendement n° 391 du Gouvernement (pouvoirs d'arbitrage) (p. 2494) : adopté (p. 2495)
Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2495)
Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Noël Mamère (avis consultatif du CSA) (p. 2495)
Article 5 bis A nouveau (article L. 321-13 nouveau du code de la propriété intellectuelle : contrôle de la Cour des comptes sur les comptes et la gestion des sociétés de perception et de répartition des droits)
Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) (p. 2497)
Intervient sur l'amendement n° 184 rectifié de M. Jean-Claude Lefort (de suppression) (p. 2497)
Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 2497)
Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Christian Kert (de suppression) (p. 2497)
Intervient sur l'amendement n° 483 de la commission (institution d'une commission de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits) (p. 2497)
Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 2498)
Après l'article 6
Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Laurent Dominati (institution d'une commission consultative du financement du secteur public de l'audiovisuel) (p. 2500)
Article 7 (articles 18, 26, 34-1, 45-2, 46, 51, 56, 62, 73 de la loi du 30 septembre 1986, article L. 4433-28 du code des collectivités territoriales et annexe II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : coordination)
Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (de coordination) (p. 2500)
Soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement (de coordination) (p. 2500) : adopté (p. 2500)
Soutient l'amendement n° 13 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 2501) : adopté après modification (p. 2501)
Intervient sur le sous-amendement n° 482 de la commission (de précision) à l'amendement n° 13 rectifié du Gouvernement (p. 2501)
Intervient sur le sous-amendement n° 83 de la commission (de précision) à l'amendement n° 13 rectifié du Gouvernement (p. 2501)
Soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement (émission de cahiers des charges pour les filiales) (p. 2501) : adopté après modification (p. 2501)
Intervient sur le sous-amendement n° 443 de Mme Frédérique Bredin (parution au journal officiel) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 2501)
Soutient l'amendement n° 413 du Gouvernement (de coordination) (p. 2501) : adopté (p. 2501)
Soutient l'amendement n° 416 du Gouvernement (de coordination) (p. 2502) : adopté (p. 2502)
Soutient l'amendement n° 415 du Gouvernement (de coordination) (p. 2502) : adopté (p. 2502)
Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Noël Mamère (conditions de programmation des émissions religieuses) (p. 2502)
Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (de coordination) (p. 2503)
Soutient l'amendement n° 393 du Gouvernement (de coordination) (p. 2503) : adopté (p. 2503)
Après l'article 7
Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Noël Mamère (réciprocité au niveau européen de traitement entre les groupes étrangers en France et français à l'étranger) (p. 2504)
Article 7 bis A (article 51 de la loi du 30 septembre 1986 : monopole de diffusion des chaînes publiques par Télédiffusion de France (TDF))
Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Patrice Martin-Lalande (élargissement de la diffusion en mode analogique) (p. 2504)
Après l'article 7 bis A
Intervient sur l'amendement n° 150 de la commission (émission par le service public d'émissions portant sur des thèmes déjà couverts par des chaînes thématiques) (p. 2505)
Après l'article 7 bis
Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Laurent Dominati (suppression du monopole de TDF) (p. 2505)
Article 8 (dispositions transitoires)
Soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement (modalités de constitution de la holding) (p. 2506) : adopté (p. 2506)
Après l'article 8
Intervient sur l'amendement n° 302 de M. Laurent Dominati (mandat unique pour le président de France-Télévision) (p. 2506)
Article 9 (article 20-1 A de la loi du 30 septembre 1986 : protection des mineurs vis-à-vis de programmes ou de messages susceptibles de nuire à leur épanouissement et respect de la dignité de la personne)
Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2508)
Intervient sur le sous-amendement n° 428 de Mme Christine Boutin (précisions de la notion de "dignité de la personne") à l'amendement n° 88 de la commission (p. 2508)
Intervient sur le sous-amendement n° 246 de M. Christian Kert (précisions sur les scènes mises en cause) à l'amendement n° 88 de la commission (p. 2508)
Article 10 (article 20-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : retransmission en clair des événements d'importance majeure)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (avis du CSA) (p. 2510)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Laurent Dominati (rôle des fédérations sportives) (p. 2510)

Soutient l'amendement n° 394 du Gouvernement (contrôle par le CSA) (p. 2510) : adopté (p. 2510)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Henri Nayrou (promotion de la lutte contre le dopage) (p. 2510)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Michel Françaix (couverture par les télévisions locales) (p. 2511)

Article 13 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : réglementation du télé-achat et des services d'autopromotion)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 2512)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Michel Françaix (exclusivités locales en matière publicitaire) (p. 2513)

Avant l'article 15 A

Soutient l'amendement n° 395 du Gouvernement (de coordination) (p. 2513) : adopté (p. 2513)

Article 15 A (article 21 de la loi du 30 septembre 1986 : répartition des fréquences hertziennes utilisées pour la diffusion numérique)

Soutient l'amendement n° 396 du Gouvernement (élargissement des autorisations d'usage) (p. 2515) : adopté (p. 2515)

Article 15 B (article 13 de la loi du 30 septembre 1986 : rapport annuel sur le traitement de l'information et la mise en œuvre du pluralisme)

Intervient sur l'amendement n° 484 de la commission (notion de "relations non discriminatoires entre éditeurs et distributeurs de service") (p. 2516)

Article 15 C (article 18 de la loi du 30 septembre 1986 : rapport annuel sur l'application du droit de réponses dans le secteur de l'audiovisuel)

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (de suppression) (p. 2516)

Article 15 D (article 5 de la loi du 30 septembre 1986 : incompatibilités entre les fonctions de membre du CSA et d'autres activités)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (de suppression) (p. 2516)

Article 15 E (article 5 de la loi du 30 septembre 1986 : règles d'interdiction de prises d'intérêt dans une société de communication audiovisuelle s'imposant aux membres du CSA)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 2516)

Article 15 F (article 5 de la loi du 30 septembre 1986 : règles d'interdiction de prise de position sur un sujet intéressant la communication audiovisuelle s'imposant aux membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (de suppression) (p. 2517)

Article 15 G (article 5 de la loi du 30 septembre 1986 : respect des règles de déontologie par les membres du CSA après la cessation de leurs fonctions)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (de suppression) (p. 2517)

Article 15 H (article 13 de la loi du 30 septembre 1986 : respect des règles du pluralisme dans les programmes soumis au contrôle du CSA)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (exclusion des services d'Internet du champ de compétences du CSA) (p. 2517)

Après l'article 15 H

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Noël Mamère (extension à tout texte relatif à la communication audiovisuelle) (p. 2517)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Laurent Dominati (extension de la concertation à tout projet de loi ou décret relatif à la communication audiovisuelle) (p. 2517)

Article 15 (article 19 de la loi du 30 septembre 1986 : demande d'informations notamment financières formulées par le CSA à l'égard des opérateurs et de leurs actionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 2518)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 397 du Gouvernement (de coordination) (p. 2518) : adopté (p. 2518)

Article 16 (article 29 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs des dossiers de candidatures et critères retenus par le CSA pour les autorisations de fréquences radiophoniques)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Laurent Dominati (attributions en matière d'émissions d'information) (p. 2519)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2519)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2520)

Intervient sur le sous-amendement n° 248 de M. Christian Kert (appui aux missions de radios généralistes) à l'amendement n° 100 de la commission (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 101 corrigé de la commission (de simplification) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Laurent Dominati (priorité accordée aux services d'information) (p. 2520)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Noël Mamère (classification des radios locales) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2521)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Laurent Dominati (sort des fréquences non utilisées) (p. 2522)

Article 6 précédemment réservé (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 : contrats d'objectifs et de moyens - financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2532)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Henry Jean-Baptiste (exclusion de RFO du champ d'application de l'article) (p. 2532)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (affectation de la redevance à des filiales de France Télévision) (p. 2532) : adopté (p. 2532)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (de simplification) (p. 2532)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (de cohérence) (p. 2533) : adopté (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (de cohérence) (p. 2533)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (de cohérence) (p. 2533) : adopté (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (audition annuelle devant les commissions chargées des affaires culturelles des chambres parlementaires du président de France Télévision) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Laurent Dominati (modalités de fixation de la redevance) (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (mensualisation de la redevance) (p. 2535)

Soutient l'amendement n° 501 du Gouvernement (paiement fractionné de la redevance) (p. 2535) : adopté (p. 2537)

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (rapport du Gouvernement sur la situation et la gestion des organismes du secteur public) (p. 2537) : adopté après modification (p. 2537)

Intervient sur le sous-amendement n° 78 de la commission (suppression de la présentation de la prévision de recettes et de dépenses dans ce rapport) à l'amendement n° 7 du Gouvernement (p. 2537)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (affectation des ressources) (p. 2538)

Soutient le sous-amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (affectation des ressources destinées aux filiales) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 2538) : adopté (p. 2538)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Laurent Dominati (suppression de la disposition visant à l'obligation pour l'Etat de rembourser les exonérations de redevance) (p. 2539)

Soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (ajustement des exonérations) (p. 2540) : rejeté (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Christian Kert (utilisation des recettes supplémentaires en faveur de la création) (p. 2540)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Laurent Dominati (durée des messages publicitaires) (p. 2541)

Soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2541) : adopté (p. 2541)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Laurent Dominati (suppression de l'établissement d'un rapport sur la limitation du marché publicitaire) (p. 2541)

Article 16 bis (article 28-3 de la loi du 30 septembre 1986 : autorisation temporaire d'un service de radiodiffusion sonore ou de télévision par voie hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 398 du Gouvernement (de rectification) (p. 2541) : adopté (p. 2541)

Article 17 (article 28-3 de la loi du 30 septembre 1986 : éléments constitutifs du dossier de candidature et critères retenus par le CSA pour l'usage de fréquences en vue de l'exploitation de service de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 15 du Gouvernement (attribution de fréquences en mode analogique pour les télévisions associatives) (p. 2542) : adopté après modification (p. 2544)

Intervient sur le sous-amendement n° 250 de M. Christian Kert (besoins en ressource radioélectrique et développement des télévisions locales) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 2543)

Intervient sur le sous-amendement n° 473 de M. Michel Françaix (besoins en ressource radioélectrique et développement des télévisions locales) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 2543)

Intervient sur le sous-amendement n° 445 de Mme Frédérique Bredin (caractère commercial des sociétés candidates à l'attribution des fréquences) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 2543)

Intervient sur le sous-amendement n° 446 de Mme Frédérique Bredin (déclaration de candidature) à l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 2543)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Noël Mamère (établissement d'un rapport sur les supports, le financement et le statut du secteur audiovisuel) (p. 2544)

Article 18 (article 33-1 - anciennement 34-1 - de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par satellite et par câble)

Soutient l'amendement n° 500 du Gouvernement (extension aux chaînes du câble et du satellite du principe de la contribution volontaire) (p. 2546) : adopté (p. 2546)

Article 18 bis (article 33-2 A nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : reprise d'un service autorisé dans un bouquet de services de communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2546)

Après l'article 18 bis

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Laurent Dominati (saisine des autorités administratives ou judiciaires) (p. 2547)

Article 19 (article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : intervention du Conseil de la concurrence et du CSA en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'opérations de concentration dans le secteur de la communication audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (rétablissement du texte voté en première lecture) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Christian Kert (interactivité juridique entre le CSA et le Conseil de la concurrence) (p. 2547)

Intervient sur l'amendement n° 105 de la commission (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif) (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Christian Kert (saisine du CSA en cas d'acquisition d'un club sportif) (p. 2548)

Article 20 A (article 26 de la loi du 30 septembre 1986 : attribution à France-Télévision des fréquences nécessaires à la constitution d'une offre de services diffusée par voie hertzienne terrestre numérique)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 2549)

Soutient l'amendement n° 17 rectifié (distribution des services sur une même fréquence numérique terrestre) (p. 2549) : adopté après modification (p. 2550)

Intervient sur le sous-amendement n° 187 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la référence aux contraintes techniques) à l'amendement n° 17 rectifié (p. 2550)

Intervient sur le sous-amendement n° 188 de M. Christian Cuvilliez (notion de "sociétés titulaires du droit d'usage des ressources radioélectriques") à l'amendement n° 17 rectifié (p. 2550)

Intervient sur le sous-amendement n° 485 de la commission (critères de priorités) à l'amendement n° 17 rectifié (p. 2550)

Intervient sur le sous-amendement n° 189 de M. Christian Cuvilliez (de précision) à l'amendement n° 17 rectifié (p. 2550)

Article 20 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre)

Soutient l'amendement n° 400 du Gouvernement (contribution à la production cinématographique pour les chaînes hertziennes payantes) (p. 2550) : adopté (p. 2550)

Soutient l'amendement n° 399 du Gouvernement (contribution à la distribution cinématographique) (p. 2551) : adopté (p. 2551)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Christian Cuvilliez (œuvres musicales reconnues comme œuvres audiovisuelles) (p. 2552)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Denis Jacquat (œuvres musicales reconnues comme œuvres audiovisuelles) (p. 2552)

Soutient l'amendement n° 401 du Gouvernement (durée de l'exclusivité en rapport avec la contribution au développement de la production) (p. 2552) : adopté (p. 2552)

Intervient sur l'amendement n° 339 de M. Laurent Dominati (rôle conventionnel du CSA) (p. 2552)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Christian Kert (obligations particulières) (p. 2552)

Article 20 bis A (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 : coordination)

Soutient l'amendement n° 18 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article permettant une montée en régime progressif des obligations de contenu pour les chaînes diffusées par voie hertzienne terrestre en mode numérique) (p. 2553) : adopté (p. 2553)

Article 20 bis (article 71 de la loi du 30 septembre 1986 : critères de détermination des œuvres cinématographiques et audiovisuelles "indépendantes")

Soutient l'amendement n° 402 du Gouvernement (renvoi au domaine réglementaire de la durée maximale des droits télévisuels) (p. 2553) : adopté (p. 2554)

Soutient l'amendement n° 403 du Gouvernement (interdiction de détention de parts de producteur pour l'éditeur de service) (p. 2554) : adopté (p. 2554)

Article 21 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 : conventionnement des services audiovisuels diffusés par voie hertzienne - quotas d'œuvres musicales d'expression française)

Soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement (de coordination) (p. 2555) : adopté (p. 2555)

Soutient l'amendement n° 20 du Gouvernement (régime des conventions entre le CSA et les services de diffusion hertzienne) (p. 2555) : adopté (p. 2555)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Jean-Claude Lefort (quotas d'œuvres d'expression française : pourcentage) (p. 2556)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Denis Jacquat (quotas d'œuvres d'expression française : pourcentage) (p. 2556)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (quotas d'œuvres d'expression française : pourcentage) (p. 2556)

Intervient sur l'amendement n° 108 corrigé de la commission (accès aux programmes pour les sourds et malentendants) (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 447 de la commission (publication des conventions au JO) (p. 2557)

Soutient l'amendement n° 21 du Gouvernement (de coordination) (p. 2557) : adopté (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 229 rectifié de M. Noël Mamère (notion de programmes "culturels et environnementaux") (p. 2557)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Noël Mamère (p. 2557)

Soutient l'amendement n° 22 du Gouvernement (engagement de couverture progressive du territoire) (p. 2557) : adopté (p. 2558)

Soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement (critères de révision des conventions) (p. 2558) : adopté après modification (p. 2558)

Intervient sur le sous-amendement n° 435 de M. Jean Le Garrec (droit de suivi pour le CSA) à l'amendement n° 23 du Gouvernement (p. 2558)

Intervient sur l'amendement n° 341 de M. Laurent Dominati (télévisions régionales et locales : ouverture à la publicité) (p. 2559)

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion sonore et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Soutient l'amendement n° 24 du Gouvernement (critères de dépôt de candidatures et d'attribution) (p. 2561) : adopté après modification (p. 2561)

Intervient sur le sous-amendement n° 448 de Mme Frédérique Bredin (reconduction) à l'amendement n° 24 du Gouvernement (p. 2561)

Intervient sur le sous-amendement n° 255 de M. Christian Kert (de précision) à l'amendement n° 24 du Gouvernement (p. 2561)

Intervient sur le sous-amendement n° 449 de Mme Frédérique Bredin (de précision) à l'amendement n° 24 du Gouvernement (p. 2561)

Soutient l'amendement n° 25 du Gouvernement (durée décennale des autorisations initiales ; dispositif de reconduction) (p. 2562) : adopté (p. 2562)

Soutient l'amendement n° 26 du Gouvernement (de coordination) (p. 2562) : adopté (p. 2562)

Soutient l'amendement n° 27 du Gouvernement (de coordination) (p. 2562) : adopté (p. 2562)

Soutient l'amendement n° 28 du Gouvernement (de coordination) (p. 2562) : adopté (p. 2562)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 424 du Gouvernement (de coordination) (p. 2562) : adopté (p. 2562)

Intervient sur l'amendement n° 345 de M. Laurent Dominati (nomination de sept personnalités qualifiées) (p. 2562)

Intervient sur l'amendement n° 344 de M. Laurent Dominati (pouvoir de contrôle du CSA) (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 343 de M. Laurent Dominati (appel à candidature) (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Noël Mamère (attribution de fréquences aux télévisions associatives) (p. 2564)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Michel Françaix (attribution de fréquences aux télévisions associatives) (p. 2564)

Article 22 bis (article 30-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : régime d'accès des opérateurs privés aux fréquences numériques hertziennes terrestres)

Soutient l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (attribution des droits d'usage de la ressource radioélectrique aux services de télévision privés) (p. 2567) : adopté après modification (p. 2571)

Intervient sur le sous-amendement n° 232 de M. Noël Mamère (extension aux radios numériques) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Intervient sur le sous-amendement n° 487 de la commission (garantie de portabilité suffisante) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Intervient sur le sous-amendement n° 175 de M. Patrick Bloche (consultation des parties concernées) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Intervient sur le sous-amendement n° 450 de Mme Frédérique Bredin (prévision d'un emplacement hertzien pour les télévisions associatives) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Intervient sur le sous-amendement n° 474 corrigé de M. Noël Mamère (prévision d'un emplacement hertzien pour les télévisions associatives) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Intervient sur le sous-amendement n° 451 de Mme Frédérique Bredin (rejet des attributaires d'un marché public) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Intervient sur le sous-amendement n° 233 de M. Noël Mamère (extension aux radios) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Intervient sur le sous-amendement n° 452 de Mme Frédérique Bredin (auditions des demandeurs) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Intervient sur le sous-amendement n° 470 de M. Marcel Rogemont (sort des services locaux fonctionnant sur le câble) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Intervient sur le sous-amendement n° 231 de M. Noël Mamère (extension aux radios numériques) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Intervient sur le sous-amendement n° 486 de la commission (prise en compte dans les décisions d'un objectif de pluralisme et de diversité) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Intervient sur le sous-amendement n° 453 de Mme Frédérique Bredin (caractère public des décisions) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Intervient sur le sous-amendement n° 234 de M. Noël Mamère (validité des anciennes autorisations) à l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (p. 2569)

Après l'article 22 bis

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Laurent Dominati (établissement d'une liste des fréquences hertziennes disponibles) (p. 2572)

Après l'article 22 ter

Soutient l'amendement n° 31 rectifié du Gouvernement (régime des distributeurs de services par voie hertzienne terrestre) (p. 2572) : adopté (p. 2572)

Soutient l'amendement n° 32 du Gouvernement (compatibilité des systèmes de contrôles d'accès) (p. 2573) : adopté après modification (p. 2873)

Intervient sur le sous-amendement n° 492 de la commission (de précision) à l'amendement n° 32 du Gouvernement (p. 2573)

Intervient sur le sous-amendement n° 493 de la commission (de précision) à l'amendement n° 32 du Gouvernement (p. 2573)

Intervient sur le sous-amendement n° 465 de Mme Frédérique Bredin (publication des accords au Journal Officiel) à l'amendement n° 32 du Gouvernement (p. 2573)

Soutient l'amendement n° 33 du Gouvernement (délivrance de nouvelles autorisations dès que la technique le permettra) (p. 2574) : adopté (p. 2574)

Soutient l'amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (procédure de règlement des litiges confiée au CSA) (p. 2575) : adopté après modification (p. 2575)

Intervient sur le sous-amendement n° 454 corrigé de Mme Frédérique Bredin (possibilité de saisine par toute personne intéressée) à l'amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (p. 2575)

Intervient sur le sous-amendement n° 457 de Mme Frédérique Bredin (délai de décision) à l'amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (p. 2575)

Intervient sur le sous-amendement n° 456 de Mme Frédérique Bredin (délai de décision) à l'amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (p. 2575)

Intervient sur le sous-amendement n° 455 corrigé de Mme Frédérique Bredin (audition des tiers par le CSA) à l'amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (p. 2575)

Intervient sur le sous-amendement n° 458 de Mme Frédérique Bredin (publicité des décisions) à l'amendement n° 34 rectifié du Gouvernement (p. 2575)

Soutient l'amendement n° 423 du Gouvernement (assimilation du régime des services diffusés en MMDS à celui des services du câble et du satellite et

non plus à celui des services hertziens terrestres) (p. 2575) : adopté (p. 2575)
Soutient l'amendement n° 421 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2575) : adopté (p. 2576)
Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Michel Françaix (date de publication de la liste des fréquences) (p. 2576)
Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Christian Kert (date de publication de la liste des fréquences) (p. 2576)
Article 23 (coordination)
Soutient l'amendement n° 35 du Gouvernement (de coordination) (p. 2576) : adopté (p. 2576)
Article 24 (article 33 de la loi du 30 septembre 1986 : décret fixant les obligations des services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou par satellite)
Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (de précision) (p. 2577)
Soutient l'amendement n° 404 du Gouvernement (émissions de variétés promouvant musiques et chansons francophones) (p. 2577) : adopté (p. 2577)
Soutient l'amendement n° 406 du Gouvernement (exclusivité) (p. 2577) : adopté (p. 2577)
Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (rédactionnel) (p. 2578)
Soutient l'amendement n° 407 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2578) : adopté (p. 2578)
Soutient l'amendement n° 405 du Gouvernement (de cohérence) (p. 2578) : adopté (p. 2578)
Soutient l'amendement n° 408 du Gouvernement (de précision) (p. 2578) : adopté (p. 2578)
Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Noël Mamère (régime de diffusion des œuvres musicales) (p. 2578)
Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Laurent Dominati (déontologie de la diffusion) (p. 2578)
Après l'article 24
Intervient sur l'amendement n° 430 de M. Bruno Bourg-Broc (conditions de diffusion des œuvres musicales européennes) (p. 2579)
Article 24 bis supprimé par le Sénat (article 33-2 de la loi du 30 septembre 1986 : attribution de fréquences satellitaires de radiodiffusion directe par le CSA)
Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 2585)
Article 25 (article 2-2 de la loi du 30 septembre 1986 : définition du distributeur de services)
Soutient l'amendement n° 36 du Gouvernement (de coordination) (p. 2585) : adopté (p. 2585)
Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par câble)
Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (installation de réseaux de diffusion micro-ondes en Polynésie française) (p. 2586)
Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2587)
Soutient l'amendement n° 409 rectifié du Gouvernement (renvoi au décret relatif à l'exploitation des réseaux câblés de la définition des critères d'obligation de distribution) (p. 2587) : adopté (p. 2587)
Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (indépendance des services distribués sur le câble) (p. 2587)
Intervient sur le sous-amendement n° 258 de M. Christian Kert (pourcentage minimal de programmes francophones) à l'amendement n° 114 de la commission (p. 2587)
Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) (p. 2588)
Intervient sur le sous-amendement n° 236 de M. Noël Mamère (création de canaux de libre accès sur le câble) à l'amendement n° 115 de la commission (p. 2588)
Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (de conséquence) (p. 2588)
Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (suppression de l'institution d'une contribution du câblo-opérateur au développement des services) (p. 2588)
Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2589)
Soutient le sous-amendement n° 410 du Gouvernement (suppression des critères relatifs à la durée des relations contractuelles et à la qualité des services) à l'amendement n° 118 de la commission (p. 2589) : rejeté (p. 2589)
Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (information de la collectivité locale concernée des modifications du réseau câblé) (p. 2589)
Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2589)
Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (de cohérence) (p. 2589)
Après l'article 26
Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Jean-Marie Le Guen (institution d'une taxe sur les services du numérique hertzien) (p. 2590)
Article 26 bis A (article 80 de la loi du 30 septembre 1986 : Fonds d'aide aux services locaux de communication audiovisuelle à faibles ressources publicitaires)
Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (statuts bénéficiaires des radios et des télévisions locales) (p. 2591)
Article 26 bis B (article 34-3-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : contrat d'objectifs et de moyens entre une collectivité territoriale et une personne morale exploitant un service local de télévision distribué par câble)
Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (de suppression) (p. 2592)
Article 27 (article 34-2 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par satellite)
Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (suppression de la contribution des satellito-opérateurs au développement des services) (p. 2592)
Soutient l'amendement n° 37 du Gouvernement (de coordination) (p. 2593) : adopté (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 125 de la commission (retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Patrice Martin-Lalande (pourcentage de services en langue française) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 126 de la commission (parallélisme entre les dispositions adoptées pour le câble et les dispositions adoptées pour le satellite) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission (de coordination) (p. 2593)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (conformité des services à l'intérêt du public) (p. 2594)

Intervient sur le sous-amendement n° 259 de M. Christian Kert (retrait au CSA du pouvoir d'apprécier la "qualité et la variété" des programmes) à l'amendement n° 128 de la commission (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission (retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 130 de la commission (retour au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 2594)

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (de coordination) (p. 2594)

Après l'article 27

Intervient sur le sous-amendement n° 502 de la commission (extension à Arte) à l'amendement n° 411 rectifié du Gouvernement (p. 2597)

Soutient l'amendement n° 411 rectifié du Gouvernement (garantie de reprise des programmes des chaînes publiques par les distributeurs de services par satellites) (p. 2895) : adopté après modification (p. 2597)

Article 4 bis précédemment réservé (article 48-1 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : diffusion des programmes des sociétés nationales de programme et de La Cinquième sur l'ensemble des supports disponibles)

Intervient sur l'amendement n° 69 rectifié de la commission (interdiction pour les sociétés de service public de bénéficier de l'exclusivité commerciale) (p. 2596)

Soutient l'amendement n° 390 deuxième rectification du Gouvernement (harmonisation du dispositif adopté en première lecture avec l'introduction de la télévision numérique de terre) (p. 2596) : adopté (p. 2597)

Intervient sur le sous-amendement n° 205 de M. Pierre-Christophe Baguet (date d'entrée en vigueur) à l'amendement n° 69 rectifié de la commission (p. 2597)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Laurent Dominati (information de la collectivité locale concernée) (p. 2597)

Soutient l'amendement n° 412 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 2598)

Soutient l'amendement n° 38 corrigé du Gouvernement (de coordination) : adopté après modification (p. 2598)

Intervient sur le sous-amendement n° 496 de la commission (de coordination) à l'amendement n° 38 corrigé du Gouvernement (p. 2598)

Soutient l'amendement n° 39 corrigé du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 2598)

Soutient l'amendement n° 40 corrigé du Gouvernement (adaptation des règles de non-cumul d'autorisation télévisuelles aux services de télévision numérique par voie hertzienne terrestre pour les services nationaux) (p. 2598) : adopté (p. 2599)

Intervient sur le sous-amendement n° 192 corrigé de M. Julien Dray (aide aux nouveaux entrants nationaux) à l'amendement n° 40 corrigé du Gouvernement (p. 2599)

Intervient sur le sous-amendement n° 237 de M. Noël Mamère (aide aux nouveaux entrants nationaux) à l'amendement n° 40 corrigé du Gouvernement (p. 2599)

Soutient l'amendement n° 41 corrigé du Gouvernement (limitation à six du nombre d'autorisations pour l'exploitation d'un service numérique diffusé par voie hertzienne terrestre) (p. 2599) : adopté après modification (p. 2601)

Soutient le sous-amendement n° 495 rectifié de la commission (limitation du nombre d'autorisations à quatre) à l'amendement n° 41 corrigé du Gouvernement (p. 2599) : retiré (p. 2601)

Soutient le sous-amendement n° 503 de M. Michel Françaix (limitation du nombre d'autorisations à cinq) à l'amendement n° 41 corrigé du Gouvernement : adopté (p. 2601)

Article 27 bis (article 34-4 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : exploitation des services locaux de télévision distribués par câble)

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission (de suppression) (p. 2602)

Article 27 ter (articles 41-1 A et 41-3 A nouveaux et article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 : régime anti-concentration applicable aux offres de services de télévision diffusées par voie hertzienne terrestre numérique)

Soutient l'amendement n° 42 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 2602)

Après l'article 27 ter

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Christian Kert (statut des télévisions locales) (p. 2603)

Soutient l'amendement n° 43 du Gouvernement (mesures de prévention des concentrations abusives) : adopté (p. 2603)

Soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement (mesures de prévention des concentrations abusives) (p. 2603) : adopté (p. 2604)

Soutient l'amendement n° 45 du Gouvernement (reprise outre-mer des chaînes nationales métropolitaines numériques) : adopté après modification (p. 2604)

Intervient sur le sous-amendement n° 478 de M. Christian Kert (critères uniquement géographiques des interdictions de cumul) à l'amendement n° 45 du Gouvernement (p. 2604)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Noël Mamère (incessibilité des autorisations accordées aux associations) (p. 2604)

Article 28 (articles 42, 42-1, 42-2, 42-4 et 42-7 de la loi du 30 septembre 1986 : pouvoirs de sanction du CSA)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Noël Mamère (possibilité de saisine du CSA par les associations de consommateurs) (p. 2605)

Intervient sur l'amendement n° 133 de la commission (pouvoir réel du CSA) (p. 2605)
Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission (rédactionnel) (p. 2606)
Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (rédactionnel) (p. 2606)
Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission (de coordination) (p. 2606)
Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Laurent Dominati (délai de publication du rapport) (p. 2606)
Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Jean-Marie Le Guen (modalités de clôture d'un contrat) (p. 2606)
Article 28 bis (articles 48-2, 48-3 et 48-6 de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions applicables aux diffuseurs de l'audiovisuel public)
Soutient l'amendement n° 414 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 2607) : adopté (p. 2607)
Intervient sur l'amendement n° 498 de la commission (de coordination) (p. 2607)
Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission (rédactionnel) (p. 2607)
Après l'article 28 bis
Soutient l'amendement n° 46 du Gouvernement (procédure de recours des opérateurs) (p. 2607) : adopté (p. 2607)
Soutient l'amendement n° 47 du Gouvernement (procédure en cas de conflit d'ordre privé) (p. 2607) : adopté (p. 2608)
Soutient l'amendement n° 48 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 2608) : adopté (p. 2608)
Intervient sur le sous-amendement n° 464 de Mme Frédérique Bredin (auditions des intéressés par le CSA et publicité de ces auditions) à l'amendement n° 48 rectifié du Gouvernement (p. 2608)
Article 29 (articles 78 et 78-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales pour défaut de déclaration d'une offre de services distribués par satellite et pour défaut de conventionnement d'un service de radiodiffusion ou de télévision distribué par câble ou par satellite)
Soutient l'amendement n° 49 deuxième rectification du Gouvernement (harmonisation du dispositif de sanction pénale de l'ensemble des opérateurs) (p. 2609) : adopté (p. 2609)
Article 29 ter supprimé par le Sénat (article 79 de la loi du 30 septembre 1986 : sanctions pénales en cas de fausse déclaration)
Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission (rétablissement de l'article prévoyant le montant des amendes) (p. 2609)
Article 29 quater (article 79 de la loi du 30 septembre 1986 : sanction pénale pour non respect des quotas de chansons francophones)
Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (de suppression) (p. 2609)
Article 30 A (obligation d'emploi d'un réalisateur pour la réalisation de tout produit audiovisuel)
Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission (de suppression) (p. 2609)
Article 22 ter précédemment réservé (rapport au Parlement sur le passage à la diffusion numérique hertzienne terrestre)
Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Christian Kert (établissement d'un bilan de deux ans d'application de la loi) (p. 2610)
Intervient sur le sous-amendement n° 480 de M. Christian Kert (arrêt effectif du mode analogique) à l'amendement n° 30 rectifié du Gouvernement (contenu du bilan) (p. 2610)
Intervient sur le sous-amendement n° 481 de M. Christian Kert (date d'arrêt effectif du mode analogique) à l'amendement n° 30 rectifié du Gouvernement (p. 2610)
Après l'article 30 A
Soutient l'amendement n° 50 rectifié du Gouvernement (passage du mode analogique au mode numérique) (p. 2611) : adopté (p. 2612)
Article 30 B (rapport au Parlement sur la situation des réalisateurs)
Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (délai de dépôt du rapport fixé à un an) (p. 2612)
Après l'article 30 B
Soutient l'amendement n° 51 du Gouvernement (de coordination) (p. 2612) : adopté (p. 2612)
l'amendement n° 362 de M. Denis Jacquat (institution d'une commission consultative élue par les réalisateurs) (p. 2612)
Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Denis Jacquat (statut et conditions de travail des réalisateurs) (p. 2613)
Intervient sur l'amendement n° 363 de M. Denis Jacquat (statut et conditions de travail des réalisateurs) (p. 2613)
Intervient sur l'amendement n° 364 de M. Denis Jacquat (statut et conditions de travail des réalisateurs) (p. 2613)
Intervient sur l'amendement n° 365 de M. Denis Jacquat (statut et conditions de travail des réalisateurs) (p. 2613)
Article 30 (articles 10, 12, 24, 33-1, 33-3, 43, 45-3, 70 et 78-1 de la loi du 30 septembre 1986 et articles 4 et 5 de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information : coordination)
Intervient sur l'amendement n° 316 de M. Christian Kert (décrochage local et appel à candidature) (p. 2613)
Intervient sur l'amendement n° 143 de la commission (de coordination) (p. 2614)
Soutient l'amendement n° 417 du Gouvernement (de coordination) (p. 2614) : adopté (p. 2614)
Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (de coordination) (p. 2614)
Soutient l'amendement n° 418 du Gouvernement (de coordination) (p. 2614) : adopté (p. 2614)
Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Christian Kert (publication des sondages) (p. 2614)
Après l'article 30
Soutient l'amendement no 419 du Gouvernement (de coordination) (p. 2615) : adopté (p. 2615)
Soutient l'amendement no 422 du Gouvernement (de précision) (p. 2615) : adopté (p. 2615)
Article 31 (dispositions transitoires)
Intervient sur l'amendement no 146 de la commission (de coordination) (p. 2615)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement no 377 de M. Michel Françaix (délai de délivrance des autorisations pour les services de télévision numérique) (p. 2615)

Article 33 (rapport au Parlement sur la mise en œuvre d'une politique audiovisuelle européenne)

Intervient sur l'amendement no 494 de la commission (taxe sur les recettes publicitaires) (p. 2616)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement no 166 de M. André Santini (suppression de l'article 53 de la loi no 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication) (p. 2617)

Seconde délibération

Article 22 (article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 : conditions de reconduction de l'autorisation des services de radiodiffusion sonore et de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre hors appel à candidatures)

Soutient l'amendement no 1 du Gouvernement (procédure de renouvellement des autorisations) (p. 2618) : adopté (p. 2618)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2619)

Georges TRON

Essonne (9ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (no 1805) : annexe no 39 : Premier ministre (services généraux, Conseil économique et social, Plan et Journaux officiels) (no 1861) [14 octobre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Recrutement. Relance [3 mai 2000] (p. 3667)

Union européenne. Euro. Mise en place, modalités [28 juin 2000] (p. 5997)

DÉBATS

Projet de loi no 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Son intervention (p. 8208)

Thèmes :

Boissons et alcools : alcools : impôts et taxes (p. 8208)
Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 8208)
Famille : politique familiale (p. 8209)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8208)
Prestations familiales : allocations familiales : pouvoir d'achat (p. 8209)
Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 8208)
Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 8208)

Discussion des articles [27 octobre 1999] (p. 8273) ; [28 octobre 1999] (p. 8318, 8358, 8404) ; [29 octobre 1999] (p. 8449, 8483, 8532)

Article 3 (articles 213, 235 ter ZC nouveau et 1668 D nouveau du code général des impôts : institution d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés [CSB])

Soutient l'amendement n° 318 de M. Bernard Accoyer (diminution du taux de la contribution) (p. 8373) : rejeté (p. 8374)

Soutient l'amendement n° 215 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 5 ans) (p. 8374) : rejeté (p. 8375)

Soutient l'amendement n° 216 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 3 ans) (p. 8374) : rejeté (p. 8375)

Soutient l'amendement n° 212 de M. Thierry Mariani (exonération des entreprises de moins de 100 salariés) (p. 8374) : rejeté (p. 8376)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen des fascicules [2 novembre 1999] (p. 8643)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléé par M. Gilles Carrez

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10023)

Son intervention (p. 10028)

Thèmes :

Administration : accès aux documents administratifs (p. 10028)
Administration : rapports avec les administrés (p. 10028)

Administration : transparence : fonctionnaires et agents publics (p. 10028)
Associations : statuts : comptes (p. 10029)
Elections et référendums : statut des élus (p. 10029)
Fonctionnaires et agents publics : contractuels : Tribunal des conflits (p. 10029)
Lois : codification (p. 10028)
Urbanisme : opérations d'aménagement : associations (p. 10028, 10029)

Discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10032)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations)
Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 10034)

Après l'article 5 bis
Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Franck Dhersin (recours contre les permis de construire formés par les seules associations agréées) (p. 10035)

Article 24 (maisons des services publics)
Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 10043)
Intervient sur le sous-amendement n° 32 de M. Patrice Carvalho (fonctionnement avec le concours d'agents titulaires) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 10043)
Ses explications de vote (p. 10051)
Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10051)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mars 2000] (p. 1481)
Son intervention (p. 1487)

Thèmes :
Administration : maisons des services publics (p. 1488)
Administration : rapports avec les administrés (p. 1487, 1488)
Associations : statuts : comptes (p. 1488)
Collectivités territoriales : exécutifs locaux : personnel (p. 1489)
Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 1488)
Fonctionnaires et agents publics (p. 1487)
Fonctionnaires et agents publics : contractuels : Tribunal des conflits (p. 1488)
Justice : droit d'ester : collectivités territoriales (p. 1488)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 1487)
Sécurité sociale : prestations : remboursement (p. 1488)
Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 1488)

Discussion des articles [2 mars 2000] (p. 1490)

Article 24 (maisons des services publics)
Son intervention (p. 1494, 1495)

Article 26 ter A (collaborateurs de cabinet des autorités territoriales)
Son intervention (p. 1496)

Article 27 AA (validation législative des admissions en deuxième année de médecine à l'université de Montpellier I)
Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 1499)
Ses explications de vote (p. 1500)
Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1501)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mars 2000] (p. 2906)
Son intervention (p. 2909)

Thèmes :
Administration : maisons des services publics (p. 2909, 2910)
Administration : rapports avec les administrés (p. 2909)
Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 2909)
Fonctionnaires et agents publics : contractuels : Tribunal des conflits (p. 2910)
Justice : droit d'ester : collectivités territoriales (p. 2909)
Parlement : Sénat (p. 2909)
Urbanisme : opérations d'aménagement : associations (p. 2909)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mars 2000] (p. 2913)
Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Pierre Méhaignerie (article 13 bis : exercice par un contribuable des actions appartenant au département - examen du mémoire par le conseil général lors de sa prochaine session ordinaire) (p. 2918)
Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Pierre Méhaignerie (article 13 ter : exercice par un contribuable des actions appartenant à la région - examen du mémoire par le conseil régional lors de sa prochaine session ordinaire) (p. 2920)
Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Pierre Méhaignerie (article 13 ter : exercice par un contribuable des actions appartenant à la région - amende pour demande abusive ou dilatoire) (p. 2922)

Projet de loi n° 1860 portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 9997)
Son intervention (p. 10014)

Thèmes :
Lois : codification (p. 10015)
Lois : codification : code de commerce (p. 10015)
Lois : codification : Commission (p. 10015)
Lois : codification : enseignement (p. 10015)
Ordonnances : loi d'habilitation (p. 10015)
Parlement : prérogatives (p. 10014, 10015)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2000] (p. 802)

Son intervention (p. 807)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : chambres consulaires (p. 810)
Elections et référendums : cumul des mandats : généralités (p. 808)
Elections et référendums : statut des élus (p. 809, 810)
Etat : ministres : cumul des mandats (p. 809)
Parlement : parlementaires : exécutifs locaux (p. 808)
Parlement : parlementaires : fonctionnaires et agents publics (p. 810)
Parlement : parlementaires : maires (p. 808, 809)
Parlement : Sénat : cumul des mandats (p. 810)
Partis et mouvements politiques : majorité : Sénat (p. 808)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 807, 808)
Union européenne : Parlement européen : cumul des mandats (p. 809)

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 819)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (incompatibilité du mandat de député avec la qualité de membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 820)

Article 2 octies supprimé par le Sénat (interdiction faite à un parlementaire d'exercer une fonction de direction ou de conseil dans une société énumérée à l'article LO. 146)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 827)

Article 4 bis supprimé par le Sénat (âge d'éligibilité des sénateurs)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture - éligibilité à 18 ans) (p. 830)

QUATRIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1606)

Son intervention (p. 1614)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : chambres consulaires (p. 1615)
Elections et référendums : cumul des mandats : lois (p. 1615)
Elections et référendums : cumul des mandats : opposition (p. 1614, 1615)
Elections et référendums : élus : fonctionnaires et agents publics (p. 1615)
Elections et référendums : statut des élus (p. 1614)
Etat : ministres : cumul des mandats (p. 1614)
Partis et mouvements politiques : majorité : Sénat (p. 1614)
Union européenne : Parlement européen : cumul des mandats (p. 1615)
Union européenne : Parlement européen : éligibilité (p. 1615)

Discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1624)

Article 10 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 1626)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 834)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)

Soutient le sous-amendement n° 48 de M. Michel Hunault (prise en compte du mandat de membre de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : rejeté (p. 835)

Soutient le sous-amendement n° 46 de M. Jean-Luc Warsmann (non prise en compte du mandat de conseiller municipal des communes élisant leurs représentants au scrutin majoritaire uninominal) à l'amendement n° 12 de la commission : rejeté (p. 835)

Soutient le sous-amendement n° 47 de M. Jean-Luc Warsmann (possibilité de démissionner du dernier mandat acquis si c'est celui de conseiller municipal des communes élisant leurs représentants au scrutin majoritaire uninominal) à l'amendement n° 12 de la commission : adopté (p. 835)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (incompatibilité entre les mandats locaux et la fonction de membre du bureau d'un organisme consulaire)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (incompatibilité avec la présidence d'une chambre consulaire ou d'agriculture) (p. 836)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Pierre Albertini (incompatibilité avec la présidence d'une chambre consulaire ou d'agriculture) (p. 836)

Après l'article 2 quinquies

Reprend l'amendement n° 54 de M. Stéphane Alaize (article L. 52-1 du code électoral - distribution d'un bulletin d'informations relatif aux réalisations et aux décisions de l'exécutif sortant) : rejeté (p. 839)

Ses explications de vote (p. 854)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 854)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [8 mars 2000] (p. 1619)

Ses explications de vote (p. 1624)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1624)

Projet de loi n° 2236 portant habilitation du Gouvernement à adapter par ordonnance la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2000] (p. 3688)

Son intervention (p. 3692)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 3693)

Politique économique : généralités (p. 3693, 3694)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3693)

Union européenne : construction européenne (p. 3693)

Union européenne : euro (p. 3692, 3693)

Discussion des articles [3 mai 2000] (p. 3701)

Après l'article 1er

Reprend l'amendement n° 2 de la commission (limitation des écarts susceptibles de résulter de l'adaptation des montants législatifs) (p. 3702) : rejeté (p. 3703)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3693)

Déclaration du Gouvernement n° 2390 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[16 mai 2000] (p. 4220, 4243)

Son intervention (p. 4259)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 4260)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 4260)

Etat : réforme (p. 4260)

Finances publiques : dépenses (p. 4259, 4260)

Finances publiques : dépenses : fonctionnaires et agents publics (p. 4260)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4259)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 4259)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4260)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 4260)

Odette TRUPIN

Gironde (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole d'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération, signé à Québec le 19 décembre 1998 (n° 2170) [1er mars 2000]

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9374)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention [8 février 2000] (p. 793)

Personnes âgées. Soins et maintien à domicile. Perspectives [14 juin 2000] (p. 5331)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1119, posée le 22 mai 2000. Chômage : indemnisation. Cotisations (J.O. Questions p. 3032). Appelée le 23 mai 2000. Prise en charge, contractuels de l'éducation nationale (p. 4493)

DÉBATS

Projet de loi n° 1835 de financement de la sécurité sociale pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 1999] (p. 8126, 8151) ; [27 octobre 1999] (p. 8193, 8241)

Son intervention (p. 8226)

Thème :

Etablissements de santé : hôpitaux locaux (p. 8226)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention (p. 9239)

Thème :

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 9239)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : manuels et fournitures : informatique (p. 9504)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3935)

Thèmes :

Langue française (p. 3935, 3936)

Union européenne : élargissement (p. 3935)

Anicet TURINAY

Martinique (1ère circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 21 septembre 2000] (p. 14843)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)

Son intervention (p. 9357)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 9357)

Outre-mer : DOM : drogue (p. 9359)

Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 9358, 9359)

Outre-mer : DOM : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9358)

Outre-mer : DOM-TOM : agroalimentaire (p. 9358)

Outre-mer : DOM-TOM : chômage (p. 9357)

Outre-mer : DOM-TOM : impôts et taxes (p. 9358)

Outre-mer : DOM-TOM : lois d'orientation

Outre-mer : institutions (p. 9358)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 372)

Thèmes :

Elections et référendums : statut des élus : parité (p. 372)

Femmes : parité : Outre-mer (p. 372)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2000] (p. 3958, 3983)

Son intervention (p. 4009)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : DOM (p. 4010)

Fonctionnaires et agents publics : primes : DOM (p. 4010)

Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 4009, 4010)

Outre-mer : DOM : compétences (p. 4011)

Outre-mer : DOM : culture (p. 4011)

Outre-mer : DOM : développement économique (p. 4010)

Outre-mer : DOM : égalité sociale (p. 4010)

Outre-mer : DOM : institutions (p. 4011)

Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 4011)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 4010)

Discussion des articles [11 mai 2000] (p. 4025, 4061, 4113)

Article 3 (articles L. 756-4 à L. 756-6 nouveaux du code de la sécurité sociale : cotisations et contributions des employeurs et travailleurs indépendants)

Son amendement n° 7 (exonération d'un an pour les créations d'activité) : devenu sans objet (p. 4042)

Article 39 (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)

Son amendement n° 350 (de suppression) (p. 4070) : rejeté (p. 4071)

Article 11 précédemment réservé (alignement du RMI dans les départements d'outre-mer)

Son amendement n° 17 (alignement en dix ans) : retiré (p. 4113)

Article 14 précédemment réservé (article L. 755-18 du code de la sécurité sociale : alignement de l'allocation de parent isolé dans les départements d'outre-mer)

Son amendement n° 18 (alignement en dix ans) : retiré (p. 4120)

Après l'article 15

Son amendement n° 345 précédemment réservé (maintien de l'aide publique en faveur de l'investissement dans le logement social) : retiré (p. 4124)

Son amendement n° 346 précédemment réservé (plafonnement de la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements sociaux aidés par l'Etat) : rejeté (p. 4124)

Article 16 précédemment réservé (article L. 340-2 nouveau du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain)

Intervient sur l'amendement n° 548 de M. Claude Hoarau (association des maires membres du fonds via deux de ses représentants) (p. 4128)

Après l'article 18

Son amendement n° 19 précédemment réservé (initiation à la langue anglaise à partir du CM1) : rejeté (p. 4134)

Article 28 précédemment réservé (article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales : schéma d'aménagement régional)

Son amendement n° 348 (consultation du conseil général par le conseil régional sur la politique de l'habitat) : adopté (p. 4147)

Article 31 précédemment réservé (article L. 3444-4 nouveau du code général des collectivités territoriales : programmation des aides de l'Etat au logement)

Son amendement n° 349 (saisine pour avis du conseil régional) (p. 4151) : retiré (p. 4152)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 63 précédemment réservé de M. Camille Darsières (affectation de 7 % des ressources du fonds d'intervention régional pour les transports aux communes de plus de 25 000 habitants engagées dans un plan de développement urbain) (p. 4157)

Joseph TYRODE
Doubs (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1318), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse en vue de compléter la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959
- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1661), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière [18 novembre 1999] (n° 1938)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [22 février 2000] (p. 1093)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1011, posée le 31 janvier 2000. Voirie. RN 83 (J.O. Questions p. 583). Appelée le 2 février 2000. Déviation, Larnod (p. 492)

Projet de loi de finances pour 2000 n° 1805

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)

10 - Pays étrangers : Russie : relations internationales (p. 9250)

U

Jean UEBERSCHLAG
Haut-Rhin (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1031, posée le 31 janvier 2000. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 587). Appelée le 2 février 2000. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat (p. 497)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 9017)

Son intervention (p. 9034)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : formation continue (p. 9035)

Formation professionnelle : formation continue : réforme (p. 9035)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 9036)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'emploi et de la solidarité : budget (p. 9034)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 9035)

Travail : réduction du temps de travail : financement (p. 9035)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 1999] (p. 9047)

Article 70 (gestion des excédents financiers dont disposent les organismes collecteurs paritaires agréés)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 9048)

V

Léon VACHET
Bouches-du-Rhône (15ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2054 visant à la création de collèges professionnels [22 décembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Fruits et légumes [5 octobre 1999] (p. 6851)

Daniel VACHEZ
Seine-et-Marne (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Membre suppléant du Conseil national des transports [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9374)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9373)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9373)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 juin 2000] (p. 9473)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 23 juin 2000] (p. 9473)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :

- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999

Son intervention (p. 9462)

Thèmes :

Logement : logement social : Ile-de-France (p. 9462)

Gens du voyage : stationnement (p. 9462)

- Questions écrites budgétaires

16 - Logement : logement social : Ile-de-France (p. 9470)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2000] (p. 1245)

Son intervention (p. 1270)

Thèmes :

Gens du voyage (p. 1272)

Gens du voyage : stationnement : communes (p. 1271)

Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 1270, 1272)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 1271, 1272)

Gens du voyage : stationnement : lois (p. 1270)

Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 1271)

Gens du voyage : stationnement : Seine-et-Marne (p. 1272)

Parlement : Sénat : gens du voyage (p. 1271, 1272)

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1283)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Jacques Weber (respect des règles de stationnement et d'utilisation des aires par les gens du voyage) (p. 1287)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Jean-Jacques Weber (mention des groupements de communes de plus de 5 000 habitants) à l'amendement n° 42 de la commission (mention obligatoire des communes de plus de 5 000 habitants au schéma départemental) (p. 1291)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (suppression du financement par l'Etat à hauteur de 70 % de leur montant des dépenses exposées pour la réparation des dommages causés aux aires d'accueil) (p. 1303)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (majoration d'un habitant par place de caravane - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1307) : adopté (p. 1308)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (majoration de deux habitants par place de caravane dans les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la première fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 1307) : adopté (p. 1308)

Son amendement n° 17 corrigé (majoration d'un habitant par place de caravane - rétablissement du

texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1307) : adopté (p. 1308)
Son amendement n° 18 (majoration de deux habitants par place de caravane dans les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la première fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 1307) : adopté (p. 1308)
Ses explications de vote (p. 1318)
Vote pour du groupe socialiste (p. 1319)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4526)
Son intervention (p. 4530)
Thèmes :
Gens du voyage (p. 4530, 4531)
Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 4531)
Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 4531)
Gens du voyage : stationnement : lois (p. 4531)
Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 4532)
Parlement : Sénat : gens du voyage (p. 4531, 4532)

Discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4538)
Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)
Intervient sur le sous-amendement n° 62 de M. Patrice Martin-Lalande (majoration de quatre habitants par place de caravane) à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 4549)
Ses explications de vote (p. 4554)
Vote pour du groupe socialiste (p. 4554)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 juin 2000] (p. 5794)
Son intervention (p. 5798)
Thèmes :
Gens du voyage (p. 5799)
Gens du voyage : stationnement : communes (p. 5799)
Gens du voyage : stationnement : dotations de l'Etat (p. 5799)
Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 5799)
Gens du voyage : stationnement : préfets (p. 5799)
Vote pour du groupe socialiste (p. 5800)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)
Son intervention (p. 1726)
Thèmes :
Coopération intercommunale (p. 1727)
Logement : aides et prêts : prêts : Ile-de-France (p. 1726, 1727)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)
Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))
Article L. 123-8 du code de l'urbanisme : modalités d'association des personnes publiques à la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme
Son amendement n° 907 (rôle des présidents des conseils généraux et régionaux lors de l'élaboration) : adopté (p. 1918)
Article 25 (assurer la mixité sociale)
Article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation : dispositif d'incitation à la construction de logements locatifs sociaux
Son sous-amendement n° 1533 (seuil) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (seuil des agglomérations concernées) (p. 2029) : retiré (p. 2031)
Intervient sur le sous-amendement n° 1500 de M. Gilles Carrez (définition des logements sociaux) à l'amendement n° 190 rectifié de la commission (p. 2055)
Article L. 302-6 du code de la construction et de l'habitation : institution d'un prélèvement visant à relancer la construction locative sociale
Intervient sur l'amendement n° 696 de M. Jean-Marie Morisset (prélèvement versé à l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2072)
Son amendement n° 945 rectifié (prélèvement versé à l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 2072) : rejeté après rectification (p. 2073)
Article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation : programmation pluriannuelle de la construction de logements sociaux
Son amendement n° 946 (prise en compte des communautés de communes) : adopté (p. 2076)
Après l'article 34
Intervient sur l'amendement n° 1065 de M. Daniel Marcovitch (individualisation des compteurs d'eau) (p. 2134)
Son amendement n° 1067 (individualisation des compteurs d'eau) (p. 2134) : adopté (p. 2135)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)
Article 34 quater (individualisation des contrats de fourniture d'eau)
Son amendement n° 389 (individualisation des contrats de fourniture d'eau et imputation de la charge) (p. 6162) : adopté après modification (p. 6165)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4347) ; [18 mai 2000] (p. 4360, 4404)
Seconde délibération
Après l'article 15
Son amendement n° 162 (taxe professionnelle des syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 4443) : adopté (p. 4444)
Son amendement n° 161 rectifié (taxe professionnelle des syndicats d'agglomération nouvelle) : adopté (p. 4444)

Daniel VAILLANT

Ministre des relations avec le Parlement puis Ministre de l'intérieur

Est nommé Ministre de l'intérieur. Décret du 29 août 2000 [J.O. du 30 août 2000] (p. 13376)

DÉPÔT

Projet de loi organique n° 2564 modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel [7 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Michel Suchod. Justice. Fonctionnement. Egalité des justiciables [19 octobre 1999] (p. 7561)

Mme Huguette Bello. Droit pénal. Crimes contre l'humanité. Esclavage, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour du Sénat [15 décembre 1999] (p. 10965)

M. Renaud Muselier. Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [23 février 2000] (p. 1163)

M. Jean-Marc Chavanne. Sports. Ski. Moniteurs, qualification [8 mars 2000] (p. 1594)

M. Michel Hunault. Droit pénal. Présomption d'innocence. Respect [5 avril 2000] (p. 3097)

M. Pierre Lellouche. Politique extérieure. Allemagne. Construction européenne, déclaration d'un ministre [23 mai 2000] (p. 4520)

M. Charles de Courson. Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [30 mai 2000] (p. 4735)

M. Philippe Douste-Blazy. Parlement. Assemblée nationale. Session, bilan [28 juin 2000] (p. 5996)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Roland Garrigues. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Conséquences [12 octobre 1999] (p. 7123)

M. Jacques Masdeu-Arus. Arts et spectacles. Salles de cinéma. Exploitants indépendants, concurrence des multiplexes [12 octobre 1999] (p. 7122)

M. Jean-Pierre Balligand. Voirie. RN 2. Aménagement, désenclavement, Picardie [12 octobre 1999] (p. 7124)

M. Jacques Blanc. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Négociations, réglementation [21 décembre 1999] (p. 11220)

M. Christian Bataille. Postes. La Poste. Maintien, zones rurales [21 décembre 1999] (p. 11222)

M. Marc Reymann. Animaux. Expérimentation animale. Lutte et prévention [21 décembre 1999] (p. 11220)

M. Joseph Tyrode. Voirie. RN 83. Déviation, Larnod [2 février 2000] (p. 492)

M. Daniel Feurtet. Transports aériens. Air France. Ligne Paris Addis-Abeba, perspectives [2 février 2000] (p. 491)

M. Jean-Pierre Michel. Transports ferroviaires. SNCF Etablissements ferroviaires, restructuration, Franche-Comté [2 février 2000] (p. 490)

M. Gérard Grignon. Outre-mer. Collectivités territoriales : Saint-Pierre-et-Miquelon. Marine marchande, navires, immatriculation [2 février 2000] (p. 493)

M. Bernard Accoyer. Voirie. A 41. Construction [2 février 2000] (p. 494)

M. André Lebrun. Industrie. Emploi et activité. Bassins d'emploi, agglomération lilloise [20 juin 2000] (p. 5568)

M. Jean-Pierre Delalande. Banques et établissements financiers. Services. Caution, défaillance de l'établissement, garantie [20 juin 2000] (p. 5566)

M. Charles Miossec. TVA. Exonération. Maintien, cantines [20 juin 2000] (p. 5569)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Hervé Morin : indique que Mme Elisabeth Guigou doit se rendre au Sénat pour participer à la discussion d'une proposition de loi émanant de la majorité sénatoriale [15 juin 2000] (p. 5409)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1694 tendant à modifier l'article 6 ter de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [15 décembre 1999] (p. 10967)

Son intervention (p. 10968)

Thème :

Parlement : office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 10968)

Discussion des articles [15 décembre 1999] (p. 10971)

Article 2 (entrée en vigueur de la réforme)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de suppression) (p. 10972)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (entrée en vigueur de la réforme à compter du prochain renouvellement général de l'Assemblée nationale) (p. 10972)

Proposition de loi n° 1996 portant création de la chaîne parlementaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11037)

Son intervention (p. 11038)

Thèmes :

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 11039)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : histoire (p. 11039)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : opposition (p. 11039)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : programmes (p. 11039)

Assemblée nationale : La Chaîne parlementaire : statut juridique (p. 11039)
Assemblée nationale : séances : publicité (p. 11039)

Discussion des articles [16 décembre 1999] (p. 11051)

Article 1er (article 45-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : programme de présentation des travaux parlementaires)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Patrice Martin-Lalande (diffusion par voie filaire) (p. 11052)

Article 2 (article 45-2 nouveau de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : création de La Chaîne parlementaire (LCP)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Patrice Martin-Lalande (maintien pour les sociétés de programme des obligations prévues à l'article 55 de la loi du 30 septembre 1986 relatif à la retransmission des débats parlementaires) (p. 11059)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bernard Accoyer (droit de réponse du parlementaire) (p. 11062)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

QUATRIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1606)

Son intervention (p. 1606)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : Conseil constitutionnel (p. 1607)
Elections et référendums : cumul des mandats : conseillers municipaux (p. 1606, 1607)
Elections et référendums : cumul des mandats : lois (p. 1606, 1607)
Elections et référendums : cumul des mandats : opposition (p. 1608)
Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 1607)
Parlement : parlementaires : exécutifs locaux (p. 1606)
Parlement : Sénat : cumul des mandats (p. 1606, 1607)

Discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1624)

Article 10 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 1626)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [8 mars 2000] (p. 1619)

Son intervention (p. 1624)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 juin 2000] (p. 5402)

Article unique (Président de la République élu pour cinq ans au suffrage universel direct)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Hervé Morin (cf. supra) (p. 5409)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Brard (élection du Président de la République pour un mandat de sept ans non renouvelable par un collège de type sénatorial) (p. 5411)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Brard (élection du Président de la République pour un mandat de sept ans par un collège de type sénatorial) (p. 5411)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Brard (élection du Président de la République par les parlementaires pour un mandat de sept ans non renouvelable) (p. 5411)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Brard (élection du Président de la République par les parlementaires pour un mandat de sept ans renouvelable une fois) (p. 5411)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Brard (élection du Président de la République par les parlementaires) (p. 5411)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Pascal Clément (élection du Président de la République pour un mandat de sept ans non renouvelable) (p. 5415)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Brard (élection du Président de la République pour un mandat de sept ans non renouvelable) (p. 5415)

Intervient sur l'amendement n° 62 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (élection du Président de la République pour un mandat de sept ans) (p. 5415)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Pierre-André Wiltzer (élection du Président de la République pour un mandat de sept ans) (p. 5415)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Brard (élection du Président de la République pour un mandat de cinq ans non renouvelable) (p. 5415)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Brard (élection du Président de la République pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois) (p. 5418)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Hervé de Charette (limitation à deux mandats successifs) (p. 5418)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Brard (limite d'âge fixée à soixante-dix ans pour la candidature à la Présidence de la République) (p. 5420)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Noël Mamère (élargissement du champ du référendum prévu par l'article 11 de la Constitution à tout projet ou proposition de loi ayant fait l'objet de deux lectures dans chaque assemblée et ayant été adopté par l'une d'entre elles) (p. 5421)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Pierre Brard (obligation faite au Président de la République de soumettre au référendum tout projet de loi

remplissant les conditions prévues par l'article 11 de la Constitution) (p. 5421)
Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Pierre Brard (ajout d'un alinéa à l'article 11 de la Constitution - référendum d'initiative populaire) (p. 5422)
Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Pascal Clément (taux de participation de 50 % pour la validation du référendum prévu à l'article 11 de la Constitution) (p. 5422)
Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de l'article 12 de la Constitution relatif à la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République) (p. 5424)
Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Brard (modification de l'article 12 de la Constitution relatif à la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République - dissolution une fois au cours du mandat présidentiel) (p. 5424)
Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Brard (modification de l'article 12 de la Constitution relatif à la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République - dissolution ne pouvant être prononcée dans les deux premières années suivant l'élection de l'Assemblée) (p. 5424)
Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Brard (modification de l'article 12 de la Constitution relatif à la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République - dissolution ne pouvant être prononcée au cours de la première année du mandat présidentiel) (p. 5424)
Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Georges Sarre (ajout de deux alinéas à l'article 12 de la Constitution relatif à la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République - démission du Président de la République à la suite de l'adoption d'une motion de défiance à la majorité absolue des membres composant la nouvelle Assemblée) (p. 5425)
Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de l'article 16 de la Constitution relatif aux pouvoirs du Président de la République dans des circonstances exceptionnelles) (p. 5427)
Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jacques Brunhes (suppression de l'article 16 de la Constitution relatif aux pouvoirs du Président de la République dans des circonstances exceptionnelles) (p. 5427)
Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Noël Mamère (suppression de l'article 16 de la Constitution relatif aux pouvoirs du Président de la République dans des circonstances exceptionnelles) (p. 5427)
Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Pierre Brard (ajout d'un alinéa à l'article 16 de la Constitution relatif aux pouvoirs du Président de la République dans des circonstances exceptionnelles - recours autorisé par le Parlement à la majorité des deux tiers de ses membres) (p. 5427)
Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Brard (nouvelle rédaction de l'article 24 de la Constitution relatif à la composition du Parlement - mandat de six ans pour les députés et pour les sénateurs) (p. 5427)
Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jacques Brunhes (ajout d'un alinéa à l'article 24 de la Constitution relatif à la composition du Parlement - définition de son rôle) (p. 5428)
Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Jacques Brunhes (modification de l'article 24 de la Constitution relatif à la composition du Parlement - élection des députés à la représentation proportionnelle, élection législative ne pouvant être organisée dans les douze mois précédant ou suivant l'élection du Président de la République, l'Assemblée ne pouvant être dissoute au cours de la première année du mandat présidentiel) (p. 5428)
Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Noël Mamère (modification de l'article 24 de la Constitution relatif à la composition du Parlement - élection des députés pour moitié au scrutin uninominal majoritaire à deux tours et pour moitié sur des listes régionales au scrutin de liste proportionnel à un tour) (p. 5428)
Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Noël Mamère (modification de l'article 24 de la Constitution relatif à la composition du Parlement - élection des sénateurs au suffrage universel direct au scrutin de liste proportionnel dans des circonscriptions régionales) (p. 5429)
Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Brard (ajout d'un alinéa à l'article 24 de la Constitution relatif à la composition du Parlement - limite d'âge fixée à soixante-cinq ans pour les candidatures à l'Assemblée nationale ou au Sénat) (p. 5430)
Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Brard (ajout d'un alinéa à l'article 24 de la Constitution relatif à la composition du Parlement - incompatibilité du mandat parlementaire avec la présidence d'un exécutif local ou d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 5430)
Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 25 de la Constitution relatif aux pouvoirs des assemblées et à leurs membres - mandat de cinq ans pour les députés et les sénateurs) (p. 5430)
Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 25 de la Constitution relatif au remplacement des parlementaires - incompatibilité entre le mandat parlementaire et un mandat dans l'exécutif d'une collectivité locale) (p. 5431)
Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jacques Brunhes (ajout d'un alinéa à l'article 35 de la Constitution relatif à la déclaration de guerre - vote du Parlement sur toute intervention des forces armées à l'extérieur de la République) (p. 5431)
Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jacques Brunhes (nouvelle rédaction de l'article 37 de la Constitution relatif au domaine réglementaire - possibilité offerte à l'Assemblée nationale d'enjoindre le Gouvernement de prendre les textes d'application des lois puis de se substituer au pouvoir exécutif) (p. 5432)
Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Jacques Brunhes (nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 39 de la Constitution relatif à l'initiative des lois - examen par l'Assemblée nationale des propositions de loi émanant de 2 % des électeurs et rapport dans le délai de six mois sur toute proposition de loi) (p. 5433)
Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Jacques Brunhes (suppression de l'article 40 de la Constitution relatif à la recevabilité financière des propositions et amendements formulés par le Parlement) (p. 5434)
Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Brard (nouvelle rédaction de l'article 40 de la

Constitution relatif à la recevabilité financière des propositions et amendements formulés par le Parlement - termes "des charges publiques" substitués à ceux "d'une charge publique") (p. 5434)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Henri Plagnol (modification de l'article 40 de la Constitution relatif à la recevabilité financière des propositions et amendements formulés par le Parlement - recevabilité en cas de compensation de la création ou de l'aggravation des charges publiques) (p. 5434)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pascal Clément (modification de l'article 40 de la Constitution relatif à la recevabilité financière des propositions et amendements formulés par le Parlement - recevabilité en cas de compensation de la création ou de l'aggravation des charges publiques) (p. 5434)

Intervient sur l'amendement n° 60 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (modification de l'article 40 de la Constitution relatif à la recevabilité financière des propositions et amendements formulés par le Parlement - recevabilité en cas de compensation de la création ou de l'aggravation des charges publiques) (p. 5434)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Hervé Morin (modification de l'article 40 de la Constitution relatif à la recevabilité financière des propositions et amendements formulés par le Parlement - recevabilité en cas de compensation de la création ou de l'aggravation des charges publiques) (p. 5434)

Intervient sur l'amendement n° 91 de Mme Christine Boutin (modification de l'article 40 de la Constitution relatif à la recevabilité financière des propositions et amendements formulés par le Parlement - recevabilité en cas de compensation de la création ou de l'aggravation des charges publiques) (p. 5434)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 43 de la Constitution relatif aux six commissions permanentes - fixation de leur nombre ne pouvant excéder douze par un vote du Parlement au début de la législature) (p. 5435)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Noël Mamère (ajout d'un alinéa à l'article 43 de la Constitution relatif au renvoi des projets et propositions de loi aux commissions - examen en commission au moins quinze jours francs après leur dépôt) (p. 5435)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Henri Plagnol (insertion dans la Constitution d'un article 43-1- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5436)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Pascal Clément (insertion dans la Constitution d'un article 43-1- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5436)

Intervient sur l'amendement n° 61 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (insertion dans la Constitution d'un article 43-1- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5436)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Hervé Morin (insertion dans la Constitution d'un article 43-1- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5436)

Intervient sur l'amendement n° 92 de Mme Christine Boutin (insertion dans la Constitution d'un article 43-1- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5436)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jacques Brunhes (suppression du dernier alinéa de l'article 44 de la Constitution relatif au "vote bloqué") (p. 5437)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Noël Mamère (suppression du dernier alinéa de l'article 44 de la Constitution relatif au "vote bloqué") (p. 5437)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 45 de la Constitution relatif à la faculté pour le Gouvernement de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire - constitution obligatoire après la première lecture par chacune des assemblées) (p. 5437)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Noël Mamère (modification du dernier alinéa de l'article 45 de la Constitution relatif à la faculté pour le Gouvernement de demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement après une nouvelle lecture par chacune des assemblées - suppression de la nouvelle lecture) (p. 5437)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Noël Mamère (suppression du quatrième alinéa de l'article 46 de la Constitution disposant que les lois organiques relatives au Sénat doivent être votées dans les mêmes termes par les deux assemblées) (p. 5438)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour prioritaire - ordre du jour fixé par les assemblées et possibilité pour le Gouvernement de demander une fois par mois l'examen d'un projet ou d'une proposition de loi) (p. 5438)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jacques Brunhes (nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour d'initiative parlementaire - une séance par semaine réservée à la discussion de propositions de loi, de résolutions ou de débats présentés par les différents groupes à la représentation proportionnelle) (p. 5441)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour d'initiative parlementaire - une séance par semaine réservée à la discussion de propositions de loi) (p. 5441)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Brard (nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour d'initiative parlementaire - une séance par semaine réservée à l'ordre du jour fixé par chaque assemblée) (p. 5441)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jacques Brunhes (ajout d'un alinéa à l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour - inscription dans le délai d'un mois des projets et propositions adoptés par une assemblée à l'ordre du jour de l'autre assemblée) (p. 5441)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Brard (suppression du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution relatif à l'engagement de responsabilité du Gouvernement sur le vote d'un texte) (p. 5443)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jacques Brunhes (suppression du troisième alinéa de

l'article 49 de la Constitution relatif à l'engagement de responsabilité du Gouvernement sur le vote d'un texte) (p. 5443)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Noël Mamère (modification du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution relatif à l'engagement de responsabilité du Gouvernement sur le vote d'un texte - usage de cette procédure limitée à trois fois par session) (p. 5443)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jacques Brunhes (ajout d'un alinéa à l'article 52 de la Constitution relatif aux prérogatives du Président de la République en matière de traités et d'accords internationaux - exercice par l'Assemblée nationale d'un contrôle régulier de l'activité internationale de l'Etat) (p. 5443)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 61 de la Constitution relatif à la saisine automatique du Conseil constitutionnel - extension à toutes les lois) (p. 5443)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Noël Mamère (ajout d'un alinéa à l'article 61 de la Constitution relatif à la saisine du Conseil constitutionnel - saisine par tout citoyen si la loi n'a pas fait l'objet d'un contrôle de constitutionnalité) (p. 5443)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Noël Mamère (modification du premier alinéa de l'article 72 de la Constitution relatif à l'énumération des collectivités territoriales - ajout des regroupements de communes institués par la loi et des régions) (p. 5444)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Noël Mamère (nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 72 de la Constitution relatif à la libre administration des collectivités territoriales - élection des conseils pour cinq ans au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle) (p. 5444)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Noël Mamère (insertion d'un alinéa dans l'article 72 de la Constitution relatif aux collectivités territoriales - transferts de compétences y compris législatives et fiscales) (p. 5444)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Pierre Méhaignerie (insertion d'un alinéa dans l'article 72 de la Constitution relatif aux collectivités territoriales - droit à l'expérimentation) (p. 5445)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Bernard Birsinger (ajout d'un alinéa à l'article 72 de la Constitution relatif aux collectivités territoriales - possibilité d'attribution aux étrangers non communautaires du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales) (p. 5446)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Noël Mamère (ajout d'un alinéa à l'article 72 de la Constitution relatif aux collectivités territoriales - possibilité d'attribution aux étrangers non communautaires du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales) (p. 5446)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Jean-Claude Lefort (ajout d'un alinéa à l'article 88-4 de la Constitution relatif aux prérogatives du Parlement en matière d'actes communautaires - définition d'orientations pour les négociations au Conseil européen par le Parlement et compte-rendu à celui-ci par le Gouvernement) (p. 5446)

Proposition de loi n° 2034 tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 2000] (p. 5720)

Sa réponse (p. 5738)

Thèmes :

Associations : sectes : Gouvernement (p. 5738)

Associations : sectes : Parlement (p. 5738, 5739)

Associations : sectes : Union européenne (p. 5739)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 5738)

Justice : victimes : sectes (p. 5738, 5739)

Discussion des articles [22 juin 2000] (p. 5739)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (insertion d'une division et d'un intitulé : Chapitre 1er : "Dissolution civile de certaines personnes morales") (p. 5739)

Article 1er (dissolution des groupements à caractère sectaire)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction de l'article attribuant la dissolution au tribunal de grande instance selon la procédure dite "à heure fixe", supprimant la distinction entre les condamnations frappant les associations ou leurs responsables et modifiant la liste des infractions pouvant entraîner la dissolution) (p. 5741)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (insertion d'une division et d'un intitulé : Chapitre II : "Extension de la responsabilité pénale des personnes morales à certaines infractions") (p. 5742)

Article 2 (articles L. 376, L. 377 et L. 517 du code de la santé publique : extension de la responsabilité pénale des personnes morales aux infractions d'exercice illégal de la médecine et de la pharmacie)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Brard (nouvelle rédaction de l'article relevant les peines prévues pour exercice illégal de la médecine ou de la pharmacie mais supprimant la possibilité de dissolution à ce titre) (p. 5743)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (extension de la responsabilité des personnes morales aux infractions de publicité mensongère et de fraude) (p. 5743) : adopté (p. 5743)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (extension de la responsabilité des personnes morales aux infractions d'atteinte volontaire à la vie) (p. 5743)

Soutient l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement (extension de la responsabilité des personnes morales aux infractions de menace) (p. 5744) : adopté (p. 5744)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (extension de la responsabilité des personnes morales aux infractions d'atteinte au respect des morts) (p. 5745) : adopté (p. 5745)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (modification du deuxième alinéa de l'article 131-39 du code pénal pour permettre la dissolution de la personne morale détournée de son objet en cas de commission d'infraction réprimée, pour les personnes physiques, par une peine supérieure ou égale à trois ans d'emprisonnement) (p. 5745) : adopté (p. 5745)

Soutient l'amendement n° 6 corrigé du Gouvernement (ajout d'un alinéa à l'article 132-13 du code pénal afin de faciliter la dissolution de la personne morale en cas de récidive) (p. 5746) : adopté (p. 5746)

Avant l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (insertion d'une division et d'un intitulé : Chapitre III : "Dispositions concernant la peine de dissolution encourue par les personnes morales pénalement responsables") (p. 5746)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (ajout de deux alinéas à l'article 434-43 du code pénal augmentant les sanctions pour maintien ou reconstitution de personne morale dissoute) (p. 5746)

Intervient sur l'amendement n° 22 rectifié de la commission (ajout d'un alinéa à l'article 434-47 du code pénal permettant de dissoudre à nouveau les personnes morales maintenues ou reconstituées) (p. 5746)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (insertion d'une division et d'un intitulé : Chapitre IV : "Dispositions limitant l'installation ou la publicité des groupements sectaires") (p. 5746)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (limitation de l'installation de groupements sectaires) (p. 5747)

Intervient sur le sous-amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Brard (périmètre porté de 100 à 200 mètres) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 5748)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Rudy Salles (possibilité offerte aux maires de refuser les permis de construire aux groupements sectaires mentionnés sur une liste fixée par décret) (p. 5749)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Rudy Salles (possibilité offerte aux maires de refuser les permis de construire aux groupements sectaires ayant été condamnés pénalement en application des dispositions de la présente loi) (p. 5749)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (limitation de la publicité des groupements sectaires) (p. 5751)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (insertion d'une division et d'un intitulé : Chapitre V : "Dispositions instituant le délit de manipulation mentale") (p. 5751)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (articles 225-16-4 à 225-16-6 nouveaux du code pénal - délit de manipulation mentale) (p. 5751)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (extension des peines complémentaires prévues à l'article 225-19 du code pénal aux personnes physiques reconnues coupables du délit de manipulation mentale) (p. 5751)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (insertion d'une division et d'un intitulé : Chapitre VI : "Dispositions diverses") (p. 5752)

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (modification de l'article 2-17 du code de procédure pénale - exercice des droits reconnus à la partie civile par les seules associations de lutte contre les groupements sectaires reconnues d'utilité publique) (p. 5752) : adopté (p. 5752)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (modification de l'article 2-17 du code de procédure pénale - exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les groupements sectaires au titre des dispositions de la présente loi) (p. 5753)

Intervient sur le sous-amendement n° 32 de M. Rudy Salles (exercice même lorsque l'action publique n'a pas été mise en mouvement) à l'amendement n° 30 de la commission (p. 5753)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Éric Doligé (institution de délégations parlementaires pour la prévention des activités à caractère sectaire) (p. 5754)

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (application outre-mer) (p. 5755) : adopté (p. 5755)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (nouveau titre : "Proposition de loi tendant à renforcer la prévention et la répression à l'encontre des groupements à caractère sectaire") (p. 5755)

Allocution n° 2523 de M. Raymond Forni, Président de l'Assemblée nationale

[28 juin 2000] (p. 6003)

Son intervention (p. 6004)

Jean VALLEIX

Gironde (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

André VALLINI

Isère (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment de capitaux en Europe [J.O. du 29 février 2000] (p. 3207)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux nouvelles régulations économiques (n° 2250) [22 mars 2000]

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 31 mars 2000] (p. 4991)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur la proposition de loi (n° 2132) de Mme Catherine Génisson et plusieurs de ses collègues relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [1er mars 2000] (n° 2226)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2250) relatif aux nouvelles régulations économiques [30 mars 2000] (n° 2309)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Conseil supérieur de la magistrature. Réforme constitutionnelle [19 janvier 2000] (p. 110)

Transports. Transport multimodal. Développement [17 mai 2000] (p. 4283)

DÉBATS

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 376)

Thèmes :

Communes : municipalité : parité (p. 376)
Coopération intercommunale : organismes : parité (p. 376)
Elections et référendums : cumul des mandats : parité (p. 376)
Femmes : égalité des sexes (p. 376)
Femmes : parité : rôle (p. 376)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1509, 1551)

Son intervention au nom de la délégation aux droits des femmes (p. 1514)

Thèmes :

Entreprises : harcèlement moral (p. 1514)
Femmes : égalité professionnelle (p. 1514)
Fonctionnaires et agents publics : catégorie A : femmes (p. 1514)
Fonctionnaires et agents publics : personnel féminin (p. 1514)
Formation professionnelle (p. 1514)
Travail : inspection du travail (p. 1514)

Discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1557, 1574)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Patrick Malavieille (lutte contre le harcèlement moral) (p. 1565)

Son amendement n° 29 rectifié (lutte contre le harcèlement moral) (p. 1564) : rejeté (p. 1565)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3245, 3277) ; [26 avril 2000] (p. 3326)

Son intervention (p. 3256)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 3256)
Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 3256)
Marchés financiers : généralités (p. 3256, 3257)
Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : offres publiques d'échange (OPE) (p. 3256)
Politique économique : capitalisme (p. 3257)
Politique économique : généralités (p. 3257)
Sociétés : actionnaires (p. 3256, 3257)
Sociétés : organes de gestion (p. 3256, 3257)

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Article 19 (article 1er de la loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux : extension de la liste des professions soumises aux dispositions de la loi "anti-blanchiment")

Soutient l'amendement n° 1 de la commission des lois (suppression de l'assujettissement des experts comptables aux obligations déclaratives découlant de la loi du 12 juillet 1990) (p. 3404) : adopté (p. 3405)

Article 20 (article 3 de la loi du 12 juillet 1990 : extension du champ de la déclaration de soupçon)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission des lois (élargissement du champ de l'obligation de déclaration de soupçon aux activités délictueuses) (p. 3407) : retiré (p. 3409)

Soutient l'amendement n° 2 corrigé de la commission des lois (extension de l'obligation de déclaration de soupçon aux opérations réalisées avec des personnes établies dans un Etat ou un territoire jugé non coopératif par le Groupe d'action financière internationale sur le blanchiment des capitaux et aux opérations financières faisant intervenir des fonds fiduciaires ou d'autres entités juridiques contribuant à l'opacité de ces opérations) (p. 3412) : adopté après modification (p. 3413)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 4 de la commission des lois (création du comité de liaison de lutte contre le blanchiment) (p. 3415) : adopté (p. 3415)

Après l'article 21

Soutient l'amendement n° 5 de la commission des lois (rapport au Parlement sur les mesures prises à l'encontre des centres "off-shore") (p. 3417) : adopté après rectification (p. 3417)

Article 23 (articles L. 310-12 et L. 322-2 du code des assurances : adaptation du code des assurances aux dispositions de lutte contre le blanchiment)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission des lois (complément à la liste des condamnations interdisant à une personne physique de diriger une entreprise d'assurance) (p. 3419) : adopté (p. 3419)

Article 25 (article 450-1 du code pénal : participation à une association de malfaiteurs)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission des lois (de précision) (p. 3421) : adopté (p. 3421)

Après l'article 25

Soutient l'amendement n° 8 de la commission des lois (allègement de la charge de la preuve en matière de présomption de blanchiment) (p. 3423) : adopté (p. 3423)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission des lois (sanctions pénales en cas de manquement manifeste aux obligations de vigilance pesant sur les professions concernées dans la lutte contre le blanchiment) (p. 3423) : rejeté (p. 3424)

Article 56 (articles 98 et 113 de la loi du 24 juillet 1966 : rôles du conseil d'administration et de son président)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission des lois (pouvoirs du conseil d'administration) (p. 3431) : adopté (p. 3431)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission des lois (information individuelle des administrateurs) (p. 3432) : retiré (p. 3432)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission des lois (intervention du directeur général dans l'organisation des travaux du conseil d'administration) (p. 3433) : adopté (p. 3434)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission des lois (faculté de rendre optionnelle la dissociation des fonctions de président et de directeur général) (p. 3435) : adopté après modification (p. 3436)

Article 57 (articles 115, 115-1, 116 et 117 de la loi du 24 juillet 1966 : rôles et statuts du directeur général et des directeurs généraux délégués)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission des lois (faculté pour le directeur général de demander la convocation du conseil d'administration) (p. 3439) : adopté (p. 3439)

Soutient l'amendement n° 18 rectifié de la commission des lois (application du régime de droit commun de la responsabilité civile aux directeurs généraux) (p. 3439) : adopté (p. 3439)

François VANNSON

Vosges (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Bois et forêts. Exploitants. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [25 janvier 2000] (p. 330)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1006, posée le 20 décembre 1999. Travail. Durée du travail (J.O. Questions p. 7188). Appelée le 21 décembre 1999. Réduction, application (p. 11214)

n° 1132, posée le 22 mai 2000. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 3034). Appelée le 23 mai 2000. Police, effectifs de personnel (p. 4505)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime unique de modulation)

Son amendement n° 637 soutenu par M. Bernard Accoyer (négociation annuelle obligatoire) : rejeté (p. 7289)

Article 11 (développement de la négociation et allègement de cotisations sociales)

Son amendement n° 630 (de suppression) (p. 7453) : rejeté (p. 7454)

Son amendement n° 634 (suppression des cotisations sur les salaires jusqu'à deux fois le SMIC) : rejeté (p. 7455)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [22 novembre 1999] (p. 9848, 9883) ; [23 novembre 1999] (p. 9969)

Après l'article 63

Son amendement n° 324 (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9936) : rejeté (p. 9937)

Projet de loi n° 1867 relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 2000] (p. 258)

Son intervention (p. 268)

Thèmes :

Défense : objecteurs de conscience (p. 268)

Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 268)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 268)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 268)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 février 2000] (p. 1356)

Son intervention (p. 1361)

Thèmes :

Défense : réserves : officiers (p. 1361)

Défense : service national : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 1361)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))

Article L. 122-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des schémas de cohérence territoriale

Son amendement n° 34 soutenu par M. Gilles Carrez (prise en compte du schéma de développement) : retiré (p. 1792)

Son amendement n° 37 (de suppression partielle) : adopté (p. 1799)

Article L. 122-4 du code de l'urbanisme : établissement public du schéma de cohérence territoriale

Son amendement n° 42 soutenu par M. Gilles Carrez (consultation des syndicats de commerçants, d'artisans et des PME locales) (p. 1812) : rejeté (p. 1813)

Article L. 122-10 du code de l'urbanisme : soumission du projet de schéma de cohérence territoriale à enquête publique

Son amendement n° 43 soutenu par M. Gilles Carrez (avis consultatif des syndicats de commerçants et d'artisans) : rejeté (p. 1817)

Son amendement n° 44 soutenu par M. Gilles Carrez (avis consultatif des syndicats de commerçants et d'artisans) : rejeté (p. 1817)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans locaux d'urbanisme

Son amendement n° 8 (consultation des commerçants lors de la réactualisation) : rejeté (p. 1894)

Son amendement n° 9 (renforcement du lien entre urbanisme et économie) : rejeté (p. 1899)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Michel Bouvard (valeur "économique") : rejeté (p. 1903)

Après l'article 84

Son amendement n° 33 soutenu par M. Gilles Carrez (objet des opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir) (p. 2271) : rejeté (p. 2272)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2000] (p. 3771, 3795)

Article 32 (réglementation de l'enseignement, de l'animation ou de l'encadrement sportifs)

Son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 3812)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4913)

Son intervention (p. 4928)

Thèmes :

Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 4928)

Bois et forêts : salariés : formation professionnelle (p. 4928)

Politique économique : épargne : forêts (p. 4928)

Recherche : recherche développement : reboisement (p. 4928)

Discussion des articles [7 juin 2000] (p. 4953, 4990) ; [8 juin 2000] (p. 5048, 5105)

Article 1er (principes fondamentaux de la politique forestière)

Son intervention (p. 4955)

Article L. 1 du code forestier

Son amendement n° 38 (volet économique de la politique forestière renforcé par les loisirs et le tourisme) : rejeté (p. 4959)

Soutient l'amendement n° 377 de M. Michel Bouvard (spécificité de la montagne prise en compte) (p. 4959) : rejeté (p. 4959)

Son amendement n° 138 (souci des débouchés de la filière bois) (p. 4959) : rejeté (p. 4960)

Soutient l'amendement n° 160 de M. Pierre Micaux (souci de la régénération des forêts) (p. 4960) : rejeté (p. 4960)

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (référence à l'équilibre nécessaire entre l'activité forestière et les activités de chasse) (p. 4961)

Intervient sur l'amendement n° 690 du Gouvernement (référence à l'équilibre nécessaire entre l'activité forestière et les activités de chasse afin de permettre la régénération des peuplements forestiers) (p. 4961)

Son amendement n° 140 (mesures incitatives mises en place sous forme d'aides contractuelles en contrepartie des services rendus à la société par les forestiers) (p. 4964) : rejeté (p. 4965)

Son amendement n° 154 (prise en compte des forêts linéaires) : adopté (p. 4966)

Son amendement n° 538 (développement du bois par la mise en place d'un tiers investisseur) : rejeté (p. 4966)

Son amendement n° 136 (cohérence garantie entre les objectifs nationaux et l'organisation au niveau territorial) (p. 4966) : rejeté (p. 4967)

Article L. 5 du code forestier

Son amendement n° 134 (rôle des propriétaires forestiers en matière d'entretien en vue d'assurer la rentabilité) (p. 4974) : rejeté (p. 4975)

Article L. 6 du code forestier

Son amendement n° 142 corrigé (de précision) : devenu sans objet (p. 4976)

Son amendement n° 146 (gestion en commun) : retiré (p. 4977)

Article L. 9 du code forestier

Son amendement n° 63 rectifié soutenu par M. Pierre Micaux (obligations prévues pour le propriétaire appliquées à la personne pour le compte de laquelle la coupe a été réalisée) (p. 4990) : adopté (p. 4991)

Son amendement n° 50 soutenu par M. Pierre Micaux (délai de carence réduit à deux ans) : rejeté (p. 4991)

Son amendement n° 52 (notion de diversification des espèces) : rejeté (p. 4991)

Article L. 10 du code forestier

Son amendement n° 54 (Office national des forêts associé à la décision du préfet) : rejeté (p. 4993)

Article L. 12 du code forestier

Son amendement n° 153 (compagnies consulaires définies comme établissements publics susceptibles de conclure des conventions aboutissant à la mise en place d'une charte) : rejeté (p. 4996)

Son amendement n° 56 (avis consultatif de l'Office national des forêts et du centre régional de la propriété forestière) : rejeté (p. 4996)

Soutient l'amendement n° 380 de M. Michel Bouvard (établissement de chartes et exploitation des forêts de montagne) (p. 4997) : rejeté (p. 4998)

Article L. 13 du code forestier

Son amendement n° 5 (promotion des produits forestiers et insertion dynamique dans l'économie) : rejeté (p. 4998)

Son amendement n° 7 (objectifs de la certification) : rejeté (p. 4998)

Son amendement n° 82 rectifié (promotion de l'enseignement professionnel) : adopté après deuxième rectification (p. 4999)

Son amendement n° 88 rectifié (carences de la filière bois comblées grâce à la politique forestière) : rejeté (p. 4999)

Son amendement n° 152 (procédures de certification garantes de la gestion durable selon des modalités fixées par décret) (p. 4999) : rejeté (p. 5000)

Soutient l'amendement n° 616 de M. Michel Bouvard (procédures de certification garantes de la gestion durable selon des modalités fixées par décret) (p. 5000) : rejeté (p. 5000)

Soutient l'amendement n° 39 de M. Pierre Micaux (encouragement de l'organisation interprofessionnelle) (p. 5000) : rejeté (p. 5001)

Après l'article L. 13 du code forestier

Son amendement n° 151 (rapport au Parlement) (p. 5001) : retiré (p. 5002)

Article 2 (contenu des documents de gestion)

Son amendement n° 58 (entretien régulier des forêts) : rejeté (p. 5003)

Son amendement n° 89 (fréquentation des forêts réglementée) (p. 5003) : rejeté (p. 5004)

Son amendement n° 60 (concertation élargie aux organisations professionnelles et aux usagers de la forêt) : rejeté (p. 5004)

Son amendement n° 144 (bilan chiffré) : rejeté (p. 5005)

Son amendement n° 150 (dégâts causés aux forêts par le gibier) (p. 5005) : adopté (p. 5006)

Son amendement n° 92 soutenu par M. François Brottes (seuil d'application du plan de gestion abaissé à deux hectares pour les peupleraies) : rejeté (p. 5006)

Son amendement n° 9 (rédaction du dispositif retenu pour le règlement type de gestion) (p. 5006) : rejeté (p. 5007)

Son amendement n° 149 (concertation avec la chambre d'agriculture) : rejeté (p. 5007)

Article 3 (accueil du public)

Son amendement n° 13 (application aux groupements des collectivités publiques) : adopté (p. 5009)

Son amendement n° 14 (application aux groupements des collectivités publiques) : adopté (p. 5009)

Article 4 (encouragements fiscaux à la régénération des forêts)

Son amendement n° 65 (conditions d'exonération de la taxe foncière) (p. 5010) : rejeté (p. 5011)

Son amendement n° 16 (exception en cas de catastrophe naturelle) : retiré (p. 5011)

Avant l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 234 de la commission (plan d'épargne-forêt institué) (p. 5016)

Article 5 (ventes de l'Office national des forêts)

Son amendement n° 17 (ventes de gré à gré à la suite de catastrophes naturelles) : rejeté (p. 5019)

Son amendement n° 156 (modalités des ventes de gré à gré précisées par décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 5019)

Soutient l'amendement n° 155 de M. Pierre Micaux (accès aux ventes limité aux professionnels) (p. 5020) : rejeté (p. 5020)

Article 6 (qualification professionnelle requise pour les personnes intervenant en milieu forestier)

Son amendement n° 148 (responsabilité des entreprises) : devenu sans objet (p. 5024)

Son amendement n° 179 (association des organismes consulaires et des chambres d'agriculture) (p. 5025) : rejeté (p. 5026)

Soutient l'amendement n° 18 de M. Pierre Micaux (montant de la sanction en cas d'emploi de personnes non qualifiées) (p. 5028) : retiré (p. 5028)

Son amendement n° 19 (sanction en cas d'emploi de personnes non qualifiées) : retiré (p. 5028)

Soutient l'amendement n° 20 de M. Pierre Micaux (sanction en cas d'emploi de personnes non qualifiées) (p. 5028) : retiré (p. 5028)

Son amendement n° 21 (sanction en cas d'emploi de personnes non qualifiées) : retiré (p. 5028)

Soutient l'amendement n° 22 de M. Pierre Micaux (sanction en cas d'emploi de personnes non qualifiées) (p. 5028) : retiré (p. 5028)

Soutient l'amendement n° 66 de M. Pierre Micaux (modalités d'information des donneurs d'ordre) (p. 5029) : rejeté (p. 5029)

Son amendement n° 46 (modalités d'information des donneurs d'ordre) : devenu sans objet (p. 5029)

Article 7 (exonération de cotisations sociales des jeunes chefs d'entreprise agricole)

Soutient l'amendement n° 23 de M. Pierre Micaux (exploitation "agricole") (p. 5030) : rejeté (p. 5030)

Son amendement n° 24 (exonérations des cotisations) : devenu sans objet (p. 5030)

Article 11 (statut des organisations interprofessionnelles sylvicoles)

Son amendement n° 26 soutenu par M. Jean Proriol (promotion des produits ou types de produits) : rejeté (p. 5036)

Son amendement n° 94 soutenu par M. Jean Proriol (découverte et connaissance des produits) : rejeté (p. 5036)

Son amendement n° 178 soutenu par M. Jean Proriol (association de tous les partenaires de la filière à la mise en œuvre de la certification) : retiré (p. 5036)

Article 12 (régime des défrichements)

Son amendement n° 67 soutenu par M. Pierre Micaux (seuil en dessous duquel les défrichements sont dispensés d'autorisation) : rejeté (p. 5051)

Son amendement n° 28 soutenu par M. Pierre Micaux (seuil en dessous duquel les défrichements dans les parcs et jardins sont dispensés d'autorisation) : rejeté (p. 5051)

Son amendement n° 127 (intérêt présenté par les territoires) : devenu sans objet (p. 5052)

Son amendement n° 31 soutenu par M. Pierre Micaux (intérêt et équilibre respectif présentés par les territoires) : rejeté (p. 5052)

Son amendement n° 33 (subordination de l'autorisation à certaines conditions) : devenu sans objet (p. 5052)

Son amendement n° 30 (subordination de l'autorisation à certaines conditions) : devenu sans objet (p. 5052)

Son amendement n° 1 (subordination de l'autorisation à certaines conditions) : devenu sans objet (p. 5052)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Jean Charroppin (rédactionnel) : rejeté (p. 5052)

Son amendement n° 96 soutenu par M. Jean Charroppin (opérations sur les jeunes bois) : rejeté (p. 5054)

Article 13 (coordination et adaptation du code de l'urbanisme et du code rural)

Son amendement n° 97 soutenu par M. Jean Charroppin (cas de soumission obligatoire) : rejeté (p. 5055)

Article 15 (prévention des incendies de forêt)

Son amendement n° 99 soutenu par M. François Sauvadet (moyens de prévention des incendies de forêt devant faire l'objet de la création d'associations syndicales) : rejeté (p. 5068)

Son amendement n° 176 soutenu par M. François Sauvadet (sanctions des mauvaises pratiques sylvicoles des propriétaires) : rejeté (p. 5072)

Son amendement n° 103 soutenu par M. Pierre Micaux (prix fixés par décret) (p. 5076) : rejeté (p. 5077)

Son amendement n° 71 soutenu par M. François Sauvadet (amende de 30 francs) : rejeté (p. 5079)

Son amendement n° 48 soutenu par M. Pierre Micaux (cahier des charges annexé aux actes notariés ou sous seing privé lors de l'acquisition d'un bien immobilier situé dans les zones où la prévention contre les incendies de forêt est imposée) : retiré (p. 5080)

Article 16 (aides de l'Etat pour prévenir les risques naturels en montagne)

Son amendement n° 106 corrigé soutenu par M. Pierre Micaux (subvention des actions de prévention des risques naturels en montagne) : adopté (p. 5081)

Article 19 (sanctions dissuasives à l'encontre des personnes coupables de coupes abusives)

Son amendement n° 108 soutenu par M. Pierre Micaux (interdiction pour le propriétaire condamné d'exercer une activité quelconque dans la sylviculture) : rejeté (p. 5086)

Article 20 (sanctions liées au non-respect de la réglementation des coupes)

Son amendement n° 109 soutenu par M. François Sauvadet (amende portée au triple) : rejeté (p. 5088)

Son amendement n° 110 soutenu par M. François Sauvadet (point de départ du délai) : rejeté (p. 5089)

Son amendement n° 73 soutenu par M. Pierre Micaux (rédactionnel) (p. 5089) : adopté (p. 5090)

Article 25 (opérations confiées à l'ONF par convention)

Son amendement n° 112 soutenu par M. Pierre Micaux (notion de conservation) : rejeté (p. 5096)

Article 26 (élargissement du conseil d'administration de l'ONF)

Son amendement n° 114 soutenu par M. Pierre Micaux (élargissement du conseil d'administration de l'ONF aux personnalités ayant une compétence particulière dans le domaine du patrimoine) : rejeté (p. 5099)

Article 30 (centres régionaux de la propriété forestière)

Son amendement n° 117 soutenu par M. Pierre Micaux (de suppression) : retiré (p. 5106)

Son amendement n° 116 soutenu par M. François Sauvadet (non concurrence avec le secteur marchand) : retiré (p. 5107)

Après l'article 30

Son amendement n° 125 soutenu par M. Pierre Micaux (informations nécessaires à l'application des dispositions de la présente loi fournies par le commissaire du Gouvernement) : retiré (p. 5110)

Article 33 (centre national professionnel de la propriété forestière)

Son amendement n° 76 soutenu par M. François Sauvadet (modalités de gestion de services communs) (p. 5113) : rejeté (p. 5114)

Son amendement n° 77 soutenu par M. Pierre Micaux (statut commun des personnels étudié en liaison avec des organismes qualifiés) : rejeté (p. 5114)

Article 34 (organisation de la profession d'expert foncier et agricole et d'expert forestier)

Son amendement n° 119 (présidence du conseil national de l'expertise) : devenu sans objet (p. 5119)

Article 36 (modifications d'intitulés du code forestier)

Son amendement n° 78 soutenu par M. Pierre Micaux (suppression du paragraphe relatif à l'adaptation du code général des impôts) : rejeté (p. 5127)

Son amendement n° 131 soutenu par M. Pierre Micaux (subventions publiques pour les opérations de gestion des forêts privées) : retiré (p. 5128)

Son amendement n° 80 soutenu par M. François Sauvadet (dispositions transitoires pour les plans simples de gestion) (p. 5129) : adopté (p. 5130)

Son amendement n° 121 soutenu par M. Pierre Micaux (dispositions transitoires dans l'attente des nouveaux schémas régionaux) : adopté (p. 5130)

Article 37 (abrogations)

Son amendement n° 159 (dispositions transitoires) : devenu sans objet (p. 5132)

Proposition de loi n° 2737 tendant à créer une allocation d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans

PREMIÈRE LECTURE

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République [12 décembre 2000] (p. 10108)

Philippe VASSEUR
Pas-de-Calais (3ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)
Démission le 31 décembre 1999 (voir indications préliminaires) [J.O. du 4 janvier 2000] (p. 151)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

André VAUCHEZ
Jura (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Rapporteur du projet de loi relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national (n° 1867) [1er décembre 1999]
Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)
Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)
Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1867) relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national [13 janvier 2000] (n° 2076)
Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2176), relatif aux volontariats civils institués par l'article L.111-2 du code du service national et à diverses mesures relatives à la réforme du service national [23 février 2000] (n° 2196)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Bois et forêts. Exploitants. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [8 mars 2000] (p. 1600)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 990, posée le 20 décembre 1999. Gendarmerie. Fonctionnement (J.O. Questions p. 7186). Appelée le 21 décembre 1999. Effectifs de personnel, moyens matériels (p. 11216)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)
Son intervention (p. 6976)
Thème :
Travail : travail à temps partiel (p. 6976)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)
Article 1er (confirmation du passage à la nouvelle durée légale fixée à trente-cinq heures hebdomadaires)
Soutient le sous-amendement n° 230 de M. François Patriat (VRP) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (entreprises nouvelles) (p. 10398) : vote réservé

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)
Son intervention (p. 9705)
Thèmes avant la procédure des questions :
Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9706)
Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9705)
Coopération intercommunale (p. 9706)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9706)

DÉFENSE

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)
12 - Gendarmerie : gendarmes : effectifs (p. 9285)

Projet de loi n° 1867 relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 2000] (p. 258)
Son intervention (p. 262)
Thèmes :
Défense : objecteurs de conscience (p. 262)
Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 262)
Défense : volontaires du service national en entreprises (VSNE) (p. 263)
Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 263)
Enseignement : programmes : défense (p. 263)

Fonctionnaires et agents publics : concours : limite d'âge (p. 263)
Impôt sur le revenu : détermination du revenu imposable (p. 263)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 263)
Police : adjoints de sécurité : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 262)
Retraites : généralités : annuités liquidables : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 263)
Sécurité sociale : protection sociale (p. 263)

Discussion des articles [20 janvier 2000] (p. 270)

Article 1er (champ d'application et modalités générales d'accomplissement du volontariat civil)
Soutient l'amendement n° 6 de la commission (codification des dispositions sur les volontariats civils dans le code du service national) (p. 270) : adopté (p. 270)
Intervient sur l'amendement n° 58 de Mme Marie-Hélène Aubert (volontariat ouvert aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 271)
Soutient l'amendement n° 7 de la commission (volontariat ouvert aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 271) : adopté (p. 271)

Article 1er bis (conditions générales d'accomplissement du volontariat civil)
Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de conséquence) (p. 271) : adopté (p. 271)

Article 1er ter (condition particulière d'accomplissement du volontariat civil)
Soutient l'amendement n° 11 corrigé de la commission (de codification) (p. 272) : adopté (p. 272)
Soutient l'amendement n° 12 de la commission (modalités générales d'accomplissement des volontariats civils) (p. 272) : adopté (p. 272)

Article 2 (domaines d'accomplissement du volontariat civil)
Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de codification) (p. 272) : adopté (p. 272)
Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Yves Dauge (élargissement du champ des missions) (p. 273)

Article 3 (structures d'accueil des volontaires civils)
Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de codification) (p. 273) : adopté (p. 273)
Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Claude Sandrier (volontariat exercé en France auprès de personnes morales uniquement à but non lucratif) (p. 273)
Intervient sur le sous-amendement n° 62 du Gouvernement (volontariat exercé à l'étranger auprès de toute personne morale) à l'amendement n° 55 de M. Jean-Claude Sandrier (p. 273)
Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 274) : adopté (p. 274)

Article 4 (régime de droit public des volontaires civils)
Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de codification) (p. 274) : adopté (p. 274)
Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 274) : adopté (p. 274)

Article 5 (convention entre l'Etat et les structures d'accueil des volontaires civils)
Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de conséquence) (p. 274) : adopté (p. 274)
Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Yves Dauge (rôle de la Commission européenne lorsqu'un volontariat civil est accompli dans le cadre d'un service volontaire européen) (p. 275)
Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission des affaires étrangères (rôle de la Commission européenne lorsqu'un volontariat civil est accompli dans le cadre d'un service volontaire européen) (p. 275)

Article 6 (interruption anticipée du volontariat civil)
Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de codification) (p. 275) : adopté (p. 275)
Soutient l'amendement n° 20 de la commission (période probatoire d'un mois) (p. 275) : adopté (p. 276)
Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 276) : adopté (p. 276)
Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 276) : adopté (p. 276)
Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de conséquence) (p. 276) : adopté (p. 276)
Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de Mme Nicole Bricq (conditions de prolongation) (p. 276)

Article 6 bis (certificat d'accomplissement du volontariat civil)
Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de codification) (p. 277) : adopté (p. 277)

Article 7 (caractère exclusif du volontariat civil)
Soutient l'amendement n° 25 de la commission (de codification) (p. 277) : adopté (p. 277)
Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission des affaires étrangères (activités annexes d'enseignement dans un collège ou une alliance française) (p. 277)

Article 8 (obligations professionnelles du volontaire civil)
Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de codification) (p. 278) : adopté (p. 278)

Article 9 (indemnités et prestations versées aux volontaires civils)
Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de codification) (p. 278) : adopté (p. 278)
Intervient sur l'amendement n° 52 du Gouvernement (caractère imposable de l'indemnité) (p. 278)
Intervient sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (caractère obligatoire des indemnités pour les jeunes gens volontaires à l'étranger ou dans les DOM-TOM) (p. 279)
Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission des affaires étrangères (caractère obligatoire des indemnités pour les jeunes gens volontaires à l'étranger ou dans les DOM-TOM) (p. 279)

Article 10 (régime des congés annuels)
Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de codification) (p. 279) : adopté (p. 279)

Article 11 (protection sociale du volontaire civil)
Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de codification) (p. 280) : adopté (p. 280)
Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de précision) (p. 280) : adopté (p. 280)
Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission des affaires étrangères (calcul des cotisations forfaitaires) (p. 280)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de précision) (p. 282) : adopté (p. 282)

Article 12 (prise en compte du volontariat civil en matière d'assurance vieillesse)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (de codification) (p. 282) : adopté (p. 282)

Article 13 (accès à un emploi public)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de codification) (p. 282) : adopté (p. 282)

Article 13 bis (prise en compte du volontariat civil pour la validation des acquis professionnels)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de codification) (p. 283) : adopté (p. 283)

Article 14 (responsabilité pécuniaire et protection du volontaire civil affecté à l'étranger)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de codification) (p. 283) : adopté (p. 283)

Article 15 (modifications du code de la sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (de conséquence) (p. 283) : adopté (p. 283)

Article 15 bis (volontariat de solidarité internationale)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (de conséquence) (p. 284) : adopté (p. 284)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 284) : adopté (p. 284)

Intervient sur l'amendement n° 59 de Mme Marie-Hélène Aubert (rapport au Parlement) (p. 284)

Article 16 (application aux territoires d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de codification) (p. 285) : adopté (p. 285)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (de conséquence) (p. 285) : adopté (p. 285)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Nicole Bricq (respect de la parité) (p. 285)

Intervient sur l'amendement n° 45 de Mme Nicole Bricq (information détaillée dans le respect de la parité) (p. 285)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (rapport aux commissions intéressées de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 285) : adopté (p. 285)

Article 17 (modalités d'application de la loi)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de conséquence) (p. 286) : adopté (p. 286)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (suppression de la référence au Conseil d'Etat) (p. 286) : retiré (p. 286)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 février 2000] (p. 1356)

Son intervention (p. 1357)

Thèmes :

Défense : réserves : officiers (p. 1357, 1358)

Défense : service national : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 1357)

Outre-mer (p. 1357)

Sécurité sociale : protection sociale : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 1357)

Discussion des articles [29 février 2000] (p. 1366)

Article 16 (application aux territoires d'outre- mer)

Son intervention (p. 1368)

Article 18 (mesures relatives à la réforme du service national)

Son intervention (p. 1369)

Proposition de loi n° 1734 portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1049)

Son intervention (p. 1062)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 1062)

Propriété : droit de propriété (p. 1062)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1117)

Son intervention (p. 1133)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie préventive : collectivités locales (p. 1133)

Patrimoine culturel : archéologie préventive : généralités (p. 1133)

Patrimoine culturel : Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN) (p. 1133)

Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : financement (p. 1133)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4582)

Article 4 (création de redevances d'archéologie préventive)

Son intervention (p. 4590)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Son intervention (p. 1753)

Article 4 (articles L. 124-1 à L. 124-3 du code de l'urbanisme : cartes communales)

Son intervention (p. 1926)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 3 (plans d'occupation des sols - POS -)

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans d'occupation des sols

Son amendement n° 378 corrigé (paraboles de moins de 50 centimètres exemptées de demande de permis) (p. 5919) : retiré (p. 5921)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 1er (pratique de la chasse)

Son intervention (p. 2721)

Après l'article 9

Son amendement n° 2 troisième rectification (règles de sécurité) (p. 2838) : adopté après modification (p. 2839)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 9 bis supprimé par le Sénat (règles de sécurité)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5278)

Déclaration du Gouvernement n° 2390 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[16 mai 2000] (p. 4220, 4243)

Son intervention (p. 4263)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : compensations financières (p. 4263)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 4263)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4263)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4263)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4263)

Politique économique : conjoncture (p. 4263)

Politique économique : généralités (p. 4263, 4264)

Michel VAUZELLE

Bouches-du-Rhône (16ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement n° 1488/96 du 23 juillet 1996 sur les mesures financières et techniques accompagnant la réforme des structures économiques et sociales dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen (MEDA) (E 1331) (n° 2033) [22 décembre 1999]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 2033) de M. Alain Barrau sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement n° 1488/96 du 23 juillet 1996 sur les mesures financières et techniques accompagnant la réforme des structures économiques et sociales dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen (MEDA) (E 1331) [26 janvier 2000] (n° 2113)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 9588)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 1er (pratique de la chasse)

Son intervention (p. 2718)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 1er (pratique de la chasse et définition de l'acte de chasse)

Son intervention (p. 5226)

Michel VAXÈS

Bouches-du-Rhône (13ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Politiques communautaires. Harmonisation [13 octobre 1999] (p. 7241)

Transports routiers. Personnel. Durée du travail, réduction, application [1er février 2000] (p. 513)

Consommation. Sécurité alimentaire. Listéria, lutte et prévention [23 février 2000] (p. 1162)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, perspectives [24 mai 2000] (p. 4613)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1010, posée le 31 janvier 2000. Retraites : généralités. Age de la retraite (J.O. Questions p. 583). Appelée le 2 février 2000. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée, champ d'application (p. 472)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9371)

Son intervention (p. 9378)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : budget (p. 9379)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : lutte contre l'exclusion (p. 9379, 9392)

Communes : budget (p. 9379)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 1680)

Son intervention (p. 1713)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 1681, 1713)

Coopération intercommunale (p. 1714)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Article L. 121-1 du code de l'urbanisme : principes généraux s'imposant aux documents d'urbanisme

Son amendement n° 1070 (aménagement des espaces publics) : retiré (p. 1757)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (diversité des fonctions urbaines et espaces publics de qualité) (p. 1763) : retiré (p. 1763)

Intervient sur l'amendement n° 826 de M. Gilles Carrez (diversité des fonctions urbaines et réhabilitation) (p. 1763)

Son amendement n° 1069 (offre de transports collectifs) (p. 1773) : rejeté (p. 1774)

Article L. 121-6 du code de l'urbanisme : commissions départementales de conciliation

Intervient sur l'amendement n° 952 de M. Christian Estrosi (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Georges Colombier (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Michel Bouvard (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Marc-Philippe Daubresse (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)

Intervient sur l'amendement n° 406 corrigé de M. Éric Doligé (président du conseil général membre de droit) (p. 1782)

Son amendement n° 1071 (saisine de la commission départementale de conciliation par chacune des communes) : rejeté (p. 1783)

Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))

Article L. 122-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des schémas de cohérence territoriale

Son amendement n° 1072 (caractère du diagnostic urbain) : retiré (p. 1793)

Son amendement n° 1073 : devenu sans objet (p. 1798)

Article L. 122-3 du code de l'urbanisme : initiative de l'élaboration et périmètre des schémas de cohérence territoriale

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (concertation avec les populations concernées) (p. 1808)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Marc-Philippe Daubresse (avis) (p. 1811)

Son amendement n° 1074 (avis de l'organe délibérant ou des départements concernés) (p. 1810) : adopté après rectification (p. 1811)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Georges Colombier (avis) (p. 1811)

Article L. 122-4 du code de l'urbanisme : établissement public du schéma de cohérence territoriale

Son amendement n° 1075 rectifié (établissement d'un diagnostic urbain au préalable) : adopté (p. 1813)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Article L. 123-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des plans locaux d'urbanisme

Son sous-amendement n° 1089 (prise en compte des besoins répertoriés) à l'amendement n° 104 de la commission (contenu des plans locaux d'urbanisme) (p. 1890) : devenu sans objet (p. 1892)

Son sous-amendement n° 1090 (concertation avec la population concernée) à l'amendement n° 104 de la commission (p. 19890) : devenu sans objet (p. 1892)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (compatibilité entre schémas) (p. 1894) : adopté (p. 1894)

Son amendement n° 1100 (représentation de l'aménagement des espaces publics) : adopté après rectification (p. 1906)

Article L. 123-16 du code de l'urbanisme : plans locaux d'urbanisme intercommunaux

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (de précision) (p. 1922) : adopté (p. 1922)

Article 14 (concertation préalable avec la population)

Son amendement n° 1101 (avis des communes concernées) : adopté (p. 1950)

Après l'article 25

Soutient l'amendement n° 1341 de Mme Janine Jambu (requalification du patrimoine des organismes de logements sociaux) (p. 2101) : adopté (p. 2104)

Après l'article 60

Son amendement n° 1109 soutenu par M. Claude Billard (définition réglementaire des normes minimales d'un logement décent) : retiré (p. 2219)

Explications de vote et vote [21 mars 2000] (p. 2356)

Ses explications de vote (p. 2360)

Vote pour du groupe communiste (p. 2361)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2000] (p. 5877, 5897) ; [28 juin 2000] (p. 5960) ; [29 juin 2000] (p. 6105, 6160, 6233)

Article 2 (schémas de cohérence territoriale (SCT))

Article L. 122-1 du code de l'urbanisme : définition et contenu des schémas de cohérence territoriale

Son sous-amendement n° 594 (rédactionnel) à l'amendement n° 84 de la commission (définition et contenu des schémas de cohérence territoriale) (p. 5903) : adopté (p. 5904)

Son sous-amendement n° 422 (diagnostic approuvé par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale) à l'amendement n° 84 de la commission : retiré (p. 5904)

Article L. 122-8 nouveau du code de l'urbanisme : transmission pour avis du projet de schéma arrêté

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (durée s'écoulant entre le débat portant sur les orientations générales du projet de schéma de cohérence territoriale et son adoption portée à quatre mois) (p. 5908) : adopté (p. 5908)

Article 13 (définition et modalités de mise en œuvre des opérations d'aménagement)

Soutient l'amendement n° 548 de Mme Janine Jambu (lutte contre l'insalubrité) (p. 5942) : retiré (p. 5942)

Article 14 (concertation préalable avec la population)

Son amendement n° 425 (avis des communes concernées) (p. 5942) : rejeté (p. 5943)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 573 rectifié de M. Jacques Brunhes (contrôle des divisions de propriété) (p. 5948) : retiré (p. 5949)

Après l'article 24

Soutient l'amendement n° 418 de M. Roger Meï (respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées) (p. 5979) : retiré (p. 5980)

Hubert VÉDRINE

Ministre des affaires étrangères

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2065 autorisant la ratification de la Convention portant statut de la Cour pénale internationale [29 décembre 1999]

Projet de loi n° 2183 autorisant l'approbation du protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (ensemble deux annexes) [16 février 2000]

Projet de loi n° 2358 autorisant la ratification de la convention relative à la coopération en matière d'adoption d'enfants entre la République française et la République socialiste du Vietnam [3 mai 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alain Veyret. Politique extérieure. Libye. Attentat, DC 10 d'UTA, réparation [12 octobre 1999] (p. 7145)

M. Jean-Marie Le Guen. Politique extérieure. Iran. Droits de l'homme, communauté juive [13 octobre 1999] (p. 7238)

M. Jacques Brunhes. Politique extérieure. Etats-Unis. Procès d'Abu Jamal [20 octobre 1999] (p. 7646)

M. Jean-Claude Perez. Politique extérieure. Pakistan. Situation politique, droits de l'homme [20 octobre 1999] (p. 7653)

M. Paul Quilès. Politique extérieure. Etats-Unis. Unilatéralisme [26 octobre 1999] (p. 8106)

M. Philippe Duron. Politique extérieure. Ex-République yougoslave de Macédoine. Accord de stabilisation et d'association [26 octobre 1999] (p. 8106)

M. Jean Pontier. Politique extérieure. Iran. Voyage en France du Président de la République [26 octobre 1999] (p. 8114)

Mme Marie-Hélène Aubert. Politique extérieure. Droits de l'homme et libertés publiques. Respect [27 octobre 1999] (p. 8234)

Mme Janine Jambu. Traités et conventions. Traité d'interdiction des essais nucléaires. Ratification, perspectives [27 octobre 1999] (p. 8239)

M. Jean-Louis Bianco. Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [9 novembre 1999] (p. 9091)

M. Jean-Marie Bockel. Politique extérieure. Allemagne. Relations franco-allemandes, perspectives [9 novembre 1999] (p. 9092)

M. Noël Mamère. Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [9 novembre 1999] (p. 9094)

Mme Catherine Tasca. Politique extérieure. Israël. Accord euroméditerranéen d'association entre les Communautés européennes et Israël, droits de l'homme, respect [23 novembre 1999] (p. 9967)

M. Patrick Malavieille. Politique extérieure. Brésil. Procès de José Raïnha, droits de l'homme, respect [30 novembre 1999] (p. 10280)

M. Jacques Desallangre. Politique extérieure. Irak. Embargo [7 décembre 1999] (p. 10634)

M. François Loncle. Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [8 décembre 1999] (p. 10683)

M. Renaud Donnedieu de Vabres. Union européenne. Elargissement. Turquie, candidature [14 décembre 1999] (p. 10879)

Mme Nicole Feidt. Union européenne. Conseil européen. Sommet d'Helsinki [14 décembre 1999] (p. 10884)

M. Pierre Lequiller. Union européenne. Elargissement. Turquie, candidature [14 décembre 1999] (p. 10886)

Mme Muguette Jacquaint. Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [15 décembre 1999] (p. 10960)
M. Louis Mexandeau. Politique extérieure. Chili. Election présidentielle [18 janvier 2000] (p. 27)
M. François Loncle. Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [9 février 2000] (p. 866)
M. Jean Pontier. Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [22 février 2000] (p. 1088)
M. Paul Quilès. Politique extérieure. Kosovo. Plan de paix, application [22 février 2000] (p. 1093)
M. Joseph Tyrode. Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie [22 février 2000] (p. 1093)
M. François Loncle. Politique extérieure. Moyen-Orient. Déclaration du Premier ministre [29 février 2000] (p. 1350)
M. Pierre Lequiller. Politique extérieure. Moyen-Orient. Déclaration du Premier ministre [29 février 2000] (p. 1353)
Mme Martine Lignières-Cassou. Politique extérieure. Russie. Intervention en Tchétchénie, détention d'un journaliste français [21 mars 2000] (p. 2349)
M. Claude Goasguen. Politique extérieure. Iran. Droits de l'homme, communauté juive [5 avril 2000] (p. 3092)
M. Roger Meï. Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [5 avril 2000] (p. 3096)
Mme Marie-Hélène Aubert. Politique extérieure. Birmanie. Total, investissements [25 avril 2000] (p. 3241)
M. François Rochebloine. Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi, inscription à l'ordre du jour [26 avril 2000] (p. 3319)
M. François Loncle. Politique extérieure. Tunisie. Droits de l'homme, situation du journaliste Taoufik Ben Brik [2 mai 2000] (p. 3624)
M. Laurent Dominati. Politique extérieure. Liban. Intégrité territoriale, attitude de la Syrie [2 mai 2000] (p. 3629)
M. Gérard Charasse. Politique extérieure. Philippines. Otages d'un groupe séparatiste islamique, attitude de la France [2 mai 2000] (p. 3631)
M. Bernard Birsinger. Politique extérieure. Tunisie. Droits de l'homme, situation du journaliste Taoufik Ben Brik [2 mai 2000] (p. 3631)
M. Robert Gaïa. Français de l'étranger. Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation, caisse des Français de l'étranger [9 mai 2000] (p. 3883)
M. Gérard Bapt. Politique extérieure. Liban. Organisation des Nations Unies (ONU), force d'interposition, perspectives [9 mai 2000] (p. 3884)
M. Paul Quilès. Organisations internationales. Organisation des Nations Unies (ONU). Force de réaction rapide, création [10 mai 2000] (p. 3950)
M. Armand Jung. Politique extérieure. Philippines. Otages d'un groupe séparatiste islamiste, attitude de la France [10 mai 2000] (p. 3951)
Mme Marie-Hélène Aubert. Union européenne. Institutions communautaires. Réforme [16 mai 2000] (p. 4216)
M. François Léotard. Union européenne. Elargissement. Institutions communautaires, réforme [17 mai 2000] (p. 4278)
M. Pierre Brana. Politique extérieure. Birmanie. Droits de l'homme [30 mai 2000] (p. 4740)
M. René André. Etat. Gouvernement. Politique extérieure, déclarations de ministres [14 juin 2000] (p. 5326)
M. Francis Hillmeyer. Politique extérieure. Allemagne. Construction européenne, déclaration du Président de la République [28 juin 2000] (p. 5995)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9181)

Son intervention (p. 9186)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : politique culturelle : langue française (p. 9187)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9187)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9187)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 1999] (p. 9192)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jacques Myard (suppression de la mesure nouvelle de réduction des crédits) (p. 9194)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9220) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 4 novembre 1999

Son intervention (p. 9221)

Sa réponse (p. 9240)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 9242)

Environnement (p. 9241)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 9223, 9224, 9243)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9223)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 9222, 9241)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 9241)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 9241)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9221, 9222, 9241)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 9223)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 9221)

Pays étrangers : Algérie (p. 9222)

Pays étrangers : Irak (p. 9242)

Pays étrangers : Israël (p. 9242)

Pays étrangers : Maroc (p. 9222)

Pays étrangers : Palestine (p. 9222, 9242)

Pays étrangers : Russie (p. 9242)
Pays étrangers : Serbie : Kosovo (p. 9222, 9223)
Pays étrangers : Turquie (p. 9221)
Politique économique : mondialisation (p. 9223)
Politique extérieure : coopération économique (p. 9222, 9223)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9221, 9240, 9241)
Traités et conventions : droit international : armes nucléaires (p. 9222)
Union européenne : élargissement (p. 9221, 9240)
Union européenne : institutions communautaires : Commission (p. 9221)

- *Questions écrites budgétaires*

Défense : opérations extérieures (M. Georges Sarre) (p. 9243)
Enfants : droits de l'enfant (Mme Bernadette Isaac-Sibille) (p. 9253)
Organisations internationales : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (M. Pierre Goldberg) (p. 9251)
Organisations internationales : Conseil de l'Europe (M. Jean-Claude Mignon) (p. 9251)
Pays étrangers : Russie : relations internationales (M. Joseph Tyrode) (p. 9250)
Politique extérieure : coopération culturelle (M. Georges Sarre) (p. 9243) ; (M Yves Dauge) (p. 9245) ; (M. René Mangin) (p. 9247) ; (M. Charles Ehrmann) (p. 9252)
Politique extérieure : coopération économique (M. Michel Suchod) (p. 9244)
Politique extérieure : coopération économique : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (M. Jacques Godfrain) (p. 9250)
Politique extérieure : coopération économique : Turquie (Mme Monique Collange) (p. 9245)
Politique extérieure : coopération scientifique et technique (M. Michel Suchod) (p. 9244)
Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (M. Jean-Michel Dubernard) (p. 9250)
Relations internationales : coopération économique : Angola (M. Georges Hage) (p. 9252)
Union européenne : élargissement (M. Charles Ehrmann) (p. 9253)
Union européenne : institutions (M. Charles Ehrmann) (p. 9253)

Projet de loi n° 82 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 novembre 1999] (p. 9983)

Son intervention (p. 9983)
Sa réponse (p. 9993)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9984)
Pays étrangers : Israël (p. 9983 à 9985, 9993)
Pays étrangers : Palestine (p. 9984, 9993)
Politiques communautaires : pays associés (p. 9983, 9984, 9993)

Projet de loi n° 1656 autorisant la ratification des amendements à la convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) relatifs à la création de l'Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellites (ensemble une annexe)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 novembre 1999] (p. 9993)

Son intervention (p. 9994)

Thèmes :

Espace : satellites (p. 9994)
Télécommunications : France Télécom (p. 9994)
Télécommunications : téléphones mobiles (p. 9994)
Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 9994)

Projet de loi n° 1867 relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 2000] (p. 258)

Son intervention (p. 258)

Thèmes :

Défense : armée : professionnalisation (p. 258)
Défense : objecteurs de conscience (p. 259)
Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 258 à 260)
Défense : volontaires du service national en entreprises (VSNE) (p. 259)
Français de l'étranger (p. 259)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 260)
Police : adjoints de sécurité : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 259)
Politiques communautaires : politique de la défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 259)
Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 259)

Discussion des articles [20 janvier 2000] (p. 270)

Article 9 (indemnités et prestations versées aux volontaires civils)

Soutient l'amendement n° 52 du Gouvernement (caractère imposable de l'indemnité) (p. 278) : retiré (p. 278)

Projet de loi n° 2065 autorisant la ratification de la Convention portant statut de la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 février 2000] (p. 1096)

Son intervention (p. 1096)
Sa réponse (p. 1107)

Thèmes :

Constitution : révision : Cour pénale internationale (p. 1096)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 1096 à 1098, 1107)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 1097, 1098)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 1097)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 1098)
Traités et conventions : ratification : Cour pénale internationale (p. 1096 à 1099)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)
Sa réponse (p. 3936)
Thèmes :
Pays étrangers : Turquie (p. 3937)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3938)
Union européenne : élargissement (p. 3937, 3938)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3936, 3937)

Michel VERGNIER

Creuse (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Communes. Travaux. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [19 janvier 2000] (p. 111)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)
Procédure des questions :
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9573, 9574)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8751)
Procédure des questions :
Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 8785)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 8785)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4913)
Son intervention (p. 4930)
Thèmes :
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 4931)
Bois et forêts : forêts privées (p. 4931)
Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 4930, 4931)
Environnement : protection : effet de serre (p. 4930, 4931)

Émile VERNAUDON

Polynésie Française (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)
Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 10 juin 2000] (p. 8839)
Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 juin 2000] (p. 8839)
Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 juillet 2000] (p. 10168)
Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 juillet 2000] (p. 10168)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 2329 relative à l'élection de l'Assemblée de la Polynésie française [6 avril 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. TOM : Polynésie. Audiovisuel et communication, télédiffusion par satellite, réglementation [15 décembre 1999] (p. 10965)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9323)
Son intervention (p. 9336)
Thèmes avant la procédure des questions :
Outre-mer : crédits (p. 9336)

Outre-mer : Polynésie française : crédits (p. 9336, 9337)
Outre-mer : Polynésie française : Gouvernement (p. 9337)
Outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 9337)
Outre-mer : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : chambres régionales des comptes (p. 9337)

Projet de loi n° 1187 portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2000] (p. 2436, 2472) ; [23 mars 2000] (p. 2531, 2585)

Article 26 (article 34 de la loi du 30 septembre 1986 : obligations des distributeurs de services diffusés par câble)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (installation de réseaux de diffusion micro-ondes en Polynésie française) (p. 2586)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Émile Vernaudon (installation de réseaux de diffusion micro-ondes en Polynésie française) (p. 2586)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2954)

Son intervention (p. 2962)

Thème :

Femmes : parité : Polynésie française (p. 2962, 2963)

Projet de loi organique n° 2013 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2977)

Article 1er (article 6-1 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : la parité en Polynésie française)

Son amendement n° 7 (nombre égal de candidats de chaque sexe à une unité près) (p. 2977) : adopté (p. 2978)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5690)

Son intervention (p. 5693)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : article 108 du règlement (p. 5693)
Femmes : parité : Polynésie française (p. 5693)
Outre-mer : Polynésie française : femmes (p. 5693)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5696)

Son amendement n° 1 (nombre égal, à une unité près, de candidats de chaque sexe sur les listes pour l'élection de l'assemblée territoriale de la Polynésie française) (p. 5696) : rejeté (p. 5697)

Proposition de loi organique n° 1448 destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 juin 2000] (p. 5808)

Son intervention (p. 5813)

Thèmes :

Elections et référendums : circonscriptions : Conseil constitutionnel (p. 5814)
Outre-mer : Polynésie française : assemblée territoriale (p. 5814)
Outre-mer : Polynésie française : Président (p. 5814)

Alain VEYRET

Lot-et-Garonne (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 mai 2000] (p. 6821)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2000] (p. 6821)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le contrôle des exportations d'armement [25 avril 2000] (n° 2334)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Libye. Attentat, DC 10 d'UTA, réparation [12 octobre 1999] (p. 7145)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6963)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : généralités (p. 6993, 6994)

Travail : réduction du temps de travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6993, 6994)

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 2 (articles L. 212-2, L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6-, 212-7-1 et L. 620-2 du code du travail : régime des heures supplémentaires)

Son amendement n° 1017 (définition de la semaine civile) : adopté (p. 7213)

Alain VIDALIES
Landes (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la mission d'information commune préparatoire au projet de loi de révision des "Lois bioéthiques" [J.O. du 29 mars 2000] (p. 4885)

Membre titulaire de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés [J.O. du 11 mai 2000] (p. 7090)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1860), portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes [10 novembre 1999] (n° 1917)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

I - la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 735), relative à la prestation compensatoire en matière de divorce,

II - les propositions de loi :

- (n° 156) de M. André Gérin relative à l'attribution de la prestation compensatoire en cas de divorce,
- (n° 579 de M. Pierre-André Wiltzer relative à l'assouplissement des conditions de versement de la prestation compensatoire définie à l'article 273 du code civil,
- (n° 1900) de M. Yves Nicolin tendant à substituer à la prestation compensatoire une indemnité de séparation entre époux divorcés,
- (n° 1989) de M. Michel Hunault relative à la prestation compensatoire en matière de divorce,
- (n° 2098) de M. Jean-Marc Ayrault relative aux prestations compensatoires en matière de divorce [26 janvier 2000] (n° 2114)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée avec modification par le Sénat en deuxième lecture (n° 2325), relative à la prestation compensatoire en matière de divorce [17 mai 2000] (n° 2404)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la prestation compensatoire en matière de divorce [7 juin 2000] (n° 2461)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1015, posée le 31 janvier 2000. Fonctionnaires et agents publics. Non titulaires (J.O. Questions p. 584). Appelée le 2 février 2000. Revendications (p. 483)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 1999] (p. 6857, 6887) ; [6 octobre 1999] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6975)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 7003)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : généralités (p. 7003)

Travail : réduction du temps de travail : heures supplémentaires (p. 6975, 6976, 7003)

Travail : réduction du temps de travail : négociations (p. 6975)

Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 6975)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10296, 10309) ; [1er décembre 1999] (p. 10360)

Son intervention (p. 10340)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : durée du travail (p. 10340)

Travail : réduction du temps de travail : personnel d'encadrement (p. 10340, 10341)

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 5 (réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants)

Intervient sur le sous-amendement n° 245 de M. Maxime Gremetz (calcul du forfait en heures) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission (p. 10480)

Son sous-amendement n° 243 (calcul du forfait en heures) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission (de rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) : adopté (p. 10481)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 décembre 1999] (p. 10991)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 10995)

Thème :

Travail : réduction du temps de travail : généralités (p. 10995)

Projet de loi n° 1860 portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 9997)

Son intervention (p. 9998)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 10004)

Thèmes :

Lois : codification (p. 9998, 9999)

Lois : codification : aide à l'accès au droit (p. 9998, 9999)

Lois : codification : Commission (p. 9999)

Lois : codification : contentieux (p. 10004)

Ordonnances : loi d'habilitation (p. 9998, 9999)

Ordonnances : ratification (p. 9999)

Parlement : ordre du jour : codification (p. 9999)

Parlement : prérogatives (p. 9999)

Discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10019)

Article 1er (champ d'application de l'habilitation et modalités de la codification)

Intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Nicole Catala (suppression des livres du code rural) (p. 10019)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Nicole Catala (suppression du code de l'éducation) (p. 10019)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Nicole Catala (suppression du code du commerce) (p. 10019)

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Christine Boutin (code de la famille et de l'action sociale substitué au code de l'action sociale) (p. 10020)

Article 2 (délais d'habilitation et de ratification)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Nicole Catala (tableaux de concordance entre les dispositions codifiées et abrogées) (p. 10021)

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Nicole Catala (examen des projets de loi par le Parlement dans un délai de deux mois à compter de leur dépôt) (p. 10021)

Intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Nicole Catala (caducité des ordonnances non examinées par le Parlement dans le délai de quinze jours suivant le dépôt du projet de loi de ratification) (p. 10022)

Proposition de loi n° 735 relative à la prestation compensatoire en matière de divorce

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 février 2000] (p. 1202)

Son intervention (p. 1204)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : prestation compensatoire (p. 1205, 1206)

Famille : prestation compensatoire : fiscalité (p. 1206)

Famille : prestation compensatoire : héritiers (p. 1205, 1206)

Famille : prestation compensatoire : histoire (p. 1205)

Famille : prestation compensatoire : inégalités (p. 1204 à 1206)

Famille : prestation compensatoire : pensions de réversion (p. 1206)

Famille : prestation compensatoire : réforme (p. 1205, 1206)

Parlement : Sénat : prestation compensatoire (p. 1205)

Discussion des articles [23 février 2000] (p. 1219)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (insertion d'un titre Ier : "de la prestation compensatoire") (p. 1219) : adopté (p. 1219)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Gérard Gouzes (caractère exceptionnel de la prestation compensatoire) (p. 1220)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Yves Nicolin (prise en compte des patrimoines des époux pour la fixation de l'indemnité de séparation et projet de liquidation de la communauté) (p. 1221)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Émile Blessig (suppression de la référence à l'évolution prévisible de la situation des époux pour la fixation de la prestation compensatoire) (p. 1221)

Intervient sur l'amendement n° 34 corrigé de M. Gérard Gouzes (prestation compensatoire fixée selon les besoins et les ressources de chacun des époux) (p. 1221)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Émile Blessig (article 272 du code civil - ajout de la durée du mariage, des situations professionnelles et des situations en matière de pension et de retraite et suppression de la disponibilité pour de nouveaux emplois, des droits prévisibles et de la perte des droits en matière de pensions de réversion pour la détermination des besoins et des ressources) (p. 1222)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Yves Nicolin (article 272 du code civil - ajout de la durée du mariage, de la situation professionnelle au regard du marché du travail et des obligations existantes et

prévisibles pour la détermination des besoins et des ressources) (p. 1222)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (article 272 du code civil - ajout de la durée du mariage et de la situation professionnelle au regard du marché du travail pour la détermination des besoins et des ressources) (p. 1222) : adopté

Intervient sur le sous-amendement n° 46 de M. Patrick Delnatte (ajout des droits existants et prévisibles en matière de retraite) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 1222)

Article 1er (article 273 du code civil : conditions de révision de la prestation compensatoire)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Didier Quentin (indemnité de séparation substituée à la prestation compensatoire) (p. 1223)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Yves Nicolin (suppression de la phrase relative à la révision de la prestation compensatoire dans l'article 273 du code civil) (p. 1223)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Émile Blessig (montant de la prestation compensatoire obligatoirement chiffré sous la forme d'un capital et ne pouvant être révisé) (p. 1225, 1226)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Yves Nicolin (prestation compensatoire prenant la forme d'un capital dont le montant est fixé selon un barème indicatif) (p. 1225)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (prestation compensatoire prenant la forme d'un capital) (p. 1225) : adopté (p. 1226)

Intervient sur le sous-amendement n° 47 de M. Patrick Delnatte (montant fixé selon un barème) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1225)

Intervient sur le sous-amendement n° 45 de M. Patrick Delnatte (possibilité de surseoir à statuer sur le montant jusqu'à la liquidation du régime matrimonial et attribution d'une prestation compensatoire provisionnelle) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 1225)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Yves Nicolin (prise en compte des sommes déjà versées, de l'évolution des besoins et des ressources et de la situation matrimoniale ou quasi matrimoniale de chacune des parties pour la révision ou l'annulation de la prestation compensatoire attribuée sous forme de rente) (p. 1227)

Article 1er bis (article 247 du code civil : compétence du juge aux affaires familiales pour statuer sur les demandes de révision de la prestation compensatoire)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 1227) : adopté (p. 1227)

Article 1er ter (article 275 du code civil : modalités de versement de la prestation compensatoire sous forme de capital)

Soutient l'amendement n° 20 de M. Didier Quentin (cessation des versements échelonnés en cas de remariage ou de concubinage notoire du créancier ou de conclusion d'un pacte civil de solidarité) (p. 1227) : rejeté (p. 1228)

Article 1er quater (article 276 du code civil : substitution d'un capital à une rente)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 276 du code civil prévoyant la possibilité de versement de la prestation compensatoire sur une période maximale de huit années, la révision des modalités de son paiement, le passage du solde du capital à l'hérédité dans la limite de l'actif successoral, la libération du solde du capital à l'initiative du débiteur et autorisant le créancier à la demander après la liquidation du régime matrimonial) (p. 1228) : adopté après modification (p. 1229)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 du Gouvernement (passage aux héritiers sans référence à la limite de l'actif successoral) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1229)

Article 2 (article 276-1 du code civil : fixation de la durée de la prestation compensatoire attribuée sous forme de rente)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Émile Blessig (prestation compensatoire fixée en capital et liquidée sous forme de rente viagère à titre exceptionnel et par décision spécialement motivée) (p. 1229)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (prestation compensatoire fixée sous forme de rente viagère à titre exceptionnel et par décision spécialement motivée) (p. 1229) : adopté (p. 1230)

Intervient sur le sous-amendement n° 48 corrigé de M. Patrick Delnatte (montant de la rente ne pouvant excéder 30 % des revenus du débiteur) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 1230)

Article 2 bis (ouverture de l'action en révision aux héritiers du débiteur)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Yves Nicolin (extinction de la rente viagère au décès du débiteur ou si le créancier s'est remarié, vit en concubinage notoire ou a conclu un pacte civil de solidarité) (p. 1231)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Didier Quentin (charge de la rente ou du capital non transmissible aux héritiers du débiteur) (p. 1231)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (charge de la rente viagère passant aux héritiers au décès du débiteur et déduction de la pension de réversion) (p. 1231) : adopté (p. 1231)

Après l'article 2 bis

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (révision à la baisse de la prestation compensatoire fixée sous forme de rente viagère sur l'initiative du débiteur ou de ses héritiers en cas de changement important dans les ressources ou les besoins des parties) (p. 1232) : adopté après modification (p. 1233)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de Mme Véronique Neiertz (possibilité de suppression) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 1232)

Intervient sur le sous-amendement n° 30 de M. Yves Nicolin (prise en compte du remariage ou de la vie en concubinage notoire du créancier ou de la conclusion d'un pacte civil de solidarité) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 1232)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (substitution d'un capital à la prestation compensatoire fixée sous forme de rente viagère sur l'initiative du débiteur ou de ses héritiers) (p. 1233) : adopté après modification (p. 1234)

Intervient sur l'amendement n° 41 rectifié de M. Émile Blessig (régime fiscal des pensions alimentaires pour les versements de la prestation compensatoire) (p. 1234)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Charles de Courson (déduction du revenu global pour les versements de la prestation compensatoire) (p. 1234)

Article 2 ter (article 277 du code civil : garanties du paiement de la prestation compensatoire)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (garanties pour le paiement du capital) (p. 1235) : adopté (p. 1235)

Après l'article 2 ter

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (compétence du juge aux affaires familiales en matière de demandes de révision de la prestation compensatoire ou de ses modalités de paiement) (p. 1235) : adopté (p. 1235)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) (p. 1235) : adopté (p. 1235)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (divorce sur requête conjointe - prestation compensatoire pouvant être assortie d'un terme extinctif ou d'une condition résolutoire et pouvant prendre la forme d'une rente temporaire) (p. 1235) : adopté (p. 1235)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (de coordination) (p. 1236) : adopté (p. 1236)

Avant l'article 4

Soutient l'amendement n° 15 corrigé de la commission (insertion d'un titre II : "dispositions transitoires") (p. 1236) : adopté (p. 1236)

Article 4 (dispositions transitoires)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (révision à la baisse des rentes viagères attribuées avant l'entrée en vigueur de la loi en cas de changement important dans les ressources ou les besoins des parties et substitution d'un capital à celles-ci) (p. 1236) : adopté (p. 1236)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (révision à la baisse des prestations compensatoires attribuées sous forme de rentes temporaires avant l'entrée en vigueur de la loi en cas de changement important dans les ressources ou les besoins des parties et substitution d'un capital à celles-ci) (p. 1237) : adopté (p. 1237)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (déduction automatique des pensions de réversion des rentes temporaires ou viagères dès l'entrée en vigueur de la loi) (p. 1237) : rejeté (p. 1237)

Intervient sur l'amendement n° 50 du Gouvernement (possibilité de déduction des pensions de réversion des rentes temporaires ou viagères dès l'entrée en vigueur de la loi) (p. 1237)

Intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (application des dispositions de la présente loi aux instances en cours n'ayant pas donné lieu à une décision passée en force de chose jugée) (p. 1238)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4614)

Son intervention (p. 4615)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : prestation compensatoire (p. 4616)

Famille : prestation compensatoire : fiscalité (p. 4615, 4616)

Famille : prestation compensatoire : héritiers (p. 4615, 4616)

Famille : prestation compensatoire : pensions de réversion (p. 4615)

Famille : prestation compensatoire : réforme (p. 4615, 4616)

Parlement : Sénat : prestation compensatoire (p. 4615, 4616)

Discussion des articles [24 mai 2000] (p. 4622)

Avant l'article premier A

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de M. Émile Blessig (déclaration sur l'honneur produite par les parties certifiant l'exactitude de leurs ressources, revenus, patrimoine et conditions de vie lors de la fixation ou de la révision de la prestation compensatoire) (p. 4622)

Article 1er (article 273 du code civil : caractère forfaitaire de la prestation compensatoire)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Charles de Courson (versement de la prestation compensatoire sous forme d'une partie des avantages vieillesse bénéficiant au débiteur) (p. 4623)

Article 1er quater (article 275-1 du code civil : modalités de paiement de la prestation compensatoire en capital)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Émile Blessig (ajout du caractère imprévu du changement de la situation du débiteur pour justifier d'une demande de révision des modalités de paiement du capital) (p. 4624)

Article 2 bis (article 276-2 du code civil : transmission de la charge de la rente viagère et déduction de la pension de réversion)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Didier Quentin (non-transmissibilité de la charge de la rente viagère ou du capital) (p. 4624)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Yves Nicolin (non transmissibilité de la charge de la rente viagère sauf cas d'exceptionnelle gravité pour le créancier) (p. 4625)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 4625) : adopté (p. 4625)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (déduction des pensions de réversion et non de la pension de réversion) (p. 4625) : adopté (p. 4625)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (maintien de la déduction des pensions de réversion lorsque le créancier en perd le bénéfice) (p. 4625) : adopté (p. 4626)

Après l'article 2 bis

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. François Guillaume (attribution de la moitié de la retraite proportionnelle au conjoint d'agriculteur ayant participé à l'activité professionnelle de son époux) (p. 4626)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. François Guillaume (attribution de la moitié de la retraite complémentaire au conjoint d'agriculteur ayant participé à l'activité professionnelle de son époux) (p. 4626)

Article 2 ter A (article 276-3 du code civil : révision de la prestation compensatoire attribuée sous forme de rente viagère)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Émile Blessig (possibilité offerte au créancier de demander la révision après une décision de suspension et fixation par le juge du montant de la prestation compensatoire en capital compte tenu des sommes déjà versées) (p. 4627)

Après l'article 2 septies

Son amendement n° 22 soutenu par M. Alain Vidalies (constitution de garanties du paiement du capital se substituant au versement de pensions alimentaires dans les divorces pour rupture de la vie commune) : adopté (p. 4628)

Article 2 undecies (article 885 K du code général des impôts : exonération de l'impôt de solidarité sur la fortune de la valeur de capitalisation de la rente viagère)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 4629) : adopté (p. 4629)

Après l'article 2 undecies

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Claude Goasguen (déduction du revenu imposable des annuités d'emprunts souscrits pour la constitution du capital versé au titre de la prestation compensatoire) (p. 4629)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 juin 2000] (p. 5606)

Son intervention (p. 5607)

Thèmes :

Famille : prestation compensatoire : fiscalité (p. 5608)

Famille : prestation compensatoire : héritiers (p. 5608)

Famille : prestation compensatoire : impôt de solidarité sur la fortune (p. 5607)

Famille : prestation compensatoire : réforme (p. 5607, 5608)

Parlement : commissions mixtes paritaires : prestation compensatoire (p. 5607)

Projet de loi n° 2158 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relatif à la signature électronique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 février 2000] (p. 1391)

Son intervention (p. 1401)

Thèmes :

Informatique : signature électronique : preuve (p. 1401)

Informatique : support électronique (p. 1401)

Informatique : support électronique : actes authentiques (p. 1401)

Justice : preuve (p. 1401, 1402)

Professions libérales : offices publics et ministériels : Internet (p. 1402)

Télécommunications : Internet : inégalités (p. 1402)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 6 (réforme du régime des associations communales de chasse agréées)

Son intervention (p. 2818)

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié de la commission (autorisation de prélèvements par le propriétaire) (p. 2824)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son intervention (p. 2841)

Son amendement n° 26 (jour de non-chasse) (p. 2863) : retiré (p. 2864) ; repris par M. Jacques Fleury

Son sous-amendement n° 406 (non-application aux espaces clos) à l'amendement n° 216 de M. Jacques Desallangre (jour de non-chasse) (p. 2864) : adopté (p. 2865)

Son sous-amendement n° 407 (non-application aux espaces clos) à l'amendement n° 216 de M. Jacques Desallangre (p. 2864) : adopté (p. 2865)

Son amendement n° 308 (jour de non-chasse) : devenu sans objet (p. 2865)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 10 quater (zones de chasse au gibier d'eau)

Intervient sur l'amendement n° 173 du Gouvernement (de suppression) (p. 5294)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5294)

Proposition de loi n° 1988 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2000] (p. 4697)

Son intervention (p. 4706)

Thèmes :

Assemblée nationale : ordre du jour : propositions de loi (p. 4706)

Entreprises : entreprises individuelles : conjoints (p. 4707, 4708, 4725)

Entreprises : entreprises individuelles : financement (p. 4707)

Entreprises : faillite personnelle : saisies (p. 4707, 4726)

Famille : régimes matrimoniaux : réforme (p. 4708)

Partis et mouvements politiques : opposition : entreprises individuelles (p. 4726)

Professions libérales : travailleurs indépendants : conjoints (p. 4726)

Ses explications de vote (p. 4726)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4726)

Proposition de loi n° 2284 portant organisation juridique de la coopération professionnelle entre époux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique (p. 4697)
Ses explications de vote [30 mai 2000] (p. 4726)
Vote contre du groupe socialiste (p. 4726)

Jean VILA
Pyrénées-Orientales (1ère circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises (n° 1851) [15 décembre 1999]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2000 (n° 1805) : annexe n° 31 : Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation (fonction publique) (n° 1861) [14 octobre 1999]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi (n° 1851) de M. Robert Hue relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises [21 décembre 1999] (n° 2044)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi, rejetée par le Sénat (n° 2201), relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises [24 mai 2000] (n° 2414)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction, application [2 novembre 1999] (p. 8674)

Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, application [16 novembre 1999] (p. 9417)

Emploi. Emplois jeunes. Perspectives [8 décembre 1999] (p. 10687)

Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Augmentation [27 juin 2000] (p. 5856)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1140, posée le 5 juin 2000. Etablissements de santé. Equipements (J.O. Questions p. 3331). Appelée le 6 juin 2000. Imagerie à résonance magnétique, Pyrénées-Orientales (p. 4855)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 1999] (p. 7576, 7603) ; [20 octobre 1999] (p. 7654, 7687) ; [21 octobre 1999] (p. 7723)
Son intervention (p. 7687)
Thèmes :
Emploi : création d'emplois (p. 7687, 7688)
Emploi : politique de l'emploi (p. 7687, 7688)
Entreprises : allégement des charges (p. 7687, 7688)
Politique économique : généralités (p. 7687)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)
Son intervention (p. 8996)
Thèmes avant la procédure des questions :
Agriculture : pollution (p. 8996)
Eau : assainissement (p. 8996)
Environnement : crédits (p. 8996)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 8996)

ECONOMIE ET FINANCES

I - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen des fascicules [19 novembre 1999] (p. 9767)
Son intervention (p. 9780)
Thèmes avant la procédure des questions :
Administration : simplifications administratives (p. 9781)
Commerce extérieur : aides à l'exportation (p. 9781)
Impôts et taxes : politique fiscale : réforme fiscale (p. 9780, 9781)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : fonctionnement (p. 9781)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : personnel (p. 9781)
Taxes parafiscales (p. 9781)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 1999] (p. 8655)
Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléant de M. Christian Cuvilliez
Son intervention (p. 8658)
Thèmes avant la procédure des questions :
Bourses d'études : enseignement et recherche : allocations et ressources (p. 8659)
Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) : crédits (p. 8659)
Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : crédits (p. 8658, 8659)
Recherche : chercheurs (p. 8659)

Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : crédits (p. 8659)
Recherche : crédits (p. 8658 à 8660)
Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) : équipements (p. 8659)
Recherche : recherche développement (p. 8660)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - TOURISME

Examen du fascicule [15 novembre 1999] (p. 9295)

Son intervention (p. 9304)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits (p. 9304)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : emploi (p. 9305)
Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 9304, 9305)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8729)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8729)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes : fonctionnaires et agents publics (p. 8730)
Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8731)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8729, 8730)
Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8730, 8731)
Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 8729)
Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8729 à 8731)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : action sociale (p. 8731)
Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8729, 8730)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 décembre 1999] (p. 11250)

Son intervention (p. 11252)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 11253)
Emploi : politique de l'emploi (p. 11253, 11254)
Finances publiques : dépenses (p. 11253, 11254)
Finances publiques : dette publique (p. 11253)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 11253)
Impôt sur les sociétés : taux (p. 11253)
Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 11253)
Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 11253)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 11253)
Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 11253)
Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 11253)
Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 11253)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 11253)
Politique sociale : inégalités (p. 11253)

Vote pour du groupe communiste (p. 11254)

Projet de loi n° 1692 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 1999] (p. 11283)

Son intervention (p. 11304)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art : balance commerciale (p. 11305)
Patrimoine culturel : marché de l'art : droit de préemption (p. 11305)
Patrimoine culturel : marché de l'art : mondialisation (p. 11305)
Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 11305)
Union européenne : droit communautaire : marché de l'art (p. 11306)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 11305)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : monopole (p. 11305)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [4 avril 2000] (p. 3056)

Son intervention (p. 3059)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art : libéralisation (p. 3059)
Ventes et échanges : commissaires priseurs : indemnisation (p. 3059)
Ventes et échanges : ventes aux enchères : Internet (p. 3060)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 mai 2000] (p. 4560)

Son intervention (p. 4563)

Thèmes :

Patrimoine culturel : marché de l'art : libéralisation (p. 4563)
Patrimoine culturel : marché de l'art : Paris (p. 4563)

Vote pour du groupe communiste (p. 4564)

Projet de loi de finances rectificative n° 1952 pour 1999

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 décembre 1999] (p. 11351)

Son intervention (p. 11357)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 11357)
Finances publiques : recettes (p. 11357)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 11357)
Politique sociale : personnes défavorisées (p. 11357)

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 5)

Son intervention (p. 5)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 5)
Collectivités territoriales : interventions économiques (p. 5)
Entreprises : aides publiques (p. 5, 6)
Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 6)
Entreprises : comités d'entreprise (p. 6)
Entreprises : délocalisations (p. 5, 6)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5)
Politique économique : mondialisation (p. 5, 6)
Régions : Lorraine (p. 5)

Discussion des articles [18 janvier 2000] (p. 17)

Article 1er (création d'une commission nationale de contrôle)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Robert Hue (extension de la compétence de la commission nationale aux aides versées par les collectivités locales) (p. 17)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Gérard Bapt (prise en compte des équilibres territoriaux) (p. 17)

Article 2 (rôle de la commission nationale de contrôle)

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (intégration des représentants des chômeurs dans le groupe des personnalités qualifiées siégeant au sein de la commission nationale) (p. 18)

Article 3 (composition de la commission nationale et création de délégations régionales)

Intervient sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (consultation facultative de la commission nationale en matière de création de régimes d'aides) (p. 18)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Gérard Bapt (dépôt par le préfet de région d'un rapport annuel sur la mise en œuvre et l'utilisation des aides aux entreprises) (p. 19)

Intervient sur l'amendement n° 13 précédemment réservé du Gouvernement (modalités de saisine de la commission nationale) (p. 19)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Robert Hue (compétences et composition des commissions régionales) (p. 19)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Robert Hue (modalités d'information de la commission nationale) (p. 19)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Robert Hue (conditions de saisine de la commission nationale sur une situation particulière) (p. 20)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Robert Hue (modalités d'établissement du rapport annuel de la commission nationale) (p. 20)

Article 4 (saisine de la commission nationale)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Robert Hue (renforcement des capacités d'initiative des comités d'entreprise) (p. 21)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Gérard Bapt (information des comités d'entreprise sur les aides européennes) (p. 21)

Intervient sur l'amendement n° 10 rectifié de M. Gérard Bapt (participation du Commissariat général du Plan au secrétariat de la commission nationale) (p. 21)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2000] (p. 4805)

Son intervention (p. 4805)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 4806)
Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 4806)
Parlement : prérogatives (p. 4806)
Parlement : Sénat (p. 4805, 4806)
Politique économique : mondialisation (p. 4806)

Discussion des articles [31 mai 2000] (p. 4814)

Article 1er (création de la commission nationale des aides publiques aux entreprises)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 4814) : adopté (p. 4814)

Article 3 (rôle de la commission nationale et institution de commissions régionales)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (suppression des dispositions relatives aux commissions régionales) (p. 4815) : adopté (p. 4815)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (précisions relatives aux demandes d'informations complémentaires) (p. 4815) : adopté (p. 4815)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (reprise des dispositions relatives aux commissions régionales) (p. 4815) : adopté (p. 4815)

Article 4 (interventions des comités d'entreprise et des délégués du personnel en matière de contrôle des aides publiques)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 4816) : adopté (p. 4816)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 4816) : adopté (p. 4816)

Article 4 ter (secrétariat de la commission nationale)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 4816) : adopté (p. 4816)

Proposition de loi n° 2218 relative à la mise en place d'une véritable responsabilité pour faute de l'administration fiscale et d'un droit général d'indemnisation pour les contribuables

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2000] (p. 2987)

Son intervention (p. 2993)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 2993, 2994)
Impôts et taxes : contentieux : indemnisation (p. 2993)
Impôts et taxes : contentieux : sanctions (p. 2994)
Impôts et taxes : intérêts de retard (p. 2993)
Impôts et taxes : justice sociale (p. 2993)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 2993)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : réforme (p. 2993, 2994)
Vote contre du groupe communiste (p. 2994)

Proposition de loi n° 2121 tendant à préciser la définition des délits non intentionnels

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2000] (p. 3122)

Son intervention (p. 3131)

Thèmes :

Droit pénal : responsabilité pénale : croissance (p. 3131, 3132)
Droit pénal : responsabilité pénale : personnes morales (p. 3132)
Elections et référendums : élus : responsabilité pénale (p. 3131, 3132)
Elections et référendums : statut des élus (p. 3132)
Justice : réforme (p. 3132, 3133)
Justice : victimes : délits non intentionnels (p. 3132)
Parlement : Sénat : délits non intentionnels (p. 3132)

Ses explications de vote (p. 3149)
Vote pour du groupe communiste (p. 3149)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4570)

Son intervention (p. 4578)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie : carte (p. 4578)
Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : personnels (p. 4578)
Patrimoine culturel : Etablissement public national chargé de la recherche en archéologie préventive : statuts (p. 4578)
Patrimoine culturel : redevance d'archéologie préventive (p. 4579)

Discussion des articles [23 mai 2000] (p. 4582)

Article 2 (création d'un établissement public de recherche en archéologie préventive)

Son sous-amendement n° 52 (décret régissant les statuts et décret spécifique) à l'amendement n° 21 de la commission (statut d'agent contractuel des emplois permanents) : adopté (p. 4588)

Article 4 (création de redevances d'archéologie préventive)

Son amendement n° 53 (système déclaratif) : retiré (p. 4591)
Son amendement n° 54 (diminution du coût de la redevance pour les personnes projetant d'engager les travaux) (p. 4591) : retiré (p. 4592)
Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (diminution du coût de la redevance pour les personnes projetant d'engager les travaux) (p. 4592)
Son amendement n° 48 (majoration pour les zones à fort potentiel archéologique) : retiré (p. 4592)
Son amendement n° 49 (de conséquence) : retiré (p. 4593)
Son amendement n° 50 (suppression du plafonnement) : rejeté (p. 4594)
Son amendement n° 51 (dégrèvement pour les constructions affectées principalement à l'habitation) (p. 4594) : rejeté (p. 4595)
Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (prise en compte des travaux pour parkings) (p. 4595)

Après l'article 5

Son amendement n° 55 (possession du mobilier archéologique) : retiré (p. 4598)
Son amendement n° 56 (dépôt dans le musée le plus proche) : retiré (p. 4598)

Projet de loi n° 2395 relatif à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2000] (p. 4817)

Son intervention (p. 4825)

Thèmes :

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 4825)
Transports : convoyeurs de fonds : Gouvernement (p. 4826)
Transports : convoyeurs de fonds : grèves (p. 4825)
Transports : convoyeurs de fonds : salariés (p. 4825, 4826)
Transports : convoyeurs de fonds : sécurité (p. 4826)

Philippe de VILLIERS

Vendée (4ème circonscription)
Non-inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2094 relative à l'interdiction de l'accès aux eaux territoriales pour les navires transportant des marchandises dangereuses [19 janvier 2000]
Proposition de résolution n° 2168 tendant à la création d'une commission d'enquête ayant pour objet de faire le point sur les chiffres actuels de l'immigration [10 février 2000]
Proposition de loi n° 2203 relative à la création d'un Institut national permettant de regrouper et de connaître les chiffres de l'immigration en France [1er mars 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1162, posée le 19 juin 2000. Commerce et artisanat. Petit commerce (J.O. Questions p. 3605). Appelée le 20 juin 2000. Concurrence, magasins d'usine (p. 5564)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1119 relative au pacte civil de solidarité

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [12 octobre 1999] (p. 7148)

Son intervention (p. 7174)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : dissolution (p. 7175)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : famille (p. 7174, 7175)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : Président de la République (p. 7175)
Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : enfants (p. 7174, 7175)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mars 2000] (p. 2913)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Pierre Méhaignerie (article 13 bis : exercice par un contribuable des actions appartenant au département - examen du mémoire par le conseil général lors de sa prochaine session ordinaire) (p. 2919)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2954)

Son intervention (p. 2965)

Thèmes :

Elections et référendums : élus : représentation (p. 2965)
Femmes : parité : communautarisme (p. 2965)
Femmes : parité : lois (p. 2965)
Femmes : parité : politique familiale (p. 2965)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 mai 2000] (p. 3736)

Article unique (droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne)

Son intervention (p. 3741)

Déclaration du Gouvernement n° 2362 sur les orientations de la présidence française de l'Union européenne présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre et débat sur cette déclaration

[9 mai 2000] (p. 3887)

Son intervention (p. 3923)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie (p. 3923)
Politiques communautaires : Europe sociale (p. 3923)
Santé : santé publique : agroalimentaire (p. 3923)
Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 3924)
Union européenne : élargissement (p. 3924)
Union européenne : euro (p. 3924)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 juin 2000] (p. 5336)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5347) : rejetée (p. 5359)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 5348, 5350, 5352)
Elections et référendums : abstentionnisme (p. 5352, 5353)
Etat : souveraineté (p. 5347, 5354, 5355)
Politique générale : démocratie : modernisation (p. 5348, 5349)
Politique générale : institutions : histoire (p. 5348)
Président de la République (p. 5348 à 5354)
Président de la République : cohabitation (p. 5352)
Président de la République : prérogatives (p. 5347 à 5349, 5351 à 5353)

Jean-Claude VIOLLET

Charente (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2000] (p. 5277)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [28 mars 2000] (p. 2663)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Questions écrites budgétaires (JO du 11 novembre 1999)

14 - Défense : Direction des chantiers navals (p. 9286)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 1er (pratique de la chasse)

Son intervention (p. 2722)

Gérard VOISIN

Saône-et-Loire (1ère circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1107, posée le 8 mai 2000. Energie et carburants. Stations-services (J.O. Questions p. 2769). Appelée le 9 mai 2000. Concurrence des grandes surfaces (p. 3861)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 2 (suite)

Son amendement n° 26 (élargissement aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer du bénéfice de la réduction d'impôt accordée aux personnes âgées dépendantes placées en établissement de long séjour ou de cure médicale) : rejeté (p. 7783)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [17 novembre 1999] (p. 9524)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 9584, 9585)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)

Procédure des questions :

Transports par eau : canal Rhin-Rhône (p. 9717)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2000] (p. 543)

Son intervention (p. 574)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision : sports (p. 574)
Collectivités territoriales : compétences : sports (p. 575)
Education physique et sportive : sports scolaires et universitaires (p. 574)
Emploi : contrats emploi-jeunes : sports (p. 575)
Handicapés (p. 574)
Sports : associations et clubs (p. 575)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Avant l'article 27

Son amendement n° 614 précédemment réservé (lutte contre le dumping dans la revente des carburants) (p. 3479) : non soutenu (p. 3481)

Projet de loi de finances rectificative n° 2335 pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 mai 2000] (p. 4347) ; [18 mai 2000] (p. 4360, 4404)

Après l'article 3

Son amendement n° 75 soutenu par M. Marc Laffineur (application du taux réduit de la TVA aux couches, alèses et gants de toilette jetables à usage médical) : rejeté (p. 4370)

Michel VOISIN

Ain (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) sur les travaux de la VIIIème session annuelle de cette Assemblée (Saint-Pétersbourg - 6 au 10 juillet 1999) [9 décembre 1999] (n° 2015)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Restructuration [14 mars 2000] (p. 1864)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore les propos tenus à l'encontre de M. Jacques Myard et demande une suspension de séance [10 novembre 1999] (p. 9199)

Déplore les propos tenus à l'encontre de M. Jacques Myard et demande que des excuses soient présentées après la suspension de séance ; il critique le faible temps de parole accordé à l'opposition dans la nouvelle procédure budgétaire [10 novembre 1999] (p. 9200)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9181)

Son intervention (p. 9188)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : politique culturelle : langue française (p. 9189)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 9190)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9189)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9189)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 1999] (p. 9192)

Etat C, titre VI

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 novembre 1999] (p. 9199)

DÉFENSE

Examen du fascicule [10 novembre 1999] (p. 9199)

Son intervention (p. 9213)

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 novembre 1999] (p. 9200)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 9214)
Politiques communautaires : politique de la défense (p. 9214)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 1999] (p. 9217)

Après l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 118 du Gouvernement (revalorisation des pensions des sous-lieutenants admis à la retraite avant le 1er janvier 1976) (p. 9218)

Annexes au compte rendu intégral [10 novembre 1999] (p. 9254) :

- Réunion de la commission de la défense du 3 novembre 1999

Son intervention (p. 9275)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 9275)
Défense : hélicoptères (p. 9275)
Défense : missiles (p. 9275)
Défense : opérations extérieures : Kosovo (p. 9275)
Défense : porte-avions (p. 9275)
Défense : professionnalisation (p. 9275)

Proposition de loi n° 1815 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10253)

Son intervention (p. 10259)

Thèmes :

Défense : Légion étrangère : généralités (p. 10259, 10260)
Défense : Légion étrangère : histoire (p. 10260)
Défense : opérations extérieures (p. 10260)
Nationalité : acquisition : Légion étrangère (p. 10260)

Ses explications de vote (p. 10272)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 10272)

Projet de loi n° 1867 relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 février 2000] (p. 1356)

Son intervention (p. 1363)

Thèmes :

Défense : professionnalisation (p. 1364)
Défense : réserves : officiers (p. 1364)
Défense : service national : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 1363, 1364)
Sécurité sociale : protection sociale : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 1363)

Discussion des articles [29 février 2000] (p. 1366)

Après l'article 10

Son amendement n° 1 (report d'incorporation pour les jeunes gens affiliés à un régime spécial) : retiré (p. 1366)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)

Son intervention (p. 2867)

Intervient sur l'amendement n° 259 rectifié de M. Jean-Claude Lemoine (chasse à la passée) (p. 2869)

Son sous-amendement n° 409 (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) à l'amendement n° 104 de la

commission (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2870) : rejeté (p. 2871)

Dominique VOYNET

Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement

DÉPÔT

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse [16 février 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Patrice Martin-Lalande. Environnement. Politiques communautaires. Protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en oeuvre [6 octobre 1999] (p. 6926)

M. Yves Cochet. Energie et carburants. Energie nucléaire. Centrales nucléaires, sécurité [6 octobre 1999] (p. 6929)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, réforme [13 octobre 1999] (p. 7246)

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : Antilles. Sécurité publique, séismes, lutte et prévention [20 octobre 1999] (p. 7645)

M. Daniel Marcovitch. Eau. Politique de l'eau. Perspectives [27 octobre 1999] (p. 8237)

M. Christian Kert. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, application [16 novembre 1999] (p. 9414)

M. Jean Vila. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, application [16 novembre 1999] (p. 9417)

M. Guy Hascoët. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Mise en œuvre [17 novembre 1999] (p. 9518)

M. Didier Quentin. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [23 novembre 1999] (p. 9963)

M. Jean-Claude Lemoine. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [24 novembre 1999] (p. 10063)

M. Louis Guédon. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Erika, indemnisation [18 janvier 2000] (p. 30)

M. Pierre Hériaud. Transports par eau. Transports maritimes. Transports de matières dangereuses, accidents, lutte et prévention [19 janvier 2000] (p. 112)

M. Jean Rigal. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Stockage [1er février 2000] (p. 518)

Mme Sylvia Bassot. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Stockage [1er février 2000] (p. 519)

M. André Aschieri. Agroalimentaire. Produits. Organismes génétiquement modifiés, sécurité sanitaire [2 février 2000] (p. 603)

M. Patrick Ollier. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Perspectives [2 février 2000] (p. 609)

Mme Odette Trupin. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention [8 février 2000] (p. 793)

M. Jean-François Mattei. Recherche. Agriculture. Organismes génétiquement modifiés, sécurité sanitaire [9 février 2000] (p. 863)

M. François Fillon. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, toxicité, naufrage du pétrolier Erika [22 février 2000] (p. 1089)

M. Yves Nicolin. Ventes et échanges. Foires et marchés. Salon de l'agriculture, visite d'un ministre [7 mars 2000] (p. 1547)

M. Gilles de Robien. Environnement. Politique de l'environnement. Perspectives [8 mars 2000] (p. 1605)

M. Gérard Charasse. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, calendrier [14 mars 2000] (p. 1866)

M. Serge Poignant. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, toxicité, naufrage du pétrolier Erika [14 mars 2000] (p. 1866)

M. Jean-Louis Fousseret. Déchets, pollutions et nuisances. Décharges. Fermeture, Bonfol, Suisse [14 mars 2000] (p. 1871)

M. Antoine Carré. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [8 mars 2000] (p. 2661)

M. Serge Poignant. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Erika, indemnisation [25 avril 2000] (p. 3244)

M. Didier Marie. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, application [16 mai 2000] (p. 4215)

M. Yves Deniaud. Etat. Gouvernement. Cohésion [23 mai 2000] (p. 4519)

M. Alain Ferry. Etat. Gouvernement. Cohésion [23 mai 2000] (p. 4522)

M. Francis Delattre. Transports aériens. Aéroports. Région parisienne, perspectives [23 mai 2000] (p. 4523)

M. Édouard Landrain. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Erika, indemnisation [7 juin 2000] (p. 4942)

M. Jacques Desallangre. Energie et carburants. Energie nucléaire. Centrales nucléaires, sécurité [14 juin 2000] (p. 5328)

Mme Sylvia Bassot. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [28 juin 2000] (p. 5994)

M. Jean-Claude Guibal. Energie et carburants. Energie nucléaire. Perspectives [20 juin 2000] (p. 5595)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Yves Tavernier. Eau. Schémas d'aménagement et de gestion des eaux. Elaboration [2 février 2000] (p. 485)

M. Henri Nayrou. Enseignement secondaire. Programmes. Langues régionales [21 mars 2000] (p. 2319)

M. Charles Cova. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, lutte et prévention, bénévoles, militants, recensement [21 mars 2000] (p. 2317)

M. Christian Estrosi. Animaux. Dégâts des animaux. Loups [21 mars 2000] (p. 2318)
M. Dominique Paillé. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Traitement, recherche, développement [6 juin 2000] (p. 4851)
M. Pierre Lasbordes. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Dépollution, financement, Gif-sur-Yvette [6 juin 2000] (p. 4852)
M. Damien Alary. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, réglementation [6 juin 2000] (p. 4854)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)
Son intervention (p. 9706)
Ses réponses (p. 9714 à 9721)
Thèmes avant la procédure des questions :
Aménagement du territoire : crédits (p. 9707 à 9711)
Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9707, 9708, 9711, 9712)
Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9708, 9710)
Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9708 à 9710)
Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 9709)
Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection : estuaires (p. 9713)
Eau : agences (p. 9706)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : aides publiques (p. 9712)
Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 9706, 9713)
Environnement : politique de l'environnement : risques naturels majeurs (p. 9706)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 9709)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9706, 9710)
Régions : Languedoc-Roussillon (p. 9706)
Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 9712)
Secteur public : services publics (p. 9707, 9713)
Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 9708)
Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : crédits (p. 9708)
Transports ferroviaires : SNCF (p. 9713)
Union européenne : fonds structurels (p. 9707, 9709, 9711)
Voirie (p. 9713)
Réponses aux questions :
Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9717) (Mme Sylvia Bassot) (p. 9716, 9717)
Aménagement du territoire : équipement : services publics locaux (p. 9720) (M. Guy Hascoët) (p. 9720)
Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9718) (M. Yves Deniaud) (p. 9718)
Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9715) (M. Henri Nayrou) (p. 9715)
Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9719) (M. Serge Poignant) (p. 9718, 9719)
Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) : Champagne-Ardenne (p. 9720) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 9719)
Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) : Limousin (p. 9716) (M. Daniel Boisserie) (p. 9715, 9716)
Eau : agences : traitement (p. 9714) (M. Yves Coussain) (p. 9714)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9722) (M. Philippe Duron) (p. 9721, 9722)
Secteur public : services publics (p. 9714) (Mme Nicole Feidt) (p. 9714)
Transports par eau : canal Rhin-Rhône (p. 9717, 9718) (M. Gérard Voisin) (p. 9717)

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [8 novembre 1999] (p. 8981)
Son intervention (p. 8999)
Ses réponses (p. 9005 à 9016)
Thèmes avant la procédure des questions :
Agriculture : pollution (p. 9004)
Déchets, pollutions et nuisances : air (p. 9002)
Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 9002)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets industriels (p. 9003)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 9001, 9002)
Eau : agences (p. 9000)
Eau : assainissement (p. 9000)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9001, 9002)
Environnement : crédits (p. 8999 à 9004)
Environnement : faune et flore (p. 9000)
Environnement : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 9001)
Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) (p. 9001)
Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 9000, 9001)
Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 9004)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 9002)
Réponses aux questions :
Déchets, pollutions et nuisances : bruit : Strasbourg (p. 9013) (M. Marc Reymann) (p. 9013)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : Ile-de-France (p. 9011, 9012) (Mme Nicole Bricq) (p. 9011)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : Seine-et-Marne (p. 9015) (Mme Hélène Mignon) (p. 9014)
Eau : agences (p. 9016) (M. Jean Launay) (p. 9015)
Eau : assainissement (p. 9012) (M. Jean-Pierre Dufau) (p. 9012)

Impôts et taxes : fiscalité écologique : agriculture (p. 9005, 9006) (M. Robert Galley) (p. 9005)
Impôts et taxes : fiscalité écologique : agriculture (p. 9014) (M. Pierre Micaux) (p. 9013)
Impôts et taxes : fiscalité écologique : déchets industriels (p. 9007) (M. François Goulard) (p. 9007)
Impôts et taxes : fiscalité écologique : déchets ménagers (p. 9006) (M. Jacques Pélissard) (p. 9006)
Mer et littoral : espaces littoraux : qualité (p. 9016) (M. Jean-Pierre Dufau) (p. 9016)
Transports aériens : aéroports : bruit (p. 9013) (Mme Nicole Bricq) (p. 9012)

Proposition de loi n° 1734 portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2000] (p. 1049)

Sa réponse (p. 1068)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 1069, 1070)
Chasse et pêche : associations : chasse (p. 1068)
Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 1069)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 1069)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 1070, 1071)
Union européenne : Cour de justice : arrêts (p. 1068, 1071)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2664, 2700)

Son intervention (p. 2664)

Sa réponse (p. 2713)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 2665)
Chasse et pêche : associations : chasse (p. 2665, 2667)
Chasse et pêche : chasse : droit (p. 2666, 2713)
Chasse et pêche : chasse de nuit : gibier d'eau (p. 2668)
Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 2666, 2715)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 2666, 2715)
Chasse et pêche : permis de chasser (p. 2667)
Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 2665)
Environnement : espaces naturels sensibles (p. 2665)
Justice : Conseil d'État : décrets (p. 2667, 2668, 2714)
Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 2667)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : environnement (p. 2665)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 2667 à 2669, 2714)
Tourisme et loisirs (p. 2665)
Union européenne : Cour de justice (p. 2714)

Discussion des articles [28 mars 2000] (p. 2716) ; [29 mars 2000] (p. 2752, 2784)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 2716)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Valéry Giscard d'Estaing (rapport au Parlement précisant les initiatives du Gouvernement auprès de la Commission européenne afin de faire respecter le principe de subsidiarité) (p. 2717)

Intervient sur l'amendement n° 320 de M. François Baroin (reconnaissance officielle du rôle des chasseurs et des pêcheurs dans la gestion équilibrée des écosystèmes) (p. 2718)

Article 1er (pratique de la chasse)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. François Baroin (contribution des chasseurs à l'équilibre de l'écosystème) (p. 2723)

Intervient sur l'amendement n° 23 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (rédactionnel) (p. 2723)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) (p. 2724)

Intervient sur l'amendement n° 238 de Mme Sylvia Bassot (caractère traditionnel de la chasse) (p. 2724)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (activité à caractère culturel) (p. 2724)

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Thierry Mariani (activité légitime de prélèvement) (p. 2725)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Thierry Mariani (participation éminente des chasseurs) (p. 2725)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (fonction écologique, sociale et économique de la chasse) (p. 2725)

Intervient sur le sous-amendement n° 123 rectifié de M. François Brottes (de précision) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 2725)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (prélèvement raisonnable) (p. 2726)

Intervient sur l'amendement n° 58 rectifié de la commission (définition de l'acte de chasse) (p. 2728, 2730)

Intervient sur le sous-amendement n° 370 de M. Jacques Le Nay (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2728)

Intervient sur le sous-amendement n° 343 de M. Thierry Mariani (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2728)

Intervient sur le sous-amendement n° 181 de M. Jacques Le Nay (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2728)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2729) : adopté (p. 2730)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Charles de Courson (définition de l'acte de chasse) (p. 2729)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 58 rectifié de la commission (p. 2730) : adopté (p. 2730)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. Thierry Mariani (définition de l'acte de chasse) (p. 2729)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (suppression du conseil national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 2731, 2733)
Intervient sur l'amendement n° 322 de M. François Baroin (rôle du conseil national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 2734, 2735)
Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Augustin Bonrepaux (encadrement des introductions ou réintroductions de prédateurs) (p. 2738, 2739, 2740)
Intervient sur le sous-amendement n° 400 de M. Christian Bataille (capture des ours de Slovénie réintroduits en 1996) à l'amendement n° 25 de M. Augustin Bonrepaux (p. 2740)
Intervient sur le sous-amendement n° 401 de M. Christian Estrosi (de précision) à l'amendement n° 25 de M. Augustin Bonrepaux (p. 2740)
Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Léonce Deprez (conditions de réintroduction des loups) (p. 2753)
Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Jean Proriol (conditions de réintroduction des espèces sauvages) (p. 2753)
Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Michel Bouvard (conditions de réintroduction des espèces sauvages) (p. 2753)
Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Augustin Bonrepaux (conditions de réintroduction des espèces sauvages) (p. 2753)
Intervient sur le sous-amendement n° 397 de M. Christian Estrosi (de précision) à l'amendement n° 21 de M. Michel Bouvard (p. 2755)
Intervient sur le sous-amendement n° 396 de M. Christian Estrosi (de précision) à l'amendement n° 21 de M. Michel Bouvard (p. 2755)
Intervient sur le sous-amendement n° 398 de M. Christian Estrosi (de précision) à l'amendement n° 21 de M. Michel Bouvard (p. 2755)
Intervient sur le sous-amendement n° 402 de M. Christian Estrosi (conditions de réintroduction des loups) à l'amendement n° 21 de M. Michel Bouvard (p. 2755)
Intervient sur le sous-amendement n° 59 de la commission (de précision) à l'amendement n° 1 de M. Augustin Bonrepaux (p. 2755, 2756)
Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)
Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Charles de Courson (statut et financement de l'ONC) (p. 2761, 2762)
Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Jean-Claude Lemoine (statut et financement de l'ONC) (p. 2761, 2762)
Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Jean-Pierre Brard (statut et composition du conseil d'Administration de l'ONC) (p. 2763)
Intervient sur l'amendement n° 323 de M. François Baroin (statut de l'ONC) (p. 2764)
Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Maxime Gremetz (statut de l'ONC) (p. 2764)
Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (missions de l'ONC) (p. 2765)
Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (missions de l'ONC) (p. 2765)
Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Charles de Courson (missions de l'ONC) (p. 2766)
Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (missions de l'ONC) (p. 2767)
Intervient sur le sous-amendement n° 324 de M. François Baroin (collaboration avec les fédérations) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 2767)
Intervient sur le sous-amendement n° 352 de M. Maxime Gremetz (collaboration avec les fédérations) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 2767)
Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Jean-Claude Lemoine (statut de l'ONC) (p. 2767)
Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Thierry Mariani (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2768)
Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Jean Proriol (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2768)
Intervient sur l'amendement n° 325 de M. François Baroin (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2768)
Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Maxime Gremetz (composition du conseil d'administration de l'ONC) (p. 2768)
Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Noël Mamère (composition et conditions de vote au conseil d'administration de l'ONC) (p. 2770)
Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Charles de Courson (composition et conditions de vote au conseil d'administration de l'ONC) (p. 2770)
Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (représentation des associations des chasseurs) (p. 2771)
Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Charles de Courson (représentation des agriculteurs) (p. 2772)
Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Noël Mamère (représentation des associations de protection de la nature) (p. 2773)
Intervient sur l'amendement n° 125 de M. François Brottes (représentation des intérêts forestiers) (p. 2773)
Intervient sur l'amendement n° 65 rectifié de la commission (représentation des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux) (p. 2774)
Intervient sur l'amendement n° 128 rectifié de M. Jean-Paul Chanteguet (représentation des parcs nationaux et des parcs naturels régionaux) (p. 2774)
Intervient sur l'amendement n° 66 rectifié de la commission (mise en place d'un conseil scientifique) (p. 2774)
Intervient sur le sous-amendement n° 182 corrigé de M. Charles de Courson (directeur du conseil scientifique nommé en conseil des ministres) à l'amendement n° 66 rectifié de la commission (p. 2774)
Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (financement de l'ONC) (p. 2786, 2787)
Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Charles de Courson (financement de l'ONC) (p. 2786)
Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (financement de l'ONC) (p. 2787)
Intervient sur l'amendement n° 326 de M. François Baroin (affectation des ressources) (p. 2788)
Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Maxime Gremetz (affectation des ressources) (p. 2788)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Noël Mamère (tutelle de l'ONC sur les fédérations) (p. 2788)
Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Renaud Dutreil (rapport au Parlement) (p. 2789)
Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Charles de Courson (dénomination de l'ONC) (p. 2789)
Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Maxime Gremetz (regroupement des fédérations départementales au sein de fédérations régionales) (p. 2789)
Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. Charles de Courson (nombre de voix de chaque président de société de chasse) à l'amendement n° 69 rectifié de la commission (vote dans les assemblées générales des fédérations départementales de chasseurs) (p. 2790)
Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (nomination des présidents des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2792)
Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Charles de Courson (nomination des présidents des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2792)
Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Charles de Courson (suppression de la tutelle de l'Etat) (p. 2793)
Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Charles de Courson (suppression des règles relatives au contrôle financier) (p. 2793)
Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Charles de Courson (rédactionnel) (p. 2794)
Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Charles de Courson (missions du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 2794)
Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Patrice Martin-Lalande (missions du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 2794)
Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)
Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Maxime Gremetz (missions des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2800)
Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Charles de Courson (missions des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2800)
Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Jean-Pierre Brard (missions des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2800)
Intervient sur l'amendement n° 71 rectifié de la commission (missions des fédérations départementales des chasseurs) (p. 2800)
Intervient sur le sous-amendement n° 372 de M. Charles de Courson (missions des fédérations départementales des chasseurs) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2801)
Intervient sur le sous-amendement n° 330 de M. François Baroin (missions des fédérations départementales des chasseurs) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2801)
Intervient sur le sous-amendement n° 399 de M. Charles de Courson (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2802)
Intervient sur le sous-amendement n° 184 de M. Charles de Courson (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2802)
Intervient sur le sous-amendement n° 310 de M. Jean-Claude Lemoine (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2802)
Intervient sur le sous-amendement n° 309 de M. Jean-Claude Lemoine (agents des fédérations mandatés et assermentés pour contrôler les infractions) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2803)
Intervient sur le sous-amendement n° 329 de M. François Baroin (défense des intérêts des chasseurs devant les différentes juridictions par les fédérations départementales des chasseurs) à l'amendement n° 71 rectifié de la commission (p. 2804)
Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Noël Mamère (mise en œuvre des schémas départementaux de gestion par les fédérations départementales des chasseurs) (p. 2805)
Intervient sur l'amendement n° 242 de Mme Sylvia Bassot (mise en œuvre des schémas départementaux de gestion par les fédérations départementales des chasseurs) (p. 2805)
Intervient sur l'amendement n° 72 rectifié de la commission (de coordination) (p. 2805)
Intervient sur le sous-amendement n° 390 de M. Charles de Courson (non soumission des budgets des fédérations à la comptabilité publique) à l'amendement n° 73 deuxième rectification de la commission (budget et missions des fédérations soumis à l'approbation du préfet) (p. 2806)
Intervient sur le sous-amendement n° 391 de M. Charles de Courson (non soumission des budgets des fédérations à la comptabilité publique) à l'amendement n° 73 deuxième rectification de la commission (p. 2806)
Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Stéphane Alaize (non cumul de la fonction de président d'une fédération départementale de chasseurs avec un mandat de député, de sénateur ou de député européen) (p. 2808)
Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 154 précédemment réservé de M. Charles de Courson (durée et objet du schéma départemental de gestion cynégétique) (p. 2810)
Intervient sur l'amendement n° 311 précédemment réservé de M. Jean-Claude Lemoine (durée et objet du schéma départemental de gestion cynégétique) (p. 2810)
Après l'article 3
Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (copie des procès-verbaux adressée à la fédération départementale des chasseurs et exercice par les fédérations départementales des chasseurs des droits reconnus à la partie civile) (p. 2810)
Intervient sur l'amendement n° 332 de M. François Baroin (statuts des fédérations approuvés par le ministre de l'agriculture) (p. 2811)
Article 4 (coordination)
Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (rédaction globale de l'article) (p. 2812)

Article 5 (création de la fédération nationale des chasseurs)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. François Baroin (missions de la fédération nationale des chasseurs) (p. 2812)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Charles de Courson (missions et composition de la fédération nationale des chasseurs) (p. 2813)

Intervient sur le sous-amendement n° 389 de M. Patrice Martin-Lalande (missions et composition de la fédération nationale des chasseurs) à l'amendement n° 160 de M. Charles de Courson (p. 2813)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (missions et ressources de la fédération nationale des chasseurs) (p. 2813)

Intervient sur le sous-amendement n° 392 de M. Charles de Courson (élection du président) à l'amendement n° 76 de la commission (p. 2814)

Intervient sur le sous-amendement n° 393 de M. Charles de Courson (montant de la cotisation) à l'amendement n° 76 de la commission (p. 2814)

Intervient sur le sous-amendement n° 394 de M. Charles de Courson (statuts) à l'amendement n° 76 de la commission (p. 2814)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Noël Mamère (soumission au contrôle financier de l'Etat) (p. 2814)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. François Baroin (élaboration d'une charte de la chasse en France) (p. 2815)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Charles de Courson (instauration de fédérations régionales des chasseurs) (p. 2815)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Patrice Martin-Lalande (règles de chasse applicables dans les parcs régionaux) (p. 2815)

Article 6 (réforme du régime des associations communales de chasse agréées)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Charles de Courson (mission des associations communales de chasse agréées) (p. 2818)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Jean-Pierre Brard (gestion de la seule faune sauvage chassable) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 124 rectifié de M. François Brottes (partenariat avec l'agriculture et la sylviculture) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 43 rectifié de M. Stéphane Alaize (avis de l'association pour la création de tout enclos de chasse) (p. 2819)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Charles de Courson (missions) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Charles de Courson (information des fédérations des modifications apportées à l'association communale de chasse) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. François Baroin (encadrement du droit de non chasse) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (droit de non chasse sur les terrains en indivision) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Charles de Courson (droit de non chasse sur les terrains en indivision) (p. 2820)

Intervient sur l'amendement n° 301 de M. Thierry Mariani (droit de non chasse sur les terrains en indivision) (p. 2821)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (responsabilité du propriétaire ayant fait valoir son droit de non chasse) (p. 2821)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Charles de Courson (responsabilité du propriétaire ayant fait valoir son droit de non chasse) (p. 2821)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Charles de Courson (opposition du propriétaire ayant la qualité de personne morale) (p. 2821)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Jean-Claude Lemoine (destruction des nuisibles par les propriétaires ayant fait valoir leur droit de non chasse) (p. 2822)

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (de précision) (p. 2822)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (recevabilité de l'opposition du propriétaire) (p. 2822)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Georges Colombier (signalisation lors de l'opposition du propriétaire et indemnisation) (p. 2822)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (primauté du droit de fermage sur le droit de propriété) (p. 2823)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean-Pierre Dufau (primauté du droit de fermage sur le droit de propriété) (p. 2823)

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié de la commission (autorisation de prélèvements par le propriétaire) (p. 2824)

Intervient sur l'amendement n° 346 de M. Augustin Bonrepaux (opposition des associations foncières pastorales avec l'accord de tous les propriétaires des terrains dont elles détiennent les droits) (p. 2825)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Charles de Courson (exclusion de l'association des propriétaires ayant fait valoir leur droit de non chasse) (p. 2825)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Guy Hascoët (signalisation des terrains de non chasse par l'association) (p. 2825)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Brard (signalisation des terrains de chasse par l'association) (p. 2825)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Thierry Mariani (signalisation des terrains de non chasse au moyen de pancartes) (p. 2826)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Thierry Mariani (gardiennage des territoires) (p. 2826)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Charles de Courson (gardiennage des territoires) (p. 2826)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Thierry Mariani (indemnisation des dégâts causés par les grands gibiers) (p. 2826)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Thierry Mariani (régulation des animaux nuisibles et maintien de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique) (p. 2826)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (durée pendant laquelle les terrains sont apportés à une ACCA portée à cinq ans) (p. 2827)

Intervient sur l'amendement n° 338 corrigé de M. François Baroin (durée pendant laquelle les terrains sont apportés à une ACCA portée à cinq ans) (p. 2827)
Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) (p. 2827)
Intervient sur l'amendement n° 339 de M. François Baroin (de coordination) (p. 2827)
Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Charles de Courson (délai de notification porté à un an) (p. 2828)
Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (de coordination) (p. 2828)
Intervient sur l'amendement n° 340 de M. François Baroin (de coordination) (p. 2828)
Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (maintien de l'opposition par le nouveau propriétaire dans un délai de six mois) (p. 2828)
Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Charles de Courson (maintien de l'opposition par le nouveau propriétaire dans un délai de six mois) (p. 2828)
Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (conditions d'admission) (p. 2829)
Intervient sur l'amendement n° 337 de M. François Baroin (statut du propriétaire non chasseur) (p. 2830)
Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Augustin Bonrepaux (surfaces sur lesquelles s'exerce le droit de non chasse exclues de la réserve de 10 %) (p. 2830)
Article 7 (dispositions transitoires)
Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (de précision) (p. 2831)
Avant l'article 8
Intervient sur l'amendement n° 134 rectifié de Mme Martine David (simplification des démarches administratives) (p. 2832)
Intervient sur le sous-amendement n° 403 de la commission (de précision) à l'amendement n° 134 rectifié de Mme Martine David (p. 2832)
Intervient sur le sous-amendement n° 404 de la commission (de précision) à l'amendement n° 134 rectifié de Mme Martine David (p. 2832)
Intervient sur le sous-amendement n° 410 de M. Jean Besson (simplification des démarches administratives) à l'amendement n° 134 rectifié de Mme Martine David (p. 2833)
Intervient sur le sous-amendement n° 405 de la commission (redevance cynégétique départementale et cotisation fédérale temporaire) à l'amendement n° 134 rectifié de Mme Martine David (p. 2833)
Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)
Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Jean-Claude Lemoine (visa et validation du permis de chasser délivrés par les trésoreries publiques) (p. 2833)
Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Charles de Courson (visa et validation du permis de chasser délivrés par les trésoreries publiques) (p. 2833)
Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jean Auclair (dispense de repasser les épreuves du permis) (p. 2834)
Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (mise en place d'un permis accompagné) (p. 2834, 2835)
Intervient sur le sous-amendement n° 306 de M. Jean Auclair (mise en place d'un permis à points) à l'amendement n° 92 de la commission (p. 2835)
Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (de conséquence) (p. 2835)
Intervient sur l'amendement n° 96 rectifié de la commission (contenu de l'examen) (p. 2836)
Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Guy Hascoët (contenu de l'examen) (p. 2836)
Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean Auclair (dispense de repasser les épreuves du permis) (p. 2837)
Après l'article 8
Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (formation des candidats par les fédérations départementales) (p. 2837)
Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (opposants à la chasse non titulaires d'un permis de chasser) (p. 2837)
Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (constitution d'un fichier national des titulaires du permis de chasser) (p. 2837)
Article 9 (affectation du produit des redevances cynégétiques et des sommes perçues lors de la délivrance des licences de chasse)
Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (affectation du produit des redevances cynégétiques et des sommes perçues lors de la délivrance des licences de chasse) (p. 2838)
Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Léonce Deprez (affectation du produit des redevances cynégétiques et des sommes perçues lors de la délivrance des licences de chasse) (p. 2838)
Après l'article 9
Intervient sur l'amendement n° 2 troisième rectification de M. André Vauchez (règles de sécurité) (p. 2839)
Intervient sur le sous-amendement n° 366 de M. Patrice Carvalho (règles de sécurité) à l'amendement n° 2 troisième rectification de M. André Vauchez (p. 2839)
Intervient sur le sous-amendement n° 102 de la commission (règles de sécurité) à l'amendement n° 2 troisième rectification de M. André Vauchez (p. 2839)
Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)
Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Léonce Deprez (de suppression) (p. 2848)
Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 2848)
Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 2848)
Intervient sur l'amendement n° 341 de M. François Baroin (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Jean-Claude Lemoine (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Jean-Claude Lemoine (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 186 corrigé de M. Henri Sicre (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)

Intervient sur l'amendement n° 190 corrigé de M. Charles de Courson (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 356 de M. François Liberti (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Paul Patriarche (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Jean-Claude Lemoine (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Charles de Courson (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Jean-Claude Lemoine (périodes de chasse au gibier d'eau) (p. 2859)
Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Jean-Claude Lemoine (suppression de la référence aux dates de retour) (p. 2860)
Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Pierre Brana (chasse à la tourterelle des bois) (p. 2861)
Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Patrice Martin-Lalande (prélèvement maximum autorisé au niveau européen) (p. 2861)
Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Jean-Claude Lemoine (périodes de chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs) (p. 2861)
Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Jean-Claude Lemoine (périodes de chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs) (p. 2861)
Intervient sur l'amendement n° 41 rectifié de M. Stéphane Alaize (périodes de chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs) (p. 2862)
Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Jean-Claude Lemoine (suppression dans la loi du jour de non chasse) (p. 2863)
Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Alain Vidalies (jour de non chasse) (p. 2864)
Intervient sur le sous-amendement n° 408 de M. Jacques Desallangre (jour de non chasse) à l'amendement n° 26 de M. Alain Vidalies (p. 2865)
Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jacques Desallangre (jour de non chasse) (p. 2864)
Intervient sur le sous-amendement n° 406 de M. Alain Vidalies (non application aux espaces clos) à l'amendement n° 216 de M. Jacques Desallangre (p. 2865)
Intervient sur le sous-amendement n° 407 de M. Alain Vidalies (non application aux espaces clos) à l'amendement n° 216 de M. Jacques Desallangre (p. 2865)
Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Augustin Bonrepaux (accord de la fédération départementale des chasseurs en cas d'interdiction supplémentaire) (p. 2865)
Après l'article 10
Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Léonce Deprez (zones de chasse au gibier d'eau) (p. 2866)
Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Charles de Courson (zones de chasse au gibier d'eau) (p. 2866)
Intervient sur l'amendement n° 312 de M. François Baroin (zones de chasse au gibier d'eau) (p. 2866)
Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Maxime Gremetz (zones de chasse au gibier d'eau) (p. 2866)
Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Guy Hascoët (installation et extension des enclos cynégétiques) (p. 2867)
Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)
Intervient sur l'amendement n° 259 rectifié de M. Jean-Claude Lemoine (chasse à la passée) (p. 2869)
Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Didier Quentin (chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)
Intervient sur l'amendement n° 188 de M. René André (chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)
Intervient sur le sous-amendement n° 189 de M. Charles de Courson (de précision) à l'amendement n° 188 de M. René André (p. 2871)
Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Léonce Deprez (chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)
Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)
Intervient sur le sous-amendement n° 409 de M. Michel Voisin (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) à l'amendement n° 104 de la commission (p. 2871)
Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Christian Bataille (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)
Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Patrice Martin-Lalande (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)
Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jean Proriol (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)
Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Thierry Mariani (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)
Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Léonce Deprez (durée de la chasse au gibier d'eau à la passée) (p. 2871)
Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Thierry Mariani (suppression du décret en Conseil d'Etat) (p. 2872)
Après l'article 11
Intervient sur l'amendement n° 143 rectifié de M. Christian Martin (interdiction des déplacements d'un poste à l'autre) (p. 2872)
Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Léonce Deprez (restrictions au transport du gibier) (p. 2872)
Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)
Intervient sur le sous-amendement n° 191 de M. Charles de Courson (possibilité d'installer de nouvelles huttes) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (conditions pour chasser à partir d'un poste fixe) (p. 2877)
Intervient sur le sous-amendement n° 194 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 357 de M. François Liberti (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 195 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 358 de M. François Liberti (départements concernés par les

pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 196 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 359 de M. François Liberti (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 197 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 360 de M. François Liberti (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 198 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 361 de M. François Liberti (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 199 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 362 de M. François Liberti (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 200 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 363 de M. François Liberti (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 364 de M. François Liberti (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 201 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 202 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 365 de M. François Liberti (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 204 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2880)
Intervient sur le sous-amendement n° 192 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2883)
Intervient sur le sous-amendement n° 193 de M. Charles de Courson (départements concernés par les pratiques traditionnelles) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2883)
Intervient sur le sous-amendement n° 374 de M. Charles de Courson (déclaration des postes fixes) à l'amendement n° 105 rectifié de la commission (p. 2884)

Avant l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (conservation et gestion de qualité du gibier) (p. 2884)

Article 13 (plan de chasse)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. François Baroin (contenu du plan de chasse) (p. 2884)
Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Patrice Martin-Lalande (rédactionnel) (p. 2885)
Intervient sur l'amendement n° 107 rectifié de la commission (plan de chasse triennal) (p. 2885)
Intervient sur l'amendement n° 108 rectifié de la commission (consultation des représentants des intérêts forestiers) (p. 2885)
Intervient sur l'amendement n° 244 de Mme Sylvia Bassot (consultation de la fédération départementale des chasseurs) (p. 2885)
Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (ajustement du plan de chasse en cas de circonstances exceptionnelles) (p. 2885)
Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Charles de Courson (espèces concernées par le plan de chasse) (p. 2886)
Intervient sur l'amendement n° 110 rectifié de la commission (espèces concernées par le plan de chasse) (p. 2886)
Intervient sur l'amendement n° 314 de M. François Baroin (conditions de délivrance du plan de chasse) (p. 2886)
Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Maxime Gremetz (conditions de délivrance du plan de chasse) (p. 2886)
Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Christian Martin (ouverture de la chasse au sanglier) (p. 2887)
Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Charles de Courson (conditions d'établissement du plan de chasse) (p. 2887)
Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (de coordination) (p. 2887)
Intervient sur l'amendement n° 127 de M. André Capet (affectation du produit de la taxe du plan de chasse) (p. 2887)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Charles de Courson (missions des fédérations départementales) (p. 2888)
Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Christian Martin (régulations par destruction) (p. 2888)

Article 14 (prélèvement maximal autorisé)

Intervient sur l'amendement n° 113 rectifié de la commission (prélèvement maximal autorisé) (p. 2888)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (indemnisation par les fédérations départementales

des chasseurs pour les dégâts occasionnés par les grands gibiers) (p. 2889)
Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Charles de Courson (indemnisation par les fédérations départementales des chasseurs pour les dégâts occasionnés par les grands gibiers) (p. 2889)
Intervient sur l'amendement n° 387 de M. Patrice Martin-Lalande (indemnisation par les fédérations départementales des chasseurs pour les dégâts occasionnés par les grands gibiers) (p. 2889)
Intervient sur l'amendement n° 212 corrigé de M. Charles de Courson (maintien du droit d'action contre le responsable) (p. 2890)
Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (suppression de la redevance cynégétique affectée à l'ONCF.S) (p. 2890)
Article 15 (battues administratives)
Intervient sur l'amendement n° 327 de la commission (rédactionnel) (p. 2890)
Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (de précision) (p. 2891)
Après l'article 15
Intervient sur l'amendement n° 17 corrigé de M. Léonce Deprez (renouvellement de la période) (p. 2891)
Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Charles de Courson (renouvellement de la période) (p. 2891)
Intervient sur l'amendement n° 317 corrigé de M. François Baroin (renouvellement de la période) (p. 2891)
Article 17 (affichage et publication des condamnations pour infraction à la protection de la faune et de la flore)
Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) (p. 2891)
Article 18 (peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le permis de chasser)
Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (de coordination) (p. 2891)
Après l'article 18
Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (caractère délictuel des infractions à l'exercice de la chasse) (p. 2892)
Après l'article 19
Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (prise en compte du permis accompagné) (p. 2892)
Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (sanction du tir direct sans identification préalable de la cible) (p. 2892)
Article 20 (personnes habilitées à rechercher et constater les infractions au droit de la chasse)
Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Jean-Claude Lemoine (gardes particuliers assermentés) (p. 2893)
Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Charles de Courson (gardes particuliers et agents de développement cynégétiques assermentés) (p. 2893)
Intervient sur l'amendement n° 316 de M. François Baroin (gardes particuliers et agents de développement cynégétiques assermentés) (p. 2893)
Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Patrice Martin-Lalande (agents commissionnés dans les forêts communales et domaniales) (p. 2893)
Article 21 (procès-verbaux d'infraction)
Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (procureur compétent en cas d'infraction de chasse maritime constatée en mer) (p. 2894)
Après l'article 23
Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Maxime Gremetz (restriction au transport du gibier) (p. 2894)
Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Charles de Courson (restriction au transport du gibier) (p. 2895)
Intervient sur l'amendement n° 318 de M. François Baroin (statut des agents de développement cynégétique) (p. 2895)
Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Maxime Gremetz (statut des agents de développement cynégétique) (p. 2895)
Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Marc Dolez (protection du patrimoine piscicole) (p. 2895)
Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Brana (chasse à la tourterelle des bois dans le département de la Gironde) (p. 2895)
Explications de vote et vote [4 avril 2000] (p. 3018)
Son intervention (p. 3015)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5184)
Son intervention (p. 5185)
Sa réponse (p. 5223)
Thèmes :
Animaux : oiseaux migrateurs : chasse (p. 5186, 5224)
Chasse et pêche : associations (p. 5185, 5223)
Chasse et pêche : chasse de nuit (p. 5186, 5224)
Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 5185 à 5187, 5223)
Chasse et pêche : gibier d'eau (p. 5185, 5186)
Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 5185, 5186)
Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5225)
Environnement : espaces naturels sensibles : protection (p. 5185, 5224)
Justice : Conseil d'Etat : arrêts (p. 5186, 5224)
Mer et littoral : domaine public maritime : chasse (p. 5186, 5224)
Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 5186, 5223)
Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 5185, 5186, 5224, 5225)
Propriété : droit de propriété (p. 5185, 5223)
Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)
Article 1er A (rapport annuel sur les initiatives européennes du Gouvernement)
Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (contenu du rapport annuel sur les initiatives européennes du Gouvernement) (p. 5226)
Intervient sur le sous-amendement n° 203 de M. Noël Mamère (rapport tous les trois ans) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 5226)
Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Valéry Giscard d'Estaing (contenu du rapport annuel sur les initiatives européennes du Gouvernement) (p. 5226)
Article 1er (pratique de la chasse et définition de l'acte de chasse)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (pratique de la chasse et définition de l'acte de chasse) (p. 5228)

Intervient sur le sous-amendement n° 94 de M. Charles de Courson (prise en compte des usages) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 5228)

Intervient sur l'amendement n° 4 rectifié de la commission (pratique de la chasse et définition de l'acte de chasse) (p. 5229)

Soutient le sous-amendement n° 175 du Gouvernement (suppression de l'agrément pour le conducteur des chiens de sang) à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (p. 5229) : adopté (p. 5230)

Article 1er bis (réintroduction de prédateurs)

Soutient l'amendement n° 164 rectifié du Gouvernement (consultation des collectivités territoriales et débat public) (p. 5232) : adopté au scrutin public (p. 5235)

Article 1er ter (Conseil national de la chasse et de la faune sauvage : article L 221-1-0 nouveau du code rural)

Soutient l'amendement n° 165 du Gouvernement (de suppression) (p. 5235) : adopté (p. 5235)

Après l'article 1er ter

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Christian Estrosi (élimination des loups réintroduits) (p. 5236)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (missions de l'office) (p. 5240)

Intervient sur le sous-amendement n° 82 de M. Charles de Courson (tutelle des ministres chargés de la chasse, de l'agriculture et de la forêt) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5240)

Intervient sur le sous-amendement n° 141 de M. Noël Mamère (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5241)

Intervient sur le sous-amendement n° 83 de M. Charles de Courson (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5241)

Intervient sur le sous-amendement n° 84 de M. Charles de Courson (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5241)

Intervient sur le sous-amendement n° 156 de M. Félix Leyzour (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5241)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Charles de Courson (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5242)

Intervient sur le sous-amendement n° 144 de M. Noël Mamère (composition du conseil d'administration de l'office) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5242)

Intervient sur le sous-amendement n° 142 de M. Noël Mamère (égale protection et représentation des parcs) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5242)

Intervient sur le sous-amendement n° 86 rectifié de M. Charles de Courson (égale protection et représentation des parcs) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5243)

Intervient sur le sous-amendement n° 143 de M. Noël Mamère (représentation des associations de protection de la nature) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5243)

Intervient sur le sous-amendement n° 87 de M. Charles de Courson (rôle de proposition du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5243)

Intervient sur le sous-amendement n° 88 de M. Charles de Courson (conditions de désignation des représentants des personnels) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5244)

Intervient sur le sous-amendement n° 198 de M. Patrice Martin-Lalande (représentation ses fédérations nationales de randonneurs) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5244)

Intervient sur le sous-amendement n° 145 de M. Noël Mamère (rôle du conseil scientifique) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5244)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. Noël Mamère (indemnisation des dégâts de gibier) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 5245)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) (p. 5246)

Article 2 bis (vote dans les assemblées générales des fédérations départementales des chasseurs)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (fonctionnement des assemblées générales) (p. 5247)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Noël Mamère (fonctionnement des assemblées générales) (p. 5247)

Intervient sur le sous-amendement n° 90 de M. Charles de Courson (délégation de vote) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 5248)

Intervient sur le sous-amendement n° 93 de M. Jean-Claude Lemoine (établissement de deux collèges) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 5249)

Article 3 (missions des fédérations départementales des chasseurs)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (missions des fédérations départementales) (p. 5250)

Soutient le sous-amendement n° 200 du Gouvernement (missions des fédérations départementales) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 5250) : adopté (p. 5250)

Intervient sur le sous-amendement n° 92 de M. Charles de Courson (missions des fédérations départementales) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 5251)

Intervient sur le sous-amendement n° 96 de M. Charles de Courson (de coordination) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 5251)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (de coordination) (p. 5251)

Intervient sur l'amendement n° 12 corrigé de la commission (contrôle a priori du budget des fédérations) (p. 5251)

Soutient l'amendement n° 166 du Gouvernement (gestion d'office) (p. 5252) : adopté (p. 5252)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Noël Mamère (contrôles) (p. 5252)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) (p. 5253)

Soutient l'amendement n° 167 du Gouvernement (contrôles) (p. 5253) : adopté (p. 5255)

Article 3 bis (constitution de partie civile et transmission de procès-verbaux d'infraction au droit de la chasse : article L. 221-2-1 nouveau du code rural)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte voté à l'Assemblée en première lecture) (p. 5255)

Article 3 ter (schémas départementaux de gestion cynégétique : article L. 221-2-2 nouveau du code rural)

Intervient sur l'amendement n° 16 rectifié de la commission (schémas départementaux de gestion cynégétique) (p. 5256)

Soutient le sous-amendement n° 168 du Gouvernement (mise en œuvre du schéma) à l'amendement n° 16 rectifié de la commission (p. 5256) : adopté (p. 5256)

Soutient le sous-amendement n° 201 du Gouvernement (contenu du schéma) à l'amendement n° 16 rectifié de la commission (p. 5256) : rejeté (p. 5256)

Article 3 quater (Fédération régionale des chasseurs : section 6 du chapitre Ier du titre II du livre II et article L. 221-8 nouveau du code rural)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5257)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (attribution de fédérations régionales) (p. 5257)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (statut des fédérations régionales) (p. 5257)

Article 4 (statut national des gardes de l'ONCF.S)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (de coordination) (p. 5257)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 5258)

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (de coordination) (p. 5258)

Article 5 (Fédération nationale des chasseurs : section 6 du chapitre Ier du titre II du livre II et article L. 221-8-1 nouveau du code rural)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (Fédération nationale des chasseurs) (p. 5259)

Soutient le sous-amendement n° 169 du Gouvernement (cotisations) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5259) : adopté (p. 5259)

Intervient sur le sous-amendement n° 187 de M. Charles de Courson (missions de la Fédération nationale des chasseurs) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5260)

Intervient sur le sous-amendement n° 186 de M. Charles de Courson (charte de la chasse en France) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5260)

Intervient sur le sous-amendement n° 98 de M. Charles de Courson (élection du président) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5260)

Intervient sur le sous-amendement n° 97 de M. Charles de Courson (nature juridique de la Fédération nationale des chasseurs) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5261)

Intervient sur le sous-amendement n° 99 de M. Charles de Courson (nature du contrôle) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5261)

Intervient sur le sous-amendement n° 100 de M. Charles de Courson (transmission du budget au ministre) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5261)

Intervient sur le sous-amendement n° 101 de M. Charles de Courson (gestion d'office) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5261)

Soutient le sous-amendement n° 170 du Gouvernement (gestion d'office) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5262) : adopté (p. 5262)

Intervient sur le sous-amendement n° 152 de M. Noël Mamère (contrôle économique et financier de l'Etat) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 5262)

Article 6 (réforme du régime des associations communales et intercommunales de chasse agréées)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (missions des associations communales) (p. 5264)

Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. François Brottes (de précision) à l'amendement n° 23 de la commission (p. 5264)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (de coordination) (p. 5264)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Henri Nayrou (droit de non chasse réservé aux seuls propriétaires) (p. 5264)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de coordination) (p. 5265)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (de coordination) (p. 5265)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (droit de non chasse dans les cantons limitrophes) (p. 5265)

Intervient sur le sous-amendement n° 102 de M. Charles de Courson (droit de non chasse dans les cantons limitrophes) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 5266)

Intervient sur le sous-amendement n° 153 de M. Noël Mamère (droit de non chasse dans les cantons limitrophes) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 5266)

Intervient sur l'amendement n° 27 rectifié de la commission (opposabilité du schéma de gestion à tous les chasseurs) (p. 5266)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Noël Mamère (signalisation des terrains de non chasse) (p. 5266)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (devoirs d'un propriétaire ayant exercé son droit de non chasse) (p. 5267)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Noël Mamère (période de trois ans) (p. 5268)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Noël Mamère (période de trois ans) (p. 5268)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (période de six mois) (p. 5268)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (de coordination) (p. 5268)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de coordination) (p. 5268)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Armand Jung (non chasse instituée par les communes suburbaines) (p. 5269)

Article 6 bis (repas associatifs non commerciaux des ACCA et sociétés de chasse)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5269)

Article 7 (dispositions transitoires)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (entrée en vigueur de l'opposition dans le délai de six mois suivant sa notification) (p. 5270)

Article 8 A (guichet pour la validation du permis de chasser et régime des licences de chasse)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de coordination) (p. 5270)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (de coordination) (p. 5271)

Intervient sur le sous-amendement n° 139 de M. Noël Mamère (annulation d'une validation par le préfet) à l'amendement n° 34 de la commission (p. 5271)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (suivi et contrôle des opérations de validation par un comptable public) (p. 5271)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (validation du permis et montant maximum des redevances) (p. 5271)

Soutient le sous-amendement n° 171 du Gouvernement (montant maximum des redevances fixé par décret en Conseil d'Etat) à l'amendement n° 36 de la commission (p. 5271) : rejeté (p. 5272)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (validation pour neuf jours consécutifs et paiement d'une redevance temporaire) (p. 5272)

Intervient sur le sous-amendement n° 190 de M. Charles de Courson (validation temporaire obtenue deux fois par an) à l'amendement n° 37 de la commission (p. 5272)

Intervient sur l'amendement n° 38 rectifié de la commission (montant maximum des redevances) (p. 5273)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (licences de chasse délivrées par l'autorité administrative) (p. 5273)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (établissement d'une redevance temporaire pour les chasseurs étrangers) (p. 5273)

Soutient l'amendement n° 204 du Gouvernement (cas d'exclusion facultative avec décision préfectorale) (p. 5273) : adopté (p. 5274)

Soutient l'amendement n° 172 du Gouvernement (limitation par le préfet de l'exercice de la chasse par les agents chargés d'assurer la police de la chasse) (p. 5274) : adopté (p. 5274)

Article 8 (modalités de délivrance du permis de chasser)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean-Claude Lemoine (personne autorisée et accompagnateur autorisés à disposer de deux armes) (p. 5275)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (contenu de l'examen) (p. 5275)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 de M. Félix Leyzour (avis de la Fédération nationale des chasseurs) à l'amendement n° 41 de la commission (p. 5275)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Noël Mamère (suppression des représentants des chasseurs) (p. 5275)

Intervient sur l'amendement n° 179 de la commission (conciliation avant toute décision de l'autorité administrative) (p. 5276)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Félix Leyzour (conciliation avant toute décision de l'autorité administrative) (p. 5276)

Article 8 bis (formation initiale et continue des chasseurs : article L. 223-5-1 du code rural)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 5276)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (formation ouverte aux personnes titulaires du permis de chasser) (p. 5276)

Article 8 ter (validation du permis de chasser)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5277)

Article 8 quater supprimé par le Sénat (fichier national des permis et des autorisations de chasser)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5277)

Article 9 (affectation du produit des redevances cynégétiques et des sommes perçues lors de la délivrance des licences de chasse : article L. 223-23 du code rural)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (dénomination de l'office) (p. 5278)

Avant l'article 9 bis

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (règles de sécurité) (p. 5278)

Article 9 bis supprimé par le Sénat (règles de sécurité)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5278)

Article 10 (périodes d'ouverture de la chasse et jour hebdomadaire d'interdiction de la chasse)

Son intervention (p. 5287)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Henri Sicre (conditions de chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5287)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Jean-Claude Lemoine (conditions de chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5287)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Claude Lemoine (conditions de chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5287)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (rédaction globale de l'article) (p. 5287)

Intervient sur le sous-amendement n° 113 de M. Jacques Desallangre (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 5290)

Intervient sur le sous-amendement n° 159 de M. Félix Leyzour (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 5290)

Intervient sur le sous-amendement n° 114 de M. Jacques Desallangre (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 5291)

Intervient sur le sous-amendement n° 160 de M. Félix Leyzour (conditions de la chasse aux oiseaux migrateurs) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 5292)

Article 10 bis (périodes de chasse au gibier sédentaire)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (de suppression) (p. 5292)

Article 10 ter (chasse à la perdrix grise, à la caille des blés et au lièvre)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (de suppression) (p. 5293)

Article 10 quater (zones de chasse au gibier d'eau)

Soutient l'amendement n° 173 du Gouvernement (de suppression) (p. 5293) : rejeté (p. 5294)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5294)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) (p. 5295)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) (p. 5295)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 5295)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Noël Mamère (chasse dans les marais non asséchés) (p. 5296)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Noël Mamère (distance de trente mètres de la nappe d'eau) (p. 5296)

Article 10 quinquies (jour de non-chasse)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 5296)

Article 10 sexies (périodes de chasse à la tourterelle des bois dans le département de la Gironde)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) (p. 5296)

Article 11 (chasse du gibier d'eau à la passée)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Noël Mamère (chasse entre une heure avant le lever du soleil et une heure après le coucher du soleil) (p. 5297)

Article 11 bis (déplacement en véhicule d'un poste de tir à un autre)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5297)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Noël Mamère (imposition d'une période probatoire) (p. 5298)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (recensement des départements autorisés à pratiquer la chasse de nuit) (p. 5298)

Intervient sur le sous-amendement n° 162 de M. Félix Leyzour (prise en compte des hutteaux) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5299)

Intervient sur le sous-amendement n° 104 de M. Charles de Courson (non gel des installations) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5299)

Intervient sur le sous-amendement n° 78 de M. Jean-Claude Lemoine (déplacement des postes fixes) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5300)

Intervient sur le sous-amendement n° 122 de M. Noël Mamère (suppression des Ardennes) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)

Intervient sur le sous-amendement n° 77 de M. Jean-Claude Lemoine (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)

Intervient sur le sous-amendement n° 161 de M. Félix Leyzour (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)

Intervient sur le sous-amendement n° 189 de M. François Dosé (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)

Intervient sur le sous-amendement n° 105 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)

Intervient sur le sous-amendement n° 106 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)

Intervient sur le sous-amendement n° 107 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)

Intervient sur le sous-amendement n° 108 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)

Intervient sur le sous-amendement n° 109 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)

Intervient sur le sous-amendement n° 154 de M. Jean-Louis Dumont (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)

Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)

Intervient sur le sous-amendement n° 111 de M. Charles de Courson (départements autorisés) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5302)

Intervient sur le sous-amendement n° 123 de M. Noël Mamère (interdiction de déplacer les huttes existantes) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5303)

Intervient sur le sous-amendement n° 112 de M. Jacques Desallangre (déplacement des huttes après information de l'autorité administrative) à l'amendement n° 56 de la commission (p. 5303)

Article 12 bis (droit de chasser avec des lévriers)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5303)

Article 13 B (report de la date de broyage de la jachère)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5304)

Article 13 (plan de chasse)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. François Brottes (consultation des représentants des intérêts agricoles et forestiers) (p. 5304)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 5305)

Intervient sur le sous-amendement n° 115 de M. Christian Martin (ouverture de la chasse au sanglier) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 5305)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 5305)

Article 14 (prélèvement maximal autorisé)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (interdiction de supprimer les animaux protégés) (p. 5305)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 5306)

Intervient sur le sous-amendement n° 188 de M. Charles de Courson (extension du dispositif à un groupe de chasseurs) à l'amendement n° 60 de la commission (p. 5306)

Article 14 bis (transfert aux fédérations départementales des chasseurs de l'indemnisation des

dégâts causés aux récoltes par les sangliers et par les grands gibiers)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5307)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de coordination) (p. 5307)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (de coordination) (p. 5307)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (de précision) (p. 5307)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (de précision) (p. 5307)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (retour au texte de l'Assemblée) (p. 5308)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (retour au texte de l'Assemblée) (p. 5308)

Après l'article 14 bis

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Georges Colombier (indemnisation des dommages matériels) (p. 5308)

Article 14 ter (suppression de la redevance grand gibier et sanglier)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (retour au texte de l'Assemblée) (p. 5308)

Après l'article 14 ter

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Patrice Martin-Lalande (institution d'une redevance cynégétique "gibier d'eau") (p. 5309)

Article 18 bis (chasse sur des terrains non clos privés : article L. 228-8-1 nouveau du code rural)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (de suppression) (p. 5309)

Article 20 (personnes habilitées à rechercher et constater les infractions au droit de la chasse)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (de coordination) (p. 5310)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Noël Mamère (officiers et agents habilités à pénétrer dans les huttes) (p. 5310)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (garderie particulière des terrains privés) (p. 5311)

Intervient sur le sous-amendement n° 191 de M. Noël Mamère (plan cynégétique départemental mis en œuvre par les agents de développement de la fédération) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 5311)

Intervient sur le sous-amendement n° 192 de M. Noël Mamère (sanctions) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 5311)

Article 21 (procès-verbaux d'infractions)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Noël Mamère (de précision) (p. 5312)

Article 24 (transport du gibier entre départements)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5312)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (transport du gibier d'un département à l'autre) (p. 5312)

Article 25 (réseau Natura 2000)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) (p. 5313)

Article 26 (entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 5313)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6005)

Son intervention (p. 6005)

Thèmes :

Animaux : animaux sauvages : protection (p. 6005, 6007)

Chasse et pêche : associations (p. 6007)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 6008)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 6006, 6008)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 6007)

Environnement : espaces naturels sensibles : protection (p. 6005, 6006)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 6007)

Politiques communautaires : directives : oiseaux (p. 6005, 6007)

Propriété : droit de propriété (p. 6006)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2000] (p. 6021)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (définition de l'acte de chasse) (p. 6029)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Charles de Courson (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) (p. 6030)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (missions et statut des fédérations départementales de chasseurs) (p. 6030)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (missions et statut des fédérations départementales de chasseurs) (p. 6031 à 6034)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Maxime Gremetz (missions et statut des fédérations départementales de chasseurs) (p. 6031 à 6034)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles de Courson (suppression du contrôle économique et financier de l'État sur les fédérations) (p. 6035)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (régularisation de la situation de la fédération de la région Ile-de-France) (p. 6035)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Charles de Courson (mise en adjudication de certains lots dans les communes d'Alsace-Lorraine) (p. 6035)

Soutient l'amendement n° 16 du Gouvernement (redevances cynégétiques fixées dans la loi de finances pour 2001) (p. 6035) : adopté (p. 6035)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (échelonnement des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 6037)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Maxime Gremetz (tir du gibier d'eau à une distance de 30 mètres de la nappe d'eau) (p. 6037)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Charles de Courson (tir du gibier d'eau à une distance de 30 mètres de la nappe d'eau) (p. 6037)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Maxime Gremetz (jour de non-chasse) (p. 6038)
Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (légalisation de la chasse de nuit dans les vingt-huit départements où elle est traditionnelle) (p. 6039)
Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (paiement des dégâts de gibier) (p. 6039)
Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Antoine Carré (sanction du braconnage sur des terrains privés non clos) (p. 6039)
Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de coordination) (p. 6039)

Projet de loi n° 2183 autorisant l'approbation du protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (ensemble deux annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2000] (p. 3104)

Son intervention (p. 3104)
Sa réponse (p. 3114)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3104, 3114)
Energie et carburants : économies d'énergie (p. 3104, 3105, 3114, 3115)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 3115)
Impôts et taxes : fiscalité écologique : taxe générale sur les activités polluantes (p. 3105)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3115)
Politique extérieure : aide au développement (p. 3105, 3114)
Transports routiers : transport de marchandises : pollution (p. 3115)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 3115)
Union européenne : Conseil européen (p. 3105)

Proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3200)

Son intervention (p. 3202)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3203)
Energie et carburants : carburants (p. 3203)
Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) (p. 3204)
Mer et littoral : fonds marins : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 3204)
Produits dangereux (p. 3203)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 3203)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 3202)
Santé : santé publique : veille sanitaire (p. 3203, 3205)

Discussion des articles [25 avril 2000] (p. 3219)

Article 1er (article L. 796-1 du code de la santé publique : extension du rôle et de la composition du Comité national de sécurité sanitaire)

Intervient sur l'amendement n° 11 de Mme Odette Grzegrzulka (rédactionnel) (p. 3220)

Article 2 (chapitre VII bis nouveau du livre VIII du code de la santé publique, articles L. 797-1 à L. 797-5 nouveaux : création de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Alfred Marie-Jeanne (mesures d'adaptation au droit applicable dans les départements d'outre-mer) (p. 3221)
Intervient sur l'amendement n° 12 de Mme Odette Grzegrzulka (autonomie de l'agence) (p. 3221)
Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de l'avant-dernier alinéa relatif au dépôt d'un rapport sur la rationalisation du système national d'expertise) (p. 3221) : retiré (p. 3224)
Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (consultation) (p. 3225)
Intervient sur l'amendement n° 17 de M. André Aschieri (consultation) (p. 3225)
Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-François Mattei (contrôles et investigations) (p. 3225)
Intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Odette Grzegrzulka (contribution au débat public sur la sécurité sanitaire liée aux risques environnementaux) (p. 3225)
Intervient sur l'amendement n° 9 de M. André Angot (composition du conseil d'administration) (p. 3226)
Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Odette Grzegrzulka (autonomie de l'agence) (p. 3226)
Intervient sur l'amendement n° 10 de M. André Angot (non financement de l'agence par de nouvelles taxes) (p. 3226)

Article 4 (article L. 792-1 du code de la santé publique : extension des missions de l'Institut de veille sanitaire)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean Le Garrec (information des différents ministères) (p. 3227)

Article 5 (articles 3, 4 et 11 de la loi n° 96-1236 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie : compétence de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale en matière de qualité de l'air)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. André Aschieri (rédactionnel) (p. 3228)

Article 7 (compensation des charges résultant de la création de l'agence)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) (p. 3229) : adopté (p. 3229)

Roland VUILLAUME

Doubs (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14615)

Philippe VUILQUE
Ardennes (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 2000] (p. 8953)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 2000] (p. 8953)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 juin 2000] (p. 9019)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 juin 2000] (p. 9019)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9373)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 juin 2000] (p. 9373)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 juin 2000] (p. 9473)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 23 juin 2000] (p. 9473)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la lutte contre les discriminations (n° 2566) [13 septembre 2000]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les métiers de l'animation [29 mars 2000] (n° 2307)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Statistiques [3 mai 2000] (p. 3671)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Examen du fascicule [4 novembre 1999] (p. 8799)

Son intervention (p. 8827)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions : voirie (p. 8827)

Voirie : autoroutes (p. 8827, 8828)

Voirie : routes : plan d'amélioration du réseau routier national (p. 8827)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 12 (chasse de nuit du gibier d'eau)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (recensement des départements autorisés à pratiquer la chasse de nuit) (p. 5298)

Proposition de loi n° 2034 tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 juin 2000] (p. 5720)

Son intervention (p. 5725)

Thèmes :

Associations : sectes : dissolution (p. 5726)

Associations : sectes : élus locaux (p. 5726)

Associations : sectes : Parlement (p. 5725, 5726)

Associations : sectes : Union européenne (p. 5726)

Droit pénal : escroquerie : sectes (p. 5725)

Droit pénal : manipulation mentale : sectes (p. 5726)

Droit pénal : personnes morales : responsabilité pénale (p. 5726)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 5725)

Discussion des articles [22 juin 2000] (p. 5739)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Brard (périmètre porté de 100 à 200 mètres) à l'amendement n° 24 de la commission (limitation de l'installation de groupements sectaires) (p. 5748)

Intervient sur le sous-amendement n° 32 de M. Rudy Salles (exercice même lorsque l'action publique n'a pas été mise en mouvement) à l'amendement n° 30 de la commission (modification de l'article 2-17 du code de procédure pénale - exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les groupements sectaires au titre des dispositions de la présente loi) (p. 5753)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Éric Doligé (institution de délégations parlementaires pour la prévention des activités à caractère sectaire) (p. 5754)

W

Aloyse WARHOUVER

Moselle (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14510)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre titulaire de la Commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 18 novembre 1999] (p. 17153)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Patrimoine culturel. Protection. Patrimoine militaire [15 mars 2000] (p. 2009)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Son intervention (p. 9478)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : langues étrangères (p. 9478)
Enseignement maternel et primaire : crédits (p. 9478)
Enseignement maternel et primaire : médecine scolaire : médecine scolaire (p. 9478, 9479)
Enseignement maternel et primaire : rythmes et vacances scolaires (p. 9478)
Enseignement maternel et primaire : personnel : instituteurs (p. 9479)
Enseignement maternel et primaire : personnel : professeurs des écoles (p. 9479)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)

Son intervention (p. 1710)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 1710)
Coopération intercommunale (p. 1710)
Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 1710)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)

Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)

Article L. 121-1 du code de l'urbanisme : principes généraux s'imposant aux documents d'urbanisme

Son amendement n° 486 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (établissement des schémas de cohérence territoriale) : rejeté (p. 1757)

Article L. 121-7 du code de l'urbanisme : moyens mis en œuvre pour l'établissement des documents d'urbanisme

Son amendement n° 488 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (services extérieurs de l'Etat mis gratuitement à la disposition des communes de moins de 1 000 habitants) : rejeté (p. 1785)

Article 3 (plans locaux d'urbanisme (PLU))

Son intervention (p. 1877)

Article 4 (articles L. 124-1 à L. 124-3 du code de l'urbanisme : cartes communales)

Son amendement n° 490 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) : rejeté (p. 1926)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2000] (p. 4913)

Son intervention (p. 4926)

Thèmes :

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 4927)
Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 4927)
Bois et forêts : reboisement : tempêtes (p. 4927)
Bois et forêts : salariés : formation professionnelle (p. 4927)
Transports : transport de marchandises : bois (p. 4927)
TVA : taux réduit : filière bois (p. 4927)

Jean-Luc WARSMANN

Ardennes (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

Membre de la commission d'enquête sur la transparence et la sécurité sanitaire de la filière alimentaire en France [J.O. du 13 octobre 1999] (p. 15312)

Membre de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises [J.O. du 9 février 2000] (p. 2059)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2578 tendant à permettre la scolarisation des enfants au lieu de résidence de l'un de leurs grands-parents [13 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [27 octobre 1999] (p. 8231)

Etat. Gouvernement. Programme d'action [28 mars 2000] (p. 2657)

Banques et établissements financiers. Crédit Lyonnais. Gestion, transparence [16 mai 2000] (p. 4218)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 978, posée le 6 décembre 1999. Politique sociale. Surendettement (J.O. Questions p. 6891). Appelée le 7 décembre 1999. Commissions départementales, effectifs de personnel, Ardennes (p. 10609)

n° 1092, posée le 8 mai 2000. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 2766). Appelée le 9 mai 2000. Effectifs de personnel, Sedan (p. 3850)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette le non-respect des horaires de séance [14 décembre 1999] (p. 10916)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Article 1er (articles L. 212-1 et L. 212-1 bis du code du travail : confirmation du passage à la nouvelle durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires)

Son amendement n° 676 soutenu par M. Thierry Mariani (clause de sauvegarde) : rejeté (p. 7080)

Article 7 (articles L. 212-4-12, L. 212-4-13, L. 212-4-14 et L. 212-4-15 du code du travail : travail intermittent)

Son amendement n° 672 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (conformité au droit communautaire) : rejeté (p. 7413)

Après l'article 7

Son amendement n° 673 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (information sur les postes vacants) : rejeté (p. 7416)

Son amendement n° 674 (égalité professionnelle) : rejeté (p. 7416)

Avant l'article 16

Son amendement n° 675 corrigé soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (maintien des rémunérations) : rejeté (p. 7526)

Après l'article 17

Son amendement n° 671 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (démission des conseillers prud'hommes) : rejeté (p. 7543)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 1999] (p. 10377) ; [1er décembre 1999] (p. 10376, 10390) ; [2 décembre 1999] (p.10434, 10476, 10524)

Article 1er (confirmation du passage à la nouvelle durée légale fixée à trente-cinq heures hebdomadaires)

Son sous-amendement n° 54 soutenu par M. Bernard Accoyer (clause de sauvegarde) à l'amendement n° 162 de M. Thierry Mariani (entreprises nouvelles) : rejeté (p. 10414)

Article 3 (articles L. 212-8, L. 212-8-5, L. 212-9, L. 212-2-1, L. 212-8-1 à L. 212-8-4 du code du travail : régime des modulations)

Son intervention (p. 10456)

Article 7 (travail intermittent)

Son sous-amendement n° 55 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (définition du travailleur à durée déterminée) à l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale) : rejeté (p. 10497)

Après l'article 7

Son amendement n° 56 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (égalité de traitement entre les salariés à durée déterminée et salariés à durée indéterminée) : rejeté (p. 10498)

Son amendement n° 57 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (information des salariés à durée déterminée) : rejeté (p. 10498)

Après l'article 19

Son amendement n° 58 soutenu par M. François Goulard (démission de conseillers prud'hommes) (p. 10547) : rejeté (p. 10548)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [18 novembre 1999] (p. 9656)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) : Champagne-Ardenne (p. 9719)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8751)

Procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : anciens combattants et victimes de guerre (p. 8786)

ECONOMIE ET FINANCES

II - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [19 novembre 1999] (p. 9729)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9755)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9756)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Procédure des questions :

Enseignement maternel et primaire : fermeture d'écoles (p. 9493)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 1999] (p. 9444) :

- Réunion de la commission de la production du 10 novembre 1999

Son intervention (p. 9460)

Thèmes :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9460)

Logement : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) (p. 9460)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 9461)

Logement : aides et prêts : prime à l'amélioration de l'habitat (PAH) (p. 9461)

Personnes âgées (p. 9461)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [18 novembre 1999] (p. 9671) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 17 novembre 1999

Thème :

Sports : stades : Sedan

JUSTICE

Examen du fascicule [9 novembre 1999] (p. 9098)

Son intervention (p. 9108)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : justice (p. 9109)

Justice : crédits (p. 9109)

Justice : indépendance : nomination (p. 9108)

Justice : jugements (p. 9108)

Système pénitentiaire (p. 9109)

Annexes au compte rendu intégral [9 novembre 1999] (p. 9138) :

- Réunion de la commission des lois du 20 octobre 1999

Son intervention (p. 9145)

Thèmes :

Justice : crédits : Vaucluse (p. 9146)

Justice : jugements : délais (p. 9145)

Système pénitentiaire (p. 9146)

Système pénitentiaire : détenus : suicide (p. 9146)

Projet de loi n° 1919 modifiant le code pénal et le code de procédure pénale et relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10900)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 décembre 1999] (p. 10916)

Discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10919)

Article 1er (articles 435-1 à 435-6 du code pénal : incrimination de la corruption de fonctionnaires communautaires ou appartenant aux autres Etats membres de l'Union européenne et d'agents publics étrangers)

Soutient l'amendement n° 17 de M. Dominique Bussereau (suppression de la référence aux personnes dépositaires de l'autorité publique dans le texte proposé pour l'article 435-3 du code pénal) (p. 10922) : rejeté (p. 10923)

Projet de loi n° 1682 relatif au référé devant les juridictions administratives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10929)

Son intervention (p. 10936)

Thèmes :

Justice : juridictions administratives : délais (p. 10936)

Justice : juridictions administratives : moyens (p. 10936, 10937)

Justice : juridictions administratives : référé (p. 10936)

Justice : réforme (p. 10936)

Lois : projet de loi : études d'impact (p. 10936)

Urbanisme : opérations d'aménagement : recours abusifs (p. 10936)

Discussion des articles [14 décembre 1999] (p. 10938)

Article 1er (compétence du juge des référés)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (juge des référés se prononçant dans les meilleurs délais) (p. 10939)

Article 16 (article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1983 et article 6 de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 : suspension de décisions en vue d'assurer la protection de l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (insuffisance de l'étude d'impact - et non sa seule absence - pour l'obtention du sursis à exécution) (p. 10946)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 359)

Thèmes :

Elections et référendums : élections cantonales : déclaration (p. 360)
Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 359)
Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 359, 360)
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 359)
Elections et référendums : modes de scrutin : parité (p. 360)
Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 359)

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 386)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 88 (parité des listes par groupes de six candidats dans les communes de plus de 2 500 habitants) (p. 386) : devenu sans objet (p. 391)

Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant dans les communes de plus de 3 500 habitants)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Lionnel Luca (alternance des candidats selon le sexe) (p. 395) : rejeté (p. 396)

Son amendement n° 89 (parité par groupes de six candidats) (p. 394) : devenu sans objet (p. 396)

Article 3 (articles L. 346 et L. 347 du code électoral : application du principe paritaire aux élections régionales)

Son amendement n° 90 (parité par groupes de six candidats) (p. 398) : devenu sans objet (p. 399)

Article 4 (article L. 370 du code électoral : application du principe paritaire à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Lionnel Luca (alternance des candidats selon le sexe) (p. 399) : rejeté (p. 400)

Article 5 (article 9 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 : application du principe paritaire à l'élection des représentants au Parlement européen)

Son amendement n° 91 (alternance des candidats selon le sexe) (p. 400) : adopté (p. 401)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Lionnel Luca (alternance des candidats selon le sexe) (p. 401) : devenu sans objet (p. 401)

Article 6 (articles L. 331-2 et L. 332 du code électoral : application du principe paritaire aux élections des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Soutient l'amendement n° 5 de M. Lionnel Luca (alternance des candidats selon le sexe) (p. 402) : rejeté (p. 402)

Article 10 (article 13-4 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer : dépôt des candidatures pour les élections territoriales à Wallis-et-Futuna)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (mention du domicile et de la profession des candidats sur la déclaration de candidature) (p. 404)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Patrice Martin-Lalande (statut des élus locaux avant le 1er janvier 2001) (p. 413)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2967)

Article 1er A supprimé par le Sénat (articles L. 241, L. 252, L. 256 et L. 261 du code électoral : extension aux communes de 2 000 à 3 499 habitants du scrutin de liste à deux tours)

Soutient le sous-amendement n° 28 de M. Thierry Mariani (maintien du seuil de 3 500 habitants) à l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article : extension du scrutin de liste aux communes de plus de 2 500 habitants) (p. 2969) : rejeté (p. 2969)

Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant au scrutin de liste)

Soutient l'amendement n° 16 de M. Lionnel Luca (alternance des candidats selon le sexe) (p. 2970) : devenu sans objet (p. 2970)

Article 2 (article L. 300 du code électoral : application du principe paritaire aux élections sénatoriales)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - alternance selon le sexe) (p. 2971)

Article 3 (articles L. 346 et L. 347 du code électoral : application du principe paritaire aux élections régionales)

Soutient l'amendement n° 18 de M. Lionnel Luca (alternance selon le sexe) (p. 2972) : devenu sans objet (p. 2972)

Article 12 (article 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique : pénalisation financière du non-respect du principe de parité pour les élections législatives)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (suppression du dispositif introduit par le Sénat exonérant de pénalisation les partis ayant obtenu la parité dans les élus à 2 % près) (p. 2975)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (de conséquence pour l'outre-mer) (p. 2975)

Projet de loi organique n° 2013 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 414)

Article 1er (article 6-1 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : la parité en Polynésie française)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Lionnel Luca (alternance des candidats selon le sexe) (p. 414) : devenu sans objet (p. 415)

Projet de loi n° 1742 relatif à l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 janvier 2000] (p. 432)

Son intervention (p. 438)

Thèmes :
Parlement : bicamérisme (p. 438, 439)
Parlement : Sénat : collège sénatorial (p. 438, 439)
Parlement : Sénat : représentation proportionnelle (p. 439)
Parlement : Sénat : zones rurales (p. 439)
Partis et mouvements politiques : gauche : Sénat (p. 440)

Discussion des articles [26 janvier 2000] (p. 451)

Article 1er bis (article L. 285 du code électoral : délégués supplémentaires des conseils municipaux dans les communes d'au moins 9 000 habitants)
Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 453)
Ses explications de vote (p. 462)
Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 462)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2000] (p. 3025)
Son intervention (p. 3028)
Thèmes :
Etat : Premier ministre : Sénat (p. 3029)
Parlement : bicamérisme (p. 3029)
Parlement : Sénat : collège sénatorial (p. 3028)
Parlement : Sénat : représentation proportionnelle (p. 3028)
Parlement : Sénat : zones rurales (p. 3029)
Partis et mouvements politiques : gauche : Sénat (p. 3029)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 juin 2000] (p. 5699)
Son intervention (p. 5706)
Thèmes :
Elections et référendums : représentation proportionnelle : abstentionnisme (p. 5707)
Parlement : prérogatives (p. 5707)
Parlement : Sénat : collège sénatorial (p. 5707)
Parlement : Sénat : représentation proportionnelle (p. 5706, 5707)
Partis et mouvements politiques : gauche : Sénat (p. 5707)
Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5707)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

TROISIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 819)

Article 2 (interdiction du cumul d'un mandat de parlementaire avec une fonction exécutive locale ou plus d'un mandat local)
Son sous-amendement n° 29 (non prise en compte du mandat de conseiller municipal d'une commune élisant ses représentants au scrutin uninominal majoritaire) à l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture sauf la prise en compte de la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 824) : rejeté (p. 826)

Article 2 decies supprimé par le Sénat (limitation pour les parlementaires de l'exercice de la profession d'avocat)
Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 828)

Article 4 (incompatibilité constituée pendant le mandat parlementaire)
Son sous-amendement n° 28 (possibilité pour le député devenu conseiller municipal d'une commune élisant ses représentants au scrutin uninominal majoritaire de démissionner de ce dernier mandat) à l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 829) : adopté (p. 830)

Après l'article 4 bis
Son amendement n° 1 corrigé (fixation à 75 ans d'un âge maximum de candidature au Sénat) : rejeté (p. 832)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [8 février 2000] (p. 834)

Article 1er (limitation du cumul des mandats électoraux)
Son sous-amendement n° 46 soutenu par M. Georges Tron (non prise en compte du mandat de conseiller municipal des communes élisant leurs représentants au scrutin majoritaire uninominal) à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) : rejeté (p. 835)
Son sous-amendement n° 47 soutenu par M. Georges Tron (possibilité de démissionner du dernier mandat acquis si c'est celui de conseiller municipal des communes élisant leurs représentants au scrutin majoritaire uninominal) à l'amendement n° 12 de la commission : adopté (p. 835)

Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 février 2000] (p. 870)
Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 907)
Thèmes :
Droit pénal : détention provisoire (p. 908)
Justice : cours d'assises : recours (p. 908)
Justice : réforme : moyens (p. 908)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 907)

Discussion des articles [9 février 2000] (p. 909) ; [10 février 2000] (p. 933, 980)

Article 1er (article préliminaire du code de procédure pénale : principes fondamentaux de la procédure pénale)
Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture à l'exception du "délai raisonnable" dans lequel il doit être définitivement

statué sur l'accusation et du caractère loyal de l'obtention des preuves) (p. 910)

Intervient sur le sous-amendement n° 200 de M. Pierre Albertini (référence aux engagements internationaux ratifiés par la France pour l'appréciation du "délai raisonnable" dans lequel il doit être définitivement statué sur l'accusation) à l'amendement n° 85 de la commission (p. 910)

Après l'article 2

Son amendement n° 66 corrigé (enregistrement sonore des interrogatoires) (p. 918) : devenu sans objet (p. 920)

Article 10 (articles 137-1 à 137-5 nouveaux du code de procédure pénale : institution du juge de la détention provisoire - rapports avec le juge d'instruction et le Parquet)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (juge de la détention provisoire) (p. 960)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Philippe Houillon (saisine du juge de la détention par le procureur ou par la personne mise en examen demandant sa mise en liberté) (p. 961, 962)

Article 10 bis A (article 138 du code de procédure pénale - participation aux obligations du contrôle judiciaire par les organisations habilitées)

Soutient l'amendement n° 40 de M. Patrick Devedjian (11° de l'article 138 du code de procédure pénale - cautionnement tenant compte des revenus, des charges et du patrimoine et pouvant être acquitté autrement qu'en espèces) (p. 964) : retiré (p. 964)

Article 10 bis supprimé par le Sénat (article 138 du code de procédure pénale : cautionnement)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (rétablissement de l'article - cautionnement et constitution de sûretés) (p. 966)

Article 12 (article 146 du code de procédure pénale : prolongation de la détention provisoire en cas de requalification correctionnelle)

Soutient l'amendement n° 41 de M. Patrick Devedjian (saisine du juge de la détention provisoire par le procureur) (p. 967) : rejeté (p. 967)

Article 13 (article 147 du code de procédure pénale : mise en liberté du prévenu à l'initiative du procureur)

Soutient l'amendement n° 42 de M. Patrick Devedjian (saisine du juge de la détention provisoire dans tous les cas) (p. 968) : rejeté (p. 968)

Article 14 (article 148 du code de procédure pénale : demande de mise en liberté par le prévenu)

Soutient l'amendement n° 43 de M. Patrick Devedjian (saisine du juge de la détention provisoire dans tous les cas) (p. 969) : rejeté (p. 969)

Avant l'article 15

Soutient l'amendement n° 261 de M. Patrick Devedjian (rapport du Gouvernement au Parlement sur le placement sous surveillance électronique) (p. 969) : retiré (p. 970)

Article 15 (articles 143-1 et 144 du code de procédure pénale : conditions autorisant le placement en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 130 de la commission (élévation des seuils des peines encourues, distinction entre les infractions sur les biens et les personnes et ajout de la récidive) (p. 971)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 136 troisième rectification de la commission (surveillance électronique substituée à la détention provisoire) (p. 984)

Article 19 (articles 149 et 149-2 du code de procédure pénale : indemnisation à raison d'une détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 44 de M. Patrick Devedjian (décisions de non-lieu, de relaxe, d'acquittement et d'indemnisation communiquées aux magistrats ayant concouru à la mise en détention provisoire ou à son maintien) (p. 990) : rejeté (p. 991)

Article 21 octies (article 380 du code de procédure pénale : recours contre les arrêts de cours d'assises)

Intervient sur l'amendement n° 156 de la commission (nouvelle rédaction de l'article prévoyant trois magistrats et sept jurés en première instance et trois magistrats et neuf jurés en appel) (p. 999)

Son sous-amendement n° 245 (délai de six mois pour le passage en cours d'assises après la mise en accusation ou l'appel) à l'amendement n° 52 corrigé du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article prévoyant trois magistrats et sept jurés en première instance et trois magistrats et neuf jurés en appel) (p. 998) : adopté (p. 1002)

Après l'article 21 duodecies

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jack Lang (insertion d'un chapitre III quinquies : Dispositions relatives aux demandes de révision - révision après un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme) (p. 1010)

Après l'article 41

Soutient l'amendement n° 189 de la commission (visite des établissements pénitentiaires par les parlementaires) (p. 1035) : adopté (p. 1035)

Son amendement n° 83 (visite des établissements pénitentiaires par les parlementaires) : adopté (p. 1035)

Son amendement n° 197 (visite au moins une fois l'an des établissements pénitentiaires par la commission départementale de sécurité et d'accessibilité et publicité de son rapport) (p. 1035) : adopté après rectification (suppression de la publicité du rapport) (p. 1037)

Intervient sur le sous-amendement n° 264 de M. Jean-Yves Caullet (institution d'une commission départementale chargée d'examiner les conditions de fonctionnement des établissements) à son amendement n° 197 (p. 1036)

Seconde délibération

Article 21 octies (article 380 du code de procédure pénale : recours contre les arrêts de cours d'assises)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression du délai de six mois imparti à la cour d'assises pour juger en premier ressort ou en appel) (p. 1037)

Projet de loi n° 2065 autorisant la ratification de la Convention portant statut de la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 février 2000] (p. 1096)

Son intervention (p. 1103)
Thèmes :
Constitution : révision : Cour pénale internationale (p. 1103)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 1104)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 1103, 1104)

Projet de loi n° 621 portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2000] (p. 1245)
Son intervention (p. 1252)
Thèmes :
Justice (p. 1252)
Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 1252)
Ordre public : personnels (p. 1253)
Parlement : parlementaires : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 1252)

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1255)
Article 2 (composition de la commission nationale et mandat de ses membres)
Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (qualité de membre de la commission incompatible avec l'exercice de toute fonction ou activité dans le domaine de la sécurité ou de la protection) (p. 1257)
Article 6 (vérifications sur place)
Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - vérification sans obligation de préavis dans tous lieux publics ou locaux professionnels) (p. 1259)
Ses explications de vote (p. 1261)
Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1261)

Proposition de loi n° 2046 relative à la validation législative d'un examen professionnel d'accès au grade de premier surveillant des services extérieurs de l'administration pénitentiaire

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [29 février 2000] (p. 1384)
Ses interventions (p. 1386, 1387)
Thème :
Justice : contentieux : formalités (p. 1387)
Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1387)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 mars 2000] (p. 1627, 1645) ; [9 mars 2000] (p. 1689, 1725)
Son intervention (p. 1712)
Thèmes :
Aménagement du territoire : zones rurales (p. 1713)
Logement : logement social : HLM (p. 1712, 1713)

Discussion des articles [9 mars 2000] (p. 1753, 1770) ; [14 mars 2000] (p. 1874, 1913) ; [15 mars 2000] (p. 2010, 2047) ; [16 mars 2000] (p. 2093, 2142, 2212)
Article 1er (principes et procédures s'imposant à tous les documents d'urbanisme)
Article L. 121-1 du code de l'urbanisme : principes généraux s'imposant aux documents d'urbanisme
Soutient l'amendement n° 824 de M. Gilles Carrez (prise en considération des documents d'urbanisme) (p. 1758) : rejeté (p. 1758)
Intervient sur l'amendement n° 610 de M. André Santini (prise en considération des documents d'urbanisme) (p. 1758)
Soutient l'amendement n° 1299 de M. Thierry Mariani (suppression de la référence au développement durable) (p. 1759) : rejeté (p. 1759)
Intervient sur l'amendement n° 896 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (référence au développement durable) (p. 1760)
Soutient l'amendement n° 825 de M. Gilles Carrez (diversité des fonctions urbaines) (p. 1762) : rejeté (p. 1762)
Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (diversité des fonctions urbaines et espaces publics de qualité) (p. 1763)
Soutient l'amendement n° 826 de M. Gilles Carrez (diversité des fonctions urbaines et réhabilitation) (p. 1763) : adopté (p. 1763)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mars 2000] (p. 2913)
Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (validation des admissions en deuxième année de médecine à l'université de Bretagne occidentale pour l'année 1999-2000) (p. 2923, 2924)

Projet de loi n° 2064 portant diverses dispositions statutaires relatives aux magistrats de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes et modifiant le code des juridictions financières

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2924)
Son intervention (p. 2929)
Thème :
Justice : chambres régionales des comptes : magistrats (p. 2929)

Discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2933)
Article 2 (commission consultative de la Cour des comptes et participation des magistrats honoraires aux jurys de concours)
Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (réunion de la commission hors la présence de membres de celle-ci intéressés à ses délibérations) (p. 2934)
Après l'article 2
Reprend l'amendement n° 3 de la commission (nomination de conseillers de chambres régionales

des comptes comme conseillers maîtres à la Cour des comptes à raison d'une nomination pour douze intervenant au titre du tour extérieur de l'administration des finances et de la promotion des conseillers référendaires) : rejeté (p. 2936)

Son amendement n° 1 rectifié (nomination de conseillers de chambres régionales des comptes comme conseillers maîtres à la Cour des comptes à raison d'une nomination sur quatre intervenant au titre du tour extérieur de l'administration des finances) (p. 2935) : rejeté (consultation du conseil supérieur des chambres régionales des comptes) (p. 2936)

Article 4 (nomination des conseillers de chambre régionale comme conseillers référendaires à la Cour des comptes)

Son amendement n° 2 (deux nominations par an) : rejeté (p. 2937)

Intervient sur l'amendement n° 31 rectifié de la commission (nomination comme conseiller référendaire au tour extérieur - suppression des services effectués dans un organisme relevant du contrôle de la Cour des comptes et ajout de ceux accomplis dans les administrations de sécurité sociale) (p. 2937)

Ses observations : déplore que le Gouvernement n'explique pas le report de 1999 à 2000 du règlement des droits d'enregistrement dus par la SEITA (p. 2938)

Après l'article 30

Soutient l'amendement n° 28 de M. François Goulard (possibilité pour les personnes mises en cause devant les chambres régionales des comptes de se faire assister par le conseil de leur choix et pas seulement par un avocat) (p. 2948) : rejeté (p. 2948)

Proposition de loi n° 2218 relative à la mise en place d'une véritable responsabilité pour faute de l'administration fiscale et d'un droit général d'indemnisation pour les contribuables

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2000] (p. 2987)

Son intervention (p. 2991)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 2991 à 2993)

État : réforme (p. 2991)

Impôts et taxes : contentieux : indemnisation (p. 2991, 2992)

Impôts et taxes : contentieux : sanctions (p. 2992)

Impôts et taxes : contrôle (p. 2993)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 2991)

Impôts et taxes : intérêts de retard (p. 2992, 2993)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2993)

Proposition de loi n° 1948 interdisant les candidatures multiples aux élections cantonales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2000] (p. 3042)

Son intervention (p. 3046)

Thème :

Administration : cantons : fusion (p. 3046)

Projet de loi n° 2182 relatif à la chasse

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [13 juin 2000] (p. 5225)

Article 2 (statut et missions de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage)

Intervient sur le sous-amendement n° 86 rectifié de M. Charles de Courson (égale protection et représentation des parcs) à l'amendement n° 7 de la commission (missions de l'office) (p. 5243)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 juin 2000] (p. 5336)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Lionnel Luca (p. 5364)

Thème :

Président de la République : quinquennat : gauche (p. 5364)

Discussion de l'article unique [15 juin 2000] (p. 5402)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Georges Sarre (ajout de deux alinéas à l'article 12 de la Constitution relatif à la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République - démission du Président de la République à la suite de l'adoption d'une motion de défiance à la majorité absolue des membres composant la nouvelle Assemblée) (p. 5425)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jacques Brunhes (nouvelle rédaction de l'article 37 de la Constitution relatif au domaine réglementaire - possibilité offerte à l'Assemblée nationale d'enjoindre le Gouvernement de prendre les textes d'application des lois puis de se substituer au pouvoir exécutif) (p. 5432)

Jean-Jacques WEBER

Haut-Rhin (6ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

Est déchu de son mandat de député [J.O. du 4 mai 2000] (voir indications préliminaires)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 mars 2000] (p. 4991)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 31 mars 2000] (p. 4991)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1911 visant à encadrer la distribution à domicile des publications à caractère publicitaire [9 novembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité [23 février 2000] (p. 1166)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 2

Son amendement n° 475 soutenu par M. Germain Gengenwin (application de la réduction d'impôt accordée aux personnes âgées dépendantes placées en établissement de long séjour ou de cure médicale en cas d'hébergement dans une maison de retraite sanitaire ou sociale) : rejeté (p. 7784)

Après l'article 4

Son amendement n° 215 (rétablissement de l'exonération de TVA dont bénéficiaient les syndicats de copropriétaires gérant des résidences avec services aux personnes âgées) (p. 7813) : rejeté (p. 7814)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux produits de confiserie) (p. 7816)

Son amendement n° 223 (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 7824) : rejeté (p. 7833)

Après l'article 4 (suite)

Son amendement n° 241 (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7845) : rejeté (p. 7847)

Projet de loi n° 1598 relatif à l'accueil des gens du voyage

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 février 2000] (p. 1245)

Son intervention (p. 1273)

Discussion des articles [24 février 2000] (p. 1283)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 32 (définition des gens du voyage) (p. 1285) : rejeté (p. 1286)

Son amendement n° 31 (respect des règles de stationnement et d'utilisation des aires par les gens du voyage) (p. 1286) : rejeté (p. 1287)

Article 1er (schéma départemental d'accueil des gens du voyage)

Son amendement n° 33 (communes participant à l'accueil des gens du voyage titulaires d'un titre de circulation) (p. 1288) : rejeté (p. 1289)

Son amendement n° 84 (définition de la résidence mobile) : rejeté (p. 1289)

Son sous-amendement n° 85 (mention des groupements de communes de plus de 5 000 habitants) à l'amendement n° 42 de la commission (mention obligatoire des communes de plus de 5 000 habitants au schéma départemental) : retiré (p. 1291)

Intervient sur le sous-amendement n° 112 de Mme Christine Boutin (responsabilité du préfet pour les rassemblements de plus de cinquante caravanes) à l'amendement n° 43 de la commission (accueil des grands rassemblements) (p. 1294)

Son amendement n° 36 (information du conseil général sur les conséquences financières du schéma départemental) : rejeté (p. 1296)

Son sous-amendement n° 87 soutenu par M. Yves Bur (représentants des associations intervenant auprès des gens du voyage substitués aux représentants des gens du voyage) à l'amendement n° 45 de la commission (composition de la commission consultative) : retiré (p. 1298)

Son sous-amendement n° 88 (réunion annuelle de la commission consultative) à l'amendement n° 45 de la commission : retiré (p. 1299)

Article 2 (obligations des communes)

Son sous-amendement n° 89 (groupements de communes) à l'amendement n° 49 de la commission (de coordination) : retiré (p. 1301)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (suppression de la possibilité de prolongation par le préfet du délai de deux ans pour certaines communes n'ayant pas rempli leurs obligations) (p. 1301)

Article 4 (participation financière de l'Etat à l'aménagement des aires d'accueil)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (suppression du financement par l'Etat à hauteur de 70 % de leur montant des dépenses exposées pour la réparation des dommages causés aux aires d'accueil) (p. 1303)

Article 6 (organisation des interventions sociales relatives aux gens de voyage)

Son sous-amendement n° 90 (révision tous les six mois des conventions relatives à la participation du département aux frais de fonctionnement des aires d'accueil) à l'amendement n° 54 de la commission (plafonnement à 25 % de la participation du département aux frais de fonctionnement des aires d'accueil - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : retiré (p. 1306)

Article 7 (majoration de la population prise en compte au titre du calcul de la DGF)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (majoration d'un habitant par place de caravane - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1308)

Intervient sur l'amendement n° 17 corrigé de M. Daniel Vachez (majoration d'un habitant par place de caravane - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1308)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Daniel Vachez (majoration de deux habitants par place de caravane dans les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ou à la première fraction de la dotation de solidarité rurale) (p. 1308)

Article 8 (dispositions modifiant le code de l'urbanisme)

Son sous-amendement n° 92 (mention des aires d'accueil dans les plans d'occupation des sols) à

l'amendement n° 57 de la commission (délivrance par les maires d'autorisations d'installation des gens du voyage sur des terrains familiaux - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1308) : rejeté (p. 1309)

Article 9 (pouvoirs de police du maire - procédure d'expulsion)

Son sous-amendement n° 95 (extension de la procédure d'expulsion aux cas de violation du droit de propriété) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture avec l'ajout de la continuité des services publics pouvant fonder la saisine du juge par le maire et du référé selon la procédure dite d'heure à heure) (p. 1312) : rejeté (p. 1313)

Son sous-amendement n° 97 (juge statuant dans le délai de vingt-quatre heures) à l'amendement n° 58 corrigé de la commission : retiré (p. 1314)

Son sous-amendement n° 98 à l'amendement n° 58 corrigé de la commission : retiré (p. 1314)

Ses explications de vote (p. 1319)

Pierre-André WILTZER

Essonne (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 1999] (p. 14659)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

HOMMAGE

Aux victimes des inondations dans le midi ; observation d'une minute de silence [15 novembre 1999] (p. 9295)

HOMMAGE DE BIENVENUE

A une délégation de parlementaires brésiliens [26 octobre 1999] (p. 8089)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

Mme Roselyne Bachelot-Narquin : cite les personnes qui, selon le règlement, sont autorisées à intervenir sur les amendements [7 octobre 1999] (p. 7085)

M. Jean-Jacques Jégou : rappelle que les articles évoqués par M. Jégou ont fait l'objet d'une réserve à la demande du Gouvernement ; précise que la réserve étant de droit, la présidence est tenue de la respecter tant qu'elle n'est pas levée [27 avril 2000] (p. 3499)

DÉBATS

Projet de loi n° 1786 rectifié relatif à la réduction négociée du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1999] (p. 7034, 7071) ; [12 octobre 1999] (p. 7186) ; [13 octobre 1999] (p. 7235, 7282) ; [14 octobre 1999] (p. 7342, 7386) ; [15 octobre 1999] (p. 7432, 7465, 7514)

Après l'article 1er

Répond au rappel au règlement de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (cf. supra) (p. 7085)

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Après l'article 4

Répond aux observations de M. Augustin Bonrepaux : indique que l'expérience montre qu'il est préférable d'appeler tous les amendements pour éviter la multiplication des incidents et des rappels au règlement (p. 7843)

Projet de loi n° 1821 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [1er février 2000] (p. 582) ; [2 février 2000] (p. 614)

Article 3 (accès des installations sportives universitaires aux collectivités locales et aux fédérations ou associations sportives)

Intervient pour écarter l'amendement n° 125 de M. Guy Drut compte tenu d'une nouvelle rédaction du début de l'article (p. 589)

Proposition de loi n° 1727 instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 février 2000] (p. 1327)

Son intervention (p. 1337)

Salue la dignité, l'émotion et l'unanimité de la représentation nationale dans sa condamnation du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme.

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2000] (p. 3337, 3358) ; [27 avril 2000] (p. 3403, 3447, 3500)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 681 précédemment réservé du Gouvernement (fixation du prix d'achat des fruits et légumes en cas de crise conjoncturelle ; précise qu'il est préférable de mettre aux voix

l'amendement du Gouvernement dans sa rédaction actuelle et de procéder à une harmonisation au moment opportun, c'est-à-dire quand la commission sera créée) (p. 3503, 3529)

Article 64 précédemment réservé (article 157-3 nouveau de la loi du 24 juillet 1966 : information des actionnaires sur les rémunérations, avantages, mandats et fonctions des mandataires sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 251 de la commission (de précision) (p. 3511)

En qualité de Député

DÉBATS

Projet de loi n° 2065 autorisant la ratification de la Convention portant statut de la Cour pénale internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 février 2000] (p. 1096)

Son intervention (p. 1105)

Thèmes :

Constitution : révision : Cour pénale internationale (p. 1106)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 1105)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 1106)

Traités et conventions : ratification : Cour pénale internationale (p. 1106)

Projet de loi constitutionnelle n° 2462 relatif à la durée du mandat du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [15 juin 2000] (p. 5402)

Article unique (Président de la République élu pour cinq ans au suffrage universel direct)

Son amendement n° 95 (élection du Président de la République pour un mandat de sept ans) (p. 5413) : rejeté (p. 5416)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 61 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (insertion dans la Constitution d'un article 43-1- relatif aux commissions d'enquête et droit pour chacun des groupes d'obtenir la création d'une commission d'enquête par législature) (p. 5436)

Y

Kofi YAMGNANE
Finistère (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 avril 2000] (p. 5222)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 mai 2000] (p. 6821)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 mai 2000] (p. 6821)

DÉPÔT

Proposition de loi constitutionnelle n° 2075 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France [12 janvier 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 386)

Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant dans les communes de plus de 3 500 habitants)

Son intervention (p. 392)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2063 tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidants étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [2 mai 2000] (p. 3585) ; [3 mai 2000] (p. 3704, 3709)

Son intervention (p. 3723)

Thèmes :

Constitution : révision : procédures (p. 3724)
Défense : armée : étrangers (p. 3724)
Etrangers : communautarisme : droit de vote (p. 3725)
Etrangers : intégration (p. 3725)
Union européenne : citoyenneté (p. 3723)

Z

Marie-Jo ZIMMERMANN
Moselle (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 30 septembre 1999] (p. 14509)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er octobre 1999] (p. 14614)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 octobre 1999] (p. 15459)

Vice-présidente de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 10 novembre 1999] (p. 16773)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 1837 tendant à instaurer une véritable parité entre les hommes et les femmes dans la vie politique [6 octobre 1999]

Proposition de loi n° 1850 tendant à instaurer une véritable parité entre les hommes et les femmes dans la vie politique [13 octobre 1999]

Proposition de loi n° 1984 abrogeant de plein droit toutes les dispositions juridiques discriminatoires entre les hommes et les femmes [1er décembre 1999]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Associations. Réglementation, application [5 octobre 1999] (p. 6851)

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [15 mars 2000] (p. 2007)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 1999] (p. 7726, 7758, 7798) ; [22 octobre 1999] (p. 7842, 7889, 7929)

Article 8 (institution d'une exonération d'impôts commerciaux en faveur des associations, fondations et congrégations qui exercent des activités lucratives accessoires)

Son amendement n° 505 soutenu par M. Michel Bouvard (détermination au niveau de chaque association membre d'un groupement associatif national ou régional du montant des recettes susceptibles de bénéficier du régime d'exonération) (p. 7880) : retiré (p. 7881)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [16 novembre 1999] (p. 9429)

Procédure des questions :

Enseignement : langues étrangères : Allemagne (p. 9502)

Projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 335)

Son intervention (p. 349)

Thèmes :

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 350)
Elections et référendums : élections sénatoriales : parité (p. 350)
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 349, 350)
Elections et référendums : élus : suppléants (p. 350)
Femmes : égalité des sexes (p. 349 à 351)
Partis et mouvements politiques : financement public : parité (p. 350)

Discussion des articles [25 janvier 2000] (p. 386)

Article 1er (articles L. 264 et L. 265 du code électoral : application du principe paritaire aux élections municipales se déroulant dans les communes de plus de 3 500 habitants)

Soutient l'amendement n° 59 de M. Arthur Dehaine (application des dispositions de l'article au plus tard en 2007 et minimum de 30 % de candidats du même sexe aux élections municipales de 2001) (p. 396) : rejeté (p. 396)

Article 12 (article 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique : pénalisation financière du non-respect du principe de parité pour les élections législatives)

Soutient l'amendement n° 7 de M. Lionnel Luca (suppression du régime spécifique applicable aux partis présentant des candidats exclusivement outre-mer) (p. 408) : rejeté (p. 408)

Ses explications de vote (p. 413)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 413)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2954)

Son intervention (p. 2958)

Thèmes :

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 2959)
Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 2959)
Elections et référendums : éligibilité : femmes (p. 2959)
Femmes : égalité des sexes (p. 2958)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 mai 2000] (p. 3677)

Son intervention (p. 3683)

Thèmes :

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 3684)

Elections et référendums : élections municipales : parité (p. 3684)

Femmes : égalité des sexes (p. 3684, 3685)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1557, 1574)

Article 3 (article L. 132-27 du code du travail : obligation de négociation spécifique au niveau de l'entreprise)

Soutient l'amendement n° 63 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (incitation à la négociation) (p. 1559) : rejeté (p. 1559)

Article 4 (article L. 153-2 du code du travail : sanctions pénales)

Soutient l'amendement n° 64 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (de suppression) (p. 1561) : rejeté (p. 1561)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 65 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (conjoints collaborateurs d'artisans ou de commerçants éligibles aux chambres des métiers) (p. 1564) : rejeté (p. 1564)

Soutient l'amendement n° 81 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (égale représentation des hommes et des femmes au sein du comité d'entreprise) (p. 1565) : rejeté (p. 1566)

Soutient l'amendement n° 82 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (égale représentation des hommes et des femmes aux listes présentées par les organisations syndicales pour l'élection des délégués du personnel) (p. 1566) : rejeté (p. 1566)

Ses explications de vote (p. 1584)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1584)

Projet de loi organique n° 2013 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [30 mars 2000] (p. 2977)

Article 1er (article 6-1 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : la parité en Polynésie française)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Émile Vernaudon (nombre égal de candidats de chaque sexe à une unité près) (p. 2978)

Émile ZUCCARELLI

Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean Vila. Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction, application [2 novembre 1999] (p. 8674)

M. Charles Miossec. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Paiement des pensions. Coût prévisible, conséquences [1er décembre 1999] (p. 10355)

M. Jean-Jacques Jégou. Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction, application [9 février 2000] (p. 867)

M. Bernard Birsinger. Fonction publique de l'Etat. Durée du travail. Réduction, application [1er mars 2000] (p. 1417)

Mme Nicole Catala. Fonction publique de l'Etat. Durée du travail. Réduction, application [1er mars 2000] (p. 1420)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. René Dosière. Collectivités territoriales. Finances. Aides à l'implantation d'industries, réglementation [2 février 2000] (p. 481)

M. Alain Vidalies. Fonctionnaires et agents publics. Non titulaires. Revendications [2 février 2000] (p. 483)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1805 pour 2000

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ETAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [3 novembre 1999] (p. 8729)

Son intervention (p. 8740)

Ses réponses (p. 8745 à 8749)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : déconcentration : Etat (p. 8741)

Administration : rapports avec les administrés (p. 8740, 8741)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : services publics (p. 8741)

Collectivités territoriales : interventions économiques (p. 8744)

Emploi : jeunes : fonctionnaires et agents publics (p. 8742)

Etat : réforme (p. 8740 à 8742, 8744)

Etat : réforme : nouvelles technologies (p. 8742)

Fonction publique territoriale (p. 8744)

Fonctionnaires et agents publics : accès : handicapés (p. 8743)

Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 8743)

Fonctionnaires et agents publics : discipline (p. 8743)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8744)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : Gouvernement précédent (p. 8741)
Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : femmes (p. 8742)
Fonctionnaires et agents publics : indemnités (p. 8743)
Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8743)
Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8743)
Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 8742)
Lois : codification (p. 8740)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires : montant des pensions : invalidité (p. 8743)
Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8743, 8744)
Réponses aux questions :
Collectivités territoriales : décentralisation : interventions économiques (p. 8745, 8746) (M. Maurice Ligot) (p. 8744)
Etat : réforme (p. 8749) (M. Bernard Schreiner) (p. 8748)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : ministères et secrétariats d'Etat (p. 8747) (M. Bernard Schreiner) (p. 8747)
Fonctionnaires et agents publics : traitement : réduction du temps de travail (p. 8748) (M. Éric Doligé) (p. 8748)
Travail : réduction du temps de travail : fonction publique territoriale (p. 8747) (M. Éric Doligé) (p. 8746)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 1999] (p. 8749)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 57 corrigé de M. Charles de Courson (fixation du taux de retenue pour pension des fonctionnaires civils de l'Etat de manière que le taux de participation des fonctionnaires au paiement des pensions demeure constant) (p. 8751)

Projet de loi n° 1461 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10023)

Son intervention (p. 10023)
Sa réponse (p. 10031)
Thèmes :
Administration : accès aux documents administratifs (p. 10023)
Administration : maisons des services publics (p. 10032)
Administration : rapports avec les administrés (p. 10023, 10032)
Administration : transparence : comptes (p. 10023)
Associations : statuts : comptes (p. 10023)
Elections et référendums : statut des élus (p. 10032)
Etat : réforme (p. 10023)
Fonctionnaires et agents publics : contractuels : Tribunal des conflits (p. 10024)
Justice : droit d'ester : collectivités territoriales (p. 10031, 10032)
Lois : codification (p. 10023)
Secteur public : services publics : rôle (p. 10024)
Urbanisme : opérations d'aménagement : associations (p. 10023, 10024)

Discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10032)

Article 2 supprimé par le Sénat (obligation d'organiser un accès simple aux règles de droit)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 10033)

Article 4 (personnalisation des relations entre les agents des services publics et les citoyens)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 10033)

Article 5 bis (consignation d'une somme d'argent par les associations)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 10034)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Franck Dhersin (recours contre les permis de construire formés par les seules associations agréées) (p. 10035)

Article 8 (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal : définition de la notion de document administratif, régime applicable à la communication de ces documents, compétences de la commission d'accès aux documents administratifs)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (obligation de communication de documents détenus par une administration dont elle n'est pas l'auteur - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (suppression de la précision introduite par le Sénat limitant à ceux réalisés par une autorité administrative la non communicabilité des documents établis dans le cadre d'une prestation de service) (p. 10037)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture prévoyant, dans le rapport annuel de la commission d'accès aux documents administratifs, la mention des difficultés rencontrées par les personnes demandant communication de documents) (p. 10037)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de texte adopté par l'Assemblée en première lecture relatif à la compétence de la commission d'accès aux documents administratifs pour la communication des listes des assujettis à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés) (p. 10037)

Article 8 bis (article L. 140-9 du code des juridictions financières : rapports de vérification et avis des comités départementaux et régionaux d'examen des comptes des organismes de sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 10038)

Article 10 (consultation par le public des comptes des autorités administratives et organismes aidés ou subventionnés)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10038) : adopté (p. 10038)

Article 13 bis (article L. 3133-1 à L. 3133-3 du code général des collectivités territoriales : exercice par un contribuable des actions appartenant au département)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'intitulé adopté par l'Assemblée en première lecture : exercice par un contribuable de actions appartenant au département) (p. 10039)

Article 13 ter (article L. 4143-1 à L. 4143-3 du code général des collectivités territoriales : exercice par un contribuable des actions appartenant à la région)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'intitulé adopté par l'Assemblée en première lecture : exercice par un contribuable de actions appartenant à la région) (p. 10039)

Article 14 (modalités de transmission d'une demande à l'administration)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée en première lecture pour la présence personnelle du demandeur) (p. 10039)

Article 16 A (identification de l'auteur d'une décision)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (de suppression - insertion à l'article 4) (p. 10040)

Article 21 (retrait des décisions implicites)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du délai de deux mois pour le retrait à la demande de tiers en l'absence de mise en œuvre de mesures d'information à leur égard) (p. 10040)

Article 22 (observations de l'intéressé préalables à la décision)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (de précision - organismes de sécurité sociale) (p. 10041)

Article 22 bis (procédure contradictoire en cas de reversement de prestations sociales indûment perçues)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 10041)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (assuré pouvant être assisté par un conseil ou représenté par un mandataire) (p. 10041)

Article 24 (maisons des services publics)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 10042)

Intervient sur le sous-amendement n° 32 de M. Patrice Carvalho (fonctionnement avec le concours d'agents titulaires) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 10042)

Intervient sur le sous-amendement n° 33 de M. Patrice Carvalho (avis de la commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics sur la convention créant la maison des services publics) à l'amendement n° 22 de la commission (p. 10042)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de la commission (coordination en matière de maisons des services publics entre le projet de loi et les lois n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et n° 99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement durable du territoire) (p. 10044)

Intervient sur le sous-amendement n° 34 de M. Patrice Carvalho (amélioration et développement de la proximité des services publics) à l'amendement n° 23 corrigé de la commission (p. 10044)

Article 25 (maisons des services publics constituées en groupement d'intérêt public)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 10044)

Article 26 (conventions conclues par une personne morale chargée d'une mission de service public)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture) (p. 10044)

Intervient sur le sous-amendement n° 35 de M. Patrice Carvalho (amélioration et développement de la proximité des services publics) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 10044)

Après l'article 26 bis

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Arnaud Montebourg (suppression du dernier alinéa de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et disposant que les collaborateurs de cabinet des autorités territoriales ne rendent compte de leur activité qu'à ces dernières qui décident des conditions et des modalités d'exécution de leur service) (p. 10046)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Gérard Gouzes (situation particulière des collaborateurs de cabinet des autorités territoriales définie par le dernier alinéa de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale sans incidence sur les missions des juridictions et autorités chargées du contrôle de légalité) (p. 10046)

Article 26 quater supprimé par le Sénat (conséquences de la jurisprudence "Berkani" pour les agents non-titulaires de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 38 du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée en première lecture en précisant que les personnels visés par l'article n'ont pas vocation à être titularisés en application des articles 73 et suivants de la loi n ° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et prévoyant le dépôt d'un rapport sur les "recrutés locaux" dans le délai de dix-huit mois) (p. 10047) : adopté après modification (p. 10049)

Intervient sur le sous-amendement n° 47 de M. Patrice Carvalho (rapport dans le délai de douze mois, établi après consultation des organisations syndicales et proposant des solutions aux difficultés rencontrées par les "recrutés locaux") à l'amendement n° 38 du Gouvernement (p. 10049)

Article 26 quinquies supprimé par le Sénat (conséquences de la jurisprudence "Berkani" pour les agents non-titulaires des collectivités locales)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10049)

Avant l'article 27 A

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (validation législative des admissions en deuxième

année de médecine à l'université de Montpellier) (p. 10050)

Article 27 (application de certaines dispositions en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de coordination) (p. 10050)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (de coordination) (p. 10050)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Alain Tourret (prorogation du mandat des représentants au comité technique paritaire du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 10051)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mars 2000] (p. 1481)

Son intervention (p. 1481)

Sa réponse (p. 1489)

Thèmes :

Administration : maisons des services publics (p. 1489)

Administration : rapports avec les administrés : informatique (p. 1489)

Associations : statuts : comptes (p. 1481)

Etat : réforme (p. 1481, 1502)

Etat : réforme : collectivités territoriales (p. 1502)

Etat : réforme : Gouvernement précédent (p. 1489)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 1481)

Fonctionnaires et agents publics (p. 1489, 1490)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : Tribunal des conflits (p. 1481, 1482)

Justice : droit d'ester : collectivités territoriales (p. 1490)

Secteur public : services publics : rôle (p. 1482)

Urbanisme : opérations d'aménagement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 1489)

Discussion des articles [2 mars 2000] (p. 1490)

Article 8 (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal : définition de la notion de document administratif, régime applicable à la communication de ces documents, compétences de la commission d'accès aux documents administratifs)

l'amendement n° 8 de M. Claude Evin (caractère non administratif des documents préalables à l'élaboration du rapport d'accréditation des établissements de santé) (p. 1491)

Article 10 (consultation par le public des comptes des autorités administratives et organismes aidés ou subventionnés)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. François Colcombet (de précision) (p. 1492)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. François Colcombet (compte-rendu financier substitué au compte d'emploi) (p. 1492)

Article 14 (modalités de transmission d'une demande à l'administration)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. François Colcombet (dispositions de l'article non applicables aux marchés publics) (p. 1493)

Article 24 (maisons des services publics)

Son intervention (p. 1495)

Article 25 (maisons des services publics constituées en groupement d'intérêt public)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de précision) (p. 1496)

Article 26 ter A (collaborateurs de cabinet des autorités territoriales)

Son intervention (p. 1497)

Article 26 quater (conséquences de la jurisprudence "Berkani" pour les agents non-titulaires de l'Etat)

Son intervention (p. 1498)

Article 27 AA (validation législative des admissions en deuxième année de médecine à l'université de Montpellier I)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 1499, 1500)

Article 27 (application de certaines dispositions en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 1500)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1502)

Projet de loi n° 1860 portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 9997)

Son intervention (p. 9997)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 10003)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : Internet (p. 9998)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : ordonnances (p. 10004)

Lois : codification (p. 9997, 9998, 10003, 10004)

Lois : codification : aide à l'accès au droit (p. 9998, 10023)

Lois : codification : Commission (p. 9997, 10003)

Lois : codification : Gouvernement précédent (p. 10023)

Ordonnances : loi d'habilitation (p. 9997, 10003, 10004)

Ordonnances : ratification (p. 9998)

Parlement : ordre du jour : codification (p. 10003, 10004)

Parlement : prérogatives (p. 9997, 10003, 10004)

Discussion des articles [23 novembre 1999] (p. 10019)

Article 1er (champ d'application de l'habilitation et modalités de la codification)

Intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Nicole Catala (suppression des livres du code rural) (p. 10019)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Nicole Catala (suppression du code de l'éducation) (p. 10019)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Nicole Catala (suppression du code du commerce) (p. 10019)
Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Christine Boutin (code de la famille et de l'action sociale substitué au code de l'action sociale) (p. 10020)
Article 2 (délais d'habilitation et de ratification)
Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Nicole Catala (tableaux de concordance entre les dispositions codifiées et abrogées) (p. 10021)
Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Nicole Catala (examen des projets de loi par le Parlement dans un délai de deux mois à compter de leur dépôt) (p. 10021)
Intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Nicole Catala (caducité des ordonnances non examinées par le Parlement dans le délai de quinze jours suivant le dépôt du projet de loi de ratification) (p. 10022)
Son intervention à l'issue du vote (p. 10023)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1509, 1551)
Son intervention (p. 1518)
Sa réponse (p. 1557)
Thèmes :
Femmes : égalité professionnelle (p. 1518)
Fonctionnaires et agents publics : personnel féminin (p. 1518, 1557)
Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) : jury (p. 1518, 1557)
Discussion des articles [7 mars 2000] (p. 1557, 1574)
Avant l'article 10
Intervient sur l'amendement n° 48 de Mme Nicole Feidt (rédactionnel : suppression de l'intitulé du chapitre Ier) (p. 1566)
Article 10 (article 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 : coordinations)
Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission des lois (de suppression) (p. 1567)
Article 11 (article 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 : coordinations)
Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission des lois (de suppression) (p. 1567)
Article 12 (article 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 : coordinations)
Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission des lois (de suppression) (p. 1567)
Article 13 (article 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 : discriminations en raison du sexe)
Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Patrick Malavieille (prise en compte des discriminations) (p. 1568)
Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Yvette Roudy (concours uniques) (p. 1568)
Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Patrick Malavieille (recrutements distincts supprimés) (p. 1569)
Intervient sur l'amendement n° 66 de Mme Martine Lignières-Cassou (représentation équilibrée au sein des instances paritaires) (p. 1569)
Article 14 (article 6 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 : abus d'autorité en matière sexuelle)
Intervient sur l'amendement n° 68 de Mme Martine Lignières-Cassou (interdiction des mesures disciplinaires prises à l'encontre de fonctionnaires ayant refusé de subir ou ayant dénoncé des faits de harcèlement sexuel) (p. 1574)
Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 1575)
Intervient sur l'amendement n° 67 de Mme Martine Lignières-Cassou (définition du harcèlement moral) (p. 1575)
Intervient sur l'amendement n° 69 de Mme Martine Lignières-Cassou (poursuites pénales à la suite du harcèlement moral) (p. 1575)
Après l'article 14
Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rapport au Parlement) (p. 1576)
Soutient le sous-amendement n° 73 du Gouvernement (rapport consolidé concernant les trois fonctions publiques et saisine du conseil supérieur compétent) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 1576) : adopté (p. 1576)
Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission des lois (de coordination) (p. 1576)
Intervient sur l'amendement n° 17 de Mme Catherine Génisson (de coordination) (p. 1576)
Avant l'article 15
Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 1577)
Article 15 (article 14 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des commissions administratives paritaires)
Intervient sur l'amendement n° 18 rectifié de Mme Martine Lignières-Cassou (rédaction globale de l'article) (p. 1577)
Article 16 (article 15 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des comités techniques paritaires)
Intervient sur l'amendement n° 19 de Mme Martine Lignières-Cassou (de suppression) (p. 1577)
Article 17 (article 20 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des jurys de concours de recrutement)
Intervient sur l'amendement n° 20 de Mme Martine Lignières-Cassou (composition des jurys) (p. 1578)
Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission des lois (mixité des jurys) (p. 1578)
Intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Odette Casanova (mixité des jurys) (p. 1578)
Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 1579)
Après l'article 17
Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission des lois (mixité des jurys constitués dans le cadre de la promotion interne) (p. 1579)
Article 18 (article 58 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys et les comités de sélection constitués pour l'avancement des fonctionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 1579)
Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission des lois (suppression des statuts particuliers) (p. 1579)
Article 19 (article 42 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys de concours)
Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 1580)
Intervient sur l'amendement n° 22 de Mme Martine Lignières-Cassou (rédactionnel) (p. 1580)
Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission des lois (suppression des statuts particuliers) (p. 1580)
Intervient sur l'amendement n° 11 de Mme Odette Casanova (suppression des statuts particuliers) (p. 1580)
Après l'article 19
Intervient sur l'amendement n° 23 rectifié de Mme Martine Lignières-Cassou (représentation équilibrée au sein des commissions administratives paritaires représentant l'administration) (p. 1581)
Intervient sur l'amendement n° 24 rectifié de Mme Martine Lignières-Cassou (représentation équilibrée au sein des comités techniques paritaires représentant l'administration) (p. 1581)
Avant l'article 20
Intervient sur l'amendement n° 51 de Mme Nicole Feidt (rédactionnel) (p. 1581)
Après l'article 20
Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Martine Lignières-Cassou (mixité des membres représentant l'administration) (p. 1582)
Article 21 (article 30-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys de concours de recrutement)
Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission des lois (suppression des statuts particuliers) (p. 1582)
Intervient sur l'amendement n° 10 de Mme Odette Casanova (suppression des statuts particuliers) (p. 1582)
Article 22 (article 35 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys des examens professionnels)
Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission des lois (suppression des statuts particuliers) (p. 1583)
Intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Odette Casanova (suppression des statuts particuliers) (p. 1583)
Après l'article 22
Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission des lois (dispositions transitoires) (p. 1584)
Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission des lois (date d'application) (p. 1584)
Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission des lois (dispositions transitoires) (p. 1584)
Son intervention à l'issue du vote (p. 1585)